

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 2003 au 30 septembre 2004

12^e législature

A

Jean-Pierre ABELIN
Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IX : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Logement) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1221 relative à l'assimilation des propriétaires de chambres d'hôtes à des travailleurs indépendants et à certains aménagements en terme d'affiliation aux régimes de sécurité sociale [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1357 aménageant les conditions d'affiliation des propriétaires de chambres d'hôtes à la sécurité sociale [15 janvier 2004]

Proposition de loi n° 1557 relative à l'obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1753 plafonnant le montant de la redevance d'archéologie préventive à 10 % du coût de certaines opérations d'aménagement [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 453, posée le 13 octobre 2003. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 7717). Appelée le 14 octobre 2003. Bassins d'emploi, Châtellerauld (p. 8493)

n° 660, posée le 6 avril 2004. Tourisme et loisirs. Chambres d'hôtes (J.O. Questions p. 2766). Suppléé par M. Stéphane Demilly. Appelée le 6 avril 2004. Régime social (p. 2623)

n° 809, posée le 8 juin 2004. Agroalimentaire. Groupe France Champignon (J.O. Questions p. 4138). Appelée le 8 juin 2004. Emploi et activité, Châtellerauld (p. 4557)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 10325)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10326)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10325)

Logement : crédits (p. 10325)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10325)

Logement : habitat insalubre (p. 10325)

Logement : logement social : constructions (p. 10325)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10325)

Postes : livret A (p. 10325)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10326)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son amendement n° 173 (p. 11037)

Jean-Claude ABRIOUX

Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 934)

Bernard ACCOYER

Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Nommé président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 6 mai 2004] (p. 8117)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir au comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 8 juin 2004] (p. 10151)

Cesse d'appartenir à la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 8 juin 2004] (p. 10151)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Oppose à la mise en cause par M. Ayrault de l'assiduité des députés UMP, les résultats du scrutin public sur l'exception d'irrecevabilité, affirme que la politique sociale de l'UMP est un vecteur de progrès et d'avenir [29 juin 2004] (p. 5729)

Attribue la demande de vérification du quorum par le président du groupe socialiste à une volonté d'obstruction [6 juillet 2004] (p. 6150)

Estime problématique l'emploi du traitement de texte pour reproduire à l'identique des milliers d'amendements. Il reconnaît cependant le droit pour les parlementaires de l'opposition de s'exprimer à travers de nombreux amendements, mais à condition qu'ils soient de contenu différent et qu'ils enrichissent le débat [21 juillet 2004] (p. 7061)

*DÉBATS***Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8294)

Son amendement n° 336 troisième rectification (pratique de la psychothérapie par des professionnels qualifiés) : adopté (p. 8296)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9597)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9597)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 9598)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9597)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9597)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 320 (p. 9681)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1256 (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 794) : adopté (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Jean Auclair (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 796)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1328)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : intégration (p. 1329)

Etat : laïcité : liberté (p. 1329)

Etat : valeurs républicaines : communautarisme (p. 1328)

Etat : valeurs républicaines : neutralité (p. 1329)

Lois : projet de loi : signes religieux (p. 1329)

Politique générale : intégration (p. 1330)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 116

Intervient sur l'amendement n° 1418 de M. Jean-Michel Fourgous (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) (p. 2553)

Article 125 ter (adhésion de collectivités territoriales étrangères à un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2560)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot (institution de la conférence régionale territoriale) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2566)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Marc-Philippe Daubresse (fixation du plafond à 20 € à l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances) (p. 2566)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Son intervention (p. 2288)

Thèmes :

Collectivités territoriales : impôts locaux (p. 2291)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 2290)

Etat : décentralisation (p. 2290)

Handicapés : allocations et ressources (p. 2290)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2290)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 2291)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 2289)

Politique générale : Gouvernement précédent : Parti socialiste (p. 2288)

Politique générale : Gouvernement précédent : syndicats (p. 2289)

Politique générale : réforme (p. 2291)

Politique sociale : Gouvernement précédent (p. 2288)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 2290)

Sécurité sociale : assurance vieillesse : financement (p. 2289)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 2289)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2290)

Le groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire ne vote pas la censure (p. 2291)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3436)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5729)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Quorum (vérification) : [10 juillet 2004] (p. 6457)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6476)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6569)

Après l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6934)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7061)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et cent vingt-quatre membres de l'Assemblée, M. le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (Collectivités territoriales 1218)

[27 juillet 2004] (p. 7285)

Son intervention (p. 7293)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7294)

Assemblée nationale : président : rôle (p. 7294)

Collectivités territoriales : décentralisation : transferts de compétences (p. 7294)

Collectivités territoriales : élus locaux : indemnité des élus locaux (p. 7294)

Constitution : article 49, alinéa 3 : Parti socialiste (p. 7294)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 7296)

Etat : Gouvernement : réforme (p. 7296)

Etat : Gouvernement : rôle et missions (p. 7293)

Justice : réforme (p. 7296)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 7295, 7297)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 7295)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7295)

Union européenne : constitution européenne (p. 7296, 7300)

Le groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire ne vote pas la censure (p. 7297)

Patricia ADAM

*Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20112)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20113)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 décembre 2003] (p. 20772)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 décembre 2003] (p. 20772)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 9 juin 2004] (p. 10193)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 juin 2004] (p. 10193)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10291)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10291)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le mode de propulsion du second porte-avions [5 novembre 2003] (n° 1196)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [3 mars 2004] (p. 2350)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10000)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 10000)

Défense : direction des chantiers navals (p. 10000)

Défense : fonds pour les restructurations de la défense (p. 10000)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention (p. 11566)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 11566)

Enfants : mauvais traitements (p. 11567)

Enfants : politique de l'enfance (p. 11566)

Enseignement : obligation scolaire (p. 11566)

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 1er A (dispense d'obligation alimentaire pour les enfants maltraités)

Son intervention (p. 11570)

Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)

Son amendement n° 27 (p. 11571)

Article 2 (dispositions transitoires relatives à la réforme de l'agrément des assistants maternels non permanents)

Son intervention (p. 11572)

Son amendement n° 28 (p. 11572)

Article 3 (abrogation du dispositif administratif de suspension ou de suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire)

Son amendement n° 29 (p. 11574)

Après l'article 3

Son amendement n° 49 (cas de mise sous tutelle des allocations familiales) : rejeté (p. 11575)

Son amendement n° 31 (cellules départementales de l'absentéisme scolaire) : rejeté (p. 11575)

Avant l'article 7

Son amendement n° 34 (observatoires départementaux de l'enfance en danger) (p. 11576) : rejeté (p. 11577)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son amendement n° 36 (p. 11577)

Son amendement n° 37 (p. 11578)

Son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 8 de la commission (p. 11578)

Son amendement n° 38 (p. 11579)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Ségolène Royal (formation d'avocats à l'assistance aux victimes de violences sexuelles) (p. 11579)

Après l'article 8 bis

Son amendement n° 39 (mesures d'assistance éducative : simplification) : rejeté (p. 11580)

Son amendement n° 41 (séjours de rupture soumis à l'agrément du ministère de la justice) (p. 11580) : retiré (p. 11581)

Son amendement n° 48 (droit des mineurs à être entendus) : rejeté (p. 11581)

Son amendement n° 40 (les décisions de justice sont prises dans la stricte considération de l'intérêt de l'enfant) : devenu sans objet (p. 11582)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Ségolène Royal (dispositions portant protection des femmes victimes de violences) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Ségolène Royal (dispositions relatives à la prescription en matière de violences et d'agressions sexuelles) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Ségolène Royal (dispositions permettant le maintien à domicile des femmes victimes de violences conjugales) (p. 11584)

Article 12 (expérimentation de financement dans les services tutelaires)

Son amendement n° 45 (p. 11585)

Après l'article 12

Son amendement n° 46 (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11586) : rejeté (p. 11587)

Ses explications de vote (p. 11587)

Abstention du groupe socialiste (p. 11587)

Manuel AESCHLIMANN

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IV : Intérieur et décentralisation (Administration générale et collectivités locales) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1570 visant à réformer les modes de scrutin des élections législatives, cantonales, municipales et régionales [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 10168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : services déconcentrés : moyens (p. 10169)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 10168)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : ressources (p. 10169)
Départements : action sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10168)
Régions : formation professionnelle (p. 10168)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 44

Son amendement n° 524 : retiré (p. 4711)

Jean-Jacques AILLAGON

Ministre de la culture et de la communication

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [12 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Rochebloine. Audiovisuel et communication. Télévision. chaîne d'information internationale, création, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8501)

M. Dominique Paillé. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [18 novembre 2003] (p. 10761)

M. Philippe Auberger. Presse et livres. Maisons d'édition. Editions, vente, perspectives [19 novembre 2003] (p. 10817)

M. Patrick Bloche. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [10 décembre 2003] (p. 12046)

M. Frédéric Dutoit. Union européenne. Constitution européenne. Contenu, exception culturelle [7 janvier 2004] (p. 100)

M. Édouard Landrain. Arts et spectacles. Cinéma. Fonds de soutien, perspectives [14 janvier 2004] (p. 355)

M. Pierre-Christophe Baguet. Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, grève [3 février 2004] (p. 1273)

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, revendication [4 février 2004] (p. 1363)

M. Michel Francaix. Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, revendications [11 février 2004] (p. 1646)

M. Patrick Bloche. Culture. Politique culturelle. Perspectives [25 février 2004] (p. 1893)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Didier Migaud : maintient que les socialistes ont bien voté en faveur d'un amendement de suppression de la redevance déposé par un député de la majorité [23 octobre 2003] (p. 9296)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9388)

Sa réponse (p. 9399)

Ses réponses (p. 9404 à 9412)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9402)
Arts et spectacles : spectacles (p. 9390, 9402)
Audiovisuel et communication : culture (p. 9400)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 9402)
Culture : crédits (p. 9388, 9400)
Culture : politique culturelle (p. 9388, 9399)
Enseignement : programmes : politique culturelle (p. 9401)
Enseignements artistiques : fonctionnement (p. 9401)
Enseignements artistiques : conservatoires (p. 9403)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : personnel (p. 9388)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 9401)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 9391)
 Patrimoine culturel : musées (p. 9389)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 9391)
 Presse et livres : édition (p. 9403)
 Presse et livres : livres (p. 9401)
 TVA : taux réduit (p. 9401)

Réponses aux questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : Guyane (p. 9411)
 (Mme Juliana Rimane) (p. 9411)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 9404) (M. Patrick Bloche)
 (p. 9404)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 9407) (M. Frédéric Dutoit)
 (p. 9407)
 Arts et spectacles : musique (p. 9408) (M. Frédéric Dutoit)
 (p. 9408)
 Culture : centres culturels (p. 9409) (M. Bruno Bourg-Broc)
 (p. 9409)
 Outre-mer : Guyane : patrimoine culturel (p. 9410) (Mme Juliana
 Rimane) (p. 9410)
 Patrimoine culturel : archéologie (p. 9406) (M. Patrick Bloche)
 (p. 9405)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : Loir-et-Cher
 (p. 9411) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9410)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9412)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 9412)

Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié de M. Patrick Bloche
 (majoration de crédits de 43 129 284 € pour compenser la
 suppression d'un crédit d'un tel montant) (p. 9412)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9413)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9281)

Sa réponse (p. 9292)

Ses réponses (p. 9297 à 9300)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf
 supra) [23 octobre 2003] (p. 9295)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de
 l'audiovisuel (CSA) (p. 9284)
 Audiovisuel et communication : France 3 (p. 9282)
 Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 9281,
 9294)
 Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel
 (INA) (p. 9283)
 Audiovisuel et communication : radio (p. 9282)
 Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 9293)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9292)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 9281, 9292)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9294)
 Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9295)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9284)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9281, 9293,
 9295)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9299) (M. Patrick
 Bloche) (p. 9299)
 Audiovisuel et communication : secteur privé : secteur public
 (p. 9297) (M. Frédéric Dutoit) (p. 9297)
 Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9299)
 (M. Victorin Lurel) (p. 9298)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9300)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Patrice Martin-
 Lalande (insertion d'un article de répartition concernant les
 recettes de la redevance audiovisuelle) (p. 9301)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Patrice Martin-
 Lalande (rapport annuel au Parlement du Fonds de modernisation
 de la presse sur les aides à la presse en général et à la presse
 régionale en particulier) (p. 9303)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement
 (suppression de la référence particulière à la presse régionale)
 à l'amendement n° 64 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande
 (p. 9303)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre-Christophe Baguet
 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les possibilités
 d'extension des aides à la presse nationale à la presse régionale)
 (p. 9303)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 53)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 53)
 Langue française : usage (p. 53)
 Union européenne : élargissement
 Union européenne : langues officielles (p. 53)

Discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 63)

Son intervention (p. 63)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 248)

Sa réponse (p. 270)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 249, 270)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 248,
 270)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 248)
 Audiovisuel et communication : TF1 (p. 270)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 250)
 Presse et livres : diffusion (p. 252)
 Presse et livres : presse (p. 248)
 Presse et livres : presse régionale (p. 250)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 270)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Ses interventions (p. 1609, 1671)

Sa réponse (p. 1664)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de
 l'audiovisuel (CSA) (p. 1610 et s., 1664 et s.)
 Audiovisuel et communication : radio (p. 1611, 1665)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 1609 et s., 1664)
 Langue française (p. 1671)
 Télécommunications : autorité de régulation des
 télécommunications (ART) (p. 1612)
 Télécommunications : France Télécom (p. 1609 et s.)
 Télécommunications : Internet (p. 1610)
 Union européenne : directives : télécommunications (p. 1609)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Didier Mathus
 (composition du CSA) (p. 1706)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Didier Mathus
 (composition du CSA) (p. 1706)

Article 30 (article 4 de la loi n° 86-1067 du
 30 septembre 1986 relative à la liberté de
 communication : missions du CSA)
 Son intervention (p. 1706)

Article 35 (compétences du CSA en matière de
 concurrence et de coordination)
 Son intervention (p. 1706)

Article 36 (articles 17-1 et 17-2 de la loi n° 86-1067
 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de
 communication : procédure de règlement des litiges
 par le CSA)
 Son intervention (p. 1708)

Article 37 (recueil d'informations par le CSA)
 Son intervention (p. 1708)

Article 40 (utilisation par un service de communications électroniques des fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1709)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission des affaires culturelles (clarification de la composition des multiplexes) (p. 1709)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Didier Mathus (attribution d'au moins dix canaux au numérique hertzien) (p. 1709)

Article 41 (attribution aux sociétés nationales de programme et à ARTE du droit d'usage de fréquences assignées pour la diffusion de leurs programmes)

Son intervention (p. 1710 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Béatrice Vernaudo (dispositions spécifiques à la Polynésie française) (p. 1711)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre-Christophe Baguet (établissement d'un nouveau plan de fréquences) (p. 1712)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Patrice Martin-Lalande (rediffusion des programmes sur un autre canal) (p. 1713)

Article 42 (extension du régime des autorisations de la loi du 30 septembre 1986 à la radio numérique par voie hertzienne)

Son intervention (p. 1714)

Article 43 (autorisation de l'usage de fréquences pour la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1715)

Article 44 (compétence des comités techniques du CSA en matière de télévision locale)

Son intervention (p. 1715)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Son intervention (p. 1716)

Article 46 (autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 1747)

Article 47 (autorisation des distributeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 1747 et s.)

Article 48 (coordination)

Son intervention (p. 1748)

Article 49 (coordination)

Son intervention (p. 1748)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Yves Jégo (découplage de la mise en place des chaînes gratuites et des chaînes payantes lors du lancement de la télévision numérique) (p. 1749)

Article 51 (article 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : consultation publique sur les autorisations de services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne)

Son intervention (p. 1749)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son intervention (p. 1750)

Article 54 (régime dérogatoire applicable aux services exclusivement diffusés hors du territoire national)

Son intervention (p. 1750)

Article 55 (coordination)

Son intervention (p. 1751)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des

services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1751 et s.)

Article 58 (article 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : obligation de reprise de certains services pour les distributeurs de services par un réseau autre que satellitaire n'utilisant pas des fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1752)

Article 59 (article 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : obligation de mise à disposition gratuite de certains services pour les distributeurs de services par satellite)

Son intervention (p. 1753)

Article 60 (obligation de reprise des chaînes hertziennes gratuites souhaitant être reprises)

Son intervention (p. 1753)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1754 et s.)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1757)

Article 63 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode analogique)

Son intervention (p. 1758)

Article 64 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode numérique)

Son intervention (p. 1758)

Article 65 (seuil d'assimilation d'un service de télévision locale à un service national)

Son intervention (p. 1758)

Article 67 (mise en demeure des éditeurs et distributeurs de services par le CSA)

Son intervention (p. 1759)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 277 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (régime des sanctions) (p. 1759)

Article 68 (changement de catégorie ou de titulaire des autorisations pour la diffusion de services de radio)

Son intervention (p. 1759 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Patrice Martin-Lalande (notion d'éditeurs de services de radiodiffusion sonore ou de télévision) (p. 1760)

Article 70 (article 42-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : modalités de recours contre les décisions du CSA)

Son intervention (p. 1760)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (mesures destinées à lutter contre la diffusion par satellite de programmes incitant à la haine raciale) (p. 1760)

Article 72 (coordination)

Son intervention (p. 1760)

Article 74 (article 43 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication : régime déclaratif dérogatoire pour certains services de radio et de télévision : cas d'application du régime dérogatoire de la déclaration préalable)

Son intervention (p. 1761)

Article 75 (article 43-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : informations obligatoires fournies par les services de communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 1761)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1761)

Intervient sur le sous-amendement n° 230 de M. Mansour Kamardine (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (p. 1761)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (de coordination) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (création et composition d'un conseil consultatif auprès de France Télévisions) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1762)

Article 76 (coordination)

Son intervention (p. 1762 et s.)

Article 77 (contenu du cahier des charges des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 1763)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) (p. 1763)

Article 79 (suppression du monopole de TDF pour la diffusion des programmes des sociétés publiques de l'audiovisuel)

Son intervention (p. 1764)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 1764)

Article 80 (programmation des déclarations et communications du Gouvernement)

Son intervention (p. 1764)

Article 81 (coordination)

Son intervention (p. 1764)

Article 82 (coordination)

Son intervention (p. 1764)

Article 83 (responsabilité pénale des distributeurs de services audiovisuels)

Son intervention (p. 1764 et s.)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (aides aux services de télévision locale) (p. 1765)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 1765)

Article 87 (suppression de la mise à disposition de personnels de TDF auprès du CSA)

Son intervention (p. 1766)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (élaboration par le CSA d'un plan d'aménagement du spectre hertzien) (p. 1766)

Article 88 (coordination)

Son intervention (p. 1766)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les collectivités territoriales aux télévisions locales ayant passé un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Didier Mathus (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 55 corrigé de M. Pierre-Christophe Baguet (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission des affaires culturelles (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. François Brottes (de précision) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Didier Mathus (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de télé-réalité) (p. 1768)

Son intervention (p. 1769)

Article 89 (articles L. 121-90 à L. 121-92 du code de la consommation : création de contrats de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1769)

Article 90 (article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales : création de chaînes locales par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1771)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (suppression de la taxe sur les messages publicitaires) (p. 1771)

Article 94 (suppression de la priorité de raccordement au câble)

Son intervention (p. 1772)

Après l'article 96

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Alfred Trassy-Pailloles (de coordination) (p. 1772)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son intervention (p. 1773 et s.)

Après l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alfred Trassy-Pailloles (de coordination) (p. 1775)

Après l'article 103

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (modalités du transfert par l'Etat de RFO à France Télévisions) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (réaménagement de la bande FM par le CSA) (p. 1777)

Article 104 (application dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 1778)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1781)

Damien ALARY

*Gard (5ème circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Démission le 21 avril 2004 (voir indications préliminaires) [J.O. du 21 avril 2004] (p. 7311)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 janvier 2004] (p. 454)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 janvier 2004] (p. 454)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 février 2004] (p. 2405)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 février 2004] (p. 2405)

Pierre ALBERTINI

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie
Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 33 : Justice (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Constitution européenne. Ratification [8 octobre 2003] (p. 8256)

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [24 février 2004] (p. 1813)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [22 juin 2004] (p. 5240)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 10425)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : protection judiciaire de la jeunesse (p. 10426)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10426)

Justice : loi de programmation (p. 10425)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 10425)

Justice : juges de proximité (p. 10425)

Justice : magistrats : rémunération (p. 10425)

Justice : tribunaux : construction (p. 10425)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 10426)

Système pénitentiaire : surveillants : effectifs (p. 10425)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1854)

Son intervention (p. 1874)

Thèmes :

Collectivités territoriales : établissements scolaires (p. 1874)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 1875)

Collectivités territoriales : décentralisation : culture (p. 1875)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 1854)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1877)

Collectivités territoriales : péréquation : communes (p. 1854)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1877)

Départements : sous-préfectures : regroupement (p. 1877)

Etat : décentralisation : histoire (p. 1874)

Impôts locaux : stabilité (p. 1874)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 1877)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 1877)

Logement : logement social : personnes défavorisées (p. 1876)

Politique sociale : principe d'égalité (p. 1854)

Régions : compétences (p. 1875)

Régions : développement économique (p. 1878)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1989 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. Christian Paul (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2014)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. Christian Paul (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle fixée par l'Etat) (p. 2014)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2017)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2023 et s.)

Son sous-amendement n° 1574 (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle limitée aux détenus et aux réfugiés) à l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (p. 2028) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2029)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2050)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 648 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales) (p. 2051)

Intervient sur l'amendement n° 649 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (obligation d'élaborer un plan de gestion environnementale intégrée pour chaque collectivité territoriale) (p. 2051)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2088)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2098)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1180 de M. Christian Philip (autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires) (p. 2104)

Intervient sur l'amendement n° 958 corrigé de Mme Odile Saugues (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 1428 de M. Christian Philip (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son amendement n° 1358 (p. 2179)

Après l'article 49

Son amendement n° 1365 (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2207) : devenu sans objet (p. 2210)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2313 et s.)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)
Son intervention (p. 2320)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2331)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 1375 (p. 2540)

Explications de vote et vote [14 avril 2004] (p. 2937)

Ses explications de vote (p. 2939)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2940)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6445)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7057)

Ses explications de vote (p. 7084)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7085)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son amendement n° 80 (p. 7278)

Son amendement n° 81 (p. 7279)

Michèle ALLIOT-MARIE

Ministre de la défense

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Ministre de la défense. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1154 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-483 du 5 juin 2003 relative aux dispositions rendues nécessaires par la suspension du livre II du code du service national [22 octobre 2003]

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [10 mars 2004]

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [21 avril 2004]

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Fromion. Gendarmerie. Politiques communautaires. perspectives [15 octobre 2003] (p. 8606)

M. Gilbert Le Bris. Défense. Marine. Remorqueurs, renouvellement [22 octobre 2003] (p. 9215)

M. Paul Quilès. Défense. Politique de la défense. Armement nucléaire [28 octobre 2003] (p. 9551)

M. Jean Glavany. Défense. GIAT-Industries. Plan social [25 novembre 2003] (p. 11107)

M. Céleste Lett. Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [26 novembre 2003] (p. 11202)

M. Antoine Herth. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [2 décembre 2003] (p. 11517)

Mme Martine Billard. Déchets, pollutions et nuisances. Mer. Sous-marin nucléaire américain, avarie, informations [10 décembre 2003] (p. 12054)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Union européenne. Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Perspectives [17 décembre 2003] (p. 12500)

Mme Geneviève Colot. Défense. Politique de la défense. Opérations extérieures, Balkans [13 janvier 2004] (p. 282)

M. Jean Lemièrre. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN) de Cherbourg, attentat de Karachi, suites [20 janvier 2004] (p. 571)

M. Philippe Vitel. Politique extérieure. Etats-Unis. Relations bilatérales [21 janvier 2004] (p. 641)

Mme Marguerite Lamour. Défense. Armement. Porte-avions à propulsion classique, construction [25 février 2004] (p. 1897)

M. Yves Fromion. Politique extérieure. Kosovo. Force multinationale de paix, bilan et perspectives [7 avril 2004] (p. 2674)

M. Philippe Vitel. Politique extérieure. Pologne. Déplacement d'un ministre, bilan et perspectives [11 mai 2004] (p. 3493)

M. Georges Siffredi. Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [2 juin 2004] (p. 4351)

M. Guy Teissier. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Marins : montant des pensions. Marins-pompiers, supplément de retraite [22 juin 2004] (p. 5245)

M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Iraq. Formation des forces de sécurité irakiennes, attitude de la France [30 juin 2004] (p. 5742)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Chanteguet. Défense. Groupe de soutien technique des hélicoptères de la gendarmerie nationale. Transfert, conséquences, Indre [14 octobre 2003] (p. 8472)

M. Jean-Louis Dumont. Défense. Armée. Délégation militaire départementale, locaux, maintien, rénovation, Verdun [14 octobre 2003] (p. 8473)

M. Denis Merville. Sécurité publique. Gendarmerie. Effectifs de personnel, zones périurbaines [14 octobre 2003] (p. 8472)

M. Thierry Mariani. Défense. Base aérienne 115. Orange, perspectives [20 janvier 2004] (p. 538)

M. Jacques Brunhes. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [3 février 2004] (p. 740)

M. Louis Cosyns. Gendarmerie. Gendarmes. Logement, paiement des loyers par l'Etat, délais [4 mai 2004] (p. 3260)

M. Charles Cova. Défense. Marine. Frégates multimissions, perspectives [25 mai 2004] (p. 4000)

Mme Arlette Franco. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [25 mai 2004] (p. 4000)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 9968)

Sa réponse (p. 10010)

Ses réponses (p. 10015 à 10019)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bois et forêts : forêts : incendies (p. 10011)
 Défense : armée de terre : effectifs (p. 9969)
 Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 10010)
 Défense : crédits (p. 9968 et s., 10011 et s.)
 Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 10011, 10013)
 Défense : direction des chantiers navals (p. 10013)
 Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (p. 10012)
 Défense : fonds pour les restructurations de la défense (p. 10014)
 Défense : GIAT-Industries (p. 10011, 10013)
 Défense : loi de programmation militaire : application (p. 10010, 10013)
 Défense : marine : missions (p. 10010)
 Défense : musique militaire : batteries-fanfars (p. 10012)
 Défense : opérations extérieures (p. 9971, 10011, 10014)
 Défense : personnel civil (p. 9969, 10011)
 Défense : renseignement (p. 10010)
 Défense : réserves (p. 10012)
 Espace : politique spatiale (p. 9968 et s., 10010)
 Gendarmerie (p. 10012)
 Grandes écoles : écoles d'ingénieurs (p. 9970)
 Industrie : construction navale (p. 10015)
 Marchés publics (p. 10010)
 Ordre public : terrorisme (p. 9971, 10010)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : opérations extérieures (p. 9971)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10014)
 Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9970 et s., 10014)
 Recherche (p. 9970, 10013)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 9969)

Réponses aux questions :

Défense : armée de terre : armements et équipements (p. 10017) (M. Gilbert Meyer) (p. 10017)
 Défense : GIAT-Industries : Rhône-Alpes (p. 10015 et s.) (M. François Rocheblaine) (p. 10015)
 Défense : GIAT-Industries : Rhône-Alpes (p. 10016) (M. Gilles Artigues) (p. 10016)
 Défense : GIAT-Industries : Toulouse (p. 10019) (M. Jean Diébold) (p. 10019)
 Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 10018) (Mme Marie-Hélène des Esgaulx) (p. 10018)
 Défense : professionnalisation : formation professionnelle (p. 10016 et s.) (M. Dominique Caillaud) (p. 10016)
 Défense : professionnalisation : matériels (p. 10017) (M. Gilbert Meyer) (p. 10017)
 Défense : réserves (p. 10017 et s.) (M. Jacques Myard) (p. 10017)
 Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : crédits budgétaires (p. 10017) (M. Dominique Caillaud) (p. 10016)
 Gendarmerie : casernes : La-Roche-sur-Yon (p. 10016) (M. Dominique Caillaud) (p. 10016)
 Politiques communautaires : politique de la défense (p. 10019) (M. Yves Fromion) (p. 10018)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 10019)

Article 46 (mesures nouvelles-dépenses ordinaires des services militaires)

Son intervention (p. 10020)

Article 47 (mesures nouvelles-dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Paul Quilès (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement destinés à l'armement nucléaire) (p. 10021)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1085)

Thèmes :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : coopération économique (p. 1086)

Ordre public : terrorisme (p. 1085)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1085 et s.)

Pays étrangers : Afghanistan (p. 1085)

Pays étrangers : Russie : relations internationales (p. 1085)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1086)

Alfred ALMONT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)*Procédure des questions :*

Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 9200)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9246)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9245)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10302)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 10303)

Constitution : article 74 : outre-mer (p. 10304)

Etat : décentralisation (p. 10303)

Outre-mer : institutions (p. 10303)

Outre-mer : Antilles : politique sociale (p. 10303)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 924 (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission

(diversification du panier énergétique de la France) (p. 3975) : retiré (p. 3976)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4497)

Thèmes :

Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4497 et s.)
 Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4498)
 Outre-mer : octroi de mer : exonération (p. 4498)
 Outre-mer : octroi de mer : taux (p. 4498)
 Union européenne : décisions : octroi de mer (p. 4497)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 4497)

Nicole AMELINE

*Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle
 puis Ministre de la parité et de l'égalité professionnelle*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Ministre de la parité et de l'égalité professionnelle. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales, lutte et prévention [8 octobre 2003] (p. 8265)
 Mme Arlette Grosskost. Emploi. Femmes. Bilan et perspectives [21 octobre 2003] (p. 9099)
 M. Maxime Gremetz. Emploi. Politique de l'emploi. Revenu minimum d'activité, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9625)
 Mme Geneviève Levy. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [26 novembre 2003] (p. 11205)
 M. Jean-Paul Dupré. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, Aude [10 décembre 2003] (p. 12050)
 Mme Béatrice Vernaudo. Organisations internationales. Forum social mondial. Bombay, bilan et perspectives [27 janvier 2004] (p. 937)
 M. Jean-Claude Bateux. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [4 février 2004] (p. 1361)
 M. André Chassaing. Femmes. Mères de famille. Revendications [10 février 2004] (p. 1564)
 M. Rodolphe Thomas. Emploi. Revenu minimum d'activité (RMA). Décret d'application, publication [11 février 2004] (p. 1641)
 Mme Patricia Adam. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [3 mars 2004] (p. 2350)
 Mme Geneviève Levy. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2675)
 Mme Marcelle Ramonet. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [13 avril 2004] (p. 2873)
 M. Jacques Kossowski. Famille. Etrangers. Polygamie, interdiction [19 mai 2004] (p. 3852)
 M. Frédéric Reiss. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5744)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Avant l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création et le fonctionnement de l'Agence nationale de la santé au travail) (p. 9831)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Jacqueline Fraysse (participation des comités d'hygiène ou des délégués du personnel à la mission des caisses régionales d'assurance maladie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 9832)

Article 48 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 9834)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Claude Evin (indemnisation par une rente des incapacités inférieures à 10 %) (p. 9835)

Avant l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Denis Jacquat (accroissement de la possibilité d'investissement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 9836)

Intervient sur l'amendement n° 221 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (majoration de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine ; répartition du produit de ce prélèvement) (p. 9837)

Article 53 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2004)

Son intervention (p. 9839)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Ses réponses (p. 10085, 10089)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : femmes (p. 10085)
 Femmes : droits (p. 10085)
 Femmes : égalité des sexes (p. 10085)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 10085)
 Politique sociale : solidarité (p. 10086)

Réponses aux questions :

Femmes : égalité professionnelle (p. 10089) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 10088)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2968 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2971 et s.)

Pierre AMOUROUX

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Deviend député le 1^{er} mai 2004 (voir pages préliminaires).

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Jean-Paul ANCIAUX

*Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche et de M. le Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer [J.O. du 10 octobre 2003] (p. 17319)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Secrétaire de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Rapporteur du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (n° 1233) [19 novembre 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1233) relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [3 décembre 2003] (n° 1273)

Proposition de loi n° 1689 visant à protéger les pré-adolescents du tabagisme [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Chômage : indemnisation. Réforme. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 38)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12234)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12246)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12304)

Son intervention (p. 12306)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi (p. 12306)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12237)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 12236)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12234)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 12234)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12234)

Politique sociale : généralités (p. 12234)

Syndicats : objet (p. 12235)

Travail : conventions collectives (p. 12234)

Travail : droit du travail (p. 12237)

Travail : négociations (p. 12234, 12304)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Paul (nouvel intitulé du titre 1er : «De la formation tout au long de la vie professionnelle») (p. 12307)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 12314 et s.)

Article 3 (actions d'adaptation et de développement des compétences des salariés)

Son intervention (p. 12316 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Christian Paul (garantie de l'accès à la formation tout au long de la vie pour les personnes sans qualification reconnue âgées de vingt-cinq à cinquante ans) (p. 12319)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)

Son intervention (p. 12319 et s.)

Article 5 (dispositifs spécifiques à l'intention de certains publics)

Son intervention (p. 12324 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Paul (critères de formation continue conférés à la formation économique et sociale et à la formation syndicale) (p. 12325)

Article 6 (aide au remplacement des salariés en formation)

Son intervention (p. 12326)

Article 7 (accès des salariés aux actions de formation professionnelle)

Son intervention (p. 12326)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12327 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 365 de Mme Martine Billard (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12340)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Christian Paul (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12340)

Article 9 (salariés ayant conclu un contrat à durée déterminée et exercice du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12340)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Christian Paul (conditions de transfert du droit individuel de formation d'une entreprise à une autre) (p. 12341)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Christian Paul (négociation nationale interprofessionnelle concernant la transférabilité du droit individuel de formation) (p. 12342)

Article 10 (plan de formation)

Son intervention (p. 12343 et s.)

Son amendement n° 382 (p. 12347)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Michel Fourgous (exclusion de l'allocation de formation du revenu imposable du bénéficiaire) (p. 12349)

Article 12 (contrat et période de professionnalisation : définition)

Son intervention (p. 12350)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12359 et s.)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Son intervention (p. 12366 et s.)

Son amendement n° 383 (p. 12368)

Article 15 (dispositions financières relatives aux contrats et aux périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 12369)

Article 16 (périodicité et contenu des négociations de branche)

Son intervention (p. 12370)

Article 20 (mesures de conséquence)

Son intervention (p. 12372)

Article 22 (mesures de conséquence)

Son intervention (p. 12373)

Article 23 (agrément des organismes collecteurs)

Son intervention (p. 12374)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean Ueberschlag (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12375)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son intervention (p. 12376 et s.)

Article 26 (transmission d'informations statistiques)

Son intervention (p. 12379)

Article 27 (contrôle de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 12380)

Article 28 (dérogations à la limite d'âge pour la signature d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12380 et s.)

Article 29 (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12381 et s.)

Article 30 (durée quotidienne du travail applicable aux jeunes travailleurs)

Son intervention (p. 12384)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 12385 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 380 du Gouvernement (professions agricoles : mise en place progressive et soumise à accords de branche des nouvelles contributions de formation) (p. 12387)

Article 33 (maintien en vigueur des accords collectifs antérieurs)

Son intervention (p. 12388)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Maxime Gremetz (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12436)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Maxime Gremetz (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12439)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'opportunité d'inscrire le droit à la négociation dans la Constitution) (p. 12440)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12445 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Francis Vercamer (remplacement de la réduction d'impôt sur les cotisations syndicales par un crédit d'impôt) (p. 12461)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (entreprises à activités multiples : choix de la convention collective liée à l'activité principale) (p. 12462)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Francis Vercamer (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Intervient sur l'amendement n° 204 corrigé de M. Pierre Morange (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Article 35 (renouvellement et révision des conventions et accords collectifs du travail)

Son intervention (p. 12468)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son intervention (p. 12472 et s.)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son intervention (p. 12479 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Bernard Depierre (abrogation de la dérogation en matière salariale liée à la masse salariale de l'entreprise) (p. 12486)

Article 40 (conventions et accords de groupe)

Son intervention (p. 12506)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12508 et s.)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son intervention (p. 12514 et s.)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son intervention (p. 12518 et s.)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son intervention (p. 12525 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 354 précédemment réservé de la commission (institution, par accords de branche, d'observatoires paritaires de la négociation collective) (p. 12527)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son intervention (p. 12529)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Hervé Novelli (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12530)

Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12531)

Article 44 (droit de saisine des organisations syndicales de salariés de thèmes de négociation)

Son intervention (p. 12532)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son intervention (p. 12533)

Article 46 (dispositions tendant à améliorer l'exercice du droit syndical)

Son intervention (p. 12533)

Article 47 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 12534)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC)) (p. 12535)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Maxime Gremetz (la représentation parlementaire comprend un membre de chaque groupe politique) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 12535)

Article 49 (rapport sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 12536)

Avant l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (rédactionnel) (p. 12536)

Article 50 (garantie de certaines créances salariales)

Son intervention (p. 12537)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Muguette Jacquaint (les arrêtés de réquisition ne peuvent restreindre l'exercice normal du droit de grève) (p. 12538)

Intervient sur l'amendement n° 360 corrigé de M. Daniel Paul (extension des prestations assurées à domicile par les associations) (p. 12539)

Intervient sur l'amendement n° 189 de Mme Chantal Brunel (conditions de remplacement d'un délégué titulaire par son suppléant) (p. 12539)

Avant l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 359 de la commission (rédactionnel) (p. 12540)

René ANDRÉ

*Manche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectifications de la frontière entre les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et le canton de Genève (n° 943) [2 octobre 2003]

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE) [J.O. du 8 mai 2004] (p. 8270)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie (n° 1429) [12 mai 2004]

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 25 mai 2004] (p. 9219)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 47), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense [21 janvier 2004] (n° 1367)

Proposition de résolution n° 1534 sur l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) (COM [2004] 103 final / E 2517, COM [2004] 104 final / E 2518) [8 avril 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) (COM [2004] 103 final / E 2517, COM [2004] 104 final / E 2518) [8 avril 2004] (n° 1533)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1429) autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie [6 juillet 2004] (n° 1713)

Proposition de résolution n° 1723 sur l'avant-projet de budget général de la Commission européenne pour l'exercice 2005 (document E 2605) [8 juillet 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général de la Commission européenne pour l'exercice 2005 [8 juillet 2004] (n° 1722)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [3 février 2004] (p. 1274)

Politique extérieure. Iraq. Situation politique [13 avril 2004] (p. 2869)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8932)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11171)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11171)

Politique économique : mondialisation (p. 11172)

Politiques communautaires : budget (p. 11172)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11171)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11175)

Union européenne : élargissement (p. 11171 et s.)

Union européenne : fonds structurels (p. 11172)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11172)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son intervention (p. 3306 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4100)

Thèmes :

Constitution : article 34 : environnement

Environnement : droit à l'environnement : bloc de constitutionnalité (p. 4101)

Environnement : principe de précaution (p. 4101)

Environnement : protection (p. 4101)

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [29 octobre 2003] (p. 9624)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 759, posée le 25 mai 2004. Agroalimentaire. Nestlé Waters France (J.O. Questions p. 3733). Suppléée par M. Serge Janquin. Appelée le 25 mai 2004. Emploi et activité (p. 4013)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 372 (p. 8184)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 27 deuxième rectification de la commission (p. 8194)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : construction (p. 10348)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 10367)

Urbanisme : rénovation urbaine : zones urbaines sensibles (p. 10367)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 611)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 612)

Enseignement : carte scolaire (p. 612)

Enseignement : pédagogie (p. 611)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 611)

Gilles ARTIGUES

Loire (1^{ère} circonscription)

Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1694 tendant à modifier le mode de scrutin pour l'élection des assemblées régionales [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Réglementation [26 novembre 2003] (p. 11199)

Consommation. Crédit. Surendettement, procédure de rétablissement personnel [27 janvier 2004] (p. 932)

Logement. Politique du logement. Agence nationale pour la rénovation urbaine, bilan et perspectives [15 juin 2004] (p. 4910)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 485, posée le 1^{er} décembre 2003. Etrangers. Logement (J.O. Questions p. 9070). Appelée le 2 décembre 2003. Squat, lutte et prévention (p. 11489)

n° 560, posée le 20 janvier 2004. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 386). Appelée le 20 janvier 2004. Liaison Lyon Saint-Etienne, calendrier (p. 538)

n° 678, posée le 27 avril 2004. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens (J.O. Questions p. 3079). Appelée le 27 avril 2004. Médecins spécialistes, nomenclature des actes (p. 3097)

n° 834, posée le 22 juin 2004. Transports aériens. Ligne Paris Saint-Etienne (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Rétablissement (p. 5219)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son amendement n° 197 (exonération de la première cession d'un logement lorsque le cédant n'est pas propriétaire de sa résidence principale et que la vente est motivée par des événements affectant sa situation personnelle, familiale ou professionnelle) (p. 8837)

Son amendement n° 199 (exonération de la première cession d'un logement – maintien des dispositions de l'article 150 C II du code général des impôts jusqu'au 1^{er} janvier 2005) (p. 8838)

Son amendement n° 198 (exonération de la première cession d'un logement – maintien des dispositions de l'article 150 C II du code général des impôts jusqu'au 1^{er} janvier 2005) (p. 8838)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ANCIENS COMBATTANTS**

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10142)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries : Rhône-Alpes (p. 10016)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 9424)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9424)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 9424)

Environnement : Natura 2000 (p. 9424)

Environnement : politique de l'environnement : pédagogie (p. 9424)

Procédure des questions :

Energie et carburants : lignes à haute tension (p. 9440)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Transports urbains : tramways : Saint-Etienne (p. 9485)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)*Procédure des questions :*

Contributions indirectes : tabac (p. 10088)

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10607)

Thème :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 10607)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la République de Moldova

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [26 novembre 2003] (p. 11206)

Ses explications de vote (p. 11207)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3477)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations : siège social (p. 3478)

Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3477 et s.)

Sociétés : dirigeants : responsabilité civile (p. 3477)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3478)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17000)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 février 2004] (p. 2815)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 février 2004] (p. 2815)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, attitude du gouvernement [12 novembre 2003] (p. 10359)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 787, posée le 1^{er} juin 2004. Logement. Politique du logement [J.O. Questions p. 3878]. Appelée le 1^{er} juin 2004. Perspectives (p. 4261)**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9425)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 9425)

Énergie et carburants : géothermie (p. 9425)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9425)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9425)

Santé : santé publique (p. 9425)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9443)

Transports : transport combiné (p. 9443)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 9441)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 9443)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)*Procédure des questions :*

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 9477)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 9479)

Transports urbains : RER : Ile-de-France (p. 9477)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1311)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1311)

Etrangers : immigration : intégration (p. 1311)

Femmes : droits : discrimination (p. 1312)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1312)

Femmes : politique à l'égard des femmes : banlieues (p. 1312)

Politique sociale : exclusion (p. 1311)

Politique sociale : fracture sociale (p. 1311)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1518)

Son intervention (p. 1523)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1524)
Droits de l'homme et libertés publiques : droits de la défense (p. 1523)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : défense (p. 1518)
Emploi : chômage : délinquance et criminalité (p. 1524)
Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite : magistrats (p. 1524)
Justice : États-Unis (p. 1524)
Justice : indépendance (p. 1524)
Justice : parquet : indépendance (p. 1523)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1543)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants : étrangers (p. 1543)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1544)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1544)
Etrangers : immigration (p. 1543)
Etrangers : intégration (p. 1544)
Etrangers : naturalisation (p. 1543)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1544)
Travail : égalité professionnelle (p. 1544)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1580)

Thèmes :

Associations (p. 1580)
Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : rôle et missions (p. 1580)
Emploi (p. 1580)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 1581)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 1580)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1581)
Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1581)
Transports aériens : bruit (p. 1581)
Transports aériens : trafic (p. 1581)
Urbanisme (p. 1581)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 2 (missions et périmètre d'intervention de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 23 (p. 1593)

Article 3 (création de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 25 (p. 1594)

Article 4 (composition du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 26 (p. 1595)

Après l'article 4

Son amendement n° 28 rectifié (rétablissement du titre initial de la proposition de loi) (p. 1596) : rejeté (p. 1597)

Article 5 (ressources de la communauté aéroportuaire)

Ses amendements n° 29 rectifié et 27 (p. 1597)

Article 5 bis (affectation des ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires -FCNA-)

Son amendement n° 36 (p. 1600)

Article 6 (projets éligibles au financement par la communauté aéroportuaire)

Ses amendements n° 31, 32, 33 et 34 (p. 1600)

Ses explications de vote (p. 1600)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1600)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4975)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4976)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4976)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4975)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4976)
Secteur public : services publics : péréquation (p. 4975)
Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4975)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5126 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6538)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6570 et s.)

Philippe AUBERGER

Yonne (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 16 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Maisons d'édition. Editions, vente, perspectives [19 novembre 2003] (p. 10817)

Finances publiques. Déficit budgétaire. Pacte de stabilité, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11105)

Emploi. Politique de l'emploi. Main-d'œuvre qualifiée, formation et recrutement [6 avril 2004] (p. 2650)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8579)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8580)

Collectivités territoriales : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8580)

Etat : missions régaliennes (p. 8580)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8580)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8580)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8581)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8580)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8581)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 8581)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8581)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8581)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8580)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8718, 8722)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à 60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8762)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 5 000 €) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Bouvard (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8775)

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8793)

Après l'article 14

Son amendement n° 361 (ISF : résidence principale – abattement supplémentaire de 5 % par personne à charge) (p. 8980) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 8981) ; retiré (p. 8982)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8985)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9181)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée – suppression de la référence au taux de 1995) (p. 10565)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Didier Migaud (taxe sur les transactions sur devises : application à compter de janvier 2005 – taux de 0,05 %) (p. 10576)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son intervention (p. 10586)

Son amendement n° 146 (élargissement aux opérations d'innovation et de recherche technique, y compris de démonstration avant mise sur le marché) (p. 10588)

Son amendement n° 147 (veille technologique et défense des brevets – plafond porté de 30 000 € à 60 000 €) (p. 10591)

Son amendement n° 149 (délai de reprise de l'administration – trois ans à compter du calcul du crédit d'impôt et non de son imputation) (p. 10591)

Article 63 (assouplissement du régime de report en avant des pertes des entreprises)

Son amendement n° 150 (entreprises individuelles relevant des bénéfices industriels et commerciaux – report sur les revenus de même nature) (p. 10655)

Après l'article 63

Son amendement n° 151 (imputation sans limitation de délai des moins-values à long terme des entreprises relevant de l'impôt sur les sociétés sur des plus-values de même nature) : retiré (p. 10657)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 de M. Gilles Carrez (à partir de l'exercice 2004) à son amendement n° 151 (p. 10657)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Reprend l'amendement n° 271 de M. Gilles Carrez (montants du crédit d'impôt de 75 € et de 150 € portés respectivement à 150 € et à 300 €) : rejeté (p. 10668)

Son intervention (p. 10663 et s.)

Son amendement n° 154 deuxième rectification (montants du crédit d'impôt de 75 € et de 150 € portés respectivement à 200 € et à 400 €) (p. 10666)

Son amendement n° 153 (maintien en 2004 de la neutralisation du précompte pour les sociétés ne bénéficiant pas du régime « mères-filles ») (p. 10668)

Article 68 (création d'un crédit d'impôt famille en faveur des entreprises qui engagent des dépenses permettant à leurs salariés ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale)

Son amendement n° 156 corrigé (extension aux primes d'assurance pour prise en charge des frais de garde en cas de maladie de l'enfant ou de la personne qui s'en occupe habituellement) (p. 10673)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Launay (arbres truffiers : exonération permanente – et non pour quinze ans – de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 10684)

Son amendement n° 178 (redressement fiscal : possibilité de recours à des experts à l'initiative de l'administration ou à la demande du contribuable) : rejeté (p. 10691)

Son amendement n° 158 (redressement fiscal : extension aux contrôles sur pièces et à la taxation d'office de l'information du contribuable sur les conséquences financières) (p. 10691) : adopté (p. 10692)

Son amendement n° 157 (rescrit fiscal : généralisation) : retiré (p. 10693)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11639)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11641)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 11640)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11640 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11640)
 Finances publiques : procédure budgétaire : Cour des comptes (p. 11640)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 11640)
 Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11641)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique : énergie hydraulique (p. 11641)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 11640)
 Politique économique : croissance (p. 11640)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11641)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son amendement n° 127 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 49 millions d'euros) (p. 11680) ; repris par M. Charles de Courson

Après l'article 1er

Son amendement n° 128 (prélèvement de 10 millions d'euros affecté au budget de l'Etat sur l'Institut national de la propriété industrielle, le Commissariat à l'énergie atomique et l'Institut français du pétrole) : retiré (p. 11690)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11753)

Son amendement n° 130 (EMHV - diester : réduction de TIPP maintenue à 35 €) (p. 11755)

Son amendement n° 129 (incorporation directe d'alcool éthylique) (p. 11757)

Après l'article 30

Son amendement n° 176 (report des déficits subis par les professions indépendantes et les exploitants agricoles : délai porté de cinq à six ans) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11770)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1446)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1446)
 Cultes : islam : exclusion (p. 1447)
 Cultes : signes religieux (p. 1446)
 Lois : application (p. 1446)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3628)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3628 et s.)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 3629 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3629)
 Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3630)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3630)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 3630)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 3629)
 Travail : rémunération : réhabilitation (p. 3631)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5417)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 5417)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5417)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5417)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5417)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi : réforme (p. 5417)
 Justice : Cour des comptes (p. 5417)
 Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 5417)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5780)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5780)
 Professions de santé : médecins (p. 5780)
 Sécurité sociale : caisses (p. 5780)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5780)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5780)

François d'AUBERT

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Ministre délégué à la recherche*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Ministre délégué à la recherche, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Rapporteur de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 40 : Défense (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [25 février 2004] (n° 1455)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre-André Périssol. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2651)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jacques Desallangre. Enseignement secondaire. Collèges. Fermeture de classes, Aisne [4 mai 2004] (p. 3267)

M. Christian Philip. Recherche. Chercheurs. Thésards, allocations, perspectives [4 mai 2004] (p. 3265)

M. Gilbert Meyer. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Revendications [4 mai 2004] (p. 3264)

M. François Lamy. Enseignement : personnel. Enseignants. Formation, éducation spécialisée, perspectives [25 mai 2004] (p. 4020)

M. Philippe-Armand Martin. Sports. Associations et clubs. Union nationale du sport scolaire, fonctionnement, financement, Reims [25 mai 2004] (p. 4019)

M. Jean-Jacques Descamps. Enseignement secondaire. Collèges. Classes de 3ème en alternance, bilan et perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4262)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Recherche. Médecine. Institut Gustave-Roussy, financement [8 juin 2004] (p. 4547)

M. Jean-Pierre Blazy. Enseignement supérieur. Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire (CAPES). Nombre de postes offerts, conséquences [8 juin 2004] (p. 4550)

M. Émile Blessig. Enseignement. Etablissements. Services annexes d'hébergement, excédents budgétaires, affectation [8 juin 2004] (p. 4549)

Mme Sylvia Bassot. Enseignement secondaire. Programmes. Latin, grec [8 juin 2004] (p. 4548)

M. Pierre Bourguignon. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans [22 juin 2004] (p. 5228)

M. Jean-Marie Binetruy. Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM). Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement technique (CAPET) économie, gestion comptable et commerciale, maintien, Franche-Comté [22 juin 2004] (p. 5226)

M. Jean-Louis Christ. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, jeunes [22 juin 2004] (p. 5227)

M. Jean-Claude Lemoine. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences [22 juin 2004] (p. 5229)

DÉBATS

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5342 et s.)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 404 corrigé (cessions de biens immobiliers par le ministère de la défense : montant porté de 40 millions d'euros à 80 millions d'euros) (p. 9125)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9972)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 9973)

Défense : avions (p. 9974)

Défense : chars de combat (p. 9974)

Défense : crédits (p. 9972)

Défense : direction des chantiers navals (p. 9973)

Défense : GIAT-Industries (p. 9974 et s.)

Défense : personnel civil (p. 9972)

Défense : porte-avions (p. 9974)

Espace : satellites (p. 9974)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9972)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la défense (p. 9973)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 10019)

Article 47 (mesures nouvelles-dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Paul Quilès (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement destinés à l'armement nucléaire) (p. 10021)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)

Son amendement n° 353 (p. 11301)

Après l'article 11 bis

Son amendement n° 282 (constitution de partie civile des associations de lutte contre la contrefaçon) (p. 11302) : rejeté (p. 11303)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 134 (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 157) : rejeté (p. 158)

Son sous-amendement n° 135 (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158) : adopté (p. 159)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Ses sous-amendements n°s 139 et 138 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 160)

Article 1er bis (substitution du mot "radio" à celui de "radiodiffusion")

Son amendement n° 140 (p. 174)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 150 (conditions d'exonération de la responsabilité des hébergeurs) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 181) : rejeté (p. 182)

Son sous-amendement n° 147 (caractère facultatif de la procédure de dénonciation) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : adopté (p. 185)

Son sous-amendement n° 151 (obligation spécifique imposée à tout ce qui concerne les infractions au code de la propriété intellectuelle) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : rejeté (p. 185)

Son sous-amendement n° 148 (publicité du nom de l'éditeur du service) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (simplification du régime d'identification) : rejeté (p. 190)

Son sous-amendement n° 149 (non-application aux hébergeurs de l'obligation du secret professionnel) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit : rejeté (p. 190)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 10 (protection de la vie privée des utilisateurs)

Son amendement n° 252 (p. 1687)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 555, posée le 20 janvier 2004. Energie et carburants. Charbonnages de France (J.O. Questions p. 385). Suppléé par M. Henri Nayrou. Appelée le 20 janvier 2004. Emploi et activité, Moselle (p. 547)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1819 visant à rétablir la possibilité d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Carte scolaire. Perspectives [7 janvier 2004] (p. 107)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [2 juin 2004] (p. 4355)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 487, posée le 1^{er} décembre 2003. Agriculture. Agriculteurs (J.O. Questions p. 9071). Appelée le 2 décembre 2003. Revendications (p. 11501)

n° 533, posée le 6 janvier 2004. Sports. Cyclisme (J.O. Questions p. 6). Appelée le 6 janvier 2004. Organisation des courses, postes de sécurité, réglementation (p. 16)

n° 813, posée le 8 juin 2004. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 4139). Appelée le 8 juin 2004. Permis blanc, perspectives (p. 4555)

n° 863, posée le 29 juin 2004. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 4806). Appelée le 29 juin 2004. Prairies permanentes, réglementation (p. 5647)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 645)

Thèmes :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 646)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : Creuse (p. 645)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 336 de la commission (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Son amendement n° 735 (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697) : adopté (p. 698)

Intervient sur l'amendement n° 915 de M. François Brottes (majoration de dotations aux communautés de communes rurales maintenant des services de proximité) (p. 714)

Intervient sur l'amendement n° 779 de M. Antoine Herth (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 727)

Son amendement n° 1270 (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 729) : adopté (p. 731)

Après l'article 4

Son amendement n° 39 (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 755) : rejeté (p. 757)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exercice, par l'associé d'un GAEC, d'une activité autre que celle d'exploitant agricole) (p. 764)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles et responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 766)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. André Chassaigne (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 788)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Jean-Pierre Giran (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 790)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Bernard Accoyer (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 795)

Son amendement n° 1298 (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 795) : rejeté (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Jean Auclair (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 796)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 820)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Jean-Pierre Decool (réduction du seuil de compétence de la commission départementale d'équipement commercial) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Dominique Juillot (mesures en faveur du bois de chauffage) (p. 836)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 848)

Après l'article 20

Son amendement n° 57 (suppression des SAFER) (p. 849) : rejeté (p. 852)

Son amendement n° 58 (limitation du droit de préemption des SAFER) (p. 853) : rejeté (p. 854)

Article 21 (création d'une agence régionale des espaces agricoles et naturels périurbains)

Son intervention (p. 855)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 227 rectifié de la commission (composition du conseil d'administration des SAFER) (p. 859)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 871)

Après l'article 26

Son amendement n° 62 (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 873) : rejeté (p. 875)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876)

Après l'article 33

Son amendement n° 65 (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 883) : rejeté (p. 885)

Son amendement n° 66 (contrôle des GAEC lorsqu'un associé exploitant atteint l'âge de la retraite) (p. 885) : rejeté (p. 886)

Son amendement n° 67 (assouplissement de l'autorisation des agrandissements ou de la transmission des exploitations) : rejeté (p. 886)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 888)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1007)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4795)

Son amendement n° 86 (p. 4799)

Bertho AUDIFAX

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 512, posée le 15 décembre 2003. TVA. Taux (J.O. Questions p. 9504). Suppléé par M. Frédéric de Saint-Sernin. Appelée le 16 décembre 2003. Transport de voyageurs, hélicoptère (p. 12398)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Précise que la commission des lois a permis qu'un délai soit accordé aux régions d'outre-mer en ce qui concerne le transfert des compétences relatives aux TOS [22 juillet 2004] (p. 7121)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8083)

Son intervention (p. 8100)

Thèmes :

Constitution : constitutionnalité (p. 8083)

Santé : maladies (p. 8100)

Santé : politique de la santé (p. 8100)

Santé : prévention (p. 8100)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8278)

Ses explications de vote (p. 8510)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2704)

Thèmes :

Etat : responsabilités (p. 2704)

Outre-mer : La Réunion : santé publique (p. 2705)

Santé : cancer (p. 2705)

Santé : politique de la santé (p. 2704)

Santé : tabagisme (p. 2705)

Sécurité sociale : dépenses : assurance maladie maternité : généralités (p. 2705)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2776)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 4

Son amendement n° 210 (minimum de perception de la taxe sur les tabacs dans les DOM) : adopté après rectification (p. 9716)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10504)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 267)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 268)

Audiovisuel et communication : radio (p. 267)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 268)

Outre-mer : La Réunion (p. 268)

Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) (p. 267)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son amendement n° 149 (p. 2118)

Son amendement n° 148 (p. 2120)

Son amendement n° 150 rectifié (p. 2121)

Après l'article 26

Son amendement n° 147 corrigé (délégation de service public portuaire ou aéroportuaire) (p. 2126) : retiré (p. 2127)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7121)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 55 (p. 4582)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son intervention (p. 4521)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Ses amendements n°s 74 et 39 (p. 4522)

Ses amendements n°s 41 et 40 (p. 4524)

Après l'article 48

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à son amendement n° 42 (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à son amendement n° 42 (p. 4525)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à son amendement n° 42 (p. 4525)

Son amendement n° 42 (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4524) : adopté après modification (p. 4526)

Ses explications de vote (p. 4528)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4528)

Martine AURILLAC

Paris (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée le 1^{er} septembre 1987 (n° 1280) [7 janvier 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conclusions du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo et les éventuelles implications privées et publiques dans toute activité illégale ayant trait au conflit congolais (n° 1342) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 648), autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un protocole), signé à Mascate le 22 octobre 1996 [15 octobre 2003] (n° 1144)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1280) autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée le 1^{er} septembre 1987 [3 mars 2004] (n° 1468)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [18 novembre 2003] (p. 10765)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [27 janvier 2004] (p. 931)

Impôts et taxes. Crédit d'impôt famille aux entreprises. Réglementation [18 mai 2004] (p. 3772)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare surprise des "tentatives manifestes" de l'opposition de retarder le débat parlementaire, rappelle les positions divergentes de la majorité et de la "minorité" en matière d'assurance maladie [9 juillet 2004] (p. 6335)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9953)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)*Procédure des questions :*

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10445)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9614)

Thèmes :

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9614)

Enfants : crèches et garderies (p. 9614)

Famille : politique familiale (p. 9614)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)*Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))*

Son intervention (p. 11044)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention (p. 11564)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 11565)

Enfants : droits de l'enfant (p. 11565)

Enfants : mauvais traitements (p. 11565)

Enfants : politique de l'enfance (p. 11564)

Enseignement : obligation scolaire (p. 11565)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 11565)

Ses explications de vote (p. 11588)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11588)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2003] (p. 12656)

Son intervention (p. 12658)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 12659)

Enfants : mauvais traitements (p. 12658)

Enfants : politique de l'enfance (p. 12658)

Télécommunications : Internet (p. 12659)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 12659)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)*Article 18 (assistance médicale à la procréation)*

Son intervention (p. 12194)

Son amendement n° 186 (p. 12198)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1383)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : communautarisme (p. 1383)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1384)

Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : cultes (p. 1384)

Femmes : égalité des sexes (p. 1383)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1384)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3377)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3377)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3377)

Personnes âgées : dépendance (p. 3377)

Politique sociale : solidarité (p. 3377)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3377)

Travail : jours fériés (p. 3377)

Jean-Marc AYRAULT

*Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Président du groupe socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Nommé président du groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1099 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser la situation des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel, après l'agrément du protocole d'accord du 26 juin 2003 et de son avenant du 8 juillet 2003, et l'avenir du spectacle vivant dans notre pays, et à évaluer les conséquences économiques et sociales qui en découleront pour le tissu culturel français [2 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1103 tendant à créer une commission d'enquête sur les politiques d'allègement de cotisations sociales et de réduction du temps de travail et leurs effets sur la situation de l'emploi et l'organisation du travail [3 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes [5 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1200 relative à la conversion des anciens bassins miniers [5 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1227 visant à interdire le port apparent de signes religieux, politiques ou philosophiques à l'école [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1444 tendant à assurer la présence des professionnels de santé dans les zones déficitaires [24 février 2004]

Proposition de loi organique n° 1485 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement [3 mars 2004]

Proposition de résolution n° 1737 tendant à créer une commission d'enquête sur les dysfonctionnements de la justice pénale [20 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Bilan et perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 7998)

Finances publiques. Déficit budgétaire. Conséquences [5 novembre 2003] (p. 10031)

Politique sociale. Application. Bilan et perspectives [20 janvier 2004] (p. 567)

Justice. Tribunaux. Fonctionnement, tuerie de Nanterre [3 février 2004] (p. 1275)

Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2644)

Parlement. Ordre du jour. Personnes âgées et handicapés, calendrier [4 mai 2004] (p. 3287)

Etat. Premier ministre. Politique, perspectives [15 juin 2004] (p. 4909)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [29 juin 2004] (p. 5667)

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT)

Dépôt d'une motion de censure, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et 129 membres de l'Assemblée [27 février 2004] (p. 2099)

Dépôt d'une motion de censure, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 124 membres de l'Assemblée (voir Collectivités territoriales 1218) [23 juillet 2004] (p. 7206)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que ne soit pas examinée dès la rentrée parlementaire la proposition de résolution de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales tendant à la constitution d'une commission d'enquête relative à la canicule [1^{er} octobre 2003] (p. 7992)

Regrette les mauvaises conditions de travail imposées aux parlementaires et en particulier les conditions de discussion, "à la sauvette", du projet de loi autorisant l'élargissement de l'Union européenne, demande une suspension de séance afin de s'entretenir avec son groupe. [25 novembre 2003] (p. 11115)

Proteste contre l'attitude de M. Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, envers l'opposition et souhaite que le Gouvernement accepte le dialogue [20 janvier 2004] (p. 574)

Proteste contre le calendrier retenu par le Gouvernement. Il souhaite que les textes soient discutés dans l'ordre législatif logique : la réforme constitutionnelle puis le projet de loi organique portant sur le transfert des ressources et enfin le projet de loi relatif aux responsabilités locales qui prévoit les transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales. Il craint que les ressources affectées ne couvrent pas les charges dévolues aux collectivités locales. Il souligne que le Président de la République a décidé la suppression pure et simple de la taxe professionnelle, une des plus importantes ressources des collectivités locales, sans prévoir son remplacement. Il estime que les électeurs ont le droit de connaître les règles qui vont régir les assemblées régionales et départementales qu'ils vont élire [24 février 2004] (p. 1822)

Demande d'urgence la réunion de la conférence des présidents. Il souligne l'importance du principe validé par le Conseil constitutionnel : après la réforme constitutionnelle, il faut élaborer d'abord la loi organique, puis la loi ordinaire. Le groupe socialiste prendra toutes ses responsabilités [24 février 2004] (p. 1823)

Répète qu'il faut examiner le projet de loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités locales avant les textes qui organisent des transferts extrêmement étendus de responsabilités vers les collectivités territoriales. Il conteste la sincérité de M. Sarkozy car il constate un désengagement de l'Etat : diminution des subventions en dépit des contrats de plan, remise en cause des budgets sociaux et baisse en euros constants des ressources attribuées aux collectivités locales en 2003 et 2004 [24 février 2004] (p. 1832)

Affirme que les socialistes ne sont pas partisans de l'immobilisme en matière d'institutions et d'organisation des pouvoirs publics. De nombreux parlementaires socialistes sont des militants de la décentralisation. Les gouvernements socialistes ont d'ailleurs fait adopter depuis 1981 de multiples lois qui constituent des avancées dans l'approfondissement de la décentralisation. Néanmoins, il souhaite que les électeurs soient convenablement éclairés pour voter aux cantonales et régionales. Le transfert massif de nouvelles responsabilités de l'Etat vers les collectivités locales représente environ 11 milliards d'euros. Il redoute un alourdissement de la fiscalité des ménages alors que la suppression de la taxe professionnelle est annoncée. En l'absence de la loi organique précisant clairement les conditions financières de ces transferts, le Gouvernement expose les collectivités locales à une crise financière inextricable [25 février 2004] (p. 1906)

Explique pourquoi la loi organique qui détermine les conditions financières doit précéder la loi ordinaire. Il affirme que l'ordre de discussion retenu permet de repousser après les élections le débat sur les dispositions gênantes. Il s'inquiète de la disparition de l'AFPA et de l'institution de péages départementaux et urbains [25 février 2004] (p. 1922)

Remercie le président de la commission des lois d'aborder les questions de fond alors que le Gouvernement s'y refuse. Le groupe socialiste pense qu'il y a d'autres solutions que l'instauration de péages, par exemple une politique volontariste de soutien au développement des transports publics, politique abandonnée par la majorité qui a supprimé les subventions accordées à ce secteur [25 février 2004] (p. 1923)

Proteste contre la suspension de la séance alors que le vote était annoncé dans le palais. La suspension de séance est certes de droit, mais elle ne doit intervenir qu'après le vote. Il ne faut pas manœuvrer avec le règlement. "La vérité, pour parler franchement, est que la majorité se trouve en ce moment minoritaire." [3 mars 2004] (p. 2370)

Dénonce le maintien à l'ordre du jour par le Gouvernement du projet de loi relatif au transfert de nouvelles compétences aux collectivités locales, considère que cette position traduit un véritable "mépris du suffrage universel", fustige le manque de respect du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances pour les droits de l'opposition, souhaite la présence du Premier ministre afin qu'il réponde aux questions posées par M. Brunhes et lui-même [7 avril 2004] (p. 2678 et 2679)

Estime que le temps de parole accordé à l'opposition ne lui permet pas de remplir sa fonction de contrôle et estime que le Gouvernement n'informe pas le pays sur les gels de crédits et la réforme de l'assurance maladie [13 mai 2004] (p. 3614)

Accepte que l'amendement déposé par M. Didier Migaud ne soit pas recevable du fait que l'Assemblée doive se prononcer sur les conclusions de la commission mais estime que M. Eric Raoult, Président de séance, a porté un jugement sur cet amendement [13 mai 2004] (p. 3640)

Sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue : persiste à penser que la distinction faite par la Constitution entre "le peuple français" et "les représentants du peuple français" mérite un débat [26 mai 2004] (p. 4138)

Accuse M. Devedjian, membre du Gouvernement, d'avoir tenu des propos mensongers après que M. Migaud et M. Ayrault lui-même aient interrogé sur le mécanisme de régulation du prix du carburant à la pompe (TIPP flottante) ; se plaint également de "l'anticonstitutionnalité" d'une phrase prononcée par M. Sarkozy, voit dans ces deux cas un manque de respect du Gouvernement envers la représentation nationale [2 juin 2004] (p. 4357)

Fait remarquer que de nombreux amendements n'ont pas encore été examinés par la commission, il serait donc souhaitable de suspendre l'examen du texte relatif au service public du gaz et de l'électricité jusqu'à l'achèvement normal de cet examen [16 juin 2004] (p. 5053)

Demande que la séance soit levée à minuit vingt [16 juin 2004] (p. 5054)

Proteste contre la présentation, pendant l'été, d'un projet de loi, qui est un cataplasme d'austérité médicale, demande l'audition par la commission spéciale du ministre de l'économie et des finances [29 juin 2004] (p. 5686)

Considère que l'intervention du Premier ministre ne clarifie pas le débat, s'adresse au président de la commission spéciale afin qu'il obtienne l'audition, par celle-ci, du ministre de l'économie et des finances [29 juin 2004] (p. 5690)

Dénonce les menaces contenues dans les propos du ministre de la santé ; accuse la majorité d'être à l'origine de la rupture d'équilibre financier de l'assurance-maladie et de faire peser la dette en résultant sur les générations futures [29 juin 2004] (p. 5696)

Accuse le Gouvernement de préparer, en sous-main, une austérité sociale, ouvrant la voie aux assurances privées [1^{er} juillet 2004] (p. 5821)

Sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer : répond que l'organisation de la présente session extraordinaire en dénaturation l'esprit [6 juillet 2004] (p. 6150)

Revient sur l'annonce d'une agression à caractère raciste et antisémite dans le RER, demande une interruption des travaux d'une durée d'une heure afin de permettre aux députés de se joindre au rassemblement organisé par le conseil régional d'Île-de-France et son président [12 juillet 2004] (p. 6601)

Sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : proteste, au nom du groupe socialiste, comme son collègue M. Bocquet contre l'inscription à l'ordre du jour du texte sur la décentralisation. "Les Français n'ont pas manqué, en votant aux élections régionales et cantonales, de prendre en compte les conséquences qu'aurait cette loi de décentralisation si elle était définitivement votée." Le Gouvernement, qui avait laissé entendre qu'il y aurait un dialogue lors du passage au Sénat puis en deuxième lecture à l'Assemblée, veut passer en force. Son groupe souhaite un débat approfondi sur ce sujet. En outre, il estime qu'il faut attendre la décision du Conseil constitutionnel sur la loi organique avant de débattre de la loi ordinaire dont l'examen doit commencer le lendemain [20 juillet 2004] (p. 6967)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : prévoit l'hypothèse où des dispositions importantes de la loi organique seraient censurées, ce qui pourrait changer la manière de concevoir la décentralisation d'un certain nombre de

compétences. Si l'examen de la loi ordinaire était terminé, il faudrait alors tout reprendre [20 juillet 2004] (p. 6969)

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : proteste vivement, ainsi que M. Bocquet, face à la décision du Gouvernement qui a seul la maîtrise de l'ordre du jour. Un calendrier aussi chargé, qui fait coïncider les commissions ordinaires, les commissions mixtes paritaires et les débats en séance plénière ne permet plus la libre expression des parlementaires. Ce n'est plus du parlementarisme rationalisé, mais du parlementarisme "caporalisé" [20 juillet 2004] (p. 6973)

Propose d'achever le texte sur les responsabilités locales en octobre, après que le Conseil constitutionnel aura définitivement statué sur la loi organique. Les parlementaires ont le droit d'amendement et la commission des lois a l'obligation de les examiner au titre de l'article 88. Il appelle le Gouvernement à prendre ses responsabilités. En outre, il demande, au nom de son groupe, au président de l'Assemblée, que l'ordre du jour soit réexaminé. Il estime que juridiquement, la loi sur les responsabilités locales ne doit pas être adoptée avant la décision du Conseil constitutionnel sur la loi organique. Il s'insurge contre les propos de M. Accoyer au journal "Le Monde", préconisant une réforme du règlement de l'Assemblée pour réduire le nombre d'amendements. Son groupe ne se résignera pas et continuera à faire entendre sa voix avec la même conviction [21 juillet 2004] (p. 7059)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : s'interroge sur une éventuelle volonté d'obstruction de la part de la commission des lois, de sa majorité et de son président, à l'égard des amendements du groupe socialiste. Il informe le président de séance qu'il a demandé au président de la séance précédente de transmettre au président de l'Assemblée nationale son désaccord sur l'ordre du jour décidé par le Gouvernement. Il attend la réponse à la question qu'il a posée au nom du groupe socialiste, à savoir s'il est possible juridiquement d'examiner la loi ordinaire sans connaître au préalable la décision du Conseil constitutionnel sur la loi organique [21 juillet 2004] (p. 7073)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8016) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 8024)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8035) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 8036)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8073) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 8084)

Sa question préalable (p. 8084) soutenue par Mme Catherine Génisson : rejetée (p. 8088)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2695) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 2701)

Sa question préalable (p. 2701) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 2704)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2717) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 2717)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7392) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 7393)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8524) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 8542)

Ses explications de vote sur son exception d'irrecevabilité (p. 8540)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8662) soutenue par M. Jean-Louis Idiart : rejetée (p. 8672)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8541)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement (p. 8540)

Finances publiques : dette publique (p. 8541)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8541)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8541)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8541)

Logement (p. 8541)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8541)

Recherche (p. 8541)

Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8541)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8541)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9506) soutenue par M. Christophe Caresche : rejetée (p. 9512)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9565) soutenue par M. Claude Evin : rejetée (p. 9572)

Sa question préalable (p. 9572) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 9583)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11351) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 11354)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10832) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée (p. 10843)

Sa question préalable (p. 10847) soutenue par Mme Hélène Mignon (p. 10847)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11168)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11170)

Etrangers : immigration clandestine (p. 11170)

Pays étrangers : Turquie (p. 11169 et s.)

Politique sociale (p. 11170)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 11170)

Relations internationales (p. 11168 et s.)

TVA : taux réduit (p. 11169)

Union européenne : élargissement (p. 11169 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11169 et s.)

Ses explications de vote [26 novembre 2003] (p. 11210)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention (p. 11080)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11080)
Etrangers : intégration (p. 11081)
Jeunes : citoyenneté (p. 11081)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11081)
Jeunes : service civique (p. 11081)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11609) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 11624)
Sa motion de renvoi en commission (p. 11650) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 11660)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Sa question préalable (p. 11842) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 11851)
Sa motion de renvoi en commission (p. 11858) soutenue par M. Alain Gouriou : rejetée (p. 11864)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son exception d'irrecevabilité (p. 12002) soutenue par M. Alain Claëys : rejetée (p. 12008)
Sa question préalable (p. 12011) soutenue par M. Roger-Gérard Schwartzberg
Sa motion de renvoi en commission (p. 12055) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 12062)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6223) soutenue par M. Alain Claëys : rejetée (p. 6224)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son exception d'irrecevabilité (p. 12238) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée (p. 12248)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son intervention (p. 12524)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Sa question préalable (p. 137) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 139)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3419) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 3424)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son exception d'irrecevabilité (p. 290) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 304)
Sa question préalable (p. 317) soutenue par M. Émile Zuccarelli : rejetée (p. 322)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1128) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 1132)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Son exception d'irrecevabilité (p. 304) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 313)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1132) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 1134)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son exception d'irrecevabilité (p. 490) soutenue par M. Henri Nayrou : rejetée (p. 499)
Sa motion de renvoi en commission (p. 652) soutenue par M. Jean Gaubert : rejetée (p. 661)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1298)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : amendements (p. 1301)
Associations : égalité des sexes (p. 1302)

Constitution : laïcité (p. 1299)
 Cultes : Conseil français du culte musulman (p. 1300)
 Cultes : intégrisme (p. 1299)
 Cultes : islam (p. 1298)
 Cultes : islam : intégration (p. 1300)
 Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (p. 1302)
 Cultes : signes religieux (p. 1300)
 État : communautarisme (p. 1300)
 État : neutralité (p. 1298)
 État : valeurs républicaines (p. 1299)
 Étrangers : immigration : discrimination (p. 1301)
 Politique générale : intégration (p. 1301)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son amendement n° 15 (p. 1488)

Après l'article 3

Son amendement n° 27 (évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1502) : adopté (p. 1503)

Titre

Son amendement n° 14, deuxième rectification (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1503) : adopté (p. 1505)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1511) soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 1518)

Sa question préalable (p. 1518) soutenue par Mme Elisabeth Guigou : rejetée (p. 1523)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1666) soutenue par M. Didier Mathus : rejetée (p. 1671)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1842) soutenue par M. Bernard Derosier : rejetée (p. 1855)

Sa question préalable (p. 1859) soutenue par M. Jean-Pierre Balligand : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1874)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 février 2004] (p. 1832)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1906)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1922)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mars 2004] (p. 2370)

Ses observations : est choqué par l'interruption de la séance, sans indication de durée, destinée à aller chercher des députés de l'UMP pour atteindre la majorité. Cela prouve l'embarras de la majorité qui était pourtant assurée d'avoir le dernier mot lors du

vote solennel. Il demande une heure de suspension de séance (p. 2371)

Ses explications de vote [14 avril 2004] (p. 2945)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2947)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Sa question préalable (p. 7130) soutenue par M. Jean-Pierre Balligand : rejetée (p. 7140)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7165) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 7171)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7408) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 7412)

Sa question préalable (p. 7412) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 7414)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Sa question préalable (p. 3198) soutenue par M. Jean-Pierre Blazy : rejetée (p. 3205)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3224) soutenue par Mme Paulette Guinchard-Kunstler : rejetée (p. 3335)

Sa question préalable (p. 3352) soutenue par Mme Danièle Hoffman-Rispal : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3363)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5040) soutenue par Mme Danièle Hoffman-Rispal : rejetée (p. 5044)

Ses explications de vote sur son exception d'irrecevabilité (p. 5043)

Thèmes :

Départements : conseils généraux : charges (p. 5044)

Politique sociale : solidarité (p. 5044)

Travail : durée du travail (p. 5044)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3557) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 3583)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3664) soutenue par M. René Dosière : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3678)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Sa question préalable (p. 6989) soutenue par M. Jean-Pierre Balligand : rejetée (p. 6996)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7016) soutenue par M. Augustin Bonrepaux

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6972)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7059)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3614)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [13 mai 2004] (p. 3639)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3640)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3788) soutenue par M. Jean-Yves Le Déaut : rejetée (p. 3801)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3859) : rejetée (p. 3867)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Sa question préalable (p. 4058) soutenue par M. Christophe Caresche : rejetée (p. 4065)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4137 et s.)

Ses observations : s'insurge contre cette révision "à la hussarde" de la Constitution de la République. La réponse succincte du garde des sceaux à l'amendement n° 71 de M. Caresche n'était pas en rapport avec la question du référendum et de la distinction faite par la Constitution entre "le peuple français" et "les représentants du peuple français". Il est pourtant légitime de débattre à l'Assemblée nationale cette question qui divise les constitutionnalistes. [26 mai 2004] (p. 4137)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue (cf supra) (p. 4138)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4300) soutenue par Mme Hélène Mignon : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4306)

Sa question préalable (p. 4315) soutenue par Mme Martine Carrillon-Couvreur : rejetée (p. 4323)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4727) soutenue par M. Jérôme Lambert : rejetée (p. 4739)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4839) soutenue par M. Kléber Mesquida : rejetée (p. 4844)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4934) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 4949)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5023) soutenue par M. Pierre Ducout : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5034)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2004] (p. 5053)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2004] (p. 5054)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7097) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 7102)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Sa question préalable (p. 5159) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 5163)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5433) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 5438)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5446) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 5447)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5727)

Sa question préalable (p. 5746) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 5759)

Son intervention (p. 5820)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5822) soutenue par M. Alain Claeys : rejetée (p. 5840)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5686)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5690)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5696)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5821)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5727)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5728, p. 5820)

Assurance maladie maternité : généralités : ressources (p. 5820)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Quorum (vérification) : [6 juillet 2004] (p. 6149)

Son intervention (p. 6149)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf supra) (p. 6150)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6673)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7373) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 7377)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7223) soutenue par M. Bernard Derosier : rejetée (p. 7229)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et cent vingt-quatre membres de l'Assemblée, M. le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (Collectivités territoriales 1218)

[27 juillet 2004] (p. 7285)

Son intervention (p. 7285)

Thèmes :

Assemblée nationale : opposition (p. 7285)

Assemblée nationale : ordre du jour : conditions de travail (p. 7285)

Collectivités territoriales : autonomie financière : compensations financières (p. 7287)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7285)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : déficit budgétaire (p. 7286)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7285)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7286)

Elections et référendums (p. 7285)

Etat : décentralisation : départements (p. 7287)

Etat : Gouvernement : censure (p. 7289)

Etat : Premier ministre : rôle (p. 7286)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7287)

Politique générale : institutions (p. 7286)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 7287)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 7288)

Union européenne : constitution européenne : élections et référendums (p. 7285)

Le groupe socialiste vote la censure (p. 7285)

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Sa question préalable (p. 7348) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 7355)

B**Roselyne BACHELOT-NARQUIN***Ministre de l'écologie et du développement durable*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1167 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-719 du 1^{er} août 2003 relative à la simplification de la validation du permis de chasser [29 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

- M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 8006)
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Antilles. Déchets, pollutions et nuisances, pesticides, utilisation, conséquences [7 octobre 2003] (p. 8173)
- Mme Marcelle Ramonet. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Lutte et prévention [8 octobre 2003] (p. 8260)
- M. Daniel Spagnou. Animaux. Dégâts des animaux. Loups, Provence [15 octobre 2003] (p. 8608)
- M. Jean-Pierre Dufau. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Prestige, indemnisation [21 octobre 2003] (p. 9097)
- M. Daniel Vaillant. Eau. Agences de l'eau. Trésorerie, utilisation, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9628)
- M. André Flajolet. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Perspectives [5 novembre 2003] (p. 10037)
- M. Jean-Michel Ferrand. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, Sud-Est [2 décembre 2003] (p. 11518)
- M. Olivier Jardé. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Pollutions agricoles, lutte et prévention [17 décembre 2003] (p. 12498)
- M. Max Roustan. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12502)
- M. Alain Bocquet. Santé. Légionellose. Lutte et prévention, Nord-Pas-de-Calais [6 janvier 2004] (p. 35)
- M. Albert Facon. Santé. Légionellose. Lutte et prévention, Nord-Pas-de-Calais [6 janvier 2004] (p. 39)
- M. Jean Dionis du Séjour. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention [13 janvier 2004] (p. 276)
- M. François Grosdidier. Environnement. Protection. Biodiversité [21 janvier 2004] (p. 643)
- M. Jacques Remiller. Santé. Légionellose. Lutte et prévention [28 janvier 2004] (p. 1001)
- M. Philippe Folliot. Relations internationales. Environnement. Traités, respect [25 février 2004] (p. 1894)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Jean Leonetti. Déchets, pollutions et nuisances. Santé. Usines d'incinération, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8482)
- M. Daniel Poulou. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [14 octobre 2003] (p. 8483)
- M. Rodolphe Thomas. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ultimes. Centres d'enfouissement, Calvados [6 janvier 2004] (p. 12)
- M. Jean-Claude Sandrier. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, perspectives [27 janvier 2004] (p. 904)
- M. Stéphane Demilly. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [27 janvier 2004] (p. 906)
- M. Gérard Cherpion. Bois et forêts. Exploitants. Plan chablis [27 janvier 2004] (p. 907)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9436)

Ses réponses (p. 9440 à 9446)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 9438)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9440)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9439)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9439)

Environnement : crédits (p. 9436 et s.)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 9437)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 9438)

Environnement : Natura 2000 (p. 9438)

Environnement : patrimoine biologique : protection (p. 9438)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 9439)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : effectifs (p. 9437)

Organisations internationales : FIPOL (p. 9439)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 9440)

Sécurité publique : inondations (p. 9437)

Sécurité publique : plan de prévention des risques : risques technologiques (p. 9437 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 9440)

Union européenne : directives : environnement (p. 9438, 9440)

Réponses aux questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 9444) (M. Émile Blessig) (p. 9444)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9443) (M. François Asensi) (p. 9443)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9445) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9445)

Energie et carburants : lignes à haute tension (p. 9441) (M. Gilles Artigues) (p. 9440)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9444) (M. Émile Blessig) (p. 9444)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9445) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9445)

Transports : transport combiné (p. 9443) (M. François Asensi) (p. 9443)

Transports aériens : aéroports : bruit (p. 9441 et s.) (M. François Asensi) (p. 9441)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 9443) (M. François Asensi) (p. 9443)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 477)

Sa réponse (p. 651)

Son intervention (p. 662)

Thèmes :

Bois et forêts : forêts (p. 479)

Chasse et pêche : chasse (p. 478 et s., 651)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 478 et s.)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 478 et s.)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 479)

Environnement : Natura 2000 (p. 662)

Environnement : zones humides (p. 477 et s., 662)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)*Après l'article 65*

Intervient sur l'amendement n° 353 de la commission (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1048)

Intervient sur l'amendement n° 1502 de M. Michel Bouvard (concession des droits de chasse des communes dont tout ou partie du territoire est classé dans un parc national) (p. 1048)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1050 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 1529 de M. Jean Lassalle (abrogation de la directive 92/43/CEE "habitats") à l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. Michel Bouvard (critères de calcul de la dotation de solidarité rurale) (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061 et s.)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Jean-Louis Léonard (rédactionnel) (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Philippe Folliot (cours d'eau : autorisation ; champ d'application) (p. 1101)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1102 et s.)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 1106 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 896 de M. François Brottes (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1108)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1109 et s.)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1113 et s.)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 1115 et s.)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 1225 de M. Hervé Morin (haies, talus et petits bosquets séparant des parcelles agricoles exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 1117)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1117 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (carrières de craie : directives) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 634 de Mme Bérengère Poletti (carrières de craie : déclaration) (p. 1122)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (Office national de la chasse et de la faune sauvage : constitution de partie civile) (p. 1123)

Intervient sur le sous-amendement n° 1353 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 10 du Gouvernement (p. 1124)

Intervient sur l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (contribution des chasseurs à la gestion équilibrée des écosystèmes par leurs prélèvements raisonnés) (p. 1125)

Intervient sur le sous-amendement n° 1532 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (p. 1126)

Intervient sur l'amendement n° 272 de la commission (repérage non armé du passage du gibier) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Patrice Martin-Lalande (repérage non armé du passage du gibier) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1144)

Intervient sur le sous-amendement n° 273 de la commission (police de l'environnement assurée par les agents de l'Office) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 1145)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Patrice Martin-Lalande (police de l'environnement assurée par les agents de l'Office) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Charles de Courson (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 1412 de M. Jean-Claude Lemoine (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 1215 de M. Charles de Courson (clarification des comptes et du budget de l'office) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Charles de Courson (qualité d'association agréée de protection de l'environnement reconnue aux fédérations départementales et interdépartementales des chasseurs) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (missions des fédérations régionales des chasseurs) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Patrice Martin-Lalande (missions des fédérations régionales des chasseurs) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 1221 rectifié de M. Charles de Courson (fonds scientifique) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. Stéphane Demilly (suppression de l'obligation faite aux opposants à la chasse de procéder à la régulation des espèces sur leur fonds) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 1218 de M. Charles de Courson (chasseurs : cotisations ; paiement) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 1213 de M. Charles de Courson (bois : loyer ; déclaration) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 1208 corrigé de M. Charles de Courson (déduction des frais de chasse) (p. 1154)

Intervient sur l'amendement n° 1211 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales : guichet unique ; taxe sur les permis de chasse) (p. 1155)

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (chiens courants) (p. 1156)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Patrice Martin-Lalande (chiens courants) (p. 1156)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son intervention (p. 1157 et s.)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (financement par l'Etat de certaines missions de l'Office) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (abrogations) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Étienne Mourrut (stages de formation) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 1329 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Augustin Bonrepaux (territoires réservés au pastoralisme avec exclusion des prédateurs) (p. 1160)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 1160)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 1161 et s.)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1206 de M. Stéphane Demilly (mission de suivi de la faune et des habitats par les fédérations départementales) (p. 1168)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 612 deuxième rectification du Gouvernement (création d'un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé : «Agence française d'information et de communication agricole et rurale») (p. 1219)

Intervient sur le sous-amendement n° 1519 de M. François Brottes (ressources de l'établissement) à l'amendement n° 612 deuxième rectification du Gouvernement (p. 1219)

Intervient sur l'amendement n° 370 de la commission (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1219)

Intervient sur l'amendement n° 1310 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (comité interprofessionnel du vin de Champagne : composition et missions) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 1311 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (comité interprofessionnel du vin de Champagne ; missions) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Louis Guédon (conseil national du littoral) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 613 du Gouvernement (aménagement du territoire : groupement d'intérêt public ; création) (p. 1222)

Intervient sur l'amendement n° 371 de la commission (création d'un Observatoire national de la ruralité) (p. 1222)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Victorin Lurel (sauvegarde du foncier agricole de l'outre-mer) (p. 1223)

Intervient sur l'amendement n° 972 de M. Victorin Lurel (outre-mer ; politique agricole ; rapport au Parlement) (p. 1223)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 1224)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 1225 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Patrice Martin-Lalande (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 304 de la commission (plan de gestion) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Patrice Martin-Lalande (plan de gestion) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 1259 de M. Patrice Martin-Lalande (rapport au Parlement relatif à la non-prolifération de certaines espèces protégées et à la réparation des dommages causés) (p. 1233)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 1234 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Lang (Alsace-Moselle ; fonds départemental d'indemnisation des dégâts des sangliers) (p. 1236)

Intervient sur le sous-amendement n° 1421 de M. François Brottes (ONF) à l'amendement n° 1 de M. Pierre Lang (p. 1236)

Article 61 (gardes particuliers)

Son intervention (p. 1237)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1239 et s.)

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées (n° 1550) [12 mai 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VI : Economie, finances et industrie (Commerce extérieur) (n° 1113) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Missions de service public, respect [20 janvier 2004] (p. 571)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [11 mai 2004] (p. 3496)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 481, posée le 1^{er} décembre 2003. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 9070). Appelée le 2 décembre 2003. Bassins d'emploi, Issoire (p. 11481)

n° 578, posée le 27 janvier 2004. Santé. Dyslexie et dysphasie (J.O. Questions p. 553). Appelée le 27 janvier 2004. Lutte et prévention (p. 914)

n° 761, posée le 25 mai 2004. Industrie. Métallurgie (J.O. Questions p. 3734). Appelée le 25 mai 2004. Pechiney, offre publique d'achat (OPA), conséquences (p. 4004)

n° 833, posée le 22 juin 2004. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Sécheresse de 2003, indemnisation, modalités (p. 5223)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8353)

Thèmes :

Environnement (p. 8355)

Marchés publics (p. 8354)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 8355)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8353)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8356)

Parlement : rôle (p. 8355 et s.)

Pays étrangers : Afrique : agriculture (p. 8354)

Pays étrangers : Brésil (p. 8355)

Pays étrangers : Inde : agriculture (p. 8354)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8354 et s.)

Santé : santé publique : pays en développement (p. 8354 et s.)

Secteur public : services publics (p. 8355)

Union européenne : Parlement européen (p. 8356)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9582)

Son intervention (p. 9610)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9661)

Thèmes :

Politique sociale : solidarité (p. 9583)

Professions de santé : médecins (p. 9662)

Santé : politique de la santé (p. 9583, 9611, 9662)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9610)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9610)

Sécurité sociale : financement (p. 9582, 9661)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11536)

Thèmes :

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11537 et s.)

Justice : personnes disparues (p. 11538)

Rapatriés : harkis (p. 11536 et s.)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 13 (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (création d'une

commission consultative du volontariat de solidarité internationale et composition de cette commission) (p. 3307) : rejeté (p. 3308)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)
Son intervention (p. 6060)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)
Son intervention (p. 6145)

Pierre-Christophe BAGUET

Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VII : Culture et communication (Communication) (n° 1111) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1522 tendant à instaurer un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les prestations dispensées par les artisans coiffeurs [8 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9549)

Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [20 janvier 2004] (p. 565)

Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, grève [3 février 2004] (p. 1273)

Télécommunications. Internet. Piratage, lutte et prévention [4 mai 2004] (p. 3288)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [11 mai 2004] (p. 3492)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [1^{er} juin 2004] (p. 4270)

Sports. Football. Hooliganisme, lutte et prévention [23 juin 2004] (p. 5316)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'interroge sur les raisons du vote commun de l'article 25 et de l'article d'équilibre de la première partie de la loi de finances [21 octobre 2003] (p. 9124)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8794)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (dons aux associations de défense des contribuables – réduction d'impôt) (p. 8804)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8826, 8829)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Ses interventions (p. 8886, 8889)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (biocarburants – réduction de TIPP prorogée jusqu'au 31 décembre 2009) (p. 8896)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 9013, 9028)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2003] (p. 9124)

Seconde délibération

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9132)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10143)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9393)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9394)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9393)

Audiovisuel et communication : programmes : culture (p. 9393)

Culture : crédits (p. 9393)

Culture : politique culturelle (p. 9394)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9279)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 9281)

Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 9279)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9280)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9281)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 9279)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9280)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9280)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9300)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (insertion d'un article de répartition concernant les recettes de la redevance audiovisuelle) (p. 9301)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (rapport annuel au Parlement du Fonds de modernisation de la presse sur les aides à la presse en général et à la presse régionale en particulier) (p. 9303)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la référence particulière à la presse régionale) à l'amendement n° 64 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (p. 9303)

Son amendement n° 39 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les possibilités d'extension des aides à la presse nationale à la presse régionale) : retiré (p. 9303)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS
PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son sous-amendement n° 303 (exonération des quotidiens gratuits d'information générale) à l'amendement n° 294 rectifié de M. Jacques Pélassard (imprimés distribués ou mis à disposition gratuitement – institution d'une contribution volontaire au titre des déchets et - à défaut - taxe exigible à partir de 2005) (p. 10677) : devenu sans objet (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 218 rectifié de M. Yves Deniaud (photographes-auteurs : exonération de la taxe professionnelle) (p. 10685)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (diffuseurs de presse : régime d'abatement sur la base de la taxe professionnelle - extension à l'ensemble du territoire et possibilité de relèvement) (p. 10687)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage – institution d'une réduction d'impôt) (p. 10696 et s.)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10704)

Seconde délibération

Article 77 (majoration des taux plafonds du versement de transport) : supprimé en première délibération

Son intervention (p. 10718)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9600)

Thèmes :

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9601)

Famille : naissances (p. 9601)

Famille : politique familiale (p. 9601)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 300 (p. 9684)

Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Son intervention (p. 9844)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9849)

Son amendement n° 298 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9851)

Après l'article 51

Son amendement n° 295 précédemment réservé (rapport au Parlement sur le financement des majorations de pensions pour enfant) : retiré (p. 9852)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son intervention (p. 11728)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) (p. 11732)

Son sous-amendement n° 182 (possibilité d'acquitter entièrement la contribution sous forme de prestation en nature – presse) à l'amendement n° 88 de la commission : retiré (p. 11733)

Son sous-amendement n° 179 (exemption des quotidiens gratuits d'information générale) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11733) : rejeté (p. 11734)

Son sous-amendement n° 184 (exemption des organismes à but non lucratif) à l'amendement n° 88 de la commission : rejeté (p. 11734)

Son sous-amendement n° 185 (exemption des périodiques mentionnés par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11734) : rejeté (p. 11735)

Son sous-amendement n° 189 (contribution en nature consistant en la mise à disposition d'espaces publicitaires promouvant le recyclage) à l'amendement n° 88 de la commission : rejeté (p. 11735)

Son sous-amendement n° 180 (taxation minorée du papier recyclé) à l'amendement n° 88 de la commission : retiré (p. 11735)

Intervient sur le sous-amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (taxation minorée du papier recyclé) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11735 et s.)

Son sous-amendement n° 181 (barèmes des contributions établis par décret) à l'amendement n° 88 de la commission : retiré (p. 11736)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. Patrice Martin-Lalande (contributions déterminées suivant un barème fixé par décret) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11736)

Son sous-amendement n° 183 (franchise portée de 1 000 à 5 000 kilogrammes) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11736) : adopté (p. 11737)

Son sous-amendement n° 186 (taux de la taxe réduit de 15 à 10 centimes d'euro par kilogramme) à l'amendement n° 88 de la commission : adopté (p. 11737)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Desallangre (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean Lassalle (responsabilité du prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean Lassalle (création d'un Fonds national de prévention du surendettement chargé de missions d'information et de sensibilisation) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12179)

Ses explications de vote (p. 12186)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 12186)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean Lassalle (conservation des données en vue de permettre l'identification des créateurs de contenus) (p. 191)

Son amendement n° 187 (mention identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique) (p. 191) : adopté (p. 192)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 243)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : communication (p. 244)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 244)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 244)

Audiovisuel et communication : radio (p. 243)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 243)

Postes : La Poste (p. 246)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 246)

Presse et livres : presse (p. 243)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1497 et s.)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1503)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1579)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1580)

Emploi (p. 1579)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 1579 et s.)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 1580)

Transports aériens : bruit (p. 1579)

Transports aériens : trafic (p. 1579)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son amendement n° 35 (p. 1591)

Ses explications de vote (p. 1601)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1601)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1620)

Son intervention (p. 1623)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1670)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1623, 1670)

Audiovisuel et communication : radio (p. 1621, 1623 et s., 1670)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1623, 1670)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1679)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1694)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Son intervention (p. 1698 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Patrice Martin-Lalande (surveillance active de certains contenus hébergés) (p. 1704)

Article 30 (article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : missions du CSA)

Son amendement n° 48 (p. 1706)

Article 36 (articles 17-1 et 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : procédure de règlement des litiges par le CSA)

Son intervention (p. 1708)

Article 41 (attribution aux sociétés nationales de programme et à ARTE du droit d'usage de fréquences assignées pour la diffusion de leurs programmes)

Son intervention (p. 1710)

Après l'article 41

Son amendement n° 49 (établissement d'un nouveau plan de fréquences) (p. 1712) : rejeté (p. 1713)

Article 43 (autorisation de l'usage de fréquences pour la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre)

Ses amendements n°s 50, 51, 266 et 263 (p. 1714)

Article 44 (compétence des comités techniques du CSA en matière de télévision locale)

Son amendement n° 268 (p. 1715)

Article 59 (article 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : obligation de mise à disposition gratuite de certains services pour les distributeurs de services par satellite)

Son intervention (p. 1753)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1757)

Son amendement n° 53 (p. 1757)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (création et composition d'un conseil consultatif auprès de France Télévisions) (p. 1762)

Après l'article 87

Son amendement n° 54 rectifié (élaboration par le CSA d'un plan d'aménagement du spectre hertzien) : adopté après deuxième rectification (p. 1766)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les collectivités territoriales aux télévisions locales ayant passé un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 1767)

Son amendement n° 55 corrigé (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767) : adopté (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Didier Mathus (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de télé-réalité) (p. 1768)

Article 89 (articles L. 121-90 à L. 121-92 du code de la consommation : création de contrats de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1771)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (suppression de la taxe sur les messages publicitaires) (p. 1772)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son amendement n° 236 (p. 1772)

Après l'article 99

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean Dionis du Séjour (tarification des appels à un service après-vente) (p. 1775 et s.)

Après l'article 103

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (réaménagement de la bande FM par le CSA) (p. 1777)

Ses explications de vote (p. 1780)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4413)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4414 et s.)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4415)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4413)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2160)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2181)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2187)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son amendement n° 11 (p. 2906)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 12 (p. 2914)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son amendement n° 160 (p. 2954)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5786)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5786)

Sécurité sociale : caisses (p. 5786)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5787)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5786)

Patrick BALKANY

Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)

Non inscrit

Union pour un Mouvement Populaire

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 28 juillet 2004] (p. 13457)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1909)

Thèmes :

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 1909)

Emploi : jeunes : ouverture le dimanche (p. 1910)

Etat : décentralisation : histoire (p. 1909)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 1er

Son amendement n° 899 (transfert de compétence du préfet au maire pour l'ouverture des commerces le dimanche) : rejeté (p. 2002)

Son amendement n° 900 (autorisation d'ouverture des commerces accordée pour cinq dimanches supplémentaires ; transfert de compétence en la matière du préfet au maire de Paris) : retiré (p. 2002)

Après l'article 3

Son amendement n° 901 (transfert de compétence du préfet aux maires des communes touristiques pour l'ouverture des commerces le dimanche) : rejeté (p. 2009)

Répond aux observations de M. Christian Paul : juge cette affirmation inadmissible et souhaite faire un rappel au règlement [26 février 2004] (p. 2009)

Répond aux observations de M. Christian Paul : rappelle qu'il s'agit de se prononcer sur des textes et non sur des personnes. Il pense que son amendement a été adopté, puis, de nouveau mis aux voix, rejeté, les socialistes ayant changé d'avis [26 février 2004] (p. 2009)

Édouard BALLADUR

Paris (12^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1744 relative au développement de l'actionnariat salarié [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 8349)

Thèmes :

Environnement (p. 8349, 8351)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 8350)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 8350)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 8350)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8349 et s.)
 Propriété intellectuelle (p. 8349 et s.)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 11123)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11124)
 Politiques communautaires : aides communautaires : pays en développement (p. 11125)
 Politiques communautaires : budget (p. 11124)
 Union européenne : élargissement (p. 11123 et s.)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 1077)

Thèmes :

Défense : armes de destruction massive : prolifération (p. 1078)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1077 et s.)
 Pays étrangers : Bosnie (p. 1078)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1078 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son amendement n° 1 corrigé (p. 1496)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières [J.O. du 16 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Mise en œuvre, financement [6 avril 2004] (p. 2647)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 607, posée le 3 février 2004. Union européenne. Elargissement (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Conséquences, fonds structurels (p. 1267)

n° 732, posée le 18 mai 2004. TVA. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3521)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'insurge, au nom du groupe socialiste, contre la discussion du projet de loi relatif aux responsabilités locales avant celle du projet de loi organique instituant le cadre financier de la décentralisation. Il considère que le projet de loi organique déposé le 23 octobre 2003 est totalement dépourvu d'éléments chiffrés et ne répond en rien aux exigences précises formulées par le Conseil constitutionnel [25 février 2004] (p. 1901)

Considère que le débat sur le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service de l'éducation nationale requiert la présence du ministre de l'éducation nationale avec l'assistance éventuelle du ministre de l'intérieur. Il demande une suspension de séance pour permettre au ministre de rejoindre l'Assemblée nationale, celle-ci étant traitée "de manière fort curieuse", contrairement au Sénat [2 mars 2004] (p. 2325)

Dénonce la mauvaise organisation des travaux : des échanges "saucissonnés" par l'insertion d'autres textes, avec pour conséquence l'examen prévisible de l'article 88 du projet de loi, nuitamment, en catimini et à la veille de l'interruption de la session pour cause électorale. Il demande solennellement au Gouvernement de réserver les articles précédant l'article 88, pour aborder, dans la clarté et la sérénité, la question fondamentale de la compensation financière des transferts de compétence [3 mars 2004] (p. 2355)

Sur le rappel au règlement de M. Guy Geoffroy : considère comme normal que tous les auteurs présents d'amendements identiques puissent les défendre puis intervenir à nouveau pour répondre, soit à la commission, soit au Gouvernement [23 juillet 2004] (p. 7185)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8574)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 8575)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement (p. 8574)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 8575 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8575)
 Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 8575)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8575)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8575)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8576)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8575)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11677)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son amendement n° 47 (EMHV - diester : réduction de TIPP portée de 35 à 35,06 €) (p. 11756)

Son amendement n° 48 (ETBE - bioéthanol : réduction de TIPP portée de 38 à 50,06 €) (p. 11756)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 678 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1319)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1320)

Etat : laïcité : histoire (p. 1319)

Etat : valeurs républicaines (p. 1320)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : communautarisme (p. 1320)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1859) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1874)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1901)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : projet (p. 1860)

Collectivités territoriales : décentralisation : régions (p. 1860)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1863)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1865)

Collectivités territoriales : ressources : constitutionnalité (p. 1864)

Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 1863)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation (p. 1867)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 1867)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1859 et s.)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : suffrage universel (p. 1862)

Départements : médecine scolaire (p. 1867)

Départements : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1865)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 1861)

Etat : décentralisation : projet (p. 1861)

Formation professionnelle (p. 1867)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1865)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1864)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) : départements (p. 1867)

Régions : Parlement (p. 1862)

Régions : budget : tutelle (p. 1864)

Régions : contrats de plan Etat-régions : exécution du budget (p. 1866)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transferts de personnel (p. 1867)

Transports : transports de voyageurs : subventions (p. 1866)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 627 (titre Ier A : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales et fiscalité locale) (p. 1970) : rejeté (p. 1972)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 628 (maintien du degré d'autonomie fiscale des collectivités territoriales) (p. 1972) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1973)

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1975 et s.)

Son amendement n° 631 corrigé (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1976) : rejeté (p. 1978)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1985 et s.)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son intervention (p. 2008)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2022 et s.)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2054)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 2063)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Victorin Lurel (conflit de compétences outre-mer entre le département et la région) (p. 2063)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2064 et s.)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2088)

Article 18 (éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national)

Son intervention (p. 2092)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2093 et s.)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2126)

Article 27 (compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains)

Son intervention (p. 2127)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2139 et s.)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2142 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 703 de M. Philippe Tourtelier (lien entre le plan pour la qualité de l'air et le plan régional d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Philippe Tourtelier (création du plan régional d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Philippe Tourtelier (usage d'énergies renouvelables pour certaines constructions nouvelles) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 704 de M. Philippe Tourtelier (lutte par les collectivités territoriales contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Philippe Tourtelier (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil municipal influant sur la consommation énergétique) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Philippe Tourtelier (présentation à l'assemblée délibérante d'un rapport annuel sur l'énergie) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 716 de M. Philippe Tourtelier (champ d'application de la section VI du chapitre IV du titre II du livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales étendu à l'ensemble des sources d'énergie) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. Philippe Tourtelier (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil général influant sur la consommation énergétique) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 714 de M. Philippe Tourtelier (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil régional influant sur la consommation énergétique) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 708 de M. Philippe Tourtelier (suppression de la limitation à quatre du nombre des compétences optionnelles à choisir par les communautés de communes) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 709 de M. Philippe Tourtelier (cinquième compétence optionnelle possible pour une communauté de communes : "énergie et lutte contre l'effet de serre") (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Philippe Tourtelier (compétences de la communauté urbaine en matière d'énergie et de lutte contre l'effet de serre) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Philippe Tourtelier (suppression de la limitation à cinq du nombre des compétences proposées pour les communautés d'agglomération) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 707 de M. Philippe Tourtelier (compétences de la communauté d'agglomération en matière d'énergie et de lutte contre l'effet de serre) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 711 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (intégration de l'objectif d'économie d'énergie dans les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 701 de M. Philippe Tourtelier (création d'un observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) (p. 2146)

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Philippe Tourtelier (insertion d'un chapitre VI : énergie et effet de serre) (p. 2146)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2149)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 725 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité départemental pour l'insertion) (p. 2155)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2213)

Avant l'article 60

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2325)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 mars 2004] (p. 2355)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)

Son intervention (p. 2443 et s.)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements

d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son intervention (p. 2445)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2449)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son intervention (p. 2455)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2463)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2493 et s.)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2502)

Avant l'article 90

Son amendement n° 848 (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2505) : rejeté (p. 2508)

Avant l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Bernard Derosier (nouvel intitulé du chapitre : contrôle administratif des actes) (p. 2512)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son amendement n° 855 (p. 2515)

Son intervention (p. 2518)

Avant l'article 101

Son amendement n° 856 (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2534) : rejeté (p. 2537)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 859 (p. 2537)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2542)

Avant l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 435 de la commission (représentation des communes associées au sein de l'organe délibérant d'un EPCI) (p. 2543)

Article 109 (nombre de sièges attribués à un établissement public de coopération intercommunale se substituant à ses communes membres au sein du comité syndical d'un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2547)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son amendement n° 864 (p. 2549)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2552)

Avant l'article 120

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Jacques Guillet (taxe locale d'électricité) (p. 2555)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2558)

Article 125 ter (adhésion de collectivités territoriales étrangères à un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2560)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2563)

Son amendement n° 872 (conventions entre communautés de communes et communes membres) : retiré (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2566)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7130) : rejetée (p. 7140)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7170)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : concurrence (p. 7131)
- Collectivités territoriales : compétences (p. 7134)
- Collectivités territoriales : décentralisation : démocratie locale (p. 7132)
- Collectivités territoriales : décentralisation : lois organiques (p. 7131)
- Collectivités territoriales : décentralisation : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7131)
- Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7130)
- Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7133)
- Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 72-2 (p. 7131)
- Coopération intercommunale (p. 7133, 7170)
- Départements : transferts de compétences (p. 7171)
- Elections et référendums : élections cantonales : élections régionales (p. 7132)
- Régions : développement économique (p. 7132, 7170)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)*Avant le titre Ier*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Geoffroy (cf supra) (p. 7184)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7186)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3480)

Thèmes :

- Entreprises : stock options (p. 3481)
- Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3480)
- Sociétés : actionnaires : contrôle (p. 3480)
- Sociétés : droit des affaires : transparence (p. 3480)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3597)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : autonomie financière : Constitution (p. 3600)
- Collectivités territoriales : péréquation (p. 3599)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3598)
- Collectivités territoriales : transferts de personnel : salaires (p. 3597, 3600)
- Etat : décentralisation : finances locales (p. 3598)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3598)

Impôts locaux : taxe professionnelle : abattements (p. 3597)

Union européenne : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3599)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)*Article 1er (catégories de collectivités territoriales)*

Son amendement n° 85 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 100 (p. 3693)

Son amendement n° 170 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3699)

Son amendement n° 115 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 130 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 25 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 10 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 40 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 55 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 70 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6989) : rejetée (p. 6996)

Thèmes :

- Assemblée nationale : amendements : groupe socialiste (p. 6990)
- Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6989, 6991)
- Collectivités territoriales : compensations financières : lois organiques (p. 6992)
- Collectivités territoriales : péréquation (p. 6990)
- Collectivités territoriales : ressources propres (p. 6990)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 6989)
- Coopération intercommunale : ressources propres (p. 6991)
- Impôts locaux : dégrèvement (p. 6991)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6991 et s.)
- Parlement : Sénat (p. 6990 et s.)
- Président de la République (p. 6992)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)*Article 1er (catégories de collectivités territoriales)*

Son intervention (p. 7030)

Son amendement n° 5 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7034)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7042)

Son amendement n° 13 (p. 7049)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son amendement n° 18 (p. 7066)

Son amendement n° 24 (p. 7078)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 28 (p. 7081)

Après l'article 4

Son amendement n° 33 (mécanismes de péréquation obligatoires pour tout transfert de compétences) : rejeté (p. 7083)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 35 (limitation aux contrats de travail à durée indéterminée) (p. 5472)

Gérard BAPT

*Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 28 avril 2004] (p. 7683)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 38 : Santé, famille et personnes handicapées (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 39 : Sports (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Croissance. Perspectives [14 octobre 2003] (p. 8503)

Etat. Gouvernement. Politique générale [26 novembre 2003] (p. 11201)

Sécurité sociale. Equilibre financier. Perspectives [24 février 2004] (p. 1818)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [5 mai 2004] (p. 3348)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4036)

Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5318)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse le Premier ministre d'avoir "gravement" déformé une position émise par M. Ayrault, Mme Mignon et M. BAPT lui-même dans un article publié par l'hebdomadaire "La Vie" sur l'opportunité de faire don de leur temps à des oeuvres d'intérêt collectif ou humanitaire, déplore l'entreprise de "culpabilisation", en particulier de l'opposition de la part du chef du Gouvernement [4 mai 2004] (p. 3323)

Expose que le dépôt de nombreux amendements par l'opposition est une manière de combattre le refus désinvolte du débat par le Gouvernement qui scandalise jusqu'à l'UDF [1^{er} juillet 2004] (p. 5854)

Précise que le groupe socialiste est favorable, dans son principe, au dossier médical personnel ; se plaint de ce que le journal télévisé

de France 2 ait rapporté de manière tendancieuse les débats parlementaires [6 juillet 2004] (p. 6076)

Se plaint que le président du groupe UMP ait dénoncé, chez les députés socialistes, une attitude de "ralentissement sinon d'obstruction" ; rappelle que, au contraire, leur attitude est constructive et sérieuse [6 juillet 2004] (p. 6116)

Dénonce l'apologie de la publicité subliminale contenue dans les propos du président-directeur-général de TF1 [9 juillet 2004] (p. 6354)

Précise à l'intention du ministre de la Santé et de la protection sociale que l'un des groupes évoqués par M. Jean-Marie Le Guen (le fonds d'investissement américain Colony) est l'un des détenteurs du terrain où doit être construit le futur cancerpôle de Toulouse [11 juillet 2004] (p. 6540)

S'étonne de la "brutalité" de la précédente réponse du ministre de la santé et de la protection sociale aux demandes d'information de M. Jean-Marie Le Guen et lui-même [11 juillet 2004] (p. 6541)

Souhaite une manifestation symbolique de l'Assemblée nationale après l'agression à caractère antisémite commise dans le RER [12 juillet 2004] (p. 6567)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8087)

Son intervention (p. 8092)

Thèmes :

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 8094)

Santé : cancer (p. 8092)

Santé : politique de la santé (p. 8087)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8088)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8178)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8275)

Ses explications de vote (p. 8508)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2700)

Son intervention (p. 2709)

Thèmes :

Régions : santé publique (p. 2701, 2710)

Santé : cancer (p. 2710)

Santé : politique de la santé (p. 2701, 2710)

Santé : sécurité sanitaire (p. 2701, 2710)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 2732 et s.)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2744)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2773)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2784)

Article 54 bis (recrutement des étudiants sages-femmes)

Son intervention (p. 3141)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son intervention (p. 7393)

Thèmes :

- Drogue : dépenalisation (p. 7394)
- Drogue : toxicomanie (p. 7394)
- Santé : accès aux soins : étrangers (p. 7395)
- Santé : politique de la santé (p. 7394)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7398)

Son intervention (p. 7400)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8578)

Thèmes :

- Défense : crédits (p. 8579)
- Emploi : chômage (p. 8578 et s.)
- Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8579)
- Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 8578)
- Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8578 et s.)
- Politique générale : populisme : élections et référendums (p. 8579)
- Santé : sida : toxicomanie (p. 8579)
- Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 8579)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8693)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8734)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8748)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les redevables de l'ISF) (p. 8801)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont les abattements sur le revenu sont plafonnés) (p. 8803)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère culturel bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8951)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'indexation pour les années ultérieures) à l'amendement n° 47 de la commission (ISF: indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8983)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Didier Migaud (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 500 €) (p. 8992)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9003)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9081)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (financement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10097)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 1 046 330 000 € correspondant au transfert des allègements de cotisations sociales patronales) (p. 10098)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10097 et 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Francis Vercamer (rédactionnel) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Francis Vercamer (accès aux actions humanitaires pour les bénéficiaires) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. François Bayrou (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10106)

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10606)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 10606)
- Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10606)
- Aménagement du territoire : villes : projets d'intérêt général (p. 10606)

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10368)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Drogue : toxicomanie (p. 10369)
- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10369)
- Formation professionnelle : professions de santé (p. 10370)
- Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10370)
- Santé : cancer (p. 10368)
- Santé : crédits (p. 10368)
- Santé : politique de la santé (p. 10368)
- Santé : prévention (p. 10368)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 10369)

Procédure des questions :

Professions de santé : diététiciens (p. 10408)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)

Article 81 (taxes et redevances au profit de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (chambres de commerce))

Son intervention (p. 10413)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Luc Prél (rapport sur la formation des infirmières en milieu hospitalier) (p. 10414)

Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)

Son intervention (p. 10414)

Son amendement n° 132 (p. 10417)

Son amendement n° 133 (p. 10418)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9633)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9634)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9634)
 Sécurité sociale : Caisse primaire d'assurance maladie (p. 9634)
 Sécurité sociale : déficit (p. 9634)
 Sécurité sociale : financement (p. 9633)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés**[2 décembre 2003] (p. 11519)**

Son intervention (p. 11543)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11543)
 Justice : personnes disparues (p. 11544)
 Politique sociale : surendettement (p. 11544)
 Propriété : droit de propriété (p. 11543)
 Rapatriés : harkis (p. 11543 et s.)
 Rapatriés : indemnisation (p. 11543)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11641)

Thèmes :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 11642 et s.)
 Rapatriés : harkis (p. 11641 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote (p. 12655)

Vote contre du groupe socialiste (p. 12655)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 454)

Thèmes :

Emploi : chômage : handicapés (p. 454)
 Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 455)
 Handicapés : obligation d'emploi (p. 454 et s.)
 Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 455)
 Lois : projet de loi : handicapés (p. 465)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 465)

Son intervention (p. 465)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1335)

Thèmes :

Cultes : islam : Liban (p. 1336)
 Cultes : islam : voile islamique (p. 1336)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 1337)
 Etat : laïcité (p. 1335)
 Etat : valeurs républicaines : établissements scolaires (p. 1336)
 Etrangers : immigration : lutte contre l'exclusion (p. 1336)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3387)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2004] (p. 3323)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 3387)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3388)
 Politique sociale : financement (p. 3388)
 Travail : durée du travail (p. 3388)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)*Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)*

Son intervention (p. 3399 et s.)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)*Article 49 (simplification et clarification dans le domaine de l'action sociale)*

Son intervention (p. 4804)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son intervention (p. 4806)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4823)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4844)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4823)
 Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4823)
 Rapatriés : Indochine (p. 4824, 4844)
 Rapatriés : harkis (p. 4823, 4844)
 Rapatriés : indemnisation (p. 4823, 4844)
 Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4823)
 Rapatriés : prêts d'installation (p. 4844)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5770)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5772)
 Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5772)
 Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 5770, 5772)
 Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 5771)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5770)
 Santé : données médicales (p. 5771)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5771)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]*Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5854)

Son intervention (p. 5855 et s.)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5893 et s.)
Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]
 Son intervention (p. 5928 et s.)
Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]
 Son intervention (p. 5995)
Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)
 Son intervention (p. 6003 et s.)
Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6090)
Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6103 et s.)
Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)
 Son intervention (p. 6110 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6116)
Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)
 Son intervention (p. 6164 et s.)
Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6189)
Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6207 et s.)
Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)
 Son intervention (p. 6234 et s.)
Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6272)
Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)
 Son intervention (p. 6284)
Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6285)
Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)
 Son intervention (p. 6289 et s.)
Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)
 Son intervention (p. 6341 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2004] (p. 6354)
Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6523)
Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)
 Son intervention (p. 6530 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2004] (p. 6540)
 Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2004] (p. 6541)
Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)
 Son intervention (p. 6568 et s.)
Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6577 et s.)
Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)
 Son intervention (p. 6583 et s.)
Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)
 Son intervention (p. 6596 et s.)
Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)
 Son intervention (p. 6607 et s.)
Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)
 Son intervention (p. 6633)
Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6660)
Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)
 Son intervention (p. 6683 et s.)
Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)
 Son intervention (p. 6705 et s.)
Article 30 [séance du 15 juillet 2004] [séance du 16 juillet] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))
 Son intervention (p. 6722 et s.)
Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)
 Son intervention (p. 6780)
Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)
 Son intervention (p. 6794)
Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6864)
Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)
 Son intervention (p. 6866 et s.)
Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)
 Son intervention (p. 6874)
Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6883 et s.)
Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)
 Son intervention (p. 6903)
Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)
 Son intervention (p. 6906)
Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)
 Son intervention (p. 6910 et s.)
Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
 Son intervention (p. 6940 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7383)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 7383)
 Assurance maladie maternité : généralités : dirigeants (p. 7383)
 Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7383)
 Politique économique : libéralisme (p. 7383)
 Politique sociale : solidarité (p. 7384)
 Santé : politique de la santé (p. 7383)
 Sécurité sociale : caisses (p. 7383)
 Ses explications de vote (p. 7390)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 7390)

Jean BARDET

Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)
 Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11515)

Brigitte BARÈGES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 768), réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques [26 novembre 2003] (n° 1250)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Professions sociales. Assistantes maternelles. Statut [4 février 2004] (p. 1362)

DÉBATS

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Ses interventions (p. 67, 83)

Thèmes :

Professions judiciaires et juridiques : déontologie (p. 67)
 Professions judiciaires et juridiques : formation professionnelle (p. 67)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : déontologie (p. 68)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation continue (p. 68)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 67)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : secret professionnel (p. 68)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : stages (p. 68)
 Professions judiciaires et juridiques : déclaration de soupçon (p. 68)
 Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : recrutement (p. 68)
 Union européenne : directives (p. 67)
 Union européenne : directives : blanchiment des capitaux (p. 67 et s.)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 3 (conditions d'usage du titre professionnel d'origine)

Son intervention (p. 84)

Article 5 (modalités d'exercice professionnel offertes aux avocats inscrits sous leur titre professionnel d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 9 (modalités d'inscription sous le titre français d'avocat des avocats communautaires ayant exercé trois ans sous leur titre d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 10 (interdiction de participer à une activité juridictionnelle)

Son intervention (p. 85)

Article 12 (tutorat des jeunes avocats en exercice)

Son intervention (p. 86)

Article 18 bis (soumission des avocats à une obligation de formation continue)

Son intervention (p. 86)

Article 20 (coordination - attributions du conseil de l'ordre)

Son intervention (p. 86)

Article 24 (coordination - décrets d'application)

Son intervention (p. 86)

Article 25 (abrogation de dispositifs transitoires devenus sans objet)

Son intervention (p. 86)

Article 27 (instance disciplinaire compétente)

Son intervention (p. 87)

Article 28 (composition et fonctionnement du conseil de discipline)

Son intervention (p. 87)

Article 29 (compétence disciplinaire du conseil de l'ordre du barreau de Paris)

Son intervention (p. 87)

Article 31 (régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire)

Son intervention (p. 87 et s.)

Article 32 bis (confidentialité des correspondances entre avocats)

Son intervention (p. 88)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (mention de l'appartenance à un réseau pluridisciplinaire) (p. 88)

Après l'article 38 ter

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Christophe Lagarde (statut des généalogistes) (p. 89)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (garantie de la responsabilité civile professionnelle des notaires) (p. 89)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (compétence disciplinaire de la chambre interdépartementale des notaires de Paris) (p. 89)

Article 39 (choix des experts par les juges)

Son intervention (p. 89)

Article 40 (établissement des listes d'experts)

Son intervention (p. 90)

Article 42 (serment des experts)

Son intervention (p. 90)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier (création d'une commission nationale consultative de la fonction expertale) (p. 90)

Article 43 bis (régime d'inscription sur les listes des experts en diagnostic d'entreprise)

Son intervention (p. 91)

Après l'article 43 septies

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Lengagne (à la suite du dépôt du rapport de l'expert, nomination par le juge, à la demande d'une des parties, d'un deuxième expert) (p. 91)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (coordination) (p. 91)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (obligation de créer un compte affecté à la réception des fonds destinés aux clients des huissiers) (p. 91)

Article 51 (secret professionnel et incompatibilités)

Son intervention (p. 91)

Avant l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (garanties d'emprunt aux futurs officiers publics et ministériels) (p. 92)

Article 51 bis (exécution immédiate des jugements de première instance rendus en matière civile)

Son intervention (p. 92)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (mission impartie aux mandataires de justice et procédure disciplinaire) (p. 92)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (obligations des professions juridiques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux) (p. 92)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (accès des géomètres-experts au livre foncier d'Alsace-Moselle - correction d'une erreur matérielle) (p. 92)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (coordination) (p. 93)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Lellouche (indemnisation des huissiers de justice et des notaires en raison du préjudice subi du fait de la réforme des sociétés de ventes aux enchères publiques) (p. 93)

Article 53 (application à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (p. 93)

Article 54 (dispositions transitoires relatives aux avocats)

Son intervention (p. 93)

Article 55 (entrée en vigueur des dispositions modifiant la discipline des avocats et des greffiers des tribunaux de commerce)

Son intervention (p. 93)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rapport au Parlement sur la formation des avocats) (p. 94)

Michel BARNIER

Ministre des affaires étrangères

Est nommé Ministre des affaires étrangères. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1508 autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne [2 avril 2004]

Projet de loi n° 1509 autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne [2 avril 2004]

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures [2 avril 2004]

Projet de loi n° 1511 autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices) [2 avril 2004]

Projet de loi n° 1550 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [21 avril 2004]

Projet de loi n° 1636 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative à la situation financière et fiscale des

forces françaises présentes sur le territoire de la République de Djibouti [2 juin 2004]

Projet de loi n° 1640 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre [8 juin 2004]

Projet de loi n° 1641 autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n° 1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [8 juin 2004]

Projet de loi n° 1772 autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut [28 juillet 2004]

Projet de loi n° 1773 autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [28 juillet 2004]

Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE) [25 août 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Lequiller. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Entente cordiale, centenaire [6 avril 2004] (p. 2648)

M. Christian Philip. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2669)

M. Rudy Salles. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, perspectives [7 avril 2004] (p. 2671)

M. Philippe de Villiers. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, perspectives [7 avril 2004] (p. 2677)

M. Daniel Fidelin. Politique extérieure. Iraq. Situation politique [14 avril 2004] (p. 2935)

M. Jérôme Lambert. Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [5 mai 2004] (p. 3343)

M. Michel Vaxès. Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [5 mai 2004] (p. 3344)

M. Jean-Louis Bianco. Union européenne. Constitution européenne. Préambule [26 mai 2004] (p. 4111)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. Politiques communautaires. Perspectives [26 mai 2004] (p. 4113)

M. Philippe Briand. Politique extérieure. Arabie Saoudite. Prise d'otages, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4269)

Mme Christine Boutin. Union européenne. Constitution européenne. Contenu, référence à l'héritage chrétien [1^{er} juin 2004] (p. 4276)

M. Jean-Claude Lefort. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [2 juin 2004] (p. 4351)

M. François Loncle. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4991)

M. Maxime Gremetz. Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [23 juin 2004] (p. 5314)

DÉBATS

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Son intervention (p. 2987)

Thèmes :

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2987 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2987 et s.)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 2987)
 Union européenne : zone euro (p. 2987 et s.)

François BAROIN

*Aube (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Christophe Caresche : précise que les rappels au règlement doivent s'inscrire dans le sujet du débat et non soulever un point abordé lors des questions au Gouvernement [3 mars 2004] (p. 2355)

M. Jean-Pierre Balligand : répond que les propos sur l'ordre du jour et l'éventuelle surcharge du calendrier doivent être tenus par les présidents de groupe en conférence des présidents [3 mars 2004] (p. 2355)

M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que l'annonce du scrutin ne vaut pas ouverture et que le rappel au règlement et la demande de suspension de séance l'emportent sur toute autre considération [3 mars 2004] (p. 2371)

Mme Paulette Guinchart-Kunstler : constate que le Gouvernement est représenté [4 mai 2004] (p. 3313)

M. Jean-Marc Ayrault : précise que la présidence et les présidents de groupe partagent la même émotion devant l'événement et qu'il suspendra effectivement la séance [12 juillet 2004] (p. 6601)

M. René Dosière : précise que la présidence de la commission des finances examine actuellement la recevabilité des amendements socialistes. Ils devraient ensuite être examinés en commission puis appelés en séance [21 juillet 2004] (p. 7073)

DÉBATS

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Balligand (cf supra) [3 mars 2004] (p. 2355)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 2370)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Rappel au règlement de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (cf supra) [4 mai 2004] (p. 3313)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4394)

En qualité de député

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1373)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1373)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1373)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : laïcité (p. 1373)

Jacques BARROT

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
 Président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Nommé président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Démission le 6 mai 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 7997)

Politique extérieure. Iran. Séisme de Bam, aide humanitaire, bilan et perspectives [7 janvier 2004] (p. 102)

DÉBATS

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11166)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11166)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 11167)

Politique économique : conjoncture (p. 11166)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11167)

Relations internationales (p. 11166 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 11162 et s.)
 Union européenne : fonds structurels (p. 11168)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 11167 et s.)
 Ses explications de vote [26 novembre 2003] (p. 11209)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1296)

Thèmes :

Cultes : catholicisme : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1296)
 Cultes : islam (p. 1297)
 Cultes : signes religieux (p. 1296)
 Enseignement : élèves : laïcité (p. 1297)
 Etat : valeurs républicaines (p. 1296)
 Etrangers : communautarisme (p. 1296)
 Etrangers : intégration (p. 1298)
 Femmes : égalité des sexes (p. 1296)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1297)

Explications de vote et vote [10 février 2004] (p. 1570)

Ses explications de vote (p. 1572)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1573)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Ses observations : estime la réaction de M. Ayraut disproportionnée pour une interruption de séance d'un quart d'heure. Il rappelle que cette procédure a toujours été utilisée, quelle que soit la majorité, quelle que soit l'opposition. Sauf si c'est pour formuler des propositions constructives, la suspension de séance demandée par M. Ayraut devrait être courte. Il remarque que des députés qui se trouvaient en commission rejoignent l'hémicycle et aimeraient que ce minimum de liberté dans l'organisation du travail soit respecté (p. 2371)

Après l'article 125 quater

Son amendement n° 1559 (institution de la conférence régionale territoriale) (p. 2563) : adopté après modification (p. 2564)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2948)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2597)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 2599)
 Elections et référendums : élections régionales (p. 2597)
 Emploi (p. 2599)
 Etat : Gouvernement précédent (p. 2598)
 Etat : réforme (p. 2599)
 Formation professionnelle (p. 2599)
 Parlement : rôle (p. 2600)
 Politique générale : réforme : justice sociale (p. 2598)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 2600)
 Recherche (p. 2598)
 Retraites : généralités (p. 2598)
 Union européenne (p. 2599)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2600)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 66 (régime d'incompatibilités applicable aux membres des formations disciplinaires des ordres des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes)

Son amendement n° 154 (p. 3153)

Claude BARTOLONE

*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20112)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20113)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 décembre 2003] (p. 20772)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 décembre 2003] (p. 20772)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 décembre 2003] (p. 20997)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 décembre 2003] (p. 20997)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1174 visant à permettre le cumul de l'indemnité de fonction d'élu local avec l'allocation aux adultes handicapés [4 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 683, posée le 27 avril 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Effectifs de personnel, statistiques, Seine-Saint-Denis (p. 3082)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 772 : retiré (p. 4695)

Jacques BASCOU
Aude (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 février 2004] (p. 3082)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 février 2004] (p. 3082)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 507, posée le 15 décembre 2003. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 9503). Appelée le 16 décembre 2003. Infirmiers, aides-soignants, instituts de formation, financement (p. 12415)

n° 657, posée le 6 avril 2004. Sports. Politique du sport (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 6 avril 2004. Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), fonctionnement, perspectives (p. 2624)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1397)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1397)
Cultes : intégrisme (p. 1397)
Enseignement : neutralité (p. 1397)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1398)
Politique sociale : inégalités (p. 1398)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 771 : rejeté (p. 4696)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4828)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4828)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4828)
Rapatriés : Indochine (p. 4829)
Rapatriés : harkis (p. 4829)
Rapatriés : indemnisation (p. 4828)
Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4828)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens

départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)
Son intervention (p. 4853)

Sylvia BASSOT
Orne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), perspectives [21 octobre 2003] (p. 9094)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 814, posée le 8 juin 2004. Enseignement secondaire. Programmes (J.O. Questions p. 4139). Appelée le 8 juin 2004. Latin, grec (p. 4548)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9165)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9165)
Agriculture : montagne (p. 9166)
Élevage : bovins : fourrage (p. 9165)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9165)
Retraites : régime agricole (p. 9165)
Union européenne : élargissement (p. 9165)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 732 (p. 778)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4897)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4897)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4897)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4897)
Union européenne : élargissement (p. 4897)

Christian BATAILLE
Nord (22^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, attitude du Gouvernement [12 novembre 2003] (p. 10360)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [14 avril 2004] (p. 2933)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 581, posée le 27 janvier 2004. Enseignement. Politique de l'éducation (J.O. Questions p. 553). Appelée le 27 janvier 2004. Bilan et perspectives (p. 915)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Procédure des questions :

Recherche : fondations (p. 10534)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 270 (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10538) : rejeté (p. 10539)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 191 (imputation du crédit d'impôt négatif – délai ramené de cinq à trois ans) (p. 10587)

Son amendement n° 192 (plafond du crédit d'impôt réduit de huit à sept millions d'euros) (p. 10587)

Son amendement n° 193 (durée de l'option portée à cinq ans) (p. 10587)

Après l'article 62

Son amendement n° 195 (rapport du Gouvernement évaluant le dispositif) : rejeté (p. 10654)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1325)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1325)

Cultes : voile islamique : Français issus de l'immigration (p. 1326)

Etat : laïcité : histoire (p. 1325)

Secteur public : services publics : laïcité (p. 1325)

Union européenne : constitution européenne : laïcité (p. 1325)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1493)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2242)

Thèmes :

Emploi (p. 2242 et s.)

Environnement : protection (p. 2242)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3049)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3050)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3049 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3050)

Recherche (p. 3050)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3049)

Union européenne : directives : électricité (p. 3051)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3827)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3828)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3827)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3828)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3827)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 173 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 953 de Mme Janine Jambu (bilan du processus d'ouverture à la concurrence présenté au Parlement) (p. 3879)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3896 et s.)

Ses sous-amendements n°s 804 et 805 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3899)

Son sous-amendement n° 806 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3902)

Ses sous-amendements n°s 807 à 810 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3906)

Son sous-amendement n° 811 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Son sous-amendement n° 812 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3915)

Son sous-amendement n° 813 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3917)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3925)

Intervient sur le sous-amendement n° 937 de Mme Janine Jambu (aménagement progressif de la fiscalité afin de favoriser les économies d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3929)

Intervient sur le sous-amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) (p. 3929)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3941)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3944)

Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3946)

Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3948)

Son sous-amendement n° 814 (date de fermeture des centrales nucléaires actuelles) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3948)

Son sous-amendement n° 815 (renouvellement des centrales nucléaires ; échéance de débat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3948) : adopté (p. 3949)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3952)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnat (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3968)

Son sous-amendement n° 816 (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) : adopté après rectification (p. 3980)

Son sous-amendement n° 817 (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980) : adopté (p. 3981)

Son sous-amendement n° 818 (financement équilibré de la recherche) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 3981)

Son sous-amendement n° 819 (exploitation de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 3981)

Intervention : (p. 3982)

Son sous-amendement n° 820 (suppression d'une référence aux pays européens) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) : rejeté (p. 3983)

Son sous-amendement n° 170 (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 3985)

Son sous-amendement n° 821 (coopération internationale) à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) : rejeté (p. 3988)

Son amendement n° 133 (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) : retiré (p. 3988)

Son amendement n° 988 (Comité interministériel à la recherche sur l'énergie ; plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3991) : retiré (p. 3992)

Son amendement n° 1049 (création, auprès du Premier ministre, d'une délégation interministérielle à la recherche sur l'énergie) (p. 3991) : retiré (p. 3992)

Son amendement n° 1050 (établissement d'un plan national de recherche sur l'énergie par la délégation interministérielle) (p. 3991) : retiré (p. 3992)

Son amendement n° 159 (création d'un plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3991) : retiré (p. 3992)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4175)

Son sous-amendement n° 728 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 4177)

Ses amendements n°s 731 et 147 (p. 4178)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 148 (p. 4181)

Après l'article 4

Son amendement n° 732 (label «Energie efficace») : rejeté (p. 4183)

Son amendement n° 158 rectifié (label «Energie efficace») : rejeté (p. 4183)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Son amendement n° 273 rectifié (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4188) : retiré (p. 4190)

Son amendement n° 733 (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188) : retiré (p. 4190)

Après l'article 7

Son amendement n° 274 (insertion d'une division intitulée : «Energies de fusion et de fission nucléaire») : rejeté (p. 4191)

Après l'article 11

Son amendement n° 384 (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) : devenu sans objet (p. 4206)

Son amendement n° 394 rectifié (évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 4206)

Son amendement n° 997 (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4206) : rejeté (p. 4207)

Son amendement n° 514 (recours minimal aux énergies renouvelables) : rejeté (p. 4207)

Son amendement n° 1017 (rôle des collectivités territoriales en matière d'environnement) : adopté (p. 4207)

Son amendement n° 484 (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207) : rejeté (p. 4208)

Son amendement n° 464 (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208) : retiré (p. 4209)

Son amendement n° 290 (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4211) : retiré (p. 4213)

Son amendement n° 735 (augmentation de la puissance actuelle des petites centrales hydrauliques) : retiré (p. 4215)

Son amendement n° 345 (promotion des biocarburants) : retiré (p. 4219)

Son amendement n° 736 (promotion des biocarburants) : retiré (p. 4219)

Article 12 (prévention des déséquilibres entre l'offre et la demande d'électricité)

Son intervention (p. 4220)

Après l'article 12

Son amendement n° 737 (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221) : rejeté (p. 4222)

Son amendement n° 346 rectifié (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221) : rejeté (p. 4222)

Son amendement n° 347 (nouvel examen de la loi dans un délai maximum de six ans) (p. 4222) : rejeté (p. 4223)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4935) : rejetée (p. 4949)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 4936)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4936 et s.)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 4937 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4934 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4934, 4937, 4940 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4936)

Energie et carburants : gaz (p. 4937)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4934 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 4934, 4937)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 4938)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4940)

Secteur public : continuité du service public (p. 4942)
 Secteur public : services publics : péréquation (p. 4935, 4941 et s.)
 Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4936)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4935 et s.)
 Union européenne : subsidiarité (p. 4940)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er
 Son intervention (p. 5083 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)
 Son intervention (p. 5279 et s.)
 Son amendement n° 451 (p. 5301) : adopté après rectification (p. 5302)

Article 2 (services communs)
 Son intervention (p. 5361 et s.)

Après l'article 2
 Son intervention (p. 5370)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)
 Son intervention (p. 5375 et s.)

Après l'article 3
 Son intervention (p. 5496)

Article 4 (organisation de la séparation fonctionnelle de la gestion du réseau)
 Son intervention (p. 5496 et s.)

Après l'article 4
 Son intervention (p. 5498)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)
 Son intervention (p. 5498 et s.)

Après l'article 5
 Son intervention (p. 5506)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)
 Son intervention (p. 5508 et s.)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)
 Son intervention (p. 5512)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)
 Son intervention (p. 5515)

Article 9 (objet social des entreprises de transport de gaz)
 Son intervention (p. 5526 et s.)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)
 Son intervention (p. 5529 et s.)

Avant l'article 11
 Son intervention (p. 5535 et s.)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)
 Son intervention (p. 5536 et s.)

Article 12 (signature conjointe des contrats de concession)
 Son intervention (p. 5538)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)
 Son intervention (p. 5539 et s.)

Avant l'article 14
 Son intervention (p. 5547)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)
 Son intervention (p. 5549 et s.)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)
 Son intervention (p. 5563 et s.)

Article 17 (conventions d'adossement financier de la Caisse nationale des IEG aux régimes de droit commun)
 Son intervention (p. 5580 et s.)

Après l'article 17
 Son intervention (p. 5582)

Article 18 (adossement financier des régimes spéciaux d'assurance vieillesse aux régimes de droit commun)
 Son intervention (p. 5582)

Avant l'article 22
 Son intervention (p. 5587 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)
 Son intervention (p. 5594 et s.)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)
 Son intervention (p. 5604)

Article 26 (adaptation des institutions représentatives du personnel)
 Son intervention (p. 5607)

Après l'article 27
 Son intervention (p. 5609)

Son amendement n° 1944 (création d'un fonds de financement de la gestion des déchets radioactifs) : rejeté (p. 5609)

Avant l'article 28 (droit des collectivités locales de ne pas faire jouer leur éligibilité)
 Son intervention (p. 5611)

Après l'article 30
 Son intervention (p. 5618)

Après l'article 34
 Son intervention (p. 5626)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7097) : rejetée (p. 7102)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 7099 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 7098 et s.)

Energie et carburants : électricité : transport (p. 7100)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7097 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 7097 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7097 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7101)

Jean-Claude BATEUX

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [4 février 2004] (p. 1361)

DÉBATS

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6545)

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Allocation de solidarité. Réforme, conséquences [21 octobre 2003] (p. 9093)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que l'examen de l'article 40 relatif à l'allocation spécifique de solidarité "ait lieu à une heure décente" [20 octobre 2003] (p. 8925)

Invoque l'article XIV de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour affirmer que l'Assemblée ne dispose pas des informations lui permettant de déterminer la nécessité de la contribution publique et son montant [20 octobre 2003] (p. 9073)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8619)

Son interruption (p. 8632)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : droit (p. 8624)

Assemblée nationale : président (p. 8624)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8622 et s., 8632)

Finances publiques : dette publique (p. 8620 et s.)

Finances publiques : dette publique : relations Nord-Sud (p. 8621)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8620 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8621 et s.)

Impôts locaux (p. 8621)

Politique générale (p. 8619 et s.)

Politique sociale : fracture sociale (p. 8623)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8623)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8621)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8622)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8620)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 412 (baisse des taux ramenée de 3 % à 1 %) (p. 8696)

Son amendement n° 188 (baisse des taux ramenée de 3 % à 1,7 % - «compensation» de la hausse de la TIPP sur le gazole) (p. 8696)

Son intervention (p. 8702 et s.)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son amendement n° 204 (de suppression) (p. 8887) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8892)

Article 13 (création d'une taxe d'abatage affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8925)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8941)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9069, 9075)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9073)

Ses explications de vote [21 octobre 2003] (p. 9138)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9138)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Après l'article 80

Son amendement n° 93 (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10105) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10107)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1302)

Thèmes :

Associations : égalité des sexes (p. 1303)

Cultes : liberté de culte : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1304)

Cultes : signes religieux : sanctions disciplinaires (p. 1305)

Cultes : voile islamique : enseignement (p. 1305)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1305)

Enseignement : personnel : laïcité (p. 1302)

Femmes : égalité des sexes : histoire (p. 1303)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1303)

Jeunes : chômage (p. 1303)

Langue française : usage (p. 1304)

Politique générale : intégration (p. 1303)

Relations internationales : liberté de culte (p. 1304)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Son intervention (p. 2281)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2285)

Assemblée nationale : amendements (p. 2283)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : canicule (p. 2284)

Conseil constitutionnel : nomination (p. 2284)

Elections et référendums : campagnes électorales : Parti socialiste (p. 2281)
 Elections et référendums : élections régionales : réforme (p. 2282)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2283)
 Etat : Gouvernement : justice sociale (p. 2285)
 Etat : réforme (p. 2285)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2285)
 Justice : Cour des comptes (p. 2284)
 Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 2283)
 Parlement : rôle (p. 2283)
 Partis et mouvements politiques : bipartisme (p. 2282)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 2282)
 Partis et mouvements politiques : UDF (p. 2281)
 Politique générale : démocratie (p. 2283)
 Professions de santé : médecins : démocratie (p. 2284)
 Recherche : crédits (p. 2285)
 Sécurité sociale : ordonnances (p. 2283)
 Le groupe de l'Union pour la Démocratie Française ne vote pas la censure (p. 2285)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
 Son intervention (p. 6935)

Jean-Claude BEAUCHAUD
 Charente (4^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10141)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9922)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cultes : islam (p. 9923)
 Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9923)
 Jeunes : associations (p. 9922)
 Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9922)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9922)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Son intervention (p. 10615)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 10615)
 Sports : crédits (p. 10615)
 Sports : installations sportives (p. 10615)
 Sports : jeux olympiques (p. 10615)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 605)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : établissements scolaires (p. 606)
 Enseignement : établissements scolaires (p. 606)
 Enseignement : pédagogie (p. 605)
 Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 606)

Patrick BEAUDOUIN
 Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome V : Anciens combattants (n° 1111) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1138 tendant à la création d'un service national de solidarité civique pour faire face aux catastrophes [15 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Enfants de déportés ou résistants, indemnisation [8 octobre 2003] (p. 8264)

Politique extérieure. Aide humanitaire. Séisme, Maroc [3 mars 2004] (p. 2351)

Sports. Politique du sport. Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), locaux, rénovation [5 mai 2004] (p. 3348)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 534, posée le 6 janvier 2004. Transports urbains. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 6)

n° 587, posée le 27 janvier 2004. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 555). Appelée le 27 janvier 2004. Fontenay-sous-Bois, perspectives (p. 927)

n° 638, posée le 24 février 2004. Personnes âgées. Non appelée (J.O. Questions p. 1285)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
 Son intervention (p. 10119)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10119)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10119)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10121)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10119)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10120)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10119)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10120)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2003] (p. 10151)

Après l'article 73

Son amendement n° 109 (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10152) ; adopté après modification (p. 10153)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 40 (établissement des listes d'experts)

Son amendement n° 49 (p. 90)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 4610)

Son amendement n° 790 (p. 4610)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 4613)

Son amendement n° 791 (p. 4613)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son amendement n° 792 (p. 4616)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (p. 4666)

Joël BEAUGENDRE

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XVI : Outre-mer (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1116 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les tarifs aériens de l'outre-mer [14 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la desserte aérienne de l'outre-mer [25 février 2004] [25 février 2004] (n° 1454)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : Antilles, Déchets, pollution et nuisances, pesticides, utilisation, conséquences [7 octobre 2003] (p. 8173)

Outre-mer. DOM et TOM : transports aériens. Desserte, perspectives [4 février 2004] (p. 1364)

Outre-mer. Emploi. Loi programme, bilan et perspectives [28 avril 2004] (p. 3179)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 461, posée le 13 octobre 2003. Outre-mer. DOM : Guadeloupe (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. Aménagement du territoire, zone dite des cinquante pas géométriques, prix des parcelles (p. 8483)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8659)

Thèmes :

Finances publiques : généralités (p. 8659)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : outre-mer (p. 8660)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 8660)

TVA : remboursement : outre-mer (p. 8660)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8772)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9223)

Son intervention (p. 9257)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9223)

Hôtellerie et restauration : formation professionnelle (p. 9225)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : tourisme et loisirs (p. 9224)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9223)

Outre-mer : réductions d'impôt (p. 9258)

Outre-mer : continuité territoriale : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9224)

Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 9224)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12600)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10309)

Thèmes :

Constitution : article 72-4 : consultation (p. 10309)

Outre-mer : collectivité territoriale unique (p. 10309)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3212)

Thèmes :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3212 et s.)

Transports aériens : Air France : KLM (p. 3212)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3212)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Après l'article 5

Son amendement n° 23 (lignes desservant l'outre-mer français : respect des obligations de service public) (p. 3223) : retiré

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes :

Communes : recettes : octroi de mer (p. 4502)

Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4502)

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4502)

Politique générale : Gouvernement précédent : octroi de mer (p. 4502)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 43 (prélèvement au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 4519)

Article 46 (répartition du produit de l'octroi de mer)

Son intervention (p. 4520)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4526)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4526)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4526)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4526)

Jean-Claude BEAULIEU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Avant l'article 16

Son amendement n° 354 (constitution de partie civile des associations d'anciens combattants en cas de diffamation ou d'injure contre les militaires et les anciens combattants) (p. 11306) : rejeté (p. 11307)

Pierre BÉDIER

Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice

Fin de ses fonctions au Gouvernement (voir indications préliminaires) [23 janvier 2004] (p. 1713)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE*

Mme Christine Boutin. Système pénitentiaire. Détenus. Suicide, lutte et prévention [10 décembre 2003] (p. 12048)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10231)

Son intervention (p. 10232)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 10232)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : écoles (p. 10232)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 10232)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Ses réponses (p. 10444 à 10448)

Réponses aux questions :

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 10445) (M. Michel Hunault) (p. 10445)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : réhabilitation (p. 10447) (M. Émile Blessig) (p. 10447)

Système pénitentiaire : détenus : mineurs (p. 10444) (M. Georges Fenech) (p. 10444)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11328)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 11329)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11329)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 11329)

Lois : projet de loi : discrimination (p. 11329)

Huguette BELLO

*La Réunion (2^{ème} circonscription)
Non inscrite*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. Logement. Perspectives [29 juin 2004] (p. 5675)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire : La Réunion (p. 9961)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9239)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 9239)

Logement : logement social (p. 9240)

Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 9239)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10888)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10889)

Outre-mer : égalité sociale (p. 10888)

Outre-mer : La Réunion (p. 10888)

Politique sociale : pauvreté (p. 10889)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10888)

Travail : salaires (p. 10889)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 817)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 620)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 620)

Enseignement : pédagogie (p. 620)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 620)

Outre-mer : La Réunion (p. 619)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1315)

Thèmes :

Cultes : liberté de culte : La Réunion (p. 1315)

Enseignement : établissements scolaires : laïcité (p. 1316)

Etat : valeurs républicaines : voile islamique (p. 1316)

Publicité : marques de fabrique (p. 1316)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2360)

Son amendement n° 1481 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2362)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son amendement n° 1480 (p. 2366)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Ses amendements n°s 1483 et 1484 (p. 2473)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son amendement n° 1482 (p. 2475)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7149)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7149)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7149)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : La Réunion (p. 7149 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : inégalités (p. 7149 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : outre-mer (p. 7149 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4331)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4332)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4332)
 Outre-mer : La Réunion : handicapés (p. 4332)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4500)

Thèmes :

Communes : recettes : octroi de mer (p. 4501)
 Entreprises : exonération (p. 4501)
 Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4501)
 Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4501)
 Outre-mer : octroi de mer : taux (p. 4501)
 Régions : conseils régionaux : octroi de mer (p. 4501)
 Union européenne : droit communautaire (p. 4500)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)**Après l'article 29**

Son amendement n° 29 (actualisation des listes de produits) (p. 4513) : devenu sans objet (p. 4514)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son amendement n° 30 (p. 4514)

Son amendement n° 31 (p. 4515)

Article 36 (octroi de mer au bénéfice des régions)

Son amendement n° 32 (p. 4516)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1^{er} juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5814)

Thèmes :

Outre-mer : La Réunion : santé publique (p. 5815)
 Santé : données médicales (p. 5815)
 Santé : politique de la santé (p. 5815)
 Santé : prévention (p. 5815)

Jacques-Alain BÉNISTI

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Rapporteur de la proposition de loi permettant l'inscription sur la liste d'aptitude des élèves administrateurs du Centre national de la fonction publique territoriale (concours externe 2001) (n° 1375) [20 janvier 2004]

Rapporteur de la proposition de loi actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs (n° 1422) [6 avril 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1375), permettant l'inscription sur la liste d'aptitude des élèves administrateurs du Centre national de la fonction publique territoriale (concours externe 2001) [28 janvier 2004] (n° 1383)

Proposition de loi n° 1527 tendant à supprimer la limite maximum de dix années affectant certaines fonctions

spécialisées des officiers servant sous contrat [8 avril 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1422), actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs [13 avril 2004] (n° 1536)

Proposition de loi n° 1649 visant à permettre le rattachement de la région Ile-de-France au Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [21 octobre 2003] (p. 9096)

Jeunes. Délinquance. Mineurs, lutte et perspectives [2 juin 2004] (p. 4352)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 842, posée le 22 juin 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 22 juin 2004. Bruits, lutte et prévention. Orly (p. 5216)

DÉBATS**Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1458)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : établissements scolaires (p. 1459)
 Enseignement : neutralité (p. 1458)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1458)

Proposition de loi n° 1375 permettant l'inscription sur la liste d'aptitude des élèves administrateurs du Centre national de la fonction publique territoriale (concours externe 2001)

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 février 2004] (p. 1745)

Son intervention (p. 1745)

Thèmes :

Collectivités territoriales : recrutement (p. 1746)
 Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale : élèves (p. 1745)
 Fonctionnaires et agents publics : concours externes : jury (p. 1745)
 Fonctionnaires et agents publics : concours externes : organisation (p. 1745)
 Fonctionnaires et agents publics : concours externes : principe d'égalité (p. 1746)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1745)
 Lois : lois de validation : constitutionnalité (p. 1746)
 Parlement : procédures (p. 1746)

Proposition de loi n° 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Ses interventions (p. 3184, 3188)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial (p. 3185)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : démographie (p. 3189)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 3184)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : représentativité (p. 3184)

Proposition de résolution n°1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)

Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)

Son intervention (p. 3527)

Thèmes :

Politiques communautaires : immigration : coopération (p. 3527)
 Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (p. 3528)
 Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures : contrôle parlementaire (p. 3528)
 Union européenne : construction européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (p. 3527)
 Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3528)
 Union européenne : élargissement (p. 3527)

Jean-Louis BERNARD

*Loiret (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VI : Défense (Air) (n° 1114) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 829) de M. Yves Cochet tendant à créer une commission d'enquête sur la production et l'utilisation d'armement à l'uranium appauvri par la France et l'impact sanitaire réel des armes utilisées chez les personnels civils et militaires engagés dans les opérations militaires du Golfe, et les suivantes ainsi que leur impact sur l'environnement [4 février 2004] (n° 1410)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8278)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jean-Pierre Door (assouplissement des conditions d'habilitation à délivrer des produits ou prestations médicales) (p. 9778)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9987)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 9987 et s.)

Défense : avions (p. 9988)

Défense : missiles (p. 9988)

Défense : opérations extérieures (p. 9987)

Marc BERNIER

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive [J.O. du 22 juin 2004] (p. 11267)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1262 tendant à favoriser l'installation et le maintien des médecins dans les zones déficitaires en offre de soins [27 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur les résultats du dépistage du cancer du sein [17 juin 2004] (n° 1678)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [2 décembre 2003] (p. 11512)

Santé. Politique de la santé. Dossier médical partagé, mise en place [25 mai 2004] (p. 4035)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 688, posée le 27 avril 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Permanence des soins, organisation, zones rurales (p. 3098)

n° 713, posée le 4 mai 2004. Santé. Maladies rares (J.O. Questions p. 3206). Appelée le 4 mai 2004. Prise en charge, agénésie dentaire (p. 3269)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9636)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 9636)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 9637)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9637)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 9637)
 Santé : accès aux soins (p. 9637)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10385)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : professions de santé (p. 10385)
 Professions de santé : médecins (p. 10385)
 Santé : accès aux soins (p. 10385)
 Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 10385)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 954)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5803)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5803)
 Professions de santé : médecins (p. 5803)
 Santé : données médicales (p. 5803)
 Santé : politique de la santé (p. 5803)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6236)

André BERTHOL

*Moselle (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Michel BERTRAND

*Ain (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer [J.O. du 3 août 2004] (p. 13843)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [15 octobre 2003] (p. 8604)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 738, posée le 18 mai 2004. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 3523). Appelée le 18 mai 2004. Pharmaciens (p. 3740)

DÉBATS**Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11953)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11953)
 Secteur public : service minimum (p. 11953)
 Transports : transports de voyageurs (p. 11953)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 37 bis

Son amendement n° 80 (non-entravement du développement de la concurrence) : retiré (p. 223)

Léon BERTRAND

*Secrétaire d'Etat au tourisme
 puis Ministre délégué au tourisme*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Didier Quentin. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9554)

M. Jean-Jacques Descamps. Tourisme et loisirs. Agences de voyages. Information des clients, nom de la compagnie aérienne [27 janvier 2004] (p. 935)

M. Jean-Claude Perez. Aménagement du territoire. Contrats de pays. Financement, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4252)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Joël Giraud. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Hautes-Alpes [2 décembre 2003] (p. 11491)
- M. Christophe Masse. Voirie. Autoroutes. Echangeur, La Valentine, Marseille [2 décembre 2003] (p. 11492)
- M. Philippe-Armand Martin. Transports ferroviaires. TGV Est. Gares, implantation [2 décembre 2003] (p. 11490)
- M. Gilles Artigues. Voirie. Autoroutes. Liaison Lyon Saint-Etienne, calendrier [20 janvier 2004] (p. 538)
- Mme Françoise de Panafieu. Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [20 janvier 2004] (p. 539)
- Mme Françoise de Panafieu. Tourisme et loisirs. Chambres d'hôtes. Réglementation [4 mai 2004] (p. 3269)
- M. Guy Teissier. Voirie. A 50. Brette de sortie, perspectives, Marseille [1^{er} juin 2004] (p. 4251)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10219)

Ses réponses (p. 10222 à 10224)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 10219 et s.)
- Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 10221)
- Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10219)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique du tourisme (p. 10221)
- Politique économique : conjoncture (p. 10218)
- Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 10219 et s.)
- Régions : compétences : politique du tourisme (p. 10222)
- Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10219 et s.)
- Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 10219, 10221)
- Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 10219 et s.)
- Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10219 et s.)
- Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation d'aménagement (p. 10220, 10222)
- Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10219 et s.)
- Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 10221)
- TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 10220 et s.)

Réponses aux questions :

- Outre-mer : Guyane : tourisme et loisirs (p. 10224) (Mme Juliana Rimane) (p. 10223)
- Régions : compétences : tourisme et loisirs (p. 10223) (M. André Chassaing) (p. 10222)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son intervention (p. 1592)

Article 2 (missions et périmètre d'intervention de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1593 et s.)

Article 3 (création de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1595)

Xavier BERTRAND

Aisne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat à l'assurance maladie

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'assurance maladie, auprès du ministre de la santé et de la protection sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 10 : Anciens combattants (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Jacqueline Fraysse. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [8 juin 2004] (p. 4566)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [16 juin 2004] (p. 4987)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marie Le Guen : se réjouit à son tour qu'un consensus se soit établi, appelle à conserver cet esprit constructif [2 juillet 2004] (p. 5925)

M. Richard Mallié : déclare que le Gouvernement est, à l'occasion de ce débat, à l'entière disposition du Parlement [8 juillet 2004] (p. 6249)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 2802 et s.)

Article 18 ter (information sur les conséquences de la consommation de drogues)

Son intervention (p. 2804 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3133 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (comités de protection des personnes : recours à des experts indépendants) (p. 3134)

Article 46 (dispositions particulières à certaines recherches biomédicales)

Son intervention (p. 3134)

Article 46 bis (recherches sur l'évaluation des soins courants)

Son intervention (p. 3134)

Article 46 ter (intervention de la CNIL pour les recherches portant sur l'évaluation des soins courants)

Son intervention (p. 3135)

Article 47 (coordination)

Son intervention (p. 3135)

Article 50 (médicament expérimental)

Son intervention (p. 3135)

Article 51 (formation médicale continue (FMC))

Son intervention (p. 3136)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Marie Le Guen (Fonds national de la formation médicale continue) (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Marie Le Guen (accès à l'information sur les médicaments) (p. 3137)

Article 51 bis (extension de l'obligation de la formation continue à certaines professions de santé)

Son intervention (p. 3138)

Article 51 ter (formation pharmaceutique continue)

Son intervention (p. 3138)

Article 52 (examens de prévention durant et après la grossesse)

Son intervention (p. 3140)

Article 54 (pratique de soins et prescription de médicaments par les sages-femmes)

Son intervention (p. 3141)

Article 54 bis (recrutement des étudiants sages-femmes)

Son intervention (p. 3142)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 195 de Mme Jacqueline Fraysse (exercice de la profession par les sages-femmes titulaires de diplômes extra-communautaires) (p. 3143)

Article 54 quater (coordination)

Son intervention (p. 3143)

Article 55 (Ordre des masseurs-kinésithérapeutes)

Son intervention (p. 3144)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Pierre Morange (ordre des pédicures-podologues : institution et fonctionnement) (p. 3145)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5697)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5697)
- Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5697)
- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5699)
- Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5698)
- Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5699)
- Professions de santé : médecins (p. 5698)
- Santé : droits du malade (p. 5698)
- Santé : données médicales (p. 5698)
- Santé : politique de la santé (p. 5698)
- Sécurité sociale : caisses (p. 5701)
- Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5698, 5700)
- Sécurité sociale : équilibre financier (p. 5697 et s.)
- Sécurité sociale : régimes complémentaires (p. 5698)
- Travail : absentéisme : maladies (p. 5699)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ;

[7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 5925)

Son intervention (p. 5926)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5937)

Avant l'article 2 [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5950 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5974)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6007 et s.)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6089)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6118 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6173 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6184 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6237 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Richard Mallié (cf supra) (p. 6249)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6261 et s.)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6264 et s.)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6280 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6294 et s.)

Avant l'article 11 [séance du 9 juillet 2004]

Son intervention (p. 6338)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6345 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6386 et s.)

Après l'article 12 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6409)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6418 et s.)

Après l'article 13 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6419 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6456 et s.)

Après l'article 15 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6467)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6469 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6476 et s.)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6503)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6543 et s.)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6578)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6603 et s.)

Avant l'article 23 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6605)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6667 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6701 et s.)

Après l'article 29 [séance du 15 juillet 2004] (contrats dérogatoires destinés à faciliter l'exercice regroupé des professions de santé dans les zones de densité médicale insuffisante)

Son intervention (p. 6718)

Avant l'article 30 [séance du 15 juillet 2004]

Son intervention (p. 6719 et s.)

Article 30 [séance du 15 juillet 2004] [séance du 16 juillet] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6726 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6802 et s.)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6836)

Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)

Son intervention (p. 6873)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Son intervention (p. 6958)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8586)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8558)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8587)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8587)

Finances publiques : dette publique (p. 8587)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8586)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8586)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8586)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8587)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8587)

Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8587)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8586)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 259, deuxième correction de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8797)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les redevables de l'ISF) (p. 8802)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9028)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10117)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10117)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10117)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10117)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 10118)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10118)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10118)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 10117)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10117)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10118)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2003] (p. 10151)

Article 73 (majoration des pensions des veuves)

Son intervention (p. 10151)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10152)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Alain Néri (pérennisation de l'Office national des anciens combattants (ONAC)) (p. 10153)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10572)

Son amendement n° 272 (prévoyance complémentaire : déductibilité – majoration des plafonds) (p. 10574)

Après l'article 60

Son amendement n° 222 (plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite – versement des sommes afférentes à la participation et à l'intéressement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10578)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Didier Migaud (dotation globale de fonctionnement majorée de 0,3 % de la masse salariale des collectivités territoriales) (p. 10579)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12548)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 12548)
 Entreprises : charges (p. 12550)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 12549)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 12548)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : outre-mer (p. 12550)
 Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 12549 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 12549)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 12549)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 12549)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 12549)
 Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) : réforme (p. 12549 et s.)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 12550)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 12549)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 12549)
 Ses explications de vote (p. 12602)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 12602)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9634)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 9635)
 Retraites : généralités : montant des pensions (p. 9634)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 9634)
 Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 9635)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11752)

Son amendement n° 144 corrigé (incorporation directe d'alcool éthylique) (p. 11757)

Son amendement n° 143 corrigé (incorporation directe d'alcool éthylique d'origine agricole : réduction de TIPP de 38 €) (p. 11757)

Après l'article 30

Son amendement n° 136 rectifié (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11771) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11777)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 606)

Thèmes :

Enseignement : éducation civique (p. 607)
 Enseignement : pédagogie (p. 607)
 Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 608)
 Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 607)
 Etat : laïcité (p. 607)
 Ordre public : sécurité : enseignement (p. 607)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1433)

Thèmes :

Cultes : signes religieux (p. 1434)
 Enseignement : histoire : cultes (p. 1434)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 1434)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1433)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1434)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention (p. 1725)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1726)
 Assemblée nationale : rapporteur : rôle (p. 1725)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence : lois (p. 1725)
 Constitution : article 34 : textes d'application (p. 1725 et s.)
 Lois : application (p. 1725)
 Lois : évaluation (p. 1726)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son amendement n° 6 (p. 1733)

Jean-Yves BESSELAT

*Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création du registre international français (n° 1287) [16 décembre 2003]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome X : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Mer) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. Transport de marchandises. Alternatives, cabotage maritime [6 janvier 2004] (p. 43)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9451)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9451)
 Outre-mer (p. 9451)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 9452)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9451)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9451 et s.)
 Transports par eau : transports maritimes (p. 9451)

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 127)

Son intervention (p. 131)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 131)
 Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 131)

Éric BESSON

*Drôme (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1281 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions des négociations menées par le Gouvernement dans le cadre de l'affaire dite "Executive Life" et à apprécier les risques notamment financiers pris dans ce cadre par le Gouvernement [10 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [7 octobre 2003] (p. 8166)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [9 décembre 2003] (p. 11970)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [27 avril 2004] (p. 3113)

Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [22 juin 2004] (p. 5244)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Reconnaît ne pas « être un surhomme » et souhaite que la séance soit levée [20 octobre 2003] (p. 9031)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8590)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8591)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8591)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8591)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8591)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8591)

Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 8590)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8590)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8591)

Président de la République (p. 8591)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8800)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (économie d'énergie et production d'énergie renouvelable dans le logement – crédit d'impôt porté de 15 % à 20 % des dépenses engagées) (p. 8808)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8828)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8834)

Après l'article 6

Ses observations : souhaite une commission d'enquête sur le coût des 35 heures [17 octobre 2003] (p. 8853 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Brard (entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques – taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 % pour une durée de trois ans) (p. 8859)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8882, 8892)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8901)

Répond aux observations de M. Didier Migaud : interroge le ministre sur l'application du taux réduit de la TVA à la restauration (p. 8899)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Brard (ensemble des produits destinés à l'alimentation humaine - taux réduit de la TVA) (p. 8903)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Louis Dumont (droit d'utilisation d'installations sportives - taux réduit de la TVA) (p. 8907)

Intervient sur l'amendement n° 344 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (droit d'utilisation d'installations sportives - taux réduit de la TVA) (p. 8907)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Didier Migaud (services de restauration - taux réduit de la TVA) (p. 8912)

Après l'article 14

Son amendement n° 214 (ISF : suppression de l'abattement de 50 % sur la valeur des parts faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8959) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8961)

Son amendement n° 215 (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8963) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8966)

Son amendement n° 216 (ISF : qualification de biens professionnels – 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8975) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8978)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8985)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 8999, 9004)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9031)
Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)
 Son intervention (p. 9046)
Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)
 Son intervention (p. 9072, 9076)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)
 Son intervention (p. 3835)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3835)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3835)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3835)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3835)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3835)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)
 Son intervention (p. 5017)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5017)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5017)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5017)
 Union européenne : Commission : politique énergétique (p. 5017)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 5416)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5416)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 5415 et s.)
 Politique économique : consommation (p. 5416)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5416)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 488, posée le 1^{er} décembre 2003. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9071). Appelée le 2 décembre 2003. Fonctionnement, financement, Romans-Saint-Vallier (p. 11500)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 8 (dispense d'architecte pour les constructions de faible importance effectuées par des EARL à associé unique)

Son amendement n° 42 (p. 774)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 43 (p. 777)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 862)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son amendement n° 94 (p. 1043)

Après l'article 40

Son amendement n° 1301 précédemment réservé (exonération des plus-values réalisées lors des mutations de droit de présentation de clientèle) (p. 1176) : retiré (p. 1177)

Son amendement n° 1302 précédemment réservé (réduction du taux du droit de mutation applicable aux cessions de parts sociales de sociétés implantées dans certaines communes) (p. 1176) : retiré (p. 1177)

Son amendement n° 1303 précédemment réservé (taxe professionnelle des vétérinaires exerçant en milieu rural) : retiré (p. 1178)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Ses amendements n° 75 corrigé et 78 deuxième correction (p. 1179)

Son amendement n° 74 (p. 1180)

Ses amendements n° 73 et 76 troisième correction (p. 1181)

Ses amendements n° 82 et 83 (p. 1182)

Après l'article 41

Son amendement n° 844 précédemment réservé (délivrance des médicaments vétérinaires dans les locaux de l'officine de pharmacie ou au domicile d'exercice du vétérinaire) : rejeté (p. 1185)

Son amendement n° 840 précédemment réservé (délivrance de médicaments ; service sanitaire) : rejeté (p. 1185)

Son amendement n° 934 précédemment réservé (missions du vétérinaire sanitaire) : rejeté (p. 1185)

Article 45 précédemment réservé (conventions pluriannuelles de pâturage dans les forêts du domaine de l'Etat ou relevant du régime forestier)

Son amendement n° 84 (p. 1188)

Article 47 précédemment réservé (droit de passage des troupeaux sur les fonds agricoles abandonnés)

Son amendement n° 85 (p. 1189)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son amendement n° 99 (p. 1202)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1421)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1421)

Enseignement : établissements scolaires : valeurs républicaines (p. 1422)

Femmes : égalité des sexes (p. 1421 et s.)

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1178 tendant à étendre le service universel à l'Internet haut débit et à la téléphonie mobile [4 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12427)

Union européenne. Constitution européenne. Préambule [26 mai 2004] (p. 4111)

DÉBATS

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11174)

Thèmes :

- Entreprises : délocalisations (p. 11174)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 11174)
- Union européenne : élargissement (p. 11174 et s.)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 33 (p. 11876)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 37 bis

Son amendement n° 72 (définition du service universel de télécommunications) (p. 225) : retiré (p. 226)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-amendement n° 13 de M. Jean-Paul Bacquet (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (création d'une commission consultative du volontariat de solidarité internationale et composition de cette commission) (p. 3308)

Ses explications de vote (p. 3310)

Abstention du groupe socialiste (p. 3310)

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Logement, expulsions [28 octobre 2003] (p. 9547)

Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Bénéficiaires, hausse, conséquences [29 juin 2004] (p. 5669)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 451, posée le 13 octobre 2003. Transports urbains. Tramways [J.O. Questions p. 7717]. Appelée le 14 octobre 2003. Financement, perspectives, Grenoble (p. 8478)

n° 810, posée le 8 juin 2004. Industrie. Chimie [J.O. Questions p. 4138]. Appelée le 8 juin 2004. Atofina, emploi et activité, Jarrie, Isère (p. 4553)

n° 836, posée le 22 juin 2004. Urbanisme. Rénovation urbaine [J.O. Questions p. 4540]. Appelée le 22 juin 2004. Saint-Martin-d'Hères, perspectives (p. 5231)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Procédure des questions :

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 9442)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9461)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9462)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9462)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9461)

Transports : transport combiné (p. 9462)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9462)

Transports ferroviaires : SNCF : situation financière (p. 9462)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 9462)

Voirie : autoroutes : investissements (p. 9461)

Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 9461)

Voirie : routes nationales : décentralisation (p. 9461)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9477)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9478)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9478)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)

Son intervention (p. 9494)

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)*Procédure des questions :*

Logement : logement social : Isère (p. 10344)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :*- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003*

Son intervention (p. 10599, 10608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10599)

Aménagement du territoire : villes (p. 10599)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10607)

Logement : logement social (p. 10608)

Logement : politique du logement (p. 10599)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10599)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)**Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)**

Son intervention (p. 113)

Thèmes :

Transports ferroviaires : interopérabilité (p. 114)

Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 114)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 113)

Travail : conditions de travail : transports ferroviaires (p. 113)

Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 113 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)*

Son intervention (p. 6054 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6123 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6171 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6188)

Jérôme BIGNON*Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

Rapporteur du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 1323) [6 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française (n° 1324) [6 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 23 janvier 2004] (p. 1781)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 1498) [7 juillet 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VIII : Outre-mer (Collectivités d'outre-mer à statut particulier et Nouvelle-Calédonie) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1323), portant statut d'autonomie de la Polynésie française, et le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1324), complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [7 janvier 2004] (n° 1336)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française [22 janvier 2004] (n° 1373)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [22 janvier 2004] (n° 1374)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1498) tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger [28 juillet 2004] (n° 1775)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Logement. Politique du logement. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12434)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 864, posée le 29 juin 2004. Education physique et sportive. Enseignement secondaire (J.O. Questions p. 4806). Appelée le 29 juin 2004. Lycée de Vimeu, compétitions, aides de l'Etat (p. 5655)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 9226)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : missions d'information : collectivités d'outre-mer (p. 9226)

Environnement : protection (p. 9228)

Outre-mer : tourisme et loisirs (p. 9227)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statut juridique (p. 9227)
 Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 9227)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 287)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : Polynésie française (p. 289)
 Constitution : article 74 (p. 288)
 Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 289)
 Fonction publique territoriale : fonctionnement (p. 289)
 Outre-mer : autonomie (p. 287)
 Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 288)
 Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 288)
 Partis et mouvements politiques : opposition : amendements (p. 288)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 1er (caractères généraux de la Polynésie française)

Son intervention (p. 358 et s.)

Article 5 (dénomination des institutions de la Polynésie française)

Son intervention (p. 359 et s.)

Article 7 (principe de spécialité - conditions d'application des dispositions législatives et réglementaires)

Son intervention (p. 361)

Article 9 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 362 et s.)

Article 12 (modification ou abrogation de lois postérieures)

Son intervention (p. 364)

Article 14 (compétences des autorités de l'Etat)

Son intervention (p. 365 et s.)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 369 et s.)

Article 17 (conventions de coopération décentralisée)

Son intervention (p. 370)

Article 18 (protection du marché local du travail)

Son intervention (p. 371 et s.)

Article 19 (protection du patrimoine foncier)

Son intervention (p. 372 et s.)

Article 20 (sanctions pénales et administratives)

Son intervention (p. 373)

Article 24 (casinos, cercles, jeux et loteries)

Son intervention (p. 374)

Article 25 (audiovisuel)

Son intervention (p. 375 et s.)

Article 29 (création de sociétés d'économie mixte)

Son intervention (p. 378)

Article 30 (participation au capital de sociétés privées)

Son intervention (p. 379 et s.)

Article 31 (champ d'application du principe de participation)

Son intervention (p. 381)

Article 32 (modalités de participation des institutions de la Polynésie française aux compétences de l'Etat)

Son intervention (p. 382)

Article 33 (délivrance des titres de séjour)

Son intervention (p. 382)

Article 34 (participation de la Polynésie française à certaines missions de police)

Son intervention (p. 382)

Article 35 (pouvoirs de police spéciale)

Son intervention (p. 382)

Article 37 (participation dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son intervention (p. 383)

Article 42 (les compétences des communes)

Son intervention (p. 395)

Article 44 (production et distribution d'électricité)

Son intervention (p. 396)

Article 48 (délégations de compétences aux maires pour les mesures individuelles)

Son intervention (p. 397)

Article 49 (règles relatives aux marchés publics et délégations de service public)

Son intervention (p. 398)

Article 50 (délivrance des autorisations individuelles d'occupation du sol et des certificats d'urbanisme)

Son intervention (p. 398)

Article 51 (financement du logement social)

Son intervention (p. 398 et s.)

Article 52 (fonds intercommunal de péréquation)

Son intervention (p. 399 et s.)

Article 53 (impôts, taxes et redevances institués au profit des communes)

Son intervention (p. 400)

Article 54 (concours de la Polynésie française aux communes)

Son intervention (p. 401)

Article 55 (conventions de délégation de compétences)

Son intervention (p. 401)

Article 57 (le français et les langues polynésiennes)

Son intervention (p. 402)

Article 58 (collège d'experts fonciers)

Son intervention (p. 402)

Article 60 (transfert à titre gratuit à la Polynésie française de biens de l'Etat)

Son intervention (p. 403)

Avant l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. René Dosière (suppression de la mention du président de la collectivité dans l'intitulé du chapitre du projet de loi organique) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. René Dosière (inversion de l'ordre des mentions du gouvernement et du président dans l'intitulé de la section) (p. 403)

Article 63 (rôle du gouvernement)

Son intervention (p. 403)

Article 64 (rôle du président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 403 et s.)

Article 69 (élection du président par l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 404 et s.)

Article 70 (proclamation et contestation des résultats)

Son intervention (p. 406)

Article 73 (formation du gouvernement)

Son intervention (p. 406)

Article 74 (conditions requises pour exercer les fonctions de membre du gouvernement)

Son intervention (p. 406 et s.)

Article 75 (régime des incompatibilités)

Son intervention (p. 407)

Article 76 (régime des incompatibilités)

Son intervention (p. 407)

Article 77 (déclaration d'option)

Son intervention (p. 408)

Article 79 (position de l'agent public et du salarié nommé membre du gouvernement)

Son intervention (p. 408)

Article 82 (recours contre les arrêtés concernant les membres du gouvernement)

Son intervention (p. 408 et s.)

Article 84 (séance et ordre du jour du conseil des ministres)

Son intervention (p. 409)

Article 86 (obligation du secret des participants aux réunions du conseil des ministres)

Son intervention (p. 409)

Article 87 (régime indemnitaire des membres du gouvernement)

Son intervention (p. 410)

Article 89 (attributions du conseil des ministres)

Son intervention (p. 411)

Article 90 (compétence réglementaire du conseil des ministres)

Son intervention (p. 411 et s.)

Article 91 (actes à caractère individuel du conseil des ministres)

Son intervention (p. 412)

Article 92 (délégation de compétence au président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 413)

Article 93 (nominations effectuées en conseil des ministres)

Son intervention (p. 413)

Article 94 (peines d'amende et sanctions administratives)

Son intervention (p. 413)

Article 96 (attributions individuelles et responsabilité des membres du gouvernement)

Son intervention (p. 414)

Article 97 (attributions consultatives du conseil des ministres)

Son intervention (p. 414)

Article 100 (information du conseil des ministres en matière monétaire et financière)

Son intervention (p. 414)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 416 et s.)

Son amendement n° 291 (p. 419)

Article 105 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 419)

Article 106 (mode de scrutin)

Son intervention (p. 421)

Article 108 (organisation des élections générales et partielles)

Son intervention (p. 422)

Article 110 (conditions d'éligibilité)

Son intervention (p. 422)

Article 111 (candidats salariés)

Son intervention (p. 423)

Article 112 (incompatibilités)

Son intervention (p. 423)

Article 113 (conséquences de l'inéligibilité et de l'incompatibilité)

Son intervention (p. 423)

Article 118 (recours contre les arrêtés et les délibérations constatant la démission d'office)

Son intervention (p. 424)

Article 120 (régime des sessions)

Son intervention (p. 424)

Article 121 (régime des sessions)

Son intervention (p. 424)

Article 122 (élection du bureau)

Son intervention (p. 425)

Article 123 (quorum - vote par procuration)

Son intervention (p. 425)

Article 124 (règlement intérieur)

Son intervention (p. 425 et s.)

Article 125 (fonctionnement des groupes politiques)

Son intervention (p. 426)

Article 127 (indemnités allouées aux représentants)

Son intervention (p. 427)

Article 128 (composition et rôle de la commission permanente)

Son intervention (p. 427)

Article 129 (publicité des séances)

Son intervention (p. 427 et s.)

Article 130 (budget de l'assemblée)

Son intervention (p. 428)

Article 131 (droit à l'information)

Son intervention (p. 428)

Après l'article 131

Intervient sur l'amendement n° 233 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (questions des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 429)

Article 132 (commissions d'enquête)

Son intervention (p. 429)

Après l'article 133

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur la création et la suppression de communes) (p. 429)

Avant l'article 138

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. René Dosièrè (remplacement dans l'intitulé de la section 5 des termes "lois du pays" par "actes normatifs") (p. 430)

Article 139 (lois du pays)

Son intervention (p. 430)

Article 141 (lois du pays)

Son intervention (p. 430)

Article 142 (nouvelle délibération)

Son intervention (p. 430 et s.)

Article 144 (entrée en vigueur des délibérations fiscales)

Son intervention (p. 431)

Article 145 (nullité des actes pris hors session ou hors du lieu des séances)

Son intervention (p. 431)

Article 147 (composition du conseil économique, social et culturel)

Son intervention (p. 431)

Article 150 (compétences du conseil économique, social et culturel)

Son intervention (p. 432)

Après l'article 151

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Christophe Lagarde (les conseils d'archipels, échelon institutionnel) (p. 432)

Article 152 (inscription prioritaire à l'ordre du jour de l'assemblée et de la commission permanente)

Son intervention (p. 432)

Article 154 (information de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 432)

Article 156 (dissolution de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 433)

Article 158 (organisation des référendums locaux)

Son intervention (p. 434)

Article 163 (attributions du haut conseil de la Polynésie française)

Son intervention (p. 434)

Article 164 (composition du haut conseil de la Polynésie française)

Son intervention (p. 435)

Article 171 (caractère exécutoire de plein droit des actes pris par les autorités polynésiennes)

Son intervention (p. 435)

Article 172 (saisine du tribunal administratif par le haut-commissaire)

Son intervention (p. 435)

Après l'article 175

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. René Dosièrè (tout citoyen inscrit sur une liste électorale peut exercer, avec

l'autorisation du tribunal administratif, les actions que la Polynésie française a refusé ou négligé d'exercer) (p. 436)

Article 176 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)
Son intervention (p. 436)

Article 177 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)
Son intervention (p. 436)

Article 180 (procédure de déclassement des lois du pays intervenues en dehors de compétences de la Polynésie française)
Son intervention (p. 437)

Après l'article 185

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. René Dosière (publication au Journal officiel de la Polynésie française du rapport annuel de la chambre territoriale des comptes sur l'usage des fonds publics) (p. 437)

Article 188 (entrée en vigueur des dispositions relatives au droit d'exploitation des ressources naturelles biologiques des eaux intérieures, du sol et du sous-sol)
Son intervention (p. 438)

Article 189 (fichier général des électeurs)
Son intervention (p. 438)

Article 191 (coordinations)
Son intervention (p. 438)
Son amendement n° 292 (p. 438)

Article 193 (coordinations en matière électorale)
Son intervention (p. 438)

Article 196 (coordinations)
Son intervention (p. 438)
Son amendement n° 293 (p. 438)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son intervention (p. 1127)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 1127)
Elections et référendums : seuil de participation électorale : assemblée territoriale (p. 1127)
Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 1127)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 1127)
Relations internationales : autonomie (p. 1127)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 439)

Article 2 (attributions en matière de sécurité intérieure)
Son intervention (p. 439)

Article 8 (création et modification des limites territoriales des communes)
Son intervention (p. 439)

Article 15 (réglementation des temps d'antenne des partis et groupes politiques polynésiens)
Son intervention (p. 440)

Article 16 (coordinations en matière de justice administrative)
Son intervention (p. 440)
Son amendement n° 25 (p. 440)

Article 21 (coordinations - code des juridictions financières)

Son intervention (p. 440)

Article 23 (régime applicable aux sociétés d'économie mixte)

Son intervention (p. 441)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Michel Buillard (code de l'action sociale et des familles - obligation alimentaire) (p. 441)

Article 24 bis (coordination - convocation des électeurs)

Son intervention (p. 441)

Article 25 (coordination - modification de référence)

Son intervention (p. 442)

Article 25 bis (dérogations en matière de jeux de hasard)

Son intervention (p. 442)

Article 25 quater (actualisation de référence)

Son intervention (p. 442)

Son amendement n° 24 (p. 442)

Après l'article 25 quater

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Michel Buillard (validation législative) (p. 442)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1139)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (remboursement des frais de propagande et des dépenses de campagne électorale aux listes ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés) (p. 1139)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Constitution : article 34 : environnement (p. 4122)
Environnement : dommages à l'environnement (p. 4122)
Environnement : droit à l'environnement : bloc de constitutionnalité (p. 4122)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4892)

Thèmes :

Elevage : bâtiments (p. 4892)
Energie et carburants : biocarburants (p. 4892)
Energie et carburants : énergie éolienne (p. 4892)
Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4893)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4892)

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Son intervention (p. 7347)

Thèmes :

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : circonscriptions (p. 7348)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : listes électorales (p. 7347)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : lois organiques (p. 7347)

Discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7356)

Article 2 (diminution de 20 à 12 du nombre de membres désignés)

Son intervention (p. 7356)

Article 4 (modification de la carte électorale)

Son intervention (p. 7357)

Martine BILLARD

Paris (1^{ère} circonscription)
 Non inscrite

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Secrétaire de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 17 avril 2004] (p. 7135)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1105 tendant à créer une commission d'enquête sur la réalité de l'euthanasie en France [7 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1446 instituant le droit de mourir dans la dignité et garantissant aux médecins le droit de conscience [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1494 rendant obligatoire la destruction des stocks et interdisant l'utilisation d'insecticides responsables de la mort d'abeilles comme le Régent ou composés de Fipronil [4 mars 2004]

Proposition de résolution n° 1503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'orpillage en Guyane [11 mars 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1590 tendant à compléter l'article 1er de la Constitution, afin d'élargir le principe d'égalité sans distinction, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'état de santé et à la situation de handicap [10 mai 2004]

Proposition de loi n° 1650 clarifiant l'accès au mariage des couples de personnes de même sexe [8 juin 2004]

Proposition de résolution n° 1788 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la légalité et à l'impact sur l'environnement et la santé des expérimentations OGM en plein champ en regard des directives européennes et du principe de précaution [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer. Sous-marin nucléaire américain, avarie, informations [10 décembre 2003] (p. 12054)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 812, posée le 8 juin 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4138). Appelée le 8 juin 2004. Hôtel-Dieu, perspectives (p. 4546)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint de la mise en cause par M. Mallié de la capacité d'intervention des députés qui ne sont pas médecins [8 juillet 2004] (p. 6284)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8106)

Thèmes :

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 8107)

Santé : maladies (p. 8107)

Santé : politique de la santé (p. 8107)

Santé : prévention (p. 8107)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 8130)

Son amendement n° 348 (p. 8130)

Son sous-amendement n° 394 à l'amendement n° 18 de la commission (p. 8132)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8187)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8191 et s.)

Son amendement n° 273 (p. 8193)

Après l'article 4

Son amendement n° 274 (transfert des compétences de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale) (p. 8195) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8197)

Après l'article 7

Son amendement n° 194 (interdiction des adjuvants aluminiques dans les vaccins) : rejeté (p. 8218)

Avant l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8223)

Son amendement n° 203 rectifié (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) (p. 8221) : devenu sans objet (p. 8227)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8266)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Le Guen (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8282)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8283)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8288)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8295)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 8297 et s.)

Son amendement n° 202 (p. 8304)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8306)

Après l'article 20

Son amendement n° 208 (interdiction de recourir aux CDD pour des travaux exposant à des agents cancérigènes) (p. 8308) : rejeté (p. 8309)

Intervient sur l'amendement n° 335 de Mme Jacqueline Fraysse (information des travailleurs concernés par l'utilisation de substances dangereuses) (p. 8309)

Son amendement n° 205 (application du principe de précaution) : rejeté (p. 8310)

Son amendement n° 207 (pouvoirs de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) : rejeté (p. 8310)

Son amendement n° 204 (prise en cause des conditions atmosphériques dans le cadre du travail) (p. 8310) : adopté (p. 8311)

Son amendement n° 209 (extension des capacités d'intervention des services de la santé au travail) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 210 (décision d'un arrêt immédiat du travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de risque immédiat) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 212 (information sur l'aménagement des postes de travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 206 (représentation des victimes du travail dans les services de santé au travail interentreprises) : rejeté (p. 8312)

Article 21 (protection des captages d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 8313)

Ses amendements n°s 213 et 214 (p. 8313)

Après l'article 21

Son amendement n° 277 (statut du fermage : restrictions liées aux zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 215 (qualité sanitaire des eaux destinées à l'alimentation : réglementation et périmètres de protection) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 217 (établissement d'un plan de restauration sanitaire et environnemental quinquennal) : rejeté (p. 8315)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

Son amendement n° 278 (p. 8315)

Son amendement n° 279 corrigé (p. 8316)

Après l'article 23

Son amendement n° 218 (qualité de l'eau : possibilité de prononcer la déchéance des délégataires au même titre que des concessionnaires) : retiré (p. 8317)

Article 24 (régime d'autorisation et de déclaration en matière d'eau potable)

Son amendement n° 219 (p. 8317)

Article 31 (infractions et sanctions pénales)

Son amendement n° 220 (p. 8320)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8380 et s.)

Son amendement n° 280 (p. 8382)

Son amendement n° 281 (p. 8388)

Ses amendements n°s 342, 375 et 376 (p. 8392)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son amendement n° 343 (p. 8396)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son amendement n° 347 (p. 8408)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 289 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (distribution d'eau potable gratuite dans les établissements scolaires et campagne d'éducation sur les problèmes de nutrition) (p. 8432)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8436 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 199 précédemment réservé (risques sanitaires liés aux adjuvants alimentaires) : rejeté (p. 8459)

Son amendement n° 197 précédemment réservé (teneur en sel des produits alimentaires) (p. 8459) : rejeté (p. 8460)

Son amendement n° 198 précédemment réservé (teneur en sucre des produits alimentaires) : rejeté (p. 8460)

Son amendement n° 201 précédemment réservé (promotion des jus de fruits et de légumes biologiques) (p. 8460) : adopté (p. 8461)

Son amendement n° 200 précédemment réservé (au sein d'un établissement scolaire, le conseil d'administration réglemente la vente des produits alimentaires et boissons gazeuses) : rejeté (p. 8461)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2714)

Thèmes :

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 2714)

Santé : cancer (p. 2714)

Santé : nutrition (p. 2714)

Santé : obésité (p. 2714)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2745)

Son amendement n° 302 (p. 2745)

Après l'article 3 bis A

Intervient sur l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Marie Le Guen (représentation des usagers du système de santé : nombre de sièges) (p. 2749)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2771 et s.)

Après l'article 14 A

Son amendement n° 300 (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2776) : rejeté (p. 2778)

Son amendement n° 299 (politique de lutte contre l'obésité au sein des établissements scolaires) : devenu sans objet (p. 2778)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2778)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2782)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2786)

Ses amendements n°s 297 et 298 (p. 2786)

Après l'article 15

Son amendement n° 296 corrigé (dépistage du cancer : programme) : adopté (p. 2789)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2796)

Article 18 ter (information sur les conséquences de la consommation de drogues)

Son intervention (p. 2804)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2806 et s.)

Son amendement n° 295 (p. 2810)

Après l'article 19 bis

Son amendement n° 294 (délégation permanente au sein du comité départemental d'hygiène) : rejeté (p. 2816)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2816)

Après l'article 20

Son amendement n° 290 (protection des travailleurs précaires de chantier contre les agents cancérigènes) : rejeté (p. 2818)

Son amendement n° 291 (pouvoir d'intervention de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 293 (aménagement des locaux en cas de danger lié aux conditions climatiques) : rejeté (p. 2819)

Son amendement n° 289 (pouvoirs d'intervention des comités d'hygiène et de sécurité du travail) (p. 2819) : rejeté (p. 2820)

Son amendement n° 288 (pouvoir du comité d'hygiène et de sécurité en cas de risque imminent) : rejeté (p. 2820)

Son amendement n° 292 (représentation des associations de victimes du travail au sein des services de santé au travail) : rejeté (p. 2820)

Son amendement n° 287 (information annuelle sur l'aménagement des postes de travail) (p. 2820) : rejeté (p. 2822)

Article 21 (protection des captages d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 2822)

Son amendement n° 286, deuxième rectification (p. 2822)

Après l'article 22

Son amendement n° 285 (responsabilité administrative en matière de restauration des captages d'eau dégradés) (p. 2823) : rejeté (p. 2824)

Article 23 ter (déchéance du délégataire)

Son intervention (p. 2824)

Son amendement n° 284 (p. 2824)

Article 30 (procédures judiciaires)

Son intervention (p. 2825)

Son amendement n° 283 (p. 2825)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)

Son intervention (p. 2829)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3123 et s.)

Son amendement n° 281 (p. 3123)

Ses amendements n°s 280 et 279 (p. 3125)

Son amendement n° 278 (p. 3126)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3128)

Son amendement n° 277 (p. 3128) : retiré (p. 3129)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3132)

Son amendement n° 276 (p. 3132)

Son amendement n° 275 (p. 3133)

Après l'article 44

Son amendement n° 274 (comités de protection des personnes : recours à des experts indépendants) : rejeté (p. 3134)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10064)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10064)

Emploi : chômage (p. 10064)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 10064)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 10064)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 10064)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10064)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10064)

Procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 10091)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)**Etat B, titre IV**

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (financement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10868)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10868)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10868)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10868)

Travail : précarité (p. 10869)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)**Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)**

Son intervention (p. 10907)

Son amendement n° 97 (p. 10908)

Son amendement n° 98 (p. 10909)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10915 et s.)

Son amendement n° 99 (p. 10917)

Son amendement n° 221 (p. 10919)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10921)

Son sous-amendement n° 222 à l'amendement n° 5 de la commission (p. 10922)

Article 3 bis (extension des compétences de la commission consultative d'évaluation des dépenses résultant des transferts de compétences)

Son amendement n° 101 (p. 10929)

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son amendement n° 102 (p. 10929)

Son intervention (p. 10930)

Après l'article 4

Son amendement n° 103 (accès au RMI ramené de 4 à 3 ans pour les étrangers non communautaires résidant en France) : rejeté (p. 10930)

Après l'article 5

Son amendement n° 224 (situation et conditions d'évaluation des ressources des personnes sortant des dispositifs d'indemnisation du chômage) (p. 10930) : rejeté (p. 10931)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10933)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son amendement n° 104 (p. 10934)

Son intervention (p. 10935)

Article 9 (domiciliation des demandeurs de RMI)

Son intervention (p. 10937)

Son amendement n° 94 (p. 10937)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son intervention (p. 10939)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10942)

Article 15 (délégation aux organismes payeurs des décisions individuelles)

Son intervention (p. 10945)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10946)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10948)

Son amendement n° 105 (p. 10949)

Son amendement n° 87 corrigé (p. 10951)

Son amendement n° 88 (p. 10952)

Article 19 (contenu du contrat d'insertion)

Son amendement n° 106 (p. 10958)

Son intervention (p. 10959)

Ses sous-amendements n°s 225 et 226 à l'amendement n° 16 de la commission (p. 10959)

Son amendement n° 107 (p. 10960)

Article 21 (recours contentieux contre les décisions relatives à l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Article 23 (mandatement de l'allocation à un organisme agréé)

Son intervention (p. 10963)

Son amendement n° 108 (p. 10963)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10964 et s.)

Son amendement n° 109 (p. 10964)

Son amendement n° 110 (p. 10965)

Article 26 (programme départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10966)

Ses amendements n° 111 et 112 (p. 10966)

Article 27 (programmes locaux d'insertion)

Son amendement n° 113 (p. 10966)

Son intervention (p. 10967)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10970)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 227 (précision stipulant que sont concernés les agents titulaires et non-titulaires) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10978)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10982 et s.)

Son amendement n° 93 (p. 10984)

Son amendement n° 114 (p. 10990)

Son amendement n° 95 (p. 11006)

Son amendement n° 115 (p. 11012)

Son amendement n° 89 (p. 11034)

Son amendement n° 90 rectifié (p. 11045)

Son amendement n° 91 rectifié (p. 11046)

Son amendement n° 117 (p. 11048)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son amendement n° 118 rectifié (p. 11053)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de la commission (le RMA est disjoint du calcul des ressources servant à établir le RMI) (p. 11055)

Article 37 (maintien des droits afférents au bénéfice du RMI pour les signataires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11055)

Son amendement n° 119 (p. 11055)

Après l'article 40

Son amendement n° 92 (possibilité, à titre expérimental, pour les départements de déroger aux règles nationales de calcul du RMI) : retiré (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) (p. 11059)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 228 (p. 11062)

Son intervention (p. 11063)

Seconde délibération**Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)**

Son intervention (p. 11066)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11333)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11333)

Union européenne : directives : égalité professionnelle (p. 11334)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12295)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12296)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12295)

Syndicats : représentativité (p. 12296)

Travail : durée du travail (p. 12296)

Travail : négociations (p. 12296)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)**Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)**

Son amendement n° 150 (p. 12319)

Son amendement n° 151 (p. 12323)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Son amendement n° 152 (p. 12327)

Son intervention (p. 12328 et s.)

Ses amendements n° 153 à 157 (p. 12334 et s.)

Après l'article 8

Son amendement n° 365 (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12339) : rejeté (p. 12340)

Article 10 (plan de formation)

Son amendement n° 158 (p. 12347)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 300 (p. 12365)

Article 30 (durée quotidienne du travail applicable aux jeunes travailleurs)

Son amendement n° 160 (p. 12384)

Article 33 (maintien en vigueur des accords collectifs antérieurs)

Son amendement n° 299 (p. 12388)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Maxime Gremetz (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12437)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Maxime Gremetz (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12439)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son amendement n° 161 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12444)

Son amendement n° 298 (p. 12448)

Son amendement n° 297 (p. 12451)

Son amendement n° 296 (p. 12458)

Son amendement n° 295 (p. 12459)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son amendement n° 162 (p. 12469)

Son amendement n° 163 (p. 12475)

Son amendement n° 164 (p. 12477)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son amendement n° 165 (p. 12478)

Son amendement n° 166 (p. 12479)

Ses amendements n° 167 et 168 (p. 12480)

Son amendement n° 169 (p. 12481)

Ses amendements n° 170, 171 et 172 (p. 12482)

Ses amendements n° 173 et 174 (p. 12483)

Ses amendements n^{os} 175 et 294 (p. 12484)

Son amendement n^o 176 (p. 12485)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son amendement n^o 291 (p. 12508)

Son amendement n^o 290 (p. 12511)

Son sous-amendement n^o 390 à l'amendement n^o 58 de la commission (p. 12513)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Ses amendements n^{os} 289 et 287 (p. 12515)

Son amendement n^o 288 (p. 12516)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son amendement n^o 177 (p. 12521)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son amendement n^o 293 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12523)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son amendement n^o 292 (p. 12528)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n^o 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12531)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son amendement n^o 286 (p. 12532)

Article 50 (garantie de certaines créances salariales)

Son amendement n^o 178 (p. 12537)

Seconde délibération

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12541)

Déclaration du Gouvernement n^o 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 603)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 603)

Enseignement : diplômes (p. 603)

Enseignement : pédagogie (p. 603)

Enseignement : programmes (p. 603)

Projet de loi n^o 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1343)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1343)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1344)

Politique générale : institutions : discrimination (p. 1344)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1343)

Politique sociale : inégalités (p. 1343)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Son intervention (p. 2292)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 2292)

Enfants : pauvreté (p. 2292)

Environnement : politique de l'environnement (p. 2292)

Etat : décentralisation (p. 2292)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 2292)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2292)

Projet de loi n^o 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4381)

Son amendement n^o 717 (p. 4388)

Son amendement n^o 718 (p. 4391)

Son sous-amendement n^o 918 à l'amendement n^o 97 de la commission (p. 4392)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son sous-amendement n^o 925 à l'amendement n^o 155 de la commission (p. 4577)

Projet de loi n^o 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1^{er} juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5779)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5779)

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 5780)

Professions de santé : médecins (p. 5779)

Santé : maladies (p. 5779)

Santé : politique de la santé (p. 5779)

Sécurité sociale : caisses (p. 5779)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Son intervention (p. 5886 et s.)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5889 et s.)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5935 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5963 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5987 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 5998 et s.)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6093)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6107 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6161 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6253 et s.)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6281)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6284)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6289)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6291 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6340 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6421 et s.)

Après l'article 14 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6444)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6450 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6473)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6502 et s.)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6508 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6527 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6690 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6704 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6724 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6885 et s.)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6912 et s.)

Jean-Marie BINETRUY

*Doubs (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 689, posée le 27 avril 2004. Entreprises. Jeunes (J.O. Questions p. 3081). Appelée le 27 avril 2004. Stages pendant les vacances scolaires (p. 3085)

n° 838, posée le 22 juin 2004. Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement technique (CAPET) économie, gestion comptable et commerciale, maintien, Franche-Comté (p. 5226)

DÉBATS

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4895)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : simplifications administratives (p. 4896)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4895)

Agriculture : installation (p. 4896)

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4895)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 4895)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4895)

Union européenne : élargissement (p. 4895)

Claude BIRRAUX

*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur l'épidémie de légionellose de novembre 2003. Débats scientifiques et gestion de crise (audition publique du 29 janvier 2004) [18 mars 2004] (n° 1505)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les nouveaux apports de la science et de la technologie à la qualité et à la sûreté des aliments [14 avril 2004] (n° 1543)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [6 mai 2004] (n° 1588)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 462, posée le 13 octobre 2003. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. Effectifs de personnel, Haute-Savoie (p. 8488)

n° 839, posée le 22 juin 2004. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Aides de l'Etat (p. 5229)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)*Procédure des questions :*

Logement : logement social : Haute-Savoie (p. 10345)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10528)

Thèmes avant la procédure des questions :

Propriété intellectuelle : chercheurs (p. 10529)

Recherche : chercheurs (p. 10529)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 10529)

Recherche : crédits (p. 10528)

Recherche : innovation (p. 10529)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention en qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et économiques (p. 3036)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3037)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3038)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3036)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3037)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3037)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3036 et s.)

Recherche (p. 3037)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3037)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention en qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 3787)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3787 et s.)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3788)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3787 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3788 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3788)

Recherche (p. 3788)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)*Après l'article 1er*

Son sous-amendement n° 824 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie (p. 3932) : rejeté (p. 3933)

Son sous-amendement n° 825 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3933)

Son sous-amendement n° 826 (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : rejeté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 827 (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3974)

Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Christian Bataille (Comité interministériel à la recherche sur l'énergie ; plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Christian Bataille (création, auprès du Premier ministre, d'une délégation interministérielle à la recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Christian Bataille (établissement d'un plan national de recherche sur l'énergie par la délégation interministérielle) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Christian Bataille (création d'un plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Son amendement n° 743 (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188) : retiré (p. 4190)

Son amendement n° 744 rectifié (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) : adopté (p. 4190)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (création d'un Conseil supérieur des énergies renouvelables) (p. 4192)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)
Son intervention (p. 4193)

Après l'article 11

Son amendement n° 745 rectifié (promotion des biocarburants) (p. 4215) : adopté après deuxième rectification (p. 4218)

Son amendement n° 746 (Plan solaire) (p. 4218) : retiré (p. 4219)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (identification des contrats de long terme de fourniture de gaz) (p. 4234)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4974)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4974 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4975)

Union européenne : Commission : politique énergétique (p. 4975)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)*Avant l'article 1er*

Son intervention (p. 5085 et s.)

Christian BLANC

Yvelines (3^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1230 visant à instaurer un service garanti pour les transports publics réguliers de voyageurs [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1523 relative aux résidences avec services pour personnes âgées [8 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 612, posée le 3 février 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Réseaux d'eau potable (J.O. Questions p. 740). Appelée le 3 février 2004. Lutte et prévention (p. 1258)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXÉ DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Son intervention (p. 9358)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : compétitivité (p. 9359)

Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 9358)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9359)

Fonctionnaires et agents publics : fonctions électives : démission (p. 9358)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11942)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11942)

Entreprises : fonctionnement (p. 11942)

Secteur public : service minimum (p. 11942)

Transports aériens : Air France (p. 11943)

Étienne BLANC

Ain (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

Rapporteur du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit (n° 1504) [6 avril 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1504) habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [2 juin 2004] (n° 1635)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Jeunes. Protection judiciaire. Centres éducatifs fermés, bilan et perspectives [4 novembre 2003] (p. 9942)

Administration. Perspectives. Plan ADELE [11 février 2004] (p. 1648)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 562, posée le 20 janvier 2004. Traités et conventions. Accord entre l'Union européenne et la Suisse sur la liberté de circulation des personnes (J.O. Questions p. 386). Appelée le 20 janvier 2004. Conséquences (p. 552)

DÉBATS**Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève****[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11958)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11958)

Secteur public : service minimum (p. 11958)

Transports : transports de voyageurs (p. 11958)

Travail : négociations (p. 11958)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)**

Son intervention (p. 4726)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4734)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4742)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4726)

Famille : filiation (p. 4734)

Ordonnances : loi d'habilitation (p. 4734)

Ordonnances : loi d'habilitation : simplifications administratives (p. 4727)

Ordonnances : ratification (p. 4742)

Politique générale : Gouvernement précédent : ordonnances (p. 4735)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 3 (développement de l'administration électronique)

Son intervention (p. 4761)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son intervention (p. 4763)

Article 5 (simplification du fonctionnement des tribunaux du contentieux de l'incapacité)

Son intervention (p. 4766)

Article 6 (modifications relatives à l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 4766)

Article 7 (rationalisation du régime de protection du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 4767)

Article 8 (mesures de simplification du droit funéraire, du droit relatif aux associations, aux

compétences des maires d'Alsace-Moselle, à l'exercice de certaines professions réglementées, à la protection des mineurs accueillis temporairement hors du domicile parental et à la prestation de serment de certains professionnels)
Son intervention (p. 4768 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (listes des jurés d'assises) (p. 4769)

Article 11 (déconcentration de la procédure d'interdiction d'exercer une activité d'enseignement des activités physiques et sportives)
Son intervention (p. 4769)

Article 12 (harmonisation des régimes d'aide personnelle au logement)
Son intervention (p. 4770)

Article 13 (clarification du régime des autorisations d'urbanisme)
Son intervention (p. 4771)

Article 15 (harmonisation des définitions légales de la notion de superficie)
Son intervention (p. 4772 et s.)

Article 16 (simplification du droit forestier)
Son intervention (p. 4774 et s.)

Article 20 (prolongation de l'habilitation à substituer des régimes de déclaration aux régimes d'autorisation préalable)
Son intervention (p. 4776)

Article 21 (clarification du régime applicable aux commerçants et aux commissaires aux comptes)
Son intervention (p. 4776 et s.)

Article 25 (clarification du régime d'assurance obligatoire)
Son intervention (p. 4778 et s.)

Article 27 (simplification de la procédure de changement d'affectation des locaux)
Son intervention (p. 4779)

Article 30 (diverses mesures de simplification concernant les animaux)
Son intervention (p. 4780 et s.)

Article 31 (simplification des régimes applicables à l'activité vitivinicole et aux produits bénéficiant d'une appellation d'origine)
Son intervention (p. 4782)

Article 32 (simplification de diverses procédures dans le domaine agricole et de la pêche)
Son intervention (p. 4782)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)
Son intervention (p. 4783 et s.)

Article 34 (simplification de la législation applicable en matière de police de l'eau, de police de la pêche et des milieux aquatiques)
Son intervention (p. 4784 et s.)

Article 35 (simplification des procédures applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement et en matière de déchets)
Son intervention (p. 4785)

Article 37 (clarification et simplification des obligations à la charge des organismes prestataires d'actions de formation)
Son intervention (p. 4786)

Après l'article 37

Son amendement n° 56 rectifié (fonctionnement des institutions représentatives professionnelles) : adopté (p. 4790)

Article 39 (institution d'une possibilité d'audience à huis clos dans les juridictions administratives et visioconférence dans les juridictions administratives d'outre mer)
Son intervention (p. 4791)

Article 40 (définition d'un taux fixe de compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes)
Son intervention (p. 4791)

Article 41 (simplification des règles de gestion des laboratoires publics)

Son intervention (p. 4792)

Article 42 (simplification et harmonisation des régimes d'enquêtes publiques)

Son intervention (p. 4792)

Article 43 (allègement des procédures de classement et de déclassement dans le domaine de la voirie routière et ferroviaire et des procédures d'élaboration et de révision des schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 4793)

Article 45 (simplification et rationalisation du fonctionnement des juridictions financières)

Son intervention (p. 4793 et s.)

Article 46 (prolongation du délai de l'habilitation relative au droit des marchés publics)

Son intervention (p. 4794)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (rapport au Parlement sur la mise en application de la loi, six mois après sa publication) (p. 4794)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (accès au bénéfice de la qualité de pupille de la nation) (p. 4795)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4797 et s.)

Article 49 (simplification et clarification dans le domaine de l'action sociale)

Son intervention (p. 4804)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son intervention (p. 4805 et s.)

Article 51 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4808)

Article 52 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4809)

Article 53 (ratification de diverses ordonnances portant transposition de directives)

Son intervention (p. 4809)

Article 54 (ratification de l'ordonnance n° 2001-741 du 23 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière de droit de la consommation)

Son intervention (p. 4810)

Article 55 (modification du droit de la consommation et de la concurrence)

Son intervention (p. 4810)

Article 56 (adoption et modification de codes)

Son intervention (p. 4811)

Article 57 (adaptation de codes existants)

Son intervention (p. 4811)

Article 58 (prolongation de l'habilitation à l'adoption du code de l'organisation judiciaire)

Son intervention (p. 4811)

Article 59 (modification, actualisation et rectification du code minier)

Son intervention (p. 4811)

Article 60 (consultation des organes locaux des collectivités d'outre-mer sur les projets d'ordonnances)

Son intervention (p. 4811)

Article 61 (délais)

Son intervention (p. 4811 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Grignon (procédure de composition des conseils locaux outre-mer) (p. 4812)

Son sous-amendement n° 147 (harmonisation de la procédure applicable outre-mer avec celle applicable en métropole) à l'amendement n° 75 de M. Gérard Grignon : adopté (p. 4812)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gérard Grignon (extension outre-mer de l'application de dispositions codifiées) (p. 4812)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (nouveau titre : projet de loi de simplification du droit) (p. 4812)

Jean-Pierre BLAZY
Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [19 mai 2004] (p. 3846)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 458, posée le 13 octobre 2003. Agriculture. Maladies et parasites (J.O. Questions p. 7718). Appelée le 14 octobre 2003. Chrysomèle des racines du maïs, traitement, conséquences (p. 8487)

n° 706, posée le 4 mai 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Maisons médicales de garde, développement (p. 3274)

n° 807, posée le 8 juin 2004. Enseignement supérieur. Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire (CAPES) (J.O. Questions p. 4138). Appelée le 8 juin 2004. Nombre de postes offerts, conséquences (p. 4550)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9435)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 9435 et s.)
Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9435)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9435)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9436)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 9486)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10174)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 10177)
Droit pénal : garde à vue : quotas de production (p. 10178)
Elections et référendums : Front national (p. 10177)
Fonctionnaires et agents publics : affectation : logement (p. 10176)
Fonctionnaires et agents publics : mutations : Val d'Oise (p. 10176)

Fonctionnaires et agents publics : primes : rémunération au mérite (p. 10177)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : annulations de crédits (p. 10174)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 10178)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 10176)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 10178)

Police : adjoints de sécurité : effectifs (p. 10175)

Police : effectifs (p. 10175)

Police : officiers de police judiciaire : formation professionnelle (p. 10176)

Police : police de proximité (p. 10178)

Police : policiers : retraites (p. 10175)

Travail : heures supplémentaires : rémunération (p. 10175)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Sa procédure des questions (suite) (p. 9956)

Procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 9956)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : droits d'inscription (p. 10291)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9635)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9635)

Professions de santé : infirmiers (p. 9636)

Professions de santé : médecins (p. 9636)

Santé : politique de la santé (p. 9636)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son intervention (p. 11727)

Son amendement n° 104 (nouvelle rédaction de l'article : majoration de la taxation - pénalisation accrue du trafic de nuit) (p. 11728)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1447)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1449)

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1449)

Cultes : christianisme (p. 1448)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1448)

Enseignement : établissements scolaires : signes religieux (p. 1447)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1447)

Justice : justice administrative : voile islamique (p. 1448)

Politique sociale : inégalités (p. 1449)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1583)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1585)
 Environnement : politique de l'environnement : air (p. 1583)
 Transports : transport combiné (p. 1584)
 Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1583 et s.)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 1585)
 Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : amendes (p. 1584 et s.)
 Transports aériens : bruit (p. 1583)
 Transports aériens : sécurité (p. 1584)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son intervention (p. 1589)

Son amendement n° 11 (p. 1591)

Article 2 (missions et périmètre d'intervention de la communauté aéroportuaire)

Ses amendements n°s 12 et 13 (p. 1593)

Article 4 (composition du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 14 (p. 1596)

Après l'article 4

Son amendement n° 15 (financement des communautés aéroportuaires par le Fonds d'investissement et de services de la communauté aéroportuaire-FISCA) (p. 1596) : rejeté (p. 1597)

Article 5 (ressources de la communauté aéroportuaire)

Ses amendements n°s 16 et 17 (p. 1597)

Ses amendements n°s 18 et 19 (p. 1598)

Article 5 bis (affectation des ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires -FCNA-)

Son intervention (p. 1599)

Article 6 (projets éligibles au financement par la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1600)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3198) : rejetée (p. 3205)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3202)
 Finances publiques : déficit budgétaire : privatisations (p. 3200)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 3201)
 Pays étrangers : Etats-Unis : compagnies aériennes (p. 3200)
 Politique générale : libéralisme (p. 3198, 3200)
 Transports aériens : aéroports : Picardie (p. 3202)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : privatisations (p. 3202)
 Transports aériens : Air France : âge de la retraite (p. 3201)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 3198 et s.)
 Transports aériens : Air France : KLM (p. 3198)
 Transports aériens : Air France : personnels (p. 3200)
 Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3198 et s.)
 Transports aériens : Air Lib : personnels (p. 3201)
 Transports aériens : déréglementation (p. 3201 et s.)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son intervention (p. 3219)

Après l'article 5

Son amendement n° 21 (prohibition des aéronefs de plus de dix ans) : rejeté (p. 3222)

Son amendement n° 22 (ex-salariés d'UTA : indemnisation sous forme d'actions de la nouvelle société holding) (p. 3222) : rejeté (p. 3223)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4091)

Thèmes :

Constitution : article 34 : environnement (p. 4092)
 Constitution : révision : droit à l'environnement (p. 4091)
 Environnement : charte de l'environnement : bloc de constitutionnalité (p. 4091)
 Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 4091)
 Environnement : principe de précaution : santé (p. 4092)
 Recherche : principe de précaution (p. 4092)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4141)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la gestion des déchets ménagers sur le territoire [3 novembre 2003] (n° 1169)

Proposition de loi n° 1528 visant à rendre effective la résidence alternée pour la garde d'enfants [8 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Juges de proximité, nomination, réglementation [29 octobre 2003] (p. 9627)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 815, posée le 8 juin 2004. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 4139). Appelée le 8 juin 2004. Services annexes d'hébergement, excédents budgétaires, affectation (p. 4549)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9321)
 Union européenne : fonds structurels (p. 9321)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 9444)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9444)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Transports : infrastructures : sécurité routière (p. 9480)
Transports ferroviaires : lignes : construction (p. 9480)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10437)

Thème avant la procédure des questions :

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10437)

Procédure des questions :

Justice : greffiers : effectifs (p. 10446)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : réhabilitation (p. 10447)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 63 ter

Son amendement n° 276 (exercice transitoire des fonctions de juge de proximité par les juges d'instance) : adopté (p. 11435)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 157)

Son sous-amendement n° 136 (limitation de la liberté de communication publique en ligne en fonction des auteurs de l'industrie nationale de production audiovisuelle) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 153) : rejeté (p. 159)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (indication du ou des noms du domaine de l'Internet et adresse électronique de chaque entreprise lors de l'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 198)

Avant l'article 37 bis

Son sous-amendement n° 110 (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) : adopté (p. 223)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire (p. 489)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 490)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 490)
Aménagement du territoire : zones rurales (p. 490)
Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 491)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1449)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1450)
Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1450)
Cultes : islam : Alsace-Moselle (p. 1450)
Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (p. 1449)
État : valeurs républicaines : laïcité (p. 1449)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : insertion professionnelle et sociale (p. 1449)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1504)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 31 (régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire)

Son intervention (p. 88)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (accès des géomètres-experts au livre foncier d'Alsace-Moselle - correction d'une erreur matérielle) (p. 93)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1469 (p. 2000)

Après l'article 76

Intervient sur le sous-amendement n° 1600 rectifié de M. Édouard Landrain (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 394 de la commission (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1601 de M. Édouard Landrain (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1602 de M. Édouard Landrain (composition de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1603 de M. Édouard Landrain (compétences de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1600 rectifié de M. Édouard Landrain (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1601 de M. Édouard Landrain (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1602 de M. Édouard Landrain (composition de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1603 de M. Édouard Landrain (compétences de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son amendement n° 1474 (p. 2475)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire (p. 2838)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 2839)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2838 et s.)

Environnement : protection (p. 2839)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2838)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2882)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 2882)

Famille : divorce : faute (p. 2882)

Famille : prestation compensatoire (p. 2882)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2897 et s.)

Son amendement n° 77 (p. 2898)

Article 3 (divorce accepté)

Son amendement n° 78 (p. 2904)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 79 (p. 2914)

Son intervention (p. 2915)

Article 12 (mesures provisoires)

Son intervention (p. 2917 et s.)

Article 13 (introduction de l'instance en divorce)

Son intervention (p. 2918)

Article 14 (preuves et déclaration sur l'honneur en matière de prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2919)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2950 et s.)

Son amendement n° 80 (p. 2956)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2967)

Avant l'article 24

Son amendement n° 81 (coordination avec le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 2977) : adopté (p. 2978)

Seconde délibération

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 1 (p. 2980)

Ses explications de vote (p. 2982)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2982)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 5 (simplification du fonctionnement des tribunaux du contentieux de l'incapacité)

Son intervention (p. 4765)

Serge BLISKO

Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9548)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son intervention (p. 9513)

Thèmes :

Etrangers : immigration : histoire (p. 9513 et s.)

Etrangers : rétention administrative (p. 9514)

Politiques communautaires : immigration (p. 9513, 9515)

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 9515)

Travail : main d'œuvre : Conseil économique et social (p. 9514)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9515)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Son intervention (p. 10786)

Thèmes :

- Etrangers : asile interne (p. 10787)
- Etrangers : demandeurs d'asile : histoire (p. 10786)
- Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10786)
- Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : Conseil constitutionnel (p. 10787)
- Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : mineurs (p. 10788)
- Etrangers : pays d'origine sûr (p. 10787)
- Etrangers : réfugiés (p. 10786)
- Etrangers : réfugiés : convention de Genève (p. 10788)

Discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10794)

Après l'article 4

Son amendement n° 22 (décision refusant l'admission d'un demandeur d'asile sur le territoire : motivation, recours, etc) (p. 10799) : rejeté (p. 10800)

Son amendement n° 23 (examen obligatoire par des officiers de l'OFPRA des demandes d'asile déposées à la frontière) : rejeté (p. 10800)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12030)

Thèmes :

- Bioéthique : déontologie (p. 12030)
- Recherche : recherche médicale (p. 12030)
- Sang et organes humains : produits humains (p. 12030)
- Santé : politique de la santé (p. 12031)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2711)

Thèmes :

- Professions de santé : exercice de la profession (p. 2712)
- Professions de santé : psychiatres (p. 2711)
- Professions de santé : psychologues (p. 2712)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son amendement n° 102 (p. 2809)

Patrick BLOCHE

Paris (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Rapporteur de la proposition de loi portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire (n° 1194) [12 novembre 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2003] (p. 20453)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2003] (p. 20453)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7032)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 septembre 2004] (p. 16386)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 septembre 2004] (p. 16386)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire [4 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1194) de M. Patrick Bloche et plusieurs de ses collègues portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire [21 novembre 2003] (n° 1244)

Proposition de résolution n° 1704 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions de la cession d'une partie d'Éditis, premier groupe français d'édition, et à évaluer ses conséquences économiques et sociales dans le secteur de l'édition [24 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [12 novembre 2003] (p. 10363)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [10 décembre 2003] (p. 12046)

Culture. Politique culturelle. Perspectives [25 février 2004] (p. 1893)

TVA. Taux. Disques [22 juin 2004] (p. 5246)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 633, posée le 24 février 2004. Établissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1284). Appelée le 24 février 2004. Centre d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, financement (p. 1801)

n° 705, posée le 4 mai 2004. Industrie. Informatique (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Délocalisations, conséquences (p. 3277)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 7

Son amendement n° 256 corrigé (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) (p. 8868) : rejeté (p. 8869)

Son amendement n° 257 corrigé (PACS : donations - suppression de la condition de délai pour le bénéficiaire de l'abattement) : rejeté (p. 8869)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9011, 9028)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 10274)

Pays étrangers : terrorisme (p. 10275)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9391)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9392)

Arts et spectacles : spectacles (p. 9391)

Culture : crédits (p. 9391)

Culture : politique culturelle (p. 9391)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 9392)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 9392)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9404)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 9405)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9412)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 70 rectifié (majoration de crédits de 43 129 284 € pour compenser la suppression d'un crédit d'un tel montant) (p. 9412) : rejeté (p. 9413)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9290)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9291)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9290)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9290)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9299)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9300)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (insertion d'un article de répartition concernant les recettes de la redevance audiovisuelle) (p. 9301)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : Paris (p. 10404)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11327)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 11338)

Constitution : égalité des sexes (p. 11327, 11337)

Droit pénal : discrimination (p. 11327, 11337)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : principe d'égalité (p. 11327)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 11327)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11328, 11338)

Justice : jurisprudence : discrimination (p. 11328)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 11327, 11337)

Santé : sida (p. 11328)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 156)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. François d'Aubert (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Intervient sur le sous-amendement n° 213 de M. Patrick Ollier (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 162)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 175)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 187)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 266)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 266)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 266)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 267)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1658)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1659)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1659)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1658)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1659)

Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 1659)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1659)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1934)

Thèmes :

Enseignements artistiques : conservatoires (p. 1934)

Patrimoine culturel : monuments historiques : décentralisation (p. 1934)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 72 (compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2404 et s.)

Son amendement n° 518 (p. 2405)

Son amendement n° 519 (p. 2407)

Son amendement n° 520 (p. 2408)

Ses amendements n°s 521 et 522 (p. 2409)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2410 et s.)

Son amendement n° 523 (p. 2412)

Ses amendements n°s 524 et 525 (p. 2413)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)

Son amendement n° 832 (p. 2443)

Son amendement n° 527 (p. 2444)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son amendement n° 529 (p. 2445)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Son amendement n° 47 (p. 3242)

Son amendement n° 48 (p. 3244)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son amendement n° 50 (p. 3247)

Article 15 ter (mention en marge de l'acte de naissance de la déclaration du pacte civil de solidarité)

Son amendement n° 1 (p. 3251)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Après l'article 1er

Son amendement n° 25 (PACS - impôt sur le revenu : suppression de la condition de durée pour l'imposition commune) (p. 5455) : retiré (p. 5456)

Son amendement n° 26 (PACS - donations et successions : suppression de la condition de durée pour le bénéfice des tarifs réduits d'enregistrement) (p. 5455) : retiré (p. 5456)

Son amendement n° 27 (PACS - donations et successions : suppression de la condition de durée pour le bénéfice de l'abattement) (p. 5455) : retiré (p. 5456)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (redevance audiovisuelle : perception avec la taxe d'habitation, communication à l'administration des informations nominatives relatives aux abonnés à des services payants, abattement de 50 % pour les résidences secondaires, maintien des exonérations existantes et alignement sur celles applicables à la taxe d'habitation) (p. 5483)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (redevance d'archéologie préventive : taux de 0,3 % de la valeur de la surface de plancher hors œuvre nette pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable) (p. 5485 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Son intervention (p. 7362)

Thème :

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7362 et s.)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984 (n° 1060) [4 novembre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage (n° 1326) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome I : Affaires étrangères (Affaires européennes) (n° 1113) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution n° 1060 de M. Noël Mamère, Mme Martine Billard et M. Yves Cochet tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984 [16 décembre 2003] (n° 1295)

Proposition de loi n° 1405 visant à exonérer les centres communaux d'action sociale de l'assujettissement à la TVA pour les services de portage de repas au domicile des personnes âgées [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1578 tendant à instituer le scrutin uninominal à un tour pour l'élection des députés [29 avril 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1326) autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage [2 juin 2004] (n° 1632)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq. Situation politique [16 décembre 2003] (p. 12429)

Agroalimentaire. Nestlé Waters France. Emploi et activité, Marseille [25 mai 2004] (p. 4030)

DÉBATS

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 19 bis (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son intervention (p. 7263)

Article 19 ter (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)
Son intervention (p. 7264)

Jacques BOBE

Charente (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Grande distribution. Baisse des prix, perspectives [22 juin 2004] (p. 5243)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9315)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9315)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9316 et s.)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9315)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9316)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9316)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9317)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 9317)

Entreprises : allègement des charges (p. 9316)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 9316)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9315 et s.)

Transports ferroviaires : TGV (p. 9316)

Union européenne : élargissement (p. 9316)

Union européenne : fonds structurels (p. 9316)

Voirie (p. 9316)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 671)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4333)

Thèmes :

Handicapés : emplois réservés (p. 4334)

Handicapés : enfants (p. 4334)

Handicapés : établissements (p. 4334)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4334)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4334)

Alain BOCQUET

Nord (20^{ème} circonscription)
Président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Nommé président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 février 2004] (p. 2466)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 février 2004] (p. 2466)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1201 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et conséquences de la fermeture du site de la COMILOG Boulogne-sur-Mer, des licenciements dans la Holding AUBERT et DUVAL et des projets de restructuration des branches du groupe ERAMET [6 novembre 2003]

Proposition de résolution n° 1351 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le déminage et la dépollution des sites du Nord-Pas-de-Calais, de Picardie, de Champagne-Ardenne et de l'Est de la France résultant des guerres du XX^{ème} siècle [15 janvier 2004]

Proposition de résolution n° 1352 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière de l'Agence France Presse mais également sur les moyens à mettre en œuvre afin d'en assurer la survie et le rayonnement [15 janvier 2004]

Proposition de résolution n° 1362 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les facteurs de risques et les conséquences sanitaires d'épidémies de légionellose mais également sur les moyens des services d'Etat à renforcer pour prévenir, contrôler et contenir tout risque d'exposition comme de contamination [16 janvier 2004]

Proposition de résolution n° 1452 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la fermeture de l'entreprise chimique Coventry à Haubourdin, dans le Nord ; sur les responsabilités des groupes Lever, Bilore et Coventry, propriétaires successifs ; sur les liens financiers et commerciaux tissés entre eux ; ainsi que sur leur indispensable implication, qu'il convient de définir et de chiffrer, dans la gestion des conséquences économiques, sociales, urbaines et environnementales de cette fermeture [24 février 2004]

Proposition de résolution n° 1332 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences sanitaires de l'épidémie de légionellose dans la région Nord Pas-de-Calais mais également sur les moyens, de toute nature, à mettre en œuvre pour en prévenir tout nouveau risque à l'avenir [6 avril 2004]

Proposition de résolution n° 1639 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'usine Outreau Technologie et du groupe Manoir Industries dont elle est la filiale [7 juin 2004]

Proposition de loi n° 1810 relative à la reconnaissance de la pénibilité du travail pour les salariés des métiers de la construction et au droit à la retraite à taux plein à 55 ans [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [1^{er} octobre 2003] (p. 8000)

Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [4 novembre 2003] (p. 9941)

Enseignement supérieur. Universités. Grèves [25 novembre 2003] (p. 11100)

Santé. Légionellose. Lutte et prévention, Nord-Pas-de-Calais [6 janvier 2004] (p. 35)

Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [2 mars 2004] (p. 2267)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 711, posée le 4 mai 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 3206). Appelée le 4 mai 2004. Infrastructures, développement, Nord-Pas-de-Calais (p. 3261)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dans un souci de clarification, demande une suspension de séance (p. 6575)

Demande le retrait de l'ordre du jour de textes (tel le projet de loi sur EDF-GDF), projets trop nombreux et déposés par un Gouvernement contesté par le suffrage universel lors de scrutins majeurs [15 juin 2004] (p. 4917)

Proteste contre l'inscription à l'ordre du jour par le Gouvernement de textes nombreux et importants. Celui-ci veut passer en force une loi de décentralisation dont personne ne veut, en particulier les élus locaux [20 juillet 2004] (p. 6967)

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : proteste, avec M. Ayrault, au nom de leurs groupes respectifs, contre l'ordre du jour imposé par le Gouvernement. Il n'est pas acceptable de faire voter des textes aussi importants, en plein été, dans de telles conditions. Cela témoigne d'un mépris du Parlement et des parlementaires. Il renouvelle la demande de suspension de séance faite à l'instant par M. Ayrault [20 juillet 2004] (p. 6973)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Sa question préalable (p. 8547) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 8563)

Ses explications de vote sur sa question préalable (p. 8562)

Demande de vérification du quorum avant le vote sur la question préalable :

Quorum non atteint [14 octobre 2003] (p. 8563)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : gauche : projet (p. 8563)

Politique générale : libéralisme : Mouvement des entreprises de France (MÉDEF) (p. 8563)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8779)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8782)

Sa quorum (demande de vérification) Quorum non atteint [16 octobre 2003] (p. 8782)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 10768)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10769)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Ses explications de vote (p. 10768)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Sa motion de renvoi en commission (p. 9639) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 9663)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Sa question préalable (p. 10780) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 10785)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Sa motion de renvoi en commission (p. 10896) soutenue par Mme Muguette Jacquaint

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11835) soutenue par M. Jacques Desallangre : rejetée (p. 11842)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Sa question préalable (p. 12253) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 12268)

Sa motion de renvoi en commission (p. 12300) soutenue par M. Frédéric Dutoit : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 12306)

Explications de vote et vote [6 janvier 2004] (p. 44)

Ses explications de vote (p. 44)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Sa question préalable (p. 499) soutenue par M. André Chassaing : rejetée (p. 505)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Enseignement : carte scolaire (p. 593)

Enseignement : pédagogie (p. 593)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 593)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 593)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [10 février 2004] (p. 1571)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Sa question préalable (p. 1617) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 1621)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1951) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 1963)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 99 A

Son amendement n° 1240 modifié (nominations ou présentations) (p. 2513) : adopté après modification (p. 2514)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son amendement n° 1229 (p. 2551)

Après l'article 113

Son amendement n° 1230 (interventions de la commune et de l'EPCI sur une même opération) : rejeté (p. 2552)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son amendement n° 1231 (p. 2552)

Avant l'article 120

Son amendement n° 1232 (répartition de l'accroissement des bases de taxe professionnelle unique en fonction du potentiel fiscal communal "trois taxes" par habitant) : rejeté (p. 2555)

Après l'article 124

Son amendement n° 1236 (prélèvement de 40% au moins et de 60% au plus du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écrêtées) : rejeté (p. 2558)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son amendement n° 1237 (p. 2559)

Après l'article 125

Son amendement n° 1238 (subventions des communes membres et de leur EPCI à une même association) : rejeté (p. 2559)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7122) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 7130)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2233)

Thèmes :

Emploi (p. 2234)

Entreprises : délocalisations (p. 2233 et s.)

Industrie : automobile (p. 2234)

Industrie : textile et habillement (p. 2234)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2234)

Politique économique : mondialisation (p. 2234 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2234)

Ses explications de vote (p. 2258)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2258)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2594)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2597)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 2596)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense : droit pénal (p. 2595)

Elections et référendums : élections régionales (p. 2594 et s.)

Emploi (p. 2595 et s.)

Enseignement (p. 2597)

Etat : décentralisation (p. 2595)

Etat : Gouvernement : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2595 et s.)

Etat : Premier ministre (p. 2594)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 2597)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2595)

Président de la République (p. 2594)

Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 2596 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2597)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3392) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3398)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Sa question préalable (p. 3583) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 3593)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6983) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 6989)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6972)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Sa question préalable (p. 3807) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 3812)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4050) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 4058)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4126) soutenue par M. André Chassaingne : rejetée (p. 4131)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4372) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 4377)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Sa question préalable (p. 4739) soutenue par M. Jacques Brunhes : rejetée (p. 4744)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Sa question préalable (p. 4955) : rejetée (p. 4961)

Thèmes :

Constitution (p. 4956)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4955 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4957)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4955 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4955)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 4958)

Politique économique : libéralisme : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4955)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 4957)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4958)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5146) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 5159)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5715) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5729)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)*

Son intervention (p. 5904 et s.)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5927)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6162 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6202)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6535 et s.)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 6575)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Sa question préalable (p. 7377) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 7381)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et cent vingt-quatre membres de l'Assemblée, M. le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (Collectivités territoriales 1218)**[27 juillet 2004] (p. 7285)**

Son intervention (p. 7290)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions : démocratie (p. 7290)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7292)

Assurance maladie maternité : généralités : cotisations : exonérations (p. 7292)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7291)

Emploi : chômage (p. 7291 et s.)

Entreprises : délocalisations : propositions de loi (p. 7292)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7291)

Politique économique : libéralisme (p. 7291)

Politique sociale : crédits budgétaires (p. 7291)

Politique sociale : précarité (p. 7291)

Relations internationales (p. 7293)

Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 7292)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 7292)

Union européenne : constitution européenne (p. 7293)

Le groupe des Député-e-s communistes et républicains vote la censure (p. 7293)

Jean-Claude BOIS*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1347 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires liés aux risques industriels et aux pollutions industrielles et sur les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir [14 janvier 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Jeunes. Insertion professionnelle [5 novembre 2003] (p. 10035)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)*Procédure des questions :*

Etablissements de santé : hôpitaux : Nord-Pas-de-Calais (p. 10406)

Marie-Thérèse BOISSEAU

Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Dominique Tian. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [3 décembre 2003] (p. 11601)

M. Jean-François Chossy. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [10 décembre 2003] (p. 12051)

Mme Geneviève Levy. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 1001)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gabriel Biancheri. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Romans-Saint-Vallier [2 décembre 2003] (p. 11500)

M. Jean Auclair. Agriculture. Agriculteurs. Revendications [2 décembre 2003] (p. 11501)

Mme Muriel Marland-Militello. Santé. Ostéoporose. Lutte et prévention [2 décembre 2003] (p. 11500)

M. Dominique Paillé. Elevage. Volailles. Soutien du marché [2 décembre 2003] (p. 11502)

M. Jacques Basco. Enseignement supérieur. Professions de santé. Infirmiers, aides-soignants, instituts de formation, financement [16 décembre 2003] (p. 12415)

M. Jean-Claude Decagny. Handicapés. Maison d'accueil spécialisée (MAS). Création, Jeumont [16 décembre 2003] (p. 12414)

M. Jean-Pierre Brard. Esotérisme. Sectes. Témoins de Jéhovah, doctrine, santé, conséquences [16 décembre 2003] (p. 12416)

M. Philippe Folliot. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12414)

M. Gilbert Meyer. Eau. Qualité. Teneur en chlore, réglementation [16 décembre 2003] (p. 12418)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10390)

Ses réponses (p. 10399 à 10412)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocations et ressources (p. 10390)

Handicapés : autisme (p. 10392)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10391)

Handicapés : crédits (p. 10390)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 10391)

Handicapés : personnes ayant la charge de handicapés (p. 10391)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10390)

Handicapés : soins et maintien à domicile (p. 10392)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 10391)

Sécurité routière : accidents (p. 10391)

Réponses aux questions :

Handicapés : enfants : accueil (p. 10411) (M. Jacques Pélissard) (p. 10412)

Handicapés : établissements : Languedoc-Roussillon (p. 10405) (M. Pascal Terrasse) (p. 10405)

Handicapés : établissements : Nord-Pas-de-Calais (p. 10407) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 10407)

Handicapés : établissements : Yvelines (p. 10406) (M. Henri Cuq) (p. 10406)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10401) (Mme Jacqueline Fraysse) (p. 10401)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10408) (M. Alain Ferry) (p. 10407)

Handicapés : sourds : appareillage (p. 10399) (M. Philippe Vitel) (p. 10399)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11390)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Sa réponse (p. 461)

Thèmes :

Emploi : chômage : handicapés (p. 462)

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 461 et s.)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 462)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : ateliers protégés (p. 462 et s.)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 462 et s.)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 463)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 462 et s.)

Lois : projet de loi : handicapés (p. 462 et s.)

Président de la République (p. 462)

Yves BOISSEAU

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant, à partir du bilan des politiques publiques destinées à promouvoir la langue française au plan national, européen et international, à proposer des mesures pour leur amélioration et le cas échéant, leur réorientation (n° 1101) [21 octobre 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant, à partir du bilan des politiques publiques destinées à promouvoir la langue française au plan national, européen et international, à proposer des mesures pour leur amélioration et le cas échéant, leur réorientation [9 décembre 2003] (n° 1277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. Alcoolémie. Lutte et prévention [29 juin 2004] (p. 5672)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10883)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10884)
Emploi : chômage (p. 10883)
Formation professionnelle : entreprises : insertion (p. 10884)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10883)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10883)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (carrières de craie : directives) (p. 1121)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2428)

Thèmes :

Emploi : organismes (p. 2429)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2429)
Entreprises : recrutement (p. 2428)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 2428)
Travail : précarité (p. 2428)
Travail : travail intermittent (p. 2428)
Travail : travail saisonnier (p. 2428)

Daniel BOISSERIE

*Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Bâtiment et travaux publics. Construction. Procédure de conception-réalisation, conséquences, architectes, ingénieurs et petites et moyennes entreprises (PME) [23 juin 2004] (p. 5315)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 782, posée le 1^{er} juin 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 1^{er} juin 2004. Fonctionnement, financement, Haute-Vienne (p. 3877)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 10364)
TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10364)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12156)

Thèmes :

Assurances : assurance automobile : jeunes (p. 12157)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 12157)
Consommation : associations de consommateurs (p. 12157)
Droit civil : contrats (p. 12157)
Entreprises : entreprises multinationales (p. 12157)
Impôts locaux (p. 12157)
Politique sociale : surendettement (p. 12156)

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Après l'article 3

Son amendement n° 32 (appréciation de la validité de la demande en garantie uniquement en fonction de la période contractuelle de garantie) (p. 12174) : rejeté (p. 12175)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Lemasle (cause exonératoire de garantie liée à l'entretien défectueux des véhicules) (p. 12181)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Viollet (protection des consommateurs pour les transactions effectuées lors des salons ou foires) (p. 12181)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Cohen (remplacement des mots : "crédit gratuit" par les mots : "paiement échelonné à taux zéro") (p. 12183)

Article 4 (encadrement de la publicité relative au crédit à la consommation)

Son intervention (p. 12184 et s.)

Son amendement n° 36 (p. 12184)

Après l'article 4

Son amendement n° 28 (mode alternatif de règlement des litiges) : retiré (p. 12185)

Son amendement n° 37 (institution d'un dispositif d'emplois aidés au bénéfice des associations de consommateurs agréées) : rejeté (p. 12186)

Ses explications de vote (p. 12186)

Abstention du groupe socialiste (p. 12187)

Marcel BONNOT

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Emploi et activité. Contrat de site, Nord-Franche Comté [28 octobre 2003] (p. 9554)

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [15 juin 2004] (p. 4913)

Maxime BONO

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 658, posée le 6 avril 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles [J.O. Questions p. 2766]. Appelée le 6 avril 2004. Véhicules non polluants, développement (p. 2628)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examens des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9465)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : conjoncture (p. 9465)

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9465)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9464)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution et nuisances (p. 9464)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9465)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes : construction (p. 9483)

Voirie : routes express : crédits budgétaires (p. 9483)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9490)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)

Son intervention (p. 9493)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 38 (vignette : suppression pour tous les véhicules d'entreprise) (p. 10688) : rejeté (p. 10689)

Son amendement n° 37 (cartes grises : exonération totale ou de moitié des véhicules « propres » - possibilité d'application à une seule catégorie ou à plusieurs catégories de véhicules) : rejeté (p. 10689)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son amendement n° 909 (p. 1196)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son amendement n° 910 (p. 1199)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Son intervention (p. 4757)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : conditions de travail (p. 4757)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : ordonnances (p. 4758)

Etablissements de santé : établissements publics : réforme (p. 4758)

Famille : filiation (p. 4758)

Logement : aides et prêts (p. 4758)

Parlement : prérogatives (p. 4757)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 4758)

Urbanisme (p. 4758)

Augustin BONREPAUX

*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'exécution des contrats de plans Etat-régions et l'utilisation des crédits européens (n° 1738) [15 septembre 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 23 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Tourisme) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1738 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'exécution des contrats de plans Etat-régions et l'utilisation des crédits européens [20 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1768 relative au plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Finances. Fonds de péréquation [19 novembre 2003] (p. 10811)

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [7 janvier 2004] (p. 104)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Capitaux, rapatriement, perspectives [11 mai 2004] (p. 3498)

Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [9 juin 2004] (p. 4654)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Cite le rapport de la commission des finances établissant que le Gouvernement de gauche n'a pas augmenté le produit de la TIPP et demande que les travaux de la commission soient respectés [15 octobre 2003] (p. 8634)

Estime que la réforme du RMI et la création du RMA se traduiront par une augmentation des impôts locaux et juge insuffisante l'information de l'Assemblée sur les articles de la loi de finances relatifs aux collectivités territoriales [20 octobre 2003] (p. 8946)

Reproche au président de séance de ne pas lui avoir permis de répondre au Gouvernement et demande à quel moment réclamer un scrutin public [20 octobre 2003] (p. 8961)

Souhaite la présence du ministre délégué aux libertés locales et demande s'il est « bien raisonnable » d'aborder les articles de la loi de finances qui leur sont consacrés à « cinq, six ou sept heures du matin » [20 octobre 2003] (p. 8974)

Regrette l'absence du ministre délégué aux libertés locales et propose de lever la séance, les députés étant épuisés, « particulièrement ceux de la majorité, en train de se remettre à la buvette » [20 octobre 2003] (p. 9030)

Se demande comment concilier l'examen dans la nuit de la première partie du projet de loi de finances avec l'audition de MM. Nicolas Sarkozy et Hervé Gaymard par la commission des finances le matin [20 octobre 2003] (p. 9030)

Exprime sa déception à l'issue de l'examen de la première partie de la loi de finances et critique le comportement de l'UDF [21 octobre 2003] (p. 9101)

Précise sa position sur la discussion "dans la précipitation" du projet de loi concernant la décentralisation du RMI et l'institution du RMA [19 novembre 2003] (p. 10854)

S'associe à la protestation émise par M. Jean-Claude Sandrier quant aux déclarations du Premier ministre et s'interroge sur le dépôt tardif d'amendements du Gouvernement au projet de loi de finances rectificative pour 2003 [3 décembre 2003] (p. 11604)

Considère que la durée du débat serait réduite si le Gouvernement répondait aux questions posées par son groupe [3 décembre 2003] (p. 11660)

Rappelle qu'il n'a pas été répondu à son précédent rappel au règlement relatif à l'estimation du coût de l'ensemble du projet de loi [21 janvier 2004] (p. 691)

Demande le report des débats en raison de l'heure tardive et de la vacuité de l'hémicycle. Il propose au ministre son aide pour rechercher les 25 millions de crédits que celui-ci prétend faire répartir en comité des finances locales alors qu'ils n'existent pas [25 février 2004] (p. 1950)

Exige qu'un représentant du ministère de l'éducation nationale soit présent, d'autant plus que le Gouvernement ne tient pas ses engagements : il décentralise la médecine scolaire, alors qu'il s'était engagé à ne pas le faire. Le ministre délégué aux libertés locales n'a pas à menacer l'Assemblée ni à modifier l'ordre du

jour. C'est à la conférence des présidents qu'il appartient de le faire [2 mars 2004] (p. 2326)

Ne se fait pas d'illusions sur la deuxième lecture. Il précise qu'on ne peut présenter en deuxième lecture que des amendements déjà défendus. Il prend note de l'engagement du rapporteur qu'il n'avait pas compris initialement et lui fait confiance. [4 mars 2004] (p. 2478)

S'inquiète de savoir si l'Assemblée pourra travailler dans des conditions correctes et souhaite consacrer le temps nécessaire à ce débat important. Il ne pense pas qu'il soit possible de terminer l'examen du texte dans la nuit du lendemain. Il propose, si la discussion devait se poursuivre trop tard, d'en reporter la fin au lundi soir. [12 mai 2004] (p. 3579)

Demande, avant l'examen des articles, à être éclairé par le ministre sur les ressources affectées aux collectivités, dont, notamment, la taxe sur les conventions d'assurance [13 mai 2004] (p. 3663)

Indique qu'il est prêt à poursuivre, si nécessaire, les travaux jusqu'à deux heures et demie. Si cela ne suffisait pas, il demande le renvoi du débat au lundi soir. Par ailleurs, il lui paraît impossible d'aborder ce débat sans éclaircissements du ministre sur la taxe sur les conventions d'assurances. Il espère également que le ministre répondra aux propositions très constructives du rapporteur de la commission des lois [13 mai 2004] (p. 3678)

Aimerait avoir des informations sur le déroulement des travaux. Pour tenir compte des engagements pris vendredi par certains députés, il se redit prêt à revenir le lundi soir pour finir l'examen du texte [13 mai 2004] (p. 3704)

Proteste contre la reprise des travaux lundi à 17 heures. Pourquoi revenir si tôt pour siéger deux ou trois heures? Il demande que les empêchements des députés soient compris. Bien sûr, puisqu'il est député, il viendra à 17 heures, s'il n'est pas possible de faire autrement [13 mai 2004] (p. 3707)

Regrette que le temps de parole du groupe socialiste soit réduit à la portion congrue [24 juin 2004] (p. 5397)

Souhaiterait savoir quand seront inscrits à l'ordre du jour les projets de loi sur les collectivités locales lors de la session extraordinaire [7 juillet 2004] (p. 6197)

S'inquiète de l'organisation des travaux de la session extraordinaire, en particulier de la date d'examen du projet de loi relatif aux responsabilités locales [7 juillet 2004] (p. 6197)

Rappelle les problèmes posés aux départements par la décentralisation du RMI et se demande si le Gouvernement n'envisage pas de nouveaux transferts de charges en faisant adopter rapidement le projet de loi relatif aux responsabilités locales, sans que le Conseil constitutionnel puisse se prononcer, puisqu'il ne peut le faire tant que la loi organique n'a pas été promulguée. [20 juillet 2004] (p. 6971)

Considère que faire voter les transferts de compétences avant la loi organique est une duperie. Il veut savoir, avant l'adoption du texte, par quels moyens vont être financés les transferts, et comment les collectivités locales pourront faire évoluer les ressources transférées. Par ailleurs, il demande comment assister le lendemain matin à la fois à la séance et à la commission mixte paritaire. Les travaux du Parlement sont-ils organisés pour écarter certains députés? [20 juillet 2004] (p. 6981)

Déplore les mauvaises conditions de travail qui l'ont obligé à quitter momentanément une commission mixte paritaire, laissant son groupe en minorité, pour demander une suspension d'une heure de la séance publique. En effet, il ne peut simultanément défendre une motion de renvoi en commission et faire son travail de membre de la commission des finances. Il ajoute que le président du groupe socialiste a protesté en conférence des présidents contre cette organisation des travaux [21 juillet 2004] (p. 7009)

Constata une attitude partielle de la présidence envers l'opposition : la suspension de séance demandée pour permettre aux élus membres de la commission des finances de participer à la commission mixte paritaire a été refusée [21 juillet 2004] (p. 7024)

Remarque qu'en demandant une suspension de séance, le président de la commission des lois justifie la motion de renvoi en commission. L'organisation des travaux a empêché le rapporteur général de la commission des finances, rapporteur pour avis en première lecture, d'assister au débat sur le texte relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [21 juillet 2004] (p. 7025)

Aimerait connaître l'heure exacte de réunion de la commission des lois et l'heure de début de la séance du soir [21 juillet 2004] (p. 7058)

S'interroge sur le rôle de l'Assemblée et la nécessité de poursuivre les débats alors que M. Accoyer, président du groupe UMP, a affirmé au journal "Le Monde" que le projet de loi relatif aux libertés et aux responsabilités locales pouvait être adopté tel qu'il a été voté par le Sénat [24 juillet 2004] (p. 7040)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8022)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8035) : rejetée (p. 8036)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 8036)
 Banques et établissements financiers : Banque de France : restructurations (p. 8036)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8036)
 Défense : crédits (p. 8022, 8035)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8022, 8035)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8035)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8035)
 Impôts et taxes : justice sociale : tarifs publics (p. 8036)
 Partis et mouvements politiques : gauche : euro (p. 8035)
 Politique économique : consommation (p. 8035)
 Professions de santé : médecins (p. 8035)
 Secteur public : services publics (p. 8036)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8035 et s.)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8035)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8616)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8671)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 octobre 2003] (p. 8634)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 8619)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 8617)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8619)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8618)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 8618)
 Défense : crédits (p. 8616)
 Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 8617)
 Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 8618)
 Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8619)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement (p. 8616)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 8619)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8616)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 8617)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8617)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8617)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8617)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8616 et s.)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8617 et s.)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8618)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8617)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8619)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8617)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8619)
 Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8617)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816,****8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)**

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8682)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8690, 8726 et s.)

Son amendement n° 254 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8696)

Son sous-amendement n° 495 (lien entre les impositions locales et le revenu) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8726)

Son sous-amendement n° 492 (renforcement de la progressivité et allègement de la fiscalité pesant sur les foyers les plus modestes) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8726)

Son sous-amendement n° 493 (prélèvement à la source) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8726)

Son sous-amendement n° 494 (lien entre les impositions locales et le revenu) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8726)

Reprend l'amendement n° 21 de la commission (rapport du Gouvernement au Parlement : simplification de l'impôt sur le revenu – fusion avec la CSG – suppression de dépenses fiscales et réduction du nombre de tranches) (p. 8727)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 8733 et s., 8744 et s.)

Son amendement n° 264 (taux de 4,6 % et 11,5 % portés respectivement à 8,8 % et 22 % - doublement de la prime par rapport aux revenus de 2002) (p. 8734)

Son amendement n° 349 (« dans la perspective d'un alourdissement des prélèvements portant sur les salaires », rapport du Gouvernement au Parlement relatif au rapprochement du versement de la prime de la période d'activité et à son inscription sur la fiche de paie) (p. 8744)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8748)

Après l'article 4

Son amendement n° 355 (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à 60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8761) : rejeté (p. 8763)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8769)

Son amendement n° 378 (réductions d'impôt et crédits d'impôt – plafonnement à 10 000 €) (p. 8770) : rejeté (p. 8771)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Bouvard (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8775)

Intervient sur l'amendement n° 260 corrigé de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt – plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) (p. 8778)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8791)

Son amendement n° 258 corrigé (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8779, 8792) : rejeté (p. 8794)

Intervient sur l'amendement n° 259, deuxième correction de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8795)

Ses observations : indique que le groupe socialiste "défendra avec vigueur ses amendements" sur les points sensibles restant à examiner mais sans l'intention de "faire traîner les débats" (p. 8795)

Son amendement n° 352 (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8799) : rejeté (p. 8801)

Son amendement n° 353 (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les redevables de l'ISF) (p. 8801) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8802)

Son amendement n° 354 (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont les abattements sur le revenu sont plafonnés) (p. 8802) : rejeté (p. 8804)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (dans aux associations de défense des contribuables – réduction d'impôt) (p. 8805)

Son amendement n° 387 (économie d'énergie et production d'énergie renouvelable dans le logement – crédit d'impôt porté de 15 % à 20 % des dépenses engagées) (p. 8807) : rejeté (p. 8809)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son amendement n° 231 (de suppression) (p. 8834)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son intervention (p. 8846)

Son amendement n° 232 (suppression de la possibilité d'exonération de taxe professionnelle et de l'exonération des plus-values sur les cessions de parts ou actions) (p. 8846)

Après l'article 6

Répond aux observations de M. Éric Besson : se rallie à l'idée d'une commission d'enquête sur le coût des 35 heures (p. 8853 et s.)

Article 7 (instauration d'une réduction de droit temporaire de 50 % pour les donations en pleine propriété consenties quel que soit l'âge du donateur)

Son amendement n° 219 (de suppression) (p. 8867)

Article 9 (dispense du dépôt de déclaration et du paiement des droits pour les successions de faible importance)

Son intervention (p. 8871)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale – exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8875)

Article 10 (relèvement de la limite d'application du régime simplifié d'imposition des bénéfices agricoles)

Son amendement n° 220 (de suppression) (p. 8877)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Ses interventions (p. 8880, 8891)

Après l'article 11

Son amendement n° 379 (véhicules propres – majoration des crédits d'impôt) (p. 8897) : rejeté (p. 8898)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8899)

Répond aux observations de M. Didier Migaud : interroge le ministre sur l'application du taux réduit de la TVA à la restauration (p. 8899)

Après l'article 12

Son amendement n° 382 (petits services de réparation de bicyclettes - taux réduit de la TVA) (p. 8908) : rejeté (p. 8909)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8946)

Après l'article 14

Son amendement n° 380 rectifié (contribution des institutions financières : taux de 0,8 % pour 2003 et 2004) (p. 8951) : rejeté (p. 8952)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Éric Besson (ISF : suppression de l'abattement de 50 % sur la valeur des parts faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8960)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8961)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Éric Besson (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8964)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8974)

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles de Courson (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8979)

Son sous-amendement n° 350 (suppression de l'indexation pour les années ultérieures) à l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour

les années ultérieures) (p. 8982) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8987)

Intervient sur l'amendement n° 362 corrigé de M. Didier Migaud (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8989)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard fixé entre 1,5 fois le taux d'intérêt légal et celui des découverts non autorisés – application aux majorations pour défaut de déclaration, mauvaise foi ou manœuvres frauduleuses – décompte jusqu'au dernier jour du mois de paiement) (p. 8993)

Article 17 (prélèvement sur les réserves des comités professionnels de développement économique)

Son amendement n° 243 (de suppression) (p. 8997)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9000)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Bouvard (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat) (p. 9006)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 9012, 9022, 9026)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9030)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Bouvard (privatisation de France 2) (p. 9034)

Article 21 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau" - FNE)

Son intervention (p. 9035 et s.)

Article 22 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-20 "Fonds national pour le développement de la vie associative" - FNDVA)

Son intervention (p. 9037)

Article 24 (réaffectation des recettes du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9043)

Article 29 (clôture des comptes spéciaux n° 905-10 "exécution des accords internationaux relatifs à des produits de base" et n° 906-06 "soutien financier à moyen terme aux Etats membres de la Communauté économique européenne")

Ses observations : donne l'heure - cinq heures et quart - et pense que le ministre chargé des collectivités territoriales "va bientôt se réveiller et nous rejoindre" [20 octobre 2003] (p. 9053)

Article 30 (création d'une part régionale de la dotation globale de fonctionnement - DGF)

Son intervention (p. 9054)

Article 31 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des départements) de la dotation de compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle et d'une partie de la dotation générale de décentralisation, et mesures de simplification de cette même DGF)

Son intervention (p. 9055)

Article 32 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des communes) de diverses compensations perçues par les communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 9058)

Article 33 (intégration du Fonds national de péréquation (FNP) dans la dotation globale de fonctionnement - DGF)

Son intervention (p. 9059 et s.)

Article 34 (intégration au budget de l'Etat du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - FNPTP)

Son intervention (p. 9062)

Article 35 (intégration au budget de l'Etat de la dotation de développement rural - DDR)

Son intervention (p. 9062)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 9064)

Son amendement n° 248 (PIB en volume : prise en compte de sa croissance portée de 33 % à 50 %) (p. 9065)

Article 39 (modalités de majoration de la dotation de solidarité urbaine - DSU - et de la dotation de solidarité rurale - DSR)

Son intervention (p. 9066)

Son amendement n° 249 (dotations de solidarité urbaine et de solidarité rurale (DSU et DSR) : majoration portée de 1,5 % à 3 %) (p. 9067)

Après l'article 39

Reprend l'amendement n° 58 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales – éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et – le cas échéant - le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9069) : rejeté (p. 9069)

Reprend l'amendement n° 73 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales – éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et – le cas échéant - le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9069) : rejeté (p. 9069)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9070)

Son amendement n° 230 (de suppression) (p. 9073)

Son amendement n° 250 (taxe sur les conventions d'assurance substituée à la part de TIPP) (p. 9077)

Son amendement n° 251 (produit de la part de TIPP transférée évoluant comme la DGF) (p. 9079)

Son amendement n° 409 (attribution aux départements de la différence entre les dépenses exposées et le produit de la part de TIPP transférée) (p. 9080)

Son sous-amendement n° 486 corrigé (évaluation annuelle et à compter de 2005) à l'amendement n° 59 de la commission (évaluation du dispositif tous les trois ans à partir de 2006) (p. 9081)

Son sous-amendement n° 485 corrigé (compensation de la différence entre les dépenses exposées et le produit de la part de TIPP transférée) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 9081)

Son sous-amendement n° 486, deuxième correction (évaluation annuelle et à compter de 2006) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 9082)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2003] (p. 9101)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9123 et s.)

Seconde délibération

Article 9 bis (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès)

Son intervention (p. 9128)

Article 18 ter (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat)

Son intervention (p. 9128)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : festivals (p. 10207)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire : aménagement (p. 10208)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 10207)

Politique économique : conjoncture (p. 10207)

Régions : compétences : politique du tourisme (p. 10208)

Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 10208)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10208)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 10208)

Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 10208)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10207 et s.)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10207 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Son amendement n° 231 (cotisations d'épargne-retraite – crédit d'impôt substitué à la déduction du revenu imposable) (p. 10559) : rejeté (p. 10561)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale – répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10562)

Son amendement n° 237 (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée – suppression de la référence au taux de 1995) (p. 10564) : rejeté (p. 10565)

Son amendement n° 234 (monde rural – majoration des dotations de l'Etat aux départements, aux communes et à leurs groupements) (p. 10566) : rejeté (p. 10568)

Son amendement n° 244 (communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale : compensation de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle – reconduction du dispositif pour 2004) (p. 10568) : rejeté (p. 10569)

Son amendement n° 236 (dotation globale de fonctionnement (DGF) des communautés de communes - alignement de la DGF par habitant des communautés tributaires de la DGF sur celle perçue par les communautés d'agglomération et suppression de la distinction entre les communautés de communes à taxe professionnelle unique et à fiscalité additionnelle) : rejeté (p. 10569)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son amendement n° 238 (de suppression) (p. 10570)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Didier Migaud (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du janvier 2005 – taux de 0,05 %) (p. 10575 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Didier Migaud (dotation globale de fonctionnement majorée de 0,3 % de la masse salariale des collectivités territoriales) (p. 10578 et s.)

Son amendement n° 297 (France Télécom : taxe professionnelle – calcul de la compensation selon des modalités ne pénalisant pas les collectivités perdant un établissement) (p. 10580) : retiré (p. 10582)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 235 (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10585)

Son amendement n° 269 (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10589)

Article 63 (assouplissement du régime de report en avant des pertes des entreprises)

Son amendement n° 239 (de suppression) (p. 10655)

Article 64 (création de la société unipersonnelle d'investissement à risque)

Son amendement n° 240 (de suppression) (p. 10659)

Article 65 (prorogation et aménagement du régime d'exonération en faveur des entreprises nouvelles)

Son intervention (p. 10660)

Article 68 (création d'un crédit d'impôt famille en faveur des entreprises qui engagent des dépenses permettant à leurs salariés ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale)

Son amendement n° 242 (de suppression) (p. 10673)

Article 69 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration)

Son amendement n° 243 (loi avant le 1er janvier 2005 et non dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la directive) (p. 10674)

Après l'article 69

Son sous-amendement n° 229 rectifié (DGF des communes mettant des équipements à disposition des gens du voyage abondée à hauteur du produit de la taxe) à l'amendement n° 173 de la commission (résidences mobiles : institution d'une taxe annuelle de 75 € par mètre carré représentative de la taxe d'habitation) (p. 10681) : rejeté (p. 10683)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Launay (arbres truffiers : exonération permanente – et non pour quinze ans – de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 10684)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. André Chassaigne (sous-traitants : bases de la taxe professionnelle – exclusion des immobilisations corporelles) (p. 10685)

Son amendement n° 246 corrigé (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : pérennisation du dispositif de l'article 1636 B sexies du code général des impôts permettant – à certaines conditions – de fixer librement le taux de la taxe professionnelle afin d'en maintenir le produit) : rejeté (p. 10690)

Son amendement n° 247 corrigé (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : majoration des taux de la taxe professionnelle jusqu'à concurrence de la variation des autres taxes lorsque celle-ci est inférieure au taux de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives) (p. 10690) : rejeté (p. 10691)

Son amendement n° 248 corrigé (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : faculté de différer pendant trois ans l'exercice du droit d'augmenter les taux de la taxe professionnelle) : adopté (p. 10691)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques – mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10702 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote (p. 12601)

Vote contre du groupe socialiste (p. 12602)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10879) ; [20 novembre 2003] (p. 10821) ;**

Son intervention (p. 10886)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 novembre 2003] (p. 10854)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10887)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10887)

Départements : finances (p. 10887)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10887)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10887)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10887)

Politique sociale : solidarité (p. 10888)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)**Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)**

Son intervention (p. 10907)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10916 et s.)

Son amendement n° 135 (p. 10917)

Son amendement n° 136 (p. 10919)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10922)

Ses amendements n°s 138 et 137 (p. 10925)

Son amendement n° 139 (p. 10926)

Après l'article 3

Son amendement n° 157 (prise en charge des dépenses en personnel de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale nécessaires à la gestion de la compétence transférée) (p. 10927) : retiré (p. 10928)

Son amendement n° 140 (garantie de ressources nécessaires à l'augmentation des charges des collectivités territoriales) (p. 10928) : rejeté (p. 10929)

Son amendement n° 141 (rapport au Parlement sur le coût du transfert des compétences en matière de RMI) : rejeté (p. 10929)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)**

Son intervention (p. 11627)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11650) : rejetée (p. 11660)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 décembre 2003] (p. 11604)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 décembre 2003] (p. 11660)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11654 et s.)

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 11655)

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 11628)

Ammistie (p. 11628 et s., 11657)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits : cures (p. 11656)

Assemblée nationale : commission des finances (p. 11653)

Associations : dons : subventions (p. 11657)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 11652, 11655 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 11628, 11651 et s.)

Conseil constitutionnel (p. 11628, 11651)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 11657)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 11628, 11651, 11654)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11654)

Finances publiques : procédure budgétaire : Cour des comptes (p. 11628, 11654)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 11627)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 11657 et s.)

Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11629, 11658)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 11629)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 11650 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 11627 et s., 11657)

Logement : crédits (p. 11628, 11652 et s.)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 11651, 11656)

Personnes âgées : dépendance : jours fériés (p. 11657)

Politique économique : croissance (p. 11627, 11651)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11658)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 11645)

Santé : crédits (p. 11654)

Sécurité publique : inondations : crédits (p. 11655)

Transports urbains (p. 11653)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)**Seconde délibération****Avant l'article 16**

Son sous-amendement n° 175 (affectation du produit de la taxe aux communes accueillant les gens du voyage en application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000) à l'amendement n° 84 de la commission (résidences mobiles : taxe annuelle au taux de 300 € par tonne) (p. 11714) : devenu sans objet (p. 11716)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son amendement n° 40 (de suppression) (p. 11737)

Après l'article 22

Son amendement n° 42 (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements) (p. 11745) : retiré (p. 11746)

Son amendement n° 41 (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements dans le délai de quatre mois suivant l'entrée

en vigueur de la future directive européenne) (p. 11745) : rejeté (p. 11747)

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11755)

Article 27 (extension du régime de taxe professionnelle applicable à certaines activités saisonnières)

Son amendement n° 45 (compensation des pertes de recettes des collectivités territoriales) (p. 11761)

Après l'article 30

Son amendement n° 35 (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11770) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11777)

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son amendement n° 54 (de suppression) (p. 11821)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 672)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 308 du Gouvernement (mesures en faveur de l'implantation des entreprises dans les zones rurales ou de redynamisation urbaines prorogées jusqu'au 31 décembre 2006) (p. 690)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 janvier 2004] (p. 691)

Son amendement n° 1012 (réduction d'impôt pour l'amélioration de l'utilisation des technologies de l'information et le développement du télé-travail en milieu rural) : rejeté (p. 694)

Son sous-amendement n° 1455 (augmentation à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (allongement de la durée d'exonération d'impôts locaux pour les nouvelles entreprises installées dans les zones d'aménagement du territoire) (p. 694) : rejeté (p. 695)

Son sous-amendement n° 1458 (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 695) : rejeté (p. 696)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Son sous-amendement n° 1457 (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696) : rejeté (p. 697)

Son amendement n° 1351 (création de zones franches rurales) (p. 705) : rejeté (p. 708)

Intervient sur l'amendement n° 919 de M. François Brottes (augmentation des dotations accordées aux communes rurales) (p. 708)

Son amendement n° 1328 (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 710) : rejeté (p. 713)

Son amendement n° 1450 (dispositifs fiscaux dans les périmètres d'aménagement rural incitatifs) (p. 718) : rejeté (p. 719)

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Jean Lassalle (mise en œuvre spécifique de la politique de logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Michel Bouvard (mise en œuvre spécifique de la politique de logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. François Vannson (mise en œuvre spécifique de la politique de logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Reprend l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 729)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 740 et s.)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 983 (p. 779)

Avant l'article 11

Son sous-amendement n° 1459 (coûts supplémentaires compensés par l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811) : rejeté (p. 813)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son amendement n° 982 (p. 847)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Son amendement n° 981 (p. 894)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 944 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 1442 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 963)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1337 précédemment réservé de M. François Brottes (conditions de desserte du courrier) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 241 rectifié précédemment réservé de la commission (modalités de conclusion de la convention) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 981)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Ses interventions (p. 984, 1007)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1022)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 1197 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039)

Intervient sur l'amendement n° 1413 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039)

Après l'article 65

Reprend l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1053) : rejeté (p. 1056)

Reprend l'amendement n° 1269 de M. Hervé Mariton (régulation des loups) (p. 1054) : retiré (p. 1056)

Son sous-amendement n° 1530 (extension aux ours) à l'amendement n° 1269 de M. Hervé Mariton : retiré (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Lassalle (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Michel Bouvard (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Après l'article 55

Son amendement n° 1329 (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1159) : rejeté (p. 1160)

Son amendement n° 978 (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1159) : rejeté (p. 1160)

Son amendement n° 979 (territoires réservés au pastoralisme avec exclusion des prédateurs) (p. 1159) : rejeté (p. 1160)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son amendement n° 980 (p. 1176)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1853)

Son intervention (p. 1912)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1962)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1950)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 1963)

Collectivités territoriales : autonomie financière : transferts de compétences (p. 1912)

Collectivités territoriales : décentralisation : évaluation des charges (p. 1853)

Collectivités territoriales : décentralisation : transferts de personnel (p. 1853)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1913)

Collectivités territoriales : ressources : Conseil constitutionnel (p. 1913)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1962)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : impôts locaux (p. 1912)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : médecine scolaire (p. 1913)

Emploi : chômeurs en fin de droits : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1912)

Enseignement : personnel : contractuels : transferts de personnel (p. 1913)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1853, 1962)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : protocole de Kyoto (p. 1912)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1962)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1854)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1853)

Politiques communautaires : aides communautaires (p. 1962)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Jean-Pierre Balligand (titre Ier A : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales et fiscalité locale) (p. 1970)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Jean-Pierre Balligand (maintien du degré d'autonomie fiscale des collectivités territoriales) (p. 1972)

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1976 et s.)

Son amendement n° 632 (suppression de la contribution pour frais d'assiette consécutive au travail de recensement et de révision effectué dans les années 1990) (p. 1978) : rejeté (p. 1980)

Son amendement n° 630 (réforme de la taxe professionnelle) (p. 1980) : rejeté (p. 1981)

Son amendement n° 629 (compensation par une majoration de la DGF du prélèvement opéré à travers la mise en place d'une "journée de solidarité" pour les personnes âgées) : rejeté (p. 1982)

Après l'article 3

Répond aux observations de M. Christian Paul : déclare que M. Balkany ne sera plus là [26 février 2004] (p. 2009)

Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)

Son intervention (p. 2010)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 931 rectifié de M. Michel Bouvard (restriction de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2012)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son amendement n° 668 (p. 2088)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son amendement n° 695 (p. 2145)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et ÉPCI compétents)

Son amendement n° 1504 (p. 2207)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2212 et s.)

Article 52 (limitation de l'aide gratuite de l'Etat au titre de l'étude technique des demandes de permis de construire)

Son intervention (p. 2222)

Avant l'article 60

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2326)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2328 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. François Liberti (missions du Centre national de documentation pédagogique) (p. 2335)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2360)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2365 et s.)

Son sous-amendement n° 1615 à l'amendement n° 90 de M. Pierre Lequiller (p. 2375)

Reprend l'amendement n° 90 de M. Pierre Lequiller (régulation des loups) (p. 2377)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (aménagement de la voirie départementale pour les transports scolaires) (p. 2403 et s.)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2464)

Son amendement n° 840 (p. 2471)

Son sous-amendement n° 1616 à l'amendement n° 405 de la commission (p. 2472)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2473)

Son amendement n° 842 (p. 2474)

Son amendement n° 841 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2476)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mars 2004] (p. 2478)

Son sous-amendement n° 840 rectifié à l'amendement n° 407 rectifié de la commission (p. 2480)

Article 88 bis (compensation de création ou d'extension de compétences)

Son intervention (p. 2489)

Après l'article 88 bis

Reprend l'amendement n° 1516 de M. Alain Gest (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) (p. 2490) : rejeté (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2492 et s.)

Son sous-amendement n° 1617 à l'amendement n° 228 de la commission des finances (p. 2498)

Après l'article 89

Reprend l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2501) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2505)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2518)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2542)

Après l'article 109

Intervient sur l'amendement n° 1427 de M. Jean-Louis Dumont (membres participant aux commissions d'appel d'offres) (p. 2547)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3557) : rejetée (p. 3583)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3676)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 mai 2004] (p. 3579)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3663)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3678)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 3557)

Collectivités territoriales : dotation de fonctionnement minimale (DFM) (p. 3567)

Collectivités territoriales : dotation générale de décentralisation (DGD) (p. 3564)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : crédits budgétaires (p. 3568)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : gels de crédits (p. 3568)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3566)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3559, 3562 et s., 3565)

Collectivités territoriales : ressources propres : taux (p. 3559, 3561, 3565)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3557, 3560)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 3561)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3558, 3560, 3676)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : voirie (p. 3561)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : compensations financières (p. 3560)

Communes : dotation de développement rural (DDR) (p. 3567)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3567)

Constitution : révision : autonomie financière (p. 3558, 3566)

Coopération intercommunale (p. 3563)

Départements : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3558)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 3561)

Finances publiques : charges communes : égalité (p. 3568)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3562 et s.)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 3563)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : départements (p. 3676)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 3563)

Impôts locaux : taxe d'habitation : redevance audiovisuelle (p. 3565)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3558, 3563 et s., 3566 et s.)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3561)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3558)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3680 et s.)

Son amendement n° 86 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3690 et s.)

Son amendement n° 101 (p. 3693)

Son amendement n° 116 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3707)

Son amendement n° 150 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3708)

Ses amendements n° 131, 151 à 155 (p. 3710)

Son amendement n° 156 (p. 3712)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosière (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723 et s.)

Son amendement n° 26 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. René Dosière (recours libre à l'emprunt par les collectivités locales) (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3726 et s.)

Son amendement n° 157 (p. 3726)

Son amendement n° 11 (p. 3727)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Balligand (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Carcenac (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christophe Caresche (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Derosier (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. René Dosière (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Dumont (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Idiart (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Drian (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Victorin Lurel (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Jack Queyranne (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 53 de Mme Ségolène Royal (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pascal Terrasse (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Son amendement n° 41 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Balligand (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Bourguignon (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Thierry Carcenac (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christophe Caresche (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Derosier (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. René Dosière (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Louis Dumont (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Louis Idiart (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Yves Le Drian (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Victorin Lurel (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Didier Migaud (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jack Queyranne (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Ségolène Royal (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Pascal Terrasse (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729)

Son amendement n° 56 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Balligand (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Son amendement n° 71 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Pierre Bourguignon (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Thierry Carcenac (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christophe Caresche (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. René Dosière (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Louis Dumont (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Louis Idiart (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Yves Le Drian (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Victorin Lurel (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Didier Migaud (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Jack Queyranne (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Ségolène Royal (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Pascal Terrasse (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Ses explications de vote (p. 3776)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3777)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6988)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7016)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6971)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6981)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 7020)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 6988, 7016, 7018)

Collectivités territoriales : ressources propres : amendements (p. 7018)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7017)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7017)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 6988, 7016 et s.)

Coopération intercommunale : taxe professionnelle (p. 7017, 7019)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7018 et s.)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 7017)

Parlement : Sénat : amendements (p. 7019)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7024)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7025)

Son intervention (p. 7026)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7029 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 10 (péréquation constitutive de l'autonomie financière) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7038)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juillet 2004] (p. 7040)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7042 et s.)

Son amendement n° 14 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7050)

Son amendement n° 12 (p. 7053)

Son amendement n° 16 (p. 7062)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son amendement n° 17 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7065)

Son amendement n° 19 (p. 7076)

Ses amendements n^{os} 20 et 23 (p. 7078)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Ses amendements n^{os} 30, 31 et 29 (p. 7082)

Après l'article 4

Son amendement n^o 35 (libre augmentation du taux de la taxe professionnelle à compter de 2005 pour les collectivités territoriales et les EPCI) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7083)

Proposition de résolution n^o 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3619)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 3620)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3619 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3619)
 Finances publiques : dette publique (p. 3620)
 Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3620)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3619 et s.)
 Parlement : contrôle : opposition (p. 3621)
 Partis et mouvements politiques : gauche : politique économique (p. 3619 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 3620)
 Politiques communautaires : budget : détournements (p. 3621)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3620 et s.)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : moyens (p. 3621)

Projet de loi n^o 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5289 et s.)

Déclaration du Gouvernement n^o 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5409)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2004] (p. 5397)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 5410 et s.)
 Collectivités territoriales : dépenses (p. 5410 et s.)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 5410)
 Défense : crédits : contrôle (p. 5410)
 Finances publiques : dépenses en capital : contrats de plan Etat-régions (p. 5410)
 Finances publiques : dette publique (p. 5410)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5409 et s.)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5410 et s.)
 Politique sociale (p. 5410)

Projet de loi n^o 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5433) : rejetée (p. 5438)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 5434)
 Donations et successions : donations : exonération (p. 5434)
 Entreprises : épargne salariale : usage (p. 5434)
 Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5435)

Etat : patrimoine : cession (p. 5433 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 5433 et s.)

Finances publiques : recettes : affectation (p. 5433)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5435)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5436)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5433, 5436)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 5435 et s.)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : crédit d'impôt (p. 5435 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5436)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5436)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5435 et s.)

Lois : évaluation : coût (p. 5434)

Parlement : rôle : rétroactivité des lois (p. 5434)

Politique économique : consommation (p. 5433)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5436)

Politique sociale : surendettement (p. 5435)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Son amendement n^o 38 (plafonnement à 10 000 € des réductions et des crédits d'impôt) : retiré (p. 5448)

Intervient sur l'amendement n^o 17 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et abaissement à 2 200 € et à 4 400 € des plafonds des dépenses prises en compte) (p. 5448)

Intervient sur l'amendement n^o 16 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : relèvement du taux) (p. 5449)

Son amendement n^o 19 (ISF : suppression de l'exonération au titre de pactes d'actionnaires portant sur 20 % du capital) (p. 5449) : rejeté (p. 5450)

Intervient sur l'amendement n^o 18 de M. Didier Migaud (ISF : suppression de l'exonération au titre de la souscription au capital des PME) (p. 5451)

Intervient sur l'amendement n^o 20 de M. Didier Migaud (ISF : retour au taux de 75 % du patrimoine pour la qualification de bien professionnel) (p. 5451)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son amendement n^o 29 (suppression de la réduction d'impôt au titre des ouvertures de crédit conclues avant le 1^{er} mai 2004) (p. 5457)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n^o 30 de M. Didier Migaud (restauration - taux réduit de la TVA : suppression de l'article 99 de la loi de finances pour 2004) (p. 5469)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n^o 32 (application jusqu'au 31 décembre 2004 au lieu du 31 décembre 2005) (p. 5470)

Son intervention (p. 5472 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n^o 39 (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 %) (p. 5474) : rejeté (p. 5476)

Après l'article 5

Son amendement n^o 40 (entreprises dont la taxe professionnelle est calculée par rapport à la valeur ajoutée : diminution de la valeur ajoutée à hauteur des investissements nouveaux et augmentation du taux minimum de cotisation) (p. 5479) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5481)

Projet de loi n^o 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6201)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6234)

Jean-Louis BORLOO

*Ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine
puis Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion
sociale*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [15 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

M. Jean-Pierre Nicolas. Urbanisme. Rénovation urbaine. Aides de l'Etat [26 novembre 2003] (p. 11203)

M. Gilles Artigues. Consommation. Crédit. Surendettement. Procédure de rétablissement personnel [27 janvier 2004] (p. 932)

M. Frédéric Reiss. Politique sociale. Surendettement. Faillite civile, perspectives [10 février 2004] (p. 1567)

M. Jean-Michel Dubernard. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2645)

M. Pierre Méhaignerie. Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), bilan et perspectives [13 avril 2004] (p. 2868)

M. Yvan Lachaud. Chômage : indemnisation. Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE). Perspectives [27 avril 2004] (p. 3111)

M. Jean-Michel Ferrand. Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [28 avril 2004] (p. 3177)

Mme Nadine Morano. Chômage : indemnisation. Recalculés. Allocations, financement [4 mai 2004] (p. 3290)

M. Gaëtan Gorce. Chômage : indemnisation. Recalculés. Financement [5 mai 2004] (p. 3350)

M. Jean-Paul Bacquet. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [11 mai 2004] (p. 3496)

M. Frédéric Dutoit. Chômage : indemnisation. Réglementation. Réforme, concertation [19 mai 2004] (p. 3847)

Mme Martine David. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [8 juin 2004] (p. 4570)

M. François Rochebloine. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5738)

M. Jean-Pierre Nicolas. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5740)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE**

Mme Martine Lignières-Cassou. Syndicats. Financement. Collectivités territoriales, réglementation [6 janvier 2004] (p. 9)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Emploi. Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Patrimoine foncier, estimation [6 janvier 2004] (p. 10)

M. Jacques Desallangre. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Délimitation, Soissons [6 janvier 2004] (p. 8)

M. Patrick Beaudouin. Urbanisme. Rénovation urbaine. Fontenay-sous-Bois, perspectives [27 janvier 2004] (p. 927)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

**Examen du fascicule [14 novembre 2003]
(p. 10544)**

Son intervention (p. 10544)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : villes (p. 10544)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10544)

Associations (p. 10544)

Emploi : emplois de proximité ou de service (p. 10544)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10544)

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- *Réunion de la commission des finances du
29 octobre 2003*

Son intervention (p. 10593)

Ses réponses (p. 10600 à 10609)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10593, 10600)

Aménagement du territoire : villes (p. 10593, 10600, 10604, 10609)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 10594, 10600)

Associations (p. 10594)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 10604, 10609)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10604, 10609)

Logement : logement social (p. 10600)

Logement : politique du logement (p. 10600, 10604)

Régions : Haute-Normandie : villes (p. 10609)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10593, 10600, 10604)

Bernard BOSSON

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

**Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968,
9983)**

Son intervention (p. 9993)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes chimiques (p. 9994)

Défense : armes nucléaires stratégiques : crédits budgétaires (p. 9994)

Défense : crédits (p. 9993)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9993)

Emploi : chômage (p. 9994)

Ordre public : terrorisme (p. 9994)

Pays étrangers : Etats-Unis : opérations extérieures (p. 9994)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9994 et s.)

René BOUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Roger BOULLONNOIS

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)
Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Bruno BOURG-BROC

*Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (n° 1331) [21 janvier 2004]
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Défense. Volontariat civil. Statut [14 janvier 2004] (p. 353)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE****Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)**

Son intervention (p. 10260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 10261 et s.)
Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 10261)
Langue française : francophonie (p. 10261)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10260)
Politique extérieure : aide au développement (p. 10260 et s.)
Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 10260)
Union européenne : élargissement (p. 10261)

CULTURE ET COMMUNICATION**I - CULTURE****Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)****Procédure des questions :**

Culture : centres culturels (p. 9409)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)**Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)**

Son intervention (p. 57)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 58)
Langue française : francophonie (p. 58)
Union européenne : élargissement (p. 57)
Union européenne : langues officielles (p. 57)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 58)

Projet de loi n° 650 autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen (ensemble trois annexes)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE**Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 121)**

Son intervention (p. 121)

Thème :

Transports ferroviaires : TGV Est-européen (p. 121 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1338)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1338)
Enseignement : intégration (p. 1339)
Enseignement : personnel : chefs d'établissement : lois (p. 1339)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1338)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1911)

Thèmes :

Communes : compétences (p. 1911)
Coopération intercommunale : fiscalité (p. 1911)
Coopération intercommunale : subsidiarité (p. 1911)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : action sociale (p. 1911)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : transports scolaires (p. 1912)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 70 (p. 1987)

Article 22 (transfert des aéroports et hélistations civils)

Son intervention (p. 2115)

Son amendement n° 73 (p. 2115)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 74 (p. 2160)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 75 (p. 2167)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 88 rectifié (p. 2400)

Après l'article 99 A

Son amendement n° 80 (délégations de compétences aux communes par le département ou la région) : devenu sans objet (p. 2514)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 84 (p. 2537)

Ses amendements n° 85, 86 et 87 (p. 2538)

Après l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 1283 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 15 %) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 1284 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 20%) (p. 2546)

Après l'article 125 quater

Son amendement n° 24 (honorariat pour les élus de plusieurs communes) : devenu sans objet (p. 2563)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7153)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7154)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 7153)
Enseignements artistiques : compensations financières (p. 7154)
Sports : communes (p. 7154)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Son intervention (p. 7417)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7417)
Coopération intercommunale (p. 7417)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son amendement n° 16 (p. 2917)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3301)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 3302)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3302)
Politique économique : mondialisation (p. 3302)
Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3302)

Pierre BOURGUIGNON

*Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 37 : Premier ministre (Services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. intervention en Tchétchénie [8 octobre 2003] (p. 8258)

Logement. Logement social. Aides de l'Etat [27 avril 2004] (p. 3115)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 828, posée le 22 juin 2004. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 22 juin 2004. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans (p. 5228)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 9354, 9357)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Commissariat général du Plan (p. 9355)
 Etat : Conseil économique et social : crédits budgétaires (p. 9354)
 Etat : Médiateur de la République : crédits budgétaires (p. 9354)
 Finances publiques : fonds spéciaux : sûreté de l'Etat (p. 9355)
 Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 9357)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9358)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 9357)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9369 et s.)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des finances (réduction des crédits du Commissariat général du Plan) (p. 9376)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1455)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : communautarisme (p. 1456)
 Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1455)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1456)
 Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1456)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 87 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 102 (p. 3693)

Son amendement n° 117 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 132 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 27 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 12 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 42 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 57 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 72 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Chantal BOURRAGUÉ

*Gironde (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'être membre du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17724)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 mai 2004] (p. 8615)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XII : Santé et personnes handicapées (Personnes handicapées) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Droit communautaire. code civil européen, mise en place [7 octobre 2003] (p. 8172)

Politique extérieure. Aide humanitaire. Perspectives [22 octobre 2003] (p. 9216)

Défense. Volontariat civil. Statut [11 mai 2004] (p. 3497)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10372)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 10372)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10372)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 10373)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10372)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10372)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 10373)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Son intervention (p. 5167)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5168)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5168)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 5168)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5168)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5168)

Travail : négociations (p. 5168)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5168)

Danielle BOUSQUET
Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1252) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Éthiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1253) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1254) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (n° 1334) [21 janvier 2004]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 26 février 2004] (p. 3891)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- (n° 1252) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- (n° 1253) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Éthiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)
- (n° 1254) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [21 janvier 2004] (n° 1370)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1334) autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale [3 mars 2004] (n° 1470)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11334)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 11334)

Femmes : égalité professionnelle (p. 11334)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1395)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1395)

Cultes : islam : voile islamique (p. 1395)

Etat : Gouvernement : communautarisme (p. 1396)

Femmes : égalité des sexes (p. 1395)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1396)

Christine BOUTIN

Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-présidente de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 884), portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité [13 novembre 2003] (n° 1216)

Proposition de loi n° 1575 sur la définition du mariage civil [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Détenus. Suicide, lutte et prévention [10 décembre 2003] (p. 12048)

Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte contre l'exclusion [24 février 2004] (p. 1817)

Union européenne. Constitution européenne. Contenu, référence à l'héritage chrétien [1^{er} juin 2004] (p. 4276)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10828)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10900)

Thèmes :

Collectivités territoriales : action sociale (p. 10827)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10826)
 Emploi : chômage (p. 10828)
 Politique sociale : insertion (p. 10826)
 Politique sociale : pauvreté (p. 10828, 10900)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10826, 10900)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10826, 10901)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10827)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les dispositifs d'insertion) (p. 10906)

Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)

Son intervention (p. 10907)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10917 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (de coordination) (p. 10921)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10922 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Augustin Bonrepaux (prise en charge des dépenses en personnel de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale nécessaires à la gestion de la compétence transférée) (p. 10928)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Augustin Bonrepaux (garantie de ressources nécessaires à l'augmentation des charges des collectivités territoriales) (p. 10928)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Augustin Bonrepaux (rapport au Parlement sur le coût du transfert des compétences en matière de RMI) (p. 10929)

Article 3 bis (extension des compétences de la commission consultative d'évaluation des dépenses résultant des transferts de compétences)

Son intervention (p. 10929)

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son intervention (p. 10929 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Martine Billard (accès au RMI ramené de 4 à 3 ans pour les étrangers non communautaires résidant en France) (p. 10930)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Martine Billard (situation et conditions d'évaluation des ressources des personnes sortant des dispositifs d'indemnisation du chômage) (p. 10931)

Article 6 (information des allocataires du RMI)

Son intervention (p. 10931)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Rodolphe Thomas (centralisation des informations concernant les dispositifs d'aide et d'actions sociales) (p. 10932)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10932)

Article 7 (liste des organismes habilités à instruire les demandes de RMI)

Son intervention (p. 10933)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son intervention (p. 10934)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (transmission des dossiers au centre communal ou intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10936)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Morange (transmission des dossiers au centre communal ou

intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10936)

Article 9 (domiciliation des demandeurs de RMI)

Son intervention (p. 10936)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions de domiciliation et critères de suspension de versement du RMI ; avis conforme de la commission locale d'insertion) (p. 10937, 10939)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de Mme Nadine Morano (suppression de l'avis conforme de la commission) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10939)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son intervention (p. 10940)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suspension de versement du RMI pour non-renouvellement du contrat d'insertion subordonnée à un avis conforme de la commission locale d'insertion) (p. 10941)

Article 11 (révision du contrat d'insertion et suspension de l'allocation en cas de non-respect de ce contrat)

Son intervention (p. 10941)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10943)

Article 13 (service de l'allocation)

Son intervention (p. 10944)

Article 14 (neutralisation des flux de trésorerie entre les départements et les organismes payeurs)

Son intervention (p. 10944)

Article 15 (délégation aux organismes payeurs des décisions individuelles)

Son intervention (p. 10944 et s.)

Article 16 (contrôle des déclarations des bénéficiaires)

Son intervention (p. 10945)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10947)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10951)

Article 19 (contenu du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10958 et s.)

Article 20 (mise en œuvre et suivi des actions d'insertion professionnelle)

Son intervention (p. 10961)

Son amendement n° 201 (p. 10961)

Article 21 (recours contentieux contre les décisions relatives à l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Article 22 (récupération des sommes servies au titre de l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Article 23 (mandatement de l'allocation à un organisme agréé)

Son intervention (p. 10963)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 253 du Gouvernement (transfert de l'Etat vers le département des frais de tutelle sur les prestations sociales des allocataires du RMI) (p. 10963)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10964 et s.)

Article 26 (programme départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10966)

Article 27 (programmes locaux d'insertion)

Son intervention (p. 10967)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10968 et s.)

Article 29 (commission locale d'insertion)

Son intervention (p. 10972)

Article 32 (bureau de la commission locale d'insertion)

Son intervention (p. 10973)

Article 33 (décentralisation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 10974 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les politiques d'insertion menées dans chaque département) (p. 10976)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de Mme Martine Billard (précision stipulant que sont concernés les agents titulaires et non-titulaires) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de Mme Marie-Anne Montchamp (établissement des effectifs concernés) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (p. 10977)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA en matière de négociation annuelle obligatoire) (p. 10978)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (inclusion dans les conventions de branche des actions d'insertion) (p. 10979)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA au regard de la consultation des comités d'entreprise) (p. 10980)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10985 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Francis Vercamer (fonds national de péréquation de l'insertion) (p. 11052)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 74 de Mme Nadine Morano (p. 11053)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de la commission (le RMA est disjoint du calcul des ressources servant à établir le RMI) (p. 11054)

Article 37 (maintien des droits afférents au bénéficiaire du RMI pour les signataires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11055 et s.)

Article 38 (compétences des agences départementales d'insertion en matière de contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11057)

Article 40 (suivi, évaluation et contrôle du RMI et du RMA)

Son intervention (p. 11058)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Luc Prél (possibilité, à titre expérimental, pour les départements de déroger aux règles nationales de calcul du RMI) (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) (p. 11059)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11060 et s.)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (financement du revenu de solidarité dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 11062)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Francis Vercamer (péréquation financière de la compensation de l'Etat) (p. 11062)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 11063 et s.)

Seconde délibération

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son intervention (p. 11066)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 11066)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11067)

Son amendement n° 3 (p. 11067)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12025)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12025)

Bioéthique : expérimentation (p. 12025)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 12025)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 12025)

Recherche : recherche médicale (p. 12025)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12025)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Avant l'article 1er A

Intervient sur le sous-amendement n° 215 deuxième correction du Gouvernement (le comité bénéficie de crédits de fonctionnement inscrits au budget des services généraux de Premier ministre) à l'amendement n° 19 de la commission (rôle du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 12064)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 rectifié du Gouvernement (création d'espaces de réflexion d'éthique) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 12065)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12071 et s.)

Son amendement n° 103 corrigé (p. 12074)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12084 et s.)

Son amendement n° 107 corrigé (p. 12092)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12126 et s.)

Avant l'article 15

Son amendement n° 108 corrigé (suppression de la distinction entre clonage reproductif et clonage thérapeutique) : rejeté (p. 12134)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12134 et s.)

Son amendement n° 109 corrigé (p. 12135)

Article 15 bis (rapport sur les initiatives françaises en faveur d'une législation internationale réprimant le clonage reproductif)

Son amendement n° 110 corrigé (p. 12138)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son intervention (p. 12139 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Son intervention (p. 6229)

Thèmes :

Bioéthique : assistance médicale à la procréation (AMP) (p. 6229)

Bioéthique : déontologie (p. 6229)

Bioéthique : génétique (p. 6229)

Sang et organes humains : produits humains (p. 6229)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 245 (p. 12377)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son amendement n° 317 (p. 12386)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 417)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1416)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 1416)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1417)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1417)

Femmes : égalité des sexes (p. 1417)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1927)

Thèmes :

Logement : logement social : personnes défavorisées (p. 1928)

Politique sociale : cohésion sociale : logement (p. 1928)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 889 (p. 2161)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 1405 (p. 2195)

Son intervention (p. 2196)

Son amendement n° 1406 (p. 2196)

Ses amendements n°s 1407 et 1408 (p. 2198)

Ses amendements n°s 1409, 1415 et 1416 (p. 2199)

Son sous-amendement n° 1604 à l'amendement n° 264 de la commission des affaires économiques (p. 2205)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2211)

Son amendement n° 1410 corrigé (p. 2214)

Ses amendements n°s 1411 corrigé et 1412 corrigé (p. 2215)

Ses amendements n°s 1413 corrigé et 1414 (p. 2216)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2892)

Thèmes :

Famille : divorce : égalité des sexes (p. 2892)

Famille : divorce : faute (p. 2892)

Famille : mariage : solidarité (p. 2892)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Reprend l'amendement n° 6 de Mme Geneviève Levy (rôle du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 2898)

Son intervention (p. 2899 et s.)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son amendement n° 150 (p. 2905)

Ses amendements n°s 152 et 153 (p. 2906)

Son amendement n° 151 (p. 2908)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 155 (p. 2912)

Son amendement n° 154 (p. 2913)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son amendement n° 156 (p. 2916)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2948 et s.)

Son amendement n° 158 (p. 2948)

Son amendement n° 163 (p. 2954)

Son amendement n° 159 (p. 2956)

Article 19 (bail forcé)

Son amendement n° 166 (p. 2964)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2971)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 122 (p. 3446)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4161)

Son amendement n° 56 (p. 4165)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4365)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : handicapés (p. 4365)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4366)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4365)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7365)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son amendement n° 799 : retiré (p. 4388) ; repris par Mme Muguette Jacquaint

Son intervention (p. 4394)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 810 (p. 4442)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son amendement n° 819 (p. 4575) : retiré ; repris par Mme Hélène Mignon

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie (n° 1107) [28 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Russie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de lutte contre la criminalité (n° 1365) [3 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine relatif à la coopération policière (ensemble un échange de lettres) (n° 1417) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 549), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [2 décembre 2003] (n° 1268)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1107) autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie [21 janvier 2004] (n° 1369)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 1365) autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Russie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de lutte contre la criminalité

- le projet de loi (n° 1417) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine relatif à la coopération policière (ensemble un échange de lettres) [5 mai 2004] (n° 1583)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [3 mars 2004] (p. 2348)

DÉBATS

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1076)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1076 et s.)

Pays étrangers : Russie : relations internationales (p. 1076)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1077)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4189)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Thème :

Justice : Cour des comptes (p. 5409)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 6 : Affaires sociales, travail et solidarité (Travail) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [28 avril 2004] (n° 1554)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq, Ressortissant français disparu, attitude de la France [7 octobre 2003] (p. 8171)

Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Equipements, tapis roulants, sécurité [24 février 2004] (p. 1822)

Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [12 mai 2004] (p. 3546)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare choqué que le groupe communiste ait demandé le quorum et soit peu présent dans l'hémicycle [14 octobre 2003] (p. 8564)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8024)

Thèmes :

- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8025)
 - Finances publiques : dépenses en capital : annulations de crédits (p. 8025)
 - Finances publiques : dette publique (p. 8024)
 - Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8025)
 - Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8024)
 - Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8024 et s.)
 - Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8024 et s.)
 - Lois de règlement (p. 8024)
 - Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8024 et s.)
 - Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8025)
 - Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8024)
- Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8025)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 517 (p. 8183)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8560)

Son intervention (p. 8576)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 octobre 2003] (p. 8564)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8561)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8577)
- Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8576 et s.)
- Parlement : rôle : finances publiques (p. 8577)
- Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8577 et s.)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 8561, 8578)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8561)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8706, 8717)

Son sous-amendement n° 481 (maintien à 997 € pour les contribuables ayant eu trois enfants au moins) à l'amendement n° 271 de M. Pierre Méhaignerie (demi-part supplémentaire attribuée aux personnes devenues seules et ayant eu des enfants à charge – plafonnement de l'avantage fiscal ramené de 997 € à 700 €) (p. 8716)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Pierre Brard (dirigeants de sociétés – imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) (p. 8760)

Son amendement n° 62 rectifié (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8772) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8775)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (obtention du permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8827)

Après l'article 9

Son amendement n° 63 (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale – exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8874) : adopté (p. 8875) : supprimé en seconde délibération (p. 9139)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Ses interventions (p. 8881, 8885)

Son sous-amendement n° 504 (lors du dépôt du projet de loi de règlement) à l'amendement n° 453 de M. Jean-Pierre Brard (rapport du Gouvernement au Parlement lors du dépôt du prochain projet de loi de finances sur l'utilisation de la revalorisation de la TIPP) (p. 8894)

Après l'article 11

Son amendement n° 280 (barrages hydroélectriques – allègement de fiscalité compensé par une augmentation de celle assise sur les centrales nucléaires) : rejeté (p. 8898)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Didier Migaud (services de restauration - taux réduit de la TVA) (p. 8912)

Son amendement n° 65 (réseaux de chaleur - taux réduit de la TVA sur les abonnements) : rejeté (p. 8913)

Article 14 (majoration des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA)

Son amendement n° 66 (chiffre d'affaires supérieur à 12 000 € au mètre carré – taux porté de 35,70 € à 37 € sauf si l'établissement distribue du GPL) (p. 8947)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Michel Bouvard (chiffre d'affaires supérieur à 12 000 € au mètre carré – taux porté de 35,70 € à 37 € sauf si l'établissement distribue du GPL) (p. 8947)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 362 corrigé de M. Didier Migaud (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de

0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8990)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9001)

Après l'article 18

Son amendement n° 69 (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat) : adopté (p. 9006) ; supprimé en seconde délibération (p. 9139)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9012 et s.)

Son amendement n° 71 (de suppression) (p. 9015)

Son sous-amendement n° 415 (exonération des personnes handicapées : suppression de la condition de revenus) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9023)

Après l'article 20

Son amendement n° 72 (privatisation de France 2) (p. 9033) : retiré (p. 9034) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Article 31 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des départements) de la dotation de compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle et d'une partie de la dotation générale de décentralisation, et mesures de simplification de cette même DGF)

Son intervention (p. 9056 et s.)

Son amendement n° 406 (limitation de la péréquation) (p. 9056)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales - éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et - le cas échéant - le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9068)

Son amendement n° 73 (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales - éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et - le cas échéant - le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9068) : retiré (p. 9069) ; repris par M. Augustin Bonrepaux

Seconde délibération

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9132)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10637)

Ses interventions (p. 10638)

Thèmes :

Commerce et artisanat : aides (p. 10637)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10638)

Ministères et secrétariats d'Etat : petites et moyennes entreprises (p. 10637)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9463)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9464)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9463)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9463)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9463)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 9463)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9464)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 9463)

Voirie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 9464)

Voirie : routes nationales : décentralisation (p. 9463)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9490)

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10218)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne (p. 10218 et s.)

Aménagement du territoire : zones rurales : tourisme et loisirs (p. 10218)

Enseignement maternel et primaire : classes de nature (p. 10218 et s.)

Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10218)

Régions : compétences : politique du tourisme (p. 10218)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10218)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation d'aménagement (p. 10218)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10050)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10051)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 10051)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 10052)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 10052)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 40051)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10050)

Entreprises : allègement des charges (p. 10053)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10050)

Travail : travail clandestin (p. 10052)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gaëtan Gorce (alignement des rémunérations des ministres sur le RMI) (p. 10094)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (financement des contrats initiative emploi) (p. 10095)

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (financement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 1 046 330 000 € correspondant au transfert des allègements de cotisations sociales patronales) (p. 10098)

Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Hélène Mignon (réduction de crédits de 170 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10099)

Intervient sur les amendements n° 118 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 149 210 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi consolidé (CEC)) (p. 10099)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 78 200 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi solidarité (CES)) (p. 10099)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christian Paul (réduction de crédits de 48 640 000 € de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10100)

Intervient sur l'amendement n° 121 de Mme Hélène Mignon (réduction de crédits de 27 400 000 € correspondant à l'amélioration du programme TRACE) (p. 10100)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Paul (réduction de crédits de 5 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10100)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 3 050 000 € correspondant à la baisse des moyens accordés à l'ANPE) (p. 10101)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096 et 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Francis Vercamer (rédactionnel) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Francis Vercamer (accès aux actions humanitaires pour les bénéficiaires) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. François Bayrou (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10106)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Augustin Bonrepaux (monde rural – majoration des dotations de l'Etat aux départements, aux communes et à leurs groupements) (p. 10567)

Après l'article 61

Son amendement n° 199 (loi « Malraux » : réaffectation de bâtiments à l'habitation – déductibilité des travaux) (p. 10582) : retiré (p. 10583)

Son amendement n° 198 (loi « Malraux » : réaffectation de bâtiments à l'habitation – déductibilité des déficits du revenu global) : retiré (p. 10583)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son intervention (p. 10588)

Son amendement n° 200 (élargissement à l'évaluation des risques induits par le processus de production et par les substances produites et commercialisées) (p. 10590)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 293 du Gouvernement (cinéma - crédit d'impôt pour les entreprises de production au titre de leurs activités exercées en France) (p. 10654)

Article 65 (prorogation et aménagement du régime d'exonération en faveur des entreprises nouvelles)

Son amendement n° 280 (de précision : assouplissement de la condition d'implantation exclusive dans la zone réservée aux activités non sédentaires) (p. 10659)

Son amendement n° 281 troisième rectification (zones de revitalisation rurale : durée de l'exonération portée de deux à quatre ans) (p. 10659)

Article 69 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration)

Son intervention (p. 10676)

Après l'article 69

Son amendement n° 275 (réduction de la DGF des communes à la suite de la suppression du contingent d'aide sociale : bénéfice d'une minoration pour les communes dont le potentiel fiscal a diminué de plus de 13 % entre 1999 et 2003) : retiré (p. 10679)

Son amendement n° 202 rectifié (remontées mécaniques : taxe professionnelle - extension du dispositif de correction de la valeur locative au titre du caractère saisonnier de l'activité prévu par le V de l'article 1478 du code général des impôts) (p. 10687) : rejeté (p. 10688)

Son amendement n° 50 (stations de sports d'hiver : transactions immobilières d'un montant supérieur à 500 000 € - taux du droit de mutation pouvant être porté à 5,4 % - financement du logement des travailleurs saisonniers) : rejeté (p. 10688)

Son amendement n° 196 rectifié (salariés des centres d'aide par le travail : chèques vacances) (p. 10694) : rejeté (p. 10695)

Son amendement n° 223 (salariés des centres d'aide par le travail - chèques vacances) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10695)

Après l'article 70

Son amendement n° 201 (communes touristiques ou thermales : compensation de l'écrêtement de la dotation supplémentaire intervenu depuis 1993) (p. 10699) : retiré (p. 10700)

Son amendement n° 203 (remontées mécaniques : plafonnement de la taxe professionnelle – déduction du montant des taxes sur les

remontées mécaniques de celui de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 10700)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10703)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10738)

Thèmes :

Etat : réforme : Parlement (p. 10739)

Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 10738 et s.)

Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 10739)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : statuts (p. 10739)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10739)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10738 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11623)

Son intervention (p. 11636)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11658)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 11636 et s., 11658 et s.)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 11623, 11658)

Emploi : chômage (p. 11623)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 11636 et s.)

Finances publiques : contrôle parlementaire (p. 11637)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11636)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 11636)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 11636)

Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11637)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : énergie hydraulique (p. 11637)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11636 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 11623)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 11659)

Politique sociale (p. 11637)

Taxes parafiscales (p. 11637)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 11624)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11685)

Seconde délibération

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son amendement n° 170 (période de non-résidence en France réduite de dix à cinq ans) (p. 11739)

Après l'article 17

Son amendement n° 169 (titulaires de cartes d'invalidité : exonération sous conditions d'imposition des plus-values immobilières) (p. 11740) : retiré (p. 11741)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements

dans le délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la future directive européenne) (p. 11746)

Après l'article 30

Son amendement n° 171 (communes touristiques ayant fait l'objet de l'écrêtement prévu par la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 : compensation) (p. 11763) : retiré (p. 11764)

Son amendement n° 172 (communes touristiques ayant fait l'objet de l'écrêtement prévu par la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 : compensation) (p. 11763) : adopté (p. 11764)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11775)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux (établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 83 (p. 11886)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 269)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 269)

Audiovisuel et communication : audiovisuel : services publics (p. 269)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 269)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 269)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 269)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 523)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 523 et s.)

Collectivités territoriales : dotation de fonctionnement minimale (DFM) (p. 524)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 524)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 524)

Travail : pluriactivité (p. 524)

Union européenne : institutions communautaires (p. 524)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son amendement n° 995 corrigé (p. 682)

Après l'article 1er

Son amendement n° 998 (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) : rejeté (p. 692)

Son amendement n° 997 (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) : retiré (p. 716)

Son amendement n° 992 (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 719) : adopté (p. 721)

Son amendement n° 991 (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721) : adopté (p. 722)

Son amendement n° 993 (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) : rejeté (p. 722)

Son amendement n° 994 corrigé (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500

habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 722) : retiré

Son amendement n° 1000 (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 724) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 726)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1004 (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797) : retiré (p. 798)

Son amendement n° 1003 (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 806) : retiré (p. 807)

Son amendement n° 1002 (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) : retiré (p. 810)

Son amendement n° 1001 (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814) : retiré (p. 815)

Après l'article 16

Son amendement n° 1300 (formation des travailleurs saisonniers) : retiré (p. 827)

Avant l'article 19

Son amendement n° 1005 (espaces boisés en montagne) (p. 838) : retiré (p. 839)

Après l'article 21

Son amendement n° 1006 (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) : adopté (p. 856)

Après l'article 22

Son amendement n° 1007 (droit communal de préemption des biens vacants) : rejeté (p. 859)

Son amendement n° 1008 (plans de réouverture de l'espace) (p. 860) : adopté après modification (p. 861)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son amendement n° 1009 rectifié (p. 891)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 953)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 1442 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 964)

Avant l'article 37

Son amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 968) : adopté (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 895 précédemment réservé de M. François Brottes (égal accès à l'électricité) (p. 970)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 977)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 492 précédemment réservé de M. André Chassaigne (création d'un emploi d'animateur de maison de services publics) (p. 1012)

Avant l'article 62

Son amendement n° 1123 (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014) : retiré (p. 1015)

Son amendement n° 1143 (étiquetage des produits AOC) (p. 1016) : retiré (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Jean Lassalle (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Son amendement n° 1130 corrigé (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017) : rejeté (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 1184 de M. François Brottes (délai d'autorisation tacite d'une installation de microcentrale) (p. 1020)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1021 et s.)

Son amendement n° 1126 (p. 1024)

Son amendement n° 1127 (p. 1026)
Ses amendements n°s 1125 et 1124 (p. 1032)

Après l'article 62

Son amendement n° 1129 corrigé (contrats types d'exploitation agricole) : rejeté (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1345 de M. François Brottes (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035)

Article 63 (possibilité pour les communes de montagne de reverser tout ou partie de la taxe de séjour aux EPCI)

Son amendement n° 1132 (p. 1036)

Après l'article 63

Son amendement n° 1133 (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) : adopté (p. 1037)

Son amendement n° 1135 (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039) : retiré (p. 1041)

Son amendement n° 1136 (aménagement en montagne ; simplification des procédures) : retiré (p. 1041)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son amendement n° 1138 (p. 1042)

Après l'article 64

Son amendement n° 1488 (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1043) : retiré (p. 1045)

Après l'article 65

Son amendement n° 1131 deuxième correction (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047) : devenu sans objet (p. 1048)

Son amendement n° 1502 (concession des droits de chasse des communes dont tout ou partie du territoire est classé dans un parc national) (p. 1048) : adopté (p. 1049)

Son amendement n° 1142 (ouvrages nécessaires au débardage des bois d'exploitation ; propriétés forestières des communes classées en zones de montagne) : retiré (p. 1050)

Son amendement n° 1141 (critères de calcul de la dotation de solidarité rurale) : retiré (p. 1056)

Son amendement n° 1145 (dotation des communautés de communes) (p. 1057) : rejeté (p. 1058)

Son amendement n° 1504 (dotation des communautés de communes) : retiré (p. 1058)

Son amendement n° 1500 (vice-présidents) : rejeté (p. 1058)

Son amendement n° 1501 (biens indivis des communes) : retiré (p. 1058)

Son amendement n° 1139 (sauvegarde de l'hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1058) : retiré (p. 1059)

Son amendement n° 1028 (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1060) : retiré (p. 1063)

Son amendement n° 1027 (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1060) : retiré (p. 1063)

Son amendement n° 1029 (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1060) : retiré (p. 1063)

Son amendement n° 1137 (pharmacies implantées dans les stations de sports d'hiver) : retiré (p. 1063)

Son amendement n° 1144 (critères permettant de déterminer les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1087) : rejeté (p. 1088)

Son amendement n° 1140 (adaptation, pour les zones de montagne, des modalités d'établissement du classement en zone géographique utilisé pour les aides de l'ANAH) (p. 1089) : adopté (p. 1090)

Son amendement n° 1147 (classement des communes associées ou ayant fusionné) : adopté (p. 1090)

Après l'article 47

Son amendement n° 1496 précédemment réservé (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture) : rejeté (p. 1191)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 622)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 622)

Enseignement : diplômes (p. 623)

Enseignement secondaire : internat (p. 623)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1941)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1941)

Collectivités territoriales : ressources (p. 1942)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1942)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : montagne (p. 1941)

Etat : décentralisation : simplifications administratives (p. 1941)

Logement : logement social : montagne (p. 1942)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1987)

Son amendement n° 943 (p. 1987)

Son amendement n° 942 (p. 2001)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1304 de Mme Valérie Pécresse (rôle des départements de l'Ile de France dans l'élaboration du schéma directeur) (p. 2002)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son amendement n° 944 (p. 2007)

Après l'article 4 bis

Son amendement n° 931 rectifié (restriction de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2011) : adopté (p. 2012)

Son amendement n° 932 (publicité de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2011) : adopté (p. 2012)

Son amendement n° 933 (information sur les augmentations de taxe de séjour prévues) (p. 2011) : adopté (p. 2012)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son amendement n° 41 (p. 2016)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son amendement n° 926 (p. 2033)

Article 8 (gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son intervention (p. 2047)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Gilles Carrez (faculté donnée à l'Etat de déléguer à la région la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'investissement du domaine public routier national) (p. 2053)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2053 et s.)

Son amendement n° 44 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2059)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 2063)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2072)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2098)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2468)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2493 et s.)

Son amendement n° 930 corrigé (p. 2497)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Son intervention (p. 2389)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2390)

Entreprises : intéressement et participation (p. 2390)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2390)

Formation professionnelle : formation continue (p. 2390)

Travail : droit du travail (p. 2390)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3059)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 3059)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3059 et s.)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3060)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3060)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 3059)

Industrie (p. 3059 et s.)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3590)

Son intervention (p. 3594)

Intervention : sollicite une suspension de séance d'une demi-heure, compte tenu de l'intérêt des propos de M. Augustin Bonrepaux (p. 3570)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3590)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3590, 3596)

Collectivités territoriales : ressources : statistiques (p. 3595)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3595)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3595)

Constitution : révision : autonomie financière (p. 3596)

Départements : conseils généraux : dotations de l'Etat (p. 3596)

Impôts locaux : abattements (p. 3596)

Impôts locaux : valeur locative : réforme fiscale (p. 3590)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : péréquation (p. 3597)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Ses explications de vote (p. 3775)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3776)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6987)

Son intervention (p. 6998)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6987)

Collectivités territoriales : charges : inégalités (p. 6998)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6998)

Collectivités territoriales : ressources : droits de mutation à titre onéreux (p. 6999)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 6998)

Politique générale : Gouvernement précédent : compensations financières (p. 6998)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7036)

Ses explications de vote (p. 7085)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7085)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3627)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3627)

Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 3627)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3627)

Parlement : contrôle : opposition (p. 3627 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3832)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 3833)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3833)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3833)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 3833)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3833)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3832)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 835 (fixation du débit minimal imposé aux ouvrages hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : adopté (p. 3963)

Son sous-amendement n° 921 (contenu d'une future loi sur l'eau ; suppression) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3963)

Son amendement n° 922 (entreprises hydroélectriques ; travaux ; cas d'autorisation sans enquête préalable) : adopté après rectification et modifications (p. 3989)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4176)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 4184)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 957 rectifié de Mme Janine Jambu (mise en place et composition d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 4191)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (création d'un Conseil supérieur des énergies renouvelables) (p. 4192)

Après l'article 8

Son amendement n° 836 (rôle des SOFERGIE élargi aux énergies renouvelables) (p. 4197) : adopté (p. 4198)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Jean Dionis du Séjour (taux réduit appliqué aux consommateurs finals) (p. 4199)

Article 10 (obligation d'achat pour les nouvelles installations de turbinage des débits minimaux)

Son intervention (p. 4199)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Christian Bataille (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. François Brottes (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4212)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) (p. 4213)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur le sous-amendement n° 796 de M. Claude Gatignol (de précision) à l'amendement n° 50 de la commission (TVA réduite applicable aux abonnements aux réseaux de chaleur approvisionnés en énergies renouvelables) (p. 4226)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4231)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission ("jaune budgétaire" consacré à la politique énergétique) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. David Habib (affectation obligatoire de l'énergie fossile extraite du sous-sol national à des activités permettant sa valorisation) (p. 4237)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5006)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5007)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5007)
Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5006 et s.)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Répond à la demande de vérification du quorum de M. Jean-Marc Ayrault : (p. 5056)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5369 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5377 et s.)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5516 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5408)

Thèmes :

Défense : crédits : contrôle (p. 5408)
Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 5409)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5409)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : calcul (p. 5409)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5408 et s.)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5440)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 5441)
Donations et successions : donations : exonération (p. 5440)
Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5441)
Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5441)
Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 5441)
Politique économique : consommation (p. 5440)
Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5440)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : recouvrement (p. 5441)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : travailleurs étrangers (p. 5441)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Augustin Bonrepaux (ISF : suppression de l'exonération au titre de pactes d'actionnaires portant sur 20 % du capital) (p. 5450)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son intervention (p. 5454)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 5472)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Augustin Bonrepaux (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 %) (p. 5475)

Après l'article 7

Son amendement n° 1 (redevance d'archéologie préventive : exonération des travaux liés à la gestion ou à l'exploitation des domaines skiables) (p. 5484) : retiré (p. 5485)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (redevance d'archéologie préventive : taux de 0,3 % de la valeur de la surface de plancher hors œuvre nette pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable) (p. 5485)

Son amendement n° 3 (redevance d'archéologie préventive : taux de 0,3 % de la valeur de la surface de plancher hors œuvre nette pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable) : retiré (p. 5485)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Hamel (particuliers faisant construire leur maison individuelle : garantie de paiement des sous-traitants – report au 1er novembre 2004 de l'entrée en vigueur de l'article 57 de la loi du 1er août 2003 pour l'initiative économique) (p. 5486)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son amendement n° 61 (p. 7265)

Article 22 (financement des opérations de secours)
Son amendement n° 62 (p. 7265)

Josiane BOYCE

Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens députée le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Françoise BRANGET

Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens députée le 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6293)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 2 avril 2004] (p. 6509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6811)

Patrick BRAOUEZEC

Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Cesse d'être vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 686, posée le 27 avril 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Effectifs de personnel, Saint-Denis (p. 3084)

n° 862, posée le 29 juin 2004. Traités et conventions. Treizième protocole à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (J.O. Questions p. 4806). Appelée le 29 juin 2004. Ratification (p. 5663)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constate que le Gouvernement a fait voter au Sénat "à la sauvette" un amendement reculant la limite d'âge des dirigeants des entreprises publiques, y voit une tentative de réinsertion d'un ancien ministre à la tête d'EDF ; rappelle que les salariés de "LU" et "Moulinex" sont moins bien traités ; demande des explications au Premier ministre [9 juillet 2004] (p. 6334)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8361)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 8362)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8362)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8362)

Politique économique : libéralisme : services (p. 8362)

Politique économique : mondialisation (p. 8361 et s.)

Secteur public : services publics (p. 8362)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10552)

Son intervention (p. 10554)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10555)

Entreprises : création (p. 10555)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10554)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : faillites (p. 10555)

Formation professionnelle : aides (p. 10555)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 10554)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Son intervention (p. 9359)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : personnel de surveillance : assistants d'éducation (p. 9360)

Etat : décentralisation : réforme (p. 9361)

Femmes : égalité professionnelle (p. 9360)

Fonctionnaires et agents publics : droit de grève : service minimum (p. 9361)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 9359)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 9360)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : notation : rémunération (p. 9368)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10182)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 10183)

Emploi : chômage : fracture sociale (p. 10182)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : budget (p. 10182)
Police : effectifs : Seine-Saint-Denis (p. 10183)
Police : gardiens de la paix : création d'emplois (p. 10182)
Police : police de proximité (p. 10182)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10544)

Son intervention (p. 10545)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10545)
Aménagement du territoire : villes (p. 10545)
Associations (p. 10545)
Collectivités territoriales : ressources (p. 10545)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10546)
Logement : logement social (p. 10545)
Secteur public : services publics (p. 10545)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10545)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 69)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 69)
Justice : aide juridictionnelle (p. 70)
Justice : maisons de la justice et du droit (p. 70)
Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 69)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : fichier des comptes bancaires (FICOBA) (p. 69)
Union européenne : directives : exercice de la profession (p. 69)
Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 70)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1365)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1365)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1365)
Etat civil : mariage : femmes (p. 1366)
Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1366)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 10 A (missions de l'Institut national de veille sanitaire)

Son intervention (p. 2767)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son intervention (p. 7395)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7396)
Santé : accès aux soins : étrangers (p. 7396)
Santé : politique de la santé (p. 7395 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7397)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3041)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3042)
Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3042)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3043)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3042 et s.)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3043)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3043)
Energie et carburants : pétrole (p. 3043)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3042)
Pays étrangers : Russie : gaz (p. 3043)
Recherche (p. 3043)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 4050) : rejetée (p. 4058)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : principe de précaution (p. 4051)
Constitution : révision (p. 4050)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 4052)
Eau : protection (p. 4052)
Energie et carburants : économies d'énergie (p. 4052)
Environnement : politique sociale (p. 4053)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 4052)
Environnement : crédits : Gouvernement précédent (p. 4050)
Environnement : développement durable (p. 4054)
Environnement : principe de précaution (p. 4053)
Environnement : produits biocides (p. 4051)
Environnement : protection (p. 4050)
Justice : procédures : droit à l'environnement (p. 4053)
Pays étrangers : pays en développement : pollution (p. 4054)
Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4051)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Ses explications de vote (p. 4281)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4282)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6292 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7385)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 7385)
Entreprises : bénéficiaires (p. 7386)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7386)
Politique sociale : inégalités (p. 7385, 7386)
Santé : politique de la santé (p. 7385)

Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 7386)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG)
(p. 7385, 7386)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7411)

Son intervention (p. 7415)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7415)

Collectivités territoriales : décentralisation : conditions de travail (p. 7411)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7416)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7415, 7417)

Jeunes : fonds d'aide aux jeunes en difficulté : conseils généraux (p. 7416)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 7416)

Logement : logement social : préfets (p. 7416)

Politique sociale : inégalités : formation professionnelle (p. 7416)

Régions : développement économique : expérimentation (p. 7416)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7417)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7422)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7423)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (p. 7422)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7422)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7423)

Sécurité publique : secourisme : enseignement (p. 7422)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7423)

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Vice-président de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [28 avril 2004] (n° 1554)

Proposition de loi n° 1687 visant à mobiliser l'épargne des travailleurs migrants en France au service du développement de leur région et en faveur de projets productifs [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reconduction, perspectives [25 mai 2004] (p. 4029)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 510, posée le 15 décembre 2003. Esotérisme. Sectes (J.O. Questions p. 9504). Appelée le 16 décembre 2003. Témoins de Jéhovah, doctrine, santé, conséquences (p. 12416)

n° 610, posée le 3 février 2004. Esotérisme. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 740)

FAIT PERSONNEL

Fait remarquer que ce sont les gouvernements successifs de la République française qui, depuis 1947, ont fixé le prix de l'électricité et non la classe ouvrière. Si M. Devedjian souhaite en débattre, M. Brard l'invite à dialoguer avec "la France d'en bas" à Montreuil [16 juin 2004] (p. 5034)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que les annulations de crédits sur l'exercice 2003 ne sont pas conformes à l'esprit de la loi organique relative aux lois de finances [15 octobre 2003] (p. 8584)

Compare le discours de MM. Francis Mer et Alain Lambert à la "politique de l'offre" pratiquée par l'Union soviétique et reproche au Gouvernement de ne pas stimuler la demande [15 octobre 2003] (p. 8633)

Déclare que "M. François Guillaume a vécu toute sa vie de subsides de l'Etat à la tête d'une grande fédération" [15 octobre 2003] (p. 8654)

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : note que M. Jean-Louis Debré préfère la Constitution de son père à celle de Mamère [20 octobre 2003] (p. 8975)

Remercie le Président de l'Assemblée pour « sa sollicitude quasiment paternelle » et souhaite « aller au bout de notre débat en continuant l'effort de pédagogie, inséparable de la bataille politique » [20 octobre 2003] (p. 9032)

Reconnait que le Président de l'Assemblée « protège les droits de l'opposition » mais s'interroge sur des pressions qui auraient été exercées sur M. Hervé Morin, lui aussi élu dans l'Eure, pour qu'il ne demande pas la vérification du quorum [20 octobre 2003] (p. 9048)

Fait référence à la formule d'Edgar Faure selon laquelle ce n'est pas la girouette qui tourne mais le vent pour qualifier les votes successifs de M. Marc Laffineur [20 octobre 2003] (p. 9069)

Qualifie M. François Bayrou, « le descendant d'Henri IV », de « vedette américaine » de la première partie de la loi de finances « qui va essayer de donner le change devant les caméras de télévision » [21 octobre 2003] (p. 9102)

Informe l'Assemblée que les député-e-s communistes et républicains ont décidé de faire jouer la clause de conscience et que leur groupe n'aura pas d'expression officielle [3 février 2004] (p. 1296)

Accuse le Gouvernement d'utiliser le règlement de manière abusive pour s'opposer à l'examen d'amendements émanant non seulement de l'opposition mais également de sa propre majorité [2 juin 2004] (p. 4395)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : se félicite de la prise de position de la présidence, en appelle à un sursaut républicain unanime contre de tels actes extrêmement graves [12 juillet 2004] (p. 6602)

S'interroge sur les perspectives de siéger le 13 juillet et sur l'emploi du temps du ministre de la santé et de la protection sociale [12 juillet 2004] (p. 6590)

Souligne l'apparence de désordre que dégagent les discussions au sein de la majorité [15 juillet 2004] (p. 6739)

Reproche au Gouvernement de parler de dialogue mais de ne pas écouter. A la suite des résultats des élections, vingt régions sont dirigées par l'opposition et M. Copé n'y voit pas de désaveu. Il n'a pas même écouté M. Hoeffel, rapporteur du texte au Sénat, dont on connaît pourtant la modération. "N'est-ce pas un déni de démocratie" [20 juillet 2004] (p. 6968)

S'inquiète de la poursuite des débats en raison d'une déclaration de M. Bussereau concernant le recours à l'article 49-3 et souhaite une réponse du ministre délégué à l'intérieur. Il souligne l'absence du président de la commission des lois et demande une suspension de séance [20 juillet 2004] (p. 6971)

Considère que le Premier ministre, qui est seul à avoir voulu ce débat, en accélère le rythme parce qu'il sait ses jours comptés. Il pense que M. de Villepin, pour sa part, n'est pas prêt à accepter "le démantèlement de l'Etat républicain, surtout après les élections du printemps qui montrent bien qu'il n'y a pas du tout de consensus sur ce texte" [22 juillet 2004] (p. 7114)

Réprouve l'utilisation de la "bombe à neutrons" par le Premier ministre qui a déserté son banc. Il considère que celui-ci a bâillonné l'opposition et fui devant le réel pour être sûr de ne pas engager le débat [23 juillet 2004] (p. 7208)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8538)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8547) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 8563)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8671)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 octobre 2003] (p. 8654, 8584, 8633)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8549)

Culture : mécénat : réductions d'impôt (p. 8548)

Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 8551)

Emploi : chômage (p. 8538, 8549)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8539, 8548, 8671)

Etat : Premier ministre (p. 8539, 8550, 8671)

Etat : réforme (p. 8522)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8538, 8547)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8553 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8538, 8552)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8548 et s.)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8551)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8550, 8554 et s.)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 8552)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8558)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 8549)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8547 et s., 8553, 8671)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8550)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) : gazole (p. 8558)

Impôts locaux (p. 8539)

Logement (p. 8548)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8554)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : ministre (p. 8556)

Partis et mouvements politiques : gauche : projet (p. 8559 et s.)

Pays étrangers : Allemagne : gauche (p. 8538)

Plus-values : imposition : immeubles (p. 8551)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8538, 8549)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8554, 8556)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8549)

Politique générale : libéralisme : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8547, 8558 et s.)

Politique sociale (p. 8548)

Propriété : usufruit : barème (p. 8551)

Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8522, 8559)

Secteur public : privatisations (p. 8553)

Secteur public : services publics (p. 8556 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 8550, 8554, 8672)

Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8558)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8550 et s.)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8554)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8551)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8684 et s.)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8692 et s.)

Son amendement n° 141 (de suppression) (p. 8694)

Son amendement n° 87 (rétablissement des taux applicables aux revenus de l'année 2000) (p. 8695)

Son amendement n° 85 (taux de respectivement 48 % et 54 % pour les deux tranches supérieures) (p. 8714)

Son amendement n° 86 (taux de respectivement 46 % et 52 % pour les deux tranches supérieures) (p. 8714)

Son amendement n° 88 (taux de 54 % au-delà de 56 000 €) (p. 8715)

Son amendement n° 89 (avantage résultant de la baisse des taux plafonné à 6 000 € par foyer fiscal) (p. 8719)

Son amendement n° 90 (avantage résultant de la baisse des taux plafonné à 5 000 € par foyer fiscal) (p. 8721)

Son amendement n° 91 (avantage résultant de la baisse des taux plafonné à 4 000 € par foyer fiscal) (p. 8722)

Son sous-amendement n° 487 (suppression de la référence à l'allègement de l'impôt) à l'amendement n° 470 de M. Hervé Novelli (institution d'une commission de réforme de l'impôt sur le revenu dont la réflexion portera notamment sur l'allègement de cet impôt) (p. 8724)

Son sous-amendement n° 488 (fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 470 de M. Hervé Novelli (p. 8724)

Son sous-amendement n° 489 (composition – un député par groupe parlementaire) à l'amendement n° 470 de M. Hervé Novelli (p. 8724)

Son sous-amendement n° 490 (composition – représentants des organisations des salariés et des employeurs) à l'amendement n° 470 de M. Hervé Novelli (p. 8724)

Son sous-amendement n° 491 (composition – représentants des associations de défense des consommateurs et des contribuables) à l'amendement n° 470 de M. Hervé Novelli (p. 8724)

Son amendement n° 310 (rapport du Gouvernement au Parlement : simplification de l'impôt sur le revenu – fusion avec la CSG – progressivité de l'impôt) (p. 8726)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8731, 8736, 8739, 8743 et s.)

Son amendement n° 314 (taux de 4,6 % et 11,5 % portés respectivement à 10 % et 20 %) (p. 8734)

Son amendement n° 313 (taux de 4,6 % et 11,5 % portés respectivement à 8 % et 18 %) (p. 8735)

Son amendement n° 312 corrigé (taux de 4,6 % et 11,5 % portés respectivement à 6,6 % et 16,5 %) (p. 8740)

Son amendement n° 317 (production de renseignements inexacts en vue d'obtenir le paiement d'un acompte – amende fiscale en cas de mauvaise foi et charge de la preuve incombant à l'administration – montant ramené de 100 € à 50 €) (p. 8742)

Son amendement n° 315 (production de renseignements inexacts en vue d'obtenir le paiement d'un acompte – montant de l'amende fiscale ramené de 100 € à 25 €) (p. 8743)

Son amendement n° 316 (production de renseignements inexacts en vue d'obtenir le paiement d'un acompte – montant de l'amende fiscale ramené de 100 € à 50 €) (p. 8744)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8747 et s.)

Son amendement n° 318 (crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8748)

Après l'article 4

Son amendement n° 103 (PACS - suppression du délai de trois ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8749) : rejeté (p. 8750)

Son amendement n° 104 (PACS - délai d'un an pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8750) : rejeté (p. 8751)

Son amendement n° 105 (PACS - délai de deux ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8751) : rejeté (p. 8752)

Son amendement n° 327 (plus-values à long terme des entreprises – taux d'imposition porté de 16 % à 20 %) : rejeté (p. 8759)

Son amendement n° 425 (dirigeants de sociétés – imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) (p. 8759) : rejeté (p. 8761)

Son amendement n° 97 (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 5 000 €) (p. 8763) : rejeté (p. 8764)

Son amendement n° 98 (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 7 000 €) : rejeté (p. 8764)

Son amendement n° 99 (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 9 000 €) : rejeté (p. 8764)

Son amendement n° 101 (pensions et retraites – plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 10 000 €) : rejeté (p. 8766)

Son amendement n° 102 (pensions et retraites – plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 5 000 €) : rejeté (p. 8766)

Son amendement n° 148 corrigé (avoir fiscal – taux ramené de 50 % à 33,33 %) (p. 8766) : rejeté (p. 8767)

Son amendement n° 121 corrigé (avoir fiscal au titre des dividendes perçus par des personnes morales - suppression) : rejeté (p. 8767)

Son amendement n° 328 (avoir fiscal au titre des dividendes perçus par des personnes morales - taux ramené de 10 % à 5 %) : rejeté (p. 8767)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8768)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8771)

Répond aux observations de M. Didier Migaud : insiste sur les déclarations du Président de la République qualifiant les 35 heures de progrès social sur lequel il serait "imbécile" de revenir (p. 8776)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8781, 8791)

Son amendement n° 159 corrigé (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8779) : rejeté (p. 8791)

Son amendement n° 158 corrigé (emploi d'un salarié à domicile – suppression du relèvement à 10 000 € du plafond des dépenses à partir de 2003 – maintien à 7 400 €) (p. 8795) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8799)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les redevables de l'ISF) (p. 8802)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (dons aux associations de défense des contribuables – réduction d'impôt) (p. 8804)

Son amendement n° 438 (dons aux associations de défense de la dignité de la femme – réduction d'impôt) (p. 8805) : rejeté (p. 8806)

Son amendement n° 439 (dons aux associations de lutte contre l'homophobie – réduction d'impôt) (p. 8806) : rejeté (p. 8807)

Son amendement n° 440 (dons aux associations de lutte contre la violence routière – réduction d'impôt) : rejeté (p. 8807)

Son amendement n° 125 (équipements électroménagers de classe A – institution d'un crédit d'impôt de 15 %) (p. 8809) : rejeté (p. 8810)

Son amendement n° 93 (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 7 500 €) (p. 8810) : rejeté (p. 8811)

Son amendement n° 94 (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 5 500 €) (p. 8817) : rejeté (p. 8819)

Son amendement n° 92 (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 4 500 €) : rejeté (p. 8819)

Son amendement n° 447 (stock-options – taux d'imposition de 30 % et de 40 % portés à respectivement 45 % et 54 %) (p. 8819) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 445 (stock-options – taux d'imposition de 40 % à partir de 125 000 € au lieu de 152 500 €) (p. 8819) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 446 (stock-options – taux d'imposition de 40 % à partir de 140 000 € au lieu de 152 500 €) (p. 8819) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 448 (stock-options – taux d'imposition réduits de 16 % et de 30 % portés à respectivement 19,14 % et 28,26 %) : rejeté (p. 8821)

Son amendement n° 124 (avoir fiscal attribué aux non-résidents – suppression) (p. 8821) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 147 corrigé (avoir fiscal attribué aux non-résidents – taux de 5 % pour les personnes morales en cas de convention fiscale) (p. 8821) : rejeté (p. 8823)

Son amendement n° 100 (plus-values mobilières – plafond des cessions ramené de 15 000 € à 7 650 € pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8823) : rejeté (p. 8824)

Son amendement n° 95 (obtention du permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 8824) : retiré (p. 8826)

Son amendement n° 96 (déménagement - institution d'un crédit d'impôt) : rejeté (p. 8826)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8828)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8833 et s.)

Son amendement n° 126 (de suppression) (p. 8834)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son intervention (p. 8843 et s.)

Son amendement n° 308 (limitation de la prorogation des dispositions de l'article au seul cas de dépassement du plafond de 250 salariés) (p. 8844)

Son amendement n° 307 (limitation à un an de la prorogation des dispositions de l'article) (p. 8845)

Son amendement n° 320 rectifié (suppression de la possibilité d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 8845)

Son amendement n° 319 (suppression de la possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8847)

Après l'article 6

Son amendement n° 165 (effets du régime du bénéfice mondial consolidé – impôt réduit de 20 % au plus) (p. 8848) : rejeté (p. 8850)

Son amendement n° 166 (effets du régime du bénéfice mondial consolidé – impôt réduit de 15 % au plus) : rejeté (p. 8850)

Son amendement n° 169 (bénéfices distribués – imposition au taux de 40 %) : rejeté (p. 8850)

Son amendement n° 168 (bénéfices distribués – imposition au taux de 36 %) : rejeté (p. 8850)

Son amendement n° 329 (effets du régime des groupes de sociétés – plafonnement de l'avantage fiscal à quatre millions d'euros) : rejeté (p. 8851)

Son amendement n° 330 (contribution sur l'impôt sur les sociétés – taux de 10 % pour les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions d'euros) (p. 8851) : rejeté (p. 8852)

Son amendement n° 331 (contribution sur l'impôt sur les sociétés – taux de 10 % pour les entreprises non créatrices nettes d'emploi ou n'ayant pas conclu un accord sur la réduction de travail) (p. 8852) : rejeté (p. 8855)

Son amendement n° 107 (contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés – taux relevé de 3,3 % à 5,5 %) (p. 8855) : rejeté (p. 8856)

Son amendement n° 167 (déductibilité des charges payées à des personnes domiciliées dans des « paradis fiscaux » - rétablissement de l'article 242 bis du code général des impôts) (p. 8857) : rejeté (p. 8858)

Son amendement n° 285 (entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques – taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 % pour une durée de trois ans) (p. 8858) : rejeté (p. 8860)

Son amendement n° 286 (entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques – remboursement des allègements de charges et aides publiques perçus durant les cinq exercices précédents) (p. 8860) : rejeté (p. 8861)

Répond aux observations de M. Éric Besson : souligne que les 35 heures ont eu des effets positifs (p. 8853 et s.)

Article 7 (instauration d'une réduction de droit temporaire de 50 % pour les donations en pleine propriété consenties quel que soit l'âge du donateur)

Son intervention (p. 8866 et s.)

Son amendement n° 127 (de suppression) (p. 8867)

Son amendement n° 449 (date du 4 août 2004 substituée à celle du 30 juin 2005) (p. 8868)

Article 8 (revalorisation du barème de l'usufruit et extension aux mutations à titre onéreux)

Son amendement n° 309 (de suppression) (p. 8870)

Article 9 (dispense du dépôt de déclaration et du paiement des droits pour les successions de faible importance)

Son amendement n° 321 (dispense portée de 10 000 € à 15 000 € pour les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8871)

Son amendement n° 323 (dispense portée de 10 000 € à 13 000 € pour les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8872)

Son amendement n° 322 (dispense portée de 3 000 € à 6 000 € pour les héritiers autres qu'en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8872)

Son amendement n° 324 (dispense portée de 3 000 € à 5 000 € pour les héritiers autres qu'en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8872)

Après l'article 9

Son amendement n° 122 (PACS : droits de mutation à titre gratuit – abattement porté de 57 000 € à 80 000 € et suppression de la condition de délai applicable aux donations) (p. 8873) : rejeté (p. 8874)

Son amendement n° 123 (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai applicable aux donations) : rejeté (p. 8874)

Son amendement n° 128 (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 15 000 €) (p. 8875) : rejeté (p. 8876)

Son amendement n° 129 (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 20 000 €) : rejeté (p. 8876)

Son amendement n° 326 (abrogation des articles 47 et 48 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique instituant la prise en compte pour 50 % de leur valeur dans l'assiette de l'ISF des parts et actions faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) : rejeté (p. 8876)

Son amendement n° 130 (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 15 000 €) : rejeté (p. 8876)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Ses interventions (p. 8884, 8894)

Son amendement n° 134 (suppression du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises – paragraphe II de l'article) (p. 8893)

Son amendement n° 138 (diminution du taux du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises) (p. 8893)

Son amendement n° 135 corrigé (diminution du taux du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises) (p. 8893)

Son amendement n° 136 corrigé (diminution du taux du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises) (p. 8893)

Son amendement n° 137 corrigé (diminution du taux du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises) (p. 8893)

Son amendement n° 453 (rapport du Gouvernement au Parlement lors du dépôt du prochain projet de loi de finances sur l'utilisation de la revalorisation de la TIPP) (p. 8894)

Après l'article 11

Son amendement n° 139 (remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises effectué par année et non plus par semestre) (p. 8896) : rejeté (p. 8897)

Son amendement n° 140 (remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises - réduction du montant maximum de 20 000 € à 15 000 €) (p. 8896) : rejeté (p. 8897)

Son amendement n° 334 (véhicules propres acquis à compter du 1er janvier 2001 – crédit d'impôt de 1 000 €) : rejeté (p. 8897)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8900 et s.)

Son amendement n° 186 (établissements publics de santé – taux réduit de la TVA) (p. 8902)

Après l'article 12

Son amendement n° 120 (taux normal de la TVA ramené à 17 %) (p. 8902) : rejeté (p. 8903)

Son amendement n° 118 (taux normal de la TVA ramené à 18,6 %) (p. 8902) : rejeté (p. 8903)

Son amendement n° 119 (taux normal de la TVA ramené à 19 %) (p. 8902) : rejeté (p. 8903)

Son amendement n° 117 (ensemble des produits destinés à l'alimentation humaine - taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 8903)

Son amendement n° 289 (confiserie - taux réduit de la TVA) (p. 8903) : rejeté (p. 8904)

Son amendement n° 290 (ensemble des chocolats - taux réduit de la TVA) (p. 8903) : rejeté (p. 8904)

Son amendement n° 291 (margarine- taux réduit de la TVA) (p. 8903) : rejeté (p. 8904)

Son amendement n° 292 (graisses végétales - taux réduit de la TVA) (p. 8903) : rejeté (p. 8904)

Son amendement n° 335 (disques - taux réduit de la TVA) (p. 8905) : rejeté (p. 8906)

Son amendement n° 113 (prestations de services funéraires - taux réduit de la TVA) (p. 8906) : rejeté (p. 8907)

Son amendement n° 344 rectifié (droit d'utilisation d'installations sportives - taux réduit de la TVA) (p. 8907) : rejeté (p. 8908)

Son amendement n° 114 (casques motocyclistes et sièges auto pour enfants - taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 8910)

Son amendement n° 419 (fournitures scolaires - taux réduit de la TVA) (p. 8910) : rejeté (p. 8911)

Son amendement n° 116 (repas à consommer sur place - taux réduit de la TVA) (p. 8911) : rejeté (p. 8912)

Son amendement n° 418 (équipement des véhicules pour l'utilisation de carburants « propres » - taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 8913)

Son amendement n° 115 (géothermie et cogénération - taux réduit de la TVA sur les abonnements aux réseaux publics) : rejeté (p. 8913)

Son amendement n° 181 (biomasse - taux réduit de la TVA sur les matériels de production et de stockage) : rejeté (p. 8913)

Son amendement n° 177 (énergie solaire - taux réduit de la TVA sur les matériels de production et de stockage) : rejeté (p. 8914)

Son amendement n° 178 (géothermie - taux réduit de la TVA sur les matériels de production et de stockage) : rejeté (p. 8914)

Son amendement n° 179 (énergie éolienne - taux réduit de la TVA sur les matériels de production et de stockage) : rejeté (p. 8914)

Son amendement n° 180 (énergie houlomotrice ou marémotrice - taux réduit de la TVA sur les matériels de production et de stockage) : rejeté (p. 8914)

Son amendement n° 182 (déflecteurs ajoutés à des véhicules existants - taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 8914)

Son amendement n° 106 (spectacles d'art vivant - généralisation du taux de TVA à 2,1%) (p. 8914) : rejeté (p. 8915)

Après l'article 14

Son amendement n° 156 (taxe sur les salaires : exonération des établissements publics de santé) (p. 8948) : rejeté (p. 8949)

Son amendement n° 149 (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations sportives bénéficiant d'un agrément ministériel) : rejeté (p. 8949)

Son amendement n° 150 (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère culturel bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8949) : rejeté (p. 8951)

Son amendement n° 151 (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère éducatif bénéficiant d'un agrément ministériel) : rejeté (p. 8951)

Son amendement n° 152 (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère social bénéficiant d'un agrément ministériel) : rejeté (p. 8951)

Son amendement n° 153 (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère philanthropique bénéficiant d'un agrément ministériel) : rejeté (p. 8951)

Son amendement n° 109 (contribution des institutions financières : rétablissement du taux de 1%) (p. 8951) : rejeté (p. 8952)

Son amendement n° 110 (contribution des institutions financières : pérennisation du taux de 0,8 %) (p. 8951) : rejeté (p. 8952)

Son amendement n° 111 (contribution des institutions financières : suppression de l'abattement de 3 000 €) : rejeté (p. 8953)

Son amendement n° 108 (contribution des institutions financières : abattement ramené de 3 000 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8953)

Son amendement n° 145 (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 – taux de 0,05 %) (p. 8953) : rejeté (p. 8956)

Son amendement n° 146 (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 – taux de 0,01 %) (p. 8953) : rejeté (p. 8956)

Son amendement n° 342 (crédit d'impôt recherche remplacé par un impôt dont seraient déduites les dépenses de recherche) (p. 8956) : rejeté (p. 8957)

Son amendement n° 157 (ISF : intégration des biens professionnels dans l'assiette en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 8957) : rejeté (p. 8958)

Son amendement n° 164 (ISF : intégration des œuvres d'art dans l'assiette sur la base de 3 % du patrimoine déclaré sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 8958) : rejeté (p. 8959)

Son amendement n° 174 (ISF : suppression de l'abattement de 50 % sur la valeur des parts faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8959) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8961)

Son amendement n° 175 (ISF : abattement de 50 % sur la valeur des parts – engagement collectif de conservation devant porter sur 25 % et non 20 % du capital) (p. 8962) : rejeté (p. 8963)

Son amendement n° 184 (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8963) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8966)

Son amendement n° 455 (ISF : qualification de biens professionnels – 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8975) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8978)

Son amendement n° 454 (ISF : qualification de biens professionnels – 65 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8975) : rejeté (p. 8978)

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles de Courson (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8979)

Reprend l'amendement n° 361 de M. Philippe Auberger (ISF : résidence principale – abattement supplémentaire de 5 % par personne à charge) (p. 8981) : retiré (p. 8982)

Son amendement n° 336 (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % - majoration des taux à partir de la troisième tranche - taux marginal de 2 %) (p. 8982) : rejeté (p. 8987)

Son amendement n° 337 (ISF : majoration des taux des trois dernières tranches - taux marginal de 2 %) (p. 8982) : rejeté (p. 8987)

Son amendement n° 338 (ISF : majoration des taux des deux dernières tranches - taux marginal de 2 %) (p. 8982) : rejeté (p. 8987)

Son amendement n° 339 (ISF : taux de la dernière tranche porté à 2 %) (p. 8982) : rejeté (p. 8987)

Son amendement n° 343 (impôt de Bourse : rétablissement pour les non-résidents) : rejeté (p. 8987)

Son amendement n° 345 (taxe foncière sur les propriétés bâties : dégrèvement porté de 100 € à 150 € pour les redevables de plus de soixante-cinq ans disposant de faibles revenus) (p. 8987) : rejeté (p. 8988)

Son amendement n° 144 (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux) (p. 8988) : rejeté (p. 8990)

Son amendement n° 187 (révision des valeurs locatives : suppression en deux ans du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8988) : rejeté (p. 8990)

Son amendement n° 154 (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 8990) : rejeté (p. 8992)

Son amendement n° 155 (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 8 000 €) (p. 8990) : rejeté (p. 8992)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8974)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9002)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 9014, 9021)

Son amendement n° 304 (de suppression) (p. 9015)

Son sous-amendement n° 509 (RMI : exonération des allocataires) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9023)

Son sous-amendement n° 510 (chômeurs en fin de droits : exonération des allocataires) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9023)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9032)

Après l'article 20

Reprend l'amendement n° 72 de M. Michel Bouvard (privatisation de France 2) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9034)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9039 et s.)

Reprend l'amendement n° 283 de M. Yves Censi (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 9040)

Article 24 (réaffectation des recettes du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9042)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9048)

Article 32 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des communes) de diverses compensations perçues par les communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 9058)

Article 33 (intégration du Fonds national de péréquation (FNP) dans la dotation globale de fonctionnement - DGF)

Son intervention (p. 9060)

Après l'article 33

Son amendement n° 442 (prélèvement sur bases locatives élevées : nouveau barème et augmentation des taux) (p. 9060) : rejeté (p. 9061)

Son amendement n° 441 (prélèvement sur bases locatives élevées : augmentation des taux) : rejeté (p. 9061)

Article 37 (inscription en prélèvement sur recettes de la compensation versée aux communes et établissements publics de coopération intercommunale au titre des pertes de recettes résultant de certaines exonérations de taxe foncière)

Son intervention (p. 9063)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son amendement n° 176 (PIB en volume : prise en compte de sa croissance portée de 33 % à 50 %) (p. 9065)

Son amendement n° 296 (PIB en volume : prise en compte de sa croissance portée de 33 % à 41 %) (p. 9066)

Après l'article 39

Son amendement n° 293 (dotations de compensation de taxe professionnelle des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale : compensation des baisses) (p. 9067) : rejeté (p. 9068)

Son amendement n° 112 (fonds de compensation pour la TVA : rétablissement des dispositions antérieures à l'article 53 de la loi de finances rectificative pour 1993) : rejeté (p. 9068)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9069)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9071)

Son amendement n° 348 (de suppression) (p. 9073)

Son amendement n° 458 (produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et de l'ISF substitués à la part de TIPP) (p. 9077)

Son amendement n° 459 (fiscalité sur les jeux et produit de l'ISF substitués à la part de TIPP) (p. 9077)

Son amendement n° 460 (produits de divers prélèvements sur des entreprises, de l'impôt de bourse et de l'ISF substitués à la part de TIPP) (p. 9077)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9124)

Son amendement n° 417 corrigé (dépenses militaires : réduction de 500 millions d'euros) (p. 9126)

Explications de vote et vote [21 octobre 2003] (p. 9136)

Ses explications de vote (p. 9136)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9136)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son amendement n° 259 (de suppression) (p. 10570)

Article 63 (assouplissement du régime de report en avant des pertes des entreprises)

Son amendement n° 260 (de suppression) : non soutenu (p. 10655)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10735)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : fonctionnaires et agents publics (p. 10736)

Elections et référendums : statut des élus (p. 10737)

Etat : structures gouvernementales (p. 10737)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10737)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10737)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 10737)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10737)
Parlement : assistants parlementaires (p. 10737)
Parlement : rôle (p. 10736)
Parlement : Sénat : réforme (p. 10736)
Politique générale : institutions : démocratie (p. 10736)
Politique générale : libéralisme (p. 10735 et s.)
Secteur public : services publics : rôle (p. 10736)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son amendement n° 23 (suppression des prélèvements) (p. 11678)

Seconde délibération

Avant l'article 16

Son amendement n° 28 (restauration : taux réduit de la TVA) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11725)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son amendement n° 26 (de suppression) (p. 11737)

Après l'article 30

Son amendement n° 24 (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11771) : devenu sans objet (p. 11777)

Son amendement n° 25 (produits alimentaires certifiés « commerce équitable » : taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 11780)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son amendement n° 29 (affectation à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine de l'intégralité du prélèvement et des excédents annuels du Fonds) (p. 11817)

Son amendement n° 33 (affectation à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et à la Caisse de garantie du logement social de l'intégralité du prélèvement et reversement des excédents annuels du Fonds à cette dernière) (p. 11818)

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son amendement n° 30 (de suppression) (p. 11821)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1321)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 février 2004] (p. 1296)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1323)

Cultes : intégrisme (p. 1322)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1321)

Etat : laïcité : histoire (p. 1322)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1321)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1322)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1323)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1485 et s.)

Son amendement n° 22 (p. 1486)

Son amendement n° 21 (p. 1487)

Ses amendements n°s 23 corrigé, 20 corrigé et 24 (p. 1488)

Après l'article 1er

Son amendement n° 19 (enseignement de l'histoire du fait religieux dans les écoles élémentaires, les collèges et les lycées) (p. 1499) : retiré (p. 1500)

Article 3 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 1500)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Ses amendements n°s 1523 et 1522 (p. 2132)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son amendement n° 1525 (p. 2213)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son amendement n° 1526 rectifié (p. 2305)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2310 et s.)

Article 59 (expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat)

Son intervention (p. 2322)

Son amendement n° 1528 (p. 2323)

Après l'article 59

Son amendement n° 1518 (interdiction des cultures d'organismes génétiquement modifiés) : rejeté (p. 2324)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2375 et s.)

Reprend l'amendement n° 90 de M. Pierre Lequiller (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 2377)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son amendement n° 1529 (p. 2397)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)

Son amendement n° 1530 (p. 2401)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son amendement n° 1531 (p. 2456)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son amendement n° 1533 (p. 2475)

Avant l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Jean-Pierre Balligand (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2507)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 1535 à l'amendement n° 415 rectifié de la commission (p. 2509)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7128)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7114)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 7129)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7129)

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption**Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3515)**

Son intervention (p. 3517)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 3518)
Banques et établissements financiers (p. 3518)
Droit civil : contrats : corruption (p. 3518)
Droit pénal : corruption (p. 3517 et s.)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 3517)
Politique économique : mondialisation (p. 3517 et s.)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3591)

Son intervention (p. 3592)

Thèmes :

Collectivités territoriales : évaluation des charges : compensations financières (p. 3593)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 3592)
Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3592)
Collectivités territoriales : ressources propres : Conseil constitutionnel (p. 3594)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3592)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : statistiques (p. 3593)
Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 3594)
Constitution : révision : Président de la République (p. 3591)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3592 et s.)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3591 et s.)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3594)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6987)

Son intervention (p. 6996)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6971)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6997)
Collectivités territoriales : compensations financières : transferts de compétences (p. 6996)
Collectivités territoriales : décentralisation : inégalités (p. 6987)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 6997)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6997)
Parlement : Sénat : amendements (p. 6997)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)**Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)**

Son intervention (p. 4438 et s.)

Reprend l'amendement n° 115 de la commission (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 4449)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4464 et s.)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4469 et s.)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (définition et interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 5170 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (interdiction des licenciements économiques hors le cas des "difficultés avérées") (p. 5174 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition du comité d'entreprise aux décisions de suppression d'emplois) (p. 5185 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude des avis des représentants du personnel sur les projets de suppression d'emplois) (p. 5186 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration**[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)**

Son intervention (p. 5405)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : politique de l'emploi (p. 5407)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5406)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5406 et s.)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 5406 et s.)
Politique économique : consommation (p. 5407)
Politique sociale (p. 5406)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 5408)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5408)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5407)
TVA : exonération : navigation (p. 5406)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5437)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : fraude (p. 5438)
Donations et successions : donations : exonération (p. 5437 et s.)
Donations et successions : droits de succession : réforme (p. 5437)
Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5438)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5438)
Impôts locaux : taxe professionnelle : fraude (p. 5438)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 5437 et s.)
Parlement : rôle : rétroactivité des lois (p. 5437)
Politique économique : prix : grande distribution (p. 5438)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6576 et s.)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6580 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6597 et s.)

Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)

Son intervention (p. 6607 et s.)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)

Son intervention (p. 6614 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6659 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6673 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6683 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6708 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6733 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6739)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6860 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6882 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6904)

Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6905 et s.)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6910 et s.)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6931 et s.)

Après l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6933 et s.)

Reprend l'amendement n° 11 de la commission (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 6933) : rejeté (p. 6934)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6945 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7376)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7377) : rejetée (p. 7381)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 7379)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7376 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7377 et s.)

Impôt sur le revenu : déductions (p. 7378)

Politique économique : libéralisme (p. 7377)

Politique générale : Gouvernement (p. 7380)

Politique sociale : inégalités (p. 7376 et s.)

Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 7376, 7378)

TVA : champ d'application : pauvreté (p. 7378)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387 et s.)

Ses explications de vote (p. 7390)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7390)

Ghislain BRAY

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Membre suppléant du Haut Conseil de l'évaluation de l'école [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10870)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3118)

Handicapés. Allocation aux adultes handicapés. Conditions d'attribution [23 juin 2004] (p. 5320)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4337)

Thèmes :

Handicapés : intégration (p. 4337)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4337)

Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4337)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4442 et s.)
Son amendement n° 530 (p. 4447)

Après l'article 2

Son amendement n° 531 : rejeté (p. 4453)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4462 et s.)
Son amendement n° 529 (p. 4462)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4671 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son amendement n° 532 (p. 4681)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4683 et s.)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 13 mai 2004] (p. 8541)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 35 : Outre-mer (Collectivités d'outre-mer à statut particulier et Nouvelle-Calédonie) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Ses interventions (p. 9221, 9240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : généralités (p. 9241)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 9221)
Outre-mer : crédits budgétaires (p. 9221)
Outre-mer : continuité territoriale : subventions (p. 9222)
Santé : santé publique : Wallis-et-Futuna (p. 9240)
Transports aériens : Wallis-et-Futuna (p. 9240)

Union européenne : Fonds européen de développement régional (FEDER) : collectivités d'outre-mer (p. 9222)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)****Article 1er (caractères généraux de la Polynésie française)**

Son intervention (p. 358)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 419)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cesse ses fonctions ministérielles le 14 avril 2004. Décret du 14 avril 2004 [J.O. du 15 avril 2004] (p. 6942)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 7 octobre 2003] (p. 17144)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Arabie Saoudite. Prise d'otages, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4269)

Jacques BRIAT

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1177 sur le renforcement de la transparence financière et de l'égalité des candidats lors des élections locales [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1183 sur l'effectivité de la présomption d'innocence en matière de communication judiciaire [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1184 sur le renforcement du respect de la présomption d'innocence en matière de communication judiciaire [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1450 sur la proximité citoyenne du département [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
n° 639, posée le 24 février 2004. Retraites : régime agricole. Paiement des pensions (J.O. Questions p. 1285). Appelée le 24 février 2004. Mensualisation, conséquences fiscales (p. 1805)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9166)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique économique : conjoncture (p. 9166)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9166)

Retraites : régime agricole (p. 9166)

Maryvonne BRIOT*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteuse de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la progression du nombre d'internements psychiatriques en France (n° 1459) [4 mars 2004]

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1459) de M. Georges Hage, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la progression du nombre d'internements psychiatriques en France [12 mai 2004] (n° 1598)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)*Après l'article 51*

Son amendement n° 251 (simplification des transferts d'officine, en particulier dans les petites communes rurales) (p. 8427) : adopté (p. 8428)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5814)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 5814)

Santé : accès aux soins (p. 5814)

Santé : données médicales (p. 5814)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)*

Son intervention (p. 6871)

Bernard BROCHAND*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [5 mai 2004] (p. 3346)

François BROTTESS*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Postes. La Poste. missions de service public, respect [15 octobre 2003] (p. 8605)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [7 avril 2004] (p. 2675)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [2 juin 2004] (p. 4349)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande quel est l'impact financier du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux sur les charges des collectivités territoriales [21 janvier 2004] (p. 682)

Regrette que le Gouvernement ait déclaré l'urgence sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie : il n'est ni sérieux ni démocratique de procéder ainsi [18 mai 2004] (p. 3782)

Est scandalisé par la méthode utilisée par le Gouvernement pour faire adopter de grandes décisions mettant en cause le statut de grandes entreprises publiques en faisant voter un projet de loi d'orientation sur l'énergie [19 mai 2004] (p. 3855)

Déplore l'entêtement du Gouvernement qui s'apprête à porter un très mauvais coup au service public en privatisant EDF-GDF [27 mai 2004] (p. 4206)

S'interroge sur l'organisation des travaux parlementaires et sur le rôle du Parlement : le texte relatif au service public du gaz et de l'électricité qui va être débattu en séance publique n'est pas celui que le ministre est venu présenter, il y a quelques jours, en commission des affaires économiques [15 juin 2004] (p. 4927)

Demande au président de la commission des affaires économiques de réunir immédiatement afin d'examiner les amendements non encore examinés par elle [16 juin 2004] (p. 5052)

Estime que la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur l'applicabilité immédiate des directives européennes devrait amener le Gouvernement à clarifier la procédure de transposition de ces textes [17 juin 2004] (p. 5082)

Est choqué de l'ingérence d'une commissaire européenne Mme de Palacio affirmant qu'il est indispensable de changer le statut d'EDF-GDF. Pour vérifier si Mme de Palacio a changé de compétences au sein de la Commission européenne, il demande une suspension de séance au nom du groupe socialiste [22 juin 2004] (p. 5248)

Interroge le Gouvernement sur la position de la Commission européenne concernant le statut d'EDF et celui du gestionnaire de réseau [22 juin 2004] (p. 5267)

Réitère sa question sur la position de la Commission européenne concernant le statut d'EDF et celui du gestionnaire de réseau [22 juin 2004] (p. 5271)

A du mal à aboutir au décompte exact et sans contester le résultat du vote, demande, au nom du groupe socialiste, une suspension de séance [22 juin 2004] (p. 5288)

Exprime le souhait de consulter le compte rendu de la réunion de la commission réunie à la suite de la suspension de séance [23 juin 2004] (p. 5324)

Considère qu'il n'est pas sérieux de reprocher à l'opposition de faire son travail dans le strict respect du règlement [23 juin 2004] (p. 5325)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Bois et forêts : forêts (p. 9193)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux (établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787 et s.)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son intervention (p. 11817 et s.)

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son intervention (p. 11820 et s.)

Demande de seconde délibération de l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux relatif à l'établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or, créant un article additionnel après l'article 30

Son intervention (p. 11823)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement de l'article 4 du projet de loi et pour coordination de l'article 2

Son intervention (p. 11823)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11842) : rejetée (p. 11851)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11864)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11847)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 11846)

Politique économique : concurrence (p. 11843)

Secteur public : entreprises publiques (p. 11842)

Secteur public : privatisations (p. 11843)

Secteur public : services publics (p. 11842)

Télécommunications : services publics (p. 11843)

Télécommunications : France Télécom (p. 11842, 11864)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11843)

Télécommunications : Internet (p. 11844)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 11844)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11874 et s.)

Ses amendements n° 34 et 35 (p. 11881)

Son amendement n° 49 (p. 11886)

Son amendement n° 50 (p. 11888)

Son amendement n° 55 (p. 11902)

Reprend l'amendement n° 5 de la commission (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 11908)

Ses amendements n° 61 et 63 (p. 11910)

Article 2 (coordination du droit du service universel avec l'évolution européenne)

Son intervention (p. 11911 et s.)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)

Son intervention (p. 11913)

Article 5 (abrogation de l'obligation pour l'Etat de détenir la moitié du capital)

Son intervention (p. 11921)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son intervention (p. 11923)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Patrick Ollier (concurrence tarifaire : déontologie et obligations) (p. 11926)

Article 1er précédemment réservé (organisation du service universel)

Son amendement n° 132 (p. 11927)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11928)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Après l'article 2

Son amendement n° 26 (crédit "revolving" soumis à la signature conjointe des époux) (p. 12166) : adopté (p. 12167)

Article 3 (crédit gratuit)

Son amendement n° 27 corrigé (p. 12174)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Après l'article 1er

Son amendement n° 55 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 167)

Avant l'article 37 bis

Son sous-amendement n° 75 (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 222) : adopté (p. 223)

Son sous-amendement n° 76 (nécessité qu'un appel d'offres préalable soit resté infructueux) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) : rejeté (p. 224)

Son amendement n° 73 (définition du service universel de télécommunications) : retiré (p. 226)

Son amendement n° 74 (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2008) : adopté après modification (p. 226)

Article 39 (modalités de rémunération de certains personnels de France Telecom)

Son amendement n° 77 (p. 234)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 527)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 528)

Aménagement du territoire : montagne (p. 528)

Collectivités territoriales : ressources (p. 528)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 527)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 528)

Politique économique : libéralisme (p. 528)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 527)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 527)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (création d'un titre liminaire : solidarité nationale en faveur des territoires ruraux et de montagne assurée par l'Etat et reconnaissance de leur spécificité) (p. 665)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 888 (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 666) : rejeté (p. 668)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son rappel au règlement (cf supra) [21 janvier 2004] (p. 682)

Son amendement n° 1148 (p. 690)

Après l'article 1er

Son amendement n° 916 (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 691)

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (allongement de la durée d'exonération d'impôts locaux pour les nouvelles entreprises installées dans les zones d'aménagement du territoire) (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1455 de M. Augustin Bonrepaux (augmentation à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1457 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 696)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Intervient sur l'amendement n° 1351 de M. Augustin Bonrepaux (création de zones franches rurales) (p. 706)

Son amendement n° 919 (augmentation des dotations accordées aux communes rurales) (p. 708) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 710)

Son amendement n° 914 (majoration spécifique de la dotation de développement rural) : rejeté (p. 710)

Son amendement n° 913 (progression annuelle de la dotation de fonctionnement minimale) : rejeté (p. 710)

Son amendement n° 915 (majoration de dotations aux communautés de communes rurales maintenant des services de proximité) (p. 713) : rejeté (p. 715)

Intervient sur l'amendement n° 779 de M. Antoine Herth (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715)

Intervient sur l'amendement n° 1072 de M. Jean Gaubert (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Jean Lassalle (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Son sous-amendement n° 1424 (assistance technique de l'Etat aux communes situées en ZRR) à l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720) : rejeté (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Jean Lassalle (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Michel Bouvard (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 1075 de M. François Vannson (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 922 de M. Jean Gaubert (prolongation de cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Son amendement n° 923 (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 724) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. André Chassaigne (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. André Chassaigne (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 727)

Son amendement n° 918 (zones de revitalisation rurale prioritaires en matière de services publics et de services de proximité) : rejeté (p. 727)

Son intervention : (p. 729)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 730)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Ses amendements n°s 1154 et 1152 (p. 744)

Ses amendements n°s 1153 et 1151 (p. 745)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son amendement n° 1155 (p. 768)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Son amendement n° 1156 (p. 776)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1191 (schéma pluriannuel de développement des services d'accueil communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six ans) (p. 793) : rejeté (p. 794)

Son amendement n° 1336 (renforcement des associations qui créent des services en milieu rural) : rejeté (p. 794)

Reprend l'amendement n° 180 de la commission (limitation de la solidarité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 808) : rejeté (p. 809)

Son amendement n° 1348 (responsabilité des entrepreneurs individuels de transports en milieu rural) (p. 809) : adopté (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Joël Giraud (promotion du travail saisonnier par le Gouvernement) (p. 816)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 604 rectifié du Gouvernement (réserve spéciale non imposable couvrant les conséquences de la

défaillance d'un adhérent du groupement d'employeurs) (p. 821 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean Launay (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 836)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 956 de M. Jean Launay (rédactionnel) (p. 837)

Son amendement n° 1170 (extension des pouvoirs de police du maire sur les dépôts privés d'ordures non autorisés) : adopté (p. 838)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 840 et s.)

Son sous-amendement n° 1469 à l'amendement n° 846 du Gouvernement (p. 846)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 852)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Kléber Mesquida (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Philippe-Armand Martin (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Kléber Mesquida (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Après l'article 22

Son amendement n° 1367 (remembrement foncier forestier) (p. 859) : retiré (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Michel Bouvard (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (autorisations dérogatoires d'opérations d'urbanisme sur certaines friches forestières) (p. 861)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (expropriation, en cas d'abandon manifeste, des voies privées assorties d'une servitude de passage public) (p. 869)

Son amendement n° 1171 (intervention des SAFER dans les opérations d'aménagement concerté d'espaces) (p. 869) : retiré (p. 870)

Après l'article 26

Son amendement n° 1187 (encouragement fiscal à l'investissement en forêt) : rejeté (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 875)

Après l'article 27

Son amendement n° 1172 (droit de préemption en vue de la sauvegarde des espaces naturels) : rejeté (p. 877)

Son amendement n° 1173 (objet unique d'un aménagement : sauvegarde ou mise en valeur d'un espace naturel) : rejeté (p. 877)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 878)

Après l'article 28

Son amendement n° 1015 (exonérations fiscales prévues en cas de remembrement au sein d'un massif forestier) : retiré (p. 879)

Article 29 (échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux)

Son intervention (p. 880)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son amendement n° 975 (p. 880)

Article 31 (décentralisation des procédures de réglementation et de protection des boisements)

Son intervention (p. 881)

Article 32 (adaptation des associations foncières d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 882)

Article 33 (délais et exceptions pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aménagement foncier)

Son intervention (p. 883)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 885)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 887)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son intervention (p. 890)

Son amendement n° 1194 (p. 891)

Après l'article 36

Son amendement n° 1014 (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) : rejeté (p. 894)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 1341 de M. François Dosé (installation des professionnels de santé soumise au principe de l'égal accès des soins sur l'ensemble du territoire national) (p. 939)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 948 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 1442 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 963)

Avant l'article 37

Son amendement n° 1338 précédemment réservé (tarification postale uniforme) (p. 965) : retiré (p. 966)

Son amendement n° 1337 précédemment réservé (conditions de desserte du courrier) (p. 966) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 968)

Son amendement n° 894 précédemment réservé (tarification postale uniforme) : rejeté (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé de M. Michel Bouvard (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Son amendement n° 895 précédemment réservé (égal accès à l'électricité) (p. 970) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 971)

Son amendement n° 1350 précédemment réservé (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 971) : devenu sans objet (p. 972)

Son amendement n° 1341 précédemment réservé (modalités de conclusion de la convention) : retiré (p. 972)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 977)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1004)

Après l'article 37

Son amendement n° 1347 précédemment réservé (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire - organisation des services au public) : rejeté (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 977 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (fonds de solidarité territoriale) (p. 1011)

Avant l'article 62

Son amendement n° 1324 (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014) : rejeté (p. 1016)

Son amendement n° 1321 (étiquetage des produits AOC) (p. 1016) : retiré (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1130 corrigé de M. Michel Bouvard (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1018)

Son amendement n° 1184 (délai d'autorisation tacite d'une installation de microcentrale) (p. 1020) : adopté (p. 1021)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son amendement n° 1346 corrigé (p. 1024)

Son amendement n° 973 (p. 1025)

Son amendement n° 965 corrigé (p. 1026)

Son amendement n° 966 corrigé (p. 1032)

Après l'article 62

Son amendement n° 1339 (autorisation d'urbanisme commercial et consultation du comité de massif) (p. 1034) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 1323 (contrats types d'exploitation agricole) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 1345 (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035) : adopté (p. 1036)

Son amendement n° 1344 (services au public en zone de montagne) : adopté (p. 1036)

Après l'article 63

Son amendement n° 903 (vice-présidents des commissions syndicales de gestion des biens indivis intercommunaux) : adopté (p. 1037)

Son amendement n° 1200 (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) : adopté (p. 1037)

Son amendement n° 1199 (constructibilité - rives des plans d'eau) (p. 1037) : retiré (p. 1038)

Son amendement n° 1198 corrigé (constructibilité - rives des plans d'eau intérieurs) : rejeté (p. 1038)

Son amendement n° 1352 (seuils d'application de procédures d'aménagements en montagne) (p. 1039) : retiré (p. 1040)

Son amendement n° 1195 (aménagements en montagne : simplification des procédures) : retiré (p. 1041)

Après l'article 64

Son amendement n° 1490 (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1043) : retiré (p. 1045)

Son amendement n° 967 (normes des refuges de montagne) : retiré (p. 1046)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 353 de la commission (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047)

Intervient sur l'amendement n° 1183 de M. Jean-Paul Chanteguet (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047)

Intervient sur l'amendement n° 1527 du Gouvernement (ouvrages nécessaires au débardage des bois d'exploitation ; propriétés forestières des communes classées en zones de montagne) (p. 1050)

Son amendement n° 1333 (logements réservés aux saisonniers dans les programmes immobiliers) : devenu sans objet (p. 1056)

Son amendement n° 1332 (taxe de séjour intercommunale dans les zones de montagne) : retiré (p. 1056)

Reprend l'amendement n° 351 de la commission (travaux sectionnaux d'intérêt communal ; charges financières ; répartition) (p. 1057) : rejeté (p. 1057)

Son amendement n° 1416 (réhabilitation des bâtiments ayant eu un usage agricole) (p. 1059) : rejeté (p. 1060)

Son amendement n° 1196 corrigé (massifs : directives territoriales ; adaptations) : devenu sans objet (p. 1087)

Son amendement n° 1185 (aides du FISAC : attribution régionale) : retiré (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Michel Bouvard (critères permettant de déterminer les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1088)

Son amendement n° 1263 (élargissement du périmètre des zones de revitalisation rurale à des communautés de communes en déclin économique ou démographique) : rejeté (p. 1089)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurte (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Son amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092) : rejeté après rectification (p. 1093)

Après l'article 39

Son amendement n° 1340 précédemment réservé (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094) : rejeté (p. 1095)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son amendement n° 1159 (p. 1102)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son amendement n° 1164 (p. 1106)

Après l'article 49

Son amendement n° 896 (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1108) : rejeté (p. 1109)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son amendement n° 1165 (p. 1109)

Son amendement n° 962 (p. 1110)

Son amendement n° 1166 (p. 1112)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son amendement n° 899 (p. 1119)

Son amendement n° 897 (p. 1121)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Charles de Courson (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1149)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son amendement n° 900 (p. 1157)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son amendement n° 1157 (p. 1176)

Après l'article 40

Son amendement n° 917 corrigé précédemment réservé (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1177) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1178)

Après l'article 41

Intervention : (p. 1185)

Avant l'article 42

Son amendement n° 1335 précédemment réservé (majoration des crédits affectés à la dotation de solidarité rurale) : rejeté (p. 1186)

Son amendement n° 1188 précédemment réservé (conventions de gestion des espaces naturels et contrats d'objectifs) : rejeté (p. 1186)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de la commission (exonération cinquantenaire de taxe sur le foncier non bâti pour les terrains plantés en résineux en zones de montagne) (p. 1187)

Après l'article 45

Son amendement n° 961 rectifié précédemment réservé (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon, dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) : rejeté (p. 1188)

Article 46 précédemment réservé (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les espaces pastoraux)

Son amendement n° 1158 (p. 1188)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Son amendement n° 1331 précédemment réservé (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189) : rejeté (p. 1190)

Son amendement n° 1330 précédemment réservé (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189) : rejeté (p. 1190)

Reprend l'amendement n° 256 précédemment réservé de la commission (reprise des biens sectionnaux en cas de non respect du règlement d'attribution) (p. 1191) : rejeté (p. 1191)

Avant l'article 66

Son amendement n° 1264 (microcentrales hydrauliques) : rejeté (p. 1193)

Son amendement n° 1265 (commissions départementales de présence postale) (p. 1193) : rejeté (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 905 de M. Henri Nayrou (contrats d'accès au service public) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Henri Nayrou (délégation interministérielle à la ruralité) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 907 de Mme Marylise Lebranchu (mise en place, à l'horizon 2008, de Maisons de la justice et du droit assurant un service itinérant dans les communes rurales) (p. 1195)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son intervention (p. 1196 et s.)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 1482 du Gouvernement (concours d'écoles vétérinaires : validation) (p. 1199)

Intervient sur l'amendement n° 1483 du Gouvernement (INRA - promotion de classe - validation) (p. 1199)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son amendement n° 968 (p. 1200)

Article 68 (organisation et rôle des chambres régionales d'agriculture)

Son amendement n° 990 (p. 1200)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Dominique Juillot (Centre national professionnel de la propriété forestière : consultation) (p. 1203)

Intervient sur l'amendement n° 610 du Gouvernement (possibilité pour deux entreprises ayant un lien de capital d'assurer, d'un côté, une mission d'équarrissage et, de l'autre, une activité de commerce et de transport) (p. 1203)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. André Chassaingne (promotion d'emplois permanents, sécurisés et qualifiés inscrite dans la loi) (p. 1204)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. André Chassaingne (surcoûts de l'exploitation forestière en zones de montagne pris en compte par la politique de la forêt) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. André Chassaingne (composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. André Chassaingne (contenu des contrats de plan pluriannuels : obligations de service public de l'ONF et évaluation des moyens nécessaires) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. André Chassaingne (reconnaissance de la pénibilité du travail réalisé par les ouvriers forestiers de l'ONF) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. André Chassaingne (négociations entre les représentants de la filière bois et les organisations syndicales représentatives afin de mener une négociation sur la retraite anticipée des ouvriers de l'ONF) (p. 1213)

Article 74 (contribution de l'Office national des forêts (ONF) au maintien de services publics en zones de revitalisation rurale (ZRR) et clarification des conditions de vente du bois par l'ONF)

Son amendement n° 1266 (p. 1213)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 540 corrigé de M. André Chassaingne (établissement systématique de chartes forestières de territoire) (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 1524 du Gouvernement (autorisation des transports de bois ronds portée à huit ans à compter de la publication de la loi) (p. 1214)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 1217)

Après l'article 75

Son sous-amendement n° 1519 (ressources de l'établissement) à l'amendement n° 612 deuxième rectification du Gouvernement (création d'un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé : « Agence française d'information et de communication agricole et rurales ») : retiré (p. 1219)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Kléber Mesquida (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1220)

Intervient sur l'amendement n° 613 du Gouvernement (aménagement du territoire : groupement d'intérêt public ; création) (p. 1222)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Victorin Lurel (sauvegarde du foncier agricole de l'outre-mer) (p. 1223)

Intervient sur l'amendement n° 972 de M. Victorin Lurel (outre-mer ; politique agricole ; rapport au Parlement) (p. 1223)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 1224)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 1225 et s.)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 1233)

Après l'article 60

Son sous-amendement n° 1421 (ONF) à l'amendement n° 1 de M. Pierre Lang (Alsace-Moselle ; fonds départemental d'indemnisation des dégâts des sangliers) (p. 1236) : rejeté (p. 1237)

Ses explications de vote (p. 1238)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1239)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1621)

Son intervention (p. 1628)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1629)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1629)

Postes : La Poste (p. 1628)

Secteur public : services publics (p. 1621, 1629)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1677)

Article 14 (pouvoir réglementaire de l'ART - Autorité de régulation des télécommunications-)

Son intervention (p. 1689)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son intervention (p. 1690)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1691 et s.)

Article 22 (articles L. 42 à L. 42-4 du code des postes et des communications électroniques : obligations liées à l'utilisation des fréquences assignées par l'ART)

Son intervention (p. 1696)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Son intervention (p. 1697 et s.)

Article 25 (adaptation des règles sur les droits de passage et les servitudes)

Son intervention (p. 1700 et s.)

Article 26 (article L. 125 du code des postes et des communications électroniques : dispositions

définissant le statut de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques)

Son intervention (p. 1702)

Article 35 (compétences du CSA en matière de concurrence et de coordination)

Son intervention (p. 1706)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son intervention (p. 1750)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1754 et s.)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les collectivités territoriales aux télévisions locales ayant passé un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 1767)

Son amendement n° 194 (de précision) : rejeté (p. 1768)

Son intervention (p. 1769)

Article 89 (articles L. 121-90 à L. 121-92 du code de la consommation : création de contrats de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1770)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 39

Son amendement n° 724 (attribution du chèque d'accompagnement personnalisé par les services et organismes d'Etat) (p. 2156) : rejeté (p. 2157)

Son amendement n° 723 (institution d'une régie d'avance unique dans chaque collectivité pour le chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156) : rejeté (p. 2157)

Son amendement n° 719 (missions et organisation de la commission des chèques d'accompagnement personnalisé) (p. 2156) : rejeté (p. 2157)

Son amendement n° 720 (rapport sur les conditions d'extension du chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156) : rejeté (p. 2157)

Article 52 (limitation de l'aide gratuite de l'Etat au titre de l'étude technique des demandes de permis de construire)

Son amendement n° 799 (p. 2222)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 mai 2004] (p. 3782)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. François Dosé (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Son amendement n° 176 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. David Habib (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. Pierre Cohen (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Philippe Tourtelier (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de M. Pierre Ducout (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Jean-Yves Le Déaut (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Son amendement n° 126 (service public, éléments du contrat social) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Yves Cochet (politique de l'énergie et opinion publique) (p. 3873)

Intervient sur l'amendement n° 953 de Mme Janine Jambu (bilan du processus d'ouverture à la concurrence présenté au Parlement) (p. 3879)

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Yves Cochet (incitation fiscale à l'accomplissement de l'objectif d'efficacité énergétique) (p. 3886)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Yves Cochet (incitation fiscale au développement des véhicules propres) (p. 3890)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Yves Cochet (étiquetage des bâtiments en fonction de leur performance énergétique) (p. 3891)

Intervient sur l'amendement n° 617 de M. Yves Cochet (information sur l'origine de l'énergie vendue) (p. 3891)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Yves Cochet (normes applicables à l'implantation des microcentrales hydrauliques) (p. 3892)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Yves Cochet (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Yves Cochet (création d'une commission de certification d'origine de l'électricité renouvelable) (p. 3896)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3900 et s.)

Son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3908)

Son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3914)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3925)

Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Jean Dionis du Séjour (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 526 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciés lors de chaque mutation) à l'amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) (p. 3932)

Son sous-amendement n° 527 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie : rejeté (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 774 de M. Jean-Yves Le Déaut (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 825 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 892 de M. François-Michel Gonnnot (propriétaires bailleurs ; incitations à l'économie d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)

Son sous-amendement n° 286 (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3938)

Son sous-amendement n° 539 (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938) : rejeté (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée)

(EPR) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3947)

Intervient sur le sous-amendement n° 1081 de M. Claude Gatignol (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3955)

Son sous-amendement n° 555 (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3955) : adopté (p. 3956)

Son sous-amendement n° 304 (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956) : adopté (p. 3957)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnat (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3966)

Son sous-amendement n° 322 (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3969) : adopté (p. 3970)

Son sous-amendement n° 564 (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3970)

Son sous-amendement n° 573 (rôle des centrales thermiques en période de pointe) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3971)

Son sous-amendement n° 292 (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté après rectification (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 802 de M. Jean-Yves Le Déaut (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Répond aux interventions de M. Christian Bataille : (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3979)

Son sous-amendement n° 582 rectifié (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 3981)

Son sous-amendement n° 335 (rôle déterminant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3984) : rejeté (p. 3985)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. François Dosé (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. David Habib (objectif de cohésion économique et social) (p. 3989)

Son amendement n° 164 (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) : rejeté (p. 3990)

Son amendement n° 963 (rapport au Parlement, avant le 1er juillet 2004, sur la possibilité de constituer un pôle public de l'énergie associant EDF et GDF) (p. 3990) : rejeté (p. 3991)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)
Son intervention (p. 4178)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)
Son intervention (p. 4180 et s.)
Son amendement n° 151 (p. 4181)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)
Son sous-amendement n° 966 à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4184)
Son sous-amendement n° 965 à l'amendement n° 59 de la commission (p. 4186)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)
Son amendement n° 241 (p. 4192)

Après l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (transfert au maire ou au président de l'EPCI de la délivrance du permis de construire des éoliennes) (p. 4196)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)
Son amendement n° 252 (p. 4198)

Article 11 (simplification des procédures administratives d'autorisation ou de concession pour l'utilisation de l'énergie hydraulique)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 mai 2004] (p. 4206)

Après l'article 11

Son amendement n° 385 (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) : devenu sans objet (p. 4206)

Son amendement n° 395 rectifié (évaluation tous les cinq ans) : rejeté (p. 4206)

Son amendement n° 998 (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4206) : rejeté (p. 4207)

Son amendement n° 515 (recours minimal aux énergies renouvelables) : rejeté (p. 4207)

Son amendement n° 1018 (rôle des collectivités territoriales en matière d'environnement) : adopté (p. 4207)

Son amendement n° 485 (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207) : rejeté (p. 4208)

Son amendement n° 525 (modification du code général des collectivités territoriales : reconnaissance de l'ensemble des énergies) : retiré (p. 4208)

Son amendement n° 465 (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208) : retiré (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. François Dosé (de conséquence) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1019 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. François Dosé (communautés d'agglomération définies autour de nouvelles compétences) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences obligatoires ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. François Dosé (documents d'urbanisme ; conditions d'utilisation équilibrées de l'énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4212)

Intervient sur l'amendement n° 765 de M. Jean-Yves Le Déaut (Plan solaire) (p. 4219)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. François Dosé (insertion d'un titre) (p. 4220)

Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Après l'article 13
Son amendement n° 215 (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) : retiré (p. 4225)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. François Brottes (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4226)

Son amendement n° 204 (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau) (p. 4226) : rejeté (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (nouvelle dénomination du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; compétences consultatives) (p. 4229)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4231)

Son amendement n° 964 (champ d'intervention de la CRE étendu aux énergies renouvelables) (p. 4232) : rejeté (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. David Habib (affectation obligatoire de l'énergie fossile extraite du sous-sol national à des activités permettant sa valorisation) (p. 4237)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4135 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Ses amendements n° 750 et 751 (p. 4635)

Son amendement n° 744 (p. 4636)

Son amendement n° 752 (p. 4637)

Ses amendements n° 753 et 749 (p. 4638)

Après l'article 21

Son amendement n° 754 : rejeté (p. 4639)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Ses amendements n° 756 et 755 (p. 4640)

Après l'article 23

Son amendement n° 757 : adopté (p. 4641)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Ses amendements n° 765, 762 et 758 (p. 4641)

Ses amendements n° 764 et 763 (p. 4643)

Son amendement n° 759 rectifié (p. 4644)

Après l'article 25

Son amendement n° 776 : retiré (p. 4665)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 13 (clarification du régime des autorisations d'urbanisme)

Son amendement n° 96 (p. 4771)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son interruption (p. 4961)

Son intervention (p. 4968)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5033)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juin 2004] (p. 4927)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2004] (p. 5052)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5033)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4969 et s., 5033 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4969, 5033 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 4969)

Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4969)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4969)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5055 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2004] (p. 5082)

Répond aux observations de M. Patrick Ollier : (p. 5260)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 juin 2004] (p. 5267, 5271)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5281 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juin 2004] (p. 5288)

Répond aux observations de M. Jean-Claude Lenoir : (p. 5304)

Ses rappels au règlement (cf supra) [23 juin 2004] (p. 5324, 5325)

Son amendement n° 923 : adopté (p. 5327)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5362 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5369 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5374 et s.)

Explications de vote et vote [29 juin 2004] (p. 5676)

Ses explications de vote (p. 5682)

Vote contre du groupe socialiste (p. 5684)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Son intervention (p. 7105)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7106 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 7107)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7106 et s.)

Travail : droit du travail (p. 7105)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7106)

Chantal BRUNEL

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 mai 2004] (p. 8615)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1223 tendant à renforcer les garanties des redevables dans les procédures de recouvrement des cotisations sociales [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1645 relative à la lutte contre la polygamie [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Droit du travail. Dialogue social, réforme [14 octobre 2003] (p. 8502)

Droit pénal. Atteintes à la personne humaine. Victimes, familles, revendications [20 janvier 2004] (p. 569)

Tourisme et loisirs. Parcs d'attractions. Eurodisney, situation financière [9 juin 2004] (p. 4659)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 714, posée le 4 mai 2004. Sécurité publique. Question retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3207)

n° 764, posée le 25 mai 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3734). Appelée le 25 mai 2004. Effectifs de personnel, Noisiel (p. 4006)

n° 840, posée le 22 juin 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 22 juin 2004. Infrastructures, perspectives, Est parisien (p. 5215)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)*Procédure des questions :*

Voirie : autoroutes : Ile-de-France (p. 9480)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)*Procédure des questions :*

Police : effectifs : Noisiel (p. 10192)

Sécurité publique : catastrophes naturelles : sécheresse (p. 10198)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12292)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 12292)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 12292)

Formation professionnelle : contrats (p. 12292)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12292)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12292)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)*Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)*

Son intervention (p. 12519)

Après l'article 50

Son amendement n° 189 (conditions de remplacement d'un délégué titulaire par son suppléant) : retiré (p. 12539)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1436)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1437)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 1437)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1436)

Femmes : égalité des sexes (p. 1437)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1437)

Jacques BRUNHES*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Secrétaire de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1101 tendant à la création d'une commission d'enquête visant, à partir du bilan des politiques publiques destinées à promouvoir la langue française au plan national, européen et international, à proposer des mesures pour leur amélioration et le cas échéant, leur réorientation [2 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [3 décembre 2003] (p. 11596)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [21 janvier 2004] (p. 635)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, perspectives [6 avril 2004] (p. 2642)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 611, posée le 3 février 2004. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 740). Appelée le 3 février 2004. Emploi et activité (p. 740)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse le Gouvernement de se livrer à un "véritable coup de force politique" en décidant de maintenir à l'ordre du jour le projet de loi relatif au transfert de nouvelles compétences aux collectivités locales [7 avril 2004] (p. 2679)

Souligne l'absence, à la reprise de la séance, des représentants du Gouvernement, du rapporteur et des membres de l'UMP [10 juin 2004] (p. 4799)

Proteste contre la convocation du Parlement en session extraordinaire sur un ordre du jour comportant quatorze textes dont certains portent la marque libérale voire ultralibérale du MEDEF [29 juin 2004] (p. 5685)

Réagit à son tour à l'annonce d'une agression à caractère raciste et antisémite dans le RER, condamne au nom de son groupe cette agression, invite à une politique de lutte contre les principes de non-droit dans les banlieues et les transports en commun [11 juillet 2004] (p. 6487)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 9996)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : crédits budgétaires (p. 9997)

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 9997 et s.)

Défense : crédits (p. 9996)

Défense : direction des chantiers navals (p. 9997)

Défense : GIAT-Industries (p. 9997)

Défense : personnel civil (p. 9997)

Ordre public : terrorisme (p. 9997 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9997 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9998)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9998)

SPORTS

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10548)

Son intervention (p. 10548)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 10548)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10617)

Thèmes :

Sports : contrats emplois-jeunes (p. 10617)
Sports : associations et clubs (p. 10617)
Sports : crédits (p. 10617)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10617)
Sports : football (p. 10617)
Sports : médecine du sport (p. 10617)
Sports : métiers du sport (p. 10617)
Sports : politique du sport (p. 10617)
Sports : sportifs professionnels (p. 10617)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 61)
Langue française : usage (p. 61)
Union européenne : élargissement (p. 61)
Union européenne : langues officielles (p. 61)
Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 61)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1327)

Thèmes :

Enseignement privé : établissements sous contrat : laïcité (p. 1328)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1327)
Etrangers : immigration : communautarisme (p. 1327)
Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1328)
Politique sociale : fracture sociale : intégrisme (p. 1327)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : exclusion (p. 1327)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention (p. 1728)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions : réforme (p. 1729)
Constitution : article 37 : réforme (p. 1729)
Constitution : article 40 : réforme (p. 1729)
Lois : application : commissions (p. 1728)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 1729)
Union européenne : droit communautaire (p. 1729)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1732 et s.)

Seconde délibération

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1737)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 3 (application de la journée de solidarité au secteur agricole)

Son intervention (p. 3447)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son intervention (p. 3447)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son intervention (p. 3448)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son intervention (p. 3449)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3453 et s.)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3458 et s.)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son intervention (p. 3460)

Article 12 (modalités d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3464)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4736)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4739) : rejetée (p. 4744)

Son intervention (p. 4755)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 4736, 4742)
Assurance maladie maternité : généralités (p. 4741, 4756)
Constitution : article 34 : droits de succession (p. 4739, 4755)
Etablissements de santé : établissements publics : réforme (p. 4737)
Famille : filiation (p. 4741)
Logement (p. 4757)
Lois : statistiques (p. 4741)
Lois : textes d'application : délais (p. 4741)
Marchés publics (p. 4741)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4739 et s., 4755)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation : ratification (p. 4740)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation : simplifications administratives (p. 4737, 4755)
Parlement : contrôle parlementaire (p. 4739)
Parlement : prérogatives (p. 4756 et s.)
Parlement : sessions extraordinaires : conditions de travail (p. 4736)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 3 (développement de l'administration électronique)

Son intervention (p. 4760)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son intervention (p. 4764)

Article 6 (modifications relatives à l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 4767)

Article 12 (harmonisation des régimes d'aide personnelle au logement)

Son intervention (p. 4769 et s.)

Article 15 (harmonisation des définitions légales de la notion de superficie)

Son intervention (p. 4772 et s.)

Article 16 (simplification du droit forestier)

Son intervention (p. 4775)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)

Son intervention (p. 4783)

Article 37 (clarification et simplification des obligations à la charge des organismes prestataires d'actions de formation)

Son intervention (p. 4785)

Article 41 (simplification des règles de gestion des laboratoires publics)

Son intervention (p. 4791)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son amendement n° 87 (p. 4797)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2004] (p. 4799)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son amendement n° 88 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4804)

Article 51 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4807)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4757)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)*Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)*

Son intervention (p. 5507)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5514)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5530 et s.)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5541)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5685)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)*

Son intervention (p. 5903 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6406)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6411 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6423 et s.)

Marie-George BUFFET*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 février 2004] (p. 2466)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 février 2004] (p. 2466)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1408 relative au droit de percevoir l'allocation de parent isolé et la prestation d'accueil du jeune enfant [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1761 visant à combattre l'incitation à la haine homophobe, lesbophobe, transphobe [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [20 janvier 2004] (p. 565)

Union européenne. Budget. Perspectives [3 mars 2004] (p. 2347)

Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [11 mai 2004] (p. 3493)

DÉBATS**Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie**

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [26 novembre 2003] (p. 11206)

Ses explications de vote (p. 11208)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1294)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1294)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée : laïcité (p. 1294)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1295)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1294)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1294)

Politique sociale : inégalités (p. 1294)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Son intervention (p. 2286)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe Député-e-s Communistes et Républicains : programmes (p. 2288)
Assemblée nationale : propositions de loi (p. 2287)
Droits de l'homme et libertés publiques : procédure pénale (p. 2287)
Emploi : chômeurs en fin de droits (p. 2286)
Emploi : politique de l'emploi : pauvreté (p. 2286)
Finances publiques : annulations de crédits : associations (p. 2287)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2286)
Politique générale : Conseil national de la Résistance (p. 2286)
Politique sociale : exclusion (p. 2287)
Politique sociale : inégalités (p. 2287)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 2288)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2286)
Sécurité sociale : ordonnances (p. 2286)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 2286)
Travail : droit du travail (p. 2286)
Le groupe Député-e-s Communistes et Républicains vote la motion de censure (p. 2288)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2426)

Thèmes :

Emploi : organismes (p. 2427)
Emploi : politique de l'emploi (p. 2427)
Entreprises : bénéfiques (p. 2427)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2427)
Politique économique : capitalisme (p. 2426)
Travail : droit du travail (p. 2427)
Travail : précarité (p. 2426)
Travail : travail intermittent (p. 2427)

Michel BUILLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9238)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : Polynésie française (p. 9238)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : Gouvernement précédent (p. 9239)
Fonctionnaires et agents publics : majorations des pensions (p. 9238)
Outre-mer : passeport mobilité : étudiants (p. 9238)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 322)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 323)
Justice : tribunaux administratifs (p. 324)
Outre-mer : "lois du pays" (p. 324)
Outre-mer : autonomie : traités et conventions (p. 324)
Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 323)
Outre-mer : Polynésie française : protection sociale (p. 323)
Outre-mer : Polynésie française : statuts (p. 323)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 5 (dénomination des institutions de la Polynésie française)

Son intervention (p. 360)

Article 14 (compétences des autorités de l'Etat)

Ses amendements n°s 1 et 2 (p. 364)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 368)

Article 16 (arrangements administratifs)

Son amendement n° 3 (p. 370)

Article 18 (protection du marché local du travail)

Son amendement n° 4 (p. 371)

Article 20 (sanctions pénales et administratives)

Son amendement n° 7 (p. 373)

Article 25 (audiovisuel)

Son intervention (p. 377)

Article 30 (participation au capital de sociétés privées)

Son intervention (p. 379)

Article 34 (participation de la Polynésie française à certaines missions de police)

Son amendement n° 132 (p. 382)

Article 42 (les compétences des communes)

Ses amendements n°s 133 et 134 (p. 395)

Article 44 (production et distribution d'électricité)

Son amendement n° 11 rectifié (p. 395)

Article 53 (impôts, taxes et redevances institués au profit des communes)

Son amendement n° 12 rectifié (p. 400)

Article 63 (rôle du gouvernement)

Son amendement n° 14 (p. 403)

Article 64 (rôle du président de la Polynésie française)

Ses amendements n°s 15 et 16 (p. 404)

Article 69 (élection du président par l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n° 17 rectifié (p. 405)

Article 74 (conditions requises pour exercer les fonctions de membre du gouvernement)

Son amendement n° 135 (p. 406)

Article 75 (régime des incompatibilités)

Son amendement n° 136 (p. 407)

Après l'article 75

Son amendement n° 93 (cumul impossible des fonctions de président de la Polynésie française avec un mandat de député ou de sénateur) : retiré (p. 407)

Article 76 (régime des incompatibilités)

Son amendement n° 137 (p. 407)

Article 79 (position de l'agent public et du salarié nommé membre du gouvernement)

Son amendement n° 18 (p. 408)

Article 82 (recours contre les arrêtés concernant les membres du gouvernement)

Son amendement n° 138 (p. 408)

Article 86 (obligation du secret des participants aux réunions du conseil des ministres)

Son amendement n° 139 (p. 409)

Article 87 (régime indemnitaire des membres du gouvernement)

Son amendement n° 140 (p. 410)

Article 90 (compétence réglementaire du conseil des ministres)

Ses amendements n°s 20 rectifié et 21 (p. 411)

Son amendement n° 22 (p. 412)

Article 91 (actes à caractère individuel du conseil des ministres)

Son amendement n° 24 (p. 412)

Article 96 (attributions individuelles et responsabilité des membres du gouvernement)

Son amendement n° 141 (p. 414)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 418)

Article 106 (mode de scrutin)

Son amendement n° 142 (p. 421)

Article 112 (incompatibilités)

Son amendement n° 143 (p. 423)

Article 113 (conséquences de l'inéligibilité et de l'incompatibilité)

Son sous-amendement n° 285 corrigé à l'amendement n° 278 du Gouvernement (p. 423)

Article 144 (entrée en vigueur des délibérations fiscales)

Son amendement n° 26 (p. 431)

Article 145 (nullité des actes pris hors session ou hors du lieu des séances)

Son amendement n° 27 (p. 431)

Article 147 (composition du conseil économique, social et culturel)

Son amendement n° 28 rectifié (p. 431)

Article 150 (compétences du conseil économique, social et culturel)

Son amendement n° 144 (p. 432)

Article 152 (inscription prioritaire à l'ordre du jour de l'assemblée et de la commission permanente)

Son amendement n° 30 (p. 432)

Article 163 (attributions du haut conseil de la Polynésie française)

Son amendement n° 31 (p. 434)

Article 171 (caractère exécutoire de plein droit des actes pris par les autorités polynésiennes)

Son amendement n° 32 (p. 435)

Article 176 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)

Son amendement n° 145 (p. 436)

Article 188 (entrée en vigueur des dispositions relatives au droit d'exploitation des ressources naturelles biologiques des eaux intérieures, du sol et du sous-sol)

Son amendement n° 33 (p. 437)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)**

Son intervention (p. 1137)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : censure (p. 1137)

Justice : chambres régionales des comptes : Polynésie française (p. 1137)

Outre-mer : "lois du pays" (p. 1138)

Outre-mer : institutions : pays étrangers (p. 1138)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 1138)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 1137)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 1137)

Politique sociale : inégalités : Parti socialiste (p. 1138)

Santé : santé publique (p. 1137)

Ses explications de vote (p. 1137)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 439)*Article 2 (attributions en matière de sécurité intérieure)*

Son amendement n° 1 (p. 439)

Article 17 (création d'un tribunal foncier)

Son amendement n° 3 rectifié (p. 440)

Article 23 (régime applicable aux sociétés d'économie mixte)

Son amendement n° 4 rectifié (p. 441)

Après l'article 24

Son amendement n° 5 rectifié (code de l'action sociale et des familles - obligation alimentaire) : adopté (p. 441)

Après l'article 25 quater

Son amendement n° 7 rectifié (validation législative) : adopté (p. 442)

Yves BUR*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2004] (p. 17001)

Président de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2004] (p. 17001)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation et de M. le Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées [J.O. du 11 novembre 2003] (p. 19245)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)
 Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)
 Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 6 mai 2004] (p. 8117)
 Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie [J.O. du 8 juin 2004]
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)
 Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)
 Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)
 Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) [7 juillet 2004]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)
 Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1231 visant à permettre aux bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé de relever du régime local alsacien-mosellan [18 novembre 2003]
 Proposition de loi n° 1311 relative à la non-affiliation des entreprises du paysage aux caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics [17 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Augustin Bonrepaux : précise que, pour être en mesure de finir, si nécessaire, lundi soir, il faut avoir examiné suffisamment d'amendements ce soir. Un point sera fait après l'adoption de l'article 2 [13 mai 2004] (p. 3704)
 M. Augustin Bonrepaux : précise que le Gouvernement et le président ont jugé bon de prévoir, par prudence, la reprise des travaux à 17 heures. Il leur appartiendra, selon l'avancement des travaux de cette nuit, de prendre les décisions qui s'imposent [13 mai 2004] (p. 3708)
 M. Augustin Bonrepaux : précise qu'à la conférence des présidents, le président du groupe socialiste n'a pas demandé la suspension des travaux de l'Assemblée le lendemain matin. De plus, des réunions de commission, ou de CMP, se tiennent en même temps qu'une séance. La présence des députés à l'une ou l'autre relève de l'organisation interne des groupes parlementaires [20 juillet 2004] (p. 6981)
 M. Augustin Bonrepaux : répond que ce problème relève de l'organisation interne du groupe socialiste et que le président de ce groupe n'a émis, en conférence des présidents, aucune objection à la programmation de cette séance [21 juillet 2004] (p. 7009)
 M. René Dosière : répond que les députés ne sont pas moins mobilisés en session extraordinaire et qu'il appartient à chaque groupe de faire venir un nombre de parlementaires suffisant [21 juillet 2004] (p. 7009)
 M. Didier Migaud : précise que le règlement prévoit que le Gouvernement intervient avant les explications de vote qui précèdent, quant à elles, immédiatement le vote [21 juillet 2004] (p. 7021)
 M. Augustin Bonrepaux : refuse la mise en cause de la présidence et assure qu'il traite équitablement tous les groupes [21 juillet 2004] (p. 7024)
 M. Didier Migaud : répond qu'il a accordé des suspensions de séance pour faire suite aux différentes demandes [21 juillet 2004] (p. 7025)

M. René Dosière : précise que le ministre répondra à son intervention lorsque tous les orateurs inscrits sur l'article auront été entendus [21 juillet 2004] (p. 7025)
 M. Augustin Bonrepaux : accepte la suspension de séance demandée [21 juillet 2004] (p. 7025)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 3707)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Intervient sur le rappel au règlement de :

- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6981)
- M. Didier Migaud (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7020)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de :

- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 7024)
- M. Didier Migaud (cf supra) (p. 7024)
- M. René Dosière (cf supra) (p. 7025)
- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 7025)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [15 octobre 2003] (p. 8605)

Etablissements de santé. Hospitalisation à domicile. Perspectives [11 février 2004] (p. 1643)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne des attaques et procès d'intention à l'encontre des collaborateurs du ministre, qui n'ont aucun moyen de répondre [29 octobre 2003] (p. 9663)

Sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : réplique que les propos incriminés par M. Gremetz visaient uniquement les fabricants de cigarettes et non les producteurs de tabac ni les buralistes [30 octobre 2003] (p. 9717)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : précise que, en qualité de président de la commission spéciale, il a diffusé la note ministérielle à laquelle s'intéresse M. Ayrault ; il rappelle que, lors de son audition, le secrétaire d'Etat au budget a naturellement exprimé le point de vue solidaire du Gouvernement [29 juin 2004] (p. 5691)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen : invite au maintien d'une politique constante et active en faveur de la réduction de la consommation de tabac [5 juillet 2004] (p. 6012)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8105)

Thèmes :

- Santé : alcoolisme (p. 8106)
- Santé : politique de la santé (p. 8105)

Santé : prévention (p. 8106)
Santé : tabagisme (p. 8106)
Sécurité sociale : dépenses (p. 8105)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8234)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8284)

Article 51 (formation médicale continue)

Son amendement n° 283 (p. 8418)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Michel Heinrich (nouvelle organisation de l'ordre national des pharmaciens) (p. 8424)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2709)

Thèmes :

Etat : responsabilités (p. 2709)
Santé : alcoolisme (p. 2709)
Santé : politique de la santé (p. 2709)
Santé : tabagisme (p. 2709)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 12 bis (risque de rupture de stock sur un produit de santé)

Son intervention (p. 2768)

Son amendement n° 266 (p. 2768)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2778)

Son amendement n° 267 (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2776) : adopté (p. 2778)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2778)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2779)

Son amendement n° 268 : retiré (p. 2779)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son amendement n° 271 (p. 2788)

Après l'article 17

Son amendement n° 269 rectifié (intégration de la teneur en sucre dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2794) : adopté (p. 2795)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2796)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2805 et s.)

Son sous-amendement n° 380 à l'amendement n° 344 de la commission (p. 2813)

Article 66 (régime d'incompatibilités applicable aux membres des formations disciplinaires des ordres des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes)

Son intervention (p. 3153)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3155)

Article 72 (conditions d'inscription d'un médicament au remboursement)

Son intervention (p. 3156)

Son amendement n° 270 (p. 3156)

Explications de vote et vote [27 avril 2004] (p. 3163)

Ses explications de vote (p. 3165)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3166)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9571)

Son intervention (p. 9587)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 octobre 2003] (p. 9663)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9571, 9587)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9588)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9588)

Santé : politique de la santé (p. 9571, 9587)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9588)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9571, 9587)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9684 et s.)

Avant l'article 2

Son amendement n° 7 rectifié (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9687) : retiré (p. 9688)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9697)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 253 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (rapport au Parlement présentant les dépenses et les recettes par fonction et par régime) (p. 9700)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9703 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Bertho Audifax (minimum de perception de la taxe sur les tabacs dans les DOM) (p. 9716)

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9718)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 9716)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9728 et s.)

Article 11 (individualisation de la contribution sur les ventes en gros de médicaments)

Son intervention (p. 9742)

Après l'article 15

Son amendement n° 337 (libellé d'une prescription de médicaments en dénomination commune) (p. 9756) : retiré ; repris par M. Jean-Marie Le Guen

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9771)

Article 22 (fixation du prix de vente des médicaments aux établissements de santé)

Son intervention (p. 9795)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 10 rectifié (p. 9804)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son amendement n° 339 (p. 9809)

Après l'article 31

Son amendement n° 11 (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9820) : adopté (p. 9821)

Après l'article 32

Son amendement n° 340 (restrictions de remboursement de la majoration de déplacement du médecin au domicile du patient) (p. 9826) : retiré (p. 9827)

Après l'article 34

Son amendement n° 13 (participation forfaitaire de l'assuré liée à la première consultation de chaque médecin consulté au cours d'un trimestre) : rejeté (p. 9829)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son amendement n° 341 (p. 9866)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son amendement n° 343 rectifié (p. 9872)

Son intervention (p. 9873)

Son amendement n° 344 (p. 9873)

Après l'article 36

Son amendement n° 14 précédemment réservé (possibilité pour un infirmier d'avoir un salarié) : rejeté (p. 9874)

Article 41 précédemment réservé (mise en œuvre de la décentralisation sanitaire à Mayotte)

Son intervention (p. 9882)

Explications de vote et vote [4 novembre 2003] (p. 9948)

Ses explications de vote (p. 9949)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son intervention (p. 11358)

Thèmes :

Contributions indirectes : tabac (p. 11359)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 11358)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 11359)

Santé : politique de la santé (p. 11358)

Sécurité sociale : financement (p. 11358)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12018)

Son intervention (p. 12027)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12018, 12027)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 12028)

Recherche : recherche médicale (p. 12027)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12027)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1312)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1313)

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1312)

Etat : neutralité (p. 1312)

Etat : valeurs républicaines (p. 1312)

Femmes : égalité des sexes : intégrisme (p. 1313)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1194 (p. 1999)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Ses sous-amendements n°s 1214, 1213 et 1212 à l'amendement n° 350 de la commission (p. 2181)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 5

Son amendement n° 373 : rejeté (p. 4467)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4621)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4642)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4705)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4716)

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Daniel Paul (p. 4716)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 5707)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5831)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5690)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5707, 5832)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5708, 5831, 5832)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5708)

Politique sociale : solidarité (p. 5707)

Professions de santé : médecins (p. 5708)

Santé : données médicales (p. 5832)

Santé : maladies (p. 5708)

Santé : politique de la santé (p. 5707, 5831)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ;

[6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]
Répond à l'intervention de Mme Jacqueline Fraysse (p. 5848)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]
Son intervention (p. 5933)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)
Son intervention (p. 5968)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)
Son intervention (p. 6005 et s.)
Intervient sur le rappel au règlement de (cf supra) (p. 6012)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]
Son intervention (p. 6091)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)
Son intervention (p. 6120 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)
Son intervention (p. 6245)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]
Son intervention (p. 6269 et s.)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)
Son intervention (p. 6280 et s.)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]
Son intervention (p. 6288 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)
Son intervention (p. 6295 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)
Son intervention (p. 6381)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)
Son intervention (p. 6403)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)
Son intervention (p. 6414 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)
Son intervention (p. 6450 et s.)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]
Son intervention (p. 6490)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)
Son intervention (p. 6497)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]
Son intervention (p. 6504)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)
Son intervention (p. 6537 et s.)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]
Son intervention (p. 6575)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)
Son intervention (p. 6600)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)
Son intervention (p. 6662)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et

d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)
Son intervention (p. 6797 et s.)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)
Son intervention (p. 6826 et s.)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)
Son intervention (p. 6832 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)
Son intervention (p. 6836 et s.)

Après l'article 33 [séance du 16 juillet 2004] (rôle de la mutualité sociale agricole)
Son intervention (p. 6839)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)
Son intervention (p. 6841 et s.)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)
Son intervention (p. 6844 et s.)

Après l'article 36
Son intervention (p. 6847)

Article 38 [séance du 16 juillet 2004] (coordination)
Son intervention (p. 6848)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]
Son intervention (p. 6855 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)
Son intervention (p. 6866 et s.)

Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)
Son intervention (p. 6873)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]
Son intervention (p. 6887 et s.)

Après l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]
Son intervention (p. 6933)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
Son intervention (p. 6946 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 7372)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 7372)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7372)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7372)
Santé : politique de la santé (p. 7372)

Dominique BUSSEREAU

*Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer
puis Secrétaire d'Etat au budget et à la réforme
budgétaire*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

- M. Francis Delattre. Transports aériens. Air France. KLM, fusion, conséquences [7 octobre 2003] (p. 8175)
- Mme Odile Saugues. Transports. Politique des transports. Transports publics, aides de l'Etat [22 octobre 2003] (p. 9213)
- M. Patrick Ollier. Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Aides de l'Etat [22 octobre 2003] (p. 9214)
- M. Paul Quilès. Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 37)
- M. Jean-Yves Besselat. Transports routiers. Transport de marchandises. Alternatives, cabotage maritime [6 janvier 2004] (p. 43)
- M. Jacques Myard. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 938)
- M. Léonce Deprez. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention [3 février 2004] (p. 1281)
- M. Michel Bouvard. Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Equipements, tapis roulants, sécurité [24 février 2004] (p. 1822)
- M. Victorin Lurel. Finances publiques. Déficit public. Perspectives [13 avril 2004] (p. 2866)
- M. Pierre Bourguignon. Logement. Logement social. Aides de l'Etat [27 avril 2004] (p. 3115)
- M. Didier Migaud. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reconstitution, perspectives [11 mai 2004] (p. 3494)
- M. Augustin Bonrepaux. Impôts et taxes. Politique fiscale. Capitaux, rapatriement, perspectives [11 mai 2004] (p. 3498)
- M. Jean-Pierre Brard. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reconstitution, perspectives [25 mai 2004] (p. 4029)
- M. Didier Migaud. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4269)
- M. Serge Poignant. Politique économique. Croissance. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5315)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE**

- M. Gilbert Biessy. Transports urbains. Tramways. financement, perspectives, Grenoble [14 octobre 2003] (p. 8478)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. bruits, lutte et prévention, région parisienne [14 octobre 2003] (p. 8476)
- Mme Claude Greff. Voirie. RN 10 et RN 76. Aménagement, Indre-et-Loire [14 octobre 2003] (p. 8479)
- M. Paul-Henri Cugnenc. Transports aériens. Air Littoral. Situation financière, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8475)
- M. Lionnel Luca. Transports ferroviaires. Ligne Cannes Nice. Perspectives [14 octobre 2003] (p. 8480)
- M. Michel Hunault. Transports. Politique des transports. Infrastructures, financement, Grand Ouest [14 octobre 2003] (p. 8474)
- M. René Dosièrre. Transports urbains. Matériel roulant. Rénovation, système expérimental Poma, Laon [16 décembre 2003] (p. 12401)
- Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Voirie. A 10. Péage de Saint-Arnault, exonération, commune avoisinantes [16 décembre 2003] (p. 12402)
- Mme Claude Greff. Gens du voyage. Stationnement. Conditions de vie, aides de l'Etat [6 janvier 2004] (p. 15)
- M. Louis Giscard d'Estaing. Sécurité routière. Compteurs de vitesse. Lisibilité [6 janvier 2004] (p. 13)
- M. Jean-Claude Leroy. Voirie. RN 41. Contournement de Saint-Pol-sur-Ternoise [27 janvier 2004] (p. 918)
- M. Jean-Pierre Decool. Voirie. A 16. Signalisation, port industriel de Dunkerque [27 janvier 2004] (p. 917)
- M. Richard Mallié. Voirie. A 52. Péages, coût, Bouches-du-Rhône [27 janvier 2004] (p. 918)
- M. Jean-Marie Rolland. Voirie. Ponts. Propriété, réglementation [27 janvier 2004] (p. 919)
- M. Jean Gaubert. Impôts locaux. Taxe locale d'équipement. Calcul, centres équestres [8 juin 2004] (p. 4551)
- M. Gilbert Biessy. Industrie. Chimie. Atofina, emploi et activité, Jarrige, Isère [8 juin 2004] (p. 4553)
- M. Olivier Jardé. Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4554)
- M. Jean-Claude Decagny. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget: services extérieurs. Douanes, restructuration, conséquences [8 juin 2004] (p. 4551)
- M. Frédéric Soulier. Mort. Funérailles. Contrat de prévoyance obsèques, réglementation [8 juin 2004] (p. 4552)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET
MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

**Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446,
9459)**

Son intervention (p. 9474)

Ses réponses (p. 9477 à 9488)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9475)

Outre-mer (p. 9476)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 9476)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 9476)

Transports aériens : aéroports (p. 9476)

Transports aériens : compagnies aériennes (p. 9476)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9476)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9474)

Transports ferroviaires : SNCF : situation financière (p. 9474)

Transports ferroviaires : TGV-Ouest (p. 9474)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9476)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9476)

Transports urbains : RER : Ile-de-France (p. 9476)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9477) (M. Gilbert Biessy) (p. 9477)

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9483) (Mme Odile Saugues) (p. 9482)

Communes : Strasbourg : transports de voyageurs (p. 9482) (M. Marc Reymann) (p. 9482)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9479) (M. Gilbert Biessy) (p. 9478)

Transports aériens : aéroports : Clermont-Ferrand (p. 9488) (Mme Odile Saugues) (p. 9488)

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 9478) (M. François Asensi) (p. 9477)

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 9487 et s.) (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 9486)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 9479 et s.) (M. François Asensi) (p. 9479)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9484) (M. Victorin Lurel) (p. 9483)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9488 et s.) (Mme Odile Saugues) (p. 9488)

Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 9484) (M. Victorin Lurel) (p. 9484)

Transports ferroviaires : lignes : construction (p. 9483) (M. Maxime Bono) (p. 9483)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9479) (M. Gilbert Biessy) (p. 9478)

Transports urbains : RER : Ile-de-France (p. 9478) (M. François Asensi) (p. 9477)

Transports urbains : tramways : Saint-Etienne (p. 9485) (M. Gilles Artigues) (p. 9485)

**Vote des crédits et articles rattachés
[24 octobre 2003] (p. 9489)***Article 77 (taux plafonds du versement de transport)*

Son intervention (p. 9493)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de Mme Valérie Pecresse (mesures en faveur du co-voiturage) (p. 9495)

**Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième
paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936,
E 1937 et E 1941)****Avant la discussion de l'article unique
[7 janvier 2004] (p. 109)**

Sa réponse (p. 118)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : infrastructures (p. 119)

Transports ferroviaires : interopérabilité (p. 118 et s.)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 119, 120)
 Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 119)
 Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 119)
 Transports routiers : transport de marchandises : sécurité (p. 120)
 Travail : conditions de travail : transports ferroviaires (p. 119)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 118 et s.)

Projet de loi n° 650 autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen (ensemble trois annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 121)

Sa réponse (p. 123)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : transports ferroviaires (p. 124)
 Transports ferroviaires : TGV Est-européen (p. 123 et s.)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Sa réponse (p. 1587)

Thèmes :

Associations (p. 1588)
 Emploi (p. 1587)
 Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1587 et s.)
 Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : amendes (p. 1588)
 Transports aériens : bruit (p. 1587 et s.)
 Transports aériens : compagnies aériennes (p. 1589)
 Transports aériens : sécurité (p. 1587)
 Transports aériens : trafic (p. 1587)
 Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 1589)
 Urbanisme (p. 1588)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 4 (composition du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1595 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. François Asensi (rétablissement du titre initial de la proposition de loi) (p. 1596)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Blazy (financement des communautés aéroportuaires par le Fonds d'investissement et de services de la communauté aéroportuaire-FISCA) (p. 1596)

Article 5 (ressources de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1597 et s.)

Article 5 bis (affectation des ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires -FCNA-)

Son intervention (p. 1599)

Article 6 (projets éligibles au financement par la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1600 et s.)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3634)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3634 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3635)
 Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3635)
 Parlement : contrôle : opposition (p. 3636)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 3635 et s.)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3635)
 Secteur public : entreprises publiques : gauche (p. 3634)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Sa réponse (p. 5424)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 5425, 5427)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5425)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 5426)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5425 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 5426)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5426 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5425, 5427)
 Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite : traitement (p. 5426)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5425)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi : réforme (p. 5427)
 Lois : évaluation : coût (p. 5424)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5424 et s.)
 Politique économique : consommation (p. 5426)
 Politique économique : croissance (p. 5425)
 Travail : bulletins de paie : prime pour l'emploi (p. 5424)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5425)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Didier Migaud (plafonnement des déductions et réductions à 40 % du revenu imposable) (p. 5447)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et abaissement à 2 200 € et à 4 400 € des plafonds des dépenses prises en compte) (p. 5448)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : relèvement du taux) (p. 5449)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Augustin Bonrepaux (ISF : suppression de l'exonération au titre de pactes d'actionnaires portant sur 20 % du capital) (p. 5450)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Didier Migaud (ISF : suppression de l'exonération au titre de la souscription au capital des PME) (p. 5451)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son intervention (p. 5452 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Bloche (PACS - impôt sur le revenu : suppression de la condition de durée pour l'imposition commune) (p. 5455)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son intervention (p. 5457 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Claude Sandrier (crédit à la consommation : publicités interdites) (p. 5459)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Christophe Lagarde (surendettement : prohibition des procédures de recouvrement en cas d'attribution de crédit) (p. 5459)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Claude Sandrier (frais perçus par les établissements de crédit : rubrique distincte sur les relevés de compte) (p. 5460)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Hervé Mariton (location de longue durée : non application des dispositions relatives au démarchage bancaire et financier) (p. 5461)

Article 3 (mesures exceptionnelles de déblocage de la participation et de l'épargne salariale)

Son intervention (p. 5466 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (prêt social de location-accession : exonération de taxe foncière pour 15 ans et TVA au taux réduit) (p. 5468)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Didier Migaud (restauration - taux réduit de la TVA : suppression de l'article 99 de la loi de finances pour 2004) (p. 5469)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 5470 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Francis Hillmeyer (marges arrière : intégration dans les prix de revente à perte) (p. 5474)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Augustin Bonrepaux (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 %) (p. 5475)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son intervention (p. 5476 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Didier Migaud (rétablissement de la TIPP flottante) (p. 5478)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Sandrier (taxe professionnelle : biens en location – article 1469 du code général des impôts) (p. 5479)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Augustin Bonrepaux (entreprises dont la taxe professionnelle est calculée par rapport à la valeur ajoutée : diminution de la valeur ajoutée à hauteur des investissements nouveaux et augmentation du taux minimum de cotisation) (p. 5480)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (redevance audiovisuelle : perception avec la taxe d'habitation, communication à l'administration des informations nominatives relatives aux abonnés à des services payants, abattement de 50 % pour les résidences secondaires, maintien des exonérations existantes et alignement sur celles applicables à la taxe d'habitation) (p. 5482)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (redevance d'archéologie préventive : exonération des travaux liés à la gestion ou à l'exploitation des domaines skiables) (p. 5485)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (redevance d'archéologie préventive : taux de 0,3 % de la valeur de la surface de plancher hors œuvre nette pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable) (p. 5485 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Luc-Marie Chatel (loi d'orientation du commerce et de l'artisanat dite loi Royer : objet du programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Luc-Marie Chatel (décret relatif au programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Hamel (particuliers faisant construire leur maison individuelle : garantie de paiement des sous-traitants – report au 1er novembre 2004 de l'entrée en vigueur de l'article 57 de la loi du 1er août 2003 pour l'initiative économique) (p. 5486)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Didier Migaud (projet de loi relatif à la création de diverses niches fiscales) (p. 5487)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Sa réponse (p. 7363)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 7364)
 Donations et successions : donations : exonération (p. 7364)
 Entreprises : épargne salariale : usage (p. 7364)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7364)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7364)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 7364)
 Parlement : commissions mixtes paritaires : travaux (p. 7364)
 Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7364)
 Politique économique : croissance : consommation (p. 7364)

Presse et livres : Imprimerie nationale (p. 7364)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7365)

Son intervention (p. 7365)

C

Christian CABAL
Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 32 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Recherche et nouvelles technologies) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'exécution des crédits de la recherche [23 juillet 2004] (n° 1771)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 10515)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : Agence spatiale européenne (p. 10516)
Espace : politique spatiale (p. 10516)
Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 10517)
Recherche : chercheurs (p. 10515)
Recherche : crédits (p. 10515)
Recherche : innovation (p. 10517)
Recherche : recherche technologique (p. 10515)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Christian Bataille (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10538)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)
Son intervention (p. 12363)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)
Son intervention (p. 12368)

Marcel CABIDDU
Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Décédé le 13 janvier 2004 (voir indications préliminaires) [J.O. du 15 janvier 2004] (p. 1178)

Son éloge funèbre est prononcé le 11 février 2004 (p. 1649)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Dominique CAILLAUD
Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Produits dangereux. Insecticides. Utilisation, conséquences [25 février 2004] (p. 1900)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)*Procédure des questions :*

Enseignement agricole (p. 9187)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)*Procédure des questions :*

Défense : professionnalisation : formation professionnelle (p. 10016)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : crédits budgétaires (p. 10016)

Gendarmerie : casernes : La-Roche-sur-Yon (p. 10016)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)*Procédure des questions :*

Etat : Conseil national de l'information géographique (CNIG) (p. 9481)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 9481)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 9491)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)
Son amendement n° 640 (p. 1165)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7239)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7239)
Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7240)
Sécurité publique : sécurité civile : secourisme (p. 7240)
Sécurité publique : sécurité civile : solidarité (p. 7240)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7240)

François CALVET

Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [20 janvier 2004] (p. 570)
Régions. Présidents de conseil régional. Délibérations, annulation, Languedoc-Roussillon [22 juin 2004] (p. 5246)

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1403)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1404)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1403)
Cultes : voile islamique (p. 1404)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 1405)
Enseignement : laïcité (p. 1403)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1403 et s.)
Femmes : égalité des sexes (p. 1403 et s.)

Bernard CARAYON

Tarn (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)
Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)
Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (n° 1613) [8 juin 2004]
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 36 : Premier ministre (Secrétariat général de la défense nationale et renseignement) (n° 1110) [9 octobre 2003]
Proposition de loi n° 1611 relative à la protection des informations économiques [13 mai 2004]
Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la stratégie de sécurité économique nationale [9 juin 2004] (n° 1664)
Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1613) relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [9 juin 2004] (n° 1668)
Proposition de loi n° 1746 tendant à sécuriser l'accès au capital des entreprises ayant leur siège en France [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 865, posée le 29 juin 2004. Associations. Associations d'aide à domicile (J.O. Questions p. 4807). Appelée le 29 juin 2004. Financement (p. 5639)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10003)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 10003)
Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (p. 10003 et s.)
Ordre public : terrorisme (p. 10003)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10003)
Parlement : rôle (p. 10003)
Pays étrangers : États-Unis : politique de la défense (p. 10004)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES
DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES
JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Georges Tron

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1409)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1410)
Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'État (p. 1410)
État : valeurs républicaines (p. 1410)
Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1410)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1410)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)
Son amendement n° 249 (p. 1751)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3067)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3068)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : service minimum (p. 3067)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3067)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4930)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4930 et s.)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4930 et s.)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4931)
Union européenne : commission : décisions (p. 4930)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ;

[23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5346)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5559)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5562 et s.)

Son amendement n° 1955 : adopté (p. 5565)

Après l'article 16

Son intervention (p. 5570)

Son sous-amendement n° 1951 rectifié (de précision) à l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (rapport sur le respect du principe de neutralité de la réforme du financement du régime spécial de retraites des agents des entreprises électriques et gazières) : retiré (p. 5570)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5600 et s.)

Thierry CARCENAC

Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 19 : Economie, finances et industrie (Services financiers, monnaies et médailles) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son amendement n° 217 (crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8748)

Article 9 (dispense du dépôt de déclaration et du paiement des droits pour les successions de faible importance)

Son amendement n° 239 (dispense portée de 10 000 € à 15 000 € pour les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8871)

Son amendement n° 240 (dispense portée de 3 000 € à 5 000 € pour les héritiers autres qu'en ligne directe et le conjoint survivant) (p. 8872)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 88 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 103 (p. 3693)

Son amendement n° 118 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 133 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 28 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 13 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 43 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC

Son amendement n° 58 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 73 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Pierre CARDO

*Yvelines (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cultes. Culte musulman. Imams, formation [4 mai 2004] (p. 3292)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loyers impayés, procédure d'expulsion, adaptation, modalités [19 mai 2004] (p. 3849)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10231)

Son intervention (p. 10233)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 10233)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : écoles (p. 10233)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 10234)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : statut juridique (p. 10234)

Finances publiques : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10234)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Police : effectifs : banlieues (p. 10184)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 10184)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10076)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets : entreprises (p. 10077)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 10077)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 10077)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10076)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10077)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [11 mai 2004] (p. 3484)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3484)

Christophe CARESCHE

*Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Rapporteur de la proposition de loi relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées (n° 1304) [29 avril 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1520 modifiant la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard [8 avril 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1304) relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées [5 mai 2004] (n° 1585)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire. Elaboration [24 février 2004] (p. 1820)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [4 mai 2004] (p. 3293)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Véhicules non polluants, développement [29 juin 2004] (p. 5673)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre la mise en cause de la collectivité parisienne par le ministre du logement lors des questions au Gouvernement. Celui-ci a indiqué que Paris ne construisait plus de logement alors qu'une convention signée entre la ville et l'Etat prévoit la création de 3 500 logements sociaux par an [3 mars 2004] (p. 2354)

Demande une suspension de séance pour examiner la situation résultant du retrait de nombreux amendements [26 mai 2004] (p. 4134)

Rappelle que, selon le vice-président de la commission des lois, seule l'impossibilité matérielle pour le service de la séance de mettre en forme certains amendements dont la recevabilité financière n'avait pas été examinée en temps voulu, avait empêché leur présentation en commission. Cela ne justifie pas l'atteinte au droit d'amendement des députés de l'opposition [22 juillet 2004] (p. 7113)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9506) : rejetée (p. 9512)

Thèmes :

- Démographie : vieillissement de la population : immigration (p. 9507)
- Etrangers : fichiers informatisés (p. 9509)
- Etrangers : mariage (p. 9508)
- Etrangers : aide au retour (p. 9508)
- Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 9508)
- Etrangers : cartes de résident (p. 9506)
- Etrangers : immigration : intégration (p. 9507)
- Etrangers : immigration : répression (p. 9509)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 9507)
- Etrangers : intégration (p. 9506)
- Etrangers : rétention administrative (p. 9508)
- Etrangers : rétention administrative : juge des libertés et de la détention (p. 9509)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Gérard Léonard (procédure de l'amende forfaitaire - contrôle automatique d'infractions au code de la route) (p. 11401)

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (rapport au Parlement sur l'application des peines de confiscation et d'immobilisation du véhicule) (p. 11404)

Article 23 (extension du champ d'application de la composition pénale et de la liste des mesures susceptibles d'être proposées)
Son intervention (p. 11409)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)
Son intervention (p. 11415)

Après l'article 71 bis

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Michel Vaxès (durée maximale d'enfermement en cellule disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Michel Vaxès (assistance au détenu soumis à une procédure disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Michel Vaxès (recours du détenu contre une décision de placement à l'isolement ou de transfèrement) (p. 11461)

Intervient sur les amendements n°s 410 à 415 de M. Michel Vaxès (institution d'un contrôleur général des prisons chargé de contrôler l'état, l'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires) (p. 11461)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Son intervention (p. 1525)

Thèmes :

- Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 1526)
- Droits de l'homme et libertés publiques : droits de la défense (p. 1526)
- Justice : indépendance (p. 1526)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Christian Philip (modalités de taxation des véhicules à moteur à raison de leurs déplacements dans les grandes agglomérations, y compris par l'institution d'un péage urbain) (p. 2084)

Article 20 (abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris)

Son intervention (p. 2103)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1180 de M. Christian Philip (autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires) (p. 2104)

Intervient sur l'amendement n° 958 corrigé de Mme Odile Saugues (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2105)

Intervient sur l'amendement n° 1428 de M. Christian Philip (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2107)

Son sous-amendement n° 1565 (convention pour fixer le montant des redevances destinées au STIF) à l'amendement n° 1428 de M. Christian Philip (p. 2105) : devenu sans objet (p. 2107)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civiles)

Son intervention (p. 2114 et s.)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2118 et s.)

Avant l'article 29 A

Intervient sur l'amendement n° 1291 de M. Victorin Lurel (suppression de la dotation de continuité territoriale outre-mer et

remplacement par le dispositif en vigueur pour la Corse) (p. 2128)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2129 et s.)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2139)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2145)

Article 37 (compétences de l'Etat à l'égard des plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2145)

Article 37 bis (pouvoir de substitution du préfet pour l'élaboration des plans d'élimination des déchets industriels spéciaux)

Son intervention (p. 2145)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 698 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (financement du plan d'élimination des déchets) (p. 2145)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2149)

Après l'article 52 bis

Son amendement n° 800 (procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation : compétence de principe du maire) : rejeté (p. 2222)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7140)

Son intervention (p. 7158)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7113)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7158)

Assemblée nationale : députés (p. 7158)

Collectivités territoriales : décentralisation : Ile-de-France (p. 7159)

Collectivités territoriales : décentralisation : lois organiques (p. 7140)

Régions : développement économique : décentralisation (p. 7140)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7179 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7186)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2577)

Thèmes :

Administration : délais : directives (p. 2577)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : marée noire (p. 2578)

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2577)

Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 2577)

Assemblée nationale : résolution (p. 2578)

Constitution : révision : environnement (p. 2579)

Mer et littoral : sécurité de la navigation (p. 2578)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 2577)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 2578)

Politiques communautaires : équivalence des diplômes : professions de santé (p. 2579)

Transports ferroviaires : interopérabilité (p. 2578)

Transports par eau : marins (p. 2578)

Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 2578)

Transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail (p. 2578)

Union européenne : sécurité de la navigation (p. 2578)

Union européenne : directives : effet de serre (p. 2579)

Abstention du groupe socialiste (p. 2579)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3230)

Son intervention (p. 3235)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : délit d'entrave (p. 3236)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : fichiers informatisés (p. 3236)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel : protection (p. 3235)

Politiques communautaires : directives (p. 3235)

Propriété intellectuelle : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) : Internet (p. 3236)

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Son amendement n° 55 (p. 3239)

Son amendement n° 56 (p. 3240)

Son intervention (p. 3242 et s.)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3246 et s.)

Ses sous-amendements n°s 53 et 54 à l'amendement n° 14 de la commission (p. 3246)

Article 6 (contrôle de la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3250)

Article 15 ter (mention en marge de l'acte de naissance de la déclaration du pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3251)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (harmonisation rédactionnelle) (p. 3252)

Ses explications de vote (p. 3253)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3253)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3471)

Son intervention (p. 3484)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : gouvernement d'entreprise (p. 3471)
 Assurances : responsabilité civile : dirigeants (p. 3472)
 Droit pénal : abus de biens sociaux (p. 3472)
 Entreprises : détournements (p. 3471)
 Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 3472, 3484)
 Justice : jurisprudence : Cour de cassation (p. 3472)
 Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3471, 3473)
 Sociétés : assemblées générales : rémunération mensuelle minimale (p. 3473)
 Sociétés : dirigeants : responsabilité en cas de faute (p. 3472)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)
 Son amendement n° 89 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 104 (p. 3693)

Son amendement n° 119 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 134 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 29 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 14 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 44 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 59 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 74 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4058) : rejetée (p. 4065)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4130)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 4062, 4130)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : bloc de constitutionnalité (p. 4060)

Constitution : préambule : charte de l'environnement (p. 4059)

Environnement : charte de l'environnement (p. 4058, 4062)

Environnement : droit à l'environnement : Constitution (p. 4058, 4130)

Environnement : principe de précaution : Conseil constitutionnel (p. 4061)

Environnement : principe de précaution : expertises (p. 4062)

Environnement : principe de précaution : lois (p. 4131)

Lois : lois organiques : droit à l'environnement (p. 4059)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 1er (référence à la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution)

Son amendement n° 71 (p. 4132)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son amendement n° 73 (p. 4134)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2004] (p. 4134)

Son amendement n° 74 (p. 4136)

Son amendement n° 75 (p. 4137)

Son amendement n° 76 (p. 4138)

Son intervention (p. 4139 et s.)

Son amendement n° 77 (p. 4140)

Son amendement n° 78 (p. 4141)

Ses amendements n°s 79 rectifié et 88 rectifié (p. 4151)

Ses amendements n°s 82 et 80 (p. 4164)

Son amendement n° 81 (p. 4166)

Après l'article 2

Son amendement n° 72 rectifié (constitutionnalisation du droit à l'environnement) : rejeté (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension à la préservation de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4167)

Intervient sur l'amendement n° 67 rectifié de M. André Chassaigne (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4167)

Son amendement n° 83 (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) : devenu sans objet (p. 4167)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Ses explications de vote (p. 4279)

Abstention du groupe socialiste (p. 4280)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 27 (simplification de la procédure de changement d'affectation des locaux)

Son amendement n° 104 (p. 4779)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5068)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 5069)

Cultes : islam : intégrisme (p. 5068)

Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5069)

Etrangers : expulsion (p. 5069)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son amendement n° 4 (p. 5076)

Antoine CARRÉ

Loiret (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de

finances pour 2004 (n° 1093) tome II : Défense (Dissuasion nucléaire) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : crédits budgétaires (p. 9983 et s.)

Défense : armes nucléaires stratégiques : programme PALEN (p. 9984)

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 9983)

Défense : missiles (p. 9984)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son amendement n° 1 (article 42 et état A : équilibre général du budget – correction d'une erreur matérielle) (p. 12599)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives ; fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives ; fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 1211 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales : guichet unique ; taxe sur les permis de chasse) (p. 1155)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 1161)

Gilles CARREZ

*Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/E-2365) (n° 1161) [13 novembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la recommandation de la commission pour une décision du Conseil mettant la France en demeure, conformément à l'article 104, paragraphe 9, de prendre des mesures visant à

la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif (E 2416) (n° 1168) [13 novembre 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 12 décembre 2003] (p. 21204)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 18 décembre 2003] (p. 21626)

Rapporteur pour avis du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (n° 1155) [31 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement (n° 1676) [22 juin 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général de la commission européenne pour l'exercice 2005 (document E 2605) (n° 1723) [8 juillet 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 22 juillet 2004] (p. 13187)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1168) de M. Didier Migaud et plusieurs de ses collègues sur la recommandation de la commission pour une décision du Conseil mettant la France en demeure, conformément à l'article 104, paragraphe 9, de prendre des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif (E 2416) [14 novembre 2003] (n° 1217)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1161) sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/E-2365) [19 novembre 2003] (n° 1243)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2003 (n° 1234) [2 décembre 2003] (n° 1266)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [11 décembre 2003] (n° 1285)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2003 [31 mars 2004] (n° 1507)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi organique (n° 1155) pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [14 avril 2004] (n° 1546)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2005 [23 juin 2004] (n° 1681)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n°

1676) pour le soutien à la consommation et à l'investissement [22 juin 2004] (n° 1682)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1723) de M. René André sur l'avant-projet de budget général de la commission européenne pour l'exercice 2005 (document E 2605) [8 juillet 2004] (n° 1724)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [21 juillet 2004] (n° 1739)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1699) portant règlement définitif du budget de 2003 [15 septembre 2004] (n° 1789)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4989)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : indique que les amendements adoptés par la commission après l'article 2 seront examinés après l'article 4 [16 octobre 2003] (p. 8731)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8013)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8021)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8016)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8015 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8015)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8014)

Finances publiques : recettes non fiscales : gauche (p. 8013 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8014)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8014 et s., 8021)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8014)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8517)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8517)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8518)

Défense : crédits (p. 8518)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8518)

Etat : missions régaliennes (p. 8518)

Etat : réforme (p. 8519, 8521)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8520)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8517, 8520)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8517, 8520)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8519)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8519)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8517)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8521)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 8520)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8520)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8519)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8517, 8520)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8519)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8520)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8519)

Recherche (p. 8520)

Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8520)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8518)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8521)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8520)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8518)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8519)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8520)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8699 et s., 8716 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [16 octobre 2003] (p. 8731)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8737 et s.)

Son amendement n° 388 (production de renseignements inexacts en vue d'obtenir le paiement d'un acompte – amende fiscale en cas de mauvaise foi) (p. 8744)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8749)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Tony Dreyfus (PACS - suppression du délai de trois ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8750)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Brard (PACS - délai d'un an pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8751)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (régime du « micro foncier » - extension aux détenteurs de parts de sociétés de personnes non transparentes) (p. 8752)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Antoine Herth (plus-values à court terme sur cessions de fonds de commerce – paiement fractionné en cas de vente à crédit) (p. 8753)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values à long terme des entreprises – taux d'imposition porté de 16 % à 20 %) (p. 8759)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Pierre Brard (dirigeants de sociétés – imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) (p. 8760)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à 60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8761)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 5 000 €) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Antoine Herth (plus-values professionnelles – suppression de la condition d'exercice de l'activité pendant cinq ans pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8765)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint – extension de la déductibilité totale aux entreprises non-adhérentes d'un centre de gestion agréé) (p. 8765)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (pensions et retraites – plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 10 000 €) (p. 8766)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (pensions et retraites – plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 5 000 €) (p. 8766)

Intervient sur l'amendement n° 148 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal – taux ramené de 50 % à 33,33 %) (p. 8767)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8768)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Augustin Bonrepaux (réductions d'impôt et crédits d'impôt – plafonnement à 10 000 €) (p. 8770)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Bouvard (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8773)

Intervient sur l'amendement n° 260 corrigé de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt – plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) (p. 8777)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8780)

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8780)

Intervient sur l'amendement n° 158 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – suppression du relèvement à 10 000 € du plafond des dépenses à partir de 2003 – maintien à 7 400 €) (p. 8796)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8800)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont les abattements sur le revenu sont plafonnés) (p. 8803)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Charles de Courson (dons aux associations de défense des contribuables – réduction d'impôt) (p. 8804)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux associations de défense de la dignité de la femme – réduction d'impôt) (p. 8806)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux associations de lutte contre l'homophobie – réduction d'impôt) (p. 8807)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux associations de lutte contre la violence routière – réduction d'impôt) (p. 8807)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (économie d'énergie et production d'énergie renouvelable dans le logement – crédit d'impôt porté de 15 % à 20 % des dépenses engagées) (p. 8808)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Brard (équipements électroménagers de classe A – institution d'un crédit d'impôt de 15 %) (p. 8810)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Pierre Brard (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 7 500 €) (p. 8811)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Pierre Brard (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 5 500 €) (p. 8818)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Brard (stock-options – taux d'imposition de 30 % et de 40 % portés à respectivement 45 % et 54 %) (p. 8820)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal attribué aux non-résidents – suppression) (p. 8822)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values mobilières – plafond des cessions ramené de 15 000 € à 7 650 € pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8824)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (obtention du permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8827)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8835 et s.)

Son amendement n° 389 (rédactionnel) (p. 8839)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 rectifié de la commission (revenus mobiliers – taxation forfaitaire portée de 15 % à 16 %) (p. 8840)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son intervention (p. 8843 et s.)

Ses amendements n° 390 (de précision) et 391 rectifié (rédactionnel) (p. 8847)

Son amendement n° 392 (de coordination) (p. 8848)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Charles de Courson (produits latents sur stocks à rotation lente – sursis d'imposition – bénéfice de l'article 202 ter du code général des impôts) (p. 8848)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Brard (bénéfices distribués – imposition au taux de 40 %) (p. 8850)

Intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (report en arrière des déficits – remboursement de la créance avant l'expiration du délai de cinq ans en cas de redressement judiciaire ou de liquidation) (p. 8851)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Jean-Pierre Brard (effets du régime des groupes de sociétés – plafonnement de l'avantage fiscal à quatre millions d'euros) (p. 8851)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Brard (contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés – taux relevé de 3,3 % à 5,5 %) (p. 8856)

Son amendement n° 393 (rédactionnel – coordination entre des dispositions de la loi pour l'initiative économique et de celle relative au mécénat, aux associations et aux fondations) : adopté (p. 8856)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des charges payées à des personnes domiciliées dans des « paradis fiscaux » - rétablissement de l'article 242 bis du code général des impôts) (p. 8857)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Charles de Courson (pactes de succession d'entreprises – possibilité de céder des éléments d'actif) (p. 8858)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Brard (entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques – taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 % pour une durée de trois ans) (p. 8859)

Article 7 (instauration d'une réduction de droit temporaire de 50 % pour les donations en pleine propriété consenties quel que soit l'âge du donateur)

Son intervention (p. 8867 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 256 corrigé de M. Patrick Bloche (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) (p. 8869)

Article 8 (revalorisation du barème de l'usufruit et extension aux mutations à titre onéreux)

Son intervention (p. 8870)

Son amendement n° 498 (extension aux donations consenties avec réserve du droit d'usage ou d'habitation) (p. 8870)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Brard (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai applicable aux donations) (p. 8873)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale – exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8874)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Brard (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 15 000 €) (p. 8875)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Brard (abrogation des articles 47 et 48 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique instituant la prise en compte pour 50 % de leur valeur dans l'assiette de l'ISF des parts et actions faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8876)

Article 10 (relèvement de la limite d'application du régime simplifié d'imposition des bénéficiaires agricoles)

Son intervention (p. 8877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 325 rectifié de M. Jacques Myard (filière hippique – imposition au régime des bénéficiaires agricoles et compensation aux collectivités territoriales de la diminution du produit des impôts locaux) (p. 8878)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des exploitants agricoles relevant d'un régime réel d'imposition – rétablissement de la possibilité de calcul sur le revenu de l'année en cours) (p. 8879)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8889 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (biocarburants – réduction de TIPP prorogée jusqu'au 31 décembre 2009) (p. 8896)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Augustin Bonrepaux (véhicules propres – majoration des crédits d'impôt) (p. 8897)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Michel Bouvard (barrages hydroélectriques – allègement de fiscalité compensé par une augmentation de celle assise sur les centrales nucléaires) (p. 8898)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8901 et s.)

Son amendement n° 394 (rédactionnel) (p. 8901)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (disques - taux réduit de la TVA) (p. 8905)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Augustin Bonrepaux (petits services de réparation de bicyclettes - taux réduit de la TVA) (p. 8908)

Son amendement n° 473 rectifié (vente de droits immobiliers démembrés portant sur des logements locatifs sociaux neufs - taux réduit de la TVA) (p. 8909) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8910)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Didier Migaud (services de restauration - taux réduit de la TVA) (p. 8911)

Article 13 (création d'une taxe d'abattement affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))

Son intervention (p. 8917)

Son amendement n° 395 (rédactionnel) (p. 8917)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8929)

Article 14 (majoration des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA)

Son intervention (p. 8947)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (suppression de dispositions du code général des impôts devenues obsolètes) (p. 8948)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : exonération des établissements publics de santé) (p. 8949)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations sportives bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8949)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Pierre Brard (contribution des institutions financières : rétablissement du taux de 1 %) (p. 8952)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 – taux de 0,05 %) (p. 8954)

Intervient sur l'amendement n° 356 corrigé de M. Philippe Martin (floc de Gascogne : bénéfice du droit de consommation applicable aux vins doux naturels) (p. 8957)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des biens professionnels dans l'assiette en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 8958)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des œuvres d'art dans l'assiette sur la base de 3 % du patrimoine déclaré sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 8959)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : suppression de l'abattement de 50 % sur la valeur des parts faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8960)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8965)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Éric Besson (ISF : qualification de biens professionnels – 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8976)

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles de Courson (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8979)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme -

extension du cercle familial aux conjoints des descendants du bailleur) (p. 8979)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Philippe Auberger (ISF : résidence principale – abattement supplémentaire de 5 % par personne à charge) (p. 8981)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'indexation pour les années ultérieures) à l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8984)

Intervient sur l'amendement n° 362 corrigé de M. Didier Migaud (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8989)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Didier Migaud (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 500 €) (p. 8991)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard fixé entre 1,5 fois le taux d'intérêt légal et celui des découverts non autorisés – application aux majorations pour défaut de déclaration, mauvaise foi ou manœuvres frauduleuses – décompte jusqu'au dernier jour du mois de paiement) (p. 8993)

Article 16 (prélèvement sur le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages - FGAO)

Son intervention (p. 8996)

Son amendement n° 396 (modalités de recouvrement du prélèvement) (p. 8996)

Article 17 (prélèvement sur les réserves des comités professionnels de développement économique)

Son intervention (p. 8997 et s.)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9003 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 462 rectifié de M. Alain Cousin (intérêts de retard : possibilité de remise ou de transaction à titre gracieux) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Bouvard (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat) (p. 9005)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 9015, 9021 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Bouvard (privatisation de France 2) (p. 9033)

Article 21 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau" - FNE)

Son amendement n° 499 (de coordination : communes rurales – subventions de l'Etat réparties par le département) (p. 9036)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9041)

Article 24 (réaffectation des recettes du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son amendement n° 397 (de coordination avec l'article 3 du projet de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 9043)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Ses interventions (p. 9045, 9048 et s.)

Son amendement n° 398 (de coordination) (p. 9047)

Article 26 (transfert à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) de la gestion des aides à la recherche technologique et à l'innovation)

Son intervention (p. 9049)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)

Son intervention (p. 9051)

Article 28 (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile (TAC) entre le budget annexe

de l'aviation civile (BAAC) et le compte d'affectation spéciale n° 902-25 "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien" - FIATA)

Son intervention (p. 9053)

Article 31 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des départements) de la dotation de compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle et d'une partie de la dotation générale de décentralisation, et mesures de simplification de cette même DGF)

Son intervention (p. 9056 et s.)

Son amendement n° 399 rectifié (limitation de la péréquation) (p. 9057)

Article 32 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des communes) de diverses compensations perçues par les communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 400 (dotations forfaitaire et de péréquation des communes : taux de progression compris entre 45 % et 55 % de celui de l'ensemble des ressources de la DGF) (p. 9059)

Article 34 (intégration au budget de l'Etat du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - FNPTP)

Ses amendements n°s 401 deuxième rectification et 402 (de coordination) (p. 9062)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 9065)

Article 39 (modalités de majoration de la dotation de solidarité urbaine - DSU - et de la dotation de solidarité rurale - DSR)

Son intervention (p. 9067)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales – éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et – le cas échéant – le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9069)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9074 et s.)

Son amendement n° 403 (rédactionnel) (p. 9079)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9123 et s.)

Seconde délibération

Article 9 bis (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès)

Son intervention (p. 9128)

Article 18 ter (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat)

Son intervention (p. 9128)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redévance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9128)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9134 et s.)

Explications de vote et vote [21 octobre 2003] (p. 9136)

Son intervention (p. 9135)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (territoires d'outre-mer - suppression de l'abattement de 40 % sur les pensions de source française prévu par l'article 83 A du code général des impôts) (p. 10559)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Augustin Bonrepaux (cotisations d'épargne-retraite – crédit d'impôt substitué à la déduction du revenu imposable) (p. 10560)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale – fixation du taux en fonction de l'évolution des « taux ménages » votés la même année par les communes membres) (p. 10561 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale – répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10562 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée – suppression de la référence au taux de 1995) (p. 10564)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Augustin Bonrepaux (monde rural – majoration des dotations de l'Etat aux départements, aux communes et à leurs groupements) (p. 10567)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Augustin Bonrepaux (communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale : compensation de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle – reconduction du dispositif pour 2004) (p. 10569)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Augustin Bonrepaux (dotation globale de fonctionnement (DGF) des communautés de communes - alignement de la DGF par habitant des communautés tributaires de la DGF sur celle perçue par les communautés d'agglomération et suppression de la distinction entre les communautés de communes à taxe professionnelle unique et à fiscalité additionnelle) (p. 10569)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10571 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Charles de Courson (rentes d'incapacité permanente servies aux exploitants agricoles – exonération d'impôt sur le revenu) (p. 10574)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Charles de Courson (rentes d'invalidité servies au titre d'un plan d'épargne retraite populaire – exonération d'impôt sur le revenu) (p. 10575)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Didier Migaud (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1^{er} janvier 2005 – taux de 0,05 %) (p. 10575)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard fixé entre une fois et demie et deux fois le taux d'intérêt légal et ne pouvant être supérieur à celui des découverts non autorisés) (p. 10578)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Didier Migaud (dotation globale de fonctionnement majorée de 0,3 % de la masse salariale des collectivités territoriales) (p. 10579)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Augustin Bonrepaux (France Télécom : taxe professionnelle – calcul de la compensation selon des modalités ne pénalisant pas les collectivités perdant un établissement) (p. 10580)

Article 61 (extension du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale aux travaux d'installation d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées)

Son intervention (p. 10582)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Michel Bouvard (loi « Malraux » : réaffectation de bâtiments à l'habitation – déductibilité des travaux) (p. 10582)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Bouvard (loi « Malraux » : réaffectation de bâtiments à l'habitation – déductibilité des déficits du revenu global) (p. 10583)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son intervention (p. 10585 et s.)

Ses amendements n°s 277 à 279 (rédactionnels) (p. 10587)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 293 du Gouvernement (cinéma - crédit d'impôt pour les entreprises de production au titre de leurs activités exercées en France) (p. 10653)

Article 63 (assouplissement du régime de report en avant des pertes des entreprises)

Son intervention (p. 10655 et s.)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Philippe Auberger (imputation sans limitation de délai des moins-values à long terme des entreprises relevant de l'impôt sur les sociétés sur des plus-values de même nature) (p. 10656)

Son sous-amendement n° 300 (à partir de l'exercice 2004) à l'amendement n° 151 de M. Philippe Auberger (p. 10656) : devenu sans objet (p. 10657)

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (internet à haut débit par satellite – amortissement sur douze mois des terminaux acquis entre le 1er janvier et le 31 décembre 2004 : rectifié - entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006) (p. 10657)

Article 64 (création de la société unipersonnelle d'investissement à risque)

Son intervention (p. 10659)

Article 65 (prorogation et aménagement du régime d'exonération en faveur des entreprises nouvelles)

Son intervention (p. 10659 et s.)

Son amendement oral (correction d'erreurs de référence) (p. 10660)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Son intervention (p. 10664)

Ses amendements n°s 282 et 283 (de coordination et rédactionnel) (p. 10666)

Son amendement n° 166 deuxième rectification (montants du crédit d'impôt de 75 € et de 150 € portés respectivement à 115 € et à 230 €) (p. 10667)

Son amendement n° 271 (montants du crédit d'impôt de 75 € et de 150 € portés respectivement à 150 € et à 300 €) (p. 10667) : retiré ; repris par M. Philippe Auberger : rejeté (p. 10668)

Ses amendements n°s 285, 286 et 284 (de coordination et rédactionnel) (p. 10668)

Son amendement n° 288 (de coordination) (p. 10669)

Après l'article 66

Son amendement n° 289 (PEA : imputation des moins-values réalisées sur les plus-values dégagées par des comptes-titres gérés en direct) (p. 10669) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10670)

Après l'article 67

Son amendement n° 290 (groupes de sociétés : possibilité de modification de la date de clôture des exercices) : adopté (p. 10672)

Son amendement n° 291 (sommes inscrites à la réserve spéciale des plus values à long terme : taxation au taux de 5 % en cas d'affectation aux fonds propres ou de distribution entre le 1er janvier 2004 et le 30 juin 2004) (p. 10672) : retiré (p. 10673)

Article 68 (création d'un crédit d'impôt famille en faveur des entreprises qui engagent des dépenses permettant à leurs salariés ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale)

Son intervention (p. 10674)

Article 69 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration)

Son intervention (p. 10675)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Michel Bouvard (réduction de la DGF des communes à la suite de la suppression du contingent d'aide sociale : bénéfice d'une minoration pour les communes dont le potentiel fiscal a diminué de plus de 13 % entre 1999 et 2003) (p. 10679)

Son amendement n° 292 (investissements liés à la recherche : majoration des coefficients) (p. 10679) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 171 troisième rectification de la commission (exploitants agricoles : déduction pour investissements et déduction pour aléas) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (jeunes agriculteurs : abattement de 50 % sur les bénéfices - report au 31 décembre 2006 de la date limite d'installation) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (résidences mobiles : institution d'une taxe annuelle de 75 € par mètre carré représentative de la taxe d'habitation) (p. 10681)

Intervient sur le sous-amendement n° 229 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (DGF des communes mettant des équipements à disposition des gens du voyage abondée à hauteur du produit de la taxe) à l'amendement n° 173 de la commission (p. 10683)

Son amendement n° 295 (opérations locatives sociales réalisées par les organismes HLM et cofinancées par des particuliers : exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour une

durée de quinze ans) (p. 10683) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10684)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Launay (arbres truffiers : exonération permanente – et non pour quinze ans – de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 10684)

Intervient sur l'amendement n° 218 rectifié de M. Yves Deniaud (photographes-auteurs : exonération de la taxe professionnelle) (p. 10685)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. André Chassaing (sous-traitants : bases de la taxe professionnelle – exclusion des immobilisations corporelles) (p. 10686)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (diffuseurs de presse : régime d'abattement sur la base de la taxe professionnelle - extension à l'ensemble du territoire et possibilité de relèvement) (p. 10687)

Intervient sur l'amendement n° 202 rectifié de M. Michel Bouvard (remontées mécaniques : taxe professionnelle - extension du dispositif de correction de la valeur locative au titre du caractère saisonnier de l'activité prévu par le V de l'article 1478 du code général des impôts) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Marc Laffineur (augmentation des valeurs locatives : taux de 1,5 %) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Michel Bouvard (stations de sports d'hiver : transactions immobilières d'un montant supérieur à 500 000 € - taux du droit de mutation pouvant être porté à 5,4 % - financement du logement des travailleurs saisonniers) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Thierry Mariani (vignette : suppression pour tous les véhicules d'entreprise) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle : libre fixation des taux) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 246 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : pérennisation du dispositif de l'article 1636 B sexies du code général des impôts permettant – à certaines conditions – de fixer librement le taux de la taxe professionnelle afin d'en maintenir le produit) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 248 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : faculté de différer pendant trois ans l'exercice du droit d'augmenter les taux de la taxe professionnelle) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Thierry Mariani (compétence de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires : extension aux questions de droit) (p. 10692)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Thierry Mariani (compétence de la commission départementale de conciliation : extension aux questions de droit) (p. 10692)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Didier Migaud (copie privée : rémunération et création d'une commission consultative) (p. 10694)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Michel Bouvard (salariés des centres d'aide par le travail – chèques vacances) (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 301 du Gouvernement (fonds spéciaux : commission de vérification – inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) (p. 10695)

Intervient sur le sous-amendement n° 302 de M. Henri Cuq (non-application à la commission des dispositions relatives au contrôle des dépenses engagées) à l'amendement n° 301 du Gouvernement (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage – institution d'une réduction d'impôt) (p. 10696)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Michel Bouvard (remontées mécaniques : plafonnement de la taxe professionnelle – déduction du montant des taxes sur les remontées mécaniques de celui de la valeur ajoutée) (p. 10700)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10703)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations - rapport d'évaluation) (p. 10706)

Seconde délibération

Article 77 (majoration des taux plafonds du versement de transport) : supprimé en première délibération

Son intervention (p. 10718)

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Son intervention (p. 10767)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12545)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 12545)
Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 12545)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 12545)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12596 et s.)

Son amendement n° 13 (article 14 bis : ISF des biens ruraux – rédactionnel) : adopté (p. 12596)

Son intervention à l'issue du vote (p. 12603)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 10733)

Thèmes :

Administration : administrations centrales (p. 10734)
Administration : rapports avec les administrés (p. 10735)
Administration : services déconcentrés (p. 10734)
Etat : expérimentation (p. 10735)
Etat : réforme : Parlement (p. 10734 et s.)
Etat : réforme : préfets (p. 10734)
Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 10733 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : carrière : statuts (p. 10735)
Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10735)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10734)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la défense : réforme (p. 10734)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : réforme (p. 10734)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : réforme (p. 10734)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11606)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11607)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 11606 et s.)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11607)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11606)
Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11607)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : énergie hydraulique (p. 11607)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 11607)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 11608)
Politique sociale (p. 11607)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11607)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11682 et s.)

Article 2 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 11698)

Seconde délibération

Article 2 et état A annexé (équilibre général)

Son intervention (p. 11704)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 4 et état B' (dépenses en capital des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 5 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 6 et état C' (dépenses en capital des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (annulation d'autorisations de programme non utilisées – 438 029 €) (p. 11706)

Article 8 (dépenses en capital des services militaires - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 9 (dépenses en capital des services militaires - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (résidences mobiles : taxe annuelle au taux de 300 €/par tonne) (p. 11714)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Brard (restauration : taux réduit de la TVA) (p. 11725)

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son intervention (p. 11728 et s.)

Ses amendements n°s 145 et 146 (de précision et rédactionnel) (p. 11730)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (déduction de la TGAP au titre des cotisations ou dons aux organismes de collecte de déchets de produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 11730)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité d'acquitter entièrement la contribution sous forme de prestation en nature - presse) à l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) (p. 11733)

Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. Pierre-Christophe Bague (exemption des quotidiens gratuits d'information générale) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11733)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Pierre-Christophe Bague (contribution en nature consistant en la mise à disposition d'espaces publicitaires promouvant le recyclage) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11735)

Intervient sur le sous-amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (taxation minorée du papier recyclé) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11735)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. Patrice Martin-Lalande (contributions déterminées suivant un barème fixé par décret) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11736)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Pierre-Christophe Bague (franchise portée de 1 000 à 5 000 kilogrammes) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11737)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son intervention (p. 11738 et s.)

Ses amendements n°s 148 (rédactionnel) et 147 (de précision) (p. 11740)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Michel Bouvard (titulaires de cartes d'invalidité : exonération sous conditions d'imposition des plus-values immobilières) (p. 11740)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (expatriation dans un pays de l'Union européenne – suppression de l'imposition des plus-values latentes) (p. 11741)

Article 18 (transposition de la directive relative à la fiscalité des revenus de l'épargne sous la forme de paiements d'intérêts)

Son intervention (p. 11742)

Son amendement n° 149 (rédactionnel) (p. 11742)

Après l'article 18

Son amendement n° 150 (relèvement de 15 % à 16 % du taux du prélèvement libératoire applicable aux intérêts des sommes portées sur un compte bloqué individuel) : adopté (p. 11742)

Après l'article 19

Son amendement n° 151 deuxième correction (actualisation de la valeur de l'usufruit à durée fixe) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11743)

Article 20 (transposition des directives relatives à l'assistance mutuelle au recouvrement entre Etats membres)

Son amendement n° 152 (rédactionnel) (p. 11744)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (régime fiscal des tabacs en Corse : contingent de 1 200 tonnes et droit de consommation porté de 34,5 % à 35 %) (p. 11744)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements dans le délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la future directive européenne) (p. 11746)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Denis Merville (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements) (p. 11747)

Article 23 (réforme du régime de la garantie et du poinçonnage des métaux précieux)

Ses amendements n°s 156, 157, 155 et 158 (rédactionnels ou de coordination) (p. 11749)

Son intervention (p. 11750 et s.)

Ses amendements n°s 154 et 153 (rédactionnel et de coordination) (p. 11750)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (groupes de sociétés : possibilité d'option pour l'intégration fiscale dans les six premiers mois de l'exercice en cours) (p. 11751)

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11754 et s.)

Article 27 (extension du régime de taxe professionnelle applicable à certaines activités saisonnières)

Son intervention (p. 11761)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 114 corrigé de M. Charles de Courson (gazole « propre » : taux spécifique de TIPP) (p. 11762)

Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de la commission (communes membres d'une communauté d'agglomération issue d'un syndicat d'agglomération nouvelle : définition du potentiel fiscal) (p. 11763)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Michel Bouvard (communes touristiques ayant fait l'objet de l'écrêtement prévu par la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 : compensation) (p. 11764)

Son amendement n° 159 (régime fiscal de la location avec option d'achat : alignement sur le crédit-bail) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11765)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Goulard (régime fiscal de la pêche artisanale) (p. 11765)

Son amendement n° 191 (transmission à titre gratuit d'une entreprise individuelle : régime des plus-values) (p. 11765) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11767)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice) (p. 11769 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Philippe Auberger (report des déficits subis par les professions indépendantes et les exploitants agricoles : délai porté de cinq à six ans) (p. 11770)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11773)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Charles de Courson (stocks à rotation lente : bénéfice du régime de sursis d'imposition lors de la transformation d'une entreprise individuelle agricole en société à objet agricole) (p. 11778)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Patrice Martin-Lalande (production audiovisuelle : bénéfice du crédit d'impôt applicable au cinéma) (p. 11780)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Patrice Martin-Lalande (messages de parrainage : assujettissement des recettes à la taxe sur les services de télévision) (p. 11780)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (ISF - abattement de 20 % sur le résidence principale : application aux SCI) (p. 11781)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. André Chassaing (taxe professionnelle assise sur des immobilisations corporelles pouvant être reprises à tout moment par le donneur d'ordre : assujettissement du donneur d'ordre) (p. 11783)

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (taxe professionnelle assise sur les équipements et biens mobiliers utilisés par une personne ni propriétaire, ni locataire, ni sous-locataire : assujettissement du propriétaire) (p. 11784)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Charles de Courson (suppression de l'application aux litiges en cours : suspension des contentieux) à l'amendement n° 74 du Gouvernement (p. 11784)

Son amendement n° 160 rectifié (EPCI - adhésion d'une nouvelle commune : possibilité de nouveau calcul du taux moyen pondéré de taxe professionnelle) : adopté (p. 11785)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux (établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Hervé Novelli (associations - « incubateurs » - ayant pour objet la prestation de services à des créateurs d'entreprises ou à des jeunes entreprises : neutralisation fiscale de leur changement de statut) (p. 11788)

Article 31 (aménagement du régime de la taxe affectée au bénéfice de l'association nationale pour la formation automobile et de la taxe affectée au bénéfice du comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics)

Son intervention (p. 11789)

Ses amendements n°s 163 et 164 rectifié (rédactionnels) (p. 11789)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (taxes créées en remplacement de taxes parafiscales : affectation de leur produit aux CPDE - comités professionnels de développement économique) (p. 11796)

Article 32 (création de taxes affectées au financement des actions collectives de développement économique et technique de certains secteurs industriels)

Son intervention (p. 11805 et s.)

Ses amendements n°s 161 et 162 (de coordination : importations) (p. 11805, 11806)

Article 34 (taxe au profit du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes)

Ses amendements n°s 165 et 166 (rédactionnels) (p. 11808)

Article 36 (taxe au profit de l'Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture - OFIMER)

Son intervention (p. 11810)

Son amendement n° 194 (de précision) (p. 11810)

Article 40 (autorisation, en loi de finances, des garanties de l'Etat existantes)

Son amendement n° 167 (correction d'une erreur de référence) (p. 11814)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (compensation des pertes de base de taxe professionnelle : amélioration pour les communes subissant une réduction égale ou supérieure à 70 %) (p. 11814)

Après l'article 42

Son sous-amendement n° 195 (rédactionnel) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (recours par le service des essences aux instruments financiers de couverture des risques relatifs aux variations de prix) : adopté (p. 11815)

Article 44 (modification du barème des taxes acquittées par les opérateurs de télécommunications)

Son amendement n° 168 (de coordination) (p. 11816)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son intervention (p. 11817)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (anciens sapeurs-pompiers volontaires partis en retraite avant le 1er janvier 1998 : possibilité de versement de la part variable de

l'allocation de vétérance sur décision des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 11819)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Charles de Courson (sur décision des conseils d'administration des SDIS – services départementaux d'incendie et de secours) à l'amendement n° 80 du Gouvernement (p. 11819)

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son intervention (p. 11821 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Marc Laffineur (travaux sur des monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attribution du FCTVA - fonds de compensation pour la TVA - quels qu'en soient l'affectation finale et éventuellement le mode de location ou de mise à disposition) (p. 11823)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)

Son intervention (p. 12619)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes : personnels (p. 12619)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : journaux (p. 12619)
Gendarmerie : gendarmes : retraites (p. 12620)
Impôts locaux : taxe d'habitation : abattements (p. 12619)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 12619)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 12619)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12625)

Son amendement n° 1 (article 16 bis - de coordination) : adopté (p. 12655)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1938)

Thèmes :

Collectivités territoriales : évaluation (p. 1939)
Collectivités territoriales : compensations financières : Gouvernement précédent (p. 1939)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 1938)
Entreprises : collectivités territoriales (p. 1939)
Impôts locaux : dégrèvement (p. 1939)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1938 et s.)
Logement : logement social : Ile-de-France (p. 1939 et s.)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 12 A

Son amendement n° 547 (faculté donnée à l'Etat de déléguer à la région la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'investissement du domaine public routier national) : rejeté (p. 2053)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 548 (p. 2187)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Ses sous-amendements n°s 1340 et 1341 à l'amendement n° 398 rectifié de la commission (p. 2452)

Article 93 (recueil des statistiques par l'Etat - mise en place d'un système d'informations partagées)

Son amendement n° 550 (p. 2511)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son intervention (p. 2558)

Article 125 bis (exonération des prestations de services effectuées par les communautés urbaines et

les communautés d'agglomération de toutes formalités préalable)

Son intervention (p. 2560)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 465 de la commission (modalités de calcul du potentiel fiscal pour les groupements autres que les communautés de communes à fiscalité intégrée) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2566)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 3553)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : dépenses (p. 3554)
Collectivités territoriales : autonomie financière : dotations de l'Etat (p. 3554)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 3555)
Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3555)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3555 et s.)
Impôts locaux : dégrèvement (p. 3553, 3556)
Impôts locaux : taxe d'habitation : régions (p. 3554)
Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3553, 3556)
Politique générale : Gouvernement précédent : finances locales (p. 3553)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3680 et s.)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3698 et s.)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3709 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Augustin Bonrepaux (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosière (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Balligand (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Bourguignon (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Thierry Carcenac (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christophe Caresche (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Derosier (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. René Dosière (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Louis Dumont (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Louis Idiart (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Yves Le Drian (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Victorin Lurel (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Didier Migaud (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jack Queyranne (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Ségolène Royal (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Pascal Terrasse (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)
Son intervention (p. 7036)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)
Son intervention (p. 7054)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 3615)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 3615)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3617)
Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3617 et s.)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3616 et s.)
Parlement : contrôle : opposition (p. 3618)
Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 3615 et s.)
Politique économique : croissance : prévisions (p. 3618)
Politique générale : réforme (p. 3618)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 5394)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 5395)
Défense : crédits : contrôle (p. 5396)
Enseignement : personnel (p. 5395)
Etat : patrimoine : gestion (p. 5395)
Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) : décrets (p. 5395)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 5394)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5394)
Finances publiques : dette publique (p. 5394)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5395)
Finances publiques : recettes : affectation (p. 5394)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5395)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5395)
Lois : évaluation : coût (p. 5396)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5396)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 5395)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5394)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5432)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 5433)
Donations et successions : donations : exonération (p. 5432)
Entreprises : épargne salariale : usage (p. 5432)
Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5432 et s.)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5432)
Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5432)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 5432)
Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) : avantages fiscaux (p. 5433)
Lois : fonction (p. 5432)
Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 5433)
Politique sociale : surendettement (p. 5432)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : recouvrement (p. 5433)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 79 (rédactionnel) : adopté (p. 5447)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Didier Migaud (plafonnement des déductions et réductions à 40 % du revenu imposable) (p. 5447)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et abaissement à 2 200 € et à 4 400 € des plafonds des dépenses prises en compte) (p. 5448)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : relèvement du taux) (p. 5449)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Augustin Bonrepaux (ISF : suppression de l'exonération au titre de pactes d'actionnaires portant sur 20 % du capital) (p. 5450)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Didier Migaud (ISF : suppression de l'exonération au titre de la souscription au capital des PME) (p. 5450)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son intervention (p. 5452 et s.)

Son sous-amendement n° 85 rectifié (extension en l'absence d'héritiers en ligne directe) à l'amendement n° 72 de M. Charles de Courson (extension aux neveux et aux nièces) (p. 5452)

Son amendement n° 82 (possibilité de retrait d'un PEA sans taxation à hauteur de 10 000 €) (p. 5454)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Bloche (PACS - impôt sur le revenu : suppression de la condition de durée pour l'imposition commune) (p. 5455)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son intervention (p. 5457 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Claude Sandrier (crédit à la consommation : publicités interdites) (p. 5459)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Christophe Lagarde (surendettement : prohibition des procédures de recouvrement en cas d'attribution de crédit) (p. 5459)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Claude Sandrier (frais perçus par les établissements de crédit : rubrique distincte sur les relevés de compte) (p. 5460)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Hervé Mariton (location de longue durée : non application des dispositions relatives au démarchage bancaire et financier) (p. 5461)

Article 3 (mesures exceptionnelles de déblocage de la participation et de l'épargne salariale)

Son intervention (p. 5466 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Nicolas Perruchot (p. 5468)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Didier Migaud (restauration - taux réduit de la TVA : suppression de l'article 99 de la loi de finances pour 2004) (p. 5468 et s.)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 5470 et s.)

Ses amendements n° 77 et 78 (rédactionnels) (p. 5473)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Francis Hillmeyer (marges arrière : intégration dans les prix de revente à perte) (p. 5474)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Augustin Bonrepaux (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 %) (p. 5475)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son intervention (p. 5476 et s.)

Son amendement n° 62 (entreprises dont la taxe professionnelle est calculée par rapport à la valeur ajoutée : diminution de la valeur ajoutée à hauteur des investissements nouveaux) (p. 5477)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Didier Migaud (rétablissement de la TIPP flottante) (p. 5478)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Claude Sandrier (taxe professionnelle : biens en location - article 1469 du code général des impôts) (p. 5479)

Article 7 (exonération des droits de mutation à titre onéreux dus à l'Etat pour la reprise d'activités de proximité)

Son intervention (p. 5481)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (redevance audiovisuelle : perception avec la taxe d'habitation, communication à l'administration des informations nominatives relatives aux abonnés à des services payants, abattement de 50 % pour les résidences secondaires, maintien des exonérations existantes et alignement sur celles applicables à la taxe d'habitation) (p. 5484)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (redevance d'archéologie préventive : exonération des travaux liés à la gestion ou à l'exploitation des domaines skiabiles) (p. 5484)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Luc-Marie Chatel (loi d'orientation du commerce et de l'artisanat dite loi Royer : objet du programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Luc-Marie Chatel (décret relatif au programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Hamel (particuliers faisant construire leur maison individuelle : garantie de paiement des sous-traitants - report au 1^{er} novembre 2004 de l'entrée en vigueur de l'article 57 de la loi du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique) (p. 5486)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Didier Migaud (projet de loi relatif à la création de diverses niches fiscales) (p. 5487)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)**

Son intervention (p. 7358)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 7358)

Donations et successions : donations : exonération (p. 7358)

Entreprises : comités professionnels de développement économique (p. 7358)

Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 7358)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 7358)

Logement : aides et prêts : prêts d'accès sociale (PAS) : avantages fiscaux (p. 7358)

Lois : évaluation : coût (p. 7358)

Lois : fonction : simplifications administratives (p. 7358)

Parlement : commissions mixtes paritaires : travaux (p. 7358)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7358)

Politique économique : croissance : consommation (p. 7358)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 7358)

Travail : rémunération : réhabilitation (p. 7358)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7365)

Son intervention (p. 7365)

Martine CARRILLON-COUVREUR

Nièvre (1^{ère} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 novembre 2003] (p. 18980)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 527, posée le 6 janvier 2004. Industrie. Sidérurgie (J.O. Questions p. 5). Appelée le 6 janvier 2004. Emploi et activité, Imphy (p. 26)

*DÉBATS***Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son amendement n° 338 (intégration du test HPV dans la prévention du cancer du col de l'utérus) (p. 8458)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10856)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10857)

Politique sociale : exclusion (p. 10856)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10856)

Travail : salaires (p. 10857)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son intervention (p. 10929)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son intervention (p. 10934)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son intervention (p. 10940)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2244)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2244)

Entreprises : délocalisations (p. 2245)

Entreprises : situation financière : plan social (p. 2245)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 2245)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4315) : rejetée (p. 4323)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense : handicapés (p. 4321)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4319)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4318)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4319)

Handicapés : établissements (p. 4317)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4318)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4325)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4315)

Travail : durée du travail (p. 4320)

Travail : jours fériés (p. 4320)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4382)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4421)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 873 du Gouvernement (p. 4424)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4434 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Ghislain Bray (p. 4454)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4458 et s.)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4468 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4576 et s.)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4582 et s.)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4625 et s.)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4632)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 4663)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Article 26 (modification de la structure du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4667)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4673 et s.)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4684)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4691)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4703)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 671 de Mme Hélène Mignon (p. 4717)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Daniel Paul (p. 4717)

Laurent CATHALA

*Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Richard CAZENAVE

*Isère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (ensemble deux annexes, cinq protocoles, un acte final, treize déclarations communes et deux déclarations unilatérales) (n° 946) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la conduite des activités relatives aux installations de surveillance internationale, y compris les activités postérieures à la certification (ensemble une annexe) (n° 1283) [20 novembre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1438) [12 mai 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome II : Affaires étrangères (Affaires étrangères) (n° 1113) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 946), autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (ensemble deux annexes, cinq protocoles, un acte final, treize déclarations communes et deux déclarations unilatérales) [13 novembre 2003] (n° 1212)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1283), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la conduite des activités relatives aux installations de surveillance internationale, y compris les activités postérieures à la certification (ensemble une annexe) [16 décembre 2003] (n° 1291)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1438) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [26 mai 2004] (n° 1620)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 10239)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10237)

Langue française : francophonie (p. 10237)

Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10238)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10237 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10237 et s.)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10237)

Politique économique : mondialisation (p. 10238)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10237 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10277)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 10278)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son amendement n° 253 (prévoyance complémentaire : déductibilité – majoration des plafonds) (p. 10573)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 6

Répond aux interventions de M. François Brottes : (p. 4187)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales, lutte et prévention [8 octobre 2003] (p. 8265)

Yves CENSI

Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 42 : Prestations sociales agricoles (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurances. Assurance automobile. Primes, montant
[3 février 2004] (p. 1277)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9039 et s.)

Son amendement n° 283 (distinction entre le fonds - sans personnalité juridique - dont le budget est arrêté par le ministre de l'agriculture et un établissement public administratif en assurant la gestion) (p. 9040) ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Son amendement n° 275 (président du fonds nommé par le ministre de l'agriculture - présidence du comité de surveillance confiée à un membre du Parlement) (p. 9041)

Son amendement n° 282 (étalement et prise en charge des cotisations sociales des agriculteurs en difficulté) (p. 9041)

Son amendement n° 276 (report d'un an de l'application de certaines dispositions de l'article) (p. 9042)

Son amendement n° 277 (de conséquence) (p. 9042)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9144)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9145 et s.)

Retraites : régime agricole (p. 9146)

Vote des crédits et articles rattachés [21 octobre 2003] (p. 9201)

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 49 au titre des mesures nouvelles

Son amendement n° 58 (réduction de crédits) : adopté (p. 9203)

Son amendement n° 3 (correction d'une erreur d'imputation concernant le financement des régimes complémentaires obligatoires) : adopté (p. 9203)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son amendement n° 325 (p. 9866)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son amendement n° 323 (p. 9872)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son intervention (p. 9878)

Son amendement n° 324 (p. 9878)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 497)

Son intervention (p. 520)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 521 et s.)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 497 et s., 520 et s.)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 16

Son amendement n° 671 corrigé (formation des travailleurs saisonniers) : retiré (p. 827)

Après l'article 18

Son amendement n° 586 (accueil des élèves handicapés dans les établissements d'enseignement agricole) (p. 835) : adopté (p. 836)

Après l'article 35

Son amendement n° 585 (régime du logement des salariés agricoles) (p. 892) : adopté (p. 893)

Projet de loi n° 1504 habitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)

Son amendement n° 50 rectifié (p. 4784)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4795)

Son amendement n° 85 (p. 4799)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5436)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6247)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6743)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6799 et s.)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6833)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6837)

Après l'article 33 [séance du 16 juillet 2004] (rôle de la mutualité sociale agricole)

Son intervention (p. 6839)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6845 et s.)

Jean-Yves CHAMARD

Vienne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 30 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Jeunesse et enseignement scolaire) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand : explique, au nom du président de la commission, que les suppressions d'emploi que ces amendements voulaient annuler gageaient des créations sur d'autres lignes [4 novembre 2003] (p. 9928)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand : rappelle la jurisprudence de la commission des finances sur l'article 40 : on ne peut, par amendement, dépasser le projet de budget ni le budget de l'année précédente, c'est-à-dire dans le même temps créer des postes et refuser d'en supprimer ailleurs [4 novembre 2003] (p. 9957)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8594)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8596)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8595)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : effectifs (p. 8596)
Pays étrangers : Allemagne : gauche (p. 8595)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 8594)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8595)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8836)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son intervention (p. 8846)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examens des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 9907, 9927)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Yves Durand (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9927, 9957)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : rôle et missions (p. 9927)

Enseignement : élèves : effectifs (p. 9907)

Enseignement : langues étrangères (p. 9927)

Enseignement : personnel : création d'emplois (p. 9927)

Enseignement : personnel : rôle et missions (p. 9911)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9909)

Enseignement : personnel : enseignants : effectifs (p. 9908)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 9909)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9907)

Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9910)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9907)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 9966)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Durand (suppression d'un crédit de 620 000 € destiné à l'octroi de primes aux collaborateurs du ministre) (p. 9966)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2467)

Jean-Paul CHANTEGUET

Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 455, posée le 13 octobre 2003. Défense. Groupe de soutien technique des hélicoptères de la gendarmerie nationale (J.O. Questions p. 7717). Appelée le 14 octobre 2003. Transfert, conséquences, Indre (p. 8472)

n° 730, posée le 18 mai 2004. Formation professionnelle. Association pour la formation professionnelle des adultes

(AFPA) (J.O. Questions p. 3521). Appelée le 18 mai 2004. Restructuration, perspectives, Indre (p. 3753)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9190)

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9430)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : crédits (p. 9430)

Environnement : Natura 2000 (p. 9431)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : crédits budgétaires (p. 9430)

Environnement : patrimoine biologique : protection (p. 9430 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 530)

Thèmes :

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 531)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 530)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 65

Son amendement n° 1183 (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) : retiré (p. 1047)

Son amendement n° 1189 corrigé (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047) : devenu sans objet (p. 1048)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 1208 corrigé de M. Charles de Courson (déduction des frais de chasse) (p. 1155)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son intervention (p. 1157)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (abrogations) (p. 1159)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 1180 (p. 1161)

Son amendement n° 1181 (p. 1163)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4896)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4896)

Environnement : Natura 2000 : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4896)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4896 et s.)

Gérard CHARASSE

Allier (4^{ème} circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie, Emploi et activité. Bassin d'emploi, Vichy [25 février 2004] (p. 1900)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 627, posée le 3 février 2004. Voirie. Perspectives (J.O. Questions p. 743). Appelée le 3 février 2004. Contournement de Vichy (p. 1253)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10129)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10129)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10129)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10129)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Son intervention (p. 11857)

Thèmes :

Télécommunications : services publics (p. 11857)

Télécommunications : appels d'urgence (p. 11857)

Télécommunications : France Télécom (p. 11857)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 80 (p. 11886)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1410)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (p. 1410)

État : communautarisme (p. 1411)

État : laïcité (p. 1411)

État : valeurs républicaines : établissements scolaires (p. 1411)

Hervé de CHARETTE

*Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovénie (n° 1048) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (n° 1510) [3 mars 2004]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1048) autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovénie [19 novembre 2003] (n° 1241)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1510) autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures [5 mai 2004] (n° 1584)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8591)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8592 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8592 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8592 et s.)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovénie

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11118)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 11141)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 11160)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 11122)

Drogue (p. 11142)

Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 11122)

Justice (p. 11120)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11142, 11160)

Pays étrangers : Chypre (p. 11120 et s.)

Pays étrangers : Russie (p. 11121)

Pays étrangers : Turquie (p. 11121, 11141 et s., 11160)

Politiques communautaires : aides communautaires : pays associés (p. 11123)

Politiques communautaires : budget (p. 11120, 11123)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 11120 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11120)

Transports routiers (p. 11120)

Union européenne : accords de Schengen (p. 11119)

Union européenne : élargissement (p. 11118 et s., 11141 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11119 et s., 11160)

Union européenne : zone euro (p. 11119)

Explications de vote et vote [26 novembre 2003] (p. 11206)

Son intervention (p. 11206)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3506)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3506 et s.)

Organisations internationales : Agence européenne de sécurité maritime (p. 3507)

Organisations internationales : FIPOL (p. 3506 et s.)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 3506 et s.)

Union européenne : Conseil : politique de la mer (p. 3507)

Ses explications de vote (p. 3512)

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Réforme, conséquences [2 juin 2004] (p. 4356)

DÉBATS

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11849)

Thèmes :

Politique économique : libéralisme (p. 11850)

Secteur public : services publics (p. 11849)

Télécommunications : France Télécom (p. 11850)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)
Son intervention (p. 11898 et s.)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 2 (article L. 32 du code des postes et télécommunications : introduction de définitions juridiques nouvelles)
Son intervention (p. 1672)

Article 4 (articles L. 32-1, L. 32-3 et L. 32-4 du code des postes et télécommunications : renforcement des procédures de recueil d'informations)
Son amendement n° 187 (p. 1673)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)
Son intervention (p. 1676)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)
Son intervention (p. 1678 et s.)

Article 11 (régime de l'interconnexion et de l'accès)
Son amendement n° 188 (p. 1688)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")
Son amendement n° 273 (p. 1692)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)
Son intervention (p. 1699)

Article 25 (adaptation des règles sur les droits de passage et les servitudes)
Son intervention (p. 1700)
Son amendement n° 272 rectifié (p. 1700)

Jean CHARROPPIN

Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jérôme CHARTIER

Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 31 août 2004] (p. 15534)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 28 : Intérieur et libertés locales (Administration générale et territoriale) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [28 avril 2004] (p. 3174)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 10166)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : financement (p. 10166)
Ministères et secrétariats d'Etat : crédits : préfectures (p. 10167)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : action sociale (p. 10167)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (résidences mobiles : institution d'une taxe annuelle de 75 € par mètre carré représentative de la taxe d'habitation) (p. 10683)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (résidences mobiles : taxe annuelle au taux de 300 € par tonne) (p. 11714)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3639)
Parlement : contrôle : opposition (p. 3639)
Ses explications de vote (p. 3639)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3640)

Michel CHARZAT

Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 685, posée le 27 avril 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Plan hôpital 2007, personnel, concertation (p. 3097)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1476)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1476)
 Cultes : islam : intégration (p. 1476)
 Etrangers : droit de vote (p. 1477)
 Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1476)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1476)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 1477)

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 février 2004] (p. 2815)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 12735)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 127)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 septembre 2004] (p. 16689)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 septembre 2004] (p. 16689)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le

projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1394 relative aux retenues de salaires pour fait de grève des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [5 novembre 2003] (p. 10029)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [27 janvier 2004] (p. 932)

Femmes. Mères de famille. Revendications [10 février 2004] (p. 1564)

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4988)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 482, posée le 1^{er} décembre 2003. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 9070). Appelée le 2 décembre 2003. Fermeture, Puy-de-Dôme (p. 11496)

n° 734, posée le 18 mai 2004. Industrie. Pharmacie (J.O. Questions p. 3522). Appelée le 18 mai 2004. Aventis, emploi et activité, Vertolay (p. 3761)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que le ministre, en s'exprimant très longuement, ait empiété sur le temps de parole dont il a besoin pour défendre la motion de renvoi en commission. Il demande à lire son intervention dans son intégralité et regrette l'absence du président de la commission des lois qu'il voulait convaincre de la nécessité de réexaminer le texte [25 février 2004] (p. 1950)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA**

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9159)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9160)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9159 et s.)

Agriculture : crédits (p. 9159)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9159)

Agriculture : offices d'intervention : crédits budgétaires (p. 9160)

Agriculture : pollution (p. 9160)

Enseignement agricole (p. 9159)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9159 et s.)

Retraites : régime agricole (p. 9160)

Procédure des questions :

Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9185)

Retraites : régime agricole (p. 9187)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9314)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9314)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9314)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9314)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9315)

Défense : GIAT-Industries (p. 9314)

Industrie : politique industrielle : emploi (p. 9314)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 9315)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9315)

Secteur public : services publics (p. 9315)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9315)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 10211)
 Politique économique : conjoncture (p. 10212)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 10211)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10211 et s.)
 Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10212)

Procédure des questions :

Régions : compétences : tourisme et loisirs (p. 10222)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9334)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : Metaleurop : commissions d'enquête (p. 9335)
 Etat : Plan : crédits budgétaires (p. 9334)
 Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 9335)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Police : policiers : formation professionnelle (p. 10196)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : moyens (p. 10197)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 23 (sous-traitants : bases de la taxe professionnelle – exclusion des immobilisations corporelles) (p. 10685) : retiré (p. 10686)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10745)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10745)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10745)
 Politique générale : libéralisme (p. 10745 et s.)
 Secteur public : services publics : rôle (p. 10745)
 Union européenne : construction européenne (p. 10746)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 27 rectifié (taxe professionnelle assise sur des immobilisations corporelles pouvant être reprises à tout moment par le donneur d'ordre : assujettissement du donneur d'ordre) : rejeté (p. 11783)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 498)
 Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 499) : rejetée (p. 505)

Son intervention (p. 511)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 660)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 499 et s., 512 et s.)
 Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 500)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 500 et s., 511)
 Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 500)
 Chasse et pêche : chasse (p. 500)
 Collectivités territoriales : compétences : politique économique (p. 512)
 Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 501)
 Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 512)
 Entreprises : sous-traitance (p. 502)
 Industrie (p. 512)
 Logement : logement social : zones rurales (p. 503)
 Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 503)
 Politique économique : épargne (p. 511 et s.)
 Politique économique : libéralisme (p. 501)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 501 et s., 512)
 Secteur public : services publics : zones rurales (p. 500 et s., 511 et s.)
 Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 502)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1229 de M. Jean Lassalle (création d'une commission consultative des services publics dans les communes de plus de 5 000 habitants) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. François Brottes (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 667)

Son intervention (p. 669)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 673)

Après l'article 1er

Son amendement n° 560 (sociétés coopératives d'intérêt collectif implantées en milieu rural exonérées de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 713)

Son amendement n° 394 (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 726) : rejeté (p. 727)

Son amendement n° 395 (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 726) : rejeté (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 730)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Jean Lassalle (exonérations de cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les emplois associatifs) (p. 731)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 739 et s.)

Son amendement n° 398 (p. 743)

Son amendement n° 397 (p. 744)

Son amendement n° 399 (p. 745)

Son amendement n° 400 (p. 746)

Après l'article 2

Intervention : (p. 748)

Article 3 (assouplissement de la règle du repos hebdomadaire pour les activités d'agro-tourisme)

Son amendement n° 401 (p. 749)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 752 et s.)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son amendement n° 403 (p. 765)

Son amendement n° 404 (p. 766)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son amendement n° 405 (p. 768)

Article 8 (dispense d'architecte pour les constructions de faible importance effectuées par des EARL à associé unique)

Son intervention (p. 774)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Ses amendements n° 406, 407 et 408 (p. 775)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 782)

Son amendement n° 556 (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 786) : retiré (p. 787)

Son amendement n° 558 (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 786) : rejeté (p. 788)

Son amendement n° 559 (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 786) : rejeté (p. 788)

Son amendement n° 557 (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 786) : rejeté (p. 788)

Son amendement n° 410 (extension d'accords interprofessionnels comportant une garantie de prix sur la production) (p. 788) : rejeté (p. 790)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Bernard Accoyer (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 828 deuxième rectification de M. Yves Coussain (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Son amendement n° 413 (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 806) : retiré (p. 807)

Son amendement n° 414 (cumul des périodes des contrats saisonniers successifs dans une même entreprise pour le calcul de l'ancienneté) (p. 806) : adopté (p. 808)

Son amendement n° 411 (organisation par les acteurs concourant au service public de placement d'une réflexion sur l'emploi saisonnier et modalités de financement) : retiré (p. 809)

Son amendement n° 417 : retiré (p. 809)

Son amendement n° 412 (indemnisation du chômage hors saison) : retiré (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 812)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 818)

Ses amendements n° 415, 418 et 419 (p. 819)

Son amendement n° 416 (p. 820)

Après l'article 11

Son amendement n° 420 (obligation faite aux groupements d'employeurs de recourir aux contrats à durée indéterminée) (p. 820) : rejeté (p. 821)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 604 rectifié du Gouvernement (réserve spéciale non imposable couvrant les conséquences de la défaillance d'un adhérent du groupement d'employeurs) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 382 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 755 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Après l'article 14

Son amendement n° 425 (réaffirmation du rôle essentiel de la MSA en matière de service public et de services à la personne) (p. 825) : retiré (p. 826)

Son amendement n° 422 (mode de scrutin pour les premier et troisième collèges électoraux de la MSA) : rejeté (p. 826)

Son amendement n° 424 (départementalisation de la circonscription électorale des électeurs du deuxième collège et parité dans les caisses de la MSA entre délégués exploitants et délégués salariés) : rejeté (p. 826)

Son amendement n° 423 (syndicats représentatifs autorisés à présenter des listes incomplètes pour les élections du deuxième collège de la MSA) : rejeté (p. 826)

Après l'article 16

Son amendement n° 1273 (mise en place d'une caisse de congés payés pour les travailleurs saisonniers agricoles) (p. 827) : rejeté (p. 828)

Article 17 (application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue au statut de conjoint collaborateur)

Son amendement n° 465 (p. 828)

Article 18 (assouplissement des dispositions relatives au travail intermittent des personnes handicapées employées par des ateliers protégés)

Son intervention (p. 834)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 839 et s.)

Son sous-amendement n° 1284 à l'amendement n° 846 du Gouvernement (p. 845)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 468 (p. 849)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 851)

Son amendement n° 469 (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) : rejeté (p. 853)

Son amendement n° 470 (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) : rejeté (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Auclair (limitation du droit de préemption des SAFER) (p. 854)

Après l'article 21

Son amendement n° 471 (insertion d'une division : "accès au foncier et installation des jeunes") : rejeté (p. 855)

Son amendement n° 476 (SAFER obligées légalement à favoriser l'installation) : rejeté (p. 855)

Son amendement n° 472 (schémas directeurs départementaux des structures agricoles) : rejeté (p. 855)

Son amendement n° 475 (dotation aux jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 855)

Son amendement n° 473 (schémas directeurs départementaux des structures agricoles ; encouragement à l'agrandissement) (p. 855) : rejeté (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Philippe-Armand Martin (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Kléber Mesquida (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 861 et s.)

Son amendement n° 477 (p. 862)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son amendement n° 478 (p. 870)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son amendement n° 479 (p. 871)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son amendement n° 480 (p. 871)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 875)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son amendement n° 481 (p. 877)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son amendement n° 482 (p. 880)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 885)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Ses amendements n° 484 et 485 (p. 888)

Après l'article 34

Son amendement n° 486 (taxe communale d'habitation sur les logements vacants) (p. 889) : retiré (p. 890)

Après l'article 35

Son amendement n° 487 (logements locatifs sociaux pour travailleurs saisonniers) : retiré (p. 892)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Son amendement n° 488 (p. 893)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 951)

Article 13 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul d'un emploi public et privé dans les petites communes)

Son amendement n° 421 (p. 961)

Avant l'article 37

Son amendement n° 491 rectifié précédemment réservé (égal accès aux services publics) : retiré (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 975)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Ses interventions (p. 984, 1005)

Son amendement n° 489 (p. 1005)

Son amendement n° 490 (p. 1008)

Après l'article 37

Son amendement n° 492 précédemment réservé (création d'un emploi d'animateur de maison de services publics) (p. 1012) : retiré (p. 1013)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1053)

Après l'article 38

Son amendement n° 587 précédemment réservé (médecins : installation en zone rurale ; sécurité sociale) : retiré (p. 1091)

Son amendement n° 520 précédemment réservé (pharmaciens : installation en zone rurale ; fiscalité) : retiré (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurte (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Article 39 précédemment réservé (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 1094)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 522 (p. 1163)

Après l'article 43

Son amendement n° 521 précédemment réservé (rédactionnel : associations syndicales de gestion forestières) (p. 1186) : retiré (p. 1187)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 1331 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de la commission (modalités d'attribution des biens sectionnaux aux exploitants agricoles) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 1330 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Avant l'article 66

Son amendement n° 525 (formation initiale et professionnelle en agriculture) : retiré (p. 1192)

Son amendement n° 526 (crédits destinés à la formation initiale et professionnelle en agriculture) : retiré (p. 1192)

Son amendement n° 527 (enseignement agricole ; centres de ressources) (p. 1192) : retiré (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1265 de M. François Brottes (commissions départementales de présence postale) (p. 1194)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son intervention (p. 1195 et s.)

Après l'article 66

Son amendement n° 713 (ouverture des établissements secondaires d'enseignement agricole aux collectivités territoriales, aux associations et à la population) : adopté (p. 1197)

Intervient sur le sous-amendement n° 1485 de M. Yves Coussain (rédactionnel) à l'amendement n° 566 de M. Martial Saddier (rôle d'insertion des jeunes et des adultes) (p. 1198)

Après l'article 68

Son amendement n° 528 (chambres d'agriculture : mode d'élection) : retiré (p. 1201)

Son amendement n° 529 (composition des chambres d'agriculture départementales) : retiré (p. 1201)

Article 69 (rôle de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 530 (p. 1201)

Après l'article 70

Son amendement n° 531 (développement de mécanismes alternatifs de collecte et d'élimination des animaux d'élevage morts) (p. 1201) : retiré (p. 1202)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son amendement n° 533 (p. 1203)

Article 73 (rapprochement du Centre national professionnel de la propriété forestière et de l'Institut pour le développement forestier)

Son intervention (p. 1204)

Après l'article 73

Son amendement n° 534 (promotion d'emplois permanents, sécurisés et qualifiés inscrite dans la loi) : retiré (p. 1204)

Son amendement n° 538 (surcoûts de l'exploitation forestière en zones de montagne pris en compte par la politique de la forêt) : retiré (p. 1211)

Son amendement n° 535 (composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers) (p. 1211) : retiré (p. 1212)

Son amendement n° 536 (reconnaissance de la pénibilité du travail réalisé par les ouvriers forestiers de l'ONF) (p. 1212) : retiré (p. 1213)

Son amendement n° 537 (négociations entre les représentants de la filière bois et les organisations syndicales représentatives afin de mener une négociation sur la retraite anticipée des ouvriers de l'ONF) : retiré (p. 1213)

Son amendement n° 539 rectifié (contenu des contrats de plan pluriannuels : obligations de service public de l'ONF et évaluation des moyens nécessaires) : adopté (p. 12112)

Après l'article 74

Son amendement n° 540 corrigé (établissement systématique de chartes forestières de territoire) : adopté (p. 1214)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 583)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 584)
 Enseignement : diplômés (p. 585)
 Enseignement : frais de scolarité (p. 584)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 583)
 Enseignement : programmes (p. 585)
 Enseignement : personnel : effectifs (p. 585)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 585)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants (p. 586)
 Enseignement secondaire : personnel : contractuels (p. 586)
 Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 585)
 Etat : laïcité (p. 586)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 584)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1872)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1951) : rejetée (p. 1963)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1950)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 1955)
 Collectivités territoriales : compensations financières : transferts de personnel (p. 1956)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 1960)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 1873, 1957)
 Collectivités territoriales : ressources : inégalités (p. 1957)
 Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 1872, 1953)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1951)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 1958)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : inégalités (p. 1955)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1954)
 Coopération intercommunale (p. 1952)
 Enseignement : personnel : médecins scolaires : décentralisation (p. 1952)
 Entreprises : aides publiques : démocratie locale (p. 1960)
 Entreprises : entreprises multinationales (p. 1960)
 Etablissements de santé : équipements (p. 1955)
 Etat : décentralisation : transferts de personnel (p. 1873)
 Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 1953)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1957)
 Logement : étudiants (p. 1955)
 Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 1954)
 Parlement : Sénat : amendements (p. 1956)
 Politique générale : libéralisme (p. 1952, 1959)
 Politiques communautaires : régions (p. 1959)
 Régions : compétences (p. 1952)
 Régions : développement économique (p. 1952)
 Secteur public : services publics (p. 1954)
 Transports : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 1953)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 1445 (consultation nationale obligatoire des élus locaux, des agents et des usagers avant toute fermeture de services publics de proximité) (p. 1969) : rejeté (p. 1970)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 979 rectifié (licenciements économiques interdits à l'entreprise réalisant des profits) (p. 1982) : rejeté (p. 1983)

Son amendement n° 978 (bilan des différentes lois de décentralisation dans les six mois suivant la promulgation de la loi) : rejeté (p. 1983)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 982 (p. 1987)

Son amendement n° 981 (p. 1989)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Ses amendements n°s 991, 992 et 993 (p. 2003)

Son amendement n° 994 (p. 2004)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son amendement n° 995 (p. 2005)

Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)

Ses amendements n°s 996 et 997 (p. 2010)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son amendement n° 998 (p. 2016)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son amendement n° 1023 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2071)

Article 15 (exercice de la police de la conservation du domaine public routier)

Son amendement n° 1035 (p. 2085)

Article 20 (abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris)

Son amendement n° 1038 (p. 2103)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son amendement n° 1039 (p. 2113)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son amendement n° 1040 (p. 2116)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son amendement n° 1041 (p. 2117)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son amendement n° 1042 (p. 2123)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son amendement n° 1043 (p. 2125)

Article 27 (compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains)

Son amendement n° 1044 (p. 2128)

Article 28 (transfert à la région de la propriété des biens de l'Etat concédés aux sociétés d'aménagement régional)

Son amendement n° 1045 (p. 2128)

Article 29 A (rôle de la région Ile-de-France en matière de transports et déplacements)

Son amendement n° 1406 (p. 2129)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son amendement n° 1047 (p. 2129)

Article 30 (ressources du syndicat des transports d'Ile-de-France et de la régie autonome des transports parisiens)

Son amendement n° 1048 (p. 2136)

Article 31 (plan de déplacements urbains et plans locaux de déplacement dans la région Ile-de-France)

Son amendement n° 1049 (p. 2137)

Article 32 (organisation des transports scolaires en région Ile-de-France)

Son amendement n° 1050 (p. 2137)

Article 33 (entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre)

Son amendement n° 1051 (p. 2138)

Article 34 (décrets en Conseil d'Etat)

Son amendement n° 1052 (p. 2138)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son amendement n° 1053 (p. 2138)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son amendement n° 1054 (p. 2147)

Son amendement n° 1055 (p. 2148)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 1056 (p. 2159)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son amendement n° 1057 (p. 2163)

Son amendement n° 1058 (p. 2164)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son amendement n° 1059 (p. 2165)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 1060 (p. 2166)

Son amendement n° 1061 (p. 2167)

Article 44 (conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social)

Son amendement n° 1062 (p. 2169)

Article 45 (transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales)

Son amendement n° 1063 (p. 2169)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son amendement n° 1130 (p. 2304)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son amendement n° 1131 (p. 2308)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son amendement n° 1132 (p. 2317)

Article 57 (lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines)

Son amendement n° 1133 (p. 2318)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son amendement n° 1134 (p. 2320)

Article 59 (expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat)

Son amendement n° 1135 (p. 2323)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. François Liberti (missions du Centre national de documentation pédagogique) (p. 2335 et s.)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 1085 (p. 2450)

Son sous-amendement n° 1610 à l'amendement n° 398 rectifié de la commission (p. 2451)

Article 78 (mises à disposition des personnels de l'Etat)

Son amendement n° 1087 (p. 2454)

Article 79 (adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation)

Son amendement n° 1088 (p. 2454)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Ses amendements n°s 1089 et 1090 (p. 2456)

Article 81 (transfert des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics)

Son amendement n° 1092 (p. 2457)

Article 82 (maintien du bénéfice des années accomplies en "service actif")

Son amendement n° 1094 (p. 2458)

Article 83 (mise à disposition de services ou parties de services et de personnels au titre d'une expérimentation ou d'une délégation de compétences)

Son amendement n° 1096 (p. 2459)

Après l'article 84

Son amendement n° 1098 (commissions communes aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'Etat et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale) : rejeté (p. 2459)

Article 85 (consultation des comités techniques paritaires)

Son amendement n° 1099 (p. 2459)

Article 86 (clarification de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 1100 (p. 2460)

Article 87 (applicabilité du dispositif de mise à disposition et de transfert aux agents affectés dans des services transférés à la collectivité territoriale de Paris)

Son amendement n° 1101 (p. 2460)

Avant l'article 88 A

Son amendement n° 1103 (intégration des actifs financiers détenus par les entreprises dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2460) : rejeté (p. 2461)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Ses amendements n°s 1104 et 1106 (p. 2474)

Son amendement n° 1107 (p. 2475)

Après l'article 88 ter

Son amendement n° 1112 corrigé (expertise sur les équipements publics éventuellement transférés) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 1113 corrigé (relèvement du taux de compensation déterminant les attributions du FCTVA) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 1115 (suppression de la majoration destinée à financer la révision des valeurs cadastrales) : retiré (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son amendement n° 1116 (p. 2496)

Ses amendements n°s 1117, 1118 et 1119 (p. 2497)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 1592 corrigé à l'amendement n° 415 rectifié de la commission (p. 2509)

Son amendement n° 1120 (p. 2509)

Après l'article 90

Son amendement n° 1121 (extension du domaine de consultation d'un établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 2510)

Article 98 quater (réduction du nombre d'actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat)

Son amendement n° 1122 (p. 2513)

Article 99 (communication aux maires de la liste des étrangers naturalisés dans leur commune en vue de l'organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française)

Son amendement n° 1241 (p. 2514)

Article 100 (dévolution aux communes des biens vacants et sans maître)

Son amendement n° 1242 (p. 2514)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son amendement n° 1243 (p. 2515)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 1259 (p. 2537)

Article 102 (transformation des syndicats intercommunaux en communautés de communes)

Son amendement n° 1260 (p. 2539)

Son amendement n° 1261 (p. 2540)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Ses amendements n°s 1216 et 1217 (p. 2540)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son amendement n° 1218 (p. 2541)

Article 108 (modification du nombre et de la répartition des sièges en cas d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale due à une transformation)

Son amendement n° 1220 (p. 2546)

Article 110 (répartition des sièges à la suite d'une extension du périmètre d'une communauté urbaine)

Son amendement n° 1221 (p. 2547)

Article 111 (pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son amendement n° 1222 (p. 2548)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son amendement n° 1224 (p. 2549)

Ses amendements n°s 1225, 1227 et 1226 (p. 2550)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son amendement n° 1228 (p. 2551)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son amendement n° 1234 (p. 2557)

Après l'article 124

Son amendement n° 1235 (prélèvement de 40 % du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écrites) : rejeté (p. 2558)

Explications de vote et vote [14 avril 2004] (p. 2937)

Ses explications de vote (p. 2940)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2942)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7122) : rejetée (p. 7130)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7139)

Son intervention (p. 7144)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7170)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7125, 7144)

Collectivités territoriales : inégalités (p. 7125, 7139)

Collectivités territoriales : compétences : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 7124)

Collectivités territoriales : décentralisation : démocratie locale (p. 7123)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 7139)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7125)

Collectivités territoriales : services publics locaux : privatisations (p. 7124)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7146)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7123 et s., 7145)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7144 et s.)

Elections et référendums : élections cantonales : élections régionales (p. 7122)

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 7145)

Formation professionnelle (p. 7144)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7145)

Gendarmerie : casernes : privatisations (p. 7125)

Impôts locaux (p. 7124)

Logement : logement social : loyers (p. 7145)

Parlement : Sénat (p. 7122)

Politique économique : collectivités territoriales (p. 7144)

Politique économique : entreprises (p. 7126, 7144)

Politique générale : démocratie (p. 7126)

Politique sociale : cohésion sociale : logement social (p. 7145)

Voie : directions départementales de l'équipement (DDE) : personnel (p. 7145)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3582)

Soutient la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3583) : rejetée (p. 3593)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3678)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3586, 3678)

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3587)

Collectivités territoriales : libre administration : ressources propres (p. 3586, 3678)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3583, 3586)

Collectivités territoriales : ressources : inégalités (p. 3588)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3585)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 3582 et s.)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3585)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants : transferts de personnel (p. 3587)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3582, 3585, 3587)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 3584)

Impôts locaux : taxe d'habitation : valeur locative (p. 3584)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3584 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle : assiette (p. 3585)

Politique sociale : inégalités : taxe d'habitation (p. 3584)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3691 et s.)

Son amendement n° 3 rectifié (p. 3703)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3707)

Après l'article 3

Son amendement n° 4 (prise en compte, pour les compensations financières, du caractère dynamique dans le temps des dépenses afférentes aux compétences transférées) (p. 3721) : rejeté (p. 3722)

Son amendement n° 5 (indexation de la compensation des exonérations d'impôts locaux décidées par l'Etat sur l'évolution spontanée des bases de ces impôts) : retiré (p. 3722)

Son amendement n° 6 (définition de la péréquation comme la compensation des inégalités en matière de bases d'impôts locaux par des dotations de l'Etat) (p. 3722) : rejeté (p. 3725)

Son amendement n° 7 (péréquation en fonction de la proportion de logements sociaux et des handicaps naturels) : rejeté (p. 3725)

Son amendement n° 8 (révision décennale de l'évaluation des valeurs locatives) : rejeté (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 9 (p. 3726)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Ses explications de vote (p. 3775)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3775)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6983) : rejetée (p. 6989)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6995)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission intervention du gouvernement : (p. 7021)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : autonomie (p. 6985, 6996, 7021)
- Collectivités territoriales : péréquation (p. 6986, 6996)
- Collectivités territoriales : ressources : inégalités (p. 6984)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 6985)
- Constitution : article 72-2 (p. 6987)
- Coopération intercommunale : taxe professionnelle (p. 7021)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6986)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6985)
- Lois : lois organiques : inconstitutionnalité (p. 6987)
- Parlement : Sénat : amendements (p. 6986, 6996)
- Politique sociale : cohésion sociale (p. 6984)
- Politique sociale : exclusion (p. 6984)
- Politique sociale : inégalités : impôts locaux (p. 6984)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7044)

Son amendement n° 38 (p. 7051)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son amendement n° 36 (p. 7064)

Son amendement n° 37 (p. 7075)

Ses explications de vote (p. 7085)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7085)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4175)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 957 rectifié de Mme Janine Jambu (mise en place et composition d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 4191)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4075)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4126) : rejetée (p. 4131)

Thèmes :

- Environnement : changements climatiques (p. 4075)
- Environnement : Natura 2000 : droit communautaire (p. 4075)
- Environnement : principe de précaution : charte de l'environnement (p. 4077)
- Environnement : principe de précaution : Conférence de Rio (p. 4126)
- Environnement : principe de précaution : justice (p. 4128)
- Environnement : principe de précaution : lois (p. 4127)
- Environnement : principe de précaution : procédures (p. 4127)
- Environnement : principe de précaution : santé (p. 4128)
- Environnement : produits biocides : jurisprudence (p. 4126)
- Environnement : protection : charte de l'environnement (p. 4075)
- Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes : Conseil constitutionnel (p. 4127)
- Politique économique : libéralisme : dommages à l'environnement (p. 4076)
- Politiques communautaires : politique agricole commune : pollution (p. 4077)
- Santé : vaccinations (p. 4128)
- Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 4076)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Ses amendements n° 61 et 62 (p. 4135)

Son amendement n° 63 (p. 4136)

Son amendement n° 60 (p. 4139)

Son amendement n° 64 (p. 4140)

Ses amendements n° 66 et 65 (p. 4141)

Son intervention (p. 4158)

Son amendement n° 68 (p. 4162)

Son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4164)

Son amendement n° 69 (p. 4164)

Ses amendements n° 58 et 59 rectifié (p. 4165)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension à la préservation de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4167)

Son amendement n° 67 rectifié (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) : devenu sans objet (p. 4167)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christophe Caresche (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4167)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Daniel Paul (p. 4574)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 4575)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4577)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4581 et s.)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4884)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4886)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4886)

Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4885)

Environnement (p. 4886)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4885)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4884 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5335 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1656 de M. Daniel Paul (accès au réseau et continuité de la distribution de gaz naturel) (p. 5357)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5361 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5376 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6136)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6187 et s.)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7228)

Son intervention (p. 7233)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7228)

Constitution : article 72-2 (p. 7228)

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : secourisme (p. 7233)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : taux (p. 7228, 7234)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (p. 7233)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : fonction publique territoriale (p. 7235)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : retraites (p. 7234)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7233)

Sécurité publique : sécurité civile : histoire (p. 7233)

Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7234)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7255)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. André Gerin (enseignement des gestes de premier secours dans les entreprises) (p. 7256)

Article 9 (responsabilisation des assurés qui n'ont pas respecté leurs obligations de débroussaillage)

Son intervention (p. 7257)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. André Gerin (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les conventions d'assurance au profit des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7259)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7266 et s.)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7270)

Article 32 bis (concours des associations agréées aux missions de secours d'urgence à personnes)

Son intervention (p. 7274)

Après l'article 52

Son amendement n° 104 rectifié (création d'un CAP de sapeur-pompier) (p. 7324) : retiré (p. 7325)

Article 53 (dispositif de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels)

Son intervention (p. 7325)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de la commission (non-application aux sapeurs-pompiers volontaires de la législation générale sur le temps de travail) (p. 7328)

Ses explications de vote (p. 7338)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7339)

Roland CHASSAIN

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1804 visant à réduire l'abandon d'animaux de compagnie [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11972)

Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, conséquences, entreprise Lustucru, Arles [4 mai 2004] (p. 3294)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11555)

Thème :

Rapatriés : harkis (p. 11555 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son amendement n° 48 (p. 819)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4851)

Après l'article 1er

Son amendement n° 10 (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4855) : adopté (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Francis Vercamer (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4857)

Son amendement n° 16 (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856) : retiré (p. 4858)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Spagnou (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Son amendement n° 14 (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) : rejeté (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Kléber Mesquida (proposition par le Haut Conseil des rapatriés, de mesures de réparation des préjudices immobiliers) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yvan Lachaud (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) (p. 4866)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Spagnou (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Son amendement n° 15 (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) : retiré (p. 4868)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Francis Vercamer (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Domergue (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Hamelin (mention dans le titre du terme "réparation") (p. 4869)

Luc-Marie CHATEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à redonner confiance au consommateur (n° 1141) [12 novembre 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur [15 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi (n° 1141) de M. Luc-Marie Chatel tendant à redonner confiance au consommateur [3 décembre 2003] (n° 1271)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1683), tendant à conforter la confiance et la protection du consommateur [21 juillet 2004] (n° 1770)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Zones agricoles intermédiaires, perspectives [7 janvier 2004] (p. 105)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 12152)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12153)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 12152)

Consommation : associations de consommateurs (p. 12152)

Consommation : Conseil national de la consommation (p. 12152)

Droit civil : contrats (p. 12153)

Politique économique : conjoncture (p. 12152)

Politique économique : mondialisation (p. 12152)

Politique sociale : surendettement (p. 12152 et s.)

Services (p. 12152)

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)*Article 1er (tacite reconduction des contrats)*

Son intervention (p. 12163)

Article 2 (encadrement du crédit renouvelable)

Son intervention (p. 12164)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Desallangre (modification des contrats avec l'accord exprès des deux parties) (p. 12166)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. François Brottes (crédit "revolving" soumis à la signature conjointe des époux) (p. 12167)

Intervient sur l'amendement n° 48 du Gouvernement (rappel obligatoire du droit à renonciation) (p. 12168)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Louis Giscard d'Estaing (contrats d'assurance-vie garantissant la liberté du choix de l'opérateur funéraire) (p. 12168)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Desallangre (interdiction des publicités suggérant certaines facilités de crédit) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Desallangre (amendement de repli) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Desallangre (obligation au prêteur d'examiner le taux d'endettement de l'emprunteur) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Desallangre (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de Mme Ségolène Royal (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Article 3 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 12173 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Daniel Boisserie (appréciation de la validité de la demande en garantie uniquement en fonction de la période contractuelle de garantie) (p. 12174)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Desallangre (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Desallangre (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 30, deuxième correction de M. Alain Vidalies (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean Lassalle (responsabilité du prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Desallangre (déclaration obligatoire des charges et ressources de l'emprunteur pour un crédit supérieur à 2 000 €) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (délai de rétractation de l'emprunteur) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (annulation judiciaire des intérêts dus par un emprunteur victime d'un défaut d'information ou d'un abus de droit) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Desallangre (campagnes d'information de la Banque de France pour prévenir le surendettement) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean Lassalle (création d'un Fonds national de prévention du surendettement chargé de missions d'information et de sensibilisation) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12179)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Desallangre (assimilation au démarchage financier des propositions de crédit à la consommation faites par les préposés des magasins à grande surface) (p. 12180)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Desallangre (coordination avec l'amendement n° 17) (p. 12180)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Lemasle (cause exonératoire de garantie liée à l'entretien défectueux des véhicules) (p. 12181)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Viollet (protection des consommateurs pour les transactions effectuées lors des salons ou foires) (p. 12181)

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Ségolène Royal (obligations formelles pesant sur la présentation de clauses relatives au coût du crédit ; interdiction de la publicité sur le crédit à taux zéro) (p. 12182)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Ségolène Royal (déchéance des intérêts stipulés dans un contrat de prêt passé avec un emprunteur dont la situation économique était compromise à la date du contrat) (p. 12182)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Cohen (remplacement des mots : "crédit gratuit" par les mots : "paiement échelonné à taux zéro") (p. 12183)

Article 4 (encadrement de la publicité relative au crédit à la consommation)

Son intervention (p. 12184 et s.)

Son amendement n° 39 (p. 12184)

Après l'article 4

Son amendement n° 49 (mode alternatif de règlement des litiges) : adopté (p. 12185)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Desallangre (présentation distincte des frais bancaires sur les relevés de compte) (p. 12186)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Daniel Boisserie (institution d'un dispositif d'emplois aidés au bénéfice des associations de consommateurs agréées) (p. 12186)

Son intervention à l'issue du vote (p. 12187)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5444)

Thèmes :

Donations et successions : donations : exonération (p. 5445)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 5445)

Politique économique : consommation (p. 5445)

Politique économique : croissance (p. 5445)

Politique économique : prix : grande distribution (p. 5445)

Politique sociale : surendettement (p. 5445)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son intervention (p. 5457)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Christophe Lagarde (surendettement : prohibition des procédures de recouvrement en cas d'attribution de crédit) (p. 5459)

Après l'article 7

Son amendement n° 83 (loi d'orientation du commerce et de l'artisanat dite loi Royer : objet du programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) : adopté (p. 5486)

Son amendement n° 84 (décret relatif au programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales) : adopté (p. 5486)

Gérard CHERPION

Vosges (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1822 visant à réduire le commerce transfrontalier du tabac [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 588, posée le 27 janvier 2004. Bois et forêts. Exploitants (J.O. Questions p. 555). Appelée le 27 janvier 2004. Plan chablais (p. 907)

n° 765, posée le 25 mai 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Rénovation, relocalisation, Saint-Dié (p. 4007)

Jean-François CHOSSY
Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (n° 1465) [11 février 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1465), pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [13 mai 2004] (n° 1599)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [10 décembre 2003] (p. 12051)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 640, posée le 24 février 2004. Sang et organes humains. Organes humains (J.O. Questions p. 1285). Appelée le 24 février 2004. Poumons, greffes, développement (p. 1806)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse : affirme que le débat se produit dans des conditions démocratiques et fait état d'"avancées considérables" [2 juin 2004] (p. 4395)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : affirme que le débat se produit dans des conditions démocratiques et fait état d'"avancées considérables" [2 juin 2004] (p. 4395)

Sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse : répond à M. Terrasse que ce qu'il considère comme manquant de clarté est en fait un texte constamment amélioré dans un esprit d'ouverture [8 juin 2004] (p. 4583)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examens des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9196)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10375)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10375)

Handicapés : établissements (p. 10375)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10375)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10376)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 456)

Thèmes :

Emploi : chômage : handicapés (p. 456)

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 456)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 457)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : ateliers protégés (p. 456)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 456)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 456)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 456)

Lois : projet de loi : handicapés (p. 456, 465)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 465)

Son intervention (p. 465)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4294)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4374)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4375)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4297)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4296)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4296)

Handicapés : autisme (p. 4296)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4297)

Handicapés : établissements (p. 4295)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4296)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 4297)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4294)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4297)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4388 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse (cf supra) (p. 4394)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 4395)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 868 du Gouvernement (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4420)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Intervient sur l'amendement n° 870 du Gouvernement (p. 4425)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 979 du Gouvernement (p. 4430)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4437 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 987 de la commission à l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 988 de la commission à l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur l'amendement n° 926 du Gouvernement (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 965 du Gouvernement (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 936 du Gouvernement (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Yvan Lachaud (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Ghislain Bray (p. 4454)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4459 et s.)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4462 et s.)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4465 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Yves Bur (p. 4467)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 rectifié de la commission (p. 4467)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4471 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Daniel Paul (p. 4574)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 4575)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4577 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (p. 4580)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Alain Marty (p. 4581)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse (cf supra) (p. 4582)

Son intervention (p. 4582 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié de M. Alain Marty (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 709 de Mme Héléne Mignon (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4588 et s.)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4590 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Daniel Paul (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 784 de Mme Martine David (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Emmanuel Hamelin (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 712 de Mme Héléne Mignon (p. 4595)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4596 et s.)

Son amendement n° 995 (p. 4598)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 787 de Mme Héléne Mignon (p. 4607)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Daniel Paul (p. 4608)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique pour l'accès à la fonction publique et de la condition d'âge pour le départ à la retraite)

Son intervention (p. 4609)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 4609 et s.)

Son sous-amendement n° 984 à l'amendement n° 943 du Gouvernement (p. 4610)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 4613 et s.)

Son amendement n° 996 rectifié (p. 4613)

Son sous-amendement n° 985 à l'amendement n° 944 du Gouvernement (p. 4613)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 856 de la commission (p. 4615)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 4615 et s.)

Son amendement n° 999 rectifié (p. 4615)

Son sous-amendement n° 986 rectifié à l'amendement n° 945 du Gouvernement (p. 4616)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4618 et s.)

Son sous-amendement n° 1009 à l'amendement n° 953 rectifié du gouvernement (p. 4621)

Article 18 (article L. 323-6 du code du travail : suppression des abattements de salaire et remplacement de la garantie de ressources en milieu ordinaire par une aide à l'employeur)

Son intervention (p. 4622)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 785 de Mme Martine David (p. 4623)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4624 et s.)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4629 et s.)

Son sous-amendement n° 982 à l'amendement n° 897 du Gouvernement (p. 4629)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation pour l'amplitude des journées de travail des personnels des centres d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4632)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4633 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. François Brottes (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 775 de Mme Héléne Mignon (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Alain Marty (p. 4640)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son intervention (p. 4640)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 761 de M. Laurent Fabius (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 757 de M. François Brottes (p. 4641)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4641 et s.)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 4663 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Daniel Paul (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 935 du Gouvernement (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (p. 4666)

Avant l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Daniel Paul (p. 4666)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 517 de Mme Geneviève Levy (p. 4669)

Intervient sur l'amendement n° 518 de Mme Geneviève Levy (p. 4670)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4671 et s.)

Son amendement n° 1010 (p. 4677)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4680 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 291 de la commission (p. 4682)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4682 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (p. 4585)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4692 et s.)

Article 31 (dispositions de coordination au sein du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4694)

Article 32 (dispositions de coordination au sein du code du travail)

Son intervention (p. 4695)

Article 32 bis (suppression de l'interdiction d'inscription des majeurs sous tutelle sur les listes électorales)

Son intervention (p. 4695)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Jacques Bascou (p. 4696)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4698 et s.)

Article 32 quinquies (article 312-9-1 du code de l'éducation : reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)

Son intervention (p. 4700)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 4701)

Après l'article 32 sexies

Intervient sur l'amendement n° 311 de la commission (p. 4701)

Intervient sur l'amendement n° 312 (p. 4701)

Intervient sur l'amendement n° 971 du Gouvernement (p. 4701)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 972 du Gouvernement (p. 4702)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4702)

Article 35 (dispositions pénales applicables aux professions liées à l'appareillage)

Son intervention (p. 4704)

Article 36 (qualification des interprètes en langue des signes et pour le codage en langage parlé complété)

Son intervention (p. 4704)

Article 36 bis (statut des auxiliaires de vie)

Son intervention (p. 4704)

Après l'article 36 bis

Intervient sur les amendements n°s 320 et 321 de la commission (p. 4704)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Daniel Paul (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 970 du Gouvernement (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Yvan Lachaud (p. 4705)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4705 et s.)

Article 39 (fermeture des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4706)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 327 de la commission (p. 4706)

Article 41 (suppression de la commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)

Son intervention (p. 4707 et s.)

Article 42 (modification de l'intitulé d'un titre du code de l'éducation)

Son intervention (p. 4708)

Article 43 (suivi statistique des populations handicapées)

Son intervention (p. 4709)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Claude Leteurre (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Daniel Paul (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Yvan Lachaud (p. 4710)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Daniel Paul (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Sébastien Huyghe (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Manuel Aeschlimann (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 332 de la commission (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 1003 du Gouvernement (p. 4711)

Intervient sur le sous-amendement n° 1013 de M. Mansour Kamardine à l'amendement n° 1003 du Gouvernement (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 1004 du Gouvernement (p. 4712)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 4712 et s.)

Article 46 (entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'obligation d'emploi des personnes handicapées et à l'aide aux employeurs du milieu ordinaire employant certains travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4713)

Article 47 (dispositions transitoires concernant le décompte des effectifs totaux de l'entreprise pour le calcul du taux d'emploi des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4713)

Article 48 (entrée en vigueur des dispositions concernant le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4714)

Article 49 (entrée en vigueur des dispositions concernant le règlement des concours et examens)

Son intervention (p. 4714)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4714)
Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Daniel Paul (p. 4714)

Intervient sur l'amendement n° 339 de la commission (p. 4716)
Intervient sur l'amendement n° 917 du Gouvernement (p. 4716)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 671 de Mme Hélène Mignon (p. 4717)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Daniel Paul (p. 4717)

Jean-Louis CHRIST

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Famille. Adoption. Adoption internationale, Chine, Vietnam [3 mars 2004] (p. 2353)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [4 mai 2004] (p. 3286)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 463, posée le 13 octobre 2003. Sécurité publique. Non appelée (J.O. Questions p. 7719)

n° 841, posée le 22 juin 2004. Drogue. Toxicomanie (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 22 juin 2004. Lutte et prévention, jeunes (p. 5227)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 12

Son amendement n° 408 (travaux sur le logement - remboursement mensuel et non plus trimestriel du crédit de TVA s'il excède 750 €) : rejeté (p. 8915)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9188)
Agroalimentaire : viticulture (p. 9199)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10637)

Thème :

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10637)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 739 (p. 779)

Avant l'article 62

Son amendement n° 774 (étiquetage des produits AOC) (p. 1016) : retiré (p. 1017)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 15 de la commission (p. 3433)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 14 (opérations de secours dépassant les limites d'une commune)

Ses sous-amendements n° 159, 160, 161 à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 7261)

Son amendement n° 66 (p. 7261)

Après l'article 24

Son amendement n° 65 (gratuité des secours) : retiré (p. 7268)

Dino CINIERI

*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Produits dangereux. Produits chimiques agricoles, risques, sapeurs-pompiers [8 octobre 2003] (p. 8259)

Sécurité routière. Radars. Véhicules étrangers, sanctions, politiques communautaires [3 février 2004] (p. 1281)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 788, posée le 1^{er} juin 2004. Bâtiment et travaux publics. Maisons individuelles (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 1^{er} juin 2004. Abris de piscine, construction, règlement (p. 4259)

n° 866, posée le 29 juin 2004. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME) (J.O. Questions p. 4807). Suppléé par M. André Schneider. Appelée le 29 juin 2004. Comités pour l'initiative économique locale, extension (p. 5653)

Alain CLAEYS
Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 décembre 2003] (p. 20997)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 décembre 2003] (p. 20997)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les conséquences des modes d'appropriation du vivant sur les plans économique, juridique et éthique [4 mars 2004] (n° 1487)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Concertation [13 avril 2004] (p. 2871)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4915)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande l'audition par la commission spéciale du ministre de l'économie et des finances [29 juin 2004] (p. 5687)

Estime la représentation nationale "insultée" par l'absence du ministre de tutelle en charge de la santé [9 juillet 2004] (p. 6337)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8273)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9604)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9605)

Sécurité sociale : déficit (p. 9604)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 9604)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10284)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 10284)

Enseignement supérieur : crédits (p. 10284)

Enseignement supérieur : universités (p. 10284)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 10284)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12002) : rejetée (p. 12008)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12017)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 12061)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12002, 12061)

Bioéthique : expérimentation (p. 12003, 12061)

Bioéthique : génétique (p. 12003, 12017, 12061)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 12005, 12061)

Recherche : recherche médicale (p. 12004, 12017, 12061)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12005)

Santé : politique de la santé (p. 12002)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Avant l'article 1er A

Intervient sur le sous-amendement n° 215 deuxième correction du Gouvernement (le comité bénéficie de crédits de fonctionnement inscrits au budget des services généraux de Premier ministre) à l'amendement n° 19 de la commission (rôle du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 12064)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12067 et s.)

Son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 12069)

Son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 12071)

Son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 12072)

Son amendement n° 141 (p. 12072)

Son amendement n° 283 (p. 12073)

Son amendement n° 135 (p. 12075)

Son amendement n° 140 (p. 12076)

Son amendement n° 239 (p. 12080)

Après l'article 1er B

Son amendement n° 142 (rapport au Parlement sur les mesures destinées à l'information de la population de l'évolution de la bioéthique) (p. 12081) : rejeté (p. 12082)

Article 5 (principes généraux du don et de l'utilisation des éléments et produits du corps humain)

Ses amendements n°s 143 et 144 (p. 12102)

Après l'article 7

Son amendement n° 147 (campagne de sensibilisation au don de gamètes) (p. 12108)

Article 8 (principes généraux applicables aux prélèvements de tissus ou de cellules et à la collecte de produits issus du corps humain)

Son amendement n° 149 (p. 12113)
Ses amendements n°s 148 et 150 (p. 12116)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12120)
Son amendement n° 152 (p. 12126) : SCRUTIN PUBLIC (p. 12129)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son amendement n° 153 (p. 12134)
Son intervention (p. 12135)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son amendement n° 154 corrigé (p. 12139)

Article 18 (assistance médicale à la procréation)

Son intervention (p. 12194 et s.)
Ses amendements n°s 156 et 157 corrigé (p. 12195)
Ses amendements n°s 155 et 158 (p. 12197)

Article 18 bis (dispositions permettant d'assurer la filiation et les droits successoraux de l'enfant né d'un transfert d'embryon après le décès du père)

Son amendement n° 159 (p. 12200)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12204 et s.)
Son amendement n° 161 (p. 12212)
Son amendement n° 160 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12212)
Son amendement n° 162 (p. 12214)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (rapport sur les initiatives en faveur d'une législation internationale réprimant le clonage reproductif)

Son amendement n° 165 (p. 12220)

Article 27 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la recherche sur l'embryon)

Son intervention (p. 12224)

Article 29 supprimé par le Sénat (conditions de révision de la loi et évaluation de son application)

Son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 97 de la commission (p. 12225)

Ses explications de vote (p. 12227)

Vote pour du groupe socialiste (p. 12228)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6223) : rejetée (p. 6224)
Son intervention (p. 6225)
Son intervention (p. 6227)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 6223, 6227)
Bioéthique : génétique (p. 6224, 6225)
Recherche : recherche médicale (p. 6227)
Sang et organes humains : brevets (p. 6224, 6225)
Sang et organes humains : produits humains (p. 6223, 6227)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1^{er} juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5822) : rejetée (p. 5840)
Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5687)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5823)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5822 et s.)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5828)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5826)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5827)

Professions de santé : médecins (p. 5824 et s.)

Santé : droits du malade (p. 5823 et s.)

Santé : accès aux soins (p. 5824 et s.)

Santé : données médicales (p. 5823 et s.)

Santé : politique de la santé (p. 5822 et s.)

Santé : prévention (p. 5826)

Sécurité sociale : caisses (p. 5827)

Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1^{er} [séance du 1^{er} juillet 2004]

Son intervention (p. 5854 et s.)

Article 1^{er} [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5902 et s.)

Après l'article 1^{er} [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5929 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5989 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6016 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6102)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6111 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6315)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6771)

Pascal CLÉMENT

Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18094)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics (n° 1378) [20 janvier 2004]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 23 janvier 2004] (p. 1781)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 28 janvier 2004] (p. 2048)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 28 janvier 2004] (p. 2048)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 30 avril 2004] (p. 7812)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

Rapporteur du projet de loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (n° 1732) [15 septembre 2004]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 16 octobre 2002 sur la réforme du droit des sociétés [2 décembre 2003] (n° 1270)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1378) relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics [28 janvier 2004] (n° 1381)

Proposition de loi n° 1407 sur la gouvernance des sociétés commerciales [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 [8 juin 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le traitement de la récidive des infractions pénales [7 juillet 2004] (n° 1718)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1732) portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [22 septembre 2004] (n° 1827)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2646)

Famille. Mariage. Homosexuels, légalité [2 juin 2004] (p. 4352)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 766, posée le 25 mai 2004. Transports aériens. Aéroport de Saint-Étienne Bouthéon (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Perspectives (p. 4015)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Michel Vaxès : préconise de continuer l'examen du projet de loi en cours [26 novembre 2003] (p. 11228)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayraud : trouve dommage que la campagne électorale occulte la vraie question qui est celle du nombre des voitures dans les grandes villes et de la pollution [25 février 2004] (p. 1923)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : indique que le Parlement est libre d'examiner la loi ordinaire sans attendre l'avis du Conseil constitutionnel sur la loi organique qui précisera ce qui doit être considéré comme faisant partie ou non de l'autonomie financière. La loi ordinaire, quant à elle, déclinera les compétences. Les transferts de recettes seront inclus dans la loi de finances, qui, elle, sera concernée par la décision du Conseil constitutionnel sur la loi organique [20 juillet 2004] (p. 6969)

Sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : précise que la commission des lois se réunira aussitôt après la levée de séance pour examiner 4 500 amendements. Bien qu'un certain nombre d'entre eux soient répétitifs, il suggère de repousser à 22 heures le début de la prochaine séance [21 juillet 2004] (p. 7059)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayraud : propose d'alléger l'ordre du jour en retirant 4 000 amendements strictement répétitifs. Le droit d'amender ne doit pas être confondu avec le détournement de procédure [21 juillet 2004] (p. 7059)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : rappelle que la commission des lois a examiné la veille des amendements répétitifs, issus d'une machine à traitement de texte et signés par chacun des 170 députés socialistes. Il souligne que le président et le rapporteur sont juges de l'opportunité de réunir encore la commission pour examiner de nouveaux amendements. Il s'interroge sur l'utilité d'examiner des amendements visiblement fabriqués par une machine, ce qui est un détournement de procédure [22 juillet 2004] (p. 7111)

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : examinera avec le rapporteur, comme le prévoit le règlement de l'Assemblée, si les amendements qui n'ont pas été examinés la veille sont ou non dignes de la discussion parlementaire et s'il est opportun de demander à la commission de les examiner [22 juillet 2004] (p. 7111)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : rappelle que 3 000 amendements ont déjà été examinés par l'Assemblée et le Sénat et leurs commissions respectives. Il souligne que le jeudi précédent, la commission réunie au titre de l'article 46 a examiné 300 amendements en quatre heures. Il réitère que le règlement de l'Assemblée donne pouvoir au président de la commission et au rapporteur de décider s'il est utile ou pas de réunir la commission à nouveau [22 juillet 2004] (p. 7114)

Sur le rappel au règlement de M. Victorin Lurel : se dit incapable de donner son avis sur la recevabilité d'amendements dont il n'a pas encore été saisi [22 juillet 2004] (p. 7118)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : a cru que M. Lurel évoquait des amendements nouveaux, alors qu'il s'agissait de ceux examinés et repoussés en commission. On ne peut faire grief au Gouvernement d'avoir pris connaissance de ces amendements et d'avoir constaté qu'ils avaient été repoussés par la commission [22 juillet 2004] (p. 7118)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9247)

Thème avant la procédure des questions :

Outre-mer : réserves naturelles (p. 9247)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Vaxès (cf supra) [26 novembre 2003] (p. 11228)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)**Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)**

Son intervention (p. 11233)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Rudy Salles (répression de la propagande révisionniste) (p. 11309)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11309)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11309)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11315)

Article 16 ter (divulgarion d'informations relatives à une constitution de partie civile)

Son intervention (p. 11393)

Après l'article 16 quater

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11400)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1514)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 1515)

Droit pénal : procédures : lutte contre le terrorisme (p. 1516)

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 1516)

Justice : délais : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 1515)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : opposition (p. 1515)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 11337)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 11337)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11337)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 11939)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11939)

Secteur public : service minimum (p. 11939)

Transports : transports de voyageurs (p. 11940)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)**Avant l'article 37 bis**

Son sous-amendement n° 112 (respect du principe d'égalité et de libre concurrence) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) : adopté (p. 223)

Son sous-amendement n° 233 (notion d'offres) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand : retiré (p. 224)

Son sous-amendement n° 232 (interventions dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand : adopté (p. 224)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 289)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 303)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche : développement économique (p. 290)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 303)

Constitution : révision : article 74 (p. 289, 303)

Etat : décentralisation : Polynésie française (p. 289)

Outre-mer : Polynésie française : "lois du pays" (p. 290, 303)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 290, 304)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 290)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 304)

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 290)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1289)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : laïcité (p. 1289)

Constitution : article 34 (p. 1290)

Cultes : liberté de culte : signes religieux (p. 1290)

Enseignement : neutralité (p. 1291)

Enseignement : élèves : signes religieux (p. 1289)

Enseignement : établissements scolaires : communautarisme (p. 1289)

Etat : valeurs républicaines (p. 1291)

Etrangers : intégration : établissements scolaires (p. 1289)

Justice : juridictions administratives : jurisprudence (p. 1289)

Lois : projet de loi : laïcité (p. 1289)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1486 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (enseignement de l'histoire du fait religieux dans les écoles élémentaires, les collèges et les lycées) (p. 1499)

Article 2 (application territoriale de la loi)

Son intervention (p. 1500)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jérôme Rivière (en cas d'infraction, peine d'amende prévue pour une contravention de cinquième classe) (p. 1501)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Marc Ayrault (évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1502)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1503)

Son intervention (p. 1505)

Explications de vote et vote [10 février 2004] (p. 1570)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1570)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois
Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1724)

Thèmes :

Assemblée nationale : services (p. 1725)

Assemblée nationale : rapporteur : rôle (p. 1725)

Lois : application : statistiques (p. 1725)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1732 et s.)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1849)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1902)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [25 février 2004] (p. 1922)

Thèmes :

Collectivités territoriales : subsidiarité (p. 1903)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 1905)

Collectivités territoriales : ressources (p. 1850)

Collectivités territoriales : ressources : constitutionnalité (p. 1852)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 1902)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 1905)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : financement (p. 1904)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : subsidiarité (p. 1851)

Départements : présidents de conseil général : responsabilité (p. 1904)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : principe d'égalité (p. 1850)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 1902)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1851, 1904)

Justice : Cour des comptes (p. 1903)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 1850)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 1850)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1991)

Son amendement n° 1573 (p. 1992)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2025)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2055)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2068 et s.)

Son amendement n° 1581 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2071)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2089)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2095 et s.)

Article 48 (extension, à titre expérimental, des compétences des départements pour la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse)

Son intervention (p. 2176)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2311)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Ses observations : souhaite que la présidence indique à l'Assemblée la chronologie exacte de ses travaux (p. 2372)

Article 72 (compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2406)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2413)

Article 73 bis (prêt des collections du Musée du Louvre aux musées de France territoriaux)

Son intervention (p. 2414 et s.)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2452)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2495)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2515 et s.)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 1178 de M. Michel Piron (honorariat pour les élus de plusieurs collectivités territoriales de même nature) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (honorariat pour les élus de plusieurs communes) (p. 2563)

Seconde délibération

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques - compétence du département pour assurer la conservation du patrimoine rural non protégé)

Son amendement n° 1 (p. 2567)

Explications de vote et vote [14 avril 2004] (p. 2937)

Ses explications de vote (p. 2943)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2943)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son interruption en qualité de président de la commission des lois (p. 7153)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 7171)

Intervient sur les rappels au règlement de :

- M. René Dosière (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7111, 7118)

- M. Didier Migaud (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7111)

- M. René Dosière (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7114)

- M. Victorin Lurel (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7117)

Thème :

Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 7153, 7172)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Intervention du Président de la commission mixte paritaire sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7410)

Intervention du Président de la commission mixte paritaire sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7414)

Thèmes :

Etat : décentralisation : histoire (p. 7411)

Politique sociale : inégalités (p. 7410)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 12 (mesures provisoires)

Son intervention (p. 2918)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pécresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2972)

Article 23 (abrogations)

Son intervention (p. 2974)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3481)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : gouvernement d'entreprise (p. 3482)

Entreprises : stock options (p. 3484)

Entreprises : situation financière : transparence (p. 3484)

Justice : jurisprudence : responsabilité civile (p. 3483)

Politique générale : Gouvernement précédent : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3482)

Sociétés : dirigeants : responsabilité civile (p. 3483)

Sociétés : mandats sociaux : responsabilité civile (p. 3483)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 4056)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4129)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4129)

Déchets, pollutions et nuisances (p. 4057)

Environnement : droit à l'environnement : Constitution (p. 4056)

Environnement : principe de précaution : application (p. 4129)

Environnement : principe de précaution : Constitution (p. 4057 et s.)

Union européenne : Cour de justice : principe de précaution (p. 4129)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 4129)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4139 et s.)

Explications de vote et vote [1^{er} juin 2004] (p. 4278)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 4279)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5065)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5065)

Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5065)

Etrangers : expulsion (p. 5065)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5076 et s.)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 7023)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7024)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 7058)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 7059)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son intervention (p. 7077)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7226)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7226)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseils d'administration (p. 7226)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 14 (opérations de secours dépassant les limites d'une commune)

Son intervention (p. 7261)

Article 28 (modalités d'engagement des réservistes de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7277)

Son amendement n° 206 (p. 7277)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7308)

Article 42 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques)

Son intervention (p. 7311)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil général de lever une fiscalité optionnelle pour financer sa contribution au SDIS) (p. 7316)

Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil d'administration du SDIS de lever une fiscalité optionnelle pour le financement de ce service) (p. 7316)

Après l'article 50 ter

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (gratuité des péages lors des interventions de secours sur le réseau des autoroutes concédées) (p. 7319)

Article 52 (mutualisation des charges de formation des élèves officiers de sapeurs-pompiers)

Son intervention (p. 7323)

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7353)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 7354)
Parlement : Sénat : propositions de loi (p. 7354)
Régions : Picardie (p. 7353)

Marie-Françoise CLERGEAU
Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 630, posée le 24 février 2004. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 1283). Appelée le 24 avril 2004. Programmes immobiliers, perspectives, Nantes (p. 1807)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse le ministre délégué à la famille d'avoir déformé ses propos [29 octobre 2003] (p. 9660)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9607)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 octobre 2003] (p. 9660)

Thèmes :

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9607)
Enfants : crèches et garderies (p. 9608)
Enfants : politique de l'enfance (p. 9608)
Famille : naissances (p. 9608)
Famille : politique familiale (p. 9607)
Famille : veufs et veuves (p. 9608)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Son intervention (p. 9846)

Après l'article 50

Son amendement n° 217 précédemment réservé (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant) : rejeté (p. 9848)

Après l'article 51

Son amendement n° 218 précédemment réservé (rapport au Parlement sur les conditions de financement du Fonds d'investissement pour la petite enfance) (p. 9851) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9852)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10624)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : sports (p. 10624)
Sports : femmes (p. 10624)
Sports : politique du sport (p. 10624)
Sports : rugby (p. 10624)

Philippe COCHET
Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (n° 1514) [3 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents (n° 1348) [3 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative à la situation financière et fiscale des forces françaises présentes sur le territoire de la République de Djibouti (n° 1636) [15 juin 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1514), autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne [13 avril 2004] (n° 1538)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1348) autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [2 juin 2004] (n° 1633)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1636) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative à la situation financière et fiscale des forces françaises présentes sur le territoire de la République de Djibouti [6 juillet 2004] (n° 1714)

Proposition de loi n° 1747 visant à redonner à l'action d'acquiescer la nationalité française toute la valeur qui est la sienne [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Communes. Dotation de solidarité urbaine (DSU). Réforme, perspectives [30 juin 2004] (p. 5745)

DÉBATS

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Son intervention (p. 2988)

Thèmes :

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2989 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2989)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2989)

Union européenne : zone euro (p. 2989)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (transfert au maire ou au président de l'EPCI de la délivrance du permis de construire des éoliennes) (p. 4196)

Yves COCHET

*Paris (11^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1105 tendant à créer une commission d'enquête sur la réalité de l'euthanasie en France [7 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1272 tendant à instaurer une commission d'enquête chargée d'établir la réalité des risques liés à l'exploitation passée du site industriel Kodak à Vincennes et d'évaluer les responsabilités des autorités publiques et de l'entreprise en la matière [3 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1446 instituant le droit de mourir dans la dignité et garantissant aux médecins le droit de conscience [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1494 rendant obligatoire la destruction des stocks et interdisant l'utilisation d'insecticides responsables de la mort d'abeilles comme le Régent ou composés de Fipronil [4 mars 2004]

Proposition de résolution n° 1503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'orpaillage en Guyane [11 mars 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1590 tendant à compléter l'article 1er de la Constitution, afin d'élargir le principe d'égalité sans distinction, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'état de santé et à la situation de handicap [10 mai 2004]

Proposition de loi n° 1650 clarifiant l'accès au mariage des couples de personnes de même sexe [8 juin 2004]

Proposition de résolution n° 1788 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la légalité et à l'impact sur l'environnement et la santé des expérimentations OGM en plein champ en regard des directives européennes et du principe de précaution [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 356)

DÉBATS**Débat sur le sommet de Cancun**

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8361)

Thèmes :

Environnement (p. 8361)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8361)

Politique économique : mondialisation (p. 8361)

Travail : conditions de travail (p. 8361)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9431)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9431 et s.)

Environnement : crédits (p. 9431)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 517)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 518)

Chasse et pêche : chasse (p. 517 et s.)

Environnement : protection (p. 518)

Environnement : zones humides (p. 518)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 518)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)*Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)*

Ses amendements n° 947 et 948 (p. 1162)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés**[13 avril 2004] (p. 2835)**

Son intervention (p. 2846)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2846 et s.)

Environnement : protection : air (p. 2847)

Santé : santé publique (p. 2847)

TVA : taux réduit (p. 2847)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie**[15 avril 2004] (p. 3017)**

Son intervention (p. 3045)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3046)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 3047)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3046)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3045)

Energie et carburants : pétrole (p. 3047)

Industrie : chimie (p. 3046)

Ordre public : terrorisme (p. 3046)

Pays étrangers : Chine : consommation d'énergie (p. 3047)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3823)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3824)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3824)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3824)

Energie et carburants : pétrole (p. 3824)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3823 et s.)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 609 (libre choix des opérateurs d'énergie par les collectivités territoriales) (p. 3871) : rejeté (p. 3872)

Son amendement n° 590 (conditions écologiques de la politique de l'énergie) (p. 3872) : rejeté (p. 3873)

Son amendement n° 591 (politique de l'énergie et opinion publique) : rejeté (p. 3873)

Son amendement n° 682 (définition légale des sources d'énergie) : retiré (p. 3873)

Son amendement n° 593 (développement des énergies renouvelables) (p. 3873) : rejeté (p. 3874)

Son amendement n° 595 (diminution de la dépense énergétique par le développement des énergies renouvelables et réorganisation des transports) : rejeté (p. 3874)

Son amendement n° 597 (propositions sur l'énergie présentées par la France aux Nations unies) (p. 3874) : rejeté (p. 3875)

Son amendement n° 598 (obligation de sortir du nucléaire) (p. 3875) : rejeté (p. 3877)

Son amendement n° 683 (développement prioritaire des énergies renouvelables) : rejeté (p. 3877)

Son amendement n° 603 (garantie d'accès aux services énergétiques pour couvrir les besoins fondamentaux des usagers) : rejeté (p. 3878)

Son amendement n° 656 (rapport au Parlement sur les énergies renouvelables) : rejeté (p. 3878)

Son amendement n° 657 (rapport au Parlement sur les objectifs de production électrique) : rejeté (p. 3878)

Son amendement n° 606 (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3880) : rejeté (p. 3881)

Son amendement n° 608 (encouragement aux activités de services énergétiques recourant aux énergies renouvelables) : rejeté (p. 3886)

Son amendement n° 625 (incitation fiscale à l'accomplissement de l'objectif d'efficacité énergétique) (p. 3886) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 599 (réduction de 1 % de la consommation finale d'énergie) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 600 (réduction de 2 % de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 681 (plan national de développement des énergies renouvelables) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 618 (documents d'urbanisme ; utilisation de l'énergie ; énergies renouvelables) : rejeté (p. 3887)

Son amendement n° 619 (interdiction du chauffage électrique dans les constructions neuves) (p. 3887) : rejeté (p. 3888)

Son amendement n° 631 (bâtiments neufs ; usage de l'énergie ; restriction réglementaire progressive) : rejeté (p. 3888)

Son amendement n° 686 (mise en conformité des bâtiments existants avec la réglementation thermique 2000 lors des travaux de rénovation lourde ou la vente) (p. 3888) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 622 (financement des surcoûts d'investissement liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le logement social) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 626 (voirie urbaine ; priorité aux piétons et aux vélos) : rejeté (p. 3889)

Son amendement n° 627 (incitation fiscale au développement des véhicules propres) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 630 (modulation des tarifs de péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 715 (incitations financières en faveur du covoiturage) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 613 (promotion du métier de conseiller en sobriété et efficacité énergétiques) : rejeté (p. 3890)

Son amendement n° 615 (classification des bâtiments en fonction de leur performance énergétique) (p. 3890) : rejeté (p. 3891)

Son amendement n° 617 (information sur l'origine de l'énergie vendue) : rejeté (p. 3891)

Son amendement n° 687 (dispense d'étude pour l'implantation des éoliennes de faible puissance) : rejeté (p. 3891)

Son amendement n° 645 (schéma régional d'implantation des éoliennes) : rejeté (p. 3891)

Son amendement n° 688 (normes applicables à l'implantation des microcentrales hydrauliques) (p. 3891) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 691 (contrats à long terme entre les producteurs d'énergies renouvelables et EDF) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 689 (comparaison des coûts des prix des différentes sources d'électricité) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 650 (suppression des plafonds de rachat par catégorie d'installation de fourniture d'électricité) : rejeté (p. 3892)

Son amendement n° 646 (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'évacuation des eaux usées) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 647 (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'adduction d'eau potable) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 652 (instruction des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique par les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 985 (contentieux des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique ; institution d'un médiateur) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 653 (critères de détermination des capacités d'accueil par le gestionnaire du réseau) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 654 (priorité à l'électricité produite à partir de sources renouvelables) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 685 (interdiction des technologies obsolètes) : rejeté (p. 3893)

Son amendement n° 604 (introduction de l'efficacité énergétique et de la chaleur basse température dans la programmation pluriannuelle des investissements) (p. 3893) : rejeté (p. 3894)

Son amendement n° 621 (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894) : rejeté (p. 3895)

Son amendement n° 624 (crédit d'impôt à plafonds élevés pour les investissements en vue de favoriser la sobriété et l'efficacité énergétique et l'installation des énergies renouvelables) : rejeté (p. 3895)

Son amendement n° 655 (création d'une commission de certification d'origine de l'électricité renouvelable) : rejeté (p. 3896)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3899 et s.)

Son sous-amendement n° 852 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3901)

Son sous-amendement n° 853 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3905)

Ses sous-amendements n°s 854 et 1070 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Son sous-amendement n° 855 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3911)

Ses sous-amendements n°s 1069 et 1068 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3912)

Son sous-amendement n° 856 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3914)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 857 (objectif annuel de réduction de 1% de la consommation énergétique finale) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : rejeté (p. 3927)

Son sous-amendement n° 1077 (modes d'action concourant à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3927)

Son sous-amendement n° 1076 (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) (p. 3929) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3930)

Son sous-amendement n° 1071 (information des citoyens sur la politique de l'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3930)

Son sous-amendement n° 1075 (formation professionnelle à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3930)

Son sous-amendement n° 1074 (objectifs de politique énergétique et publicité commerciale) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3930)

Son sous-amendement n° 1073 (simplifications administratives) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3930)

Son sous-amendement n° 858 (normes énergétiques des équipements auxiliaires des véhicules, taxation du kérosène pour les vols intérieurs et prime lors de l'achat des véhicules neufs présentant les meilleures performances énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3934)

Son sous-amendement n° 1072 (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3940) : rejeté (p. 3942)

Son sous-amendement n° 861 (suppression de la référence aux conditions d'appels d'offres pour les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : rejeté (p. 3964)

Son sous-amendement n° 865 (satisfaction de 20 % des besoins énergétiques à l'horizon 2020 par les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3977)

Son sous-amendement n° 866 (répartition des moyens financiers et humains) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) : rejeté (p. 3981)

Son sous-amendement n° 868 (contenu du programme national de recherche) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 3982)

Son sous-amendement n° 1052 (création d'une délégation interministérielle) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 3982)

Son sous-amendement n° 1080 (transpositions de directives européennes) à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) : rejeté (p. 3988)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son amendement n° 708 (p. 4178)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 632 (p. 4181)

Son amendement n° 709 (p. 4182)

Après l'article 6

Répond aux interventions de M. François Brottes : (p. 4187)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 4194)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 635 (p. 4198)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Christian Bataille (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. François Brottes (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4212)

Reprend l'amendement n° 705 de M. François-Michel Gonnot (énergie éolienne ; obligation d'achat ; fixation d'un plafond dérogatoire de puissance) (p. 4213) : rejeté (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. François-Michel Gonnot (gestionnaires des réseaux publics de transports et de distribution ; publications obligatoires) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de M. Claude Birraux (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Son amendement n° 636 (création d'un chapitre relatif à la biomasse) : rejeté (p. 4220)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Après l'article 13

Son amendement n° 637 (insertion d'un titre IV : "Panier énergétique pour la chaleur") : devenu sans objet (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (taux de la taxe sur la publicité télévisée des entreprises du secteur de l'énergie ; campagnes de communication pour la promotion des énergies renouvelables) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (identification des contrats de long terme de fourniture de gaz) (p. 4234)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5011)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5011 et s.)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5011)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5085 et s.)

Gilles COCQUEMPOT

*Pas-de-Calais (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1477)

Thèmes :

Cultes : islam : signes religieux (p. 1477)

Cultes : liberté de culte (p. 1477)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1477)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : laïcité (p. 1478)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1477)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5287)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7044)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [2 mars 2004] (p. 2273)

Travail. Durée du travail. Réduction, réglementation, aménagement [14 avril 2004] (p. 2929)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 531, posée le 6 janvier 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services du Trésor (J.O. Questions p. 5). Appelée le 6 janvier 2004. Restructuration, conséquences (p. 24)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9317)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9317)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9317)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9317)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9317)

Défense : GIAT-Industries (p. 9318)

Industrie : politique industrielle : emploi (p. 9318)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9317 et s.)

Secteur public : services publics (p. 9318 et s.)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 9318)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9319)

Transports : transport combiné (p. 9318)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9318)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10520)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 10522)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 10521)

Recherche : chercheurs (p. 10521)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 10521)

Recherche : crédits (p. 10520)

Recherche : innovation (p. 10522)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Christian Bataille (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10538)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10601)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10601)

Logement : politique du logement (p. 10601)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10601)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)*Avant l'article 4*

Son amendement n° 29 (remplacement des mots : "crédit gratuit" par les mots : "paiement échelonné à taux zéro") : rejeté (p. 12183)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Article 9 (éléments d'information obligatoires permettant l'identification du prestataire)

Son amendement n° 65 (p. 196)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3837)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3838)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3838)

Transports urbains (p. 3838)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 180 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Son amendement n° 130 (service public, éléments du contrat social) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3908)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 308 (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3956) : adopté (p. 3957)

Son sous-amendement n° 171 (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) : rejeté (p. 3985)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 43 (allègement des procédures de classement et de déclassement dans le domaine de la voirie routière et ferroviaire et des procédures

d'élaboration et de révision des schémas de services collectifs)

Son amendement n° 120 (p. 4792)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5004)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5004)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5004)

Recherche (p. 5004)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)*Avant l'article 1er*

Son intervention (p. 5254 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5369 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5380)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5584 et s.)

Avant l'article 22

Son intervention (p. 5587 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5596 et s.)

Après l'article 30

Son intervention (p. 5618)

Après l'article 34

Son intervention (p. 5626)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7101)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7101)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 7101)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7101)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17564)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule**Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)**

Son intervention (p. 8156)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8158)
 Personnes âgées : solidarité (p. 8157)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 8157)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8157)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 8156)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 10124)
 Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 10124)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10123)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 10124)
 Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10123)
 Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 10124)
 Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10122)
 Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10123)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10123)
 Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10123)
 Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10124)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10065)

Thèmes avant la procédure des questions :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 10065)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10065)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 10065)
 Politique sociale : solidarité (p. 10066)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10884)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10884)
 Politique sociale : insertion (p. 10885)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10885)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10884)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10884)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés**[2 décembre 2003] (p. 11519)**

Son intervention (p. 11548)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11548)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 11548)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 11548)
 Rapatriés : harkis (p. 11548 et s.)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)*Après l'article 12*

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11587)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)*Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)*

Son intervention (p. 11665)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3374)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3374)
 Personnes âgées : dépendance (p. 3374)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3374)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3374)
 Politique sociale : solidarité (p. 3374)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3374)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 3374)
 Sécurité sociale : caisses (p. 3375)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)*Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)*

Son intervention (p. 4378)

Geneviève COLOT

*Essonne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1224 visant à imposer une distance de cinquante kilomètres entre deux centres d'enfouissement technique [18 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Défense. Politique de la défense. Opérations extérieures, Balkans [13 janvier 2004] (p. 282)

Industrie. Communication. Fibres optiques, entreprise OCT, emploi et activité, Dourdan [24 février 2004] (p. 1819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 576, posée le 20 janvier 2004. Justice. Procédures (J.O. Questions p. 389). Appelée le 20 janvier 2004. Affaires de pédophilie, délais (p. 545)

n° 641, posée le 24 février 2004. Enseignement : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 1285). Appelée le 24 février 2004. Remplacement (p. 1796)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 19

Son amendement n° 507 (distance minimale entre deux centres d'enfouissement des ordures ménagères) : rejeté (p. 838)

Après l'article 20

Son amendement n° 506 (notification au maire de certains actes de donation en vue de l'utilisation du droit de préemption) : rejeté (p. 854)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1585)

Thèmes :

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : amendes (p. 1586)

Transports aériens : bruit (p. 1585 et s.)

Transports aériens : sécurité (p. 1585)

Anne-Marie COMPARINI

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13538)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 785, posée le 1^{er} juin 2004. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 1^{er} juin 2004. Conditions de détention, Rhône (p. 4264)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souligne, au nom du groupe UDF, qu'après la comédie de l'obstruction avec le dépôt de 4 800 amendements et "la tragédie de l'utilisation de l'article 49-3", "le débat est amputé, la décentralisation enterrée". "La France vient, une fois de plus, de manquer un rendez-vous avec la décentralisation, avec l'histoire et avec l'économie du XXI^{ème} siècle" [23 juillet 2004] (p. 7208)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 475 (p. 8183)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son amendement n° 478 rectifié (p. 8194)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son amendement n° 133 (p. 2751)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 202 (p. 1986)

Son sous-amendement n° 1562 à l'amendement n° 290 de la commission (p. 1989)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son amendement n° 193 (p. 2165)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son amendement n° 194 (p. 2320)

Article 64 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété des biens immobiliers des collèges et lycées)

Son sous-amendement n° 960 à l'amendement n° 379 de la commission (p. 2357)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son amendement n° 195 (p. 2359)

Après l'article 98

Son amendement n° 203 (délégations de pouvoir aux présidents de conseils régionaux et généraux) (p. 2512) : rejeté (p. 2513)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre 1er

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7193)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)

Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)

Son intervention (p. 3529)

Thèmes :

Politiques communautaires : immigration (p. 3530)
 Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 3530)
 Union européenne : accords de Schengen (p. 3530)
 Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures : compétences (p. 3530)
 Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3530)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3529)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4492)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : octroi de mer (p. 4492)
 Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4492)
 Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4492)
 Union européenne : règlements : dérogations (p. 4493)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4493)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6755 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6802 et s.)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6825 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6837)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)

Son intervention (p. 6842)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6844 et s.)

Après l'article 36

Son intervention (p. 6847)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission : (p. 7022)

Thème :

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 7023)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son amendement n° 85 (p. 7266)

Article 36 (mission de contrôle de l'inspection générale de l'administration)

Son amendement n° 86 (p. 7275)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son amendement n° 76 (p. 7278)

Son amendement n° 77 (p. 7279)

Après l'article 50

Son amendement n° 87 (possibilité pour le conseil général de lever une fiscalité optionnelle pour financer sa contribution au SDIS) (p. 7315) : rejeté (p. 7317)

Son amendement n° 88 (possibilité pour le conseil d'administration du SDIS de lever une fiscalité optionnelle pour le financement de ce service) (p. 7315) : rejeté (p. 7317)

Après l'article 54 ter

Son amendement n° 89 (suppression de la réduction de la prime d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) : rejeté (p. 7330)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et cent vingt-quatre membres de l'Assemblée, M. le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (Collectivités territoriales 1218)

[27 juillet 2004] (p. 7285)

Son intervention (p. 7289)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7290)

Collectivités territoriales : compétences (p. 7289)

Collectivités territoriales : décentralisation : autonomie financière (p. 7290)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7290)

Elections et référendums (p. 7289)

Régions : développement économique : transferts de compétences (p. 7289)

Le groupe de l'Union pour la Démocratie Française ne vote pas la censure (p. 7290)

Jean-François COPÉ

*Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement,
 porte-parole du Gouvernement
 puis Ministre délégué à l'intérieur,
 porte-parole du Gouvernement*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement, auprès du ministre de l'intérieur, de la

sécurité intérieure et des libertés locales. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Michel Françaix. Presse et livres. Agence France Presse (AFP). Situation financière [5 novembre 2003] (p. 10037)
- M. Philippe Auberger. Finances publiques. Déficit budgétaire. Pacte de stabilité, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11105)
- Mme Françoise Imbert. Etat. Décentralisation. Conséquences, enseignement, personnel [12 mai 2004] (p. 3543)
- M. Pierre-Christophe Baguet. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [1^{er} juin 2004] (p. 4270)
- M. Manuel Valls. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 juin 2004] (p. 4658)
- M. François Calvet. Régions. Présidents de conseil régional. Délibérations, annulation, Languedoc-Roussillon [22 juin 2004] (p. 5246)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Bernard Depierre. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Officiers, formation, stages, réglementation [6 avril 2004] (p. 2618)
- M. Thierry Mariani. Etrangers. Réglementation. Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003, décrets d'application, publication [6 avril 2004] (p. 2619)
- M. Louis Giscard d'Estaing. Transports aériens. Aéroports. Formalités de douane et de police, simplification [6 avril 2004] (p. 2617)
- M. Christian Vanneste. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nord [6 avril 2004] (p. 2620)
- M. Patrick Braouezec. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Saint-Denis [27 avril 2004] (p. 3084)
- M. Claude Bartolone. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, statistiques, Seine-Saint-Denis [27 avril 2004] (p. 3082)
- M. Bernard Perrut. Police. Commissariats. Extension, perspectives, Villefranche-sur-Saône [27 avril 2004] (p. 3080)
- M. Bruno Gilles. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Marseille [27 avril 2004] (p. 3081)
- M. Stéphane Demilly. Coopération intercommunale. Communautés de communes. Conséquences, dotation générale de décentralisation [4 mai 2004] (p. 3264)
- M. Jean-Luc Warsmann. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Sedan [18 mai 2004] (p. 3754)
- Mme Chantal Brunel. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Noisiel [25 mai 2004] (p. 4006)
- M. Gérard Cherpion. Police. Commissariats. Renovation, relocalisation, Saint-Dié [25 mai 2004] (p. 4007)
- M. Jean-Claude Decagny. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Maubeuge [25 mai 2004] (p. 4008)
- M. Daniel Garrigue. Urbanisme. Etablissements recevant du public. Sécurité, réglementation [25 mai 2004] (p. 4009)
- Mme Cécile Gallez. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Valenciennes [1^{er} juin 2004] (p. 4253)
- M. Lionnel Luca. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, Saint-Laurent-du-Var [1^{er} juin 2004] (p. 4255)
- M. Jean-Pierre Nicolas. Etrangers. Immigration. Migrants en provenance de l'Est, politiques communautaires [1^{er} juin 2004] (p. 4254)
- M. Michel Dasseux. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Périgueux [8 juin 2004] (p. 4540)
- M. Bruno Le Roux. Police. Fonctionnement. Effectifs de police, Seine-Saint-Denis [8 juin 2004] (p. 4541)
- M. Jean-Claude Guibal. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Transfert de compétences, eau, assainissement, réglementation [22 juin 2004] (p. 5214)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Daniel Vaillant : répond que le Gouvernement n'a jamais cherché à blesser qui que ce soit et que la lutte contre l'antisémitisme constitue pour lui une priorité absolue. Il ne souhaite pas relancer la polémique [28 avril 2004] (p. 3183)
- M. Augustin Bonrepaux : répond qu'il donnera au Parlement toutes les informations en sa possession et que le projet de loi organique va déterminer les principes du transfert des ressources

correspondant exactement aux charges nouvelles [13 mai 2004] (p. 3663)

- M. René Dosière : répond qu'il n'avait pas l'intention d'être blessant avec M. Philippe Martin (Gers), bien que celui-ci n'ait pas ménagé le Gouvernement. Il espère que les débats se poursuivront dans la sérénité [13 mai 2004] (p. 3664)
- M. Augustin Bonrepaux : comprendrait qu'il faille revenir lundi si le temps manquait ce soir. Il ne peut pas évaluer, sans expertises, les propositions présentées. En revanche, il sera possible d'avancer dans le cadre des deux lectures prévues pour la loi organique. C'est pour cette raison que le Gouvernement n'a pas demandé l'urgence [13 mai 2004] (p. 3679)
- M. Alain Bocquet : répond à MM. Ayrault et Bocquet que le Gouvernement a une volonté très forte de faire examiner ce texte avec le plus grand esprit de dialogue. Depuis avril, un important travail de concertation a été accompli. Au Sénat, le débat a été approfondi et passionnant et a conduit à l'adoption d'une soixantaine d'amendements, dont la moitié provenant de l'opposition. Le chantier de cette réforme que les Français attendent a été ouvert depuis déjà dix-huit mois. Pour lui, les résultats des élections ne traduisent pas une opposition à la décentralisation, mais plutôt l'attente d'une action publique plus efficace et plus proche du terrain [20 juillet 2004] (p. 6967)
- M. Jean-Pierre Brard : confirme que les deux sujets sont parallèles et qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à l'examen successif des deux projets de loi. Il cite l'exemple du transfert du RMI-RMA aux départements, intervenu le 1^{er} janvier 2004, donc avant la promulgation de la loi organique. De plus, la loi ordinaire sur les transferts ne s'appliquant qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, la promulgation de la loi organique sera, en tout état de cause, bien antérieure. Enfin, il annonce qu'il est ouvert à un amendement à la loi ordinaire prévoyant l'entrée en application de celle-ci après la promulgation de la loi organique [20 juillet 2004] (p. 6969)
- M. Didier Migaud : répond qu'il s'agit d'un malentendu : il attendait d'entendre l'ensemble des explications de vote avant de s'exprimer et de répondre scrupuleusement à toutes les questions [21 juillet 2004] (p. 7021)
- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que le Gouvernement a jugé utile d'inscrire maintenant l'examen en deuxième lecture du texte sur les responsabilités locales parce que ce chantier a été ouvert il y a 18 mois et parce que les dispositions votées seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2005. L'automne sera nécessaire aux fonctionnaires pour rédiger les décrets d'application [21 juillet 2004] (p. 7060)
- M. René Dosière : répond que le Gouvernement n'a pas l'intention de recourir à l'article 44, alinéa 2, de la Constitution [21 juillet 2004] (p. 7074)
- M. René Dosière : affirme que le Gouvernement, animé d'un esprit d'ouverture, de dialogue et de respect des droits du Parlement, n'entend pas utiliser les dispositions de l'article 44, alinéa 2 [22 juillet 2004] (p. 7116)
- M. René Dosière : répond que le débat est la règle. Lorsqu'il n'est plus possible de débattre dans des conditions dignes, en cas, par exemple, d'obstruction massive, le Premier ministre peut recourir à certains outils que la Constitution met à sa disposition. Pour l'instant, il propose de poursuivre le débat plutôt que de s'interroger sur "des choses qui", pour l'heure, "n'ont pas lieu d'être" [22 juillet 2004] (p. 7141)
- M. René Dosière : propose de reprendre l'examen du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales sur lequel il est pleinement informé [22 juillet 2004] (p. 7143)
- M. René Dosière : répond que le rythme de 80 amendements à l'heure est dû au fait que les députés socialistes ne sont pas venus défendre leurs 4 800 amendements [23 juillet 2004] (p. 7201)
- M. Didier Migaud : observe que le terme de "masquerade" convient au comportement du groupe socialiste. Il le regrette pour le nécessaire débat de fond sur la décentralisation [23 juillet 2004] (p. 7201)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Sa réponse (p. 8160)

Thèmes :

- Personnes âgées : solidarité (p. 8160)
- Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8160)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 8160)
- Santé : urgences (p. 8160)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Son intervention à l'issue du vote [14 avril 2004] (p. 2947)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7127)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7137)

Sa réponse (p. 7160)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7169)

Intervient sur les rappels au règlement de M. René Dosière (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7115, 7140, 7143)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7138)
 Collectivités territoriales : développement économique (p. 7138)
 Collectivités territoriales : décentralisation : outre-mer (p. 7164)
 Collectivités territoriales : décentralisation : textes d'application (p. 7163)
 Collectivités territoriales : élus locaux : associations (p. 7138)
 Collectivités territoriales : élus locaux : rôle (p. 7128)
 Collectivités territoriales : libre administration (p. 7128)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7137, 7162)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : lois organiques (p. 7137)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7137)
 Collectivités territoriales : transferts de personnel : outre-mer (p. 7164)
 Communes : associations (p. 7161)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7162)
 Coopération intercommunale (p. 7161 et s.)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : jeux et paris (p. 7163)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 7161)
 Etat : services de l'Etat : modernisation (p. 7161)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : outre-mer (p. 7164)
 Logement : logement social : loyers (p. 7161)
 Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 7162)
 Logement : programme local de l'habitat (p. 7162)
 Outre-mer : octroi de mer (p. 7164)
 Police : policiers : logement (p. 7162)
 Régions : développement économique (p. 7161)
 Régions : développement économique : expérimentation (p. 7169)
 Régions : présidents de conseil régional : décentralisation (p. 7138)
 Tourisme et loisirs (p. 7163)
 Transports : transports de voyageurs : Ile-de-France (p. 7163)
 Transports par eau : ports autonomes : Guadeloupe (p. 7165)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)**Avant le titre Ier**

Intervient sur les amendements identiques n^{os} 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7177)

Intervient sur les amendements identiques n^{os} 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7189 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n^{os} 1587 à 1615 de membres du groupe socialiste (transfert de compétences soumis à la détermination, par décret en Conseil d'Etat, de critères répondant à l'objectif constitutionnel de péréquation) (p. 7195)

Intervient sur les amendements identiques n^{os} 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7197)

Intervient sur les amendements identiques n^{os} 1645 à 1673 de membres du groupe socialiste (réforme des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales prenant en compte les charges liées à la présence de populations en difficulté préalable aux transferts de compétences) (p. 7200)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) (p. 7200)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 7201)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)**

Sa réponse (p. 7406)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7412)

Thèmes :

Administration : décrets : décentralisation (p. 7407)
 Collectivités territoriales : décentralisation : évaluation (p. 7406)
 Collectivités territoriales : péréquation : Constitution (p. 7408)
 Collectivités territoriales : ressources propres : Conseil constitutionnel (p. 7407)
 Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7407)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : logement : aides et prêts (p. 7406)
 Départements : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 7412)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : décentralisation (p. 7412)
 Logement : logement social : préfets (p. 7407)
 Lois : lois organiques : constitutionnalité (p. 7407)
 Parlement : commissions mixtes paritaires : amendements (p. 7406)

Proposition de loi n^o 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Son intervention (p. 3183)

Sa réponse (p. 3189)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : vote par procuration (p. 3184)
 Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 3183)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : amendes (p. 3184)
 Parlement : bicamérisme (p. 3189)
 Parlement : Sénat : démocratie (p. 3190)
 Parlement : Sénat : réforme (p. 3183)
 Parlement : Sénat : représentativité (p. 3189)

Projet de loi organique n^o 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3568)

Intervient sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3588)

Sa réponse (p. 3657)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3673)

Intervient sur les rappels au règlement de :

- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3663)

- M. René Dosière (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3663)

- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3678)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3658)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3660)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : réforme (p. 3589)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 3569, 3659 et s., 3674)
 Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3657, 3674)
 Collectivités territoriales : ressources propres : Constitution (p. 3569, 3588)
 Collectivités territoriales : ressources propres : taux (p. 3659)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3569)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3569)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : voirie (p. 3661)
 Collectivités territoriales : transferts de personnel : enseignement secondaire (p. 3660)
 Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 3661)
 Coopération intercommunale (p. 3674)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3658, 3662)
 Impôts locaux : dégrèvement (p. 3659)
 Parlement : rôle : impôts et taxes (p. 3673)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)
 Son intervention (p. 3681 et s.)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)
 Son intervention (p. 3693 et s.)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)
 Son intervention (p. 3709 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. André Chassaigne (prise en compte, pour les compensations financières, du caractère dynamique dans le temps des dépenses afférentes aux compétences transférées) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Chassaigne (définition de la péréquation comme la compensation des inégalités en matière de bases d'impôts locaux par des dotations de l'Etat) (p. 3722 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Augustin Bonrepaux (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosière (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. André Chassaigne (péréquation en fonction de la proportion de logements sociaux et des handicaps naturels) (p. 3725)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. André Chassaigne (révision décennale de l'évaluation des valeurs locatives) (p. 3725)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. René Dosière (recours libre à l'emprunt par les collectivités locales) (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3726 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Balligand (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Carcenac (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christophe Caresche (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Derosier (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. René Dosière (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Dumont (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Idiart (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Drian (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Victorin Lurel (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Jack Queyranne (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 53 de Mme Ségolène Royal (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pascal Terrasse (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Balligand (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Bourguignon (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Thierry Carcenac (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christophe Caresche (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Derosier (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. René Dosière (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Louis Dumont (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Louis Idiart (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Yves Le Drian (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Victorin Lurel (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Didier Migaud (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jack Queyranne (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Ségolène Royal (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Pascal Terrasse (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Balligand (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Augustin Bonrepaux (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Pierre Bourguignon (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Thierry Carcenac (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christophe Caresche (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. René Dosière (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Louis Dumont (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Louis Idiart (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Yves Le Drian (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Victorin Lurel (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Didier Migaud (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Jack Queyranne (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Ségolène Royal (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Pascal Terrasse (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Son intervention (p. 3774)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 6979)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6994)

Sa réponse (p. 7015)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7021) : rejetée (p. 7023)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7020)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : Gouvernement précédent (p. 6979, 6994, 7015)

Collectivités territoriales : décentralisation : lois (p. 6981, 6994, 7015)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7015)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 6979, 6994, 7021)

Collectivités territoriales : ressources propres : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6980)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : lois organiques (p. 6980)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7016)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6994)

Parlement : Sénat : amendements (p. 6980, 6994)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7027)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7034 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation constitutive de l'autonomie financière) (p. 7039)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7047 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 7059)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son intervention (p. 7064 et s.)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7082 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (définition et importance de la péréquation) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Balligand (mécanismes de péréquation obligatoires pour tout transfert de compétences) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Didier Migaud (traitement préventif de la dégradation de l'autonomie financière par la concertation avec les collectivités concernées) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Augustin Bonrepaux (libre augmentation du taux de la taxe professionnelle à compter de 2005 pour les collectivités territoriales et les EPCI) (p. 7084)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7085)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Sa réponse (p. 7244)

Thèmes :

Enseignement : secourisme (p. 7244)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : taux (p. 7247)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : sapeurs-pompiers professionnels (p. 7247)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : âge de la retraite (p. 7246)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (p. 7244)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : Marseille (p. 7246)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : reclassement professionnel (p. 7246)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7246)

Sécurité publique : secours en montagne : financement (p. 7246)

Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7245)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : statut juridique (p. 7245)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 1er (définition de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7254)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7255)

Article 4 (sensibilisation des jeunes)

Son intervention (p. 7256)

Article 6 (obligations des établissements de santé et médico-sociaux)

Son intervention (p. 7257)

Article 9 (responsabilisation des assurés qui n'ont pas respecté leurs obligations de débroussaillage)

Son intervention (p. 7258)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 11 deuxième rectification de la commission (motivation des arrêtés de catastrophe naturelle) (p. 7258)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (exonération de franchise d'assurance en matière de catastrophes naturelles) (p. 7258 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (exonération de franchise non spécifiée au contrat d'assurance en matière de catastrophes naturelles) (p. 7258 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. André Gerin (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les conventions d'assurance au profit des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7259)

Article 10 (plan communal de sauvegarde)

Son intervention (p. 7259 et s.)

Article 11 (plans ORSEC)

Son intervention (p. 7260)

Article 12 (dispositions spécifiques des plans ORSEC)

Son intervention (p. 7261)

Article 14 (opérations de secours dépassant les limites d'une commune)

Son intervention (p. 7261)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Derosier (régime de droit commun pour les services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône) (p. 7262)

Article 19 bis (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son intervention (p. 7264)

Article 19 ter (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son intervention (p. 7264 et s.)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7265)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7266 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Bernard Derosier (financement des opérations de secours à Marseille) (p. 7267)

Article 23 (droit de réquisition)

Son intervention (p. 7267)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Louis Christ (gratuité des secours) (p. 7268)

Avant l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Derosier (réserve de sécurité civile composée d'anciens professionnels de la sécurité) (p. 7269)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7269)

Article 26 supprimé par le Sénat (réserves départementales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7270)

Article 27 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7271)

Article 28 (modalités d'engagement des réservistes de sécurité civile)

Son intervention (p. 7271)

Article 30 (protection des salariés et des fonctionnaires engagés dans une réserve de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 32 (missions des associations de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 32 bis (concours des associations agréées aux missions de secours d'urgence à personnes)

Son intervention (p. 7273 et s.)

Article 36 (mission de contrôle de l'inspection générale de l'administration)

Son intervention (p. 7275)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7276 et s.)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7309)

Article 45 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7311 et s.)

Article 46 (bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7312)

Article 48 bis (commission administrative et technique des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7313)

Après l'article 48 bis

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Bernard Derosier (cessation de la nomination d'un fonctionnaire territorial par l'Etat) (p. 7314)

Article 49 (direction des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7314)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Dominique Juillot (nomination des directeurs départementaux adjoints ayant assuré l'intérim) (p. 7314)

Article 50 (financement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7315)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (report de la diminution de la dotation globale de fonctionnement des communes et de la dotation d'intercommunalité) (p. 7315)

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil général de lever une fiscalité optionnelle pour financer sa contribution au SDIS) (p. 7316 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil d'administration du SDIS de lever une fiscalité optionnelle pour le financement de ce service) (p. 7316 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rapport au Parlement sur l'affectation d'une taxe) (p. 7317)

Article 50 bis (obligation de consultation du comité des finances locales)

Son intervention (p. 7317)

Article 50 ter (élection de la commune de Marseille au fonds d'aide à l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7318)

Après l'article 50 ter

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (affiliation des présidents et vice-présidents de SDIS à l'IRCANTEC) (p. 7318)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (gratuité des péages lors des interventions de secours sur le réseau des autoroutes concédées) (p. 7318 et s.)

Article 51 (établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7320)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 192 troisième rectification de la commission (établissement public pour la protection de la forêt méditerranéenne) (p. 7320)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Alain Cortade (p. 7320)

Avant l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (éligibilité de la commune de Marseille au fonds d'aide à l'investissement des SDIS) (p. 7320)

Article 51 bis (prise en charge des dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son intervention (p. 7321)

Article 51 ter (participation de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole aux dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son intervention (p. 7321)

Après l'article 52A

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de la commission (exonération des droits de succession pour les ayants droit des sapeurs-pompiers morts au feu) (p. 7322)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de la commission (extension aux enfants des sapeurs-pompiers morts au feu de la majoration de notes accordée aux orphelins de guerre dans certains concours administratifs) (p. 7322)

Article 52 (mutualisation des charges de formation des élèves officiers de sapeurs-pompiers)
Son intervention (p. 7323 et s.)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (transfert des biens, droits et obligations de l'Institut national d'études de la sécurité civile à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers) (p. 7324)

Intervient sur l'amendement n° 104 rectifié de M. André Chassaing (création d'un CAP de sapeur-pompier) (p. 7324)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Bernard Derosier (rapport au Parlement sur la formation des sapeurs-pompiers) (p. 7325)

Article 53 (dispositif de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels)
Son intervention (p. 7326)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels du service de santé et de secours du SDIS) (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Alain Marty (médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels du service de santé et de secours du SDIS) (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (conditions d'attribution de la bonification d'annuités pour la retraite des sapeurs-pompiers professionnels) (p. 7327)

Article 53 bis (comités d'hygiène et de sécurité)
Son intervention (p. 7327)

Après l'article 53 bis

Intervient sur l'amendement n° 204 du Gouvernement (bonification d'annuités pour la retraite des sapeurs-pompiers professionnels ayant perdu cette qualité à la suite d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle) (p. 7327)

Après l'article 54A

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Stéphane Demilly (formation des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7327)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de la commission (non-application aux sapeurs-pompiers volontaires de la législation générale sur le temps de travail) (p. 7327 et s.)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exonération de charges sociales pour les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7329)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (compatibilité de l'activité de sapeur-pompier volontaire avec une activité professionnelle) (p. 7329)

Intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Anne-Marie Comparini (suppression de la réduction de la prime d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7330)

Article 55 (engagement des sapeurs-pompiers volontaires pour une durée déterminée)
Son intervention (p. 7330)

Article 56 (avantage de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires)
Son intervention (p. 7331)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Claude Greff (réduction de charges sociales proportionnelle aux absences du salarié sapeur-pompier volontaire) (p. 7332)

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Claude Greff (réduction de toutes les primes d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7332)

Article 57 (délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer)
Son intervention (p. 7332)

Article 59 (dispositions applicables à Mayotte)
Son intervention (p. 7333)

Article 60 (adaptations terminologiques pour Mayotte)
Son intervention (p. 7333)

Article 62 (sensibilisation aux risques à Mayotte)
Son intervention (p. 7333)

Article 63 (compatibilité de la participation à une association ou une réserve de sécurité civile avec l'exercice d'une activité professionnelle à Mayotte)
Son intervention (p. 7333)

Article 64 (règlement opérationnel)
Son intervention (p. 7333)

Article 65 (réserves de sécurité civile à Mayotte)
Son intervention (p. 7334)

Article 67 (développement du volontariat à Mayotte)
Son intervention (p. 7334)

Article 70 (mise en œuvre des moyens de secours par le maire et le préfet à Saint-Pierre-et-Miquelon)
Son intervention (p. 7334)

Article 73 (entrée en vigueur des dispositions relatives au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)
Son intervention (p. 7335)

Article 74 (abrogation de la loi du 22 juillet 1987)
Son intervention (p. 7335)

Article 3 et annexe précédemment réservés (approbation des orientations de la politique de sécurité civile)

Son intervention (p. 7335 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7340)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7420)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 7421)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : Nord-Pas-de-Calais (p. 7420)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7420)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels (p. 7420)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7420)

François CORNUT-GENTILLE

Haute-Marne (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

DÉPÔT

Avait présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VIII : Défense (Crédits d'équipement) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9989)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9989)

Défense : crédits (p. 9989 et s.)

Défense : hélicoptères (p. 9989)

Recherche (p. 9989)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10746)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 10746 et s.)

Etat : réforme : Parlement (p. 10746 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10747)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10747)

Alain CORTADE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 767, posée le 25 mai 2004. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Réglementation (p. 4010)

DÉBATS

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 51 (établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours)

Son amendement n° 167 (p. 7319)

Ses amendements n°s 168 et 169 (p. 7320)

Après l'article 51

Son amendement n° 68 : retiré (p. 7320)

Louis COSYNS

*Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1306 tendant à fixer un plancher et un plafond au montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères [17 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Réglementation. Application, politiques communautaires [18 mai 2004] (p. 3768)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 613, posée le 3 février 2004. Enseignement. Carte scolaire (J.O. Questions p. 741). Appelée le 3 février 2004. Elaboration, Cher (p. 1255)

n° 715, posée le 4 mai 2004. Gendarmerie. Gendarmes (J.O. Questions p. 3207). Suppléé par Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Appelée le 4 mai 2004. Logement, paiement des loyers par l'Etat, délais (p. 3260)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8659)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8659)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 8659)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8659)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8659)

Personnes âgées : dépendance : réductions d'impôt (p. 8659)

Recherche (p. 8659)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8659)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10346)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 649)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 649)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 650)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 650)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Son amendement n° 35 (affiliation à la caisse des congés payés des travaux publics des entreprises paysagistes réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires en travaux paysagers) (p. 717) : retiré (p. 718)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 729)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 757)

Après l'article 21

Son amendement n° 802 (utilisation abusive des AOC) (p. 856) : devenu sans objet (p. 858)

Après l'article 27

Son amendement n° 63 (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 875) : adopté (p. 877)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4338)

Thèmes :

Handicapés : emplois réservés (p. 4338)

Handicapés : établissements (p. 4338)

Handicapés : handicap mental (p. 4338)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4338)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur pour avis de la proposition de loi relative à la création du registre international français (n° 1287) [6 janvier 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 8118)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8187)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8234)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8273)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8291)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1407)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1407)

Enseignement : établissements scolaires : voile islamique (p. 1407)

Etat : valeurs républicaines : établissements scolaires (p. 1408)

Etrangers : communautarisme : quartiers défavorisés (p. 1408)

Femmes : égalité des sexes (p. 1408)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 4576)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Alain Marty (p. 4581)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4586)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié de M. Alain Marty (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 709 de Mme Hélène Mignon (p. 4587)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Emmanuel Hamelin (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 712 de Mme Hélène Mignon (p. 4595)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Article 26 (modification de la structure du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4667)

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Vice-président de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France (n° 1484) [28 avril 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 24 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Transports aériens) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1484) modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France [27 avril 2004] (n° 1552)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [28 avril 2004] (n° 1554)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit budgétaire. Pacte de stabilité, respect [1^{er} octobre 2003] (p. 7999)

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9940)

Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole. Prélèvement au profit du BAPSA [25 novembre 2003] (p. 11100)

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [9 décembre 2003] (p. 11969)

Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2641)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} octobre 2003] (p. 8011)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8022)

Son intervention (p. 8028)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8023, 8029)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8029)

Finances publiques : dépenses : fonctionnement (p. 8029)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8023)

Finances publiques : dette publique (p. 8029)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8029)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8028)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8022 et s., 8028 et s.)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8023, 8029)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8030)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8284)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8285 et s.)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8539)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8562)

Son intervention (p. 8645)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8671)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8671)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8647)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8540)

Contributions indirectes : tabac (p. 8646)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8645 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8645 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8645)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8645)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8646)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8647)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8646)

Impôts locaux (p. 8645)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8540)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 8562)

Politique générale : réforme (p. 8646 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8539, 8645)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8646)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8647)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8693 et s., 8698, 8718)

Après l'article 4

Son amendement n° 190 (emploi d'un salarié à domicile – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt – plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) : non soutenu (p. 8775)

Son amendement n° 201 (dons aux associations de défense des contribuables – réduction d'impôt) (p. 8804) : rejeté (p. 8805)

Son amendement n° 200 (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8826) : retiré (p. 8829)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son amendement n° 278 (exonération des peuplements forestiers et des droits relatifs à ces biens) (p. 8836)

Son amendement n° 279 (exonération des peuplements forestiers détenus par des sociétés) (p. 8839)

Après l'article 6

Son amendement n° 274 (produits latents sur stocks à rotation lente – sursis d'imposition – bénéfice de l'article 202 ter du code général des impôts) : retiré (p. 8848)

Son amendement n° 191 (pactes de succession d'entreprises – possibilité de céder des éléments d'actif) : retiré (p. 8858)

Après l'article 10

Son amendement n° 202 (cotisations sociales des exploitants agricoles relevant d'un régime réel d'imposition – rétablissement de la possibilité de calcul sur le revenu de l'année en cours) (p. 8878) : retiré (p. 8879)

Après l'article 11

Son amendement n° 207 (biocarburants – réduction de TIPP prorogée jusqu'au 31 décembre 2009) : retiré (p. 8896)

Après l'article 14

Son amendement n° 192 corrigé (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme - extension du cercle familial

aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur) : retiré (p. 8979)

Son amendement n° 193 rectifié (ISF: exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8978) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8980)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF: indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8986)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'indexation pour les années ultérieures) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 8986)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Gilbert Gantier (ISF : suppression du « plafonnement du plafonnement ») (p. 8987)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9002)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 9015, 9021, 9025)

Son sous-amendement n° 496 (achat de récepteurs : photocopie d'une pièce d'identité jointe à la déclaration) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9027)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Ses interventions (p. 9038, 9041)

Article 24 (réaffectation des recettes du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9043)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9044)

Son amendement n° 211 (suppression de la hausse de 3,4 % à 5,3 % de la cotisation de solidarité prévue à l'article L. 731-24 du code rural) (p. 9048)

Son amendement n° 212 (assurance vieillesse agricole : limitation d'une éventuelle hausse du minimum de cotisation) (p. 9048)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)

Son intervention (p. 9050 et s.)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9071)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9123 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9162)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9162 et s.)

Retraites : régime agricole (p. 9163)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 10770)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10771)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9452)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9453)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9453)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9452)

Transports aériens : Air France (p. 9453)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9452)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Article 51 (crédits d'équipement et crédits de paiement)

Son amendement n° 1 (p. 9495)

Article 53 (dotation versées aux collectivités locales d'outre-mer au titre de la continuité territoriale)

Son amendement n° 2 (p. 9496)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son amendement n° 209 (souscripteurs âgés de plus de cinquante ans - déductibilité des revenus portée de 10 % à 15 % des revenus et majoration des plafonds de 50 %) (p. 10573)

Après l'article 60

Son amendement n° 211 (rentes d'incapacité permanente servies aux exploitants agricoles - exonération d'impôt sur le revenu) (p. 10574) : rejeté (p. 10575)

Son amendement n° 212 (rentes d'invalidité servies au titre d'un plan d'épargne retraite populaire - exonération d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 10575)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Son amendement n° 213 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 10663)

Après l'article 69

Son amendement n° 214 (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage - institution d'une réduction d'impôt) (p. 10696) : retiré (p. 10697)

Article 71 (information préalable de l'Etat, par les collectivités locales, des mouvements de fonds importants affectant le compte du Trésor)

Son amendement n° 216 (de suppression) (p. 10700)

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Ses explications de vote (p. 10770)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9702 et s.)

Son amendement n° 322 (p. 9702)

Après l'article 5

Son amendement n° 255 (restitution de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social de 2 % pour les titulaires de pensions de réversion à faible revenu) : rejeté (p. 9722)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11666 et s.)

Son amendement n° 122 (suppression du prélèvement sur ARVALIS) (p. 11679)

Son amendement n° 123 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 46 millions d'euros) (p. 11680)

Reprend l'amendement n° 127 de M. Philippe Auberger (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 49 millions d'euros) (p. 11687)

Après l'article 1er

Son amendement n° 115 (prélèvement de 79 millions d'euros affecté au budget de l'Etat sur l'Institut français du pétrole) (p. 11690) : retiré (p. 11691)

Son amendement n° 116 (prélèvement de 33 millions d'euros affecté au budget de l'Etat sur l'Institut français du pétrole) (p. 11690) : retiré (p. 11691)

Seconde délibération

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son intervention (p. 11729)

Après l'article 16

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. Patrice Martin-Lalande (contributions déterminées suivant un barème fixé par décret) à l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) (p. 11736)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (régime fiscal des tabacs en Corse : contingent de 1 200 tonnes et droit de consommation porté de 34,5 % à 35 %) (p. 11745)

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11752 et s.)

Son amendement n° 119 (ETBE - bioéthanol : réduction de TIPP portée de 38 à 42,6 €) (p. 11754)

Son amendement n° 110 (EMHV - diester : réduction de TIPP maintenue à 35 €) (p. 11755)

Son amendement n° 111 (maintien des mots « sur les produits pétroliers » - taxation des énergies renouvelables) (p. 11756)

Après l'article 30

Son amendement n° 114 corrigé (gazole « propre » : taux spécifique de TIPP) : rejeté (p. 11762)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11775)

Son amendement n° 103 (stocks à rotation lente : bénéfice du régime de sursis d'imposition lors de la transformation d'une entreprise individuelle agricole en société à objet agricole) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11778)

Son amendement n° 117 (taxe professionnelle assise sur des outillages mis gratuitement à disposition par le donneur d'ordre : assujettissement du sous-traitant) : retiré (p. 11782)

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (taxe professionnelle assise sur les équipements et biens mobiliers utilisés par une personne ni propriétaire, ni locataire, ni sous-locataire : assujettissement du propriétaire) (p. 11784)

Son sous-amendement n° 193 (suppression de l'application aux litiges en cours : suspension des contentieux) à l'amendement n° 74 du Gouvernement (p. 11783) : rejeté (p. 11784)

Après l'article 48

Son sous-amendement n° 192 (sur décision des conseils d'administration des SDIS - services départementaux d'incendie et de secours) à l'amendement n° 80 du Gouvernement (anciens sapeurs-pompiers volontaires partis en retraite avant le 1er janvier 1998 : possibilité de versement de la part variable de l'allocation de vétérance sur décision des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 11819) : adopté (p. 11820)

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son intervention (p. 11821)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 3

Son amendement n° 1034 (adaptation des critères de classement en station balnéaire) : retiré (p. 750)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son amendement n° 1036 (p. 767)

Après l'article 21

Son amendement n° 1043 (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) : devenu sans objet (p. 856)

Son amendement n° 1042 (utilisation abusive des AOC) (p. 856) : devenu sans objet (p. 858)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Philippe Folliot (cours d'eau : autorisation ; champ d'application) (p. 1101)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1102 et s.)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1110)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1113 et s.)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 1225 de M. Hervé Morin (haies, talus et petits bosquets séparant des parcelles agricoles exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 1117)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1118 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 634 de Mme Bérengère Poletti (carières de craie : déclaration) (p. 1122)

Avant l'article 54

Son intervention (p. 1123)

Son sous-amendement n° 1353 (de précision) à l'amendement n° 10 du Gouvernement (Office national de la chasse et de la faune sauvage : constitution de partie civile) (p. 1123) : retiré (p. 1124)

Son amendement n° 1220 (contribution des chasseurs à la gestion équilibrée des écosystèmes par leurs prélèvements raisonnés) (p. 1125) : adopté après modification (p. 1126)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de M. Patrice Martin-Lalande (police de l'environnement assurée par les agents de l'Office) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1144)

Son amendement n° 1205 (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1145) : rejeté (p. 1147)

Son sous-amendement n° 1533 (rôle de désignation de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) : retiré (p. 1149)

Son amendement n° 1215 (clarification des comptes et du budget de l'office) : retiré (p. 1149)

Son amendement n° 1210 (rattachement administratif des personnels de l'office) : retiré (p. 1150)

Son amendement n° 1222 (qualité d'association agréée de protection de l'environnement reconnue aux fédérations

départementales et interdépartementales des chasseurs) (p. 1150) : retiré (p. 1151)
 Son amendement n° 1221 rectifié (fonds scientifique) : retiré (p. 1151)
 Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. Stéphane Demilly (suppression de l'obligation faite aux opposants à la chasse de procéder à la régulation des espèces sur leur fonds) (p. 1151)
 Son amendement n° 1218 (chasseurs : cotisations ; paiement) : retiré (p. 1152)
 Son amendement n° 1212 (chasse : loyer fictif ; imposition) : retiré (p. 1153)
 Son amendement n° 1213 (bois : loyer ; déclaration) (p. 1153) : rejeté (p. 1154)
 Intervient sur l'amendement n° 1257 de M. Patrice Martin-Lalande (déduction des frais de chasse) (p. 1154)
 Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Patrice Martin-Lalande (déduction des frais de chasse) (p. 1154)
 Son amendement n° 1208 corrigé (déduction des frais de chasse) (p. 1154) : retiré (p. 1155)
 Intervient sur l'amendement n° 1211 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales : guichet unique ; taxe sur les permis de chasse) (p. 1155)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son amendement n° 1204 (p. 1156)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son amendement n° 1217 corrigé (p. 1160)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 1214 (p. 1162)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1206 de M. Stéphane Demilly (mission de suivi de la faune et des habitats par les fédérations départementales) (p. 1168)

Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Stéphane Demilly (plan de gestion) (p. 1168)

Après l'article 75

Son amendement n° 1070 (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1219) : retiré (p. 1220)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son amendement n° 1216 (p. 1235)

Article 61 (gardes particuliers)

Son amendement n° 1219 rectifié (p. 1237)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son amendement n° 1328 (p. 2116)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 1366 (p. 2400)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 1373 (p. 2538)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3196)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3204)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3204)

Finances publiques : déficit budgétaire : privatisations (p. 3204)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3204, 3225)

Politiques communautaires (p. 3197, 3205)

Transports aériens : Air France : âge de la retraite (p. 3198, 3204)

Transports aériens : Air France : droits de trafic (p. 3197)

Transports aériens : Air France : KLM (p. 3197, 3204)

Transports aériens : Air France : personnels (p. 3197)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3196 et s., 3204)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Victorin Lurel (procédure de mise en œuvre concertée d'obligations de service public) (p. 3215)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Victorin Lurel (communication par Air France de sa comptabilité analytique comme préalable à l'entrée en vigueur de la loi) (p. 3215)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Idiart (action spécifique - "golden share" - conférée à l'Etat pour la protection d'intérêts nationaux ou l'accomplissement de missions d'intérêt général) (p. 3217)

Article 1er (préservation des droits de trafic et de la licence d'exploitation de transporteur aérien d'Air France)

Son intervention (p. 3217)

Article 2 (maintien de la composition actuelle du conseil d'administration d'Air France)

Son intervention (p. 3218)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son intervention (p. 3218 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (fixation par décret des limites d'âge du personnel de cabine et d'une indemnité de départ - et non de licenciement - minimale pour les personnels refusant une reconversion après cinquante-cinq ans) (p. 3220)

Intervient sur le sous-amendement n° 7 de M. Frédéric Dutoit (limites d'âge fixées à soixante ans pour les personnels de cabine) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 3220)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Louis Idiart (aménagement du territoire : conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aérien) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Odile Saugues (aménagement du territoire : rapport du Gouvernement sur les "hubs" et sur le soutien aux lignes aériennes transitant par les plates-formes de correspondance régionale) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Blazy (prohibition des aéronefs de plus de dix ans) (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Blazy (ex-salariés d'UTA : indemnisation sous forme d'actions de la nouvelle société holding) (p. 3223)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Joël Beaugendre (lignes desservant l'outre-mer français : respect des obligations de service public) (p. 3223)

Son intervention (p. 3225)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3581)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3591)

Son intervention (p. 3647)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3676)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : UDF (p. 3651, 3677)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : Gouvernement précédent (p. 3581)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : histoire (p. 3647, 3650)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : impôts locaux (p. 3582)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : inconstitutionnalité (p. 3582)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : ressources propres (p. 3648)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : taux (p. 3650)
 Collectivités territoriales : élus locaux : associations (p. 3650)
 Collectivités territoriales : libre administration (p. 3648)
 Collectivités territoriales : libre administration : lois organiques (p. 3592)
 Collectivités territoriales : libre administration : recettes fiscales (p. 3649)
 Collectivités territoriales : ressources : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3647)
 Collectivités territoriales : ressources : Union européenne (p. 3650)
 Collectivités territoriales : ressources propres : taux (p. 3649)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 3591)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3648, 3677)
 Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 3677)
 Lois : lois organiques : inconstitutionnalité (p. 3648)
 Partis et mouvements politiques : UDF : décentralisation (p. 3647)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3680 et s.)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3692 et s.)

Son sous-amendement n° 171 à l'amendement n° 1 de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 3700)

Ses amendements n°s 158 et 159 (p. 3703)

Ses amendements n°s 161 et 160 (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3712)

Ses amendements n°s 163 et 162 (p. 3712)

Son amendement n° 164 (p. 3712)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Ses explications de vote (p. 3777)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3778)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 6988)

Son intervention (p. 7000)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 7002)
 Impôts et taxes (p. 7000)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7001)
 Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7001)
 Impôts locaux (p. 7000)
 Politique générale : Gouvernement précédent : collectivités territoriales (p. 7002)
 Politique générale : Gouvernement précédent : groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6989)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7043 et s.)

Son amendement n° 2 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7051)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4970)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4970 et s.)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4970 et s.)
 Prestations familiales (p. 4971)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4970 et s.)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 14

Son amendement n° 1228 (intitulé du titre IV) : rejeté (p. 5545)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 64 (ISF : suppression du « plafonnement du plafonnement ») : rejeté (p. 5451)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son amendement n° 72 (extension aux neveux et aux nièces) (p. 5452)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 67 (répartition de l'aide entre création d'emplois et augmentation du SMIC hôtelier) (p. 5471)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6938 et s.)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7230)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : TVA (p. 7231)
 Fonction publique territoriale : Conseil supérieur de la fonction publique : sapeurs-pompiers professionnels (p. 7232)
 Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : taux (p. 7231)
 Sécurité publique : plan ORSEC (p. 7231)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : exonération (p. 7232)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7232)
 Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseils d'administration (p. 7231)
 Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : décentralisation (p. 7230)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7266 et s.)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7269 et s.)

Article 28 (modalités d'engagement des réservistes de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 32 bis (concours des associations agréées aux missions de secours d'urgence à personnes)

Son intervention (p. 7273 et s.)

Article 36 (mission de contrôle de l'inspection générale de l'administration)

Son intervention (p. 7275)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7276 et s.)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7307 et s.)

Article 42 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques)

Son intervention (p. 7311)

Article 45 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7311)

Article 46 (bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7312)

Article 48 bis (commission administrative et technique des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7313)

Article 50 (financement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7315)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil général de lever une fiscalité optionnelle pour financer sa contribution au SDIS) (p. 7315 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil d'administration du SDIS de lever une fiscalité optionnelle pour le financement de ce service) (p. 7315 et s.)

Après l'article 50 ter

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (affiliation des présidents et vice-présidents de SDIS à l'IRCANTEC) (p. 7318)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (gratuité des péages lors des interventions de secours sur le réseau des autoroutes concédées) (p. 7319)

Après l'article 52A

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de la commission (exonération des droits de succession pour les ayants droit des sapeurs-pompiers morts au feu) (p. 7322)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de la commission (extension aux enfants des sapeurs-pompiers morts au feu de la majoration de notes accordée aux orphelins de guerre dans certains concours administratifs) (p. 7322)

Article 52 (mutualisation des charges de formation des élèves officiers de sapeurs-pompiers)

Son intervention (p. 7322 et s.)

Après l'article 54A

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Stéphane Demilly (formation des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7327)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de la commission (non-application aux sapeurs-pompiers volontaires de la législation générale sur le temps de travail) (p. 7328)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (compatibilité de l'activité de sapeur-pompier volontaire avec une activité professionnelle) (p. 7329)

Intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Anne-Marie Comparini (suppression de la réduction de la prime d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7330)

Article 55 (engagement des sapeurs-pompiers volontaires pour une durée déterminée)

Son amendement n° 209 (p. 7330)

Article 73 (entrée en vigueur des dispositions relatives au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7334)

Ses explications de vote (p. 7339)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7339)

Édouard COURTIAL

Oise (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XIII : Sports (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10613)

Thèmes :

Sports : compétitions (p. 10613)

Sports : crédits (p. 10613)

Sports : métiers du sport (p. 10613)

Sports : politique du sport (p. 10613)

Sports : sport de haut niveau (p. 10613)

Sports : sportifs professionnels (p. 10614)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 825 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

Alain COUSIN
Manche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9947)
Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [11 février 2004] (p. 1645)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 18

Son amendement n° 462 rectifié (intérêts de retard : possibilité de remise ou de transaction à titre gracieux) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 9005)

Jean-Yves COUSIN
Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10266 et s.)
Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10266)

Yves COUSSAIN
Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (n° 1058) [5 novembre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1058) relatif aux territoires ruraux [7 janvier 2004] (n° 1333)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1614), relatif au développement des territoires ruraux [29 septembre 2004] (n° 1828)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 789, posée le 1^{er} juin 2004. Santé. Maladie d'Alzheimer (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 1^{er} juin 2004. Prise en charge (p. 4245)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10624)

Thème :

Sports : associations et clubs : sports de loisirs (p. 10624)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : équipements : Auvergne (p. 10400)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 482)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 483)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 483)
Aménagement du territoire : montagne (p. 483)
Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 482 et s.)
Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 483)
Bois et forêts : forêts (p. 483 et s.)
Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 484)
Environnement : zones humides (p. 484)
Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 482)
Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 483)
Secteur public : services publics : zones rurales (p. 483)
Travail : pluriactivité (p. 483)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (création d'un titre liminaire : solidarité nationale en faveur des territoires ruraux et de montagne assurée par l'Etat et reconnaissance de leur spécificité) (p. 665)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'amendement n° 1229 de M. Jean Lassalle (création d'une commission consultative des services publics dans les communes de plus de 5 000 habitants) (p. 665)

Intervient sur l'amendement n° 1230 de M. Jean Lassalle (réflexion sur le développement des territoires ruraux) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Jean Lassalle (services et équipements de proximité en zones rurales) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. François Brottes (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 667)

Intervient sur l'amendement n° 1233 de M. Jean Lassalle (mise en place d'un observatoire du monde rural) (p. 668)

Article Ier (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son amendement n° 1428 (p. 683)

Après l'article Ier

Intervient sur l'amendement n° 308 du Gouvernement (mesures en faveur de l'implantation des entreprises dans les zones rurales ou de redynamisation urbaines prorogées jusqu'au 31 décembre 2006) (p. 690)

Son amendement n° 827 (remboursement des aides en cas de cessation volontaire d'activité ou en cas de délocalisation en dehors de la zone de revitalisation rurale) : adopté (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 881 de M. Jean Lassalle (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 916 de M. François Brottes (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. François Vannson (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Son amendement n° 816 (extension des dispositions existantes aux professions libérales) : adopté (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Jean Lassalle (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Michel Bouvard (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1082 de M. François Vannson (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. André Chassaigne (sociétés coopératives d'intérêt collectif implantées en milieu rural exonérées de l'impôt sur les sociétés) (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Augustin Bonrepaux (réduction d'impôt pour l'amélioration de l'utilisation des technologies de l'information et le développement du télé-travail en milieu rural) (p. 694)

Intervient sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (allongement de la durée d'exonération d'impôts locaux pour les nouvelles entreprises installées dans les zones d'aménagement du territoire) (p. 694)

Intervient sur le sous-amendement n° 1455 de M. Augustin Bonrepaux (augmentation à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (p. 694)

Son sous-amendement n° 824 (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (p. 694) : rejeté (p. 695)

Intervient sur l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1458 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1457 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Son sous-amendement n° 826 (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696) : rejeté (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 336 de la commission (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 735 de M. Jean Auclair (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 1351 de M. Augustin Bonrepaux (création de zones franches rurales) (p. 705)

Intervient sur l'amendement n° 919 de M. François Brottes (augmentation des dotations accordées aux communes rurales) (p. 709)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (création par les communes de services indispensables aux besoins de la population en milieu rural) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 914 de M. François Brottes (majoration spécifique de la dotation de développement rural) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 913 de M. François Brottes (progression annuelle de la dotation de fonctionnement minimale) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 711)

Intervient sur l'amendement n° 915 de M. François Brottes (majoration de dotations aux communautés de communes rurales maintenant des services de proximité) (p. 713)

Intervient sur l'amendement n° 779 de M. Antoine Herth (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715)

Son amendement n° 825 rectifié (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716) : rejeté (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 1072 de M. Jean Gaubert (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Jean Lassalle (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Louis Cosyns (affiliation à la caisse des congés payés des travaux publics des entreprises paysagistes réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires en travaux paysager) (p. 718)

Intervient sur l'amendement n° 1450 de M. Augustin Bonrepaux (dispositifs fiscaux dans les périmètres d'aménagement rural incitatifs) (p. 719)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Jean Lassalle (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Michel Bouvard (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur le sous-amendement n° 1424 de M. François Brottes (assistance technique de l'Etat aux communes situées en ZRR) à l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Jean Lassalle (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Michel Bouvard (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. François Vannson (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Jean Lassalle (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Michel Bouvard (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 1075 de M. François Vannson (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 879 corrigé de M. Jean Lassalle (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 887 de M. Jean Lassalle (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 923 de M. François Brottes (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Michel Bouvard (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 1081 corrigé de M. François Vannson (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. André Chassaigne (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. André Chassaigne (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 918 de M. François Brottes (zones de revitalisation rurale prioritaires en matière de services publics et de services de proximité) (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 729)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Jean Lassalle (exonérations de cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les emplois associatifs) (p. 731)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (intitulé du chapitre II : "activités économiques en milieu rural") (p. 738)

Intervient sur l'amendement n° 908 de Mme Marylise Lebranchu (activités économiques et culturelles) (p. 738)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 741 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1260 de Mme Marylise Lebranchu (diffusion d'œuvres culturelles en milieu rural) (p. 748)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (extension aux SIDER du régime d'amortissement des sociétés d'investissement régional) (p. 748)

Intervient sur l'amendement n° 815 deuxième rectification du Gouvernement (extension aux SIDER du régime d'amortissement des sociétés d'investissement régional) (p. 748)

Article 3 (assouplissement de la règle du repos hebdomadaire pour les activités d'agro-tourisme)

Son intervention (p. 749)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 1435 (de précision) à l'amendement n° 164 de la commission : devenu sans objet (p. 752)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (adaptation des critères de classement en station balnéaire) (p. 750)

Son sous-amendement n° 1434 (rédactionnel) à l'amendement n° 163 de la commission (p. 750) : adopté (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 1436 du Gouvernement (dispositif d'incitation fiscale en faveur de l'investissement dans les résidences de tourisme neuves et dans la réhabilitation d'immeubles de tourisme) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 751)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 754 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (jeunes agriculteurs exonérés d'impôt sur les plus-values) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Jean Launay (droit des agriculteurs retraités de poursuivre une activité trufficole) (p. 758)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Jean Launay (aménagement de la fiscalité sur la transmission des terrains plantés à vocation truffière) (p. 758)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 759 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Philippe-Armand Martin (régime fiscal des EARL non familiales) (p. 762)

Intervient sur l'amendement n° 814 de M. Philippe-Armand Martin (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 763)

Son amendement n° 1411 rectifié (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 763) : rejeté (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exercice, par l'associé d'un GAEC, d'une activité autre que celle d'exploitant agricole) (p. 764)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 765 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (autorisation de la participation des mineurs à la constitution d'une EARL) (p. 768)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 768 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Philippe-Armand Martin (exonération de l'ISF des biens à usage professionnel loués par bail à long terme à un proche parent) (p. 770)

Article 8 (dispense d'architecte pour les constructions de faible importance effectuées par des EARL à associé unique)

Son intervention (p. 774)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Martial Saddier (représentation obligatoire de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) (p. 775)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. André Chassaigne (p. 775 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (modalités d'attribution de baux portant sur des biens appartenant à des sections de commune) (p. 776)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Jean Gaubert (rédaction de l'article L. 411-35 du code rural) (p. 776)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Charles Taugourdeau (dispense d'autorisation d'exploitation commerciale pour les pépiniéristes et horticulteurs vendant leur production au détail) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (dispense d'agrément préalable pour les unités de production n'ayant pas pour objet principal la production d'huiles utilisées comme carburant ou comme combustible) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Jean Dionis du Séjour (dispense d'agrément préalable pour les unités de production n'ayant pas pour objet principal la production d'huiles utilisées comme carburant ou comme combustible) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (régime des carrières de marne et de craie) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Léonce Deprez (régimes applicables aux petites carrières) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Robert Lecou (exonération partielle d'impôt sur le revenu des baux conclus avec un jeune agriculteur) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Robert Lecou (plus-values de cession d'une entreprise agricole à un jeune agriculteur exonérées) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 733 rectifié de M. Frédéric Soulier (conditions d'application du régime fiscal forestier aux zones à vocation truffière) (p. 783)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Rouault (changement de destination des bâtiments agricoles) (p. 784)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Jean Lassalle (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Alain Marty (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Marc Le Fur (développement des exploitations agricoles) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (développement des exploitations agricoles : aménagement du principe de réciprocité) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. André Chassaigne (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. André Chassaigne (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. André Chassaigne (extension d'accords interprofessionnels comportant une garantie de prix sur la production) (p. 788)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Philippe-Armand Martin (procédure de suspension administrative du contrat de fourniture) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (procédure administrative de recouvrement des créances des intermédiaires agricoles) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 603 du Gouvernement (définition de l'agrément des produits sous appellation d'origine) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Jean-Pierre Giran (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Marc Le Fur (composition des conseils départementaux d'hygiène) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Dominique Juillot (scieries autorisées à provisionner des investissements futurs) (p. 792)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. François Brottes (schéma pluriannuel de développement des services d'accueil communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six ans) (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 1336 de M. François Brottes (renforcement des associations qui créent des services en milieu rural) (p. 794)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Bernard Accoyer (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 794)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Jean Auclair (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 1004 de M. Michel Bouvard (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Vannson (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Son amendement n° 828 deuxième rectification (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797) : adopté (p. 798)

Intervient sur l'amendement n° 1223 de M. Jean Dionis du Séjour (crédit d'impôt pour l'équipement micro-informatique des familles vivant dans les ZRR) (p. 798)

Intervient sur l'amendement n° 891 de M. Joël Giraud (accueil et formation des saisonniers) (p. 799)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Michel Bouvard (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. André Chassaigne (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. André Chassaigne (cumul des périodes des contrats saisonniers successifs dans une même entreprise pour le calcul de l'ancienneté) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (conversion en indemnité du repos compensateur du travailleur saisonnier en fin de contrat) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. André Chassaigne (organisation par les acteurs concourant au service public de placement d'une réflexion sur l'emploi saisonnier et modalités de financement) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. André Chassaigne (indemnisation du chômage hors saison) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 1348 de M. François Brottes (responsabilité des entrepreneurs individuels de transports en milieu rural) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de M. Michel Bouvard (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. François Vannson (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811)

Intervient sur le sous-amendement n° 1368 de M. Alain Gest (étude d'impact préalable aux fermetures d'école en milieu rural) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur le sous-amendement n° 1369 de M. Alain Gest (qualité de l'enseignement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur le sous-amendement n° 1459 de M. Augustin Bonrepaux (coûts supplémentaires compensés par l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Joël Giraud (promotion du travail saisonnier par le Gouvernement) (p. 817)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 819 et s.)

Son amendement n° 1359 (p. 819)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. André Chassaigne (obligation faite aux groupements d'employeurs de recourir aux contrats à durée indéterminée) (p. 821)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Jean-Pierre Decool (privilège spécial du groupement d'employeurs en cas de liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 604 rectifié du Gouvernement (réserve spéciale non imposable couvrant les conséquences de la défaillance d'un adhérent du groupement d'employeurs) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (réserve spéciale non imposable couvrant les conséquences de la défaillance d'un adhérent du groupement d'employeurs) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Antoine Herth (clarification du fonctionnement des coopératives) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. Antoine Herth (harmonisation des dispositions applicables aux coopératives en matière de contrôle financier) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Decool (entreprises ayant des établissements multiples autorisées à adhérer à des groupements d'employeurs dans le cadre d'accords d'établissement) (p. 823)

Intervient sur le sous-amendement n° 1443 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Decool (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Charles Taugourdeau (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 751 de M. Jean-Pierre Decool (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (prise en charge des créances salariales d'un membre d'un groupement d'employeurs mis en liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Charles Taugourdeau (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 750 de M. Jean-Pierre Decool (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 382 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 755 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Ménard (exonération de l'impôt sur le revenu en faveur des médecins pour les honoraires perçus lors des visites de nuit, de dimanche ou pour celles effectuées par un remplaçant) (p. 825)

Article 14 (clarification de la notion d'activité principale des travailleurs pluriactifs non salariés)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Christian Kert (p. 825)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. André Chassaigne (réaffirmation du rôle essentiel de la MSA en matière de service public et de services à la personne) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. André Chassaigne (mode de scrutin pour les premier et troisième collèges électoraux de la MSA) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. André Chassaigne (départementalisation de la circonscription électorale des électeurs du deuxième collège et parité dans les caisses de la MSA entre délégués exploitants et délégués salariés) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. André Chassaigne (syndicats représentatifs autorisés à présenter des listes incomplètes pour les élections du deuxième collège de la MSA) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 784 de M. Antoine Herth (champ d'application des conventions collectives dans les secteurs agricole et para-agricole) (p. 826)

Article 16 (adaptation du dispositif du congé individuel de formation aux salariés du monde agricole)

Son intervention (p. 827)

Son amendement n° 1361 (p. 827)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 1273 de M. André Chassaigne (mise en place d'une caisse de congés payés pour les travailleurs saisonniers agricoles) (p. 828)

Article 17 (application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue au statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 828 et s.)

Son amendement n° 1360 rectifié (p. 828)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Jean-Pierre Decool (réduction du seuil de compétence de la commission départementale d'équipement commercial) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Yves Censi (accueil des élèves handicapés dans les établissements d'enseignement agricole) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Dominique Juillot (mesures en faveur du bois de chauffage) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Denis Merville (exonération temporaire de cotisations sociales en cas de reprise d'un commerce rural) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean Launay (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 836)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 956 de M. Jean Launay (rédactionnel) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 1234 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (cartes communales et intercommunales des sites argileux) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 507 de Mme Geneviève Colot (distance minimale entre deux centres d'enfouissement des ordures ménagères) (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 1170 de M. François Brottes (extension des pouvoirs de police du maire sur les dépôts privés d'ordures non autorisés) (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Michel Bouvard (espaces boisés en montagne) (p. 838)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 840 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 848)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 848)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 848 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Michel Sordi (modalités d'intervention des SAFER) (p. 849)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 850)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Michel Sordi (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. André Chassaigne (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Michel Sordi (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. André Chassaigne (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Auclair (limitation du droit de préemption des SAFER) (p. 853)

Article 21 (création d'une agence régionale des espaces agricoles et naturels périurbains)

Son intervention (p. 855)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. André Chassaigne (insertion d'une division : "accès au foncier et installation des jeunes") (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. André Chassaigne (SAFER obligées légalement à favoriser l'installation) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. André Chassaigne (schémas directeurs départementaux des structures agricoles) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. André Chassaigne (dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. André Chassaigne (schémas directeurs départementaux des structures agricoles ; encouragement à l'agrandissement) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe-Armand Martin (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Kléber Mesquida (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 1006 de M. Michel Bouvard (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Charles de Courson (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Philippe-Armand Martin (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Kléber Mesquida (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (schémas régionaux de prévention des risques naturels) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 226 de la commission (concours des SAFER à la protection de l'environnement) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 227 rectifié de la commission (composition du conseil d'administration des SAFER) (p. 859)

Son amendement n° 862 (composition du conseil d'administration des SAFER) : devenu sans objet (p. 859)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Michel Bouvard (droit communal de préemption des biens vacants) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 1367 de M. François Brottes (remembrement foncier forestier) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Michel Bouvard (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (autorisations dérogatoires d'opérations d'urbanisme sur certaines friches forestières) (p. 861)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 862 et s.)

Son amendement n° 1376 rectifié (p. 862)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (expropriation, en cas d'abandon manifeste, des voies privées assorties d'une servitude de passage public) (p. 869)

Intervient sur l'amendement n° 1171 de M. François Brottes (intervention des SAFER dans les opérations d'aménagement concerté d'espaces) (p. 869)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 870)

Ses amendements n°s 1375, 1374 et 595 rectifié, 1373 et 1372 (p. 870)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 871)

Son amendement n° 596 (p. 871)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 872 et s.)

Son amendement n° 1379 corrigé (p. 873)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 1187 de M. François Brottes (encouragement fiscal à l'investissement en forêt) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 874)

Article 27 (suppression de la réorganisation foncière)

Son amendement n° 1380 (p. 875)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1172 de M. François Brottes (droit de préemption en vue de la sauvegarde des espaces naturels) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 1173 de M. François Brottes (objet unique d'un aménagement : sauvegarde ou mise en valeur d'un espace naturel) (p. 877)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 877 et s.)

Ses amendements n°s 597, 1472, 1478, 1477, 1382 et 1381 (p. 878)

Son amendement n° 1383 (p. 879)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 1015 de M. François Brottes (exonérations fiscales prévues en cas de remembrement au sein d'un massif forestier) (p. 879)

Article 29 (échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux)

Son intervention (p. 879 et s.)

Ses amendements n°s 1384, 598, 1385 et 1474 (p. 879)

Ses amendements n°s 1386 et 1387 (p. 880)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 880)

Son amendement n° 1388 (p. 880)

Article 31 (décentralisation des procédures de réglementation et de protection des boisements)

Son intervention (p. 881)

Après l'article 31

Son amendement n° 1391 (de coordination) (p. 881) : adopté après modification (p. 882)

Article 32 (adaptation des associations foncières d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 882)

Ses amendements n°s 600 et 823 corrigé (p. 882)

Article 33 (délais et exceptions pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aménagement foncier)

Son intervention (p. 883)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean Auclair (contrôle des GAEC lorsqu'un associé exploitant atteint l'âge de la retraite) (p. 885)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean Auclair (assouplissement de l'autorisation des agrandissements ou de la transmission des exploitations) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 829 de Mme Marcelle Ramonet (établissement de périmètres de protection autour des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 886)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 886 et s.)

Son amendement n° 1362 (p. 888)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. André Chassaing (taxe communale d'habitation sur les logements vacants) (p. 889)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son intervention (p. 891 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. André Chassaing (logements locatifs sociaux pour travailleurs saisonniers) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Yves Censi (régime du logement des salariés agricoles) (p. 893)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Son intervention (p. 893)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. François Brottes (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 1089 de M. François Vannson (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 1408 du Gouvernement (fiscalité de la réhabilitation du patrimoine traditionnel de logements outre-mer) (p. 894)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 1341 de M. François Dosé (installation des professionnels de santé soumise au principe de l'égal accès des soins sur l'ensemble du territoire national) (p. 939)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 949 et s.)

Son sous-amendement n° 1492 à l'amendement n° 1438 du Gouvernement (p. 949)

Article 13 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul d'un emploi public et privé dans les petites communes)

Son intervention (p. 961)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 783 précédemment réservé de M. Antoine Herth (compétences des personnels forestiers mis en commun dans les communes d'Alsace et de Moselle) (p. 962)

Intervient sur le sous-amendement n° 1444 précédemment réservé du Gouvernement (limitation au patrimoine naturel des communes et de leurs groupements) à l'amendement n° 783 précédemment réservé de M. Antoine Herth (p. 962)

Intervient sur l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 962)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 238 précédemment réservé de la commission (intitulé du chapitre Ier) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 1338 précédemment réservé de M. François Brottes (tarification postale uniforme) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 819 rectifié précédemment réservé de M. Yves Coussain (tarification postale uniforme) (p. 965)

Son amendement n° 819 rectifié précédemment réservé (tarification postale uniforme) (p. 965) : adopté (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 1337 précédemment réservé de M. François Brottes (conditions de desserte du courrier) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 894 précédemment réservé de M. François Brottes (tarification postale uniforme) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé de M. Michel Bouvard (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 895 précédemment réservé de M. François Brottes (égal accès à l'électricité) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 771 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (nouvelle rédaction d'intitulé) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 1293 précédemment réservé de M. Alain Gest (nouvelle rédaction d'intitulé) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 491 rectifié précédemment réservé de M. André Chassaigne (égal accès aux services publics) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 240 rectifié précédemment réservé de la commission (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 1350 précédemment réservé de M. François Brottes (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 973)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 975)

Intervient sur le sous-amendement n° 1509 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (exclusion des opérateurs publics ou privés de services publics) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 980)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1005 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1228 précédemment réservé de M. Jean Lassalle (défense du service postal) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 1347 précédemment réservé de M. François Brottes (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire - organisation des services au public) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 977 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (fonds de solidarité territoriale) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 492 précédemment réservé de M. André Chassaigne (création d'un emploi d'animateur de maison de services publics) (p. 1012)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 352 de la commission (remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les carburants pour les petites entreprises des communes de montagne) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (travaux sectionaux d'intérêt communal ; charges financières ; répartition) (p. 1057)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 724 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : installation en zone rurale ; fiscalité) (p. 1090)

Intervient sur l'amendement n° 587 précédemment réservé de M. André Chassaigne (médecins : installation en zone rurale ; sécurité sociale) (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 520 précédemment réservé de M. André Chassaigne (pharmaciens : installation en zone rurale ; fiscalité) (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : zones rurales ; fiscalité) (p. 1093)

Intervient sur le sous-amendement n° 1480 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération ; remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (p. 1094)

Intervient sur le sous-amendement n° 1481 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération : remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (p. 1094)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 1091 précédemment réservé de M. François Vannson (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094)

Intervient sur l'amendement n° 1340 précédemment réservé de M. François Brottes (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Jean-Louis Léonard (rédactionnel) (p. 1100)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Philippe Folliot (cours d'eau : autorisation ; champ d'application) (p. 1101)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 1106 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 896 de M. François Brottes (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1108)

Intervient sur l'amendement n° 1150 (zones humides : classification) (p. 1109)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1109 et s.)

Ses amendements n°s 1319 et 1318 (p. 1112)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1113 et s.)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 1115 et s.)

Son amendement n° 1317 (p. 1117)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 1225 de M. Hervé Morin (haies, talus et petits bosquets séparant des parcelles agricoles exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 1117)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1118 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (carrières de craie : directives) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission (implantation de bâtiments agricoles sur le littoral) (p. 1122)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son intervention (p. 1175 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 1301 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (exonération des plus-values réalisées lors des mutations de droit de présentation de clientèle) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 1302 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (réduction du taux du droit de mutation applicable aux cessions de parts sociales de sociétés implantées dans certaines communes) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 917 corrigé précédemment réservé de M. François Brottes (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 1303 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (taxe professionnelle des vétérinaires exerçant en milieu rural) (p. 1178)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 1179 et s.)

Son amendement n° 1320 (p. 1179)

Son amendement n° 1285 (p. 1181)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 844 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (délivrance des médicaments vétérinaires dans les locaux de l'officine de pharmacie ou au domicile d'exercice du vétérinaire) (p. 1185)

Intervient sur l'amendement n° 934 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (missions du vétérinaire sanitaire) (p. 1185)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 1335 précédemment réservé de M. François Brottes (majoration des crédits affectés à la dotation de solidarité rurale) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 1188 précédemment réservé de M. François Brottes (conventions de gestion des espaces naturels et contrats d'objectifs) (p. 1186)

Article 42 précédemment réservé (assouplissement du DEFI-forêt en zones de montagne)

Son intervention (p. 1186)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 323 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (inscription d'un arbre sur la liste des monuments naturels et des sites) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 521 précédemment réservé de M. André Chassaing (rédactionnel : associations syndicales de gestion forestières) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de la commission (exonération cinquantenaire de taxe sur le foncier non bâti pour les terrains plantés en résineux en zones de montagne) (p. 1187)

Article 44 précédemment réservé (durée minimale des conventions pluriannuelles de pâturage et conventions de mise à disposition d'espaces pastoraux aux SAFER)

Son intervention (p. 1187)

Article 45 précédemment réservé (conventions pluriannuelles de pâturage dans les forêts du domaine de l'Etat ou relevant du régime forestier)

Son intervention (p. 1188)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 252 précédemment réservé de la commission (modalités de constitution des associations foncières pastorales) (p. 1188)

Intervient sur l'amendement n° 961 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) (p. 1188)

Intervient sur l'amendement n° 1096 précédemment réservé de M. François Vannson (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) (p. 1188)

Article 46 précédemment réservé (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les espaces pastoraux)

Son intervention (p. 1188)

Article 47 précédemment réservé (droit de passage des troupeaux sur les fonds agricoles abandonnés)

Son intervention (p. 1189)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de la commission (modalités d'attribution des biens sectionnaux aux exploitants agricoles) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 1330 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 1331 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 256 précédemment réservé de la commission (reprise des biens sectionnaux en cas de non respect du règlement d'attribution) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 257 précédemment réservé de la commission (chiens de protection de troupeaux) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1261 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (chiens de garde ou de protection de troupeaux) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1496 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1097 rectifié précédemment réservé de M. François Vannson (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture : consultation permanente) (p. 1191)

Avant l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales des chasseurs associées à la politique de développement des territoires ruraux) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. André Chassaing (formation initiale et professionnelle en agriculture) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. André Chassaing (crédits destinés à la formation initiale et professionnelle en agriculture) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 527 de M. André Chassaing (enseignement agricole ; centres de ressources) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 1114 de M. François Vannson (mise en œuvre de schémas régionaux éoliens) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1113 de M. François Vannson (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1264 de M. François Brottes (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1265 de M. François Brottes (commissions départementales de présence postale) (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 905 de M. Henri Nayrou (contrats d'accès au service public) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Henri Nayrou (délégation interministérielle à la ruralité) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 907 de Mme Marylise Lebranchu (mise en place, à l'horizon 2008, de Maisons de la justice et du droit assurant un service itinérant dans les communes rurales) (p. 1195)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son intervention (p. 1196)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. André Chassaing (ouverture des établissements secondaires d'enseignement agricole aux collectivités territoriales, aux associations et à la population) (p. 1197)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (programmes de l'enseignement agricole) (p. 1197)

Intervient sur l'amendement n° 567 rectifié de M. Martial Saddier (enseignement agricole ; projet d'établissement) (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 609 du Gouvernement (mesure de simplification des procédures d'élaboration des textes d'application à l'enseignement agricole) (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Martial Saddier (rôle d'insertion des jeunes et des adultes) (p. 1198)

Son sous-amendement n° 1485 (rédactionnel) à l'amendement n° 566 de M. Martial Saddier : retiré (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 1482 du Gouvernement (concours d'écoles vétérinaires : validation) (p. 1199)

Intervient sur l'amendement n° 1483 du Gouvernement (INRA - promotion de classe - validation) (p. 1199)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son intervention (p. 1199 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 729 de M. Jean-Claude Lemoine (centres régionaux de la propriété forestière : consultation ; filière forêt-bois) (p. 1200)

Article 68 (organisation et rôle des chambres régionales d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 990 de M. François Brottes (p. 1200)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. André Chassaingne (chambres d'agriculture : mode d'élection) (p. 1201)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. André Chassaingne (composition des chambres d'agriculture départementales) (p. 1201)

Article 69 (rôle de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 1393 (p. 1201)

Article 70 (actions menées par les chambres d'agriculture départementales et régionales)

Son intervention (p. 1201)

Son amendement n° 1394 (p. 1201)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. André Chassaingne (développement de mécanismes alternatifs de collecte et d'élimination des animaux d'élevage morts) (p. 1201)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 1202 et s.)

Ses amendements n°s 1395 et 1396 (p. 1202)

Ses amendements n°s 1397 et 1398 (p. 1203)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Dominique Juillot (Centre national professionnel de la propriété forestière : consultation) (p. 1203)

Intervient sur le sous-amendement n° 1475 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 832 de M. Dominique Juillot (p. 1203)

Intervient sur l'amendement n° 610 du Gouvernement (possibilité pour deux entreprises ayant un lien de capital d'assurer, d'un côté, une mission d'équarrissage et, de l'autre, une activité de commerce et de transport) (p. 1203)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. André Chassaingne (promotion d'emplois permanents, sécurisés et qualifiés inscrite dans la loi) (p. 1204)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. André Chassaingne (surcoûts de l'exploitation forestière en zones de montagne pris en compte par la politique de la forêt) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. André Chassaingne (composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. André Chassaingne (contenu des contrats de plan pluriannuels : obligations de service public de l'ONF et évaluation des moyens nécessaires) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. André Chassaingne (reconnaissance de la pénibilité du travail réalisé par les ouvriers forestiers de l'ONF) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. André Chassaingne (négociations entre les représentants de la filière bois et les organisations syndicales représentatives afin de mener une négociation sur la retraite anticipée des ouvriers de l'ONF) (p. 1213)

Article 74 (contribution de l'Office national des forêts (ONF) au maintien de services publics en zones de revitalisation rurale (ZRR) et clarification des conditions de vente du bois par l'ONF)

Son intervention (p. 1213 et s.)

Son amendement n° 1399 (p. 1213)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 540 corrigé de M. André Chassaingne (établissement systématique de chartes forestières de territoire) (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 1524 du Gouvernement (autorisation des transports de bois ronds portée à huit ans à compter de la publication de la loi) (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Dominique Juillot (conditions d'autorisation des transports de bois ronds) (p. 1215)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 1216 et s.)

Son sous-amendement n° 1531 à l'amendement n° 1283 deuxième rectification du Gouvernement (p. 1216)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 1511 du Gouvernement (infractions à la réglementation de la distillation des vins issus de cépages classés) (p. 1218)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Philippe-Armand Martin (régime des congés payés des entreprises du paysage) (p. 1218)

Intervient sur le sous-amendement n° 1519 de M. François Brottes (ressources de l'établissement) à l'amendement n° 612 deuxième rectification du Gouvernement (création d'un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé : «Agence française d'information et de communication agricole et rurale») (p. 1218)

Intervient sur l'amendement n° 370 de la commission (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1219)

Intervient sur l'amendement n° 1310 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (comité interprofessionnel du vin de Champagne : composition et missions) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 1311 rectifié de M. Philippe-Armand Martin (comité interprofessionnel du vin de Champagne ; missions) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Louis Guédon (conseil national du littoral) (p. 1221)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Ses amendements n°s 1400 et 1534 (p. 1224)

Jean-Michel COUVE

Var (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XI : Équipement, transports, logement, tourisme et mer (Tourisme) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Procédure des questions :

Coopération intercommunale : communautés de communes : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 9330)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 10209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : tourisme et loisirs (p. 10209)

Coopération intercommunale (p. 10210)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire : aménagement (p. 10209)

Environnement : protection (p. 10210)

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 10210)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10210)

Mer et littoral : eaux de baignade (p. 10210)
 Mer et littoral : plages (p. 10210)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique du tourisme (p. 10209)
 Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 10210)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 10209)
 Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10209 et s.)
 Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 10209 et s.)
 Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 10209 et s.)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10209)
 Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation d'aménagement (p. 10210)
 Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10209)
 Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 10210)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 10210)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19136)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome V : Défense (Marine) (n° 1114) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le mode de propulsion du second porte-avions [5 novembre 2003] (n° 1196)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de la Libération. Perspectives [21 janvier 2004] (p. 643)

Sports. Jeux olympiques. 2004, sécurité de la délégation française [11 mai 2004] (p. 3497)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 672, posée le 6 avril 2004. Retraites : régime général. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2768)

n° 739, posée le 18 mai 2004. Retraites : régime général. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3523)

n° 768, posée le 25 mai 2004. Défense. Marine (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Frégates multimitations, perspectives (p. 4000)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9986)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 9987)

Défense : frégates (p. 9987)

Défense : hélicoptères (p. 9987)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9986 et s.)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9987)

Marchés publics (p. 9987)

Mer et littoral : protection : marine (p. 9987)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences sanitaires de l'épidémie de légionellose dans la région Nord Pas-de-Calais mais également sur les moyens, de toute nature, à mettre en œuvre pour en prévenir tout nouveau risque à l'avenir (n° 1332) [11 février 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires liés aux risques industriels et aux pollutions industrielles et sur les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir (n° 1347) [11 février 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les facteurs de risques et les conséquences sanitaires d'épidémies de légionellose mais également sur les moyens des services d'État à renforcer pour prévenir, contrôler et contenir tout risque d'exposition comme de contamination (n° 1362) [11 février 2004]

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête :

- (n° 1332) de M. Alain Bocquet sur les causes et les conséquences sanitaires de l'épidémie de légionellose dans la région Nord Pas-de-Calais mais également sur les moyens, de toute nature, à mettre en œuvre pour en prévenir tout nouveau risque à l'avenir ;

- (n° 1347) de M. Jean-Claude Bois sur les problèmes sanitaires liés aux risques industriels et aux pollutions industrielles et sur les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir ;

- (n° 1362) de M. Alain Bocquet sur les facteurs de risques et les conséquences sanitaires d'épidémies de légionellose mais également sur les moyens des services d'État à renforcer pour prévenir, contrôler et contenir tout risque d'exposition comme de contamination [3 mars 2004] (n° 1474)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Exercice de la profession, agressions [25 novembre 2003] (p. 11103)

Transports aériens. Ligne Paris-Béziers. Desserte [24 février 2004] (p. 1814)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 464, posée le 13 octobre 2003. Transports aériens. Air Littoral (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. Situation financière, perspectives (p. 8475)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8110)

Thèmes :

Santé : cancer (p. 8110)
Santé : politique de la santé (p. 8110)
Santé : sécurité sanitaire (p. 8110)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2711)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 2711)
Santé : alcoolisme (p. 2711)
Santé : cancer (p. 2711)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9611)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9611)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9612)
Santé : politique de la santé (p. 9612)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9612)

Henri CUQ

*Union pour un Mouvement Populaire
Député des Yvelines
Ministre délégué aux relations avec le Parlement*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Ministre délégué aux relations avec le Parlement, auprès du Premier ministre. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

DÉBATS

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Son intervention (p. 7345)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7355)

Thèmes :

Corps diplomatique et consulaire (p. 7345)
Elections et référendums : élections régionales : Français de l'étranger (p. 7355)
Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : circonscriptions (p. 7346)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : histoire (p. 7345)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : réforme (p. 7345)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : rôle et missions (p. 7355)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : suffrage universel (p. 7346)

Parlement : Sénat : Français de l'étranger (p. 7347)

Pays étrangers : Allemagne (p. 7346)

Discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7356)*Article 2 (diminution de 20 à 12 du nombre de membres désignés)*

Son intervention (p. 7356)

Article 4 (modification de la carte électorale)

Son intervention (p. 7357)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)*Procédure des questions :*

Gendarmerie : Ecquevilly (p. 10199)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)*Procédure des questions :*

Handicapés : établissements : Yvelines (p. 10406)

*ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS***[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)***Après l'article 69*

Son sous-amendement n° 302 (non-application à la commission des dispositions relatives au contrôle des dépenses engagées) à l'amendement n° 301 du Gouvernement (fonds spéciaux : commission de vérification – inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) : adopté (p. 10695)

D

Claude DARCIAUX
Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 3 décembre 2003] (p. 20662)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10145)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)*Seconde délibération**Après l'article 30*

Son amendement n° 38 (établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787) : rejeté (p. 11788)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1422)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1422)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1422)

Femmes : égalité des sexes : discrimination (p. 1423)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1422)

Politique sociale : intégration (p. 1423)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 635 (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1973) : retiré (p. 1976)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations**Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)**

Son intervention (p. 2241)

Thèmes :

Emploi (p. 2241)

Entreprises : délocalisations (p. 2242)

Recherche (p. 2242)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3811)

Son intervention (p. 3825)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3826)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3826)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3826)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3811)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3811)

Energie et carburants : pétrole (p. 3826)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3826)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 3826)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3811, 3825 et s.)

Xavier DARCOS

*Ministre délégué à l'enseignement scolaire
puis Ministre délégué à la coopération,
au développement et à la francophonie*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué à la coopération, au développement et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Lionnel Luca. Enseignement maternel et primaire. Etablissements. Violence, lutte et prévention [14 octobre 2003] (p. 8505)

Mme Béatrice Pavy. Enseignement maternel et primaire. Classes de découverte. Bilan et perspectives [29 octobre 2003] (p. 9627)

M. Michel Lefait. Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9946)

M. Guy Geoffroy. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Zones rurales, aides de l'Etat [5 novembre 2003] (p. 10034)

M. Pierre Hellier. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Maintien, zones rurales [16 décembre 2003] (p. 12432)

M. Jean Auclair. Enseignement secondaire. Carte scolaire. Perspectives [7 janvier 2004] (p. 107)

M. Hervé Novelli. Enseignement supérieur. Agrégation. Sciences économiques, jury, composition, Président [3 mars 2004] (p. 2351)

Mme Chantal Bourragué. Défense. Volontariat civil. Statut [11 mai 2004] (p. 3497)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Langue française. Défense et usage. Institutions européennes [18 mai 2004] (p. 3772)

M. Jean-Claude Guibal. Politique extérieure. Iraq. Administration, rôle de l'Organisation des nations unies (ONU) [9 juin 2004] (p. 4654)

M. Bernard Debré. Politique extérieure. Soudan. Situation politique, attitude de la France [29 juin 2004] (p. 5668)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Dufau. Enseignement : personnel. Recrutement. Assistants d'éducation, revendications [2 décembre 2003] (p. 11494)

M. Gérard Léonard. Etat. Décentralisation. Conséquences, enseignement maternel et primaire [2 décembre 2003] (p. 11493)

M. Frédéric Soulier. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [6 janvier 2004] (p. 22)

M. François Vannson. Elevage. Bovins. Race vosgienne, aides de l'Etat [6 janvier 2004] (p. 23)

M. Jean-Paul Bacquet. Santé. Dyslexie et dysphasie. Lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 914)

M. Christian Bataille. Enseignement. Politique de l'éducation. Bilan et perspectives [27 janvier 2004] (p. 915)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Yves Durand : explique que ses propos soulignaient simplement que la préscolarisation ne profitait pas à ceux à qui elle serait le plus utile et qu'il fallait remédier à cette situation [4 novembre 2003] (p. 9954)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Ses interventions (p. 9928 à 9930)

Ses réponses (p. 9954 à 9965)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9954)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9929)

Enseignement : nouvelles technologies (p. 9929)

Enseignement : illettrisme (p. 9929)

Enseignement : langues étrangères (p. 9929)

Enseignement : pédagogie (p. 9928)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 9929)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9929)

Réponses aux questions :

Enseignement : établissements scolaires : politique de l'éducation (p. 9964) (M. Lionnel Luca) (p. 9963)

Enseignement : programmes (p. 9958) (M. Gilbert Gantier) (p. 9958)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9964) (M. Yannick Favennec) (p. 9964)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 9961) (Mme Muguetta Jacquaint) (p. 9960)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie : zones rurales (M. Jean-Pierre Decool) (p. 9955)

Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants : effectifs (p. 9965) (M. Jacques Desallangre) (p. 9965)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 9966)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Durand (suppression d'un crédit de 620 000 € destiné à l'octroi de primes aux collaborateurs du ministre) (p. 9966)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 576)

Thèmes :

Enseignement : pédagogie (p. 577)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 576, 577)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 577)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 577)

Ordre public : sécurité : enseignement (p. 577)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3295)

Thèmes :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3295)

Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3295 et s.)

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Article 1er (définition du contrat de volontariat de solidarité internationale)

Son intervention (p. 3304)

Article 2 (nationalité du volontaire et pays dans lesquels peut être accompli le volontariat)

Son intervention (p. 3305)

Article 3 (sauvegarde des droits à indemnisation du chômage et des acquis professionnels du salarié accomplissant une période de volontariat)

Son intervention (p. 3305)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 3305 et s.)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son intervention (p. 3307)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de la commission (création d'une commission consultative du volontariat de solidarité internationale et composition de cette commission) (p. 3307)

Intervient sur l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (création d'une commission consultative du volontariat) (p. 3307)

Intervient sur le sous-amendement n° 13 de M. Jean-Paul Bacquet (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3308)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Claude Leteurre (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3309)

Article 7 (indemnité du volontaire)

Son intervention (p. 3309)

Article 8 (agrément des associations)

Son intervention (p. 3309)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (maintien transitoire du droit antérieur pour les contrats de volontariat en cours et les associations agréées sous convention avec le ministère) (p. 3310)

Olivier DASSAULT

Oise (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 11 : Culture et communication (Culture) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1521 tendant à rétablir la peine de mort pour les auteurs d'actes de terrorisme [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1651 tendant à instaurer une journée du don aux fondations [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Entreprises. Attractivité de la France
[16 décembre 2003] (p. 12430)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION****I - CULTURE****Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 9383)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : création (p. 9385)
Culture : crédits (p. 9383)
Culture : mécénat (p. 9385)
Culture : politique culturelle (p. 9383)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : modernisation (p. 9385)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : personnel (p. 9384)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 9384)
Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 9384)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9412)**Etat B, titre IV**

Son intervention (p. 9412)

l'amendement n° 70 rectifié de M. Patrick Bloche (majoration de crédits de 43 129 284 € pour compenser la suppression d'un crédit d'un tel montant) (p. 9412)

Michel DASSEUX

Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée nationale du souvenir des anciens combattants et victimes morts pour la France en Afrique du Nord. [15 octobre 2003] (p. 8607)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 802, posée le 8 juin 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4137). Appelée le 8 juin 2004. Effectifs de personnel, Périgueux (p. 4540)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)**

Son intervention (p. 10002)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : médecine militaire (p. 10002)
Défense : personnel civil (p. 10003)
Défense : professionnalisation (p. 10002)

Défense : réserves (p. 10002)

Gendarmerie (p. 10003)

Marc-Philippe DAUBRESSE

Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale
Secrétaire d'Etat au logement

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Rapporteur du projet de loi relatif aux responsabilités locales (n° 1218) [26 novembre 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1218), relatif aux responsabilités locales [12 février 2004] (n° 1435)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Vice-président****DÉBATS****Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)****Après l'article 2**

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Frédéric Dutoit (caractère illicite d'un contenu établi par le juge) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 182)

En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Gilbert Meyer. Logement. Politique du logement. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2677)

Mme Annick Lepetit. Logement. Logement social. Perspectives [4 mai 2004] (p. 3290)

M. Pierre Cardo. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loyers impayés, procédure d'expulsion, adaptation, modalités [19 mai 2004] (p. 3849)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Logement. Logement social. Aides de l'Etat [1^{er} juin 2004] (p. 4275)

M. Céleste Lett. Logement. Logement social. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4917)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. Logement. Perspectives [29 juin 2004] (p. 5675)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean Le Garrec. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application [29 juin 2004] (p. 5637)

M. Simon Renucci. Logement. Politique du logement. Accession sociale à la propriété, perspectives [29 juin 2004] (p. 5638)

*En qualité de Député***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Lambersart [2 décembre 2003] (p. 11513)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : précise que la commission des lois n'a pas adopté l'amendement de M. Philip concernant le péage urbain et qu'elle a estimé que celui-ci devait faire l'objet d'un débat en séance, de sorte que le Gouvernement puisse donner son point de vue. Elle a également repoussé l'autre amendement de M. Philip tendant à dépenaliser les contraventions afin que leur produit tombe dans les caisses des agglomérations [25 février 2004] (p. 1922)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : précise que le projet de loi initial ne prévoyait pas de péage sur les voies express et que c'est le Sénat qui l'a institué. En tant que rapporteur, il a déposé un amendement prévoyant que si péage il devait y avoir, celui-ci ne devrait concerner que les voies nouvelles. L'amendement de suppression de la possibilité d'instituer ces péages, déposé par le président de la commission des lois, répond au souhait d'une majorité de parlementaires. Cela ne préjuge pas de ce que feront les sénateurs en deuxième lecture, mais l'Assemblée pourra également préciser ce point. Le ministre a indiqué que la loi serait faite pour et par les élus locaux [27 février 2004] (p. 2082)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : confirme que le principe du péage a été posé par le Gouvernement dans le projet de loi [27 février 2004] (p. 2082)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : répond que le rapporteur de la commission a tout mandat de celle-ci pour retirer un amendement au vu d'explications fournies. Les explications et assurances du ministre l'ont conduit à retirer l'amendement qu'il présentera de nouveau en deuxième lecture, après la discussion du projet de loi organique [4 mars 2004] (p. 2477)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****III - LOGEMENT****Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)**

Son intervention (p. 10334)

Thèmes avant la procédure des questions :

Donations et successions : donations : fiscalité (p. 10334)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10335)
 Logement : logement social : constructions (p. 10334)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 10335)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 10334)
 TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10334 et s.)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10334)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)**

Son intervention (p. 1833)

Son intervention sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1868)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1961)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [25 février 2004] (p. 1922)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 1835, 1869)
 Collectivités territoriales : gestion (p. 1834)
 Collectivités territoriales : dépenses : croissance (p. 1834)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1835)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 1833)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1834, 1869)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : expérimentation (p. 1833)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : régions (p. 1868)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : routes (p. 1835)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : statuts (p. 1835)

Communes : décentralisation (p. 1961)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 1836, 1869)

Conseil constitutionnel : rôle : évaluation des charges (p. 1835)

Coopération intercommunale (p. 1836, 1868)

Départements : action sociale (p. 1835)

Etat : décentralisation : histoire (p. 1833)

Etat : décentralisation : simplifications administratives (p. 1833)

Etat : décentralisation : transferts de personnel (p. 1868)

Fonctionnaires et agents publics : détachement (p. 1835)

Formation professionnelle : Français de l'étranger (p. 1835)

Impôts locaux : entreprises (p. 1869)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1961)

Logement : logement social (p. 1961)

Logement : logement social : personnes défavorisées (p. 1836, 1869)

Parlement : Sénat : amendements (p. 1833)

Politique sociale : inégalités (p. 1834)

Sports : sports de pleine nature (p. 1836)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'amendement n° 1445 de M. André Chassaigne (consultation nationale obligatoire des élus locaux, des agents et des usagers avant toute fermeture de services publics de proximité) (p. 1969)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Jean-Pierre Balligand (titre Ier A : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales et fiscalité locale) (p. 1970)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Jean-Pierre Balligand (maintien du degré d'autonomie fiscale des collectivités territoriales) (p. 1972)

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1973)

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1976)

Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la contribution pour frais d'assiette consécutive au travail de recensement et de révision effectué dans les années 1990) (p. 1979)

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Augustin Bonrepaux (réforme de la taxe professionnelle) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Victorin Lurel (prise en compte des charges résultant de nouveaux transferts pour le calcul des dotations de l'Etat aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Victorin Lurel (prise en compte du rapport prévu par la loi de programme pour l'outre-mer avant tout transfert aux collectivités d'outre-mer) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Augustin Bonrepaux (compensation par une majoration de la DGF du prélèvement opéré à travers la mise en place d'une "journée de solidarité" pour les personnes âgées) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Didier Migaud (subordination de la mise en œuvre de la présente loi à la mise en œuvre de la loi organique sur les finances locales) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 979 rectifié de M. André Chassaigne (licenciements économiques interdits à l'entreprise réalisant des profits) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. André Chassaigne (bilan des différentes lois de décentralisation dans les six mois suivant la promulgation de la loi) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Léonce Deprez (remplacer "le tourisme" par "l'organisation territoriale de l'économie touristique" dans l'intitulé du titre Ier) (p. 1984)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1986 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1304 de Mme Valérie Pecresse (rôle des départements de l'Île de France dans l'élaboration du schéma directeur) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 299 de la commission (simplification des modalités de modification du schéma directeur de la région Île de France) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Valérie Pecresse (simplification des modalités de modification du schéma directeur de la région Île de France) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 899 de M. Patrick Balkany (transfert de compétence du préfet au maire pour l'ouverture des commerces le dimanche) (p. 2002)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Son intervention (p. 2003 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1537 de la commission (contrats d'objectifs de développement coordonné des entreprises) (p. 2005)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1564 de la commission (chapitre 1er bis : l'organisation territoriale de l'économie touristique) (p. 2005)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son intervention (p. 2005 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1571 rectifié de la commission (coordination) (p. 2009)

Intervient sur l'amendement n° 901 de M. Patrick Balkany (transfert de compétence du préfet aux maires des communes touristiques pour l'ouverture des commerces le dimanche) (p. 2009)

Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)

Son intervention (p. 2010 et s.)

Article 4 bis (dispositions spécifiques au tourisme en Guyane)

Son intervention (p. 2011)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 931 rectifié de M. Michel Bouvard (restriction de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2011)

Intervient sur l'amendement n° 932 de M. Michel Bouvard (publicité de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2011)

Intervient sur l'amendement n° 933 de M. Michel Bouvard (information sur les augmentations de taxe de séjour prévues) (p. 2011)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. Christian Paul (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2013 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. Christian Paul (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle fixée par l'Etat) (p. 2013 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Thierry Mariani (création du permis d'exploitation d'un débit de boissons) (p. 2016)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2016 et s.)

Article 5 bis (formation professionnelle des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 2021)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2022 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 1574 de M. Pierre Albertini (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle limitée aux détenus et aux réfugiés) à l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (p. 2028)

Intervient sur l'amendement n° 1490 de M. Christian Paul (contrats Etat-régions pour lutter contre l'illettrisme) (p. 2029)

Article 5 ter (enregistrement des contrats d'apprentissage)

Son intervention (p. 2030)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)

Son intervention (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son intervention (p. 2032 et s.)

Article 7 bis (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 2036)

Article 8 (gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son intervention (p. 2037 et s.)

Article 9 (abrogations)

Son intervention (p. 2048)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2049)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 648 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales) (p. 2050 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 649 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (obligation d'élaborer un plan de gestion environnementale intégrée pour chaque collectivité territoriale) (p. 2050 et s.)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son intervention (p. 2052 et s.)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Gilles Carrez (faculté donnée à l'Etat de déléguer à la région la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'investissement du domaine public routier national) (p. 2053)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2057 et s.)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 2063)

Son amendement n° 1576 (p. 2063)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Victorin Lurel (conflit de compétences outre-mer entre le département et la région) (p. 2063)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2069 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosièrre (cf supra [27 février 2004] p. 2082)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Christian Philip (modalités de taxation des véhicules à moteur à raison de leurs déplacements dans les grandes agglomérations, y compris par l'institution d'un péage urbain) (p. 2084)

Article 15 (exercice de la police de la conservation du domaine public routier)

Son intervention (p. 2086)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2087 et s.)

Article 18 (éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national)

Son intervention (p. 2092 et s.)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2094 et s.)

Article 20 (abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris)

Son intervention (p. 2103)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1180 de M. Christian Philip (autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires) (p. 2104)

Intervient sur l'amendement n° 958 corrigé de Mme Odile Saugues (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 1428 de M. Christian Philip (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 674 de Mme Odile Saugues (avis conforme de la région pour le déclassement des lignes ferroviaires) (p. 2113)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son intervention (p. 2114 et s.)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 2116)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2117 et s.)

Son amendement n° 1577 (p. 2121)

Son amendement n° 1578 (p. 2122)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son intervention (p. 2123 et s.)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2125 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 147 corrigé de M. Bertho Audifax (délégation de service public portuaire ou aéroportuaire) (p. 2126)

Article 27 (compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains)

Son intervention (p. 2127)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 1541 de la commission (arbitrage du représentant de l'Etat en matière d'organisation de transports urbains) (p. 2128)

Article 28 (transfert à la région de la propriété des biens de l'Etat concédés aux sociétés d'aménagement régional)

Son intervention (p. 2128)

Avant l'article 29 A

Intervient sur l'amendement n° 1291 de M. Victorin Lurel (suppression de la dotation de continuité territoriale outre-mer et remplacement par le dispositif en vigueur pour la Corse) (p. 2128)

Article 29 A (rôle de la région Ile-de-France en matière de transports et déplacements)

Son intervention (p. 2129)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2129 et s.)

Article 30 (ressources du syndicat des transports d'Ile-de-France et de la régie autonome des transports parisiens)

Son intervention (p. 2137)

Article 31 (plan de déplacements urbains et plans locaux de déplacement dans la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2137)

Son amendement n° 1579 (p. 2137)

Article 32 (organisation des transports scolaires en région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2138)

Article 33 (entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre)

Son intervention (p. 2138)

Article 34 (décrets en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 2138)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2139 et s.)

Son amendement n° 1585 (p. 2141)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2141 et s.)

Article 37 (compétences de l'Etat à l'égard des plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2145)

Article 37 bis (pouvoir de substitution du préfet pour l'élaboration des plans d'élimination des déchets industriels spéciaux)

Son intervention (p. 2145)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 698 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (financement du plan d'élimination des déchets) (p. 2145)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2148 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 725 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité départemental pour l'insertion) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. François Brottes (attribution du chèque d'accompagnement personnalisé par les services et organismes d'Etat) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. François Brottes (institution d'une régie d'avance unique dans chaque collectivité pour le chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. François Brottes (missions et organisation de la commission des chèques d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Brottes (rapport sur les conditions d'extension du chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 721 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 722 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (création d'observatoires départementaux d'action sociale) (p. 2157)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2159 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (schémas interdépartementaux et interrégionaux de l'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2162)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2163 et s.)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son intervention (p. 2165)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son intervention (p. 2166 et s.)

Article 44 (conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social)

Son intervention (p. 2169)

Article 45 (transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales)

Son intervention (p. 2169 et s.)

Article 46 (coordination par le département de l'action en faveur des personnes âgées)

Son intervention (p. 2170 et s.)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son intervention (p. 2171 et s.)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 752 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité national des retraités et personnes âgées) (p. 2174)

Intervient sur l'amendement n° 753 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comités régionaux des retraités et personnes âgées) (p. 2174)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (nouvel intitulé du chapitre II) (p. 2174)

Article 48 (extension, à titre expérimental, des compétences des départements pour la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse)

Son intervention (p. 2175 et s.)

Avant l'article 49 A

Intervient sur l'amendement n° 758 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (intervention des associations d'aide au logement dans la procédure d'attribution de logements du contingent préfectoral) (p. 2177)

Intervient sur l'amendement n° 759 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (délégation totale ou partielle par le préfet aux associations d'aide au logement de sa compétence en matière d'attribution de logements) (p. 2177)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2178 et s.)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2181 et s.)

Son amendement n° 1595 rectifié (p. 2201)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Louis Dumont (participation des établissements publics d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes HLM) (p. 2207)

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de la commission (garanties apportées par les communes pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux) (p. 2210)

Intervient sur l'amendement n° 268, troisième rectification de la commission des affaires économiques (garanties apportées par les communes pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux) (p. 2210)

Intervient sur l'amendement n° 780 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (loi de programmation pour le logement avant le 1er janvier 2005) (p. 2210)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2213 et s.)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2220 et s.)

Après l'article 52 bis

Intervient sur l'amendement n° 800 de M. Christophe Caresche (procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation : compétence de principe du maire) (p. 2222)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 2305 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 804 de M. Simon Renucci (consultation obligatoire des régions pour les schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) (p. 2306)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2309 et s.)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2317)

Article 57 (lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines)

Son intervention (p. 2318)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2320 et s.)

Article 59 (expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat)

Son intervention (p. 2323)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 1518 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction des cultures d'organismes génétiquement modifiés) (p. 2324)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Intervient sur l'amendement n° 491 de la commission des affaires culturelles (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2329 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. François Liberti (missions du Centre national de documentation pédagogique) (p. 2335)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336 et s.)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son intervention (p. 2356 et s.)

Article 63 (réforme des conseils académiques de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2357)

Article 64 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété des biens immobiliers des collèges et lycées)

Son intervention (p. 2357)

Article 65 (sectorisation des écoles publiques)

Son intervention (p. 2358)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)
Son intervention (p. 2359)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)
Son intervention (p. 2362)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)
Son intervention (p. 2368 et s.)
Son amendement n° 617 rectifié (p. 2395)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)
Son intervention (p. 2398 et s.)

Article 69 (transformation de certains établissements d'enseignement du second degré en établissements publics locaux d'enseignement)
Son intervention (p. 2399 et s.)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)
Son intervention (p. 2400)
Son amendement n° 1609 (p. 2400)

Article 70 bis (transports scolaires)
Son intervention (p. 2401)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)
Son intervention (p. 2401 et s.)

Après l'article 70 ter
Intervient sur l'amendement n° 1335 rectifié de M. Claude Goasguen (prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité) (p. 2402)

Article 71 (transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande)
Son intervention (p. 2402)

Après l'article 71
Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (aménagement de la voirie départementale pour les transports scolaires) (p. 2403)

Article 72 (compétences en matière d'inventaire général du patrimoine culturel)
Son intervention (p. 2405 et s.)

Après l'article 72
Intervient sur l'amendement n° 1271 rectifié du Gouvernement (reprise par les collectivités territoriales des contrats des personnels de droit privé travaillant aux opérations d'inventaire) (p. 2410)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)
Son intervention (p. 2413 et s.)
Son amendement n° 1607 rectifié (p. 2413)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)
Son intervention (p. 2443 et s.)
Son amendement n° 1608 (p. 2443)

Après l'article 74
Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Laurent Hénart (fiscalité des subventions publiques locales pour travaux sur monuments historiques) (p. 2444)

Intervient sur l'amendement n° 1182 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (modalités de règlement des conflits entre l'autorité délivrant le permis de construire et l'architecte des bâtiments de France) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 507 rectifié de la commission des affaires culturelles (conditions d'organisation des travaux sur les monuments protégés n'appartenant pas à l'Etat) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 506 de la commission des affaires culturelles (interdiction aux architectes des bâtiments de France d'exercer une activité libérale) (p. 2445)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)
Son intervention (p. 2446 et s.)

Article 76 (établissements d'enseignement supérieur de formation aux métiers du spectacle relevant de l'Etat)
Son intervention (p. 2447)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 396 de la commission (utilisation du produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 393 de la commission (conférence régionale de développement du sport) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 394 de la commission (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 395 de la commission (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1598 de M. Édouard Landrain (de précision) à l'amendement n° 395 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1599 de M. Édouard Landrain (autorité compétente) à l'amendement n° 395 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1598 de M. Édouard Landrain (de précision) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1599 de M. Édouard Landrain (autorité compétente) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 397 de la commission (mission du département en faveur de la pratique du sport par les personnes en difficulté sociale) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 392 de la commission (insertion d'un chapitre IV : le sport) (p. 2448)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)
Son intervention (p. 2450 et s.)

Article 78 (mises à disposition des personnels de l'Etat)
Son intervention (p. 2454)

Article 79 (adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation)
Son intervention (p. 2454 et s.)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Laurent Hénart (rapport évaluant les conséquences de l'intégration dans la fonction publique territoriale des personnels transférés sur l'équilibre de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) (p. 2455)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)
Son intervention (p. 2456 et s.)

Article 81 (transfert des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics)
Son intervention (p. 2458)

Article 82 (maintien du bénéfice des années accomplies en "service actif")
Son intervention (p. 2458)

Article 83 (mise à disposition de services ou parties de services et de personnels au titre d'une expérimentation ou d'une délégation de compétences)
Son intervention (p. 2459)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. André Chassaingne (commissions communes aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'Etat et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale) (p. 2459)

Article 85 (consultation des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 2459)

Article 86 (clarification de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2460)

Article 87 (applicabilité du dispositif de mise à disposition et de transfert aux agents affectés dans des services transférés à la collectivité territoriale de Paris)

Son intervention (p. 2460)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 1281 du Gouvernement (extension du champ d'application du titre V aux transferts de compétences prévus par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages) (p. 2460)

Avant l'article 88 A

Intervient sur l'amendement n° 1103 de M. André Chassaingne (intégration des actifs financiers détenus par les entreprises dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 1102 de M. Michel Vaxès (valeur locative des biens mis à disposition d'une entreprise pour l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2462)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2471 et s.)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2474 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) (p. 2477)

Article 88 bis (compensation de création ou d'extension de compétences)

Son intervention (p. 2489)

Après l'article 88 bis

Intervient sur l'amendement n° 1516 de M. Alain Gest (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) (p. 2490)

Article 88 ter (bilan de la commission consultative sur l'évaluation des charges)

Son intervention (p. 2491)

Après l'article 88 ter

Intervient sur l'amendement n° 1112 corrigé de M. André Chassaingne (expertise sur les équipements publics éventuellement transférés) (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 1113 corrigé de M. André Chassaingne (relèvement du taux de compensation déterminant les attributions du FCTVA) (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2497 et s.)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 1369 de M. Hervé Morin (exercice d'une compétence donnée réservée à un seul niveau de collectivité territoriale) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 475 rectifié de la commission (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement industriel) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2501 et s.)

Avant l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Jean-Pierre Balligand (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2506)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2508 et s.)

Après l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. André Chassaingne (extension du domaine de consultation d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 416 de la commission (consultation des électeurs en cas de fusion de communes) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Alain Gest (mise à la disposition des élus, à titre individuel, des moyens informatiques et de télécommunications nécessaires aux échanges d'informations) (p. 2510)

Article 92 supprimé par le Sénat (évaluation des politiques locales - création d'un Conseil national des politiques publiques locales)

Son intervention (p. 2511)

Article 93 (recueil des statistiques par l'Etat - mise en place d'un système d'informations partagées)

Son intervention (p. 2511)

Article 95 (missions et compétences du préfet de département)

Son intervention (p. 2511)

Après l'article 95

Intervient sur l'amendement n° 420 rectifié de la commission (information réciproque du maire et du préfet) (p. 2511)

Intervient sur l'amendement n° 419 de la commission (information réciproque du président du conseil général et du préfet) (p. 2511)

Après l'article 96

Intervient sur l'amendement n° 421 rectifié de la commission (transfert au préfet de la compétence de sectionnement électoral des communes) (p. 2512)

Avant l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Bernard Derosier (nouvel intitulé du chapitre : contrôle administratif des actes) (p. 2512)

Après l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 203 de Mme Anne-Marie Comparini (délégations de pouvoir aux présidents de conseils généraux et généraux) (p. 2512)

Article 98 quater (réduction du nombre d'actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat)

Son intervention (p. 2513)

Avant l'article 99 A

Intervient sur l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (nominations ou présentations) (p. 2514)

Son sous-amendement n° 1611 (de conséquence) à l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (p. 2513) : adopté (p. 2514)

Intervient sur le sous-amendement n° 1611 de M. Marc-Philippe Daubresse (de conséquence) à l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (p. 2514)

Article 99 A (compétence des communes)

Son intervention (p. 2514)

Article 99 (communication aux maires de la liste des étrangers naturalisés dans leur commune en vue de l'organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 (dévolution aux communes des biens vacants et sans maître)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2515 et s.)

Après l'article 100 bis

Intervient sur l'amendement n° 1507 rectifié de M. Alain Gest (incompatibilité entre les fonctions d'élu municipal et celles de salarié du centre communal d'action sociale) (p. 2519)

Après l'article 100 ter

Intervient sur l'amendement n° 1246 de M. Frédéric Dutoit (création de comités d'initiative et de consultation d'arrondissement ou de conseils de quartiers) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1247 de M. Frédéric Dutoit (consultation des conseils d'arrondissement sur les projets de délibération de la communauté urbaine les concernant) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1248 de M. Frédéric Dutoit (extension aux EPCI de la procédure de consultation des conseils d'arrondissement sur les subventions aux associations) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Frédéric Dutoit (consultation du conseil d'arrondissement sur le plan local d'urbanisme) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1250 de M. Frédéric Dutoit (procédure de conciliation en cas d'avis défavorable d'un conseil d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1251 de M. Frédéric Dutoit (gestion des équipements de proximité par les conseils d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1252 de M. Frédéric Dutoit (création de commissions mixtes paritaires communales et d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1253 de M. Frédéric Dutoit (compétences des conseils d'arrondissement en matière de marchés publics) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1254 de M. Frédéric Dutoit (composition des comités d'initiative et de consultation d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1255 de M. Frédéric Dutoit (règles de délégation de signature du maire d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Frédéric Dutoit (amélioration de l'information du maire d'arrondissement en matière d'urbanisme) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1257 de M. Frédéric Dutoit (de précision) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1258 de M. Frédéric Dutoit (insertion d'un chapitre sur l'organisation de Paris, Marseille et Lyon) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1177 de M. Michel Piron (propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique) (p. 2520)

Avant l'article 101

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Jean-Pierre Balligand (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2535)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son intervention (p. 2537 et s.)

Article 102 (transformation des syndicats intercommunaux en communautés de communes)

Son intervention (p. 2539 et s.)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2540)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2541 et s.)

Article 105 (fusions entre syndicats mixtes)

Son intervention (p. 2543)

Après l'article 106

Intervient sur l'amendement n° 231 rectifié de la commission des finances (aide à la fusion de communes portée de cinq à douze ans) (p. 2543)

Avant l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 435 de la commission (représentation des communes associées au sein de l'organe délibérant d'un EPCI) (p. 2543 et s.)

Article 107 (modification du nombre et de la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2545 et s.)

Après l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 1283 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 15 %) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 1284 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 20 %) (p. 2546)

Article 108 (modification du nombre et de la répartition des sièges en cas d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale due à une transformation)

Son intervention (p. 2547)

Article 109 (nombre de sièges attribués à un établissement public de coopération intercommunale se substituant à ses communes membres au sein du comité syndical d'un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2547)

Après l'article 109

Intervient sur l'amendement n° 1427 de M. Jean-Louis Dumont (membres participant aux commissions d'appel d'offres) (p. 2547)

Article 110 (répartition des sièges à la suite d'une extension du périmètre d'une communauté urbaine)

Son intervention (p. 2547)

Après l'article 110

Son amendement n° 1597 rectifié (renouvellement de la représentation communale au conseil de la communauté urbaine si la commune a perdu plus du tiers de ses délégués) (p. 2547) : retiré (p. 2548)

Article 111 (pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2548)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son intervention (p. 2549 et s.)

Article 112 bis (partages de services entre les communautés urbaines et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2550)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2551 et s.)

Après l'article 113 bis

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Jacques Péliard (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 1124 corrigé de M. Laurent Héart (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 1505 de M. Alain Gest (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2552 et s.)

Après l'article 116

Intervient sur l'amendement n° 1418 de M. Jean-Michel Fourgous (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) (p. 2553)

Article 117 (retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale - conséquence de ce retrait sur les syndicats mixtes auxquels appartient cet établissement)

Son intervention (p. 2554)

Article 117 bis (majorité requise pour l'adhésion d'une commune à un EPCI)

Son intervention (p. 2554)

Après l'article 117 bis

Intervient sur l'amendement n° 449 de la commission (compétence du préfet pour autoriser l'adhésion d'une ou plusieurs communes à un EPCI à fiscalité propre en cas de refus d'une seule autre commune) (p. 2554)

Article 119 (dissolution des syndicats mixtes ouverts)

Son intervention (p. 2555)

Avant l'article 120

Intervient sur l'amendement n° 1232 de M. Alain Bocquet (répartition de l'accroissement des bases de taxe professionnelle unique en fonction du potentiel fiscal communal "trois taxes" par habitant) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Jacques Guillet (taxe locale d'électricité) (p. 2555)

Article 121 (articles L. 5211-25-1, L. 5211-56, L. 5214-21, intitulé de la sous-section 4 de la section 6 du (dispositions diverses)

Son intervention (p. 2555)

Article 121 ter (compétences en matière d'aménagement rural des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée)
Son intervention (p. 2556)

Après l'article 122

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. David Habib (compensation salaires de la taxe professionnelle) (p. 2556)

Article 123 (attribution de compensation)

Son intervention (p. 2556 et s.)

Après l'article 123

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Péliard (révision de l'attribution de compensation) (p. 2557)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son intervention (p. 2557 et s.)

Après l'article 124

Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Alain Bocquet (prélèvement de 40 % au moins et de 60 % au plus du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écartées) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. André Chassaing (prélèvement de 40 % du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écartées) (p. 2558)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2559)

Après l'article 125

Intervient sur l'amendement n° 1238 de M. Alain Bocquet (subventions des communes membres et de leur EPCI à une même association) (p. 2559)

Article 125 bis (exonération des prestations de services effectuées par les communautés urbaines et les communautés d'agglomération de toutes formalités préalables)

Son intervention (p. 2559 et s.)

Article 125 ter (adhésion de collectivités territoriales étrangères à un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2560 et s.)

Après l'article 125 ter

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Jean Gaubert (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de M. Jean-Jacques Guillet (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Marie Sermier (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Article 125 quater (conventions de partage de taxe professionnelle ou de taxe foncière entre EPCI ou EPCI et communes)

Son intervention (p. 2561)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Jean-Luc Warsmann (institution de suppléants pour les conseillers régionaux) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2561 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1178 de M. Michel Piron (honorariat pour les élus de plusieurs collectivités territoriales de même nature) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (honorariat pour les élus de plusieurs communes) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 1547 de la commission (institution d'une conférence régionale des exécutifs) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot (institution de la conférence régionale territoriale) (p. 2563)

Son sous-amendement n° 1618 (association des exécutifs des communautés urbaines à la conférence régionale territoriale) à l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot : adopté (p. 2563)

Intervient sur le sous-amendement n° 1618 de M. Marc-Philippe Daubresse (association des exécutifs des communautés urbaines

à la conférence régionale territoriale) à l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 464 de la commission (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 873 de M. Philippe Vuilque (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 466 de la commission (modalités de calcul du potentiel fiscal pour les groupements autres que les communautés de communes à fiscalité intégrée) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 466 de la commission (conventions de gestion de certains équipements entre communautés de communes et communes membres) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 872 de M. Jean-Pierre Balligand (conventions entre communautés de communes et communes membres) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 467 de la commission (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Péliard (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2565)

Son sous-amendement oral (fixation du plafond à 20 €) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances : adopté (p. 2566)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Marc-Philippe Daubresse (fixation du plafond à 20 €) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 468 de la commission (habilitation du Gouvernement à simplifier par ordonnance les règles d'engagement des travaux et des enquêtes publiques) (p. 2566)

Avant l'article 126

Intervient sur l'amendement n° 472 de la commission (délégation de signature du maire) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 471 rectifié de la commission (allocation différentielle de fin de mandat) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 473 de la commission (qualification juridique de la régie dotée de la personnalité morale) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 474 de la commission (calcul du potentiel fiscal) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 470 de la commission (indemnisation des conseillers d'arrondissement ayant reçu délégation de fonction du maire) (p. 2567)

Article 126 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 2567)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 477 de la commission (nouveau titre : "projet de loi relatif aux responsabilités locales") (p. 2567)

Seconde délibération

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques - compétence du département pour assurer la conservation du patrimoine rural non protégé)

Son intervention (p. 2568)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2568)

Martine DAVID

*Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Chimie. Rhodia, emploi et activité [16 décembre 2003] (p. 12431)

Assurance maladie maternité : prestations. Remboursement. Soins post-opératoires [27 janvier 2004] (p. 937)

Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [8 juin 2004] (p. 4570)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9924)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : emploi (p. 9924)

Enseignement : rôle et missions (p. 9925)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9926)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1389)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : voile islamique (p. 1390)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1390)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1390)

Femmes : égalité des sexes (p. 1390)

Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1390)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1^{er} juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4335)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4376)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4377)

Handicapés : emplois réservés (p. 4335)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4377)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4335)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4585)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Daniel Paul (p. 4594)

Son amendement n° 784 : rejeté (p. 4594)

Article 17 (création de fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4621)

Après l'article 18

Son amendement n° 785 : rejeté (p. 4623)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son amendement n° 786 rectifié (p. 4627)

Bernard DEBRÉ

Paris (15^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

Elu le 27 juin 2004 [J.O. du 29 juin 2004] (p. 12244).

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 29 juin 2004] (p. 11827)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Soudan. Situation politique, attitude de la France [29 juin 2004] (p. 5668)

DÉBATS**Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1^{er} juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5773)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5773)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 5774)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5774)

Santé : politique de la santé (p. 5773)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5774)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5774)

Jean-Louis DEBRÉ

Eure (1^{ère} circonscription)

*Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Président de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur la question du port des signes religieux à l'école [4 décembre 2003] (n° 1275)

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [26 mai 2004] (n° 1617)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Président****ELOGE FUNÈBRE DE**

M. Marcel Cabiddu [11 février 2004] (p. 1649)

M. Claude Girard [27 avril 2004] (p. 3120)

HOMMAGES DE

Aux victimes de la canicule [1^{er} octobre 2003] (p. 7991)

Aux victimes de Saint-Nazaire [18 novembre 2003] (p. 10757)

Aux victimes de la catastrophe de Charm el-Cheikh [6 janvier 2004] (p. 34)

À la mémoire de M. Marcel Cabiddu, décédé [14 janvier 2004] (p. 347)

À la mémoire de M. Claude Girard, décédé [5 avril 2004] (p. 2587)

HOMMAGES DE BIENVENUE DE

- À une délégation de parlementaires du Conseil national suisse [7 octobre 2003] (p. 8170)
- À une délégation de parlementaires de la Diète de Pologne [8 octobre 2003] (p. 8259)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée populaire nationale algérienne [15 octobre 2003] (p. 8601)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de Slovaquie [22 octobre 2003] (p. 9209)
- À une délégation de parlementaires de la chambre des représentants de la République de Chypre [22 octobre 2003] (p. 9213)
- À une délégation de parlementaires de la chambre des députés de la République d'Irlande [29 octobre 2003] (p. 9627)
- À une délégation de parlementaires de la Diète de la République de Pologne [19 novembre 2003] (p. 10815)
- Aux délégations de parlementaires des nouveaux Etats membres de l'Union européenne [3 décembre 2003] (p. 11595)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie [14 janvier 2004] (p. 350)
- À une délégation de parlementaires du Conseil législatif palestinien [24 février 2004] (p. 1816)
- À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants du Royaume de Belgique [25 février 2004] (p. 1891)
- À une délégation de parlementaires de la chambre des Communes du Royaume-Uni [6 avril 2004] (p. 2641)
- À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de Nouvelle-Zélande [27 avril 2004] (p. 3111)
- À une délégation de parlementaires du Conseil national de la République d'Autriche [28 avril 2004] (p. 3173)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo [28 avril 2004] (p. 3173)
- À M. Jacques Santini, sélectionneur de l'équipe de France de football [11 mai 2004] (p. 3492)
- À une délégation de parlementaires du Bundestag [12 mai 2004] (p. 3541)
- À une délégation de parlementaires de la Chambre des députés de la République du Chili [26 mai 2004] (p. 4110)
- A une délégation de parlementaires du Congrès national équatorien [2 juin 2004] (p. 4349)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie [8 juin 2004] (p. 4565)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République de Tunisie [9 juin 2004] (p. 4653)
- À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République du Niger [16 juin 2004] (p. 4995)
- À une délégation de parlementaires de la Chambre des députés de la République de Tunisie [22 juin 2004] (p. 5240)
- À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de la République de Malte [23 juin 2004] (p. 5314)

RÉCEPTION DE PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES

- Accueille le 18 novembre dans l'hémicycle M. Thabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud (texte des discours : supplément au J.O. débats, n° 10 du 24 janvier 2004 (p. 3 à 13) [18 novembre 2003])
- Accueille le 27 janvier 2004 dans l'hémicycle M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine (texte des discours : supplément au J.O. débats, n° 14 du 31 janvier 2004)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que tous les groupes ont déposé des propositions de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la canicule et indique qu'il demandera à la conférence des présidents de fixer une date d'examen lors de sa réunion prévue ce jour [1^{er} octobre 2003] (p. 7993)
- M. Augustin Bonrepaux : rappelle la tradition selon laquelle le ministre du budget défend la première partie de la loi de finances, « préfère sa tradition aux précédents » de M. Didier Migaud et se « sent en pleine forme » [20 octobre 2003] (p. 8975)
- M. Didier Migaud : rappelle la règle institutionnelle selon laquelle le ministre du budget représente et engage l'ensemble du Gouvernement [20 octobre 2003] (p. 8975)
- M. Augustin Bonrepaux : lui indique qu'il a annulé ou fait annuler des réunions [20 octobre 2003] (p. 9030)
- M. Didier Migaud : rappelle les aménagements apportés à l'ordre du jour pour permettre l'examen dans la nuit de la première partie du projet de loi de finances selon la tradition de la V^{ème} République et « fera un mot à M. Jean-Louis Dumont pour M. Nicolas Sarkozy » [20 octobre 2003] (p. 9031)
- M. Jean-Louis Dumont : se félicite d'avoir supprimé les séances de samedi dernier, ce qui permettait à l'intervenant « d'aller sur le terrain samedi et à la messe dimanche », s'il le voulait [20 octobre 2003] (p. 9032)

- M. Jean-Pierre Brard : exprime son estime à M. Hervé Morin, « Normand comme monsieur Brard » et ajoute que le président du groupe UDF « a son caractère et que, par conséquent, il ne ferait certainement pas pression sur lui » [20 octobre 2003] (p. 9048)
- M. Augustin Bonrepaux : le félicite et le « trouve en pleine forme après la nuit que nous avons passée » [21 octobre 2003] (p. 9101)
- M. Pierre-Christophe Baguet : constate le respect de la procédure prévue par l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [21 octobre 2003] (p. 9124)
- M. Maurice Leroy : lui indique que lors d'un scrutin, le président de séance ne mentionne que le nombre de voix pour et celui des voix contre, mais jamais les abstentions et précise qu'il n'a pas l'intention de changer cette règle. [22 octobre 2003] (p. 9219)
- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que la conférence des présidents a allégé l'ordre du jour, que le vote sur le projet d'élargissement a été reporté au lendemain et qu'enfin la modification du règlement a permis la réduction du temps consacré à la défense des motions de procédure. [25 novembre 2003] (p. 11116)
- M. Maxime Gremetz : rappelle qu'il existe des lois qui peuvent s'appliquer sans décrets d'application [3 février 2004] (p. 1282)
- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour [24 février 2004] (p. 1823)
- M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour [7 avril 2004] (p. 2679)
- M. Jacques Brunhes : rappelle que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour [7 avril 2004] (p. 2679)
- M. François Brottes : rappelle que depuis 1958, la procédure n'a pas varié : le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la décision du Gouvernement en respectant la Constitution [18 mai 2004] (p. 3782)
- M. Christophe Caresche : précise que le retrait d'amendements est dû à l'indisposition de leur auteur, M. Gonnot [26 mai 2004] (p. 4134)
- M. Augustin Bonrepaux : rappelle que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour ; précise que l'examen du projet de loi de réforme de l'assurance maladie doit être terminé avant que les autres textes viennent en discussion [7 juillet 2004] (p. 6197)
- M. Augustin Bonrepaux : rappelle que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour et précise que l'examen d'autres textes législatifs n'interviendra qu'après la fin de l'examen du projet de loi sur l'assurance maladie [7 juillet 2004] (p. 6197)
- M. Jean-Marie Le Guen : déclare oeuvrer pour un débat se déroulant dans un maximum de sérénité et veiller à une bonne image du Parlement [7 juillet 2004] (p. 6198)
- M. Didier Migaud : rappelle que le Parlement a interrompu ses travaux à l'époque des élections cantonales et régionales, que, effectivement, le Parlement est souvent appelé à siéger en juillet mais n'est pas obligé d'examiner tous les textes inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire [7 juillet 2004] (p. 6198)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 14

- Répond au rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 8974)
- Répond au rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8974)
- Ses observations : indique à M. Gérard Bapt qu'il ne peut reprendre l'amendement de M. Philippe Auberger d'abord repris par M. Jean-Pierre Brard puis retiré pour la deuxième fois [20 octobre 2003] (p. 8982)
- Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)**
- Répond au rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 9030)
- Répond au rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 9031)
- Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Dumont (cf supra) (p. 9032)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

- Intervention du Président : indique à M. Hervé Morin que la réserve du vote en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution peut être invoquée à tout moment, nonobstant une demande antérieure de scrutin public [20 octobre 2003] (p. 9047)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 9048)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Répond au rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [21 octobre 2003] (p. 9101)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Répond au rappel au règlement de M. Pierre-Christophe Baguet (cf supra) (p. 9124)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS
PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 71

Ses observations : estime « que le Gouvernement ne fait pas œuvre utile lorsqu'il nous livre des projets de loi de 150 articles » et suggère « d'en revenir aux articles 34 et 37 de la Constitution » [14 novembre 2003] (p. 10705)

Ses observations : donne la parole à M. Jean-Michel Fourgous en précisant : « Je suis libéral mais pas trop ! Et j'en suis fier » [14 novembre 2003] (p. 10705)

Ses observations : indique à M. Jean-Michel Fourgous que les crédits d'études de l'Assemblée destinées au contrôle des finances publiques ne sont pas toujours totalement utilisés [14 novembre 2003] (p. 10705)

Ses observations : fait remarquer à M. Jean-Michel Fourgous qui - après un vote à mains levées - lui demandait « le score » qu'il pouvait demander un scrutin public sur l'amendement par l'intermédiaire de son président de groupe [14 novembre 2003] (p. 10705)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) [18 mai 2004] (p. 3782)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Répond au rappel au règlement de M. Christophe Caresche (cf supra) (p. 4134)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Ses interventions :

- regrette que le président de la commission ait été interrompu par son propre portable et s'insurge contre les nuisances causées par les portables dans l'hémicycle (p. 7410)
- rappelle les termes de l'article 91, alinéa 4, du règlement et explique sa conception de la démocratie parlementaire (p. 7411)
- reproche au président de la commission de parler au nom du Gouvernement et lui rappelle qu'il ne préside pas l'Assemblée (p. 7414)

Jean-Claude DECAGNY
Nord (23^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1129 visant à instaurer le principe de la gratuité des manuels scolaires [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1448 visant à la prise en charge par la sécurité sociale d'une séance annuelle de soins chez un pédicure pour les assurés sociaux âgés de plus de soixante ans, sur prescription médicale [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1565 visant à renforcer l'accès des associations familiales représentatives à l'échelle nationale aux chaînes publiques de télévision [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Secteur public. Privatisations. Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) [29 juin 2004] (p. 5670)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 513, posée le 15 décembre 2003. Handicapés. Maison d'accueil spécialisée (MAS) (J.O. Questions p. 9504). Appelée le 16 décembre 2003. Création, Jeumont (p. 12414)

n° 769, posée le 25 mai 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Effectifs de personnel, Maubeuge (p. 4008)

n° 816, posée le 8 juin 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 4139). Appelée le 8 juin 2004. Douanes, restructuration, conséquences (p. 4551)

Christian DECOCQ

Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 740, posée le 18 mai 2004. Etrangers. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3523)

DÉBATS**Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)**

Son intervention (p. 11225)

Thèmes :

Droit pénal : trafic de stupéfiants : Nord (p. 11225)

Justice : coopération transfrontalière (p. 11226)

Justice : mandat d'arrêt européen (p. 11226)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 11226)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1454)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : valeurs républicaines (p. 1455)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1454)

Femmes : politique à l'égard des femmes : intégration (p. 1455)

Lois : projet de loi : communautarisme (p. 1455)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)**

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son amendement n° 1285 (p. 2125)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)**

Son intervention (p. 4099)

Thèmes :

Eau : assainissement : tourisme et loisirs (p. 4100)

Environnement : développement durable (p. 4100)

Environnement : principe de précaution (p. 4100)

Environnement : protection : histoire (p. 4099)

Jean-Pierre DECOOL

Nord (14^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Revendications [2 décembre 2003] (p. 11509)

Transports par eau. Transports maritimes. Hydrocarbures, navires, sécurité [22 juin 2004] (p. 5247)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 489, posée le 1^{er} décembre 2003. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs (J.O. Questions p. 9071). Appelée le 2 décembre 2003. Politiques communautaires (p. 11484)

n° 589, posée le 27 janvier 2004. Voirie. A 16 (J.O. Questions p. 555). Appelée le 27 janvier 2004. Signalisation, port industriel de Dunkerque (p. 917)

n° 642, posée le 24 février 2004. Voirie. A 25 et D 947 (J.O. Questions p. 1285). Appelée le 24 février 2004. Echangeur, maîtrise d'ouvrage (p. 1790)

n° 690, posée le 27 avril 2004. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 3081). Appelée le 27 avril 2004. Amiante, victimes, indemnisation (p. 3099)

n° 817, posée le 8 juin 2004. Elevage. Porcs (J.O. Questions p. 4139). Appelée le 8 juin 2004. Aides de l'Etat (p. 4542)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)**

Son intervention (p. 9168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9168)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9168)

Retraites : régime agricole (p. 9168)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)****Procédure des questions :**

Enseignement maternel et primaire : pédagogie : zones rurales (p. 9955)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ**II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ****Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)****Procédure des questions :**

Handicapés : établissements : Nord-Pas-de-Calais (p. 10407)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)****Après l'article 56**

Intervient sur l'amendement n° 316 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (contenu détaillé de la mise en demeure en cas de poursuites contre l'employeur par les organismes sociaux) (p. 9890)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 312 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (procédure visant des avocats non salariés) (p. 9891)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 513)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 514)
 Aménagement du territoire : montagne (p. 515)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 514)
 Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 514)
 Aménagement du territoire : zones rurales (p. 513 et s.)
 Bois et forêts : forêts (p. 515)
 Chasse et pêche : chasse (p. 515)
 Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 514)
 Entreprises : sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER) (p. 514)
 Environnement : zones humides (p. 515)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 514)
 Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 515)
 Secteur public : services publics : zones rurales (p. 515)
 Travail : pluriactivité (p. 514)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son amendement n° 749 (p. 761)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 769)

Après l'article 12

Son amendement n° 753 (privilège spécial du groupement d'employeurs en cas de liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement) : rejeté (p. 821)

Son amendement n° 754 (entreprises ayant des établissements multiples autorisées à adhérer à des groupements d'employeurs dans le cadre d'accords d'établissement) (p. 822) : adopté après modification (p. 823)

Son amendement n° 751 (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) : adopté (p. 823)

Son amendement n° 750 (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) : rejeté (p. 823)

Son amendement n° 755 rectifié (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 823) : adopté (p. 824)

Après l'article 18

Son amendement n° 756 (réduction du seuil de compétence de la commission départementale d'équipement commercial) : rejeté (p. 835)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 760 (p. 849)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son amendement n° 786 (p. 887)

Après l'article 53

Son amendement n° 1308 (insertion d'un nouveau chapitre) : rejeté (p. 1121)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1479)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : valeurs républicaines (p. 1479)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1479)
 Lois : projet de loi : signes religieux (p. 1479)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3386)

Thèmes :

Handicapés : établissements (p. 3387)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3387)
 Personnes âgées : dépendance (p. 3387)
 Travail : jours fériés (p. 3387)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3401 et s.)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3430 et s.)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son intervention (p. 3447)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3459)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son amendement n° 356 (p. 4389)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 628 (p. 4442)

Son amendement n° 359 (p. 4443)

Son amendement n° 360 (p. 4444)

Son amendement n° 358 (p. 4452)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son amendement n° 363 (p. 4463)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 365 (p. 4479)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 630 (p. 4578)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son amendement n° 370 (p. 4636)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4670)

Son amendement n° 520 (p. 4673)

Son amendement n° 521 (p. 4677)

Ses amendements n°s 519 et 523 (p. 4678)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune**[15 juin 2004] (p. 4877)**

Son intervention (p. 4897)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 4898)
 Énergie et carburants : biocarburants (p. 4898)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4897)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4898)
 Union européenne : élargissement (p. 4897)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5014)

Thèmes :

Énergie et carburants : électricité : tarifs (p. 5014)
 Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) (p. 5014)
 Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5014)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5014)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5790)

Thèmes :

Professions de santé : médecins (p. 5791)
 Santé : données médicales (p. 5791)
 Travail : absentéisme : maladies (p. 5791)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6915 et s.)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7243)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : exonération (p. 7243)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : recrutement (p. 7243)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7243)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**DÉPÔTS**

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la Charte de l'environnement et le droit européen [21 janvier 2004] (n° 1372)

Proposition de loi n° 1490 tendant à élargir l'éligibilité à l'aide juridictionnelle [4 mars 2004]

Proposition de loi n° 1748 tendant à instaurer le tri des déchets organiques dans la restauration collective [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1749 relative à l'enseignement des gestes de premier secours dans les établissements scolaires [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, reconnaissance internationale [26 novembre 2003] (p. 11197)

DÉBATS**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 1563 corrigé à l'amendement n° 415 rectifié de la commission (p. 2509)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4090)

Thèmes :

Constitution : droit à l'environnement (p. 4091)
 Environnement : dommages à l'environnement (p. 4090)
 Environnement : principe de précaution (p. 4090)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**Lucien DEGAUCHY**

*Oise (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1609 tendant à favoriser l'octroi de la Légion d'honneur aux résistants morts pour la France [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Construction [26 novembre 2003] (p. 11204)

Télécommunications. Téléphone. Portables, envois de textes, tarifs [25 mai 2004] (p. 4037)

Marcel DEHOUX

*Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Entreprises en difficulté. plans sociaux, attitude du Gouvernement [8 octobre 2003] (p. 8261)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 553, posé le 20 janvier 2004. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Avenant, perspectives (p. 550)

n° 704, posé le 4 mai 2004. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Age de la retraite (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée (p. 3273)

DÉBATS

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2845)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 2845)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2845)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2845)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 2845)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1181 visant à instaurer un service minimum dans les transports publics en cas de grève [4 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 762), relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [13 avril 2004] (n° 1537)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Air France. KLM, fusion, conséquences [7 octobre 2003] (p. 8175)

Travail. Droit du travail. Contrat de travail, réforme, perspectives [28 janvier 2004] (p. 995)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son intervention (p. 1590)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3230)

Son intervention (p. 3232)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 3232 et s.)

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : sanctions (p. 3234)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : fichiers informatisés (p. 3234)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel : protection (p. 3232)

Droits de l'homme et libertés publiques : données biométriques (p. 3233)

Politiques communautaires : directives (p. 3232)

Professions judiciaires et juridiques : secret professionnel (p. 3234)

Propriété intellectuelle : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) : Internet (p. 3233)

Santé : données médicales (p. 3233)

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)

Article 1er (détermination du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 3239)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Son intervention (p. 3239 et s.)

Article 3 (composition et missions de la commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL)

Son intervention (p. 3245)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3245 et s.)

Article 5 (obligations incombant aux responsables de traitements et droits des personnes)

Son intervention (p. 3249)

Ses amendements n^{os} 59 et 60 (p. 3249)**Article 6 (contrôle de la mise en œuvre des traitements)**

Son intervention (p. 3250)

Article 7 (sanctions prononcées par la commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL)

Son intervention (p. 3250)

Article 8 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 3251)

Article 11 (traitements de données à caractère personnel aux fins de journalisme et d'expression littéraire et artistique)

Son intervention (p. 3251)

Article 15 ter (mention en marge de l'acte de naissance de la déclaration du pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3251)

Article 15 quater (coordination)Son amendement n^o 61 (p. 3252)**Après l'article 15 quater**Intervient sur l'amendement n^o 57 rectifié de la commission (coordination) (p. 3252)Intervient sur l'amendement n^o 58 de la commission (harmonisation rédactionnelle) (p. 3252)**Après l'article 16**Intervient sur l'amendement n^o 34 de la commission (report de la mise en conformité des traitements non automatisés de souveraineté) (p. 3252)**Projet de loi n^o 1586 d'orientation sur l'énergie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)**Après l'article 11**Intervient sur l'amendement n^o 745 rectifié de M. Claude Birraux (promotion des biocarburants) (p. 4217)Intervient sur l'amendement n^o 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4217)**Projet de loi constitutionnelle n^o 992 relatif à la Charte de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4086)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4130)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4086, 4130)

Assemblée nationale : amendements (p. 4130)

Constitution : article 34 : environnement (p. 4087, 4130)

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets (p. 4087)

Environnement : principe de précaution (p. 4087, 4130)

Environnement : protection (p. 4086, 4130)

Recherche : innovation (p. 4087)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)**Article 2 (charte de l'environnement)**

Son intervention (p. 4155)

Après l'article 2Intervient sur l'amendement n^o 53 de la commission (extension à la préservation de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)Intervient sur l'amendement n^o 67 rectifié de M. André Chassaigne (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)Intervient sur l'amendement n^o 83 de M. Christophe Caresche (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)**Michel DELEBARRE***Nord (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**DÉPÔT**Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme [6 juillet 2004] (n^o 1716)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****DÉBATS****Projet de loi de finances n^o 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :*- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003*

Son intervention (p. 10603)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10603)

Logement : politique du logement (p. 10603)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10603)

Projet de loi de finances rectificative n^o 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)*Seconde délibération***Après l'article 30**Son amendement n^o 50 (commune résultant de la fusion de communes dont une au moins bénéficie d'une dotation de solidarité : mesures transitoires) (p. 11764) : rejeté (p. 11765)**Projet de loi n^o 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3508)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3508)

Organisations internationales : FIPOL (p. 3508)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 3508)

Jean-Paul DELEVOYE*Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration [18 novembre 2003]

Projet de loi n° 1251 de ratification de l'ordonnance n° 2003-902 du 19 septembre 2003 portant suppression de procédures administratives de concertation applicables à certains projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics en relevant [26 novembre 2003]

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [17 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Marylise Lebranchu. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [21 octobre 2003] (p. 9099)

M. André Schneider. Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). Réforme, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9215)

M. Marcel Bonnot. Industrie. Emploi et activité. Contrat de site, Nord-Franche Comté [28 octobre 2003] (p. 9554)

M. Didier Migaud. Finances publiques. Déficit public. Perspectives [25 novembre 2003] (p. 11104)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Bonification pour enfants, conditions d'attribution [17 décembre 2003] (p. 12501)

M. Jean-Luc Warsmann. Union européenne. Elargissement. Fonds structurels, conséquences [4 février 2004] (p. 1357)

M. Alain Cousin. Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [11 février 2004] (p. 1645)

M. Christian Paul. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [3 mars 2004] (p. 2346)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Marc Roubaud. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, aides de l'Etat [2 décembre 2003] (p. 11480)

M. Yannick Favennec. Communes. Urbanisme. Travaux de viabilisation, financement [6 janvier 2004] (p. 15)

M. Jean-Pierre Kucheida. Sécurité routière. Accidents. Statistiques [24 février 2004] (p. 1794)

M. Georges Hage. Fonctionnaires et agents publics. Travail. Harcèlement psychologique, lutte et prévention [24 février 2004] (p. 1793)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)**

Son intervention (p. 9310)

Ses réponses (p. 9327, 9329 à 9332)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9310)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9310 et s., 9328)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9311)

Aménagement du territoire : montagne (p. 9314)

Aménagement du territoire : pays (p. 9313)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9311)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9312, 9328)

Entreprises : délocalisations (p. 9311)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9313)

Industrie : politique industrielle : emploi (p. 9328)

Postes : La Poste (p. 9328 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9311 et s., 9327 et s.)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9312 et s., 9328)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9329)

Transports par eau : ports maritimes (p. 9312)

Union européenne : fonds structurels (p. 9313, 9328)

Union européenne : fonds structurels : outre-mer (p. 9329)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9331) (M. Denis Merville) (p. 9330)

Aménagement du territoire : pays : ressources (p. 9330 et s.) (M. Denis Merville) (p. 9330)

Coopération intercommunale : communautés de communes : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 9329) (M. Jean-Michel Couve) (p. 9330)

Fonctionnaires et agents publics (p. 9330 et s.) (M. Denis Merville) (p. 9330)

Secteur public : services publics : maisons des services publics (p. 9332) (M. Philippe Folliot) (p. 9331)

Télécommunications : autoroutes de l'information : Loir-et-Cher (p. 9330) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9329)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN**Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)**

Ses interventions (p. 9335, 9345)

Ses réponses (p. 9363, 9365 à 9369)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : réformes administratives (p. 9336)

Administration : services déconcentrés : stratégies ministérielles de réforme (p. 9364)

Enseignement : personnel : femmes (p. 9365)

Etat : services du Premier ministre : communication (p. 9336)

Etat : services du Premier ministre : réforme (p. 9337)

Etat : stratégies ministérielles de réforme : élus locaux (p. 9364)

Femmes : égalité professionnelle (p. 9337)

Finances publiques : crédits budgétaires : consommation (p. 9363)

Fonction publique de l'Etat : réforme (p. 9336)

Fonction publique de l'Etat : rémunération (p. 9338, 9341)

Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 9337)

Fonctionnaires et agents publics : accès : secteur privé (p. 9338)

Fonctionnaires et agents publics : avancement (p. 9365)

Fonctionnaires et agents publics : fonctions électives : disponibilité (p. 9338)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 9337)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : concours internes (p. 9337)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : rémunération (p. 9340)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 9337, 9340, 9363)

Fonctionnaires et agents publics : notation : rémunération (p. 9363)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : réforme (p. 9339, 9364)

Handicapés : insertion professionnelle (p. 9336)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : réforme (p. 9339)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : réforme (p. 9338)

Secteur public : services publics : notation (p. 9340)

Secteur public : services publics : qualité (p. 9363)

Union européenne : Cour de justice : fonction publique hospitalière (p. 9338)

Réponses aux questions :

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : aménagement du territoire (p. 9365) (M. Jean-Claude Lemoine) (p. 9365)

Fonctionnaires et agents publics : notation : rémunération (p. 9366) (M. Bernard Schreiner) (p. 9366)

Fonctionnaires et agents publics : notation : rémunération (p. 9368) (M. Patrick Braouezec) (p. 9368)

Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : outre-mer (p. 9367) (M. Victorin Lurel) (p. 9367)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9371 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10725)

Sa réponse (p. 10747)

Thèmes :

Administration : administrations centrales (p. 10727, 10749)
Administration : commissions, comités et instituts (p. 10748)
Administration : décrets : circulaires (p. 10748)
Administration : modernisation : nouvelles technologies (p. 10750)
Administration : rapports avec les administrés (p. 10728, 10750 et s.)
Administration : services déconcentrés (p. 10727, 10749)
Aménagement du territoire : pays : coopération intercommunale (p. 10727)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 10748, 10750)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10750)
Etat : expérimentation (p. 10727, 10749)
Etat : réforme (p. 10725 et s.)
Etat : réforme : Cour des comptes (p. 10728, 10749)
Etat : réforme : expertise (p. 10748)
Etat : réforme : gauche (p. 10750)
Etat : réforme : Parlement (p. 10725, 10728, 10731, 10748 et s.)
Etat : réforme : préfets (p. 10727)
Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 10729 et s., 10751)
Etat : structures gouvernementales (p. 10748)
Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 10748)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10726)
Finances publiques : dette publique (p. 10726, 10751)
Fonctionnaires et agents publics : carrière : statuts (p. 10728 et s., 10749)
Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10728 et s., 10750)
Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 10749)
Lois (p. 10748)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10727 et s., 10749)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : réforme (p. 10730)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : réforme (p. 10731)
Politique générale : institutions : démocratie (p. 10749)
Politique générale : réforme (p. 10725 et s.)
Secteur public : services publics : productivité (p. 10726 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 479)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : zones de revitalisation rurale (p. 480 et s.)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 479)
Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 481)
Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 480)
Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 481)
Secteur public : services publics : zones rurales (p. 481)
Télécommunications : antennes-relais (p. 480)
Travail : pluriactivité (p. 480)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1229 de M. Jean Lassalle (création d'une commission consultative des services publics dans les communes de plus de 5 000 habitants) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. François Brottes (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 667)

Intervient sur l'amendement n° 1233 de M. Jean Lassalle (mise en place d'un observatoire du monde rural) (p. 668)

Répond aux interventions de M. André Chassaigne : (p. 669)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 679 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 308 du Gouvernement (mesures en faveur de l'implantation des entreprises dans les zones rurales ou de redynamisation urbaines prorogées jusqu'au 31 décembre 2006) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Yves Coussain (remboursement des aides en cas de cessation volontaire d'activité ou en cas de délocalisation en dehors de la zone de revitalisation rurale) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 881 de M. Jean Lassalle (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 916 de M. François Brottes (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. François Vannson (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Jean Lassalle (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Michel Bouvard (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1082 de M. François Vannson (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. André Chassaigne (sociétés coopératives d'intérêt collectif implantées en milieu rural exonérées de l'impôt sur les sociétés) (p. 693)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Augustin Bonrepaux (réduction d'impôt pour l'amélioration de l'utilisation des technologies de l'information et le développement du télé-travail en milieu rural) (p. 694)

Intervient sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (allongement de la durée d'exonération d'impôts locaux pour les nouvelles entreprises installées dans les zones d'aménagement du territoire) (p. 694)

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1455 de M. Augustin Bonrepaux (augmentation à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 309 du Gouvernement (p. 695)

Intervient sur l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 695)

Intervient sur le sous-amendement n° 1458 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Intervient sur le sous-amendement n° 1457 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Intervient sur l'amendement n° 336 de la commission (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Intervient sur l'amendement n° 735 de M. Jean Auclair (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Article 13 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul d'un emploi public et privé dans les petites communes)

Son intervention (p. 961)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 783 précédemment réservé de M. Antoine Herth (compétences des personnels forestiers mis en commun dans les communes d'Alsace et de Moselle) (p. 962)

Intervient sur le sous-amendement n° 1444 précédemment réservé du Gouvernement (limitation au patrimoine naturel des communes et de leurs groupements) à l'amendement n° 783 précédemment réservé de M. Antoine Herth (p. 962)

Intervient sur l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 962)

Intervient sur le sous-amendement n° 1442 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (p. 962)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 238 précédemment réservé de la commission (intitulé du chapitre Ier) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 1338 précédemment réservé de M. François Brottes (tarification postale uniforme) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 819 rectifié précédemment réservé de M. Yves Coussain (tarification postale uniforme) (p. 965)

Intervient sur l'amendement n° 1337 précédemment réservé de M. François Brottes (conditions de desserte du courrier) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 894 précédemment réservé de M. François Brottes (tarification postale uniforme) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé de M. Michel Bouvard (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 895 précédemment réservé de M. François Brottes (égal accès à l'électricité) (p. 970)

Intervient sur l'amendement n° 771 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (nouvelle rédaction d'intitulé) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 1293 précédemment réservé de M. Alain Gest (nouvelle rédaction d'intitulé) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 240 rectifié précédemment réservé de la commission (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 1350 précédemment réservé de M. François Brottes (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 241 rectifié précédemment réservé de la commission (modalités de conclusion de la convention) (p. 972)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 973)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 976)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 précédemment réservé de Mme Henriette Martinez (non application de la procédure d'étude d'impact) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 979)

Intervient sur le sous-amendement n° 1510 précédemment réservé de Mme Marylise Lebranchu (application de la procédure d'étude d'impact à l'ensemble des services publics d'Etat) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 979)

Intervient sur le sous-amendement n° 1509 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (exclusion des opérateurs publics ou privés de services publics) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 980)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1005 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1228 précédemment réservé de M. Jean Lassalle (défense du service postal) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 1347 précédemment réservé de M. François Brottes (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire - organisation des services au public) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 977 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (fonds de solidarité territoriale) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 492 précédemment réservé de M. André Chassaing (création d'un emploi d'animateur de maison de services publics) (p. 1012)

Richard DELL'AGNOLA

*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1521 tendant à rétablir la peine de mort pour les auteurs d'actes de terrorisme [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1696 relative à la lutte contre la toxicomanie, à la prévention et à la répression de l'usage illicite de plantes ou de produits classés comme stupéfiants [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [5 novembre 2003] (p. 10035)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9470)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : terrorisme (p. 9470)

Sécurité routière (p. 9470)

Transports aériens : aéroports (p. 9470)

Transports aériens : aviation civile : trafic (p. 9470)

Transports aériens : compagnies aériennes (p. 9470)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6144)

Patrick DELNATTE

*Nord (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur du projet de loi relatif au divorce (n° 1338) [7 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 30 avril 2004] (p. 7812)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1338), relatif au divorce [6 avril 2004] (n° 1513)

Proposition de loi n° 1530 dispensant de la condition d'interruption d'activité pour l'attribution de la bonification de durée de services les fonctionnaires qui ont adopté un enfant avant le 1er octobre 1978 [8 avril 2004]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [29 avril 2004] (n° 1579)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Belgique. Police, coopération frontalière, modalités [5 novembre 2003] (p. 10036)

Industrie. Textile et habillement. Groupe VEV, emploi et activité [21 janvier 2004] (p. 639)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 490, posée le 1^{er} décembre 2003. Traités et conventions. Retirée le 01/12/2003 par l'auteur (J.O. Questions p. 9071)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Son intervention (p. 9844)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 218 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (rapport au Parlement sur les conditions de financement du Fonds d'investissement pour la petite enfance) (p. 9852)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 19 (régime fiscal de la location avec option d'achat : alignement sur le crédit-bail) : devenu sans objet (p. 11765)

Projet de loi n° 756 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 124)

Son intervention (p. 126)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes : douanes (p. 127)

Union européenne : accords de Schengen : coopération policière et pénale (p. 126 et s.)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2879)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 2879)

Famille : médiation (p. 2879)

Famille : divorce : autorité parentale (p. 2879)

Famille : divorce : délais de réflexion (p. 2880)

Famille : divorce : dommages intérêts (p. 2880)

Famille : divorce : faute (p. 2879)

Famille : divorce : prestation compensatoire (p. 2880)

Famille : domicile : violences conjugales (p. 2880)

Famille : prestation compensatoire : application (p. 2879)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 2880)

Justice : procédures : simplifications administratives (p. 2879)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 1er (présentation des cas de divorce)

Son intervention (p. 2897)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2897 et s.)

Article 3 (divorce accepté)

Son intervention (p. 2904)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son intervention (p. 2905 et s.)

Article 5 (divorce pour faute)

Son intervention (p. 2908 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Yves Le Bouillonec (constatation et réparation de la faute possibles dans toutes les procédures de divorce) (p. 2911)

Article 7 (modification du fondement d'une demande en divorce en cours de procédure)

Son intervention (p. 2912)

Article 8 (procédure de divorce impliquant un majeur protégé)

Son intervention (p. 2912)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2913 et s.)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son intervention (p. 2915 et s.)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son intervention (p. 2917)

Article 12 (mesures provisoires)

Son intervention (p. 2918)

Article 13 (introduction de l'instance en divorce)

Son intervention (p. 2918)

Article 14 (preuves et déclaration sur l'honneur en matière de prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2919)

Article 15 (date d'effet du divorce entre les époux en ce qui concerne leurs biens)

Son intervention (p. 2919)

Article 16 (dispositions générales relatives aux conséquences du divorce)

Son intervention (p. 2919)

Article 17 (conséquences propres aux divorces autres que ceux prononcés par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2920)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2948 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Yvan Lachaud (ressources non prises en considération) (p. 2963)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Yvan Lachaud (en cas de non exercice du droit de visite et d'hébergement, compensation des sommes engagées par l'autre parent) (p. 2964)

Article 19 (bail forcé)

Son intervention (p. 2964 et s.)

Article 20 (la séparation de corps)

Son intervention (p. 2965 et s.)

Article 21 (conditions de révocation des donations entre époux - conventions pour la liquidation et le partage de la communauté - préciput - recel de communauté - coordinations)

Son intervention (p. 2966)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2968 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2971)

Article 23 (abrogations)

Son intervention (p. 2974 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (compétence du juge aux affaires familiales pour les actions relatives à la fixation de la prestation compensatoire) (p. 2976)

Article 23 bis (obtention d'une copie exécutoire des jugements de divorce par consentement mutuel sans paiement préalable des droits d'enregistrement)

Son intervention (p. 2976)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Richard Mallié (prise en charge des frais de déplacement pour les visites à l'enfant, en fonction des motifs du changement de résidence) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Richard Mallié (opposition à la résidence alternée) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Richard Mallié (audition obligatoire de l'enfant âgé de plus de sept ans dans toute procédure le concernant) (p. 2977)

Avant l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (coordination) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (obtention d'une copie exécutoire des jugements de divorce par consentement mutuel sans paiement préalable des droits d'enregistrement) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 136 du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (régime de l'aide juridictionnelle demandée à l'occasion d'un pourvoi en cassation) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (procédure d'expulsion du conjoint violent) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Émile Blessig (coordination avec le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 2978)

Article 24 (application outre-mer)

Son intervention (p. 2978)

Article 25 (entrée en vigueur de la loi - conditions d'application aux procédures en cours)

Son intervention (p. 2978 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Mansour Kamardine (extension du champ d'intervention de la commission de révision de l'état civil de Mayotte) (p. 2980)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Mansour Kamardine (simplification de la procédure) (p. 2980)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Mansour Kamardine (entrée en vigueur des dispositions relatives à la juridiction civile de droit commun à Mayotte et au pouvoir de médiation et de conciliation des cadis) (p. 2980)

Seconde délibération

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2980)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)

Son intervention (p. 3573)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : domicile (p. 3573)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 3573)

Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 3574)

Retraites : généralités : pensions de réversion : rente viagère (p. 3573)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3578)

Son intervention (p. 3578)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3230)

Son intervention (p. 3234)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : sanctions (p. 3235)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel : protection (p. 3234)

Politiques communautaires : directives (p. 3234)

Santé : données médicales (p. 3235)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3234)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4832)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4832)

Rapatriés : harkis (p. 4832)

Rapatriés : indemnisation (p. 4832)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7242)

Thèmes :

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) : secourisme (p. 7242)
Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7242)
Sécurité publique : sécurité civile : secourisme (p. 7242)
Sécurité routière : permis de conduire : secourisme (p. 7242)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)
Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Jean-Marie DEMANGE

*Moselle (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Stéphane DEMILLY

*Somme (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention, politiques communautaires [4 février 2004] (p. 1359)
Politiques communautaires. Agriculture. Négociations, Mercosur, perspectives [26 mai 2004] (p. 4112)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 584, posée le 27 janvier 2004. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 554). Appelée le 27 janvier 2004. Réglementation (p. 906)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 54

Son amendement n° 1235 (suppression de l'obligation faite aux opposants à la chasse de procéder à la régulation des espèces sur leur fonds) (p. 1151) : rejeté (p. 1152)

Son amendement n° 1211 (fédérations départementales : guichet unique ; taxe sur les permis de chasse) : rejeté (p. 1155)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 1246 (p. 1164)

Son amendement n° 1245 corrigé (p. 1165)

Après l'article 57

Son amendement n° 1206 (mission de suivi de la faune et des habitats par les fédérations départementales) (p. 1167) : rejeté (p. 1168)

Son amendement n° 1236 (plan de gestion) : retiré (p. 1168)

Avant l'article 66

Son amendement n° 1249 (fédérations départementales des chasseurs associées à la politique de développement des territoires ruraux) : rejeté (p. 1192)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son amendement n° 1248 (p. 1199)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 1239 (p. 1225)

Son amendement n° 1237 rectifié (p. 1227)

Ses amendements n°s 1238 et 1240 (p. 1228)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Ses amendements n°s 1242 et 1244 (p. 1235)

Son amendement n° 1243 corrigé (p. 1236)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3043)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3043 et s.)
Énergie et carburants : biocarburants (p. 3044 et s.)
Énergie et carburants : énergies renouvelables (p. 3043 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 970 de M. Jean Dionis du Séjour (renforcement de la réglementation relative aux déchets) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Jean Dionis du Séjour (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 846 de M. Jean Dionis du Séjour (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 972 de M. Jean Dionis du Séjour (maintien du crédit d'impôt pour l'achat des véhicules propres) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3943)

Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3945)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951)

Son sous-amendement n° 975 (développement de la filière de la biomasse) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3964)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma directeur national énergétique à valeur prospective) (p. 3988)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 4 (sensibilisation des jeunes)

Son amendement n° 96 (p. 7256)

Après l'article 54A

Son amendement n° 97 (formation des sapeurs-pompiers volontaires) : rejeté (p. 7327)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8584)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 8585)

Etat : réforme (p. 8585)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8585 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8586)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8585)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8585)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8585)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 8585)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8586)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8586)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8585)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 218 rectifié (photographes-auteurs : exonération de la taxe professionnelle) (p. 10684) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10685)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son amendement n° 667 (p. 4625)

Son amendement n° 668 rectifié (p. 4626)

Son amendement n° 669 (p. 4627)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5417)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 5418)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5418)

Finances publiques : dépenses en capital : contrats de plan Etat-régions (p. 5418)

Finances publiques : dette publique (p. 5417 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5418)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5419)

Finances publiques : recettes : affectation (p. 5418)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite : traitement (p. 5418)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre titulaire du Haut Conseil de l'évaluation de l'école [J.O. du 17 juin 2004] (p. 13231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Bilan et perspectives [21 octobre 2003] (p. 9100)

Sports. Dopage. Lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 936)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 563, posée le 20 janvier 2004. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Portables, antennes relais, installation, réglementation (p. 540)

n° 671, posée le 6 avril 2004. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Officiers, formation, stages, réglementation (p. 2618)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)
Son intervention (p. 12270)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12272)
Formation professionnelle : formation continue (p. 12270)
Syndicats : représentativité (p. 12271)
Travail : conventions collectives (p. 12272)
Travail : négociations (p. 12270)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 26 (transmission d'informations statistiques)

Son amendement n° 203 (p. 12379)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 204 corrigé de M. Pierre Morange (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son amendement n° 191 (p. 12483)

Après l'article 37

Son amendement n° 199 (abrogation de la dérogation en matière salariale liée à la masse salariale de l'entreprise) : rejeté (p. 12486)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son amendement n° 194 (p. 12510)

Son amendement n° 195 (p. 12512)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Ses amendements n° 197 et 196 (p. 12518)

Après l'article 43

Son amendement n° 190 deuxième correction (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12530) : adopté (p. 12532)

Article 46 (dispositions tendant à améliorer l'exercice du droit syndical)

Son amendement n° 198 (p. 12533)

Explications de vote et vote [6 janvier 2004] (p. 44)

Ses explications de vote (p. 45)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [7 avril 2004] (p. 2680)

Ses explications de vote (p. 2684)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2685)

Léonce DEPREZ

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1195 visant à créer un statut libéral d'aide-soignant [4 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONNAIRES AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention [3 février 2004] (p. 1281)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8650)

Thème :

Tourisme et loisirs (p. 8650 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9322)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : littoral (p. 9322)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9322 et s.)

Voirie (p. 9322)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : tourisme et loisirs (p. 10213 et s.)

Mer et littoral : plages (p. 10213)

Politique économique : conjoncture (p. 10212)

Tourisme et loisirs : stations thermales (p. 10213)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation d'aménagement (p. 10213 et s.)

Travail : jours fériés (p. 10213)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10602)

Thèmes :

Logement : logements vacants (p. 10602)

Logement : politique du logement (p. 10602)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Article 4 (encadrement de la publicité relative au crédit à la consommation)

Son amendement n° 2 (p. 12185) ; repris par M. Maxime Gremetz

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 2

Son amendement n° 327 (intitulé du chapitre II : "activités économiques en milieu rural") : devenu sans objet (p. 738)

Après l'article 10

Son amendement n° 326 (régime des carrières de marne et de craie) (p. 780) : adopté (p. 781)

Son amendement n° 325 (régimes applicables aux petites carrières) : rejeté (p. 781)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son amendement n° 56 (p. 1675)

Son amendement n° 57 (p. 1677)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Son amendement n° 61 (p. 1716)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1931)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : tourisme et loisirs (p. 1931)

Tourisme et loisirs : développement économique (p. 1932)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 600 (remplacer "le tourisme" par "l'organisation territoriale de l'économie touristique" dans l'intitulé du titre 1er) : adopté (p. 1984)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2363)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7156)

Thèmes :

Jeux et paris : casinos : dérogations (p. 7157)

Tourisme et loisirs : dotations de l'Etat (p. 7156 et s.)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre 1er

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7182)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7194)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3836)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3836)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3836)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3837)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3837)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5096)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5077)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6861)

Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)

Son intervention (p. 6874)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6909 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6940)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6995)

Thème :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 6995)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7310)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 3 janvier 2004] (p. 2201)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome I : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (Fonction publique et réforme de l'Etat) (n° 1115) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire, Tabacs manufacturés, Altadis, emploi et activité, Lille [2 décembre 2003] (p. 11516)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 9332)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : ordonnances (p. 9334)

Fonction publique de l'Etat : formation professionnelle (p. 9334)

Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 9333)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : services publics (p. 9333)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : indépendance (p. 9333)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 9333)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonction publique de l'Etat (p. 9334)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10185)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 10185)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 10185)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 10187)

Impôts locaux : réforme fiscale (p. 10186)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels (p. 10186)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : crédits (p. 10186)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10879)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10880)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10879)

Départements : Nord (p. 10880)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10879)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10879)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10880)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 591)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 591)

Enseignement : parents d'élèves (p. 591)

Enseignement : pédagogie (p. 591)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 592)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 591)

Enseignement secondaire : diplômes : baccalauréat (p. 591)

Enseignement technique et professionnel : diplômes (p. 592)

Ordre public : sécurité : enseignement (p. 591)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1842) : rejetée (p. 1855)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1873)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : évaluation des charges (p. 1843)

Collectivités territoriales : décentralisation : inconstitutionnalité (p. 1844)

Collectivités territoriales : évaluation des charges : gels de crédits (p. 1847)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1844, 1849)

Collectivités territoriales : ressources : Conseil constitutionnel (p. 1848)

Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 1848)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1874)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 1845)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1845, 1849)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : routes (p. 1847)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 1847)

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) : principe d'égalité (p. 1847)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 1845)

Départements : budget : action sociale (p. 1849)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : formation professionnelle (p. 1846)

Etat : décentralisation : histoire (p. 1843, 1873)

Finances publiques : déficit budgétaire : transferts de compétences (p. 1844)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1845)

Impôts locaux : croissance (p. 1848)

Lois : lois organiques : ressources (p. 1848)

Lois : lois organiques : transferts de compétences (p. 1844)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 1843)

Patrimoine culturel : transferts de compétences (p. 1847)

Régions : expérimentation (p. 1846)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Son amendement n° 1503 (p. 2049)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son amendement n° 667 (p. 2087)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son amendement n° 675 (p. 2114)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son amendement n° 676 (p. 2116)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son amendement n° 689 (p. 2123)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son amendement n° 792 (p. 2217)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2321)

Après l'article 71

Son amendement n° 823 (aménagement de la voirie départementale pour les transports scolaires) (p. 2403) : retiré (p. 2404)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son amendement n° 530 (p. 2447)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son amendement n° 847 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2499)

Avant l'article 98

Son amendement n° 852 (nouvel intitulé du chapitre : contrôle administratif des actes) : rejeté (p. 2512)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 860 (p. 2537)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 90 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 105 (p. 3693)

Son amendement n° 120 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 135 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 30 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 15 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 45 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 60 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 75 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 7011)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission : (p. 7022)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 7011)

Collectivités territoriales : autonomie financière : services publics locaux (p. 7011)

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 7012, 7022)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7012, 7022)

Finances publiques : dette publique (p. 7011)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7012, 7022)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 7011)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7223) : rejetée (p. 7229)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7223)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7224)

Départements : conseils généraux : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7224)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 7223)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : formation professionnelle (p. 7225)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : Marseille (p. 7225 et s.)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7225)

Sécurité publique : sécurité civile : histoire (p. 7223)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 7223)

Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7225)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7224)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)

Ses amendements n°s 118 et 119 (p. 7255)

Article 4 (sensibilisation des jeunes)

Son amendement n° 121 (p. 7256)

Article 6 (obligations des établissements de santé et médico-sociaux)

Son amendement n° 122 (p. 7257)

Après l'article 19

Son amendement n° 123 (régime de droit commun pour les services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône) (p. 7261) : rejeté (p. 7263)

Article 19 bis (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son amendement n° 124 (p. 7263)

Article 19 ter (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son amendement n° 125 (p. 7264)

Ses amendements n°s 126 à 129 (p. 7265)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son amendement n° 130 (p. 7265)

Après l'article 22

Son amendement n° 131 (financement des opérations de secours à Marseille) : rejeté (p. 7267)

Avant l'article 25

Son amendement n° 132 (réserve de sécurité civile composée d'anciens professionnels de la sécurité) (p. 7268) : rejeté (p. 7269)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son amendement n° 133 (p. 7269)

Article 26 supprimé par le Sénat (réserves départementales de sécurité civile)

Son amendement n° 134 (p. 7270)

Article 28 (modalités d'engagement des réservistes de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Reprend l'amendement n° 24 de la commission (p. 7272) : retiré

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son amendement n° 138 (p. 7276)

Ses amendements n°s 139 et 137 (p. 7279)

Son amendement n° 140 (p. 7280)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son amendement n° 141 (p. 7308)

Article 45 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son amendement n° 142 (p. 7311)

Article 48 bis (commission administrative et technique des services d'incendie et de secours)

Son amendement n° 144 (p. 7312)

Après l'article 48 bis

Son amendement n° 147 (cessation de la nomination d'un fonctionnaire territorial par l'Etat) (p. 7313) : rejeté (p. 7314)

Article 50 (financement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son amendement n° 148 (p. 7314)

Article 50 ter (élection de la commune de Marseille au fonds d'aide à l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son amendement n° 149 (p. 7318)

Article 51 bis (prise en charge des dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son amendement n° 150 (p. 7320)

Article 51 ter (participation de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole aux dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son amendement n° 151 (p. 7321)

Article 52A (reconnaissance du caractère dangereux du métier et des missions des sapeurs-pompiers)

Son intervention (p. 7321)

Après l'article 52

Son amendement n° 152 (rapport au Parlement sur la formation des sapeurs-pompiers) : rejeté (p. 7325)

Article 56 (avantage de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires)

Son amendement n° 153 (p. 7330)

Article 3 et annexe précédemment réservés (approbation des orientations de la politique de sécurité civile)

Son amendement n° 120 (p. 7335)

Ses explications de vote (p. 7337)

Abstention du groupe socialiste (p. 7338)

Jacques DESALLANGRE

Aisne (4^{ème} circonscription)

Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1120 instituant le droit de mourir dans la dignité [15 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, abus, lutte et prévention [14 octobre 2003] (p. 8499)

Entreprises. Charges. Allègement, conséquences, emploi [2 décembre 2003] (p. 11511)

Industrie. Métallurgie. Péchiney. Office public d'achat (OPA), conséquences [10 décembre 2003] (p. 12045)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [11 février 2004] (p. 1641)

Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2931)

Entreprises. Chefs d'entreprise. Rémunérations, montant [12 mai 2004] (p. 3541)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 548, posée le 6 janvier 2004. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines (J.O. Questions p. 8). Appelée le 6 janvier 2004. Délimitation, Soissons (p. 8)

n° 712, posée le 4 mai 2004. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 3206). Appelée le 4 mai 2004. Fermeture de classes, Aisne (p. 3267)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette la précipitation avec laquelle ont été appelés les amendements déposés par son groupe [16 juillet 2004] (p. 6762)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton : attribue la vigueur des propos de M. Gremetz à son ardeur et à sa conviction [16 juillet 2004] (p. 6816)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10121)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10122)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10121)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10121)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10122)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10122)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10122)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2003] (p. 10151)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10152)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

**Examen des fascicules [12 novembre 2003]
(p. 10323, 10364)***Procédure des questions :*

Postes : livret A (p. 10344)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)*Procédure des questions :*

Enseignement maternel et primaire : personnel : enseignants : effectifs (p. 9965)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

**Examen des fascicules [5 novembre 2003]
(p. 10039, 10075)**

Son intervention (p. 10063)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 10063)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10063)

Entreprises : contributions patronales (p. 10063)

Travail : licenciements (p. 10064)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10063)

Procédure des questions :

Travail : inspection du travail (p. 10092)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 décembre 2003]
(p. 11831)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11835) : rejetée (p. 11842)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11840)

Constitution : inconstitutionnalité : entreprises publiques (p. 11836)

Politique économique : libéralisme (p. 11839)

Secteur public : entreprises publiques (p. 11837)

Secteur public : privatisations (p. 11835)

Télécommunications : services publics (p. 11835)

Télécommunications : Internet (p. 11839)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 11839)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 décembre 2003]
(p. 12162)***Après l'article 2*

Son amendement n° 3 (modification des contrats avec l'accord exprès des deux parties) (p. 12165) : rejeté (p. 12166)

Avant l'article 3

Son amendement n° 6 (interdiction des publicités suggérant certaines facilités de crédit) : rejeté (p. 12169)

Son amendement n° 7 (amendement de repli) : rejeté (p. 12169)

Son amendement n° 8 (obligation au prêteur d'examiner le taux d'endettement de l'emprunteur) (p. 12169) : rejeté (p. 12170)

Son amendement n° 9 (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12170) : rejeté (p. 12172)

Article 3 (crédit gratuit)

Son amendement n° 4 (p. 12173)

Son amendement n° 5 (p. 12174)

Après l'article 3

Son amendement n° 10 (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) : rejeté (p. 12175)

Son amendement n° 11 (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12175) : adopté (p. 12176)

Son amendement n° 12 (déclaration obligatoire des charges et ressources de l'emprunteur pour un crédit supérieur à 2 000 €) (p. 12176) : rejeté (p. 12177)

Son amendement n° 13 (délai de rétractation de l'emprunteur) : rejeté (p. 12177)

Son amendement n° 14 (annulation judiciaire des intérêts dus par un emprunteur victime d'un défaut d'information ou d'un abus de droit) (p. 12177) : rejeté (p. 12178)

Son amendement n° 15 (campagnes d'information de la Banque de France pour prévenir le surendettement) : rejeté (p. 12178)

Son amendement n° 17 (assimilation au démarchage financier des propositions de crédit à la consommation faites par les préposés des magasins à grande surface) : rejeté (p. 12180)

Son amendement n° 18 (coordination avec l'amendement n° 17) (p. 12180) : rejeté (p. 12181)

Après l'article 4

Son amendement n° 16 (présentation distincte des frais bancaires sur les relevés de compte) (p. 12185) : rejeté (p. 12186)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

**Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004]
(p. 2987)**

Son intervention (p. 2991)

Thèmes :

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 2991)

Politique économique : conjoncture (p. 2991 et s.)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2991 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2991)

Union européenne : zone euro (p. 2991 et s.)

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [11 mai 2004]
(p. 3471)**

Son intervention (p. 3478)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : gouvernement d'entreprises (p. 3479)

Entreprises : transparence (p. 3479)

Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3479)

Sociétés : dirigeants : responsabilité en cas de faute (p. 3479)

Sociétés : droit des affaires : Etats-Unis (p. 3478)

Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 3478)

Ses explications de vote (p. 3485)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3485)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juin 2004]
(p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)**

Son intervention (p. 4971)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4971 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4971 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4971)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)*Avant l'article 1er*

Son intervention (p. 5086 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5280 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6124 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6176 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6183 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6203 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6247)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6625 et s.)

Après l'article 25 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6638 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6644 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6657 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6670)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6685 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6702 et s.)

Avant l'article 30 [séance du 15 juillet 2004]

Son intervention (p. 6718 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6724 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6762)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6781)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6794 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6816)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6828)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6831 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6836 et s.)

Article 34 [séance du 16 juillet 2004] (substitution au statut réglementaire d'un statut conventionnel des praticiens conseils)

Son intervention (p. 6839)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)

Son intervention (p. 6841 et s.)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6844 et s.)

Article 38 [séance du 16 juillet 2004] (coordination)

Son intervention (p. 6848)

Jean-Jacques DESCAMPS

*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 17 : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Agences de voyages. Information des clients, nom de la compagnie aérienne [27 janvier 2004] (p. 935)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 670, posée le 6 avril 2004. Animaux. Chiens (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Société centrale canine, financement (p. 2633)

n° 702, posée le 27 avril 2004. Bâtiment et travaux publics. Construction (J.O. Questions p. 3083). Appelée le 27 avril 2004. Acier, prix, conséquences (p. 3087)

n° 790, posée le 1^{er} juin 2004. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 1^{er} juin 2004. Classes de 3ème en alternance, bilan et perspectives (p. 4262)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8589)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8589)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8589 et s.)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8589)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8589)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8589)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8589)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8589)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8590)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 75 (revalorisation de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de commerce)

Son intervention (p. 10556)

Son amendement n° 276 (p. 10556)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion des articles [14 novembre 2003] (p. 10553)

Article 75 (revalorisations de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (IATP) perçue par les chambres de commerce et d'industrie)

Son intervention (p. 10556)

Son amendement n° 276 (p. 10556)

Article 76 (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers)

Son intervention (p. 10556)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10629)

Thèmes :

Chambres consulaires (p. 10630)

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10630)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 10630)

Entreprises : création (p. 10630)

Entreprises : petites et moyennes entreprises

Politique économique : généralités (p. 10629)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1470)

Thèmes :

Cultes : islam : intégration (p. 1471)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1471)

Cultes : lieux de culte : inégalités (p. 1470)

Etat : valeurs républicaines : Français issus de l'immigration (p. 1471)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1553)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1553)

Etrangers : immigration (p. 1553)

Etrangers : intégration (p. 1553)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5418)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 5419)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 5419)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5419)

Politique économique : croissance (p. 5418 et s.)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports (n° 813) [2 octobre 2003]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 813) autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [2 juin 2004] (n° 1634)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9468)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9468)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9469)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9468 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3038)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3038 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3039)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3038 et s.)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3038)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3038)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3038)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3039)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3039)
 Recherche (p. 3039)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3039)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3298)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 3298)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 3298)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 3299)
 Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3298 et s.)
 Politique économique : mondialisation (p. 3298)
 Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3298 et s.)

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Article 1er (définition du contrat de volontariat de solidarité internationale)

Son intervention (p. 3304 et s.)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 3306)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3829)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3829)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3830)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3829)
 Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3829)
 Transports : transport combiné (p. 3830)
 Transports urbains (p. 3830)

Patrick DEVEDJIAN

Ministre délégué aux libertés locales
 puis Ministre délégué à l'industrie

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué à l'industrie, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Méhaugnerie. Impôts locaux. Taux. Perspectives [7 octobre 2003] (p. 8169)
 M. Augustin Bonrepaux. Collectivités territoriales. Finances. Fonds de péréquation [19 novembre 2003] (p. 10811)
 M. François Dosé. Etat. Décentralisation. Conséquences, politique sociale [24 février 2004] (p. 1815)
 M. François Rochebloine. Bâtiment et travaux publics. Construction. Acier, prix, conséquences [13 avril 2004] (p. 2866)

M. Alain Venot. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [28 avril 2004] (p. 3177)

M. Alain Marleix. Donations et successions. Donations. Enfants majeurs, conséquences, impôt sur le revenu [4 mai 2004] (p. 3290)

M. Philippe Folliot. Industrie. Machines et équipements. Machines-outils Comau, emploi et activité, Castres [5 mai 2004] (p. 3344)

Mme Marylise Lebranchu. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. Réglementation [12 mai 2004] (p. 3547)

M. Michel Heinrich. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [12 mai 2004] (p. 3548)

M. Jean Lassalle. Energie et carburants. Bassin de Lacq. Reconversion, chimie fine, perspectives [18 mai 2004] (p. 3766)

M. David Habib. Energie et carburants. Total. Emploi et activité, perspectives [19 mai 2004] (p. 3849)

M. Christian Vanneste. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [19 mai 2004] (p. 3853)

M. Roland Blum. Agroalimentaire. Nestlé Waters France. Emploi et activité, Marseille [25 mai 2004] (p. 4030)

M. Lucien Degauchy. Télécommunications. Téléphone. Portables, envois de textes, tarifs [25 mai 2004] (p. 4037)

M. André Gerin. Industrie. Chimie. Perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4271)

M. Jacques Domergue. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4272)

M. Michel Roumegoux. Energie et carburants. EDF. Grève, coupures d'électricité, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4571)

M. Pierre Lang. Energie et carburants. Charbonnages de France. Terrains, cession, perspectives [8 juin 2004] (p. 4573)

M. Patrick Bloche. TVA. Taux. Disques [22 juin 2004] (p. 5246)

M. Daniel Boisserie. Bâtiment et travaux publics. Construction. Procédure de conception-réalisation, conséquences, architectes, ingénieurs et petites et moyennes entreprises (PME) [23 juin 2004] (p. 5315)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Sainte-Marie. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [2 décembre 2003] (p. 11488)

M. François Lamy. Etrangers. Roms. Accords de réadmission, mise en œuvre [2 décembre 2003] (p. 11487)

M. Gilles Artigues. Etrangers. Logement. Squat, lutte et prévention [2 décembre 2003] (p. 11489)

M. Michel Sordi. Environnement. Réserves naturelles. Financement, aides de l'Etat [16 décembre 2003] (p. 12404)

M. Martial Saddier. Sécurité publique. Secours. Gratuité, réforme, conséquences [16 décembre 2003] (p. 12403)

M. Maurice Giro. Etrangers. Enfants. Institution de la Kafala, conséquences [6 janvier 2004] (p. 18)

M. Richard Mallié. Police. Commissariats. Création, Pennes-Mirabeau [6 janvier 2004] (p. 19)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux, perspectives [6 janvier 2004] (p. 22)

M. Jean-Claude Lefort. Police. Organisation. Police de proximité, mise en place, Ivry-sur-Seine [6 janvier 2004] (p. 20)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Maintien, zones rurales [20 janvier 2004] (p. 557)

M. Patrick Roy. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nord [20 janvier 2004] (p. 556)

M. Christian Philip. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports urbains, unité de police, création, Lyon [20 janvier 2004] (p. 555)

M. Robert Lamy. Marchés publics. Passation. Collectivités territoriales, réglementation [27 janvier 2004] (p. 925)

M. Dominique Richard. Police. Organisation. Police de proximité, perspectives, Angers [27 janvier 2004] (p. 926)

M. Pascal Terrasse. Justice. Procédures. Réfugiés politiques iraniens, arrêtés d'expulsion, assignation à résidence, abrogation [3 février 2004] (p. 739)

Mme Nathalie Gautier. Etablissements de santé. Maternités. Fonctionnement, Villeurbanne [24 février 2004] (p. 1803)

M. Michel Hunault. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : services extérieurs. Sous-préfectures, locaux, Châteaubriant [24 février 2004] (p. 1286)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : répond qu'aux garanties établies par la révision de l'article 72-2 de la Constitution et la jurisprudence consécutive du Conseil constitutionnel s'ajoute l'engagement du Gouvernement à ce que le vote définitif de la loi sur les responsabilités locales n'intervienne pas avant que le Parlement ait examiné le projet de loi organique [24 février 2004] (p. 1832)

M. Jean-Pierre Balligand : souligne que la loi sur les responsabilités locales ne pourra pas entrer en vigueur tant que la loi organique n'aura pas été adoptée. Il observe également que le vote définitif sur cette loi n'interviendra pas tant que le Parlement n'aura pas examiné la loi organique et ne sera donc pas parfaitement au fait de son contenu [25 février 2004] (p. 1902)

M. Jean-Marc Ayrault : rappelle que le Parlement a le droit d'amender et de délibérer. L'amendement évoqué sera examiné dans la suite du débat. Il indique d'ores et déjà que le Gouvernement est défavorable à cet amendement [25 février 2004] (p. 1923)

M. René Dosière : ajoute que le Gouvernement convient volontiers avoir institué la possibilité de péages dans le texte initial [27 février 2004] (p. 2082)

M. Jean-Pierre Balligand : répond que M. Balligand n'est pas l'organisateur du travail gouvernemental et que le ministre de l'éducation est occupé à d'autres tâches. Il y voit une attaque personnelle contre sa propre compétence et se déclare prêt à faire face seul au débat parlementaire [2 mars 2004] (p. 2325)

M. Alain Néri : dénonce les manœuvres d'obstruction et prévient qu'il souhaite examiner le plus d'articles possible en allant jusqu'à sept heures du matin [2 mars 2004] (p. 2325)

M. Augustin Bonrepaux : répond que, naturellement, la conférence des présidents est maître de l'ordre des travaux. Il précise qu'une loi de décentralisation peut, par définition, justifier la présence de tous les ministres. En ce qui concerne la décentralisation de la médecine scolaire, celle-ci a été introduite par un amendement voté par le Sénat, contre l'avis du Gouvernement. Le Gouvernement, tenant sa parole, a déposé un amendement de suppression de cette disposition. [2 mars 2004] (p. 2326)

M. Daniel Paul : précise que Mme de Palacio est commissaire de l'énergie et n'est donc pas sortie de son champ de compétences en intervenant; en outre, il n'est pas question pour le Gouvernement de laisser une grande entreprise française faire faillite [22 juin 2004] (p. 5249)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1002 et s.)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 34 troisième rectification du Gouvernement (dispositions imposées à la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 1716)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4408)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4409)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : appels d'urgence (p. 4410)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 4409)

Télécommunications : tarifs (p. 4410)

Télécommunications : téléphones mobiles : annuaire (p. 4409 et s.)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 4408 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4416)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1869)

Sa réponse (p. 1943)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [24 février 2004] (p. 1832)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Balligand (cf supra) [25 février 2004] (p. 1901)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [25 février 2004] (p. 1922)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dégrèvement (p. 1944)

Collectivités territoriales : subsidiarité (p. 1944)

Collectivités territoriales : dépenses : statistiques (p. 1948)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1949)

Collectivités territoriales : évaluation des charges : Conseil constitutionnel (p. 1870)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 1870)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1870, 1948)

Collectivités territoriales : péréquation : montagne (p. 1945)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1947)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 1946)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) : statistiques (p. 1949)

Communes : maires d'arrondissement : Paris (p. 1945)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 1870)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : suffrage universel (p. 1869)

Etat : décentralisation (p. 1947)

Etat : décentralisation : socialisme (p. 1950)

Etat : réforme (p. 1946)

Impôts et taxes : statistiques (p. 1946)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 1945)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 1871)

Logement (p. 1944)

Parlement : Sénat : amendements (p. 1943)

Régions : Ile-de-France (p. 1944)

Transports urbains (p. 1945)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'amendement n° 1445 de M. André Chassaigne (consultation nationale obligatoire des élus locaux, des agents et des usagers avant toute fermeture de services publics de proximité) (p. 1970)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Jean-Pierre Balligand (titre Ier A : relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales et fiscalité locale) (p. 1971)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Jean-Pierre Balligand (maintien du degré d'autonomie fiscale des collectivités territoriales) (p. 1972)

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1973 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1976)

Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la contribution pour frais d'assiette consécutive au travail de recensement et de révision effectué dans les années 1990) (p. 1979)

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Augustin Bonrepaux (réforme de la taxe professionnelle) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Victorin Lurel (prise en compte des charges résultant de nouveaux transferts pour le calcul des dotations de l'Etat aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Victorin Lurel (prise en compte du rapport prévu par la loi de programme pour l'outre-mer avant tout transfert aux collectivités d'outre-mer) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Augustin Bonrepaux (compensation par une majoration de la DGF du prélèvement opéré à travers la mise en place d'une "journée de solidarité" pour les personnes âgées) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Didier Migaud (subordination de la mise en œuvre de la présente loi à la mise en œuvre de la loi organique sur les finances locales) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 979 rectifié de M. André Chassaigne (licenciements économiques interdits à l'entreprise réalisant des profits) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. André Chassaigne (bilan des différentes lois de décentralisation dans les six mois suivant la promulgation de la loi) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Léonce Deprez (remplacer "le tourisme" par "l'organisation territoriale de l'économie touristique" dans l'intitulé du titre Ier) (p. 1984)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1986 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1304 de Mme Valérie Pécresse (rôle des départements de l'Île de France dans l'élaboration du schéma directeur) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 299 de la commission (simplification des modalités de modification du schéma directeur de la région Île de France) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Valérie Pécresse (simplification des modalités de modification du schéma directeur de la région Île de France) (p. 2002)

Intervient sur l'amendement n° 899 de M. Patrick Balkany (transfert de compétence du préfet au maire pour l'ouverture des commerces le dimanche) (p. 2002)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Son intervention (p. 2003 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1564 de la commission (chapitre Ier bis : l'organisation territoriale de l'économie touristique) (p. 2005)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son intervention (p. 2006)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1571 rectifié de la commission (coordination) (p. 2009)

Intervient sur l'amendement n° 901 de M. Patrick Balkany (transfert de compétence du préfet aux maires des communes touristiques pour l'ouverture des commerces le dimanche) (p. 2009)

Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)

Son intervention (p. 2010 et s.)

Article 4 bis (dispositions spécifiques au tourisme en Guyane)

Son intervention (p. 2011)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 931 rectifié de M. Michel Bouvard (restriction de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2012)

Intervient sur l'amendement n° 932 de M. Michel Bouvard (publicité de l'affectation de la taxe de séjour) (p. 2012)

Intervient sur l'amendement n° 933 de M. Michel Bouvard (information sur les augmentations de taxe de séjour prévues) (p. 2012)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. Christian Paul (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2014)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. Christian Paul (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle fixée par l'Etat) (p. 2014)

Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Thierry Mariani (création du permis d'exploitation d'un débit de boissons) (p. 2016)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2016 et s.)

Article 5 bis (formation professionnelle des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 2021)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2022 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 1574 de M. Pierre Albertini (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle limitée aux détenus et aux réfugiés) à l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (p. 2028)

Intervient sur l'amendement n° 1490 de M. Christian Paul (contrats Etat-régions pour lutter contre l'illettrisme) (p. 2030)

Article 5 ter (enregistrement des contrats d'apprentissage)

Son intervention (p. 2030)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)

Son intervention (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son intervention (p. 2032 et s.)

Article 7 bis (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 2036)

Article 8 (gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son intervention (p. 2038 et s.)

Article 9 (abrogations)

Son intervention (p. 2048)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2049)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 648 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales) (p. 2050 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 649 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (obligation d'élaborer un plan de gestion environnementale intégrée pour chaque collectivité territoriale) (p. 2050 et s.)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son intervention (p. 2052 et s.)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Gilles Carrez (faculté donnée à l'Etat de déléguer à la région la maîtrise d'ouvrage d'une opération d'investissement du domaine public routier national) (p. 2053)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2057 et s.)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 2063)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Victorin Lurel (conflit de compétences outre-mer entre le département et la région) (p. 2063)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2068 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [27 février 2004] (p. 2082)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Christian Philip (modalités de taxation des véhicules à moteur à raison de leurs déplacements dans les grandes agglomérations, y compris par l'institution d'un péage urbain) (p. 2084)

Article 15 (exercice de la police de la conservation du domaine public routier)

Son intervention (p. 2086)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2087 et s.)

Article 18 (éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national)

Son intervention (p. 2092)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2094 et s.)

Article 20 (abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris)

Son intervention (p. 2103 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1180 de M. Christian Philip (autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires) (p. 2104)

Intervient sur l'amendement n° 958 corrigé de Mme Odile Saugues (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 1428 de M. Christian Philip (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 674 de Mme Odile Saugues (avis conforme de la région pour le déclassement des lignes ferroviaires) (p. 2113)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son intervention (p. 2114 et s.)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 2116)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2118 et s.)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son intervention (p. 2123 et s.)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2125 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 147 corrigé de M. Bertho Audifax (délégation de service public portuaire ou aéroportuaire) (p. 2127)

Article 27 (compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains)

Son intervention (p. 2127 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 1541 de la commission (arbitrage du représentant de l'Etat en matière d'organisation de transports urbains) (p. 2128)

Article 28 (transfert à la région de la propriété des biens de l'Etat concédés aux sociétés d'aménagement régional)

Son intervention (p. 2128)

Avant l'article 29 A

Intervient sur l'amendement n° 1291 de M. Victorin Lurel (suppression de la dotation de continuité territoriale outre-mer et remplacement par le dispositif en vigueur pour la Corse) (p. 2128)

Article 29 A (rôle de la région Ile-de-France en matière de transports et déplacements)

Son intervention (p. 2129)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2129 et s.)

Article 30 (ressources du syndicat des transports d'Ile-de-France et de la régie autonome des transports parisiens)

Son intervention (p. 2137)

Article 31 (plan de déplacements urbains et plans locaux de déplacement dans la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2137)

Article 32 (organisation des transports scolaires en région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2138)

Article 33 (entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre)

Son intervention (p. 2138)

Article 34 (décrets en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 2138)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2139 et s.)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2141 et s.)

Article 37 (compétences de l'Etat à l'égard des plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2145)

Article 37 bis (pouvoir de substitution du préfet pour l'élaboration des plans d'élimination des déchets industriels spéciaux)

Son intervention (p. 2145)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2148 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 725 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité départemental pour l'insertion) (p. 2155)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. François Brottes (attribution du chèque d'accompagnement personnalisé par les services et organismes d'Etat) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. François Brottes (institution d'une régie d'avance unique dans chaque collectivité pour le chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. François Brottes (missions et organisation de la commission des chèques d'accompagnement personnalisé) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Brottes (rapport sur les conditions d'extension du chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 721 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 722 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (création d'observatoires départementaux d'action sociale) (p. 2158)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2159 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 729 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (schémas interdépartementaux et interrégionaux de l'organisation sociale et médico-sociale) (p. 2162)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2163 et s.)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son intervention (p. 2165)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son intervention (p. 2166 et s.)

Article 44 (conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social)

Son intervention (p. 2169)

Article 45 (transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales)

Son intervention (p. 2169 et s.)

Article 46 (coordination par le département de l'action en faveur des personnes âgées)

Son intervention (p. 2170 et s.)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son intervention (p. 2171 et s.)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 752 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité national des retraités et personnes âgées) (p. 2174)

Intervient sur l'amendement n° 753 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comités régionaux des retraités et personnes âgées) (p. 2174)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (nouvel intitulé du chapitre II) (p. 2175)

Article 48 (extension, à titre expérimental, des compétences des départements pour la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse)

Son intervention (p. 2175 et s.)

Avant l'article 49 A

Intervient sur l'amendement n° 758 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (intervention des associations d'aide au logement dans la procédure d'attribution de logements du contingent préfectoral) (p. 2177)

Intervient sur l'amendement n° 759 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (délégation totale ou partielle par le préfet aux associations d'aide au logement de sa compétence en matière d'attribution de logements) (p. 2177)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2179 et s.)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2182 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Louis Dumont (participation des établissements publics d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes HLM) (p. 2207)

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de la commission (garanties apportées par les communes pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux) (p. 2210)

Intervient sur l'amendement n° 268, troisième rectification de la commission des affaires économiques (garanties apportées par les communes pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux) (p. 2210)

Intervient sur l'amendement n° 780 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (loi de programmation pour le logement avant le 1er janvier 2005) (p. 2210)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2213 et s.)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2220 et s.)

Après l'article 52 bis

Intervient sur l'amendement n° 800 de M. Christophe Caresche (procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation : compétence de principe du maire) (p. 2222)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 2305 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 804 de M. Simon Renucci (consultation obligatoire des régions pour les schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) (p. 2306)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2309 et s.)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2317 et s.)

Article 57 (lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines)

Son intervention (p. 2318)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2320 et s.)

Article 59 (expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat)

Son intervention (p. 2323)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 1518 de M. Jean-Pierre Brard (interdiction des cultures d'organismes génétiquement modifiés) (p. 2324)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Intervient sur l'amendement n° 491 de la commission des affaires culturelles (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Intervient sur les rappels au règlement de :

- M. Jean-Pierre Balligand (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2325)

- M. Alain Néri (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2325)

- M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2326)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2329 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. François Liberti (missions du Centre national de documentation pédagogique) (p. 2335)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336 et s.)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son intervention (p. 2356 et s.)

Article 63 (réforme des conseils académiques de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2357)

Article 64 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété des biens immobiliers des collèges et lycées)

Son intervention (p. 2357)

Article 65 (sectorisation des écoles publiques)

Son intervention (p. 2358)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son intervention (p. 2359)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2360)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2369 et s.)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son intervention (p. 2398 et s.)

Article 69 (transformation de certains établissements d'enseignement du second degré en établissements publics locaux d'enseignement)

Son intervention (p. 2399 et s.)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2400)

Article 70 bis (transports scolaires)

Son intervention (p. 2401)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)

Son intervention (p. 2401 et s.)

Après l'article 70 ter

Intervient sur l'amendement n° 1335 rectifié de M. Claude Goasguen (prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité) (p. 2402)

Article 71 (transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande)

Son intervention (p. 2402)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (aménagement de la voirie départementale pour les transports scolaires) (p. 2403)

Article 72 (compétences en matière d'inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2406 et s.)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 1271 rectifié du Gouvernement (reprise par les collectivités territoriales des contrats des personnels de droit privé travaillant aux opérations d'inventaire) (p. 2410)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2413 et s.)

Article 73 bis (prêt des collections du Musée du Louvre aux musées de France territoriaux)

Son intervention (p. 2414)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)

Son intervention (p. 2443 et s.)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Laurent Hénart (fiscalité des subventions publiques locales pour travaux sur monuments historiques) (p. 2444)

Intervient sur l'amendement n° 1182 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (modalités de règlement des conflits entre l'autorité délivrant le permis de construire et l'architecte des bâtiments de France) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 507 rectifié de la commission des affaires culturelles (conditions d'organisation des travaux sur les monuments protégés n'appartenant pas à l'Etat) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 506 de la commission des affaires culturelles (interdiction aux architectes des bâtiments de France d'exercer une activité libérale) (p. 2445)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son intervention (p. 2446 et s.)

Article 76 (établissements d'enseignement supérieur de formation aux métiers du spectacle relevant de l'Etat)

Son intervention (p. 2447)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 396 de la commission (utilisation du produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 393 de la commission (conférence régionale de développement du sport) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 511 de la commission des affaires culturelles (conférence régionale de développement du sport) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 394 de la commission (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1600 rectifié de M. Édouard Landrain (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1601 de M. Édouard Landrain (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1602 de M. Édouard Landrain (composition de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1603 de M. Édouard Landrain (compétences de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1600 rectifié de M. Édouard Landrain (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1601 de M. Édouard Landrain (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1602 de M. Édouard Landrain (composition de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1603 de M. Édouard Landrain (compétences de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 395 de la commission (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1598 de M. Édouard Landrain (de précision) à l'amendement n° 395 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1599 de M. Édouard Landrain (autorité compétente) à l'amendement n° 395 de la commission (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1598 de M. Édouard Landrain (de précision) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 1599 de M. Édouard Landrain (autorité compétente) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 397 de la commission (mission du département en faveur de la pratique du sport par les personnes en difficulté sociale) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 515 de la commission des affaires culturelles (rôle du département en faveur de la pratique du sport par les personnes handicapées ou en difficultés sociales) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 392 de la commission (insertion d'un chapitre IV : le sport) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 510 de la commission des affaires culturelles (insertion d'un chapitre IV : le sport) (p. 2448)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2451 et s.)

Article 78 (mises à disposition des personnels de l'Etat)

Son intervention (p. 2454)

Article 79 (adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation)

Son intervention (p. 2454 et s.)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Laurent Hénart (rapport évaluant les conséquences de l'intégration dans la fonction publique territoriale des personnels transférés sur l'équilibre de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) (p. 2455)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son intervention (p. 2456 et s.)

Article 81 (transfert des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics)

Son intervention (p. 2458)

Article 82 (maintien du bénéfice des années accomplies en "service actif")

Son intervention (p. 2458)

Article 83 (mise à disposition de services ou parties de services et de personnels au titre d'une expérimentation ou d'une délégation de compétences)

Son intervention (p. 2459)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. André Chassaigne (commissions communes aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'Etat et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale) (p. 2459)

Article 85 (consultation des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 2459)

Article 86 (clarification de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2460)

Article 87 (applicabilité du dispositif de mise à disposition et de transfert aux agents affectés dans des services transférés à la collectivité territoriale de Paris)

Son intervention (p. 2460)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 1281 du Gouvernement (extension du champ d'application du titre V aux transferts de compétences prévus par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages) (p. 2460)

Avant l'article 88 A

Intervient sur l'amendement n° 1103 de M. André Chassaigne (intégration des actifs financiers détenus par les entreprises dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 1102 de M. Michel Vaxès (valeur locative des biens mis à disposition d'une entreprise pour l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2462)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2471 et s.)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2474 et s.)

Article 88 bis (compensation de création ou d'extension de compétences)

Son intervention (p. 2489)

Après l'article 88 bis

Intervient sur l'amendement n° 1516 de M. Alain Gest (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) (p. 2490)

Article 88 ter (bilan de la commission consultative sur l'évaluation des charges)

Son intervention (p. 2491)

Après l'article 88 ter

Intervient sur l'amendement n° 1112 corrigé de M. André Chassaigne (expertise sur les équipements publics éventuellement transférés) (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 1113 corrigé de M. André Chassaigne (relèvement du taux de compensation déterminant les attributions du FCTVA) (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2495 et s.)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 1369 de M. Hervé Morin (exercice d'une compétence donnée réservée à un seul niveau de collectivité territoriale) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2500 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2503 et s.)

Avant l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Jean-Pierre Balligand (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2506)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2509)

Après l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. André Chassaigne (extension du domaine de consultation d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 416 de la commission (consultation des électeurs en cas de fusion de communes) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Alain Gest (mise à la disposition des élus, à titre individuel, des moyens informatiques et de télécommunications nécessaires aux échanges d'informations) (p. 2510)

Article 92 supprimé par le Sénat (évaluation des politiques locales - création d'un Conseil national des politiques publiques locales)

Son intervention (p. 2511)

Article 93 (recueil des statistiques par l'Etat - mise en place d'un système d'informations partagées)

Son intervention (p. 2511)

Article 95 (missions et compétences du préfet de département)

Son intervention (p. 2511)

Après l'article 95

Intervient sur l'amendement n° 420 rectifié de la commission (information réciproque du maire et du préfet) (p. 2511)

Intervient sur l'amendement n° 419 de la commission (information réciproque du président du conseil général et du préfet) (p. 2511)

Après l'article 96

Intervient sur l'amendement n° 421 rectifié de la commission (transfert au préfet de la compétence de sectionnement électoral des communes) (p. 2512)

Avant l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Bernard Derosier (nouvel intitulé du chapitre : contrôle administratif des actes) (p. 2512)

Après l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 203 de Mme Anne-Marie Comparini (délégations de pouvoir aux présidents de conseils régionaux et généraux) (p. 2512)

Article 98 quater (réduction du nombre d'actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat)

Son intervention (p. 2513)

Avant l'article 99 A

Intervient sur l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (nominations ou présentations) (p. 2514)

Intervient sur le sous-amendement n° 1611 de M. Marc-Philippe Daubresse (de conséquence) à l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (p. 2514)

Article 99 A (compétence des communes)

Son intervention (p. 2514)

Article 99 (communication aux maires de la liste des étrangers naturalisés dans leur commune en vue de l'organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 (dévolution aux communes des biens vacants et sans maître)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2516)

Après l'article 100 bis

Intervient sur l'amendement n° 1507 rectifié de M. Alain Gest (incompatibilité entre les fonctions d'élu municipal et celles de salarié du centre communal d'action sociale) (p. 2519)

Après l'article 100 ter

Intervient sur l'amendement n° 1251 de M. Frédéric Dutoit (gestion des équipements de proximité par les conseils d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1255 de M. Frédéric Dutoit (règles de délégation de signature du maire d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1246 de M. Frédéric Dutoit (création de comités d'initiative et de consultation d'arrondissement ou de conseils de quartiers) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1247 de M. Frédéric Dutoit (consultation des conseils d'arrondissement sur les projets de délibération de la communauté urbaine les concernant) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1248 de M. Frédéric Dutoit (extension aux EPCI de la procédure de consultation des conseils d'arrondissement sur les subventions aux associations) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Frédéric Dutoit (consultation du conseil d'arrondissement sur le plan local d'urbanisme) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1250 de M. Frédéric Dutoit (procédure de conciliation en cas d'avis défavorable d'un conseil d'arrondissement) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1252 de M. Frédéric Dutoit (création de commissions mixtes paritaires communales et d'arrondissement) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1253 de M. Frédéric Dutoit (compétences des conseils d'arrondissement en matière de marchés publics) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1254 de M. Frédéric Dutoit (composition des comités d'initiative et de consultation d'arrondissement) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Frédéric Dutoit (amélioration de l'information du maire d'arrondissement en matière d'urbanisme) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1257 de M. Frédéric Dutoit (de précision) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1258 de M. Frédéric Dutoit (insertion d'un chapitre sur l'organisation de Paris, Marseille et Lyon) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 1177 de M. Michel Piron (propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique) (p. 2521)

Avant l'article 101

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Jean-Pierre Balligand (élection au suffrage universel direct des membres des organes

délibérants des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2535)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son intervention (p. 2537 et s.)

Article 102 (transformation des syndicats intercommunaux en communautés de communes)

Son intervention (p. 2539 et s.)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2540)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2541 et s.)

Article 105 (fusions entre syndicats mixtes)

Son intervention (p. 2543)

Après l'article 106

Intervient sur l'amendement n° 231 rectifié de la commission des finances (aide à la fusion de communes portée de cinq à douze ans) (p. 2543)

Avant l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 435 de la commission (représentation des communes associées au sein de l'organe délibérant d'un EPCI) (p. 2543)

Article 107 (modification du nombre et de la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2545 et s.)

Après l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 1283 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 15 %) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 1284 de M. Jean-Pierre Gorges (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 20 %) (p. 2546)

Article 108 (modification du nombre et de la répartition des sièges en cas d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale due à une transformation)

Son intervention (p. 2547)

Article 109 (nombre de sièges attribués à un établissement public de coopération intercommunale se substituant à ses communes membres au sein du comité syndical d'un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2547)

Après l'article 109

Intervient sur l'amendement n° 1427 de M. Jean-Louis Dumont (membres participant aux commissions d'appel d'offres) (p. 2547)

Article 110 (répartition des sièges à la suite d'une extension du périmètre d'une communauté urbaine)

Son intervention (p. 2547)

Après l'article 110

Intervient sur l'amendement n° 1597 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (renouvellement de la représentation communale au conseil de la communauté urbaine si la commune a perdu plus du tiers de ses délégués) (p. 2547)

Article 111 (pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2548)

Après l'article 111

Intervient sur l'amendement n° 440 corrigé de la commission (recrutement par les établissements publics de coopération intercommunale à cotisation fiscalisée d'agents de police municipale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 863 corrigé de M. Marc Dolez (recrutement par les établissements publics de coopération intercommunale à cotisation fiscalisée d'agents de police municipale) (p. 2549)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son intervention (p. 2550)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2551 et s.)

Après l'article 113 bis

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Jacques Péliissard (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 1124 corrigé de M. Laurent Hénart (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 1505 de M. Alain Gest (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) (p. 2552)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2553)

Après l'article 116

Intervient sur l'amendement n° 1418 de M. Jean-Michel Fourgous (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) (p. 2553)

Article 117 (retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale - conséquence de ce retrait sur les syndicats mixtes auxquels appartient cet établissement)

Son intervention (p. 2554)

Après l'article 117 bis

Intervient sur l'amendement n° 449 de la commission (compétence du préfet pour autoriser l'adhésion d'une ou plusieurs communes à un EPCI à fiscalité propre en cas de refus d'une seule autre commune) (p. 2554)

Article 119 (dissolution des syndicats mixtes ouverts)

Son intervention (p. 2555)

Avant l'article 120

Intervient sur l'amendement n° 1232 de M. Alain Bocquet (répartition de l'accroissement des bases de taxe professionnelle unique en fonction du potentiel fiscal communal "trois taxes" par habitant) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Jacques Guillet (taxe locale d'électricité) (p. 2555)

Article 120 (extension aux équipements sportifs des compétences des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée)

Son intervention (p. 2555)

Article 121 (articles L. 5211-25-1, L. 5211-56, L. 5214-21, intitulé de la sous-section 4 de la section 6 du (dispositions diverses)

Son intervention (p. 2556)

Article 121 ter (compétences en matière d'aménagement rural des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée)

Son intervention (p. 2556)

Après l'article 122

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. David Habib (compensation salaires de la taxe professionnelle) (p. 2556)

Article 123 (attribution de compensation)

Son intervention (p. 2556 et s.)

Après l'article 123

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Péliissard (révision de l'attribution de compensation) (p. 2557)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son intervention (p. 2557 et s.)

Après l'article 124

Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Alain Bocquet (prélèvement de 40 % au moins et de 60 % au plus du montant de l'écritement au profit de l'EPCI bénéficiaire du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écrites) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. André Chassaing (prélèvement de 40 % du montant de l'écritement au profit de l'EPCI bénéficiaire du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écrites) (p. 2558)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2558 et s.)

Après l'article 125

Intervient sur l'amendement n° 1238 de M. Alain Bocquet (subventions des communes membres et de leur EPCI à une même association) (p. 2559)

Article 125 bis (exonération des prestations de services effectuées par les communautés urbaines et les communautés d'agglomération de toutes formalités préalables)

Son intervention (p. 2559)

Article 125 ter (adhésion de collectivités territoriales étrangères à un syndicat mixte)

Son intervention (p. 2560 et s.)

Après l'article 125 ter

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Jean Gaubert (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de M. Jean-Jacques Guillet (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Marie Sermier (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Article 125 quater (conventions de partage de taxe professionnelle ou de taxe foncière entre EPCI ou EPCI et communes)

Son intervention (p. 2561)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Jean-Luc Warsmann (institution de suppléants pour les conseillers régionaux) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 1178 de M. Michel Piron (honorariat pour les élus de plusieurs collectivités territoriales de même nature) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (honorariat pour les élus de plusieurs communes) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 1547 de la commission (institution d'une conférence régionale des exécutifs) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot (institution de la conférence régionale territoriale) (p. 2563)

Intervient sur le sous-amendement n° 1618 de M. Marc-Philippe Daubresse (association des exécutifs des communautés urbaines à la conférence régionale territoriale) à l'amendement n° 1559 de M. Jacques Barrot (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 464 de la commission (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 873 de M. Philippe Vuilque (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 465 de la commission (modalités de calcul du potentiel fiscal pour les groupements autres que les communautés de communes à fiscalité intégrée) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 466 de la commission (conventions de gestion de certains équipements entre communautés de communes et communes membres) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 872 de M. Jean-Pierre Balligand (conventions entre communautés de communes et communes membres) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 467 de la commission (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Jacques Péliissard (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2565 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 468 de la commission (habilitation du Gouvernement à simplifier par ordonnance les règles d'engagement des travaux et des enquêtes publiques) (p. 2566)

Avant l'article 126

Intervient sur l'amendement n° 472 de la commission (délégation de signature du maire) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 471 rectifié de la commission (allocation différentielle de fin de mandat) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 473 de la commission (qualification juridique de la régie dotée de la personnalité morale) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 474 de la commission (calcul du potentiel fiscal) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 470 de la commission (indemnisation des conseillers d'arrondissement ayant reçu délégation de fonction du maire) (p. 2567)

Article 126 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 2567)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 477 de la commission (nouveau titre : "projet de loi relatif aux responsabilités locales") (p. 2567)

Seconde délibération

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques - compétence du département pour assurer la conservation du patrimoine rural non protégé)

Son intervention (p. 2568)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2568)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Sa réponse (p. 3070)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 3071)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3070 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3070 et s.)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3071)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3070)
 Transports routiers (p. 3072)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3417)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3421)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 3419)
 Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3417 et s., 3421 et s.)
 Energie et carburants : lignes électriques (p. 3419)
 Publicité (p. 3419)
 Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3417)
 Union européenne : directives : commerce électronique (p. 3417)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3800)

Intervient sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3810)

Sa réponse (p. 3855)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 3857 et s.)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 3858)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3800 et s., 3810 et s.)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3856)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3856 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3855 et s.)

Energie et carburants : gaz (p. 3856)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3800)

Sécurité routière (p. 3857)

Transports routiers (p. 3857)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 590 de M. Yves Cochet (conditions écologiques de la politique de l'énergie) (p. 3842)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. François Dosé (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 176 rectifié de M. François Brottes (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. David Habib (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. Pierre Cohen (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Philippe Tourtelier (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de M. Pierre Ducout (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Jean-Yves Le Déaut (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. François Dosé (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Brottes (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. David Habib (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Pierre Cohen (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Tourtelier (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Yves Cochet (libre choix des opérateurs d'énergie par les collectivités territoriales) (p. 3871)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Yves Cochet (politique de l'énergie et opinion publique) (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Yves Cochet (définition légale des sources d'énergie) (p. 3873)

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Yves Cochet (développement des énergies renouvelables) (p. 3874)

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Yves Cochet (diminution de la dépense énergétique par le développement des énergies renouvelables et réorganisation des transports) (p. 3874)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Yves Cochet (propositions sur l'énergie présentées par la France aux Nations unies) (p. 3875)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Yves Cochet (obligation de sortir du nucléaire) (p. 3875)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Yves Cochet (développement prioritaire des énergies renouvelables) (p. 3877)

Intervient sur l'amendement n° 954 de Mme Janine Jambu (maintien et développement des entreprises publiques nationales) (p. 3877)

Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Yves Cochet (garantie d'accès aux services énergétiques pour couvrir les besoins fondamentaux des usagers) (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les énergies renouvelables) (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les objectifs de production électrique) (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 953 de Mme Janine Jambu (bilan du processus d'ouverture à la concurrence présenté au Parlement) (p. 3879)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies

- renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3880)
- Intervient sur l'amendement n° 608 de M. Yves Cochet (encouragement aux activités de services énergétiques recourant aux énergies renouvelables) (p. 3886)
- Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Yves Cochet (incitation fiscale à l'accomplissement de l'objectif d'efficacité énergétique) (p. 3886)
- Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Yves Cochet (réduction de 1 % de la consommation finale d'énergie) (p. 3887)
- Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Yves Cochet (réduction de 2 % de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) (p. 3887)
- Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Yves Cochet (plan national de développement des énergies renouvelables) (p. 3887)
- Intervient sur l'amendement n° 618 de M. Yves Cochet (documents d'urbanisme ; utilisation de l'énergie ; énergies renouvelables) (p. 3887)
- Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Yves Cochet (interdiction du chauffage électrique dans les constructions neuves) (p. 3888)
- Intervient sur l'amendement n° 631 de M. Yves Cochet (bâtiments neufs ; usage de l'énergie ; restriction réglementaire progressive) (p. 3888)
- Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Yves Cochet (mise en conformité des bâtiments existants avec la réglementation thermique 2000 lors des travaux de rénovation lourde ou la vente) (p. 3888)
- Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Yves Cochet (financement des surcoûts d'investissement liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le logement social) (p. 3889)
- Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Yves Cochet (voirie urbaine ; priorité aux piétons et aux vélos) (p. 3889)
- Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Yves Cochet (incitation fiscale au développement des véhicules propres) (p. 3890)
- Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Yves Cochet (modulation des tarifs de péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) (p. 3890)
- Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Yves Cochet (incitations financières en faveur du covoiturage) (p. 3890)
- Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Yves Cochet (promotion du métier de conseiller en sobriété et efficacité énergétiques) (p. 3890)
- Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Yves Cochet (classification des bâtiments en fonction de leur performance énergétique) (p. 3890)
- Intervient sur l'amendement n° 617 de M. Yves Cochet (information sur l'origine de l'énergie vendue) (p. 3891)
- Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Yves Cochet (dispense d'étude pour l'implantation des éoliennes de faible puissance) (p. 3891)
- Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Yves Cochet (schéma régional d'implantation des éoliennes) (p. 3891)
- Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Yves Cochet (normes applicables à l'implantation des microcentrales hydrauliques) (p. 3892)
- Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Yves Cochet (contrats à long terme entre les producteurs d'énergies renouvelables et EDF) (p. 3892)
- Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Yves Cochet (comparaison des coûts des prix des différentes sources d'électricité) (p. 3892)
- Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat par catégorie d'installation de fourniture d'électricité) (p. 3892)
- Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'évacuation des eaux usées) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'adduction d'eau potable) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Yves Cochet (instruction des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique par les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Yves Cochet (contentieux des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique ; institution d'un médiateur) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Yves Cochet (critères de détermination des capacités d'accueil par le gestionnaire du réseau) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Yves Cochet (priorité à l'électricité produite à partir de sources renouvelables) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Yves Cochet (interdiction des technologies obsolètes) (p. 3893)
- Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Yves Cochet (introduction de l'efficacité énergétique et de la chaleur basse température dans la programmation pluriannuelle des investissements) (p. 3894)
- Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Yves Cochet (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894)
- Intervient sur l'amendement n° 624 de M. Yves Cochet (crédit d'impôt à plafonds élevés pour les investissements en vue de favoriser la sobriété et l'efficacité énergétique et l'installation des énergies renouvelables) (p. 3895)
- Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Yves Cochet (création d'une commission de certification d'origine de l'électricité renouvelable) (p. 3896)
- Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jacques Pélassard (missions de la politique énergétique française) (p. 3896)
- Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)*
Son intervention (p. 3898 et s.)
- Après l'article 1er*
- Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3925)
- Intervient sur le sous-amendement n° 936 de Mme Janine Jambu (renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)
- Intervient sur le sous-amendement n° 857 de M. Yves Cochet (objectif annuel de réduction de 1 % de la consommation énergétique finale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1077 de M. Yves Cochet (modes d'action concourant à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)
- Intervient sur le sous-amendement n° 770 de M. Jean-Yves Le Déaut (objectif de division par quatre des émissions de dioxyde de carbone) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)
- Intervient sur le sous-amendement n° 970 de M. Jean Dionis du Séjour (renforcement de la réglementation relative aux déchets) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)
- Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Jean Dionis du Séjour (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)
- Intervient sur le sous-amendement n° 937 de Mme Janine Jambu (aménagement progressif de la fiscalité afin de favoriser les économies d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3929)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) (p. 3929)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de M. Yves Cochet (information des citoyens sur la politique de l'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1075 de M. Yves Cochet (formation professionnelle à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1074 de M. Yves Cochet (objectifs de politique énergétique et publicité commerciale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1073 de M. Yves Cochet (simplifications administratives) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)
- Intervient sur le sous-amendement n° 938 de Mme Janine Jambu (objectif : renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)
- Intervient sur le sous-amendement n° 889 de M. François-Michel Gonnou (rédactionnel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1084 du Gouvernement (amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments neufs) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)
- Intervient sur le sous-amendement n° 526 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)
- Intervient sur le sous-amendement n° 527 de M. François Brottes (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)
- Intervient sur le sous-amendement n° 528 de M. Philippe Tourtelier (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

- Intervient sur le sous-amendement n° 534 de M. François Dosé (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)
- Intervient sur le sous-amendement n° 773 de M. Jean-Yves Le Déaut (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)
- Intervient sur le sous-amendement n° 824 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)
- Intervient sur le sous-amendement n° 774 de M. Jean-Yves Le Déaut (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)
- Intervient sur le sous-amendement n° 825 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)
- Intervient sur le sous-amendement n° 891 de M. François-Michel Gonnot (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)
- Intervient sur le sous-amendement n° 892 de M. François-Michel Gonnot (propriétaires bailleurs ; incitations à l'économie d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)
- Intervient sur le sous-amendement n° 939 de Mme Janine Jambu (réduction des émissions polluantes des véhicules) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)
- Intervient sur le sous-amendement n° 858 de M. Yves Cochet (normes énergétiques des équipements auxiliaires des véhicules, taxation du kérosène pour les vols intérieurs et prime lors de l'achat des véhicules neufs présentant les meilleures performances énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)
- Intervient sur le sous-amendement n° 846 de M. Jean Dionis du Séjour (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1082 de M. François-Michel Gonnot (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)
- Intervient sur le sous-amendement n° 890 de M. François-Michel Gonnot (développement des limiteurs de vitesse) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)
- Intervient sur le sous-amendement n° 277 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1087 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1085 du Gouvernement (maintien du crédit d'impôt pour l'achat des véhicules propres) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1060 de M. Serge Poignant (rédactionnel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)
- Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)
- Intervient sur le sous-amendement n° 283 de M. François Dosé (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)
- Intervient sur le sous-amendement n° 284 de M. Philippe Tourtelier (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)
- Intervient sur le sous-amendement n° 286 de M. François Brottes (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)
- Intervient sur le sous-amendement n° 535 de M. Jean-Yves Le Déaut (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Dosé (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. Philippe Tourtelier (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 539 de M. François Brottes (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 940 de Mme Janine Jambu (suppression de la mise en place progressive du système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3940)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3941)
- Intervient sur l'amendement n° 829 de M. François Dosé (hiérarchie des priorités fixée par une loi d'orientation) (p. 3942)
- Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3943)
- Intervient sur le sous-amendement n° 897 de M. François-Michel Gonnot (diversification du bouquet énergétique de la France) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3945)
- Intervient sur le sous-amendement n° 944 de Mme Janine Jambu (référence aux centrales à cycle hypercritique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3945)
- Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3946)
- Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3947)
- Intervient sur le sous-amendement n° 814 de M. Christian Bataille (date de fermeture des centrales nucléaires actuelles) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3948)
- Intervient sur le sous-amendement n° 815 de M. Christian Bataille (renouvellement des centrales nucléaires ; échéance de débat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)
- Intervient sur le sous-amendement n° 941 de Mme Janine Jambu (EPR, ouvrage public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)
- Intervient sur le sous-amendement n° 898 de M. François-Michel Gonnot (réacteur européen à eau pressurisée ; rôle de l'Etat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)
- Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. François-Michel Gonnot (sigle REP substitué à celui d'EPR) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951)
- Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3952)
- Intervient sur le sous-amendement n° 945 de Mme Janine Jambu (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1081 de M. Claude Gatignol (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954)
- Intervient sur le sous-amendement n° 555 de M. François Brottes (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 556 de M. Philippe Tourtelier (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 562 de M. François Dosé (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 893 rectifié de M. François-Michel Gonnot (production française des énergies électriques renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 304 de M. François Brottes (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3957)
- Intervient sur le sous-amendement n° 305 de M. Philippe Tourtelier (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3957)
- Intervient sur le sous-amendement n° 308 de M. Pierre Cohen (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3957)
- Intervient sur le sous-amendement n° 835 de M. Michel Bouvard (fixation du débit minimal imposé aux ouvrages hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 921 de M. Michel Bouvard (contenu d'une future loi sur l'eau ; suppression) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 780 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement de la géothermie) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 779 de M. Jean-Yves Le Déaut (rôle de la France dans les instances de coopération scientifique et technologique internationale sur le solaire et participation au projet de centrale solaire Solar III en Espagne) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 739 rectifié de M. Claude Gatignol (simplification des procédures administratives de délivrance et de renouvellement des titres hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 975 de M. Stéphane Demilly (développement de la filière de la biomasse) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 861 de M. Yves Cochet (suppression de la référence aux conditions d'appels d'offres pour les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnnot (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3965)

Intervient sur le sous-amendement n° 322 de M. François Brottes (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3969)

Intervient sur le sous-amendement n° 323 de M. Philippe Tourtelier (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3969)

Intervient sur le sous-amendement n° 564 de M. François Brottes (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)

Intervient sur le sous-amendement n° 565 de M. Philippe Tourtelier (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)

Intervient sur le sous-amendement n° 943 de Mme Janine Jambu (développement du pôle public minier) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. François Brottes (rôle des centrales thermiques en période de pointe) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Intervient sur le sous-amendement n° 896 de M. François-Michel Gonnnot (gros consommateurs de gaz incités à disposer de capacités de stockage d'une énergie alternative) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Intervient sur le sous-amendement n° 901 de M. François-Michel Gonnnot (prise en compte de la cogénération pour le recours au chauffage électrique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Intervient sur le sous-amendement n° 904 de M. François-Michel Gonnnot (soutien public au développement des techniques de séquestration du dioxyde de carbone) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Intervient sur le sous-amendement n° 905 de M. François-Michel Gonnnot (diversification du «bouquet» énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 de M. François Brottes (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 802 de M. Jean-Yves Le Déaut (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 895 de M. François-Michel Gonnnot (valorisation énergétique du bois) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 775 de M. Jean-Yves Le Déaut (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Claude Birraux (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

Intervient sur le sous-amendement n° 902 de M. François-Michel Gonnnot (esters méthyliques d'huiles végétales) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)

Intervient sur le sous-amendement n° 903 de M. François-Michel Gonnnot (accroissement à l'horizon 2010 de la production d'énergie renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)

Intervient sur le sous-amendement n° 778 de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des techniques de la géothermie basse énergie) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)

Intervient sur le sous-amendement n° 900 de M. François-Michel Gonnnot (substitution d'une énergie renouvelable par une énergie fossile découragée) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)

Intervient sur le sous-amendement n° 777 de M. Jean-Yves Le Déaut (relance des réseaux de chaleur et développement de la recherche) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 906 de M. François-Michel Gonnnot (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 827 de M. Claude Birraux (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 942 de Mme Janine Jambu (rééquilibrage des transports de marchandises au profit du rail) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. David Habib (référence à la recherche et à l'utilisation de la pile à combustible) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 899 de M. François-Michel Gonnnot (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 924 de M. Alfred Almont (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 925 de M. Camille de Rocca Serra (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 865 de M. Yves Cochet (satisfaction de 20 % des besoins énergétiques à l'horizon 2020 par les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3977)

Intervient sur le sous-amendement n° 1088 de M. Claude Gatignol (soutien particulier de l'Etat aux véhicules utilisant les technologies hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3977)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 948 de Mme Janine Jambu (parité avec les programmes menés aux Etats-Unis et au Japon) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 908 de M. François-Michel Gonnnot (efforts de recherche français insérés dans les programmes de recherche communautaires) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 907 de M. François-Michel Gonnnot (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 1053 de M. Claude Gatignol (création d'une agence nationale de l'énergie solaire) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3979)

Intervient sur le sous-amendement n° 816 de M. Christian Bataille (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)

Intervient sur le sous-amendement n° 817 de M. Christian Bataille (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)

Intervient sur le sous-amendement n° 818 de M. Christian Bataille (financement équilibré de la recherche) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)

Intervient sur le sous-amendement n° 819 de M. Christian Bataille (exploitation de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 582 rectifié de M. François Brottes (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 583 rectifié de M. Philippe Tourtelier (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 866 de M. Yves Cochet (répartition des moyens financiers et humains) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 868 de M. Yves Cochet (contenu du programme national de recherche) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)

Intervient sur le sous-amendement n° 918 de M. Claude Gatignol (recherches sur l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)

Intervient sur le sous-amendement n° 1051 de M. Claude Gatignol (création d'une Agence nationale de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)

Intervient sur le sous-amendement n° 1052 de M. Yves Cochet (création d'une délégation interministérielle) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)

Répond aux interventions de M. Christian Bataille : (p. 3982)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3983)

Intervient sur le sous-amendement n° 820 de M. Christian Bataille (suppression d'une référence aux pays européens) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3983)

Intervient sur le sous-amendement n° 952 de Mme Janine Jambu (contrats de gaz à long terme développés afin d'atteindre 90 % de la consommation française) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)

Intervient sur le sous-amendement n° 951 de Mme Janine Jambu (programmes d'approvisionnement) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)

Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. François Brottes (rôle déterminant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)

Intervient sur le sous-amendement n° 848 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 910 de M. François-Michel Gonnot (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Christian Bataille (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Pierre Cohen (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 803 de M. Jean-Yves Le Déaut (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Intervient sur le sous-amendement n° 950 de Mme Janine Jambu (stockages souterrains qualifiés d'outils de service public) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)

Intervient sur le sous-amendement n° 850 de M. Jean Dionis du Séjour (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)

Intervient sur le sous-amendement n° 909 de M. François-Michel Gonnot (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)

Intervient sur le sous-amendement n° 949 de M. Daniel Paul (stock de produits pétroliers porté à 200 jours de consommation intérieure) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 851 de M. Jean Dionis du Séjour (rôle des collectivités territoriales) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 911 de M. François-Michel Gonnot (simplification des procédures de classement pour les réseaux de chaleur utilisant majoritairement des énergies renouvelables) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 976 de M. Jean Dionis du Séjour (rôle de la France pour la définition d'une politique énergétique européenne) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 de M. François-Michel Gonnot (problématique de l'étalement urbain) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 821 de M. Christian Bataille (coopération internationale) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)

Intervient sur le sous-amendement n° 1080 de M. Yves Cochet (transpositions de directives européennes) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Christian Bataille (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. François Dosé (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma directeur national énergétique à valeur prospective) (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 922 de M. Michel Bouvard (entreprises hydroélectriques ; travaux ; cas d'autorisation sans enquête préalable) (p. 3989)

Intervient sur le sous-amendement n° 1083 de M. Serge Poignant (rédactionnel) à l'amendement n° 922 de M. Michel Bouvard (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. David Habib (objectif de cohésion économique et social) (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Dosé (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. François Brottes (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 963 de M. François Brottes (rapport au Parlement, avant le 1er juillet 2004, sur la possibilité de constituer un pôle public de l'énergie associant EDF et GDF) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Christian Bataille (Comité interministériel à la recherche sur l'énergie ; plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Christian Bataille (création, auprès du Premier ministre, d'une délégation interministérielle à la recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Christian Bataille (établissement d'un plan national de recherche sur l'énergie par la délégation interministérielle) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Christian Bataille (création d'un plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1065 précédemment réservé de M. Serge Poignant (intitulé du titre 1er A : "Stratégie énergétique nationale et suppression de l'annexe") (p. 3992)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4177 et s.)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4180 et s.)

Article 4 (Registre national des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4183)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Christian Bataille (label «Energie efficace») (p. 4183)

Intervient sur l'amendement n° 158 rectifié de M. Christian Bataille (label «Energie efficace») (p. 4183)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédaction d'un intitulé) (p. 4184)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 4184 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre nouveau) (p. 4186)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Jean Dionis du Séjour (accords collectifs de location) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 744 rectifié de M. Claude Birraux (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 782 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 957 rectifié de Mme Janine Jambu (mise en place et composition d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 4191)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Christian Bataille (insertion d'une division intitulée : «Energies de fusion et de fission nucléaire») (p. 4191)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Jacques Myard (insertion d'une division intitulée : «Développement de l'énergie électrique d'origine nucléaire») (p. 4191)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (insertion d'une division intitulée : «Objectifs et principes généraux») (p. 4191)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (énumération des sources d'énergie renouvelables et définition de la biomasse) (p. 4192)

Intervient sur le sous-amendement n° 700 de M. François-Michel Gonnot (référence au bois) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (p. 4192)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (création d'un Conseil supérieur des énergies renouvelables) (p. 4192)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (transfert au maire ou au président de l'EPCI de la délivrance du permis de construire des éoliennes) (p. 4196)

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Michel Bouvard (rôle des SOFERGIE élargi aux énergies renouvelables) (p. 4198)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (conduits de fumée dans les nouveaux immeubles d'habitation) (p. 4198)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intitulé nouveau du chapitre) (p. 4198)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son intervention (p. 4198 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Jean Dionis du Séjour (taux réduit appliqué aux consommateurs finals) (p. 4199)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (suppression du chapitre III) (p. 4199)

Article 11 (simplification des procédures administratives d'autorisation ou de concession pour l'utilisation de l'énergie hydraulique)

Son intervention (p. 4205 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 394 rectifié de M. Christian Bataille (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 395 rectifié de M. François Brottes (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Christian Bataille (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. François Brottes (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Christian Bataille (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Brottes (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. François Dosé (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Christian Bataille (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Brottes (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. François Brottes (modification du code général des collectivités territoriales : reconnaissance de l'ensemble des énergies) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Christian Bataille (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. François Brottes (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. François Dosé (de conséquence) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1019 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. François Dosé (communautés d'agglomération définies autour de nouvelles compétences) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. François Dosé (communautés d'agglomération ; compétences obligatoires ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. François Dosé (documents d'urbanisme ; conditions d'utilisation équilibrées de l'énergie) (p. 4211)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4211)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. François-Michel Gonnot (énergie éolienne ; obligation d'achat ; fixation d'un plafond dérogatoire de puissance) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (programmation pluriannuelle des investissements de productions d'énergies utilisées à des fins de production de chaleur) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. François-Michel Gonnot (gestionnaires des réseaux publics de transports et de distribution ; publications obligatoires) (p. 4215)

Intervient sur l'amendement n° 672 de M. Claude Gatignol (eaux de surface traitées par les SAGE et les SDAGE) (p. 4215)

Intervient sur l'amendement n° 735 de M. Christian Bataille (augmentation de la puissance actuelle des petites centrales hydrauliques) (p. 4215)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de M. Claude Birraux (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 746 de M. Claude Birraux (Plan solaire) (p. 4219)

Intervient sur l'amendement n° 765 de M. Jean-Yves Le Déaut (Plan solaire) (p. 4219)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (création d'un chapitre IV : "Les énergies renouvelables thermiques") (p. 4220)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Yves Cochet (création d'un chapitre relatif à la biomasse) (p. 4220)

Article 12 (prévention des déséquilibres entre l'offre et la demande d'électricité)

Son intervention (p. 4220)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 960 de Mme Janine Jambu (prérogatives du gestionnaire du réseau public) (p. 4220)

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Christian Bataille (nouvel examen de la loi dans un délai maximum de six ans) (p. 4223)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Son intervention (p. 4223 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (insertion d'un titre IV : "Dispositions diverses") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 74 rectifié de M. Jacques Péliard (insertion d'un titre IV : "Utilisation rationnelle de la chaleur et énergies renouvelables thermiques") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Yves Cochet (insertion d'un titre IV : "Panier énergétique pour la chaleur") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (insertion d'un chapitre Ier : "Mesures fiscales de soutien") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. François Brottes (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur le sous-amendement n° 796 de M. Claude Gatignol (de précision) à l'amendement n° 50 de la commission (TVA réduite applicable aux abonnements aux réseaux de chaleur approvisionnés en énergies renouvelables) (p. 4226)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. François Brottes (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean Gaubert (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau ; transcription de la directive européenne) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (taux de la taxe sur la publicité télévisée des entreprises du secteur de l'énergie ; campagnes de communication pour la promotion des énergies renouvelables) (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 797 de M. Claude Gatignol (majoration limitée à 50 %) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 798 de M. Claude Gatignol (campagnes de promotion ; extension aux économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 799 de M. Claude Gatignol (campagnes de promotion ; extension aux économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (assujettissement de l'utilisation du charbon dans le secteur tertiaire à la taxe intérieure sur la consommation) (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 926 de M. Serge Poignant (de coordination) (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 668 rectifié de M. Jean Proriol (de précision) (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; compétences arbitrales ; suppression) (p. 4229)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (nouvelle dénomination du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; compétences consultatives) (p. 4229)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean Gaubert (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Jean Proriol (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de la commission (garantie du maintien de l'alimentation des consommateurs finals) (p. 4232)

Intervient sur le sous-amendement n° 1063 de M. Jean Gaubert (compétence des collectivités territoriales) à l'amendement n° 55 rectifié de la commission (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. François Brottes (champ d'intervention de la CRE étendu aux énergies renouvelables) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Mansour Kamardine (fixation des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (inopposabilité aux nouveaux fournisseurs de clauses du contrat conclu précédemment par le client éligible) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 919 de M. Mansour Kamardine (de coordination) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 355 deuxième rectification de M. Jean Gaubert (référence aux groupements d'achat) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 669 rectifié de M. Jean Proriol (référence aux groupements d'achat) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (identification des contrats de long terme de fourniture de gaz) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (information des DRIRE par les gestionnaires de réseaux de distribution et mise à jour de leur cartographie) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (modernisation des règles applicables au développement des réseaux de distribution de gaz naturel) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (fourniture des données relatives à l'électricité étendue à toutes les énergies) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (obligation de transparence imposée aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz) (p. 4234)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 de M. Jean Proriol (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 4235)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de M. Jean Gaubert (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (sanctions des atteintes volontaires au bon fonctionnement des ouvrages de distribution de gaz naturel) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (mesures transitoires) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (publication d'une stratégie pluriannuelle de recherche) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission ("jaune budgétaire" consacré à la politique énergétique) (p. 4235)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 de M. Jean Dionis du Séjour (rapport suivi d'un débat d'orientation devant chacune des deux assemblées) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4236)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (présentation d'objectifs dans le rapport annuel) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 225 rectifié de M. François Dosé (rapport au Parlement relatif au développement de la pile à combustible comme énergie pour les véhicules terrestres à moteur) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Claude Gatignol (rapport au Parlement de l'Agence nationale de l'hydrogène sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Claude Gatignol (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Claude Gatignol (rapport annuel de l'Institut français du pétrole au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. David Habib (affectation obligatoire de l'énergie fossile extraite du sous-sol national à des activités permettant sa valorisation) (p. 4237)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4287)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4944)
Son intervention (p. 5018)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5018 et s.)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4944 et s., 5018 et s.)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5022)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5018 et s.)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5018 et s.)
Union européenne : commission : décisions (p. 4944)
Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4944)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5056 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de pérequisition nationale)

Son intervention (p. 5283 et s.)

Répond aux observations de M. Jean-Claude Lenoir (p. 5304)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1656 de M. Daniel Paul (accès au réseau et continuité de la distribution de gaz naturel) (p. 5357)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5362 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5368 et s.)

Article 4 (organisation de la séparation fonctionnelle de la gestion du réseau)

Son intervention (p. 5497 et s.)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Après l'article 5

Son intervention (p. 5507)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5509 et s.)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5514)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5516 et s.)

Avant l'article 9

Son intervention (p. 5517)

Article 9 (objet social des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5527 et s.)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5530 et s.)

Avant l'article 11

Son intervention (p. 5535 et s.)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son intervention (p. 5537 et s.)

Article 12 (signature conjointe des contrats de concession)

Son intervention (p. 5539)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Avant l'article 14

Son intervention (p. 5545 et s.)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5550 et s.)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5558 et s.)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5562 et s.)

Après l'article 16

Son intervention (p. 5570)

Article 17 (conventions d'adossment financier de la Caisse nationale des IEG aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5580 et s.)

Après l'article 17

Son intervention (p. 5582)

Article 18 (adossment financier des régimes spéciaux d'assurance vieillesse aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5583)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5585)

Article 20 (garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 5586)

Article 21 (coordination)

Son intervention (p. 5587)

Avant l'article 22

Son intervention (p. 5588 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5599 et s.)

Après l'article 22

Son intervention (p. 5603)

Article 23 (continuité des personnes morales EDF et GDF)

Son intervention (p. 5604)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5604 et s.)

Article 25 (plans d'épargne d'entreprise)

Son intervention (p. 5607)

Article 26 (adaptation des institutions représentatives du personnel)

Son intervention (p. 5608)

Article 27 (adaptation aux règles de territorialité applicables aux distributeurs non nationalisés et aux distributeurs publics gazières agréés)

Son intervention (p. 5609)

Après l'article 27

Son intervention (p. 5609)

Avant l'article 28 (droit des collectivités locales de ne pas faire jouer leur éligibilité)

Son intervention (p. 5610 et s.)

Article 28 (validation législative des transactions réalisées par Electricité de France et Gaz de France)

Son intervention (p. 5611)

Article 29 (mise à jour de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5612 et s.)

Article 30 (mise à jour de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 5613)

Après l'article 30

Son intervention (p. 5619)

Article 31 (mise à jour de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)

Son intervention (p. 5619 et s.)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)

Son intervention (p. 5621 et s.)

Article 33 (répartition des ouvrages classés dans le réseau d'alimentation générale d'EDF et des financements destinés à leur renouvellement)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 34 (classement des ouvrages relevant d'une concession de distribution d'électricité aux services publics)

Son intervention (p. 5625)

Après l'article 34

Son intervention (p. 5625 et s.)

Article 35 (règles comptables transitoires et autorisation dérogatoire d'émettre des obligations)

Son intervention (p. 5626)

Article 36 (date de changement de forme juridique d'EDF et de GDF, statuts initiaux des sociétés et poursuite du mandat des administrateurs élus)

Son intervention (p. 5627)

Article 37 (dispositions transitoires relatives aux réseaux de transport)

Son intervention (p. 5627 et s.)

Après l'article 37 (mesure transitoire relative aux demandes d'arbitrage en cours d'instance devant le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5628)

Article 38 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 5629)

Article 39 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 5629)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5684)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Sa réponse (p. 7096)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7096 et s.)

Energie et carburants : gaz : stockage (p. 7097)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7096 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7096)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Rapporteur pour avis du projet de loi de modernisation de la sécurité civile (n° 1680) [7 juillet 2004]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1680), de modernisation de la sécurité civile [7 juillet 2004] (n° 1720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Déchets, pollutions et nuisances. Air. perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 8006)

Droit pénal. Agressions sexuelles. Pédophilie, lutte et prévention [20 janvier 2004] (p. 568)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 591, posée le 27 janvier 2004. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 555). Suppléée par M. Richard Dell'Agnola. Appelée le 27 janvier 2004. Gardes et astreintes, organisation, Sausset-les-Pins (p. 912)

DÉBATS**Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4119)

Thèmes :

- Environnement : dommages à l'environnement (p. 4119)
- Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 4119)
- Environnement : droit à l'environnement : Constitution (p. 4119)
- Environnement : principe de précaution (p. 4119)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7221)

Thèmes :

- Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : sapeurs-pompiers professionnels (p. 7222)
- Sécurité publique : sapeurs-pompiers : militaires et assimilés (p. 7222)
- Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7222)
- Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : Marseille (p. 7222)

Jean DIÉBOLD

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries : Toulouse (p. 10019)

Michel DIEFENBACHER

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 43 : Trésor et entreprises publiques (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [25 mai 2004] (p. 4036)

Enseignement. Programmes. Valeurs républicaines, guide de référence [15 juin 2004] (p. 4912)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****ECONOMIE ET FINANCES**

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES

Article 52 (modification de la nomenclature des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Son intervention (p. 10508)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 183 du Gouvernement (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages : majoration de rentes allouées à la suite d'accidents automobiles) (p. 10508)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 50 (comptes d'affectation spéciale. opérations définitives. services votés)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (redevance audiovisuelle : diminution du produit - réduction des crédits de 16 700 000 €) (p. 10507)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11532)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11534)

Enseignement : histoire : Algérie (p. 11534 et s.)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11534)

Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 11534)

Rapatriés : harkis (p. 11533 et s.)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 333)

Thèmes :

Outre-mer : autonomie (p. 333)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 333)

Outre-mer : protection du patrimoine foncier (p. 333)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3676)

Thème :

Collectivités territoriales : autonomie financière : ressources propres (p. 3676)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4827)

Thèmes :

Rapatriés : harkis (p. 4827)

Rapatriés : indemnisation (p. 4827)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4828)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 4827)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)
Son amendement n° 35 (p. 4853)

Après l'article 1er

Son amendement n° 36 (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4858) : adopté après modification (p. 4859)

Son amendement n° 37 (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4859) : adopté (p. 4860)

Article 2 (ouverture aux harkis d'un droit d'option entre la revalorisation de l'allocation de reconnaissance et le versement d'un capital)

Son intervention (p. 4862)

Article 6 (versement d'une indemnité forfaitaire aux personnes, autres que les fonctionnaires et agents publics ayant dû interrompre leur activité professionnelle en raison des événements d'Algérie)

Son amendement n° 43 (p. 4866)

Ses explications de vote (p. 4869)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4870)

Jean DIONIS du SÉJOUR

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 28 avril 2004] (p. 7686)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et au services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 991), pour la confiance dans l'économie numérique [10 décembre 2003] (n° 1282)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [27 avril 2004] (n° 1553)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les télécommunications à haut débit au service du système de santé [23 juin 2004] (n° 1686)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10812)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention [13 janvier 2004] (p. 276)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 février 2004] (p. 1564)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9164)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 9164)

Agriculture : tabaculture (p. 9164 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9164)

Travail : travail saisonnier : agriculture (p. 9164)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10148)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10522)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 10523)

Recherche : chercheurs (p. 10523)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 10523)

Recherche : crédits (p. 10522)

Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 10523)

Recherche : recherche médicale (p. 10523)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12546)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 12547)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 12547)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 12547)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 12547)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 12546)

Transports : versement de transport (p. 12546)

Ses explications de vote (p. 12602)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 12602)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11753 et s.)

Son amendement n° 199 (procédure de déclaration substituée à l'agrément pour les unités de production n'ayant pas pour principal objet la production d'huiles végétales utilisées comme carburant ou combustible) (p. 11760)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 114 corrigé de M. Charles de Courson (gazole « propre » : taux spécifique de TIPP) (p. 11762)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)

Son intervention (p. 12621)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 12621)

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : journaux (p. 12621)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 12621)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 12621)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11842)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11581)

Son intervention (p. 11851)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11864)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11852)

Politique économique : concurrence (p. 11842, 11853)

Secteur public : services publics (p. 11842)

Télécommunications : France Télécom (p. 11851, 11864)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11853)

Télécommunications : Internet (p. 11851)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11879 et s.)

Son amendement n° 79 rectifié (p. 11896)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)

Son intervention (p. 11914)

Article 4 (dispositions à caractère social)

Son amendement n° 78 (p. 11918)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son intervention (p. 11923)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Patrick Ollier (concurrence tarifaire : déontologie et obligations) (p. 11927)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 135)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 139)

(p. 139)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 136)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 136)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 136)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 135)

Télécommunications : antennes-relais (p. 136)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 135)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 137)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (suppression de la division et de l'intitulé introduits en première lecture) (p. 152)

Article 1er A (conditions d'intervention des collectivités locales dans le secteur des télécommunications)

Son intervention (p. 152)

Article 1er B (couverture du territoire en téléphonie mobile par la mise en œuvre prioritaire de prestations d'itinérance locale)

Son intervention (p. 153)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 153)

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 154)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Émile Blessig (limitation de la liberté de communication publique en ligne en

fonction des auteurs de l'industrie nationale de production audiovisuelle) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 159)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean Lassalle (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 159)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 160 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Alain Gouriou (consultation des archives numérisées) (p. 164)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Patrice Martin-Lalande (garantie d'accès aux chaînes hertziennes terrestres en clair) (p. 164)

Intervient sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (définition des logiciels libres) (p. 165)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Yves Le Déaut (interopérabilité des logiciels) (p. 166)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Yves Le Déaut (liberté de diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 167)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Yves Le Déaut (standards de communication ouverts pour les échanges de données informatisées) (p. 167)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. François Brottes (rapport au Parlement) (p. 167)

Article 1er bis (substitution du mot "radio" à celui de "radiodiffusion")

Son intervention (p. 174)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 178 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 150 de M. François d'Aubert (conditions d'exonération de la responsabilité des hébergeurs) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 182)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (obligations mises à la charge des hébergeurs) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 182)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Frédéric Dutoit (définition du caractère illicite d'un contenu) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 183)

Intervient sur le sous-amendement n° 236 du Gouvernement (responsabilité pénale des hébergeurs ayant eu connaissance d'une activité ou d'une information illicites et n'ayant pas agi promptement pour retirer cette information ou en rendre l'accès impossible) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (répression de la fausse dénonciation du contenu d'un message) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Patrice Martin-Lalande (modalités d'établissement de la connaissance des faits litigieux) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. François d'Aubert (caractère facultatif de la procédure de dénonciation) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 151 de M. François d'Aubert (obligation spécifique imposée à tout ce qui concerne les infractions au code de la propriété intellectuelle) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 237 du Gouvernement (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 186)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 186)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 187)

Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. Frédéric Dutoit (non-application de l'obligation de filtrage aux contenus hébergés à l'étranger) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 188)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Christian Paul (compétence du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur le sous-amendement n° 202 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (simplification du régime d'identification) (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. François d'Aubert (publicité du nom de l'éditeur du service) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. François d'Aubert (non-application aux hébergeurs de l'obligation du secret professionnel) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 238 du Gouvernement (inopposabilité du secret professionnel des hébergeurs à l'autorité judiciaire) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Son amendement n° 129 (statut des journalistes travaillant pour la presse en ligne) : adopté (p. 191)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Pierre-Christophe Baguet (mention identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique) (p. 191)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Patrice Martin-Lalande (rediffusions qualifiées de "déclinaisons" afin d'enrichir l'offre cinématographique et audiovisuelle) (p. 192)

Article 6 (définition du commerce électronique et de l'établissement)

Son intervention (p. 192)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (renforcement de la responsabilité contractuelle des vendeurs en ligne) (p. 193)

Intervient sur le sous-amendement n° 241 du Gouvernement (responsabilité de plein droit des hébergeurs et des fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (p. 194)

Intervient sur le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (responsabilité professionnelle des hébergeurs et fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (p. 194)

Article 7 (exception au libre exercice du commerce électronique ; obligations imposées aux ressortissants d'Etats membres de la Communauté européenne)

Son intervention (p. 195)

Article 7 bis (règles de conflit de lois)

Son intervention (p. 195)

Article 9 (éléments d'information obligatoires permettant l'identification du prestataire)

Son intervention (p. 196)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (indication du ou des noms du domaine de l'Internet et adresse électronique de chaque entreprise lors de l'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 197)

Article 10 (obligation de transparence dans la démarche publicitaire)

Son amendement n° 240 (p. 198)

Article 11 bis (définition du courrier électronique)

Son intervention (p. 198)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 198 et s.)

Son amendement n° 212 (p. 198)

Son amendement n° 197 rectifié (p. 199)

Ses amendements n°s 198 et 200 (p. 200)

Son amendement n° 199 (p. 201)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 208 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (fixation par décret des obligations légales applicables au commerce sur téléphone mobile) (p. 210)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 210)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 211)

Article 23 (sanctions pénales)

Son intervention (p. 212)

Article 24 (pouvoir des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 212)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 214 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Frédéric Dutoit (abrogation de l'article 31 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 214)

Article 27 (réquisition des moyens de décryptage)

Son intervention (p. 214)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 215 et s.)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (insertion de deux intitulés) (p. 216)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 217)

Intervient sur le sous-amendement n° 75 de M. François Brottes (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Christian Paul (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Émile Blessig (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Patrice Martin-Lalande (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Yves Simon (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Pascal Clément (respect du principe d'égalité et de libre concurrence) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 76 de M. François Brottes (nécessité qu'un appel d'offres préalable soit resté infructueux) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Pascal Clément (notion d'offres) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Pascal Clément (interventions dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 107 de M. Yves Simon (prix pratiqués) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Simon (partenariat public-privé) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Son sous-amendement n° 244 (de précision) à l'amendement n° 42 deuxième correction de M. Jean Proriot (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) : adopté (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Pascal Terrasse (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Louis Bianco (définition du service universel de télécommunications) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Brottes (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2008) (p. 226)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de la commission (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2015) à l'amendement n° 74 de M. François Brottes (p. 226)

Article 37 bis (financement du service universel des télécommunications)

Son intervention (p. 227)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (création d'un chapitre II : de la liberté concurrentielle dans le secteur des télécommunications) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (tarification à la seconde) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification à la seconde) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean Lassalle (tarification à la seconde) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de voter par voie électronique aux élections professionnelles) (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Patrice Martin-Lalande (propriété matérielle des infrastructures de réseaux fixes distinctes implantées dans une même zone géographique) (p. 231)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (tenue de comptes séparés pour l'activité d'exploitation des réseaux fixes par France Télécom) (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Simon (extension aux appels émis depuis un mobile des tarifs particuliers des numéros ou services spéciaux) (p. 233)

Avant l'article 38

Son amendement n° 243 (liste des textes de loi touchés par la mise en œuvre du droit français de l'Internet) : adopté (p. 234)

Article 38 (application aux territoires d'Outre-mer)

Son intervention (p. 234)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (continuité des programmes dans l'audiovisuel public en cas de grève) (p. 234)

Article 39 (modalités de rémunération de certains personnels de France Telecom)

Ses interventions (p. 234, 236)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3413)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3423)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 3414)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 3414)

Informatique : bureautique : ventes et échanges (p. 3415)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3413 et s.)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 3414)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 3413)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 3424)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 516)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 517)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 516)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 516)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 517)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 516)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 517)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 517)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Jean Lassalle (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Michel Bouvard (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. François Vannson (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 879 corrigé de M. Jean Lassalle (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 724)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 724)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. André Chassaing (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. André Chassaing (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Jean Lassalle (exonérations de cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les emplois associatifs) (p. 731)

Après l'article 10

Son amendement n° 1039 (dispense d'agrément préalable pour les unités de production n'ayant pas pour objet principal la production d'huiles utilisées comme carburant ou comme combustible) : adopté (p. 780)

Son amendement n° 1224 (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 781) : rejeté (p. 783)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1223 (crédit d'impôt pour l'équipement micro-informatique des familles vivant dans les ZRR) : rejeté (p. 798)

Avant l'article 19

Son amendement n° 1234 rectifié (cartes communales et intercommunales des sites argileux) (p. 837) : adopté (p. 838)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 974)

Son sous-amendement n° 1509 précédemment réservé (exclusion des opérateurs publics ou privés de services publics) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue : rejeté (p. 979)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 985)

Son amendement n° 1267 (p. 1011)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 492 précédemment réservé de M. André Chassaing (création d'un emploi d'animateur de maison de services publics) (p. 1012)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1103 et s.)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Charles de Courson (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Article 54 (régime des établissements accueillant des animaux d'espèces non domestiques)

Son intervention (p. 1156)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 1161)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1337)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1337)

Cultes : islam : intégration (p. 1338)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : lois (p. 1338)

Etat : valeurs républicaines : établissements scolaires (p. 1337)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1337)

Politique sociale : personnes défavorisées : voile islamique (p. 1337)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1629)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1629)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1630)

Télécommunications : autoroutes de l'information : raccordement (p. 1630)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son amendement n° 269 (p. 1691)

Après l'article 99

Son amendement n° 291 (tarification des appels à un service après-vente) (p. 1775) : retiré (p. 1776)

Son amendement n° 190 (liste des numéros non géographiques accessibles gratuitement) : retiré (p. 1776)

Proposition de loi n° 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Son intervention (p. 3185)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 3185)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 3185)

Parlement : Sénat : représentativité (p. 3185)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3186)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3800)

Intervient sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3812)

Son intervention (p. 3816)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3866)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3817)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3818)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3816, 3866)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3816 et s.)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3812)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3817)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 3800, 3817 et s.)
 Santé : santé publique (p. 3817)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3818)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les objectifs de production électrique) (p. 3878)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 969 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3309)

Son sous-amendement n° 822 rectifié à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3906)

Son sous-amendement n° 845 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3910)

Son sous-amendement n° 968 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3915)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 970 (renforcement de la réglementation relative aux déchets) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : adopté après rectification (p. 3928)

Son sous-amendement n° 971 (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928) : rejeté (p. 3929)

Son sous-amendement n° 846 (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934) : adopté (p. 3935)

Son sous-amendement n° 972 (maintien du crédit d'impôt pour l'achat des véhicules propres) à l'amendement n° 5 de la commission : retiré (p. 3937)

Son sous-amendement n° 973 (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3945) : rejeté (p. 3947)

Son sous-amendement n° 974 (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951) : rejeté (p. 3954)

Son sous-amendement n° 848 rectifié (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) : adopté (p. 3985)

Son sous-amendement n° 850 (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3986)

Son sous-amendement n° 851 (rôle des collectivités territoriales) à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) : adopté après rectification (p. 3987)

Son sous-amendement n° 976 (rôle de la France pour la définition d'une politique énergétique européenne) à l'amendement n° 9 de la commission : retiré (p. 3987)

Son amendement n° 710 (schéma directeur national énergétique à valeur prospective) (p. 3988) : rejeté (p. 3989)

Son amendement n° 711 (actualisation annuelle du schéma directeur) (p. 3988) : devenu sans objet (p. 3989)

Après l'article 6

Son amendement n° 712 (accords collectifs de location) : rejeté (p. 4188)

Après l'article 9

Son amendement n° 781 (taux réduit appliqué aux consommateurs finals) : rejeté (p. 4199)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 979 (rapport suivi d'un débat d'orientation devant chacune des deux assemblées) à l'amendement n° 67 de la commission ("jaune budgétaire" consacré à la politique énergétique) (p. 4235) : rejeté (p. 4236)

Son sous-amendement n° 980 rectifié (présentation d'objectifs dans le rapport annuel) à l'amendement n° 67 de la commission : rejeté (p. 4236)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4283)

Ses explications de vote (p. 4285)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4286)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4948)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4959)

Son intervention (p. 4961)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 4963)

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 4962)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 4962)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4948, 4961 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4961 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4963)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4963)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5087 et s.)

Son amendement n° 1233 (définition élargie des missions du service public de l'énergie) (p. 5110) : adopté après rectification (p. 5113)

Son amendement n° 1218 (insertion d'un titre Ier A. : "Le service universel de l'électricité") : retiré (p. 5115)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5283 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5375 et s.)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5503)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5507 et s.)

Avant l'article 14

Son intervention (p. 5545)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5548 et s.)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5566 et s.)

Après l'article 16

Son intervention (p. 5570)

Article 18 (adossement financier des régimes spéciaux d'assurance vieillesse aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5582 et s.)

Article 20 (garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 5586)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5595 et s.)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5606)

Ses explications de vote [29 juin 2004] (p. 5678)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5679)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5069)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 5070)
Droit pénal : double peine (p. 5069)
Etrangers : expulsion : ordre public (p. 5069)
Justice : justice administrative (p. 5070)
Lois : application (p. 5070)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5077)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5070)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 2 [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5993 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 5999 et s.)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6089 et s.)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6279)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6286 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6294)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 10 février 2004] (p. 2754)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 février 2004] (p. 2754)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 février 2004] (p. 3723)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 février 2004] (p. 3723)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7032)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 septembre 2004] (p. 16386)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 septembre 2004] (p. 16386)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 457, posée le 13 octobre 2003. Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'appareillage (J.O. Questions p. 7718). Appelée le 14 octobre 2003. Défibrillateurs cardiaques (p. 8489)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1415)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1416)
Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1416)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1415)
Femmes : égalité des sexes : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1416)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1416)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 111

Son amendement n° 863 corrigé (recrutement par les établissements publics de coopération intercommunale à cotisation fiscalisée d'agents de police municipale) : adopté (p. 2549)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Son intervention (p. 7363)

Thème :

Presse et livres : Imprimerie nationale (p. 7363)

Jacques DOMERGUE

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles d'améliorer cet enseignement (n° 1414) [12 mai 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1398 relative au financement alternatif par mutualisation de la responsabilité civile médicale [4 février 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1414) de M. Thierry Mariani et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles d'améliorer cet enseignement [26 mai 2004] (n° 1618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12500)

Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [10 février 2004] (p. 1568)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4272)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 643, posée le 24 février 2004. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 1285). Appelée le 24 février 2004. Montpellier, perspectives (p. 1285)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8107)

Thèmes :

Santé : politique de la santé (p. 8107)

Santé : tabagisme (p. 8108)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son amendement n° 341 (dépistage de l'hémochromatose) (p. 8459)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8159)

Thèmes :

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8159)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8159)

Santé : urgences (p. 8159)

Sécurité publique : catastrophes naturelles (p. 8159)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9582)

Son intervention (p. 9606)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9582)

Pharmacie et médicaments : médicaments homéopathiques (p. 9606)

Santé : médecines parallèles (p. 9606)

Santé : politique de la santé (p. 9582)

Sécurité sociale : financement (p. 9582)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES**

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10529)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : concurrence (p. 10530)

Recherche : chercheurs (p. 10529)

Recherche : crédits (p. 10529)

Travail : contrats à durée déterminée : recherche (p. 10529)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1419)

Thèmes :

Cultes : christianisme (p. 1419)

Cultes : islam : voile islamique (p. 1419)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (p. 1419)

Femmes : égalité des sexes (p. 1419)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4850)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Francis Vercamer (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4856)

Son amendement n° 18 (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4856) : retiré (p. 4858)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) à l'amendement n° 108 de M. Francis Vercamer (p. 4858)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 108 de M. Francis Vercamer (p. 4858)

Article 2 (ouverture aux harkis d'un droit d'option entre la revalorisation de l'allocation de reconnaissance et le versement d'un capital)

Son intervention (p. 4861)

Titre

Son amendement n° 17 (mention dans le titre des termes "justice et réparation") : retiré (p. 4869)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5787)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5787)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5787)

Santé : accès aux soins (p. 5787)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6113)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6168)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6188 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6528)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Ministre de la culture et de la communication

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Ministre de la culture et de la communication. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la mondialisation [10 décembre 2003] (n° 1279)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Frédéric Dutoit. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [13 avril 2004] (p. 2867)

M. Philippe-Armand Martin. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, aménagement [28 avril 2004] (p. 3179)

M. Pierre-Christophe Baguet. Télécommunications. Internet. Piratage, lutte et prévention [4 mai 2004] (p. 3288)

M. Bernard Brochand. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [5 mai 2004] (p. 3346)

M. Pierre-Christophe Baguet. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [11 mai 2004] (p. 3492)

M. Arnaud Montebourg. Audiovisuel et communication. Radio France. Statut, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4273)

M. Daniel Poulou. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [16 juin 2004] (p. 4995)

M. Michel Françaix. Presse et livres. Presse. Concentration, conséquences [30 juin 2004] (p. 5741)

M. Didier Mathus. Presse et livres. Presse. Concentration, conséquences [30 juin 2004] (p. 5743)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Rudy Salles. Patrimoine culturel. Protection. Ancienne gare des chemins de fer de Provence, Nice [4 mai 2004] (p. 3268)

M. Maxime Gremetz. Culture. Maisons des jeunes et de la culture. Statut, Amiens [29 juin 2004] (p. 5641)

DÉBATS

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4410)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4411)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4410 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4416)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq. Situation politique et militaire [19 novembre 2003] (p. 10815)

DÉBATS

Projet de loi n° 1246 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 décembre 2003] (p. 12611)

Son intervention (p. 12613)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 12613)

Police : police de l'air et des frontières : Pas-de-Calais (p. 12613 et s.)

Jean-Pierre DOOR
Loiret (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [4 février 2004]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) [4 février 2004]

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission du fonds pour l'archéologie préventive [J.O. du 22 juin 2004] (p. 11267)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroports. Sécurité [6 janvier 2004] (p. 39)

Santé. Politique de la santé. Urgences hospitalières, aides de l'Etat [14 avril 2004] (p. 2936)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 614, posée le 3 février 2004. Commerce et artisanat. Hypermarchés (J.O. Questions p. 741). Appelée le 3 février 2004. Permis de construire, réglementation (p. 1263)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 18

Son amendement n° 282 (apprentissage des premiers gestes de secours pour les élèves de collège et de lycée) : adopté (p. 8293)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9638)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9638)

Santé : accès aux soins (p. 9639)

Santé : maladies (p. 9638)

Santé : politique de la santé (p. 9638)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9638)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 19

Son amendement n° 346 (assouplissement des conditions d'habilitation à délivrer des produits ou prestations médicales) : adopté (p. 9778)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 950)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4322)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4322)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4322)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5778)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5778)

Santé : données médicales (p. 5778)

Santé : politique de la santé (p. 5778)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6127 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6164 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6191)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6261)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6264 et s.)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6503)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6682 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6703 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et

d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6800 et s.)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6844)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 14 janvier 2004] (p. 1095)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant les articles 1^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (n° 1661) [1^{er} juin 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1661), modifiant les articles 1^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis [15 juin 2004] (n° 1673)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Secteur public. Privatisations. Calendrier [7 avril 2004] (p. 2672)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Son intervention (p. 5145)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5156)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5162)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 5146, 5162)

Chômage : indemnisation : allocations (p. 5146)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 5146)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5162)

Entreprises : difficultés (p. 5157)

Entreprises : faillites (p. 5162)

Politique économique : conjoncture (p. 5157)

Travail : licenciement économique (p. 5146, 5156)

Travail : licenciements (p. 5145)

Travail : négociations (p. 5145, 5162)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (suites obligatoires données aux avis des représentants du personnel sur les mesures économiques et sociales envisagées par l'entreprise) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Maxime Gremetz (cas de constatation judiciaire de la nullité du licenciement) (p. 5170)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (définition et interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 5171)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (définition limitative des motifs de licenciement économique) (p. 5173)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (interdiction des licenciements économiques hors le cas des "difficultés avérées") (p. 5175 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (interdiction de procéder à des licenciements économiques pour les entreprises ayant réalisé des profits) (p. 5176)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Maxime Gremetz (obligation de notifier par écrit toute modification du contrat de travail pour motif économique) (p. 5177)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Maxime Gremetz (subordination du licenciement économique à la mise en place dans l'entreprise des institutions représentatives du personnel) (p. 5177)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Maxime Gremetz (conditions et modalités d'exercice du droit d'opposition aux licenciements économiques reconnu aux représentants du personnel) (p. 5178)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Maxime Gremetz (extension des conditions de mise en place du plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (appréciation au regard des objectifs et des ressources de l'entreprise du plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (effets suspensifs de l'action en non-conformité du plan social intentée devant le conseil des prud'hommes) (p. 5180)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition du comité d'entreprise aux décisions de suppression d'emplois) (p. 5186)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude des avis des représentants du personnel sur les projets de suppression d'emplois) (p. 5187)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Maxime Gremetz (modalités d'informations conjointes des représentants du personnel des entreprises liées par une relation de sous-traitance) (p. 5188)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (maintien de l'obligation préalable d'engager des négociations sur la réduction du temps de travail) (p. 5189)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'obligation d'étude d'impact avant une fermeture impliquant la suppression d'au moins cent emplois) (p. 5190)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (phases successives de consultation du comité d'entreprise) (p. 5192)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (droit à l'information du comité d'entreprise sur toute mesure susceptible d'incidence négative en matière d'emploi) (p. 5193)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (maintien des prérogatives du comité d'entreprise en cas de restructuration ou de compression des effectifs) (p. 5194)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de la procédure de médiation en cas de projet de licenciements égal ou supérieur à 100 emplois) (p. 5195)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Maxime Gremetz (rétablissement des critères fixant l'ordre des licenciements) (p. 5195)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (rétablissement du pouvoir d'intervention de l'administration du travail en alternative à des licenciements) (p. 5196)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Maxime Gremetz (décret d'application : date de publication) (p. 5197)

Article 1er (prolongation de six mois de la suspension de certaines dispositions de la loi de modernisation sociale)

Son intervention (p. 5200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Gaëtan Gorce (négociation entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur la recherche de l'équilibre des comptes de l'UNEDIC) (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gaëtan Gorce (conditions de rétablissement dans leurs droits pour les "recalculés" de l'UNEDIC) (p. 5202)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Gaëtan Gorce (conditions de suspension de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5202)

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10818)

Etat. Décentralisation. Conséquences, politique sociale [24 février 2004] (p. 1815)

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2935)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 682, posée le 27 avril 2004. Bois et forêts. Maintien (J.O. Questions p. 3079). Appelée le 27 avril 2004. Comité national pour le développement du bois (p. 3096)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 38

Son amendement n° 1341 (installation des professionnels de santé soumise au principe de l'égal accès des soins sur l'ensemble du territoire national) (p. 939) : rejeté (p. 940)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3029)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3029)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3029)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3029)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3029)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3030)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3030)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3029)

Recherche (p. 3030)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3029)

Transports : transport combiné (p. 3029)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3859)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3862)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3861 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3860, 3863)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3859 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3861)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3862)

Recherche (p. 3859, 3863)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3860 et s.)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 174 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Son amendement n° 124 (service public, éléments du contrat social) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3881)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Yves Cochet (financement des surcoûts d'investissement liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le logement social) (p. 3889)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Yves Cochet (schéma régional d'implantation des éoliennes) (p. 3891)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3908)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 534 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : rejeté (p. 3932)

Son sous-amendement n° 283 (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3938)

Son sous-amendement n° 536 (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938) : rejeté (p. 3939)

Son amendement n° 829 (hiérarchie des priorités fixée par une loi d'orientation) : rejeté (p. 3942)

Son sous-amendement n° 830 (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3947) : rejeté (p. 3948)

Son sous-amendement n° 562 (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3955) : adopté (p. 3956)

Son amendement n° 134 (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) : retiré (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma directeur national énergétique à valeur prospective) (p. 3989)

Son amendement n° 160 (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) : rejeté (p. 3990)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son amendement n° 237 (p. 4192)

Après l'article 11

Son amendement n° 476 (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207) : rejeté (p. 4208)

- Son amendement n° 486 (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) : adopté (p. 4209)
- Son amendement n° 496 (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) : adopté (p. 4209)
- Son amendement n° 436 (de conséquence) : rejeté (p. 4210)
- Son amendement n° 1039 (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) : rejeté (p. 4210)
- Son amendement n° 1019 (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) : rejeté (p. 4210)
- Son amendement n° 416 (communautés d'agglomération définies autour de nouvelles compétences) : rejeté (p. 4210)
- Son amendement n° 1029 (communautés d'agglomération ; compétences obligatoires ; énergie) : rejeté (p. 4210)
- Son amendement n° 466 (documents d'urbanisme ; conditions d'utilisation équilibrées de l'énergie) (p. 4210) : rejeté (p. 4211)
- Son amendement n° 999 (création d'un Observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) : rejeté (p. 4213)
- Son amendement n° 263 (insertion d'un titre) : retiré (p. 4220)

Après l'article 13

Son amendement n° 225 rectifié (rapport au Parlement relatif au développement de la pile à combustible comme énergie pour les véhicules terrestres à moteur) : retiré (p. 4236)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4283)

Ses explications de vote (p. 4285)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4285)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 4095)

Environnement : droit à l'environnement (p. 4096)

Environnement : principe de précaution (p. 4096)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4888)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4889)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4889)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5014)

Thème :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5015)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5297)

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 octobre 2003] (p. 17502)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1485 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Parlement [3 mars 2004]

Proposition de loi n° 1497 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement et de titulaires de certains mandats et fonctions [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. TOM : Polynésie. Statut [28 janvier 2004] (p. 997)

Outre-mer. Pays d'outre-mer : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [25 mai 2004] (p. 4031)

Outre-mer. Pays d'outre-mer : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [2 juin 2004] (p. 4355)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 505, posée le 15 décembre 2003. Transports urbains. Matériel roulant (J.O. Questions p. 9503). Appelée le 16 décembre 2003. Rénovation, système expérimental Poma, Laon (p. 12401)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne des conditions précipitées d'examen des projets statutaires sur la Polynésie : version intégrale du texte adopté par le Sénat disponible le 6 janvier seulement, désignation du rapporteur le jour même, présentation du rapport à la commission le 7 et distribution du rapport de la commission le 13 au matin. Il demande une suspension de séance d'un quart d'heure pour en prendre connaissance. [13 janvier 2004] (p. 284)

Veut s'assurer que la suppression de la possibilité d'instituer des péages sur les routes express n'est pas uniquement due à la période préélectorale et ne sera pas remise en cause en deuxième lecture à l'Assemblée ou au Sénat [26 février 2004] (p. 2070)

Rappelle que la veille, l'Assemblée a décidé de supprimer le péage envisagé sur les routes express. Si ce péage devait être rétabli en deuxième lecture, soit après les élections, "les Français sauraient apprécier la manœuvre". Aujourd'hui, le but est d'améliorer le texte et de le débarrasser de ses effets les plus néfastes [27 février 2004] (p. 2082)

Est troublé par la réponse du rapporteur car il tire de la lecture du tableau comparatif du rapport que le péage figurait dans le projet de loi et que le Sénat n'a fait qu'en préciser les modalités d'application. [27 février 2004] (p. 2082)

Demande si le rapporteur pouvait retirer un amendement sans l'avis de son cosignataire [4 mars 2004] (p. 2477)

Proteste contre l'attitude méprisante du Gouvernement à l'égard de la représentation nationale : ce dernier n'a pas porté à la connaissance de l'Assemblée nationale la dissolution de l'assemblée de la Polynésie française, contrairement aux dispositions de l'article 156 du statut de la Polynésie française. [6 avril 2004] (p. 2655)

Souhaite que le ministre précise sa pensée au sujet de M. Philippe Martin (Gers) qu'il a mis en cause en tant qu'ancien préfet [13 mai 2004] (p. 3663)

Préférerait une levée immédiate de la séance, quitte à ouvrir la séance du soir plus tôt. Son groupe aimerait se réunir, des éléments nouveaux ayant été versés au débat [13 mai 2004] (p. 3679)

Répète que des députés directement intéressés par la discussion en cours sont occupés en commission mixte paritaire (CMP). Il conviendrait donc de ne reprendre la discussion de ce texte qu'une fois les travaux de la CMP achevés [21 juillet 2004] (p. 7009)

Déplore l'absence de réponse du ministre à ses questions lors de son intervention sur l'article 1^{er} A. Il fait remarquer que le rapporteur général du budget, rapporteur pour avis en première lecture, n'a pas pu assister à la deuxième lecture, en raison d'une commission mixte paritaire [21 juillet 2004] (p. 7025)

Dénonce le report de 19 à 20 heures de la réunion de la commission des lois, alors que la séance doit reprendre à 21 heures 30. L'importance des textes examinés mérite mieux que ces conditions de travail inadmissibles [21 juillet 2004] (p. 7058)

S'inqûète des amendements du groupe socialiste qui n'ont pu être examinés en réunion de commission à 20 heures 05. Le vice-président de la commission des lois explique l'indisponibilité de ces amendements par un engorgement du service de la séance. Il demande au Gouvernement s'il envisage de refuser leur discussion en séance comme le prévoit le Règlement [21 juillet 2004] (p. 7073)

Rappelle qu'une partie des amendements du groupe socialiste n'était pas parvenue à la commission lors de la réunion tenue au titre de l'article 88 et demande quand elle se réunira pour les examiner [22 juillet 2004] (p. 7111)

S'étonne d'avoir reçu des réponses différentes à la question de l'examen des amendements par la commission. Il souhaite que les amendements de son groupe soient examinés en commission, comme c'est la règle, et demande à quelle heure celle-ci va se réunir [22 juillet 2004] (p. 7114)

Souhaite savoir si les amendements du groupe socialiste déclarés financièrement recevables seront présentés en séance. Il demande par ailleurs, si le Gouvernement usera de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution pour refuser les amendements non examinés par la commission des lois [22 juillet 2004] (p. 7115)

Précise que les amendements évoqués par M. Lurel concernant le transfert des TOS ont été acceptés par la commission [22 juillet 2004] (p. 7118)

Lit une dépêche de l'AFP annonçant que le Premier ministre aura recours à l'article 49-3 le vendredi après-midi. Il demande au ministre s'il est exact que M. Raffarin a ainsi décidé de verser dans l'autoritarisme [22 juillet 2004] (p. 7140)

Fait état du trouble qu'inspire au groupe socialiste l'éventuelle application de l'article 49-3. Lors de la précédente législature, le Gouvernement respectait trop le Parlement pour recourir à cette arme. Il prend acte de l'aveu du porte-parole du Gouvernement et demande que le Premier ministre vienne informer l'Assemblée [22 juillet 2004] (p. 7143)

Demande une suspension de séance pour se mettre d'accord avec ses collègues au sujet de la méthode de travail poursuivie depuis la veille : un seul orateur du groupe socialiste intervient sur les amendements identiques après les avis de la commission et du Gouvernement [23 juillet 2004] (p. 7184)

Constate que l'Assemblée avance au rythme de 80 amendements à l'heure, ce qui prouve qu'il n'y a pas d'obstruction. En revanche, les conditions ridicules de ce débat portent atteinte à la dignité de l'Assemblée [23 juillet 2004] (p. 7200)

S'insurge contre le déni de démocratie que constitue l'application de l'article 49-3 alors que le Gouvernement dispose d'une majorité écrasante à l'Assemblée et contrôle "la totalité des pouvoirs publics". "Par contrainte, la loi d'un seul, celle du Premier ministre s'imposera à tous" [23 juillet 2004] (p. 7208)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8026)

Thème :

Président de la République : crédits (p. 8026 et s.)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Son amendement n° 185 (Présidence de la République – réduction des crédits de 516 053 €) : retiré (p. 10501)

Son amendement n° 186 (Conseil constitutionnel – réduction des crédits de 185 000 €) : retiré (p. 10503)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 291) : rejetée (p. 304)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 322)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 janvier 2004] (p. 284)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 291)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : Polynésie française (p. 292)

Cérémonies publiques et fêtes légales : protocole (p. 292)

Collectivités territoriales : Corse (p. 297)

Communes : Polynésie française (p. 299)

Communes : ressources (p. 299)

Communes : conseils municipaux : maires (p. 298)

Communes : subventions : Polynésie française (p. 299)

Conseil constitutionnel : censure : "lois du pays" (p. 295)

Constitution : article 34 (p. 296)

Constitution : article 74 (p. 294, 297)

Constitution : préambule : souveraineté (p. 296)

Constitution : révision : Polynésie française (p. 296)

Elections et référendums : réforme (p. 301)

Elections et référendums : circonscriptions : démographie (p. 300)

Elections et référendums : modes de scrutin : pluralisme (p. 301)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 297, 300)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 300)

Elections et référendums : référendums : Polynésie française (p. 298)

Elections et référendums : seuil de participation électorale : amendements (p. 300)

Elections et référendums : suffrage universel : président (p. 298)

Fonctionnaires et agents publics : primes : Polynésie française (p. 293)

Lois : validations législatives : actes administratifs (p. 297)

Outre-mer : "lois du pays" (p. 294)

Outre-mer : "lois du pays" : actes administratifs (p. 295)

Outre-mer : "lois du pays" : Sénat (p. 295)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 294)

Outre-mer : assemblée territoriale : dissolution (p. 322)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : autonomie (p. 296)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : statut juridique (p. 294, 322)

Outre-mer : pays d'outre-mer (p. 294)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 291 et s., 296)

Outre-mer : Polynésie française : coût (p. 292)

Outre-mer : Polynésie française : culture (p. 291, 299)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 292)

Outre-mer : Polynésie française : égalité sociale (p. 293)

Outre-mer : Polynésie française : élection présidentielle (p. 322)

Outre-mer : Polynésie française : histoire (p. 293)

Outre-mer : Polynésie française : indépendance (p. 292)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 297 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 292)

Parlement : Congrès du Parlement : Président de la République (p. 296)

Partis et mouvements politiques : opposition : représentants (p. 301)

Politique générale : Gouvernement précédent : réforme (p. 296)

Tourisme et loisirs : transports (p. 294)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 1er (caractères généraux de la Polynésie française)

Son intervention (p. 357)

Ses amendements n°s 195 et 75 (p. 358)

Article 5 (dénomination des institutions de la Polynésie française)

Son amendement n° 196 (p. 359)

Son intervention (p. 361)

Article 9 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses amendements n^{os} 77 et 76 (p. 363)

Article 12 (modification ou abrogation de lois postérieures)

Son amendement n^o 197 (p. 363)

Son intervention (p. 364)

Ses amendements n^{os} 78 et 146 (p. 364)

Article 14 (compétences des autorités de l'Etat)

Son amendement n^o 198 (p. 364)

Son amendement n^o 199 (p. 365)

Son intervention (p. 366)

Son amendement n^o 147 (p. 366)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 366 et s.)

Ses amendements n^{os} 148 et 79 (p. 369)

Article 17 (conventions de coopération décentralisée)

Ses amendements n^{os} 149 et 150 rectifié (p. 370)

Article 18 (protection du marché local du travail)

Son amendement n^o 151 (p. 371)

Article 19 (protection du patrimoine foncier)

Son amendement n^o 200 (p. 372)

Son amendement n^o 152 (p. 373)

Article 24 (casinos, cercles, jeux et loteries)

Son amendement n^o 153 : SCRUTIN PUBLIC (p. 374)

Article 25 (audiovisuel)

Son amendement n^o 80 (p. 374)

Son intervention (p. 376)

Son amendement n^o 111 (p. 377)

Article 26 (formation et recherche)

Son amendement n^o 154 (p. 378)

Article 28 (fonctionnaires des corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française)

Son amendement n^o 155 (p. 378)

Article 30 (participation au capital de sociétés privées)

Son amendement n^o 112 (p. 378)

Ses amendements n^{os} 81 et 156 (p. 380)

Son amendement n^o 82 (p. 381)

Article 31 (champ d'application du principe de participation)

Ses amendements n^{os} 113 et 114 (p. 381)

Article 32 (modalités de participation des institutions de la Polynésie française aux compétences de l'Etat)

Son amendement n^o 83 (p. 381)

Son amendement n^o 157 (p. 382)

Article 33 (délivrance des titres de séjour)

Son amendement n^o 158 (p. 382)

Article 35 (pouvoirs de police spéciale)

Son amendement n^o 84 (p. 382)

Article 36 (régime des actes relatifs à la communication audiovisuelle)

Son amendement n^o 160 (p. 383)

Article 37 (participation dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Ses amendements n^{os} 219 et 220 (p. 383)

Article 38 (accords internationaux dans les domaines de compétence de l'Etat)

Son amendement n^o 161 (p. 383)

Article 39 (accords internationaux dans les domaines de compétence de la Polynésie française)

Son amendement n^o 162 (p. 384)

Article 46 (domaine de la Polynésie française)

Son intervention (p. 396)

Article 48 (délégations de compétences aux maires pour les mesures individuelles)

Son intervention (p. 397)

Ses amendements n^{os} 86 et 87 (p. 397)

Article 49 (règles relatives aux marchés publics et délégations de service public)

Son amendement n^o 88 (p. 398)

Article 50 (délivrance des autorisations individuelles d'occupation du sol et des certificats d'urbanisme)

Son amendement n^o 166 (p. 398)

Article 51 (financement du logement social)

Ses amendements n^{os} 89 et 167 (p. 398)

Son amendement n^o 168 (p. 399)

Article 52 (fonds intercommunal de péréquation)

Ses amendements n^{os} 217, 90 et 218 (p. 400)

Article 54 (concours de la Polynésie française aux communes)

Son amendement n^o 115 (p. 401)

Article 55 (conventions de délégation de compétences)

Son amendement n^o 116 (p. 401)

Article 57 (le français et les langues polynésiennes)

Son amendement n^o 169 (p. 402)

Article 58 (collège d'experts fonciers)

Son amendement n^o 117 (p. 402)

Avant l'article 63

Son amendement n^o 170 (suppression de la mention du président de la collectivité dans l'intitulé du chapitre du projet de loi organique) : rejeté (p. 403)

Son amendement n^o 171 (inversion de l'ordre des mentions du gouvernement et du président dans l'intitulé de la section) : rejeté (p. 403)

Article 63 (rôle du gouvernement)

Son amendement n^o 172 (p. 403)

Article 64 (rôle du président de la Polynésie française)

Ses amendements n^{os} 118 et 173 (p. 403)

Article 69 (élection du président par l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 404)

Ses amendements n^{os} 119 et 120 (p. 404)

Son amendement n^o 121 (p. 405)

Article 70 (proclamation et contestation des résultats)

Son amendement n^o 174 (p. 406)

Article 73 (formation du gouvernement)

Son amendement n^o 122 (p. 406)

Article 74 (conditions requises pour exercer les fonctions de membre du gouvernement)

Ses amendements n^{os} 123 et 91 (p. 407)

Article 75 (régime des incompatibilités)

Son amendement n^o 92 (p. 407)

Article 77 (déclaration d'option)

Son amendement n^o 175 (p. 408)

Article 82 (recours contre les arrêtés concernant les membres du gouvernement)

Ses amendements n^{os} 176 et 177 (p. 408)

Article 84 (séance et ordre du jour du conseil des ministres)

Son amendement n^o 178 (p. 409)

Article 87 (régime indemnitaire des membres du gouvernement)

Son intervention (p. 409)

Ses amendements n^{os} 94 et 95 (p. 410)

Article 89 (attributions du conseil des ministres)

Son amendement n^o 96 (p. 411)

Article 90 (compétence réglementaire du conseil des ministres)

Ses amendements n^{os} 179, 180 et 124 (p. 411)

Article 91 (actes à caractère individuel du conseil des ministres)

Ses amendements n^{os} 181 à 186 (p. 412)

Son amendement n° 187 (p. 413)

Article 92 (délégation de compétence au président de la Polynésie française)
Son amendement n° 188 (p. 413)

Article 93 (nominations effectuées en conseil des ministres)
Son amendement n° 97 (p. 413)

Article 97 (attributions consultatives du conseil des ministres)
Son amendement n° 189 (p. 414)

Article 100 (information du conseil des ministres en matière monétaire et financière)
Son amendement n° 190 (p. 414)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)
Son intervention (p. 414 et s.)
Son amendement n° 130 (p. 416)

Article 105 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)
Son amendement n° 131 (p. 419)

Article 106 (mode de scrutin)
Son amendement n° 201 (p. 420)
Son amendement n° 125 (p. 421)

Article 108 (organisation des élections générales et partielles)
Son intervention (p. 422)

Article 110 (conditions d'éligibilité)
Ses amendements n°s 192 et 193 (p. 422)

Article 113 (conséquences de l'inéligibilité et de l'incompatibilité)
Son intervention (p. 423)

Article 121 (régime des sessions)
Son amendement n° 194 (p. 424)

Article 123 (quorum - vote par procuration)
Son amendement n° 202 (p. 425)

Article 124 (règlement intérieur)
Ses amendements n°s 203 et 204 (p. 425)

Article 125 (fonctionnement des groupes politiques)
Son intervention (p. 426)
Son amendement n° 205 (p. 426)

Article 127 (indemnités allouées aux représentants)
Son intervention (p. 426)
Ses amendements n°s 98, 99 et 100 (p. 426)

Article 128 (composition et rôle de la commission permanente)
Ses amendements n°s 126 et 101 (p. 427)

Article 129 (publicité des séances)
Ses amendements n°s 102 et 127 (p. 427)

Article 130 (budget de l'assemblée)
Ses amendements n°s 206 et 207 (p. 428)

Article 131 (droit à l'information)
Ses amendements n°s 128 et 129 (p. 428)

Article 132 (commissions d'enquête)
Ses amendements n°s 210, 208, 209 et 211 (p. 429)

Avant l'article 138
Son amendement n° 214 (remplacement dans l'intitulé de la section 5 des termes "lois du pays" par "actes normatifs") : rejeté (p. 430)

Article 138 (délibérations de l'assemblée de la Polynésie française)
Son intervention (p. 430)

Article 139 (lois du pays)
Ses amendements n°s 103 et 104 (p. 430)

Article 142 (nouvelle délibération)
Son amendement n° 105 (p. 430)

Article 154 (information de l'assemblée de la Polynésie française)
Son amendement n° 106 (p. 432)

Article 156 (dissolution de l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n° 107 (p. 433)

Article 158 (organisation des référendums locaux)

Son intervention (p. 433)

Article 160 (déclarations de situation patrimoniale)

Son intervention (p. 434)

Article 163 (attributions du haut conseil de la Polynésie française)

Son amendement n° 108 (p. 434)

Article 164 (composition du haut conseil de la Polynésie française)

Son amendement n° 109 (p. 435)

Article 171 (caractère exécutoire de plein droit des actes pris par les autorités polynésiennes)

Son amendement n° 110 (p. 435)

Après l'article 175

Son amendement n° 212 (tout citoyen inscrit sur une liste électorale peut exercer, avec l'autorisation du tribunal administratif, les actions que la Polynésie française a refusé ou négligé d'exercer) : rejeté (p. 436)

Article 182 (contrôle préalable de l'engagement des dépenses)

Son intervention (p. 437)

Après l'article 185

Son amendement n° 213 (publication au Journal officiel de la Polynésie française du rapport annuel de la chambre territoriale des comptes sur l'usage des fonds publics) : rejeté (p. 437)

Ses explications de vote (p. 442)

Vote contre du groupe socialiste (p. 443)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1128) : rejetée (p. 1132)

Thèmes :

Collectivités territoriales : règlement intérieur (p. 1131)

Collectivités territoriales : élus locaux : rémunération (p. 1130)

Communes : compétences (p. 1129)

Elections et référendums : seuil de participation électorale : assemblée territoriale (p. 1128)

Emploi : chômage (p. 1130)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 1129)

Finances publiques : fonds publics : statistiques (p. 1129)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 1130)

Hôtellerie et restauration : hôtels : investissements outre-mer (p. 1131)

Jeux et paris : casinos (p. 1130)

Outre-mer : assemblée territoriale : commissions d'enquête (p. 1131)

Outre-mer : assemblée territoriale : sociétés commerciales (p. 1130)

Outre-mer : Polynésie française : fracture sociale (p. 1130)

Outre-mer : Polynésie française : histoire (p. 1128)

Parlement : conditions de travail (p. 1128)

Parlement : Sénat : amendements (p. 1128)

Politique générale : Gouvernement précédent : autonomie (p. 1129)

Politique sociale : inégalités (p. 1131)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1138)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 305) : rejetée (p. 313)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 305)

Constitution : articles 73 et 74 (p. 306)

Elections et référendums : carte électorale : Polynésie française (p. 309)

Elections et référendums : référendums : statut juridique (p. 309)

Jeux et paris : cercles de jeux (p. 306)

Jeux et paris : cercles de jeux : corruption (p. 307)
 Justice : Conseil d'Etat : avocats (p. 308)
 Justice : Conseil d'Etat : tribunal de première instance (p. 308)
 Justice : justice administrative (p. 307)
 Lois : lois organiques : Conseil constitutionnel (p. 305)
 Outre-mer : "lois du pays" : discrimination (p. 305)
 Outre-mer : "lois du pays" : emploi (p. 305)
 Outre-mer : assemblée territoriale : indemnité des élus locaux (p. 306)
 Outre-mer : assemblée territoriale : sociétés commerciales (p. 307)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : lois organiques (p. 305)
 Outre-mer : population locale : naissance (p. 305)
 Outre-mer : référendum décisionnel local : Constitution (p. 305)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 439)

Article 24 bis (coordination - convocation des électeurs)

Son intervention (p. 441)

Ses explications de vote (p. 442)

Vote contre du groupe socialiste (p. 443)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1132) : rejetée (p. 1134)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : déclaration de patrimoine (p. 1133 et s.)
 Communes : compétences (p. 1132)
 Communes : ressources (p. 1132)
 Communes : maires : logement social (p. 1132)
 Justice : exécution des décisions : Polynésie française (p. 1133)
 Justice : parquet : indépendance (p. 1133)
 Justice : tribunaux administratifs : Polynésie française (p. 1132)
 Outre-mer : Polynésie française : Parti socialiste (p. 1134)
 Outre-mer : Polynésie française : président (p. 1133)

Ses explications de vote (p. 1139)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1139)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1381)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1382 et s.)
 Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1381)
 Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1383)
 Cultes : islam : voile islamique (p. 1381)
 Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1382)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : liberté de culte (p. 1382)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement : aide juridique (p. 1381)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1382)
 Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1381)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1489)

Article 2 (application territoriale de la loi)

Son intervention (p. 1500)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1503)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1881)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 1883)
 Coopération intercommunale : fiscalité (p. 1882)
 Coopération intercommunale : statistiques (p. 1881)
 Coopération intercommunale : suffrage universel (p. 1882 et s.)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2057 et s.)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2066 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 février 2004] (p. 2070)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2087 et s.)

Article 18 (éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national)

Son intervention (p. 2093)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2096 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 674 de Mme Odile Saugues (avis conforme de la région pour le déclassement des lignes ferroviaires) (p. 2113)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 2116)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2118 et s.)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son intervention (p. 2123)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2393 et s.)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2477 et s.)

Après l'article 88 bis

Intervient sur l'amendement n° 1516 de M. Alain Gest (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) (p. 2490)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2494 et s.)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2501)

Avant l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Jean-Pierre Balligand (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2505)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 850 (p. 2508)

Son amendement n° 849 (p. 2509)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2517)

Avant l'article 101

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Jean-Pierre Balligand (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2534)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son intervention (p. 2537 et s.)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2540)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2541)

Article 107 (modification du nombre et de la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2545)

Après l'article 111

Intervient sur l'amendement n° 863 corrigé de M. Marc Dolez (recrutement par les établissements publics de coopération intercommunale à cotisation fiscalisée d'agents de police municipale) (p. 2549)

Après l'article 116

Intervient sur l'amendement n° 1418 de M. Jean-Michel Fourgous (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) (p. 2553)

Après l'article 122

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. David Habib (compensation salariale de la taxe professionnelle) (p. 2556)

Après l'article 125 ter

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Jean Gaubert (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) (p. 2561)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 1546 de la commission (incompatibilité entre les fonctions d'adjoint au maire et de salarié du maire uniquement pour les activités salariées en lien direct avec l'exercice du mandat de maire) (p. 2562 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7130)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7165) : rejetée (p. 7171)

Son intervention (p. 7171)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7111)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7114)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7115)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7118)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7140)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7143)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7165)

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 7168)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : histoire (p. 7166)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7167)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : impôts locaux (p. 7130)

Coopération intercommunale (p. 7167)

Elections et référendums : élections régionales : Alsace (p. 7166)

Régions : développement économique (p. 7130, 7165 et s.)

Voirie : routes nationales : transferts de compétences (p. 7166)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7177 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7183 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2004] (p. 7184)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1587 à 1615 des membres du groupe socialiste (transfert de compétences soumis à la détermination, par décret en Conseil d'Etat, de critères répondant à l'objectif constitutionnel de péréquation) (p. 7195)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 des membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7196)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1645 à 1673 des membres du groupe socialiste (réforme des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales prenant en compte les charges liées à la présence de populations en difficulté préalable aux transferts de compétences) (p. 7200)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2004] (p. 7200)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7408) : rejetée (p. 7412)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7412) : rejetée (p. 7414)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7409)

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7408)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité : règlement (p. 7408)

Assemblée nationale : président (p. 7409)

Collectivités territoriales : autonomie financière : Conseil constitutionnel (p. 7409)

Collectivités territoriales : décentralisation : Conseil constitutionnel (p. 7408)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 7409)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : établissements scolaires (p. 7413)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : outre-mer (p. 7413)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : ressources propres (p. 7409)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7408)

Coopération intercommunale : impôts locaux (p. 7413)

Elections et référendums : élections cantonales : élections régionales (p. 7409)

Etat : valeurs républicaines (p. 7413)

Formation professionnelle (p. 7413)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : crédits budgétaires (p. 7410)

Politique sociale : cohésion sociale : Etat (p. 7414)

Régions : développement économique (p. 7412)

Voirie (p. 7413)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7414)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3580)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3590)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3664) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3678)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3663)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3679)

Thèmes :

Collectivités territoriales : droits de mutation à titre onéreux (p. 3666)
 Collectivités territoriales : finances locales (p. 3664)
 Collectivités territoriales : investissement (p. 3664)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : fiscalité (p. 3668)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : ressources propres (p. 3581)
 Collectivités territoriales : compensations financières : droits de mutation à titre onéreux (p. 3590)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : autonomie financière (p. 3664, 3666)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : statistiques (p. 3667)
 Collectivités territoriales : libre administration : emprunts (p. 3665)
 Collectivités territoriales : libre administration : fonction publique territoriale (p. 3665)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 3581, 3672)
 Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3670 et s.)
 Collectivités territoriales : ressources propres : taux (p. 3671)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3590)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : établissements scolaires (p. 3590)
 Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 3670)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 3670)
 Coopération intercommunale (p. 3673)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3667 et s.)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3669)
 Impôts locaux : dégrèvement (p. 3665)
 Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 3669)
 Impôts locaux : taxe d'habitation : dégrèvement (p. 3670)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3581, 3666)
 Impôts locaux : valeur locative : réforme fiscale (p. 3591, 3673)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3668)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 145 (p. 3680)

Son amendement n° 91 (p. 3685)

Ses amendements n°s 165 et 148 (p. 3689)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3690 et s.)

Son amendement n° 106 (p. 3693)

Son amendement n° 121 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Son amendement n° 149 (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3709 et s.)

Son amendement n° 136 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 31 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Son amendement n° 166 (recours libre à l'emprunt par les collectivités locales) : rejeté (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Ses amendements n°s 168 et 167 (p. 3726)

Son amendement n° 16 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 46 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 61 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 76 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Son intervention (p. 7080)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 7010)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7010)
 Collectivités territoriales : ressources propres (p. 7010)
 Impôts locaux : dégrèvement (p. 7011)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7023)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7025)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7029 et s.)

Son amendement n° 6 (p. 7033)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation constitutive de l'autonomie financière) (p. 7039)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7041 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7058)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son intervention (p. 7063 et s.)

Son amendement n° 22 (p. 7078)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7080 et s.)

Son amendement n° 27 (p. 7082)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (définition et importance de la péréquation) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Balligand (mécanismes de péréquation obligatoires pour tout transfert de compétences) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Didier Migaud (traitement préventif de la dégradation de l'autonomie financière par la concertation avec les collectivités concernées) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Augustin Bonrepaux (libre augmentation du taux de la taxe professionnelle à compter de 2005 pour les collectivités territoriales et les EPCI) (p. 7083)

Ses explications de vote (p. 7084)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7084)

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7348) : rejetée (p. 7355)

Thèmes :

Assemblée nationale : Français de l'étranger (p. 7351)
 Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 7348)
 Constitution : article 49, alinéa 3 : décentralisation (p. 7348 et s.)
 Elections et référendums : élections européennes : Français de l'étranger (p. 7350)
 Français de l'étranger : collectivités locales (p. 7351)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 7351)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : abstentionnisme (p. 7350)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : circonscriptions (p. 7352)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : histoire (p. 7349)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : lois organiques (p. 7352)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : nomination (p. 7351)
 Parlement : Sénat : propositions de loi (p. 7353)
 Parlement : sénateurs : Français de l'étranger (p. 7350)

Discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7356)

Article 2 (diminution de 20 à 12 du nombre de membres désignés)

Ses amendements n^{os} 1, 2 rectifié et 3 (p. 7356)

Article 4 (modification de la carte électorale)

Son amendement n^o 4 rectifié (p. 7357)

Ses explications de vote (p. 7357)

Abstention du groupe socialiste (p. 7357)

Olivier DOSNE

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 867, posée le 29 juin 2004. Gens du voyage. Retirée par l'auteur [J.O. Questions p. 4807]

Philippe DOUSTE-BLAZY

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Ministre de la santé et de la protection sociale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Ministre de la santé et de la protection sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n^o 1134 tendant à créer un "contrat expérience" pour faciliter la réinsertion sociale des chômeurs de longue durée [15 octobre 2003]

Projet de loi n^o 1675 relatif à l'assurance maladie [16 juin 2004]

Projet de loi n^o 1791 ratifiant l'ordonnance n^o 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Concertation [6 avril 2004] (p. 2649)

M. Alain Claeys. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Concertation [13 avril 2004] (p. 2871)

M. Jean-Pierre Door. Santé. Politique de la santé. Urgences hospitalières, aides de l'Etat [14 avril 2004] (p. 2936)

M. François Grosdidier. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, jeunes [27 avril 2004] (p. 3115)

M. Alain Marty. Professions de santé. Médecins. Spécialistes, effectifs de la profession [28 avril 2004] (p. 3181)

M. Pierre-Louis Fagniez. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [4 mai 2004] (p. 3291)

M. Gérard Bapt. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [5 mai 2004] (p. 3348)

M. Jean-Michel Dubernard. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3765)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3765)

M. Jean-Claude Sandrier. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3767)

M. Alain Vidalies. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3769)

M. Jean Glavany. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3771)

M. Jean-Pierre Blazy. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [19 mai 2004] (p. 3846)

M. Marc Bernier. Santé. Politique de la santé. Dossier médical partagé, mise en place [25 mai 2004] (p. 4035)

M. Gérard Bapt. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4036)

M. Alain Marsaud. Santé. Cancer. Prise en charge [26 mai 2004] (p. 4113)

M. Bernard Perrut. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4274)

Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [2 juin 2004] (p. 4353)

M. Alain Gest. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [8 juin 2004] (p. 4569)

M. Jacques Godfrain. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, zones rurales [8 juin 2004] (p. 4570)

M. Philippe Vuilque. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [9 juin 2004] (p. 4660)

M. Alain Claeys. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4915)

Mme Bérengère Poletti. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [16 juin 2004] (p. 4992)

Mme Muguette Jacquaint. Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Loi n^o 2001-588 du 4 juillet 2001, application [22 juin 2004] (p. 5241)

M. Michel Vergnier. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [22 juin 2004] (p. 5242)

M. Jean Leonetti. Santé. Politique de la santé. Patients en fin de vie [30 juin 2004] (p. 5739)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marie Le Guen : se déclare, comme ministre de la santé, défavorable à une baisse des prix du tabac qui serait génératrice de relance de consommation [5 juillet 2004] (p. 6012)

M. Jean-Marie Le Guen : précise que le droit commun s'applique sur le plan médico-légal [6 juillet 2004] (p. 6077)

M. Maxime Gremetz : rappelle son opposition à la baisse du prix du paquet de cigarettes [6 juillet 2004] (p. 6083)

M. Hervé Mariton : rappelle la position du Président de la République et du Gouvernement contre la haine, l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie [11 juillet 2004] (p. 6487)

M. Jean-Marie Le Guen : rappelle la position du Président de la République et du Gouvernement contre la haine, l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie [11 juillet 2004] (p. 6487)

M. Jacques Brunhes : rappelle la position du Président de la République et du Gouvernement contre la haine, l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie [11 juillet 2004] (p. 6487)

M. Jean-Marie Le Guen : précise qu'il n'a pas connaissance de discussions entre le Gouvernement et les groupes producteurs [11 juillet 2004] (p. 6541)

M. Gérard Bapt : juge l'annonce de M. Bapt catastrophiste et déplacée et n'admet pas que la ville de Toulouse soit prise pour cible [11 juillet 2004] (p. 6541)

M. Alain Vidalies : souhaite une baisse négociée des génériques, dont la qualité doit être préservée [12 juillet 2004] (p. 6571)

M. Jean-Pierre Brard : rappelle qu'il est à la disposition des députés [12 juillet 2004] (p. 6590)

DÉBATS

Projet de loi n^o 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2685)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2698)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2704)
 Sa réponse (p. 2716)
 Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2717)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : fonctionnement (p. 2717)
 Contributions indirectes : tabac (p. 2702)
 Etat : responsabilités (p. 2686, 2698, 2699, 2704, 2717)
 Outre-mer : santé publique (p. 2717)
 Professions de santé : formation professionnelle (p. 2688)
 Recherche : recherche médicale (p. 2688)
 Régions : santé publique (p. 2699)
 Santé : droits du malade (p. 2687)
 Santé : cancer (p. 2686, 2716)
 Santé : maladies (p. 2687)
 Santé : médecine préventive (p. 2686, 2716)
 Santé : politique de la santé (p. 2686, 2699, 2704, 2716)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 2687, 2717)
 Sécurité sociale : dépenses : assurance maladie maternité : généralités (p. 2716)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Marie Le Guen (rôle de l'Etat dans la mise en oeuvre des politiques de santé publique) (p. 2729)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Le Guen (mention de la promotion de la vérité parmi les priorités de la politique de la santé publique) (p. 2729)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 2733 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Marie Le Guen (programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles) (p. 2742)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2744 et s.)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 2748)

Après l'article 3 bis A

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (représentation des usagers du système de santé par les associations agréées) (p. 2748)

Intervient sur l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Marie Le Guen (représentation des usagers du système de santé : nombre de sièges) (p. 2749)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 2750 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Luc Prével (corps des praticiens hospitaliers et de santé publique et accès aux fonctions de médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé publique) (p. 2752)

Article 5 (groupement régional de santé publique)

Son intervention (p. 2755 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Marie Le Guen (définition des objectifs de la politique de prévention) (p. 2763)

Article 6 A supprimé par le Sénat (visite médicale au cours de la scolarité)

Son intervention (p. 2764)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Luc Prével (vaccination contre le pneumocoque 23) (p. 2765)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Luc Prével (lutte contre la prématurité) (p. 2766)

Article 7 bis (politique de réduction des risques en direction des usagers de drogues)

Son intervention (p. 2766 et s.)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Marie Le Guen (situation des personnes engagées dans des actions de santé

publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants) (p. 2767)

Article 10 A (missions de l'Institut national de veille sanitaire)

Son intervention (p. 2768)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 2768)

Article 12 bis (risque de rupture de stock sur un produit de santé)

Son intervention (p. 2769)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 2769)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Luc Prével (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Luc Prével (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) (p. 2769)

Article 13 ter (sociétés d'économie mixtes locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2770)

Article 13 quater A (conditions de participation au capital de sociétés d'économie mixte locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2771)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2774 et s.)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2778 et s.)

Après l'article 14 B

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Luc Prével (développement de la nutrition orale et entérale) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation d'équipement de type "oreillette" pour les téléphones portables) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Marie Le Guen (campagne d'information sur les dangers de l'exposition au Distilbène) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les dangers de l'exposition au Distilbène) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Marie Le Guen (Centre national de prévention du suicide) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'un Centre national de prévention du suicide) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national du vieillissement) (p. 2782)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2785 et s.)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2786 et s.)

Article 15 (création du groupement d'intérêt public "Institut national du cancer")

Son intervention (p. 2788 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Marie Le Guen (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Intervient sur l'amendement n° 296 corrigé de Mme Martine Billard (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Marie Le Guen (comité national consultatif du cancer : composition et missions) (p. 2789)

Article 15 bis (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation relative à la lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 2790)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Claude Evin (constatation et poursuite par les préfets des infractions en matière de santé publique) (p. 2790)

Article 16 bis A (transposition d'une directive européenne relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2790)

Article 16 bis B (interdiction de la publicité et de la propagande en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2791)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations incitant les jeunes à la consommation d'alcool) (p. 2791)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction à partir de 23 heures dans les débits de boisson des opérations incitant à la consommation d'alcool) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Marie Le Guen (pouvoir des préfets en matière de contrôle et de répression de l'alcoolisme) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 219, deuxième rectification de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 2793)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 2794)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Marie Le Guen (intégration de la teneur en alcool dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2795)

Intervient sur l'amendement n° 269 rectifié de M. Yves Bur (intégration de la teneur en sucre dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2795)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2796)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2811 et s.)

Après l'article 18 quater

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la création d'un institut national de lutte contre l'alcoolisme) (p. 2813)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 2814 et s.)

Article 19 bis (application des règles générales d'hygiène dans les entreprises)

Son intervention (p. 2815)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 188 de Mme Jacqueline Fraysse (insertion d'un nouveau chapitre : "Plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail") (p. 2816)

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Martine Billard (délégation permanente au sein du comité départemental d'hygiène) (p. 2816)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une agence nationale de la santé au travail) (p. 2816)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2817 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 290 de Mme Martine Billard (protection des travailleurs précaires de chantier contre les agents cancérigènes) (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n° 191 de Mme Jacqueline Fraysse (information des travailleurs sur l'utilisation de substances dangereuses) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 291 de Mme Martine Billard (pouvoir d'intervention de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 293 de Mme Martine Billard (aménagement des locaux en cas de danger lié aux conditions climatiques) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 289 de Mme Martine Billard (pouvoirs d'intervention des comités d'hygiène et de sécurité du travail) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 190 de Mme Jacqueline Fraysse (rôle de surveillance épidémiologique des comités d'hygiène et de sécurité du travail) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 288 de Mme Martine Billard (pouvoir du comité d'hygiène et de sécurité en cas de risque imminent) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 292 de Mme Martine Billard (représentation des associations de victimes du travail au sein des services de santé au travail) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 287 de Mme Martine Billard (information annuelle sur l'aménagement des postes de travail) (p. 2821)

Article 21 (protection des captages d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 2822)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 329 du Gouvernement (extension de la protection de captages d'eau destinés à la consommation humaine aux captages privés) (p. 2822)

Article 21 bis (dérogations au statut du fermage dans les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau)

Son intervention (p. 2823)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 285 de Mme Martine Billard (responsabilité administrative en matière de restauration des captages d'eau dégradés) (p. 2824)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

Son intervention (p. 2824)

Article 23 ter (déchéance du délégataire)

Son intervention (p. 2824)

Article 30 (procédures judiciaires)

Son intervention (p. 2825)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la formation des opérateurs chargés du contrôle des risques liés au plomb) (p. 2825)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la pertinence d'inscription au carnet de santé de l'intoxication au plomb) (p. 2825)

Article 34 (délais de réalisation des travaux)

Son intervention (p. 2826)

Article 36 (obligation du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son intervention (p. 2826)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 2826)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Christiane Taubira (protection contre les dérivés mercuriels) (p. 2827)

Intervient sur l'amendement n° 108 de Mme Catherine Génisson (création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) (p. 2827)

Intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur les conditions de création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) (p. 2827)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)

Son intervention (p. 2829)

Après l'article 39 bis A

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Pierre Goldberg (dangers liés aux ondes UMTS (téléphonie mobile) : étude d'impact) (p. 2830)

Après l'article 39 bis B

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié du Gouvernement (missions et pouvoirs des inspecteurs de la Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radio-protection) (p. 2830)

Article 40 (Ecole des hautes études en santé publique)

Son intervention (p. 3122)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3123 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3127 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3131 et s.)

Article 57 (experts en accidents médicaux)

Son intervention (p. 3150)

Article 60 (hémovigilance)

Son intervention (p. 3151)

Article 61 (déclaration obligatoire)

Son intervention (p. 3151)

Article 65 (missions du Fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique (FOPIM))

Son intervention (p. 3152)

Article 66 (régime d'incompatibilités applicable aux membres des formations disciplinaires des ordres des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes)

Son intervention (p. 3153)

Article 68 (Ordre national des pharmaciens)

Son intervention (p. 3153)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3153 et s.)

Article 72 (conditions d'inscription d'un médicament au remboursement)

Son intervention (p. 3156)

Article 73 (dispositifs médicaux incorporant des substances dérivées du sang humain)

Son intervention (p. 3156)

Article 74 (prélèvements de sang en dehors des laboratoires par des techniciens de laboratoires)

Son intervention (p. 3157)

Article 76 (modalités de substitution de l'ONIAM au fonds d'indemnisation des victimes contaminées)

Son intervention (p. 3157)

Article 77 (intégration à l'inspection générale des affaires sociales)

Son intervention (p. 3158)

Article 78 (conditions de délai opposables aux médecins souhaitant s'inscrire comme spécialistes)

Son intervention (p. 3158)

Article 79 (prolongation d'activité des praticiens hospitaliers)

Son intervention (p. 3158)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 214 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (mise sur le marché des produits antiparasitaires à usage agricole : exercice du contrôle) (p. 3158)

Intervient sur l'amendement n° 317, deuxième rectification du Gouvernement (système de vigilance pour les cosmétiques) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 315 du Gouvernement (vente d'occasion de dispositifs médicaux : contrôle de qualité de fonctionnement) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Marie Le Guen (normes relatives à l'installation des professionnels libéraux de santé) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 316 du Gouvernement (groupements de coopération sanitaires : financement) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 314 du Gouvernement (médecins spécialistes : validation de concours antérieurs) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Marie Le Guen (compétences de la commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur le danger sanitaire du "paraquat") (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Marie Le Guen (corps unique des praticiens de santé publique) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Marie Le Guen (risque invalidité : convention dite Belorgey : procédure) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de garantie pour les bénéficiaires de la convention dite Belorgey) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les risques infectieux en général et les infections nosocomiales dans les hôpitaux en particulier) (p. 3162)

*Seconde délibération**Article 7 ter (situation des personnes engagées dans des actions de santé publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants)*

Son intervention (p. 3162 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3166)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son intervention (p. 7391)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7393)

Recherche : recherche médicale (p. 7392)

Santé : cancer (p. 7392)

Santé : nutrition (p. 7392)

Santé : politique de la santé (p. 7391)

Santé : prévention (p. 7392)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7398)

Son intervention (p. 7398 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5691)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5725)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5756)

Sa réponse (p. 5817)

Son intervention (p. 5821)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5832)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5727)

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5692, 5818)

Assurance maladie maternité : généralités : dirigeants (p. 5695)

Assurance maladie maternité : généralités : financement (p. 5692, 5833)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5692 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 5695, 5726)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5694, 5726, 5818, 5834)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5696, 5818)

Professions de santé : déontologie (p. 5693, 5818, 5833)

Professions de santé : médecins (p. 5693, 5726, 5818 et s.)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 5726)

Santé : droits du malade (p. 5693, 5818)

Santé : accès aux soins (p. 5694, 5818 et s., 5833)

Santé : cancer (p. 5833)

Santé : données médicales (p. 5693, 5818 et s., 5834)

Santé : politique de la santé (p. 5693, 5726, 5756, 5817 et s., 5833 et s.)

Santé : prévention (p. 5832)

Sécurité sociale : caisses (p. 5693, 5818)

Sécurité sociale : caisses (p. 5833)
 Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5694.)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 5695, 5818, 5833 et s.)
 Sécurité sociale : médecine de ville (p. 5819)
 Travail : absentéisme : maladies (p. 5694, 5819)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]
 Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)
 Son intervention (p. 5851 et s.)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)
 Son intervention (p. 5894 et s.)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]
 Son intervention (p. 5928 et s.)

Avant l'article 2 [séance du 2 juillet 2004]
 Son intervention (p. 5949)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)
 Son intervention (p. 5966 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]
 Son intervention (p. 5985 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)
 Son intervention (p. 6004 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 6076)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 6082)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6091 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6101 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)
 Son intervention (p. 6114 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)
 Son intervention (p. 6169 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6186 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)
 Son intervention (p. 6202 et s.)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6207 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)
 Son intervention (p. 6244 et s.)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)
 Son intervention (p. 6260)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6271)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)
 Son intervention (p. 6283)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6285 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)
 Son intervention (p. 6293 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)
 Son intervention (p. 6353 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)
 Son intervention (p. 6400 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)
 Son intervention (p. 6412 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)
 Son intervention (p. 6432 et s.)

Après l'article 14 [séance du 10 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6444)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)
 Son intervention (p. 6447 et s.)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6488 et s.)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)
 Son intervention (p. 6498 et s.)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6504 et s.)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)
 Son intervention (p. 6509 et s.)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6518 et s.)

Avant l'article 19 [séance du 11 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6524)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)
 Son intervention (p. 6533 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 6539)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) (p. 6540)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)
 Son intervention (p. 6569 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 6571)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]
 Son intervention (p. 6575 et s.)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)
 Son intervention (p. 6583 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)
 Son intervention (p. 6598 et s.)

Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)
 Son intervention (p. 6608 et s.)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)
 Son intervention (p. 6615 et s.)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6625 et s.)

Après l'article 25 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6638 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6645 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6662 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6669 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6684 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6755 et s.)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6779 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6797 et s.)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6825 et s.)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6832 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6836 et s.)

Après l'article 33 [séance du 16 juillet 2004] (rôle de la mutualité sociale agricole)

Son intervention (p. 6839)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)

Son intervention (p. 6841 et s.)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6844 et s.)

Après l'article 36

Son intervention (p. 6847)

Article 38 [séance du 16 juillet 2004] (coordination)

Son intervention (p. 6848)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6855 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des UR CAM)

Son intervention (p. 6868 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6903 et s.)

Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6907)

Après l'article 40 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6908)

Avant l'article 41 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6908)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6913 et s.)

Article 42 [séance du 19 juillet 2004] (relèvement de la contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux et de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6925)

Article 43 [séance du 19 juillet 2004] (contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques et maîtrise des dépenses de médicament)

Son intervention (p. 6926 et s.)

Avant l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6928)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6930 et s.)

Après l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6934)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6941 et s.)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Son intervention (p. 6957)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7372)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7373)

Professions de santé : chirurgiens (p. 7373)

Professions de santé : médecins (p. 7373)

Santé : politique de la santé (p. 7373)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387 et s.)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Ses interventions (p. 6222, 6225)

Sa réponse (p. 6230)

Thèmes :

Bioéthique : assistance médicale à la procréation (AMP) (p. 6231)

Bioéthique : déontologie (p. 6223, 6230)

Bioéthique : génétique (p. 6223)

Sang et organes humains : brevets (p. 6225)

Sang et organes humains : greffes (p. 6223)

Sang et organes humains : produits humains (p. 6223, 6225, 6230, 6231)

*En qualité de Député**DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés****[2 décembre 2003] (p. 11519)**

Son intervention (p. 11534)

*Thèmes :*Enseignement : histoire : Algérie (p. 11534)
Politique sociale : surendettement (p. 11534)
Rapatriés : harkis (p. 11534)**Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances****[10 février 2004] (p. 1533)**

Son intervention (p. 1533)

*Thèmes :*Droit pénal : discrimination (p. 1533)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1533)
Emploi : recrutement (p. 1534)
Enseignement : discrimination (p. 1534)
Travail : égalité professionnelle (p. 1534)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1534)**Julien DRAY***Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***RAPPELS AU RÈGLEMENT*Demande à son tour que le Premier ministre vienne s'expliquer sur ce qui apparaît comme une remise en cause des 35 heures [1^{er} juillet 2004] (p. 5846)Estime que l'absence de réaction du Premier ministre et du ministre d'Etat aux demandes d'explications de l'opposition justifie les rappels au règlement [1^{er} juillet 2004] (p. 5851)*DÉBATS***Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances****[10 février 2004] (p. 1533)**

Son intervention (p. 1540)

*Thèmes :*Cultes : islam (p. 1540)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1540)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1541)
Etrangers : égalité des droits (p. 1540)
Etrangers : intégration (p. 1541)
Logement : mixité sociale (p. 1541)
Logement : politique du logement (p. 1541)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1541)**Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1^{er} juillet 2004] (p. 5803, 5813)**

Son intervention (p. 5815)

*Thèmes :*Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5815, 5816)
Politique sociale : inégalités (p. 5815)
Santé : accès aux soins (p. 5816)
Santé : maladies (p. 5816)
Santé : prévention (p. 5816)**Discussion des articles [1^{er} juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)***Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]*Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5846)

Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5851)

Son intervention (p. 5855 et s.)

Tony DREYFUS*Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 41 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)**

Son intervention (p. 8651)

*Thèmes :*Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8652)
Collectivités territoriales : Paris (p. 8652)
Emploi : chômage (p. 8652)
Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8652)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8651)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8652)**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)***Après l'article 4*

Son amendement n° 255 (PACS - suppression du délai de trois ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8749) : rejeté (p. 8750)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**BUDGETS ANNEXES DE LA LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION****Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10231)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10231)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 10231)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : statut juridique (p. 10232)
 Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 10231)
 Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : statut juridique (p. 10231)
 Finances publiques : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10231)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 6 mai 2004] (p. 8117)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Chine. Perspectives [3 février 2004] (p. 1278)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 3

Son amendement n° 588 (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) : retiré (p. 751)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroporтуaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1577)

Thèmes :

Associations (p. 1578)

Emploi (p. 1578)

Transports aériens : bruit (p. 1577 et s.)

Transports aériens : compagnies aériennes (p. 1576)

Ses explications de vote (p. 1601)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1601)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie [J.O. du 14 octobre 2003]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 20116)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics (n° 1378) [20 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 26 février 2004] (p. 3894)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'assurance maladie (n° 1675) [16 juin 2004]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10778)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1378) relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics [28 janvier 2004] (n° 1382)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi,

modifié par le Sénat (n° 1364), relatif à la politique de la santé publique [3 mars 2004] (n° 1473)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé sur la prévention des handicaps de l'enfant [17 juin 2004] [17 juin 2004] (n° 1679)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1675) relatif à l'assurance maladie [24 juin 2004] (n° 1703)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [28 juillet 2004] (n° 1777)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [29 juillet 2004] (n° 1778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 275)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2645)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3765)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur les rappels au règlement de :

- M. Maxime Gremetz : rappelle la nécessité de prendre des mesures de santé publique tout en tenant compte, comme l'a fait le ministre de la situation des ruralistes [30 octobre 2003] (p. 9717)

- M. Augustin Bonrepaux : rappelle que le projet de loi discuté ce jour a déjà été adopté au Sénat en mai 2003 ; en appelle à la sérénité de tous [19 novembre 2003] (p. 10854)

- M. Daniel Paul : accepte de réunir la commission, ce qui, au vu d'explications du Gouvernement, permettra de faire le point sur l'avancée de la discussion du projet de loi [3 juin 2004] (p. 4418)

- M. Jean-Marie Le Guen : s'associe à ce consensus [2 juillet 2004] (p. 5925)

- M. Gérard Bapt : le remercie d'une mise au point éclairante sur l'analyse du groupe socialiste [6 juillet 2004] (p. 6077)

- M. Jean-Marie Le Guen : lui répond que le ministre lui a répondu précédemment de façon précise et nette [6 juillet 2004] (p. 6077)

- M. Jean-Marie Le Guen : rappelle qu'il est rapporteur du projet de loi mais aussi député de la majorité [15 juillet 2004] (p. 6728)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8069)

Thèmes :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 8072)

Santé : accès aux soins (p. 8070)

Santé : cancer (p. 8072)

Santé : maladies (p. 8069)

Santé : politique de la santé (p. 8069)

Santé : règlements sanitaires (p. 8072)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8072)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Jean-Marie Le Guen (droit fondamental à la protection de la santé) (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Jean-Marie Le Guen (responsabilités en matière de promotion de la santé) (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Claude Evin (ratification de la convention-cadre de l'OMS signée le 21 mai 2003 en matière de lutte anti-tabac) (p. 8116)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 8123 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Marie Le Guen (sécurité juridique aux pratiques expérimentales de réduction des risques) (p. 8139)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Marie Le Guen (organisation des programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles évitables) (p. 8140)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8178 et s.)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 8189 et s.)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8192 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (transfert des compétences de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale) (p. 8195)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8202 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (contrôle médical régulier au cours de la scolarité obligatoire) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Luc Prél (utilisation par le GRSP des données d'un rapport d'analyse des problèmes de santé au niveau régional) (p. 8212)

Article 6 (programmes nationaux de santé)

Son intervention (p. 8213 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre les grossesses multiples) (p. 8214)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 8215)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean-Luc Prél (vaccination contre le pneumocoque 23) (p. 8216)

Article 7 (politique vaccinale)

Son intervention (p. 8216)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 194 de Mme Martine Billard (interdiction des adjuvants aluminiques dans les vaccins) (p. 8218)

Article 8 (lutte contre les infections nosocomiales en médecine de ville)

Son intervention (p. 8219 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (information sur les risques des interventions entraînant des modifications corporelles) (p. 8220)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 259 du Gouvernement (titre II bis au lieu de chapitre III) (p. 8221)

Intervient sur l'amendement n° 260 du Gouvernement (de cohérence) (p. 8221)

Intervient sur l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8223)

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (p. 8223)

Intervient sur l'amendement n° 39 rectifié de la commission (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8223)

Intervient sur l'amendement n° 453 rectifié de M. Jean-Luc Prél (rôle des entreprises concernées en matière d'alerte sanitaire) (p. 8227)

Intervient sur l'amendement n° 258 rectifié du Gouvernement (obtention d'informations de la part des services de protection civile ou d'urgence en matière d'alerte sanitaire) (p. 8227)

Intervient sur l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8228)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (p. 8228)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 8231 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 263 du Gouvernement (plan d'action pour les situations d'urgence sanitaire) (p. 8234)

Intervient sur l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (dispositif de crise dénommé "plan blanc" dans chaque établissement de santé) (p. 8236)

Intervient sur le sous-amendement n° 544 de Mme Catherine Génisson (information de l'ensemble des services d'urgence départementaux et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Intervient sur le sous-amendement n° 545 de Mme Catherine Génisson ("plan Santé Urgences" au lieu de "plan blanc élargi") à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Intervient sur le sous-amendement n° 546 de Mme Catherine Génisson (information de l'ensemble des services d'urgence concernés et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Article 11 (Centres nationaux de référence et veille microbiologique)

Son intervention (p. 8237)

Article 12 (régime juridique des micro-organismes et toxines pouvant présenter un risque pour la santé publique)

Son intervention (p. 8238)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 265 du Gouvernement (de cohérence) (p. 8239)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 8240 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 371 du Gouvernement (transmission des certificats de décès aux organismes concernés) (p. 8244)

Intervient sur l'amendement n° 481 de Mme Juliana Rimane (insertion d'un chapitre "Modalités d'investissement et d'intervention") (p. 8244)

Intervient sur l'amendement n° 350 rectifié de M. Claude Evin (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8245)

Intervient sur l'amendement n° 557 rectifié du Gouvernement (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8245)

Intervient sur l'amendement n° 389 de Mme Juliana Rimane (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Claude Evin (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 388 corrigé de Mme Juliana Rimane (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (élaboration des statistiques des accidents corporels de la circulation) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Jean-Luc Prél (transmission des données aux observatoires régionaux de la santé et centralisation nationale) (p. 8247)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jean-Luc Prél (mise en place au sein de chaque observatoire régional de la santé d'une cellule d'intervention en épidémiologie et centralisation nationale) (p. 8247)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8269 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Claude Evin (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié du Gouvernement (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (instauration d'un comité national consultatif du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Marie Le Guen (instauration d'un comité national consultatif du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (amélioration de l'accès au dépistage du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Marie Le Guen (amélioration de l'accès au dépistage du cancer) (p. 8279)

Article 16 (lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 8281)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Le Guen (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8281)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Marie Le Guen (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 8285)

Intervient sur l'amendement n° 560 du Gouvernement (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 8285)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8286 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289 et s.)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 8291 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Door (apprentissage des premiers gestes de secours pour les élèves de collège et de lycée) (p. 8293)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8294)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (pratique de la psychothérapie par des professionnels qualifiés) (p. 8296)

Intervient sur l'amendement n° 336 troisième rectification de M. Bernard Accoyer (pratique de la psychothérapie par des professionnels qualifiés) (p. 8296)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Claude Leteurtre (rapport sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8297)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 8304)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 183 de Mme Jacqueline Fraysse (insertion d'un Chapitre II bis instaurant un Plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail) (p. 8305)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Marie Le Guen (insertion dans le code de la santé publique d'un livre VII bis instaurant une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8306)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8308)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (interdiction d'utiliser de l'eau impropre à la consommation dans la chaîne alimentaire) (p. 8308)

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Martine Billard (interdiction de recourir aux CDD pour des travaux exposant à des agents cancérigènes) (p. 8309)

Intervient sur l'amendement n° 335 de Mme Jacqueline Fraysse (information des travailleurs concernés par l'utilisation de substances dangereuses) (p. 8309)

Intervient sur l'amendement n° 205 de Mme Martine Billard (application du principe de précaution) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 207 de Mme Martine Billard (pouvoirs de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 204 de Mme Martine Billard (prise en cause des conditions atmosphériques dans le cadre du travail) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 209 de Mme Martine Billard (extension des capacités d'intervention des services de la santé au travail) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 185 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail à la surveillance épidémiologique) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 210 de Mme Martine Billard (décision d'un arrêt immédiat du travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de risque immédiat) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 212 de Mme Martine Billard (information sur l'aménagement des postes de travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 206 de Mme Martine Billard (représentation des victimes du travail dans les services de santé au travail interentreprises) (p. 8312)

Article 21 (protection des captages d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 8313)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 277 de Mme Martine Billard (statut du fermage : restrictions liées aux zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine) (p. 8314)

Intervient sur l'amendement n° 76 rectifié de la commission (baux ruraux : protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine) (p. 8314)

Intervient sur l'amendement n° 215 de Mme Martine Billard (qualité sanitaire des eaux destinées à l'alimentation : réglementation et périmètres de protection) (p. 8314)

Intervient sur l'amendement n° 217 de Mme Martine Billard (établissement d'un plan de restauration sanitaire et environnemental quinquennal) (p. 8315)

Article 22 (inapplicabilité du statut du fermage sur les terrains situés dans les périmètres de protection des captages d'eau)

Son intervention (p. 8315)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

Son intervention (p. 8315 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (obligations en matière de surveillance de l'eau : abrogation d'une disposition redondante) (p. 8316)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (qualité de l'eau : possibilité de prononcer la déchéance des délégataires au même titre que des concessionnaires) (p. 8317)

Article 24 (régime d'autorisation et de déclaration en matière d'eau potable)

Son intervention (p. 8317 et s.)

Article 26 (exploitation et commercialisation des eaux minérales naturelles)

Son intervention (p. 8318)

Article 29 (constat des infractions aux dispositions protectrices de l'eau)

Son intervention (p. 8319)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de la commission (manquement aux normes obligatoires de qualité de l'eau : sanctions administratives indépendantes des poursuites pénales) (p. 8320)

Article 31 (infractions et sanctions pénales)

Son intervention (p. 8320)

Article 32 (renumérotation de certains articles du code de la santé publique)

Son intervention (p. 8321)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rapport sur l'intérêt de mentionner une intoxication au plomb sur le carnet de santé) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Claude Leteurre (rapport sur la pertinence du dispositif actuel de dépistage du saturnisme) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Claude Leteurre (rapport sur la formation des opérateurs réalisant des diagnostics et contrôles d'exposition au plomb) (p. 8322)

Article 33 (institution d'une enquête sur l'environnement du mineur visant à déterminer l'origine de l'intoxication au plomb)

Son intervention (p. 8323 et s.)

Article 34 (délais de réalisation des travaux)

Son intervention (p. 8324)

Article 35 (contrôle des travaux)

Son intervention (p. 8326)

Article 36 (obligations du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son intervention (p. 8327 et s.)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 8329 et s.)

Article 38 (dispositions de cohérence et modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 8334)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 404 de la commission (compétence des maires pour le contrôle des règles d'hygiène en matière d'habitat) (p. 8335)

Article 40 (création d'un établissement public d'Etat d'enseignement et de recherche en santé publique)

Son intervention (p. 8337 et s.)

Article 41 (suppression des dispositions législatives relatives à l'Ecole nationale de santé publique dans le code de la santé publique)

Son intervention (p. 8339)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8382 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8394 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son intervention (p. 8402 et s.)

Article 46 (dispositions particulières à certaines recherches biomédicales)

Son intervention (p. 8409 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (allègement de la procédure de saisine de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 8410)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 de M. Pierre-Louis Fagniez (précision sur les types de recherche concernés) à l'amendement n° 157 de la commission (p. 8410)

Article 47 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (p. 8411)

Article 50 (médicament expérimental)

Son intervention (p. 8412)

Article 51 (formation médicale continue)

Son intervention (p. 8416)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examens prénatal et postnatal) (p. 8420)

Intervient sur le sous-amendement n° 575 corrigé de M. Alain Marty (réactionnel) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (p. 8421)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. Jean-Marie Le Guen (absence de pathologie avérée au cours de la grossesse et d'accouchement dystocique) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement (compétences des sages-femmes en matière de vaccinations) (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 392 du Gouvernement (compétences des sages-femmes en matière de prescription de médicaments ; appel au médecin en cas de pathologie liée à la grossesse) (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Michel Heinrich (nouvelle organisation de l'ordre national des pharmaciens) (p. 8424)

Intervient sur l'amendement n° 559 deuxième rectification du Gouvernement (création et organisation de l'ordre national des kinésithérapeutes) (p. 8426)

Intervient sur l'amendement n° 251 de Mme Maryvonne Briot (simplification des transferts d'officine, en particulier dans les petites communes rurales) (p. 8428)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Jean-Marie Le Guen (base de données publiques donnant aux malades l'accès à un maximum d'informations sur les médicaments) (p. 8428)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Marie Le Guen (conditions d'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés du fait de leur état de santé) (p. 8429)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Luc Prél (instauration de la formation continue des professions de santé) (p. 8430)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 289 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (distribution d'eau potable gratuite dans les établissements scolaires et campagne d'éducation sur les problèmes de nutrition) (p. 8431)

Intervient sur l'amendement n° 285 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (indication de la teneur en graisse et calories des produits alimentaires) (p. 8433)

Intervient sur l'amendement n° 286 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction dans les programmes de télévision destinés aux jeunes de la publicité pour les produits alimentaires dépassant certains taux en sucre, sel ou graisse) (p. 8434)

Intervient sur l'amendement n° 287 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (diffusion de messages télévisuels d'éducation sanitaire) (p. 8434)

Intervient sur l'amendement n° 288 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (téléphones portables : obligation d'être équipé d'un dispositif de type "oreillette") (p. 8434)

Intervient sur l'amendement n° 295 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (création d'un centre national pour la prévention du suicide) (p. 8435)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8438)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son intervention (p. 8455 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 197 précédemment réservé de Mme Martine Billard (teneur en sel des produits alimentaires) (p. 8460)

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de Mme Martine Billard (teneur en sucre des produits alimentaires) (p. 8460)

Intervient sur l'amendement n° 201 précédemment réservé de Mme Martine Billard (promotion des jus de fruits et de légumes biologiques) (p. 8460)

Intervient sur l'amendement n° 200 précédemment réservé de Mme Martine Billard (au sein d'un établissement scolaire, le conseil d'administration réglemente la vente des produits alimentaires et boissons gazeuses) (p. 8461)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2689)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2716)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2717)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 2717)
- Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 2690)
- Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 2690)
- Professions de santé : psychiatres (p. 2716)
- Professions de santé : psychologues (p. 2716)
- Recherche : recherche médicale (p. 2690)
- Santé : cancer (p. 2689)
- Santé : maladies (p. 2689)
- Santé : politique de la santé (p. 2689)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Marie Le Guen (rôle de l'Etat dans la mise en oeuvre des politiques de santé publique) (p. 2729)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Le Guen (mention de la promotion de la vérité parmi les priorités de la politique de la santé publique) (p. 2729)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 2732 et s.)

Son amendement n° 338 (p. 2742)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Marie Le Guen (programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles) (p. 2742)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2744 et s.)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 2748)

Son amendement n° 361 (p. 2748)

Après l'article 3 bis A

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (représentation des usagers du système de santé par les associations agréées) (p. 2748)

Intervient sur l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Marie Le Guen (représentation des usagers du système de santé : nombre de sièges) (p. 2749)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 2749 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Luc Prél (corps des praticiens hospitaliers et de santé publique et accès aux fonctions de médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé publique) (p. 2752)

Article 5 (groupement régional de santé publique)

Son intervention (p. 2755 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Marie Le Guen (définition des objectifs de la politique de prévention) (p. 2763)

Article 6 A supprimé par le Sénat (visite médicale au cours de la scolarité)

Son intervention (p. 2764)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Luc Prél (vaccination contre le pneumocoque 23) (p. 2765)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 2765)

Article 7 bis (politique de réduction des risques en direction des usagers de drogues)

Son intervention (p. 2766 et s.)

Son amendement n° 366 (p. 2767)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Marie Le Guen (situation des personnes engagées dans des actions de santé publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants) (p. 2767)

Article 10 A (missions de l'Institut national de veille sanitaire)

Son intervention (p. 2768)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 2768)

Article 12 bis (risque de rupture de stock sur un produit de santé)

Son intervention (p. 2769)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 2769)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Luc Prél (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Luc Prél (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) (p. 2769)

Article 13 ter (sociétés d'économie mixtes locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2770)

Article 13 quater A (conditions de participation au capital de sociétés d'économie mixte locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2771)

Ses amendements n^{os} 360 et 362 rectifié (p. 2771)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2774 et s.)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n^o 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2776)

Intervient sur l'amendement n^o 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2776)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2778 et s.)

Après l'article 14 B

Intervient sur l'amendement n^o 141 de M. Jean-Luc Préel (développement de la nutrition orale et entérale) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n^o 78 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation d'équipement de type "oreillette" pour les téléphones portables) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n^o 81 de M. Jean-Marie Le Guen (campagne d'information sur les dangers de l'exposition au Distillène) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n^o 227 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les dangers de l'exposition au Distillène) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n^o 79 de M. Jean-Marie Le Guen (Centre national de prévention du suicide) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n^o 226 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'un Centre national de prévention du suicide) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n^o 80 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national du vieillissement) (p. 2782)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2784 et s.)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2786 et s.)

Article 15 (création du groupement d'intérêt public "Institut national du cancer")

Son intervention (p. 2788 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n^o 92 de M. Jean-Marie Le Guen (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Intervient sur l'amendement n^o 296 corrigé de Mme Martine Billard (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Intervient sur l'amendement n^o 93 de M. Jean-Marie Le Guen (comité national consultatif du cancer : composition et missions) (p. 2789)

Article 15 bis (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation relative à la lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 2789)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'amendement n^o 94 de M. Claude Evin (constatation et poursuite par les préfets des infractions en matière de santé publique) (p. 2790)

Article 16 bis A (transposition d'une directive européenne relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2790)

Article 16 bis B (interdiction de la publicité et de la propagande en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2791)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n^o 97 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations incitant les jeunes à la consommation d'alcool) (p. 2791)

Intervient sur l'amendement n^o 210 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction à partir de 23 heures dans les débits de boisson des opérations incitant à la consommation d'alcool) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n^o 95 de M. Jean-Marie Le Guen (pouvoir des préfets en matière de contrôle et de répression de l'alcoolisme) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n^o 219, deuxième rectification de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 2793)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 2794)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n^o 272 de M. Jean-Marie Le Guen (intégration de la teneur en alcool dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2795)

Intervient sur l'amendement n^o 269 rectifié de M. Yves Bur (intégration de la teneur en sucre dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2795)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 2802 et s.)

Son amendement n^o 339 (p. 2803)

Article 18 ter (information sur les conséquences de la consommation de drogues)

Son intervention (p. 2804 et s.)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2808 et s.)

Après l'article 18 quater

Intervient sur l'amendement n^o 144 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la création d'un institut national de lutte contre l'alcoolisme) (p. 2813)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 2814 et s.)

Article 19 bis (application des règles générales d'hygiène dans les entreprises)

Son intervention (p. 2815)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n^o 188 de Mme Jacqueline Fraysse (insertion d'un nouveau chapitre : "Plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail") (p. 2815)

Intervient sur l'amendement n^o 294 de Mme Martine Billard (délégation permanente au sein du comité départemental d'hygiène) (p. 2816)

Intervient sur l'amendement n^o 224 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une agence nationale de la santé au travail) (p. 2816)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2817 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n^o 290 de Mme Martine Billard (protection des travailleurs précaires de chantier contre les agents cancérigènes) (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n^o 191 de Mme Jacqueline Fraysse (information des travailleurs sur l'utilisation de substances dangereuses) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n^o 291 de Mme Martine Billard (pouvoir d'intervention de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n^o 293 de Mme Martine Billard (aménagement des locaux en cas de danger lié aux conditions climatiques) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n^o 289 de Mme Martine Billard (pouvoirs d'intervention des comités d'hygiène et de sécurité du travail) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n^o 190 de Mme Jacqueline Fraysse (rôle de surveillance épidémiologique des comités d'hygiène et de sécurité du travail) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n^o 288 de Mme Martine Billard (pouvoir du comité d'hygiène et de sécurité en cas de risque imminent) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n^o 292 de Mme Martine Billard (représentation des associations de victimes du travail au sein des services de santé au travail) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n^o 287 de Mme Martine Billard (information annuelle sur l'aménagement des postes de travail) (p. 2821)

Article 21 (protection des captages d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 2822)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 329 du Gouvernement (extension de la protection de captages d'eau destinés à la consommation humaine aux captages privés) (p. 2823)

Article 21 bis (dérogations au statut du fermage dans les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau)

Son intervention (p. 2823)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 285 de Mme Martine Billard (responsabilité administrative en matière de restauration des captages d'eau dégradés) (p. 2823)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

Son intervention (p. 2824)

Article 23 ter (déchéance du délégataire)

Son intervention (p. 2824)

Article 30 (procédures judiciaires)

Son intervention (p. 2825)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la formation des opérateurs chargés du contrôle des risques liés au plomb) (p. 2825)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la pertinence d'inscription au carnet de santé de l'intoxication au plomb) (p. 2825)

Article 34 (délais de réalisation des travaux)

Son intervention (p. 2825)

Article 36 (obligation du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son intervention (p. 2826)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 2826)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Christiane Taubira (protection contre les dérivés mercuriels) (p. 2827)

Intervient sur l'amendement n° 108 de Mme Catherine Génisson (création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) (p. 2827)

Intervient sur l'amendement n° 223 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur les conditions de création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) (p. 2827)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)

Son intervention (p. 2829 et s.)

Après l'article 39 bis A

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Pierre Goldberg (dangers liés aux ondes UMTS (téléphonie mobile) : étude d'impact) (p. 2830)

Après l'article 39 bis B

Intervient sur l'amendement n° 330 rectifié du Gouvernement (missions et pouvoirs des inspecteurs de la Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radio-protection) (p. 2830)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3124 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3128 et s.)

Son sous-amendement n° 372 à l'amendement n° 309, deuxième correction du Gouvernement (p. 3129)

Son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 309, deuxième correction du Gouvernement (p. 3130)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3131 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (comités de protection des personnes : recours à des experts indépendants) (p. 3134)

Article 46 bis (recherches sur l'évaluation des soins courants)

Son intervention (p. 3134)

Article 46 ter (intervention de la CNIL pour les recherches portant sur l'évaluation des soins courants)

Son intervention (p. 3135)

Article 47 (coordination)

Son intervention (p. 3135)

Article 50 (médicament expérimental)

Son intervention (p. 3135)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Marie Le Guen (Fonds national de la formation médicale continue) (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Marie Le Guen (accès à l'information sur les médicaments) (p. 3137)

Article 51 bis (extension de l'obligation de la formation continue à certaines professions de santé)

Son intervention (p. 3138)

Son amendement n° 371 (p. 3138)

Article 51 ter (formation pharmaceutique continue)

Son intervention (p. 3138)

Article 52 (examens de prévention durant et après la grossesse)

Son intervention (p. 3140)

Article 54 (pratique de soins et prescription de médicaments par les sages-femmes)

Son intervention (p. 3141)

Article 54 bis (recrutement des étudiants sages-femmes)

Son intervention (p. 3141)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 195 de Mme Jacqueline Fraysse (exercice de la profession par les sages-femmes titulaires de diplômes extra-communautaires) (p. 3142)

Article 54 quater (coordination)

Son intervention (p. 3143)

Article 55 (Ordre des masseurs-kinésithérapeutes)

Son intervention (p. 3144)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Pierre Morange (ordre des pédicures-podologues : institution et fonctionnement) (p. 3145)

Article 79 (prolongation d'activité des praticiens hospitaliers)

Son amendement n° 335 corrigé (p. 3158)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son intervention (p. 7390)

Thèmes :

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7391)

Professions de santé : psychologues (p. 7391)

Recherche : recherche médicale (p. 7391)

Santé : politique de la santé (p. 7390, 7391)

Santé : prévention : alcoolisme (p. 7391)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7398)

Son intervention (p. 7400)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9563)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9583)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9661)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 9661)
Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9563)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9565)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9564)
Santé : maladies (p. 9564)
Sécurité sociale : déficit (p. 9564)
Sécurité sociale : financement (p. 9563, 9661)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 4

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 9716)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9818)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Jacqueline Fraysse (participation des comités d'hygiène ou des délégués du personnel à la mission des caisses régionales d'assurance maladie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 9833)

Ses explications de vote (p. 9895)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10610)
Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10611)

Thèmes :

Sports : jeux olympiques (p. 10612)
Sports : médecine du sport (p. 10312)
Sports : rugby (p. 10610)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10830)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10854)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [19 novembre 2003] (p. 10854)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances : incidents de séance (p. 10854)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10832)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10831)
Emploi : chômage (p. 10832)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10830)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10830)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 11091)

Thèmes :

Droit civil : obligations (p. 11091)
Jeunes : service civique (p. 11091)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 11562)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 11563)
Enfants : droits de l'enfant (p. 11562)
Enfants : enfants accueillis (p. 11562)
Enfants : mauvais traitements (p. 11562)
Enfants : politique de l'enfance (p. 11562)
Enseignement : obligation scolaire (p. 11562)
Professions sociales : assistantes maternelles (p. 11562)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2003] (p. 12656)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 12656)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements (p. 12657)
Enfants : politique de l'enfance (p. 12656)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 11935)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11935)
Politique économique : généralités (p. 11935)
Secteur public : service minimum (p. 11935)
Syndicats : représentativité (p. 11936)
Transports : transports de voyageurs (p. 11935)
Travail : négociations (p. 11936)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 12000)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 12058)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12000, 12058)
Bioéthique : expérimentation (p. 12000)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12000, 12059)
Sang et organes humains : greffes (p. 12001, 12059)
Santé : politique de la santé (p. 12000, 12059)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12068)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12085 et s.)
Son amendement n° 13 (p. 12085)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Son intervention (p. 6230)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 6230)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 6230)
Sang et organes humains : greffes (p. 6230)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12442)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12510 et s.)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 246)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 247)

Presse et livres : journaux (p. 246)

Presse et livres : presse (p. 246)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 589)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 589)

Enseignement : éducation civique (p. 590)

Enseignement : élèves (p. 590)

Enseignement : pédagogie (p. 589)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 589)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 590)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1291)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : laïcité (p. 1291)

Cultes : histoire (p. 1291)

Cultes : islam (p. 1292)

Cultes : liberté de culte (p. 1293)

Enseignement : établissements scolaires : laïcité (p. 1293)

Enseignement : établissements scolaires : signes religieux (p. 1293)

Etat : laïcité (p. 1292)

Etat : valeurs républicaines (p. 1291)

Femmes : droits : voile islamique (p. 1292)

Pays étrangers : Etats-Unis : Constitution (p. 1292)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1498)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Marc Ayrault (évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1502)

Explications de vote et vote [10 février 2004] (p. 1570)

Intervention du président de la commission des affaires culturelles (p. 1571)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1535)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1536)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1535)

Etrangers : égalité des droits (p. 1535)

Etrangers : immigration (p. 1535)

Etrangers : immigration : Afrique du Nord (p. 1535)

Etrangers : intégration (p. 1535)

Pays étrangers : Algérie (p. 1535)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3321)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3322)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3322)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3322)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3322)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3322)

Travail : jours fériés (p. 3322)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4298)

Thèmes :

Handicapés : solidarité (p. 4298)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4299)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4299)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4299)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4299)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) (p. 4417)

Son intervention (p. 4425)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4421)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4443)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention en qualité de du rapporteur de la commission spéciale (p. 5702)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5702)
 Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires (p. 5703)
 Assurance maladie maternité : généralités : caisses (p. 5705)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5704, 5705)
 Professions de santé : médecins (p. 5703)
 Santé : données médicales (p. 5703)
 Santé : maladies (p. 5703)
 Santé : politique de la santé (p. 5702 et s.)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5706)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Son intervention (p. 5851 et s.)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5894 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 5925)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5927 et s.)

Avant l'article 2 [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5949 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5966 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5985 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6005 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) (p. 6076)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 6076)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6089 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6101 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6113 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6169 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6184 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6204)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6207 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6239 et s.)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6261 et s.)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6264 et s.)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6279 et s.)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6285 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6291 et s.)

Avant l'article 11 [séance du 9 juillet 2004]

Son intervention (p. 6338)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6348 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6386 et s.)

Après l'article 12 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6409)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6412 et s.)

Après l'article 13 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6419 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Après l'article 14 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6444)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6447 et s.)

Après l'article 15 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6467)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6469 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6476 et s.)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6488 et s.)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6500)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6503 et s.)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6509 et s.)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6518 et s.)

Avant l'article 19 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6524)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6536 et s.)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6568 et s.)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6575 et s.)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6581 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6598 et s.)

Avant l'article 23 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6605)

Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)

Son intervention (p. 6609 et s.)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)

Son intervention (p. 6615 et s.)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6625 et s.)

Après l'article 25 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6638 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6645 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6667 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6669 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6687 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6700 et s.)

Après l'article 29 [séance du 15 juillet 2004] (contrats dérogatoires destinés à faciliter l'exercice regroupé des professions de santé dans les zones de densité médicale insuffisante)

Son intervention (p. 6718)

Avant l'article 30 [séance du 15 juillet 2004]

Son intervention (p. 6719 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6725 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 6727)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6778 et s.)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6857 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCA)

Son intervention (p. 6867 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6903 et s.)

Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6907)

Après l'article 40 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6908)

Avant l'article 41 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6908)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6913 et s.)

Article 42 [séance du 19 juillet 2004] (relèvement de la contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux et de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6925)

Article 43 [séance du 19 juillet 2004] (contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques et maîtrise des dépenses de médicament)

Son intervention (p. 6926 et s.)

Avant l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6928)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6930 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6945 et s.)

Après l'article 45 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6950)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7371)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 7372)

Santé : données médicales (p. 7371)

Santé : politique de la santé (p. 7371)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 7371)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7372)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387 et s.)

Philippe DUBOURG

Gironde (9^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1125 portant instauration d'un cours d'initiation à la philosophie dès la première année de lycée pour les séries générales et création d'un cours de philosophie pour les baccalauréats professionnels [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1820 tendant à améliorer les régimes d'assurance et de fiscalité spécifiques à la gestion forestière [22 septembre 2004]

Gérard DUBRAC

*Gers (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1360 visant à permettre aux candidats aux élections des conseillers généraux et des conseillers municipaux dans les cantons et les communes de moins de 9 000 habitants de recueillir des dons déductibles [15 janvier 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chèques-service. Titre emploi simplifié entreprises, mise en œuvre [10 février 2004] (p. 1570)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 844)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2243)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 2243 et s.)
Entreprises : situation financière : plan social (p. 2243)
Formation professionnelle (p. 2243)
Impôts et taxes : politique fiscale : délocalisations (p. 2244)
Politique économique : mondialisation (p. 2243)
Politiques communautaires : politique industrielle (p. 2243)
Union européenne : élargissement (p. 2244)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3839)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3840)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3839)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3839)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3840)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3840)
Propriété : meubles et immeubles : indemnisation des victimes (p. 3840)
Recherche (p. 3839)
Transports : transport combiné (p. 3839)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 182 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5023) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5034)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 5026)
Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 5029)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 5028)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 5024, 5027)
Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 5023, 5028)
Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5024 et s.)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5023 et s.)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5027 et s.)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5023 et s.)
Energie et carburants : pétrole (p. 5026)
Energie et carburants : politique énergétique (p. 5030 et s.)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5023 et s.)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5024, 5028 et s.)
Secteur public : services publics : péréquation (p. 5025)
Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5024 et s.)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5254 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5278 et s.)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5360 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5369)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5374 et s.)

Jean-Pierre DUFU*Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Prestige, indemnisation [21 octobre 2003] (p. 9096)

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [23 juin 2004] (p. 5321)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBATn° 476, posée le 1^{er} décembre 2003. Enseignement : personnel. Recrutement (J.O. Questions p. 9069). Appelée le 2 décembre 2003. Assistants d'éducation, revendications (p. 11494)

n° 603, posée le 3 février 2004. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Remboursement (p. 1260)

n° 758, posée le 25 mai 2004. Tourisme et loisirs. Tourisme social (J.O. Questions p. 3733). Appelée le 25 mai 2004. Perspectives (p. 4017)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****II - TOURISME****Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)**

Son intervention (p. 10210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 10211)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10211)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 10211)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10211)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10211)

Travail : jours fériés (p. 10211)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)**

Son intervention (p. 11086)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11087)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11086)

Jeunes : service civique (p. 11086, 11092)

Politique sociale : solidarité (p. 11086, 11092)

Ses explications de vote (p. 11092)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11092)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)**

Son intervention (p. 3007)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 3008)

Fonctionnaires et agents publics : concertation avec le personnel (p. 3007)

Fonctionnaires et agents publics : pyramide des âges (p. 3009)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 3009)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : avancement (p. 3009)

Fonctionnaires et agents publics : concours internes : limite d'âge (p. 3009)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : modernisation (p. 3008 et s.)

Lois : textes d'application (p. 3009)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance (p. 3008)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3009)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)****Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)**

Son intervention (p. 5287)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)****Article 1er (catégories de collectivités territoriales)**

Son intervention (p. 7034 et s.)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7044)

William DUMAS*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 20 juin 2004 [J.O. du 22 juin 2004] (p. 11265)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 22 juin 2004] (p. 11266)

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 24 juin 2004] (p. 11500)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 juin 2004] (p. 11573)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 9 octobre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (Affaires européennes) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1440 pour un hommage solennel de la Nation aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 lors de l'inhumation du dernier poilu [24 février 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la programmation et la consommation des fonds structurels européens [26 mai 2004] (n° 1624)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur la direction du service national et la journée d'appel de préparation à la défense [7 juillet 2004] (n° 1721)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 460, posée le 13 octobre 2003. Défense. Armée (J.O. Questions p. 7718). Appelée le 14 octobre 2003. Délégation militaire départementale, locaux, maintien, rénovation, Verdun (p. 8473)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Attire l'attention sur la mise en oeuvre par l'administration de la loi organique relative aux lois de finances [15 octobre 2003] (p. 8584)

Déclare qu'il est allé sur le terrain samedi et dimanche et qu'il n'a pu se reposer [20 octobre 2003] (p. 9032)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8561)

Son intervention (p. 8582)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 octobre 2003]

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement (p. 8585)

Collectivités territoriales : décentralisation : logement (p. 8583)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8561)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8561)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8661)

Logement (p. 8561)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8582 et s.)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 8582 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8740 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8793)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont les abattements sur le revenu sont plafonnés) (p. 8803)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 256 corrigé de M. Patrick Bloche (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai pour le bénéfice des taux de 40 % et de 50 %) (p. 8868)

Intervient sur l'amendement n° 257 corrigé de M. Patrick Bloche (PACS : donations - suppression de la condition de délai pour le bénéfice de l'abattement) (p. 8868)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8884)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Augustin Bonrepaux (véhicules propres – majoration des crédits d'impôt) (p. 8897)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8899)

Après l'article 12

Son amendement n° 223 (protections pour incontinence adulte - taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 8904)

Son amendement n° 241 (droit d'utilisation d'installations sportives - taux réduit de la TVA) (p. 8907) : rejeté (p. 8908)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8930)

Article 14 (majoration des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA)

Son intervention (p. 8947)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère culturel bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9024)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9032)

Article 21 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau" - FNE)

Son intervention (p. 9035)

Article 22 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-20 "Fonds national pour le développement de la vie associative" - FNDVA)

Son intervention (p. 9037)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9039)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9046)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10628) :**

- *Réunion de la commission des finances du
22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10633)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 10634)
Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10633)
Commerce et artisanat : métiers d'art (p. 10634)
Entreprises : création (p. 10633)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10633)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 10634)
TVA : taux réduit (p. 10633)

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET
MER**

III - LOGEMENT

**Examen des fascicules [12 novembre 2003]
(p. 10323, 10364)**

Procédure des questions :

Logement : logement social : construction (p. 10365)
Logement : logement social : étudiants (p. 10366)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

**Examen des fascicules [12 novembre 2003]
(p. 10368, 10397)**

Procédure des questions :

Enfants : crèches et garderies (p. 10408)

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- *Réunion de la commission des finances du
29 octobre 2003*

Son intervention (p. 10606)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10606)
Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et
consignations (p. 10607)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10606)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour
2003**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 décembre 2003]
(p. 11604, 11633)**

Son intervention (p. 11638)

Thèmes :

Agriculture : agrobiologie : crédits budgétaires (p. 11638)
Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles
(BAPSA) : financement (p. 11638 et s.)
Logement : crédits (p. 11638 et s.)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois
de finances (p. 11638)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11638)

**Discussion des articles [3 décembre 2003]
(p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)**

*Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées
par divers organismes agricoles, au profit du
BAPSA)*

Son intervention (p. 11664 et s.)

Son amendement n° 37 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC
(p. 11676)

Son amendement n° 137 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79
millions d'euros à 45 millions d'euros (p. 11680))

Seconde délibération

*Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services
civils - ouvertures de crédits)*

Son intervention (p. 11706)

*Article 9 (dépenses en capital des services militaires -
annulations de crédits)*

Son intervention (p. 11712 et s.)

*Article 25 (modification de la réduction de taxe
intérieure de consommation sur les produits
pétroliers applicable aux biocarburants)*

Son amendement n° 49 (EMHV - diester : réduction de TIPP
maintenue à 35 €) (p. 11755)

Son amendement n° 46 (incorporation directe d'alcool éthylique)
(p. 11757)

*Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le
renouvellement urbain - FRU)*

Son amendement n° 52 (de suppression) (p. 11817)

**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités
locales**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969,
1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,
2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004]
(p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ;
[4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004]
(p. 2534)**

*Article 1er (titre premier du livre cinq de la première
partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code
général des collectivités territoriales : développement
économique)*

Son amendement n° 189 (p. 1987)

Son intervention (p. 1988)

*Article 14 (institution de péages sur la voirie
routière)*

Son intervention (p. 2066)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son amendement n° 67 (p. 2139)

Son amendement n° 66 (p. 2140)

Son amendement n° 68 corrigé (p. 2141)

*Article 49 (délégation des aides à la pierre aux
départements et EPCI compétents)*

Son amendement n° 65 (p. 2204)

Après l'article 49

Son amendement n° 61 (participation des établissements publics
d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes
HLM) : rejeté (p. 2207)

Son amendement n° 62 (participation des établissements publics
d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes
HLM) : rejeté (p. 2207)

Son amendement n° 63 (participation des établissements publics
d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes
HLM) : rejeté (p. 2207)

*Article 109 (nombre de sièges attribués à un
établissement public de coopération intercommunale
se substituant à ses communes membres au sein du
comité syndical d'un syndicat mixte)*

Son amendement n° 1426 (p. 2547)

Après l'article 109

Son amendement n° 1427 (membres participant aux commissions
d'appel d'offres) : rejeté (p. 2547)

**Projet de loi organique n° 1155 pris en application
de l'article 72-2 de la Constitution relatif à
l'autonomie financière des collectivités
territoriales**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679,
3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)**

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 92 (p. 3685)

*Article 2 (définition des ressources propres des
collectivités territoriales)*

Son amendement n° 107 (p. 3693)

Son intervention (p. 3696)

Son amendement n° 122 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 137 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 32 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 17 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 47 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 62 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 77 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5000)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 5001)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5000 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5000 et s.)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5291 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5373)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5381)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 691, posée le 27 avril 2004. Santé. Hépatite C (J.O. Questions p. 3081). Appelée le 27 avril 2004. Transfusés, indemnisation, prise en charge (p. 3103)

n° 770, posée le 25 mai 2004. Tourisme et loisirs. Sécurité (J.O. Questions p. 3735). Appelée le 25 mai 2004. Piscines (p. 4014)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Ses amendements n°s 745 et 747 (p. 747)

Après l'article 13

Son amendement n° 768 précédemment réservé (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 962) : adopté après modification (p. 963)

Avant l'article 37

Son amendement n° 771 précédemment réservé (nouvelle rédaction d'intitulé) : adopté (p. 971)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son amendement n° 763 (p. 1179)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4332)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4333)

Handicapés : aveugles : aides à la personne (p. 4333)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4333)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4333)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4333)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 735 (p. 4442)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Langue française. Défense et usage. Institutions européennes [18 mai 2004] (p. 3772)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 465, posée le 13 octobre 2003. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. Bruits, lutte et prévention, région parisienne (p. 8476)

n° 615, posée le 3 février 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 741). Appelée le 3 février 2004. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 1249)

n° 673, posée le 6 avril 2004. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Ligne D, fonctionnement (p. 2621)

n° 818, posée le 8 juin 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 4140). Appelée le 8 juin 2004. Bruits, lutte et prévention, région parisienne (p. 4537)

DÉBATS

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5013)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 5013)
Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5013)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5013 et s.)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5013)
Secteur public : services publics : péréquation (p. 5013)
Union européenne : commission : politique énergétique (p. 5013)

Jean-Paul DUPRÉ

Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne (n° 1014) [2 octobre 2003]

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1014) autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne [13 janvier 2004] (n° 1340)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie, Emploi et activité. Bassins d'emploi, Aude [10 décembre 2003] (p. 12050)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [16 juin 2004] (p. 4994)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8288)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Santé : soins palliatifs (p. 10398)

Yves DURAND

Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 juin 2004] (p. 10193)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 9 juin 2004] (p. 10193)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10291)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10291)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Universités. Réforme, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11102)

Etat. Décentralisation. Conséquences, enseignement, techniciens et ouvriers de service [27 avril 2004] (p. 3117)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint du rejet par la commission des finances des amendements déposés par son groupe qui visaient à rétablir des postes supprimés dans l'éducation nationale et demande au président de cette commission de venir en séance présenter ses motivations [4 novembre 2003] (p. 9927)

Exprime la préoccupation et la réprobation que lui inspire la réponse du ministre délégué à l'enseignement scolaire à la question posée au Gouvernement par M. Michel Lefait sur la scolarisation des enfants de deux ans et l'accuse de vouloir détruire l'école maternelle [4 novembre 2003] (p. 9954)

Rappelle que les amendements déposés par son groupe visaient, non pas à créer des postes supplémentaires, mais à ne pas supprimer des postes existants : ils ont été frappés d'irrecevabilité alors que l'an dernier des amendements identiques ne l'avaient pas été et il demande des explications de la part du président de la commission des finances [4 novembre 2003] (p. 9957)

Conteste la réponse du rapporteur à son précédent rappel au règlement : elle ne correspond pas à la réalité [4 novembre 2003] (p. 9958)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9915)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9927)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9957)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9954)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9958)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : illettrisme (p. 9916)
 Enseignement : pédagogie (p. 9917)
 Enseignement : personnel : recrutement (p. 9916)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9915)
 Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9915)
 Enseignement secondaire : crédits (p. 9915)
 Travail : droit de grève : enseignement (p. 9915)

**Vote des crédits et articles rattachés
[4 novembre 2003] (p. 9966)***Etat B, titre III*

Son amendement n° 79 (suppression d'un crédit de 620 000 € destiné à l'octroi de primes aux collaborateurs du ministre) (p. 9966)

**Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée
par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de
l'éducation nationale et de la recherche, sur
l'avenir de l'école**

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 580)
 Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 579)
 Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 579, 580)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 578)
 Enseignement secondaire : personnel : assistants d'éducation (p. 579)
 Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 579)
 Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants (p. 579)

**Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du
principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées
publics**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 février 2004]
(p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ;
[5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1387)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1388)
 Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des
 Eglises et de l'Etat (p. 1387)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée :
 enseignement (p. 1388)
 Enseignement : établissements scolaires : signes religieux
 (p. 1388)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1389)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion : enseignement
 (p. 1389)

**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités
locales**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969,
1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,
2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004]
(p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ;
[4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004]
(p. 2534)**

*Article 60 (compétence de l'Etat en matière
d'éducation)*

Son amendement n° 816 (p. 2330)

*Article 61 (création du conseil territorial de
l'éducation nationale)*

Son amendement n° 817 (p. 2336)

Son amendement n° 818 (p. 2338)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son amendement n° 819 (p. 2356)

*Article 66 (sectorisation des collèges publics et
organisation des transports scolaires)*

Son amendement n° 820 (p. 2359)

*Article 67 bis (transfert aux départements de la
responsabilité de la médecine scolaire)*

Son amendement n° 822 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2361)

*Article 67 précédemment réservé (transfert aux
départements et aux régions des personnels
techniciens, ouvriers et de service)*

Son amendement n° 821 (p. 2366)

Odette DURIEZ

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Devient députée le 14 janvier 2004 [J.O. du
15 janvier 2004] (p. 1178)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 15 janvier 2004]
(p. 1178)

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 17 janvier 2004]
(p. 1361)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 14 février 2004]
(p. 3082)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Légionellose. Lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 935)

Frédéric DUTOIT

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains
[J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires
culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de
finances pour 2004 (n° 1093) tome I : Affaires étrangères
(Francophonie et relations culturelles internationales)
(n° 1111) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1190 relative aux conventions ou
accords collectifs [4 novembre 2003]

Proposition de résolution n° 1352 tendant à la création
d'une commission d'enquête sur la situation financière de
l'Agence France Presse mais également sur les moyens à
mettre en œuvre afin d'en assurer la survie et le
rayonnement [15 janvier 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1379 tendant à
compléter l'article 3 de la Constitution et relative au droit
de vote et à l'éligibilité des étrangers non
communautaires dans les élections municipales
[28 janvier 2004]

Proposition de résolution n° 1542 tendant à la création
d'une commission d'enquête relative à l'annonce de la
fermeture de l'usine Lustucru à Arles [14 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Justice. Politique et réglementation. Mineurs, perspectives
[19 novembre 2003] (p. 10813)

Union européenne. Constitution européenne. Contenu, exception
culturelle [7 janvier 2004] (p. 100)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives
[13 janvier 2004] (p. 277)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle.
Intermittents [13 avril 2004] (p. 2867)

Chômage : indemnisation. Réglementation. Réforme, concertation
[19 mai 2004] (p. 3847)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 483, posée le 1^{er} décembre 2003. Déchets, pollutions et
nuisances. Bruits (J.O. Questions p.9070). Appelée le
2 décembre 2003. Lutte et prévention, transports routiers,
Marseille (p. 11503)

n° 735, posée le 18 mai 2004. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3522). Appelée le 18 mai 2004. Effectifs de personnel, Marseille (p. 3748)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 10243)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 10244)
Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AÉFE) : crédits budgétaires (p. 10243 et s.)
Langue française : francophonie (p. 10243 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10243)
Politique extérieure : aide au développement (p. 10243)
Union européenne : construction européenne : langue française (p. 10245)
Union européenne : élargissement (p. 10244)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Palestine (p. 10272)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9395)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9395)
Culture : crédits (p. 9394)
Culture : politique culturelle (p. 9394)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 9395)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9407)
Arts et spectacles : musique (p. 9408)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9285)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9286)
Audiovisuel et communication : télévision (p. 9286)
Presse et livres : presse (p. 9286)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur privé : secteur public (p. 9297)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10285)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 10286)
Enseignement supérieur : crédits (p. 10285)
Enseignement supérieur : diplômes (p. 10287)
Enseignement supérieur : droits d'inscription (p. 10286)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 10286)
Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 10286)
Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 10286)
Enseignement supérieur : universités (p. 10286)
Grandes écoles : secteur public (p. 10286)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10292)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10293)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (redéploiement de crédits de 818 866 € destinés à des mesures catégorielles en faveur des professeurs et maîtres de conférences) (p. 10294)

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 10524)
Recherche : chercheurs (p. 10524)
Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 10523)
Recherche : crédits (p. 10523)
Recherche : recherche fondamentale (p. 10524)
Recherche : recherche technologique (p. 10523)

Procédure des questions :

Santé : sida : recherche médicale (p. 10536)
Sécurité routière : prévention (p. 10536)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Christian Bataille (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10539)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10571)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12545)

Son intervention (p. 12547)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : *Executive Life* (p. 12548)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 12547)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 12547)
Consommation : protection des consommateurs : banques et établissements financiers (p. 12548)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 12548)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 12547)
Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 12547)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 12547 et s.)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 12548)
Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 12548)
Sociétés : dirigeants (p. 12548)
TVA : taux normal : restaurants (p. 12548)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 12548)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10302)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 10302)
Outre-mer : Antilles : DOM (p. 10302)
Outre-mer : Antilles : politique sociale (p. 10302)
Outre-mer : collectivité territoriale unique (p. 10302)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son amendement n° 22 (p. 11577)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12300) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 12306)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12303)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12301)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 12300)
 Syndicats : actions (p. 12300)
 Syndicats : représentativité (p. 12303)
 Travail : code du travail (p. 12302)
 Travail : conventions collectives (p. 12301)
 Travail : négociations (p. 12301)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 1er (inscription de la formation tout au long de la vie dans le code du travail)
 Son intervention (p. 12308)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)
 Son amendement n° 84 (p. 12315)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)
 Son amendement n° 85 (p. 12319)
 Son intervention (p. 12322)

Article 7 (accès des salariés aux actions de formation professionnelle)
 Son amendement n° 86 (p. 12326)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)
 Son amendement n° 90 (p. 12330)
 Son amendement n° 91 (p. 12333)
 Son amendement n° 92 (p. 12334)
 Son amendement n° 87 (p. 12335)
 Son amendement n° 93 (p. 12336)
 Son amendement n° 89 (p. 12337)

Article 10 (plan de formation)
 Son amendement n° 213 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12343)
 Son amendement n° 214 (p. 12345)
 Son amendement n° 95 (p. 12346)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)
 Ses amendements n° 98 et 99 (p. 12367)

Après l'article 23
 Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean Ueberschlag (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12375)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)
 Son intervention (p. 12443 et s.)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)
 Son intervention (p. 12484)

Article 40 (conventions et accords de groupe)
 Son intervention (p. 12506)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)
 Son intervention (p. 12509 et s.)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)
 Son intervention (p. 12518)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)
 Son intervention (p. 12522)

Après l'article 43
 Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12531)

Après l'article 48
 Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNNC)) (p. 12535)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Maxime Gremetz (la représentation parlementaire comprend un membre de chaque groupe politique) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 12535)

Article 49 (rapport sur l'application de la loi)
 Son intervention (p. 12536)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Son intervention (p. 2388)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2389)
 Entreprises : expression des salariés (p. 2389)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2389)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 2388)
 Travail : droit du travail (p. 2389)
 Travail : licenciements (p. 2389)
 Travail : négociations (p. 2389)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 2389)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 143)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 144)
 Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 144)
 Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 144)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Article 1er A (conditions d'intervention des collectivités locales dans le secteur des télécommunications)
 Son amendement n° 90 (p. 152)

Avant l'article 1er
 Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 156)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)
 Son intervention (p. 177 et s.)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 189 (caractère illicite d'un contenu établi par le juge) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) : devenu sans objet (p. 182)

Son sous-amendement n° 193 (définition du caractère illicite d'un contenu) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : rejeté (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 186)

Son sous-amendement n° 194 (non-application de l'obligation de filtrage aux contenus hébergés à l'étranger) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 188) : rejeté (p. 189)

Son amendement n° 191 (simplification du régime d'identification) (p. 189) : rejeté (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. François d'Aubert (publicité du nom de l'éditeur du service) à son amendement n° 191 (p. 190)

Article 6 (définition du commerce électronique et de l'établissement)

Son amendement n° 94 (p. 193)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-amendement n° 241 du Gouvernement (responsabilité de plein droit des hébergeurs et des fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (renforcement de la responsabilité contractuelle des vendeurs en ligne) (p. 194)

Intervient sur le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (responsabilité professionnelle des hébergeurs et fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (p. 194)

Article 9 (éléments d'information obligatoires permettant l'identification du prestataire)

Son amendement n° 95 (p. 196)

Après l'article 9

Reprend l'amendement n° 208 de la commission (indication de ou des noms du domaine de l'Internet et adresse électronique de chaque entreprise lors de l'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 197) : rejeté (p. 198)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son amendement n° 96 (p. 199)

Ses amendements n° 106 et 97 (p. 200)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son amendement n° 98 (p. 213)

Après l'article 25

Son amendement n° 99 (abrogation de l'article 31 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) : rejeté (p. 214)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 215 et s.)

Son amendement n° 100 (p. 215)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean Lassalle (tarification à la seconde) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 183 rectifié de M. Jean Lassalle (décret en Conseil d'Etat afin de préciser les cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de voter par voie électronique aux élections professionnelles) (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Patrice Martin-Lalande (propriété matérielle des infrastructures de réseaux fixes distinctes implantées dans une même zone géographique) (p. 231)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Simon (extension aux appels émis depuis un mobile des tarifs particuliers des numéros ou services spéciaux) (p. 234)

Ses explications de vote (p. 235)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 235)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 253)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 254)

Audiovisuel et communication : audiovisuel : services publics (p. 255)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 254)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 253)

Presse et livres : journaux (p. 253)

Presse et livres : presse (p. 253)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Enseignement : pédagogie (p. 597)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 597)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 597)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1346)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1346)

Cultes : islam : Marseille (p. 1346)

Femmes : exclusion (p. 1346)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1621)

Son intervention (p. 1624)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1670)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : radio (p. 1625)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1624)

Culture : politique culturelle (p. 1671)

Secteur public : services publics (p. 1621)

Télécommunications : antennes-relais (p. 1625)

Télécommunications : France Télécom : statut juridique (p. 1624 et s.)

Télécommunications : Internet (p. 1625)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1624, 1671)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1674 et s.)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1678)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Daniel Paul (élargissement du champ du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Daniel Paul (contenu de l'abonnement au service d'un opérateur chargé du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Daniel Paul (enfouissement obligatoire des lignes) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Daniel Paul (obligation d'assurer la couverture en cabines téléphoniques de l'ensemble du territoire) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Daniel Paul (service d'urgence à un prix abordable) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Paul (champ du service universel) (p. 1688)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1910)

Thèmes :

Communes : conseils d'arrondissement (p. 1910)

Politique sociale : démocratie participative (p. 1910)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2392 et s.)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son intervention (p. 2397)

Article 69 (transformation de certains établissements d'enseignement du second degré en établissements publics locaux d'enseignement)

Son intervention (p. 2399)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2400)

Article 70 bis (sports scolaires)

Son intervention (p. 2401)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)

Son intervention (p. 2401)

Après l'article 70 ter

Intervient sur l'amendement n° 1335 rectifié de M. Claude Goasguen (prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité) (p. 2402)

Article 71 (transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande)

Son intervention (p. 2402)

Article 72 (compétences en matière d'inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2405)

Son amendement n° 1166 (p. 2405)

Son amendement n° 1167 (p. 2409)

Son amendement n° 1169 (p. 2410)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son amendement n° 1168 (p. 2412)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)

Ses amendements n°s 1077 et 1078 (p. 2443)

Son amendement n° 1079 (p. 2444)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son amendement n° 1081 (p. 2445)

Son amendement n° 1082 (p. 2446)

Article 76 (établissements d'enseignement supérieur de formation aux métiers du spectacle relevant de l'Etat)

Son amendement n° 1083 (p. 2447)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2449 et s.)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son intervention (p. 2456)

Article 82 (maintien du bénéficiaire des années accomplies en "service actif")

Son intervention (p. 2458)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2465)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2493)

Avant l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Jean-Pierre Balligand (droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 2508)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2509)

Après l'article 90

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. André Chassaigne (extension du domaine de consultation d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 2510)

Article 98 quater (réduction du nombre d'actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat)

Son intervention (p. 2513)

Avant l'article 99 A

Intervient sur l'amendement n° 1240 modifié de M. Alain Bocquet (nominations ou présentations) (p. 2513)

Article 99 (communication aux maires de la liste des étrangers naturalisés dans leur commune en vue de l'organisation d'une cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 (dévolution aux communes des biens vacants et sans maître)

Son intervention (p. 2514)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2515 et s.)

Après l'article 100 ter

Son amendement n° 1246 (création de comités d'initiative et de consultation d'arrondissement ou de conseils de quartiers) (p. 2519) : rejeté (p. 2521)

Son amendement n° 1247 (consultation des conseils d'arrondissement sur les projets de délibération de la communauté urbaine les concernant) : rejeté (p. 2521)

Son amendement n° 1248 (extension aux EPCI de la procédure de consultation des conseils d'arrondissement sur les subventions aux associations) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2521)

Son amendement n° 1249 (consultation du conseil d'arrondissement sur le plan local d'urbanisme) (p. 2521) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2522)

Son amendement n° 1250 (procédure de conciliation en cas d'avis défavorable d'un conseil d'arrondissement) : rejeté (p. 2522)

Son amendement n° 1251 (gestion des équipements de proximité par les conseils d'arrondissement) : rejeté (p. 2522)

Son amendement n° 1252 (création de commissions mixtes paritaires communales et d'arrondissement) : rejeté (p. 2522)

Son amendement n° 1253 (compétences des conseils d'arrondissement en matière de marchés publics) : rejeté (p. 2522)

Son amendement n° 1254 (composition des comités d'initiative et de consultation d'arrondissement) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2522)

Son amendement n° 1255 (règles de délégation de signature du maire d'arrondissement) (p. 2522) : rejeté (p. 2523)

Son amendement n° 1256 (amélioration de l'information du maire d'arrondissement en matière d'urbanisme) : rejeté (p. 2523)

Son amendement n° 1257 (de précision) : rejeté (p. 2523)

Son amendement n° 1258 (insertion d'un chapitre sur l'organisation de Paris, Marseille et Lyon) : devenu sans objet (p. 2523)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2580)

Thèmes :

Administration : délais : directives (p. 2581)

Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 2581)

Déchets, pollutions et nuisances : effort de serre : quotas de production (p. 2580)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 2580 et s.)

Transports par eau : ports : travailleurs (p. 2581)

Transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail (p. 2580)

Union européenne : entreprises publiques (p. 2580)

Union européenne : construction européenne (p. 2580)

Union européenne : directives : interventions économiques (p. 2580)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2581)

Proposition de loi n° 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Son intervention (p. 3186)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : démographie (p. 3186)

Elections et référendums : élections sénatoriales : représentation proportionnelle (p. 3186)

Parlement : Sénat : réforme (p. 3186)

Parlement : Sénat : représentativité (p. 3186)

Ses explications de vote (p. 3190)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3205)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : privatisations (p. 3206)

Pays étrangers : Etats-Unis : compagnies aériennes (p. 3206)

Politique générale : libéralisme (p. 3206)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 3206)

Transports aériens : Air France : KLM (p. 3205 et s.)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3205)

Transports aériens : sécurité : privatisations (p. 3208)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Article 2 (maintien de la composition actuelle du conseil d'administration d'Air France)

Son amendement n° 8 (obligation d'apporter l'ensemble des activités de l'actuelle société Air France à la nouvelle compagnie aérienne filiale d'Air France-KLM) (p. 3217)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son amendement n° 9 (de coordination) (p. 3218)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 7 (limites d'âge fixées à soixante ans pour les personnels de cabine) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (fixation par décret des limites d'âge du personnel de cabine et d'une indemnité de départ - et non de licenciement - minimale pour les personnels refusant une reconversion après cinquante-cinq ans) (p. 3220) : rejeté (p. 3221)

Ses explications de vote (p. 3224)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3224)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3230)

Son intervention (p. 3237)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : effectifs (p. 3238)

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : sanctions (p. 3237)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel : protection (p. 3237)

Police : fichiers informatisés (p. 3237)

Santé : données médicales (p. 3237)

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)

Article 1er (détermination du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 3238)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Son intervention (p. 3239 et s.)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3245 et s.)

Article 5 (obligations incombant aux responsables de traitements et droits des personnes)

Son intervention (p. 3249)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5158)

Son intervention (p. 5166)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5166)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5159)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5166)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 5166)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5167)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

Travail : emploi (p. 5158)

Travail : licenciements (p. 5167)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Maxime Gremetz (extension des conditions de mise en place du plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (effets suspensifs de l'action en non-conformité du plan social intentée devant le conseil des prud'hommes) (p. 5179 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (maintien de l'obligation préalable d'engager des négociations sur la réduction du temps de travail) (p. 5189)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (phases successives de consultation du comité d'entreprise) (p. 5191)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (maintien des prérogatives du comité d'entreprise en cas de restructuration ou de compression des effectifs) (p. 5193)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Maxime Gremetz (rétablissement des critères fixant l'ordre des licenciements) (p. 5195)

Article 2 (récupération de prestations devenues indues)

Son intervention (p. 5202 et s.)

Renaud DUTREIL

*Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation
puis Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1829 ratifiant l'ordonnance n° 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre [29 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Bernard Depierre. Entreprises. Création. Bilan et perspectives [21 octobre 2003] (p. 9100)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Hausse, conséquences [18 novembre 2003] (p. 10763)

M. Charles de Courson. Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole. Prélèvement au profit du BAPSA [25 novembre 2003] (p. 11100)

M. François Loncle. Finances publiques. Déficit budgétaire. Pacte de stabilité, dérogation temporaire [26 novembre 2003] (p. 11197)

M. Serge Poignant. Entreprises. Création. Aides de l'Etat [3 février 2004] (p. 1279)

M. Gérard Dubrac. Emploi. Chèques-service. Titre emploi simplifié entreprises, mise en œuvre [10 février 2004] (p. 1570)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement, perspectives [25 février 2004] (p. 1897)

M. Louis Giscard d'Estaing. Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). Réforme, transfert, perspectives [19 mai 2004] (p. 3850)

M. Jean-Luc Prél. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Réforme, conséquences [9 juin 2004] (p. 4655)

M. Pascal Terrasse. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Réforme. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4913)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Bacquet. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, Issoire [2 décembre 2003] (p. 11481)

M. Émile Zuccarelli. Énergie et carburants. Énergie éolienne. Réglementation, respect [2 décembre 2003] (p. 11483)

M. Jean-Pierre Decool. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Politiques communautaires [2 décembre 2003] (p. 11484)

M. Jean Lemière. Ministères et secrétariats d'Etat. Économie : services extérieurs. Directions générales et départementales de la

concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11481)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Sécurité routière. Poids lourds. Réglementation, bilan et statistiques [2 décembre 2003] (p. 11485)

Mme Françoise de Panafieu. Logement. Politique du logement. Ile-de-France [2 décembre 2003] (p. 11486)

M. Michel Françaix. Industrie. Sidérurgie. Arcelor, emploi et activité [16 décembre 2003] (p. 12398)

M. André Gerin. Industrie. Chimie. Rhodia, emploi et activité [16 décembre 2003] (p. 12400)

M. Bertho Audifax. TVA. Taux. Transport de voyageurs, hélicoptère [16 décembre 2003] (p. 12398)

Mme Marguerite Lamour. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Exonération, locaux sociaux [16 décembre 2003] (p. 12399)

M. Étienne Mourrut. Ventes et échanges. Marchands ambulants. Exercice de la profession [16 décembre 2003] (p. 12396)

M. Frédéric de Saint-Sernin. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat, champ d'application [16 décembre 2003] (p. 12397)

M. Louis-Joseph Manscour. Outre-mer. DOM : Martinique. Etat, décentralisation, conséquences, enseignement [18 mai 2004] (p. 3750)

M. Hervé Novelli. Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). Réforme, perspectives [18 mai 2004] (p. 3749)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10552)

Son intervention (p. 10552)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : création (p. 10552)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10552)

Discussion des articles [14 novembre 2003] (p. 10553)

Article 75 (revalorisation de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (IATP) perçue par les chambres de commerce et d'industrie)

Son intervention (p. 10556)

Article 76 (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers)

Son intervention (p. 10556)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- *Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10629)

Ses réponses (p. 10634, 10638, 10639, 10641)

Thèmes :

Chambres consulaires (p. 10636)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 10636)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10641)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 10642)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 10635)

Commerce et artisanat : artisans (p. 10635)

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10639)

Commerce et artisanat : gérants mandataires (p. 10639)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10634)

Entreprises : modernisation (p. 10629, 10642)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 10642)

Entreprises : création (p. 10629 et 10634)

Entreprises : formalités administratives (p. 10638)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10629, 10635, 10642)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : libéralisme (p. 10629)

Entreprises : transmission (p. 10634, 10638)

Formation professionnelle : petites et moyennes entreprises (p. 10639)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 10629, 10635)
 Ministères et secrétariats d'Etat : petites et moyennes entreprises (p. 10638)
 Outre-mer : La Réunion : commerce et artisanat (p. 10641)
 TVA : taux réduit (p. 10635, 10642)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Sa réponse (p. 12161)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12162)
 Droit civil : contrats (p. 12162)
 Politique économique : conjoncture (p. 12161)
 Politique sociale : surendettement (p. 12162)

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Article 1er (tacite reconduction des contrats)

Son intervention (p. 12163)

Article 2 (encadrement du crédit renouvelable)

Son intervention (p. 12165)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Desallangre (modification des contrats avec l'accord exprès des deux parties) (p. 12166)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. François Brottes (crédit "revolving" soumis à la signature conjointe des époux) (p. 12167)

Intervient sur l'amendement n° 48 du Gouvernement (rappel obligatoire du droit à renonciation) (p. 12167)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Louis Giscard d'Estaing (contrats d'assurance-vie garantissant la liberté du choix de l'opérateur funéraire) (p. 12168)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Desallangre (interdiction des publicités suggérant certaines facilités de crédit) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Desallangre (amendement de repli) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Desallangre (obligation au prêteur d'examiner le taux d'endettement de l'emprunteur) (p. 12170)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Desallangre (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de Mme Ségolène Royal (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Article 3 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 12173 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Daniel Boisserie (appréciation de la validité de la demande en garantie uniquement en fonction de la période contractuelle de garantie) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Desallangre (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Desallangre (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 30, deuxième correction de M. Alain Vidalies (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean Lassalle (responsabilité du prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Desallangre (déclaration obligatoire des charges et ressources de l'emprunteur pour un crédit supérieur à 2 000 €) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (délai de rétractation de l'emprunteur) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (annulation judiciaire des intérêts dus par un emprunteur victime d'un défaut d'information ou d'un abus de droit) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Desallangre (campagnes d'information de la Banque de France pour prévenir le surendettement) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean Lassalle (création d'un Fonds national de prévention du surendettement chargé de missions d'information et de sensibilisation) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12179)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Desallangre (assimilation au démarchage financier des propositions de crédit à la consommation faites par les préposés des magasins à grande surface) (p. 12180)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Desallangre (coordination avec l'amendement n° 17) (p. 12181)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Lemasle (cause exonératoire de garantie liée à l'entretien défectueux des véhicules) (p. 12181)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Viollet (protection des consommateurs pour les transactions effectuées lors des salons ou foires) (p. 12182)

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Ségolène Royal (obligations formelles pesant sur la présentation de clauses relatives au coût du crédit ; interdiction de la publicité sur le crédit à taux zéro) (p. 12182)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Ségolène Royal (déchéance des intérêts stipulés dans un contrat de prêt passé avec un emprunteur dont la situation économique était compromise à la date du contrat) (p. 12182)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Cohen (remplacement des mots : "crédit gratuit" par les mots : "paiement échelonné à taux zéro") (p. 12183)

Article 4 (encadrement de la publicité relative au crédit à la consommation)

Son intervention (p. 12184 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Luc-Marie Chatel (mode alternatif de règlement des litiges) (p. 12185)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Desallangre (présentation distincte des frais bancaires sur les relevés de compte) (p. 12186)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Daniel Boisserie (institution d'un dispositif d'emplois aidés au bénéfice des associations de consommateurs agréées) (p. 12186)

Son intervention à l'issue du vote (p. 12187)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Son intervention (p. 3005)

Sa réponse (p. 3013)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3013)
 Fonctionnaires et agents publics : concertation avec le personnel (p. 3005, 3013)
 Fonctionnaires et agents publics : pyramide des âges (p. 3006)
 Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 3005)
 Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité (p. 3005)
 Fonctionnaires et agents publics : concours : discrimination (p. 3014)
 Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 3005, 3013)
 Politiques communautaires : emploi (p. 3014)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Son intervention (p. 4723)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 4723)
 Administration : simplifications administratives (p. 4723 et s.)
 Communes : maires (p. 4724)
 Enfants : pupilles de la Nation (p. 4725)

Entreprises (p. 4724)
Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 4723)
Femmes : mères de famille (p. 4724)
Fonctionnaires et agents publics : simplifications administratives (p. 4724)
Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 4723)
Lois : textes d'application : délais (p. 4724)
Pays étrangers : investissement (p. 4724)
Secteur public : services publics : modernisation (p. 4723)
Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 4724)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (accès au bénéfice de la qualité de pupille de la nation) (p. 4795)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4796 et s.)

E

Philippe EDMOND-MARIETTE
Martinique (3^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. Politique économique et politique sociale. Perspectives [22 octobre 2003] (p. 9217)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 878, posée le 29 juin 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 4809). Appelée le 29 juin 2004. Villepinte, enquête, violences policières (p. 5651)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9246)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 9247)

Logement : étudiants (p. 9247)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9246)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10309)

Thèmes :

Constitution : articles 73 et 74 (p. 10310)

Constitution : révision : outre-mer (p. 10309)

Elections et référendums : modes de scrutin : Antilles (p. 10311)

Outre-mer : collectivité territoriale unique (p. 10310)

Partis et mouvements politiques : financement public (p. 10311)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Victorin Lurel (procédure de mise en œuvre concertée d'obligations de service public) (p. 3216)

Après l'article 5

Reprend l'amendement n° 23 de M. Joël Beaugendre (lignes desservant l'outre-mer français : respect des obligations de service public) : rejeté (p. 3224)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4498)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4499)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4499)

Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4499)

Outre-mer : octroi de mer : histoire (p. 4498 et s.)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)**Article 24 (modalités de récupération de l'octroi de mer déductible)**

Son amendement n° 43 (p. 4511)

Après l'article 29

Son amendement n° 44 (actualisation des listes de produits) : retiré (p. 4513)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Alfred Marie-Jeanne (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional) (p. 4518)

Article 46 (répartition du produit de l'octroi de mer)

Son amendement n° 45 (p. 4519)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son intervention (p. 4521)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Seconde délibération**Article 41 bis (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional)**

Son intervention (p. 4527)

Henri EMMANUELLI

Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 3 : Affaires étrangères (Coopération et développement) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [21 octobre 2003] (p. 9092)

Travail. Droit du travail. Contrat de projet, perspectives [21 janvier 2004] (p. 636)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare surpris par l'application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution à l'issue de l'examen de la première partie de la loi de finances [21 octobre 2003] (p. 9125)

DÉBATS**Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1^{er} octobre 2003] (p. 8011)**

Ses observations : reproche au président de séance d'avoir donné la parole "au socialiste René Dosière" [1^{er} octobre 2003] (p. 8025)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8704)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 octobre 2003] (p. 9125)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE****Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : lois organiques ; lois de finances (p. 10241)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10241)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10241)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10240 et s.)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 10241)

Procédure des questions :

Union européenne : élargissement : référendums (p. 10276)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11622)

Thèmes :

Amnistie (p. 11623)

Conseil constitutionnel (p. 11622)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11622)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11622 et s.)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 11623)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 11623)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 11623)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)**Seconde délibération**

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11707)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)**

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12080)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12091)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12122)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son amendement n° 132 (p. 12211)

Ses amendements n°s 129 et 130 (p. 12212)

Marie-Hélène des ESGAULX

Gironde (8^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre suppléante du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 13 mai 2004] (p. 8541)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1402 relative à la retraite anticipée des mères de famille fonctionnaires [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Famille. Mariage. Homosexuels, perspectives [5 mai 2004] (p. 3346)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 716, posée le 4 mai 2004. Mer et littoral. Aménagement du littoral (J.O. Questions p. 3207). Appelée le 4 mai 2004. Schéma de mise en valeur de la mer, Arcachon, perspectives (p. 3261)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)**

Article 8 (lutte contre les infections nosocomiales en médecine de ville)

Son intervention (p. 8218)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)*Procédure des questions :*

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 10018)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12290)

Thèmes :

Formation professionnelle : contrats (p. 12291)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12290)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1473)

Thèmes :

Cultes : liberté de culte : laïcité (p. 1474)

Enseignement : laïcité (p. 1473)

Enseignement : établissements scolaires : voile islamique (p. 1473)

Enseignement : personnel : valeurs républicaines (p. 1474)

Femmes : égalité des sexes (p. 1473)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)*Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)*

Son amendement n° 953 (p. 1987)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 956 (p. 2160)

Christian ESTROSI*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1399 tendant à instaurer des peines minimales en matière de récidive [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1564 relative à l'élection au second tour des députés [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1755 tendant à renforcer les sanctions pénales à l'encontre des personnes condamnées pour meurtre ou assassinat d'un mineur précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Droit pénal. Crimes et délits. Fichier génétique, développement, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9212)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2672)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, étrangers [29 juin 2004] (p. 5670)

DÉBATS**Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France**

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9510)

Thèmes :

Etrangers : expulsion : exécution des peines (p. 9510)

Etrangers : immigration : Gouvernement précédent (p. 9511)

Justice : tribunaux : Roissy (p. 9510)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10173)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 10173)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 10174)
Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 10173)

Police : police scientifique : modernisation (p. 10173)

Sécurité publique : sécurité civile : services départementaux d'incendie et de secours (p. 10174)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10869)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10870)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10869)
Départements : Alpes-Maritimes (p. 10870)
Entreprises : allègement des charges (p. 10872)
Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10871)
Politique sociale : insertion (p. 10871)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10871)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10869)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 24 (fin du co-pilotage du dispositif local d'insertion)

Son intervention (p. 10963)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10964)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10967)

Son sous-amendement n° 257 à l'amendement n° 230 de Mme Marie-Anne Montchamp (p. 10971)

Article 29 (commission locale d'insertion)

Son intervention (p. 10972)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les politiques d'insertion menées dans chaque département) (p. 10976)

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de Mme Martine Billard (précision stipulant que sont concernés les agents titulaires et non-titulaires) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de Mme Marie-Anne Montchamp (établissement des effectifs concernés) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (p. 10977)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son amendement n° 200 (p. 11049)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11223)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : fichiers informatisés (p. 11223)
Droit pénal : répression : incendies (p. 11223)
Justice : magistrats (p. 11224)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Avant l'article 76

Son amendement n° 355 (personnes susceptibles de procéder à des palpations de sécurité dans le cadre d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle) : adopté (p. 11464)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ;

[27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 37

Son amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 979) : adopté (p. 982)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4378)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4997)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4998)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4998 et s.)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4998 et s.)
Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4998)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 7012)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 7014)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7013)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7013)
Politique générale : Gouvernement précédent : transferts de compétences (p. 7013)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7157)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 7157)
Départements : action sociale (p. 7158)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre 1er

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7190 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7198)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 1er (définition de la sécurité civile)
Son intervention (p. 7253)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)
Son amendement n° 111 (p. 7255)

Article 11 (plans ORSEC)
Son intervention (p. 7260)

Après l'article 56

Son amendement n° 114 (exclusion des sapeurs-pompiers volontaires des règles liées à la législation générale sur le temps de travail) : devenu sans objet (p. 7332)

Claude EVIN

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Président de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Protection. Agence de sécurité sanitaire, directeur, démission [25 février 2004] (p. 1896)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que le ministre ait irrespectueusement mis en cause les conditions dans lesquelles les députés de l'opposition ont préparé le débat [5 juillet 2004] (p. 5993)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 8083)

Thèmes :

Constitution : constitutionnalité (p. 8083)

Santé : politique de la santé (p. 8083)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 349 (ratification de la convention-cadre de l'OMS signée le 21 mai 2003 en matière de lutte anti-tabac) : adopté (p. 8116)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8199)

Avant l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8224)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8228)

Après l'article 13

Son amendement n° 350 rectifié (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8244) : rejeté (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 389 de Mme Juliana Rimane (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8246)

Son amendement n° 332 (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) : adopté (p. 8246)

Après l'article 15

Son amendement n° 305 (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8278) : retiré (p. 8279)

Article 40 (création d'un établissement public d'Etat d'enseignement et de recherche en santé publique)

Son intervention (p. 8335 et s.)

Son amendement n° 483 (p. 8337)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8381 et s.)

Son amendement n° 486 (p. 8383)

Ses amendements n°s 351 et 352 (p. 8384)

Son amendement n° 353 (p. 8385)

Son amendement n° 489 (p. 8386)

Ses amendements n°s 354 et 355 (p. 8387)

Ses amendements n°s 356 et 357 (p. 8388)

Son amendement n° 358 (p. 8390)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son amendement n° 494 (p. 8393)

Son intervention (p. 8394 et s.)

Son amendement n° 493 (p. 8394)

Ses amendements n°s 524 et 526 (p. 8396)

Ses amendements n°s 525, 495 et 359 (p. 8397)

Son amendement n° 527 (p. 8398)

Ses amendements n°s 528 et 529 corrigé (p. 8399)

Son amendement n° 360 (p. 8400)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son intervention (p. 8402 et s.)

Son amendement n° 361 corrigé (p. 8402)

Son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 139 de la commission (p. 8405)

Son amendement n° 530 (p. 8405)

Son amendement n° 364 (p. 8406)

Article 51 (formation médicale continue)

Son amendement n° 531 (p. 8415)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 13 quater A (conditions de participation au capital de sociétés d'économie mixte locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2771)

Après l'article 15 quater

Son amendement n° 94 (constatation et poursuite par les préfets des infractions en matière de santé publique) : rejeté (p. 2790)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations incitant les jeunes à la consommation d'alcool) (p. 2791)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Marie Le Guen (pouvoir des préfets en matière de contrôle et de répression de l'alcoolisme) (p. 2792)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2807 et s.)

Article 40 (Ecole des hautes études en santé publique)

Son intervention (p. 3122)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3122 et s.)

Ses amendements n° 238 et 240 (p. 3124)

Son amendement n° 239 (p. 3125)

Son amendement n° 242 (p. 3127)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3128 et s.)

Son amendement n° 243 (p. 3128)

Son sous-amendement n° 363 à l'amendement n° 309, deuxième correction du Gouvernement (p. 3130)

Son sous-amendement n° 364 corrigé à l'amendement n° 309, deuxième correction du Gouvernement (p. 3130)

Son sous-amendement n° 365 à l'amendement n° 309, deuxième correction du Gouvernement (p. 3131)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3131)

Son amendement n° 248 (p. 3131)

Son amendement n° 247 (p. 3132)

Son amendement n° 249 rectifié (p. 3133)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Marie Le Guen (Fonds national de la formation médicale continue) (p. 3136)

Son intervention (p. 3139)

Article 55 (Ordre des masseurs-kinésithérapeutes)

Son intervention (p. 3143)

Article 57 (experts en accidents médicaux)

Son intervention (p. 3150)

Son amendement n° 111 (p. 3150)

Article 61 (déclaration obligatoire)

Son intervention (p. 3151)

Son amendement n° 112 (p. 3151)

Article 66 (régime d'incompatibilités applicable aux membres des formations disciplinaires des ordres des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes)

Son intervention (p. 3153)

Son amendement n° 113 (p. 3153)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3154)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Marie Le Guen (risque invalidité: convention dite Belorgey: procédure) (p. 3161)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de garantie pour les bénéficiaires de la convention dite Belorgey) (p. 3161)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8154)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8154)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8155)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8154)

Santé : urgences (p. 8154)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9565) : rejetée (p. 9572)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9565)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9567)

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9568)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 9569)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9566, 9568)

Famille : politique familiale (p. 9568)

Politique sociale : solidarité (p. 9567)

Santé : accès aux soins (p. 9569)

Santé : politique de la santé (p. 9566)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9565)

Sécurité sociale : financement (p. 9565)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9568)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9687)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9694 et s.)

Son amendement n° 223 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9694)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9696)

Son amendement n° 224 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9698)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation à l'assurance maladie des droits sur l'alcool et le tabac) (p. 9700)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9719)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9728 et s.)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9739)

Article 13 (fixation des prévisions de recettes pour 2004)

Son intervention (p. 9745)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9746)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9771)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son amendement n° 182 (p. 9783)

Son intervention (p. 9784)

Son amendement n° 183 (p. 9786)
 Son amendement n° 303 (p. 9787)
 Son amendement n° 185 (p. 9789)
 Ses amendements n° 187 et 186 (p. 9790)
 Son amendement n° 287 (p. 9791)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 9802)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son intervention (p. 9808)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Yves Bur (restrictions de remboursement de la majoration de déplacement du médecin au domicile du patient) (p. 9826)

Avant l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création et le fonctionnement de l'Agence nationale de la santé au travail) (p. 9830)

Article 48 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 9834)

Après l'article 48

Son amendement n° 233 (indemnisation par une rente des incapacités inférieures à 10 %) : rejeté (p. 9835)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9863)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son intervention (p. 9871)

Article 40 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son amendement n° 193 (p. 9881) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Article 43 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie révisé pour 2003)

Son intervention (p. 9883)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12088)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son amendement n° 801 (p. 2304)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5762)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5763)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5762)

Santé : accès aux soins (p. 5762)

Santé : données médicales (p. 5763)

Santé : maladies (p. 5763)

Santé : politique de la santé (p. 5762)

Sécurité sociale : caisses (p. 5764)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5986 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 5993)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6001 et s.)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6090)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6167)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6235)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6261 et s.)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6264 et s.)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6288)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6290 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6341 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6385 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6411 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6528 et s.)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6570)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6576 et s.)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6580 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6596)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6631 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6643 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6669)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6682 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6699 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6765 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6796 et s.)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6855 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des UR CAM)

Son intervention (p. 6865 et s.)

Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)

Son intervention (p. 6873)

F

Laurent FABIUS*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****RAPPELS AU RÈGLEMENT**Souhaite savoir si le président de l'Assemblée nationale est d'accord avec l'interprétation faite par le président de la commission des finances de l'article 40 de la Constitution ; réclame le respect du droit d'expression de l'opposition [1^{er} juillet 2004] (p. 5844)Se prononce contre la limitation à deux orateurs (un pour, un contre) de la discussion d'amendements, certes identiques, mais déposés individuellement par plusieurs députés [1^{er} juillet 2004] (p. 5853)**DÉBATS****Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1370)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1372)

Cultes : islam (p. 1371)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1372)

Enseignement : établissements scolaires : contrats emplois-jeunes (p. 1372)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1372)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : signes religieux (p. 1370)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1370)

Etrangers : droit de vote (p. 1371)

Femmes : égalité des sexes : intégrisme (p. 1370)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1371)

Lois : signes religieux (p. 1370)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : laïcité (p. 1373)

Politique sociale : Français issus de l'immigration (p. 1371)

Politique sociale : inégalités : communautarisme (p. 1372)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)***Après l'article 23*

Son amendement n° 761 : rejeté (p. 4641)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ;****[7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)***Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]*

Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5853)**Albert FACON***Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Légionellose. Lutte et prévention, Nord-Pas-de-Calais [6 janvier 2004] (p. 39)

Pierre-Louis FAGNIEZ*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17725)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10778)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [15 juin 2004] (n° 1671)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [4 mai 2004] (p. 3291)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 692, posée le 27 avril 2004. Enseignement secondaire. Lycées (J.O. Questions p. 3081). Appelée le 27 avril 2004. Lycée international, Est parisien, implantation, perspectives (p. 3088)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8108)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8108)

Recherche : recherche médicale (p. 8108)

Santé : politique de la santé (p. 8108)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)*Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)*

Son intervention (p. 8383 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8398 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son intervention (p. 8402 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 482 rectifié de la commission (dérogations permettant à l'investigateur d'assumer les fonctions de promoteur) (p. 8410)

Son sous-amendement n° 474 (précision sur les types de recherche concernés) à l'amendement n° 157 de la commission (allègement de la procédure de saisine de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 8410) : adopté (p. 8411)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2715)

Thèmes :

Recherche : recherche médicale (p. 2715)

Santé : droits du malade (p. 2715)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)*Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)*

Son intervention (p. 3123 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à une recherche biomédicale)

Son intervention (p. 3129 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes (CPP))

Son intervention (p. 3131 et s.)

Article 46 (dispositions particulières à certaines recherches biomédicales)

Son intervention (p. 3134)

Article 50 (médicament expérimental)

Son intervention (p. 3135)

Article 57 (experts en accidents médicaux)

Son intervention (p. 3150)

Article 60 (hémovigilance)

Son intervention (p. 3151)

Article 61 (déclaration obligatoire)

Son intervention (p. 3151)

Article 66 (régime d'incompatibilités applicable aux membres des formations disciplinaires des ordres des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes)

Son intervention (p. 3153)

Article 68 (Ordre national des pharmaciens)

Son intervention (p. 3153)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3154)

Article 72 (conditions d'inscription d'un médicament au remboursement)

Son intervention (p. 3156)

Article 73 (dispositifs médicaux incorporant des substances dérivées du sang humain)

Son intervention (p. 3157)

Article 74 (prélèvements de sang en dehors des laboratoires par des techniciens de laboratoires)

Son intervention (p. 3157)

Article 76 (modalités de substitution de l'ONIAM au fonds d'indemnisation des victimes contaminées)

Son intervention (p. 3157)

Article 77 (intégration à l'inspection générale des affaires sociales)

Son intervention (p. 3158)

Article 78 (conditions de délai opposables aux médecins souhaitant s'inscrire comme spécialistes)

Son intervention (p. 3158)

Article 79 (prolongation d'activité des praticiens hospitaliers)

Son intervention (p. 3158)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 214 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (mise sur le marché des produits antiparasitaires à usage agricole : exercice du contrôle) (p. 3158)

Intervient sur l'amendement n° 317, deuxième rectification du Gouvernement (système de vigilance pour les cosmétiques) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 315 du Gouvernement (vente d'occasion de dispositifs médicaux : contrôle de qualité de fonctionnement) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Marie Le Guen (normes relatives à l'installation des professionnels libéraux de santé) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 316 du Gouvernement (groupements de coopération sanitaires : financement) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 314 du Gouvernement (médecins spécialistes : validation de concours antérieurs) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Marie Le Guen (compétences de la commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 3159)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur le danger sanitaire du "paraquat") (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Marie Le Guen (corps unique des praticiens de santé publique) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Marie Le Guen (risque invalidité : convention dite Belorgey : procédure) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de garantie pour les bénéficiaires de la convention dite Belorgey) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les risques infectieux en général et les infections nosocomiales dans les hôpitaux en particulier) (p. 3162)

*Seconde délibération**Article 7 ter (situation des personnes engagées dans des actions de santé publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants)*

Son intervention (p. 3162)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Son intervention (p. 7397)

Thèmes :

Santé : obésité (p. 7397)

Santé : politique de la santé (p. 7397)

Santé : prévention (p. 7397)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7398)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8152)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8153)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8153)
Santé : sécurité sanitaire (p. 8152)
Sécurité publique : catastrophes naturelles (p. 8152)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 11049)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 11997)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 11997)
Bioéthique : expérimentation
Bioéthique : génétique (p. 11997)
Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 11997)
Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 11999)
Enfants : droits de l'enfant (p. 11998)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 11997)
Sang et organes humains : greffes (p. 11997)
Sang et organes humains : produits humains (p. 11997)
Santé : politique de la santé (p. 11997)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rôle du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 12063)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 deuxième correction du Gouvernement (le comité bénéficiaire de crédits de fonctionnement inscrits au budget des services généraux de Premier ministre) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 12064)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 rectifié du Gouvernement (création d'espaces de réflexion d'éthique) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 12064)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12069)

Article 1er B (conditions du transfert à l'Agence de la biomédecine de la gestion du fichier des donneurs volontaires de moelle osseuse)

Son intervention (p. 12080)

Après l'article 1er B

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Alain Claeys (rapport au Parlement sur les mesures destinées à l'information de la population de l'évolution de la bioéthique) (p. 12082)

Article 1er C (rapport sur l'information de la population en matière de bioéthique)

Son intervention (p. 12082)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre II relatif aux caractéristiques et empreintes génétiques) (p. 12082)

Article 2 (conditions de l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne)

Son intervention (p. 12083 et s.)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12085 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (mention sur la carte Vitale du refus de prélèvement d'organes en cas de décès) (p. 12094)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Jacqueline Fraysse (questionnaire de sensibilisation des besoins de greffons) (p. 12100)

Intervient sur l'amendement n° 18 deuxième rectification de M. Jean Leonetti (information des modalités de consentement au don d'organes) (p. 12100)

Article 5 (principes généraux du don et de l'utilisation des éléments et produits du corps humain)

Son intervention (p. 12101)

Article 6 (collecte, préparation et conservation du sang, de ses composants et des produits sanguins labiles)

Son intervention (p. 12103 et s.)

Article 7 (prélèvement d'organes)

Son intervention (p. 12106 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Alain Claeys (campagne de sensibilisation au don de gamètes) (p. 12108 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 61 rectifié de la commission (généralisation à tous les établissements de santé de la mission de prélever organes et tissus) (p. 12109)

Article 8 (principes généraux applicables aux prélèvements de tissus ou de cellules et à la collecte de produits issus du corps humain)

Son intervention (p. 12113 et s.)

Son amendement n° 281 (p. 12116)

Son amendement n° 282 rectifié (p. 12117)

Article 8 bis (Comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (CCPPRB))

Son intervention (p. 12117)

Article 11 (dispositions pénales pour les infractions relatives aux éléments et produits du corps humain)

Son intervention (p. 12119)

Article 12 bis A (rapport sur les mesures prises en matière de lutte contre le trafic d'organes)

Son intervention (p. 12119)

Après l'article 12 bis A

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (insertion d'un titre II bis intitulé "Protection juridique des inventions biotechnologiques") (p. 12119)

Article 12 ter (conditions de délivrance des licences d'exploitation)

Son intervention (p. 12131)

Article 13 (régime juridique des préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12133)

Article 14 (dispositions pénales relatives aux préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12133)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 108 corrigé de Mme Christine Boutin (suppression de la distinction entre clonage reproductif et clonage thérapeutique) (p. 12134)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12135 et s.)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de conséquence) (p. 12138)

Article 16 (Agence de la procréation, de l'embryologie et de la génétique humaines)

Son intervention (p. 12138)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son intervention (p. 12139 et s.)

Article 18 (assistance médicale à la procréation)

Son intervention (p. 12195 et s.)

Article 18 bis (dispositions permettant d'assurer la filiation et les droits successoraux de l'enfant né d'un transfert d'embryon après le décès du père)

Son intervention (p. 12201)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12211 et s.)

Article 19 bis (rapports en vue d'une évaluation des recherches sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires)

Son intervention (p. 12215)

Article 20 (tissus et cellules embryonnaires ou fœtaux issus d'une interruption de grossesse)

Son intervention (p. 12215)

Article 21 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 12218 et s.)

Article 21 bis A (interdiction de la provocation dans un but de clonage reproductif et de la propagande en faveur du clonage reproductif ou de l'eugénisme)

Son intervention (p. 12220)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (rapport sur les initiatives en faveur d'une législation internationale réprimant le clonage reproductif)

Son intervention (p. 12220)

Après l'article 21 bis

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des lois (extension du droit des associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile en ce qui concerne les infractions à la législation en matière de bioéthique) (p. 12220)

Article 22 (coordination)

Son intervention (p. 12222 et s.)

Article 23 (prorogation des mandats des membres des comités d'experts)

Son intervention (p. 12222)

Article 24 (prorogation d'autorisations de prélèvements de moelle osseuse et de cellules de la moelle hématopoïétique)

Son intervention (p. 12222)

Article 25 (dispositions transitoires relatives aux préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12223)

Article 27 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la recherche sur l'embryon)

Son intervention (p. 12224)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 235 du Gouvernement (dispositions transitoires précédant l'exercice des pouvoirs de l'Agence de la biomédecine) (p. 12225)

Article 28 (conditions de l'application de la loi outre-mer par ordonnance)

Son intervention (p. 12225)

Article 29 supprimé par le Sénat (conditions de révision de la loi et évaluation de son application)

Son intervention (p. 12225)

Article 30 (renouvellement du mandat des membres du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 12227)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Son intervention (p. 6221)

Thèmes :

Bioéthique : assistance médicale à la procréation (AMP) (p. 6222)

Bioéthique : déontologie (p. 6221)

Bioéthique : génétique (p. 6222)

Sang et organes humains : produits humains (p. 6222)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2118 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5816)

Thèmes :

Santé : accès aux soins (p. 5817)

Santé : données médicales (p. 5817)

Santé : politique de la santé (p. 5817)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5817)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5941)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5986)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6046)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6122)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7388)

Francis FALALA

Marne (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Hubert FALCO

*Secrétaire d'Etat aux personnes âgées
puis Ministre délégué aux personnes âgées*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué aux personnes âgées, auprès du ministre de la santé et de la protection sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

M. Michel Roumegoux. Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. financement [15 octobre 2003] (p. 8609)

M. Serge Blisko. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9548)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [18 novembre 2003] (p. 10764)

M. Bernard Perrut. Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. Perspectives [9 décembre 2003] (p. 11978)

Mme Martine David. Industrie. Chimie. Rhodia, emploi et activité [16 décembre 2003] (p. 12431)

M. Jacques Domergue. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [10 février 2004] (p. 1568)

M. Christian Kert. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Conventions tripartites, financement [2 mars 2004] (p. 2274)

Mme Arlette Grosskost. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [13 avril 2004] (p. 2872)

M. Ghislain Bray. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3118)

M. Maxime Gremetz. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression [4 mai 2004] (p. 3289)

M. Dominique Tian. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression [4 mai 2004] (p. 3294)

M. Serge Janquin. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3545)

M. Jean Auclair. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [2 juin 2004] (p. 4355)

Mme Irène Tharin. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [9 juin 2004] (p. 4661)

M. Claude Goasguen. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [29 juin 2004] (p. 5674)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE**

M. Jean-Pierre Abelin. Industrie. Emploi et activité. bassins d'emploi, Châtelleraut [14 octobre 2003] (p. 8493)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. recrutement, modalités [14 octobre 2003] (p. 8494)

M. Dominique Tian. Sports. Plongée sous-marine. Institut national de plongée professionnelle, statut [14 octobre 2003] (p. 8494)

M. André Chassaigne. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Fermeture, Puy-de-Dôme [2 décembre 2003] (p. 11496)

M. Hervé Morin. Professions sociales. Auxiliaires de vie. Statut [2 décembre 2003] (p. 11495)

M. Thierry Mariani. Agriculture. Exploitants. Travailleurs saisonniers, étrangers, réglementation [2 décembre 2003] (p. 11498)

Mme Arlette Grosskost. Bâtiment et travaux publics. Durée du travail. Définition [2 décembre 2003] (p. 11497)

M. François Rochebloine. Etrangers. Fonds d'action et de soutien à l'intégration et à la lutte contre les discriminations (FASILD). Financement [16 décembre 2003] (p. 12418)

M. Patrice Martin-Lalande. Personnes âgées. Maisons de retraite. Perspectives, Loir-et-Cher [20 janvier 2004] (p. 554)

M. Thierry Mariani. Industrie. Meubles. Acco France, emploi et activité, perspectives, Valréas [3 février 2004] (p. 1266)

M. Daniel Boisserie. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Haute-Vienne [1^{er} juin 2004] (p. 3877)

M. Michel Vergnier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Guéret [1^{er} juin 2004] (p. 4248)

M. Yves Coussain. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [1^{er} juin 2004] (p. 4245)

Mme Nadine Morano. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie médicale [1^{er} juin 2004] (p. 4246)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives, Lozère [1^{er} juin 2004] (p. 4244)

M. Michel Lefait. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, centre hospitalier de Saint-Omer [8 juin 2004] (p. 4545)

Mme Martine Billard. Etablissements de santé. Hôpitaux. Hôtel-Dieu, perspectives [8 juin 2004] (p. 4546)

M. Jean Roatta. Santé. Politique de la santé. Dossier médical partagé, mise en place [22 juin 2004] (p. 5213)

M. Didier Quentin. Personnes âgées. Soins et maintien à domicile. Perspectives [22 juin 2004] (p. 5212)

M. Pascal Terrasse. Santé. Politique de la santé. Perspectives, Ardèche [29 juin 2004] (p. 5640)

M. Bernard Carayon. Associations. Associations d'aide à domicile. Financement [29 juin 2004] (p. 5639)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Gérard Bapt : affirme que les signataires de l'article en question soutenaient sans ambiguïté le principe du don gratuit d'une journée de travail [4 mai 2004] (p. 3324)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

**Examen des fascicules [5 novembre 2003]
(p. 10039, 10075)**

Sa réponse (p. 10086)

Thèmes avant la procédure des questions :

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10086)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 10086)

**Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour
l'autonomie des personnes âgées et des personnes
handicapées**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 mai 2004]
(p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)**

Son intervention (p. 3313)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3333)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3359)

Sa réponse (p. 3389)

Sa réponse à la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3397)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Bapt (cf supra) [4 mai 2004] (p. 3323)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3313, 3333, 3389)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3397)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3315, 3333)

Personnes âgées : dépendance (p. 3315, 3360)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3314, 3389 et 3390)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3314, 3360, 3390)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3360)

Politique sociale : financement (p. 3360)

Politique sociale : solidarité (p. 3313, 3333, 3397)

Professions de santé : infirmiers (p. 3314)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3390)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3314, 3391, 3397)

Santé : soins et maintien à domicile (p. 3314)

Santé : veilles sanitaire (p. 3315)

Sécurité sociale : caisses (p. 3316, 3390)

Travail : durée du travail (p. 3316)

Travail : jours fériés (p. 3315)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3401 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 57 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (bénéfice d'avantages fiscaux à l'intention des établissements d'accueil pour personnes âgées afin de leur permettre de mettre en place des équipements de sécurité préventifs de risques climatiques) (p. 3406)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3433 et s.)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son intervention (p. 3450 et s.)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 63 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 2001-647 sur la dépendance des personnes âgées) (p. 3452)

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3453)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3454)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie : statuts et fonctionnement) (p. 3457)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (organes dirigeants de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie : structures) (p. 3457)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3458 et s.)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son intervention (p. 3459 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (établissements d'accueil pour personnes âgées : normes de sécurité et de prévention de la canicule : subventions et non-augmentation des tarifs) (p. 3462)

Article 10 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à compter de l'année 2005)

Son intervention (p. 3463)

Article 11 (dispositions transitoires liées à la disparition du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3464)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 3464)

Article 12 (modalités d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3464)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Sa réponse (p. 5050)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5051)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5044, 5050)

Politique sociale : solidarité (p. 5044, 5050)

Sécurité sociale : caisses (p. 5051)

Yannick FAVENNEC

Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1175 tendant à améliorer le régime de responsabilité des sous-traitants [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1655 visant à lutter contre la fraude à l'assurance maladie [8 juin 2004]

Proposition de loi n° 1690 tendant à proposer un examen médical périodique gratuit aux demandeurs d'emploi [23 juin 2004]

Proposition de loi n° 1691 prévoyant l'installation de fontaines à eau dans les établissements scolaires [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Élevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 décembre 2003] (p. 11599)

Élevage. Porcs. Aides de l'Etat [26 mai 2004] (p. 4116)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 535, posée le 6 janvier 2004. Communes. Urbanisme (J.O. Questions p. 6). Appelée le 6 janvier 2004. Travaux de viabilisation, financement (p. 15)

n° 616, posée le 3 février 2004. Industrie. Métallurgie (J.O. Questions p. 741). Appelée le 3 février 2004. Fonderies, emploi et activité (p. 1264)

n° 741, posée le 18 mai 2004. Agriculture. Agrobiologie (J.O. Questions p. 3523). Appelée le 18 mai 2004. Développement, aides de l'Etat (p. 3745)

n° 791, posée le 1^{er} juin 2004. Formation professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions p. 3879). Appelée le 1^{er} juin 2004. Mobilité, politiques communautaires (p. 4257)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9191)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Pensions militaires d'invalidité : allocations (p. 10144)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9964)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)
Son amendement n° 10 (p. 11902)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 525)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 525)
- Associations (p. 525)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 525)
- Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 525)
- Secteur public : services publics : zones rurales (p. 525)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7243)

Thèmes :

- Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7243)
- Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : recrutement (p. 7244)
- Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7244)

Georges FENECH

Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1743 tendant à prévenir la récidive et instituant la tutelle pénale électronique [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernal, mise en service [9 décembre 2003] (p. 11975)

Ordre public. Terrorisme. Attaques bactériologiques et chimiques, lutte et prévention [13 janvier 2004] (p. 283)

Cultes. Culte musulman. Infiltration, islamistes radicaux, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3114)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 564, posée le 20 janvier 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Pipeline d'hydrocarbure, sécurité (p. 546)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus : mineurs (p. 10444)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de criminalité organisée) (p. 11251)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de lutte contre la délinquance économique et financière) (p. 11290)

Article 7 ter (désignation de magistrats spécialisés dans les juridictions prévues par les articles 704 et 706-75 du code de procédure pénale)

Son intervention (p. 11290 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de santé publique) (p. 11291)

Après l'article 68 septuagies

Son amendement n° 283 (réduction de peine exceptionnelle) : adopté (p. 11457)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11553)

Thèmes :

- Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11554)
- Rapatriés : harkis (p. 11554)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 5 (simplification du fonctionnement des tribunaux du contentieux de l'incapacité)

Son amendement n° 76 (p. 4765)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4836)

Thèmes :

- Rapatriés : harkis (p. 4836)
- Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4836)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4855)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Michel Diefenbacher (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Emmanuel Hamelin (obligation de poursuivre pénalement les propos diffamatoires à l'encontre de l'engagement des harkis) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Francis Vercaemer (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Emmanuel Hamelin (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4860)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Emmanuel Hamelin (emplois dans la fonction publique réservés aux descendants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Francis Vercaemer (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Domergue (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Hamelin (mention dans le titre du terme "réparation") (p. 4869)

Philippe FENEUIL

*Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4899)

Thème :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4899 et s.)

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1312 tendant à autoriser les opérations de parrainage en faveur du vin [17 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, Sud-Est [2 décembre 2003] (p. 11518)

Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [28 avril 2004] (p. 3177)

Alain FERRY

*Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1358 visant à autoriser le cumul de l'allocation aux adultes handicapés avec les revenus provenant d'une activité professionnelle à temps partiel [15 janvier 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10353)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10407)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4359)

Thèmes :

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4359)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4359)

Handicapés : emplois réservés (p. 4359)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4359)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4359)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 664 (p. 4442)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son amendement n° 663 (p. 4663)

Luc FERRY

Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 1363 sur l'avenir de l'école [20 janvier 2004]

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics [28 janvier 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Cécile Gallez. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [8 octobre 2003] (p. 8262)

Mme Élisabeth Guigou. Enseignement. Etablissements. Racisme et antisémitisme, incendie, Gagny [18 novembre 2003] (p. 10758)

M. Alain Bocquet. Enseignement supérieur. Universités. Grèves [25 novembre 2003] (p. 11100)

M. Yves Durand. Enseignement supérieur. Universités. Réforme, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11102)

M. Pierre-André Périssol. Enseignement supérieur. Politiques communautaires. Equivalence des diplômes [25 novembre 2003] (p. 11106)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Enseignement. Politique de l'éducation. Bilan et perspectives [7 janvier 2004] (p. 103)

M. Christophe Caresche. Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire. Elaboration [24 février 2004] (p. 1820)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Philippe Vuilque. Enseignement. Effectifs de personnel. Champagne-Ardenne [3 février 2004] (p. 1257)

M. Joël Giraud. Enseignement. Carte scolaire. Elaboration, zones de montagne [3 février 2004] (p. 1256)

M. Louis Cosyns. Enseignement. Carte scolaire. Elaboration, Cher [3 février 2004] (p. 1255)

M. Daniel Paul. Enseignement secondaire. Collèges. Dotation horaire, Le Havre [24 février 2004] (p. 1795)

Mme Geneviève Colot. Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [24 février 2004] (p. 1796)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9930)

Ses réponses (p. 9953 à 9965)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : élèves : effectifs (p. 9930)

Enseignement : pédagogie (p. 9931)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9932)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 9931)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9930)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9930)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9933)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9933)

Réponses aux questions :

Enseignement : langues étrangères (p. 9963) (M. Gérard Voisin) (p. 9962)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 9957) (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 9956)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9959) (M. Michel Vaxès) (p. 9959)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9960) (M. Pierre Goldberg) (p. 9959)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 9955) (M. André Schneider) (p. 9955)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9953) (Mme Martine Aurillac) (p. 9953)

Handicapés : intégration en milieu scolaire : La Réunion (p. 9962) (Mme Huguette Bello) (p. 9961)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9958) (M. Alain Néri) (p. 9957)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 9966)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Durand (suppression d'un crédit de 620 000 € destiné à l'octroi de primes aux collaborateurs du ministre) (p. 9967)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10288)

Ses réponses (p. 10290 à 10293)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 10290)

Enseignement supérieur : crédits (p. 10288)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10289)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 10289)

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 10290)

Enseignement supérieur : programmes (p. 10288)

Enseignement supérieur : universités (p. 10288)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 10290)

Grandes écoles : secteur public (p. 10289)

Réponses aux questions :

Enseignement supérieur : droits d'inscription (p. 10292) (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 10291)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10293) (M. Frédéric Dutoit) (p. 10292)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 10290) (M. Antoine Herth) (p. 10290)

Enseignement supérieur : universités : diplômés (p. 10292) (M. Olivier Jardé) (p. 10292)

Enseignement supérieur : universités : DOM (p. 10291) (M. Victorin Lurel) (p. 10290)

Handicapés : intégration en milieu scolaire : enseignement supérieur (p. 10292) (M. Claude Leteurre) (p. 10292)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10293)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission des finances (réduction de crédits de 818 866 € afin de prendre des mesures catégorielles en faveur des maîtres de conférences) (p. 10294)

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (redéploiement de crédits de 818 866 € destinés à des mesures catégorielles en faveur des professeurs et maîtres de conférences) (p. 10294)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 574)

Sa réponse (p. 629)

Thèmes :

Enseignement : diplômés (p. 576)

Enseignement : élèves (p. 575)

Enseignement : obligation scolaire (p. 576)

Enseignement : pédagogie (p. 575, 629)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 574, 629)

Ordre public : sécurité : enseignement (p. 576)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1368)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1368)
 Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1368)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : signes religieux (p. 1369)
 Enseignement : programmes : cultes (p. 1369)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement : signes religieux (p. 1368)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1369)
 Etrangers : communautarisme : racisme (p. 1368)
 Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1368)
 Lois : circulaires (p. 1369)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)
 Son intervention (p. 1487 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (enseignement de l'histoire du fait religieux dans les écoles élémentaires, les collèges et les lycées) (p. 1499)

Article 2 (application territoriale de la loi)

Son intervention (p. 1500)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jérôme Rivière (en cas d'infraction, peine d'amende prévue pour une contravention de cinquième classe) (p. 1501)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Marc Ayrault (évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1503)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1504)

Daniel FIDELIN

*Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Iraq. Situation politique [14 avril 2004] (p. 2935)

François FILLON

*Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité
 puis Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. [Décret du 30 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [19 novembre 2003]

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [14 janvier 2004]

Projet de loi n° 1502 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs [10 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Paulette Guinchart-Kunstler. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 8005)

M. André Gerin. Politique économique. Croissance. Perspectives [7 octobre 2003] (p. 8168)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [7 octobre 2003] (p. 8171)

M. Bernard Roman. Chômage : indemnisation. Réforme. Conséquences [7 octobre 2003] (p. 8174)

M. Marcel Dehoux. Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, attitude du Gouvernement [8 octobre 2003] (p. 8261)

M. Jacques Desallangre. Entreprises. Entreprises en difficulté. plans sociaux, abus, lutte et prévention [14 octobre 2003] (p. 8499)

Mme Chantal Brunel. Travail. Droit du travail. dialogue social, réforme [14 octobre 2003] (p. 8502)

Mme Janine Jambu. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. perspectives [15 octobre 2003] (p. 8603)

M. Henri Emmanuelli. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [21 octobre 2003] (p. 9092)

M. François Bayrou. Chômage : indemnisation. Allocation de solidarité. Réforme, conséquences [21 octobre 2003] (p. 9093)

Mme Sylvia Bassot. Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), perspectives [21 octobre 2003] (p. 9094)

M. Édouard Landrain. Etat. Décentralisation. Formation professionnelle, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9210)

M. Jean Leonetti. Etrangers. Intégration. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9547)

M. Jean-Luc Warsmann. Emploi. Contrats jeunes. Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), perspectives [28 octobre 2003] (p. 9550)

Mme Conchita Lacuey. Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'Etat, financement [28 octobre 2003] (p. 9553)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [4 novembre 2003] (p. 9943)

M. Victorin Lurel. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9944)

M. Jean-Claude Bois. Emploi. Jeunes. Insertion professionnelle [5 novembre 2003] (p. 10035)

M. François Asensi. Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, attitude du gouvernement [12 novembre 2003] (p. 10359)

M. Christian Bataille. Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, attitude du Gouvernement [12 novembre 2003] (p. 10360)

M. Éric Raoult. Organisations internationales. Forum social européen. Attitude du Gouvernement [12 novembre 2003] (p. 110360)

M. Yvan Lachaud. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, conséquences, tourisme [12 novembre 2003] (p. 10361)

Mme Muguette Jacquaint. Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), perspectives [18 novembre 2003] (p. 10759)

M. Philippe Martin. Etat. Décentralisation. Conséquences, gestion du revenu minimum d'insertion (RMI) [18 novembre 2003] (p. 10762)

Mme Catherine Vautrin. Emploi. Politique de l'emploi. Aides aux entreprises [25 novembre 2003] (p. 11101)

M. Maxime Gremetz. Travail. Droit du travail. Réforme, perspectives [26 novembre 2003] (p. 11196)

Mme Valérie Pécresse. Retraites : généralités. Montant des pensions. Information des assurés [26 novembre 2003] (p. 11199)

M. Gilles Artigues. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Réglementation [26 novembre 2003] (p. 11199)

M. Jacques Desallangre. Entreprises. Charges. Allègement, conséquences, emploi [2 décembre 2003] (p. 11511)

- M. Jean Le Garrec. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [2 décembre 2003] (p. 11514)
- Mme Nathalie Gautier. Emploi. Jeunes. Perspectives [9 décembre 2003] (p. 11973)
- M. Alain Vidalies. Chômage : indemnisation. Réforme. Conséquences [9 décembre 2003] (p. 11977)
- M. Jean-Paul Ancaux. Chômage : indemnisation. Réforme. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 38)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 42)
- Mme Claude Greff. Retraites : généralités. Réforme. Loi n° 2003-775 du 31 août 2003, décret d'application, publication [6 janvier 2004] (p. 43)
- M. Maxime Gremetz. Retraites : généralités. Réforme. Conséquences [14 janvier 2004] (p. 349)
- M. Jean-François Mancel. Sécurité sociale. Caisses. Prise en charge, dépendance [14 janvier 2004] (p. 351)
- M. Arnaud Montebourg. Travail. Droit du travail. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 355)
- M. Jean-Marc Ayrault. Politique sociale. Application. Bilan et perspectives [20 janvier 2004] (p. 567)
- M. François Calvet. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [20 janvier 2004] (p. 570)
- M. Jacques Brunhes. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [21 janvier 2004] (p. 635)
- M. Henri Emmanuelli. Travail. Droit du travail. Contrat de projet, perspectives [21 janvier 2004] (p. 636)
- M. André Chassaing. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [27 janvier 2004] (p. 932)
- M. Christian Paul. Politique économique. Développement. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 1000)
- M. Francis Delattre. Travail. Droit du travail. Contrat de travail, réforme, perspectives [28 janvier 2004] (p. 995)
- M. Jean Le Garrec. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, perspectives [2 mars 2004] (p. 2265)
- M. Daniel Vaillant. Emploi. Chômage. Perspectives [2 mars 2004] (p. 2270)
- M. Michel Roumegoux. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2932)
- Mme Jacqueline Fraysse. Enseignement. Politique de l'éducation. Moyens, perspectives [27 avril 2004] (p. 3111)
- M. Yves Durand. Etat. Décentralisation. Conséquences, enseignement, techniciens et ouvriers de service [27 avril 2004] (p. 3117)
- M. Jean Glavany. Enseignement. Politique de l'éducation. Laïcité, loi n° 2004-228 du 15 mars 2004, application [28 avril 2004] (p. 3175)
- M. Manuel Valls. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4033)
- M. Bernard Mazouaud. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Perspectives [9 juin 2004] (p. 4657)
- M. Michel Diefenbacher. Enseignement. Programmes. Valeurs républicaines, guide de référence [15 juin 2004] (p. 4912)
- M. Lionel Luca. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [15 juin 2004] (p. 4916)
- M. Jean-Pierre Le Ridant. Enseignement supérieur. Etudiants. Equipements informatiques, aides de l'Etat [23 juin 2004] (p. 5317)
- M. Jean-Luc Warsmann. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5740)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Ses interventions (p. 10039, 10078)

Ses réponses (p. 10087 à 10093)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10081)

Emploi : chômage (p. 10083)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 10040, 10080)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 10080)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 10040)

Emploi : insertion professionnelle (p. 10040, 10079)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10039, 10078)

Entreprises : allègement des charges (p. 10040, 10079 et s.)

Formation professionnelle : réforme (p. 10041, 10079)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 10084)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10041, 10081)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10041)

Politique sociale : solidarité (p. 10040, 10078)

Rapatriés : harkis (p. 10082)

Rapatriés : indemnisation (p. 10082)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 10083)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10040)

Travail : durée du travail (p. 10082)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10082)

Réponses aux questions :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 10090) (M. Maxime Gremetz) (p. 10089)

Chômage : indemnisation : allocations (p. 10092) (Mme Martine Billard) (p. 10091)

Contributions indirectes : tabac (p. 10088) (M. Gilles Artigues) (p. 10088)

Entreprises : aides publiques (p. 10087) (M. Francis Vercamer) (p. 10087)

Entreprises : aides publiques (p. 10090) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 10090)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 10091) (M. François Guillaume) (p. 10091)

Travail : inspection du travail (p. 10092) (M. Jacques Desallangre) (p. 10092)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gaëtan Gorce (alignement des rémunérations des ministres sur le RMI) (p. 10094)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (financement des contrats initiative emploi) (p. 10095)

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (financement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 1 046 330 000 € correspondant au transfert des allègements de cotisations sociales patronales) (p. 10098)

Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Hélène Mignon (réduction de crédits de 170 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10099)

Intervient sur les amendements n°s 118 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 149 210 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi consolidé (CEC)) (p. 10099)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 78 200 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi solidarité (CES)) (p. 10099)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christian Paul (réduction de crédits de 48 640 000 € de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10100)

Intervient sur l'amendement n° 121 de Mme Hélène Mignon (réduction de crédits de 27 400 000 € correspondant à l'amélioration du programme TRACE) (p. 10100)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Paul (réduction de crédits de 5 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10101)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gaëtan Gorce (réduction de crédits de 3 050 000 € correspondant à la baisse des moyens accordés à l'ANPE) (p. 10101)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10103)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Francis Vercamer (réactionnel) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Francis Vercamer (accès aux actions humanitaires pour les bénéficiaires) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. François Bayrou (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10106)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10821)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10838)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10854)

Sa réponse (p. 10892)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances : incidents de séance (p. 10854)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10823 et 10893)

Chômage : indemnisation : allocations (p. 10822)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10822, 10893)

Départements : finances (p. 10893)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10895)

Outre-mer : égalité sociale (p. 10895)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 10895)

Politique sociale : généralités (p. 10839)

Politique sociale : insertion (p. 10821, 10839, 10893)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10821, 10894)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10821, 10893)

Travail : salaires (p. 10824)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les dispositifs d'insertion) (p. 10906)

Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)

Son intervention (p. 10908)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10917 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (de coordination) (p. 10921)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10922 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Augustin Bonrepaux (prise en charge des dépenses en personnel de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale nécessaires à la gestion de la compétence transférée) (p. 10928)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Augustin Bonrepaux (garantie de ressources nécessaires à l'augmentation des charges des collectivités territoriales) (p. 10928)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Augustin Bonrepaux (rapport au Parlement sur le coût du transfert des compétences en matière de RMI) (p. 10928)

Article 3 bis (extension des compétences de la commission consultative d'évaluation des dépenses résultant des transferts de compétences)

Son intervention (p. 10929)

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son intervention (p. 10929 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Martine Billard (accès au RMI ramené de 4 à 3 ans pour les étrangers non communautaires résidant en France) (p. 10930)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Martine Billard (situation et conditions d'évaluation des ressources des personnes sortant des dispositifs d'indemnisation du chômage) (p. 10931)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Rodolphe Thomas (centralisation des informations concernant les dispositifs d'aide et d'actions sociales) (p. 10932)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10932)

Article 7 (liste des organismes habilités à instruire les demandes de RMI)

Son intervention (p. 10933)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son intervention (p. 10934)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (transmission des dossiers au centre communal ou intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10936)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Morange (transmission des dossiers au centre communal ou intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10936)

Article 9 (domiciliation des demandeurs de RMI)

Son intervention (p. 10936)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions de domiciliation et critères de suspension de versement du RMI ; avis conforme de la commission locale d'insertion) (p. 10938)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de Mme Nadine Morano (suppression de l'avis conforme de la commission) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10938)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son intervention (p. 10940)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suspension de versement du RMI pour non-renouvellement du contrat d'insertion subordonnée à un avis conforme de la commission locale d'insertion) (p. 10941)

Article 11 (révision du contrat d'insertion et suspension de l'allocation en cas de non-respect de ce contrat)

Son intervention (p. 10941)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10942)

Article 13 (service de l'allocation)

Son intervention (p. 10944)

Article 14 (neutralisation des flux de trésorerie entre les départements et les organismes payeurs)

Son intervention (p. 10944)

Article 15 (délégation aux organismes payeurs des décisions individuelles)

Son intervention (p. 10944)

Article 16 (contrôle des déclarations des bénéficiaires)

Son intervention (p. 10945)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10946)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10952)

Article 19 (contenu du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10958 et s.)

Article 20 (mise en œuvre et suivi des actions d'insertion professionnelle)

Son intervention (p. 10961)

Article 21 (recours contentieux contre les décisions relatives à l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Article 22 (récupération des sommes servies au titre de l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Article 23 (mandatement de l'allocation à un organisme agréé)

Son intervention (p. 10963)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 253 du Gouvernement (transfert de l'Etat vers le département des frais de tutelle sur les prestations sociales des allocataires du RMI) (p. 10963)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10965)

Article 26 (programme départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10966)

Article 27 (programmes locaux d'insertion)

Son intervention (p. 10966)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10969 et s.)

Article 29 (commission locale d'insertion)

Son intervention (p. 10972)

Article 32 (bureau de la commission locale d'insertion)

Son intervention (p. 10973)

Article 33 (décentralisation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 10974 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les politiques d'insertion menées dans chaque département) (p. 10976)

Intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de Mme Marie-Anne Montchamp (établissement des effectifs concernés) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (p. 10977)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA en matière de négociation annuelle obligatoire) (p. 10978)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (inclusion dans les conventions de branche des actions d'insertion) (p. 10979)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA au regard de la consultation des comités d'entreprise) (p. 10980)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10985 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Francis Vercamer (fonds national de péréquation de l'insertion) (p. 11052)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11053)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de la commission (le RMA est disjoint du calcul des ressources servant à établir le RMI) (p. 11054)

Article 37 (maintien des droits afférents au bénéfice du RMI pour les signataires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11055 et s.)

Article 38 (compétences des agences départementales d'insertion en matière de contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11057)

Article 40 (suivi, évaluation et contrôle du RMI et du RMA)

Son intervention (p. 11058)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Luc Prél (possibilité, à titre expérimental, pour les départements de déroger aux règles nationales de calcul du RMI) (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) (p. 11059 et s.)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11060 et s.)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (financement du revenu de solidarité dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 11062)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Francis Vercamer (péréquation financière de la compensation de l'Etat) (p. 11062)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 11063 et s.)

Seconde délibération

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son intervention (p. 11066)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 11066)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11067)

Son intervention à l'issue du vote (p. 11112)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12229)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12245)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12265)

Sa réponse (p. 12297)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi (p. 12265, 12300)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12231, 12266)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12297)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12233, 12265, 12298)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12233)

Politique sociale : généralités (p. 12229, 12299)

Syndicats : objet (p. 12231)

Syndicats : représentativité (p. 12230)

Travail : code du travail (p. 12297)

Travail : conventions collectives (p. 12230, 12245, 12266)

Travail : négociations (p. 12229, 12245, 12266, 12297)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Paul (nouvel intitulé du titre 1er : «De la formation tout au long de la vie professionnelle») (p. 12307)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 12314 et s.)

Article 3 (actions d'adaptation et de développement des compétences des salariés)

Son intervention (p. 12316 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Christian Paul (garantie de l'accès à la formation tout au long de la vie pour les personnes sans qualification reconnue âgées de vingt-cinq à cinquante ans) (p. 12319)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)

Son intervention (p. 12320)

Article 5 (dispositifs spécifiques à l'intention de certains publics)
Son intervention (p. 12324)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Paul (critères de formation continue conférés à la formation économique et sociale et à la formation syndicale) (p. 12325)

Article 6 (aide au remplacement des salariés en formation)

Son intervention (p. 12326)

Article 7 (accès des salariés aux actions de formation professionnelle)

Son intervention (p. 12326)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12327 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 365 de Mme Martine Billard (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12340)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Christian Paul (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12340)

Article 9 (salariés ayant conclu un contrat à durée déterminée et exercice du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12340)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Christian Paul (conditions de transfert du droit individuel de formation d'une entreprise à une autre) (p. 12341)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Christian Paul (négociation nationale interprofessionnelle sur le transfert du droit individuel de formation) (p. 12342)

Article 10 (plan de formation)

Son intervention (p. 12343 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Michel Fourgous (exclusion de l'allocation de formation du revenu imposable du bénéficiaire) (p. 12349)

Article 12 (contrat et période de professionnalisation : définition)

Son intervention (p. 12350)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12359 et s.)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Son intervention (p. 12366 et s.)

Article 15 (dispositions financières relatives aux contrats et aux périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 12369)

Article 16 (périodicité et contenu des négociations de branche)

Son intervention (p. 12370)

Article 18 (obligations financières des employeurs de dix salariés et plus)

Son intervention (p. 12371)

Article 20 (mesures de conséquence)

Son intervention (p. 12372)

Article 21 (obligations financières des employeurs de moins de dix salariés)

Son intervention (p. 12373)

Article 22 (mesures de conséquence)

Son intervention (p. 12373)

Article 23 (agrément des organismes collecteurs)

Son intervention (p. 12374)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean Ueberschlag (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12375)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son intervention (p. 12376 et s.)

Article 26 (transmission d'informations statistiques)

Son intervention (p. 12379)

Article 27 (contrôle de la formation professionnelle)
Son intervention (p. 12380)

Article 28 (dérogations à la limite d'âge pour la signature d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12381)

Article 29 (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12381 et s.)

Article 30 (durée quotidienne du travail applicable aux jeunes travailleurs)

Son intervention (p. 12384)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 12385 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 380 du Gouvernement (professions agricoles : mise en place progressive et soumise à accords de branche des nouvelles contributions de formation) (p. 12387)

Article 33 (maintien en vigueur des accords collectifs antérieurs)

Son intervention (p. 12388)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Maxime Gremetz (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12436)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Maxime Gremetz (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12439)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'opportunité d'inscrire le droit à la négociation dans la Constitution) (p. 12440)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12446 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Francis Vercamer (remplacement de la réduction d'impôt sur les cotisations syndicales par un crédit d'impôt) (p. 12461)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (entreprises à activités multiples : choix de la convention collective liée à l'activité principale) (p. 12462)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Francis Vercamer (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Intervient sur l'amendement n° 204 corrigé de M. Pierre Morange (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Article 35 (renouvellement et révision des conventions et accords collectifs du travail)

Son intervention (p. 12468)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son intervention (p. 12472 et s.)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son intervention (p. 12479 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Bernard Depierre (abrogation de la dérogation en matière salariale liée à la masse salariale de l'entreprise) (p. 12486)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son intervention (p. 12518 et s.)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son intervention (p. 12522 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 354 précédemment réservé de la commission (institution, par accords de branche, d'observatoires paritaires de la négociation collective) (p. 12527)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son intervention (p. 12529 et s.)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12531)

Article 44 (droit de saisine des organisations syndicales de salariés de thèmes de négociation)

Son intervention (p. 12532)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son intervention (p. 12533)

Article 46 (dispositions tendant à améliorer l'exercice du droit syndical)

Son intervention (p. 12533)

Article 47 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 12534)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNCC)) (p. 12535)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Maxime Gremetz (la représentation parlementaire comprend un membre de chaque groupe politique) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 12535)

Article 49 (rapport sur l'application de la loi)

Son intervention (p. 12536)

Avant l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (rédactionnel) (p. 12536)

Article 50 (garantie de certaines créances salariales)

Son intervention (p. 12537)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Muguette Jacquaint (les arrêtés de réquisition ne peuvent restreindre l'exercice normal du droit de grève) (p. 12538)

Intervient sur l'amendement n° 360 corrigé de M. Daniel Paul (extension des prestations assurées à domicile par les associations) (p. 12539)

Intervient sur l'amendement n° 189 de Mme Chantal Brunel (conditions de remplacement d'un délégué titulaire par son suppléant) (p. 12539)

Avant l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 359 de la commission (rédactionnel) (p. 12540)

Seconde délibération

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12541)

Son intervention à l'issue du vote (p. 48)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Sa réponse (p. 2391)

Thèmes :

- Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2391)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 2391)
- Travail : négociations (p. 2391)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1536)

Sa réponse (p. 1556)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1557)
- Cultes : islam (p. 1557)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1539)
- Etrangers : administration (p. 1538)
- Etrangers : contrats d'intégration (p. 1538)
- Etrangers : immigration (p. 1536)
- Etrangers : immigration clandestine (p. 1540)
- Etrangers : intégration (p. 1537, 1556)
- Etrangers : naturalisation (p. 1539)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1557)

Travail : égalité professionnelle (p. 1538, 1557)

Travail : égalité professionnelle (p. 1557)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2423)

Sa réponse (p. 2434)

Thèmes :

- Emploi : organismes (p. 2425)
- Emploi : création d'emplois (p. 2424)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 2424, 2434)
- Entreprises : bénéfices (p. 2434)
- Entreprises : compétitivité (p. 2423)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 2425)
- Travail : contrats à durée déterminée (p. 2423)
- Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2423)
- Travail : licenciements (p. 2434)
- Travail : précarité (p. 2423)
- Travail : travail intermittent (p. 2423)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la délégation française à délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 9 octobre 2003] (p. 17274)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1335), portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau [3 mars 2004] (n° 1466)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Perspectives [5 novembre 2003] (p. 10037)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 771, posée le 25 mai 2004. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions (J.O. Questions p. 3736). Appelée le 25 mai 2004. Nord-Pas-de-Calais (p. 4016)

DÉBATS

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2657)

Thèmes :

- Eau : comités de bassin (p. 2657)
- Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (p. 2657)
- Régions : Corse : comités de bassin (p. 2657)
- Sécurité publique : risques technologiques (p. 2657)
- Union européenne : directives : eau (p. 2657)

Jacques FLOCH

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la présence et l'influence de la France dans les institutions européennes [12 mai 2004] (n° 1594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)**

Son intervention (p. 10438)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 10438)

Justice : délais (p. 10438)

Système pénitentiaire : détenus : crédits budgétaires (p. 10438)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)**

Son intervention (p. 11088)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11088)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11088)

Jeunes : service civique (p. 11088)

Politique sociale : solidarité (p. 11088)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 11161)

Son intervention (p. 11173)

Thèmes :

Relations internationales (p. 11173)

Union européenne : élargissement (p. 11161, 11174)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)**Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)**

Son intervention (p. 3528)

Thèmes :

Mer et littoral : eaux territoriales (p. 3529)

Politiques communautaires : immigration (p. 3529)

Union européenne : accords de Schengen (p. 3528)

Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3529)

Jean-Claude FLORY

*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1745 visant à porter la durée de la période de sûreté à trente ans notamment dans les cas de condamnation pour meurtre ou assassinat précédé ou accompagné de viol, de torture ou d'actes de barbarie [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés****[2 décembre 2003] (p. 11519)**

Son intervention (p. 11556)

Thèmes :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11556)

Rapatriés : harkis (p. 11556)

Philippe FOLLIOT

*Tarn (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2003] (p. 21293)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome X : Défense (Gendarmerie) (n° 1114) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1561 prévoyant l'entrée dans l'Ordre de la Légion d'honneur des anciens combattants et résistants de la seconde guerre mondiale [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1809 tendant à introduire des cours d'éducation à la consommation dans les programmes des établissements d'enseignement [22 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1812 visant à modifier le mode d'élection des conseillers généraux et à les dénommer conseillers départementaux [22 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1815 instituant une servitude d'utilité publique permettant aux communes d'entretenir les stèles commémoratives de la seconde guerre mondiale implantées sur un terrain privé [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement : aides et prêts. Accession à la propriété. Perspectives [15 octobre 2003] (p. 8602)

Relations internationales. Environnement. Traités, respect [25 février 2004] (p. 1894)

Industrie. Machines et équipements. Machines-outils Comau, emploi et activité, Castres [5 mai 2004] (p. 3344)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 508, posée le 15 décembre 2003. Handicapés. Intégration en milieu scolaire (J.O. Questions p. 9504). Appelée le 16 décembre 2003. Perspectives (p. 12414)

n° 737, posée le 18 mai 2004. Marchés publics. Entreprises (J.O. Questions p. 3522). Appelée le 18 mai 2004. Accès, petites et moyennes entreprises (PME) (p. 3760)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9165)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9166)

Agriculture : crédits (p. 9165 et s.)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : exportation (p. 9166)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 9166)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9166)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9165)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9165)

Retraites : régime agricole (p. 9166)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics : maisons des services publics (p. 9331)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9991)

Thème avant la procédure des questions :

Gendarmerie (p. 9991)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9466)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9466)

Sécurité routière (p. 9466)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9467)

Procédure des questions :

Départements : Tarn : infrastructures (p. 9486)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)

Son intervention (p. 9493)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Son intervention (p. 10788)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : droit d'asile (p. 10788)

Etrangers : politiques communautaires (p. 10789)

Etrangers : Haut commissariat aux réfugiés (HCR) (p. 10788)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10788)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 10789)

Etrangers : reconduite aux frontières : Union européenne (p. 10789)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11220)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 11221)

Justice : juge d'instruction (p. 11220)

Mer et littoral : pollution (p. 11221)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 11220)

Union européenne : délinquance et criminalité organisées (p. 11220)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Rudy Salles (constitution de partie civile des associations de ruralistes pour les infractions liées à la contrebande de tabac) (p. 11259)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Rudy Salles (répression de la propagande révisionniste) (p. 11308, 11310)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11308)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11310)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Ses explications de vote (p. 1656)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1657)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son intervention (p. 11354)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 11356)

Contributions indirectes : tabac (p. 11355)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 11355)

Famille : politique familiale (p. 11355)

Sécurité sociale : dépenses (p. 11355)

Sécurité sociale : financement (p. 11354)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11388 et s.)

Ses explications de vote (p. 11390)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11391)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 677)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 697)

Intervient sur le sous-amendement n° 1457 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 730)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 740 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Charles de Courson (adaptation des critères de classement en station balnéaire) (p. 750)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 756)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1411 rectifié de M. Yves Coussain (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 763)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 767)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 782)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Jean Lassalle (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 784)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Alain Marty (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. André Chassaigne (extension d'accords interprofessionnels comportant une garantie de prix sur la production) (p. 789)

Intervient sur l'amendement n° 1038 de M. Jean Lassalle (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1041 (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811) : rejeté (p. 813)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 953)

Avant l'article 48

Son amendement n° 1049 (cours d'eau : autorisation ; champ d'application) (p. 1100) : retiré (p. 1101)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (contribution des chasseurs à la gestion équilibrée des écosystèmes par leurs prélèvements raisonnés) (p. 1125)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1314)

Thèmes :

Etat : laïcité : histoire (p. 1314)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1315)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1315)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1977)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1984 et s.)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2020)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son intervention (p. 2032 et s.)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2056 et s.)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2069)

Article 64 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété des biens immobiliers des collèges et lycées)

Son intervention (p. 2357)

Article 65 (sectorisation des écoles publiques)

Son intervention (p. 2358)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son intervention (p. 2359)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2469)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3030)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3032)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3032)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3031, 3033)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3031 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3032)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3031, 3033)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3032)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3031)
 Transports routiers (p. 3031)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 55 (engagement des sapeurs-pompiers volontaires pour une durée déterminée)
 Son intervention (p. 7330)

Nicole FONTAINE

Ministre déléguée à l'industrie

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Brottes. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [15 octobre 2003] (p. 8605)
 M. Daniel Paul. Secteur public. Services publics. Maintien, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9209)
 M. Jean-Claude Lenoir. Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, développement [4 novembre 2003] (p. 9945)
 M. Jean Dionis du Séjour. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10812)
 M. Claude Birraux. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10819)
 M. Bernard Derosier. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Altadis, emploi et activité, Lille [2 décembre 2003] (p. 11516)
 M. Nicolas Perruchot. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [3 décembre 2003] (p. 11596)
 M. Philippe Pemezec. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [3 décembre 2003] (p. 11603)
 M. Émile Zuccarelli. Postes. La Poste. Contrat de plan avec l'Etat, perspectives [9 décembre 2003] (p. 11977)
 M. Jacques Desallangre. Industrie. Métallurgie. Péchiney, Office public d'achat (OPA), conséquences [10 décembre 2003] (p. 12045)
 M. Patrice Martin-Lalande. Télécommunications. Interne. Sites, hébergement, responsabilité pénale [14 janvier 2004] (p. 354)
 M. Yves Cochet. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 356)
 Mme Marie-George Buffet. Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [20 janvier 2004] (p. 565)
 M. Jean-Paul Bacquet. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [20 janvier 2004] (p. 571)
 M. Patrick Delnatte. Industrie. Textile et habillement. Groupe VEV, emploi et activité [21 janvier 2004] (p. 639)
 M. Christian Vanneste. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, Nord [21 janvier 2004] (p. 641)
 Mme Geneviève Colot. Industrie. Communication. Fibres optiques, entreprise OCT, emploi et activité, Dourdan [24 février 2004] (p. 1819)
 M. Gérard Charasse. Industrie. Emploi et activité. Bassin d'emploi, Vichy [25 février 2004] (p. 1900)
 M. Nicolas Forissier. Industrie. Lutte et prévention. Désindustrialisation, Indre [2 mars 2004] (p. 2265)
 M. Alain Bocquet. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [2 mars 2004] (p. 2267)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Daniel Paul. Economie sociale. Coopératives. Gérants, statut [20 janvier 2004] (p. 551)
 M. Marcel Dehoux. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique. Avenant, perspectives [20 janvier 2004] (p. 550)
 M. Jean-Marie Aubron. Energie et carburants. Charbonnages de France. Emploi et activité, Moselle [20 janvier 2004] (p. 547)

M. Georges Fenech. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Pipeline d'hydrocarbure, sécurité [20 janvier 2004] (p. 546)
 M. Daniel Garrigue. Démographie. Recensements. Mise en œuvre, financement, collectivités territoriales [20 janvier 2004] (p. 548)
 M. Jean Proriot. Impôts locaux. Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Assiette [20 janvier 2004] (p. 549)
 M. David Habib. Energie et carburants. Bassin de Lacq. Reconversion, chimie fine, perspectives [24 février 2004] (p. 1797)
 M. Michel Francaix. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [24 février 2004] (p. 1799)
 M. Rodolphe Thomas. Industrie. Machines et équipements. SEB, reprise de Moulinex, perspectives [24 février 2004] (p. 1798)
 M. Patrick Bloche. Etablissements de santé. Hôpitaux. Centre d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, financement [24 février 2004] (p. 1801)
 M. Jean-Luc Warsmann. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique. Avenant, perspectives [24 février 2004] (p. 1800)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 183 du Gouvernement (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages : majoration de rentes allouées à la suite d'accidents automobiles) (p. 10508)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (« jeunes entreprises innovantes ») (p. 10509)

Projet de loi n° 756 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signés à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 124)

Son intervention (p. 124)

Thème :

Union européenne : accords de Schengen : coopération policière et pénale (p. 124 et s.)

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 127)

Son intervention (p. 127)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 128)
 Travail : conditions de travail : marins (p. 128)
 Union européenne : directives : transports maritimes (p. 128)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 131)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Guy Lengagne (ratification de la convention n° 164 de l'OIT relative à la protection de la santé et aux soins médicaux des gens de mer) (p. 132)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Guy Lengagne (ratification de la convention n° 185 de l'OIT concernant les pièces d'identité des gens de mer) (p. 132)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Guy Lengagne (modification du titre du projet de loi afin de faire référence aux deux conventions supplémentaires adoptées par voie d'amendements) (p. 132)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 132)

Sa réponse (p. 151)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 134)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 133)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 133 et s., 151 et s.)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 134)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 134, 151)

Informatique : bureautique (p. 151 et s.)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 133 et s.)

Propriété : droit de propriété : audiovisuel et communication (p. 133)

Télécommunications : antennes-relais (p. 151)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 135)

Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 133)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 133, 151)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)*Avant l'article 1er A*

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (suppression de la division et de l'intitulé introduits en première lecture) (p. 152)

Article 1er A (conditions d'intervention des collectivités locales dans le secteur des télécommunications)

Son intervention (p. 152)

Article 1er B (couverture du territoire en téléphonie mobile par la mise en œuvre prioritaire de prestations d'itinérance locale)

Son intervention (p. 153)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 154)

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 154)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean Lassalle (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 154)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. François d'Aubert (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Intervient sur le sous-amendement n° 213 de M. Patrick Ollier (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Émile Blessig (limitation de la liberté de communication publique en ligne en fonction des auteurs de l'industrie nationale de production audiovisuelle) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 159)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 160 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Alain Gouriou (consultation des archives numérisées) (p. 164)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Patrice Martin-Lalande (garantie d'accès aux chaînes hertziennes terrestres en clair) (p. 165)

Intervient sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (définition des logiciels libres) (p. 165)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Yves Le Déaut (interopérabilité des logiciels) (p. 166)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Yves Le Déaut (liberté de diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 167)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Yves Le Déaut (standards de communication ouverts pour les échanges de données informatisées) (p. 167)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. François Brottes (rapport au Parlement) (p. 167)

Article 1er bis (substitution du mot "radio" à celui de "radiodiffusion")

Son intervention (p. 174)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 178 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (obligations mises à la charge des hébergeurs) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 182)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Frédéric Dutoit (définition du caractère illicite d'un contenu) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 183)

Intervient sur le sous-amendement n° 236 du Gouvernement (responsabilité pénale des hébergeurs ayant eu connaissance d'une activité ou d'une information illicites et n'ayant pas agi promptement pour retirer cette information ou en rendre l'accès impossible) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (répression de la fausse dénonciation du contenu d'un message) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Patrice Martin-Lalande (modalités d'établissement de la connaissance des faits litigieux) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. François d'Aubert (caractère facultatif de la procédure de dénonciation) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 151 de M. François d'Aubert (obligation spécifique imposée à tout ce qui concerne les infractions au code de la propriété intellectuelle) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 237 du Gouvernement (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 187)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 187)

Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. Frédéric Dutoit (non-application de l'obligation de filtrage aux contenus hébergés à l'étranger) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 188)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Christian Paul (compétence du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur le sous-amendement n° 202 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 189)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (simplification du régime d'identification) (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. François d'Aubert (publicité du nom de l'éditeur du service) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. François d'Aubert (non-application aux hébergeurs de l'obligation du secret professionnel) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 238 du Gouvernement (inopposabilité du secret professionnel des hébergeurs à l'autorité judiciaire) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Dionis du Séjour (statut des journalistes travaillant pour la presse en ligne) (p. 191)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Pierre-Christophe Baguet (mention identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique) (p. 191)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Patrice Martin-Lalande (rediffusions qualifiées de "déclinaisons" afin d'enrichir l'offre cinématographique et audiovisuelle) (p. 192)

Article 6 (définition du commerce électronique et de l'établissement)

Son intervention (p. 192)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-amendement n° 241 du Gouvernement (responsabilité de plein droit des hébergeurs et des fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (renforcement de la responsabilité contractuelle des vendeurs en ligne) (p. 193)

Intervient sur le sous-amendement n° 242 du Gouvernement (responsabilité professionnelle des hébergeurs et fournisseurs d'accès) à l'amendement n° 207 de la commission (p. 193)

Article 7 (exception au libre exercice du commerce électronique ; obligations imposées aux ressortissants d'Etats membres de la Communauté européenne)

Son intervention (p. 195)

Article 7 bis (règles de conflit de lois)

Son intervention (p. 195)

Article 9 (éléments d'information obligatoires permettant l'identification du prestataire)

Son intervention (p. 196)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (indication du ou des noms du domaine de l'Internet et adresse électronique de chaque entreprise lors de l'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 197)

Article 10 (obligation de transparence dans la démarche publicitaire)

Son intervention (p. 198)

Article 11 bis (définition du courrier électronique)

Son intervention (p. 198)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 198 et s.)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 208 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (fixation par décret des obligations légales applicables au commerce sur téléphone mobile) (p. 210)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 211)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 211)

Article 23 (sanctions pénales)

Son intervention (p. 212)

Article 24 (pouvoir des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 212)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 214 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Frédéric Dutoit (abrogation de l'article 31 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure) (p. 214)

Article 27 (réquisition des moyens de décryptage)

Son intervention (p. 214)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 215 et s.)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (insertion de deux intitulés) (p. 216)

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 218)

Intervient sur le sous-amendement n° 75 de M. François Brottes (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Christian Paul (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Émile Blesig (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entrave du développement de la concurrence) (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Patrice Martin-Lalande (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Yves Simon (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Pascal Clément (respect du principe d'égalité et de libre concurrence) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 76 de M. François Brottes (nécessité qu'un appel d'offres préalable soit resté infructueux) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Pascal Clément (notion d'offres) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Pascal Clément (interventions dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 107 de M. Yves Simon (prix pratiqués) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Simon (partenariat public-privé) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224)

Intervient sur le sous-amendement n° 244 de M. Jean Dionis du Séjour (de précision) à l'amendement n° 42 deuxième correction de M. Jean Proriot (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Pascal Terrasse (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Louis Bianco (définition du service universel de télécommunications) (p. 226)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Brottes (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2008) (p. 226)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de la commission (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2015) à l'amendement n° 74 de M. François Brottes (p. 226)

Article 37 bis (financement du service universel des télécommunications)

Son intervention (p. 226)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (création d'un chapitre II : de la liberté concurrentielle dans le secteur des télécommunications) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean Lassalle (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 229)

Intervient sur l'amendement n° 183 rectifié de M. Jean Lassalle (décret en Conseil d'Etat afin de préciser les cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 229)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de voter par voie électronique aux élections professionnelles) (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Patrice Martin-Lalande (propriété matérielle des infrastructures de réseaux fixes distinctes implantées dans une même zone géographique) (p. 231)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (tenue de comptes séparés pour l'activité d'exploitation des réseaux fixes par France Télécom) (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (dessalement du contrôle des tarifs sur un opérateur exerçant une influence significative sur un marché de détail du secteur des communications électroniques) (p. 233)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean Lassalle (dessalement du contrôle des tarifs sur un opérateur exerçant une influence significative sur un marché de détail du secteur des communications électroniques) (p. 233)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Simon (extension aux appels émis depuis un mobile des tarifs particuliers des numéros ou services spéciaux) (p. 234)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean Dionis du Séjour (liste des textes de loi touchés par la mise en œuvre du droit français de l'Internet) (p. 234)

Article 39 (modalités de rémunération de certains personnels de France Telecom)

Son intervention (p. 234)

Son intervention à l'issue du vote (p. 237)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1607)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1620)

Sa réponse (p. 1662)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1608 et s., 1662 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1607)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1608)

Droit pénal (p. 1663)

Informatique : matériels : ventes et échanges (p. 1607)

Politique économique : conjoncture : télécommunications (p. 1607)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1608, 1662 et s.)

Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 1607, 1620)

Télécommunications : France Télécom (p. 1608, 1662)

Télécommunications : Internet (p. 1607, 1664)

Télécommunications : tarifs : concurrence (p. 1608)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 1608)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1607)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 2 (article L. 32 du code des postes et télécommunications : introduction de définitions juridiques nouvelles)

Son intervention (p. 1672)

Article 3 (article L. 32-1 du code des postes et télécommunications : principes de la régulation des communications électroniques)

Son intervention (p. 1673)

Article 4 (articles L. 32-1, L. 32-3 et L. 32-4 du code des postes et télécommunications : renforcement des procédures de recueil d'informations)

Son intervention (p. 1673 et s.)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1675 et s.)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1678 et s.)

Article 9 (régime de la publication des listes d'abonnés et d'utilisateurs)

Son intervention (p. 1687)

Article 10 (protection de la vie privée des utilisateurs)

Son intervention (p. 1687 et s.)

Article 11 (régime de l'interconnexion et de l'accès)

Son intervention (p. 1688)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Daniel Paul (élargissement du champ du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Daniel Paul (contenu de l'abonnement au service d'un opérateur chargé du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Daniel Paul (enfouissement obligatoire des lignes) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Daniel Paul (obligation d'assurer la couverture en cabines téléphoniques de l'ensemble du territoire) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Daniel Paul (service d'urgence à un prix abordable) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Paul (champ du service universel) (p. 1688)

Article 13 (régime juridique des tarifs du service universel)

Son intervention (p. 1688)

Article 14 (pouvoir réglementaire de l'ART - Autorité de régulation des télécommunications-)

Son intervention (p. 1689)

Article 15 (article L. 36-7 du code des postes et télécommunications : adaptation de la liste générale des missions de l'ART)

Son intervention (p. 1690)

Article 16 (article L. 36-8 du code des postes et télécommunications : pouvoirs de l'ART en matière de règlement des différends)

Son intervention (p. 1690)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son intervention (p. 1690 et s.)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1691 et s.)

Article 19 (articles L. 39 à L. 39-9, L. 39-10 et L. 40 du code des postes et des communications électroniques : adaptation des dispositions pénales)

Son intervention (p. 1695)

Article 22 (articles L. 42 à L. 42-4 du code des postes et des communications électroniques : obligations liées à l'utilisation des fréquences assignées par l'ART)

Son intervention (p. 1696)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Son intervention (p. 1697 et s.)

Article 25 (adaptation des règles sur les droits de passage et les servitudes)

Son intervention (p. 1700 et s.)

Article 26 (article L. 125 du code des postes et des communications électroniques : dispositions définissant le statut de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques)

Son intervention (p. 1702 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Patrice Martin-Lalande (surveillance active de certains contenus hébergés) (p. 1704)

Article 89 (articles L. 121-90 à L. 121-92 du code de la consommation : création de contrats de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1770)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (de coordination) (p. 1771)

Après l'article 99

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean Dionis du Séjour (tarification des appels à un service après-vente) (p. 1775)

Article 100 (statut des opérateurs autorisés)

Son intervention (p. 1776 et s.)

Article 104 (application dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 1778)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1781)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Sa réponse (p. 2247)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 2252)
 Entreprises : délocalisations (p. 2247 et s.)
 Environnement : protection (p. 2250)
 Formation professionnelle (p. 2252)
 Industrie : chimie (p. 2255)
 Industrie : construction navale (p. 2255)
 Industrie : cuirs et chaussures (p. 2254)
 Industrie : politique industrielle (p. 2250)
 Industrie : textile et habillement (p. 2254)
 Politique économique : mondialisation (p. 2248)
 Politiques communautaires : politique industrielle (p. 2253)
 Recherche (p. 2254)
 Télécommunications : France Télécom (p. 2248)
 Travail : durée du travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 2249)
 Union européenne : élargissement (p. 2250)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), perspectives [26 mai 2004] (p. 4116)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 456, posée le 13 octobre 2003. Elevage. Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) (J.O. Questions p. 7718). Appelée le 14 octobre 2003. Fonctionnement, financement (p. 8486)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'estimant mis en cause par M. Brunhes, précise sa position sur l'espéranto et la place des langues régionales [6 janvier 2004] (p. 64)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 58)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 59)

Union européenne : langues officielles (p. 58)

Discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 63)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 janvier 2004] (p. 64)

Nicolas FORISSIER

*Indre (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire d'Etat à l'agriculture, à la pêche et aux affaires rurales*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'agriculture, à l'alimentation, à la pêche et aux affaires rurales, auprès du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre du conseil d'administration de l'Agence française pour le développement international des entreprises [J.O. du 27 février 2004] (p. 4058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Roland Chassain. Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, conséquences, entreprise Lustucru, Arles [4 mai 2004] (p. 3294)

M. Daniel Garrigue. Agriculture. Fraises. Aides de l'Etat [9 juin 2004] (p. 4661)

M. Jacques Le Nay. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur [23 juin 2004] (p. 5320)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Néri. Retraites : régime agricole. Retraites complémentaires. Loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application [6 avril 2004] (p. 2631)

M. Jean-Louis Léonard. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Lait, aides de l'Etat, Charente-Maritime [6 avril 2004] (p. 2632)

M. Jean-Jacques Descamps. Animaux. Chiens. Société centrale canine, financement [6 avril 2004] (p. 2633)

M. François Dosé. Bois et forêts. Maintien. Comité national pour le développement du bois [27 avril 2004] (p. 3096)

M. Frédéric Dutoit. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Marseille [18 mai 2004] (p. 3748)

M. Yannick Favennec. Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'Etat [18 mai 2004] (p. 3745)

Mme Claude Greff. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3746)
 M. Jean-Pierre Decool. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [8 juin 2004] (p. 4542)
 Mme Henriette Martinez. Agriculture. Maladies et parasites. Arbres fruitiers, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4543)
 M. Christian Ménard. Agriculture. Assurances. Aléas climatiques, perspectives [8 juin 2004] (p. 4544)
 Mme Hélène Mignon. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, Seysses [22 juin 2004] (p. 5225)
 M. Jean-Paul Bacquet. Agriculture. Calamités agricoles. Sécheresse de 2003, indemnisation, modalités [22 juin 2004] (p. 5223)
 Mme Josette Pons. Chasse et pêche. Oiseaux. Turbidés, réglementation [22 juin 2004] (p. 5221)
 M. Thierry Mariani. Retraites : régime agricole. Réforme. Décrets d'application, publication, délais [22 juin 2004] (p. 5222)
 M. Arnaud Lepercq. Retraites : régime agricole. Réforme. Décrets d'application, publication, délais [22 juin 2004] (p. 5222)
 M. Jean Auclair. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Prairies permanentes, réglementation [29 juin 2004] (p. 5647)
 M. Jean Proriol. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [29 juin 2004] (p. 5649)
 M. Dominique Richard. Agriculture. Recherche. Viticulture, Anjou, perspectives [29 juin 2004] (p. 5646)
 M. Francis Saint-Léger. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [29 juin 2004] (p. 5645)
 M. André Schneider. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Hoenheim [29 juin 2004] (p. 5650)
 M. Philippe Edmond-Mariette. Police. Commissariats. Villepinte, enquête, violences policières [29 juin 2004] (p. 5651)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Lutte et prévention. Désindustrialisation, Indre [2 mars 2004] (p. 2265)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9323)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9323 et s.)
 Entreprises : allègement des charges (p. 9324)
 Télécommunications : antennes-relais (p. 9324)
 Transports ferroviaires : lignes (p. 9324)
 Union européenne : élargissement (p. 9323)
 Union européenne : fonds structurels (p. 9323)

Jean-Michel FOURGOUS

Yvelines (11^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)
 Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 13 mai 2004] (p. 8541)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 5 : Affaires sociales, travail et solidarité (Formation professionnelle) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1642 visant à moderniser les moyens de contrôle parlementaire de la dépense publique [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Entreprises en difficulté. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 996)
 Politique économique. Croissance. Perspectives [12 mai 2004] (p. 3542)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 3

Son amendement n° 253 rectifié (rapport au Parlement présentant les dépenses et les recettes par fonction et par régime) : rejeté (p. 9700)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 10046)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : insertion professionnelle (p. 10047)
 Formation professionnelle : décentralisation (p. 10046)
 Formation professionnelle : réforme (p. 10046)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 10047)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 10047)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 10047)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 252 rectifié (groupes de sociétés - allègement des obligations déclaratives) (p. 10585)
 Son amendement n° 251 (option à nouveau exercée : prise en compte des dépenses jusqu'à sept années) (p. 10588)

Après l'article 71

Son amendement n° 47 (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10700) : retiré (p. 10705)

Son amendement n° 254 (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat provisoire donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10701) : retiré (p. 10705)

Son amendement n° 255 (exercice des missions de contrôle des finances publiques - assistance apportée par des agents des assemblées parlementaires et par des experts sous l'autorité et le contrôle du Parlement) (p. 10701) : retiré (p. 10705)

Son amendement n° 256 (exercice des missions de contrôle des finances publiques - assistance apportée pour des enquêtes à caractère technique par des agents des assemblées parlementaires et par des experts sous l'autorité et le contrôle du Parlement) (p. 10702) : rejeté (p. 10705)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son amendement n° 15 (nuisances aériennes substituées aux nuisances sonores aéroportuaires – rectifié : nuisances sonores aériennes) (p. 11728)

Après l'article 30

Son amendement n° 14 (communes membres d'une communauté d'agglomération issue d'un syndicat d'agglomération nouvelle : définition du potentiel fiscal) (p. 11762) : non soutenu (p. 11763)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (ISF – abattement de 20 % sur le résidence principale : application aux SCI) (p. 11781)

Son amendement n° 16 (ISF – abattement de 20 % sur le résidence principale : application aux SCI) : retiré (p. 11781)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Son amendement n° 10 rectifié (p. 12333)

Son amendement n° 9 (p. 12339)

Article 10 (plan de formation)

Son amendement n° 11 (p. 12345)

Après l'article 10

Son amendement n° 13 (exclusion de l'allocation de formation du revenu imposable du bénéficiaire) : retiré (p. 12349)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 14 rectifié (p. 12365)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son amendement n° 16 (p. 12387)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 116

Son amendement n° 1419 (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) : retiré (p. 2553)

Son amendement n° 1418 (communication sur les flux financiers entre l'EPCI et les communes membres) : adopté (p. 2553)

Après l'article 117 bis

Intervient sur l'amendement n° 1333 de Mme Valérie Pécresse (retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération issue d'un SAN par extension de la procédure prévue aux articles L. 5212-29 et L. 5212-30) (p. 2554)

Intervient sur l'amendement n° 1334 de Mme Valérie Pécresse (retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération issue d'un SAN par dérogation à l'article L. 52111-19) (p. 2555)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son sous-amendement n° 824 à l'amendement n° 162 de la commission (p. 4584)

Son amendement n° 649 (p. 4584)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 650 (p. 4588)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son amendement n° 659 (p. 4592)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son amendement n° 43 (application aux investissements effectués jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 5476)

Michel FRANÇAIX

*Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Agence France Presse (AFP). Situation financière [5 novembre 2003] (p. 10037)

Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, revendications [11 février 2004] (p. 1646)

Presse et livres. Presse. Concentration, conséquences [30 juin 2004] (p. 5741)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 504, posée le 15 décembre 2003. Industrie. Sidérurgie (J.O. Questions p. 9503). Appelée le 16 décembre 2003. Arcelor, emploi et activité (p. 12398)

n° 628, posée le 24 février 2004. Entreprises. Délocalisations (J.O. Questions p. 1283). Appelée le 24 février 2004. Lutte et prévention (p. 1799)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9397)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 9398)

Culture : création (p. 9398)

Culture : politique culturelle (p. 9397)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9288)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9288)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9288)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9289)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9288)

Audiovisuel et communication : TF1 (p. 9289)

Presse et livres : presse (p. 9289)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9300)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (insertion d'un article de répartition concernant les recettes de la redevance audiovisuelle) (p. 9301)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (rapport annuel au Parlement du Fonds de modernisation de la presse sur les aides à la presse en général et à la presse régionale en particulier) (p. 9304)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 261)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 262)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 261)
 Presse et livres : diffusion (p. 261)
 Presse et livres : presse (p. 261)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1631)

Thème :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1632 et s.)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son intervention (p. 1749)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1751)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1754 et s.)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1756)

Article 63 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode analogique)

Son intervention (p. 1758)

Article 64 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode numérique)

Son intervention (p. 1758)

Article 65 (seuil d'assimilation d'un service de télévision locale à un service national)

Son intervention (p. 1758 et s.)

Article 68 (changement de catégorie ou de titulaire des autorisations pour la diffusion de services de radio)

Son intervention (p. 1759)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1761)

Intervient sur le sous-amendement n° 230 de M. Mansour Kamardine (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (p. 1761)

Article 76 (coordination)

Son intervention (p. 1762)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (aides aux services de télévision locale) (p. 1765)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Didier Mathus (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. François Brottes (de précision) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Didier Mathus (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de télé-réalité) (p. 1768 et s.)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son intervention (p. 1772 et s.)

Ses explications de vote (p. 1779)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1779)

Marc FRANCINA

Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Arlette FRANCO

Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 4 juin au 8 juillet 2004 (n^{os} E 2602 à E 2604, E 2607 à E 2615, E 2619 à E 2633, E 2636, E 2637 et E 2640) et sur les textes n^{os} E 2444, E 2511-8, E 2516, E 2575, E 2577, E 2595 à E 2597 [13 juillet 2004] (n° 1731)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. Viticulture. Plan de reconversion qualitative, reconduction, perspectives [19 novembre 2003] (p. 10818)

Union européenne. Elargissement. Conséquences, accord de Schengen [8 juin 2004] (p. 4568)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 491, posée le 1^{er} décembre 2003. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés (J.O. Questions p. 9071). Appelée le 2 décembre 2003. Harkis (p. 11495)

n° 772, posée le 25 mai 2004. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 3736). Suppléée par M. Charles Cova. Appelée le 25 mai 2004. Services publics, maintien (p. 4000)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10215)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle (p. 10216)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10215)

Politique économique : conjoncture (p. 10215)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10215)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 10215)

Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 10215)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 10215)

Jacqueline FRAYSSE*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 12735)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 12735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Politique de l'éducation. Moyens, perspectives [27 avril 2004] (p. 3111)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [8 juin 2004] (p. 4566)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 559, posée le 20 janvier 2004. Eau. Distribution et assainissement (J.O. Questions p. 386). Appelée le 20 janvier 2004. Provisions pour le renouvellement des immobilisations, utilisation, réglementation (p. 560)

n° 585, posée le 27 janvier 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 554). Appelée le 27 janvier 2004. Fonctionnement, financement (p. 910)

*RAPPELS AU RÈGLEMENT*Conteste l'emploi d'arguments bureaucratiques et technocratiques à l'appui de l'irrecevabilité financière opposée à des amendements essentiels [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8097)

Thèmes :

Santé : politique de la santé (p. 8097)

Santé : règlements sanitaires (p. 8097)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8097)

Santé : tabagisme (p. 8099)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)*Article 1er (politique de santé publique nationale)*

Son intervention (p. 8119)

Son amendement n° 172 (p. 8135)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son amendement n° 175 (p. 8201)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son amendement n° 178 (p. 8231)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son amendement n° 179 (p. 8241)

Son amendement n° 180 (p. 8242)

Après l'article 19

Son amendement n° 183 (insertion d'un chapitre II bis instaurant un plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail) : rejeté (p. 8305)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8307)

Son amendement n° 184 (p. 8307)

Après l'article 20

Son amendement n° 335 (information des travailleurs concernés par l'utilisation de substances dangereuses) (p. 8309) : rejeté (p. 8310)

Son amendement n° 185 (contribution des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail à la surveillance épidémiologique) (p. 8311) : rejeté (p. 8312)

Article 33 (institution d'une enquête sur l'environnement du mineur visant à déterminer l'origine de l'intoxication au plomb)

Son intervention (p. 8323)

Son amendement n° 186 : rejeté (p. 8323)

Son amendement n° 187 (p. 8323)

Article 34 (délais de réalisation des travaux)

Ses amendements n°s 188, 189 et 190 (p. 8324)

Ses amendements n°s 334 et 191 (p. 8325)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Ses amendements n°s 221 et 222 (p. 8329)

Son amendement n° 223 (p. 8330)

Son amendement n° 224 (p. 8331)

Ses amendements n°s 225 et 226 (p. 8332)

Son amendement n° 227 (p. 8333)

Article 40 (création d'un établissement public d'Etat d'enseignement et de recherche en santé publique)

Son intervention (p. 8336)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examen prénatal et postnatal) (p. 8421)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8437 et s.)

Ses explications de vote (p. 8510)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2707)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 2708)
 Etat : responsabilités (p. 2708)
 Politique économique : libéralisme (p. 2708)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 2707)
 Santé : cancer (p. 2708)
 Santé : politique de la santé (p. 2707)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 2707)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)**Article 2 (politique de santé publique régionale)**

Son intervention (p. 2743 et s.)
 Son amendement n° 177 (p. 2744)
 Son amendement n° 178 (p. 2745)

Article 5 (groupement régional de santé publique)

Son intervention (p. 2754)
 Son amendement n° 179 (p. 2755)

Article 6 A supprimé par le Sénat (visite médicale au cours de la scolarité)

Son intervention (p. 2763 et s.)
 Son amendement n° 180 (p. 2763)

Article 10 A (missions de l'Institut national de veille sanitaire)

Son amendement n° 182 (p. 2767)

Article 13 ter (sociétés d'économie mixtes locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2769)
 Son amendement n° 183 (p. 2770)

Article 13 quater A (conditions de participation au capital de sociétés d'économie mixte locales dédiées à l'investissement sanitaire)

Son intervention (p. 2771)
 Son amendement n° 184 (p. 2771)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2782)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2795)

Article 18 ter (information sur les conséquences de la consommation de drogues)

Son intervention (p. 2804)
 Son amendement n° 185 (p. 2804)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2810)
 Son amendement n° 186 (p. 2810)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 2814)
 Son amendement n° 187 (p. 2814)

Après l'article 19 bis

Son amendement n° 188 (insertion d'un nouveau chapitre : "Plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail") (p. 2815) : rejeté (p. 2816)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2817 et s.)
 Son amendement n° 189 (p. 2818)

Après l'article 20

Son amendement n° 191 (information des travailleurs sur l'utilisation de substances dangereuses) : rejeté (p. 2819)
 Son amendement n° 190 (rôle de surveillance épidémiologique des comités d'hygiène et de sécurité du travail) : rejeté (p. 2820)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)

Son intervention (p. 2828)

Après l'article 39 bis A

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Pierre Goldberg (dangers liés aux ondes UMTS (téléphonie mobile) : étude d'impact) (p. 2828)

Article 52 (examens de prévention durant et après la grossesse)

Son intervention (p. 3139)

Article 54 bis (recrutement des étudiants sages-femmes)

Son intervention (p. 3141)
 Son amendement n° 194 (p. 3141)

Après l'article 54 ter

Son amendement n° 195 (exercice de la profession par les sages-femmes titulaires de diplômes extra-communautaires) (p. 3142) : rejeté (p. 3143)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3154 et s.)
 Son amendement n° 198 (p. 3154)

Article 72 (conditions d'inscription d'un médicament au remboursement)

Son intervention (p. 3155)

Article 73 (dispositifs médicaux incorporant des substances dérivées du sang humain)

Son intervention (p. 3156)

Article 75 (transferts de compétences entre professionnels de santé)

Son intervention (p. 3157)

Explications de vote et vote [27 avril 2004] (p. 3163)

Ses explications de vote (p. 3163)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3164)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)****Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)**

Ses interventions (p. 8715, 8719, 8722, 8730)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8740 et s.)

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10377)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10377)
 Drogue : toxicomanie (p. 10377)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 10378)
 Femmes : droits (p. 10378)
 Santé : accès aux soins (p. 10377)
 Santé : crédits (p. 10377)
 Santé : politique de la santé (p. 10376)

Procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10401)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)**Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)**

Son intervention (p. 10416)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9595)

Thèmes :

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9595)
 Entreprises : bénéfiques : cotisations sociales (p. 9596)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9596)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9596)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9596)
 Santé : politique de la santé (p. 9595)
 Sécurité sociale : déficit (p. 9595)
 Sécurité sociale : financement (p. 9595)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9673 et s.)

Avant l'article 2

Son sous-amendement n° 282 rectifié (représentation des groupes parlementaires) à l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9687) : rejeté (p. 9690)

Son amendement n° 144 (contribution sociale assise sur les produits financiers des entreprises) (p. 9690) : rejeté (p. 9691)

Son amendement n° 143 (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9693)

Son amendement n° 123 (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692) : rejeté (p. 9693)

Son amendement n° 124 (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692) : rejeté (p. 9693)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 133 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9694)

Article 14 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2003)

Son intervention (p. 9745)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9747)

Après l'article 16

Son amendement n° 126 (demande d'inscription d'un médicament sur la liste des produits remboursables par l'entreprise productrice) (p. 9758) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9760)

Après l'article 17

Son amendement n° 127 (conditions de retrait d'un médicament de la liste des produits remboursables) (p. 9762) : rejeté (p. 9764)

Son amendement n° 125 (modification de la procédure accélérée de dépôt de prix ; cas où le prix du médicament est fixé par le ministère de la santé) (p. 9764) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9765)

Article 18 (extension de l'obligation de tiers payant à tous les établissements de santé)

Son intervention (p. 9766)

Son amendement n° 134 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9767)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9777)

Son amendement n° 135 (p. 9777)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9781)

Son amendement n° 136 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9781)

Article 21 (dotation annuelle de financement pour les activités de psychiatrie, de soins de suite et de réadaptation)

Son amendement n° 137 (p. 9792)

Article 24 (réforme de la procédure budgétaire des établissements de santé)

Son amendement n° 138 (p. 9796)

Article 25 (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et compétences des directeurs des agences régionales de l'hospitalisation)

Son amendement n° 139 (p. 9797)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 140 (p. 9801)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son amendement n° 141 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9818)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son amendement n° 142 (p. 9822)

Article 33 (indication sur l'ordonnance du caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son amendement n° 146 (p. 9827)

Après l'article 46

Son amendement n° 149 (participation des comités d'hygiène ou des délégués du personnel à la mission des caisses régionales d'assurance maladie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 9831) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9833)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son amendement n° 167 (p. 9849) : SCRUTIN PUBLIC (p. 9851)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son amendement n° 147 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9865)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son amendement n° 148 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9875)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son amendement n° 168 (p. 9894) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son intervention (p. 11356)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 11357)
 Famille : politique familiale (p. 11356)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 11356)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 11357)
 Santé : accès aux soins (p. 11356)
 Sécurité sociale : financement (p. 11356)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11388 et s.)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Michel Vaxès (répression des comportements délictueux des employeurs) (p. 11392)

Article 16 ter (divulgence d'informations relatives à une constitution de partie civile)

Son intervention (p. 11392)

Après l'article 16 quater

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11399)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12023)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12023)
Recherche : recherche médicale (p. 12023)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12023)
Sang et organes humains : produits humains (p. 12023)
Santé : politique de la santé (p. 12023)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 12069)

Son intervention (p. 12075)

Article 1er C (rapport sur l'information de la population en matière de bioéthique)

Son intervention (p. 12082)

Article 2 (conditions de l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne)

Son intervention (p. 12083)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12090)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (mention sur la carte Vitale du refus de prélèvement d'organes en cas de décès) (p. 12094)

Son amendement n° 99 (questionnaire de sensibilisation des besoins de greffons) : retiré (p. 12100)

Article 8 (principes généraux applicables aux prélèvements de tissus ou de cellules et à la collecte de produits issus du corps humain)

Ses amendements n°s 102 et 100 (p. 12114)

Article 18 (assistance médicale à la procréation)

Son amendement n° 101 (p. 12196)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12205 et s.)

Ses explications de vote (p. 12228)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 12229)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)

Son intervention (p. 6229)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 6229)
Bioéthique : génétique (p. 6229)
Sang et organes humains : brevets (p. 6229)
Sang et organes humains : produits humains (p. 6228)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6229)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1406)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : avortement (p. 1406)
Cultes : catholicisme : intégrisme (p. 1406)
Cultes : islam : liberté de culte (p. 1406)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1406)
Etrangers : droit de vote (p. 1407)
Etrangers : intégration : femmes (p. 1407)
Femmes : égalité des sexes (p. 1406)
Femmes : égalité des sexes : parité (p. 1407)
Lois : projet de loi : discrimination (p. 1406)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2220 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5767)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5768)
Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires (p. 5768)
Politique économique : libéralisme (p. 5769)
Politique sociale : solidarité (p. 5767 et s.)
Santé : droits du malade (p. 5769)
Santé : accès aux soins (p. 5769)
Sécurité sociale : caisses (p. 5768)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5770)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Son intervention (p. 5843 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

Intervention : (p. 5848)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5889 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5963 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6234 et s.)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6259)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6270)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6372 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6384 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6445 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6470 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6477)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6518 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6526 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6731 et s.)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 février 2004] (p. 2995)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 février 2004] (p. 2995)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 mars 2004] (p. 6149)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2004] (p. 6149)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 avril 2004] (p. 7237)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 avril 2004] (p. 7237)

Yves FROMION

*Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome III : Défense (Espace, communications et renseignement) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Gendarmerie. Politiques communautaires. Perspectives [15 octobre 2003] (p. 8606)

Politique extérieure. Kosovo. Force multinationale de paix, bilan et perspectives [7 avril 2004] (p. 2674)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 693, posée le 27 avril 2004. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 3081). Appelée le 27 avril 2004. Remplaçants, réglementation (p. 3101)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8649)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 8649 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8650)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9984)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : politique spatiale : crédits budgétaires (p. 9984 et s.)

Espace : satellites : renseignement (p. 9984 et s.)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique spatiale (p. 9985)

Recherche (p. 9985)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 10018)

G

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 26 février 2004] (p. 3894)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) : tome II ; tome V avec MM. Pierre Morange, Bruno Gilles, Claude Gaillard et Mme Paulette Guinchard-Kunstler ; tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [22 octobre 2003] (n° 1157)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [25 février 2004] (n° 1457)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants, revendications [21 octobre 2003] (p. 9098)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9558)

Thèmes :

- Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9558)
- Enfants : crèches et garderies (p. 9558)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 9558)
- Famille : politique familiale (p. 9558)
- Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9558)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)
Son intervention (p. 9684)

Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Son intervention (p. 9846 et s.)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 217 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant) (p. 9848)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 218 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (rapport au Parlement sur les conditions de financement du Fonds d'investissement pour la petite enfance) (p. 9851)

Intervient sur l'amendement n° 295 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (rapport au Parlement sur le financement des majorations de pensions pour enfant) (p. 9852)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 113 précédemment réservé de la commission (rapport au Parlement sur la mise en place de la prestation d'accueil du jeune enfant) (p. 9853)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12266)

Son intervention (p. 12288)

Thèmes :

- Emploi : jeunes (p. 12290)
- Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12289)
- Formation professionnelle : apprentissage (p. 12289)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 12288)
- Politique sociale : généralités (p. 12289)
- Syndicats : représentativité (p. 12266)
- Travail : conventions collectives (p. 12288)
- Travail : négociations (p. 12288)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Son intervention (p. 12366 et s.)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son intervention (p. 12377)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 12387)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12530)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNCN)) (p. 12535)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Son intervention (p. 2384)

Thèmes :

- Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2385)
- Entreprises : droit syndical (p. 2385)
- Entreprises : intéressement et participation (p. 2385)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 2384)
- Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 2384)
- Travail : négociations (p. 2384)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3828)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3829)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3829)
 Recherche (p. 3829)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3829)
 Transports : transport combiné (p. 3829)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5158)

Thèmes :

Travail : licenciements (p. 5158)
 Travail : négociations (p. 5158)

Cécile GALLEZ

*Nord (21^{ème} circonscription)
 Appartenance au groupe de l'Union pour un
 Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 2 mars 2004] (p. 4258)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. apprentissage de la lecture [8 octobre 2003] (p. 8262)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 592, posée le 27 janvier 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 555). Appelée le 27 janvier 2004. Douanes, restructuration, perspectives, Valenciennes (p. 902)

n° 792, posée le 1^{er} juin 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3879). Appelée le 1^{er} juin 2004. Effectifs de personnel, Valenciennes (p. 4253)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4431)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4835)
 Rapatriés : harkis (p. 4835)
 Rapatriés : indemnisation (p. 4835)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6172)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6496)

René GALY-DEJEAN

*Paris (13^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Gilbert GANTIER

*Paris (15^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française
 Non inscrit
 Appartenance au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18504)

Démission le 29 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels (n° 1419) [3 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur la création et les statuts des centres culturels (n° 1418) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1102 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du Consortium de réalisation (CDR), société anonyme constituée en vue de céder les actifs du Crédit Lyonnais après sa défaillance, et sur les "risques" nouveaux et importants que cet organisme aurait transférés à l'Établissement public de financement et de restructuration (EPFR) [3 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1418), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur la création et les statuts des centres culturels
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1419), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels [7 avril 2004] (n° 1516)

Proposition de loi n° 1578 tendant à instituer le scrutin uninominal à un tour pour l'élection des députés [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Bulgarie, Roumanie, perspectives [7 janvier 2004] (p. 102)

Politique économique. Politique industrielle. Perspectives [28 avril 2004] (p. 3176)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 637, posée le 24 février 2004. Environnement. Espaces verts (J.O. Questions p. 1284). Appelée le 24 février 2004. Bois de Boulogne, Paris, sauvegarde (p. 1792)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8836 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Charles de Courson (produits latents sur stocks à rotation lente – sursis d'imposition – bénéfice de l'article 202 ter du code général des impôts) (p. 8848)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Charles de Courson (pactes de succession d'entreprises – possibilité de céder des éléments d'actif) (p. 8858)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Charles de Courson (cotisations sociales des exploitants agricoles relevant d'un régime réel d'imposition – rétablissement de la possibilité de calcul sur le revenu de l'année en cours) (p. 8879)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8939)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles de Courson (ISF: exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8979)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF: indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8984)

Son amendement n° 196 (ISF: suppression du « plafonnement du plafonnement ») : rejeté (p. 8987)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10259)

Langue française : francophonie (p. 10259)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10259 et s.)

Union européenne : construction européenne : langue française (p. 10260)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10142)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9406)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Sa procédure des questions (suite) (p. 9958)

Procédure des questions :

Enseignement : programmes (p. 9958)

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10526)

Procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 10535)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10573)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Charles de Courson (rentes d'incapacité permanente servies aux exploitants agricoles – exonération d'impôt sur le revenu) (p. 10574)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Charles de Courson (rentes d'invalidité servies au titre d'un plan d'épargne retraite populaire – exonération d'impôt sur le revenu) (p. 10575)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Son intervention (p. 10664 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10742)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts (p. 10745)

Administration : décrets : circulaires (p. 10744)

Administration : modernisation : nouvelles technologies (p. 10743)

Administration : rapports avec les administrés (p. 10744)

Administration : services déconcentrés (p. 10742)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10743)

Etat : expérimentation (p. 10744)

Etat : missions régaliennes : péréquation (p. 10742 et s.)

Etat : réforme (p. 10742)
 Etat : réforme : Parlement (p. 10743 et s.)
 Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 10744)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10742 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : statuts (p. 10744)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10745)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10744)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 10744)
 Lois (p. 10744)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10743 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la défense : réforme (p. 10743)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 10743)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : réforme (p. 10743)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : réforme (p. 10743)
 Secteur public : services publics : productivité (p. 10742 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 113 (ISF - parts faisant l'objet d'un pacte d'actionnaires : abattement sur leur valeur porté de 50 % à 75 %) (p. 11780) : rejeté (p. 11781)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12157)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12158)
 Droit civil : contrats (p. 12157 et s.)
 Politique économique : conjoncture (p. 12158)
 Politique économique : épargne (p. 12158)
 Politique sociale : surendettement (p. 12158)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2003] (p. 12656)

Son intervention (p. 12659)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements (p. 12659)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 12659)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 12659)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 60)

Thèmes :

Langue française : usage (p. 60)
 Union européenne : élargissement (p. 60)
 Union européenne : langues officielles (p. 60)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 61)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 79)

Thèmes :

Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 80)
 Politiques communautaires : directives : avocats (p. 79)
 Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : recrutement (p. 80)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 27 (instance disciplinaire compétente)

Son amendement n° 38 rectifié (p. 87)

Article 28 (composition et fonctionnement du conseil de discipline)

Son amendement n° 39 (p. 87)

Article 29 (compétence disciplinaire du conseil de l'ordre du barreau de Paris)

Son amendement n° 40 (p. 87)

Article 31 (régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire)

Son amendement n° 41 rectifié (p. 87)

Après l'article 38 ter

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Christophe Lagarde (statut des généalogistes) (p. 89)

Article 39 (choix des experts par les juges)

Son intervention (p. 89)

Après l'article 43

Son amendement n° 44 (création d'une commission nationale consultative de la fonction expertale) : rejeté (p. 90)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 80)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)

Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)

Son intervention (p. 117)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : infrastructures (p. 117)
 Environnement : protection (p. 117)
 Transports : transport combiné (p. 117)
 Transports ferroviaires : personnel : formation professionnelle (p. 118)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 117)
 Travail : conditions de travail : transports ferroviaires (p. 118)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 117 et s.)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1080)

Thèmes :

Défense : crédits : Etats-Unis (p. 1080)
 Défense : politique de défense : crédits budgétaires (p. 1080)
 Ordre public : terrorisme (p. 1080)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1080)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1081)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1542)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1542)
Enseignement : programmes (p. 1542)
Etrangers : immigration (p. 1542)
Etrangers : intégration (p. 1542)
Etrangers : intégration : femmes (p. 1542)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 1542)
Langue française : usage : apprentissage (p. 1542)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1542)
Travail : égalité professionnelle (p. 1542)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1542)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son intervention (p. 2116)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2581)

Thèmes :

Administration : délais : directives (p. 2581)
Energie et carburants : gaz : directives (p. 2582)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 2582)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2582)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2840)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 2842)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2841)
Energie et carburants : cogénération (p. 2841)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2841)
Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2841 et s.)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3209)

Thèmes :

Politiques communautaires (p. 3209)
Transports aériens : Air France : droits de trafic (p. 3209)
Transports aériens : Air France : KLM (p. 3209)
Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3209)
Ses explications de vote (p. 3225)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3225)

Daniel GARD

*Aisne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Paul GARRAUD

*Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 837 portant création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome V : Justice (Administration centrale et services judiciaires) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1387 tendant à l'exonération totale des droits de mutation à titre gratuit en matière de transmissions d'entreprises [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1441 d'adaptation sur les boissons alcoolisées [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Application des peines [26 novembre 2003] (p. 11200)

Enfants. Protection. Disparitions, lutte et prévention [25 mai 2004] (p. 4034)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 10426)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : crédits budgétaires (p. 10427)
Justice : loi d'orientation (p. 10426)
Justice : statistiques (p. 10427)
Justice : greffiers : écoles de formation (p. 10428)
Justice : juges de proximité : Ecole nationale de la magistrature (ENM) (p. 10427)
Justice : magistrats : primes (p. 10427)
Justice : magistrats : rémunération au mérite (p. 10427)
Justice : réforme : Gouvernement précédent (p. 10426)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11216)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 11216)
Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : réseaux (p. 11217)
Droit pénal : exécution des peines (p. 11216)
Droit pénal : ministère public : indépendance (p. 11218)
Droit pénal : ministère public : rôle (p. 11218)
Justice : juge des libertés et de la détention (p. 11217)
Justice : réforme : simplifications administratives (p. 11217)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 11248)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Rudy Salles (répression de la propagande révisionniste) (p. 11311)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11311)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11311)

Après l'article 16 quater

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à son amendement n° 281 rectifié (p. 11398 et s.)

Son amendement n° 281 rectifié (interruption involontaire de grossesse) (p. 11394) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 11401)

Ses explications de vote (p. 11470)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11470)

Daniel GARRIGUE

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique européenne de recherche et développement [30 septembre 2003] (n° 1095)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 14 : Economie,

finances et industrie (Charges communes) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1161 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/E-2365) [23 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (COM (2003) 397 final/E-2365) [23 octobre 2003] (n° 1160)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 18 novembre au 18 décembre 2003 (n°s E 2440 à E 2443, E 2445, E 2446, E 2450, E 2452, E 2453, E 2456, E 2460, E 2467 à E 2469) et sur les textes (n°s E 2002, E 2248, E 2261, E 2330, E 2343, E 2360, E 2363, E 2414, E 2415, E 2421, E 2422, E 2424, E 2426, E 2429, E 2435 à E 2438) [18 décembre 2003] (n° 1320)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), perspectives [17 décembre 2003] (p. 12502)

Agriculture. Fraises. Aides de l'Etat [9 juin 2004] (p. 4661)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 565, posée le 20 janvier 2004. Démographie. Recensements (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Mise en œuvre, financement, collectivités territoriales (p. 548)

n° 778, posée le 25 mai 2004. Urbanisme. Etablissements recevant du public (J.O. Questions p. 3737). Appelée le 25 mai 2004. Sécurité, réglementation (p. 4009)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle à M. Ayrault les termes des articles 3 et 89 de la Constitution [26 mai 2004] (p. 4138)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8649)

Thèmes :

Contributions indirectes : tabac (p. 8649)

Finances publiques : dette publique (p. 8649)

Recherche (p. 8649)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8649)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8706, 8723 et s. 8729)

Après l'article 4

Répond aux observations de M. Didier Migaud : replace dans leur contexte les déclarations du Président de la République qualifiant les 35 heures de progrès social sur lequel il serait "imbécile" de revenir (p. 8776)

Intervient sur l'amendement n° 260 corrigé de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile - crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt - plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) (p. 8778)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son amendement n° 482 (condition de détention du capital par des personnes physiques ramenée de 75 % à 50 % lorsque l'entreprise a été détenue depuis son origine à plus de 80 % par une personne morale - « essaimage ») (p. 8843)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET
FRANCOPHONIE**

**Examen des fascicules [7 novembre 2003]
(p. 10234, 10256)**

Son intervention (p. 10257)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Etats-Unis : relations internationales (p. 10257)

Pays étrangers : Irak (p. 10257)

Pays étrangers : Iran : armes nucléaires (p. 10257)

Pays étrangers : Palestine (p. 10257)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10258)

Union européenne : institutions communautaires (p. 10257)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

**Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139,
9159)**

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole (p. 9192)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

**Vote des crédits et articles rattachés
[13 novembre 2003] (p. 10501) ;
[14 novembre 2003] (p. 10555)**

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. René Dosièrre
(Présidence de la République – réduction des crédits de 516 053
€) (p. 10501)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. René Dosièrre (Conseil
constitutionnel – réduction des crédits de 185 000 €) (p. 10501)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer :
majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction
des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros)
(p. 10503)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (fonds de
garantie des assurances obligatoires de dommages : majoration de
rentes allouées à la suite d'accidents automobiles – réduction
des crédits de 7 500 000 €) (p. 10507)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

**Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907,
9953)**

Son intervention (p. 9925)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : langues étrangères (p. 9925)

Enseignement : programmes (p. 9925)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 9926)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- Réunion de la commission des finances du
29 octobre 2003

Son intervention (p. 10608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10608)

Logement : HLM (p. 10608)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour
2003**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [3 décembre 2003]
(p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)**

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (prélèvement de 10
millions d'euros affecté au budget de l'Etat sur l'Institut national

de la propriété industrielle et l'Institut français du pétrole)
(p. 11690) : adopté (p. 11691)

Seconde délibération

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (résidences
mobiles : taxe annuelle au taux de 300 €/par tonne) (p. 11715)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Denis Merville (réseaux
de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements)
(p. 11747)

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665,
677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ;
[23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ;
[27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ...
[30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)**

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Louis Cosyns (affiliation à
la caisse des congés payés des travaux publics des entreprises
paysagistes réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires en
travaux paysager) (p. 718)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard
(augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux
communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de
communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair
(concertation avant toute modification de la carte scolaire)
(p. 730)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour
(régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 782)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. François Brottes
(schéma pluriannuel de développement des services d'accueil
communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six
ans) (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude
d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural)
(p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard
(reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs
ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson
(reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs
ou saisonniers) (p. 814)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 507 de Mme Geneviève Colot
(distance minimale entre deux centres d'enfouissement des
ordures ménagères) (p. 838)

*Article 19 (élaboration par la région de périmètres
de protection et d'aménagement des espaces
agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de
programmes d'action)*

Son intervention (p. 839 et s.)

Son amendement n° 312 (p. 844)

Son sous-amendement n° 1467 à l'amendement n° 846 du
Gouvernement (p. 845)

*Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du
périmètre de protection)*

Son amendement n° 315 (p. 848)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 506 de Mme Geneviève Colot
(notification au maire de certains actes de donation en vue de
l'utilisation du droit de préemption) (p. 854)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion
de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune)
(p. 876 et s.)

*Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un
bâtiment présentant un intérêt architectural)*

Son intervention (p. 887)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 944)

Avant l'article 37

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à son amendement n° 321 précédemment réservé (p. 976)

Son amendement n° 321 précédemment réservé (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 973) : rejeté (p. 979)

Après l'article 37

Son amendement n° 323 précédemment réservé (inscription d'un arbre sur la liste des monuments naturels et des sites) : rejeté (p. 1186)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1471)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1472)

Enseignement : langues étrangères : cultes (p. 1472)

Etat : laïcité : voile islamique (p. 1471)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1472)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Ses amendements n° 5 et 4 (p. 1492)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayraud (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1504)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4087)

Thèmes :

Environnement : principe de précaution : jurisprudence (p. 4088)

Union européenne : Traité de Maastricht : principe de précaution (p. 4088)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son amendement n° 2 (p. 4151)

Son amendement n° 1 (p. 4152)

Son amendement n° 3 deuxième rectification (p. 4162)

Ses amendements n° 4 et 5 (p. 4164)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4362)

Thèmes :

Handicapés : handicap mental (p. 4362)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4362)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4362)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5415)

Finances publiques : dette publique (p. 5415)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5415)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5415)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6149)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 9 octobre 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XV : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Recherche et nouvelles technologies) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Entreprises. Exportations, développement [29 octobre 2003] (p. 9632)

Élevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [28 janvier 2004] (p. 998)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES
Article 52 (modification de la nomenclature des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Son intervention (p. 10508)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (« jeunes entreprises innovantes ») (p. 10509)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 10519)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 10520)

Recherche : chercheurs (p. 10519)

Recherche : crédits (p. 10519)

Recherche : innovation

Recherche : recherche technologique (p. 10519)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son amendement n° 2 (p. 2796)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3062)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3062 et s.)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3063)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3063 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3062)

Energie et carburants : pétrole (p. 3063)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3063)

Industrie : automobile (p. 3063)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3799)

Son intervention (p. 3812)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3865)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3813)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3799, 3813)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3813)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3799)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3813)

Recherche (p. 3813 et s.)

TVA : taux réduit (p. 3813)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3812)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Yves Cochet (obligation de sortir du nucléaire) (p. 3876)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3946)

Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3947)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3953)

Son sous-amendement n° 1081 (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954) : adopté (p. 3955)

Son sous-amendement n° 739 rectifié (simplification des procédures administratives de délivrance et de renouvellement des titres hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission : retiré (p. 3964)

Son sous-amendement n° 1088 (soutien particulier de l'Etat aux véhicules utilisant les technologies hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission : retiré (p. 3977)

Son sous-amendement n° 1053 (création d'une agence nationale de l'énergie solaire) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3979) : retiré (p. 3980)

Son sous-amendement n° 918 (recherches sur l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté après rectification (p. 3982)

Son sous-amendement n° 1051 (création d'une Agence nationale de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission : retiré (p. 3982)

Son sous-amendement n° 1089 (soutien particulier aux véhicules hybrides) à l'amendement n° 7 de la commission : retiré (p. 3982)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4178 et s.)

Son sous-amendement n° 795 à l'amendement n° 11 de la commission (p. 4178)

Son sous-amendement n° 794 à l'amendement n° 11 de la commission (p. 4178)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4179)

Son sous-amendement n° 801 à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 4180)

Article 4 (Registre national des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4183)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son sous-amendement n° 741 à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4184)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 742 rectifié ("et d'évaluation des coûts d'une utilisation de l'installation") à l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre III du livre Ier du code de la construction et de l'habitation : "Certificat de performance énergétique") (p. 4186) : retiré (p. 4187)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Jean Dionis du Séjour (accords collectifs de location) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4190)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son sous-amendement n° 800 à l'amendement n° 32 de la commission (p. 4192)

Article 11 (simplification des procédures administratives d'autorisation ou de concession pour l'utilisation de l'énergie hydraulique)

Ses amendements n° 671 et 670 rectifié (p. 4205)

Après l'article 11

Son amendement n° 674 (hydroélectricité ; demandes d'autorisations ; publications obligatoires) : retiré (p. 4214)

Son amendement n° 672 (eaux de surface traitées par les SAGE et les SDAGE) : retiré (p. 4214)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4222)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 796 (de précision) à l'amendement n° 50 de la commission (TVA réduite applicable aux abonnements aux réseaux de chaleur approvisionnés en énergies renouvelables) (p. 4226) : devenu sans objet (p. 4227)

Son sous-amendement n° 797 (majoration limitée à 50 %) à l'amendement n° 51 de la commission (taux de la taxe sur la publicité télévisée des entreprises du secteur de l'énergie ; campagnes de communication pour la promotion des énergies renouvelables) (p. 4227) : retiré (p. 4228)

Son sous-amendement n° 798 (campagnes de promotion ; extension aux économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227) : retiré (p. 4228)

Son sous-amendement n° 799 (campagnes de promotion ; extension aux économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227) : retiré (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4231)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. François-Michel Gonnou (répartition de la charge de la compensation) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de la commission (garantie du maintien de l'alimentation des consommateurs finals) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (inopposabilité aux nouveaux fournisseurs de clauses du contrat conclu précédemment par le client éligible) (p. 4233)

Intervient sur le sous-amendement n° 784 de M. Jean Proriol (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (obligation de transparence imposée aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz) (p. 4235)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 de M. Jean Dionis du Séjour (rapport suivi d'un débat d'orientation devant chacune des deux assemblées) à l'amendement n° 67 de la commission ("jaune budgétaire" consacré à la politique énergétique) (p. 4236)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (présentation d'objectifs dans le rapport annuel) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4236)

Son amendement n° 754 (rapport au Parlement de l'Agence nationale de l'hydrogène sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4236) : retiré (p. 4237)

Son amendement n° 841 (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4236) : retiré (p. 4237)

Son amendement n° 842 (rapport annuel de l'Institut français du pétrole au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4236) : retiré (p. 4237)

Explications de vote et vote [1^{er} juin 2004] (p. 4283)

Ses explications de vote (p. 4283)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4285)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)**

Son intervention (p. 5005)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5005)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5005)

Energie et carburants : gaz (p. 5005)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5005)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5005)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5005)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5005)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5504)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5541)

Son amendement n° 1166 (p. 5541) : adopté après rectification (p. 5542)

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Politique agricole. Perspectives [26 mai 2004] (p. 4114)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 805, posée le 8 juin 2004. Impôts locaux. Taxe locale d'équipement (J.O. Questions p. 4137). Appelée le 8 juin 2004. Calcul, centres équestres (p. 4551)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 652) : rejetée (p. 661)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 654)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 656)

Agriculture : exploitants (p. 652)

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 657)

Agroalimentaire (p. 652)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : protection (p. 653)

Coopération intercommunale (p. 654)

Entreprises : sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER) (p. 656)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 654 et s.)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 653, 656)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 653, 657)

Travail : pluriactivité (p. 654)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)**Après l'article 1er**

Son amendement n° 1072 (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716) : rejeté (p. 717)

Son amendement n° 922 (prolongation de cinq ans d'incitations fiscales) (p. 724) : retiré (p. 726)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 908 de Mme Marylise Lebranchu (activités économiques et culturelles) (p. 738)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 743 et s.)

Article 3 (assouplissement de la règle du repos hebdomadaire pour les activités d'agro-tourisme)

Son amendement n° 924 (p. 749)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (adaptation des critères de classement en station balnéaire) (p. 750)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 756)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son amendement n° 1168 (p. 759)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son amendement n° 1169 (p. 765)

Son intervention (p. 767)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 768)

Après l'article 8

Son amendement n° 926 (représentation obligatoire de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) (p. 774) : devenu sans objet (p. 775)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. André Chassaigne (p. 776)

Après l'article 9

Son amendement n° 927 (rédaction de l'article L. 411-35 du code rural) : rejeté (p. 776)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 778 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. André Chassaigne (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. André Chassaigne (extension d'accords interprofessionnels comportant une garantie de prix sur la production) (p. 789)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. François Brottes (schéma pluriannuel de développement des services d'accueil communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six ans) (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 1336 de M. François Brottes (renforcement des associations qui créent des services en milieu rural) (p. 794)

Intervient sur l'amendement n° 828 deuxième rectification de M. Yves Coussain (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 895 précédemment réservé de M. François Brottes (égal accès à l'électricité) (p. 970)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son intervention (p. 1175 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 917 corrigé précédemment réservé de M. François Brottes (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1177)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 1180 et s.)

Avant l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 1264 de M. François Brottes (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 125 ter

Son amendement n° 875 (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) : retiré (p. 2561)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3052)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3054)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3053 et s.)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3053 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3053)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3054)

Union européenne : directives : électricité (p. 3053)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Répond aux interventions de M. Christian Bataille : (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. François Brottes (rôle déterminant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3984)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Dosé (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. François Brottes (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son sous-amendement n° 343 rectifié à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4184)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 4193 et s.)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 272 (p. 4198)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 394 rectifié de M. Christian Bataille (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 395 rectifié de M. François Brottes (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Christian Bataille (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. François Brottes (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Christian Bataille (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Brottes (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. François Dosé (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Christian Bataille (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Brottes (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) (p. 4213)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Ses amendements n° 349, 348, 350 (p. 4223)

Ses amendements n° 351 et 352 (p. 4224)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. François Brottes (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau) (p. 4227)

Son amendement n° 197 (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau ; transcription de la directive européenne) (p. 4226) : rejeté (p. 4227)

Son amendement n° 353 (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4229) : rejeté (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Jean Proriot (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de la commission (garantie du maintien de l'alimentation des consommateurs finals) (p. 4232)

Son sous-amendement n° 1063 (compétence des collectivités territoriales) à l'amendement n° 55 rectifié de la commission : rejeté (p. 4232)

Son amendement n° 355 deuxième rectification (référence aux groupements d'achat) : retiré (p. 4233)

Son sous-amendement n° 981 (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (obligation de transparence imposée aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz) (p. 4234) : adopté (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 225 rectifié de M. François Dosé (rapport au Parlement relatif au développement de la pile à combustible comme énergie pour les véhicules terrestres à moteur) (p. 4236)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4881)

Thème :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4881 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4947)

Son intervention (p. 5012)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4947 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5012)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5012)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4948)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4947)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5277 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5368 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5374)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Après l'article 5

Son intervention (p. 5506)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5507)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5512 et s.)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5514 et s.)

Article 9 (objet social des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5526)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5529 et s.)

Avant l'article 11

Son intervention (p. 5535 et s.)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son intervention (p. 5536 et s.)

Article 12 (signature conjointe des contrats de concession)

Son intervention (p. 5538 et s.)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5539 et s.)

Avant l'article 14

Son intervention (p. 5546 et s.)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5548 et s.)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5556)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5561 et s.)

Article 17 (conventions d'adossement financier de la Caisse nationale des IEG aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5580 et s.)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5584)

Avant l'article 22

Son intervention (p. 5588 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5596 et s.)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5605)

Avant l'article 28 (droit des collectivités locales de ne pas faire jouer leur éligibilité)

Son intervention (p. 5610)

Article 29 (mise à jour de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz)
Son intervention (p. 5612)

Article 31 (mise à jour de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)
Son intervention (p. 5620)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)
Son intervention (p. 5622 et s.)

Article 33 (répartition des ouvrages classés dans le réseau d'alimentation générale d'EDF et des financements destinés à leur renouvellement)
Son intervention (p. 5624)

Jean de GAULLE

Paris (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Jean-Jacques GAULTIER

Vosges (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 466, posée le 13 octobre 2003. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. recrutement, modalités (p. 8494)

n° 742, posée le 18 mai 2004. Marchés publics. Code des marchés publics (J.O. Questions p. 3523). Appelée le 18 mai 2004. Réforme, conséquences (p. 3759)

Nathalie GAUTIER

Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 20 mai 2004] (p. 9001)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Jeunes. Perspectives [9 décembre 2003] (p. 11973)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 632, posée le 24 février 2004. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 1283). Appelée le 24 février 2004. Fonctionnement, Villeurbanne (p. 1803)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10145)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Rhône-Alpes (p. 10354)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10602)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 10602)

Logement : politique du logement (p. 10602)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 608)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires (p. 608)

Enseignement : obligation scolaire (p. 609)

Enseignement : pédagogie (p. 609)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 608)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1442)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1443)

Emploi : chômage : inégalités (p. 1443)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1443)

Femmes : droits : associations (p. 1443)

Femmes : égalité des sexes (p. 1442)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1443)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,

2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 772 (p. 2181)

Son amendement n° 776 (p. 2198)

Son amendement n° 782 (p. 2202)

Son amendement n° 777 (p. 2203)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3383)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3397)

Thèmes :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3383)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3383)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3383)

Sécurité sociale : caisses (p. 3383)

Sécurité sociale : caisses (p. 3398)

Travail : jours fériés (p. 3397)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3821)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3822)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3822)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3822)

Recherche (p. 3822)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4084)

Thèmes :

Eau : agences : ressources (p. 4084)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4084)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4084)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 4084)

Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 4085)

Environnement : principe de précaution (p. 4085)

Santé : cancer : pollution (p. 4085)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4135 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4960)

Son intervention (p. 4973)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4973 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4973 et s.)

Politique extérieure : aide au développement (p. 4960)

Secteur public : services publics : péréquation (p. 4973)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4973)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Après l'article 5

Son intervention (p. 5506)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5513)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5515)

Avant l'article 11

Son intervention (p. 5535 et s.)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5544)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5563 et s.)

Avant l'article 22

Son intervention (p. 5588 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5597 et s.)

Hervé GAYMARD

Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1482 portant ratification des ordonnances n° 2003-1187 du 11 décembre 2003 modifiant la partie législative du code rural et n° 2003-1188 du 11 décembre 2003 relative à certaines modalités d'adjudication du droit de chasse [3 mars 2004]

Projet de loi constitutionnelle n° 1587 ratifiant l'ordonnance n° 2004-141 du 12 février 2004 portant simplification des élections à la mutualité sociale agricole [5 mai 2004]

Projet de loi n° 1790 ratifiant l'ordonnance n° 2004-570 du 17 juin 2004 portant diverses mesures de simplification dans le domaine agricole [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Marleix. Agriculture. Calamités agricoles. sécheresse, plan d'urgence [1^{er} octobre 2003] (p. 8003)

M. Alain Cousin. Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9947)

M. André Chassaigne. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [5 novembre 2003] (p. 10029)

Mme Arlette Franco. Agroalimentaire. Viticulture. Plan de reconversion qualitative, reconduction, perspectives [19 novembre 2003] (p. 10818)

M. François Dosé. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [19 novembre 2003] (p. 10818)

M. Lionnel Luca. Animaux. Animaux de compagnie. Protection [19 novembre 2003] (p. 10820)

M. Yannick Favennec. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [3 décembre 2003] (p. 11599)

M. Daniel Prévost. Enseignement privé. Maisons familiales rurales. Aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11973)

Mme Hélène Tanguy. Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Quotas, politiques communautaires [9 décembre 2003] (p. 11979)

M. Christophe Priou. Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires. Marins pêcheurs, exercice de la profession, perspectives [7 janvier 2004] (p. 100)

M. Henri Nayrou. Agroalimentaire. Lait et produits laitiers. Parmalat, emploi et activité [7 janvier 2004] (p. 101)

M. Luc-Marie Chatel. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Zones agricoles intermédiaires, perspectives [7 janvier 2004] (p. 105)

M. Gérard Lorgeoux. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 janvier 2004] (p. 108)

Mme Marylise Lebranchu. Transports par eau. Politique de la marine marchande. Pavillon français, perspectives [21 janvier 2004] (p. 642)

M. Claude Gatignol. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [28 janvier 2004] (p. 998)

M. Yves Simon. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [4 février 2004] (p. 1362)

M. Antoine Herth. Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'Etat [4 février 2004] (p. 1364)

M. Jean-Yves Le Drian. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [10 février 2004] (p. 1566)

M. Jacques Le Nay. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [25 février 2004] (p. 1895)

M. Germinal Peiro. Agriculture. Politique agricole. Perspectives [25 février 2004] (p. 1898)

M. Dominique Caillaud. Produits dangereux. Insecticides. Utilisation, conséquences [25 février 2004] (p. 1900)

Mme Muguette Jacquaint. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, conséquences, aide alimentaire [7 avril 2004] (p. 2669)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Antilles. Agriculture, bananes, plan d'urgence [18 mai 2004] (p. 3773)

M. Jean-Claude Lenoir. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [19 mai 2004] (p. 3851)

M. Stéphane Demilly. Politiques communautaires. Agriculture. Négociations, Mercosur, perspectives [26 mai 2004] (p. 4112)

M. Jean Gaubert. Agriculture. Politique agricole. Perspectives [26 mai 2004] (p. 4114)

M. Yannick Favennec. Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [26 mai 2004] (p. 4116)

M. Pierre Forgues. Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), perspectives [26 mai 2004] (p. 4116)

M. Pierre Méhaignerie. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), politique agricole, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4272)

Mme Henriette Martinez. Animaux. Dégâts des animaux. Loups, Alpes [2 juin 2004] (p. 4354)

M. Marcel Bonnot. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [15 juin 2004] (p. 4913)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Politiques communautaires. Agriculture. Négociations, Organisation mondiale du commerce (OMC), Mercosur, perspectives [16 juin 2004] (p. 4993)

M. Martial Saddier. Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'Etat [30 juin 2004] (p. 5743)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Enseignement privé. Maisons familiales rurales. Aides de l'Etat [14 octobre 2003] (p. 8484)

M. Pierre Forgues. Elevage. Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL). Fonctionnement, financement [14 octobre 2003] (p. 8486)

M. Jean-Pierre Blazy. Agriculture. Maladies et parasites. Chrysomèle des racines du maïs, traitement, conséquences [14 octobre 2003] (p. 8487)

M. Alain Venot. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [20 janvier 2004] (p. 558)

M. Henri Nayrou. Collectivités territoriales. Urbanisme. Financement, réglementation [27 janvier 2004] (p. 924)

M. Louis-Joseph Manscour. Outre-mer. DOM : Martinique. Agriculture, bananes, ananas, plan d'urgence [27 janvier 2004] (p. 921)

M. Arnaud Lepercq. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [27 janvier 2004] (p. 923)

M. Jacques Le Guen. Agriculture. Organisations de producteurs. Constitution, réglementation, conséquences [27 janvier 2004] (p. 920)

M. François Sauvadet. Agriculture. Agriculteurs. Revendications [3 février 2004] (p. 1246)

M. Daniel Spagnou. Secteur public. Etablissements publics. Associations syndicales de propriétaires, fonctionnement, réforme, perspectives [4 mai 2004] (p. 3262)

Mme Françoise Imbert. Agriculture. Ail violet. Soutien du marché [1^{er} juin 2004] (p. 4251)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Sa réponse (p. 8365)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8365 et s.)
Parlement : rôle (p. 8365)
Pays étrangers : Brésil (p. 8367)
Pays étrangers : Etats-Unis : agriculture (p. 8366)
Pays étrangers : Inde : services (p. 8367)
Politique économique : mondialisation (p. 8365)
Politique extérieure : aide au développement (p. 8366)
Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 8366)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8365, 8367)
Union européenne : élargissement (p. 8365)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9172)

Ses réponses (p. 9181 à 9201)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 9176)
Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9172, 9179 et s.)
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9177)
Agriculture : crédits (p. 9173 et s.)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9174, 9176)
Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9172)
Agriculture : montagne (p. 9177)
Agriculture : offices d'intervention : crédits budgétaires (p. 9176)
Agriculture : pollution (p. 9175)
Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 9175)
Agroalimentaire : équarrissage (p. 9175)
Agroalimentaire : organisation commune du marché (OCM) (p. 9173)
Agroalimentaire : viticulture (p. 9175)
Aménagement du territoire : zones rurales (p. 9174, 9180)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9178)
Bois et forêts : forêts (p. 9178)
Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 9175)
Elevage : bâtiments (p. 9174)
Elevage : bovins : aides (p. 9174)
Elevage : bovins : fourrage (p. 9172)
Elevage : équidés : haras (p. 9178)
Elevage : volailles (p. 9176)
Enseignement agricole (p. 9178 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9176)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9172 et s.)
Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9173)
Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 9173)
Retraites : régime agricole (p. 9179 et s.)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9177)
Santé : sécurité sanitaire (p. 9174)
Travail : travail saisonnier : agriculture (p. 9177)
Union européenne : élargissement (p. 9173 et s.)

Réponses aux questions :

Agriculture : calamités agricoles : Loir-et-Cher (p. 9196) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9196)
 Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9190) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 9189)
 Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9191) (M. Yannick Favennec) (p. 9191)
 Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9197) (M. Jean-François Chossy) (p. 9196)
 Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9188) (M. Jean-Louis Christ) (p. 9188)
 Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9189) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 9189)
 Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9181) (M. Philippe Auberger) (p. 9181)
 Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9185 et s.) (M. André Chassaing) (p. 9185)
 Agriculture : montagne (p. 9182) (M. Francis Saint-Léger) (p. 9181)
 Agriculture : pollution (p. 9192) (M. Jacques Le Guen) (p. 9192)
 Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Pas-de-Calais (p. 9197) (M. Jean-Claude Leroy) (p. 9197)
 Agroalimentaire : équarrissage (p. 9182 et s.) (M. Michel Vergnier) (p. 9182)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 9197 et s.) (M. Kléber Mesquida) (p. 9197)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 9198) (M. Jacques Pélissard) (p. 9198)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 9199 et s.) (M. Jean-Louis Christ) (p. 9199)
 Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 9187) (M. François Liberti) (p. 9186)
 Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : conseil supérieur de la pêche (p. 9198) (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 9198)
 Bois et forêts : forêts (p. 9194) (M. François Brottes) (p. 9193)
 Elevage : bâtiments (p. 9182) (M. Francis Saint-Léger) (p. 9182)
 Elevage : bovins : fourrage (p. 9181) (M. Serge Roques) (p. 9180)
 Elevage : bovins : fourrage (p. 9200) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 9200)
 Elevage : équidés (p. 9189) (M. Lionnel Luca) (p. 9189)
 Enseignement agricole (p. 9188) (M. Dominique Caillaud) (p. 9187)
 Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 9195) (M. Thierry Mariani) (p. 9195)
 Outre-mer : Guadeloupe : agriculture (p. 9183 et s.) (M. Victorin Lurel) (p. 9183)
 Outre-mer : Martinique : agriculture (p. 9201) (M. Alfred Almont) (p. 9200)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9184 et s.) (M. Christian Paul) (p. 9184)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9191) (M. Jean-Paul Chanteguet) (p. 9190)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9194 et s.) (M. Alain Gouriou) (p. 9194)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9187) (M. François Liberti) (p. 9186)
 Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 9187) (M. François Liberti) (p. 9186)
 Retraites : régime agricole (p. 9187) (M. André Chassaing) (p. 9187)
 Retraites : régime agricole (p. 9190) (M. Germinal Peiro) (p. 9190)
 Retraites : régime agricole (p. 9192) (M. Daniel Garrigue) (p. 9192)
 Retraites : régime agricole (p. 9193) (M. Alain Néri) (p. 9193)
 Retraites : régime agricole (p. 9199) (M. Jean Proriot) (p. 9199)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9183) (M. Michel Vergnier) (p. 9182)

Vote des crédits et articles rattachés [21 octobre 2003] (p. 9201)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 9202)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 9202)

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 49 au titre des mesures nouvelles

Son intervention (p. 9203)

Intervient sur l'amendement n° 62 du Gouvernement (augmentation des crédits AGRIDIF : étalement et prise en charge partielle des cotisations sociales des agriculteurs en difficulté) (p. 9203)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 471)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 498)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 504)

Sa réponse (p. 651)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 658)

Son intervention (p. 662)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 658)

Agriculture : exploitants (p. 472)

Agriculture : installation (p. 499)

Agroalimentaire : traçabilité (p. 658)

Agroalimentaire : viticulture (p. 664)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : zones de revitalisation rurale (p. 471 et s., 477, 498 et s. 505, 658, 663 et s.)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 472)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 472)

Aménagement du territoire : montagne (p. 472, 476, 664)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 475, 663)

Bois et forêts : forêts (p. 476)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 475)

Chambres consulaires (p. 472, 476)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 473, 477)

Collectivités territoriales : ressources (p. 663)

Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 505)

Entreprises : sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER) (p. 474, 658)

Environnement : zones humides (p. 476, 664)

Formation professionnelle (p. 474)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : équipements pour l'emploi d'handicapés (p. 474)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 474)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 474)

Logement : logement social : zones rurales (p. 474 et s.)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 499)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 473, 499, 504 et s., 658)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 475, 505)

Professions de santé : vétérinaires (p. 475)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 473, 475, 499)

Travail : pluriactivité (p. 474, 664)

Travail : travail saisonnier (p. 474)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)*Avant le titre Ier*

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (création d'un titre liminaire : solidarité nationale en faveur des territoires ruraux et de montagne assurée par l'Etat et reconnaissance de leur spécificité) (p. 665)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1230 de M. Jean Lassalle (réflexion sur le développement des territoires ruraux) (p. 666)

Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Jean Lassalle (services et équipements de proximité en zones rurales) (p. 666)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1351 de M. Augustin Bonrepaux (création de zones franches rurales) (p. 706)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (création par les communes de services indispensables aux besoins de la population en milieu rural) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 914 de M. François Brottes (majoration spécifique de la dotation de développement rural) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 913 de M. François Brottes (progression annuelle de la dotation de fonctionnement minimale) (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 711)

Intervient sur l'amendement n° 915 de M. François Brottes (majoration de dotations aux communautés de communes rurales maintenant des services de proximité) (p. 713)

Intervient sur l'amendement n° 779 de M. Antoine Herth (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715)

Intervient sur l'amendement n° 825 rectifié de M. Yves Coussain (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716)

Intervient sur l'amendement n° 1072 de M. Jean Gaubert (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Jean Lassalle (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Louis Cosyns (affiliation à la caisse des congés payés des travaux publics des entreprises paysagistes réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires en travaux paysager) (p. 718)

Intervient sur l'amendement n° 1450 de M. Augustin Bonrepaux (dispositifs fiscaux dans les périmètres d'aménagement rural incitatifs) (p. 719)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Jean Lassalle (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Michel Bouvard (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur le sous-amendement n° 1424 de M. François Brottes (assistance technique de l'Etat aux communes situées en ZRR) à l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Jean Lassalle (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Michel Bouvard (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. François Vannson (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 878 de M. Jean Lassalle (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Michel Bouvard (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 1075 de M. François Vannson (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 879 corrigé de M. Jean Lassalle (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 887 de M. Jean Lassalle (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 923 de M. François Brottes (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Michel Bouvard (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 1081 corrigé de M. François Vannson (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. André Chassaigne (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. André Chassaigne (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 918 de M. François Brottes (zones de revitalisation rurale prioritaires en matière de services publics et de services de proximité) (p. 727)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean Auclair (concertation avant toute modification de la carte scolaire) (p. 729)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Jean Lassalle (exonérations de cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les emplois associatifs) (p. 731)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (intitulé du chapitre II : "activités économiques en milieu rural") (p. 738)

Intervient sur l'amendement n° 908 de Mme Marylise Lebranchu (activités économiques et culturelles) (p. 738)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 741 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1260 de Mme Marylise Lebranchu (diffusion d'œuvres culturelles en milieu rural) (p. 748)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (extension aux SIDER du régime d'amortissement des sociétés d'investissement régional) (p. 748)

Intervient sur l'amendement n° 815 deuxième rectification du Gouvernement (extension aux SIDER du régime d'amortissement des sociétés d'investissement régional) (p. 748)

Article 3 (assouplissement de la règle du repos hebdomadaire pour les activités d'agro-tourisme)

Son intervention (p. 749)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (adaptation des critères de classement en station balnéaire) (p. 750)

Intervient sur le sous-amendement n° 1434 de M. Yves Coussain (rédactionnel) à l'amendement n° 163 de la commission (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 1436 du Gouvernement (dispositif d'incitation fiscale en faveur de l'investissement dans les résidences de tourisme neuves et dans la réhabilitation d'immeubles de tourisme) (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 752)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 753 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (jeunes agriculteurs exonérés d'impôt sur les plus-values) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Jean Launay (droit des agriculteurs retraités de poursuivre une activité trufficole) (p. 758)

Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Jean Launay (aménagement de la fiscalité sur la transmission des terrains plantés à vocation truffière) (p. 758)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 759 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Philippe-Armand Martin (régime fiscal des EARL non familiales) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 1411 rectifié de M. Yves Coussain (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exercice, par l'associé d'un GAEC, d'une activité autre que celle d'exploitant agricole) (p. 764)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 765 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (autorisation de la participation des mineurs à la constitution d'une EARL) (p. 768)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 768 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Philippe-Armand Martin (exonération de l'ISF des biens à usage professionnel loués par bail à long terme à un proche parent) (p. 770)

Article 8 (dispense d'architecte pour les constructions de faible importance effectuées par des EARL à associé unique)

Son intervention (p. 774)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Martial Saddier (représentation obligatoire de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) (p. 775)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. André Chassaing (p. 775 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (modalités d'attribution de baux portant sur des biens appartenant à des sections de commune) (p. 776)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Jean Gaubert (rédaction de l'article L. 411-35 du code rural) (p. 776)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Charles Taugourdeau (dispense d'autorisation d'exploitation commerciale pour les pépiniéristes et horticulteurs vendant leur production au détail) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (dispense d'agrément préalable pour les unités de production n'ayant pas pour objet principal la production d'huiles utilisées comme carburant ou comme combustible) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Jean Dionis du Séjour (dispense d'agrément préalable pour les unités de production n'ayant pas pour objet principal la production d'huiles utilisées comme carburant ou comme combustible) (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Léonce Deprez (régime des carrières de marne et de craie) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Léonce Deprez (régimes applicables aux petites carrières) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Robert Lecou (exonération partielle d'impôt sur le revenu des baux conclus avec un jeune agriculteur) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Robert Lecou (plus-values de cession d'une entreprise agricole à un jeune agriculteur exonérées) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 781)

Intervient sur l'amendement n° 733 rectifié de M. Frédéric Soulier (conditions d'application du régime fiscal forestier aux zones à vocation truffière) (p. 783)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Rouault (changement de destination des bâtiments agricoles) (p. 784)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de M. Jean Lassalle (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. Alain Marty (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 785)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Marc Le Fur (développement des exploitations agricoles) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (développement des exploitations agricoles : aménagement du principe de réciprocité) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 558 de M. André Chassaing (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. André Chassaing (mesures en faveur des coopératives agricoles) (p. 787)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Philippe-Armand Martin (procédure de suspension administrative du contrat de fourniture) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (procédure administrative de recouvrement des créances des intermédiaires agricoles) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 603 du Gouvernement (définition de l'agrément des produits sous appellation d'origine) (p. 790)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Jean-Pierre Giran (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Marc Le Fur (composition des conseils départementaux d'hygiène) (p. 791)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Michel Raison (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Intervient sur l'amendement n° 1038 de M. Jean Lassalle (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Dominique Juillot (scieries autorisées à provisionner des investissements futurs) (p. 793)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. François Brottes (schéma pluriannuel de développement des services d'accueil communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six ans) (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 1336 de M. François Brottes (renforcement des associations qui créent des services en milieu rural) (p. 794)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Bernard Accoyer (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Jean Auclair (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 828 deuxième rectification de M. Yves Coussain (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1004 de M. Michel Bouvard (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Vannson (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1223 de M. Jean Dionis du Séjour (crédit d'impôt pour l'équipement micro-informatique des familles vivant dans les ZRR) (p. 798)

Intervient sur l'amendement n° 891 de M. Joël Giraud (accueil et formation des saisonniers) (p. 799)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Michel Bouvard (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. André Chassaing (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. André Chassaing (cumul des périodes des contrats saisonniers successifs dans une même entreprise pour le calcul de l'ancienneté) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (limitation de la solidarité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (conversion en indemnité du repos compensateur du travailleur saisonnier en fin de contrat) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 1348 de M. François Brottes (responsabilité des entrepreneurs individuels de transports en milieu rural) (p. 809)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de M. Michel Bouvard (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. François Vannson (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811)

Intervient sur le sous-amendement n° 1368 de M. Alain Gest (étude d'impact préalable aux fermetures d'école en milieu rural) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur le sous-amendement n° 1369 de M. Alain Gest (qualité de l'enseignement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur le sous-amendement n° 1459 de M. Augustin Bonrepaux (coûts supplémentaires compensés par l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Joël Giraud (promotion du travail saisonnier par le Gouvernement) (p. 817)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 819 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. André Chassaigne (obligation faite aux groupements d'employeurs de recourir aux contrats à durée indéterminée) (p. 821)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Jean-Pierre Decool (privilège spécial du groupement d'employeurs en cas de liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 604 rectifié du Gouvernement (réserve spéciale non imposable couvrant les conséquences de la défaillance d'un adhérent du groupement d'employeurs) (p. 821)

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Antoine Herth (clarification du fonctionnement des coopératives) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. Antoine Herth (harmonisation des dispositions applicables aux coopératives en matière de contrôle financier) (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Decool (entreprises ayant des établissements multiples autorisées à adhérer à des groupements d'employeurs dans le cadre d'accords d'établissement) (p. 823)

Intervient sur le sous-amendement n° 1443 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Decool (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Charles Taugourdeau (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 751 de M. Jean-Pierre Decool (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (prise en charge des créances salariales d'un membre d'un groupement d'employeurs mis en liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Charles Taugourdeau (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 750 de M. Jean-Pierre Decool (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) (p. 823)

Intervient sur l'amendement n° 382 rectifié de M. Jean-Charles Taugourdeau (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 755 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Ménard (exonération de l'impôt sur le revenu en faveur des médecins pour les honoraires perçus lors des visites de nuit, de dimanche ou pour celles effectuées par un remplaçant) (p. 825)

Article 14 (clarification de la notion d'activité principale des travailleurs pluriactifs non salariés)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Christian Kert (p. 825)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. André Chassaigne (réaffirmation du rôle essentiel de la MSA en matière de service public et de services à la personne) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. André Chassaigne (mode de scrutin pour les premier et troisième collèges électoraux de la MSA) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. André Chassaigne (départementalisation de la circonscription électorale des électeurs du deuxième collège et parité dans les caisses de la MSA entre délégués exploitants et délégués salariés) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. André Chassaigne (syndicats représentatifs autorisés à présenter des listes incomplètes pour les élections du deuxième collège de la MSA) (p. 826)

Intervient sur l'amendement n° 784 de M. Antoine Herth (champ d'application des conventions collectives dans les secteurs agricole et para-agricole) (p. 827)

Article 16 (adaptation du dispositif du congé individuel de formation aux salariés du monde agricole)

Son intervention (p. 827)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 1273 de M. André Chassaigne (mise en place d'une caisse de congés payés pour les travailleurs saisonniers agricoles) (p. 828)

Article 17 (application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue au statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 828 et s.)

Article 18 (assouplissement des dispositions relatives au travail intermittent des personnes handicapées employées par des ateliers protégés)

Son intervention (p. 834)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Jean-Pierre Decool (réduction du seuil de compétence de la commission départementale d'équipement commercial) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Yves Censi (accueil des élèves handicapés dans les établissements d'enseignement agricole) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 830 de M. Dominique Juillot (mesures en faveur du bois de chauffage) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Denis Merville (exonération temporaire de cotisations sociales en cas de reprise d'un commerce rural) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean Launay (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 836)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 1234 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (cartes communales et intercommunales des sites argileux) (p. 837)

Intervient sur l'amendement n° 507 de Mme Geneviève Colot (distance minimale entre deux centres d'enfouissement des ordures ménagères) (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 1170 de M. François Brottes (extension des pouvoirs de police du maire sur les dépôts privés d'ordures non autorisés) (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Michel Bouvard (espaces boisés en montagne) (p. 839)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 841 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 848)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 848)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 849)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 850)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Michel Sordi (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. André Chassaigne (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Michel Sordi (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. André Chassaigne (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Auclair (limitation du droit de préemption des SAFER) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 506 de Mme Geneviève Colot (notification au maire de certains actes de donation en vue de l'utilisation du droit de préemption) (p. 854)

Article 21 (création d'une agence régionale des espaces agricoles et naturels périurbains)

Son intervention (p. 855)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. André Chassaingne (insertion d'une division : "accès au foncier et installation des jeunes") (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. André Chassaingne (SAFER obligées légalement à favoriser l'installation) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. André Chassaingne (schémas directeurs départementaux des structures agricoles) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. André Chassaingne (dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 855)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. André Chassaingne (schémas directeurs départementaux des structures agricoles ; encouragement à l'agrandissement) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe-Armand Martin (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Kléber Mesquida (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 1006 de M. Michel Bouvard (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Charles de Courson (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Philippe-Armand Martin (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Kléber Mesquida (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Avant l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (schémas régionaux de prévention des risques naturels) (p. 858)

Intervient sur l'amendement n° 226 de la commission (concours des SAFER à la protection de l'environnement) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 227 rectifié de la commission (composition du conseil d'administration des SAFER) (p. 859)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Michel Bouvard (droit communal de préemption des biens vacants) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 1367 de M. François Brottes (remembrement foncier forestier) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Michel Bouvard (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (p. 860)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (autorisations dérogatoires d'opérations d'urbanisme sur certaines friches forestières) (p. 861)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 862)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (expropriation, en cas d'abandon manifeste, des voies privées assorties d'une servitude de passage public) (p. 869)

Intervient sur l'amendement n° 1171 de M. François Brottes (intervention des SAFER dans les opérations d'aménagement concerté d'espaces) (p. 869)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 870)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 871)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 872 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 1187 de M. François Brottes (encouragement fiscal à l'investissement en forêt) (p. 873)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 874)

Article 27 (suppression de la réorganisation foncière)

Son intervention (p. 875)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 1172 de M. François Brottes (droit de préemption en vue de la sauvegarde des espaces naturels) (p. 877)

Intervient sur l'amendement n° 1173 de M. François Brottes (objet unique d'un aménagement : sauvegarde ou mise en valeur d'un espace naturel) (p. 877)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 877 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 1015 de M. François Brottes (exonérations fiscales prévues en cas de remembrement au sein d'un massif forestier) (p. 879)

Article 29 (échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux)

Son intervention (p. 879 et s.)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 881)

Article 31 (décentralisation des procédures de réglementation et de protection des boisements)

Son intervention (p. 881)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 1391 de M. Yves Coussain (de coordination) (p. 881)

Intervient sur le sous-amendement n° 1479 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 1391 de M. Yves Coussain (p. 881)

Article 32 (adaptation des associations foncières d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 882)

Article 33 (délais et exceptions pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aménagement foncier)

Son intervention (p. 882)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean Auclair (contrôle des GAEC lorsqu'un associé exploitant atteint l'âge de la retraite) (p. 886)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean Auclair (assouplissement de l'autorisation des agrandissements ou de la transmission des exploitations) (p. 886)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 887 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. André Chassaingne (taxe communale d'habitation sur les logements vacants) (p. 889)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son intervention (p. 890 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. André Chassaingne (logements locatifs sociaux pour travailleurs saisonniers) (p. 892)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Yves Censi (régime du logement des salariés agricoles) (p. 893)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Son intervention (p. 893)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 1014 de M. François Brottes (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 1089 de M. François Vannson (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) (p. 894)

Intervient sur l'amendement n° 1408 du Gouvernement (fiscalité de la réhabilitation du patrimoine traditionnel de logements outre-mer) (p. 894)

Avant l'article 62

Son intervention (p. 1013)

Intervient sur l'amendement n° 337 de la commission (création d'un chapitre) (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 1123 de M. Michel Bouvard (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 1324 de M. François Brottes (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 1051 de M. Jean Lassalle (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Jean-Louis Christ (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Michel Bouvard (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1321 de M. François Brottes (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Jean Lassalle (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1105 corrigé de M. François Vannson (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1130 corrigé de M. Michel Bouvard (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 902 de M. Joël Giraud (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1019)

Intervient sur l'amendement n° 1184 de M. François Brottes (délai d'autorisation tacite d'une installation de microcentrale) (p. 1020)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission (création d'un nouveau chapitre) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 1339 de M. François Brottes (autorisation d'urbanisme commercial et consultation du comité de massif) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1061 corrigé de M. Jean Lassalle (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1129 corrigé de M. Michel Bouvard (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1323 de M. François Brottes (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1345 de M. François Brottes (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1344 de M. François Brottes (services au public en zone de montagne) (p. 1036)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Jean Lassalle (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) (p. 1036)

Intervient sur l'amendement n° 1103 de M. François Vannson (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) (p. 1036)

Article 63 (possibilité pour les communes de montagne de reverser tout ou partie de la taxe de séjour aux EPCI)

Son intervention (p. 1036)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 346 de la commission (fixation du taux de la taxe sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 903 de M. François Brottes (vice-présidents des commissions syndicales de gestion des biens indivis intercommunaux) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 347 rectifié de la commission (création d'un nouveau chapitre) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Jean Lassalle (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1107 de M. François Vannson (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1133 de M. Michel Bouvard (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1200 de M. François Brottes (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1199 de M. François Brottes (constructibilité - rives des plans d'eau) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 349 de la commission (constructibilité - rives des plans d'eau intérieurs) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 1198 corrigé de M. François Brottes (constructibilité - rives des plans d'eau intérieurs) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 1197 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039)

Intervient sur l'amendement n° 1413 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039)

Intervient sur l'amendement n° 1352 de M. François Brottes (seuils d'application de procédures d'aménagements en montagne) (p. 1039)

Intervient sur l'amendement n° 1135 de M. Michel Bouvard (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1041)

Intervient sur l'amendement n° 730 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (critères de classement en zones de montagne) (p. 1042)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son intervention (p. 1042)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 1487 de M. Joël Giraud (logement des saisonniers) (p. 1044)

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. François Vannson (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1044)

Intervient sur l'amendement n° 1490 de M. François Brottes (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1044)

Intervient sur l'amendement n° 1488 de M. Michel Bouvard (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1044)

Intervient sur l'amendement n° 967 de M. François Brottes (normes des refuges de montagne) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 1526 du Gouvernement (normes des refuges de montagnes) (p. 1046)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 352 de la commission (remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les carburants pour les petites entreprises des communes de montagne) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Michel Bouvard (ouvrages nécessaires au débardage des bois d'exploitation; propriétés forestières des communes classées en zones de montagne) (p. 1050)

Intervient sur l'amendement n° 1332 de M. François Brottes (taxe de séjour intercommunale dans les zones de montagne) (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (travaux sectionaux d'intérêt communal; charges financières; répartition) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Lassalle (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Michel Bouvard (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1504 de M. Michel Bouvard (dotation des communautés de communes) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1500 de M. Michel Bouvard (vice-présidents) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1501 de M. Michel Bouvard (biens indivis des communes) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Michel Bouvard (sauvegarde de l'hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 1416 de M. François Brottes (réhabilitation des bâtiments ayant eu un usage agricole) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Henriette Martinez (reconnaissance du pastoralisme) (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Spagnou (reconnaissance de productions de qualité issues de l'activité pastorale ou agricole) (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1137 de M. Michel Bouvard (pharmacies implantées dans les stations de sports d'hiver) (p. 1063)

Intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Henriette Martinez (routes à grande circulation ; inconstructibilité) (p. 1064)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Francis Saint-Léger (autoroutes et voies express ; inconstructibilité) (p. 1064)

Intervient sur l'amendement n° 356 deuxième correction de la commission (massifs : directives territoriales ; adaptations) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1196 corrigé de M. François Brottes (massifs : directives territoriales ; adaptations) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 357 de la commission (télécommunications : aménagements particuliers en montagne) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1185 de M. François Brottes (aides du FISAC : attribution régionale) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Michel Bouvard (critères permettant de déterminer les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1088)

Intervient sur l'amendement n° 1263 de M. François Brottes (élargissement du périmètre des zones de revitalisation rurale à des communautés de communes en déclin économique ou démographique) (p. 1089)

Intervient sur l'amendement n° 1140 de M. Michel Bouvard (adaptation, pour les zones de montagne, des modalités d'établissement du classement en zone géographique utilisé pour les aides de l'ANAH) (p. 1089)

Intervient sur l'amendement n° 1147 de M. Michel Bouvard (classement des communes associées ou ayant fusionné) (p. 1090)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 724 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : installation en zone rurale ; fiscalité) (p. 1090)

Intervient sur l'amendement n° 587 précédemment réservé de M. André Chassaigne (médecins : installation en zone rurale ; sécurité sociale) (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 520 précédemment réservé de M. André Chassaigne (pharmaciens : installation en zone rurale ; fiscalité) (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurte (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : zones rurales ; fiscalité) (p. 1093)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 1091 précédemment réservé de M. François Vannson (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094)

Intervient sur l'amendement n° 1340 précédemment réservé de M. François Brottes (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son intervention (p. 1175)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 1301 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (exonération des plus-values réalisées lors des mutations de droit de présentation de clientèle) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 1302 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (réduction du taux du droit de mutation applicable aux cessions de parts sociales de sociétés implantées dans certaines communes) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 917 corrigé précédemment réservé de M. François Brottes (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 1303 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (taxe professionnelle des vétérinaires exerçant en milieu rural) (p. 1178)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 1178 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 844 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (délivrance des médicaments vétérinaires dans les locaux de l'officine de pharmacie ou au domicile d'exercice du vétérinaire) (p. 1185)

Intervient sur l'amendement n° 934 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (missions du vétérinaire sanitaire) (p. 1185)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 1335 précédemment réservé de M. François Brottes (majoration des crédits affectés à la dotation de solidarité rurale) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 1188 précédemment réservé de M. François Brottes (conventions de gestion des espaces naturels et contrats d'objectifs) (p. 1186)

Article 42 précédemment réservé (assouplissement du DEFI-forêt en zones de montagne)

Son intervention (p. 1186)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 323 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (inscription d'un arbre sur la liste des monuments naturels et des sites) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 521 précédemment réservé de M. André Chassaigne (rédactionnel : associations syndicales de gestion forestières) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de la commission (exonération cinquantenaire de taxe sur le foncier non bâti pour les terrains plantés en résineux en zones de montagne) (p. 1187)

Article 44 précédemment réservé (durée minimale des conventions pluriannuelles de pâturage et conventions de mise à disposition d'espaces pastoraux aux SAFER)

Son intervention (p. 1187)

Article 45 précédemment réservé (conventions pluriannuelles de pâturage dans les forêts du domaine de l'Etat ou relevant du régime forestier)

Son intervention (p. 1188)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 252 précédemment réservé de la commission (modalités de constitution des associations foncières pastorales) (p. 1188)

Intervient sur l'amendement n° 961 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) (p. 1188)

Intervient sur l'amendement n° 1096 précédemment réservé de M. François Vannson (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) (p. 1188)

Article 46 précédemment réservé (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les espaces pastoraux)

Son intervention (p. 1188 et s.)

Article 47 précédemment réservé (droit de passage des troupeaux sur les fonds agricoles abandonnés)

Son intervention (p. 1189)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de la commission (modalités d'attribution des biens sectionnaux aux exploitants agricoles) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 1330 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 1331 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 256 précédemment réservé de la commission (reprise des biens sectionnaux en cas de non respect du règlement d'attribution) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 257 précédemment réservé de la commission (chiens de protection de troupeaux) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1261 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (chiens de garde ou de protection de troupeaux) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1496 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1097 rectifié précédemment réservé de M. François Vannson (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture : consultation permanente) (p. 1192)

Avant l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales des chasseurs associées à la politique de développement des territoires ruraux) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. André Chassaigne (formation initiale et professionnelle en agriculture) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. André Chassaigne (crédits destinés à la formation initiale et professionnelle en agriculture) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 527 de M. André Chassaigne (enseignement agricole ; centres de ressources) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 1114 de M. François Vannson (mise en œuvre de schémas régionaux éoliens) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1113 de M. François Vannson (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1264 de M. François Brottes (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1265 de M. François Brottes (commissions départementales de présence postale) (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 905 de M. Henri Nayrou (contrats d'accès au service public) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Henri Nayrou (délégation interministérielle à la ruralité) (p. 1195)

Intervient sur l'amendement n° 907 de Mme Marylise Lebranchu (mise en place, à l'horizon 2008, de Maisons de la justice et du droit assurant un service itinérant dans les communes rurales) (p. 1195)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son intervention (p. 1196)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. André Chassaigne (ouverture des établissements secondaires d'enseignement agricole aux collectivités territoriales, aux associations et à la population) (p. 1197)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (programmes de l'enseignement agricole) (p. 1197)

Intervient sur l'amendement n° 567 rectifié de M. Martial Saddier (enseignement agricole ; projet d'établissement) (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 609 du Gouvernement (mesure de simplification des procédures d'élaboration des textes d'application à l'enseignement agricole) (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Martial Saddier (rôle d'insertion des jeunes et des adultes) (p. 1198)

Intervient sur le sous-amendement n° 1485 de M. Yves Coussain (rédactionnel) à l'amendement n° 566 de M. Martial Saddier (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 1482 du Gouvernement (concours d'écoles vétérinaires : validation) (p. 1199)

Intervient sur l'amendement n° 1483 du Gouvernement (INRA - promotion de classe - validation) (p. 1199)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son intervention (p. 1199 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 729 de M. Jean-Claude Lemoine (centres régionaux de la propriété forestière : consultation ; filière forêt-bois) (p. 1200)

Article 68 (organisation et rôle des chambres régionales d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 990 de M. François Brottes (p. 1200)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. André Chassaigne (chambres d'agriculture : mode d'élection) (p. 1201)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. André Chassaigne (composition des chambres d'agriculture départementales) (p. 1201)

Article 70 (actions menées par les chambres d'agriculture départementales et régionales)

Son intervention (p. 1201)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. André Chassaigne (développement de mécanismes alternatifs de collecte et d'élimination des animaux d'élevage morts) (p. 1201)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 1202 et s.)

Après l'article 72

Intervient sur le sous-amendement n° 1475 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 832 de M. Dominique Juillot (Centre national professionnel de la propriété forestière : consultation) (p. 1203)

Intervient sur l'amendement n° 610 du Gouvernement (possibilité pour deux entreprises ayant un lien de capital d'assurer, d'un côté, une mission d'équarrissage et, de l'autre, une activité de commerce et de transport) (p. 1203)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. André Chassaigne (promotion d'emplois permanents, sécurisés et qualifiés inscrite dans la loi) (p. 1204)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Sa réponse (p. 4901)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 4901)

Agriculture : installation (p. 4903)

Environnement (p. 4903 et s.)

Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4901, 4904)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4901 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 4902)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4902 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 4903)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-présidentE de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 25 novembre 2003] (p. 20011)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 21 juillet 2004] (p. 13096)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [14 octobre 2003] (p. 8500)

Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Remise en cause [2 décembre 2003] (p. 11509)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [16 juin 2004] (p. 4987)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 532, posée le 6 janvier 2004. Fonction publique hospitalière. Filière socio-éducative (J.O. Questions p. 5). Appelée le 6 janvier 2004. Personnel, revendications (p. 11)

n° 653, posée le 6 avril 2004. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 6 avril 2004. Amiante, victimes, indemnisation (p. 2622)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8084) : rejetée (p. 8088)

Thèmes :

Régions : Nord-Pas-de-Calais : santé publique (p. 8086)

Santé : personnes âgées (p. 8085)

Santé : politique de la santé (p. 8084)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8085)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)**Article 6 (programmes nationaux de santé)**

Son intervention (p. 8213)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 8215)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 8232)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 544 (information de l'ensemble des services d'urgence départementaux et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (dispositif de crise dénommé "plan blanc" dans chaque établissement de santé) (p. 8235) : adopté (p. 8236)

Son sous-amendement n° 545 ("plan Santé Urgences" au lieu de "plan blanc élargi") à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8235) : rejeté (p. 8236)

Son sous-amendement n° 546 (information de l'ensemble des services d'urgence concernés et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8235) : adopté (p. 8236)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 8243)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8277)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Claude Evin (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8284)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8286 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Door (apprentissage des premiers gestes de secours pour les élèves de collège et de lycée) (p. 8293)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8294)

Intervient sur l'amendement n° 336 troisième rectification de M. Bernard Accoyer (pratique de la psychothérapie par des professionnels qualifiés) (p. 8296)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Claude Letteurtre (rapport sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8297)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 8329)

Article 51 (formation médicale continue)

Son intervention (p. 8417)

Après l'article 51

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. Jean-Marie Le Guen (absence de pathologie avérée au cours de la grossesse et d'accouchement dystocique) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examen prénatal et postnatal) (p. 8421)

Intervient sur le sous-amendement n° 575 corrigé de M. Alain Marty (rédactionnel) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (p. 8421)

Intervient sur l'amendement n° 559 deuxième rectification du Gouvernement (création et organisation de l'ordre national des kinésithérapeutes) (p. 8426)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son intervention (p. 8459)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)****Après l'article 39**

Son amendement n° 108 (création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) : rejeté (p. 2827)

Son amendement n° 223 (rapport au Parlement sur les conditions de création dans chaque région d'une maison du travail et de la santé) : rejeté (p. 2827)

Article 79 (prolongation d'activité des praticiens hospitaliers)

Son intervention (p. 3158)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)**

Son intervention (p. 9589)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9589)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9591)

Santé : accès aux soins (p. 9590)

Santé : politique de la santé (p. 9590)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9589)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)**Article 1er (approbation du rapport annexé)**

Son amendement n° 170 (p. 9675)

Son amendement n° 172 (p. 9680)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation à l'assurance maladie des droits sur l'alcool et le tabac) (p. 9700)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9703)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9736)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9748)

Ses explications de vote (p. 9895)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10076)

Femmes : droits (p. 10076)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10075)

Travail : égalité sociale (p. 10076)

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)*Procédure des questions :*

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 10398)

Santé : sida (p. 10397)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)*Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)*

Son intervention (p. 10414)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)*Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)*

Son intervention (p. 10934)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 11050)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)*Avant l'article 1er A*

Intervient sur le sous-amendement n° 275 rectifié du Gouvernement (création d'espaces de réflexion d'éthique) à l'amendement n° 19 de la commission (rôle du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 12064)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (mention sur la carte Vitale du refus de prélèvement d'organes en cas de décès) (p. 12095)

Article 7 (prélèvement d'organes)

Son intervention (p. 12106 et s.)

Son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 56 de la commission (p. 12106)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 61 rectifié de la commission (généralisation à tous les établissements de santé de la mission de prélever organes et tissus) (p. 12109)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12137)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [18 décembre 2003] (p. 12659)
Abstention du groupe socialiste (p. 12660)**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)*Après l'article 53*

Intervient sur l'amendement n° 804 de M. Simon Renucci (consultation obligatoire des régions pour les schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) (p. 2307)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2313)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2320)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4339)

Thèmes :

Handicapés : enfants (p. 4339)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4339)

Handicapés : sourds (p. 4339)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]*

Son intervention (p. 5880 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5966 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5990 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6002 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6136 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6165 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6187)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6647)

Guy GEOFFROY

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Rapporteur du projet de loi relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse (n° 1215) [22 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire (n° 1436) [24 février 2004]

Rapporteur du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (n° 1155) [6 avril 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat (n° 1215), relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse [18 novembre 2003] (n° 1232)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1436), portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire [25 février 2004] (n° 1456)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 1155) pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [10 avril 2004] (n° 1541)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat (n° 1638), pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [16 juin 2004] (n° 1674)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement maternel et primaire, Ecoles. Zones rurales, aides de l'État [5 novembre 2003] (p. 10034)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que certains, au mépris du Règlement, dénie aux députés de la majorité le droit de répondre au Gouvernement [23 juillet 2004] (p. 7184)

DÉBATS**Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11061)

Son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 4 de la commission des finances (p. 11061)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11982)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : élections régionales (p. 11982)

Elections et référendums : référendums : Corse (p. 11982)

Femmes : parité : élections et référendums (p. 11982)

Politique générale : institutions : réforme (p. 11982)

Discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11988)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Émile Zuccarelli (extension aux élections à l'Assemblée de Corse des seuils en vigueur pour les élections régionales) (p. 11989)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 594)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 595)

Enseignement : pédagogie (p. 594)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 596)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 595)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 595)

Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 595)

Famille : politique familiale (p. 596)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1344)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : laïcité (p. 1345)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : voile islamique (p. 1344)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2160)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2499)

Après l'article 100 bis

Intervient sur l'amendement n° 1507 rectifié de M. Alain Gest (incompatibilité entre les fonctions d'élu municipal et celles de salarié du centre communal d'action sociale) (p. 2519)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7179)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7192 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1587 à 1615 de membres du groupe socialiste (transfert de compétences soumis à la détermination, par décret en Conseil d'Etat, de critères répondant à l'objectif constitutionnel de péréquation) (p. 7195)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7198)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Son intervention (p. 7418)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : Conseil constitutionnel (p. 7418)

Constitution : article 72-2 : ressources propres (p. 7418)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2574)

Thèmes :

Administration : délais (p. 2574)

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2575)

Constitution : révision (p. 2575)

Parlement : ordre du jour (p. 2575)

Parlement : prérogatives : contrôle parlementaire (p. 2575)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 2574)

Union européenne : Cour de justice : infractions (p. 2574)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Son intervention (p. 3006)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : contrats emplois-jeunes (p. 3007)

Fonction publique territoriale (p. 3006)

Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité (p. 3006)

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 3006)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 3007)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 3007)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3007)

Proposition de loi n° 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Son intervention (p. 3186)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : suffrage universel (p. 3186)

Elections et référendums : élections sénatoriales : démographie (p. 3187)

Elections et référendums : élections sénatoriales : représentation proportionnelle (p. 3187)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3187)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3551)

Intervient sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3589)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3674)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3675)

Collectivités territoriales : autonomie financière : Constitution (p. 3551, 3553)

Collectivités territoriales : autonomie financière : histoire (p. 3551)

Collectivités territoriales : autonomie financière : lois organiques (p. 3553)

Collectivités territoriales : compensations financières : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3551)

Collectivités territoriales : décentralisation : établissements scolaires (p. 3552)

Collectivités territoriales : libre administration : transferts de compétences (p. 3589)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3552)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : Conseil constitutionnel (p. 3589)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3675)

Fonctionnaires et agents publics : réduction du temps de travail (p. 3552)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3675)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3552)

Secteur public : services publics : privatisations (p. 3590)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3680 et s.)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3697 et s.)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3708 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. André Chassaigne (prise en compte, pour les compensations financières, du caractère dynamique dans le temps des dépenses afférentes aux compétences transférées) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Chassaigne (définition de la péréquation comme la compensation des inégalités en matière de bases d'impôts locaux par des dotations de l'Etat) (p. 3722 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Augustin Bonrepaux (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosière (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. André Chassaigne (péréquation en fonction de la proportion de logements sociaux et des handicaps naturels) (p. 3725)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. André Chassaigne (révision décennale de l'évaluation des valeurs locatives) (p. 3725)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. René Dosière (recours libre à l'emprunt par les collectivités locales) (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3726 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Balligand (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Carcenac (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christophe Caresche (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Derosier (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. René Dosière (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Dumont (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Idiart (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Drian (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Victorin Lurel (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Jack Queyranne (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 53 de Mme Ségolène Royal (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pascal Terrasse (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3729)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Balligand (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pierre Bourguignon (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Thierry Carcenac (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christophe Caresche (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Bernard Derosier (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. René Dosière (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Louis Dumont (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Louis Idiart (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Yves Le Drian (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Victorin Lurel (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Didier Migaud (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jack Queyranne (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Ségolène Royal (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Pascal Terrasse (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3730)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Balligand (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Augustin Bonrepaux (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Pierre Bourguignon (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Thierry Carcenac (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christophe Caresche (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. René Dosière (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Louis Dumont (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Louis Idiart (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Yves Le Drian (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Victorin Lurel (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Didier Migaud (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Jack Queyranne (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Ségolène Royal (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Pascal Terrasse (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Explications de vote et vote [18 mai 2004] (p. 3774)

Son intervention (p. 3778)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 6982)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6992)

Son intervention (p. 7014)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : statistiques (p. 6983)

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6982)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : ressources propres (p. 6982)

Constitution : ressources propres (p. 6993, 7014)

Constitution : article 72-2 (p. 6982, 6993, 7014)

Constitution : révision : lois organiques (p. 6982, 7015)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : ressources propres (p. 6983)

Politique générale : Gouvernement précédent : impôts locaux (p. 6993, 7015)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7027)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7033 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation constitutive de l'autonomie financière) (p. 7039)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7045 et s.)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son intervention (p. 7064 et s.)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7081 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Didier Migaud (définition et importance de la péréquation) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Balligand (mécanismes de péréquation obligatoires pour tout transfert de compétences) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Didier Migaud (traitement préventif de la dégradation de l'autonomie financière par la concertation avec les collectivités concernées) (p. 7083)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Augustin Bonrepaux (libre augmentation du taux de la taxe professionnelle à compter de 2005 pour les collectivités territoriales et les EPCI) (p. 7084)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4064)

Son intervention (p. 4088)

Thèmes :

Constitution : article 34 : environnement (p. 4064)

Environnement : biodiversité (p. 4089)

Environnement : changements climatiques (p. 4089)

Environnement : charte de l'environnement : Constitution (p. 4064)

Environnement : principe de précaution (p. 4089)

Politique générale : Gouvernement précédent : droit à l'environnement (p. 4064)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4157)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4476 et s.)

Son amendement n° 652 (p. 4477)

Article 42 (modification de l'intitulé d'un titre du code de l'éducation)

Son amendement n° 653 (p. 4708)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4715)

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Daniel Paul (p. 4715)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4735)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4743)

Son intervention (p. 4750)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4750)

Assemblée nationale : ordre du jour : conditions de travail (p. 4743)

Lois : application : rapporteur (p. 4751)

Ordonnances (p. 4750)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4736, 4743)

Politique générale : Gouvernement précédent : ordonnances (p. 4736)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 4751)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son intervention (p. 4764)

Article 15 (harmonisation des définitions légales de la notion de superficie)

Son intervention (p. 4773)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)

Son intervention (p. 4784)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4799 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Grignon (procédure de composition des conseils locaux outre-mer) (p. 4812)

Ses explications de vote (p. 4813)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4813)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7227)

Son intervention (p. 7235)

Thèmes :

Constitution : article 72-2 (p. 7228)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 7236)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7228, 7236)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 7235)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : solidarité (p. 7235)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : collectivités territoriales (p. 7228)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7265)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7278)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7310)

Article 51 (établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7320)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 192 troisième rectification de la commission (établissement public pour la protection de la forêt méditerranéenne) (p. 7320)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Alain Cortade (p. 7320)

Article 52A (reconnaissance du caractère dangereux du métier et des missions des sapeurs-pompiers)

Son intervention (p. 7321)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exonération de charges sociales pour les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7329)

Ses explications de vote (p. 7338)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7338)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7423)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 7423)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 7423)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7423)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7424)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 juin 2004] (p. 10680)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2004] (p. 10681)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 12735)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 juillet 2004] (p. 12735)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 septembre 2004] (p. 16689)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 septembre 2004] (p. 16689)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1136 relative aux peines encourues pour l'incendie de voitures [15 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1705 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux propos discriminatoires et hostiles aux institutions, aux lois et à la France, tenus par des prédicateurs qui combattent la République, au nom d'une idéologie intégriste et islamique qui nourrit le terrorisme [24 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. perspectives [7 octobre 2003] (p. 8168)

Industrie. Chimie. Perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 511, posée le 15 décembre 2003. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 9504). Appelée le 16 décembre 2003. Rhodia, emploi et activité (p. 12400)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande le report de l'examen du projet de loi d'orientation de l'énergie car en fait, il s'agit du changement de statut de l'entreprise EDF-GDF [19 mai 2004] (p. 3854)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9510)

Son intervention (p. 9516)

Thèmes :

Etrangers : immigration : répression (p. 9510)

Etrangers : intégration (p. 9517)

Etrangers : regroupement familial : ressources (p. 9516)

Etrangers : visas : assurances (p. 9517)

Famille : droit de la famille (p. 9516)

Travail : travail clandestin : étrangers (p. 9517)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9517)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : détenus : Convention européenne des droits de l'homme (p. 10443)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 10780) : rejetée (p. 10785)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : droit d'asile (p. 10780)
Etrangers : asile interne (p. 10782)
Etrangers : droit d'asile : Conseil économique et social (p. 10781)
Etrangers : droit d'asile : réforme (p. 10780)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10781)
Etrangers : pays d'origine sûr (p. 10782)
Union européenne : droit d'asile (p. 10781)

Discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10794)

Article 1er (compétences de l'OFPRA)

Ses amendements n° 34 et 35 (p. 10795)
Ses amendements n° 36 et 37 (p. 10796)
Ses amendements n° 38 et 39 (p. 10797)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son amendement n° 40 (p. 10797)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Ses amendements n° 41 et 42 (p. 10798)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 43 (p. 10801)

Article 7 (attribution d'un titre de séjour au demandeur d'asile)

Son amendement n° 44 (p. 10801)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11943)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11943)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 11944)
Fonctionnaires et agents publics : droit de grève (p. 11945)
Politique économique : capitalisme (p. 11944)
Politique sociale : inégalités (p. 11944)
Syndicats : droits syndicaux (p. 11943)
Transports : transports de voyageurs (p. 11944)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1317)

Thèmes :

Cultes : islam : intégration (p. 1317)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1317)
Politique générale : lutte contre le racisme (p. 1318)
Politique sociale : fracture sociale (p. 1317)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son intervention (p. 2113)

Article 23 (habilitation à actualiser et adapter par ordonnance certaines dispositions du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 2116)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2117 et s.)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son intervention (p. 2123)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2124)

Article 27 (compétences du département en matière d'infrastructures de transports ferrés ou guidés non urbains)

Son intervention (p. 2127)

Article 28 (transfert à la région de la propriété des biens de l'Etat concédés aux sociétés d'aménagement régional)

Son intervention (p. 2128)

Article 29 A (rôle de la région Ile-de-France en matière de transports et déplacements)

Son intervention (p. 2129)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2129 et s.)

Article 30 (ressources du syndicat des transports d'Ile-de-France et de la région autonome des transports parisiens)

Son intervention (p. 2136)

Article 31 (plan de déplacements urbains et plans locaux de déplacement dans la région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2137)

Article 32 (organisation des transports scolaires en région Ile-de-France)

Son intervention (p. 2137)

Article 33 (entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre)

Son intervention (p. 2138)

Article 34 (décrets en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 2138)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2138)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2147)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2158 et s.)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2162 et s.)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son intervention (p. 2165)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son intervention (p. 2166 et s.)

Article 44 (conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social)

Son intervention (p. 2169)

Article 45 (transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales)

Son intervention (p. 2169)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3799)

Soutient la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3807) : rejetée (p. 3812)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3866)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3807)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3810, 3867)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3808 et s.)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3808)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3807 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3809)

Energie et carburants : pétrole (p. 3808 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3807 et s.)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 3808 et s.)

Politique économique : libéralisme : déréglementation (p. 3809)

Recherche (p. 3809)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3807 et s.)

Transports : transport combiné (p. 3807)

Transports aériens (p. 3807)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3809)

Transports urbains (p. 3809)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3810)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. François Dosé (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 176 rectifié de M. François Brottes (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. David Habib (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. Pierre Cohen (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Philippe Tourtelier (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de M. Pierre Ducout (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Jean-Yves Le Déaut (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 954 de Mme Janine Jambu (maintien et développement des entreprises publiques nationales) (p. 3877)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4997)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4997)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4997)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 4997)

Politique économique : libéralisme (p. 4997)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4997)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5071)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 5072)

Cultes : islam : intégrisme (p. 5071)

Droit pénal : double peine (p. 5071)

Etat : lutte contre le terrorisme (p. 5071)

Etat : laïcité (p. 5071)

Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5071)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5072)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 4

Son amendement n° 100 (enseignement des gestes de premier secours dans les entreprises) (p. 7256) : rejeté (p. 7257)

Article 9 (responsabilisation des assurés qui n'ont pas respecté leurs obligations de débroussaillage)

Son amendement n° 101 (p. 7257)

Après l'article 9

Son amendement n° 102 (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les conventions d'assurance au profit des services départementaux d'incendie et de secours) : rejeté (p. 7259)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son amendement n° 103 (p. 7266)

Alain GEST

*Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur du projet de loi relatif aux responsabilités locales (n° 1218) [26 mai 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1354 tendant à modifier l'article L. 255 du code électoral [15 janvier 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1711), relatif aux responsabilités locales [15 juillet 2004] (n° 1733)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [29 juillet 2004] (n° 1779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Croissance. Perspectives [24 février 2004] (p. 1816)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [8 juin 2004] (p. 4569)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 467, posée le 13 octobre 2003. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. financement, centre hospitalier de Corbie (p. 8490)

n° 868, posée le 29 juin 2004. Enseignement privé. Etablissements sous contrat (J.O. Questions p. 4807). Appelée le 29 juin 2004. Personnel, revendications (p. 5655)

DÉBATS**Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10880)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10880)

Politique sociale : insertion (p. 10882)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10881)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10881)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10969)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 11

Son sous-amendement n° 1368 (étude d'impact préalable aux fermetures d'école en milieu rural) à l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811) : rejeté (p. 813)

Son sous-amendement n° 1369 (qualité de l'enseignement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 811) : rejeté (p. 813)

Avant l'article 37

Son amendement n° 1293 précédemment réservé (nouvelle rédaction d'intitulé) : adopté (p. 971)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1907)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1961)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1908)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : responsabilité (p. 1908)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : transferts de personnel (p. 1909)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1909)

Etat : décentralisation : histoire (p. 1907)

Formation professionnelle (p. 1962)

Politique générale : Gouvernement précédent : pays (p. 1908)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1990 et s.)

Son amendement n° 98 (p. 2000)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Thierry Mariani (création du permis d'exploitation d'un débit de boissons) (p. 2016)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2024)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son intervention (p. 2053)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2056)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2065)

Article 15 (exercice de la police de la conservation du domaine public routier)

Son amendement n° 100 (p. 2086)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son amendement n° 101 (p. 2087)

Son intervention (p. 2091)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2098)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2124)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Ses amendements n° 104 et 105 (p. 2140)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2141 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2147)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 106 (p. 2159)

Son intervention (p. 2161)

Son amendement n° 107 (p. 2162)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son intervention (p. 2172 et s.)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son amendement n° 110 (p. 2179)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 111 corrigé (p. 2181)

Son amendement n° 113 (p. 2182)

Son amendement n° 114 (p. 2204)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2312)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2362)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2369)

Son amendement n° 151 (p. 2373)

Article 72 (compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel)

Son amendement n° 154 corrigé (p. 2409)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son amendement n° 160 (p. 2456)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Ses amendements n°s 163 et 162 (p. 2481)

Après l'article 88 bis

Son amendement n° 1516 (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) : retiré (p. 2489) ; repris par M. Augustin Bonrepaux

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son amendement n° 1517 (p. 2497)

Après l'article 90

Son amendement n° 35 (mise à la disposition des élus, à titre individuel, des moyens informatiques et de télécommunications nécessaires aux échanges d'informations) : adopté (p. 2510)

Après l'article 96

Intervient sur l'amendement n° 421 rectifié de la commission (transfert au préfet de la compétence de sectionnement électoral des communes) (p. 2512)

Son amendement n° 166 (transfert au préfet de la compétence de sectionnement électoral des communes) : retiré (p. 2512)

Après l'article 100 bis

Son amendement n° 1507 rectifié (incompatibilité entre les fonctions d'élu municipal et celles de salarié du centre communal d'action sociale) : adopté (p. 2519)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 168 rectifié (p. 2539)

Avant l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 435 de la commission (représentation des communes associées au sein de l'organe délibérant d'un EPCI) (p. 2543 et s.)

Après l'article 113 bis

Son amendement n° 1505 (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) : adopté (p. 2552)

Article 120 (extension aux équipements sportifs des compétences des communautés de communes à dotation globale de fonctionnement bonifiée)

Son intervention (p. 2555)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Jean-Luc Warsmann (institution de suppléants pour les conseillers régionaux) (p. 2561)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7119)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7126)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7134)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7168)

Thèmes :

Collectivités territoriales : action sociale : dépenses (p. 7127)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 7121)

Collectivités territoriales : autonomie financière : Constitution (p. 7127)

Collectivités territoriales : compétences (p. 7135)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 7168)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : établissements scolaires (p. 7120)

Coopération intercommunale (p. 7136, 7169)

Départements : action sociale (p. 7119 et s.)

Etat : médecine scolaire (p. 7120)

Etat : décentralisation : démocratie participative (p. 7119)

Régions : formation professionnelle (p. 7119)

Régions : développement économique (p. 7120, 7135 et s.)

Régions : développement économique : expérimentation (p. 7136)

Sports : sports de pleine nature (p. 7120)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7177 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7188 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1587 à 1615 de membres du groupe socialiste (transfert de compétences soumis à la détermination, par décret en Conseil d'Etat, de critères répondant à l'objectif constitutionnel de péréquation) (p. 7195)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7197 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1645 à 1673 de membres du groupe socialiste (réforme des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales prenant en compte les charges liées à la présence de populations en difficulté préalable aux transferts de compétences) (p. 7200)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)

Son intervention (p. 7405)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7411)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 7405)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : histoire (p. 7405)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : ressources propres (p. 7411)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7405)

Enseignement maternel et primaire : écoles : expérimentation (p. 7405)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5002)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5003)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5003)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5003)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5003)

Jean-Marie GEVEAUX
Sarthe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions relatives au sport professionnel (n° 1758) [22 septembre 2004]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Dopage. Lutte et prévention [28 octobre 2003] (p. 9551)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 717, posée le 4 mai 2004. Santé. Cancer de la prostate (J.O. Questions p. 3207). Appelée le 4 mai 2004. Dépistage (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9921)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9921)

Enseignement : illettrisme (p. 9921)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9921)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9921)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Ses interventions (p. 10622)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12512)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son intervention (p. 12518 et s.)

Article 46 (dispositions tendant à améliorer l'exercice du droit syndical)

Son intervention (p. 12533)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2889)

Thèmes :

Famille : divorce : avocats (p. 2890)

Famille : divorce : faute (p. 2890)

Famille : divorce : médiation (p. 2890)

Famille : divorce : procédures (p. 2890)

Famille : divorce : rente viagère (p. 2890)

Famille : prestation compensatoire (p. 2890)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4369)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4369)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4368)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4440 et s.)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4459)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4472)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4578)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (p. 4580)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son amendement n° 633 (p. 4590)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4642)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4680)

Paul GIACOBBI

Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Atteintes à l'autorité de l'Etat. Corse [8 juin 2004] (p. 4572)

DÉBATS

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11986)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 11986)
Femmes : parité (p. 11987)
Régions : conseillers régionaux : Corse (p. 11987)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 1er (référence à la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution)

Son intervention (p. 4131)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4133 et s.)

Franck GILARD

*Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21137)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [9 décembre 2003] (p. 11971)

DÉBATS

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2848)

Thèmes :

Automobiles et cycles : pièces et équipements : pneumatiques (p. 2849)

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 2849)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2848)

Environnement : protection (p. 2849)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2849)

Bruno GILLES

*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [3 février 2004]

DÉPÔT

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106), tome II : assurance maladie et accidents du travail ; tome V : tableau comparatif et

amendements non adoptés par la commission [22 octobre 2003] (n° 1157) avec MM. Pierre Morange, Bruno Gilles, Claude Gaillard et Mme Paulette Guinchard-Kunstler,

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire, Tabacs manufacturés, Contrebande, lutte et prévention [1^{er} octobre 2003] (p. 8004)

Famille, Politique familiale, Adolescents, perspectives [29 juin 2004] (p. 5674)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 694, posée le 27 avril 2004. Sécurité publique, Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3082). Appelée le 27 avril 2004. Délinquance, lutte et prévention, Marseille (p. 3081)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son amendement n° 281 (tabac : suppression de l'augmentation de la taxe sur le tabac affectée au BAPSA) (p. 9045)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9556)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9556)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9557)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9557)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9556)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9556)

Sécurité sociale : financement (p. 9556)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de la psychomotricité) (p. 9748)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de l'agénésie dentaire) (p. 9748)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Marie Le Guen (fixation à 10,67 € par jour du forfait hospitalier) (p. 9749)

Article 15 (simplification de la procédure d'inscription d'un médicament dans un groupe générique)

Son intervention (p. 9756)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Yves Bur (libellé d'une prescription de médicaments en dénomination commune) (p. 9757)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse (demande d'inscription d'un médicament sur la liste des produits remboursables par l'entreprise productrice) (p. 9759)

Article 17 (fixation d'un prix maximum de vente aux établissements de santé des médicaments rétrocedés disposant d'une autorisation de mise sur le marché)

Son intervention (p. 9762)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse (conditions de retrait d'un médicament de la liste des produits remboursables) (p. 9763)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Jacqueline Fraysse (modification de la procédure accélérée de dépôt de prix ; cas où le prix du médicament est fixé par le ministère de la santé) (p. 9765)

Intervient sur l'amendement n° 176 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur les conditions de participation des personnes à la prise en charge de leur dépendance) (p. 9766)

Article 18 (extension de l'obligation de tiers payant à tous les établissements de santé)

Son intervention (p. 9767)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Marie Le Guen (contrôle des établissements hospitaliers par une "démarche qualité") (p. 9768)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9777)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jean-Pierre Door (assouplissement des conditions d'habilitation à délivrer des produits ou prestations médicales) (p. 9778)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9782 et s.)

Article 21 (dotation annuelle de financement pour les activités de psychiatrie, de soins de suite et de réadaptation)

Son intervention (p. 9792)

Article 22 (fixation du prix de vente des médicaments aux établissements de santé)

Son intervention (p. 9795)

Article 24 (réforme de la procédure budgétaire des établissements de santé)

Son intervention (p. 9797)

Article 25 (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et compétences des directeurs des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 9798)

Article 26 (coordinations)

Son intervention (p. 9799)

Article 27 (extension des dispositions relatives à la tarification à l'activité aux établissements de santé privés participant au service public hospitalier)

Son intervention (p. 9800)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 9802 et s.)

Article 29 (dispositions transitoires applicables en 2004 pour le financement des établissements de santé)

Son intervention (p. 9806 et s.)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son intervention (p. 9808)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9818)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yves Bur (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Intervient sur l'amendement n° 321 rectifié de M. Rudy Salles (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9822 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Yves Bur (restrictions de remboursement de la majoration de déplacement du médecin au domicile du patient) (p. 9826)

Article 33 (indication sur l'ordonnance du caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9827)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication au patient du coût des dépenses prises en charge par la carte Vitale) (p. 9828)

Article 34 (mise en œuvre de la classification commune des actes médicaux)

Son intervention (p. 9828 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Yves Bur (participation forfaitaire de l'assuré liée à la première consultation de chaque médecin consulté au cours d'un trimestre) (p. 9829)

Avant l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les conditions de création et le fonctionnement de l'Agence nationale de la santé au travail) (p. 9831)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Jacqueline Fraysse (participation des comités d'hygiène ou des délégués du personnel à la mission des caisses régionales d'assurance maladie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 9832)

Article 48 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 9834)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Claude Evin (indemnisation par une rente des incapacités inférieures à 10 %) (p. 9835)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9865 et s.)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son intervention (p. 9871)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 14 précédemment réservé de M. Yves Bur (possibilité pour un infirmier d'avoir un salarié) (p. 9874)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son intervention (p. 9875)

Article 38 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 9879)

Article 39 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés)

Son intervention (p. 9880)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 302 précédemment réservé de M. Armand Jung (base informatique de données sur les médicaments) (p. 9880)

Article 40 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 9881)

Article 41 précédemment réservé (mise en œuvre de la décentralisation sanitaire à Mayotte)

Son intervention (p. 9882)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 42 [séance du 19 juillet 2004] (relèvement de la contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux et de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6925)

Georges GINESTA

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 617, posée le 3 février 2004. Professions immobilières. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 741)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11554)

Thèmes :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11554 et s.)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 11554)

Rapatriés : harkis (p. 11554)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 833 (extension de la liste d'homologation des désignations des vins de pays) (p. 790) : adopté (p. 791)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 625)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 625)

Enseignement : pédagogie (p. 625)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 625)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4101)

Thèmes :

Environnement : dommages à l'environnement (p. 4102)

Environnement : principe de précaution (p. 4102)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4833)

Thèmes :

Emploi : recrutement : emplois réservés (p. 4833)

Rapatriés : harkis (p. 4833)

Claude GIRARD

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Décédé le 27 mars 2004 (voir indications préliminaires)

Son éloge funèbre est prononcé le 27 avril 2004 [p. 2120]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Brigitte GIRARDIN

Ministre de l'outre-mer

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Ministre de l'outre-mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration [7 novembre 2003]

Projet de loi n° 1366 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-720 du 1^{er} août 2003 relative au libre choix de l'allocataire de prestations familiales dans les départements d'outre-mer [21 janvier 2004]

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer [7 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

- Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : transports aériens, tarifs, perspectives [8 octobre 2003] (p. 8262)
- M. Philippe Edmond-Mariette. Outre-mer. Politique économique et politique sociale. Perspectives [22 octobre 2003] (p. 9217)
- Mme Christiane Taubira. Outre-mer. DOM : Guyane. Institutions, réforme [3 décembre 2003] (p. 11602)
- M. Didier Quentin. Outre-mer. Institutions. Référendum, résultats [9 décembre 2003] (p. 11974)
- M. René Dosière. Outre-mer. TOM : Polynésie. Statut [28 janvier 2004] (p. 997)
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM et TOM : transports aériens. Desserte, perspectives [4 février 2004] (p. 1364)
- M. Gérard Grignon. Outre-mer. Mer et littoral. Extension du domaine maritime, perspectives [11 février 2004] (p. 1643)
- M. Jean-Christophe Lagarde. Outre-mer. TOM : Polynésie française. Statut [14 avril 2004] (p. 2930)
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. Emploi. Loi programme, bilan et perspectives [28 avril 2004] (p. 3179)
- M. René Dosière. Outre-mer. Pays d'outre-mer : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [25 mai 2004] (p. 4031)
- Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, inondations, conséquences [26 mai 2004] (p. 4115)
- M. René Dosière. Outre-mer. Pays d'outre-mer : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [2 juin 2004] (p. 4355)
- Mme Juliana Rimane. Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes, activité aurifère clandestine [9 juin 2004] (p. 4659)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Aménagement du territoire, zone dite des cinquante pas géométriques, prix des parcelles [14 octobre 2003] (p. 8483)
- M. Nicolas Perruchot. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences [18 mai 2004] (p. 3757)
- M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. Aménagement du territoire, zone dite des cinquante pas géométriques, gestion, réglementation [18 mai 2004] (p. 3756)
- M. Michel Raison. Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences [18 mai 2004] (p. 3757)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)**

- Son intervention (p. 9258)
- Ses réponses (p. 9265 à 9269)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Agriculture : aides (p. 9262)
- Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9262)
- Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9262)
- Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9259)
- Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 9261)
- Finances publiques : crédits budgétaires : reports (p. 9260)
- Logement (p. 9260)
- Lois : loi de programme : décrets (p. 9261)
- Outre-mer : collectivités d'outre-mer : finances locales (p. 9263)
- Outre-mer : continuité territoriale (p. 9262)
- Outre-mer : crédits (p. 9258)
- Outre-mer : passeport mobilité (p. 9263)
- Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 9264)
- Prestations familiales : Mayotte (p. 9262)
- Santé : accès aux soins (p. 9261)
- Transports aériens : compagnies aériennes : exonérations (p. 9263)

- Union européenne : quotas de production (p. 9262)
- Union européenne : Fonds européen de développement régional (FEDER) : Mayotte (p. 9260)
- Union européenne : Traité d'Amsterdam : Mayotte (p. 9259)

Réponses aux questions :

- Banques et établissements financiers : sociétés de développement régional (SDR) : Antilles (p. 9266) (M. Alfred Marie-Jeanne) (p. 9266)
- Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9268) (M. Éric Jalton) (p. 9268)
- Logement : crédits : La Réunion (p. 9265) (M. Christophe Payet) (p. 9265)
- Outre-mer : Antilles : transports aériens (p. 9566) (M. Christian Philip) (p. 9265)
- Outre-mer : continuité territoriale : crédits budgétaires (p. 9269) (M. Victorin Lurel) (p. 9268)
- Outre-mer : crédits : annulations de crédits (p. 9265) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 9264)
- Outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 9268) (M. Mansour Kamardine) (p. 9267)
- loi de programme : banques et établissements financiers (p. 9267) (Mme Christiane Taubira) (p. 9267)
- loi de programme : financement (p. 9266) (M. Victorin Lurel) (p. 9266)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration**[7 novembre 2003] (p. 10297)**

Son intervention (p. 10297)

Sa réponse (p. 10315)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : Guadeloupe (p. 10299)
- Communes : Saint-Barthélemy : institutions (p. 10300)
- Communes : Saint-Martin : institutions (p. 10299)
- Constitution : article 72-4 (p. 10299)
- Constitution : articles 73 et 74 (p. 10298, 10317)
- Constitution : révision : outre-mer (p. 10297, 10316)
- Elections et référendums : Antilles (p. 10297)
- Etat : organisation : préfets (p. 10301)
- Outre-mer : assemblées locales (p. 10299)
- Outre-mer : loi de programme (p. 10318)
- Outre-mer : collectivité territoriale unique : Martinique (p. 10297)
- Outre-mer : collectivités d'outre-mer : fiscalité (p. 10301)
- Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 10297)
- Outre-mer : Guyane : élus (p. 10316)
- Outre-mer : Guyane : indépendance (p. 10297)
- Outre-mer : institutions (p. 10298)
- Outre-mer : institutions : réforme (p. 10316)
- Partis et mouvements politiques : financement public (p. 10316)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)**

Son intervention (p. 284)

Sa réponse (p. 338)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : décentralisation : Polynésie française (p. 287)
- Collectivités territoriales : libre administration : collectivités d'outre-mer (p. 284)
- Communes : statut juridique (p. 339)
- Conseil constitutionnel (p. 285)
- Constitution : révision : article 74 (p. 284, 338)
- Elections et référendums : élections municipales : modes de scrutin (p. 339)
- Lois : projet de loi : Gouvernement précédent (p. 339)
- Outre-mer : assemblée territoriale : contrôle (p. 286)
- Outre-mer : collectivités d'outre-mer (p. 284)
- Outre-mer : collectivités d'outre-mer : contrôle de légalité (p. 286)
- Outre-mer : Polynésie française : citoyenneté (p. 287)
- Outre-mer : Polynésie française : code général des collectivités territoriales (p. 286)
- Outre-mer : Polynésie française : compétences (p. 286)
- Outre-mer : Polynésie française : consultation (p. 338)

Outre-mer : Polynésie française : contrôle et contentieux (p. 285)
 Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 339 et s.)
 Outre-mer : Polynésie française : droit de préemption (p. 285)
 Outre-mer : Polynésie française : droit du travail (p. 339)
 Outre-mer : Polynésie française : installations nucléaires (p. 340)
 Outre-mer : Polynésie française : police (p. 285)
 Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 284)
 Outre-mer : Polynésie française : traités et conventions (p. 285)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 1er (caractères généraux de la Polynésie française)

Son intervention (p. 359)

Article 5 (dénomination des institutions de la Polynésie française)

Son intervention (p. 359 et s.)

Article 7 (principe de spécialité - conditions d'application des dispositions législatives et réglementaires)

Son intervention (p. 361)

Article 9 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 362 et s.)

Article 12 (modification ou abrogation de lois postérieures)

Son intervention (p. 364)

Article 14 (compétences des autorités de l'Etat)

Son intervention (p. 364 et s.)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 367 et s.)

Article 16 (arrangements administratifs)

Son intervention (p. 370)

Article 17 (conventions de coopération décentralisée)

Son intervention (p. 370)

Article 18 (protection du marché local du travail)

Son intervention (p. 371 et s.)

Article 19 (protection du patrimoine foncier)

Son intervention (p. 373)

Article 20 (sanctions pénales et administratives)

Son intervention (p. 373)

Article 24 (casinos, cercles, jeux et loteries)

Son intervention (p. 374)

Article 25 (audiovisuel)

Son intervention (p. 375 et s.)

Article 29 (création de sociétés d'économie mixte)

Son intervention (p. 378)

Article 30 (participation au capital de sociétés privées)

Son intervention (p. 380 et s.)

Article 31 (champ d'application du principe de participation)

Son intervention (p. 381)

Article 32 (modalités de participation des institutions de la Polynésie française aux compétences de l'Etat)

Son intervention (p. 382)

Article 33 (délivrance des titres de séjour)

Son intervention (p. 382)

Article 34 (participation de la Polynésie française à certaines missions de police)

Son intervention (p. 382)

Article 35 (pouvoirs de police spéciale)

Son intervention (p. 382)

Article 37 (participation dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Son intervention (p. 383)

Article 42 (les compétences des communes)

Son intervention (p. 395)

Article 44 (production et distribution d'électricité)

Son intervention (p. 396)

Article 46 (domaine de la Polynésie française)

Son intervention (p. 397)

Article 48 (délégations de compétences aux maires pour les mesures individuelles)

Son intervention (p. 397)

Article 49 (règles relatives aux marchés publics et délégations de service public)

Son intervention (p. 398)

Article 50 (délivrance des autorisations individuelles d'occupation du sol et des certificats d'urbanisme)

Son intervention (p. 398)

Article 51 (financement du logement social)

Son intervention (p. 398 et s.)

Article 52 (fonds intercommunal de péréquation)

Son intervention (p. 399 et s.)

Article 53 (impôts, taxes et redevances institués au profit des communes)

Son intervention (p. 400)

Article 54 (concours de la Polynésie française aux communes)

Son intervention (p. 401)

Article 55 (conventions de délégation de compétences)

Son intervention (p. 401)

Article 57 (le français et les langues polynésiennes)

Son intervention (p. 402)

Article 58 (collège d'experts fonciers)

Son intervention (p. 402)

Article 60 (transfert à titre gratuit à la Polynésie française de biens de l'Etat)

Son intervention (p. 403)

Avant l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. René Dosière (suppression de la mention du président de la collectivité dans l'intitulé du chapitre du projet de loi organique) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. René Dosière (inversion de l'ordre des mentions du gouvernement et du président dans l'intitulé de la section) (p. 403)

Article 63 (rôle du gouvernement)

Son intervention (p. 403)

Article 64 (rôle du président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 403 et s.)

Article 69 (élection du président par l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 404 et s.)

Article 70 (proclamation et contestation des résultats)

Son intervention (p. 406)

Article 73 (formation du gouvernement)

Son intervention (p. 406)

Article 74 (conditions requises pour exercer les fonctions de membre du gouvernement)

Son intervention (p. 407)

Article 75 (régime des incompatibilités)

Son intervention (p. 407)

Article 76 (régime des incompatibilités)

Son intervention (p. 407)

Article 77 (déclaration d'option)

Son intervention (p. 408)

Article 79 (position de l'agent public et du salarié nommé membre du gouvernement)

Son intervention (p. 408)

Article 82 (recours contre les arrêtés concernant les membres du gouvernement)

Son intervention (p. 408 et s.)

Article 84 (séance et ordre du jour du conseil des ministres)

Son intervention (p. 409)

Article 86 (obligation du secret des participants aux réunions du conseil des ministres)

Son intervention (p. 409)

Article 87 (régime indemnitaire des membres du gouvernement)

Son intervention (p. 410 et s.)

Article 89 (attributions du conseil des ministres)

Son intervention (p. 411)

Article 90 (compétence réglementaire du conseil des ministres)

Son intervention (p. 411 et s.)

Article 91 (actes à caractère individuel du conseil des ministres)

Son intervention (p. 412)

Article 92 (délégation de compétence au président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 413)

Article 93 (nominations effectuées en conseil des ministres)

Son intervention (p. 413)

Article 94 (peines d'amende et sanctions administratives)

Son intervention (p. 413)

Article 96 (attributions individuelles et responsabilité des membres du gouvernement)

Son intervention (p. 414)

Article 97 (attributions consultatives du conseil des ministres)

Son intervention (p. 414)

Article 100 (information du conseil des ministres en matière monétaire et financière)

Son intervention (p. 414)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 416 et s.)

Article 105 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 420)

Article 106 (mode de scrutin)

Son intervention (p. 421)

Article 108 (organisation des élections générales et partielles)

Son intervention (p. 422)

Article 110 (conditions d'éligibilité)

Son intervention (p. 422)

Article 111 (candidats salariés)

Son intervention (p. 423)

Article 112 (incompatibilités)

Son intervention (p. 423)

Article 113 (conséquences de l'inéligibilité et de l'incompatibilité)

Son intervention (p. 423)

Article 118 (recours contre les arrêtés et les délibérations constatant la démission d'office)

Son intervention (p. 424)

Article 120 (régime des sessions)

Son intervention (p. 424)

Article 121 (régime des sessions)

Son intervention (p. 424)

Article 122 (élection du bureau)

Son intervention (p. 425)

Article 123 (quorum - vote par procuration)

Son intervention (p. 425)

Article 124 (règlement intérieur)

Son intervention (p. 425 et s.)

Article 125 (fonctionnement des groupes politiques)

Son intervention (p. 426)

Article 127 (indemnités allouées aux représentants)

Son intervention (p. 427)

Article 128 (composition et rôle de la commission permanente)

Son intervention (p. 427)

Article 129 (publicité des séances)

Son intervention (p. 427 et s.)

Article 130 (budget de l'assemblée)

Son intervention (p. 428)

Article 131 (droit à l'information)

Son intervention (p. 428)

Après l'article 131

Intervient sur l'amendement n° 233 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (questions des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 429)

Article 132 (commissions d'enquête)

Son intervention (p. 429)

Après l'article 133

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur la création et la suppression de communes) (p. 429)

Avant l'article 138

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. René Dosière (remplacement dans l'intitulé de la section 5 des termes "lois du pays" par "actes normatifs") (p. 430)

Article 139 (lois du pays)

Son intervention (p. 430)

Article 141 (lois du pays)

Son intervention (p. 430)

Article 142 (nouvelle délibération)

Son intervention (p. 431)

Article 144 (entrée en vigueur des délibérations fiscales)

Son intervention (p. 431)

Article 145 (nullité des actes pris hors session ou hors du lieu des séances)

Son intervention (p. 431)

Article 147 (composition du conseil économique, social et culturel)

Son intervention (p. 431)

Article 150 (compétences du conseil économique, social et culturel)

Son intervention (p. 432)

Après l'article 151

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Christophe Lagarde (les conseils d'archipels, échelon institutionnel) (p. 432)

Article 152 (inscription prioritaire à l'ordre du jour de l'assemblée et de la commission permanente)

Son intervention (p. 432)

Article 156 (dissolution de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 433)

Article 158 (organisation des référendums locaux)

Son intervention (p. 434)

Article 163 (attributions du haut conseil de la Polynésie française)

Son intervention (p. 434 et s.)

Article 164 (composition du haut conseil de la Polynésie française)

Son intervention (p. 435)

Article 171 (caractère exécutoire de plein droit des actes pris par les autorités polynésiennes)

Son intervention (p. 435)

Article 172 (saisine du tribunal administratif par le haut-commissaire)

Son intervention (p. 436)

Après l'article 175

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. René Dosière (tout citoyen inscrit sur une liste électorale peut exercer, avec l'autorisation du tribunal administratif, les actions que la Polynésie française a refusé ou négligé d'exercer) (p. 436)

Article 176 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 436)

Article 177 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 437)

Article 180 (procédure de déclassement des lois du pays intervenues en dehors de compétences de la Polynésie française)

Son intervention (p. 437)

Après l'article 185

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. René Dosière (publication au Journal officiel de la Polynésie française du rapport annuel de la chambre territoriale des comptes sur l'usage des fonds publics) (p. 437)

Article 188 (entrée en vigueur des dispositions relatives au droit d'exploitation des ressources naturelles biologiques des eaux intérieures, du sol et du sous-sol)

Son intervention (p. 438)

Article 189 (fichier général des électeurs)

Son intervention (p. 438)

Article 191 (coordinations)

Son intervention (p. 438)

Article 193 (coordinations en matière électorale)

Son intervention (p. 438)

Article 196 (coordinations)

Son intervention (p. 438)

Son intervention à l'issue du vote (p. 444)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son intervention (p. 1128)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 1128)

Elections et référendums : seuil de participation électorale : assemblée territoriale (p. 1128)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 309)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 309, 311)

Elections et référendums : circonscriptions (p. 310)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 311)

Elections et référendums : prime majoritaire (p. 310)

Elections et référendums : suffrage universel : président (p. 310)

Etat : missions régaliennes : droits de l'homme et libertés publiques (p. 311)

Outre-mer : Accord de Nouméa : "lois du pays" (p. 310)

Outre-mer : pays d'outre-mer (p. 309)

Outre-mer : Polynésie française : droit de préemption (p. 309)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 310)

Outre-mer : population locale (p. 309)

Outre-mer : protection du patrimoine foncier (p. 309)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 439)*Article 2 (attributions en matière de sécurité intérieure)*

Son intervention (p. 439)

Article 8 (création et modification des limites territoriales des communes)

Son intervention (p. 439)

Article 15 (réglementation des temps d'antenne des partis et groupes politiques polynésiens)

Son intervention (p. 440)

Article 16 (coordinations en matière de justice administrative)

Son intervention (p. 440)

Article 21 (coordinations - code des juridictions financières)

Son intervention (p. 440)

Article 23 (régime applicable aux sociétés d'économie mixte)

Son intervention (p. 441)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Michel Buillard (code de l'action sociale et des familles - obligation alimentaire) (p. 441)

Article 24 bis (coordination - convocation des électeurs)

Son intervention (p. 441)

Article 25 (coordination - modification de référence)

Son intervention (p. 441)

Article 25 bis (dérogations en matière de jeux de hasard)

Son intervention (p. 442)

Article 25 quater (actualisation de référence)

Son intervention (p. 442)

Après l'article 25 quater

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Michel Buillard (validation législative)

Son intervention à l'issue du vote (p. 444)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1139)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (remboursement des frais de propagande et des dépenses de campagne électorale aux listes ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés) (p. 1139) : adopté (p. 1139)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4485)

Sa réponse (p. 4502)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4485)

Entreprises : exonération (p. 4485)

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4487, 4503)

Outre-mer : octroi de mer : histoire (p. 4485)

Outre-mer : octroi de mer : taux (p. 4486, 4504)

Régions : octroi de mer (p. 4487, 4504)

Union européenne : règlements : octroi de mer (p. 4486)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : octroi de mer (p. 4485, 4503)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Didier Quentin (rédactionnel) (p. 4509)

Article 5 (exonération des petites entreprises)

Son intervention (p. 4509)

Article 6 (possibilité d'exonérer certaines importations de marchandises)

Son intervention (p. 4510)

Article 7 (possibilité d'exonérer certaines entreprises)

Son intervention (p. 4510)

Article 8 (franchises de taxe)

Son intervention (p. 4511)

Article 10 (fait générateur et exigibilité de l'octroi de mer sur les importations)

Son intervention (p. 4511)

Article 13 (déclarations trimestrielles)

Son intervention (p. 4511)

Article 24 (modalités de récupération de l'octroi de mer déductible)

Son intervention (p. 4512)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4512)

Article 27 (liberté de fixation des taux et égalité de taxation)

Son intervention (p. 4512)

Article 28 (différentiels de taux)

Son intervention (p. 4512)

Article 29 (majoration des différentiels de taux)

Son intervention (p. 4513)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (actualisation des listes de produits) (p. 4513)

Intervient sur l'amendement n° 29 de Mme Huguette Bello (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Alfred Marie-Jeanne (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Victorin Lurel (taux provisoire dans l'attente de l'actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Victorin Lurel (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son intervention (p. 4514 et s.)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 4515)

Article 34 (facturation)

Son intervention (p. 4515 et s.)

Article 36 (octroi de mer au bénéfice des régions)

Son intervention (p. 4516 et s.)

Article 38 (versement annuel aux collectivités du marché unique antillais)

Son intervention (p. 4517 et s.)

Avant l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4518)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Alfred Marie-Jeanne (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional) (p. 4518)

Article 43 (prélèvement au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 4519)

Article 44 (exclusion de l'octroi de mer de la base d'imposition de la TVA)

Son intervention (p. 4519)

Article 46 (répartition du produit de l'octroi de mer)

Son intervention (p. 4520)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son intervention (p. 4521)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523 et s.)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4524 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4524 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4524 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4524 et s.)

Article 50 (décret d'application)

Son intervention (p. 4526)

Article 51 (abrogation de la loi du 17 juillet 1992)

Son intervention (p. 4527)

*Seconde délibération**Article 41 bis (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional)*

Son intervention (p. 4527)

Joël GIRAUD*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 479, posée le 1^{er} décembre 2003. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 9069). Appelée le 2 décembre 2003. Hautes-Alpes (p. 11491)

n° 604, posée le 3 février 2004. Enseignement. Carte scolaire (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Elaboration, zones de montagne (p. 1256)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 498)

Son intervention (p. 522)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 660)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : équipements (p. 660 et s.)

Aménagement du territoire : montagne : jeunes agriculteurs (p. 522)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 498)

Logement : logement social : zones rurales (p. 522)

Travail : pluriactivité (p. 522, 661)

Travail : travail saisonnier (p. 522 et s., 661)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)*Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))*

Son intervention (p. 689)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 918 de M. François Brottes (zones de revitalisation rurale prioritaires en matière de services publics et de services de proximité) (p. 727)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 828 deuxième rectification de M. Yves Coussain (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 798)

Son amendement n° 891 (accueil et formation des saisonniers) (p. 798) : rejeté (p. 799)

Son amendement n° 890 (promotion du travail saisonnier par le Gouvernement) (p. 816) : retiré (p. 817)

Son amendement n° 892 (information et accompagnement des travailleurs saisonniers ou pluriactifs) (p. 816) : retiré (p. 817)

Son amendement n° 889 (établissement par les communes touristiques ou climatiques d'un schéma d'accueil des saisonniers et pluriactifs) (p. 816) : retiré (p. 817)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son amendement n° 893 (p. 891)

Avant l'article 62

Son amendement n° 902 (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1019) : retiré (p. 1021)

Son amendement n° 901 (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1019) : retiré (p. 1021)

Après l'article 63

Son sous-amendement n° 904 (prise en compte des stations d'épuration) à l'amendement n° 348 rectifié de la commission (constructibilité ; rives des plans d'eau) (p. 1037) : devenu sans objet (p. 1038)

Après l'article 64

Son amendement n° 1487 (logement des saisonniers) (p. 1043) : retiré (p. 1045)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Henriette Martinez (routes à grande circulation ; inconstructibilité) (p. 1064)

Maurice GIRO

Vaucluse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1393 visant à instaurer l'exercice démocratique du droit de grève dans les services publics [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Aide humanitaire. Coordination [10 décembre 2003] (p. 12053)

Administration. Rapports avec les administrés. Modernisation [5 mai 2004] (p. 3351)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 536, posée le 6 janvier 2004. Etrangers. Enfants (J.O. Questions p. 6). Appelée le 6 janvier 2004. Institution de la Kafala, conséquences (p. 18)

n° 843, posée le 22 juin 2004. Transports ferroviaires. Gares (J.O. Questions p. 4541). Appelée le 22 juin 2004. Avignon centre et Courtine, raccordement (p. 5217)

DÉBATS

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 8 (p. 11886)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11959)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11959)

Secteur public : service minimum (p. 11959)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Son amendement n° 247 (p. 1716)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3360)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3360)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3360)

Personnes âgées : dépendance (p. 3361)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3360)

Politique sociale : solidarité (p. 3360)

Louis GISCARD d'ESTAING

Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 14 mai 2004] (p. 8616)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 25 : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (Aménagement du territoire) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Relations internationales. Politique économique. G7, bilan [11 février 2004] (p. 1642)

Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). Réforme, transfert, perspectives [19 mai 2004] (p. 3850)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 537, posée le 6 janvier 2004. Sécurité routière. Compteurs de vitesse (J.O. Questions p. 6). Appelée le 6 janvier 2004. Lisibilité (p. 13)

n° 669, posée le 6 avril 2004. Transports aériens. Aéroports (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Formalités de douane et de police, simplification (p. 2617)

n° 869, posée le 29 juin 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 4807). Supplée par M. Philippe Rouault. Appelée le 29 juin 2004. Fret, perspectives (p. 5659)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9307)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9307)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9307 et s.)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9307)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9308)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 9308)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9308)

Politique économique (p. 9308)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9307 et s.)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9308)

Union européenne : fonds structurels (p. 9307 et s.)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN**Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)**

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9370 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)****Après l'article 63**

Son amendement n° 141 (redressement fiscal : imputation de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) : rejeté (p. 10657)

Article 68 (création d'un crédit d'impôt famille en faveur des entreprises qui engagent des dépenses permettant à leurs salariés ayant des enfants à charge de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale)

Son amendement n° 208 corrigé (extension aux primes d'assurance pour prise en charge des frais de garde en cas de maladie de l'enfant ou de la personne qui s'en occupe habituellement) (p. 10674)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice) (p. 11769)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)**Article 1er (tacite reconduction des contrats)**

Son intervention (p. 12163)

Son amendement n° 21 (p. 12163)

Après l'article 2

Son amendement n° 22 (contrats d'assurance-vie garantissant la liberté du choix de l'opérateur funéraire) : retiré (p. 12168)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois**Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)****Article 1er (suivi de l'application des lois)**

Son intervention (p. 1733)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002**[13 mai 2004] (p. 3611)**

Son intervention (p. 3621)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 3621)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3622)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : Gouvernement précédent (p. 3622)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 3623)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 3623)

Secteur public : entreprises publiques : gauche (p. 3622 et s.)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)**Après l'article 1er**

Son amendement n° 9 (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, veuves et orphelins et familles de harkis et pieds-noirs) (p. 4855) : devenu sans objet (p. 4856)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices) (n° 1511) [12 mai 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1511) autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de

1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices)
[26 mai 2004] (n° 1619)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. GIAT-Industries. Plan social [25 novembre 2003]
(p. 11107)

Enseignement. Politique de l'éducation. Laïcité, loi n° 2004-228 du
15 mars 2004, application [28 avril 2004] (p. 3175)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives
[18 mai 2004] (p. 3771)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par
M. Jean-Marc Ayrault (p. 9507)

Thème :

Assemblée nationale : députés : droits (p. 9507)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1373)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1373, 1376)

Cultes : Conseil français du culte musulman (p. 1375)

Cultes : intégrisme (p. 1374)

Cultes : islam (p. 1375)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des
Églises et de l'Etat (p. 1375)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de
l'homme et du citoyen : laïcité (p. 1374)

Enseignement : laïcité (p. 1374)

Enseignement : établissements scolaires : voile islamique
(p. 1376)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1375)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1374)

Jeunes : insertion professionnelle : discrimination (p. 1376)

Parlement : rôle (p. 1374)

Politique sociale : intégration (p. 1375)

Politique sociale : inégalités : exclusion (p. 1376)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1488 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard
(enseignement de l'histoire du fait religieux dans les écoles
élémentaires, les collèges et les lycées) (p. 1499)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Marc Ayrault
(évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1502)

Explications de vote et vote [10 février 2004] (p. 1570)

Ses explications de vote (p. 1573)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1574)

Claude GOASGUEN

Paris (14^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la
législation et de l'administration générale de la République
[J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée
de proposer un texte sur les dispositions restant en
discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de
l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du
17 octobre 2003] (p. 17727)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1406 visant à permettre aux maires et
adjoints au maire des arrondissements de Paris, Lyon et
Marseille de bénéficier des dispositions relatives au
détachement et à la suspension du contrat de travail
[4 février 2004]

Proposition de loi n° 1578 tendant à instituer le scrutin
uninominal à un tour pour l'élection des députés
[29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1767 visant à réformer l'aide médicale
de l'Etat [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien de l'ordre. Prostitution étrangère, lutte et
prévention [13 janvier 2004] (p. 278)

Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et
prévention [29 juin 2004] (p. 5674)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9374)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10283)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : laïcité (p. 10283)

Enseignement supérieur : sécurité (p. 10283)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 10283)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 10283)

Enseignement supérieur : étudiants : logement : aides et prêts
(p. 10283)

Enseignement supérieur : universités (p. 10283)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement
(p. 598)

Enseignement : réglementation (p. 599)

Enseignement : élèves (p. 598)

Enseignement : établissements scolaires (p. 598)

Enseignement : pédagogie (p. 597)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 598)

Enseignement secondaire : collèges (p. 298)

Enseignement secondaire : lycées (p. 598)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1398)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1399)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : circulaires (p. 1398)

Etablissements de santé : hôpitaux : intégrisme (p. 1400)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1942)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : Conseil constitutionnel (p. 1942)

Collectivités territoriales : décentralisation : Paris (p. 1943)

Communes : maires d'arrondissement (p. 1943)

Coopération intercommunale : Paris (p. 1943)

Etat : décentralisation : Parti socialiste (p. 1942)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 70 ter

Son amendement n° 1335 rectifié (prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité) : adopté (p. 2402)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Son intervention (p. 5881 et s.)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur du projet de loi relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale (n° 1515) [13 avril 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome III : Affaires étrangères (Coopération et développement) (n° 1113) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1139 visant à modifier les articles L. 122-45 et L. 412-2 du code du travail [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1140 visant à réduire à cinq ans la prescription applicable aux actions en justice fondées sur une discrimination syndicale [15 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1515), relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale [28 avril 2004] (n° 1556)

Proposition de loi n° 1563 visant à uniformiser le format des bulletins de vote en fonction du nombre des candidatures [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1687 visant à mobiliser l'épargne des travailleurs migrants en France au service du développement de leur région et en faveur de projets productifs [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Hôpitaux et maternités, Sud-Aveyron [28 octobre 2003] (p. 9552)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, zones rurales [8 juin 2004] (p. 4570)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 10241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : aide au retour (p. 10243)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10241)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10242)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 10241)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10241 et s.)

Santé : sida : accès aux soins (p. 10242)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3296)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 3297)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 3297)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3296)

Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3296 et s.)

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Article 2 (nationalité du volontaire et pays dans lesquels peut être accompli le volontariat)

Son intervention (p. 3305)

Article 3 (sauvegarde des droits à indemnisation du chômage et des acquis professionnels du salarié accomplissant une période de volontariat)

Son intervention (p. 3305)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 3305 et s.)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son intervention (p. 3307)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de la commission (création d'une commission consultative du volontariat de solidarité internationale et composition de cette commission) (p. 3307)

Intervient sur l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (création d'une commission consultative du volontariat) (p. 3307)

Intervient sur le sous-amendement n° 13 de M. Jean-Paul Bacquet (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3308)

Article 7 (indemnité du volontaire)

Son intervention (p. 3309)

Article 7 bis (commission du volontariat de solidarité internationale)

Son intervention (p. 3309)

Article 8 (agrément des associations)

Son intervention (p. 3309)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (maintien transitoire du droit antérieur pour les contrats de volontariat en cours et les associations agréées sous convention avec le ministère) (p. 3309)

Pierre GOLDBERG*Allier (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 février 2004] (p. 2597)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2004] (p. 2597)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 février 2004] (p. 3312)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 février 2004] (p. 3313)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Michelin, emploi et activité [9 juin 2004] (p. 4653)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 452, posée le 13 octobre 2003. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7717). Appelée le 14 octobre 2003. Fonctionnement, financement, Montluçon (p. 8491)

n° 661, posée le 6 avril 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 6 avril 2004. Fonctionnement, Montluçon (p. 2625)

n° 811, posée le 8 juin 2004. Aménagement du territoire. Non appelée (J.O. Questions p. 4138)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)****Procédure des questions :**

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9959)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)**

Son intervention (p. 11563)

Thèmes :

Enfants : exploitation (p. 11563)

Enfants : droits de l'enfant (p. 11564)

Enfants : mauvais traitements (p. 11563)

Enfants : politique de l'enfance (p. 11563)

Enseignement : obligation scolaire (p. 11564)

Professions sociales : assistantes maternelles

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)**Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)**

Son intervention (p. 11572)

Article 2 (dispositions transitoires relatives à la réforme de l'agrément des assistants maternels non permanents)

Son intervention (p. 11572)

Article 3 (abrogation du dispositif administratif de suspension ou de suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire)

Son intervention (p. 11574)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 11578)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de cohérence) (p. 11582)

Ses explications de vote (p. 11588)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11588)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)**

Son intervention (p. 329)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 329)

Elections et référendums : modes de scrutin : assemblée territoriale (p. 330)

Elections et référendums : référendums : Polynésie française (p. 329)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 330)

Outre-mer : autonomie : Parti communiste (p. 329)

Outre-mer : population locale : consultation (p. 329)

Politique générale : démocratie (p. 329)

Ses explications de vote (p. 330)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 330)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)****Article 57 (lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines)**

Son intervention (p. 2318)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)
Son amendement n° 192 (p. 2828)

Après l'article 39 bis A

Son amendement n° 193 (dangers liés aux ondes UMTS (téléphonie mobile) : étude d'impact) : rejeté (p. 2830)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5262 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5294)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6801 et s.)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6828)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6833 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6836 et s.)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)

Son intervention (p. 6840 et s.)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6843 et s.)

Article 38 [séance du 16 juillet 2004] (coordination)

Son intervention (p. 6847 et s.)

François-Michel GONNOT

*Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Rapporteur de la proposition de loi portant création des communautés aéroportuaires (n° 1286) [20 janvier 2004]

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Rapporteur de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XIII : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Equipement et transports terrestres) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1286), portant création des communautés aéroportuaires [28 janvier 2004] (n° 1380)

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [7 juillet 2004] (n° 1717)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [13 avril 2004] (p. 2865)

Transports aériens. Air France. KLM, fusion, conséquences [11 mai 2004] (p. 3499)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 668, posée le 6 avril 2004. Défense. Armée de l'air (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 6 avril 2004. Restructuration, conséquences, 6^{ème} régiment d'hélicoptères de combat de Margny-lès-Compiègne (p. 2616)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9449)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire (p. 9450)

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9450)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9450)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9449)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9449)

Transports ferroviaires : SNCF : situation financière (p. 9449)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9449 et s.)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 9450)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 9450)

Voie : routes nationales : décentralisation (p. 9450)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)

Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)

Son intervention (p. 114)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : infrastructures (p. 115)
 Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 115)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 115)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 114 et s.)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1575)

Thèmes :

Emploi (p. 1576)
 Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1575 et s.)
 Transports aériens : bruit (p. 1576)
 Transports aériens : trafic (p. 1576)
 Urbanisme (p. 1576)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son intervention (p. 1590)

Article 2 (missions et périmètre d'intervention de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1593 et s.)

Article 3 (création de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1594)

Article 4 (composition du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1595 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. François Asensi (rétablissement du titre initial de la proposition de loi) (p. 1596)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Blazy (financement des communautés aéroportuaires par le Fonds d'investissement et de services de la communauté aéroportuaire-FISCA) (p. 1596)

Article 5 (ressources de la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1597 et s.)

Article 5 bis (affectation des ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires -FCNA-)

Son intervention (p. 1599)

Article 6 (projets éligibles au financement par la communauté aéroportuaire)

Son intervention (p. 1600)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son amendement n° 231 (p. 1678)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2844)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 2844)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2844)
 Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2844)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3026)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3027)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3026 et s.)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3028)
 Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3027)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3028)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3027)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3028)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3027)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3027)
 Transports routiers (p. 3027 et s.)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3027)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3820)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : exportations (p. 3820)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3820 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3821)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3821)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jacques Pélassard (missions de la politique énergétique française) (p. 3896)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 885 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3904)

Son sous-amendement n° 878 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3905)

Son sous-amendement n° 879 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3905)

Son sous-amendement n° 880 rectifié à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3905)

Son sous-amendement n° 874 rectifié à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3906)

Son sous-amendement n° 881 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Ses sous-amendements n° 882 et 883 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Son sous-amendement n° 887 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3910)

Son sous-amendement n° 888 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3912)

Son sous-amendement n° 875 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3912)

Son sous-amendement n° 884 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3913)

Son sous-amendement n° 876 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3914)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 889 (rédactionnel) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : adopté (p. 3931)

Son sous-amendement n° 891 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933) : retiré (p. 3934)

Son sous-amendement n° 892 (propriétaires bailleurs ; incitations à l'économie d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté après rectification (p. 3934)

Son sous-amendement n° 1082 (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934) : adopté (p. 3935)

Son sous-amendement n° 890 (développement des limiteurs de vitesse) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 3935)

Son sous-amendement n° 897 (diversification du bouquet énergétique de la France) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : adopté (p. 3945)

Son sous-amendement n° 898 (réacteur européen à eau pressurisée ; rôle de l'Etat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949) : retiré (p. 3951)

Son sous-amendement n° 984 (sigle REP substitué à celui d'EPR) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3951)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3952)

Son sous-amendement n° 893 rectifié (production française des énergies électriques renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3956)

Son sous-amendement n° 894 (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964) : retiré (p. 3969)

Son sous-amendement n° 896 (gros consommateurs de gaz incités à disposer de capacités de stockage d'une énergie alternative) à l'amendement n° 6 de la commission : retiré (p. 3971)

Son sous-amendement n° 901 (prise en compte de la cogénération pour le recours au chauffage électrique) à l'amendement n° 6 de la commission : retiré (p. 3971)

Son sous-amendement n° 904 (soutien public au développement des techniques de séquestration du dioxyde de carbone) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971) : adopté (p. 3972)

Son sous-amendement n° 905 (diversification du « bouquet » énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3972)

Son sous-amendement n° 895 (valorisation énergétique du bois) à l'amendement n° 6 de la commission : retiré (p. 3972)

Son sous-amendement n° 902 (esters méthyliques d'huiles végétales) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 903 (accroissement à l'horizon 2010 de la production d'énergie renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 900 (substitution d'une énergie renouvelable par une énergie fossile découragée) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 906 (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3974)

Son sous-amendement n° 899 (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3975)

Son sous-amendement n° 908 (efforts de recherche français insérés dans les programmes de recherche communautaires) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique ; développement de la recherche) : adopté après rectification (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)

Son sous-amendement n° 907 (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978) : retiré (p. 3979)

Son sous-amendement n° 910 (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) : adopté (p. 3985)

Son sous-amendement n° 909 (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 3986)

Son sous-amendement n° 911 (simplification des procédures de classement pour les réseaux de chaleur utilisant majoritairement des énergies renouvelables) à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) : retiré (p. 3987)

Son sous-amendement n° 758 (problématique de l'étalement urbain) à l'amendement n° 9 de la commission : retiré (p. 3987)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)
 Son sous-amendement n° 658 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 4177)

Son sous-amendement n° 912 à l'amendement n° 11 de la commission (p. 4178)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)
 Son amendement n° 695 (p. 4179)

Son amendement n° 693 (p. 4180)

Son sous-amendement n° 913 à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 4180)

Son amendement n° 703 (p. 4180)

Son amendement n° 697 (p. 4181)

Ses amendements n° 698 et 696 (p. 4182)

Article 4 (Registre national des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 699 (p. 4183)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son sous-amendement n° 701 à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4184)

Son sous-amendement n° 704 rectifié à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4186)

Avant l'article 8

Son sous-amendement n° 700 (référence au bois) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (énumération des sources d'énergie renouvelables et définition de la biomasse) : retiré (p. 4192)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son amendement n° 702 (p. 4192)

Après l'article 8

Son sous-amendement n° 764 (rôle du préfet) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (transfert au maire ou au président de l'EPCI de la délivrance du permis de construire des éoliennes) : retiré (p. 4196)

Son sous-amendement n° 916 rectifié (suppression de l'avis des maires des communes limitrophes) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : retiré (p. 4196)

Son sous-amendement n° 914 rectifié (suppression de l'avis des maires des communes limitrophes) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : retiré (p. 4196)

Son sous-amendement n° 915 rectifié (suppression de l'avis des maires des communes limitrophes) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : retiré (p. 4196)

Article 10 (obligation d'achat pour les nouvelles installations de turbinage des débits minimaux)

Son amendement n° 759 (p. 4200)

Après l'article 11

Son amendement n° 705 (énergie éolienne ; obligation d'achat ; fixation d'un plafond dérogatoire de puissance) (p. 4213) : non soutenu ; repris par M. Yves Cochet

Son amendement n° 760 (gestionnaires des réseaux publics de transports et de distribution ; publications obligatoires) (p. 4214) : rejeté (p. 4215)

Après l'article 13

Son amendement n° 1062 (répartition de la charge de la compensation) : retiré (p. 4232)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4094)

Thèmes :

Environnement : charte de l'environnement : Constitution (p. 4094)

Environnement : principe de précaution (p. 4094)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4946)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4959)

Son intervention (p. 4967)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4946 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4967)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4946 et s., 4967 et s.)
Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4967 et s.)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5112 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5289 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5368 et s.)

Article 4 (organisation de la séparation fonctionnelle de la gestion du réseau)

Son intervention (p. 5497 et s.)

Son amendement n° 1186 : adopté (p. 5498)

Son sous-amendement n° 1205 à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 5498)

Son sous-amendement n° 1204 rectifié à l'amendement n° 10 de la commission : adopté (p. 5498)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5504)

Son amendement n° 1188 (p. 5503) : adopté (p. 5504)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5517)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5534)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5551)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5560)

Son amendement n° 1209 : adopté (p. 5560)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5568 et s.)

Son sous-amendement n° 1208 à l'amendement n° 42 de la commission (p. 5568) : adopté après rectification (p. 5569)

Son amendement n° 1197 : adopté (p. 5569)

Après l'article 21

Son intervention (p. 5587)

Son amendement n° 1211 (négociation directe entre les consommateurs professionnels et les producteurs d'électricité des conditions de prix pour leur consommation d'énergie électrique de base) : retiré (p. 5587)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5605)

Article 31 (mise à jour de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)

Son intervention (p. 5620)

Son amendement n° 1200 (p. 5620) : adopté (p. 5621)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)

Son intervention (p. 5623)

Article 36 (date de changement de forme juridique d'EDF et de GDF, statuts initiaux des sociétés et poursuite du mandat des administrateurs élus)

Son intervention (p. 5627)

Article 37 (dispositions transitoires relatives aux réseaux de transport)

Son intervention (p. 5628)

Son amendement n° 1203 : adopté (p. 5628)

Explications de vote et vote [29 juin 2004] (p. 5676)

Ses explications de vote (p. 5681)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5682)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7102)

Son intervention (p. 7104)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7102, 7104)

Energie et carburants : gaz : stockage (p. 7105)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7104 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 7104)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7105)

Gaëtan GORCE

Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [7 octobre 2003] (p. 8171)

Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [13 avril 2004] (p. 2869)

Chômage : indemnisation. Recalculés. Financement [5 mai 2004] (p. 3350)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint des bouleversements incessants de l'ordre du jour [21 juin 2004] (p. 5198)

Se plaint du rythme des débats imposés lors de la session extraordinaire, y voit une illustration de la politique "d'improvisation" du Gouvernement ; se déclare scandalisé de la manœuvre gouvernementale destinée à offrir à un ancien ministre la présidence d'une grande entreprise publique [9 juillet 2004] (p. 6337)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)
Ses amendements n°s 410 et 409 (p. 8128)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 5 (groupement régional de santé publique)
Son amendement n° 71 (p. 2755)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)
Son intervention (p. 9000 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10060)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Emploi : chômage (p. 10060)
- Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 10061)
- Emploi : contrats initiative-emploi (p. 10061)
- Emploi : jeunes (p. 10060)
- Politique sociale : fracture sociale (p. 10060)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre III

Son amendement n° 115 (alignement des rémunérations des ministres sur le RMI) (p. 10093) : rejeté (p. 10095)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (financement des contrats initiative emploi) (p. 10095)

Son amendement n° 116 (réduction de crédits de 1 046 330 000 € correspondant au transfert des allègements de cotisations sociales patronales) (p. 10098) : rejeté (p. 10099)

Ses amendements n°s 118 (réduction de crédits de 149 210 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi consolidé (CEC)) : rejeté (p. 10099)

Son amendement n° 119 (réduction de crédits de 78 200 000 € correspondant à la diminution des crédits alloués au contrat emploi solidarité (CES)) : rejeté (p. 10099)

Son amendement n° 123 (réduction de crédits de 3 050 000 € correspondant à la baisse des moyens accordés à l'ANPE) (p. 10101)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 3 (suppression du FOREC)
Son intervention (p. 9698)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10889)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10904)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 10890, 10904)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 10889)
- Politique économique : pouvoir d'achat (p. 10890)
- Politique sociale : insertion (p. 10891, 10904)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10890)
- Travail : droit du travail (p. 10889)
- Travail : précarité (p. 10891, 10904)
- Travail : salaires (p. 10890)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10925 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Augustin Bonrepaux (prise en charge des dépenses en personnel de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale nécessaires à la gestion de la compétence transférée) (p. 10928)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10942)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10965)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10970)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA en matière de négociation annuelle obligatoire) (p. 10978)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Alain Vidalies (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA au regard de la consultation des comités d'entreprise) (p. 10980)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10984)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'opportunité d'inscrire le droit à la négociation dans la Constitution) (p. 12441)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12447 et s.)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son intervention (p. 12472 et s.)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12510)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Son intervention (p. 2385)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2386)
Entreprises : droit syndical (p. 2386)
Entreprises : expression des salariés (p. 2386)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2386)
Travail : accords interprofessionnels (p. 2386)
Travail : négociations (p. 2385)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention (p. 1729)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1730)
Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1730)
Constitution : régime présidentiel (p. 1729)
Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires (p. 1730)
Parlement : prérogatives (p. 1731)
Politique générale : institutions : réforme (p. 1730 et s.)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1732 et s.)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2429)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 2430)
Emploi : politique de l'emploi (p. 2429)
Politique sociale : exclusion (p. 2431)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2430)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 2430)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 2430)
Travail : droit du travail (p. 2430)
Travail : négociations (p. 2430)
Travail : précarité (p. 2429)
Ses explications de vote (p. 2435)
Vote pour du groupe socialiste (p. 2435)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3335)

Thèmes :

Politique sociale : financement (p. 3335)
Politique sociale : solidarité (p. 3335)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4621)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5160) : rejetée (p. 5163)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 5161)
Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5161)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 5161)
Emploi : politique de l'emploi (p. 5160)
Travail : licenciements (p. 5161)
Travail : négociations (p. 5160)
Travail : précarité (p. 5161)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (définition et interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 5171)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (définition limitative des motifs de licenciement économique) (p. 5173)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (maintien de l'obligation préalable d'engager des négociations sur la réduction du temps de travail) (p. 5189)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juin 2004] (p. 5198)

Article 1er (prolongation de six mois de la suspension de certaines dispositions de la loi de modernisation sociale)

Son amendement n° 31 (p. 5199)

Après l'article 1er

Son amendement n° 32 (négociation entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur la recherche de l'équilibre des comptes de l'UNEDIC) (p. 5200) : rejeté (p. 5201)

Son amendement n° 33 (conditions de rétablissement dans leurs droits pour les "recalculés" de l'UNEDIC) (p. 5201) : rejeté (p. 5202)

Son amendement n° 34 (conditions de suspension de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 5202)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6166)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6342)

Jean-Pierre GORGES

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire [J.O. du 13 mai 2004] (p. 8541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Administration. Procédure administrative. Règles juridiques, simplification [3 mars 2004] (p. 2353)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12363)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Hervé Novelli (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12530)

Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12532)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 189 de Mme Chantal Brunel (conditions de remplacement d'un délégué titulaire par son suppléant) (p. 12539)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son intervention (p. 2053)

Après l'article 107

Son amendement n° 1283 (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 15 %) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 1284 (déficit de représentativité démographique de la ville centre au sein de l'EPCI limité à 20 %) : rejeté (p. 2546)

François GOULARD

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer, auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie [J.O. du 14 octobre 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du Consortium de réalisation (CDR), société anonyme constituée en vue de céder les actifs du Crédit Lyonnais après sa défaillance, et sur les "risques" nouveaux et importants que cet organisme aurait transférés à l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR) (n° 1102) [20 janvier 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions des négociations menées par le Gouvernement dans le cadre de l'affaire dite "Executive Life" et à apprécier les risques notamment financiers pris dans ce cadre par le Gouvernement (n° 1281) [20 janvier 2004]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1119 modifiant l'article L. 228 du code électoral [15 octobre 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1106) de financement de la sécurité sociales pour 2004 [22 octobre 2003] (n° 1156)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les propositions de résolutions :

- (n° 1102) de M. Gilbert Gantier tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du Consortium de réalisation (CDR), société anonyme constituée en vue de céder les 28,356 milliards d'euros d'actifs transférés par le Crédit Lyonnais après sa défaillance, et sur les "risques" nouveaux et importants que cet organisme aurait transférés à l'Etablissement public de financement et de restructuration (EPFR)

- (n° 1281) de M. Eric Besson et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions des négociations menées par le Gouvernement dans le cadre de l'affaire dite "Executive Life" et à apprécier les risques notamment financiers pris dans ce cadre par le Gouvernement [26 février 2004] (n° 1463)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. François-Michel Gonnot. Transports aériens. Air France. KLM, fusion, conséquences [11 mai 2004] (p. 3499)

M. Jean-Pierre Decool. Transports par eau. Transports maritimes. Hydrocarbures, navires, sécurité [22 juin 2004] (p. 5247)

M. Jean Marsaudon. Sécurité routière. Permis de conduire. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs [23 juin 2004] (p. 5322)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Dominique Paillé. Urbanisme. Permis de construire. Extension de réseaux, financement, réglementation [6 avril 2004] (p. 2621)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Transports urbains. RER. Ligne D, fonctionnement [6 avril 2004] (p. 2621)

M. Marc Reymann. Transports ferroviaires. TGV Est. Réseau allemand ICE, interconnexion, perspectives [27 avril 2004] (p. 3091)

- M. Alain Bocquet. Transports. Politique des transports. Infrastructures, développement, Nord-Pas-de-Calais [4 mai 2004] (p. 3261)
- Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Mer et littoral. Aménagement du littoral. Schéma de mise en valeur de la mer, Arcachon, perspectives [4 mai 2004] (p. 3261)
- M. Jérôme Rivière. Transports par eau. Port de Nice. Extension, perspectives [8 juin 2004] (p. 4558)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Transports ferroviaires. SNCF. Fret, perspectives [22 juin 2004] (p. 5220)
- M. Gilles Artigues. Transports aériens. Ligne Paris Saint-Etienne. Rétablissement [22 juin 2004] (p. 5219)
- Mme Chantal Brunel. Transports. Politique des transports. Infrastructures, perspectives, Est parisien [22 juin 2004] (p. 5215)
- M. Jacques-Alain Bénisti. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [22 juin 2004] (p. 5216)
- M. Maurice Giro. Transports ferroviaires. Gares. Avignon centre et Courtine, raccordement [22 juin 2004] (p. 5217)
- M. Bernard Pousset. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires. Zones rurales, perspectives [22 juin 2004] (p. 5218)
- Mme Odile Saugues. Transports ferroviaires. SNCF. Fret, perspectives, Auvergne [29 juin 2004] (p. 5660)
- M. Louis Giscard d'Estaing. Transports ferroviaires. SNCF. Fret, perspectives [29 juin 2004] (p. 5659)
- M. Dominique Tian. Mer et littoral. Domaine public maritime. Occupation, réglementation [29 juin 2004] (p. 5658)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [21 octobre 2003] (p. 9095)
- Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [27 janvier 2004] (p. 934)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8031)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi (p. 8032)
- Etat : réforme (p. 8033)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8032 et s.)
- Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8031 et s.)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8032)
- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8032 et s.)
- Lois de règlement (p. 8031)
- Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8031 et s.)
- Politique économique : consommation (p. 8033)
- Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8032)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8564)

Thèmes :

- Défense : crédits (p. 8565)
- Etat : missions régaliennes (p. 8565)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8564)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8564 et s.)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8564 et s.)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8565)
- Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8564)
- Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8565)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8565)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son amendement n° 28 (prévoyance complémentaire des salariés : déductibilité - maintien du régime existant) (p. 10573)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 129 (structures de recherche contractuelle - doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10590)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9561)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9562)
- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9562)
- Famille : politique familiale
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 9562)
- Sécurité sociale : dépenses (p. 9562)
- Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9561)
- Sécurité sociale : financement (p. 9561)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9694)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9698)

Après l'article 6

Son amendement n° 17 (prise en compte des reports déficitaires dans le revenu professionnel des non-salariés non-agricoles) : rejeté (p. 9723)

Article 8 (exonération de cotisations et contributions sociales pour les contributions des employeurs versées aux institutions de retraite supplémentaire)

Ses amendements n°s 232 rectifié et 233 (p. 9725)

Article 16 (validation des actes réglementaires portant baisse du taux de remboursement de certains médicaments)

Son intervention (p. 9758)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9774)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9818)

Avant l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Denis Jacquat (accroissement de la possibilité d'investissement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 9836)

Après l'article 57

Son amendement n° 214 précédemment réservé (extension des pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes) (p. 9890) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11624)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11626 et s.)
 Entreprises : création (p. 11625)
 Etat : réforme (p. 11626)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 11627)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11625)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11624 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 11624)
 Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11626)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11626)
 Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 11624)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 11625)
 Politique économique : croissance (p. 11624 et s.)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11626)
 Politique sociale (p. 11624)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 11627)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 11625)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 1 (régime fiscal de la pêche artisanale) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11765)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 9 (p. 11902)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 19

Son amendement n° 668 (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 847) : retiré (p. 848)

Son amendement n° 742 (règles de construction de routes en bord de mer) : retiré (p. 848)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Philippe Vuilque (audition annuelle des ministres sur leur bilan par les commissions permanentes) (p. 1736)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ;

[4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1 (p. 1987)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son amendement n° 124 (p. 2053)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 3 (p. 2160)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Secrétaire de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Poids lourds. Redevance kilométrique, perspectives [26 novembre 2003] (p. 11203)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9194)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Procédure des questions :

Recherche : télécommunications (p. 10533)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11841)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11851)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11859) : rejetée (p. 11864)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11860)

Secteur public : privatisations (p. 11859)

Secteur public : services publics (p. 11861)

Télécommunications : services publics (p. 11841, 11851, 11861)

Télécommunications : France Télécom (p. 11851, 11859)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11859)

Télécommunications : Internet (p. 11860)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11873 et s.)

Son amendement n° 14 (p. 11873)

Ses amendements n°s 15 à 32 (p. 11874)

Ses amendements n°s 36 à 48 (p. 11884)

Ses amendements n°s 51 à 54 (p. 11889 et s.)

Ses amendements n°s 56 et 57 (p. 11905)

Son amendement n° 58 (p. 11906)

Ses amendements n°s 59 et 60 (p. 11909)

Son amendement n° 62 (p. 11910)

Après l'article 1er

Son amendement n° 64 (participation des opérateurs de télécommunications aux instances consultatives chargées de l'aménagement du territoire) : rejeté (p. 11911)

Article 2 (coordination du droit du service universel avec l'évolution européenne)

Son amendement n° 65 (p. 11911)

Ses amendements n°s 66, 67 et 68 (p. 11912)

Article 3 (pérennisation du statut de fonctionnaire de France Télécom)

Ses amendements n°s 69, 70 et 71 (p. 11915)

Article 3 bis (mobilité vers les trois fonctions publiques)

Son amendement n° 72 (p. 11916)

Article 4 (dispositions à caractère social)

Son intervention (p. 11919)

Son amendement n° 73 (p. 11920)

Article 5 (abrogation de l'obligation pour l'Etat de détenir la moitié du capital)

Son amendement n° 74 (p. 11921)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son amendement n° 75 (p. 11923)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 146)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 146)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 147)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 147)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 146)

Télécommunications : antennes-relais (p. 147)

Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 147)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Après l'article 1er

Son amendement n° 47 (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 162) : retiré (p. 163)

Son amendement n° 48 (mise à disposition du public des données numérisées) : adopté (p. 163)

Son amendement n° 49 (consultation des archives numérisées) (p. 163) : rejeté (p. 164)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. François Brottes (rapport au Parlement) (p. 167)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 179)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 186)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Pierre-Christophe Baguet (mention identifiable et lisible rappelant que le piratage nuit à la création artistique) (p. 191)

Article 7 (exception au libre exercice du commerce électronique ; obligations imposées aux ressortissants d'Etats membres de la Communauté européenne)

Son intervention (p. 194)

Article 7 bis (règles de conflit de lois)

Son intervention (p. 195)

Article 9 (éléments d'information obligatoires permettant l'identification du prestataire)

Son intervention (p. 196)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (indication du ou des noms du domaine de l'Internet et adresse électronique de chaque entreprise lors de l'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 197)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 199)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 210)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 211)

Article 24 (pouvoir des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 212)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 212 et s.)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son amendement n° 71 (p. 215)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 219)

Intervient sur le sous-amendement n° 75 de M. François Brottes (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 76 de M. François Brottes (nécessité qu'un appel d'offres préalable soit resté infructueux) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) (p. 224)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Louis Bianco (définition du service universel de télécommunications) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. François Brottes (définition du service universel de télécommunications) (p. 226)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Brottes (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2008) (p. 226)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1621)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1669)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1670)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1622 et s.)

Télécommunications : France Télécom : statut juridique (p. 1622)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1621 et s.)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son amendement n° 191 (p. 1676)

Article 9 (régime de la publication des listes d'abonnés et d'utilisateurs)

Son amendement n° 192 (p. 1687)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son amendement n° 193 (p. 1690)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1693)

Article 26 (article L. 125 du code des postes et des communications électroniques : dispositions définissant le statut de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques)

Son amendement n° 232 (p. 1701)

Son amendement n° 233 (p. 1702)

Son amendement n° 234 (p. 1702)

Son amendement n° 235 (p. 1703)

Article 35 (compétences du CSA en matière de concurrence et de coordination)

Son amendement n° 197 (p. 1706)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1755)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Didier Mathus (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de télé-réalité) (p. 1769)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 743, posée le 18 mai 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3524). Appelée le 18 mai 2004. Canicule, mortalité, lutte et prévention (p. 3741)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9467)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9467)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 9467 et s.)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 9467 et s.)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Communes : sécurité routière (p. 10202)

Sécurité publique : catastrophes naturelles : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 10193)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10062)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10063)

Personnes âgées : dépendance (p. 10063)

Rapatriés : harkis (p. 10062)

Rapatriés : indemnisation (p. 10062)

Transports aériens : compagnies aériennes (p. 10062)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11549)

Thèmes :

Justice : personnes disparues (p. 11550)

Politique sociale : surendettement (p. 11550)

Rapatriés : harkis (p. 11550)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11645)

Thèmes :

Communes : Montpellier : transports urbains (p. 11646)

Sécurité publique : inondations : crédits (p. 11645 et s.)

Transports urbains (p. 11646)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1444)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1444)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1444)

Femmes : égalité des sexes (p. 1444)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

- Communes : autonomie financière (p. 3652)
- Communes : ressources (p. 3651)
- Coopération intercommunale (p. 3651)
- Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : urbanisme (p. 3651)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3651)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4850)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Diefenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Article 6 (versement d'une indemnité forfaitaire aux personnes, autres que les fonctionnaires et agents publics, ayant dû interrompre leur activité professionnelle en raison des événements d'Algérie)

Son intervention (p. 4866)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Réforme. Loi n° 2003-775 du 31 août 2003, décret d'application, publication [6 janvier 2004] (p. 43)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 468, posée le 13 octobre 2003. Voirie. RN 10 et RN 76 (J.O. Questions p. 7719). Appelée le 14 octobre 2003. Aménagement, Indre-et-Loire (p. 8479)

n° 538, posée le 6 janvier 2004. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 6). Suppléée par M. Guy Geoffroy. Appelée le 6 janvier 2004. Conditions de vie, aides de l'Etat (p. 15)

n° 575, posée le 20 janvier 2004. Etablissements de santé. Statut (J.O. Questions p. 388). Appelée le 20 janvier 2004. Socio-esthéticiens (p. 542)

n° 744, posée le 18 mai 2004. Handicapés. Intégration en milieu scolaire (J.O. Questions p. 3524). Appelée le 18 mai 2004. Perspectives (p. 3746)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son amendement n° 231 (p. 8124)

Son amendement n° 232 (p. 8126)

Son intervention (p. 8127)

Son amendement n° 233 (p. 8127)

Son amendement n° 234 (p. 8128)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 238 (p. 8182)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8192)

Son amendement n° 240 (p. 8192)

Son amendement n° 241 (p. 8193)

Après l'article 4

Son amendement n° 242 (compétences de l'INPES en matière d'éducation à la santé et de prévention comportementale) : retiré (p. 8197)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son amendement n° 250 (p. 8274)

Article 51 (formation médicale continue)

Son amendement n° 248 (p. 8417)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention (p. 11084)

Thèmes :

- Associations : bénévolat (p. 11085)
- Jeunes : citoyenneté (p. 11084)
- Jeunes : service civique (p. 11085, 11092)
- Politique sociale : solidarité (p. 11085)
- Ses explications de vote (p. 11092)
- Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11093)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4367)

Thèmes :

- Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4367)
- Handicapés : enfants (p. 4367)
- Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4367)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 56

Son amendement n° 72 (réduction de charges sociales proportionnelle aux absences du salarié sapeur-pompier volontaire) : retiré (p. 7332)

Son amendement n° 73 (réduction de toutes les primes d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) : retiré (p. 7332)

Maxime GREMETZ
Somme (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 février 2004] (p. 2815)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations (n° 1390) [25 février 2004]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12571)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1188 relative au remboursement de la TVA aux communes réalisant des travaux sur le domaine public départemental [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1189 relative à la date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en 1962 [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1263 relative à la valorisation du travail [27 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1356 relative à la représentation des communes associées au sein des établissements publics de coopération intercommunale [15 janvier 2004]

Proposition de loi n° 1389 relative aux conditions d'exercice des activités industrielles et commerciales le jour de la fête nationale [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1392 relative au travail temporaire [4 février 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur sa proposition de loi (n° 1390) tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations [25 février 2004] (n° 1453)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Revenu minimum d'activité, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9625)

Travail. Droit du travail. Réforme, perspectives [26 novembre 2003] (p. 11196)

Union européenne. Constitution européenne. Ratification, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12498)

Retraites : généralités. Réforme. Conséquences [14 janvier 2004] (p. 349)

Logement. Logement social. Entretien, ascenseur, sécurité [3 février 2004] (p. 1273)

Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte contre l'exclusion [25 février 2004] (p. 1891)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression [4 mai 2004] (p. 3289)

Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [23 juin 2004] (p. 5314)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 861, posée le 29 juin 2004. Culture. Maisons des jeunes et de la culture (J.O. Questions p. 4806). Appelée le 29 juin 2004. Statut, Amiens (p. 5641)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que la commission d'enquête relative à la canicule "se mette en place sans tarder" [1^{er} octobre 2003] (p. 7992)

Considère inacceptable qu'un député utilise le terme "marchands de mort" à l'égard des producteurs de tabac [30 octobre 2003] (p. 9716)

Reproche à M. Goulard de l'avoir contredit dans le débat d'hier : c'est bien la France qui détient le record d'Europe pour la taxation des cigarettes [30 octobre 2003] (p. 9720)

Affirme que les cinq minutes règlementaires n'ont pas été respectées lors du scrutin précédent [31 octobre 2003] (p. 9876 et 9879)

Estime que le président de séance fait respecter les temps de parole d'une façon qui varie selon les orateurs [5 novembre 2003] (p. 10068)

Rappelle qu'il a, à la fin de la séance de l'après-midi, demandé au précédent président de séance d'observer de manière plus souple les temps de parole : un débat inéquitable ne fait gagner aucun temps [5 novembre 2003] (p. 10075)

Se plaint d'avoir été mis en cause personnellement par le ministre des affaires sociales ; il confirme sa position sur l'allègement des charges patronales, conteste que cette action soit génératrice d'emplois, rappelle les profits des entreprises en général et des patrons français en particulier [5 novembre 2003] (p. 10086)

Appelle l'attention du ministre des affaires sociales sur les conditions de suspension et de renouvellement du contrat d'insertion au revenu minimum d'activité [5 novembre 2003] (p. 10093)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : se plaint que le gouvernement ne donne pas sa position sur le fond des quatre amendements déposés par son groupe et qu'il avait lui-même présentés tout en les sachant irrecevables : ne pas répondre aux questions qu'ils traitent transforme l'Assemblée en chambre d'enregistrement [6 novembre 2003] (p. 10150)

Exprime la solidarité de son groupe avec Mme Boutin dans le désaccord entre cette dernière et des membres de la majorité [19 novembre 2003] (p. 10873)

Réitère la proposition qu'il a faite de procéder à un vote séparé de la partie du projet de loi concernant la formation professionnelle sur laquelle un consensus semble se dégager, et de la partie consacrée au dialogue social, en application de l'article 63 du règlement [12 décembre 2003] (p. 12292)

Réclame une suspension de séance afin de pouvoir se rendre à une réunion de la commission d'enquête sur la canicule qui se déroule simultanément et y porter la contradiction au ministre de l'intérieur [16 décembre 2003] (p. 12435)

Trouve indigne qu'un ministre, M. Gilles de Robien, l'ait accusé d'utiliser à des fins polémiques la mort d'un homme dans un accident d'ascenseur. Il précise que son groupe a voté les dispositions relatives à la sécurité dans les ascenseurs, même s'il n'a pas voté l'ensemble du projet de loi. Il s'étonne des propos du ministre indiquant que ces dispositions ne nécessitent pas de décrets d'application et se demande si cela vaut pour toutes les lois [3 février 2004] (p. 1282)

Demande au président de la commission des affaires économiques de la réunir immédiatement afin d'examiner les nombreux amendements non encore examinés par la commission et précise que s'il ne peut faire entendre raison, il demandera des suspensions à répétition [16 juin 2004] (p. 5053)

Se plaint du chevauchement entre une convocation de la commission spéciale et le vote en séance publique d'un projet important ; il réaffirme que son groupe a des propositions concrètes à présenter au Premier ministre sur l'assurance-maladie et il lui en remet, en mains propres, un exemplaire [29 juin 2004] (p. 5687)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen : estime que l'article 52 du règlement ne permet pas au président de séance de s'opposer à une demande de suspension de séance "de droit" selon les termes de l'article 58 [1^{er} juillet 2004] (p. 6817)

Déplore qu'au mépris des droits du Parlement, le Gouvernement ait diffusé dans le public une brochure expliquant la réforme alors que le débat est loin d'être terminé [5 juillet 2004] (p. 6051)

Affirme que le Gouvernement informe davantage l'ordre des médecins que l'Assemblée nationale [5 juillet 2004] (p. 6068)

S'inquiète des conséquences d'une éventuelle baisse des prix sur la consommation du tabac et de ses effets sur le financement du plan cancer [6 juillet 2004] (p. 6082)

Réclame une suspension de séance coïncidant avec la réunion de son groupe [6 juillet 2004] (p. 6084)

Considère que le Gouvernement n'a pas respecté l'Assemblée nationale en adressant aux médecins, avant même l'adoption du projet de loi sur l'assurance maladie, une lettre leur expliquant le contenu de la loi [7 juillet 2004] (p. 6170)

Rappelle l'opposition déterminée du groupe communiste au projet gouvernemental [15 juillet 2004] (p. 6704)

Conteste le grief d'immobilisme lancé par le secrétaire d'Etat à l'assurance maladie contre ses prédécesseurs, accuse le Gouvernement de vouloir réduire l'importance des acteurs sociaux au sein des caisses d'assurance-maladie [15 juillet 2004] (p. 6732)

Conteste la position du Gouvernement sur la composition du conseil d'administration de la CNAMTS [15 juillet 2004] (p. 6738)

Réaffirme l'intention de son groupe de défendre jusqu'au bout tous ses amendements malgré les provocations venant de droite [16 juillet 2004] (p. 6754)

Considère que le président de séance manque de respect à l'égard de l'opposition dans sa façon de gérer les suspensions de séance [16 juillet 2004] (p. 6762)

Considère que le président de séance agit contre le règlement en lui refusant une suspension de séance [16 juillet 2004] (p. 6815)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton : maintient ses griefs à l'encontre du président de séance [16 juillet 2004] (p. 6816)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)
Son intervention (p. 8120 et s.)

Article 2 (politique de santé publique régionale)
Son intervention (p. 8181 et s.)

Son sous-amendement n° 550 à l'amendement n° 24 de la commission (p. 8187)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (transfert des compétences de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale) (p. 8195)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8198 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 8216)

Article 7 (politique vaccinale)

Son intervention (p. 8217)

Article 8 (lutte contre les infections nosocomiales en médecine de ville)

Son intervention (p. 8218 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8224)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8229)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 8231 et s.)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 8239 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 557 rectifié du Gouvernement (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8246)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8150)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8152)
Etablissements de santé : hôpitaux : fonctionnement (p. 8151)
Ministères et secrétariats d'Etat : responsabilité (p. 8151)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8150)
Santé : sécurité sanitaire (p. 8151)
Sécurité publique : catastrophes naturelles (p. 8151)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 8152)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8573)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8573)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8573 et s.)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8573 et s.)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 8573 et s.)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8574)
TVA : taux réduit : restaurants (p. 8574)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10130)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra [6 novembre 2003] (p. 10149))

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10131)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10131)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10131)
Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10130)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10130)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10131)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10131)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10130)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10056)

Ses rappels au règlement (cf supra) [5 novembre 2003] (p. 10068, 10075, 10086 et 10093)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 10057)
Emploi : chômage (p. 10056)
Emploi : contrats emploi consolidé (p. 10057)
Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 10057)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10057)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 10056)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10057)

Procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 10089)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gaëtan Gorce (alignement des rémunérations des ministres sur le RMI) (p. 10094)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Francis Vercamer (rédactionnel) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Francis Vercamer (accès aux actions humanitaires pour les bénéficiaires) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10104)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. François Bayrou (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10106)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9601)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9663)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9602)

Produits dangereux : amiante (p. 9602)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 9602)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9602)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9663)

Sécurité sociale : financement (p. 9663)

Travail : médecine du travail (p. 9602)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9677 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 282 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (représentation des groupes parlementaires) à l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9689)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale assise sur les produits financiers des entreprises) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9694 et s.)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9696)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704 et s.)

Après l'article 4

Son rappel au règlement (cf supra) [30 octobre 2003] (p. 9716)

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9718)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 octobre 2003] (p. 9720)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9732)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9739)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse (conditions de retrait d'un médicament de la liste des produits remboursables) (p. 9764)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Jacqueline Fraysse (modification de la procédure accélérée de dépôt de prix ; cas où le prix du médicament est fixé par le ministère de la santé) (p. 9764)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9772)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9817 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Jacqueline Fraysse (participation des comités d'hygiène ou des délégués du personnel à la mission des caisses régionales d'assurance maladie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 9831)

Article 48 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 9834)

Article 49 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail pour 2004)

Son intervention (p. 9835)

Avant l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 221 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (majoration de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine ; répartition du produit de ce prélèvement) (p. 9837)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 218 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (rapport au Parlement sur les conditions de financement du Fonds d'investissement pour la petite enfance) (p. 9851)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9862 et s.)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son intervention (p. 9873)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son intervention (p. 9875 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 octobre 2003] (p. 9876 et 9879)

Article 38 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Répond aux interruptions du Gouvernement ; accuse M. Jean-Marie Le Guen d'avoir poussé le ministre de la santé à recourir au vote bloqué et y voit la marque d'un consensus entre le Gouvernement et le groupe socialiste (p. 9879)

Article 42 précédemment réservé (participation de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au financement du plan Biotox en 2003)

Son intervention (p. 9882)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de la commission (fixation des taux d'évolution de la masse salariale dans le secteur social et médico-social) (p. 9883)

Article 45 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9887)

Avant l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (versement aux organismes affectataires de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine le 25 novembre au plus tard) (p. 9888)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son intervention (p. 9893)

Ses explications de vote (p. 9895)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Fait personnel : : après avoir participé jour et nuit aux débats, regrette qu'un député, pourtant membre de l'opposition, l'ait attaqué personnellement pour se justifier d'avoir suggéré au ministre la procédure du vote bloqué : l'importance du devenir de la sécurité sociale mérite qu'on lui accorde du temps [31 octobre 2003] (p. 9895)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10859)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10902)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 novembre 2003] (p. 10873)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10862)
- Emploi : chômage (p. 10903)
- Entreprises : aides publiques (p. 10859)
- Entreprises : allègement des charges (p. 10859)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10860 et 10903)
- Politique sociale : exclusion (p. 10860, 10903)
- Politique sociale : insertion (p. 10859, 10903)
- Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10859, 10903)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10859, 10903)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10862)
- Politique sociale : solidarité (p. 10904)
- Travail : contrats à durée déterminée (p. 10861, 10902)
- Travail : droit du travail (p. 10863, 10903)
- Travail : licenciements (p. 10903)
- Travail : précarité (p. 10860, 10902)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son amendement n° 199 (p. 10951)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son amendement n° 77 (p. 10972)

Article 33 (décentralisation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 10974 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les politiques d'insertion menées dans chaque département) (p. 10976)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (inclusion dans les conventions de branche des actions d'insertion) (p. 10979)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10983 et s.)

Son amendement n° 79 corrigé (p. 10989)

Son amendement n° 81 (p. 11010) : SCRUTIN PUBLIC (p. 11011)

Son amendement n° 85 (p. 11048)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11053)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de la commission (le RMA est disjoint du calcul des ressources servant à établir le RMI) (p. 11054)

Article 37 (maintien des droits afférents au bénéfice du RMI pour les signataires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11056)

Article 40 (suivi, évaluation et contrôle du RMI et du RMA)

Son intervention (p. 11058)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 11063)

Ses explications de vote (p. 11111)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son interruption (p. 11543)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12246)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12253) : rejetée (p. 12268)

Son intervention (p. 12300)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12305)

Ses interventions (p. 12306, 12307)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2003] (p. 12292)

Thèmes :

- Assemblée nationale : projets de loi (p. 12253, 12300, 12306)
- Emploi : chômage (p. 12254 et s.)
- Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12260)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12246, 12255)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 12253)
- Formation professionnelle : formation en alternance (p. 12255)
- Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12254)
- Politique sociale : inégalités (p. 12255, 12305)
- Syndicats : droits syndicaux (p. 12259, 12305)
- Syndicats : représentativité (p. 12246 et s., 12253, 12259 et s., 12305 et s.)
- Travail : conventions collectives (p. 12247 et 12253)
- Travail : droit du travail (p. 12247)
- Travail : licenciements (p. 12258)
- Travail : négociations (p. 12247 et 12253)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 12256)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 12257)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)

Son intervention (p. 12323)

Article 10 (plan de formation)

Son intervention (p. 12343)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12352)

Article 33 (maintien en vigueur des accords collectifs antérieurs)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 décembre 2003] (p. 12435)

Avant l'article 34

Son amendement n° 100 (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12435) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 12438)

Son amendement n° 101 (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12438) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 12440)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son amendement n° 102 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12444)

Son amendement n° 103 (p. 12449)

Son amendement n° 104 (p. 12450)

Son amendement n° 105 (p. 12451)

Son amendement n° 106 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12452)

Son amendement n° 107 (p. 12452)

Son intervention (p. 12455 et s.)

Son amendement n° 108 (p. 12456)

Son amendement n° 109 (p. 12458)

Ses amendements n°s 110 et 111 (p. 12459)

Article 35 (renouvellement et révision des conventions et accords collectifs du travail)

Son amendement n° 112 (p. 12468)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son intervention (p. 12469 et s.)

Son amendement n° 113 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12469)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son intervention (p. 12477 et s.)

Son amendement n° 114 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12484)

Article 40 (conventions et accords de groupe)

Ses amendements n°s 118 et 119 (p. 12506)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son amendement n° 120 (p. 12507)

Son amendement n° 121 (p. 12508)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son amendement n° 122 (p. 12515)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son amendement n° 123 (p. 12517)

Son amendement n° 124 (p. 12518)

Son intervention (p. 12519)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son intervention (p. 12522)

Son amendement n° 115 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12523)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son intervention (p. 12528)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son amendement n° 125 (p. 12532)

Article 47 (dispositions de coordination)

Son amendement n° 126 (p. 12534)

Après l'article 48

Son sous-amendement n° 128 (la représentation parlementaire comprend un membre de chaque groupe politique) à l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNNC)) (p. 12534)

Article 50 (garantie de certaines créances salariales)

Son amendement n° 127 (p. 12537)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [7 avril 2004] (p. 2680)

Ses explications de vote (p. 2683)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2684)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12158)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12159 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 12159)

Impôt sur le revenu (p. 12158 et s.)

Impôts locaux (p. 12159)

Politique économique : conjoncture (p. 12158 et s.)

Politique économique : épargne (p. 12159)

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Article 1er (tacite reconduction des contrats)

Son intervention (p. 12163)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Desallangre (modification des contrats avec l'accord exprès des deux parties) (p. 12166)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Louis Giscard d'Estaing (contrats d'assurance-vie garantissant la liberté du choix de l'opérateur funéraire) (p. 12168)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jacques Desallangre (interdiction des publicités suggérant certaines facilités de crédit) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Desallangre (amendement de repli) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Desallangre (obligation au prêteur d'examiner le taux d'endettement de l'emprunteur) (p. 12169)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Desallangre (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12170)

Article 3 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 12173 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Desallangre (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Desallangre (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12175)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Desallangre (déclaration obligatoire des charges et ressources de l'emprunteur pour un crédit supérieur à 2 000 €) (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (délai de rétractation de l'emprunteur) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (annulation judiciaire des intérêts dus par un emprunteur victime d'un défaut d'information ou d'un abus de droit) (p. 12177)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Desallangre (campagnes d'information de la Banque de France pour prévenir le surendettement) (p. 12178)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Desallangre (assimilation au démarchage financier des propositions de crédit à la consommation faites par les préposés des magasins à grande surface) (p. 12180)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Desallangre (coordination avec l'amendement n° 17) (p. 12180)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Ségolène Royal (déchéance des intérêts stipulés dans un contrat de prêt passé avec un emprunteur dont la situation économique était compromise à la date du contrat) (p. 12182)

Article 4 (encadrement de la publicité relative au crédit à la consommation)

Son intervention (p. 12183 et s.)

Reprend l'amendement n° 2 de M. Léonce Deprez (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNNC)) (p. 12185)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Desallangre (présentation distincte des frais bancaires sur les relevés de compte) (p. 12185)

Ses explications de vote (p. 12187)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 12187)

Projet de loi n° 1246 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée
[18 décembre 2003] (p. 12611)

Son intervention (p. 12614)

Thèmes :

Départements : Pas-de-Calais : subventions (p. 12614 et s.)

Etrangers : immigration clandestine (p. 12614)

Police : police de l'air et des frontières : Pas-de-Calais (p. 12614)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2229)

Ses interventions (p. 2245, 2255)

Thèmes :

Commerce extérieur : balance commerciale (p. 2229)

Emploi (p. 2230, 2246)

Entreprises : délocalisations (p. 2229 et s., 2245 et s., 2256)

Impôts et taxes : politique fiscale : délocalisations (p. 2231)

Industrie : textile et habillement (p. 2230)

Politique économique : mondialisation (p. 2229, 2247)

Travail : conditions de travail (p. 2230)

Travail : droit du travail : droits sociaux (p. 2230)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3333)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3362)

Son intervention (p. 3365)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3398)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3334)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3362, 3366, 3398)

Etablissements de santé : politique de la santé (p. 3365)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3367)

Personnes âgées : dépendance (p. 3365)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3334, 3362)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3365)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3362, 3365)

Sécurité sociale : caisses (p. 3366, 3398)

Travail : durée du travail (p. 3333)

Travail : jours fériés (p. 3333)

Travail : jours fériés (p. 3365, 3398)

Travail : réduction du temps de travail (p. 3366, 3398)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3399 et s.)

Son sous-amendement n° 34 corrigé à l'amendement n° 11 corrigé de la commission (p. 3404)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 57 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (bénéfice d'avantages fiscaux à l'intention des établissements d'accueil pour personnes âgées afin de leur permettre de mettre en place des équipements de sécurité préventifs de risques climatiques) (p. 3406)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 37 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3430)

Son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 15 de la commission (p. 3433)

Article 3 (application de la journée de solidarité au secteur agricole)

Son amendement n° 39 (p. 3446)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son amendement n° 40 (p. 3447)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son amendement n° 41 (p. 3448)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son amendement n° 42 (p. 3450)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 43 (p. 3453)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Ses amendements n°s 45, 44 et 53 (p. 3458)

Ses amendements n°s 46 corrigé et 47 (p. 3459)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Ses amendements n°s 49 et 50 (p. 3460)

Article 12 (modalités d'entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 51 (p. 3464)

Explications de vote et vote [11 mai 2004] (p. 3500)

Ses explications de vote (p. 3501)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3502)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5043)

Son intervention (p. 5048)

Thèmes :

Entreprises : avantages fiscaux (p. 5049)

Entreprises : bénéfiques (p. 5043)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5049)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5048)

Personnes âgées : dépendance (p. 5048)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5048)

Santé : politique de la santé (p. 5050)

Santé : sécurité sanitaire (p. 5048)

Sécurité sociale : caisses (p. 5049)

Travail : durée du travail (p. 5049)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5050)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)

Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)

Son intervention (p. 3530)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 3530)

Etrangers : travail clandestin (p. 3531)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3531)
 Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 3531)
 Union européenne : accords de Schengen (p. 3531)
 Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3532)
 Ses explications de vote (p. 3533)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3534)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2004] (p. 5053)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5146) : rejetée (p. 5159)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5151)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 5147 et s.)
 Emploi : recrutement (p. 5150 et s.)
 Energie et carburants : EDF et GDF (p. 5148)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 5153)
 Entreprises : délocalisations (p. 5151)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5147)
 Parlement : ordre du jour (p. 5146)
 Politique économique : capitalisme (p. 5151 et s.)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 5152)
 Travail : licenciement économique (p. 5147 et s.)
 Travail : licenciements (p. 5147 et s.)
 Travail : négociations (p. 5147)
 Travail : plan social (p. 5153)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5155)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5154)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 14 (cas de constatation judiciaire de la nullité du licenciement) (p. 5169) : rejeté (p. 5170)

Son amendement n° 15 (définition et interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 5170) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5172)

Son amendement n° 2 (définition limitative des motifs de licenciement économique) (p. 5172) : rejetés au SCRUTIN PUBLIC (p. 5173)

Son amendement n° 1 (interdiction des licenciements économiques hors le cas des "difficultés avérées") (p. 5174) : rejeté (p. 5175)

Son amendement n° 17 (interdiction de procéder à des licenciements économiques pour les entreprises ayant réalisé des profits) (p. 5175) : rejeté (p. 5176)

Son amendement n° 6 (obligation de notifier par écrit toute modification du contrat de travail pour motif économique) (p. 5176) : rejeté (p. 5177)

Son amendement n° 7 (subordination du licenciement économique à la mise en place dans l'entreprise des institutions représentatives du personnel) : rejeté (p. 5177)

Son amendement n° 9 (suites obligatoires données aux avis des représentants du personnel sur les mesures économiques et sociales envisagées par l'entreprise) (p. 5177) : rejeté (p. 5178)

Son amendement n° 5 rectifié (conditions et modalités d'exercice du droit d'opposition aux licenciements économiques reconnu aux représentants du personnel) : rejeté (p. 5178)

Son amendement n° 10 (extension des conditions de mise en place du plan de sauvegarde de l'emploi) : rejeté (p. 5179)

Son amendement n° 11 (appréciation au regard des objectifs et des ressources de l'entreprise du plan de sauvegarde de l'emploi) : rejeté (p. 5179)

Son amendement n° 12 (effets suspensifs de l'action en non-conformité du plan social intentée devant le conseil des prud'hommes) (p. 5179) : rejeté (p. 5180)

Son amendement n° 4 (droit d'opposition du comité d'entreprise aux décisions de suppression d'emplois) (p. 5185) : rejeté (p. 5186)

Son amendement n° 8 (mise à l'étude des avis des représentants du personnel sur les projets de suppression d'emplois) (p. 5186) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5188)

Son amendement n° 16 (modalités d'informations conjointes des représentants du personnel des entreprises liées par une relation de sous-traitance) : rejeté (p. 5188)

Son amendement n° 18 (maintien de l'obligation préalable d'engager des négociations sur la réduction du temps de travail) (p. 5188) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5190)

Son amendement n° 19 (rétablissement de l'obligation d'étude d'impact avant une fermeture impliquant la suppression d'au moins cent emplois) (p. 5190) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5191)

Son amendement n° 20 (phases successives de consultation du comité d'entreprise) (p. 5191) : rejeté (p. 5192)

Son amendement n° 21 (droit à l'information du comité d'entreprise sur toute mesure susceptible d'incidence négative en matière d'emploi) (p. 5192) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5193)

Son amendement n° 22 (maintien des prérogatives du comité d'entreprise en cas de restructuration ou de compression des effectifs) (p. 5193) : rejeté (p. 5194)

Son amendement n° 23 (rétablissement de la procédure de médiation en cas de projet de licenciements égal ou supérieur à 100 emplois) (p. 5194) : rejeté (p. 5195)

Son amendement n° 24 (rétablissement des critères fixant l'ordre des licenciements) (p. 5195) : rejeté (p. 5196)

Son amendement n° 25 (rétablissement du pouvoir d'intervention de l'administration du travail en alternative à des licenciements) (p. 5196) : rejeté (p. 5197)

Son amendement n° 26 (décret d'application : date de publication) (p. 5197) : rejeté (p. 5198)

Article 1er (prolongation de six mois de la suspension de certaines dispositions de la loi de modernisation sociale)

Son intervention (p. 5198 et s.)

Son amendement n° 27 (p. 5199)

Article 2 (récupération de prestations devenues indues)

Son intervention (p. 5203)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5715) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5729)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5758)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5687)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5715 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 5720)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5716)

Assurances : compagnies (p. 5720, 5759)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5722)

Entreprises : allègement des charges (p. 5716, 5718, 5424, 5725)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 5717, 5721)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5716, 5719, 5721, 5759)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5717)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5723)

Impôts et taxes : produits (p. 5724)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 5723)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5718)
 Politique économique : libéralisme (p. 5716, 5759)
 Politique sociale : privatisations (p. 5715, 5759)
 Politique sociale : solidarité (p. 5715)
 Professions de santé : médecins (p. 5717)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 5718)
 Risques professionnels : accidentés du travail (p. 5722)
 Santé : accès aux soins (p. 5723)
 Santé : données médicales (p. 5718)
 Santé : politique de la santé (p. 5716 et s.)
 Santé : prévention (p. 5722)
 Santé : soins (p. 5716)
 Santé : soins : remboursement (p. 5721)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5718)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5927 et s.)

Avant l'article 2 [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5948 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5964 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 6051)

Son intervention (p. 6055 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 6068)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6082)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6084)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6094)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6105)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6109 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2004] (p. 6170)

Son intervention (p. 6171 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6190 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6200 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6372 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6384 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6413 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6445 et s.)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6627 et s.)

Après l'article 25 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6638 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6644 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6660 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6683 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6698 et s.)

Reprend l'amendement n° 62 rectifié de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNCC)) (p. 6703) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6704)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6704)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6728 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6732)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6738)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6754)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6762)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6782 et s.)

Reprend l'amendement n° 8239 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNCC)) (p. 6790) : rejeté (p. 6791)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6796 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6815)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6816)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6817)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6829)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6830 et s.)

Article 33 [séance du 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes des caisses primaires d'assurance maladie et autorité du directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie sur le réseau)

Son intervention (p. 6836 et s.)

Article 35 [séance du 16 juillet 2004] (création de l'Institut des données de santé)

Son intervention (p. 6840 et s.)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6855 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)

Son intervention (p. 6868 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6886 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6903)

Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6907)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6908 et s.)

Article 43 [séance du 19 juillet 2004] (contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques et maîtrise des dépenses de médicaments)

Son intervention (p. 6926 et s.)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6930 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6937 et s.)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Ses explications de vote (p. 6960)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6962)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19135)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19135)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Mer et littoral. Extension du domaine maritime, perspectives [11 février 2004] (p. 1643)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9232)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : pétrole : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9233)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9233)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : statut juridique (p. 9234)

Prestations familiales : réforme (p. 9234)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1633)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : radio : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1633 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1633)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 20 (la séparation de corps)

Son amendement n° 139 (p. 2965)

Son amendement n° 140 (p. 2966)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Après l'article 61

Son amendement n° 75 (procédure de composition des conseils locaux outre-mer) : adopté après modification (p. 4812)

Son amendement n° 74 (extension outre-mer de l'application de dispositions codifiées) : adopté (p. 4812)

François GROSDIDIER

*Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 7 : Affaires sociales, travail et solidarité (Ville et rénovation urbaine) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1492 instituant une exonération fiscale temporaire pour les immeubles vacants [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Relations internationales. Commerce international. Entraves douanières [18 novembre 2003] (p. 10763)
 Environnement. Protection. Biodiversité [21 janvier 2004] (p. 643)
 Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, jeunes [27 avril 2004] (p. 3115)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9044)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 10595, 10603, 10608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 10595)
 Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10595)
 Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10595)
 Aménagement du territoire : villes (p. 10595, 10603)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 10603)
 Logement : politique du logement (p. 10595)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10595, 10603, 10608)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4093)

Thèmes :

Environnement : biodiversité (p. 4093)
 Environnement : changements climatiques (p. 4093)
 Environnement : droit à l'environnement : Constitution (p. 4094)
 Environnement : principe de précaution (p. 4093)

Arlette GROSSKOST

*Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Représentante suppléante de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 9 octobre 2003] (p. 17274)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (COM (2002) 711 final/E-2176) (n° 1159) [5 novembre 2003]

Membre du Conseil supérieur du service public ferroviaire [JO du 30 juin 2004] (p. 11921)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 1159) sur la proposition de règlement du Conseil relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (COM (2002) 711 final/E-2176) [19 novembre 2003] (n° 1242)

Proposition de loi n° 1607 visant à prolonger le dispositif du congé de reclassement [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Femmes. Bilan et perspectives [21 octobre 2003] (p. 9099)
 Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [13 avril 2004] (p. 2872)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [11 mai 2004] (p. 3499)

DÉBATS**Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11956)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11956)

Secteur public : service minimum (p. 11956)

Syndicats : actions (p. 11957)

Transports : transports de voyageurs (p. 11956)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 312 (p. 12363)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Son amendement n° 313 (p. 12368)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 461)

Thèmes :

Emploi : chômage : handicapés (p. 461)

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 461)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 461)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 461)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 461)

Lois : projet de loi : handicapés (p. 461)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 31 (régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire)

Son amendement n° 51 corrigé (p. 88)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 288 (p. 2160)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4336)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle : handicapés (p. 4336)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4336)

Handicapés : emplois réservés (p. 4336)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4336)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 81 rectifié (p. 4479)

Serge GROUARD

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Pascale GRUNY

*Aisne (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe de l'Union pour un
Mouvement Populaire*

Deviens députée le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités dans le massacre de nombreuses victimes civiles, rapatriées et harkis après la date officielle du cessez-le-feu de la guerre en Algérie (n° 1637) [28 juillet 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1637) de M. Kléber Mesquida et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités dans le massacre de nombreuses victimes civiles, rapatriées et harkis après la date officielle du cessez-le-feu de la guerre en Algérie [22 septembre 2004] (n° 1797)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bâtiment et travaux publics. Emploi. Bilan et perspectives [15 juin 2004] (p. 4914)

DÉBATS

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3838)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 3838 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3838)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5791)

Thèmes :

Santé : carnet de santé (p. 5791)

Travail : absentéisme : maladies (p. 5792)

Nicole GUEDJ

*Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice
puis Secrétaire d'Etat aux droits des victimes*

Est nommée Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice, auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [J.O. du 23 janvier 2004] (p. 1713)

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Secrétaire d'Etat aux droits des victimes, auprès du garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Sébastien Huyghe. Système pénitentiaire. Etablissements. Construction et rénovation, perspectives [2 mars 2004] (p. 2271)

M. Jacques Houssin. Télécommunications. Internet. Cybercriminalité, lutte et prévention [26 mai 2004] (p. 4118)

M. Paul Giacobbi. Droit pénal. Atteintes à l'autorité de l'Etat. Corse [8 juin 2004] (p. 4572)

M. Jean-Pierre Dufau. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [23 juin 2004] (p. 5321)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Daniel Mach. Justice. Fonctionnement. Correction d'erreurs administratives, délais [3 février 2004] (p. 1254)

M. André Schneider. Professions judiciaires et juridiques. Exercice de la profession. Alsace-Moselle [3 février 2004] (p. 1255)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Système pénitentiaire. Etablissements. Programmes immobiliers, perspectives, Nantes [24 avril 2004] (p. 1807)

M. Didier Quentin. Baux. Baux commerciaux. Réglementation, réforme [24 février 2004] (p. 1809)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, Tarbes [4 mai 2004] (p. 3263)

M. Claude Leteurtre. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme, perspectives [25 mai 2004] (p. 4024)

Mme Anne-Marie Comparini. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, Rhône [1^{er} juin 2004] (p. 4264)

M. Gérard Voisin. Professions judiciaires et juridiques. Avocats. Formation professionnelle, centre régional, Grand Est, implantation [1^{er} juin 2004] (p. 4263)

M. Jean Auclair. Sécurité routière. Permis de conduire. Permis blanc, perspectives [8 juin 2004] (p. 4555)

M. Pierre Lasbordes. Jeunes. Protection judiciaire. Centre d'action éducatrice, rénovation, Bures-sur-Yvette [8 juin 2004] (p. 4556)

M. François Rochebloine. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [29 juin 2004] (p. 5661)

M. Patrick Braouezec. Traités et conventions. Treizième protocole à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ratification [29 juin 2004] (p. 5663)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3473)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : gouvernement d'entreprise (p. 3474)

Assurances : responsabilité civile : dirigeants (p. 3475)

Entreprises : situation financière : transparence (p. 3474)

Justice : frais de justice (p. 3475)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3473)

Politique économique : croissance (p. 3473)

Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3473 et s.)

Sociétés : assemblées générales : vote par procuration (p. 3474)

Sociétés : contrôle : réforme (p. 3474)

Sociétés : dirigeants : responsabilité en cas de faute (p. 3475)

Sociétés : droit des affaires : simplifications administratives (p. 3474)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays (n° 1246) [20 novembre 2003]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1246), autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays [16 décembre 2003] (n° 1292)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9160)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9160 et s.)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 9161)

Projet de loi n° 1246 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 décembre 2003] (p. 12611)

Son intervention (p. 12611)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 12611 et s.)

Police : police de l'air et des frontières : Pas-de-Calais (p. 12612)

Union européenne : accords de Schengen (p. 12612 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 75

Son amendement n° 329 (conseil national du littoral) : adopté (p. 1221)

Jean-Claude GUIBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco (n° 1043) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France (n° 1208) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai

1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 (ensemble un échange de lettres) (n° 1437) [12 mai 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1122 visant à dispenser l'officier d'état-civil célébrant le mariage civil de la lecture de l'article 371-1 du code civil lors de la cérémonie [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1126 renforçant la lutte contre la conduite sans permis [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1133 visant à renforcer le dispositif de lutte contre les navires pollueurs en mer Méditerranée [15 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur l'avenir du processus euroméditerranéen [16 décembre 2003] (n° 1297)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1208) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France [11 février 2004] (n° 1428)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Procédure. Délais [3 mars 2004] (p. 2349)

Politique extérieure. Iraq. Administration, rôle de l'Organisation des nations unies (ONU) [9 juin 2004] (p. 4654)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 844, posée le 22 juin 2004. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 22 juin 2004. Transfert de compétences, eau, assainissement, réglementation (p. 5214)

DÉBATS

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12033)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12033)

Bioéthique : génétique (p. 12033)

Recherche : recherche médicale (p. 12033)

Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12033)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 616)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 616)

Enseignement : pédagogie (p. 616)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1432)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1433)

Cultes : islam : voile islamique (p. 1433)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1433)

Cultes : voile islamique : communautarisme (p. 1433)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1432)

Femmes : liberté (p. 1433)

Lucien GUICHON

Ain (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10139)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10624)

Thème :

Sports : jeux olympiques (p. 10624)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (taxe professionnelle assise sur les équipements et biens mobiliers utilisés par une personne ni propriétaire, ni locataire, ni sous-locataire : assujettissement du propriétaire) (p. 11784)

Élisabeth GUIGOU

Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 28 avril 2004] (p. 7683)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Racisme et antisémitisme, incendie, Gagny [18 novembre 2003] (p. 10758)

Union européenne. Perspectives. Convention européenne [3 décembre 2003] (p. 11595)
Justice. Magistrats. Indépendance [10 février 2004] (p. 1563)
Politiques communautaires. Budget. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2670)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse la majorité de remettre en cause le pacte social de la Libération en créant une sécurité sociale à deux vitesses, ce que le groupe socialiste s'attache à dénoncer [1^{er} juillet 2004] (p. 5854)

En appelle à une bonne tenue du débat, estime que tous les députés, et non pas seulement les professionnels de santé ont le droit de débattre de l'assurance maladie, considère comme inadmissible qu'un député de la majorité ait reproché à M. Jean-Marie Le Guen de n'avoir jamais exercé [8 juillet 2004] (p. 6284)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son intervention (p. 8938)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9598)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9598)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9599)
Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9599)
Démographie : vieillissement de la population (p. 9600)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9599)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 9600)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9599)
Politique sociale : inégalités (p. 9599)
Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9600)
Santé : politique de la santé (p. 9599)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9598)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)
Son intervention (p. 11404 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1518) : rejetée (p. 1523)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 1519)
Droit pénal : délinquance financière (p. 1519)
Droit pénal : droits de la défense (p. 1518)
Droit pénal : mineurs : fichiers informatisés (p. 1519)
Droit pénal : présomption d'innocence (p. 1518)
Droit pénal : repentir : coût (p. 1520)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1518)
Justice : mandat d'arrêt européen (p. 1520)
Justice : parquet : indépendance (p. 1519)
Système pénitentiaire : droits de l'homme (p. 1520)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12247)

Son intervention (p. 12285)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12247)
Formation professionnelle : formation continue (p. 12285)
Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12287)
Syndicats : représentativité (p. 12247)
Syndicats : représentativité (p. 12287)
Travail : conventions collectives (p. 12247 et 12285)
Travail : droit du travail (p. 12247 et 12285)
Travail : négociations (p. 12247 et 12285)
Travail : salaires (p. 12287)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1400)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique (p. 1401)
Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1400)
Cultes : intégrisme (p. 1400)
Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1400)
Enseignement : laïcité (p. 1400)
Enseignement : établissements scolaires : inégalités (p. 1401)
Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1401)
Etablissements de santé : hôpitaux : intégrisme (p. 1401)
Femmes : égalité des sexes (p. 1400)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1401)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5782)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5837)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5783 et s.)
Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5837)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5784)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5784, 5785)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5785, 5838)
Professions de santé : médecins (p. 5785, 5838)
Santé : accès aux soins (p. 5785)
Santé : cancer (p. 5838)
Santé : politique de la santé (p. 5783 et s., 5837 et s.)
Santé : prévention (p. 5838)
Santé : sécurité sanitaire (p. 5786)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 5783 et s.)
Sécurité sociale : caisses (p. 5783 et s., 5837)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ;

[6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5854)

Son intervention (p. 5867 et s.)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5901 et s.)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5929)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5988)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6111)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6166)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6282)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6284)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6291)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6343)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6423 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6939 et s.)

François GUILLAUME

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'agriculture et les pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce [21 janvier 2004] (n° 1371)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [13 janvier 2004] (p. 280)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8361)

Thèmes :

Marchés publics (p. 8363)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8363)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8363)

Pays étrangers : Brésil (p. 8363)

Pays étrangers : Etats-Unis : agriculture (p. 8363)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 8363 et s.)

Politique économique : mondialisation (p. 8363)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8363)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8363)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8652)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique (p. 8653)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8653)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8652 et s.)

Secteur public : privatisations (p. 8653)

Secteur public : privatisations : France Télévisions (p. 8653)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8653)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9168)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 9168)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9169)

Élevage : bâtiments (p. 9169)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9169)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9169)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9325)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9326)

Aménagement du territoire : pays (p. 9326)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 9325)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9326)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9326)

Coopération intercommunale (p. 9326)

Enseignement : fermetures de classes (p. 9325)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9325)

Postes : La Poste (p. 9325)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9326)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Droit pénal : main courante : gendarmerie (p. 10200)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Procédure des questions :

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 10091)

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10409)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 672)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 779 de M. Antoine Herth (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 739 et s.)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 754)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 760 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Philippe-Armand Martin (régime fiscal des EARL non familiales) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 1411 rectifié de M. Yves Coussain (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exercice, par l'associé d'un GAEC, d'une activité autre que celle d'exploitant agricole) (p. 764)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 767)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 778 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Marc Le Fur (développement des exploitations agricoles) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (développement des exploitations agricoles : aménagement du principe de réciprocité) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 734 de M. Michel Raison (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) (p. 792)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 940 de Mme Janine Jambu (suppression de la mise en place progressive du système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne) à

l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3940)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3943)

Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3947)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 2 [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5986)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6053 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6143)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6351 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6400)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6434)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ensemble deux protocoles) (n° 1329) [21 janvier 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome V : Écologie et développement durable (n° 1113) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1329), autorisant la ratification de l'accord entre la République française, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ensemble deux protocoles) [3 mars 2004] (n° 1472)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET
FRANCOPHONIE

**Examen des fascicules [7 novembre 2003]
(p. 10234, 10256)**

Son intervention (p. 10267)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 10267)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10267)
Politique économique : mondialisation (p. 10267)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 10267 et s.)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 9421)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9422 et s.)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9422)
Eau : agences (p. 9423)
Environnement : crédits (p. 9421 et s.)
Organisations internationales : Banque mondiale : politique de l'environnement (p. 9422)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 9422 et s.)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9421)
Politique économique : mondialisation (p. 9421)
Politique extérieure : aide au développement (p. 9423)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 9422)
Union européenne : directives : environnement (p. 9422)
Union européenne : élargissement (p. 9422)
Urbanisme (p. 9422)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son amendement n° 131 rectifié (p. 2551)

Avant l'article 120

Son amendement n° 133 (taxe locale d'électricité) : adopté (p. 2555)

Après l'article 125 ter

Son amendement n° 134 rectifié (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) : retiré (p. 2561)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 747 (p. 4198)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4979)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 4979 et s.)

Énergie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4979)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4979)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5296 et s.)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5516 et s.)

Son amendement n° 1932 rectifié : adopté (p. 5516)

Christophe GUILLOTEAU

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 16 bis D

Son amendement n° 401 (services de nature sexuelle sur les animaux) : adopté (p. 11392)

Paulette GUINCHARD-KUNSTLER

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

DÉPÔT

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) - tome IV : assurance vieillesse ; tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission avec MM. Pierre Morange, Bruno Gilles et Claude Gaillard [22 octobre 2003] (n° 1157)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 8005)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [2 juin 2004] (p. 4353)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 681, posée le 27 avril 2004. Associations. Associations d'aide à domicile (J.O. Questions p. 3079). Appelée le 27 avril 2004. Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), taux horaire, relèvement (p. 3092)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle le drame humain vécu l'été précédent du fait de la canicule, en particulier par les personnes âgées et demande que le Premier ministre et le ministre des affaires sociales viennent présenter des mesures concrètes pour l'année prochaine [29 octobre 2003] (p. 9633)

Dénonce les attaques personnelles du ministre et prend à partie les commissaires du Gouvernement assis derrière lui, qui, en adoptant une attitude de moquerie systématique tout à fait inacceptable, sortent de leur rôle [29 octobre 2003] (p. 9660)

Constate l'absence en début de séance du ministre de la santé et de la protection sociale et du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale ; réclame une suspension de séance pour qu'ils viennent se joindre au débat [4 mai 2004] (p. 3313)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8158)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8159)

Personnes âgées : solidarité (p. 8159)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8158)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8158)

Santé : urgences (p. 8158)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9559)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 octobre 2003] (p. 9660)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 9559)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 9561)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 9559)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 9559)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 9559)

Santé : personnes âgées (p. 9560)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9561)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 171 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9675)

Article 14 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2003)

Son intervention (p. 9746)

Article 17 (fixation d'un prix maximum de vente aux établissements de santé des médicaments rétrocedés disposant d'une autorisation de mise sur le marché)

Son intervention (p. 9761)

Après l'article 17

Son amendement n° 176 (rapport au Parlement sur les conditions de participation des personnes à la prise en charge de leur dépendance) (p. 9765) : rejeté (p. 9766)

Avant l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Denis Jacquat (accroissement de la possibilité d'investissement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 9836)

Son amendement n° 221 (majoration de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine ; répartition du produit de ce prélèvement) (p. 9837) : rejeté (p. 9838)

Article 53 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2004)

Son amendement n° 222 (p. 9839)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10078)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10078)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10077)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10077)

Politique sociale : solidarité (p. 10077)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son amendement n° 717 (p. 2149)

Après l'article 39

Son amendement n° 725 (comité départemental pour l'insertion) (p. 2155) : rejeté (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 724 de M. François Brottes (attribution du chèque d'accompagnement personnalisé par les services et organismes d'Etat) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 723 de M. François Brottes (institution d'une régie d'avance unique dans chaque collectivité pour le chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. François Brottes (missions et organisation de la commission des chèques d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Brottes (rapport sur les conditions d'extension du chèque d'accompagnement personnalisé) (p. 2156)

Son amendement n° 721 (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées) : rejeté (p. 2157)

Son amendement n° 722 (création d'observatoires départementaux d'action sociale) (p. 2157) : rejeté (p. 2158)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2159 et s.)

Son amendement n° 728 (p. 2160)

Ses amendements n° 726 et 727 (p. 2161)

Après l'article 40

Son amendement n° 729 (schémas interdépartementaux et interrégionaux de l'organisation sociale et médico-sociale) : rejeté (p. 2162)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 2163)

Son amendement n° 732 (p. 2164)

Ses amendements n° 733, 730 rectifié et 731 (p. 2164)

Article 42 (compétences de l'Etat en matière de formation des travailleurs sociaux)

Son amendement n° 734 corrigé (p. 2165)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 735 (p. 2166)

Ses amendements n° 742 et 738 rectifié (p. 2167)

Ses amendements n° 736, 740 et 737 (p. 2168)

Article 44 (conventions de financement entre les régions et les établissements de formation en travail social et médico-social)

Son amendement n° 743 (p. 2169)

Article 45 (transfert aux régions de l'attribution des aides aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales)

Son amendement n° 745 (p. 2169)

Ses amendements n° 746 et 747 (p. 2170)

Article 46 (coordination par le département de l'action en faveur des personnes âgées)

Son amendement n° 748 (p. 2170)

Son amendement n° 750 (p. 2171)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son amendement n° 751 (p. 2171)

Son intervention (p. 2172)

Après l'article 47

Son amendement n° 752 (comité national des retraités et personnes âgées) : rejeté (p. 2174)

Son amendement n° 753 (comités régionaux des retraités et personnes âgées) : rejeté (p. 2174)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2469)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2494)

Article 92 supprimé par le Sénat (évaluation des politiques locales - création d'un Conseil national des politiques publiques locales)

Son intervention (p. 2511)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2515 et s.)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 14 B

Son amendement n° 80 (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national du vieillissement) (p. 2781) : rejeté (p. 2782)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3324) : rejetée (p. 3335)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3361)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 mai 2004] (p. 3313)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3361)

Handicapés : garantie de ressources (p. 3330, 3361)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3326, 3361)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3328, 3330)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3328, 3361)

Politique sociale : solidarité (p. 3324, 3361)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3327)

Sécurité sociale : caisses (p. 3326)

Travail : droit du travail (p. 3331, 3332)

Travail : jours fériés (p. 3326, 3331)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 3331)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3400 et s.)

Son amendement n° 54 (p. 3401)

Son amendement n° 55 (p. 3402)

Son amendement n° 56 (p. 3405)

Après l'article 1er

Son amendement n° 57 (bénéfice d'avantages fiscaux à l'intention des établissements d'accueil pour personnes âgées afin de leur permettre de mettre en place des équipements de sécurité préventifs de risques climatiques) : rejeté (p. 3406)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 58 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3430)

Son intervention (p. 3435 et s.)

Article 3 (application de la journée de solidarité au secteur agricole)

Son amendement n° 59 (p. 3446)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son amendement n° 60 (p. 3447)

Son intervention (p. 3448)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son amendement n° 61 (p. 3448)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son intervention (p. 3450)

Son amendement n° 62 (p. 3450)

Avant l'article 7

Son amendement n° 63 (rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 sur la dépendance des personnes âgées) (p. 3451) : adopté (p. 3452)

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3453)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 66 (p. 3454)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (organes dirigeants de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie : structures) (p. 3457)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 67 (p. 3458)

Son amendement n° 68 (p. 3459)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son amendement n° 69 (p. 3460)

Son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 98 du Gouvernement (p. 3460)

Article 10 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à compter de l'année 2005)

Son amendement n° 72 (p. 3462)

Article 12 (modalités d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3464)

Explications de vote et vote [11 mai 2004] (p. 3500)

Ses explications de vote (p. 3503)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Son intervention (p. 5045)

Thèmes :

Collectivités territoriales : responsabilités (p. 5047)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 5046)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5046)

Sécurité sociale : caisses (p. 5046)

Travail : droit du travail (p. 5046)

Travail : durée du travail (p. 5046)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4364)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires : handicapés (p. 4364)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4364)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 4364)

Sécurité sociale : caisses (p. 4364)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4391 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4421)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Intervient sur l'amendement n° 873 du Gouvernement (p. 4424)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4433 et s.)

Son sous-amendement n° 994 à l'amendement n° 112 de la commission (p. 4446)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 988 de la commission à l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur l'amendement n° 936 du Gouvernement (p. 4453)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4630)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4634 et s.)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4642 et s.)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 789 (p. 4676)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5793)

Thèmes :

Professions de santé : médecins (p. 5793)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 5793)

Santé : maladies (p. 5794)

Santé : politique de la santé (p. 5794)

Sécurité sociale : caisses (p. 5794)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6016 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6136 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6164)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6205)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6213)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6504)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6508)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6658 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6672 et s.)

H

David HABIB

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Total. Emploi et activité, perspectives [19 mai 2004] (p. 3849)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 631, posée le 24 février 2004. Energie et carburants. Bassin de Lacq (J.O. Questions p. 1283). Appelée le 24 février 2004. Reconversion, chimie fine, perspectives (p. 1797)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10601)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 10601)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10602)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11665)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1340)

Thèmes :

Emploi : chômage : discrimination (p. 1341)

Enseignement : intégration (p. 1340)

Enseignement : neutralité (p. 1340)

Etrangers : immigration : aide au retour (p. 1341)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1340)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : lois (p. 1341)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 122

Son amendement n° 869 (compensation salaires de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 2556)

Projet de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2238)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 2239)

Emploi (p. 2239)

Entreprises : délocalisations (p. 2239)

Industrie : chimie (p. 2239)

Recherche (p. 2239)

Ses explications de vote (p. 2257)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2257)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3060)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3062)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3060)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3061)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3062)

Energie et carburants : gaz de Lacq (p. 3061)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3062)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3061)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 179 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Son amendement n° 129 (service public, élément du contrat social) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 100 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3908)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 330 (référence à la recherche et à l'utilisation de la pile à combustible) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : retiré (p. 3975)

Son amendement n° 119 (objectif de cohésion économique et sociale) (p. 3989) : rejeté (p. 3990)

Après l'article 11

Son amendement n° 258 (promotion des biocarburants) : retiré (p. 4219)

Après l'article 13

Son amendement n° 832 (affectation obligatoire de l'énergie fossile extraite du sous-sol national à des activités permettant sa valorisation) : rejeté (p. 4237)

Son amendement n° 833 (création d'un fonds de réindustrialisation destiné à la reconversion des gisements nationaux d'extraction d'énergie fossile en voie d'épuisement) : rejeté (p. 4238)

Son amendement n° 834 (charge financière de la protection de l'environnement et de la sécurité liées à l'exploitation d'un gisement d'énergie fossile sur le territoire national supportée exclusivement par la société titulaire du droit d'exploitation) : rejeté (p. 4238)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4977)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4977 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4978)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4977 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 4978)

Recherche (p. 4978)

Union européenne : commission : politique énergétique (p. 4978)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5084 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5281 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5372)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Après l'article 5

Son intervention (p. 5506 et s.)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5513)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5515)

Georges HAGE

*Nord (16^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1459 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la progression du nombre d'internements psychiatriques en France [25 février 2004]

Proposition de loi n° 1493 tendant à créer un service public de l'eau [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 634, posée le 24 février 2004. Fonctionnaires et agents publics. Travail (J.O. Questions p. 1284). Appelée le 24 février 2004. Harcèlement psychologique, lutte et prévention (p. 1793)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1384)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1385)

Emploi : chômage (p. 1385)

Enseignement : établissements scolaires : voile islamique (p. 1384)

Femmes : égalité des sexes (p. 1385)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : communautarisme (p. 1385)

Claudie HAIGNERÉ

*Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies
puis Ministre déléguée aux affaires européennes*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Ministre déléguée aux affaires européennes, auprès du ministre des affaires étrangères. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Daniel Garrigue. Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), perspectives [17 décembre 2003] (p. 12502)

M. Jean-Michel Dubernard. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 275)

M. François Hollande. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 276)

M. Frédéric Dutoit. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 277)

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Ministères et secrétariats d'Etat. Recherche : budget. Crédits pour 2004 [14 janvier 2004] (p. 347)

Mme Maryse Joissains-Masini. Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [20 janvier 2004] (p. 573)

M. Dominique Strauss-Kahn. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 992)

M. Pierre Lasbordes. Recherche. Politique de la recherche. Financement [2 mars 2004] (p. 2272)

M. Pierre Cohen. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [2 mars 2004] (p. 2273)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Soudan. Situation politique [28 avril 2004] (p. 3178)

Mme Irène Tharin. Union européenne. Elargissement. Conséquences économiques [5 mai 2004] (p. 3345)

M. Yvan Lachaud. Elections et référendums. Elections européennes. Abstentionnisme, lutte et prévention [2 juin 2004] (p. 4350)

M. Pierre Albertini. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [22 juin 2004] (p. 5240)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Lasbordes. Recherche. Politique de la recherche. Simplification administrative [6 janvier 2004] (p. 27)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10530)

Ses réponses (p. 10534 à 10537)

Thèmes avant la procédure des questions :

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 10530)

Recherche : concurrence (p. 10531)

Recherche : fondations (p. 10532)

Recherche : chercheurs (p. 10531)

Recherche : crédits (p. 10530)

Recherche : recherche fondamentale (p. 10531)

Recherche : recherche industrielle (p. 10533)

Réponses aux questions :

Énergie et carburants : carburants (p. 10537) (M. Jean-Louis Léonard) (p. 10537)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 10535) (M. Gilbert Gantier) (p. 10535)

Recherche : fondations (p. 10534) (M. Christian Bataille) (p. 10534)

Recherche : télécommunications (p. 10534) (M. Alain Gouriou) (p. 10533)

Santé : sida : recherche médicale (p. 10536) (M. Frédéric Dutoit) (p. 10536)

Sécurité routière : prévention (p. 10536) (M. Frédéric Dutoit) (p. 10536)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Christian Bataille (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10539)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)*Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)*

Son intervention (p. 12202 et s.)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Jacques Myard (p. 2996)

Thèmes :

Constitution (p. 2997)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2996 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2997)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3505)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3505)

Organisations internationales : FIPOL (p. 3505)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 3505 et s.)

Son intervention (p. 3511)

Projet de loi n° 557 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3512)

Son intervention (p. 3512)

Thèmes :

Espace : politique spatiale (p. 3512 et s.)

Union européenne : construction européenne : Agence spatiale européenne (p. 3513)

Discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3514)

Son intervention (p. 3514)

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption**Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3515)**

Son intervention (p. 3515)

Thèmes :

Droit civil : contrats : corruption (p. 3515 et s.)

Droit pénal : corruption (p. 3515)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 3515)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 3515)

Projet de loi n° 1420 autorisant l'approbation de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3519)

Son intervention (p. 3519)

Sa réponse (p. 3523)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E 2447)**Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)**

Son intervention (p. 3526)

Sa réponse (p. 3532)

Thèmes :

Politiques communautaires : immigration : coopération (p. 3526, 3532)

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (p. 3527, 3533)

Union européenne : accords de Schengen (p. 3526, 3533)

Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (p. 3626)

Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures : contrôle parlementaire (p. 3527, 3533)

Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3526, 3533)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1226 visant à autoriser un établissement public de coopération intercommunale à mettre en œuvre un dispositif de vidéosurveillance [18 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Logement. Habitations à loyer modéré (HLM). Loyers, montant [29 octobre 2003] (p. 9629)

DÉBATS**Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son amendement n° 278 rectifié (p. 11414)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Après l'article 7

Son amendement n° 80 (particuliers faisant construire leur maison individuelle : garantie de paiement des sous-traitants – report au 1^{er} novembre 2004 de l'entrée en vigueur de l'article 57 de la loi du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique) : adopté (p. 5486)

Emmanuel HAMELIN

*Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle (n° 1055) [14 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions de la cession d'une partie d'Editis, premier groupe français d'édition, et à évaluer ses conséquences économiques et sociales dans le secteur de l'édition (n° 1704) [28 juillet 2004]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1353 relative à la création d'un médiateur du livre et modifiant la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre [15 janvier 2004]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1055) relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [4 février 2004] (n° 1412)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1704) de M. Patrick Bloche et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser les conditions de la cession d'une partie d'Editis, premier groupe français d'édition, et à évaluer ses conséquences économiques et sociales dans le secteur de l'édition [22 septembre 2004] (n° 1798)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)

Son amendement n° 209 (p. 12316)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Son amendement n° 211 (p. 12367)

Son amendement n° 210 (p. 12368)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 265)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 265)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 265)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1615)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1615 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1616)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 1617)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 37 (recueil d'informations par le CSA)

Son intervention (p. 1709)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission des affaires culturelles (clarification de la composition des multiplexes) (p. 1709)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre-Christophe Baguet (établissement d'un nouveau plan de fréquences) (p. 1713)

Article 43 (autorisation de l'usage de fréquences pour la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 270 (p. 1714)

Son intervention (p. 1715)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Son intervention (p. 1716)

Article 46 (autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 1747)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Yves Jégo (découplage de la mise en place des chaînes gratuites et des chaînes payantes lors du lancement de la télévision numérique) (p. 1749)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son intervention (p. 1749)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1755)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1757 et s.)

Article 70 (article 42-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : modalités de recours contre les décisions du CSA)

Son intervention (p. 1760)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (élaboration par le CSA d'un plan d'aménagement du spectre hertzien) (p. 1766)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission des affaires culturelles (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4414)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4415)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4415)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes participant à une recherche biomédicale)

Ses amendements n°s 261 et 259 (p. 3125)

Son amendement n° 260 (p. 3126)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4334)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : handicapés (p. 4335)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4335)

Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4335)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son amendement n° 534 (p. 4419)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 536 (p. 4452)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son amendement n° 538 (p. 4460)

Son amendement n° 540 (p. 4461)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 544 (p. 4478)

Son amendement n° 542 rectifié (p. 4479)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 546 (p. 4586)

Après l'article 11

Son amendement n° 548 : rejeté (p. 4595)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 550 (p. 4620)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son amendement n° 553 (p. 4636)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son amendement n° 554 (p. 4644)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son amendement n° 556 (p. 4663)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Son amendement n° 557 : retiré (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 562 (p. 4705)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son amendement n° 1 (p. 4853)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Son amendement n° 54 (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4856) : retiré (p. 4858)

Son amendement n° 55 (obligation de poursuivre pénalement les propos diffamatoires à l'encontre de l'engagement des harkis) (p. 4859) : retiré (p. 4860)

Son amendement n° 57 (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4860) : retiré (p. 4861)

Après l'article 6

Son amendement n° 56 (emplois dans la fonction publique réservés aux descendants d'anciens supplétifs) : retiré (p. 4868)

Titre

Son amendement n° 2 (mention dans le titre du terme "réparation") : retiré (p. 4869)

Joël HART

*Somme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IV : Défense (Forces terrestres) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées
Son intervention (p. 9985)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bois et forêts : forêts : incendies (p. 9986)
- Défense : chars de combat (p. 9986)
- Défense : hélicoptères (p. 9986)
- Défense : opérations extérieures (p. 9986)
- Défense : professionnalisation (p. 9985 et s.)
- Espace : politique spatiale : crédits budgétaires (p. 9986)
- Ordre public : terrorisme (p. 9986)

Michel HEINRICH

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XI : Santé et personnes handicapées (Santé) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [12 mai 2004] (p. 3548)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 593, posée le 27 janvier 2004. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale (J.O. Questions p. 556). Appelée le 27 janvier 2004. Perspectives (p. 913)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 51

Son amendement n° 367 rectifié (nouvelle organisation de l'ordre national des pharmaciens) (p. 8423) : retiré (p. 8425)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 51 ter (formation pharmaceutique continue)

Son intervention (p. 3138)

Ses amendements n°s 199 à 203 (p. 3138)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Ses amendements n°s 196 et 198 (p. 9785)

Ses amendements n°s 199 et 200 (p. 9786)

Ses amendements n°s 201 et 202 (p. 9789)

Son amendement n° 203 (p. 9790)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 204 (p. 9803)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 10370)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10372)
- Formation professionnelle : professions de santé (p. 10371)
- Santé : cancer (p. 10370)
- Santé : maladies (p. 10371)
- Santé : politique de la santé (p. 10370)
- Santé : prévention (p. 10371)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 10370)
- Santé : vaccinations (p. 10371)
- Sécurité publique : risques technologiques : terrorisme (p. 10371)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1608 visant à inciter les entreprises à détacher leurs salariés pour participer à des jurys d'examens professionnels [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Maintien, zones rurales [16 décembre 2003] (p. 12432)

Laurent HÉNART

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat à l'insertion professionnelle des
jeunes*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'insertion professionnelle des jeunes, auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux responsabilités locales (n° 1218) [15 janvier 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 31 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Enseignement supérieur) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1302 portant sur le respect du principe de laïcité dans les établissements d'enseignement public [17 décembre 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1218), relatif aux responsabilités locales [11 février 2004] (n° 1432)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Philippe Auberger. Emploi. Politique de l'emploi. Main-d'œuvre qualifiée, formation et recrutement [6 avril 2004] (p. 2650)

M. Daniel Prévost. Formation professionnelle. Contrat de professionnalisation. Réglementation [23 juin 2004] (p. 5322)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Catherine Génisson. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [6 avril 2004] (p. 2622)

M. Jean-Pierre Abelin. Tourisme et loisirs. Chambres d'hôtes. Régime social [6 avril 2004] (p. 2623)

M. Jacques Bascou. Sports. Politique du sport. Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), fonctionnement, perspectives [6 avril 2004] (p. 2624)

Mme Sylvie Andrieux. Agroalimentaire. Nestlé Waters France. Emploi et activité [25 mai 2004] (p. 4013)

M. Jean-Pierre Dupont. Tourisme et loisirs. Sécurité. Piscines [25 mai 2004] (p. 4014)

M. Alain Cortade. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Réglementation [25 mai 2004] (p. 4010)

M. Philippe Pemezec. Chômage : indemnisation. Réglementation. Démission [25 mai 2004] (p. 4012)

M. Serge Roques. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Villefranche-de-Rouergue [25 mai 2004] (p. 4014)

En qualité de Député**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Justice. Magistrats. Exercice de la profession, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11516)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8638)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8639)

Finances publiques : dette publique (p. 8638)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8639 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8638)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8640)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8640)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8640)

Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8640)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8639)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8640)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 411 (récepteurs « noir et blanc » : alignement sur les récepteurs « couleur ») à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9026)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10638)

Thèmes :

Entreprises : formalités administratives (p. 10638)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10638)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10279)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 10281)

Enseignement supérieur : crédits (p. 10279)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10281)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 10281)

Enseignement supérieur : programmes (p. 10280)

Enseignement supérieur : universités (p. 10279)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 10281)
 Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 10280)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10293)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission des finances (réduction de crédits de 818 866 € afin de prendre des mesures catégorielles en faveur des maîtres de conférences) (p. 10293)

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (redéploiement de crédits de 818 866 € destinés à des mesures catégorielles en faveur des professeurs et maîtres de conférences) (p. 10294)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 49

Son amendement n° 112 (archéologie préventive : procédures de recouvrement de la redevance) (p. 11822) : adopté (p. 11823)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1840)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1841)
 Collectivités territoriales : péréquation : dotations de l'Etat (p. 1842)
 Collectivités territoriales : ressources (p. 1841)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1841 et s.)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : finances locales (p. 1840)
 Collectivités territoriales : transferts de personnel : retraites (p. 1841)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1840)
 Impôts et taxes : transferts de compétences (p. 1841)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1842)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 1841)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1974 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1977)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2088)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son intervention (p. 2094 et s.)

Article 35 (les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 2141)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2183 et s.)

Son amendement n° 577 (p. 2203)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2411)

Après l'article 74

Son amendement n° 578 (fiscalité des subventions publiques locales pour travaux sur monuments historiques) (p. 2444) : rejeté (p. 2445)

Après l'article 79

Son amendement n° 579 (rapport évaluant les conséquences de l'intégration dans la fonction publique territoriale des personnels transférés sur l'équilibre de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) : adopté (p. 2455)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2473)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2479 et s.)

Article 88 bis (compensation de création ou d'extension de compétences)

Son intervention (p. 2489)

Article 88 ter (bilan de la commission consultative sur l'évaluation des charges)

Son intervention (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2491)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2503)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2541 et s.)

Après l'article 106

Intervient sur l'amendement n° 231 rectifié de la commission des finances (aide à la fusion de communes portée de cinq à douze ans) (p. 2543)

Après l'article 110

Intervient sur l'amendement n° 1597 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (renouvellement de la représentation communale au conseil de la communauté urbaine si la commune a perdu plus du tiers de ses délégués) (p. 2547 et s.)

Après l'article 113 bis

Son amendement n° 1124 corrigé (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) : adopté (p. 2552)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son intervention (p. 2557)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2558 et s.)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié de la commission des finances (plafond de 30 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2565)

Michel HERBILLON

*Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'office franco-allemand pour la jeunesse [4 octobre 2003] (p. 17001)

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. du 17 octobre 2004] (p. 17725)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Vice-président de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Mobilité, pays de l'Union européenne [20 janvier 2004] (p. 572)

Transports aériens. Sécurité. Charters, politiques communautaires [16 juin 2004] (p. 4990)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10263)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10264)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 10264)

Langue française : francophonie (p. 10263 et s.)

Politique économique : mondialisation (p. 10263)

Union européenne : construction européenne : langue française (p. 10264)

Union européenne : élargissement (p. 10264)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9396)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9397)

Arts et spectacles : salles de spectacles (p. 9396)

Arts et spectacles : spectacles (p. 9397)

Culture : crédits (p. 9396)

Culture : politique culturelle (p. 9396)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 9396)

Presse et livres : édition (p. 9397)

Presse et livres : livres (p. 9397)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9289)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9290)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 9289)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9289)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 9290)

Presse et livres : presse (p. 9290)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10637)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10637)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10637)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10637)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 182)**Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)**

Son intervention en qualité de rapporteur au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'union européenne (p. 52)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 52)

Langue française : usage (p. 52)

Union européenne : élargissement (p. 52)

Union européenne : langues officielles (p. 52)

Discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 63)

Son intervention (p. 63)

Ses amendements n° 1 rectifié et 2 (p. 63)

Pierre HÉRIAUD

Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier [J.O. du 16 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8596)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8596)

Finances publiques : dette publique (p. 8597)

Finances publiques : généralités (p. 8596)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8596)

Pays étrangers : Etats-Unis : taux d'intérêt (p. 8597)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8596)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Son intervention (p. 10627)

Thème :

Sports : politique du sport (p. 10627)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
Son intervention (p. 6947)

Patrick HERR

Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Antoine HERTH

Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
puis Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [22 septembre 2004] (p. 16427)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 22 septembre 2004] (p. 16427)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome II : Agriculture et pêche (Agriculture) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [2 décembre 2003] (p. 11517)

Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'Etat [4 février 2004] (p. 1364)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8364)

Thèmes :

Environnement (p. 8365)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 8364)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8364)

Pays étrangers : Afrique (p. 8364)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8364)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8364)

Union européenne : élargissement (p. 8365)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Son amendement n° 373 (plus-values à court terme sur cessions de fonds de commerce – paiement fractionné en cas de vente à crédit) (p. 8752) : retiré (p. 8753)

Son amendement n° 375 (plus-values professionnelles – suppression de la condition d'exercice de l'activité pendant cinq ans pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8764) : retiré (p. 8765)

Son amendement n° 376 (salaire du conjoint – extension de la déductibilité totale aux entreprises non-adhérentes d'un centre de gestion agréé) : retiré (p. 8765)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9141)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9142)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9141)

Agriculture : montagne (p. 9142)

Agriculture : pollution (p. 9142)

Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 9142)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 9141 et s.)

Bois et forêts : forêts (p. 9142)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9142)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9142)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9141 et s.)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 10290)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 518)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 519)

Bois et forêts : forêts (p. 519)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 519)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Son amendement n° 779 (prestations aux petites communes assurées par les CUMA dans les zones de revitalisation rurale) (p. 715) : retiré (p. 716)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son amendement n° 780 (p. 761)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son sous-amendement n° 864 à l'amendement n° 170 de la commission (p. 769)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 603 du Gouvernement (définition de l'agrément des produits sous appellation d'origine) (p. 790)

Après l'article 12

Son amendement n° 781 (clarification du fonctionnement des coopératives) : retiré (p. 822)

Son amendement n° 782 (harmonisation des dispositions applicables aux coopératives en matière de contrôle financier) : retiré (p. 822)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jean-Pierre Decool (entreprises ayant des établissements multiples autorisées à adhérer à des groupements d'employeurs dans le cadre d'accords d'établissement) (p. 822)

Article 14 (clarification de la notion d'activité principale des travailleurs pluriactifs non salariés)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Christian Kert (p. 825)

Après l'article 14

Son amendement n° 784 (champ d'application des conventions collectives dans les secteurs agricole et para-agricole) : adopté (p. 827)

Article 17 (application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue au statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 828)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son sous-amendement n° 1420 à l'amendement n° 846 du Gouvernement (p. 845)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 849 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Michel Sordi (modalités d'intervention des SAFER) (p. 849)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 852)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Michel Sordi (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) (p. 853)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Michel Sordi (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) (p. 853)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 874)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 877)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 831 de Mme Marcelle Ramonet (suppression totale d'une haie soumise à autorisation préalable) (p. 883)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 884)

Intervient sur l'amendement n° 829 de Mme Marcelle Ramonet (établissement de périmètres de protection autour des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine) (p. 886)

Après l'article 13

Son amendement n° 783 précédemment réservé (compétences des personnels forestiers mis en commun dans les communes d'Alsace et de Moselle) : adopté après modification (p. 962)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son amendement n° 789 (p. 1112)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son amendement n° 791 (p. 1116)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1484)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1485)

Cultes : islam (p. 1485)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1484)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1504)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2856)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2856)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2856)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2856)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 89 (p. 4438)

Son amendement n° 92 (p. 4440)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son amendement n° 91 (p. 4606)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4877)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 4877 et s.)

Agriculture : installation (p. 4878, 4880)

Collectivités territoriales : compétences (p. 4878)

Enseignement agricole (p. 4878)

Environnement (p. 4877 et s.)

Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4877)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4877)

Union européenne : constitution européenne (p. 4878)

Union européenne : zone euro (p. 4878)

Francis HILLMEYER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1179 tendant à instaurer une allocation de recherche d'emploi en faveur des jeunes primo-demandeurs d'emploi [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1560 portant création d'une allocation de soutien à la recherche d'un premier emploi réservée aux jeunes de 16 à 25 ans [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » : Alsace-Moselle (p. 10147)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 9995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 9996)

Défense : crédits (p. 9995)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9995)

Défense : GIAT-Industries (p. 9995)

Défense : réserves (p. 9996)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9996)

Espace : politique spatiale : coopération économique (p. 9995)

Ordre public : terrorisme (p. 9995 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9996)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9996)

Recherche (p. 9995)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son amendement n° 809 (p. 4606)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 8 (mesures de simplification du droit funéraire, du droit relatif aux associations, aux compétences des maires d'Alsace-Moselle, à l'exercice de certaines professions réglementées, à la protection des mineurs accueillis temporairement hors du domicile parental et à la prestation de serment de certains professionnels)

Ses amendements n° 77 et 78 (p. 4768)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5443)

Thèmes :

Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5443)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5443)

Politique économique : croissance (p. 5443)

Politique économique : prix : grande distribution (p. 5444)

Politique sociale : surendettement (p. 5444)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son intervention (p. 5452)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Christophe Lagarde (surendettement : prohibition des procédures de recouvrement en cas d'attribution de crédit) (p. 5459)

Article 3 (mesures exceptionnelles de déblocage de la participation et de l'épargne salariale)

Son intervention (p. 5467)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Nicolas Perruchot (p. 5468)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 5471)

Après l'article 4

Son amendement n° 73 (marges arrière : intégration dans les prix de revente à perte) : retiré (p. 5474)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son amendement n° 66 (calcul du dégrèvement sur le taux de taxe professionnelle de 2004 et non de 2003) (p. 5476)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7278)

Danièle HOFFMAN-RISPAL

Paris (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Bonification pour enfants, conditions d'attribution [17 décembre 2003] (p. 12501)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [11 février 2004] (p. 1644)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10866)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10866)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10866)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10867)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10866)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1453)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1454)
Enseignement : personnel : chefs d'établissement : voile islamique (p. 1454)
Etat : valeurs républicaines : Français issus de l'immigration (p. 1454)
Femmes : égalité des sexes (p. 1453)
Politique sociale : inégalités : Gouvernement (p. 1453)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1453)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3352) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3363)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3356)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3358)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3357)
Personnes âgées : dépendance (p. 3355)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3352, 3357)
Politique sociale : financement (p. 3354)
Politique sociale : solidarité (p. 3353)
Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3357)
Santé : sécurité sanitaire (p. 3356)
Sécurité sociale : caisses (p. 3355)
Travail : durée du travail (p. 3354)
Travail : jours fériés (p. 3354)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3400 et s.)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son intervention (p. 3449)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son intervention (p. 3451)

Avant l'article 7

Son amendement n° 64 (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3452) : rejeté (p. 3453)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3455)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son intervention (p. 3461)

Après l'article 9

Son amendement n° 71 (établissements d'accueil pour personnes âgées : normes de sécurité et de prévention de la canicule : subventions et non-augmentation des tarifs) : rejeté (p. 3462)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5040) : rejetée (p. 5044)

Thèmes :

Handicapés : aides (p. 5041)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5042)
Personnes âgées : dépendance (p. 5042)
Politique sociale : inégalités (p. 5041)
Sécurité sociale : caisses (p. 5042)
Travail : droit du travail (p. 5043, 5051)
Travail : durée du travail (p. 5040)
Travail : jours fériés (p. 5040, 5051)
Ses explications de vote (p. 5051)
Vote contre du groupe socialiste (p. 5051)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Son intervention (p. 5856 et s.)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5891 et s.)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 276)

DÉBATS

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Son intervention (p. 2276)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 2276)
Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 2276)
Elections et référendums : abstentionnisme (p. 2276)
Elections et référendums : élection présidentielle : valeurs républicaines (p. 2280)
Emploi : chômage (p. 2277)
Emploi : politique de l'emploi (p. 2278)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 2279)
Etat : décentralisation (p. 2276)
Etat : décentralisation : libéralisme (p. 2276)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2278)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : décentralisation (p. 2276)
Finances publiques : dette publique (p. 2278)
Finances publiques : gels de crédits (p. 2280)

Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 2278)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2276)
 Justice : indépendance : procédure pénale (p. 2280)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : lutte contre l'exclusion (p. 2278)
 Politique économique : ralentissement (p. 2277)
 Politique générale : libéralisme (p. 2280)
 Politique sociale : inégalités (p. 2277)
 Politique sociale : solidarité : transferts de compétences (p. 2277)
 Sécurité sociale : déficit : financement (p. 2279)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 2279)
 Le groupe socialiste vote la motion de censure (p. 2281)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2600)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2601)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 2602)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité : UNEDIC (p. 2601)
 Elections et référendums : élections régionales (p. 2600 et s.)
 Emploi (p. 2603)
 Enseignement (p. 2604)
 Etat : décentralisation (p. 2603)
 Etat : Gouvernement : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2602)
 Etat : Gouvernement précédent (p. 2601 et s.)
 Etat : Premier ministre (p. 2601 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : dette publique (p. 2602)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2602)
 Logement (p. 2604)
 Politique générale : réforme : justice sociale (p. 2604)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 2601)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2603)
 Président de la République (p. 2601 et s.)
 Recherche (p. 2601)
 Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 2601)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 2604)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
 Son intervention (p. 6934 et s.)

Henri HOUDOUIN

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Entreprises en difficulté. Réglementation, réforme, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8500)

Entreprises. Redressement judiciaire. Réforme, perspectives [12 mai 2004] (p. 3545)

DÉBATS

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certains professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Justice : exécution provisoire (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : statuts (p. 80)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : centres régionaux de formation (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : discipline (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation continue (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : recrutement (p. 81)
 Professions judiciaires et juridiques : huissiers : fichier des comptes bancaires (FICOBA) (p. 81)
 Union européenne : directives : avocats (p. 80)
 Union européenne : directives : blanchiment des capitaux (p. 81)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de la commission (extension de l'objet des sociétés de participations financières de professions libérales) (p. 93)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 82)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Ses amendements n°s 509 et 510 (p. 769)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 513 (p. 777)

Jacques HOUSSIN

*Nord (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Télécommunications. Internet. Cybercriminalité, lutte et prévention [26 mai 2004] (p. 4118)

DÉBATS**Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6408)

Jean-Yves HUGON

*Indre (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Services d'urgence. réforme [15 octobre 2003] (p. 8601)

Famille. Divorce. Réforme, perspectives [13 avril 2004] (p. 2871)

Emploi. Politique de l'emploi. Main d'œuvre qualifiée, formation et recrutement, bâtiment [5 mai 2004] (p. 3349)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9923)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9924)

Enseignement : langues étrangères (p. 9924)

Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9924)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9923)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9924)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12304)

Thème :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 12304)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4359)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4360)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4360)

Handicapés : aveugles (p. 4360)

Handicapés : emplois réservés (p. 4360)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4360)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5805)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5805)

Sécurité sociale : caisses (p. 5805)

Travail : absentéisme : maladies (p. 5805)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6737 et s.)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [21 juillet 2004] (p. 13092)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 21 juillet 2004] (p. 13092)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 juillet 2004] (p. 13093)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juillet 2004] (p. 13234)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1310 visant à réunifier la Bretagne et les Pays de la Loire [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1488 visant à lutter contre l'homophobie [4 mars 2004]

Proposition de loi n° 1489 visant à encourager l'accession à la propriété immobilière [4 mars 2004]

Proposition de loi n° 1524 visant à prévenir la délinquance et la récidive [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1525 visant à instituer un salaire parental [8 avril 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1551 visant à introduire la Charte pénitentiaire européenne dans la Constitution de la Vème République du 4 octobre 1958 [22 avril 2004]

Proposition de loi n° 1644 visant à établir un lien entre le bon comportement des conducteurs d'automobiles et le montant de leurs primes d'assurance [8 juin 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1677 visant à faire de l'absence de condamnation pour corruption, concussion, abus de bien social ou prise illégale d'intérêt une condition d'éligibilité [16 juin 2004]

Proposition de loi n° 1688 relative au financement de la dépendance [23 juin 2004]

Proposition de loi n° 1823 visant à autoriser le vote par internet [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 469, posée le 13 octobre 2003. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 7720). Appelée le 14 octobre 2003. Infrastructures, financement, Grand Ouest (p. 8474)

n° 539, posée le 6 janvier 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 7)

n° 645, posée le 24 février 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : services extérieurs (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Sous-préfectures, locaux, Châteaubriant (p. 1286)

n° 745, posée le 18 mai 2004. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 3524). Appelée le 18 mai 2004. Nettoyage de la ligne SNCF Châteaubriant-Nantes, aides de l'Etat (p. 3753)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que le Gouvernement s'engage à ce que l'usage des routes express existantes reste gratuit [26 février 2004] (p. 2070)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Son intervention (p. 9469)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 9469)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9469)

Régions : Ile-de-France : transport de voyageurs (p. 9469)

Sécurité routière (p. 9469)

Transports ferroviaires : TGV-Ouest (p. 9469)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 9469)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 10445)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11177)

Thèmes :

Union européenne : élargissement (p. 11177 et s.)

Union européenne : fonds structurels (p. 11178)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11177 et s.)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2060)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2063)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 février 2004] (p. 2070)

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3515)

Son intervention (p. 3518)

Thèmes :

Droit civil : contrats : corruption (p. 3518)

Droit pénal : corruption (p. 3519)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 3518)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 56 (avantage de retraite pour les sapeurs-pompier volontaires)

Son intervention (p. 7330)

François HUWART

Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Sébastien HUYGHE

Nord (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1176 visant à créer un Conseil National chargé de récompenser les villes ayant œuvré en

faveur des handicapés dans le cadre d'une opération "Cœurs couleurs" [4 novembre 2003]
 Proposition de loi n° 1607 visant à prolonger le dispositif du congé de reclassement [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Etablissements. Construction et rénovation, perspectives [2 mars 2004] (p. 2271)

Déchéances et incapacités. Tutelle. Incapables majeurs, réforme, perspectives [18 mai 2004] (p. 3770)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11643)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11643 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11643 et s.)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son intervention (p. 11739)

Son amendement n° 141 (de précision : comparaison des salaires ne pouvant être effectuée avec ceux versés à d'autres impatriés) (p. 11740)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son amendement n° 526 (p. 4462)

Son amendement n° 525 (p. 4463)

Après l'article 44

Son amendement n° 43 : retiré (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Manuel Aeschlimann (p. 4711)

I

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8033)

Thèmes :

- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8034)
- Logement : épargne logement : primes (p. 8034)
- Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8033)
- Partis et mouvements politiques : gauche : euro (p. 8034)
- Politique économique : consommation (p. 8034)
- Politique économique : libéralisme (p. 8034)
- Politiques communautaires : pacte de stabilité : Gouvernement (p. 8034)
- Secteur public : services publics (p. 8034)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8662) : rejetée (p. 8672)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 8665 et s.)
- Assemblée nationale : amendements : droit (p. 8663 et s.)
- Banques et établissements financiers : Banque de France : restructurations (p. 8665)
- Collectivités territoriales : autonomie financière : Conseil constitutionnel (p. 8670)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8670)
- Collectivités territoriales : finances locales : réforme fiscale (p. 8670)
- Contributions indirectes : tabac (p. 8666)
- Emploi : chômage (p. 8667)
- Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8666)
- Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8667)
- Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8667 et s.)
- Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8668)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8668)
- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8668)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8670)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 8662 et s.)
- Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8668)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8669)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 8663 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8670)

Président de la République (p. 8664)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8667, 8670)

Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8670)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8669 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8683)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son amendement n° 265 (suppression de l'amende fiscale de 100 € pour production de renseignements inexacts en vue d'obtenir le paiement d'un acompte) (p. 8741)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8799)

Article 7 (instauration d'une réduction de droit temporaire de 50 % pour les donations en pleine propriété consenties quel que soit l'âge du donateur)

Son intervention (p. 8867)

Article 8 (revalorisation du barème de l'usufruit et extension aux mutations à titre onéreux)

Son amendement n° 238 (de suppression) (p. 8870)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8885)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)

Son intervention (p. 8900)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Louis Dumont (protections pour incontinence adulte - taux réduit de la TVA) (p. 8904)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Louis Dumont (droit d'utilisation d'installations sportives - taux réduit de la TVA) (p. 8907)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 380 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (contribution des institutions financières : taux de 0,8 % pour 2003 et 2004) (p. 8952)

Article 16 (prélèvement sur le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages - FGAO)

Son intervention (p. 8995)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 14 (action spécifique - "golden share" - conférée à l'Etat pour la protection d'intérêts nationaux ou l'accomplissement de missions d'intérêt général) (p. 3216) : rejeté (p. 3217)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son amendement n° 17 (période précédant l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective : application de dispositions de la convention de branche plus favorables aux personnels que celles de l'actuel statut) (p. 3219)

Après l'article 5

Son amendement n° 19 (aménagement du territoire : conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aérien) : rejeté (p. 3221)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)
Son amendement n° 93 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 108 (p. 3693)

Son amendement n° 123 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 138 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 33 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 18 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 48 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 63 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 78 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 3641)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3641)

Parlement : contrôle : opposition (p. 3641)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 3641)

Politique économique : consommation : épargne (p. 3641)

Président de la République (p. 3641)

Ses explications de vote (p. 3640)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3641)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, enseignement, personnel [12 mai 2004] (p. 3543)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 506, posée le 15 décembre 2003. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 9503). Appelée le 16 décembre 2003. Restructuration, conséquences (p. 12408)

n° 783, posée le 1^{er} juin 2004. Agriculture. Ail violet (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 1^{er} juin 2004. Soutien du marché (p. 4251)

DÉBATS

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 460)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 460)

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 460)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 460)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 460)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 460)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Son intervention (p. 5857 et s.)

J

Christian JACOB

*Ministre délégué à la famille
puis Ministre délégué aux petites et moyennes
entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux
professions libérales et à la consommation*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

- M. Yves Bur. Enfants. Maltraitance. lutte et prévention [15 octobre 2003] (p. 8605)
- M. Pierre-Christophe Bague. Famille. Politique familiale. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9549)
- Mme Henriette Martinez. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [18 novembre 2003] (p. 10765)
- Mme Martine Aurillac. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [18 novembre 2003] (p. 10765)
- M. Olivier Jardé. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11511)
- Mme Françoise de Panafieu. Prestations familiales. Allocations. Prestation d'accueil du jeune enfant [6 janvier 2004] (p. 40)
- M. Philippe Vuilque. Prestations familiales. Prestation d'accueil du jeune enfant. Conditions d'attribution [3 février 2004] (p. 1280)
- Mme Brigitte Barèges. Professions sociales. Assistantes maternelles. Statut [4 février 2004] (p. 1362)
- M. Jean-Marc Roubaud. Prestations familiales. Prestation d'accueil du jeune enfant. Cumul avec l'allocation parent isolé (API) et le revenu minimum d'insertion (RMI), maintien [11 février 2004] (p. 1645)
- M. Jean-Louis Christ. Famille. Adoption. Adoption internationale, Chine, Vietnam [3 mars 2004] (p. 2353)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE**

- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Montluçon [14 octobre 2003] (p. 8491)
- M. Alain Néri. Santé. Myofasciite à macrophages. lutte et prévention [14 octobre 2003] (p. 8492)
- M. Marc Dolez. Assurance maladie maternité : prestations. Frais d'appareillage. défibrillateurs cardiaques [14 octobre 2003] (p. 8489)
- M. Alain Gest. Etablissements de santé. Hôpitaux. financement, centre hospitalier de Corbie [14 octobre 2003] (p. 8490)
- M. Claude Birraux. Etablissements de santé. Hôpitaux. effectifs de personnel, Haute-Savoie [14 octobre 2003] (p. 8488)
- Mme Catherine Génisson. Fonction publique hospitalière. Filière socio-éducative. Personnel, revendications [6 janvier 2004] (p. 11)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, Haut-Limousin [6 janvier 2004] (p. 10)
- M. Henri Sicre. Handicapés. Etablissements. Capacités d'accueil, Languedoc-Roussillon [20 janvier 2004] (p. 543)
- M. Yvan Lachaud. Etablissements de santé. Equipements. Radiothérapie, Nîmes [20 janvier 2004] (p. 544)
- M. Hervé Mariton. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, Die, Drôme [20 janvier 2004] (p. 540)
- M. Bernard Depierre. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, réglementation [20 janvier 2004] (p. 540)
- Mme Claude Greff. Etablissements de santé. Statut. Socio-esthéticiens [20 janvier 2004] (p. 542)

- Mme Bérengère Poletti. Sang et organes humains. Sang. Collecte, effectifs de personnel, Ardennes [20 janvier 2004] (p. 541)
- Mme Geneviève Colot. Justice. Procédures. Affaires de pédophilie, délais [20 janvier 2004] (p. 545)
- M. Alain Rodet. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Remboursement [27 janvier 2004] (p. 909)
- M. Jean-Christophe Lagarde. Santé. Insuffisance rénale. Centres d'autodialyse, développement [27 janvier 2004] (p. 908)
- Mme Jacqueline Fraysse. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [27 janvier 2004] (p. 910)
- M. Richard Dell'Agnola. Professions de santé. Manipulateurs radiologistes. Titulaires d'un diplôme étranger, qualification, reconnaissance [27 janvier 2004] (p. 912)
- M. Éric Diard. Professions de santé. Médecins. Gardes et astreintes, organisation, Sausset-les-Pins [27 janvier 2004] (p. 912)
- M. Michel Heinrich. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [27 janvier 2004] (p. 913)
- M. Jean-Pierre Dufau. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de cure. Remboursement [3 février 2004] (p. 1260)
- M. François Rochebloine. Santé. Maladies rares. Prise en charge [3 février 2004] (p. 1260)
- M. Christian Blanc. Déchets, pollutions et nuisances. Réseaux d'eau potable. Lutte et prévention [3 février 2004] (p. 1258)
- M. Frédéric Reiss. Arts et spectacles. Intermittents. Recours abusif, France Télévisions [3 février 2004] (p. 1263)
- M. Alain Marleix. Etablissements de santé. Hôpitaux. Perspectives, Cantal [3 février 2004] (p. 1262)
- M. Maxime Bono. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Véhicules non polluants, développement [6 avril 2004] (p. 2628)
- M. Stéphane Demilly. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme, conséquences [6 avril 2004] (p. 2630)
- M. Christian Philip. Donations et successions. Droits de succession. Barème légal, revalorisation, conséquences [6 avril 2004] (p. 2629)
- Mme Muguette Jacquaint. Sports. Athlétisme. Championnats du monde, Paris, août 2003, fonds collectés, affectation [27 avril 2004] (p. 3088)
- M. Jean-Marie Binetruy. Entreprises. Jeunes. Stages pendant les vacances scolaires [27 avril 2004] (p. 3085)
- M. Jean-Jacques Descamps. Bâtiment et travaux publics. Construction. Acier, prix, conséquences [27 avril 2004] (p. 3087)
- M. Pierre-Louis Fagniez. Enseignement secondaire. Lycées. Lycée international, Ést parisien, implantation, perspectives [27 avril 2004] (p. 3088)
- M. Philippe-Armand Martin. Santé. Jeunes. Obésité, lutte et prévention, conséquences [27 avril 2004] (p. 3086)
- M. Patrick Bloche. Industrie. Informatique. Délocalisations, conséquences [4 mai 2004] (p. 3277)
- M. Armand Jung. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrales nucléaires, sécurité, Fessenheim [4 mai 2004] (p. 3278)
- Mme Arlette Grosskost. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Procédure déclarative, simplification [4 mai 2004] (p. 3274)
- M. Thierry Mariani. Industrie. Machines et équipements. Groupe Mecaplast, situation fiscale [4 mai 2004] (p. 3275)
- M. André Chassaing. Industrie. Pharmacie. Aventis, emploi et activité, Vertolay [18 mai 2004] (p. 3761)
- M. Philippe Folliot. Marchés publics. Entreprises. Accès, petites et moyennes entreprises (PME) [18 mai 2004] (p. 3760)
- M. Jean-Jacques Gaultier. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme, conséquences [18 mai 2004] (p. 3759)
- M. François Liberti. Industrie. Matériel électrique et électronique. GESPAC, emploi et activité, Hérault [25 mai 2004] (p. 4002)
- M. Jean-Paul Bacquet. Industrie. Métallurgie. Pechiney, offre publique d'achat (OPA), conséquences [25 mai 2004] (p. 4004)
- M. Patrick Roy. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs. Directions générale et départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration, Valenciennes [25 mai 2004] (p. 4005)
- M. Marc Reymann. Commerce extérieur. Exportations. Frais de courtage, contrôle fiscal [25 mai 2004] (p. 4001)
- M. Roger-Gérard Schwartzberg. Industrie. Travail des métaux. Outillage, FACOM, emploi et activité, Villeneuve-le-Roi [29 juin 2004] (p. 5653)
- M. Jérôme Bignon. Education physique et sportive. Enseignement secondaire. Lycée de Vimeu, compétitions, aides de l'Etat [29 juin 2004] (p. 5655)
- M. Dino Ciniéri. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Comités pour l'initiative économique locale, extension [29 juin 2004] (p. 5653)
- M. Alain Gest. Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Personnel, revendications [29 juin 2004] (p. 5655)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9540)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9658)

Thèmes :

- Enfants : crèches et garderies (p. 9541)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 9541)
- Famille : naissances (p. 9540)
- Famille : politique familiale (p. 9540)
- Sécurité sociale : prestations familiales (p. 9540)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)*Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)*

Son intervention (p. 9846 et s.)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 217 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant) (p. 9848)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 218 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Clergeau (rapport au Parlement sur les conditions de financement du Fonds d'investissement pour la petite enfance) (p. 9851)

Intervient sur l'amendement n° 295 précédemment réservé de M. Pierre-Christophe Baguet (rapport au Parlement sur le financement des majorations de pensions pour enfant) (p. 9852)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 113 précédemment réservé de la commission (rapport au Parlement sur la mise en place de la prestation d'accueil du jeune enfant) (p. 9853)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention (p. 11079)

Sa réponse (p. 11089)

Thèmes :

- Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 11079)
- Droit civil : obligations (p. 11079, 11089)
- Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11080)
- Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11080, 11089)
- Jeunes : service civique (p. 11079, 11089)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention (p. 11559)

Sa réponse (p. 11570)

Thèmes :

- Enfants : droits de l'enfant (p. 11559)
- Enfants : mauvais traitements (p. 11560)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 11559)
- Enseignement : obligation scolaire (p. 11560)
- Télécommunications : Internet (p. 11570)

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)*Article 1er A (dispense d'obligation alimentaire pour les enfants maltraités)*

Son intervention (p. 11570)

Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)

Son intervention (p. 11571)

Article 2 (dispositions transitoires relatives à la réforme de l'agrément des assistants maternels non permanents)

Son intervention (p. 11573)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Yvan Lachaud (assistants maternels : validation des acquis professionnels) (p. 11573)

Article 3 (abrogation du dispositif administratif de suspension ou de suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire)

Son intervention (p. 11574)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 49 de Mme Patricia Adam (cas de mise sous tutelle des allocations familiales) (p. 11575)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Patricia Adam (cellules départementales de l'absentéisme scolaire) (p. 11575)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) (p. 11576)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (mendicité des mineurs : sanctions pénales des responsables) (p. 11576)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Patricia Adam (observatoires départementaux de l'enfance en danger) (p. 11577)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 11577)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Ségolène Royal (formation d'avocats à l'assistance aux victimes de violences sexuelles) (p. 11579)

Article 8 bis (signalement des actes de maltraitance)

Son intervention (p. 11580)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Patricia Adam (mesures d'assistance éducative : simplification) (p. 11580)

Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Patricia Adam (séjours de rupture soumis à l'agrément du ministère de la justice) (p. 11581)

Intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Patricia Adam (droit des mineurs à être entendus) (p. 11581)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de cohérence) (p. 11582)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (les décisions de justice sont prises dans la stricte considération de l'intérêt de l'enfant) (p. 11582)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Patricia Adam (les décisions de justice sont prises dans la stricte considération de l'intérêt de l'enfant) (p. 11582)

Article 9 (constitution de partie civile par des associations dans les cas de violence exercée contre des victimes majeures)

Son intervention (p. 11583)

Article 11 (extension des mesures en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna)

Son intervention (p. 11583)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Ségolène Royal (dispositions portant protection des femmes victimes de violences) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Ségolène Royal (dispositions relatives à la prescription en matière de violences et d'agressions sexuelles) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Ségolène Royal (dispositions permettant le maintien à domicile des femmes victimes de violences conjugales) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (conditions d'audition d'un mineur par le juge) (p. 11584)

Article 12 (expérimentation de financement dans les services tutelaires)

Son intervention (p. 11585 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de conséquence) (p. 11586)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Patricia Adam (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11587)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11587)

Son intervention à l'issue du vote (p. 11588)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2003] (p. 12656)

Son intervention (p. 12656)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements (p. 12656)

Enfants : politique de l'enfance (p. 12656)

Professions sociales : assistantes maternelles (p. 12656)

Mugette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2004] (p. 2597)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 février 2004] (p. 2597)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 février 2004] (p. 3312)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 février 2004] (p. 3312)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1124 relative à la lutte contre les violences conjugales [15 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1276 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et les choix économiques et sociaux du groupe Alstom [5 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1391 relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les hommes [4 février 2004]

Proposition de résolution n° 1728 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [9 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), perspectives [18 novembre 2003] (p. 10759)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [16 décembre 2003] (p. 12428)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, conséquences, aide alimentaire [7 avril 2004] (p. 2669)

Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001, application [22 juin 2004] (p. 5241)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 687, posée le 27 avril 2004. Sports. Athlétisme (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Championnats du monde, Paris, août 2003, fonds collectés, affectation (p. 3088)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

N'accepte pas que le rapporteur, M. Jean Leonetti, dise que les communistes sont des lâches [18 novembre 2003] (p. 10783)

Affirme que le projet de loi ne résout en rien le problème du déficit et réclame la suspension de son examen [1^{er} juillet 2004] (p. 5821)

Estime que l'importance du projet de loi justifie la présence conjointe du ministre et du secrétaire d'Etat [8 juillet 2004] (p. 6249)

Estime anormal que se déroulent simultanément à l'Assemblée nationale et au Sénat deux débats sur des sujets aussi liés que la santé et l'assurance maladie [9 juillet 2004] (p. 6320)

Invite le Gouvernement à écouter les positions de la revue "Santé et Travail", qui milite pour une politique de prévention véritable sur la question des risques professionnels [9 juillet 2004] (p. 6334)

Dénonce la volonté du Gouvernement de faire passer en force la réforme de l'assurance-maladie; annonce que le groupe communiste prendra le temps nécessaire pour défendre ses amendements [10 juillet 2004] (p. 6472)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8104)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8105)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 8105)

Santé : politique de la santé (p. 8104)

Santé : prévention (p. 8105)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8267)

Article 16 (lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 8280)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8284)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8295)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 8297 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 183 de Mme Jacqueline Fraysse (insertion d'un chapitre II bis instaurant un plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail) (p. 8305)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8308)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 185 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail à la surveillance épidémiologique) (p. 8311)

Article 33 (institution d'une enquête sur l'environnement du mineur visant à déterminer l'origine de l'intoxication au plomb)

Son intervention (p. 8322)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 8330)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2701)

Thèmes :

Santé : médecine préventive (p. 2701)

Santé : politique de la santé (p. 2701)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux associations de défense de la dignité de la femme – réduction d'impôt) (p. 8805)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Brard (équipements électroménagers de classe A – institution d'un crédit d'impôt de 15 %) (p. 8809)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Pierre Brard (réductions d'impôt – pas d'imputation en deçà d'une cotisation de 7 500 €) (p. 8810)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Brard (contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés – taux relevé de 3,3 % à 5,5 %) (p. 8855)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Brard (entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques – taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 % pour une durée de trois ans) (p. 8858, 8860)

Article 8 (revalorisation du barème de l'usufruit et extension aux mutations à titre onéreux)

Son intervention (p. 8869)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Brard (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 15 000 €) (p. 8875)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Brard (abrogation des articles 47 et 48 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique instituant la prise en compte pour 50 % de leur valeur dans l'assiette de l'ISF des parts et actions faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8876)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8883, 8888, 8893 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 9960)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Procédure des questions :

Entreprises : aides publiques (p. 10090)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10088)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9572)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9639) : rejetée (p. 9663)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9644)

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 9644)

Entreprises : cotisations sociales (p. 9640, 9647)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9641)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9572, 9641)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9572, 9641, 9644)

Politique sociale : inégalités (p. 9642)

Professions de santé : infirmiers (p. 9647)

Professions de santé : médecins (p. 9647)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9642)

Santé : maladies (p. 9642)

Santé : politique de la santé (p. 9572, 9640, 9642)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9639)

Sécurité sociale : financement (p. 9572, 9639)

Travail : médecine du travail (p. 9644)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9682 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 282 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (représentation des groupes parlementaires) à l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9688)

Intervient sur l'amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9696)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9781)

Article 21 (dotation annuelle de financement pour les activités de psychiatrie, de soins de suite et de réadaptation)

Son intervention (p. 9792)

Article 24 (réforme de la procédure budgétaire des établissements de santé)

Son intervention (p. 9796)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 9801)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9822)

Article 33 (indication sur l'ordonnance du caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9827)

Article 53 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2004)

Son intervention (p. 9838 et s.)

Article 50 précédemment réservé (création de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Son intervention (p. 9845 et s.)

Ses amendements n°s 159 et 163 (p. 9847)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 9849)

Explications de vote et vote [4 novembre 2003] (p. 9948)

Ses explications de vote (p. 9952)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Son intervention (p. 10790)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 novembre 2003] (p. 10783)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit d'asile (p. 10790)
 Etrangers : asile interne (p. 10791)
 Etrangers : demandeurs d'asile : convention de Genève (p. 10790)
 Etrangers : demandeurs d'asile : pays d'origine sûr (p. 10790)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10791)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10841)
 Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10896)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10897, 10900)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10897)
 Emploi : chômage (p. 10841, 10896)
 Entreprises : délocalisations (p. 10899)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10899)
 Politique économique : capitalisme (p. 10897)
 Politique sociale : exclusion (p. 10841)
 Politique sociale : pauvrete (p. 10896)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10897)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10841 et 10897)
 Politique sociale : solidarité (p. 10841)
 Travail : licenciements (p. 10899)
 Travail : salaires (p. 10898)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)

Son intervention (p. 10906)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10914 et s.)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10921)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Martine Billard (situation et conditions d'évaluation des ressources des personnes sortant des dispositifs d'indemnisation du chômage) (p. 10931)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son intervention (p. 10933)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son intervention (p. 10939)

Article 11 (révision du contrat d'insertion et suspension de l'allocation en cas de non-respect de ce contrat)

Son intervention (p. 10941)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10942)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10946)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10948)

Son amendement n° 198 (p. 10952)

Article 19 (contenu du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10958)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10967 et s.)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son amendement n° 78 (p. 10984)

Son amendement n° 80 (p. 10991)

Son amendement n° 82 (p. 11009)

Son amendement n° 86 (p. 11049)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12507)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son intervention (p. 12517)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son intervention (p. 12532)

Article 50 (garantie de certaines créances salariales)

Son intervention (p. 12537)

Après l'article 50

Son amendement n° 149 (les arrêtés de réquisition ne peuvent restreindre l'exercice normal du droit de grève) (p. 12537) : rejeté (p. 12538)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)

Son intervention (p. 12623)

Thèmes :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 12624)
 Impôt sur le revenu : impatriés (p. 12623)
 Logement : logement social (p. 12624)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 12623 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 12624)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2003] (p. 12656)

Son intervention (p. 12657)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements (p. 12657)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 12657)
 Enseignement : obligation scolaire (p. 12657)
 Politique sociale : allocations et ressources (p. 12658)
 Prestations familiales : allocations familiales : allocations et ressources (p. 12658)
 Professions sociales : assistantes maternelles (p. 12658)
 Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 12658)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,

2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son amendement n° 999 (p. 2018)

Article 5 bis (formation professionnelle des Français établis hors de France)

Son amendement n° 1000 (p. 2021)

Article 5 ter (enregistrement des contrats d'apprentissage)

Son amendement n° 1001 (p. 2030)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)

Son amendement n° 1002 (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son amendement n° 1003 (p. 2031)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2450)

Article 79 (adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation)

Son intervention (p. 2454)

Article 81 (transfert des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics)

Son intervention (p. 2457)

Article 83 (mise à disposition de services ou parties de services et de personnels au titre d'une expérimentation ou d'une délégation de compétences)

Son intervention (p. 2459)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 1098 de M. André Chassaigne (commissions communes aux commissions administratives paritaires de la fonction publique de l'Etat et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale) (p. 2459)

Article 85 (consultation des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 2459)

Article 86 (clarification de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2460)

Article 87 (applicabilité du dispositif de mise à disposition et de transfert aux agents affectés dans des services transférés à la collectivité territoriale de Paris)

Son intervention (p. 2460)

Avant l'article 88 A

Intervient sur l'amendement n° 1103 de M. André Chassaigne (intégration des actifs financiers détenus par les entreprises dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2460)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2470)

Article 88 (application des règles de droit commun pour la compensation financière des transferts de compétences à titre définitif entre l'Etat et les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2474)

Après l'article 88 ter

Intervient sur l'amendement n° 1112 corrigé de M. André Chassaigne (expertise sur les équipements publics éventuellement transférés) (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 1113 corrigé de M. André Chassaigne (relèvement du taux de compensation déterminant les attributions du FCTVA) (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 1115 de M. André Chassaigne (suppression de la majoration destinée à financer la révision des valeurs cadastrales) (p. 2491)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2497)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son intervention (p. 2537)

Article 102 (transformation des syndicats intercommunaux en communautés de communes)

Son intervention (p. 2539 et s.)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2540)

Article 104 (régime fiscal des fusions entre établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est un établissement à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2541)

Article 108 (modification du nombre et de la répartition des sièges en cas d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale due à une transformation)

Son intervention (p. 2547)

Article 110 (répartition des sièges à la suite d'une extension du périmètre d'une communauté urbaine)

Son intervention (p. 2547)

Article 111 (pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son intervention (p. 2548)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son intervention (p. 2549 et s.)

Article 113 (partages de services entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2551)

Après l'article 113

Intervient sur l'amendement n° 1230 de M. Alain Bocquet (interventions de la commune et de l'EPCI sur une même opération) (p. 2552)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2553)

Avant l'article 120

Intervient sur l'amendement n° 1232 de M. Alain Bocquet (répartition de l'accroissement des bases de taxe professionnelle unique en fonction du potentiel fiscal communal "trois taxes" par habitant) (p. 2555)

Article 124 (dotation de solidarité communautaire)

Son intervention (p. 2557)

Après l'article 124

Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Alain Bocquet (prélèvement de 40 % au moins et de 60 % au plus du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écartées) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. André Chassaigne (prélèvement de 40 % du montant de l'écrêtement au profit de l'EPCI bénéficiant du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle dont les bases ont été écartées) (p. 2558)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son intervention (p. 2559)

Après l'article 125

Intervient sur l'amendement n° 1238 de M. Alain Bocquet (subventions des communes membres et de leur EPCI à une même association) (p. 2559)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7182)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7191)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7200)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son intervention (p. 2904)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2955 et s.)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2967 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2971)

Article 23 (abrogations)

Son intervention (p. 2973 et s.)

Ses explications de vote (p. 2981)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2981)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Son intervention (p. 3010)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle : chômeurs (p. 3010)
Fonction publique de l'Etat : contrats emplois-jeunes (p. 3011)
Fonctionnaires et agents publics : pyramide des âges (p. 3011)
Fonctionnaires et agents publics : carrière : avancement (p. 3011)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3011)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3011)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3392) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3398)

Thèmes :

Entreprises : contributions patronales (p. 3395)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3393)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3394)
Personnes âgées : dépendance (p. 3394)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3394)
Politique économique : libéralisme (p. 3396)

Politique sociale : financement (p. 3392)

Politique sociale : solidarité (p. 3392)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3392)

Sécurité sociale : caisses (p. 3394)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3395)

Travail : durée du travail (p. 3393)

Travail : jours fériés (p. 3393)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3428)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3426)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 3427)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3427)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3426)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 3427)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3623)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3623)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3623)

Politique économique : consommation : épargne (p. 3624)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 3623)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 3623)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3624)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Yves Cochet (création d'une commission de certification d'origine de l'électricité renouvelable) (p. 3896)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3898 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4372) : rejetée (p. 4377)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4373)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4373)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4374)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4373)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4373)

Politique sociale : discrimination (p. 4373)

Politique sociale : solidarité (p. 4373)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ;

[8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Reprend l'amendement n° 799 de Mme Christine Boutin (création d'un Comité des finances sociales) (p. 4391) : rejeté (p. 4391)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 870 du Gouvernement (p. 4425)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4435 et s.)

Article 26 (modification de la structure du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4667)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4671 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4680)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4683 et s.)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4691 et s.)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4698)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Daniel Paul (p. 4704)

Article 41 (suppression de la commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)

Son intervention (p. 4707)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Daniel Paul (p. 4710)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 4712)

Ses explications de vote [15 juin 2004] (p. 4918)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4919)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4412)

Thèmes :

Télécommunications : antennes-relais (p. 4412)

Télécommunications : Internet (p. 4412)

Télécommunications : opérateurs (p. 4412 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5127)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5584)

Article 20 (garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 5586)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5594 et s.)

Après l'article 22

Son intervention (p. 5603)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5604 et s.)

Article 26 (adaptation des institutions représentatives du personnel)

Son intervention (p. 5608)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5777)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5839)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5821)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5777)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5778)

Politique économique : libéralisme (p. 5778, 5839)

Politique sociale : inégalités (p. 5839)

Politique sociale : solidarité (p. 5777)

Sécurité sociale : fonctionnement (p. 5777, 5839)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5890 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6108)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6249)

Son intervention (p. 6254 et s.)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6260 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6308 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6345 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6467 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2004] (p. 6472)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6477 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6536 et s.)

Avant l'article 30 [séance du 15 juillet 2004]

Son intervention (p. 6719)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6723 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)

Son intervention (p. 6865 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6902 et s.)

Article 40 [séance du 19 juillet 2004] (consolidation du recouvrement des recettes de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6906)

Denis JACQUAT

Moselle (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (n° 1350) [28 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12571)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome II : Affaires sociales, travail et solidarité (Action sociale, lutte contre l'exclusion et ville) (n° 1111) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1350) relatif au dispositif de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [13 avril 2004] (n° 1540)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [9 juin 2004] (n° 1665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Politiques communautaires [4 novembre 2003] (p. 9945)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8103)

Thèmes :

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8104)

Politique sociale : solidarité (p. 8104)

Santé : maladies (p. 8103)

Santé : prévention (p. 8103)

Santé : règlements sanitaires (p. 8103)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8103)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Avant l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8225)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8229)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8233)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 8242)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 16 bis A (transposition d'une directive européenne relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac)

Son amendement n° 175 (p. 2790)

Article 16 bis B (interdiction de la publicité et de la propagande en faveur des produits du tabac)

Son amendement n° 176 (p. 2790)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8147)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8147)

Santé : prévention (p. 8148)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8147)

Sécurité publique : catastrophes naturelles (p. 8148)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9605)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 9605)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 9605)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9605)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)
Son intervention (p. 9679 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9720)

Avant l'article 53

Son amendement n° 304 (accroissement de la possibilité d'investissement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 9836) : rejeté (p. 9837)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 10044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 10045)
Etrangers : logement (p. 10045)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10045)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10044)
Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 10044)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3320)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3360)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 3320)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3320)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3320)
Personnes âgées : dépendance (p. 3320)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3320, 3360)
Politique sociale : solidarité (p. 3320)
Sécurité sociale : caisses (p. 3321)
Travail : jours fériés (p. 3320)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3401 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 57 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (bénéfice d'avantages fiscaux à l'intention des établissements d'accueil pour personnes âgées afin de leur permettre de mettre en place des équipements de sécurité préventifs de risques climatiques) (p. 3406)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")
Son intervention (p. 3431 et s.)

Article 3 (application de la journée de solidarité au secteur agricole)
Son intervention (p. 3447)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)
Son intervention (p. 3448)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son intervention (p. 3448 et s.)

Article 6 (application de la journée de solidarité dans les fonctions publiques)

Son intervention (p. 3450 et s.)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 63 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 2001-647 du 21 juillet 2001 sur la dépendance des personnes âgées) (p. 3452)

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3452)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3454 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie : statuts et fonctionnement) (p. 3456)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (organes dirigeants de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie : structures) (p. 3457)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3458 et s.)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son intervention (p. 3459 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (établissements d'accueil pour personnes âgées : normes de sécurité et de prévention de la canicule : subventions et non-augmentation des tarifs) (p. 3462)

Article 10 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à compter de l'année 2005)

Son intervention (p. 3463)

Article 11 (dispositions transitoires liées à la disparition du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3464)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 3464)

Article 12 (modalités d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3464)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Son intervention (p. 5039)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance (p. 5039)
Politique sociale : solidarité (p. 5039)
Travail : jours fériés (p. 5039)

Édouard JACQUE

Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Éric JALTON

*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9253)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9254)

Logement : étudiants (p. 9253)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : subventions (p. 9253)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9253)

Procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9268)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4493)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés de communes : Guadeloupe (p. 4493)

Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4493)

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4493)

Union européenne : décisions : octroi de mer (p. 4493)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son amendement n° 47 (p. 4522)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1388 relative au repos hebdomadaire et à la défense du commerce de proximité [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. perspectives [15 octobre 2003] (p. 8603)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [28 janvier 2004] (p. 994)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, personnel, statut [26 mai 2004] (p. 4110)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 837, posée le 22 juin 2004. Défense. Entreprises (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Thalès, emploi et activité, Bagneux (p. 5235)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention (p. 10327)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10328 et s.)

Logement : crédits (p. 10327 et s.)

Logement : logement social : constructions (p. 10328)

Logement : surloyer (p. 10329)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 10329)

Postes : livret A (p. 10328)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1854)

Son intervention (p. 1883)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 1855)

Logement : étudiants (p. 1884)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1884)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 1883)

Logement : logement social : personnes défavorisées (p. 1884)

Logement : logement social : ventes d'appartements (p. 1884)

Politique sociale : principe d'égalité (p. 1854)

Urbanisme : permis de construire : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 1885)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Son intervention (p. 2002)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son intervention (p. 2005)

Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)

Son intervention (p. 2009 et s.)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)
Son intervention (p. 2016 et s.)

Article 5 bis (formation professionnelle des Français établis hors de France)
Son intervention (p. 2021)

Article 5 ter (enregistrement des contrats d'apprentissage)
Son intervention (p. 2030)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)
Son intervention (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)
Son intervention (p. 2031)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Christian Philip (modalités de taxation des véhicules à moteur à raison de leurs déplacements dans les grandes agglomérations, y compris par l'institution d'un péage urbain) (p. 2085)

Article 15 (exercice de la police de la conservation du domaine public routier)
Son intervention (p. 2086)

Article 18 (éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) des fonds de concours versés à l'Etat par les collectivités territoriales et leurs groupements pour des opérations d'aménagement du domaine public routier national)
Son sous-amendement n° 1582 à l'amendement n° 1580 du Gouvernement (p. 2092)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)
Son intervention (p. 2094)

Article 20 (abrogation des décrets impériaux relatifs au financement de l'entretien de la voirie à Paris)
Son intervention (p. 2103)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)
Son amendement n° 1070 (p. 2195)
Son amendement n° 1071 (p. 2199)
Son amendement n° 1072 (p. 2201)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)
Son intervention (p. 2212 et s.)
Son amendement n° 1073 (p. 2212)
Son amendement n° 1074 (p. 2214)
Ses amendements n°s 1075 et 1076 (p. 2216)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)
Son amendement n° 1125 (p. 2220)
Ses amendements n°s 1126 et 1127 (p. 2221)
Son amendement n° 1128 (p. 2222)

Article 52 (limitation de l'aide gratuite de l'Etat au titre de l'étude technique des demandes de permis de construire)
Son amendement n° 1129 (p. 2222)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3812)

Son intervention (p. 3818)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3818 et s.)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3812, 3820)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3819)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3819)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3812, 3820)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3820)

Transports : transport combiné (p. 3819)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3819)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 954 (maintien et développement des entreprises publiques nationales) (p. 3877) : adopté (p. 3878)

Son amendement n° 953 (bilan du processus d'ouverture à la concurrence présenté au Parlement) (p. 3879) : rejeté (p. 3880)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3897 et s.)

Son sous-amendement n° 932 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3902)

Son sous-amendement n° 930 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3904)

Son sous-amendement n° 933 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Son sous-amendement n° 934 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3913)

Son sous-amendement n° 935 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3914)

Son sous-amendement n° 931 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3914)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 936 (renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3926) : rejeté (p. 3927)

Son sous-amendement n° 937 (aménagement progressif de la fiscalité afin de favoriser les économies d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 3929)

Son sous-amendement n° 938 (objectif : renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930) : rejeté (p. 3931)

Son sous-amendement n° 939 (réduction des émissions polluantes des véhicules) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 3934)

Son sous-amendement n° 940 (suppression de la mise en place progressive du système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3940)

Son sous-amendement n° 944 (référence aux centrales à cycle hypercritique) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) : adopté (p. 3945)

Son sous-amendement n° 941 (EPR, ouvrage public) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3949)

Son sous-amendement n° 945 (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954) : rejeté (p. 3955)

Son sous-amendement n° 943 (développement du pôle public minier) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970) : rejeté (p. 3971)

Son sous-amendement n° 942 (rééquilibrage des transports de marchandises au profit du rail) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974) : rejeté (p. 3975)

Son sous-amendement n° 948 (parité avec les programmes menés aux Etats-Unis et au Japon) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) : adopté (p. 3978)

Son sous-amendement n° 952 (contrats de gaz à long terme développés afin d'atteindre 90 % de la consommation française) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3983) : rejeté (p. 3984)

Son sous-amendement n° 951 (programmes d'approvisionnement) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 3984)

Son sous-amendement n° 950 (stockages souterrains qualifiés d'outils de service public) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985) : rejeté (p. 3986)

Après l'article 6

Son amendement n° 957 rectifié (mise en place et composition d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 4190) : rejeté (p. 4191)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 958 (p. 4198)

Après l'article 12

Son amendement n° 960 (prérogatives du gestionnaire du réseau public) (p. 4220) : rejeté (p. 4221)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Son amendement n° 961 (p. 4223)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5105 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5331)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5508 et s.)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5585)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5597 et s.)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5605 et s.)

Article 27 (adaptation aux règles de territorialité applicables aux distributeurs non nationalisés et aux distributeurs publics gaziers agréés)

Son intervention (p. 5608)

Article 29 (mise à jour de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5612)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6244 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6312 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6339 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6436 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6452)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6519)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6529 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6700 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6775 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6793 et s.)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3545)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examens des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10262)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10262)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10262 et s.)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10262 et s.)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 10262)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 10262)

Procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10277)

Organisations internationales : organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 10276)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1408)

Thèmes :

Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 1408 et s.)
 Etablissements de santé : hôpitaux : laïcité (p. 1409)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1408)
 Femmes : égalité des sexes : émancipation (p. 1408 et s.)
 Politique sociale : intégration (p. 1408 et s.)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 1409)

Olivier JARDÉ

*Somme (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IX : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Enseignement supérieur) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurances. Assurance responsabilité civile médicale. Etablissements et professions de santé [29 octobre 2003] (p. 9625)

Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11511)

Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Pollutions agricoles, lutte et prévention [17 décembre 2003] (p. 12498)

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [14 janvier 2004] (p. 348)

Assurances. Assurance automobile. Primes, montant [21 janvier 2004] (p. 638)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 808, posée le 8 juin 2004. Consommation. Crédit (J.O. Questions p. 4138). Appelée le 8 juin 2004. Surendettement, lutte et prévention (p. 4554)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son amendement n° 459 (p. 8382)

Son amendement n° 460 (p. 8385)

Son amendement n° 461 (p. 8386)

Ses amendements n° 462 et 463 (p. 8387)

Son amendement n° 464 (p. 8389)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son amendement n° 465 (p. 8403)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10282)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 10282)

Enseignement supérieur : crédits (p. 10282)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 10282)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10282)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 10282)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 10282)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités : diplômés (p. 10292)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)**

Son intervention (p. 12022)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie

Recherche : recherche médicale (p. 12022)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12022)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)**Avant l'article 5**

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (mention sur la carte Vitale du refus de prélèvement d'organes en cas de décès) (p. 12095)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)**

Son intervention (p. 6228)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 6228)

Bioéthique : génétique (p. 6228)

Sang et organes humains : produits humains (p. 6228)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6228)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1377)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1377)

Fonctionnaires et agents publics : neutralité (p. 1377)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)**

Son intervention (p. 7414)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7415)

Régions : développement économique (p. 7414 et s.)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7415)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7421)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7421)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7422)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7422)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7422)

Christian JEANJEAN

*Hérault (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1698 visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote pour tous les électeurs français [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Anguilles. Quotas, politiques communautaires [11 février 2004] (p. 1647)

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1592 visant à élire une partie des députés au scrutin proportionnel [11 mai 2004]

Proposition de loi n° 1610 visant à modifier certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers généraux et des députés [13 mai 2004]

Proposition de loi n° 1807 tendant à interdire l'utilisation des sacs ou poches plastiques non biodégradables d'ici au 1^{er} janvier 2010 [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Services. transport de fonds. sécurité [14 octobre 2003] (p. 8503)

DÉBATS

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1552)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1553)
Etrangers : contrats d'intégration (p. 1553)
Etrangers : immigration (p. 1552)
Etrangers : intégration (p. 1552)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1553)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 50

Son amendement n° 243 (découplage de la mise en place des chaînes gratuites et des chaînes payantes lors du lancement de la télévision numérique) (p. 1748) : retiré (p. 1749)

Article 54 (régime dérogatoire applicable aux services exclusivement diffusés hors du territoire national)

Son intervention (p. 1750)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1751)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son amendement n° 250 (p. 1172)

Maryse JOISSAINS-MASINI

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1135 visant à assurer une dynamique nouvelle et responsable à la coopération décentralisée [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1182 portant modification de la loi relative à la réduction du temps de travail [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1185 portant modification du régime du revenu minimum d'insertion et création d'un revenu minimum d'activité [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1309 mettant les demandeurs d'emploi et bénéficiaires du revenu minimum d'insertion à la disposition des communes ou de leurs groupements afin de leur confier des activités d'intérêt général et de les inciter à une recherche active d'emploi [17 décembre 2003]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1385 tendant à modifier la composition de la Cour de justice de la République [29 janvier 2004]

Proposition de loi organique n° 1386 relative à la Cour de justice de la République [29 janvier 2004]

Proposition de loi n° 1802 autorisant les communes et leurs groupements à proposer aux demandeurs d'emplois et aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, un emploi correspondant à leur niveau de qualification pour réaliser des activités d'intérêt général [22 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1803 relative au service civil obligatoire et mixte pour les jeunes gens de 18 à 25 ans [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [20 janvier 2004] (p. 573)

Marc JOULAUD

Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (n° 1234) [26 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. TGV Ouest. Développement, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11107)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11608)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 11608)

Défense : frégates (p. 11609)

Défense : opérations extérieures (p. 11608)

Gendarmerie : gendarmes : retraites (p. 11609)

Alain JOYANDET

Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et au services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1592 visant à élire une partie des députés au scrutin proportionnel [11 mai 2004]

Proposition de loi n° 1610 visant à modifier certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers généraux et des députés [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Son intervention (p. 11857)

Thèmes :

Télécommunications : services publics (p. 11858)

Télécommunications : France Télécom (p. 11857)

Télécommunications : Internet (p. 11857)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11877)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 149)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 149)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 149 et s.)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 149)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 37 bis

Son sous-amendement n° 230 (nécessité d'avoir constaté l'insuffisance des initiatives privées et information de l'Autorité de régulation des télécommunications) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) : retiré (p. 222)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 255)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 255)

Audiovisuel et communication : radio (p. 255)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 255)

Postes : La Poste (p. 256)

Presse et livres : presse (p. 256)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2856)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 2856 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2856 et s.)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2857)

Dominique JUILLOT

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son amendement n° 693 (p. 747)

Après l'article 10

Son amendement n° 692 (scieries autorisées à provisionner des investissements futurs) (p. 792) : rejeté (p. 793)

Après l'article 18

Son amendement n° 830 (mesures en faveur du bois de chauffage) : rejeté (p. 836)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son sous-amendement n° 1401 corrigé à l'amendement n° 234 de la commission (p. 872)

Article 29 (échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux)

Son amendement n° 703 (p. 879)

Après l'article 72

Son amendement n° 832 (Centre national professionnel de la propriété forestière : consultation) : adopté après modification (p. 1203)

Après l'article 74

Son amendement n° 691 (conditions d'autorisation des transports de bois ronds) : rejeté (p. 1215)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 16 (simplification du droit forestier)

Son intervention (p. 4775)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 49

Son amendement n° 117 (nomination des directeurs départementaux adjoints ayant assuré l'intérim) : adopté (p. 7314)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1355 supprimant l'évaluation forfaitaire des ressources pour l'attribution des aides au logement [15 janvier 2004]

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 707, posée le 4 mai 2004. Énergie et carburants. Énergie nucléaire (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Centrales nucléaires, sécurité, Fessenheim (p. 3278)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 39

Son amendement n° 302 précédemment réservé (base informatique de données sur les médicaments) (p. 9880) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1437)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1438 et s.)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (p. 1438)

Emploi : chômeurs (p. 1438)

Enseignement : exclusion (p. 1438)

État : valeurs républicaines : laïcité (p. 1438)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3833)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3834)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 3833)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 277 (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3935) : rejeté (p. 3937)

Son sous-amendement n° 278 (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3938)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6899 et s.)

Alain JUPPÉ

*Gironde (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Démissionne le 30 septembre 2004 [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16901)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cérémonies publiques et fêtes légales. 60ème anniversaire du débarquement en Normandie. Bilan et perspectives [8 juin 2004] (p. 4567)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1366)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1367)

Cultes : Conseil français du culte musulman (p. 1366)

Cultes : intégrisme (p. 1367)

Cultes : islam (p. 1367)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1367)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1366)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1367)

K

Mansour KAMARDINE
Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 7 octobre 2003] (p. 17144)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1796 portant actualisation et mise en conformité avec la Constitution du statut de Mayotte [21 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 514, posée le 15 décembre 2003. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Système pénitentiaire, maison d'arrêt de Majicavo, personnel, statut (p. 12409)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Etrangers : cartes de résident : Mayotte (p. 10201)
 Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 10199)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : Mayotte (p. 10287)
 Enseignement supérieur : outre-mer (p. 10287)
 Enseignement supérieur : crédits (p. 10287)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10438)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : délais (p. 10439)
 Justice : tribunaux : Mayotte (p. 10439)

Procédure des questions :

Justice : réforme : Mayotte (p. 10446)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : Mayotte (p. 10448)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9256)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 9257)
 Logement : logement social (p. 9257)
 Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9256)
 Prestations familiales : plafonnement (p. 9257)

Procédure des questions :

Outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 9267)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 283 (p. 9684)

Article 41 précédemment réservé (mise en œuvre de la décentralisation sanitaire à Mayotte)

Son amendement n° 327 (p. 9881) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10307)

Thèmes :

Constitution : article 74 : collectivités d'outre-mer (p. 10307)
 Etat : décentralisation : outre-mer (p. 10308)
 Outre-mer : collectivité territoriale unique : Guadeloupe (p. 10307)
 Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 10308)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1467)

Thèmes :

Cultes : islam : modernisation (p. 1469)
 Cultes : islam : signes religieux (p. 1468)
 Femmes : droits (p. 1468)
 Femmes : égalité des sexes (p. 1468)
 Outre-mer : Mayotte : intégration (p. 1468)
 Outre-mer : Mayotte : islam (p. 1467)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : lutte contre l'exclusion (p. 1469)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jérôme Rivière (en cas d'infraction, peine d'amende prévue pour une contravention de cinquième classe) (p. 1502)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 75

Son sous-amendement n° 230 (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1761) : adopté après rectification (p. 1762)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2899)

Article 24 (application outre-mer)

Son amendement n° 4 (p. 2978)

Après l'article 25

Son amendement n° 1 (extension du champ d'intervention de la commission de révision de l'état civil de Mayotte) (p. 2979) : retiré (p. 2980)

Son amendement n° 3 (simplification de la procédure) : adopté (p. 2980)

Son amendement n° 2 (entrée en vigueur des dispositions relatives à la juridiction civile de droit commun à Mayotte et au pouvoir de médiation et de conciliation des cadis) : adopté (p. 2980)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 13

Son amendement n° 920 (fixation des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité) : adopté (p. 4233)

Son amendement n° 919 (de coordination) : adopté (p. 4233)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4361)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4361)

Handicapés : enfants (p. 4362)

Outre-mer : Mayotte : handicapés (p. 4362)

Politique sociale : solidarité (p. 4361)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 1003 du Gouvernement (p. 4711)

Son sous-amendement n° 1013 à l'amendement n° 1003 du Gouvernement : adopté (p. 4711)

Son amendement n° 354 deuxième rectification : retiré (p. 4712)

Aimé KERGUERIS

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome III : Agriculture et pêche (Pêche) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9143)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9143 et s.)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 9144)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9144)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les abus et fraudes dans l'intermittence et l'avenir du financement de la création et de la diffusion du spectacle vivant (n° 1054) [30 septembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la crise dans les domaines du spectacle vivant et de la création audiovisuelle en France ainsi qu'aux mesures nécessaires pour permettre leur essor et garantir à leurs professionnels un statut protecteur (n° 1063) [30 septembre 2003]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser la situation des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel, après l'agrément du protocole d'accord du 26 juin 2003 et de son avenant du 8 juillet 2003, et l'avenir du spectacle vivant dans notre pays, et à évaluer les conséquences économiques et sociales qui en découleront pour le tissu culturel français (n° 1099) [15 octobre 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la culture et de la communication [J.O. du 26 décembre 2003] (p. 22179)

Rapporteur du projet de loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (n° 1499) [13 avril 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et au services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête :

- (n° 1054) de M. Dominique Paillé sur les abus et fraudes dans l'intermittence et l'avenir du financement de la création et de la diffusion du spectacle vivant

- (n° 1063) de M. Jean-Pierre Brard relative à la crise dans les domaines du spectacle vivant et de la création audiovisuelle en France ainsi qu'aux mesures nécessaires pour permettre leur essor et garantir à leurs professionnels un statut protecteur

- (n° 1099) de M. Jean-Marc Ayrault visant à analyser la situation des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel, après l'agrément du protocole d'accord du 26 juin 2003 et de son avenant du 8 juillet 2003, et l'avenir du spectacle vivant dans notre pays, et à évaluer les conséquences économiques et sociales qui en découleront pour le tissu culturel français [6 novembre 2003] (n° 1203)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1499) portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [8 juin 2004] (n° 1660)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Conventions tripartites, financement [2 mars 2004] (p. 2274)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Rapatriés : harkis (p. 10067)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 10068)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 10068)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11521)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11522)

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11522)

Justice : personnes disparues (p. 11522)

Langue française (p. 11521)

Rapatriés : harkis (p. 11521 et s.)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 259)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 259)

Audiovisuel et communication : audiovisuel : services publics (p. 260)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 260)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 260)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 373 (p. 777)

Son amendement n° 374 (p. 779)

Article 14 (clarification de la notion d'activité principale des travailleurs pluriactifs non salariés)

Son amendement n° 375 (p. 825)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son amendement n° 377 (p. 886)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1626)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1626 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1626)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1626)

Télécommunications : France Télécom (p. 1626)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1626)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 277 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (régime des sanctions) (p. 1759)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Patrice Martin-Lalande (notion d'éditeurs de services de radiodiffusion sonore ou de télévision) (p. 1760)

Après l'article 75

Intervient sur le sous-amendement n° 230 de M. Mansour Kamardine (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (p. 1761)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1762)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 1765)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1^{er} août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son intervention (p. 1773)

Ses explications de vote (p. 1779)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4411)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4411 et s.)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : appels d'urgence (p. 4411)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 4411)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 4411)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2426)

Thème :

Travail : précarité (p. 2426)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4821)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4821)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4821)

Rapatriés : harkis (p. 4821)

Rapatriés : indemnisation (p. 4822)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4821)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens

départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4852 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Daniel Spagnou (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Roland Chassain (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Louis Giscard d'Estaing (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, veuves et orphelins et familles de harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jacques Remiller (érection à Paris d'un monument dédié aux victimes civiles d'Alger et d'Oran) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Diefenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4858)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Christian Vanneste (insertion dans les programmes scolaires de la présence française outre-mer) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de M. Francis Vercamer (chapitre spécifique sur les actions des harkis et supplétifs) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Christian Vanneste (coordination) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4859 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Michel Diefenbacher (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Yvan Lachaud (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Francis Vercamer (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Francis Vercamer (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Emmanuel Hamelin (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4861)

Article 3 (prorogation des aides au logement en faveur des harkis)

Son intervention (p. 4863)

Article 4 (extension du bénéfice des mesures prévues aux articles 2 et 3 du projet de loi aux harkis qui n'ont pas acquis la nationalité française avant le 10 janvier 1973 bien qu'ayant continuellement résidé sur le territoire de la communauté européenne)

Son intervention (p. 4863 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (octroi de bourses spécifiques aux enfants de harkis éligibles aux bourses de l'éducation nationale) (p. 4864)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rapport au Parlement sur la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4864)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Francis Vercamer (exonération de cotisations patronales pour les rémunérations des enfants de harkis de plus de vingt-cinq ans) (p. 4865)

Article 5 (restitution aux rapatriés des sommes prélevées sur les indemnités allouées au titre des législations antérieures)

Son intervention (p. 4865)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Yvan Lachaud (exonération d'impôts pour les indemnités perçues par les anciens fonctionnaires rapatriés) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Spagnou (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Roland Chassain (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Kléber Mesquida (proposition par le Haut Conseil des rapatriés, de mesures de réparation des préjudices immobiliers) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yvan Lachaud (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) (p. 4866)

Article 6 (versement d'une indemnité forfaitaire aux personnes, autres que les fonctionnaires et agents publics, ayant dû interrompre leur activité professionnelle en raison des événements d'Algérie)

Son intervention (p. 4866 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Francis Vercamer (reconnaissance des "carrés musulmans" dans les cimetières) (p. 4867)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Yvan Lachaud (restauration des cimetières français du Maroc et de la Tunisie) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Spagnou (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Roland Chassain (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Emmanuel Hamelin (emploi dans la fonction publique réservés aux descendants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Francis Vercamer (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Essonne (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 2 mars 2004] (p. 4258)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement (n° 992) [12 mai 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 992) relatif à la Charte de l'environnement [12 mai 2004] (n° 1595)

Proposition de loi constitutionnelle n° 1715 portant réforme du Conseil économique et social [6 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Environnement. Conséquences, santé [11 mai 2004] (p. 3495)

Politiques communautaires. Agriculture. Négociations, Organisation mondiale du commerce (OMC), Mercosur, perspectives [16 juin 2004] (p. 4993)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 515, posée le 15 décembre 2003. Voirie. A 10 (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Péage de Saint-Arnoult, exonération, communes avoisinantes (p. 12402)

n° 819, posée le 8 juin 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 4140). Appelée le 8 juin 2004. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 4538)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8112)

Thèmes :

Environnement : pollution (p. 8112)

Santé : maladies (p. 8112)

Santé : politique de la santé (p. 8112)

Débat sur le sommet de Cancun**[9 octobre 2003] (p. 8345)**

Son intervention (p. 8359)

Thèmes :

Environnement (p. 8360 et s.)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8360)

Pays étrangers : Afrique : agriculture (p. 8360)

Santé : santé publique : pays en développement (p. 8361)

Travail : droit du travail (p. 8361)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9425)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 9426)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9425)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9426)

Environnement : crédits (p. 9425)

Environnement : Natura 2000 (p. 9426 et s.)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 9426)

Sécurité publique : inondations (p. 9426)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 9426)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 9426)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés**[13 avril 2004] (p. 2835)**

Son intervention (p. 2845)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 2846)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2846 et s.)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2846)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie**[15 avril 2004] (p. 3017)**

Son intervention (p. 3068)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3069)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3068)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3068)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3826)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3826 et s.)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3827)

Santé : santé publique (p. 3827)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4042)

Son intervention la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4063)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 4042, 4063)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 4044)

Constitution : article 34 : environnement (p. 4043 et s.)

Constitution : révision : bloc de constitutionnalité (p. 4043 et s.)

Environnement : charte de l'environnement (p. 4042, 4044, 4063)

Environnement : principe de précaution (p. 4044 et s.)

Environnement : protection : histoire (p. 4043)

Union européenne : droit communautaire : environnement (p. 4044)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)*Article 1er (référence à la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution)*

Son intervention (p. 4132)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4134 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Christophe Caresche (constitutionnalisation du droit à l'environnement) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension à la préservation de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 67 rectifié de M. André Chassaigne (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christophe Caresche (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Son intervention (p. 4278)

Jacques KOSSOWSKI*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1646 tendant à accorder aux pères d'enfants nés non-viables ou mort-nés le bénéfice du congé paternité [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Etrangers. Polygamie, interdiction [19 mai 2004] (p. 3852)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 826, posée le 8 juin 2004. Sports. Associations et clubs (J.O. Questions p. 4141). Appelée le 8 juin 2004. Courbevoie sports, perspectives (p. 4536)

DÉBATS

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11933)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11933)
 Secteur public : service minimum (p. 11933)
 Syndicats : actions (p. 11934)
 Transports : transports de voyageurs (p. 11933)
 Travail : négociations (p. 11934)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4442)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5072)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 5072)
 Etat : laïcité (p. 5072)
 Femmes : égalité des sexes (p. 5072)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 9 : Agriculture et pêche (Pêche) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1200 relative à la conversion des anciens bassins miniers [5 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reconduction, perspectives [13 janvier 2004] (p. 281)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 629, posée le 24 février 2004. Sécurité routière. Accidents (J.O. Questions p. 1283). Appelée le 24 février 2004. Statistiques (p. 1794)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9142)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9143)
 Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 9143)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9143)
 Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 9143)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : aquaculture et pêche professionnelle (p. 9143)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : conseil supérieur de la pêche (p. 9198)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants : Nord-Pas-de-Calais (p. 10140)

L

Patrick LABAUNE

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Yvan LACHAUD

*Gard (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 novembre 2003] (p. 19350)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 novembre 2003] (p. 19350)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19787)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, conséquences, tourisme [12 novembre 2003] (p. 10361)

Chômage : indemnisation. Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE). Perspectives [27 avril 2004] (p. 3111)

Elections et référendums. Elections européennes. Abstentionnisme, lutte et prévention [2 juin 2004] (p. 4350)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 561, posée le 20 janvier 2004. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 386). Suppléé par M. François Rochebloine. Appelée le 20 janvier 2004. Radiothérapie, Nîmes (p. 544)

n° 835, posée le 22 juin 2004. TVA. Taux (J.O. Questions p. 4540). Appelée le 22 juin 2004. Hôtellerie et restauration (p. 5233)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que toutes les tendances puissent s'exprimer et que le débat ne soit pas occulté en particulier sur la question des polyhandicapés [3 juin 2004] (p. 4418)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9918)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : illettrisme (p. 9918)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 9919)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9918)
Enseignement secondaire : crédits (p. 9918)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9918)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11542)

Thèmes :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11542)
Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 11542)
Politique sociale : surendettement (p. 11542)
Rapatriés : harkis (p. 11542)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention (p. 11568)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 11568)
Enfants : mauvais traitements (p. 11568)
Enfants : politique de l'enfance (p. 11568)
Famille : politique familiale (p. 11569)
Professions sociales : assistantes maternelles (p. 11568)

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)

Son amendement n° 17 (p. 11571)

Après l'article 2

Son amendement n° 18 (assistants maternels : validation des acquis professionnels) : retiré (p. 11573)

Ses explications de vote (p. 11588)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11588)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 314 (p. 12364)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 580)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 582)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 583)
Enseignement : illettrisme (p. 581)
Enseignement : langues étrangères (p. 581)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 580)
Enseignement : programmes (p. 581)
Enseignement : personnel : enseignants (p. 582)
Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 581)
Enseignement secondaire : collège (p. 580)
Etat : laïcité (p. 582)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 583)
Ordre public : sécurité : enseignement (p. 581)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Après l'article 18

Son amendement n° 93 (ressources non prises en considération) : rejeté (p. 2963)

Son amendement n° 162 (en cas de non exercice du droit de visite et d'hébergement, compensation des sommes engagées par l'autre parent) (p. 2963) : rejeté (p. 2964)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4330)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4377)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4331)

Handicapés : enfants (p. 4331)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4331)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4331, 4377)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4389 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 juin 2004] (p. 4418)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4443)

Après l'article 2

Son amendement n° 563 : rejeté (p. 4453)

Après l'article 3

Son amendement n° 566 : retiré (p. 4461)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4467 et s.)

Son amendement n° 568 (p. 4475)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4576 et s.)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4582)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4673)

Son amendement n° 570 (p. 4674)

Son amendement n° 572 (p. 4678)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4699)

Avant l'article 37

Son amendement n° 577 : retiré (p. 4705)

Après l'article 44

Son amendement n° 575 : retiré (p. 4710)

Ses explications de vote [15 juin 2004] (p. 4918)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4918)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Ses amendements n° 44 et 45 (p. 4853)

Après l'article 1er

Son amendement n° 50 (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) : adopté (p. 4860)

Après l'article 5

Son amendement n° 49 (exonération d'impôts pour les indemnités perçues par les anciens fonctionnaires rapatriés) : rejeté (p. 4865)

Son amendement n° 53 (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) : rejeté (p. 4866)

Après l'article 6

Son amendement n° 51 (restauration des cimetières français du Maroc et de la Tunisie) : rejeté (p. 4868)

Conchita LACUEY

*Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'Etat, financement [28 octobre 2003] (p. 9553)

DÉBATS**Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1348)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1349)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1348)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1348)

Politique sociale : intégration (p. 1349)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4342)

Thèmes :

Handicapés : associations (p. 4342)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4342)

Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4342)

Marc LAFFINEUR

*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de M. le Ministre des affaires étrangères [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17190)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 29 : Intérieur et libertés locales (Collectivités territoriales) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1159 sur la proposition de règlement du Conseil relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (COM (2002) 711 final/E-2176) [23 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme du régime des concentrations entre entreprises [23 octobre 2003] (n° 1158)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les négociations à l'Organisation mondiale du commerce [13 novembre 2003] (n° 1210)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 19 décembre 2003 au 4 février 2004 (n°s E 2470, E 2471, E 2473 à E 2476, E 2480 à E 2482, E 2491 à E 2494, E 2498, E 2500, E 2501, E 2503, E 2505 et E 2506) et sur les textes n°s E 2233, E 2362, E 2364, E 2369, E 2405, E 2425, E 2448, E 2454 et E 2458 [11 février 2004] (n° 1431)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. Accidents. Bilan et perspectives [13 janvier 2004] (p. 279)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : considère que le débat se déroule de manière sereine et fait confiance au ministre du budget pour représenter le Gouvernement [17 octobre 2003] (p. 8817)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : « ce n'est pas bien de dénoncer ses camarades » [20 octobre 2003] (p. 9069)

DÉBATS**Débat sur le sommet de Cancun**

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8345)

Thèmes :

Commerce extérieur : balance des paiements (p. 8345)

Emploi (p. 8345)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8345)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8346)

Pays étrangers : Brésil (p. 8346)

Politique économique : libéralisme : services (p. 8346)

Politique économique : mondialisation (p. 8346)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8345)

Politiques communautaires : coopération et développement : Afrique (p. 8345)

Politiques communautaires : pays associés (p. 8345)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8346 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8347)

Santé : santé publique : pays en développement (p. 8345)

Secteur public : services publics (p. 8346)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8537)

Son intervention (p. 8613)

Thèmes :

Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 8614)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8614)

Entreprises : création (p. 8614 et s.)

Etat : missions régaliennes (p. 8615)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8615)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8615)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8614)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8614)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8614 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8615)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : effectifs (p. 8615)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8538)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8613 et s.)

Recherche (p. 8614)

Retraites : généralités (p. 8615)

Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8614)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8615)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8615)

Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8615)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8614)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8703)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8746)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à 60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8763)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8771)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8828)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8816)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8891)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9028)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)

Son intervention (p. 9050)

Article 32 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des communes) de diverses compensations perçues par les communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 9059)

Après l'article 39

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9069)

Explications de vote et vote [21 octobre 2003] (p. 9136)

Ses explications de vote (p. 9136)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9137)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Explications de vote et vote [21 octobre 2003]

Ses explications de vote (p. 10769)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10769)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale – répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10563)

Après l'article 69

Son amendement n° 220 (augmentation des valeurs locatives : taux de 1,5 %) : adopté (p. 10688)

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Ses explications de vote (p. 10769)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11687)

Seconde délibération

Après l'article 49

Son amendement n° 134 (travaux sur des monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attribution du FCTVA - fonds de compensation pour la TVA - quels qu'en soient l'affectation finale et éventuellement le mode de location ou de mise à disposition) : retiré (p. 11823)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12160)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12160)

Droit civil : contrats (p. 12160 et s.)

Impôt sur le revenu (p. 12160)

Politique économique : conjoncture (p. 12160)

Politique économique : mondialisation (p. 12160)

Politique sociale : surendettement (p. 12160)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 12160)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4889)

Thèmes :

Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4890)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4889 et s.)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1121 visant à assurer le principe de continuité territoriale entre la France métropolitaine et les régions d'outre-mer ainsi que la collectivité départementale de Mayotte [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1222 relative à la lutte contre les propos homophobes [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1257 tendant à prévenir le surendettement [27 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1522 tendant à instaurer un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les prestations dispensées par les artisans coiffeurs [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1754 visant à réglementer l'utilisation des artifices de divertissement [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1756 tendant à instituer un financement public des syndicats [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1811 relative à la suppression des droits de succession [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : transports aériens. Desserte, perspectives [28 janvier 2004] (p. 992)

Outre-mer. TOM : Polynésie française. Statut [14 avril 2004] (p. 2930)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 583, posée le 27 janvier 2004. Santé. Insuffisance rénale (J.O. Questions p. 554). Appelée le 27 janvier 2004. Centres d'autodialyse, développement (p. 908)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10133)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10133)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10133)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10133)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10133)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : habitat insalubre : Seine-Saint-Denis (p. 10340)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Boissons et alcools : débits de boissons : autorisations d'ouverture (p. 10181)

Elections et référendums : opérations de vote : dépenses (p. 10181)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : justice (p. 10179)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance : statistiques (p. 10179)

Ordre public : réserve civile : police (p. 10180)

Police : mutations (p. 10180)

Police : zones urbaines sensibles (p. 10180)

Police : équipements : automobiles (p. 10180)

Police : gardiens de la paix : création d'emplois (p. 10179)

Police : policiers : logement (p. 10180 et s.)

Police : policiers : Seine-Saint-Denis (p. 10180)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 10181)

Système pénitentiaire : détenus : transport (p. 10181)

Procédure des questions :

Police : effectifs : Bobigny (p. 10195)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10435)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : maisons de la justice et du droit (p. 10436)

Justice : palais de justice : Bobigny (p. 10437)

Justice : procédures : information (p. 10437)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : outre-mer (p. 10436)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 10436)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9230)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9231)

Logement : politique du logement (p. 9231)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9231)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10311)

Thèmes :

Assemblée nationale : absentéisme (p. 10311)

Assemblée nationale : ordre du jour : outre-mer (p. 10311)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 10314)

Elections et référendums : modes de scrutin : Antilles (p. 10315)

Elections et référendums : référendums : Antilles (p. 10312, 10314)

Outre-mer : indépendance (p. 10315)

Outre-mer : institutions : La Réunion (p. 10313)

Outre-mer : institutions : réforme (p. 10312, 10315)

Partis et mouvements politiques : financement public (p. 10313)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)

Son intervention (p. 11571)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Yvan Lachaud (assistants maternels : validation des acquis professionnels) (p. 11573)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 327)

Thèmes :

Communes : compétences (p. 327)

Communes : logement social (p. 328)

Communes : tutelle (p. 328)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 328)

Outre-mer : "lois du pays" (p. 327)

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 328 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : décentralisation (p. 328)

Outre-mer : Polynésie française : droit du travail (p. 328)

Outre-mer : Polynésie française : élection présidentielle (p. 328)

Outre-mer : protection du patrimoine foncier (p. 327)

Parlement : Congrès du Parlement : Président de la République (p. 327)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 5 (dénomination des institutions de la Polynésie française)

Son intervention (p. 359)

Son amendement n° 240 (p. 359)

Article 9 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française)

Son amendement n° 241 (p. 362)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 366)

Ses amendements n°s 246 et 289 (p. 368)

Ses amendements n°s 245, 280, 243 et 242 (p. 369)

Son amendement n° 244 (p. 369)

Article 25 (audiovisuel)
 Son amendement n° 247 (p. 375)
 Son amendement n° 287 (p. 377)

Article 29 (création de sociétés d'économie mixte)
 Son amendement n° 248 (p. 378)

Article 30 (participation au capital de sociétés privées)
 Son intervention (p. 380 et s.)
 Ses amendements n°s 249 et 250 (p. 380)
 Son amendement n° 271 (p. 381)

Article 35 (pouvoirs de police spéciale)
 Son intervention (p. 383)

Article 46 (domaine de la Polynésie française)
 Son intervention (p. 396)

Article 51 (financement du logement social)
 Son amendement n° 255 (p. 398)
 Son amendement n° 256 (p. 399)

Article 52 (fonds intercommunal de péréquation)
 Son intervention (p. 399)
 Son amendement n° 259 (p. 400)

Article 53 (impôts, taxes et redevances institués au profit des communes)
 Son intervention (p. 400)

Article 54 (concours de la Polynésie française aux communes)
 Son amendement n° 260 (p. 401)

Article 57 (le français et les langues polynésiennes)
 Ses amendements n°s 261 et 262 (p. 402)

Article 69 (élection du président par l'assemblée de la Polynésie française)
 Son amendement n° 263 (p. 404)
 Son amendement n° 264 (p. 405)

Article 87 (régime indemnitaire des membres du gouvernement)
 Son intervention (p. 410)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)
 Son intervention (p. 415)
 Son amendement n° 265 (p. 416)

Article 106 (mode de scrutin)
 Ses amendements n°s 268 et 269 (p. 420)
 Son amendement n° 267 (p. 421)

Article 108 (organisation des élections générales et partielles)
 Son amendement n° 270 (p. 422)

Article 120 (régime des sessions)
 Son amendement n° 266 (p. 424)

Article 122 (élection du bureau)
 Son amendement n° 225 rectifié (p. 424)

Article 124 (règlement intérieur)
 Ses amendements n°s 226 et 227 (p. 425)

Article 125 (fonctionnement des groupes politiques)
 Ses amendements n°s 228, 230 et 229 (p. 426)

Article 128 (composition et rôle de la commission permanente)
 Ses amendements n°s 232 et 231 (p. 427)

Article 131 (droit à l'information)
 Son amendement n° 234 (p. 428)

Après l'article 131
 Son amendement n° 233 rectifié (questions des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) : adopté (p. 429)

Article 132 (commissions d'enquête)
 Son amendement n° 235 (p. 429)

Après l'article 151
 Son amendement n° 239 (les conseils d'archipels, échelon institutionnel) : rejeté (p. 432)

Article 154 (information de l'assemblée de la Polynésie française)
 Son amendement n° 236 rectifié (p. 432)

Article 156 (dissolution de l'assemblée de la Polynésie française)
 Son intervention (p. 433)

Article 158 (organisation des référendums locaux)
 Son amendement n° 237 (p. 433)

Article 163 (attributions du haut conseil de la Polynésie française)
 Son amendement n° 238 (p. 434)

Article 164 (composition du haut conseil de la Polynésie française)
 Son amendement n° 221 (p. 435)

Article 176 (contrôle de la conformité des "lois du pays" par le Conseil d'Etat)
 Ses amendements n°s 222 et 223 (p. 436)
 Ses explications de vote (p. 443)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 443)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 313)

Thème :

Lois : projet de loi : Constitution (p. 313)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 439)

Article 11 (ordonnances en matière de droit applicable aux communes et à la fonction publique communale)

Son amendement n° 22 (p. 439)

Article 15 (réglementation des temps d'antenne des partis et groupes politiques polynésiens)
 Son amendement n° 20 (p. 440)

Article 16 (coordinations en matière de justice administrative)
 Son amendement n° 21 (p. 440)

Article 24 bis (coordination - convocation des électeurs)
 Son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 18 du Gouvernement (p. 441)

Ses explications de vote (p. 443)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 443)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 452, 464)

Thèmes :

Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 454, 464)

Emploi : chômage : handicapés (p. 453)

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 454, 464)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 454)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) : ateliers protégés (p. 453)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 453)

Handicapés : obligation d'emploi : Assemblée nationale (p. 453)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 453)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 452 et s.)

Lois : projet de loi : handicapés (p. 454)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 465)
Son intervention (p. 465)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Après l'article 38 ter

Son amendement n° 47 (statut des généalogistes) (p. 88) : rejeté (p. 89)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son amendement n° 1330 (p. 2164)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7159)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : projet de loi (p. 7159)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dépenses (p. 7160)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : compensations financières (p. 7160)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 7159 et s.)

Etat : services de l'Etat : modernisation (p. 7160)

Régions : développement économique (p. 7160)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son amendement n° 91 (p. 2958)

Article 23 (abrogations)

Son amendement n° 92 (p. 2973)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 12

Son amendement n° 670 : rejeté (p. 4608)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Après l'article 2

Son amendement n° 65 (surendettement : prohibition des procédures de recouvrement en cas d'attribution de crédit) (p. 5459) : retiré (p. 5460)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6737 et s.)

Reprend l'amendement n° 45 rectifié du Gouvernement (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 6738) : rejeté (p. 6739)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6808 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Son intervention (p. 7102)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7102)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 7102)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7102)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 7102)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7103)

Alain LAMBERT

Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Élu sénateur le 27 septembre 2004 [J.O. 28 septembre 2004] (p. 16690)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Bruno Gilles. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés, contrebande, lutte et prévention [1^{er} octobre 2003] (p. 8004)

M. Éric Besson. Politique économique. Croissance, perspectives [7 octobre 2003] (p. 8166)

M. Christian Vanneste. Impôts et taxes. Taxes sur les tabacs, hausse, conséquences [15 octobre 2003] (p. 8606)

M. Jean-Claude Sandrier. Finances publiques. Lois de finances, 2004, perspectives [21 octobre 2003] (p. 9094)

M. Claude Gaillard. Commerce et artisanat. Débits de tabac, Gérants, revendications [21 octobre 2003] (p. 9098)

M. Charles de Courson. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9940)

M. Didier Migaud. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [4 février 2004] (p. 1358)

M. Jean Dionis du Séjour. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 février 2004] (p. 1564)

M. Pierre Albertini. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [24 février 2004] (p. 1813)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Door. Commerce et artisanat. Hypermarchés. Permis de construire, réglementation [3 février 2004] (p. 1263)

M. Yannick Favennec. Industrie. Métallurgie. Fonderies, emploi et activité [3 février 2004] (p. 1264)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Didier Migaud : reconnaît sa condition très subalterne dans le Gouvernement mais se croit mandaté pour répondre sur tous les sujets relevant de la première partie de la loi de finances [17 octobre 2003] (p. 8816)

M. Didier Migaud : comprend que son rang ministériel ne l'honore pas suffisamment mais déclare être en mesure d'engager le Gouvernement [20 octobre 2003] (p. 8945)

M. Didier Migaud : dément l'existence d'un pacte secret entre le Gouvernement et la commission européenne relatif à des mesures de rigueur [20 octobre 2003] (p. 8975)

M. Didier Migaud : indique qu'il souhaite donner des informations supplémentaires à la majorité [20 octobre 2003] (p. 9047)

M. François Bayrou : indique qu'il a pour habitude de répondre aux orateurs lors de la discussion du premier amendement à l'article [20 octobre 2003] (p. 9073)

M. Augustin Bonrepaux : indique que les amendements déposés peu avant le débat par le Gouvernement retracent "des opérations classiques qui ne présentent aucune difficulté" [3 décembre 2003] (p. 11604)

M. Augustin Bonrepaux : indique qu'il répondra à ses questions au fur et à mesure de l'examen des articles [3 décembre 2003] (p. 11660)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8011)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8020)

Sa réponse (p. 8036)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 8012 et s.)

Etat : missions régaliennes : crédits (p. 8012)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8011 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8013, 8037)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8013)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8011)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8012, 8036 et s.)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8011 et s.)

Logement : épargne logement : primes (p. 8013)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8011, 8020)

Lois de règlement (p. 8011, 8020)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8012, 8036)

Politique économique : croissance : gauche (p. 8020)

Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 8020)

Président de la République : crédits (p. 8037)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8013)

Travail (p. 8037)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8037)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8514)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8535)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8562)

Ses interventions (p. 8583, 8629)

Sa réponse (p. 8660)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 8517)

Assemblée nationale : amendements : droit (p. 8629)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8535, 8562)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8631 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8516)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8514, 8516)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 8517)

Entreprises : création (p. 8514)

Etat : missions régaliennes (p. 8516)

Etat : réforme (p. 8516)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8516, 8662)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8515, 8630, 8661 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8535)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8515)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8536, 8660 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8516)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8514, 8536, 8661)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 8515)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8661)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8514, 8536, 8630, 8661)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8515, 8630 et s.)

Impôts locaux (p. 8631)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8583)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 8629, 8661 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8536 et s., 8630)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8514, 8536)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8661)

Politique générale : libéralisme : socialisme (p. 8629)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 8632)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8516)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8536)

Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) (p. 8515)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8516)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8516)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8514, 8629 et s.)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 8515)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8685)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8701, 8707, 8719 et s.)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 8738 et s.)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8749)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Tony Dreyfus (PACS - suppression du délai de trois ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8750)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Brard (PACS - délai d'un an pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8751)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission (régime du « micro foncier » - extension aux détenteurs de parts de sociétés de personnes non transparentes) (p. 8752)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Antoine Herth (plus-values à court terme sur cessions de fonds de commerce - paiement fractionné en cas de vente à crédit) (p. 8753)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Pierre Brard (dirigeants de sociétés - imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) (p. 8760)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à 60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8762)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières – montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 5 000 €) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Antoine Herth (plus-values professionnelles – suppression de la condition d'exercice de l'activité pendant cinq ans pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8765)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint – extension de la déductibilité totale aux entreprises non-adhérentes d'un centre de gestion agréée) (p. 8765)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8768)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8771)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Bouvard (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8774)

Intervient sur l'amendement n° 260 corrigé de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt – plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) (p. 8778)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 5 000 €) (p. 8780)

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8780, 8792)

Intervient sur l'amendement n° 158 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (emploi d'un salarié à domicile – suppression du relèvement à 10 000 € du plafond des dépenses à partir de 2003 – maintien à 7 400 €) (p. 8797)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux associations de défense de la dignité de la femme – réduction d'impôt) (p. 8806)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (économie d'énergie et production d'énergie renouvelable dans le logement – crédit d'impôt porté de 15 % à 20 % des dépenses engagées) (p. 8808)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Brard (stock-options – taux d'imposition de 30 % et de 40 % portés à respectivement 45 % et 54 %) (p. 8820)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal attribué aux non-résidents – suppression) (p. 8822)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (obtention du permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 8825, 8826)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8827, 8828)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8816)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)

Son intervention (p. 8835 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 rectifié de la commission (revenus mobiliers – taxation forfaitaire portée de 15 % à 16 %) (p. 8840)

Article 6 (mesures fiscales en faveur des jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recherche et de développement)

Son intervention (p. 8844 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Charles de Courson (produits latents sur stocks à rotation lente – sursis d'imposition – bénéfice de l'article 202 ter du code général des impôts) (p. 8848)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Brard (effets du régime du bénéfice mondial consolidé – impôt réduit de 20 % au plus) (p. 8849)

Intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (report en arrière des déficits – remboursement de la créance avant

l'expiration du délai de cinq ans en cas de redressement judiciaire ou de liquidation) (p. 8851)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des charges payées à des personnes domiciliées dans des « paradis fiscaux » - rétablissement de l'article 242 bis du code général des impôts) (p. 8857)

Répond aux observations de M. Éric Besson : donne son évaluation du coût des 35 heures (p. 8853 et s.)

Article 7 (instauration d'une réduction de droit temporaire de 50 % pour les donations en pleine propriété consenties quel que soit l'âge du donateur)

Son intervention (p. 8867 et s.)

Article 8 (revalorisation du barème de l'usufruit et extension aux mutations à titre onéreux)

Son intervention (p. 8870)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Brard (PACS : droits de mutation à titre gratuit – suppression de la condition de délai applicable aux donations) (p. 8874)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Brard (donations faites aux petits-enfants – abattement ramené de 30 000 € à 15 000 €) (p. 8875)

Article 10 (relèvement de la limite d'application du régime simplifié d'imposition des bénéficiaires agricoles)

Son intervention (p. 8877)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 325 rectifié de M. Jacques Myard (filière hippique – imposition au régime des bénéficiaires agricoles et compensation aux collectivités territoriales de la diminution du produit des impôts locaux) (p. 8878)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8890 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (biocarburants – réduction de TIPP prorogée jusqu'au 31 décembre 2009) (p. 8896)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Louis Dumont (protections pour incontinence adulte - taux réduit de la TVA) (p. 8904)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (disques - taux réduit de la TVA) (p. 8905)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Augustin Bonrepaux (petits services de réparation de bicyclettes - taux réduit de la TVA) (p. 8908)

Intervient sur l'amendement n° 473 rectifié de M. Gilles Carrez (vente de droits immobiliers démembrés portant sur des logements locatifs sociaux neufs - taux réduit de la TVA) (p. 8909)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Didier Migaud (services de restauration - taux réduit de la TVA) (p. 8911)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Pierre Méhaignerie (DOM - déductibilité de la TVA au titre de la vente de biens préalablement importés en exonération de TVA réduite de moitié en 2004 et supprimée en 2005) (p. 8916)

Article 13 (création d'une taxe d'abattement affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))

Son intervention (p. 8917 et s.)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8945)

Article 14 (majoration des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA)

Son intervention (p. 8947)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (suppression de dispositions du code général des impôts devenues obsolètes) (p. 8948)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère culturel bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 – taux de 0,05 %) (p. 8955)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : suppression de l'abattement de 50 % sur la valeur des parts faisant l'objet d'un engagement collectif de conservation) (p. 8961)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8966)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Éric Besson (ISF : qualification de biens professionnels – 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8976)

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Charles de Courson (ISF : exonération des biens ruraux donnés à bail à long terme à une société contrôlée à plus de 50 % par la « famille » et extension du cercle familial aux conjoints des ascendants et des descendants du bailleur et de son conjoint) (p. 8979)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Philippe Auberger (ISF : résidence principale – abattement supplémentaire de 5 % par personne à charge) (p. 8981)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8984 - 8986)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de l'indexation pour les années ultérieures) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 8984)

Intervient sur l'amendement n° 362 corrigé de M. Didier Migaud (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Didier Migaud (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 500 €) (p. 8991 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard fixé entre 1,5 fois le taux d'intérêt légal et celui des découverts non autorisés – application aux majorations pour défaut de déclaration, mauvaise foi ou manœuvres frauduleuses – décompte jusqu'au dernier jour du mois de paiement) (p. 8993)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8974)

Article 16 (prélèvement sur le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages - FGAO)
Son intervention (p. 8996)

Article 17 (prélèvement sur les réserves des comités professionnels de développement économique)
Son intervention (p. 8998)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)
Son intervention (p. 9003 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 462 rectifié de M. Alain Cousin (intérêts de retard : possibilité de remise ou de transaction à titre gracieux) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Bouvard (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat) (p. 9005)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)
Son intervention (p. 9019 et s.)

Article 21 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau" - FNE)
Son intervention (p. 9036)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)
Son intervention (p. 9040 et s.)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)
Son intervention (p. 9046 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 9047)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)
Son intervention (p. 9050 et s.)

Article 28 (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile (TAC) entre le budget annexe de l'aviation civile (BAAC) et le compte d'affectation spéciale n° 902-25 "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien" - FIATA)
Son intervention (p. 9053)

Article 31 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des départements) de la dotation de compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle et d'une partie de la dotation générale de décentralisation, et mesures de simplification de cette même DGF)
Son intervention (p. 9056 et s.)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)
Son intervention (p. 9066)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales – éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et – le cas échéant – le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9068)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales – éligibilité des travaux au fonds de compensation pour la TVA quels que soient l'affectation finale et – le cas échéant – le mode de location ou de mise à disposition) (p. 9069)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Bayrou (cf supra) (p. 9073)

Son intervention (p. 9074 et s.)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9115, 9123 et s.)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement

Son intervention (p. 9127)

Article 9 bis (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès)

Son intervention (p. 9128)

Article 18 ter (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat)

Son intervention (p. 9128)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9128)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 9134 et s.)

Explications de vote et vote [21 octobre 2003] (p. 9136)

Son intervention (p. 9134)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. René Dosière (Conseil constitutionnel – réduction des crédits de 185 000 €) (p. 10501)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. René Dosière (Présidence de la République – réduction des crédits de 516 053 €) (p. 10502)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10504)

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES

Article 52 (modification de la nomenclature des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Son intervention (p. 10507)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 50 (comptes d'affectation spéciale. opérations définitives. services votés)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (redevance audiovisuelle : diminution du produit - réduction des crédits de 16 700 000 €) (p. 10507)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (territoires d'outre-mer - suppression de l'abattement de 40 % sur les pensions de source française prévu par l'article 83 A du code général des impôts) (p. 10559)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Augustin Bonrepaux (cotisations d'épargne-retraite - crédit d'impôt substitué à la déduction du revenu imposable) (p. 10560)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du taux en fonction de l'évolution des « taux ménages » votés la même année par les communes membres) (p. 10561)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale - répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10562)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale - répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10562)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Augustin Bonrepaux (dotation globale de fonctionnement (DGF) des communautés de communes - alignement de la DGF par habitant des communautés attributaires de la DGF sur celle perçue par les communautés d'agglomération et suppression de la distinction entre les communautés de communes à taxe professionnelle unique et à fiscalité additionnelle) (p. 10569)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10753)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Didier Migaud (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du janvier 2005 - taux de 0,05 %) (p. 10576)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Xavier Bertrand (plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite - versement des sommes afférentes à la participation et à l'intéressement) (p. 10578)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Augustin Bonrepaux (France Télécom : taxe professionnelle - calcul de la compensation selon des modalités ne pénalisant pas les collectivités perdant un établissement) (p. 10581 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Michel Bouvard (loi Malraux : réaffectation de bâtiments à l'habitation - déductibilité des travaux) (p. 10583)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Bouvard (loi Malraux : réaffectation de bâtiments à l'habitation - déductibilité des déficits du revenu global) (p. 10583)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son intervention (p. 10585 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 293 du Gouvernement (cinéma - crédit d'impôt pour les entreprises de production au titre de leurs activités exercées en France) (p. 10653)

Article 63 (assouplissement du régime de report en avant des pertes des entreprises)

Son intervention (p. 10655)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Philippe Auberger (imputation sans limitation de délai des moins-values à long terme des entreprises relevant de l'impôt sur les sociétés sur des plus-values de même nature) (p. 10656)

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (internet à haut débit par satellite - amortissement sur douze mois des terminaux acquis entre le 1er janvier et le 31 décembre 2004 : rectifié - entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006) (p. 10657)

Article 65 (prorogation et aménagement du régime d'exonération en faveur des entreprises nouvelles)

Son intervention (p. 10660)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Son intervention (p. 10661 et s.)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Gilles Carrez (PEA : imputation des moins-values réalisées sur les plus-values dégagées par des comptes-titres gérés en direct) (p. 10670)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Gilles Carrez (sommes inscrites à la réserve spéciale des plus-values à long terme : taxation au taux de 5 % en cas d'affectation aux fonds propres ou de distribution entre le 1er janvier 2004 et le 30 juin 2004) (p. 10673)

Article 69 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration)

Son intervention (p. 10675)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 294 rectifié de M. Jacques Pélissard (imprimés distribués ou mis à disposition gratuitement - institution d'une contribution volontaire au titre des déchets et - à défaut - taxe exigible à partir de 2005) (p. 10678)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Michel Bouvard (réduction de la DGF des communes à la suite de la suppression du contingent d'aide sociale : bénéfice d'une minoration pour les communes dont le potentiel fiscal a diminué de plus de 13 % entre 1999 et 2003) (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Gilles Carrez (investissements liés à la recherche : majoration des coefficients) (p. 10679)

Intervient sur l'amendement n° 171 troisième rectification de la commission (exploitants agricoles : déduction pour investissements et déduction pour aléas) (p. 10680)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (jeunes agriculteurs : abattement de 50 % sur les bénéfices - report au 31 décembre 2006 de la date limite d'installation) (p. 10681)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (résidences mobiles : institution d'une taxe annuelle de 75 € par mètre carré représentative de la taxe d'habitation) (p. 10681 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 229 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (DGF des communes mettant des équipements à disposition des gens du voyage abondée à hauteur du produit de la taxe) à l'amendement n° 173 de la commission (p. 10683)

Intervient sur l'amendement n° 218 rectifié de M. Yves Deniaud (photographes-auteurs : exonération de la taxe professionnelle) (p. 10685)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. André Chassaing (souterrains : bases de la taxe professionnelle - exclusion des immobilisations corporelles) (p. 10686)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Marc Laffineur (augmentation des valeurs locatives : taux de 1,5 %) (p. 10688)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle : libre fixation des taux) (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 248 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : faculté de différer pendant trois ans l'exercice du droit d'augmenter les taux de la taxe professionnelle) (p. 10691)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Philippe Auberger (redressement fiscal : extension aux contrôles sur pièces et à la taxation d'office de l'information du contribuable sur les conséquences financières) (p. 10692)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Didier Migaud (copie privée : rémunération et création d'une commission consultative) (p. 10694)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Michel Bouvard (salariés des centres d'aide par le travail - chèques vacances) (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 301 du Gouvernement (fonds spéciaux : commission de vérification - inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) (p. 10695)

Intervient sur le sous-amendement n° 302 de M. Henri Cuq (non-application à la commission des dispositions relatives au contrôle

des dépenses engagées) à l'amendement n° 301 du Gouvernement (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage – institution d'une réduction d'impôt) (p. 10696 et s.)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques – mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10703)

Seconde délibération

Article 44 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Son intervention (p. 10714)

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Son intervention (p. 10766)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12545)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 12546)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 12546)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 12546)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : outre-mer (p. 12546)
 Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 12545 et s.)
 Recherche (p. 12546)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 12546)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 12596 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11605)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11619)

Sa réponse (p. 11647)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [3 décembre 2003] (p. 11604)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [3 décembre 2003] (p. 11660)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11648)
 Amnistie (p. 11621)
 Assemblée nationale : commission des finances (p. 11647)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 11620)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 11647 et s.)
 Contributions indirectes : tabac : buralistes (p. 11650)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 11606, 11650)
 Finances publiques : annulations de crédits (p. 11605)
 Finances publiques : contrôle parlementaire (p. 11620, 11647)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11605, 11620 et s., 11647 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 11648)
 Finances publiques : procédure budgétaire : Cour des comptes (p. 11620)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 11605, 11648)
 Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11606, 11650)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique : énergie hydraulique (p. 11606)
 Logement : crédits (p. 11648 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11606, 11648 et s.)
 Personnes âgées : dépendance : jours fériés (p. 11621)
 Politique économique : croissance (p. 11605)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11650)
 Politique sociale (p. 11605, 11649)
 Rapatriés : harkis (p. 11649)

Sécurité publique : inondations : crédits (p. 11650)

Taxes parafiscales (p. 11606)

Transports urbains (p. 11650)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Ses interventions (p. 11660 et s., 11677 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (prélèvement de 10 millions d'euros affecté au budget de l'Etat sur l'Institut national de la propriété industrielle et l'Institut français du pétrole) (p. 11690)

Article 2 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 11696)

Seconde délibération

Article 2 et état A annexé (équilibre général)

Son intervention (p. 11698)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 4 et état B' (dépenses en capital des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 5 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 6 et état C' (dépenses en capital des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (annulation d'autorisations de programme non utilisées – 438 029 €) (p. 11706)

Article 8 (dépenses en capital des services militaires - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 9 (dépenses en capital des services militaires - annulations de crédits)

Son intervention (p. 11706)

Article 15 (ratification de décrets d'avance)

Son intervention (p. 11713)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (résidences mobiles : taxe annuelle au taux de 300 €/par tonne) (p. 11714)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Brard (restauration : taux réduit de la TVA) (p. 11725)

Article 16 (création de la taxe sur les nuisances sonores aéroportuaires)

Son intervention (p. 11727 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (déduction de la TGAP au titre des cotisations ou dons aux organismes de collecte de déchets de produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 11730)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) (p. 11732)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité d'acquitter entièrement la contribution sous forme de prestation en nature - presse) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11733)

Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. Pierre-Christophe Baguet (exemption des quotidiens gratuits d'information générale) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11734)

Intervient sur le sous-amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (taxation minorée du papier recyclé) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11735)

Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. Patrice Martin-Lalande (contributions déterminées suivant un barème fixé par décret) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11736)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Pierre-Christophe Baguet (franchise portée de 1 000 à 5 000 kilogrammes) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11737)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Pierre-Christophe Baguet (taux de la taxe réduit de 15 à 10 centimes d'euro par kilogramme) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11737)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son intervention (p. 11739 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Michel Bouvard (titulaires de cartes d'invalidité : exonération sous conditions d'imposition des plus-values immobilières) (p. 11740)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (expatriation dans un pays de l'Union européenne – suppression de l'imposition des plus-values latentes) (p. 11741)

Article 20 (transposition des directives relatives à l'assistance mutuelle au recouvrement entre Etats membres)

Son intervention (p. 11744)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (régime fiscal des tabacs en Corse : contingent de 1 200 tonnes et droit de consommation porté de 34,5 % à 35 %) (p. 11744 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements dans le délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la future directive européenne) (p. 11746)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Denis Merville (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements) (p. 11747)

Article 23 (réforme du régime de la garantie et du poinçonnage des métaux précieux)

Son intervention (p. 11750 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (groupes de sociétés : possibilité d'option pour l'intégration fiscale dans les six premiers mois de l'exercice en cours) (p. 11751)

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11753 et s.)

Article 27 (extension du régime de taxe professionnelle applicable à certaines activités saisonnières)

Son intervention (p. 11761)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 114 corrigé de M. Charles de Courson (gazole « propre » : taux spécifique de TIPP) (p. 11762)

Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de la commission (communes membres d'une communauté d'agglomération issue d'un syndicat d'agglomération nouvelle : définition du potentiel fiscal) (p. 11763)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Michel Bouvard (communes touristiques ayant fait l'objet de l'écrêtement prévu par la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 : compensation) (p. 11764)

Intervient sur l'amendement n° 174 du Gouvernement (régime des zones franches urbaines et des zones de redynamisation urbaine) (p. 11768)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exploitants agricoles : indemnisations au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice) (p. 11769)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Augustin Bonrepaux (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11774 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11774 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (SOFIOM – sociétés de financement pour l'outre mer : suppression de la possibilité de cumul d'avantages fiscaux au titre du même investissement) (p. 11778)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (ISF – abattement de 20 % sur le résidence principale : application aux SCI) (p. 11781)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Charles de Courson (taxe professionnelle assise sur des outillages mis gratuitement à

disposition par le donneur d'ordre : assujettissement du sous-traitant) (p. 11781 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. André Chassaigne (taxe professionnelle assise sur des immobilisations corporelles pouvant être reprises à tout moment par le donneur d'ordre : assujettissement du donneur d'ordre) (p. 11781 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (taxe professionnelle assise sur les équipements et biens mobiliers utilisés par une personne ni propriétaire, ni locataire, ni sous-locataire : assujettissement du propriétaire) (p. 11781 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Charles de Courson (suppression de l'application aux litiges en cours : suspension des contentieux) à l'amendement n° 74 du Gouvernement (p. 11784)

Intervient sur l'amendement n° 75 du Gouvernement (tabac : répression de la fabrication, de la détention, de la vente et du transport illicites) (p. 11785)

Intervient sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (zones franches urbaines et zones de redynamisation urbaine : exonération de cotisations patronales) (p. 11787)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux (établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787)

Article 31 (aménagement du régime de la taxe affectée au bénéfice de l'association nationale pour la formation automobile et de la taxe affectée au bénéfice du comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics)

Son intervention (p. 11789)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (taxes créées en remplacement de taxes parafiscales : affectation de leur produit aux CPDE - comités professionnels de développement économique) (p. 11796)

Article 40 (autorisation, en loi de finances, des garanties de l'Etat existantes)

Son intervention (p. 11814)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (compensation des pertes de base de taxe professionnelle : amélioration pour les communes subissant une réduction égale ou supérieure à 70 %) (p. 11815)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 78 du Gouvernement (rapatriés : allocation de reconnaissance portée de 1 372 € à 1 800 € et prorogation jusqu'au 31 décembre 2004 de mesures relatives à l'habitat et à l'endettement) (p. 11815)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (recours par le service des essences aux instruments financiers de couverture des risques relatifs aux variations de prix) (p. 11815)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (insaisissabilité entre les mains de l'Agence française de développement des créances nées des concours financiers par elle accordés) (p. 11815)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son intervention (p. 11817)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (anciens sapeurs-pompiers volontaires partis en retraite avant le 1er janvier 1998 : possibilité de versement de la part variable de l'allocation de vétéran sur décision des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 11819)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Charles de Courson (sur décision des conseils d'administration des SDIS – services départementaux d'incendie et de secours) à l'amendement n° 80 du Gouvernement (p. 11820)

Intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (amiante : cessation anticipée d'activité et allocation pour les fonctionnaires et agents non titulaires ayant été en contact avec l'amiante ou ayant de ce fait contracté une maladie professionnelle) (p. 11820)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Marc Laffineur (travaux sur des monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attribution du FCTVA - fonds de compensation pour la TVA - quels qu'en soient l'affectation finale et éventuellement le mode de location ou de mise à disposition) (p. 11823)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement de l'article 4 du projet de loi et pour coordination de l'article 2

Son intervention (p. 11823)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)

Son intervention (p. 12620)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 12620)
Commerce extérieur : douanes : personnels (p. 12620)
Elevage : porcins (p. 12620)
Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 12620)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 12620)
Gendarmerie : gendarmes : retraites (p. 12620)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 12620)
Taxes parafiscales (p. 12620)

Jérôme LAMBERT
Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne [3 mars 2004] (n° 1479)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [17 décembre 2003] (p. 12497)

Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [5 mai 2004] (p. 3343)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages : majoration de rentes allouées à la suite d'accidents automobiles – réduction des crédits de 7 500 000 €) (p. 10507)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9228)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9229)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 9230)
Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9229)
Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 9229)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son interruption (p. 9506)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9511)

Thèmes :

Etrangers : double peine (p. 9512)
Etrangers : expulsion : exécution des peines (p. 9511)
Etrangers : titres de séjour : emploi (p. 9512)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certains professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 77)

Thèmes :

Justice : exécution provisoire (p. 78)
Justice : greffiers : tribunaux de commerce (p. 78)
Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation continue (p. 78)
Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 77)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : fichiers informatisés (p. 78)
Union européenne : construction européenne : blanchiment des capitaux (p. 79)
Union européenne : directives : avocats (p. 77)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : experts (p. 78)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 51 bis (exécution immédiate des jugements de première instance rendus en matière civile)

Son intervention (p. 92)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (obligations des professions juridiques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux) (p. 92)

Vote pour du groupe socialiste (p. 79)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1132)

Thème :

Politique sociale : inégalités (p. 1132)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1134)

Thème :

Etat : missions régaliennes : protection (p. 1134)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1420)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1421)

Enseignement : établissements scolaires : liberté d'expression (p. 1420)

Enseignement : obligation scolaire : exclusion (p. 1420)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : communautarisme (p. 1420)

Politique sociale : insertion (p. 1421)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 4727) : rejetée (p. 4739)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4744)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : commissions (p. 4729)

Assemblée nationale : commissions (p. 4728)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4729)

Assurances (p. 4732)

Elections et référendums : élections européennes (p. 4727)

Etablissements de santé : établissements publics (p. 4734)

Famille : filiation (p. 4731)

Formation professionnelle (p. 4733)

Justice : aide juridictionnelle (p. 4744)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 4732)

Lois : projet de loi : inconstitutionnalité (p. 4730)

Marchés publics : amnistie (p. 4730)

Marchés publics : ordonnances (p. 4729)

Ordonnances : loi d'habilitation : contrôle parlementaire (p. 4727)

Politique sociale : aide sociale (p. 4730)

Secteur public : Internet (p. 4731)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 4727, 4733)

Union européenne : directives : loi d'habilitation (p. 4728 et s.)

Urbanisme : certificats d'urbanisme (p. 4732)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 1er (amélioration de l'accès aux documents administratifs)

Son intervention (p. 4760)

Article 3 (développement de l'administration électronique)

Son intervention (p. 4761)

Son amendement n° 90 (p. 4761)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son amendement n° 91 (p. 4765)

Article 5 (simplification du fonctionnement des tribunaux du contentieux de l'incapacité)

Son intervention (p. 4766)

Article 6 (modifications relatives à l'aide juridictionnelle)

Son amendement n° 138 (p. 4766)

Article 8 (mesures de simplification du droit funéraire, du droit relatif aux associations, aux compétences des maires d'Alsace-Moselle, à l'exercice de certaines professions réglementées, à la protection des mineurs accueillis temporairement hors du domicile parental et à la prestation de serment de certains professionnels)

Son amendement n° 93 (p. 4768)

Article 11 (déconcentration de la procédure d'interdiction d'exercer une activité d'enseignement des activités physiques et sportives)

Son amendement n° 94 (p. 4769)

Article 16 (simplification du droit forestier)

Ses amendements n° 98 à 101 (p. 4774)

Article 20 (prolongation de l'habilitation à substituer des régimes de déclaration aux régimes d'autorisation préalable)

Son intervention (p. 4776)

Article 21 (clarification du régime applicable aux commerçants et aux commissaires aux comptes)

Son amendement n° 102 (p. 4776)

Son amendement n° 103 (p. 4777)

Article 25 (clarification du régime d'assurance obligatoire)

Son amendement n° 139 (p. 4778)

Article 30 (diverses mesures de simplification concernant les animaux)

Ses amendements n° 105 à 108 (p. 4779)

Son amendement n° 109 (p. 4782)

Article 32 (simplification de diverses procédures dans le domaine agricole et de la pêche)

Son amendement n° 110 (p. 4782)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)

Ses amendements n° 111 à 115 (p. 4783)

Article 34 (simplification de la législation applicable en matière de police de l'eau, de police de la pêche et des milieux aquatiques)

Son amendement n° 116 (p. 4784)

Article 35 (simplification des procédures applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement et en matière de déchets)

Son amendement n° 117 (p. 4785)

Article 37 (clarification et simplification des obligations à la charge des organismes prestataires d'actions de formation)

Son amendement n° 118 (p. 4785)

Article 39 (institution d'une possibilité d'audience à huis clos dans les juridictions administratives et visioconférence dans les juridictions administratives d'outre mer)

Son amendement n° 144 (p. 4790)

Article 40 (définition d'un taux fixe de compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes)

Son amendement n° 145 (p. 4791)

Article 41 (simplification des règles de gestion des laboratoires publics)

Son amendement n° 119 (p. 4791)

Article 43 (allègement des procédures de classement et de déclassement dans le domaine de la voirie routière et ferroviaire et des procédures d'élaboration et de révision des schémas de services collectifs)

Son amendement n° 121 (p. 4793)

Article 46 (prolongation du délai de l'habilitation relative au droit des marchés publics)

Son amendement n° 122 (p. 4794)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4796 et s.)

Article 49 (simplification et clarification dans le domaine de l'action sociale)

Son amendement n° 69 (p. 4804)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son amendement n° 70 (p. 4807)

Article 51 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4808)

Article 53 (ratification de diverses ordonnances portant transposition de directives)
Son intervention (p. 4810)

Article 55 (modification du droit de la consommation et de la concurrence)

Son amendement n° 128 (p. 4810)

Article 61 (délais)

Son intervention (p. 4812)

Ses explications de vote (p. 4813)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4813)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5072)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5073)

Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5073)

Etrangers : cartes de résident : expulsion (p. 5073)

Etrangers : intégration (p. 5073)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5074)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5077)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7421)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation : sécurité civile (p. 7421)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7421)

Abstention du groupe socialiste (p. 7421)

Jean-François LAMOUR

Ministre des sports

puis Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marie Geveaux. Sports. Dopage. Lutte et prévention [28 octobre 2003] (p. 9551)

M. Damien Meslot. Sports. Politique du sport. Laïcité, respect [4 novembre 2003] (p. 9948)

M. Dominique Richard. Sports. Fédérations. Statut, réforme [3 décembre 2003] (p. 11601)

M. Jean-Marie Rolland. Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Moniteurs de ski, revendications [14 janvier 2004] (p. 356)

M. Bernard Depierre. Sports. Dopage. Lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 936)

M. Denis Merville. Jeunes. Sports. Valorisation, perspectives [25 février 2004] (p. 1899)

M. Patrick Beaudouin. Sports. Politique du sport. Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), locaux, rénovation [5 mai 2004] (p. 3348)

M. Charles Cova. Sports. Jeux olympiques. 2004, sécurité de la délégation française [11 mai 2004] (p. 3497)

Mme Françoise de Panafieu. Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [18 mai 2004] (p. 3770)

M. Pierre-Christophe Bague. Sports. Football. Hooliganisme, lutte et prévention [23 juin 2004] (p. 5316)

M. Alain Suguenot. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5318)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean Auclair. Sports. Cyclisme. Organisation des courses, postes de sécurité, réglementation [6 janvier 2004] (p. 16)

M. Daniel Poulou. Baux. Baux commerciaux. Réglementation, réforme [6 janvier 2004] (p. 18)

M. François Sauvadet. Sports. Manifestations sportives. Organisation, financement [6 janvier 2004] (p. 17)

M. Jacques Kossowski. Sports. Associations et clubs. Courbevoie sports, perspectives [8 juin 2004] (p. 4536)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10548)

Son intervention (p. 10548)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : associations et clubs (p. 10548)

Sports : crédits (p. 10548)

Sports : politique du sport (p. 10548)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Ses interventions (p. 10610, 10617)

Sa réponse (p. 10625)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : sports (p. 10611, 10625)

Sports : contrats emplois-jeunes (p. 10619)

Sports : femmes (p. 10626)

Sports : associations et clubs (p. 10611, 10619, 10621, 10625)

Sports : compétitions (p. 10611, 10620, 10626)

Sports : crédits (p. 10610 et s.)

Sports : dopage (p. 10620, 10625)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10611, 10618, 10625)

Sports : jeux olympiques (p. 10611, 10617, 10620)

Sports : manifestations sportives : sécurité (p. 10618)

Sports : médecine du sport (p. 10617)

Sports : métiers du sport (p. 10611, 10619)

Sports : politique du sport : entreprises (p. 10624)

Sports : rugby (p. 10626)

Sports : sport de haut niveau (p. 10618, 10625)

Sports : sportifs (p. 10611, 10618)

Marguerite LAMOUR

Finistère (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer (n° 1549) [5 mai 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le mode de propulsion du second porte-avions [5 novembre 2003] (n° 1196)

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1549) modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de contrôle en mer [8 juin 2004] (n° 1658)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Porte-avions à propulsion classique, construction [25 février 2004] (p. 1897)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 516, posée le 15 décembre 2003. Impôts locaux. Taxe d'habitation (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Exonération, locaux sociaux (p. 12399)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10008)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 10008)

Défense : direction des chantiers navals (p. 10008)

Défense : porte-avions : coopération économique (p. 10008)

Défense : professionnalisation (p. 10008)

Défense : réserves (p. 10008)

Gendarmerie (p. 10008)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome I : Affaires étrangères (Affaires étrangères) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, mineurs [16 juin 2004] (p. 4990)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 477, posée le 1^{er} décembre 2003. Etrangers. Roms (J.O. Questions p. 9069). Appelée le 2 décembre 2003. Accords de réadmission, mise en œuvre (p. 11487)

n° 760, posée le 25 mai 2004. Enseignement : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 3733). Appelée le 25 mai 2004. Formation, éducation spécialisée, perspectives (p. 4020)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 10239)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 10239)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10239)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10239)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 10239)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 10239)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 14 janvier 2004] (p. 1095)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 594, posée le 27 janvier 2004. Marchés publics. Passation (J.O. Questions p. 556). Appelée le 27 janvier 2004. Collectivités territoriales, réglementation (p. 925)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'aménagement du temps de travail en Europe [8 avril 2004] (n° 1519)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les réformes de l'assurance maladie en Europe [15 juin 2004] (n° 1672)

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Formation professionnelle, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9210)

Arts et spectacles. Cinéma. Fonds de soutien, perspectives [14 janvier 2004] (p. 355)

Politique extérieure. Haïti. Situation politique [3 mars 2004] (p. 2349)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

En invoquant l'autorité de Jean Poperen, demande à l'opposition de respecter le secrétaire d'Etat, représentant qualifié du Gouvernement [8 juillet 2004] (p. 6249)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : appelle l'opposition à s'imposer le courage politique de l'Allemagne plutôt que de pratiquer l'obstruction [9 juillet 2004] (p. 6321)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- *Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10623)

Thème :

Sports : sports de pleine nature (p. 10623)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1936)

Thème :

Sports : sports de pleine nature (p. 1937)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2411)

Après l'article 76

Son sous-amendement n° 1600 rectifié (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 394 de la commission (compétences du département en matière de développement des sports de nature) : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1601 (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 394 de la commission : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1602 (composition de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1603 (compétences de la commission) à l'amendement n° 394 de la commission : rejeté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1600 rectifié (mise en œuvre par conventions avec les propriétaires des espaces, sites et itinéraires concernés) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (compétences du département en matière de développement des sports de nature) : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1601 (pas de proposition du comité départemental olympique et sportif pour la désignation des représentants des fédérations sportives agréées) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1602 (composition de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1603 (compétences de la commission) à l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles : rejeté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1598 (de précision) à l'amendement n° 395 de la commission (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1599 (autorité compétente) à l'amendement n° 395 de la commission : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1598 (de précision) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) : adopté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 1599 (autorité compétente) à l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles : adopté (p. 2448)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2779)

Article 16 bis A (transposition d'une directive européenne relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2790)

Article 16 bis B (interdiction de la publicité et de la propagande en faveur des produits du tabac)

Son intervention (p. 2790)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Marie Le Guen (pouvoir des préfets en matière de contrôle et de répression de l'alcoolisme) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 219, deuxième rectification de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 2794)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2811)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4703)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5813)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5813, 5814)

Démographie : vieillissement de la population (p. 5813)

Santé : politique de la santé (p. 5813, 5814)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5918)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6249)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf supra) (p. 6320)

Avant l'article 11 [séance du 9 juillet 2004]

Son intervention (p. 6338)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6344)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6385)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6781)

Jack LANG

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Pierre LANG

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le bioterrorisme [30 septembre 2003] (n° 1097)

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VII : Défense (Titre III et personnels civils et militaires d'active et de réserve) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. Charbonnages de France. Terrains, cession, perspectives [8 juin 2004] (p. 4573)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9988)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 9989)

Défense : médecine militaire (p. 9988)

Défense : personnel civil (p. 9988)

Défense : professionnalisation (p. 9988 et s.)

Défense : réserves (p. 9989)

Gendarmerie (p. 9988)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1112)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Charles de Courson (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 1208 corrigé de M. Charles de Courson (déduction des frais de chasse) (p. 1155)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 1276 deuxième rectification (p. 1166)

Son amendement n° 1491 (p. 1167)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 1275 rectifié (p. 1226)

Son amendement n° 1274 deuxième rectification (p. 1227)

Après l'article 60

Son amendement n° 1 (Alsace-Moselle ; fonds départemental d'indemnisation des dégâts des sangliers) (p. 1236) : adopté (p. 1237)

Gérard LARCHER

Ministre délégué aux relations du travail

Est nommé Ministre délégué aux relations du travail, auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Gaëtan Gorce. Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [13 avril 2004] (p. 2869)
 M. Jean-Marc Roubaud. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [13 avril 2004] (p. 2870)
 M. Pierre Cohen. Travail. Durée du travail. Réduction, réglementation, aménagement [14 avril 2004] (p. 2929)
 M. Daniel Paul. Chômage : indemnisation. Réglementation. Réforme, perspectives [28 avril 2004] (p. 3173)
 M. Georges Siffredi. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [11 mai 2004] (p. 3495)
 M. Étienne Mourut. Agroalimentaire. Nestlé Waters France. Emploi et activité, Gard [2 juin 2004] (p. 4357)
 M. Pierre Goldberg. Industrie. Caoutchouc et plastiques. Michelin, emploi et activité [9 juin 2004] (p. 4653)
 Mme Hélène Mignon. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5737)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Michel Liebgott. Énergie et carburants. Énergie nucléaire. Centrales nucléaires, sécurité, Cattenom [22 juin 2004] (p. 5234)
 M. Henri Nayrou. Emploi. Chèques-service. Associations [22 juin 2004] (p. 5230)
 M. Claude Birraux. Emploi. Entreprises d'insertion. Aides de l'Etat [22 juin 2004] (p. 5229)
 Mme Janine Jambu. Défense. Entreprises. Thalès, emploi et activité, Bagneux [22 juin 2004] (p. 5235)
 M. Gilbert Biessy. Urbanisme. Rénovation urbaine. Saint-Martin-d'Hères, perspectives [22 juin 2004] (p. 5231)
 M. Yvan Lachaud. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [22 juin 2004] (p. 5233)
 M. Frédéric Reiss. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme, conséquences [22 juin 2004] (p. 5232)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Thèmes :

- Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2681)
- Formation professionnelle : formation continue (p. 2681)
- Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2681)
- Travail : droit du travail (p. 2681)
- Travail : négociations (p. 2681)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 avril 2004] (p. 2680)

Son intervention (p. 2680)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3431 et s.)

Article 3 (application de la journée de solidarité au secteur agricole)

Son intervention (p. 3447)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son intervention (p. 3448)

Article 5 (adaptation des stipulations conventionnelles et des clauses contractuelles à la modification de la durée du travail liée à la création de la journée de solidarité)

Son intervention (p. 3448 et s.)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Son intervention (p. 5143)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5157)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5162)

Sa réponse (p. 5169)

Thèmes :

- Chômage : indemnisation : allocations (p. 5144)
- Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5144)
- Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5144)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 5163)
- Entreprises : restructurations (p. 5144)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5144, 5158, 5163)
- Travail : licenciements (p. 5144)
- Travail : négociations (p. 5143, 5158, 5162)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5157)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Maxime Gremetz (obligation de notifier par écrit toute modification du contrat de travail pour motif économique)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Maxime Gremetz (subordination du licenciement économique à la mise en place dans l'entreprise des institutions représentatives du personnel)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (suites obligatoires données aux avis des représentants du personnel sur les mesures économiques et sociales envisagées par l'entreprise) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Maxime Gremetz (cas de constatation judiciaire de la nullité du licenciement) (p. 5170)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (définition et interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 5171)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (définition limitative des motifs de licenciement économique) (p. 5173)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (interdiction des licenciements économiques hors le cas des "difficultés avérées") (p. 5175 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (interdiction de procéder à des licenciements économiques pour les entreprises ayant réalisé des profits) (p. 5176)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Maxime Gremetz (conditions et modalités d'exercice du droit d'opposition aux licenciements économiques reconnu aux représentants du personnel) (p. 5178)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Maxime Gremetz (extension des conditions de mise en place du plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (appréciation au regard des objectifs et des ressources de l'entreprise du plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (effets suspensifs de l'action en non-conformité du plan social intentée devant le conseil des prud'hommes) (p. 5180)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition du comité d'entreprise aux décisions de suppression d'emplois) (p. 5186)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude des avis des représentants du personnel sur les projets de suppression d'emplois) (p. 5186 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Maxime Gremetz (modalités d'informations conjointes des représentants du personnel des entreprises liées par une relation de sous-traitance) (p. 5188)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (maintien de l'obligation préalable d'engager des négociations sur la réduction du temps de travail) (p. 5189)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'obligation d'étude d'impact avant une fermeture impliquant la suppression d'au moins cent emplois) (p. 5190)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (phases successives de consultation du comité d'entreprise) (p. 5192)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (droit à l'information du comité d'entreprise sur toute mesure susceptible d'incidence négative en matière d'emploi) (p. 5193)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (maintien des prérogatives du comité d'entreprise en cas de restructuration ou de compression des effectifs) (p. 5194)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de la procédure de médiation en cas de projet de licenciements égal ou supérieur à 100 emplois) (p. 5195)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Maxime Gremetz (rétablissement des critères fixant l'ordre des licenciements) (p. 5195)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (rétablissement du pouvoir d'intervention de l'administration du travail en alternative à des licenciements) (p. 5196)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Maxime Gremetz (décret d'application : date de publication) (p. 5197)

Article 1er (prolongation de six mois de la suspension de certaines dispositions de la loi de modernisation sociale)

Son intervention (p. 5200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Gaëtan Gorce (négociation entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur la recherche de l'équilibre des comptes de l'UNEDIC) (p. 5201)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gaëtan Gorce (conditions de rétablissement dans leurs droits pour les "recalculés" de l'UNEDIC) (p. 5202)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Gaëtan Gorce (conditions de suspension de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5202)

Pierre LASBORDES

Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Vice-président de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Financement [2 mars 2004] (p. 2272)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 540, posée le 6 janvier 2004. Recherche. Politique de la recherche (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Simplification administrative (p. 27)

n° 820, posée le 8 juin 2004. Jeunes. Protection judiciaire (J.O. Questions p. 4140). Appelée le 8 juin 2004. Centre d'action éducatrice, rénovation, Bures-sur-Yvette (p. 4556)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8155)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8155)
Établissements de santé : hôpitaux : fonctionnement (p. 8155)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8155)
Santé : sécurité sanitaire (p. 8155)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10140)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10144)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10524)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs (p. 10524)

Recherche : crédits (p. 10524)

Recherche : recherche industrielle : agriculture (p. 10525)

Travail : contrats à durée déterminée : recherche (p. 10525)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 107 rectifié (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10585)

Son amendement n° 204 (plafond du crédit d'impôt porté de huit à dix millions d'euros) (p. 10587)

Son amendement n° 205 (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10590)

Après l'article 62

Son amendement n° 42 (« jeune entreprise innovante » - redressement pour non éligibilité notifié après avis des services du ministère de la recherche) : rejeté (p. 10654)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son amendement n° 135 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 45 millions d'euros) (p. 11680)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 22 (p. 4477)

Jean LASSALLE

Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants, Bassin de Lacq, Reconversion, chimie fine, perspectives [18 mai 2004] (p. 3766)

DÉBATS**Débat sur le sommet de Cancun**

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8356)

Thèmes :

Environnement : Natura 2000 (p. 8358)

Langue française (p. 8357 et s.)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8356)

Parlement : rôle (p. 8356)

Politique économique : mondialisation (p. 8357)

Télécommunications (p. 8357)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)**

Son intervention (p. 9167)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 9167)

Bois et forêts : forêts (p. 9167)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 9167)

Environnement : Natura 2000 (p. 9167)

Politique économique : mondialisation (p. 9167)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)****Après l'article 3**

Son amendement n° 24 (responsabilité du prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur) : rejeté (p. 12176)

Son amendement n° 23 (création d'un Fonds national de prévention du surendettement chargé de missions d'information et de sensibilisation) : rejeté (p. 12178)

Son amendement n° 25 (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12178) : retiré (p. 12180) ; repris par Mme Ségolène Royal

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)**

Son intervention (p. 145)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 146)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 145)

Propriété : droit de propriété : audiovisuel et communication (p. 145)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 145)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 145)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)**Avant l'article 1er**

Son amendement n° 184 (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 153) : adopté après modification (p. 159)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son amendement n° 173 (p. 160)

Après l'article 2

Son amendement n° 175 (conservation des données en vue de permettre l'identification des créateurs de contenus) : retiré (p. 191)

Après l'article 37 bis

Son amendement n° 182 (tarification à la seconde) (p. 227) : adopté (p. 229)

Son amendement n° 183 rectifié (décret en Conseil d'Etat afin de préciser les cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 229) : adopté après rectification (p. 230)

Son amendement n° 181 (desserrement du contrôle des tarifs sur un opérateur exerçant une influence significative sur un marché de détail du secteur des communications électroniques) (p. 232) : adopté (p. 233)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 498)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 504)

Son intervention (p. 510)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 660)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 510)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 510)

Aménagement du territoire : montage (p. 510)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 510 et s.)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : mondialisation (p. 510)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 511)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)**Avant l'article 1er**

Son amendement n° 1229 (création d'une commission consultative des services publics dans les communes de plus de 5 000 habitants) (p. 665) : rejeté (p. 666)

Son amendement n° 1230 (réflexion sur le développement des territoires ruraux) : adopté (p. 666)

Son amendement n° 1231 (services et équipements de proximité en zones rurales) : rejeté (p. 666)

Son amendement n° 1233 (mise en place d'un observatoire du monde rural) (p. 668) : retiré (p. 669)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 677 et s.)

Son sous-amendement n° 1461 rectifié à l'amendement n° 1428 de M. Yves Coussain (p. 688)

Après l'article 1er

Son amendement n° 881 (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 691)

Son amendement n° 885 (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) : rejeté (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 712)

Son amendement n° 883 (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716) : rejeté (p. 717)

Son amendement n° 876 (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 719) : adopté (p. 721)

Son amendement n° 877 (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721) : adopté (p. 722)

Son amendement n° 878 (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) : rejeté (p. 722)

Son amendement n° 879 corrigé (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7 500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 724)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Michel Bouvard (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7 500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 724)

Son amendement n° 887 (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 724) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. André Chassaigne (emplois fonctionnels d'attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. André Chassaigne (épreuves de recrutement des attachés territoriaux de développement local) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Son amendement n° 884 (exonérations de cotisations sociales à la charge de l'employeur pour les emplois associatifs) (p. 731) : adopté (p. 732)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1260 de Mme Marylise Lebranchu (diffusion d'œuvres culturelles en milieu rural) (p. 748)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 752 et s.)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 760)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 781)

Son amendement n° 1040 (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 784) : rejeté (p. 785)

Son amendement n° 1038 (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) : retiré (p. 792)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1086 de M. François Vannson (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1223 de M. Jean Dionis du Séjour (crédit d'impôt pour l'équipement micro-informatique des familles vivant dans les ZRR) (p. 798)

Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. François Vannson (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Philippe Folliot (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814 et s.)

Article 17 (application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue au statut de conjoint collaborateur)

Son intervention (p. 829)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 1234 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (cartes communales et intercommunales des sites argileux) (p. 837)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 843 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 852)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Auclair (limitation du droit de préemption des SAFER) (p. 854)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean Auclair (transfert aux chambres d'agriculture des missions des ADASEA) (p. 875)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. André Chassaigne (taxe communale d'habitation sur les logements vacants) (p. 889)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son amendement n° 1227 (p. 892)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 951)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1337 précédemment réservé de M. François Brottes (conditions de desserte du courrier) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 240 rectifié précédemment réservé de la commission (convention avec une collectivité territoriale sur les services de proximité) (p. 971)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 974)

Intervient sur le sous-amendement n° 1509 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (exclusion des opérateurs publics ou privés de services publics) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 979)

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 981)

Après l'article 37

Son amendement n° 1228 précédemment réservé (défense du service postal) : rejeté (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 977 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (fonds de solidarité territoriale) (p. 1012)

Avant l'article 62

Son intervention (p. 1014)

Son amendement n° 1051 (étiquetage des produits AOC) (p. 1016) : rejeté (p. 1017)

Son amendement n° 1062 (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017) : retiré (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 1130 corrigé de M. Michel Bouvard (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1018)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1022)

Son amendement n° 1052 (p. 1024)

Son amendement n° 1053 (p. 1025)

Son amendement n° 1055 corrigé (p. 1027)

Ses amendements n°s 1056 corrigé et 1058 corrigé (p. 1032)

Après l'article 62

Son amendement n° 1061 corrigé (contrats types d'exploitation agricole) : rejeté (p. 1035)

Son amendement n° 1059 (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) : rejeté (p. 1036)

Après l'article 63

Son amendement n° 1064 (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) : adopté (p. 1037)

Son amendement n° 1066 (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039) : retiré (p. 1041)

Son amendement n° 1067 (aménagements en montagne ; simplification des procédures) : retiré (p. 1041)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. François Vannson (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 7043)

Après l'article 26

Son amendement n° 1063 corrigé (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047) : devenu sans objet (p. 1048)

Intervient sur l'amendement n° 1502 de M. Michel Bouvard (concession des droits de chasse des communes dont tout ou partie du territoire est classé dans un parc national) (p. 1049)

Reprend l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1055) : retiré (p. 1056)

Son sous-amendement n° 1529 (abrogation de la directive 92/43/CEE "habitats") à l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (p. 1053) : rejeté (p. 1055)

Son amendement n° 1069 (dotation des communautés de communes) (p. 1057) : rejeté (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1416 de M. François Brottes (réhabilitation des bâtiments ayant eu un usage agricole) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 1140 de M. Michel Bouvard (adaptation, pour les zones de montagne, des modalités d'établissement du classement en zone géographique utilisé pour les aides de l'ANAH) (p. 1090)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 587 précédemment réservé de M. André Chassaigne (médecins : installation en zone rurale ; sécurité sociale) (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurtre (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1093)

Intervient sur le sous-amendement n° 1480 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération ; remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : zones rurales ; fiscalité) (p. 1094)

Intervient sur le sous-amendement n° 1481 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération ; remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (p. 1094)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 1091 précédemment réservé de M. François Vannson (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1105 et s.)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 1106 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 896 de M. François Brottes (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1109)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1114)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 1115)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (financement par l'Etat de certaines missions de l'Office) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 1329 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Augustin Bonrepaux (territoires réservés au pastoralisme avec exclusion des prédateurs) (p. 1160)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)
Son amendement n° 1048 (p. 1183)

Article 44 précédemment réservé (durée minimale des conventions pluriannuelles de pâturage et conventions de mise à disposition d'espaces pastoraux aux SAFER)

Son intervention (p. 1187)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 1331 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de la commission (modalités d'attribution des biens sectionnaux aux exploitants agricoles) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 1330 précédemment réservé de M. François Brottes (modalités d'attribution des biens sectionnaux) (p. 1190)

Intervient sur l'amendement n° 1097 rectifié précédemment réservé de M. François Vannson (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture : consultation permanente) (p. 1191)

Avant l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales des chasseurs associées à la politique de développement des territoires ruraux) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 1114 de M. François Vannson (mise en œuvre de schémas régionaux éoliens) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1113 de M. François Vannson (microcentrales hydrauliques) (p. 1193)

Intervient sur l'amendement n° 1265 de M. François Brottes (commissions départementales de présence postale) (p. 1194)

Article 66 (rôle de l'enseignement agricole dans le développement local)

Son intervention (p. 1196)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son intervention (p. 1199)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 610 du Gouvernement (possibilité pour deux entreprises ayant un lien de capital d'assurer, d'un côté, une mission d'équarissage et, de l'autre, une activité de commerce et de transport) (p. 1203)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 1070 de M. Charles de Courson (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1220)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 1225 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Patrice Martin-Lalande (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1232)

Article 61 (gardes particuliers)

Son intervention (p. 1237)

Ses explications de vote (p. 1237)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1238)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son intervention (p. 1136)

Thèmes :

Communes : compétences (p. 1136)

Coopération intercommunale (p. 1136)

Elections et référendums : modes de scrutin : prime majoritaire (p. 1136)
 Outre-mer : Polynésie française : décentralisation (p. 1136)
 Ses explications de vote (p. 1136)
 Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1137)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Ses explications de vote (p. 1139)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1139)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1320)

Thèmes :

Etat : laïcité : zones périurbaines (p. 1321)
 Politique sociale : personnes défavorisées : logement (p. 1321)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1963)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2207)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2366)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2400)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 1369 de M. Hervé Morin (exercice d'une compétence donnée réservée à un seul niveau de collectivité territoriale) (p. 2500)

Après l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 203 de Mme Anne-Marie Comparini (délégations de pouvoir aux présidents de conseils régionaux et généraux) (p. 2512)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2514 et s.)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son intervention (p. 2539)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2540)

Avant l'article 107

Intervient sur l'amendement n° 435 de la commission (représentation des communes associées au sein de l'organe délibérant d'un EPCI) (p. 2545)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 mars 2004] (p. 2384)

Son intervention (p. 2388)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2388)
 Formation professionnelle : financement (p. 2388)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 2388)
 Travail : négociations (p. 2388)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)

Son intervention (p. 2661)

Thèmes :

Eau : agences (p. 2662)
 Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 2662)
 Union européenne : directives : aménagement du territoire (p. 2662)
 Union européenne : directives : eau (p. 2661 et s.)
 Union européenne : subsidiarité (p. 2662)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2886)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : domicile (p. 2887)
 Enfants (p. 2887)
 Famille : divorce : coût (p. 2886)
 Famille : divorce : procédures (p. 2886)
 Famille : mariage (p. 2886)
 Famille : prestation compensatoire (p. 2887)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son intervention (p. 2906)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2914)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2954)

Son amendement n° 161 (p. 2956)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Yvan Lachaud (ressources non prises en considération) (p. 2963)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Yvan Lachaud (en cas de non exercice du droit de visite et d'hébergement, compensation des sommes engagées par l'autre parent) (p. 2964)

Article 23 (abrogations)

Son intervention (p. 2973)

Ses explications de vote (p. 2981)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2981)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)

Son intervention (p. 3576)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 3576)

Famille : divorce : procédures (p. 3576)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 3577)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3577)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4083)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 4084)

Environnement : protection (p. 4083)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son amendement n° 87 (p. 4134)

Son amendement n° 84 (p. 4136)

Son amendement n° 85 (p. 4140)

Son intervention (p. 4160)

Son amendement n° 86 (p. 4164)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5087)

Jean LAUNAY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la gestion de l'eau sur le territoire [3 novembre 2003] (n° 1170)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : compétences : politique du tourisme (p. 10214)

Régions : contrats de plan État-régions : tourisme et loisirs (p. 10214)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10214 et s.)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10214)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 41 (arbres truffiers : exonération permanente – et non pour quinze ans – de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) : rejeté (p. 10684)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 644)

Thème :

Agriculture : trufficulture (p. 644)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 908 de Mme Marylise Lebranchu (activités économiques et culturelles) (p. 738)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1260 de Mme Marylise Lebranchu (diffusion d'œuvres culturelles en milieu rural) (p. 747)

Après l'article 4

Son amendement n° 669 (droit des agriculteurs retraités de poursuivre une activité trufficole) (p. 757) : rejeté (p. 758)

Son amendement n° 925 (aménagement de la fiscalité sur la transmission des terrains plantés à vocation truffière) : rejeté (p. 758)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 733 rectifié de M. Frédéric Soulier (conditions d'application du régime fiscal forestier aux zones à vocation truffière) (p. 783)

Après l'article 18

Son amendement n° 987 (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 836) : adopté (p. 837)

Avant l'article 19

Son amendement n° 956 (rédactionnel) : retiré (p. 837)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 88 bis

Intervient sur l'amendement n° 1516 de M. Alain Gest (autonomie fiscale garantie pour les collectivités territoriales) (p. 2490)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2850)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2851)
 Aménagement du territoire (p. 2850)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 2851)
 Coopération intercommunale (p. 2850)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2850 et s.)
 Départements : conseils généraux : élimination des déchets (p. 2851)
 Emploi (p. 2850)
 Energie et carburants : cogénération (p. 2850)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2851)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 2851)
 Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2851)
 Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 2851)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4891)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4891)
 Agriculture : crédits (p. 4891)
 Agriculture : installation (p. 4892)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4891)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5280 et s.)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6995)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : censure (p. 6995)
 Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) : péages (p. 6995)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7229)

Son intervention (p. 7236)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7229)
 Défense : défense civile : terrorisme (p. 7236)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7237)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : exonération (p. 7237)
 Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7236)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7236 et s.)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : préfets (p. 7236)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7255)

Article 4 (sensibilisation des jeunes)

Son intervention (p. 7256)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Derosier (régime de droit commun pour les services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône) (p. 7263)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7269)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7310)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de la commission (non-application aux sapeurs-pompiers volontaires de la législation générale sur le temps de travail) (p. 7328)

Thierry LAZARO

Nord (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1829)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 février 2004] (p. 2754)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 10 février 2004] (p. 2754)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 février 2004] (p. 3723)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 février 2004] (p. 3724)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7032)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement : aides et prêts. Allocations de logement. Revalorisation [17 décembre 2003] (p. 12503)

Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Revalorisation [3 mars 2004] (p. 2352)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 708, posée le 4 mai 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Dépollution, laboratoires Curie, Arcueil (p. 3281)

n° 803, posée le 8 juin 2004. Recherche. Médecine (J.O. Questions p. 4137). Appelée le 8 juin 2004. Institut Gustave-Roussy, financement (p. 4547)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que si les amendements avaient été examinés, le président de la commission des lois n'affirmerait pas qu'il y a 4 000 amendements répétitifs. Se référant à la cinquantaine d'amendements qu'il a déposés sur les problèmes du logement, il conteste qu'ils soient sortis d'une machine à photocopier. Il souhaite un débat de fond sur la décentralisation et demande si la commission des lois va examiner les amendements déposés [22 juillet 2004] (p. 7113)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : trouve la réponse inacceptable. Il demande au ministre délégué à l'intérieur si le conseil des ministres a autorisé le Premier ministre à recourir à l'article 49-3 et si oui, quand celui-ci utilisera cette "arme constitutionnelle" [22 juillet 2004] (p. 7142)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention (p. 10330)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : crédits (p. 10331 et s.)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10332)

Logement : logement social : constructions (p. 10331)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 10332)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 10331 et s.)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10544)

Son intervention (p. 10546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10547)

Aménagement du territoire : villes (p. 10546)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10547)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10547)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10598, 10608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10598)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10598)

Aménagement du territoire : villes (p. 10598)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 10598)

Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement (p. 10599)

Secteur public : services publics (p. 10598)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10598, 10608)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 11232 et s.)

Article 2 (élargissement de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 11254)

Article 3 (exemptions ou réductions de peine pour les auteurs ou complices d'infractions apportant leur concours à la justice)

Son intervention (p. 11256)

Article 5 (coordinations en matière de garde à vue, de saisine des juridictions spécialisées, de saisies conservatoires et d'infiltration)

Son intervention (p. 11258 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. André Vallini (pénalisation d'infractions liées à l'environnement) (p. 11298 et s.)

Article 11 quater (qualification de l'infraction de fausse déclaration auprès des agents assermentés de la police des chemins de fer)

Son intervention (p. 11303)

Article 11 quinquies (création de l'infraction d'exercice illégal de la profession de chauffeur de taxi)

Son intervention (p. 11304)

Article 16 bis B (procédure particulière applicable aux infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11312 et s.)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11317)

Après l'article 16 quater

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11396 et s.)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 11405 et s.)

Article 22 A (possibilité d'utiliser la procédure d'injonction de payer en cas de médiation pénale)

Son intervention (p. 11408)

Article 23 (extension du champ d'application de la composition pénale et de la liste des mesures susceptibles d'être proposées)

Son intervention (p. 11410 et s.)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 11413 et s.)

Avant l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 301 corrigé de M. André Vallini (détachement d'officiers de police judiciaire dans chaque tribunal de grande instance) (p. 11417)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son intervention (p. 11418)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son intervention (p. 11422)

Article 43 (dispositions de simplifications des expertises)

Son intervention (p. 11425)

Article 52 (possibilité pour le procureur d'assister à l'audition d'un témoin ou d'un témoin assisté)

Son intervention (p. 11427)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Après l'article 63 ter

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Émile Blessig (exercice transitoire des fonctions de juge de proximité par les juges d'instance) (p. 11435)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)

Son intervention (p. 11436)

Article 68 A (principes généraux de l'application des peines)

Son intervention (p. 11437)

Article 68 quindecies (semi-liberté et placement sous surveillance électronique)

Son intervention (p. 11453)

Article 69 quater A (suspension de peine pour raisons médicales)

Son intervention (p. 11459)

Article 69 quater (instauration d'un crédit de réduction de peine)

Son intervention (p. 11460)

Après l'article 81 quater

Intervient sur l'amendement n° 363 de la commission (conditions d'entrée en vigueur des dispositions relatives au fichier des auteurs d'infractions sexuelles) (p. 11468)

Ses explications de vote (p. 11470)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11470)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1511 et s.) : rejetée (p. 1518)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1522)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 1516)

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 1517)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 1512)

Droit pénal : code pénal : réforme (p. 1511, 1516)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 1513, 1523)

Droit pénal : droits de la défense (p. 1513, 1522)

Droit pénal : garde à vue : mineurs (p. 1513)

Droit pénal : procédure pénale : droits de l'homme et libertés publiques (p. 1511)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1512)

Justice : parquet (p. 1511)

Justice : parquet : prérogatives (p. 1513)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 1523)

Ordre public : manifestations : professions judiciaires et juridiques (p. 1512)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 1522)

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Ses explications de vote (p. 1655)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1656)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1915)

Thèmes :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : logement social (p. 1916)

Logement : crédits budgétaires (p. 1915)

Logement : étudiants (p. 1917)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) : départements (p. 1916)

Logement : logement social : transferts de compétences (p. 1915)

Logement : mal logés (p. 1915)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son intervention (p. 2123)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2130 et s.)

Avant l'article 48

Son amendement n° 754 (nouvel intitulé du chapitre II) (p. 2174) : rejeté (p. 2175)

Article 48 (extension, à titre expérimental, des compétences des départements pour la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative dans le cadre de la protection judiciaire de la jeunesse)

Son amendement n° 755 (p. 2175)

Ses amendements n°s 757 et 756 (p. 2177)

Avant l'article 49 A

Son amendement n° 758 (intervention des associations d'aide au logement dans la procédure d'attribution de logements du contingent préfectoral) : rejeté (p. 2177)

Son amendement n° 759 (délégation totale ou partielle par le préfet aux associations d'aide au logement de sa compétence en matière d'attribution de logements) : rejeté (p. 2177)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2177)

Son amendement n° 760 (p. 2179)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2181 et s.)

Son sous-amendement n° 1591 à l'amendement n° 248 de la commission des affaires économiques (p. 2182)

Son amendement n° 1464 (p. 2187)

Son amendement n° 767 (p. 2195)

Son amendement n° 781 (p. 2197)

Ses amendements n°s 775, 1465 et 774 (p. 2198)

Son amendement n° 764 (p. 2199)

Son amendement n° 770 (p. 2200)

Ses amendements n°s 1466, 763 et 768 (p. 2201)

Son amendement n° 769 (p. 2202)

Ses amendements n°s 762 et 761 (p. 2203)

Son amendement n° 1467 (p. 2204)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Louis Dumont (participation des établissements publics d'habitation à loyer modéré au capital d'autres organismes HLM) (p. 2207)

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2208 et s.)

Son amendement n° 780 (loi de programmation pour le logement avant le 1er janvier 2005) (p. 2210)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2210)

Son amendement n° 783 (p. 2212)

Ses amendements n°s 785 corrigé, 790, 791 corrigé (p. 2214)

Ses amendements n°s 786 et 787 (p. 2215)

Son amendement n° 788 (p. 2216)

Son amendement n° 794 (p. 2217)

Ses amendements n°s 789, 793 et 809 (p. 2218)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2219)

Son amendement n° 796 (p. 2220)

Son amendement n° 797 (p. 2221)

Après l'article 52 bis

Intervient sur l'amendement n° 800 de M. Christophe Caresche (procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation : compétence de principe du maire) (p. 2222)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7147)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7113)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7140)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : groupe socialiste (p. 7147)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : Ile-de-France (p. 7148)

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 7149)

Logement (p. 7147 et s.)

Logement : logement social : loyers (p. 7148)

Logement : logement social : préfets (p. 7148)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7187)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7198)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2883)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : action publique (p. 2886)

Droit pénal : violences conjugales : amnistie (p. 2886)

Famille : divorce : avocats (p. 2884)

Famille : divorce : délais (p. 2884)

Famille : divorce : délais de réflexion (p. 2884)

Famille : divorce : faute (p. 2884 et s.)

Famille : divorce : histoire (p. 2883)

Famille : divorce : modernisation (p. 2883)

Famille : divorce : procédures (p. 2884 et s.)

Famille : divorce : violences conjugales (p. 2885)

Justice : procédures : simplifications administratives (p. 2884)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 1er (présentation des cas de divorce)

Son amendement n° 100 (p. 2896)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2899)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son intervention (p. 2905 et s.)

Son amendement n° 101 (p. 2907)

Article 5 (divorce pour faute)

Ses amendements n°s 103 et 104 (p. 2908)

Son amendement n° 105 (p. 2909)

Ses amendements n°s 106 et 107 (p. 2910)

Après l'article 5

Son amendement n° 111 (constatation et réparation de la faute possibles dans toutes les procédures de divorce) (p. 2911) : rejeté (p. 2912)

Article 7 (modification du fondement d'une demande en divorce en cours de procédure)

Son amendement n° 112 (p. 2912)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 113 (p. 2912)

Ses amendements n°s 114, 115 et 116 (p. 2914)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son amendement n° 117 (p. 2915)

Son amendement n° 118 (p. 2916)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son amendement n° 94 (p. 2917)

Article 13 (introduction de l'instance en divorce)

Son amendement n° 96 (p. 2918)

Article 14 (preuves et déclaration sur l'honneur en matière de prestation compensatoire)

Son amendement n° 97 (p. 2919)

Article 17 (conséquences propres aux divorces autres que ceux prononcés par consentement mutuel)

Son amendement n° 99 (p. 2920)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2950 et s.)

Son amendement n° 119 (p. 2950)

Son amendement n° 120 corrigé (p. 2952)

Son amendement n° 121 rectifié (p. 2953)

Reprend l'amendement n° 80 de M. Émile Blessig (interruption involontaire de grossesse) (p. 2958)

Son amendement n° 123 (p. 2961)

Article 19 (bail forcé)

Son amendement n° 126 (p. 2965)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2967)

Son amendement n° 127 (p. 2969)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2972)

Après l'article 23

Son amendement n° 130 (compétence du juge aux affaires familiales pour les actions relatives à la fixation de la prestation compensatoire) : rejeté (p. 2976)

Ses explications de vote (p. 2981)

Abstention du groupe socialiste (p. 2982)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)

Son intervention (p. 3575)

Thèmes :

Famille : divorce : faute (p. 3576)

Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 3575)

Parlement : déclaration d'urgence (p. 3575)

Parlement : Sénat : amendements (p. 3575)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 3575 et s.)
 Ses explications de vote (p. 3579)
 Abstention du groupe socialiste (p. 3579)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4634)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (p. 4639)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4642)

Projet de loi n° 1504 habitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4738)

Son intervention (p. 4751)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 4739)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4738)

Droit civil : code civil : ordonnances (p. 4752)

Etablissements de santé : établissements publics : réforme (p. 4738, 4756)

Famille : filiation : réforme (p. 4751)

Logement : aides et prêts (p. 4752)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4738)

Urbanisme : autorisations de travaux : contrôle (p. 4752)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son intervention (p. 4762)

Article 12 (harmonisation des régimes d'aide personnelle au logement)

Son amendement n° 95 (p. 4770)

Article 13 (clarification du régime des autorisations d'urbanisme)

Son intervention (p. 4771)

Article 15 (harmonisation des définitions légales de la notion de superficie)

Son amendement n° 97 (p. 4772)

Article 25 (clarification du régime d'assurance obligatoire)

Son intervention (p. 4778)

Article 27 (simplification de la procédure de changement d'affectation des locaux)

Son intervention (p. 4779)

Article 33 (simplification des régimes sociaux agricole et de la mer)

Son intervention (p. 4783)

Article 34 (simplification de la législation applicable en matière de police de l'eau, de police de la pêche et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 4784)

Article 37 (clarification et simplification des obligations à la charge des organismes prestataires d'actions de formation)

Son intervention (p. 4785)

Article 43 (allègement des procédures de classement et de déclassement dans le domaine de la voirie routière et ferroviaire et des procédures d'élaboration et de révision des schémas de services collectifs)

Son intervention (p. 4792 et s.)

Article 51 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4809)

Marylise LEBRANCHU

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1769 portant création d'un contrôleur général des prisons indépendant [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [21 octobre 2003] (p. 9099)

Transports par eau. Politique de la marine marchande. Pavillon français, perspectives [21 janvier 2004] (p. 642)

Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. Réglementation [12 mai 2004] (p. 3547)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9149)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9150)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9149)

Agriculture : crédits (p. 9149)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9149)

Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9149)

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 9150)

Agriculture : offices d'intervention : crédits budgétaires (p. 9149)

Agriculture : pollution (p. 9149)

Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 9149)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 9150)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9149)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11330)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11331)

Etat : laïcité (p. 11330)

Presse et livres : diffusion : Internet (p. 11330)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 11330)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 646)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 647)
 Aménagement du territoire : zones rurales : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 646)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 647)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 685 et s.)

Avant l'article 2

Son amendement n° 908 (activités économiques et culturelles) : rejeté (p. 738)

Après l'article 2

Son amendement n° 1260 (diffusion d'œuvres culturelles en milieu rural) (p. 747) : rejeté (p. 748)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 945 et s.)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 974)

Son sous-amendement n° 1510 précédemment réservé (application de la procédure d'étude d'impact à l'ensemble des services publics d'Etat) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 978) : rejeté (p. 979)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 1179 rectifié précédemment réservé de M. François Brottes (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Intervient sur l'amendement n° 1045 précédemment réservé de M. Claude Leteurte (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092)

Avant l'article 66

Son amendement n° 907 (mise en place, à l'horizon 2008, de Maisons de la justice et du droit assurant un service itinérant dans les communes rurales) : rejeté (p. 1195)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1917)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1918)
 Collectivités territoriales : décentralisation : péages (p. 1917)
 Collectivités territoriales : décentralisation : ressources (p. 1917)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 1917)
 Politique économique : libéralisme (p. 1918)
 Régions : inégalités (p. 1917)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son amendement n° 678 (p. 2118)

Ses amendements n°s 681, 679, 680, 682, 685, 683 et 684 (p. 2119)

Son amendement n° 686 (p. 2120)

Ses amendements n°s 687 et 688 (p. 2121)

Article 25 (habilitation à actualiser et à adapter certaines dispositions du code des ports maritimes par ordonnance)

Son amendement n° 690 (p. 2123)

Ses amendements n°s 691 et 692 (p. 2124)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (aménagement de la voirie départementale pour les transports scolaires) (p. 2404)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 229 rectifié (p. 2746)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (constatation et réparation de la faute possibles dans toutes les procédures de divorce) (p. 2911)

Brigitte LE BRETHON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome X : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Recherche et nouvelles technologies) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10517)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : Agence spatiale européenne (p. 10518)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 10518)

Recherche : chercheurs (p. 10517)

Recherche : crédits (p. 10517)

Recherche : innovation (p. 10518)

Recherche : recherche industrielle (p. 10517)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Défense. Marine. Remorqueurs, renouvellement [22 octobre 2003] (p. 9215)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10007)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 10007)

Défense : marine : missions (p. 10008)

Industrie : construction navale (p. 10008)

Ordre public : terrorisme (p. 10007)

Santé : santé publique : vétérans (p. 10007 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)*Seconde délibération**Après l'article 30*

Son amendement n° 39 (salaires des marins-pêcheurs opérant plus de 180 jours par an hors des eaux territoriales : exonération d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 11770)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1463)

Thèmes :

Cultes : islam : intégration (p. 1463)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1463)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1464)

Robert LECOUC

*Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le service minimum dans les services publics en Europe [4 décembre 2003] (n° 1274)

Proposition de loi n° 1401 visant à instaurer un service garanti destiné à maintenir la continuité des services publics en cas de grève [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1449 visant à respecter l'orthographe exacte des noms patronymiques lorsqu'ils sont écrits en majuscules [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [25 février 2004] (p. 1894)

Union européenne. Constitution européenne. Adoption, perspectives [22 juin 2004] (p. 5241)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 800, posée le 1^{er} juin 2004. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 3881). Appelée le 1^{er} juin 2004. Voiries et réseaux, remise en état, Lodève (p. 4258)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10607)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10607)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10607)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)*Seconde délibération*

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11752)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice) (p. 11769)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice forfaitaire) (p. 11769)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11946)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11946)

Secteur public : service minimum (p. 11946)

Transports : transports de voyageurs (p. 11947)

Travail : négociations (p. 11947)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 345 (exonération partielle d'impôt sur le revenu des baux conclus avec un jeune agriculteur) : rejeté (p. 781)

Son amendement n° 44 (plus-values de cession d'une entreprise agricole à un jeune agriculteur exonérées) : rejeté (p. 781)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 943)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4365)

Thèmes :

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4366)

Handicapés : commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) (p. 4366)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4366)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4366)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4432)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4829)

Thèmes :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4830)

Rapatriés : harkis (p. 4830)

Rapatriés : indemnisation (p. 4830)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4830)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4854)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Dieffenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [14 janvier 2004] (p. 352)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au ministre s'il confirme les propos scandaleux, figurant au *Journal officiel* des débats, sur les conséquences des bombes nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki [24 mai 2004] (p. 3924)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son amendement n° 522 (p. 8128)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Son intervention (p. 10526)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : concurrence (p. 10527)

Recherche : chercheurs (p. 10527)

Recherche : crédits (p. 10526)

Recherche : recherche développement (p. 10527)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2003] (p. 10537)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Christian Bataille (majoration des crédits du chapitre "Action d'incitation, d'information et de communication" de 4 599 969 €) (p. 10539)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12020)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12020)

Bioéthique : expérimentation (p. 12020)

Recherche : recherche médicale (p. 12020)
 Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12021)
 Sang et organes humains : greffes (p. 12021)
 Sang et organes humains : produits humains (p. 12021)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12068 et s.)
 Son amendement n° 125 (p. 12076)

Article 8 (principes généraux applicables aux prélèvements de tissus ou de cellules et à la collecte de produits issus du corps humain)

Son amendement n° 128 (p. 12117)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12125)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 159)
 Son intervention : il ne comprend pas pourquoi son amendement n° 46 devient sans objet [7 janvier 2004] (p. 162)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (définition des logiciels libres) (p. 165)

Son amendement n° 50 (interopérabilité des logiciels) (p. 166) : rejeté (p. 167)

Son amendement n° 51 (liberté de diffusion des logiciels libres compatibles) : rejeté (p. 167)

Son amendement n° 52 (standards de communication ouverts pour les échanges de données informatisées) : rejeté (p. 167)

Son amendement n° 54 (missions de l'agence de l'administration électronique) : retiré (p. 167)

Son amendement n° 228 (codes sources accessibles pour l'utilisation des logiciels par les établissements publics de l'Etat et les collectivités territoriales) : retiré (p. 167)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 174 et s.)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son amendement n° 66 (p. 210)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son amendement n° 67 (p. 211)

Article 24 (pouvoir des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son amendement n° 68 (p. 212)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1465)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 1466)
 Cultes : islam : lieux de culte (p. 1465)
 Enseignement : histoire : cultes (p. 1465)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1465)
 Femmes : égalité des sexes (p. 1465)

Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1465)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1465)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3789) : rejetée (p. 3801)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3794, 3798)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 3798)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3789 et s.)

Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 3790)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3789, 3796 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3789, 3795 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3796)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3789 et s.)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3793, 3797 et s.)

Recherche (p. 3789, 3798)

Sécurité publique : inondations (p. 3789 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3789 et s.)

Transports : transport combiné (p. 3794)

Transports urbains (p. 3793 et s.)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. François Dosé (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 176 rectifié de M. François Brottes (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. David Habib (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. Pierre Cohen (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Philippe Tourtelier (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de M. Pierre Ducout (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3869)

Son amendement n° 722 (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté après rectification (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3881)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 770 (objectif de division par quatre des émissions de dioxyde de carbone) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : rejeté (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 1084 du Gouvernement (amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments neufs) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)

Son sous-amendement n° 773 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932) : rejeté (p. 3933)

Son sous-amendement n° 774 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Son sous-amendement n° 1087 (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3937)

Intervient sur le sous-amendement n° 1085 du Gouvernement (maintien du crédit d'impôt pour l'achat des véhicules propres) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)

Son sous-amendement n° 535 (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938) : rejeté (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Dosé (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. Philippe Tourtelier (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 539 de M. François Brottes (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3941)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3943)

Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3946)

Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3947)

Intervient sur le sous-amendement n° 898 de M. François-Michel Gonnnot (réacteur européen à eau pressurisée ; rôle de l'Etat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3950)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951)

Intervient sur le sous-amendement n° 1081 de M. Claude Gatignol (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3955)

Intervient sur le sous-amendement n° 308 de M. Pierre Cohen (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)

Son sous-amendement n° 780 (développement de la géothermie) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté après rectification (p. 3963)

Son sous-amendement n° 779 (rôle de la France dans les instances de coopération scientifique et technologique internationale sur le solaire et participation au projet de centrale solaire Solar III en Espagne) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3964)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. François Brottes (rôle des centrales thermiques en période de pointe) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)

Son sous-amendement n° 802 (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté après rectification (p. 3972)

Son sous-amendement n° 775 (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 778 (promotion des techniques de la géothermie basse énergie) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3973)

Son sous-amendement n° 777 (relance des réseaux de chaleur et développement de la recherche) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3974)

Son sous-amendement n° 776 (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3974)

Répond aux interventions de M. Christian Bataille : (p. 3975)

Intervient sur le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3979)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3983)

Son sous-amendement n° 803 (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 3985)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. François Brottes (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Christian Bataille (Comité interministériel à la recherche sur l'énergie ; plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Christian Bataille (création, auprès du Premier ministre, d'une délégation interministérielle à la recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Christian Bataille (établissement d'un plan national de recherche sur l'énergie par la délégation interministérielle) (p. 3992)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Christian Bataille (création d'un plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3992)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4176)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 717 (p. 4181)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Son amendement n° 783 rectifié (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188) : retiré (p. 4190)

Son amendement n° 782 rectifié (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) : adopté (p. 4190)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 721 (p. 4198)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4217)

Son amendement n° 766 rectifié (promotion des biocarburants) (p. 4215) : adopté après deuxième rectification (p. 4218)

Son amendement n° 765 (Plan solaire) (p. 4218) : retiré (p. 4219)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 779 (p. 4578)

Son amendement n° 780 (p. 4580)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Ses amendements n°s 781 et 782 (p. 4631)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 783 (p. 4677)

Jean-Yves LE DRIAN

*Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IX : Défense (Services communs) (n° 1114) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [10 février 2004] (p. 1566)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9990)

Défense : direction des chantiers navals (p. 9990 et s.)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9992)

Défense : médecine militaire (p. 9990)

Défense : professionnalisation (p. 9990)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9990)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)*Article 1er (catégories de collectivités territoriales)*

Son amendement n° 94 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 109 (p. 3693)

Son amendement n° 124 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 139 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 34 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 19 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 49 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 64 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 79 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Michel LEFAIT

*Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Politique de l'éducation. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9946)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 680, posée le 27 avril 2004. Entreprises. Charges (J.O. Questions p. 3079). Appelée le 27 avril 2004. Allègement, réforme (p. 3094)

n° 806, posée le 8 juin 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4137). Appelée le 8 juin 2004. Fonctionnement, centre hospitalier de Saint-Omer (p. 4545)

Jean-Claude LEFORT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam (n° 1415) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1342 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conclusions du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo et les éventuelles implications privées et publiques dans toute activité illégale ayant trait au conflit congolais [13 janvier 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1415), autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam [25 mai 2004] (n° 1615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. processus de paix israélo-palestinien, attitude de l'Union européenne [8 octobre 2003] (p. 8257)

Santé. Sida. Lutte et prévention, politiques communautaires [4 février 2004] (p. 1357)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [2 juin 2004] (p. 4351)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 549, posée le 6 janvier 2004. Police. Organisation (J.O. Questions p. 8). Appelée le 6 janvier 2004. Police de proximité, mise en place, Ivry-sur-Seine (p. 20)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun**[9 octobre 2003] (p. 8345)**

Son intervention (p. 8358)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 8359)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8358 et s.)

Parlement : rôle (p. 8359)

Pays étrangers : Brésil (p. 8359)

Pays étrangers : Etats-Unis : agriculture (p. 8359)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8359)

Secteur public : services publics (p. 8359)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)*Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)*

Son intervention (p. 9701)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

**Examen des fascicules [7 novembre 2003]
(p. 10234, 10256)**

Son intervention (p. 10258)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10258 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10259)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 10259)

Pays étrangers : Irak (p. 10259)

Pays étrangers : Palestine (p. 10259)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10258)

Union européenne : institutions communautaires (p. 10258)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 10273)

Organisations internationales : organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 10273)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique
[25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 11142)

Son intervention (p. 11164)

Thèmes :

Emploi (p. 11165)

Entreprises : délocalisations (p. 11165)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11165)

Pays étrangers : Chypre (p. 11164)

Pays étrangers : Irak (p. 11165)

Union européenne : élargissement (p. 11142 et s., 11164 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11165)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 décembre 2003]
(p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 12062)

Thème :

Bioéthique : déontologie (p. 12062)

**Discussion des articles [10 décembre 2003]
(p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)***Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)*

Son intervention (p. 12120 et s.)

Son amendement n° 170 (p. 12126)

Son amendement n° 169 (p. 12126) : SCRUTIN PUBLIC

(p. 12129)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles
[11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ;
[12 décembre 2003] (p. 12285)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12266)

Son intervention (p. 12268)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12268)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12266 et s.)

Politique sociale : généralités (p. 12266)

Politique sociale : inégalités (p. 12268)

Travail : code du travail (p. 12268)

Travail : conventions collectives (p. 12269)

Travail : droit du travail (p. 12269)

Travail : négociations (p. 12268)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 février 2004]
(p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ;
[5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1377)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1378)

Cultes : intégrisme (p. 1378)

Établissements de santé : hôpitaux : laïcité (p. 1378)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1377)

Femmes : égalité des sexes (p. 1378)

Lois : voile islamique (p. 1377)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : inégalités (p. 1378)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]*

Son intervention (p. 5851)

Jean-Marc LEFRANC*Calvados (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 30 juin 2004] (p. 11921)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité routière. Accidents. Jeunes, lutte et prévention [10 février 2004] (p. 1569)

DÉBATS**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)*Article 4 (statut et fonctionnement des offices de tourisme)*

Ses amendements n°s 615 et 616 (p. 2010)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Commission centrale de classement des débits de tabac J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les Groupes d'intervention régionaux (GIR) [1^{er} octobre 2003] (n° 1098)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 27 : Intérieur et libertés locales (Sécurité intérieure et gendarmerie) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8767)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie : automobiles prises en compte pour leur valeur à neuf – abattement de 50 % après trois ans) (p. 8769)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (mise en œuvre de l'imposition selon les éléments du train de vie – suppression de la condition de dépassement du revenu déclaré pendant deux années consécutives) (p. 8770)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8881)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (lutte contre l'économie souterraine - exclusion des contribuables exerçant une activité occulte des régimes simplifiés d'imposition) (p. 8915)

Article 13 (création d'une taxe d'abattement affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))

Son intervention (p. 8916)

Article 32 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des communes) de diverses compensations perçues par les communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 461 (sapeurs-pompiers volontaires figurant parmi les employés municipaux : prise en compte pour le calcul de la DGF) (p. 9059)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)**

Son intervention (p. 9163)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9163)

Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9163)

Agriculture : pollution (p. 9164)

Elevage : bovins : fourrage (p. 9163)

ANCIENS COMBATTANTS**Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)****Procédure des questions :**

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 10144)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10148)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 10159, 10164)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes : marchés publics (p. 10160)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 10165 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 10164)

Collectivités territoriales : finances locales : dotations de l'Etat (p. 10166)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 10165)

Coopération intercommunale : financement (p. 10165)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 10159)

Finances publiques : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10166)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 10160)

Gendarmerie : budget (p. 10161)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 10159)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : budget (p. 10159)

Police : effectifs (p. 10159)

Police : police judiciaire : effectifs (p. 10160)

Sécurité publique : sécurité civile : moyens (p. 10160)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 10160)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)**

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 126 (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10585)

Son amendement n° 267 (centres techniques – doublement de la prise en compte des dépenses exposées par leur intermédiaire) (p. 10589)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Son intervention (p. 647)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 647)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 648)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 647)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1^{er} (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 679 et s.)

Son sous-amendement n° 1456 à l'amendement n° 1428 de M. Yves Coussain (p. 683)

Après l'article 2

Ses amendements n°s 678 et 679 (extension aux SIDER du régime d'amortissement des sociétés d'investissement régional) : retirés (p. 748)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son amendement n° 680 (p. 754)

Après l'article 10

Son amendement n° 682 (développement des exploitations agricoles) (p. 785) : retiré (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (développement des exploitations agricoles : aménagement du principe de réciprocité) (p. 786)

Son amendement n° 681 (composition des conseils départementaux d'hygiène) (p. 791) : adopté (p. 792)

Avant l'article 37

Son sous-amendement n° 1508 précédemment réservé (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 975) : rejeté (p. 978)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1341)

Thèmes :

- Cultes : Conseil français du culte musulman (p. 1342)
- Cultes : islam : intégration (p. 1343)
- Cultes : signes religieux (p. 1342)
- Cultes : voile islamique : exclusion (p. 1342)
- Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 1343)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son amendement n° 250 (p. 2773)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son amendement n° 251 (p. 2778)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4434)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4890)

Thèmes :

- Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4890)
- Agroalimentaire : équarissage (p. 4890 et s.)
- Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4890)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4890)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6257)

Jean LE GARREC

Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 16 juin 2004] (p. 10774)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12246)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Michel Vaxès : précise l'ordre du jour modifié, compte tenu de l'avis du président de la commission des lois [26 novembre 2003] (p. 11228)

M. René Dosière : souligne les capacités de travail des intervenants, accorde cinq minutes de suspension de séance car "ce n'est pas un quart d'heure de plus qui règlera le problème" [13 janvier 2004] (p. 284)

M. Augustin Bonrepaux : indique que le ministre répondra à la motion de renvoi en commission qui va être soutenue par M. Dosière [13 mai 2004] (p. 3663)

M. Augustin Bonrepaux : informe qu'une réflexion sur l'ordre du jour prenant en compte les remarques formulées est en cours avec le Gouvernement [13 mai 2004] (p. 3679)

M. René Dosière : répète qu'il appellera les inscrits sur l'article et un seul amendement, celui de l'intervenant, avant de lever la séance [13 mai 2004] (p. 3679)

M. Maxime Gremetz : rappelle les précédents [16 juillet 2004] (p. 6815)

M. Hervé Mariton : rappelle l'article 52 du règlement sur le rôle du président de séance ; n'accepte pas les attaques le mettant en cause en qualité de vice-président [16 juillet 2004] (p. 6816)

M. Jean-Pierre Brard : lui propose d'entendre le ministre présent qui a qualité pour parler au nom du Gouvernement [20 juillet 2004] (p. 6972)

M. Didier Migaud : rappelle que l'ordre du jour a été adopté en présence des présidents de groupes qui ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue [20 juillet 2004] (p. 6973)

DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Vaxès (cf supra) [26 novembre 2003] (p. 11228)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [13 janvier 2004] (p. 284)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3663 et 3678)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3679)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6971)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6972)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 6815)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Mariton (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6816)

*En qualité de Député**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [2 décembre 2003] (p. 11514)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, perspectives [2 mars 2004] (p. 2265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 856, posée le 29 juin 2004. Retraites : généralités. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application (p. 5637)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande que le Premier ministre vienne s'expliquer devant l'Assemblée nationale sur les évaluations fausses qu'il a faites du coût des amendements liés aux 35 heures [1^{er} juillet 2004] (p. 5846)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10832) : rejetée (p. 10843)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10835)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10834)

Emploi : chômage (p. 10836)

Politique sociale : généralités (p. 10832)

Politique sociale : insertion (p. 10837)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10835)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10832)

Politique sociale : solidarité (p. 10833)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 10834)

Travail : conditions de travail (p. 10833)

Travail : précarité (p. 10838)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les dispositifs d'insertion) (p. 10906)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11948)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11948)

Secteur public : service minimum (p. 11948)

Transports : transports de voyageurs (p. 11949)

Travail : négociations (p. 11949)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12511)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son intervention (p. 12515 et s.)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1548)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1548)

Droits de l'homme et libertés publiques : laïcité (p. 1548)

Etrangers : emploi : chômeurs (p. 1549)

Etrangers : immigration (p. 1548)

Etrangers : intégration (p. 1548)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1549)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ;

[4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Son intervention (p. 2004)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2024)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2466)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3370)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3371)

Travail : droit du travail (p. 3371)

Travail : durée du travail (p. 3371)

Travail : jours fériés (p. 3370)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3430 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4589)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4683)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Son intervention (p. 5163)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 5163)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5163)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5164)

Entreprises : délocalisations (p. 5164)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5164)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 5164)

Travail : durée du travail (p. 5164)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5757)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : organisation (p. 5758)

Santé : soins : remboursement (p. 5757)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)

Son intervention (p. 5856 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6120 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6168)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6521)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6530)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6596 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6660)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6672)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6700)

Après l'article 37 [séance du 19 juillet 2004] (agences régionales de santé ; expérimentation)

Son intervention (p. 6874)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6893 et s.)

Jacques LE GUEN

*Finistère (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant du Conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur l'application de la loi littoral [21 juillet 2004] (n° 1740)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Mer et littoral. Sauvetage en mer. Veuve, rente, reconduction [21 octobre 2003] (p. 9097)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8111)

Thèmes :

- Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8112)
- Santé : politique de la santé (p. 8111)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 8112)
- Santé : tabagisme (p. 8111)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son sous-amendement n° 418 rectifié à l'amendement n° 396 rectifié de la commission (p. 8202)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Antoine Herth (plus-values à court terme sur cessions de fonds de commerce – paiement fractionné en cas de vente à crédit) (p. 8753)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Antoine Herth (plus-values professionnelles – suppression de la condition d'exercice de l'activité pendant cinq ans pour le bénéfice de l'exonération) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint – extension de la déductibilité totale aux entreprises non-adhérentes d'un centre de gestion agréée) (p. 8765)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 9192)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12032)

Thèmes :

- Bioéthique : déontologie (p. 12032)
- Recherche : recherche médicale (p. 12032)
- Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12033)
- Sang et organes humains : produits humains (p. 12032)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1926)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 1926)
- Collectivités territoriales : transferts de compétences : transferts de personnel (p. 1926)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1927)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Léonce Deprez (remplacer "le tourisme" par "l'organisation territoriale de l'économie touristique" dans l'intitulé du titre 1er) (p. 1984)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2067)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 613 (p. 2195)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3205)

Son intervention (p. 3206)

Thèmes :

- Transports aériens : Air France : alliances (p. 3207)
- Transports aériens : Air France : KLM (p. 3205, 3207)
- Transports aériens : Air France : personnels (p. 3207 et s.)
- Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3207)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6112 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6161)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9^{ème} circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie [J.O. du 14 octobre 2003]

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 25 novembre 2003] (p. 20011)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [4 novembre 2003] (p. 9940)

Santé. Tabagisme. Lutte et prévention [19 novembre 2003] (p. 10816)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [16 décembre 2003] (p. 12433)

Sécurité sociale. Equilibre financier. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 279)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Concertation [6 avril 2004] (p. 2649)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3765)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre l'attitude du Gouvernement qui préfère annoncer à la presse plutôt qu'à la représentation nationale ses intentions en matière de politique sanitaire et médico-sociale [28 octobre 2003] (p. 9555)

En appelle à un débat organisé, sans abus injustifiés et peu compréhensibles des procédures [31 octobre 2003] (p. 9877)

Se plaint de la confusion qui a marqué les travaux de la commission spéciale ; affirme qu'elle n'a pas permis aux députés d'interroger le Secrétaire d'Etat, demande à son tour l'audition du ministre de l'économie et des finances [29 juin 2004] (p. 5691)

S'associe au précédent rappel au règlement de M. Fabius ; insiste pour avoir connaissance de la position du président de l'Assemblée nationale sur l'utilisation de l'article 40 de la Constitution [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

Demande au ministre de la santé s'il entend réellement remettre en cause les 35 heures à l'hôpital [1^{er} juillet 2004] (p. 5847)

Relève l'incapacité persistante du Gouvernement à répondre aux questions précises de l'opposition [1^{er} juillet 2004] (p. 5853)

Impute à la mauvaise volonté de la majorité la dégradation des conditions du débat [1^{er} juillet 2004] (p. 6817)

Se félicite de l'adoption d'un amendement du groupe socialiste sur les actions à tenir en zones de désertification médicale [2 juillet 2004] (p. 5925)

Dénonce l'absence de réponse du Gouvernement et de la commission aux questions de l'opposition [5 juillet 2004] (p. 5994)

Demande au Gouvernement sa position sur l'évolution des prix de vente au public du tabac ; invite le Gouvernement à prévoir de répondre à une baisse des prix du tabac par une augmentation fiscale à concurrence ; s'inquiète d'informations émises par voie de presse sur l'intention de baisse de prix de certains de leurs produits par les industriels du tabac ; demande au Gouvernement sa position [5 juillet 2004] (p. 6012)

Insiste sur l'importance des conséquences médico-légales du dossier médical personnel [6 juillet 2004] (p. 6076)

Annonce que le groupe socialiste soutiendrait tout amendement par lequel le Gouvernement proposerait de majorer les taxes sur le tabac à due concurrence des baisses de prix décidées par les fabricants [6 juillet 2004] (p. 6083)

Rappelle la légitimité d'une demande de suspension de séance liée à une réunion de groupe [6 juillet 2004] (p. 6084)

Accuse le Gouvernement d'entretenir une ambiguïté telle que l'on ne sache pas quelles spécialités médicales seront ou ne seront pas sujettes à remboursement [6 juillet 2004] (p. 6147)

Demande au Gouvernement d'indiquer clairement les spécialistes qu'il serait possible de consulter sans transiter par le médecin traitant ; réclame l'inscription des psychiatres parmi ces spécialistes [7 juillet 2004] (p. 6158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : s'inquiète du rythme du travail parlementaire, précise qu'une plus grande précipitation serait nuisible à la qualité des débats [7 juillet 2004] (p. 6197)

S'inquiète du rythme "harassant" du débat sur l'assurance maladie [7 juillet 2004] (p. 6197)

Félicite le Gouvernement de son intervention s'opposant à la baisse des prix du tabac, demande l'affectation des ressources fiscales supplémentaires à l'assurance maladie et non au budget de l'Etat ; s'inquiète de la teneur d'une note de l'OFCE, à paraître prochainement, pessimiste sur le retour à l'équilibre de l'assurance maladie [8 juillet 2004] (p. 6231)

Demande que la présentation matérielle des amendements identiques soit simplifiée ; réclame la présence du ministre de la santé et de la protection sociale [8 juillet 2004] (p. 6248)

Estime que les conditions du travail parlementaire lors de cette session extraordinaire ne sont pas raisonnables [8 juillet 2004] (p. 6250)

Exprime le mécontentement de l'opposition sur les conditions de travail, constate que des amendements non examinés en commission sont appelés dans la précipitation en séance publique, dénonce un "recul considérable" du système de santé publique, illustré par la disparition programmée des messages sanitaires télévisuels destinés aux enfants [8 juillet 2004] (p. 6270)

Constata que la majorité obtient satisfaction quand elle demande une suspension de séance de vingt minutes, souhaite que, dans un cas analogue, l'opposition bénéficie d'un traitement identique [9 juillet 2004] (p. 6313)

Dénonce les méthodes de manipulation utilisées par le Gouvernement dans le débat [9 juillet 2004] (p. 6320)

Considère la session extraordinaire comme "désorganisée" du fait que, en parallèle avec le débat à l'Assemblée nationale sur l'assurance maladie, se déroule au Sénat un débat sur la santé publique ; exige des explications de la part du Premier ministre [9 juillet 2004] (p. 6335)

Explicite l'usage d'un cochon-tirelire lié à la future perception forfaitaire d'un euro par consultation médicale [9 juillet 2004] (p. 6349)

Accuse le ministre de la santé d'abandonner toute réglementation sur la publicité télévisuelle en direction des enfants [9 juillet 2004] (p. 6354)

Souhaite obtenir des précisions sur la politique du Gouvernement en matière de temps de travail et de charges sociales, sur laquelle une récente interview du ministre de l'économie et des finances donne des informations qui lui semblent menaçantes [10 juillet 2004] (p. 6434)

Rappelle au ministre de la santé et de la protection sociale qu'il a promis une note explicative des chiffres qu'il avance en matière d'assurance maladie [10 juillet 2004] (p. 6438)

Réagit à son tour à l'annonce d'une agression à caractère raciste et antisémite dans le RER, s'associe au nom de son groupe à l'indignation exprimée par M. Mariton [11 juillet 2004] (p. 6487)

Estime qu'en rejetant un amendement socialiste proche de leur propre texte, les députés de la majorité ont fait preuve de sectarisme [11 juillet 2004] (p. 6502)

Fait état d'une information de presse relatant l'inquiétude de groupes financiers relative à l'évolution du taux de la CRDS ; demande des éclaircissements au Gouvernement [11 juillet 2004] (p. 6539)

Rappelle que l'attitude du groupe socialiste dans le débat consiste en une défense méthodique de ses idées sur l'assurance-maladie face aux projets gouvernementaux [15 juillet 2004] (p. 6704)

Constata qu'un seul député de la majorité s'est exprimé sur l'article 30 et ce pour émettre un plaidoyer idéologique en faveur de la privatisation [15 juillet 2004] (p. 6727)

Précise que lors de la précédente séance le Gouvernement n'a pas répondu à certains amendements communistes, met en cause M. Mariton qu'il accuse de provocation et de "diversion destinée à faire oublier sa propre passivité" [16 juillet 2004] (p. 6754)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8073) : rejetée (p. 8084)
Son intervention (p. 8102)

Thèmes :

Santé : droits du malade (p. 8081, 8102)
Santé : alcoolisme (p. 8082)
Santé : hygiène alimentaire (p. 8102)
Santé : maladies (p. 8074, 8102)
Santé : politique de la santé (p. 8073, 8102)
Santé : tabagisme (p. 8082)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 408 (droit fondamental à la protection de la santé) (p. 8115) : rejeté (p. 8116)

Son amendement n° 407 (responsabilités en matière de promotion de la santé) : rejeté (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Claude Evin (ratification de la convention-cadre de l'OMS signée le 21 mai 2003 en matière de lutte anti-tabac) (p. 8116)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 8118 et s.)
Son amendement n° 320 (p. 8124)
Son amendement n° 321 (p. 8125)
Son amendement n° 322 (p. 8126)
Ses amendements n°s 323 et 324 (p. 8127)
Son amendement n° 325 (p. 8128)
Ses amendements n°s 316 et 411 (p. 8129)
Son amendement n° 326 (p. 8131)
Ses amendements n°s 317, 318 et 319 (p. 8134)
Ses amendements n°s 327 et 328 (p. 8135)
Ses amendements n°s 330 et 329 (p. 8138)

Après l'article 1er

Son amendement n° 314 (sécurité juridique aux pratiques expérimentales de réduction des risques) : rejeté (p. 8139)

Son amendement n° 315 (organisation des programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles évitables) (p. 8139) : rejeté (p. 8140)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8178 et s.)
Son amendement n° 290 (p. 8178)
Son amendement n° 412 corrigé (p. 8185)
Ses sous-amendements n°s 414 et 413 à l'amendement n° 24 de la commission (p. 8185)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 291 (p. 8189)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8191)
Son amendement n° 415 (p. 8193)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (transfert des compétences de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale) (p. 8196)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8199 et s.)
Son amendement n° 417 (p. 8202)

Article 6 (programmes nationaux de santé)

Son amendement n° 293 (p. 8213)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 8215)

Article 8 (lutte contre les infections nosocomiales en médecine de ville)

Son intervention (p. 8219 et s.)

Son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 35 de la commission (p. 8219)

Avant l'article 10

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8223)

Intervient sur l'amendement n° 39 rectifié de la commission (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8223)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8228)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 8231)

Son amendement n° 419 (p. 8232)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8233)

Article 11 (Centres nationaux de référence et veille microbiologique)

Son amendement n° 294 (p. 8237)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son amendement n° 420 (p. 8240)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8268)

Son amendement n° 301 (p. 8271)

Son amendement n° 300 (p. 8274)

Son amendement n° 302 (p. 8276)

Son amendement n° 421 (p. 8277)

Après l'article 15

Son amendement n° 304 (instauration d'un comité national consultatif du cancer) : adopté (p. 8279)

Son amendement n° 303 (amélioration de l'accès au dépistage du cancer) : adopté (p. 8279)

Article 16 (lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 8281)

Son amendement n° 306 corrigé (p. 8281)

Après l'article 16

Son amendement n° 365 (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8281) : rejeté (p. 8283)

Son amendement n° 366 (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8283) : rejeté (p. 8285)

Son amendement n° 422 (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre l'alcoolisme) : retiré (p. 8285)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son amendement n° 310 (p. 8286)

Son amendement n° 308 (p. 8287)

Après l'article 17

Son amendement n° 337 (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8288) : rejeté (p. 8291)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son amendement n° 311 (p. 8291)

Son amendement n° 312 (p. 8292)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son amendement n° 520 (p. 8303)

Après l'article 19

Son amendement n° 313 (insertion dans le code de la santé publique d'un livre VII bis instaurant une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8305) : rejeté (p. 8306)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8307)

Son amendement n° 521 (p. 8307)

Article 51 (formation médicale continue)

Son intervention (p. 8413 et s.)

Après l'article 51

Son sous-amendement n° 573 (absence de pathologie avérée au cours de la grossesse et d'accouchement dystocique) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examens prénatal et postnatal) (p. 8420) : rejeté (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 392 du Gouvernement (compétences des sages-femmes en matière de prescription de médicaments ; appel au médecin en cas de pathologie liée à la grossesse) (p. 8423)

Intervient sur l'amendement n° 251 de Mme Maryvonne Briot (simplification des transferts d'officine, en particulier dans les petites communes rurales) (p. 8428)

Son amendement n° 340 (base de données publiques donnant aux malades l'accès à un maximum d'informations sur les médicaments) : rejeté (p. 8428)

Son amendement n° 374 (conditions d'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés du fait de leur état de santé) : rejeté (p. 8430)

Avant l'article 14

Son amendement n° 289 précédemment réservé (distribution d'eau potable gratuite dans les établissements scolaires et campagne d'éducation sur les problèmes de nutrition) (p. 8431) : rejeté (p. 8433)

Son amendement n° 285 précédemment réservé (indication de la teneur en graisse et calories des produits alimentaires) : rejeté (p. 8433)

Son amendement n° 286 précédemment réservé (interdiction dans les programmes de télévision destinés aux jeunes de la publicité pour les produits alimentaires dépassant certains taux en sucre, sel ou graisse) (p. 8433) : rejeté (p. 8434)

Son amendement n° 287 précédemment réservé (diffusion de messages télévisuels d'éducation sanitaire) (p. 8433) : rejeté (p. 8434)

Son amendement n° 288 précédemment réservé (téléphones portables : obligation d'être équipé d'un dispositif de type "oreillette") (p. 8434) : rejeté (p. 8435)

Son amendement n° 295 précédemment réservé (création d'un centre national pour la prévention du suicide) : rejeté (p. 8435)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8437 et s.)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son amendement n° 296 (suppression du paragraphe 3 : "Méthodes de définition des objectifs de santé publique") (p. 8455)

Son amendement n° 297 (suppression du paragraphe 4 : "Les objectifs de résultats de la politique de santé publique") (p. 8455)

Son amendement n° 298 (suppression du paragraphe 5 : "Indicateurs transversaux") (p. 8455)

Son amendement n° 339 (normes alimentaires de teneur en sel) (p. 8456)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 201 précédemment réservé de Mme Martine Billard (promotion des jus de fruits et de légumes biologiques) (p. 8461)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2695) : rejetée (p. 2701)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2701) : rejetée (p. 2704)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2717) : rejetée (p. 2717)

Thèmes :

Boissons et alcools : bouilleurs de crus (p. 2702)

Contributions indirectes : tabac (p. 2702)

Drogue : toxicomanie (p. 2703)

Etat : services de l'Etat : santé publique (p. 2697, 2702)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 2695)

Régions : santé publique (p. 2697, 2702)

Santé : structures gouvernementales (p. 2717)

Santé : alcoolisme (p. 2702)

Santé : nutrition (p. 2703)

Santé : obésité (p. 2703)

Santé : politique de la santé (p. 2695, 2702)

Santé : soins : qualité (p. 2686, 2699)

Santé : tabagisme (p. 2702)

Santé : veille sanitaire (p. 2697)

Sécurité sociale : dépenses : assurance maladie maternité : généralités (p. 2696)

Travail : négociations : santé publique (p. 2695)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 47 (rôle de l'Etat dans la mise en oeuvre des politiques de santé publique) : rejeté (p. 2729)

Son amendement n° 46 (mention de la promotion de la vérité parmi les priorités de la politique de la santé publique) : rejeté (p. 2729)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 2731 et s.)

Son amendement n° 50 (p. 2734)

Ses amendements n° 51 et 52 (p. 2735)

Son amendement n° 53 (p. 2736)

Ses amendements n° 54 et 228 (p. 2737)

Son amendement n° 61 (p. 2738)

Son amendement n° 57 (p. 2739)

Ses amendements n° 58, 59, 60 et 48 (p. 2741)

Son amendement n° 49 (p. 2742)

Après l'article 1er

Son amendement n° 45 (programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles) : rejeté (p. 2742)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2743 et s.)

Son amendement n° 62 (p. 2744) : retiré (p. 2745)

Son amendement n° 64 (p. 2745)

Son amendement n° 63 (p. 2746)

Son amendement n° 66 (p. 2747)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 2748)

Son amendement n° 67 (p. 2748)

Article 3 bis A (agrément des associations de patients et d'usagers du système de santé)

Son intervention (p. 2748)

Après l'article 3 bis A

Son amendement n° 231 corrigé (représentation des usagers du système de santé par les associations agréées) : retiré (p. 2748)

Son amendement n° 230 corrigé (représentation des usagers du système de santé : nombre de sièges) : rejeté (p. 2749)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 2749 et s.)

Son amendement n° 69 (p. 2750)

Son amendement n° 68 (p. 2751)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Luc Préel (corps des praticiens hospitaliers et de santé publique et accès aux fonctions de médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé publique) (p. 2752)

Article 5 (groupement régional de santé publique)

Son intervention (p. 2754 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 72 (définition des objectifs de la politique de prévention) : rejeté (p. 2763)

Article 6 A supprimé par le Sénat (visite médicale au cours de la scolarité)

Son intervention (p. 2764)

Son amendement n° 73 corrigé (p. 2764)

Article 7 bis (politique de réduction des risques en direction des usagers de drogues)

Son intervention (p. 2766 et s.)

Ses amendements n° 234 et 235 (p. 2766)

Son amendement n° 236 (p. 2767)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 233 (situation des personnes engagées dans des actions de santé publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants) : adopté (p. 2767)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 2768)

Son amendement n° 74 (p. 2768)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 2769)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2772 et s.)

Après l'article 14 A

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Martine Billard (suppression des collations matinales et interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Yves Bur (interdiction de la distribution de produits à haute teneur en sucre dans les établissements scolaires) (p. 2777)

Article 14 B (étiquetage des produits alimentaires d'origine industrielle)

Son intervention (p. 2779)

Après l'article 14 B

Son amendement n° 76 (subordination, dans les établissements scolaires, de la distribution de produits à haute teneur en sucre à la distribution d'eau potable gratuite) : devenu sans objet (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Jean-Luc Préel (développement de la nutrition orale et entérale) (p. 2780)

Son amendement n° 77 (interdiction de la publicité sur les produits favorisant l'obésité dans les programmes télévisuels destinés à la jeunesse) : retiré (p. 2780)

Son amendement n° 78 (obligation d'équipement de type "oreillette" pour les téléphones portables) : rejeté (p. 2780)

Son amendement n° 81 (campagne d'information sur les dangers de l'exposition au Distilbène) : rejeté (p. 2781)

Son amendement n° 227 (rapport au Parlement sur les dangers de l'exposition au Distilbène) : rejeté (p. 2781)

Son amendement n° 79 (Centre national de prévention du suicide) : rejeté (p. 2781)

Son amendement n° 226 (rapport au Parlement sur la création d'un Centre national de prévention du suicide) : rejeté (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national du vieillissement) (p. 2781)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2783 et s.)

Son amendement n° 82 (p. 2785)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2786)

Ses amendements n°s 83, 84 et 85 (p. 2786)

Son amendement n° 86 (p. 2787)

Son amendement n° 87 (p. 2788)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (dépistage du cancer : programme) (p. 2789)

Son amendement n° 92 (dépistage du cancer : programme) : adopté (p. 2789)

Son amendement n° 93 (comité national consultatif du cancer : composition et missions) : rejeté (p. 2789)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Claude Evin (constatation et poursuite par les préfets des infractions en matière de santé publique) (p. 2790)

Après l'article 16 bis

Son amendement n° 97 (interdiction des opérations incitant les jeunes à la consommation d'alcool) : rejeté (p. 2791)

Son amendement n° 210 (interdiction à partir de 23 heures dans les débits de boisson des opérations incitant à la consommation d'alcool) : rejeté (p. 2792)

Son amendement n° 95 (pouvoir des préfets en matière de contrôle et de répression de l'alcoolisme) (p. 2792) : rejeté (p. 2793)

Son amendement n° 219, deuxième rectification (rapport au Parlement sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 2793) : adopté (p. 2794)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 2794)

Ses amendements n°s 98 et 100 (p. 2794)

Après l'article 17

Son amendement n° 272 (intégration de la teneur en alcool dans le barème de la taxe sur les boissons alcoolisées perçue au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie) (p. 2794) : adopté (p. 2795)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2797)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 2802 et s.)

Son amendement n° 101 (p. 2802)

Article 18 ter (information sur les conséquences de la consommation de drogues)

Son intervention (p. 2803 et s.)

Son amendement n° 237 (p. 2804)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2808)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 2813 et s.)

Son amendement n° 103 (p. 2813)

Article 19 bis (application des règles générales d'hygiène dans les entreprises)

Son intervention (p. 2815)

Après l'article 19 bis

Son amendement n° 224 (rapport au Parlement sur la création d'une agence nationale de la santé au travail) : rejeté (p. 2816)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2817)

Son amendement n° 105 (p. 2818)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 287 de Mme Martine Billard (information annuelle sur l'aménagement des postes de travail) (p. 2821)

Article 27 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux minérales naturelles)

Son intervention (p. 2824)

Article 39 bis A (rayonnements non ionisants)

Son intervention (p. 2827 et s.)

Article 40 (Ecole des hautes études en santé publique)

Son intervention (p. 3121)

Article 51 (formation médicale continue (FMC))

Son intervention (p. 3135 et s.)

Après l'article 51

Son amendement n° 110 (Fonds national de la formation médicale continue) (p. 3136) : rejeté (p. 3137)

Son amendement n° 109 (accès à l'information sur les médicaments) : rejeté (p. 3137)

Son intervention (p. 3139)

Article 52 (examens de prévention durant et après la grossesse)

Son intervention (p. 3139)

Article 54 bis (recrutement des étudiants sages-femmes)

Son intervention (p. 3142)

Article 55 (Ordre des masseurs-kinésithérapeutes)

Son intervention (p. 3144)

Article 61 (déclaration obligatoire)

Son intervention (p. 3151)

Article 65 (missions du Fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique (FOPIM))

Son intervention (p. 3152)

Article 71 (dérogation temporaire à l'interdiction de publicité pour les médicaments faisant l'objet d'un déremboursement)

Son intervention (p. 3153 et s.)

Son amendement n° 114 (p. 3154)

Article 75 (transferts de compétences entre professionnels de santé)

Son intervention (p. 3157)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 214 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (mise sur le marché des produits antiparasitaires à usage agricole : exercice du contrôle) (p. 3158)

Son amendement n° 212 (normes relatives à l'installation des professionnels libéraux de santé) : rejeté (p. 3159)

Son amendement n° 216 (compétences de la commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole) : rejeté (p. 3159)

Son amendement n° 217 (rapport au Parlement sur le danger sanitaire du "paraquat") (p. 3159) : rejeté (p. 3160)

Son amendement n° 220 (corps unique des praticiens de santé publique) : rejeté (p. 3160)

Son amendement n° 213 (risque invalidité : convention dite Belorgey : procédure) (p. 3160) : rejeté (p. 3161)

Son amendement n° 215 (rapport au Parlement sur les conditions de création d'un fonds de garantie pour les bénéficiaires de la convention dite Belorgey) (p. 3160) : rejeté (p. 3161)

Son amendement n° 218 (rapport au Parlement sur les risques infectieux en général et les infections nosocomiales dans les hôpitaux en particulier) (p. 3161) : rejeté (p. 3162)

Seconde délibération

Article 7 ter (situation des personnes engagées dans des actions de santé publique de lutte contre le sida au regard de la législation pénale relative aux stupéfiants)

Son intervention (p. 3162 et s.)

Explications de vote et vote [27 avril 2004] (p. 3163)

Ses explications de vote (p. 3165)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3165)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7392) : rejetée (p. 7393)

Thèmes :

Recherche : recherche médicale (p. 7393)

Santé : nutrition (p. 7393)

Santé : obésité (p. 7393)

Santé : politique de la santé (p. 7393)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7398)

Son intervention (p. 7398 et s.)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8156)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 8156)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 8156)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8156)

Santé : prévention (p. 8156)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8156)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 octobre 2003] (p. 9555)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9571)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9572) : rejetée (p. 9583)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9573)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9576)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9577)

Enfants : politique de l'enfance (p. 9579)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9576)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9575)

Etablissements de santé : service public hospitalier : réforme (p. 9579)

Famille : naissances (p. 9579)

Famille : politique familiale (p. 9579)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9574)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9571, 9573)

Politique générale : libéralisme (p. 9575)

Politique sociale : inégalités (p. 9578)

Professions de santé : médecins (p. 9581)

Santé : accès aux soins (p. 9576)

Santé : politique de la santé (p. 9572)

Sécurité sociale : financement (p. 9571, 9573)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 9581)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 9580)

Travail : conditions de travail (p. 9578)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9673 et s.)

Son amendement n° 289 (p. 9684)

Après l'article 3

Son amendement n° 173 (rapport au Parlement sur l'affectation à l'assurance maladie des droits sur l'alcool et le tabac) (p. 9700) : retiré (p. 9701)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9718)

Article 5 (optimisation des recours contre tiers exercés par les caisses de sécurité sociale)

Son amendement n° 288 (p. 9721)

Article 7 (exonération de cotisations sociales pour les jeunes entreprises innovantes)

Son intervention (p. 9724)

Article 8 (exonération de cotisations et contributions sociales pour les contributions des employeurs versées aux institutions de retraite supplémentaire)

Son intervention (p. 9725)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Hervé Novelli (assouplissement des pénalités frappant les employeurs en retard de paiement de cotisations sociales qui justifient de leur bonne foi) (p. 9726)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9727 et s.)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9739)

Article 12 (fixation du taux applicable en 2004 à la clause de sauvegarde sur la progression du chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques non conventionnés)

Son intervention (p. 9744)

Article 13 (fixation des prévisions de recettes pour 2004)

Son intervention (p. 9745)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9747)

Son amendement n° 175 (fixation à 10,67 € par jour du forfait hospitalier) (p. 9749) : rejeté (p. 9750)

Après l'article 15

Reprend l'amendement n° 337 de M. Yves Bur (libellé d'une prescription de médicaments en dénomination commune) : rejeté (p. 9757)

Après l'article 18

Son amendement n° 181 (contrôle des établissements hospitaliers par une "démarche qualité") (p. 9767) : rejeté (p. 9768)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9773)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9784 et s.)

Son amendement n° 188 (p. 9785)

Article 25 (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et compétences des directeurs des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 9798)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 190 (p. 9802)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son intervention (p. 9808)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9816 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yves Bur (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9821 et s.)

Son amendement n° 191 (p. 9822)

Son amendement n° 192 (p. 9824)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication au patient du coût des dépenses prises en charge par la carte Vitale) (p. 9828)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Yves Bur (participation forfaitaire de l'assuré liée à la première consultation de chaque médecin consulté au cours d'un trimestre) (p. 9829)

Avant l'article 46

Son amendement n° 310 (rapport au Parlement sur les conditions de création et le fonctionnement de l'Agence nationale de la santé au travail) (p. 9830) : rejeté (p. 9831)

Article 48 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son amendement n° 195 (p. 9834)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9862 et s.)

Son amendement n° 290 (p. 9866)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son intervention (p. 9875)

Son amendement n° 291 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9876)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 octobre 2003] (p. 9877)

Article 38 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 9879)

En réponse aux interruptions du Gouvernement n'apprécie pas la procédure du vote bloqué mais, en l'occurrence, admet qu'elle est nécessaire à la rationalité des débats (p. 9879)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 302 précédemment réservé de M. Armand Jung (base informatique de données sur les médicaments) (p. 9880)

Article 40 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 9881)

Article 42 précédemment réservé (participation de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au financement du plan Biotox en 2003)

Son intervention (p. 9882)

Article 44 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9885)

Article 45 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9886)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son intervention (p. 9893)

Explications de vote et vote [4 novembre 2003] (p. 9948)

Ses explications de vote (p. 9950)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11351) : rejetée (p. 11354)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 11353)

Contributions indirectes : tabac (p. 11351)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 11352)

Professions de santé : médecins (p. 11353)

Santé : accès aux soins (p. 11352)

Santé : politique de la santé (p. 11353)

Sécurité sociale : dépenses (p. 11352)

Sécurité sociale : financement (p. 11351)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11388 et s.)

Ses explications de vote (p. 11390)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11390)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10380)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10380)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 10381)

Santé : politique de la santé (p. 10380)

Sécurité publique : risques technologiques : terrorisme (p. 10381)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)

Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)

Son amendement n° 177 (p. 10414)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 16 quater

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11398)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12007)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 12055) : rejetée (p. 12062)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12008, 12055)

Bioéthique : expérimentation (p. 12056)

Bioéthique : génétique (p. 12056)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 12057)

Recherche : recherche médicale (p. 12055)

Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12057)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12056)

Santé : politique de la santé (p. 12008)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12071)

Son amendement n° 123 (p. 12078)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12134)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12207 et s.)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2307 et s.)

Reprend l'amendement n° 1543 de la commission (interruption involontaire de grossesse) (p. 2311)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2317)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2319)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3419) : rejetée (p. 3424)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 3419 et s.)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3420 et s.)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 3420)

Télécommunications : Internet : audiovisuel et communication (p. 3420)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3419 et s.)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 3419)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 3421)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4367)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : handicapés (p. 4368)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4368)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4368)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4368)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4368)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4368)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5691)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5746) : rejetée (p. 5759)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5746 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5746 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5748)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5752)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5748 et s.)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5748)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5749)

Politique sociale : droits sociaux (p. 5746)

Professions de santé : médecins (p. 5748)

Santé : droits du malade (p. 5748)

Santé : accès aux soins (p. 5747)

Santé : données médicales (p. 5750)

Santé : politique de la santé (p. 5747 et s.)

Santé : prévention (p. 5747)

Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 5754)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 5753)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5751)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5750)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5845, 5847)

Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)

Son intervention (p. 5852 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5853)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5891 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 juillet 2004] (p. 5925)

Après l'article 1er [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5928 et s.)

Avant l'article 2 [séance du 2 juillet 2004]

Son intervention (p. 5951 et s.)

Article 3 [séance du 2 juillet 2004] (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère)

Son intervention (p. 5965 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5985 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 5994)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 5996 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 6012)

Ses rappels au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6076, 6083, 6084)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6090 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6101 et s.)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6109 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6147)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2004] (p. 6158)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6163 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6185 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6199 et s.)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6205 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6231)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6235 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6248, 6250)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6259 et s.)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6267 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6270)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6280 et s.)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6284 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6290 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2004] (p. 6313, 6320)

Avant l'article 11 [séance du 9 juillet 2004]

Son intervention (p. 6337 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6342 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2004] (p. 6349, 6354)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6383 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6409 et s.)

Après l'article 13 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6419 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6432 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juillet 2004] (p. 6434, 6438)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6446 et s.)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6488 et s.)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6495 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2004] (p. 6502)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6503 et s.)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6506 et s.)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6519)

Avant l'article 19 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6524)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6525 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2004] (p. 6539)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6567 et s.)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6574 et s.)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6591 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6595 et s.)

Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)

Son intervention (p. 6614 et s.)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6624 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6659 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6670 et s.)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6684 et s.)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6698 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6704)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6720 et s.)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6779 et s.)

Reprend l'amendement n° 8231 de la commission (interruption involontaire de grossesse) (p. 6781) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6782)

Reprend l'amendement n° 8232 de la commission (interruption involontaire de grossesse) (p. 6781) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6782)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6792 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 6817)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6826 et s.)

Reprend le sous-amendement n° 8495 rectifié de la commission (interruption involontaire de grossesse) à l'amendement n° 8486 (p. 6828) : rejeté (p. 6829)

Article 32 [séance du 16 juillet 2004] (coordination entre l'UNCAM et les organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6829 et s.)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6859 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6876 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 6901 et s.)

Après l'article 40 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6908)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6910 et s.)

Article 42 [séance du 19 juillet 2004] (relèvement de la contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux et de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6925)

Article 43 [séance du 19 juillet 2004] (contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques et maîtrise des dépenses de médicament)

Son intervention (p. 6926)

Avant l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6928)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6929 et s.)

Après l'article 44 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6934)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6943 et s.)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Ses explications de vote (p. 6962)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6964)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7373) : rejetée (p. 7377)

Thèmes :

Professions de santé : médecins (p. 7375)

Professions de santé : médecins : tarifs (p. 7375)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 7375)

Santé : données médicales (p. 7374, 7375)

Santé : politique de la santé (p. 7374 et s.)

Sécurité sociale : organisation : loi de financement (p. 7376)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 7375)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387 et s.)

Michel LEJEUNE

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Zones d'attente. Roissy-Charles de Gaulle, conditions de rétention [2 mars 2004] (p. 2268)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10217)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 10217)

Coopération intercommunale (p. 10217)

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire : aménagement (p. 10217)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 10217)

Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 10217)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 10217)

Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 10217)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 10217)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 10218)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)*Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)*

Son intervention (p. 4807)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune**[15 juin 2004] (p. 4877)**

Son intervention (p. 4894)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : simplifications administratives (p. 4895)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4895)

Pierre LELLOUCHE*Paris (4^{ème} circonscription)**Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*DÉFENSE***Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)**

Son intervention (p. 10008)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 10009)

Défense : opérations extérieures (p. 10010)

Espace : politique spatiale : crédits budgétaires (p. 10009)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10009 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la défense (p. 10009)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 10009 et s.)

Recherche (p. 10009)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1411)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1412)

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1411)

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1411)

Cultes : islam : discrimination (p. 1412)

Cultes : islam : intégrisme (p. 1412)

Démographie : population : cultes (p. 1413)

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1413)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1411)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)*Après l'article 51 bis*

Son amendement n° 2 (indemnisation des huissiers de justice et des notaires en raison du préjudice subi du fait de la réforme des sociétés de ventes aux enchères publiques) : adopté (p. 93)

Patrick LEMASLE*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)**Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)*Avant l'article 4*

Son amendement n° 33 (cause exonératoire de garantie liée à l'entretien défectueux des véhicules) : rejeté (p. 12181)

Dominique LE MÈNER*Sarthe (5^{ème} circonscription)**Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Automobiles et cycles. Cyclomoteurs. Immatriculation [10 décembre 2003] (p. 12054)

*DÉBATS***Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)**

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 109)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 109)

Transports ferroviaires : interopérabilité (p. 109, 111)

Transports ferroviaires : personnel : formation professionnelle (p. 110)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 110)

Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 110 et s.)
 Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 111)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 109 et s.)
 Transports routiers : transport de marchandises : fiscalité (p. 111)
 Travail : conditions de travail : transports ferroviaires (p. 111)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 109 et s.)

Jean LEMIERE

*Manche (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'industrie navale en Europe [23 juin 2004] (n° 1701)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN) de Cherbourg, attentat de Karachi, suites [20 janvier 2004] (p. 571)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 493, posée le 1^{er} décembre 2003. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs (J.O. Questions p. 9072). Appelée le 2 décembre 2003. Directions générales et départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration, perspectives (p. 11481)

Jean-Claude LEMOINE

*Manche (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (n° 1058) [5 novembre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1058) relatif aux territoires ruraux [7 janvier 2004] (n° 1333)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1614), relatif au développement des territoires ruraux [29 septembre 2004] (n° 1828)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurances. Assurance responsabilité civile médicale. Etablissements et professions de santé [25 novembre 2003] (p. 11108)

Sécurité routière. Permis de conduire. Contrôle médical, réglementation [24 février 2004] (p. 1821)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : aménagement du territoire (p. 9365)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 484)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 484 et s.)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 485)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 669)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 738 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Alain Marty (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 751)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son amendement n° 717 (p. 760)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 778)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Ménard (exonération de l'impôt sur le revenu en faveur des médecins pour les honoraires perçus lors des visites de nuit, de dimanche ou pour celles effectuées par un remplaçant) (p. 824)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son sous-amendement n° 1464 à l'amendement n° 846 du Gouvernement (p. 845)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 847)

Intervient sur l'amendement n° 742 de M. François Goulard (règles de construction de routes en bord de mer) (p. 848)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son sous-amendement n° 1465 corrigé à l'amendement n° 1409 du Gouvernement (p. 848)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe-Armand Martin (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 1171 de M. François Brottes (intervention des SAFER dans les opérations d'aménagement concerté d'espaces) (p. 870)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Auclair (composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture) (p. 885)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Ses amendements n°s 722 et 721 (p. 893)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 940 et s.)

Après l'article 38

Son amendement n° 724 précédemment réservé (médecins : installation en zone rurale ; fiscalité) : retiré (p. 1090)

Intervient sur l'amendement n° 587 précédemment réservé de M. André Chassaigne (médecins : installation en zone rurale ; sécurité sociale) (p. 1091)

Intervient sur le sous-amendement n° 1480 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération ; remplaçants) à son amendement n° 723 rectifié précédemment réservé (p. 1093)

Intervient sur le sous-amendement n° 1481 précédemment réservé de M. Christian Ménard (exonération ; remplaçants) à son amendement n° 723 rectifié précédemment réservé (p. 1093)

Son amendement n° 723 rectifié précédemment réservé (médecins : zones rurales ; fiscalité) (p. 1093) : rejeté (p. 1094)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1117 et s.)

Son amendement n° 727 (p. 1118)

Son amendement n° 726 (p. 1120)

Avant l'article 54

Son intervention (p. 1123)

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (Office national de la chasse et de la faune sauvage : constitution de partie civile) (p. 1124)

Intervient sur le sous-amendement n° 1353 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 10 du Gouvernement (p. 1124)

Intervient sur l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (contribution des chasseurs à la gestion équilibrée des écosystèmes par leurs prélèvements raisonnés) (p. 1125)

Intervient sur l'amendement n° 272 de la commission (repérage non armé du passage du gibier) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Patrice Martin-Lalande (repérage non armé du passage du gibier) (p. 1144)

Intervient sur le sous-amendement n° 273 de la commission (police de l'environnement assurée par les agents de l'Office) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Charles de Courson (gestion nationale de la faune sauvage) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147)

Son amendement n° 1412 (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147) : retiré (p. 1148)

Intervient sur l'amendement n° 1215 de M. Charles de Courson (clarification des comptes et du budget de l'office) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Charles de Courson (qualité d'association agréée de protection de l'environnement reconnue aux fédérations départementales et interdépartementales des chasseurs) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (missions des fédérations régionales des chasseurs) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. Stéphane Demilly (suppression de l'obligation faite aux opposants à la chasse de procéder à la régulation des espèces sur leur fonds) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Patrice Martin-Lalande (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Intervient sur l'amendement n° 1213 de M. Charles de Courson (bois : loyer ; déclaration) (p. 1153)

Intervient sur l'amendement n° 1208 corrigé de M. Charles de Courson (déduction des frais de chasse) (p. 1154)

Intervient sur l'amendement n° 1211 de M. Stéphane Demilly (fédérations départementales : guichet unique ; taxe sur les permis de chasse) (p. 1155)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Patrice Martin-Lalande (chiens courants) (p. 1156)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son intervention (p. 1157 et s.)

Son amendement n° 728 (p. 1158)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (financement par l'Etat de certaines missions de l'Office) (p. 1158)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (abrogations) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Étienne Mourrut (stages de formation) (p. 1159)

Intervient sur l'amendement n° 1329 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Augustin Bonrepaux (territoires réservés au pastoralisme avec exclusion des prédateurs) (p. 1160)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 1160 et s.)

Son amendement n° 1316 (p. 1160)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 1161 et s.)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1206 de M. Stéphane Demilly (mission de suivi de la faune et des habitats par les fédérations départementales) (p. 1168)

Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Stéphane Demilly (plan de gestion) (p. 1168)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 323 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (inscription d'un arbre sur la liste des monuments naturels et des sites) (p. 1186)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 1261 précédemment réservé de M. Daniel Spagnou (chiens de garde ou de protection de troupeaux) (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 1496 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture) (p. 1191)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (programmes de l'enseignement agricole) (p. 1197)

Après l'article 67

Son amendement n° 729 (centres régionaux de la propriété forestière : consultation ; filière forêt-bois) : rejeté (p. 1200)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 1202)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Dominique Juillot (conditions d'autorisation des transports de bois ronds) (p. 1215)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Louis Guédon (conseil national du littoral) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 613 du Gouvernement (aménagement du territoire : groupement d'intérêt public ; création) (p. 1222)

Intervient sur l'amendement n° 371 de la commission (création d'un Observatoire national de la ruralité) (p. 1222)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Victorin Lurel (sauvegarde du foncier agricole de l'outre-mer) (p. 1223)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 1224)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 777 (p. 1227)

Ses amendements n°s 1314 et 299 (p. 1228)

Son amendement n° 776 (p. 1229)

Son amendement n° 857 (p. 1230)

Son amendement n° 1315 (p. 1231)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Patrice Martin-Lalande (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 304 de la commission (plan de gestion) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Patrice Martin-Lalande (plan de gestion) (p. 1232)

Intervient sur l'amendement n° 1259 de M. Patrice Martin-Lalande (rapport au Parlement relatif à la non-prolifération de certaines espèces protégées et à la réparation des dommages causés) (p. 1233)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 1234 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Lang (Alsace-Moselle ; fonds départemental d'indemnisation des dégâts des sangliers) (p. 1236)

Intervient sur le sous-amendement n° 1421 de M. François Brottes (ONF) à l'amendement n° 1 de M. Pierre Lang (p. 1236)

Article 61 (gardes particuliers)

Son intervention (p. 1237)

Son amendement n°s 775 et 1313 (p. 1237)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5756)

Thèmes :

Professions de santé : médecins (p. 5757)

Santé : politique de la santé (p. 5756)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6174)

Jacques LE NAY

Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XIV : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Élevage. Politique agricole commune (PAC). Lait, perspectives [25 février 2004] (p. 1895)

Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur [23 juin 2004] (p. 5320)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9308)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9309)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9309)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9309)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9309)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9309 et s.)

Télécommunications : antennes-relais (p. 9309)

Union européenne : fonds structurels (p. 9309 et s.)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 4893)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4893)

Union européenne : élargissement (p. 4893)

Guy LENGAGNE

Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (n° 1349) [3 mars 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part (n° 1420) [3 mars 2004]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1240 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de

sanctions, notamment pénales, en cas d'infractions de pollution (COM (2003) 92 final/document E 2244) et sur la proposition de décision-cadre du Conseil visant le renforcement du cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires (COM (2003) 227 final/document E 2291) [19 novembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la fixation des quotas de pêche par l'Union européenne pour l'année 2004 [8 janvier 2004] (n° 1337)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 343), autorisant l'approbation de l'annexe V à la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est sur la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime (ensemble un appendice 3 sur les critères de détermination des activités humaines aux fins de ladite annexe)

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 550), autorisant l'approbation de l'accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente [14 janvier 2004] (n° 1344)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1240) de M. Guy Lengagne et M. Didier Quentin sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions, notamment pénales, en cas d'infractions de pollution (COM (2003) 92 final/document E 2244) et sur la proposition de décision-cadre du Conseil visant le renforcement du cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires (COM (2003) 227 final/document E 2291) [25 février 2004] (n° 1458)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1420), autorisant l'approbation de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part [5 mai 2004] (n° 1582)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1349) autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [2 juin 2004] (n° 1631)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11221)

Thèmes :

Mer et littoral : pollution : moyens (p. 11221)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 11222)

Union européenne : décision-cadre : transports maritimes (p. 11222)

Union européenne : directives : ports maritimes (p. 11222)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 82)

Thèmes :

Politiques communautaires : équivalence des diplômes : avocats (p. 82)

Politiques communautaires : équivalence des diplômes : médecins (p. 82)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 82)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : rémunération (p. 82)

Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires (p. 83)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Après l'article 43 septies

Son amendement n° 58 (à la suite du dépôt du rapport de l'expert, nomination par le juge, à la demande d'une des parties, d'un deuxième expert) : rejeté (p. 91)

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 127)

Son intervention (p. 129)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 129)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 129)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 129)

Travail : conditions de travail : marins (p. 129)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 131)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (ratification de la convention n° 164 de l'OIT relative à la protection de la santé et aux soins médicaux des gens de mer) (p. 131) : adopté (p. 132)

Après l'article 5

Son amendement n° 2 (ratification de la convention n° 185 de l'OIT concernant les pièces d'identité des gens de mer) : adopté (p. 132)

Titre

Son amendement n° 3 (modification du titre du projet de loi afin de faire référence aux deux conventions supplémentaires adoptées par voie d'amendements) : adopté (p. 132)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [11 mai 2004] (p. 3511)

Projet de loi n° 1420 autorisant l'approbation de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3519)

Ses interventions (p. 3520, 3523)

Jean-Claude LENOIR

Orne (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (n° 1613) [2 juin 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 21 juillet 2004] (p. 13096)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1613) relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [8 juin 2004] (n° 1659)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [20 juillet 2004] (n° 1735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, développement [4 novembre 2003] (p. 9945)

Industrie. Entreprises. Hausse des matières premières, conséquences [27 avril 2004] (p. 3116)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [19 mai 2004] (p. 3851)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la rapporteure de la commission des affaires économiques, Mme Geneviève Perrin-Gaillard, ait présenté un avis dépourvu d'objectivité et de sincérité alors qu'elle aurait dû rapporter l'opinion de la commission [13 novembre 2003] (p. 10459)

DÉBATS

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10454)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 novembre 2003] (p. 10459)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2235)

Thèmes :

Emploi (p. 2235 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 2235 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2237)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2238)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2238)

Politique économique : mondialisation (p. 2236)

Politiques communautaires : pays associés : aide au développement (p. 2238)

Ses explications de vote (p. 2258)

Vote contre le passage à la discussion du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2258)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3039)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3040)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3039 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3040)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3041)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3039 et s.)

Industrie (p. 3041)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3041)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Alain Bocquet (p. 3811)

Son intervention (p. 3824)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3825)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3825)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3811)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3825)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. François Brottes (rôle déterminant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3984)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; compétences arbitrales ; suppression) (p. 4229)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (nouvelle dénomination du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz ; compétences consultatives) (p. 4229)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4927)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4927 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4929)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4927 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4927 et s.)

Secteur public : services publics : péréquation (p. 4928)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5056 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5283 et s.)

Ses observations (p. 5304)

Son amendement n° 1945 : adopté (p. 5305)

Son amendement n° 1535 (p. 5345) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5353)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1656 de M. Daniel Paul (accès au réseau et continuité de la distribution de gaz naturel) (p. 5357)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5362 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 5368 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5378 et s.)

Article 4 (organisation de la séparation fonctionnelle de la gestion du réseau)

Son intervention (p. 5497 et s.)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Après l'article 5

Son intervention (p. 5507)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5509 et s.)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5514)

Son amendement n° 1536 (p. 5513) : adopté (p. 5514)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5516 et s.)

Avant l'article 9

Son intervention (p. 5517)

Article 9 (objet social des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5527 et s.)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5530 et s.)

Son amendement n° 1537 : adopté (p. 5533)

Avant l'article 11

Son intervention (p. 5535)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son intervention (p. 5537 et s.)

Article 12 (signature conjointe des contrats de concession)

Son intervention (p. 5539)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Son sous-amendement n° 1947 à l'amendement n° 1215 de M. Martial Saddier : adopté (p. 5545)

Avant l'article 14

Son intervention (p. 5545 et s.)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5550 et s.)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5557 et s.)

Son amendement n° 1927 : adopté (p. 5559)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5562 et s.)

Son amendement n° 1538 : adopté (p. 5565)

Son amendement n° 1539 : adopté (p. 5565)

Après l'article 16

Son intervention (p. 5570)

Article 17 (conventions d'adossment financier de la Caisse nationale des IEG aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5580 et s.)

Après l'article 17

Son intervention (p. 5582)

Article 18 (adossment financier des régimes spéciaux d'assurance vieillesse aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5583)

Son amendement n° 1928 : adopté (p. 5583)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5585)

Article 20 (garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 5586)

Article 21 (coordination)

Son intervention (p. 5587)

Avant l'article 22

Son intervention (p. 5588 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5599 et s.)

Après l'article 22

Son intervention (p. 5603)

Article 23 (continuité des personnes morales EDF et GDF)

Son intervention (p. 5604)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son intervention (p. 5605 et s.)

Article 25 (plans d'épargne d'entreprise)

Son intervention (p. 5607)

Son amendement n° 1540 : adopté (p. 5607)

Article 26 (adaptation des institutions représentatives du personnel)

Son intervention (p. 5608)

Son amendement n° 1541 : adopté (p. 5608)

Article 27 (adaptation aux règles de territorialité applicables aux distributeurs non nationalisés et aux distributeurs publics gaziers agréés)

Son intervention (p. 5609)

Après l'article 27

Son intervention (p. 5609)

Avant l'article 28 (droit des collectivités locales de ne pas faire jouer leur éligibilité)

Son intervention (p. 5610 et s.)

Article 28 (validation législative des transactions réalisées par Electricité de France et Gaz de France)

Son intervention (p. 5611)

Article 29 (mise à jour de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5612 et s.)

Article 30 (mise à jour de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 5613)

Après l'article 30

Son intervention (p. 5619)

Article 31 (mise à jour de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)

Son intervention (p. 5619 et s.)

Son sous-amendement n° 1543 rectifié à l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Nicolas : adopté (p. 5620)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)

Son intervention (p. 5621 et s.)

Article 33 (répartition des ouvrages classés dans le réseau d'alimentation générale d'EDF et des financements destinés à leur renouvellement)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 34 (classement des ouvrages relevant d'une concession de distribution d'électricité aux services publics)

Son intervention (p. 5625)

Après l'article 34

Son intervention (p. 5625 et s.)

Son amendement n° 1542 (indemnisation des propriétaires sylviculteurs dont les propriétés se trouvent sous les lignes de transport et de distribution) (p. 5625) : retiré (p. 5626)

Article 35 (règles comptables transitoires et autorisation dérogatoire d'émettre des obligations)

Son intervention (p. 5626)

Article 36 (date de changement de forme juridique d'EDF et de GDF, statuts initiaux des sociétés et poursuite du mandat des administrateurs élus)

Son intervention (p. 5627)

Article 37 (dispositions transitoires relatives aux réseaux de transport)

Son intervention (p. 5627 et s.)

Son amendement n° 1952 : adopté (p. 5627)

Après l'article 37 (mesure transitoire relative aux demandes d'arbitrage en cours d'instance devant le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5628)

Article 38 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 5629)

Article 39 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 5629)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Son intervention (p. 7093)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 7093)

Énergie et carburants : Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (p. 7094)

Énergie et carburants : électricité : transport (p. 7094)

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7093 et s.)

Énergie et carburants : énergie hydraulique (p. 7094)

Énergie et carburants : gaz : stockage (p. 7094)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7093 et s.)

Entreprises : charges : énergie et carburants (p. 7094)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 7093 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7093 et s.)

Noëlle LENOIR

Ministre déléguée aux affaires européennes

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Bernard Schreiner. Union européenne. Perspectives. Citoyenneté européenne [29 octobre 2003] (p. 9631)

M. Christian Philip. Union européenne. Elargissement. Cohésion européenne, maintien [5 novembre 2003] (p. 10030)

Mme Élisabeth Guigou. Union européenne. Perspectives. Convention européenne [3 décembre 2003] (p. 11595)

M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [3 décembre 2003] (p. 11596)

M. Maxime Gremetz. Union européenne. Constitution européenne. Ratification, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12498)

M. Axel Poniatowski. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 41)

M. Gilbert Gantier. Union européenne. Elargissement. Bulgarie, Roumanie, perspectives [7 janvier 2004] (p. 102)

M. Michel Herbillon. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Mobilité, pays de l'Union européenne [20 janvier 2004] (p. 572)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Balligand. Union européenne. Elargissement. Conséquences, fonds structurels [3 février 2004] (p. 1267)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8926 et s. et 8942 et s.)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Sa réponse (p. 11182)

Thèmes :

Emploi (p. 11184)

Enseignement supérieur (p. 11184)

Entreprises : délocalisations (p. 11183)

Etrangers : immigration clandestine (p. 11184)

Formation professionnelle (p. 11184)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 11185)

Justice (p. 11183, 11185)

Politiques communautaires : budget (p. 11183)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 11183)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11183)

Union européenne : accords de Schengen (p. 11183)

Union européenne : élargissement (p. 11182)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11184)

Projet de loi n° 1246 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 décembre 2003] (p. 12611)

Son intervention (p. 12611)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 12611)

Police : police de l'air et des frontières : Pas-de-Calais (p. 12611)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2571)
Sa réponse (p. 2582)

Thèmes :

Administration : délais (p. 2572)
Administration : réformes administratives : directives (p. 2583)
Assemblée nationale : ordre du jour (p. 2572)
Assemblée nationale : procédure d'examen simplifiée (p. 2573, 2584)
Assemblée nationale : projets de loi : directives (p. 2573)
Assemblée nationale : questions au Gouvernement : Union européenne (p. 2573)
Constitution : article 88-4 (p. 2583)
Constitution : révision : constitution européenne (p. 2584)
Etat : responsabilité (p. 2571)
Mer et littoral : pollution : sécurité de la navigation (p. 2572, 2583)
Ordonnances : loi d'habilitation : constitutionnalité (p. 2582)
Parlement : construction européenne (p. 2583)
Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement : directives (p. 2573, 2583)
Politiques communautaires : droit communautaire : application (p. 2573)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2583)
Politiques communautaires : marché unique (p. 2571)
Télécommunications (p. 2572)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2583)
Union européenne : compétitivité (p. 2571)
Union européenne : constitution européenne : Parlement (p. 2583)
Union européenne : Cour de justice : infractions (p. 2571, 2574)
Union européenne : décision-cadre (p. 2572)
Union européenne : élargissement (p. 2572)

Gérard LÉONARD

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre de la Commission nationale de déontologie de la sécurité [30 janvier 2004] (p. 2201)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome II : Intérieur et libertés locales (Sécurité intérieure) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1307 visant à retirer au grand cormoran le statut d'espèce protégée sur le territoire français [17 décembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le traitement de la récidive des infractions pénales [7 juillet 2004] (n° 1718)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [19 novembre 2003] (p. 10814)

Système pénitentiaire. Détenus. Accès aux soins, unités hospitalières sécurisées [25 février 2004] (p. 1892)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 494, posée le 1^{er} décembre 2003. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 9072). Appelée le 2 décembre 2003. Conséquences, enseignement maternel et primaire (p. 11493)

n° 646, posée le 24 février 2004. Agriculture. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1286)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 10161)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10162)

Gendarmerie : effectifs (p. 10161)

Gendarmerie : crédits : ministère de la défense (p. 10162)

Lois : loi de programmation : crédits budgétaires (p. 10162)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : budget (p. 10161)

Police : effectifs (p. 10161)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 16 bis D

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Christophe Guilloteau (séances de nature sexuelle sur les animaux) (p. 11392)

Après l'article 16 quater

Son amendement n° 356 (procédure de l'amende forfaitaire - contrôle automatique d'infractions au code de la route) (p. 11401) : adopté (p. 11402)

Article 24 A supprimé par le Sénat (prescription des infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11412 et s.)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 11415)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 279 de Mme Juliana Rimane (délai de déclaration des naissances en Guyane) (p. 11465)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1517)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1522)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : prescription (p. 1525)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 1525)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 1525)
 Justice : réforme : procédure pénale (p. 1524)
 Lois : projet de loi : inconstitutionnalité (p. 1518)
 Politique générale : Gouvernement précédent : lutte contre l'insécurité (p. 1522)

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Ses explications de vote (p. 1654)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1655)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1385)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : signes religieux (p. 1387)
 Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1387)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : égalité (p. 1386)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1386)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)
 Son intervention (p. 1498 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Marc Ayrault (évaluation de la loi un an après son entrée en vigueur) (p. 1503)

Jean-Louis LÉONARD

Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [1^{er} juin 2004] (p. 4275)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 674, posée le 6 avril 2004. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Lait, aides de l'Etat, Charente-Maritime (p. 2632)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10515)

Procédure des questions :

Energie et carburants : carburants (p. 10537)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 48

Son amendement n° 494 (rédactionnel) : adopté (p. 1100)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son amendement n° 495 : rejeté

Son intervention (p. 1102 et s.)

Ses amendements n° 497 et 498 (p. 1104)

Son amendement n° 496 (p. 1106)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 1107 et s.)

Ses amendements n° 500 et 499 (p. 1107)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 896 de M. François Brottes (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1109)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son amendement n° 501 (p. 1109)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1112)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son amendement n° 504 (p. 1115)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1118)

Jean LEONETTI

Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1165) modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [12 novembre 2003] (n° 1209)

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [30 juin 2004] (n° 1708)

Proposition de loi n° 1766 relative aux droits des malades et à la fin de vie [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Intégration. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9547)
Santé. Politique de la santé. Patients en fin de vie [30 juin 2004] (p. 5739)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 470, posée le 13 octobre 2003. Déchets, pollutions et nuisances. Santé (J.O. Questions p. 7720). Appelée le 14 octobre 2003. Usines d'incinération, perspectives (p. 8482)

DÉBATS**Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)**

Son intervention (p. 10779)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 10782)

Thèmes :

Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 10779)
Etrangers : demandeurs d'asile : auditions (p. 10783)
Etrangers : demandeurs d'asile : convention de Genève (p. 10780)
Etrangers : droit d'asile : réforme (p. 10780)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 10780)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : protection subsidiaire (p. 10779)
Etrangers : réfugiés : Gouvernement précédent (p. 10782)
Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 10783)

Discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10794)

Article 1er (compétences de l'OFPRA)
Son intervention (p. 10795 et s.)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)
Son intervention (p. 10797)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)
Son intervention (p. 10798 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Serge Blisko (décision refusant l'admission d'un demandeur d'asile sur le territoire : motivation, recours, etc) (p. 10800)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Serge Blisko (examen obligatoire par des officiers de l'OFPRA des demandes d'asile déposées à la frontière) (p. 10800)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)
Son intervention (p. 10801)

Article 7 (attribution d'un titre de séjour au demandeur d'asile)
Son intervention (p. 10801 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11535)

Thèmes :

Politique sociale : surendettement (p. 11535)
Rapatriés : harkis (p. 11535)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12006)
Son intervention (p. 12018)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 12060)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12007, 12018, 12060)
Recherche : recherche médicale (p. 12007, 12018, 12060)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 12018)
Sang et organes humains : produits humains (p. 12019)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 1er A (création de l'Agence de la biomédecine)

Son intervention (p. 12076)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12089)

Avant l'article 5

Son amendement n° 18 deuxième rectification (information des modalités de consentement au don d'organes) : adopté (p. 12100)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [8 juillet 2004] (p. 6221)**

Son intervention (p. 6225)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 6225)
Bioéthique : génétique (p. 6226)
Sang et organes humains : produits humains (p. 6226)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1318)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : racisme (p. 1318)
Enseignement : établissements scolaires : laïcité (p. 1318)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1319)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1319)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1545)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1545)
Etrangers : immigration (p. 1545)
Etrangers : intégration (p. 1545)
Etrangers : naturalisation (p. 1546)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1545)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4843)

Thèmes :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4843)
Rapatriés : harkis (p. 4843)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4851)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387)

Serge LEPELTIER

Ministre de l'écologie et du développement durable

Est nommé Ministre de l'écologie et du développement durable. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1824 ratifiant l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Déchets, pollutions et nuisances. Environnement. Conséquences, santé [11 mai 2004] (p. 3495)

M. Philippe Rouault. Environnement. Politique de l'environnement. Semaine du développement durable, perspectives [16 juin 2004] (p. 4995)

M. Thierry Mariani. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Collecte et traitement, perspectives [29 juin 2004] (p. 5672)

M. Christophe Caresche. Impôts et taxes. Politique fiscale. Véhicules non polluants, développement [29 juin 2004] (p. 5673)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS
DÉBAT DE**

M. Patrick Roy. Déchets, pollutions et nuisances. Déchetteries. Centre d'enfouissement, création, Denain, conséquences [6 avril 2004] (p. 2635)

M. Michel Vaxès. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Exonération, conditions d'attribution [6 avril 2004] (p. 2637)

M. Jacques Myard. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations [6 avril 2004] (p. 2634)

M. Jean-Marc Roubaud. Sécurité publique. Inondations. Indemnisation, aides de l'Etat, Gard [6 avril 2004] (p. 2636)

M. Jean-Claude Leroy. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Centre d'enfouissement, perspectives, Hucqueliers [27 avril 2004] (p. 3089)

M. Gérard Voisin. Déchets, pollutions et nuisances. Pneumatiques. Elimination, réglementation [27 avril 2004] (p. 3090)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Dépollution, laboratoires Curie, Arcueil [4 mai 2004] (p. 3281)

Mme Muriel Marland-Militello. Environnement. Protection. Débroussaillage, réglementation, application [4 mai 2004] (p. 3208)

M. Frédéric Reiss. Santé. Légionellose. Lutte et prévention [4 mai 2004] (p. 3281)

DÉBATS**Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)**

Son intervention (p. 2655)

Sa réponse (p. 2663)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2663)

Déchets, pollutions et nuisances : eau : coût (p. 2656)

Eau : assainissement (p. 2656, 2663)

Eau : comités de bassin (p. 2656)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 2663)

Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (p. 2657)

Régions : Corse : comités de bassin (p. 2656)

Secteur public : services publics (p. 2663)

Union européenne : directives : eau (p. 2655 et s., 2663)

Union européenne : subsidiarité (p. 2663)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés**[13 avril 2004] (p. 2835)**

Sa réponse (p. 2857)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2858)

Automobiles et cycles : pièces et équipements : pneumatiques (p. 2859)

Coopération intercommunale (p. 2859)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2857 et s.)

Départements : conseils généraux : élimination des déchets (p. 2860)

Eau : assainissement (p. 2858)

Environnement : protection : air (p. 2858)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2859 et s.)

Santé : santé publique (p. 2858 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)**

Intervent sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 4054)

Sa réponse (p. 4124)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4124)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4055, 4124)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : taxe générale sur les activités polluantes (p. 4055)

Constitution : article 34 : environnement (p. 4125)

Déchets, pollutions et nuisances : installations classées (p. 4055)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4124)

Eau : projets de loi (p. 4055)

Environnement : changements climatiques : recherche (p. 4125)

Environnement : développement durable (p. 4055)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4056)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : crédits budgétaires (p. 4054)

Recherche : innovation : développement durable (p. 4125)

Transports : contrats de plan Etat-régions (p. 4055)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)**Article 2 (charte de l'environnement)**

Son intervention (p. 4134 et s.)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 596, posée le 27 janvier 2004. Agriculture. Jeunes agriculteurs (J.O. Questions p. 556). Suppléé par M. Jacques Le Guen. Appelée le 27 janvier 2004. Installation, aides de l'Etat (p. 923)
 n° 846, posée le 22 juin 2004. Retraites : régime agricole. Réforme (J.O. Questions p. 4542). Suppléé par M. Thierry Mariani. Appelée le 22 juin 2004. Décrets d'application, publication, délais (p. 5222)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Son amendement n° 638 (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 727) : adopté (p. 729)

Annick LEPETIT

*Paris (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Logement. Politique du logement. perspectives [14 octobre 2003] (p. 8506)
 Logement. Logement social. Perspectives [4 mai 2004] (p. 3290)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : construction (p. 10350)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10366)
 Postes : livret A (p. 10350)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10602)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10602)
 Logement : politique du logement (p. 10602)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11950)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11950)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 11951)
 Secteur public : service minimum (p. 11951)
 Transports : transports de voyageurs (p. 11950)
 Transports urbains : RATP : métro (p. 11951)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1466)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1466)
 Cultes : inégalités (p. 1467)
 Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1466)
 Cultes : islam : lieux de culte (p. 1467)
 Enseignement : obligation scolaire : commission Stasi sur la laïcité (p. 1467)
 Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1467)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 1467)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1927)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : péages (p. 1927)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : inégalités (p. 1927)
 Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1927)
 Transports : crédits : routes (p. 1927)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2130 et s.)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son intervention (p. 2144)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2199 et s.)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2211 et s.)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2220)

Pierre LEQUILLER
Yvelines (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 février 2004] (p. 2816)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 février 2004] (p. 2995)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 février 2004] (p. 2995)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 28 juin au 24 septembre 2003 (n^{os} E 2325, E 2326, E 2328, E 2331, E 2333, E 2336 à E 2338, E 2340, E 2342, E 2344 à E 2346, E 2349, E 2354, E 2356, E 2361, E 2366, E 2371, E 2372, E 2374 à E 2376, E 2378 et E 2380) et sur les textes n^{os} E 1946, E 1985, E 2069, E 2125, E 2184, E 2202, E 2224-V, E 224-6, E 2231, E 2241, E 2282, E 2287, E 2297 et E 2320 [30 septembre 2003] (n^o 1096)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 25 septembre au 15 octobre 2003 (n^{os} E 2381 à E 2383, E 2386 à E 2390, E 2392, E 2393, E 2396 et E 2400 et sur les textes n^{os} E 144, E 1775, E 2024, E 2110, E 2207, E 2262, E 2263, E 2318, E 2319, E 2322, E 2324, E 2335, E 2355, E 2359, E 2373 et E 2379) [23 octobre 2003] (n^o 1162)

Proposition de résolution n^o 1166 sur la situation au Moyen-Orient (documents E 2381 et E 2396) [24 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 16 octobre au 17 novembre 2003 (n^{os} E 2402, E 2404, E 2407 à E 2413, E 2416, E 2417, E 2423, E 2427, E 2428, E 2434 et E 2439) et sur les textes n^{os} E 1774, E 2221, E 2224-7, E 22236, E 2244, E 2291, E 2391, E 2394 et E 2395 [19 novembre 2003] (n^o 1239)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 18 novembre au 18 décembre 2003 (n^{os} E 2440 à E 2443, E 2445, E 2446, E 2450, E 2452, E 2453, E 2456, E 2460, E 2467 à E 2469) et sur les textes n^{os} E 2002, E 224-8, E 2261, E 2330, E 2343, E 2360, E 2363, E 2414, E 2415, E 2421, E 2422, E 2424, E 2426, E 2429, E 2435 à E 2438 [18 décembre 2003] (n^o 1320)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 19 décembre 2003 au 4 février 2004 (n^{os} E 2470, E 2471, E 2473 à E 2476, E 2480 à E 2482, E 2491 à E 2494, E 2498, E 2500, E 2501, E 2503, E 2505 et E 2506) et sur les textes n^{os} E 2233, E 2362, E 2364, E 2369, E 2405, E 2425, E 2448, E 2454 et E 2458 [11 février 2004] (n^o 1431)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus de missions sur le projet de Constitution européenne [3 mars 2004] (n^o 1476)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 au 26 février 2004 (n^{os} E 2507, E 2508, E 2510, E 2511-1, E 2511-2 et E 2521) et sur les textes n^{os} E 2112, E 2132, E 2294, E 2302, E 2306, E 2384, E 2397, E 2418, E 2483, E 2485 à E 2488, E 2496, E 2502 et E 2504 [3 mars 2004] (n^o 1481)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 27 février au 9 avril 2004 (n^{os} E 2523, E 2527, E 2528, E 2530, E 2531, E 2534, E 2538 à E 2543, E 2545 à E 2547, E 2549 à E 2552, E 2555, E 2557 à E 2564) et sur les textes n^{os} E 2247, E 2332, E 2339, E 2350, E 2358, E 2367, E 2368, E 2399, E 2419, E 2449, E 2463, E 2477, E 2511-3 à E 2511-6, E 2512, E 2514, E 2515, E 2519 et E 2574 [28 avril 2004] (n^o 1555)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 10 avril au 3 juin 2004 (n^{os} E 2566, E 2567, E 2571, E 2573, E 2578 à E 2581, E 2585, E 2588, E 2591 à E 2594, E 2598, E 2599 et E 2601) et sur les textes n^{os} E 1856, E 1913, E 1976, E 2348, E 2352, E 2358, E 2370, E 2420, E 2464, E 2479, E 2497, E 2499, E 2511-7, E 2513, E 2524, E 2525, E 2532, E 2544 et E 2548 [9 juin 2004] (n^o 1666)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la Constitution européenne [1^{er} juillet 2004] (n^o 1710)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 4 juin au 8 juillet 2004 (n^{os} E 2602 à E 2604, E 2607 à E 2615, E 2619 à E 2633, E 2636, E 2637 et E 2640) et sur les textes n^{os} E 2444, E 2511-8, E 2516, E 2575, E 2577, E 2595 à E 2597 [13 juillet 2004] (n^o 1731)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Constitution européenne. ratification [8 octobre 2003] (p. 8257)

Union européenne. Elargissement. Cohésion européenne, maintien [3 décembre 2003] (p. 11597)

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Entente cordiale, centenaire [6 avril 2004] (p. 2648)

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4909)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son intervention (p. 8934)

Projet de loi n^o 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11126)

Thèmes :

Emploi (p. 11125)

Entreprises : délocalisations (p. 11125)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11126)
 Politiques communautaires : budget (p. 11125)
 Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11126)
 Union européenne : accords de Schengen (p. 11126)
 Union européenne : élargissement (p. 11125 et s.)
 Union européenne : fonds structurels (p. 11126)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 11126)
 Union européenne : subsidiarité (p. 11154)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 50)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 50)
 Union européenne : élargissement (p. 50)
 Union européenne : langues officielles (p. 50)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)

Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)

Son intervention (p. 111)

Thèmes :

Transports ferroviaires : interopérabilité (p. 112)
 Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 112)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 112)
 Travail : conditions de travail : transports ferroviaires (p. 112)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 112)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son amendement n° 90 (p. 2375) ; repris par M. Jean-Pierre Brard repris par M. Augustin Bonrepaux : retiré (p. 2378)

Son amendement n° 91 (p. 2393)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2575)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 2576)
 Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne : ordonnances (p. 2575)
 Assemblée nationale : procédure d'examen simplifiée (p. 2576)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2576)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2576)
 Télécommunications (p. 2575)
 Union européenne : parlementaires (p. 2576)
 Union européenne : directives : administration (p. 2575 et s.)
 Union européenne : directives : délais (p. 2575)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Son intervention (p. 2992)

Thèmes :

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 2993)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2992 et s.)
 Union européenne : zone euro (p. 2992)

Jean-Pierre LE RIDANT

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Etudiants. Equipements informatiques, aides de l'Etat [23 juin 2004] (p. 5317)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 793, posée le 1^{er} juin 2004. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3879). Appelée le 1^{er} juin 2004. Réforme, conséquences, aide alimentaire (p. 3879)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10384)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10384)
 Handicapés : crédits (p. 10384)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10384)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10384)
 Handicapés : soins et maintien à domicile (p. 10384)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son intervention (p. 3461)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5795)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5795)
Santé : données médicales (p. 5795)
Santé : politique de la santé (p. 5795)

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Membre de la Commission nationale de déontologie de la sécurité [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [27 janvier 2004] (p. 931)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Aggressions racistes et antisémites, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4568)

Elections et référendums. Elections municipales. Calendrier, perspectives [29 juin 2004] (p. 5671)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 655, posée le 6 avril 2004. Handicapés. Enfants (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 6 avril 2004. Etablissements, financement, Seine Saint Denis (p. 2627)

n° 804, posée le 8 juin 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4137). Appelée le 8 juin 2004. Effectifs de police, Seine-Saint-Denis (p. 4541)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1444)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1446)
Cultes : islam : lieux de culte (p. 1445)
Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1445)
Enseignement : éducation civique : laïcité (p. 1445)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1445)
Politique sociale : inégalités (p. 1445)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1492)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Augustin Bonrepaux (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosièr (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Ségolène Royal (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3723)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3727)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Balligand (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Carcenac (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christophe Caresche (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Derosier (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. René Dosièr (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Dumont (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Idiart (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Drian (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Victorin Lurel (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Jack Queyranne (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 53 de Mme Ségolène Royal (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pascal Terrasse (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Balligand (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Augustin Bonrepaux (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Pierre Bourguignon (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Thierry Carcenac (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Christophe Caresche (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bernard Derosier (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. René Dosièrè (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Louis Dumont (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Louis Idiart (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Yves Le Drian (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Victorin Lurel (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Didier Migaud (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Jack Queyranne (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 83 de Mme Ségolène Royal (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Pascal Terrasse (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) (p. 3731)

Jean-Claude LEROY

*Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 579, posée le 27 janvier 2004. Voirie. RN 41 (J.O. Questions p. 553). Appelée le 27 janvier 2004. Contournement de Saint-Pol-sur-Ternoise (p. 918)

n° 684, posée le 27 avril 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 3080). Appelée le 27 avril 2004. Centre d'enfouissement, perspectives, Hucqueliers (p. 3089)

n° 857, posée le 29 juin 2004. Justice. Juridictions sociales (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Tribunaux du contentieux de l'incapacité, fonctionnement, Lille (p. 5644)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Pas-de-Calais (p. 9197)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées (n° 966) [17 décembre 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1180 relative à la possibilité pour les porte-drapeaux et bénévoles des associations d'anciens combattants, de déduire de l'impôt sur le revenu les frais de déplacement engagés dans le cadre des manifestations patriotiques ou visant à entretenir et diffuser le devoir de mémoire [4 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 966) de M. Jean-Christophe Lagarde et plusieurs de ses collègues tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées [17 décembre 2003] (n° 1314)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au président si des travaux sont prévus dans l'hémicycle pour supprimer, à l'avenir, le plot "abstention", afin de ne conserver que les plots "pour" et "contre". [22 octobre 2003] (p. 9218)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8697)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9284)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9285)
- Audiovisuel et communication : télévision (p. 9285)
- Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9285)
- Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9285)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9284)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 451)

Thèmes :

- Assemblée nationale : propositions de loi (p. 451)
 - Assemblée nationale : recevabilité financière (p. 452, 466)
 - Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 451)
 - Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 452)
 - Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 451 et s.)
 - Lois : projet de loi : handicapés (p. 451)
 - Président de la République (p. 451)
- Son intervention à l'issue du vote (p. 466)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1326)

Thèmes :

- Cultes : islam : communautarisme (p. 1327)
- Enseignement : établissements scolaires : neutralité (p. 1326)
- Enseignement : personnel : chefs d'établissement : voile islamique (p. 1327)
- Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1326)
- Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1327)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2591)

Thèmes :

- Arts et spectacles : intermittents (p. 2592)
 - Assurance maladie maternité : généralités (p. 2593)
 - Chômage : indemnisation : allocation de solidarité : UNEDIC (p. 2593)
 - Elections et référendums : élections régionales (p. 2591, 2594)
 - Emploi (p. 2593)
 - Enseignement (p. 2594)
 - Etat : Gouvernement précédent (p. 2592)
 - Finances publiques : déficits publics et sociaux : dette publique (p. 2593)
 - Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2592 et s.)
 - Partis et mouvements politiques : majorité : pluralisme (p. 2592)
 - Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 2591)
 - Partis et mouvements politiques : UDF (p. 2591 et s.)
 - Politique générale : réforme : justice sociale (p. 2594)
 - Président de la République (p. 2593)
 - Recherche (p. 2592, 2594)
 - Union européenne (p. 2594)
- Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2594)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7228)

Thèmes :

- Assemblée nationale : motions de procédure (p. 7229)
- Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 7228)

Claude LETEURTRE

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Vice-président de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 22 octobre 2003] (p. 17991)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Cesse d'appartenir au conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 30 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [16 décembre 2003] (p. 12428)

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, conséquences [16 juin 2004] (p. 4988)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 679, posée le 27 avril 2004. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 3079). Appelée le 27 avril 2004. Euromoteurs, emploi et activité, Carpiquet (p. 3093)

n° 755, posée le 25 mai 2004. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 3733). Appelée le 25 mai 2004. Réforme, perspectives (p. 4024)

n° 859, posée le 29 juin 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 4806). Appelée le 29 juin 2004. Fonctionnement, financement, hôpital de Lisieux (p. 5643)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8234)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Jean-Luc Préel (transmission des données aux observatoires régionaux de la santé et centralisation nationale) (p. 8247)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jean-Luc Préel (mise en place au sein de chaque observatoire régional de la santé d'une cellule d'intervention en épidémiologie et centralisation nationale) (p. 8247)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son amendement n° 449 (p. 8275)

Son intervention (p. 8277)

Son amendement n° 448 (p. 8277)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 8291)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8295)

Son amendement n° 452 (rapport sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8296) : rejeté (p. 8297)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rapport sur l'intérêt de mentionner une intoxication au plomb sur le carnet de santé) (p. 8321)

Son amendement n° 512 (rapport sur l'intérêt de mentionner une intoxication au plomb sur le carnet de santé) : retiré (p. 8321)

Son amendement n° 511 (rapport sur la pertinence du dispositif actuel de dépistage du saturnisme) (p. 8321) : rejeté (p. 8322)

Son amendement n° 454 (rapport sur la formation des opérateurs réalisant des diagnostics et contrôles d'exposition au plomb) : rejeté (p. 8322)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 8330 et s.)

Son amendement n° 458 (p. 8330)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 18 quater

Son amendement n° 144 (rapport au Parlement sur la création d'un institut national de lutte contre l'alcoolisme) : rejeté (p. 2813)

Après l'article 31

Son amendement n° 145 (rapport au Parlement sur la formation des opérateurs chargés du contrôle des risques liés au plomb) : rejeté (p. 2825)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 205 (rapport au Parlement sur la pertinence d'inscription au carnet de santé de l'intoxication au plomb) : rejeté (p. 2825)

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 2003] (p. 8147)

Son intervention (p. 8149)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : fonctionnement (p. 8149)

Personnes âgées : solidarité (p. 8149)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8149)

Santé : prévention (p. 8149)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8149)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Avant l'article 15

Son amendement n° 260 (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de la psychomotricité) : rejeté (p. 9748)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9923)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : laïcité (p. 9923)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Son intervention (p. 10285)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 10285)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 10284)

Enseignement supérieur : crédits (p. 10284)

Enseignement supérieur : universités (p. 10285)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire : enseignement supérieur (p. 10292)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10383)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation d'éducation spéciale (p. 10383)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10383)

Handicapés : crédits (p. 10383)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 10383)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10383)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention (p. 11082)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 11082)

Droit civil : obligations (p. 11093)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11082)

Jeunes : service civique (p. 11082, 11093)

Politique sociale : solidarité (p. 11082)

Ses explications de vote (p. 11093)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11093)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 38

Son amendement n° 1045 précédemment réservé (pharmacies : installation en zones rurales ou de montagne ; critère démographique) (p. 1092) : retiré (p. 1093)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3299)

Thèmes :

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 3300)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 3300)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3299 et s.)

Politique économique : mondialisation (p. 3299)

Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3300)

Discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3304)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-amendement n° 13 de M. Jean-Paul Bacquet (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (création d'une commission consultative du volontariat de solidarité internationale et composition de cette commission) (p. 3308)

Son sous-amendement n° 18 (composition de la commission) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 3307) : retiré (p. 3309)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3363)
Son intervention (p. 3363)

Thèmes :

Etat : responsabilité (p. 3363)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3363, 3364)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3363, 3364)
Santé : sécurité sanitaire (p. 3363, 3364)
Travail : jours fériés (p. 3365)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")
Son intervention (p. 3433)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3453)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
Son intervention (p. 3456)

Article 10 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à compter de l'année 2005)

Son intervention (p. 3463)

Explications de vote et vote [11 mai 2004] (p. 3500)

Ses explications de vote (p. 3500)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3501)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Son intervention (p. 5047)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance (p. 5047)
Sécurité sociale : caisses (p. 5047)
Travail : durée du travail (p. 5048)
Travail : jours fériés (p. 5047)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5048)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3425)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 3425)
Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 3425)
Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3426)
Informatique : bureautique : ventes et échanges (p. 3426)
Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3425)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4323)
Son intervention (p. 4323)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4324)
Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4324)
Handicapés : commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) (p. 4324)
Handicapés : enfants (p. 4325)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4323, 4324)
Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4324)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4421)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)
Son intervention (p. 4435)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)
Son intervention (p. 4673 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)
Son intervention (p. 4681)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)
Son intervention (p. 4683)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)
Son intervention (p. 4694)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)
Son intervention (p. 4698)

Après l'article 44

Son amendement n° 574 : adopté (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (p. 4710)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Daniel Paul (p. 4710)

Céleste LETT

*Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [26 novembre 2003] (p. 11202)

Logement. Logement social. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4917)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)**Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)**

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

- Enseignement : langues étrangères (p. 63)
- Langue française : usage (p. 62)
- Union européenne : élargissement (p. 62)
- Union européenne : langues officielles (p. 62)

Édouard LEVEAU

*Seine-Maritime (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Non inscrit*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [11 mai 2004] (p. 8350)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 11 mai 2004] (p. 8350)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 mai 2004] (p. 8350)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie**[15 avril 2004] (p. 3017)**

Son intervention (p. 3066)

Thèmes :

- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3067)
- Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3067)

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1338), relatif au divorce [3 mars 2004] (n° 1486)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [26 novembre 2003] (p. 11205)

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 1001)

Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2675)

DÉBATS

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Sa présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes (p. 2881)

Thèmes :

- Famille : divorce : délais de réflexion (p. 2881)
- Famille : divorce : médiation (p. 2881)
- Famille : domicile : violences conjugales (p. 2881)
- Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 2881)
- Femmes : égalité des sexes (p. 2881)
- Justice : procédures : détournements (p. 2881)
- Lois : application : évaluation (p. 2882)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)*Article 2 (divorce par consentement mutuel)*

Son amendement n° 6 (p. 2897)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son intervention (p. 2917)

Article 18 (prestation compensatoire)

Ses amendements n° 146 et 9 rectifié (p. 2951)

Son amendement n° 13 (p. 2954)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son intervention (p. 2966)

Son amendement n° 5 (p. 2969)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4327)

Thèmes :

- Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4328)
- Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4328)
- Handicapés : emplois réservés (p. 4327)
- Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4327)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)*Après l'article 26*

Son amendement n° 517 : adopté (p. 4669)

Son amendement n° 518 : retiré (p. 4669)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 4701)

Ses explications de vote [15 juin 2004] (p. 4919)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4920)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 avril 2004]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 27 avril 2004] (p. 7647)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2004] (p. 10680)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 juin 2004] (p. 10681)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093): annexe n° 22 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Mer) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11969)

Transports aériens. Air Littoral. Salariés, redressement, perspectives [24 février 2004] (p. 1814)

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [30 juin 2004] (p. 5738)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 756, posée le 25 mai 2004. Industrie. Matériel électrique et électronique (J.O. Questions p. 3733). Appelée le 25 mai 2004. GESPAC, emploi et activité, Hérault (p. 4002)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son amendement n° 131 (de suppression) (p. 8887) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8892)

Son amendement n° 132 (suppression de l'augmentation – paragraphe I de l'article) (p. 8893)

Son amendement n° 133 (diminution du taux du remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises) (p. 8893)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 9186)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9186)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 9186)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9459)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9459)

Organisations internationales : FIPOL (p. 9460)

Régions : contrats de plan Etat-régions : littoral (p. 9460 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 9461)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 9461)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9460)

Transports par eau : ports maritimes (p. 9459)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9460)

Transports par eau : transports maritimes (p. 9459 et s.)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des sexes (p. 9921)

Enseignement : égalité sociale (p. 9920)

Enseignement : diplômés (p. 9920)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 9919)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9919)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9919)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9919)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9919)

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)

Son intervention (p. 11083)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11083)

Etrangers : intégration (p. 11084)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11084)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11083)

Jeunes : service civique (p. 11083)

Politique sociale : solidarité (p. 11083)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11527)

Thèmes :

Justice : personnes disparues (p. 11529)

Pays étrangers : Algérie : histoire (p. 11527)

Politique sociale : surendettement (p. 11528 et s.)

Rapatriés : harkis (p. 11527 et s.)

Rapatriés : indemnisation (p. 11528)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1878)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : inégalités (p. 1878)

Enseignement : personnel : médecins scolaires : transferts de personnel (p. 1879)

Enseignement maternel et primaire : cantines scolaires : inégalités (p. 1879)

Etat : décentralisation : transferts de personnel (p. 1878)

Etat : missions régaliennes (p. 1878)

Formation professionnelle : inégalités (p. 1879)

Secteur public : services publics : réforme (p. 1878)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son amendement n° 1136 (p. 2329)

Ses amendements n°s 1137, 1138 et 1140 (p. 2332)

Son amendement n° 1139 (p. 2333)

Après l'article 60

Son amendement n° 1141 (missions du Centre national de documentation pédagogique) (p. 2335) : rejeté (p. 2336)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son amendement n° 1142 (p. 2336)

Son amendement n° 1143 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2336)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son amendement n° 1144 (p. 2355)

Son amendement n° 1145 (p. 2357)

Article 63 (réforme des conseils académiques de l'éducation nationale)

Son amendement n° 1146 (p. 2357)

Article 65 (sectorisation des écoles publiques)

Son amendement n° 1147 (p. 2357)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son amendement n° 1148 (p. 2358)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son amendement n° 1158 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2361)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son amendement n° 1149 (p. 2366)

Son amendement n° 1150 (p. 2372)

Ses amendements n°s 1151, 1152 et 1153 (p. 2373)

Ses amendements n°s 1154, 1155 et 1156 (p. 2392)

Son amendement n° 1157 (p. 2393)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son amendement n° 1160 (p. 2397)

Article 69 (transformation de certains établissements d'enseignement du second degré en établissements publics locaux d'enseignement)

Son amendement n° 1161 (p. 2399)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 1162 (p. 2400)

Article 70 bis (transports scolaires)

Son amendement n° 1163 (p. 2401)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)

Son amendement n° 1164 (p. 2401)

Article 71 (transfert aux régions des écoles nationales de la marine marchande)

Son amendement n° 1165 (p. 2402)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3300)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 3301)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 3301)

Politique économique : mondialisation (p. 3300)

Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3301)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4826)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4843)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4826)

Rapatriés : harkis (p. 4826)

Rapatriés : indemnisation (p. 4826, 4843)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4826)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 4827)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 4 (extension du bénéfice des mesures prévues aux articles 2 et 3 du projet de loi aux harkis qui n'ont pas acquis la nationalité française avant le 10 janvier 1973 bien qu'ayant continuellement résidé sur le territoire de la communauté européenne)

Son amendement n° 112 (p. 4863)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6054 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6101)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6401 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6410 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6421 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6446 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6468 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6477 et s.)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6496)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6507)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6520)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6531 et s.)

Article 44 [séance du 19 juillet 2004] (contribution additionnelle à la contribution sociale de solidarité des sociétés)

Son intervention (p. 6928 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6944 et s.)

Michel LIEBGOTT

Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 830, posée le 22 juin 2004. Énergie et carburants. Énergie nucléaire (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 22 juin 2004. Centrales nucléaires, sécurité, Cattenom (p. 5234)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4370)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4370)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4370)

Handicapés : commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) (p. 4,70)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4370)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Ses amendements n°s 706 et 707 (p. 4584)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6104)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6722 et s.)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18088)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18088)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 20 mai 2004] (p. 9001)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 530, posée le 6 janvier 2004. Syndicats. Financement (J.O. Questions p. 5). Appelée le 6 janvier 2004. Collectivités territoriales, réglementation (p. 9)

n° 784, posée le 1^{er} juin 2004. Politique extérieure. Côte d'Ivoire (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 1^{er} juin 2004. Situation politique (p. 4250)

DÉBATS

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12026)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12026)

Bioéthique : expérimentation (p. 12026)

Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 12026)

Recherche : recherche médicale (p. 12026)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 596)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 596)

Enseignement : pédagogie (p. 596)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 596)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 596)

Jeunes : éducation populaire (p. 596)

François LONCLE
Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale (n° 1284) [20 novembre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (n° 1330) [21 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (n° 1327) [21 janvier 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1284), autorisant l'approbation de l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale [16 décembre 2003] (n° 1290)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1327) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [3 mars 2004] (n° 1467)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1330), autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune [3 mars 2004] (n° 1469)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Chine. Tibet, droits de l'homme [15 octobre 2003] (p. 8601)

Finances publiques. Déficit budgétaire. Pacte de stabilité, dérogation temporaire [26 novembre 2003] (p. 11197)

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4991)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle qu'une motion d'ajournement a été votée à l'unanimité sur le projet de loi relatif au statut de la Banque centrale européenne et souhaite que le ministre des affaires étrangères apporte le plus rapidement possible les explications attendues, en venant répondre aux questions de la commission. [8 avril 2004] (p. 2728)

DÉBATS

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la République de Moldova

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 11143)

Son intervention (p. 11176)

Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Philippe de Villiers (p. 11189)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11177)

Union européenne : élargissement (p. 11176 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11177)

Union européenne : zone euro (p. 11177)

Projet de loi n° 1246 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 décembre 2003] (p. 12611)

Son intervention (p. 12613)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile : Union européenne (p. 12613)

Etrangers : immigration clandestine (p. 12613)

Union européenne : élargissement (p. 12613)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Intervient sur la motion d'ajournement de M. Jacques Myard (p. 2997)

Thèmes :

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2997)

Union européenne : constitution européenne (p. 2997)

Union européenne : élargissement (p. 2998)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)

Ses explications de vote [11 mai 2004] (p. 3533)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3533)

François LOOS

*Ministre délégué au commerce extérieur
puis Ministre délégué au commerce extérieur*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué au commerce extérieur, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des

finances et de l'industrie. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Bernard Madrelle. Energie et carburants. Energie nucléaire. Gestion, transparence [29 octobre 2003] (p. 9630)

M. Claude Gatignol. Commerce extérieur. Entreprises. Exportations, développement [29 octobre 2003] (p. 9632)

M. Daniel Mach. Commerce extérieur. Etats-Unis. Lutte contre le bioterorisme, exportations, conséquences [17 décembre 2003] (p. 12504)

M. Guy Drut. Commerce extérieur. Chine. Perspectives [3 février 2004] (p. 1278)

M. Pascal Ménage. Union européenne. Elargissement. Commerce extérieur, perspectives [26 mai 2004] (p. 4117)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Cohen. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services du Trésor. Restructuration, conséquences [6 janvier 2004] (p. 24)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Industrie. Sidérurgie. Emploi et activité, Imphy [6 janvier 2004] (p. 26)

Mme Cécile Gallez. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, restructuration, perspectives, Valenciennes [27 janvier 2004] (p. 902)

M. Jean-Sébastien Vialatte. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Exonération, activités situées en zone franche, champ d'application [27 janvier 2004] (p. 903)

M. Max Roustan. Impôts et taxes. Politique fiscale. Biens acquis avec une subvention d'équipement [1^{er} juin 2004] (p. 4256)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention (p. 8347)

Sa réponse (p. 8367)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 8349, 8369)

Emploi (p. 8347, 8368)

Environnement (p. 8348)

Industrie : automobile (p. 8347)

Industrie : textile et habillement (p. 8347)

Marchés publics (p. 8348)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8347, 8367 et s.)

Patrimoine culturel (p. 8368 et s.)

Pays étrangers : Afrique : agriculture (p. 8348 et s.)

Pays étrangers : Brésil (p. 8367)

Pays étrangers : Etats-Unis : agriculture (p. 8348)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 8367)

Pays étrangers : Inde : services (p. 8347)

Politique économique : mondialisation (p. 8348, 8369)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8368)

Politiques communautaires : pays associés (p. 8369)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8348)

Propriété intellectuelle (p. 8367)

Télécommunications (p. 8347)

Gérard LORGEUX

Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [7 janvier 2004] (p. 108)

Gabrielle LOUIS-CARABIN
Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : transports aériens. tarifs, perspectives [8 octobre 2003] (p. 8262)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, inondations, conséquences [26 mai 2004] (p. 4115)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : quotas de production : outre-mer (p. 9242)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9242)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4500)

Thèmes :

Outre-mer : développement économique : octroi de mer (p. 4500)

Outre-mer : octroi de mer : exonération (p. 4500)

Politique générale : Gouvernement précédent : octroi de mer (p. 4500)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523)

Article 49 (exonération de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Son amendement n° 37 (p. 4526)

Lionel LUCA

Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation et de M. le Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées [J.O. du 11 novembre 2003] (p. 19245)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1443 visant à établir une journée nationale du souvenir des Français morts en Indochine [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1603 visant à supprimer les droits de succession [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Etablissements. violence, lutte et prévention [14 octobre 2003] (p. 8505)

Animaux. Animaux de compagnie. Protection [19 novembre 2003] (p. 10820)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [15 juin 2004] (p. 4916)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 471, posée le 13 octobre 2003. Transports ferroviaires. Ligne Cannes Nice (J.O. Questions p. 7720). Appelée le 14 octobre 2003. Perspectives (p. 8480)

n° 794, posée le 1^{er} juin 2004. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3879). Appelée le 1^{er} juin 2004. Délinquance, Saint-Laurent-du-Var (p. 4255)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Élevage : équidés (p. 9189)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10131)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10132)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10131)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10132)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 10132)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9429)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 9429)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9429)

Environnement : Natura 2000 (p. 9429)

Mer et littoral : littoral : protection (p. 9429)

Sécurité publique : incendies (p. 9430)

Sécurité publique : inondations (p. 9430)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Alpes-Maritimes (p. 10346)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9926)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : rôle et missions (p. 9925)

Enseignement : pédagogie (p. 9926)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9926)

Procédure des questions :

Enseignement : établissements scolaires : politique de l'éducation (p. 9963)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 15 (p. 9702)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11180)

Thèmes :

Relations internationales (p. 11180)

Union européenne : élargissement (p. 11180 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11549)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11549)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11549)

Langue française (p. 11549)

Pays étrangers : Algérie : cimetières (p. 11549)

Rapatriés : harkis (p. 11549)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 68 (p. 12362)

Son amendement n° 69 (p. 12363)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 628)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 628)

Enseignement : illettrisme (p. 629)

Enseignement : pédagogie (p. 628)

Enseignement : programmes (p. 629)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1349)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : publicité (p. 1349)

Cultes : intégrisme : voile islamique (p. 1349)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1350)
 Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1349)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)
 Son amendement n° 76 (p. 2950)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4830)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4831)
 Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4831)
 Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4830)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Après l'article 1er

Son amendement n° 96 (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4856) ; retiré (p. 4858)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4999)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4999 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5000)
 Secteur public : services publics : péréquation (p. 4999)
 Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4999)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4999)

Victorin LUREL

*Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1172 visant à assurer le principe de continuité territoriale entre la France métropolitaine et les régions d'outre-mer ainsi que la collectivité départementale de Mayotte [4 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [4 novembre 2003] (p. 9944)

Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [13 avril 2004] (p. 2866)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Interroge le Gouvernement sur la procédure parlementaire retenue pour adapter la politique fiscale en outre-mer [22 octobre 2003] (p. 9219)

S'étonne de la déclaration de la ministre de l'outre-mer au sujet du refus par le Gouvernement des amendements déposés par les quatre présidents de régions d'outre-mer. Il s'inquiète des amendements acceptés par la commission concernant le transfert des TOS et des amendements qui n'ont pas encore été examinés. Il demande au président de la commission d'accepter de les examiner avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7117)

Rappelle dans quelles conditions a eu lieu la concertation autour des amendements relatifs à l'outre-mer [22 juillet 2004] (p. 7121)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8634)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8635)
 Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : outre-mer (p. 8636)
 Emploi : chômage (p. 8634)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8635)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8635)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : outre-mer (p. 8636)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8635)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8635)
 Outre-mer : crédits : continuité territoriale (p. 8636)
 Outre-mer : Guadeloupe : services publics (p. 8635)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : hôpitaux (p. 8635)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8635)
 Politique générale : libéralisme : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8635)
 Politique sociale (p. 8534 et s.)
 Président de la République (p. 8635)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 8636)
 Secteur public : services publics (p. 8635)
 TVA : remboursement : outre-mer (p. 8636)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8771)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 9001)

Article 19 (dispositions relatives aux affectations)

Son intervention (p. 9006)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9026)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)

Son intervention (p. 9050 et s.)

Son amendement n° 229 (majoration supplémentaire affectée à l'amélioration de la continuité territoriale pour l'outre-mer) (p. 9052)

Article 28 (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile (TAC) entre le budget annexe de l'aviation civile (BAAC) et le compte d'affectation spéciale n° 902-25 "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien" - FIATA)

Son intervention (p. 9052)

Son amendement n° 351 rectifié (de conséquence) (p. 9052)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9070)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guadeloupe : agriculture (p. 9183)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9324)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9324)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines : outre-mer (p. 9325)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9325)

Établissements de santé : hôpitaux locaux : outre-mer (p. 9325)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9324)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 9324 et s.)

Télécommunications : France Télécom : Guadeloupe (p. 9325)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Procédure des questions :

Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9298)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9483)

Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 9484)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Article 51 (crédits d'équipement et crédits de paiement)

Son intervention (p. 9495)

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)

Son intervention (p. 10216)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 10216)

Outre-mer : Guadeloupe : tourisme et loisirs (p. 10221)

Régions : compétences : politique du tourisme (p. 10216)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 10216)

Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 10216)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGD

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : outre-mer (p. 9367)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [7 novembre 2003] (p. 10279)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités : DOM (p. 10290)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique économique : outre-mer (p. 9238)

Politique sociale : exclusion (p. 9237)

Politique sociale : prestations sociales (p. 9237)

Procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale : crédits budgétaires (p. 9268)

loi de programme : financement (p. 9266)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10304)

Thèmes :

Constitution : article 74 : outre-mer (p. 10304)

Constitution : révision : déclaration du Gouvernement (p. 10304)

Elections et référendums : modes de scrutin : outre-mer (p. 10305)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : Antilles (p. 10306)

Outre-mer : collectivité territoriale unique : Guadeloupe (p. 10306)

Outre-mer : Guadeloupe : institutions (p. 10304)

Outre-mer : Guyane : déclaration du Gouvernement (p. 10304)

Outre-mer : institutions : réformes administratives (p. 10305)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 76

Son amendement n° 971 (sauvegarde du foncier agricole de l'outre-mer) : rejeté (p. 1223)

Son amendement n° 972 (outre-mer ; politique agricole ; rapport au Parlement) : retiré (p. 1223)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 970 rectifié (p. 1224)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1469)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : discrimination (p. 1470)

Constitution : révision (p. 1470)

Cultes : voile islamique (p. 1470)

Outre-mer : laïcité (p. 1469)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1470)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 638 (prise en compte des charges résultant de nouveaux transferts pour le calcul des dotations de l'Etat aux collectivités d'outre-mer) : rejeté (p. 1981)

Son amendement n° 637 (prise en compte du rapport prévu par la loi de programme pour l'outre-mer avant tout transfert aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981) : rejeté (p. 1982)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son amendement n° 660 (p. 2063)

Après l'article 13

Son amendement n° 659 (conflit de compétences outre-mer entre le département et la région) : rejeté (p. 2063)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son amendement n° 1468 (p. 2123)

Avant l'article 29 A

Son amendement n° 1291 (suppression de la dotation de continuité territoriale outre-mer et remplacement par le dispositif en vigueur pour la Corse) : rejeté (p. 2128)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7154)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7117 et 7121)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : inégalités (p. 7155)
- Collectivités territoriales : contrôle de légalité : Guadeloupe (p. 7155)
- Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : Guadeloupe (p. 7155)
- Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7154)
- Collectivités territoriales : transferts de personnel : outre-mer (p. 7155)
- Elections et référendums : élections cantonales : élections régionales (p. 7154)
- Outre-mer : continuité territoriale : compagnies aériennes (p. 7156)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3209)

Thème :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 3209 et s.)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 13 (procédure de mise en œuvre concertée d'obligations de service public) (p. 3214) : rejeté (p. 3216)

Son amendement n° 12 (communication par Air France de sa comptabilité analytique comme préalable à l'entrée en vigueur de la loi) (p. 3215) : rejeté (p. 3216)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Joël Beaugendre (lignes desservant l'outre-mer français : respect des obligations de service public) (p. 3223)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)*Article 1er (catégories de collectivités territoriales)*

Son amendement n° 95 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 110 (p. 3693)

Son amendement n° 125 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 140 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 35 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 20 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 50 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 65 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 80 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)*Article 1er (catégories de collectivités territoriales)*

Ses amendements n°s 8, 9 et 7 (p. 7037)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4490)

Thèmes :

- Administration : simplifications administratives : octroi de mer (p. 4491)
- Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4491)
- Impôts et taxes : déductions : outre-mer (p. 4492)
- Union européenne : décisions : octroi de mer (p. 4490)
- Union européenne : règlements : dérogations (p. 4491)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)*Article 13 (déclarations trimestrielles)*

Son amendement n° 51 (p. 4511)

Article 29 (majoration des différentiels de taux)

Son amendement n° 52 (p. 4513)

Après l'article 29

Son amendement n° 53 (taux provisoire dans l'attente de l'actualisation des listes de produits) (p. 4513) : retiré (p. 4514)

Son amendement n° 54 (actualisation des listes de produits) (p. 4513) : retiré (p. 4514)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son amendement n° 55 (p. 4514)

Article 36 (octroi de mer au bénéfice des régions)

Ses amendements n°s 57 et 56 (p. 4516)

Article 38 (versement annuel aux collectivités du marché unique antillais)

Son amendement n° 58 (p. 4517)

Article 43 (prélèvement au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 4519)

Son amendement n° 34 (p. 4519)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son intervention (p. 4521)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Ses explications de vote (p. 4528)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4528)

M

Daniel MACH

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Etats-Unis. Lutte contre le bioterrorisme, exportations, conséquences [17 décembre 2003] (p. 12504)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 618, posée le 3 février 2004. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 741). Appelée le 3 février 2004. Correction d'erreurs administratives, délais (p. 1254)

n° 647, posée le 24 février 2004. Police. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1286)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10001)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 10001)

Gendarmerie (p. 10001 et s.)

Ordre public : terrorisme (p. 10001)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10641)

Thème :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 10642)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1480)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1480)

Etat : République : communautarisme (p. 1481)

Femmes : égalité des sexes (p. 1481)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3065)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3066)

Energie et carburants : lignes à haute tension : Pyrénées orientales (p. 3066)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4341)

Thèmes :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4341)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4341)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4341)

Alain MADELIN

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1334)

Thèmes :

Cultes : voile islamique : statistiques (p. 1334)

Enseignement : neutralité (p. 1334)

Enseignement : établissements scolaires : exclusion (p. 1335)

Enseignement : établissements scolaires : signes religieux (p. 1335)

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Gestion, transparence [29 octobre 2003] (p. 9630)

Richard MALLIÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission nationale consultative des gens de voyage [11 décembre 2003] (p. 21138)

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie (n° 1107) [17 décembre 2003]

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-504 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance (n° 1782) [7 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques (n° 1784) [7 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-482 du 3 juin 2004 complétant la transposition des directives 93/22/CE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières et 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (n° 1783) [7 octobre 2004]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1107) autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie [14 janvier 2004] (n° 1346)

Proposition de loi n° 1528 visant à rendre effective la résidence alternée pour la garde d'enfants [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1529 visant à rendre obligatoire l'audition de l'enfant dans une procédure de divorce [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1604 visant à assouplir la règle du repos dominical par la voie conventionnelle [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9623)

Sécurité publique. Incendies. Lutte et prévention [14 avril 2004] (p. 2933)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 541, posée le 6 janvier 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Création, Pennes-Mirabeau (p. 19)

n° 597, posée le 27 janvier 2004. Voirie. A 52 (J.O. Questions p. 556). Appelée le 27 janvier 2004. Péages, coût, Bouches-du-Rhône (p. 918)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'offusque des propos de M. Fabius; assimile la position du groupe socialiste à une volonté d'obstruction [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

Dénonce le recours abusifs de l'opposition aux rappels aux règlements sans rapport avec l'ordre du jour; invite la présidente de séance à intervenir pour favoriser l'engagement effectif des débats [1^{er} juillet 2004] (p. 5850)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen; observe qu'une forte hausse du prix du tabac favorise la vente par Internet et la contrebande [5 juillet 2004] (p. 6012)

Invite les intervenants communistes et républicains à ne plus utiliser les réponses du secrétaire d'Etat comme prétexte à poser de nouvelles questions [6 juillet 2004] (p. 6119)

Constate que le Gouvernement est représenté par le secrétaire d'Etat à l'assurance maladie, de surcroît compétent au fond [8 juillet 2004] (p. 6248)

Accuse l'opposition d'obstruction et d'attitude injurieuse à l'égard du secrétaire d'Etat à l'assurance maladie [8 juillet 2004] (p. 6249)

Répond à M. Jean-Marie Le Guen que la suspension de séance de vingt minutes demandée par la majorité était la première demandée par le groupe UMP, contrairement au groupe socialiste [9 juillet 2004] (p. 6313)

Souhaite qu'en dépit de l'obstruction de l'opposition, le débat ne s'égare pas [9 juillet 2004] (p. 6318)

Dénonce les attaques personnelles de M. Gremetz à l'encontre du président de la commission spéciale [13 juillet 2004] (p. 6667)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759); [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866); [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974); [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9045)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11354)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 11354)

Sécurité sociale : financement (p. 11354)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677); [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774); [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869); [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 747)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 946)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1079)

Thème :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1079 et s.)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2891)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2892)

Enfants : garde alternée (p. 2892)

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 2892)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2962)

Après l'article 23 bis

Son amendement n° 85 (prise en charge des frais de déplacement pour les visites à l'enfant, en fonction des motifs du changement de résidence) : rejeté (p. 2976)

Son amendement n° 86 (opposition à la résidence alternée) : rejeté (p. 2976)

Son amendement n° 87 (audition obligatoire de l'enfant âgé de plus de sept ans dans toute procédure le concernant) (p. 2976) : rejeté (p. 2977)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5806)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5806, 5807)

Santé : données médicales (p. 5806, 5807)

Santé : maladies (p. 5806)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

Répond aux interventions de Mme Jacqueline Fraysse : (p. 5848)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5850)

Son intervention (p. 5863 et s.)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5905 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 5997 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) (p. 6012)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6089 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6106)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6119)

Son intervention (p. 6127 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6168)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6184 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6202)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6236)

Ses rappels au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6248 et 6249)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6262)

Après l'article 8 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6267)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6283)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6287 et s.)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2004] (p. 6313 et 6318)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6386 et s.)

Article 13 [séance du 10 juillet 2004] (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés)

Son intervention (p. 6416 et s.)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6518)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6529 et s.)

Intervient sur la demande de vérification du quorum de M. Alain Bocquet : observe que cette demande a été présentée cinq minutes après le changement de président de séance (p. 6546)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6568)

Avant l'article 21 [séance du 12 juillet 2004]

Son intervention (p. 6576)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6592)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)

Son intervention (p. 6615 et s.)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2004] (p. 6667)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6669)

Article 28 [séance du 15 juillet 2004] (cadre des relations conventionnelles)

Son intervention (p. 6691 et s.)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6773)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6791)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6795 et s.)

Avant l'article 36 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6855)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des URCAM)

Son intervention (p. 6872)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6915 et s.)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6946)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7387)

Noël MAMÈRE
Gironde (3^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1105 tendant à créer une commission d'enquête sur la réalité de l'euthanasie en France [7 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1294 tendant à la création d'une commission d'enquête relative au rôle de l'entreprise Vivendi Environnement sur l'utilisation des provisions versées par les communes en vue de l'entretien et de la rénovation des réseaux de distribution d'eau [16 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1446 instituant le droit de mourir dans la dignité et garantissant aux médecins le droit de conscience [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1494 rendant obligatoire la destruction des stocks et interdisant l'utilisation d'insecticides responsables de la mort d'abeilles comme le Régent ou composés de Fipronil [4 mars 2004]

Proposition de résolution n° 1503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'orpaillage en Guyane [11 mars 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1590 tendant à compléter l'article 1er de la Constitution, afin d'élargir le principe d'égalité sans distinction, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'état de santé et à la situation de handicap [10 mai 2004]

Proposition de loi n° 1650 clarifiant l'accès au mariage des couples de personnes de même sexe [8 juin 2004]

Proposition de résolution n° 1788 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la légalité et à l'impact sur l'environnement et la santé des expérimentations OGM en plein champ en regard des directives européennes et du principe de précaution [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11224)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 11224)

Droit pénal : repentir (p. 11224)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 11224)

Environnement : produits biocides : délinquance et criminalité (p. 11224)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11953)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11953)

Secteur public : service minimum (p. 11953)

Transports : transports de voyageurs (p. 11954)

Travail : négociations (p. 11954)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12029)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12029)

Recherche : recherche médicale (p. 12029)

Sang et organes humains : produits humains (p. 12029)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 335)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 335)

Outre-mer : Polynésie française : santé publique (p. 335)

Outre-mer : population locale : consultation (p. 335)

Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : financement (p. 335)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1450)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 1451)
Cultes : islam : exclusion (p. 1451)
Enseignement : exclusion (p. 1451)
Enseignement : établissements scolaires : voile islamique (p. 1451)
Femmes : droits : liberté (p. 1452)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : communautarisme (p. 1452)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2604)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2605)
Assurance maladie maternité : généralités (p. 2605)
Elections et référendums : élections régionales (p. 2604)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2605)
Etat : Gouvernement : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2604)
Etat : Premier ministre (p. 2604)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2604)

Jean-François MANCEL

*Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Caisses. Prise en charge, dépendance [14 janvier 2004] (p. 351)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 336)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 336)
Outre-mer : Polynésie française : compétences (p. 336)
Outre-mer : Polynésie française : population locale (p. 336)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 311)

Thème :

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 312)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 A (schéma régional des infrastructures et des transports)

Son amendement n° 135 (p. 2053)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son amendement n° 1434 (p. 2141)

Louis-Joseph MANSCOUR

*Martinique (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 582, posée le 27 janvier 2004. Outre-mer. DOM : Martinique (J.O. Questions p. 553). Appelée le 27 janvier 2004. Agriculture, bananes, ananas, plan d'urgence (p. 921)

n° 729, posée le 18 mai 2004. Outre-mer. DOM : Martinique (J.O. Questions p. 3521). Appelée le 18 mai 2004. Etat, décentralisation, conséquences, enseignement (p. 3750)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9244)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9244)

Outre-mer : continuité territoriale : subventions (p. 9245)

Procédure des questions :

Outre-mer : crédits : annulations de crédits (p. 9264)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10308)

Thèmes :

Constitution : articles 73 et 74 (p. 10308)

Outre-mer : institutions : modernisation (p. 10308)

Politique sociale : fracture sociale : Martinique (p. 10308)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4495)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4495)

Outre-mer : octroi de mer : prélèvements sur recettes (p. 4496)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : octroi de mer (p. 4495)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 43 (prélèvement au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 4519)

Corinne MARCHAL-TARNUS

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient députée le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 14 mai 2004] (p. 8615)

Thierry MARIANI

*Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18094)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Rapporteur du projet de loi de modernisation de la sécurité civile (n° 1680) [4 mars 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447) (n° 1478) [6 avril 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13614)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome III : Intérieur et libertés locales (Sécurité civile) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1127 visant à instituer un permis d'exploitation pour les exploitants de débits de boissons de 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégorie et d'établissements pourvus de la "petite licence restaurant" ou de la "licence restaurant" [15 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [23 octobre 2003] (n° 1164)

Proposition de loi n° 1192 visant à interdire l'importation, l'exportation et la commercialisation de peaux et fourrures de chiens et de chats ainsi que de tout produit composé de telles peaux et fourrures [4 novembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique européenne d'immigration [19 novembre 2003] (n° 1238)

Proposition de résolution n° 1414 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des conventions prévoyant l'organisation de cours d'enseignement de la langue et de la culture d'origine et les mesures susceptibles d'améliorer cet enseignement [4 février 2004]

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E 2447) [3 mars 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (COM [2003] 687 final / E 2447) [3 mars 2004] (n° 1477)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 au 26 février 2004 (n°s 2507, E 2508, E 2510, E 2511-1, E 2511-2 et E 2521) et sur les textes n°s E 2112, E 2132, E 2294, E 2302, E 2306, E 2384, E 2397, E 2418, E 2483, E 2485 à E 2488, E 2496, E 2502 et E 2504 [3 mars 2004] (n° 1481)

Proposition de loi n° 1495 visant à prendre en compte la spécificité viticole en matière de publicité [4 mars 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1478) de M. Thierry Mariani sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (COM [2003] 687 final / E2447) [14 avril 2004] (n° 1545)

Proposition de loi n° 1653 visant à instituer un statut des collaborateurs de cabinet des autorités territoriales [8 juin 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 1680), de modernisation de la sécurité civile [6 juillet 2004] (n° 1712)

Proposition de loi n° 1760 visant à garantir aux exploitants agricoles le paiement des créances résultant d'un contrat de fourniture de produits agricoles frais non transformés [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1767 visant à réformer l'aide médicale de l'Etat [21 juillet 2004]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [29 juillet 2004] (n° 1780)

Proposition de loi n° 1805 modifiant le code de procédure pénale en vue de développer le placement sous surveillance électronique des personnes condamnées, âgées de plus de 70 ans [22 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1818 en vue d'étendre à tous les bénéficiaires de la qualité de pupilles de la nation l'exonération des droits de succession [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [28 octobre 2003] (p. 9550)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 février 2004] (p. 1562)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [9 juin 2004] (p. 4656)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Collecte et traitement, perspectives [29 juin 2004] (p. 5672)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 495, posée le 1^{er} décembre 2003. Agriculture. Exploitants (J.O. Questions p. 9072). Supplée par Mme Arlette Grosskost. Appelée le 2 décembre 2003. Travailleurs saisonniers, étrangers, réglementation (p. 11498)

n° 566, posée le 20 janvier 2004. Défense. Base aérienne 115 (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Orange, perspectives (p. 538)

n° 619, posée le 3 février 2004. Industrie. Meubles (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Acco France, emploi et activité, perspectives, Valréas (p. 1266)

n° 675, posée le 6 avril 2004. Etrangers. Réglementation (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 6 avril 2004. Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003, décrets d'application, publication (p. 2619)

n° 719, posée le 4 mai 2004. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 3207). Appelée le 4 mai 2004. Groupe Mecaplast, situation fiscale (p. 3275)

n° 747, posée le 18 mai 2004. Retraites : généralités. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 3524). Appelée le 18 mai 2004. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application (p. 3752)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)
Son amendement n° 377 (p. 8382)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son amendement n° 378 et 379 (p. 8396)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Ses amendements n°s 384 corrigé et 380 (p. 8403)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 8887)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 9195)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10139)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)

Son amendement n° 51 (p. 9492)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 10163)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : incendies : sapeurs-pompiers (p. 10163)

Sécurité publique : sécurité civile : budget (p. 10163)

Sécurité publique : sécurité civile : effectifs (p. 10163)

Sécurité publique : sécurité civile : sapeurs-pompiers volontaires (p. 10164)

Procédure des questions :

Sécurité publique : incendies : avions (p. 10192)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10431)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : amendements (p. 10433)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 10433)

Justice : délais : moyens (p. 10432)

Justice : magistrats : effectifs (p. 10431)

Système pénitentiaire : surveillants : effectifs (p. 10432)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 10410)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS
PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 10 (agriculture : régime simplifié de TVA – possibilité de procéder à la déclaration dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice comptable) : rejeté (p. 10683)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Launay (arbres truffiers : exonération permanente – et non pour quinze ans – de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 10684)

Son amendement n° 12 (vignette : suppression pour tous les véhicules d'entreprise) (p. 10688) : rejeté (p. 10689)

Son amendement n° 14 (compétence de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires : extension aux questions de droit) : rejeté (p. 10692)

Son amendement n° 15 (compétence de la commission départementale de conciliation : extension aux questions de droit) : rejeté (p. 10692)

Son amendement n° 13 (rescrit fiscal : généralisation) : rejeté (p. 10692)

Son amendement n° 16 (salariés des centres d'aide par le travail : chèques vacances) (p. 10694) : rejeté (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage – institution d'une réduction d'impôt) (p. 10697)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son intervention (p. 9503)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 9503)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 9504)

Etrangers : rétention administrative (p. 9503)

Etrangers : titres de séjour (p. 9504)

Etrangers : titres de séjour : conjoints (p. 9504)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9518)

Ses amendements n° 1 (de précision), 2 et 3 (rédactionnels) (p. 9535)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 7 (exonération de cotisations sociales pour les jeunes entreprises innovantes)

Son amendement n° 293 (p. 9724)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11225)

Thèmes :

Droit pénal : comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 11225)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 11225)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son amendement n° 338 (p. 11250)

Son amendement n° 339 (p. 11251)

Article 1er bis A (rémunération des indicateurs)

Son intervention (p. 11252)

Article 6 (règles relatives à l'entraide judiciaire internationale)

Son amendement n° 340 (p. 11274)

Son amendement n° 341 (p. 11275)

Son amendement n° 342 (p. 11276)

Ses amendements n° 343 et 344 (p. 11277)

Son amendement n° 345 (p. 11278)

Son amendement n° 346 (p. 11279)

Son amendement n° 347 (p. 11282)

Son amendement n° 348 et 349 (p. 11283)

Son amendement n° 350 (p. 11284)

Son amendement n° 351 (p. 11285)

Son amendement n° 352 (p. 11286)

Après l'article 16 quater

Son amendement n° 277 (refus d'obtempérer, circonstances aggravantes tirées de l'exposition d'autrui à un risque de mort ou de blessures) : adopté (p. 11402)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son amendement n° 336 (p. 11416)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 12 (p. 11886)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1423)

Thèmes :

Cultes : islam : sports scolaires et universitaires (p. 1423)

Enseignement : langues étrangères : cultes (p. 1424)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 5

Son amendement n° 912 (création du permis d'exploitation d'un débit de boissons) : adopté (p. 2016)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son amendement n° 913 (p. 2033)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son amendement n° 583 (p. 2142)

Article 41 (transfert aux départements des fonds d'aide aux jeunes en difficulté)

Son amendement n° 921 rectifié (p. 2164)

Proposition de résolution n° 1478 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (COM [2003] 687 final / E2447)

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [11 mai 2004] (p. 3524)

Ses interventions (p. 3524, 3532)

Thèmes :

Politiques communautaires : immigration : coopération (p. 3525, 3532)

Union européenne : accords de Schengen (p. 3532)

Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (p. 3524)

Union européenne : Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures : contrôle parlementaire (p. 3525)

Union européenne : construction européenne : police de l'air et des frontières (p. 3525, 3532)

Union européenne : élargissement (p. 3524)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5067)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : discrimination (p. 5068)

Droit pénal : discrimination : sanctions (p. 5068)

Droit pénal : double peine (p. 5067)

Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5068)

Etrangers : éloignement du territoire : protection (p. 5068)

Etrangers : immigration clandestine (p. 5067)

Lois : application : décrets (p. 5067)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5068)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5781)

Thèmes :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 5781)

Santé : accès aux soins (p. 5781)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7218)

Thèmes :

Départements : conseils généraux : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7220)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7221)

Sécurité publique : plan ORSEC : réforme (p. 7220)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 7218)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : carrière (p. 7219)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : orphelins (p. 7219)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : Marseille (p. 7221)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7219)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 7219)

Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7220)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : comités d'hygiène et de sécurité (p. 7219)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseils d'administration (p. 7220)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 7220 et s.)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 1er (définition de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7254)

Article 2 (acteurs de la sécurité civile)

Son intervention (p. 7255)

Article 4 (sensibilisation des jeunes)

Son intervention (p. 7256)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. André Gerin (enseignement des gestes de premier secours dans les entreprises) (p. 7257)

Article 6 (obligations des établissements de santé et médico-sociaux)

Son intervention (p. 7257)

Article 9 (responsabilisation des assurés qui n'ont pas respecté leurs obligations de débroussaillage)

Son intervention (p. 7258)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 11 deuxième rectification de la commission (motivation des arrêtés de catastrophe naturelle) (p. 7258)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (exonération de franchise d'assurance en matière de catastrophes naturelles) (p. 7258 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (exonération de franchise non spécifiée au contrat d'assurance en matière de catastrophes naturelles) (p. 7258 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. André Gerin (création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les conventions d'assurance au profit des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7259)

Article 10 (plan communal de sauvegarde)

Son intervention (p. 7259 et s.)

Article 11 (plans ORSEC)

Son intervention (p. 7260)

Article 12 (dispositions spécifiques des plans ORSEC)

Son intervention (p. 7261)

Article 14 (opérations de secours dépassant les limites d'une commune)

Son intervention (p. 7261)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Derosier (régime de droit commun pour les services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône) (p. 7262)

Article 19 bis (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son intervention (p. 7264)

Article 19 ter (particularités des services de secours à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône)

Son intervention (p. 7264 et s.)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7265)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7265 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Bernard Derosier (financement des opérations de secours à Marseille) (p. 7267)

Article 23 (droit de réquisition)

Son intervention (p. 7267)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Louis Christ (gratuité des secours) (p. 7268)

Avant l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Derosier (réserve de sécurité civile composée d'anciens professionnels de la sécurité) (p. 7268 et s.)

Article 25 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7269 et s.)

Article 26 supprimé par le Sénat (réserves départementales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7270)

Article 27 (réserves communales de sécurité civile)

Son intervention (p. 7271)

Article 28 (modalités d'engagement des réservistes de sécurité civile)

Son intervention (p. 7271 et s.)

Article 30 (protection des salariés et des fonctionnaires engagés dans une réserve de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 32 (missions des associations de sécurité civile)

Son intervention (p. 7272)

Article 32 bis (concours des associations agréées aux missions de secours d'urgence à personnes)

Son intervention (p. 7273 et s.)

Article 36 (mission de contrôle de l'inspection générale de l'administration)

Son intervention (p. 7275)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7276 et s.)

Article 41 (suppression de la possibilité d'intégration des services départementaux d'incendie et de secours dans les services des conseils généraux)

Son intervention (p. 7308 et s.)

Article 42 (schéma départemental d'analyse et de couverture des risques)

Son amendement n° 162 (p. 7310)

Article 45 (composition du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7311 et s.)

Son amendement n° 163 rectifié (p. 7311)

Article 46 (bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7312)

Article 48 bis (commission administrative et technique des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7313)

Après l'article 48 bis

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Bernard Derosier (cessation de la nomination d'un fonctionnaire territorial par l'Etat) (p. 7314)

Article 49 (direction des services d'incendie et de secours)

Son amendement n° 164 (p. 7314)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Dominique Juillot (nomination des directeurs départementaux adjoints ayant assuré l'intérim) (p. 7314)

Article 50 (financement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7315)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (report de la diminution de la dotation globale de fonctionnement des communes et de la dotation d'intercommunalité) (p. 7315)

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil général de lever une fiscalité optionnelle pour financer sa contribution au SDIS) (p. 7315 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 88 de Mme Anne-Marie Comparini (possibilité pour le conseil d'administration du SDIS de lever une fiscalité optionnelle pour le financement de ce service) (p. 7315 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rapport au Parlement sur l'affectation d'une taxe) (p. 7317)

Article 50 bis (obligation de consultation du comité des finances locales)

Son intervention (p. 7317)

Article 50 ter (élection de la commune de Marseille au fonds d'aide à l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7318)

Après l'article 50 ter

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (affiliation des présidents et vice-présidents de SDIS à l'IRCANTEC) (p. 7318)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (gratuité des péages lors des interventions de secours sur le réseau des autoroutes concédées) (p. 7318 et s.)

Article 51 (établissements publics interdépartementaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7320)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 192 troisième rectification de la commission (établissement public pour la protection de la forêt méditerranéenne) (p. 7320)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Alain Cortade (p. 7320)

Avant l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (éligibilité de la commune de Marseille au fonds d'aide à l'investissement des SDIS) (p. 7320)

Article 51 bis (prise en charge des dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son intervention (p. 7320)

Article 51 ter (participation de la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole aux dépenses du bataillon de marins-pompiers de Marseille)

Son intervention (p. 7321)

Après l'article 52A

Intervient sur l'amendement n° 193 rectifié de la commission (exonération des droits de succession pour les ayants droit des sapeurs-pompiers morts au feu) (p. 7321 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de la commission (extension aux enfants des sapeurs-pompiers morts au feu de la majoration de notes accordée aux orphelins de guerre dans certains concours administratifs) (p. 7321)

Article 52 (mutualisation des charges de formation des élèves officiers de sapeurs-pompiers)

Son intervention (p. 7322 et s.)

Ses amendements n°s 165 et 166 rectifié (p. 7323)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (transfert des biens, droits et obligations de l'Institut national d'études de la sécurité civile à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers) (p. 7324)

Intervient sur l'amendement n° 104 rectifié de M. André Chassaing (création d'un CAP de sapeur-pompier) (p. 7324)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Bernard Derosier (rapport au Parlement sur la formation des sapeurs-pompiers) (p. 7325)

Article 53 (dispositif de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels)

Son intervention (p. 7326)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels du service de santé et de secours du SDIS) (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Alain Marty (médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels du service de santé et de secours du SDIS) (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (conditions d'attribution de la bonification d'annuités pour la retraite des sapeurs-pompiers professionnels) (p. 7326)

Article 53 bis (comités d'hygiène et de sécurité)

Son intervention (p. 7327)

Après l'article 53 bis

Intervient sur l'amendement n° 204 du Gouvernement (bonification d'annuités pour la retraite des sapeurs-pompiers professionnels ayant perdu cette qualité à la suite d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle) (p. 7327)

Après l'article 54A

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Stéphane Demilly (formation des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7327)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de la commission (non-application aux sapeurs-pompiers volontaires de la législation générale sur le temps de travail) (p. 7327 et s.)

Après l'article 54 ter

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (exonération de charges sociales pour les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7329)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (compatibilité de l'activité de sapeur-pompier volontaire avec une activité professionnelle) (p. 7329)

Intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Anne-Marie Comparini (suppression de la réduction de la prime d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7330)

Article 55 (engagement des sapeurs-pompiers volontaires pour une durée déterminée)

Son intervention (p. 7330)

Article 56 (avantage de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires)

Son intervention (p. 7331)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Claude Greff (réduction de charges sociales proportionnelle aux absences du salarié sapeur-pompier volontaire) (p. 7332)

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Claude Greff (réduction de toutes les primes d'assurance des entreprises employant des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7332)

Article 57 (délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer)

Son intervention (p. 7332)

Article 59 (dispositions applicables à Mayotte)

Son intervention (p. 7333)

Article 60 (adaptations terminologiques pour Mayotte)

Son intervention (p. 7333)

Article 62 (sensibilisation aux risques à Mayotte)

Son intervention (p. 7333)

Article 63 (compatibilité de la participation à une association ou une réserve de sécurité civile avec l'exercice d'une activité professionnelle à Mayotte)

Son intervention (p. 7333)

Article 64 (règlement opérationnel)

Son intervention (p. 7333)

Article 65 (réserves de sécurité civile à Mayotte)

Son intervention (p. 7334)

Article 67 (développement du volontariat à Mayotte)

Son intervention (p. 7334)

Article 70 (mise en œuvre des moyens de secours par le maire et le préfet à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 7334)

Article 73 (entrée en vigueur des dispositions relatives au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7334 et s.)

Article 74 (abrogation de la loi du 22 juillet 1987)

Son intervention (p. 7335)

Article 3 et annexe précédemment réservés (approbation des orientations de la politique de sécurité civile)

Son intervention (p. 7335 et s.)

Son amendement n° 208 (p. 7337)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7340)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7418)

Son intervention (p. 7419)

Thèmes :

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 7419)

Sécurité publique : catastrophes naturelles : arrêtés (p. 7419)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : reclassement professionnel (p. 7419)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 7419)

Sécurité publique : sécurité civile : financement (p. 7419)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7419)

Alfred MARIE-JEANNE

Martinique (4^{ème} circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1288 rectifiée tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [12 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Antilles. Agriculture, bananes, plan d'urgence [18 mai 2004] (p. 3773)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 753, posée le 18 mai 2004. Outre-mer. DOM : Martinique (J.O. Questions p. 3525). Appelée le 18 mai 2004. Aménagement du territoire, zone dite des cinquante pas géométriques, gestion, réglementation (p. 3756)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9242)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9243)

Finances publiques : annulations de crédits : outre-mer (p. 9243)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9243)

Procédure des questions :

Banques et établissements financiers : sociétés de développement régional (SDR) : Antilles (p. 9266)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10306)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : pluralisme (p. 10307)

Outre-mer : institutions : réformes administratives (p. 10306)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4496)

Thèmes :

Outre-mer : octroi de mer : réforme fiscale (p. 4496)

Outre-mer : octroi de mer : statistiques (p. 4496)

Union européenne : droit communautaire : jurisprudence (p. 4497)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)*Article 6 (possibilité d'exonérer certaines importations de marchandises)*

Ses amendements n° 22, 23, 20 et 21 (p. 4510)

Après l'article 29

Son amendement n° 35 (actualisation des listes de produits) (p. 4513) : devenu sans objet (p. 4514)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son amendement n° 27 (p. 4514)

Article 36 (octroi de mer au bénéfice des régions)

Son amendement n° 25 (p. 4516)

Son amendement n° 24 (p. 4517)

Après l'article 41

Son amendement n° 26 (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional) (p. 4518) : adopté (p. 4519)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4524)

*Seconde délibération**Article 41 bis (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional)*

Son intervention (p. 4527)

Hervé MARITON

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 20 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Equipement et transports terrestres) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur la clarification des relations financières entre le système ferroviaire et ses partenaires publics [8 juillet 2004] (n° 1725)

Proposition de loi n° 1814 relative à la mise en œuvre d'un service essentiel pour les transports terrestres de voyageurs [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etat. Organisation. Laïcité, respect [25 novembre 2003] (p. 11104)

Etat. Décentralisation. Conséquences, routes nationales [24 février 2004] (p. 1819)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 567, posée le 20 janvier 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Financement, Die, Drôme (p. 540)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constate que le débat sur la recevabilité financière met en lumière le coût des propositions de la gauche [1^{er} juillet 2004] (p. 5846)

Considère que le dépôt par le groupe socialiste de 149 amendements absolument identiques caractérise l'obstruction [1^{er} juillet 2004] (p. 5853)

Remarque que le parti pris d'opposition politique pousse les députés socialistes à des argumentations paradoxales [5 juillet 2004] (p. 6051)

Dénonce les contradictions dans les interventions des députés socialistes en particulier sur le principe du médecin traitant [6 juillet 2004] (p. 6148)

Conteste l'expression "assemblée baillonnée" employée par M. Jean-Marie Le Guen ; considère que le débat se déroule normalement ; compare les positions de l'opposition et celle de la majorité [9 juillet 2004] (p. 6336)

Conteste les résultats du précédent scrutin, en particulier le décompte des voix des représentants de l'opposition [10 juillet 2004] (p. 6444)

Réagit à l'annonce d'une agression à caractère raciste et antisémite dans le RER, exprime au nom de son groupe son émotion et son indignation [11 juillet 2004] (p. 6487)

Souligne qu'un seul député socialiste est présent en séance [15 juillet 2004] (p. 6742)

Accuse le groupe socialiste représenté par un seul député, de désintérêt pour le débat et de démotivation [16 juillet 2004] (p. 6754)

En appelle à la dignité de la séance ; constate l'absence des députés socialistes [16 juillet 2004] (p. 6816)

DÉBATS**Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8021)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8022)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8021)

Politique économique : croissance : gauche (p. 8022)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8647)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : collectivités territoriales (p. 8648)

Défense : crédits (p. 8618)

Etat : missions régaliennes (p. 8648)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8648)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8648)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8648)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8647 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8647)

Impôts locaux (p. 8648)

Sécurité sociale : financement : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8648)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)

Son intervention (p. 8886 et s., 8892, 8895)

Son amendement n° 78 (de suppression) (p. 8887) (p. 8892)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Brard (remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises effectué par année et non plus par semestre) (p. 8897)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Brard (remboursement partiel de TIPP aux transporteurs routiers de marchandises - réduction du montant maximum de 20 000 € à 15 000 €) (p. 8897)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 - taux de 0,05 %) (p. 8955)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Bouvard (radars automatiques : suppression de l'affectation du produit des amendes au budget de l'Etat) (p. 9005)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9015)

Son sous-amendement n° 480 (ordinateurs personnels : non-taxation) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9020)

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 237 (suppression de la hausse de la TIPP sur le gasole et réduction du déficit de 1 milliard d'euros par réduction des dépenses civiles de 1,9 milliard d'euros) (p. 9126)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9169)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9170)

Agriculture : montagne (p. 9170)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9169)

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET
MÉR**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9446)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transport de voyageurs (p. 9447)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9447)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9449)

Sécurité routière (p. 9448)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9447)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 9448)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9448)

Voirie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 9449)

Voirie : routes nationales : décentralisation (p. 9447 et s.)

**Vote des crédits et articles rattachés
[24 octobre 2003] (p. 9489)**

Etat B, titre III

Son amendement n° 66 corrigé (réduction des crédits du Conseil national des transports) (p. 9489) : retiré (p. 9490)

Son amendement n° 67 (réduction des crédits des comités régionaux et départementaux des transports) : adopté (p. 9490)

Son amendement n° 65 (réduction des crédits du Conseil supérieur du service public ferroviaire) : retiré (p. 9490)

Son amendement n° 68 (réduction des crédits affectés à l'Institut géographique national) : rejeté (p. 9491)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)

Son amendement n° 69 (p. 9492) : SCRUTIN PUBLIC (p. 9494)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de Mme Valérie Pecresse (mesures en faveur du co-voiturage) (p. 9495)

**Débat sur la conciliation des exigences de la
continuité du service public des transports et du
droit de grève**

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11949)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11949)

Secteur public : service minimum (p. 11949)

Transports : transports de voyageurs (p. 11949)

Travail : négociations (p. 11950)

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 janvier 2004]
(p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 503)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 504)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 504)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 504)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son sous-amendement n° 1451 à l'amendement n° 1428 de M. Yves Coussain (p. 686)

Après l'article 65

Son amendement n° 1268 (régulation des loups) (p. 1050) : retiré (p. 1053)

Son amendement n° 1269 (régulation des loups) (p. 1054) : non soutenu ; repris par M. Augustin Bonrepaux : retiré (p. 1056)

**Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du
principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées
publics**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 février 2004]
(p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1401)

Thèmes :

Enseignement : établissements scolaires : neutralité (p. 1402)

Etat : laïcité : communautarisme (p. 1402)

Etat : valeurs républicaines (p. 1402)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1402)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son amendement n° 3 rectifié (p. 1493)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances**[10 février 2004] (p. 1533)**

Son intervention (p. 1550)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1550)
 Etrangers : immigration (p. 1552)
 Etrangers : intégration (p. 1551)
 Pays étrangers : Algérie (p. 1551)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie**[15 avril 2004] (p. 3017)**

Son intervention (p. 3048)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3048)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3048 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3048)
 Energie et carburants : énergies renouvelables : fiscalité (p. 3048)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3048)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5015)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 5016)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5015 et s.)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5015 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5016)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration**[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)**

Son intervention (p. 5398)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 5398)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5398)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5398)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5398)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5398)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5398)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)*Après l'article 2*

Son amendement n° 60 (location de longue durée : non application des dispositions relatives au démarchage bancaire et financier) : adopté (p. 5461)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son amendement n° 44 (application aux investissements effectués jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 5476)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5759)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 5835)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5760)
 Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5760, 5761, 5835)
 Professions de santé : responsabilités (p. 5761)
 Santé : données médicales (p. 5761)
 Santé : politique de la santé (p. 5761)
 Sécurité sociale : financement (p. 5836)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Ses rappels au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5846 et 5853)

Son intervention (p. 5868 et s.)

Article 1er [séances des 1^{er} et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5891 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5986 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6000 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 juillet 2004] (p. 6051)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6126)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juillet 2004] (p. 6148)

Après l'article 9 [séance du 8 juillet 2004]

Son intervention (p. 6285)

Avant l'article 11 [séance du 9 juillet 2004]

Son intervention (p. 6338)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6344 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6402 et s.)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6423 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2004] (p. 6444)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6453)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6500 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6536)

Article 29 [séance du 15 juillet 2004] (dispositif conventionnel d'aides à l'installation et de prise en charge des cotisations sociales des médecins libéraux)

Son intervention (p. 6699)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6739 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 juillet 2004] (p. 6742)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires

sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)
Son intervention (p. 6780 et s.)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6812)
Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2004] (p. 6816)

Avant l'article 32 (crédit d'impôts au titre de l'assurance complémentaire)

Son intervention (p. 6827 et s.)

Article 37 précédemment réservé [séance du 19 juillet 2004] (missions conjointes des ARH et des UR CAM)

Son intervention (p. 6865 et s.)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6911)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)

Son intervention (p. 6936 et s.)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Ses explications de vote (p. 6959)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6959)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7381)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7381)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 7382)

Santé : responsabilités (p. 7382)

Santé : politique de la santé (p. 7381 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7386)

Son intervention (p. 7388)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7382)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (n° 1623) [13 mai 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VI : Culture et communication (Culture) (n° 1111) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1228 tendant à créer une commission d'attribution des soins infirmiers aux personnes handicapées vivant à domicile [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1229 visant à permettre aux personnes lourdement handicapées, totalisant cent vingt trimestres d'assurance vieillesse, de bénéficier d'une retraite à taux plein [18 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1652 visant à interdire tous les sévices graves envers les animaux domestiques ou apprivoisés, ou tenus en captivité, susceptibles d'être exercés lorsqu'une tradition locale ininterrompue peut être invoquée [8 juin 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1623) relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [9 juin 2004] (n° 1663)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Trafic. Lutte et prévention, politiques communautaires [3 décembre 2003] (p. 11599)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 496, posée le 1^{er} décembre 2003. Santé. Ostéoporose (J.O. Questions p. 9072). Appelée le 2 décembre 2003. Lutte et prévention (p. 11500)

n° 720, posée le 4 mai 2004. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 3208). Suppléée par M. Frédéric Reiss. Appelée le 4 mai 2004. Débroussaillage, réglementation, application (p. 3208)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9386)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : généralités (p. 9387)

Arts et spectacles : spectacles (p. 9389)

Culture : création (p. 9386)

Culture : crédits (p. 9386)

Culture : politique culturelle (p. 9386)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 9386)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : arts et spectacles (p. 9387)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4379)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4431 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Yvan Lachaud (p. 4453)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4472 et s.)

Article 26 (modification de la structure du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4668)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4671)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 8 : Agriculture et pêche (Agriculture) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les biocarburants [26 mai 2004] (n° 1622)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Calamités agricoles. sécheresse, plan d'urgence [1^{er} octobre 2003] (p. 8003)

Donations et successions. Donations. Enfants majeurs, conséquences, impôt sur le revenu [4 mai 2004] (p. 3290)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 620, posée le 3 février 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Perspectives, Cantal (p. 1262)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 9139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation
Agriculture : crédits (p. 9140)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9140)
Agriculture : montagne (p. 9140)
Agriculture : offices d'intervention : crédits budgétaires (p. 9141)
Agriculture : pollution (p. 9140)
Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 9140)
Agroalimentaire : équarrissage (p. 9141)
Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 9140)
Elevage : bovins : aides (p. 9141)
Enseignement agricole (p. 9140 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9141)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9140)
Régions : contrats de plan Etat-régions : agriculture (p. 9139)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9141)

Vote des crédits et articles rattachés [21 octobre 2003] (p. 9201)**Etat B, titre III**

Son amendement n° 56 (réduction des crédits de fonctionnement des services du ministère) : adopté (p. 9202)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 57 (réduction des crédits consacrés aux aides au départ et de ceux destinés à la restructuration des abattoirs) : adopté (p. 9202)

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 49 au titre des mesures nouvelles

Son intervention (p. 9203)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)****Seconde délibération****Après l'article 16**

Son amendement n° 3 rectifié (déduction de la TGAP au titre des cotisations ou dons aux organismes de collecte de déchets de produits antiparasitaires à usage agricole) : retiré (p. 11730)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune**[15 juin 2004] (p. 4877)**

Son intervention (p. 4886)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4887)
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4887)
Agriculture : installation (p. 4887)
Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4886)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4886)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4887)

Franck MARLIN

*Essonne (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 1343 tendant à modifier l'article 2, alinéa 4 de la Constitution du 4 octobre 1958 [13 janvier 2004]

Alain MARSAUD

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) (COM [2004] 103 final / E 2517, COM [2004] 104 final / E 2518) (n° 1534) [29 avril 2004]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 (n° 1654) [9 juin 2004]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1648 concernant la procédure d'expulsion en urgence absolue [8 juin 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi

(n° 1654) de M. Pascal Clément et M. Bernard Accoyer relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 [15 juin 2004] (n° 1670)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Procédure. Délais [12 novembre 2003] (p. 10363)
Santé. Cancer. Prise en charge [26 mai 2004] (p. 4113)

DÉBATS

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 53

Son amendement n° 280 (procédure de placement en détention provisoire) : adopté (p. 11427)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5063)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 5064)
Droit pénal : discrimination (p. 5064)
Etrangers : éloignement du territoire (p. 5063)
Etrangers : éloignement du territoire : protection (p. 5064)
Etrangers : expulsion : lutte contre le terrorisme (p. 5063)
Prestations familiales : polygamie (p. 5064)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5076 et s.)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1400 visant à rendre obligatoire le pavage du drapeau français sur les mairies et les établissements scolaires [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Permis de conduire. Centres d'examen, effectifs d'inspecteurs [23 juin 2004] (p. 5322)

Philippe MARTIN

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, gestion du revenu minimum d'insertion (RMI) [18 novembre 2003] (p. 10762)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [21 janvier 2004] (p. 639)

Politique extérieure. Etats-Unis. Déplacement d'un ministre, opportunité [28 avril 2004] (p. 3180)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 14

Son amendement n° 356 corrigé (floc de Gascogne : bénéfice du droit de consommation applicable aux vins doux naturels) : rejeté (p. 8957)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3601)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : Constitution (p. 3601)
Collectivités territoriales : compensations financières (p. 3603)
Collectivités territoriales : élus locaux (p. 3603)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 3602)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : voirie (p. 3602)
Secteur public : services publics : fermeture (p. 3602)

Philippe-Armand MARTIN

*Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Archéologie. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, aménagement [28 avril 2004] (p. 3179)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 497, posée le 1^{er} décembre 2003. Transports ferroviaires. TGV Est [J.O. Questions p. 9073]. Appelée le 2 décembre 2003. Gares, implantation (p. 11490)

n° 695, posée le 27 avril 2004. Santé. Jeunes [J.O. Questions p. 3082]. Appelée le 27 avril 2004. Obésité, lutte et prévention, conséquences (p. 3086)

n° 773, posée le 25 mai 2004. Sports. Associations et clubs [J.O. Questions p. 3736]. Appelée le 25 mai 2004. Union nationale du sport scolaire, fonctionnement, financement, Reims (p. 4019)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8287)

Son sous-amendement n° 534 à l'amendement n° 308 de M. Jean-Marie Le Guen (p. 8287)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9170)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 9170)

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 9170 et s.)

Agroalimentaire : viticulture (p. 9170)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son amendement n° 102 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 45 millions d'euros) (p. 11680)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11757)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 73 (p. 12377)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Ses amendements n° 74 et 75 (p. 12385)

Son amendement n° 76 (p. 12386)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 4 (transmission à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son amendement n° 812 (p. 754)

Après l'article 5

Son amendement n° 813 (régime fiscal des EARL non familiales) (p. 762) : rejeté (p. 763)

Son amendement n° 814 (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 763) : retiré (p. 763)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son amendement n° 811 corrigé (p. 767)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son amendement n° 333 (p. 768)

Après l'article 7

Son amendement n° 860 (exonération de l'ISF des biens à usage professionnel loués par bail à long terme à un proche parent) : rejeté (p. 770)

Après l'article 10

Son amendement n° 330 (procédure de suspension administrative du contrat de fourniture) (p. 789) : rejeté (p. 790)

Après l'article 21

Son amendement n° 331 (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) : adopté (p. 856)

Son amendement n° 561 (utilisation abusive des AOC) (p. 856) : adopté (p. 858)

Après l'article 75

Son amendement n° 332 (régime des congés payés des entreprises du paysage) : retiré (p. 1218)

Intervient sur l'amendement n° 370 de la commission (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1219)

Son amendement n° 1310 rectifié (comité interprofessionnel du vin de Champagne : composition et missions) (p. 1220) : adopté (p. 1221)

Son amendement n° 1311 rectifié (comité interprofessionnel du vin de Champagne ; missions) (p. 1220) : adopté (p. 1221)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 656 (p. 4438)

Son intervention (p. 4440)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 41 rectifié (p. 4477)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 46 (p. 4671)

Ses amendements n° 47 et 50 (p. 4673)

Son amendement n° 51 (p. 4674)

Son amendement n° 35 (p. 4676)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son amendement n° 39 (p. 4683)

Ses amendements n° 44 et 40 (p. 4684)

Henriette MARTINEZ

*Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance (n° 1152) [15 octobre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1152), relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance [26 novembre 2003] (n° 1249)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1317), relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance [18 décembre 2003] (n° 1319)

Proposition de loi n° 1395 relative à la délivrance volontaire en fin de vie [4 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [18 novembre 2003] (p. 10765)

Animaux. Dégâts des animaux. Loups, Alpes [2 juin 2004] (p. 4354)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 821, posée le 8 juin 2004. Agriculture. Maladies et parasites (J.O. Questions p. 4140). Appelée le 8 juin 2004. Arbres fruitiers, lutte et prévention (p. 4543)

DÉBATS

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)

Son intervention (p. 11560)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 11561)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 11560)
- Enfants : enfants accueillis (p. 11561)
- Enfants : mauvais traitements (p. 11561)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 11560)
- Enseignement : obligation scolaire (p. 11561)

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 1er A (dispense d'obligation alimentaire pour les enfants maltraités)

Son intervention (p. 11570)

Article 1er (modification de l'agrément des assistants maternels)

Son intervention (p. 11571)

Article 2 (dispositions transitoires relatives à la réforme de l'agrément des assistants maternels non permanents)

Son intervention (p. 11573)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Yvan Lachaud (assistants maternels : validation des acquis professionnels) (p. 11573)

Article 3 (abrogation du dispositif administratif de suspension ou de suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire)

Son intervention (p. 11574)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 49 de Mme Patricia Adam (cas de mise sous tutelle des allocations familiales) (p. 11575)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Patricia Adam (cellules départementales de l'absentéisme scolaire) (p. 11575)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) (p. 11576)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (mendicité des mineurs : sanctions pénales des responsables) (p. 11576)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Patricia Adam (observatoires départementaux de l'enfance en danger) (p. 11576)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 11577)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Ségolène Royal (formation d'avocats à l'assistance aux victimes de violences sexuelles) (p. 11579)

Article 8 bis (signalement des actes de maltraitance)

Son intervention (p. 11580)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Patricia Adam (mesures d'assistance éducative : simplification) (p. 11580)

Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Patricia Adam (séjours de rupture soumis à l'agrément du ministère de la justice) (p. 11581)

Intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Patricia Adam (droit des mineurs à être entendus) (p. 11581)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de cohérence) (p. 11581)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (les décisions de justice sont prises dans la stricte considération de l'intérêt de l'enfant) (p. 11582)

Article 9 (constitution de partie civile par des associations dans les cas de violence exercée contre des victimes majeures)

Son intervention (p. 11583)

Article 11 (extension des mesures en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna)

Son intervention (p. 11583)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Ségolène Royal (dispositions portant protection des femmes victimes de violences) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Ségolène Royal (dispositions relatives à la prescription en matière de violences et d'agressions sexuelles) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Ségolène Royal (dispositions permettant le maintien à domicile des femmes victimes de violences conjugales) (p. 11584)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (conditions d'audition d'un mineur par le juge) (p. 11584)

Article 12 (expérimentation de financement dans les services tutelaires)

Son intervention (p. 11585 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de conséquence) (p. 11586)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Patricia Adam (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11587)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (conditions de dispense d'obligations alimentaires à l'égard des ascendants) (p. 11587)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 671 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Jean Lassalle (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est

située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Michel Bouvard (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1082 de M. François Vannson (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Michel Bouvard (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716)

Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Michel Bouvard (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Michel Bouvard (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Michel Bouvard (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) (p. 722)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Michel Bouvard (prolongation pour cinq ans d'incitations fiscales) (p. 725)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Michel Bouvard (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 806)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 811, 813)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 817)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Louis Cosyns (conclusion de baux ruraux entre les exploitants agricoles et leur commune) (p. 876)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son intervention (p. 890)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 952)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 968)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 974)

Son sous-amendement n° 1507 précédemment réservé (non application de la procédure d'étude d'impact) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 978) : rejeté (p. 979)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 983 et s.)

Avant l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 902 de M. Joël Giraud (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1020)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1021)

Après l'article 65

Son amendement n° 96 (reconnaissance du pastoralisme) : adopté (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Son amendement n° 311 (routes à grande circulation ; inconstructibilité) (p. 1063) : supprimé (p. 1064)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son sous-amendement n° 282 rectifié à l'amendement n° 1540 de la commission (p. 2061)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3303)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 3303)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3303)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 3302)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 635 (p. 4443)

Ses amendements n° 636 et 495 (p. 4444)

Ses amendements n° 496, 497 et 498 (p. 4445)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 637 (p. 4476)

Son amendement n° 499 (p. 4477)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 501 (p. 4577)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son amendement n° 504 (p. 4640)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 639 (p. 4678)

Patrice MARTIN-LALANDE

Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet [J.O. du 10 février 2004] (p. 2754)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre suppléant du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 30 avril 2004] (p. 7806)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 12 : Culture et communication (Communication) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les conventions collectives des personnels de l'audiovisuel public [22 septembre 2004] (n° 1801)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Interne. Sites, hébergement, responsabilité pénale [14 janvier 2004] (p. 354)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 568, posée le 20 janvier 2004. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Perspectives, Loir-et-Cher (p. 554)

n° 822, posée le 8 juin 2004. Sécurité routière. Limitations de vitesse (J.O. Questions p. 4140). Appelée le 8 juin 2004. Adaptation (p. 4539)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8656)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision numérique : secteur public (p. 8657)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8656 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 11

Son amendement n° 4 (biocarburants – réduction de TIPP prorogée jusqu'au 31 décembre 2009) (p. 8895) : retiré (p. 8896)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9010, 9018, 9026)

Son sous-amendement n° 500 (résidences secondaires : taxation des récepteurs détenus de façon permanente) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9021)

Son sous-amendement n° 284 deuxième rectification (rapport du Gouvernement avant fin mai 2004 sur l'adossment de la redevance à la taxe d'habitation et sur la reconversion des personnels) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9029)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : calamités agricoles : Loir-et-Cher (p. 9196)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Procédure des questions :

Télécommunications : autoroutes de l'information : Loir-et-Cher (p. 9329)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : monuments historiques : Loir-et-Cher (p. 9410)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9277)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 9278)

Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 9278)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9278)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 9277)

Audiovisuel et communication : télévison numérique (p. 9279)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9279)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9277)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9300)

Après l'article 59

Son amendement n° 63 rectifié (insertion d'un article de répartition concernant les recettes de la redevance audiovisuelle) (p. 9300) : adopté (p. 9302)

Après l'article 74

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (suppression de la référence particulière à la presse régionale) à son amendement n° 64 rectifié (p. 9303)

Son amendement n° 64 rectifié (rapport annuel au Parlement du Fonds de modernisation de la presse sur les aides à la presse en général et à la presse régionale en particulier) (p. 9303) : adopté après modification (p. 9304)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9445)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9445)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 62

Son sous-amendement n° 299 (extension à l'audiovisuel) à l'amendement n° 293 du Gouvernement (cinéma - crédit d'impôt pour les entreprises de production au titre de leurs activités exercées en France) : non soutenu (p. 10652)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (internet à haut débit par satellite – amortissement sur douze mois des terminaux acquis entre le 1er janvier et le 31 décembre 2004 : rectifié - entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006) (p. 10657)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (diffuseurs de presse : régime d'abattement sur la base de la taxe professionnelle - extension à l'ensemble du territoire et possibilité de relèvement) (p. 10686)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (amortissement des satellites de communication) (p. 11714)

Après l'article 16

Son sous-amendement n° 138 (possibilité d'acquitter entièrement la contribution sous forme de prestation en nature - presse) à l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) : adopté (p. 11733)

Son sous-amendement n° 197 (taxation minorée du papier recyclé) à l'amendement n° 88 de la commission : rejeté (p. 11736)

Son sous-amendement n° 196 (contributions déterminées suivant un barème fixé par décret) à l'amendement n° 88 de la commission : adopté (p. 11736)

Après l'article 30

Son amendement n° 22 corrigé (énergie solaire : amélioration du régime fiscal) (p. 11777) : rejeté (p. 11778)

Son amendement n° 173 (production audiovisuelle : bénéfice du crédit d'impôt applicable au cinéma) (p. 11779) : rejeté (p. 11780)

Son amendement n° 133 (messages de parrainage : assujettissement des recettes à la taxe sur les services de télévision) : rejeté (p. 11780)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (compensation des pertes de base de taxe professionnelle : amélioration pour les communes subissant une réduction égale ou supérieure à 70 %) (p. 11814)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 120 (p. 11888)

Son amendement n° 119 (p. 11889)

Son amendement n° 118 (p. 11890)

Son amendement n° 133 (p. 11901)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)

Son amendement n° 11 (p. 11914)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 148)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 148)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 148)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 148)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Après l'article 1er

Son amendement n° 124 (garantie d'accès aux chaînes hertziennes terrestres en clair) : retiré (p. 165)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 157 rectifié (répression de la fausse dénonciation du contenu d'un message) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) : adopté (p. 184)

Son sous-amendement n° 155 (modalités d'établissement de la connaissance des faits litigieux) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 184) : rejeté (p. 185)

Son sous-amendement n° 204 (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185) : rejeté (p. 187)

Son sous-amendement n° 156 (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 187) : rejeté (p. 188)

Son sous-amendement n° 202 (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : rejeté (p. 189)

Son sous-amendement n° 201 (suppression du référé) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : rejeté (p. 189)

Après l'article 5 quinquies

Son amendement n° 154 (rediffusions qualifiées de "déclinaisons" afin d'enrichir l'offre cinématographique et audiovisuelle) : retiré (p. 192)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son sous-amendement n° 126 rectifié à l'amendement n° 13 corrigé de la commission (p. 202)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Ses amendements n°s 40 et 39 (p. 208)

Ses amendements n°s 120, 121 et 122 (p. 209)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 217)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Émile Blesig (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entrave du développement de la concurrence) (p. 223)

Son sous-amendement n° 119 (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand : adopté (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Yves Simon (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 223)

Son amendement n° 38 (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 216) : devenu sans objet (p. 225)

Après l'article 37 bis

Son amendement n° 123 (tarification à la seconde) (p. 227) : adopté (p. 229)

Son amendement n° 37 (possibilité de voter par voie électronique aux élections professionnelles) (p. 230) : adopté (p. 231)

Son amendement n° 133 (propriété matérielle des infrastructures de réseaux fixes distinctes implantées dans une même zone géographique) (p. 231) : rejeté (p. 232)

Ses explications de vote (p. 236)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 236)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3427)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 3428)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 3428)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3428)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 3427)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 262)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 262)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 263)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ;

[27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ...
[30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 670)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Philippe-Armand Martin (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de M. Charles de Courson (utilisation abusive des AOC) (p. 857)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Louis Cosyns (utilisation abusive des AOC) (p. 858)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 1087 de M. François Vannson (p. 861)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 940)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1101)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 1116)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 634 de Mme Bérengère Poletti (carrières de craie : déclaration) (p. 1121)

Avant l'article 54

Son amendement n° 1257 (déduction des frais de chasse) : retiré

Son amendement n° 427 (repérage non armé du passage du gibier) : adopté (p. 1144)

Son sous-amendement n° 428 (police de l'environnement assurée par les agents de l'Office) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1144) : adopté (p. 1145)

Son amendement n° 429 (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 1147) : retiré (p. 1149)

Son amendement n° 430 (missions des fédérations régionales des chasseurs) : adopté (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) (p. 1152)

Son amendement n° 431 (battues administratives : fédérations départementales des chasseurs ; consultation préalable) : adopté (p. 1153)

Son amendement n° 432 (déduction des frais de chasse) : retiré (p. 1154)

Intervient sur l'amendement n° 1208 corrigé de M. Charles de Courson (déduction des frais de chasse) (p. 1155)

Son amendement n° 433 (chiens courants) (p. 1155) : adopté (p. 1156)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH))

Son intervention (p. 1156 et s.)

Ses amendements n° 434, 435 et 436 (p. 1157)

Son amendement n° 438 (p. 1158)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Étienne Mourrut (stages de formation) (p. 1159)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 442 (p. 1165)

Ses amendements n° 443 et 444 (p. 1166)

Ses amendements n° 445 et 446 (p. 1167)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son intervention (p. 1199)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 1202)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. André Chassaing (surcoûts de l'exploitation forestière en zones de montagne pris en compte par la politique de la forêt) (p. 1211)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 1215 et s.)

Son sous-amendement n° 1535 à l'amendement n° 1283 deuxième rectification du Gouvernement (p. 1216)

Son sous-amendement n° 1520 à l'amendement n° 1283 deuxième rectification du Gouvernement (p. 1216)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 1070 de M. Charles de Courson (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) (p. 1220)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 447 (p. 1225)

Ses amendements n° 449 corrigé et 450 (p. 1226)

Son amendement n° 451 (p. 1227)

Ses amendements n° 452, 453 et 454 (p. 1228)

Ses amendements n° 455 et 456 (p. 1229)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231)

Son amendement n° 458 (révision régulière de la liste des animaux protégés) (p. 1231) : retiré (p. 1232)

Son amendement n° 459 (plan de gestion) (p. 1232) : retiré (p. 1233)

Son amendement n° 1259 (rapport au Parlement relatif à la non-prolifération de certaines espèces protégées et à la réparation des dommages causés) : retiré (p. 1233)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son amendement n° 460 (p. 1234)

Son amendement n° 461 (p. 1235)

Son amendement n° 462 (p. 1236)

Ses explications de vote (p. 1239)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1239)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1620)

Son intervention (p. 1630)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1631)

Informatique : fichiers ; commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 1630)

Télécommunications : Internet (p. 1630)

Union européenne : directives ; commerce électronique (p. 1631)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 2 (article L. 32 du code des postes et télécommunications : introduction de définitions juridiques nouvelles)

Son amendement n° 178 (p. 1672)

Article 3 (article L. 32-1 du code des postes et télécommunications : principes de la régulation des communications électroniques)

Ses amendements n° 177 et 237 (p. 1673)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1675 et s.)

Son amendement n° 238 (p. 1676)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son amendement n° 239 (p. 1677)

Article 10 (protection de la vie privée des utilisateurs)

Son intervention (p. 1687)

Article 11 (régime de l'interconnexion et de l'accès)

Son intervention (p. 1688)

Article 14 (pouvoir réglementaire de l'ART - Autorité de régulation des télécommunications-)

Son intervention (p. 1689)

Article 16 (article L. 36-8 du code des postes et télécommunications : pouvoirs de l'ART en matière de règlement des différends)

Son amendement n° 2 (p. 1690)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son amendement n° 3 (p. 1690)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1691 et s.)

Son amendement n° 4 (p. 1691)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Ses amendements n° 84 et 242 rectifié (p. 1697)

Après l'article 26

Son amendement n° 179 (surveillance active de certains contenus hébergés) (p. 1703) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1705)

Article 35 (compétences du CSA en matière de concurrence et de coordination)

Son amendement n° 6 (p. 1706)

Article 37 (recueil d'informations par le CSA)

Son amendement n° 9 (p. 1709)

Après l'article 41

Son amendement n° 85 (rediffusion des programmes sur un autre canal) (p. 1713) : retiré (p. 1714)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Ses amendements n° 11 et 12 (p. 1716)

Article 46 (autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Ses amendements n° 13 et 14 (p. 1747)

Article 48 (coordination)

Son amendement n° 87 rectifié (p. 1748)

Article 49 (coordination)

Son amendement n° 38 rectifié (p. 1748)

Article 54 (régime dérogatoire applicable aux services exclusivement diffusés hors du territoire national)

Son amendement n° 15 (p. 1750)

Après l'article 54

Son amendement n° 175 (chaînes locales reprises puis diffusées par le satellite et diffusées à plus de dix millions d'habitants soumises aux mêmes obligations que les chaînes du satellite) : retiré (p. 1750)

Son amendement n° 16 (fixation par décret des cas dans lesquels plusieurs services de télévision conventionnés peuvent être édités par une même personne morale) (p. 1750) : rejeté (p. 1751)

Son amendement n° 17 (convention fixant les règles applicables lorsqu'un service de radio ou de télévision comporte des données associées ou une part de contenus interactifs) : rejeté (p. 1751)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)

Son amendement n° 229 (p. 1751)

Après l'article 67

Son amendement n° 277 rectifié (régime des sanctions) : rejeté (p. 1759)

Après l'article 68

Son amendement n° 278 (notion d'éditeurs de services de radiodiffusion sonore ou de télévision) : rejeté (p. 1760)

Après l'article 86

Son amendement n° 86 (rédactionnel) : rejeté (p. 1765)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4416)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4416)

Télécommunications : Internet (p. 4416)

Télécommunications : tarifs (p. 4416)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 74

Son amendement n° 1182 rectifié (modalités de règlement des conflits entre l'autorité délivrant le permis de construire et l'architecte des bâtiments de France) : retiré (p. 2445)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son amendement n° 89 (p. 2917)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3388)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance (p. 3388)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3389)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3389)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4375)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4375)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4375)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4375)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4375)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4375)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4375)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4626)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4637)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (p. 4639)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 4662 et s.)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 803 (p. 4670)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5016)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5016)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5016)

Secteur public : services publics : péréquation (p. 5016)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (redevance audiovisuelle : perception avec la taxe d'habitation, communication à l'administration des informations nominatives relatives aux abonnés à des services payants, abattement de 50 % pour les résidences secondaires, maintien des exonérations existantes et alignement sur celles applicables à la taxe d'habitation) (p. 5482)

Alain MARTY

Moselle (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1130 relative à la filiation d'un enfant sans vie [15 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [29 octobre 2003] (p. 9629)

Professions de santé. Médecins. Spécialistes, effectifs de la profession [28 avril 2004] (p. 3181)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 696, posée le 27 avril 2004. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 3082). Appelée le 27 avril 2004. Imagerie médicale, financement, hôpital de Sarrebourg (p. 3102)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 51

Son sous-amendement n° 575 corrigé (rédactionnel) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examen prénatal et postnatal) (p. 8420) : adopté (p. 8421)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 3

Son amendement n° 5 (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) : retiré (p. 751)

Après l'article 10

Son amendement n° 589 (constructions agricoles déjà implantées à l'intérieur de secteurs urbanisés) (p. 784) : retiré (p. 785)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 1173 (p. 2167)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4096)

Thèmes :

Environnement : biodiversité : Guyane (p. 4097)

Environnement : changements climatiques (p. 4096)

Environnement : principe de précaution (p. 4096 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4369)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : handicapés (p. 4369)

Handicapés : appareillage (p. 4369)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4369)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4369)

Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4369)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4452)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son amendement n° 537 (p. 4459)

Son intervention (p. 4460)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4478 et s.)

Son amendement n° 541 deuxième rectification (p. 4478)

Son amendement n° 543 (p. 4478)

Après l'article 8

Son amendement n° 545 : retiré (p. 4581)

Après l'article 9

Son amendement n° 547 rectifié : rejeté (p. 4586)

Après l'article 21

Son amendement n° 552 : retiré (p. 4640)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 53

Son amendement n° 107 (médecins, pharmaciens et infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels du service de santé et de secours du SDIS) : devenu sans objet (p. 7326)

Après l'article 54 ter

Son amendement n° 109 rectifié (compatibilité de l'activité de sapeur-pompier volontaire avec une activité professionnelle) : devenu sans objet (p. 7329)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VI : Economie, finances et industrie (Industrie) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Article 2 (encadrement du crédit renouvelable)

Son intervention (p. 12164)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12180)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son amendement n° 276 (p. 1692)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3822)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3822)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3823)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3823)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3823)

Recherche (p. 3823)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4974)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4974)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4974)

Union européenne : commission : politique énergétique (p. 4974)

Union européenne : Conseil : politique énergétique (p. 4974)

Christophe MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20112)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20113)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2003] (p. 21856)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 décembre 2003] (p. 21856)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2004] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 480, posée le 1^{er} décembre 2003. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 9070). Appelée le 2 décembre 2003. Echangeur, La Valentine, Marseille (p. 11492)

Jean-Claude MATHIS

*Aube (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Didier MATHUS

*Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1173 visant à interdire le recours à des mesures techniques de protection des CD et DVD ayant pour effet de priver les utilisateurs du droit à la copie privée [4 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. Radio France. Journalistes, revendication [4 février 2004] (p. 1363)

Presse et livres. Presse. Concentration, conséquences [30 juin 2004] (p. 5743)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 529, posée le 6 janvier 2004. Voirie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 5)

n° 602, posée le 3 février 2004. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Route Centre-Europe Atlantique, perspectives (p. 1250)

n° 731, posée le 18 mai 2004. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine (J.O. Questions p. 3521). Appelée le 18 mai 2004. Perspectives (p. 3742)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Didier Migaud (copie privée : rémunération et création d'une commission consultative) (p. 10694)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

*Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)
Son amendement n° 131 (p. 11913)*

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 257)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : services publics (p. 257)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 258)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 257)

Audiovisuel et communication : radio (p. 258)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 257)

Audiovisuel et communication : TF1 (p. 258)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1666) : rejetée (p. 1671)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1667)

Audiovisuel et communication : radio (p. 1667)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1666 et s.)

[11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 29

Son amendement n° 195 (composition du CSA) (p. 1705) : rejeté (p. 1706)

Son amendement n° 196 (composition du CSA) (p. 1705) : rejeté (p. 1706)

Après l'article 40

Son amendement n° 198 (attribution d'au moins dix canaux au numérique hertzien) : rejeté (p. 1709)

Article 41 (attribution aux sociétés nationales de programme et à ARTE du droit d'usage de fréquences assignées pour la diffusion de leurs programmes)

Son intervention (p. 1711)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son amendement n° 199 (p. 1749)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son amendement n° 201 : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1754)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 202 (p. 1756)

Article 63 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode analogique)

Son amendement n° 203 (p. 1758)

Article 64 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode numérique)

Son amendement n° 204 (p. 1758)

Article 65 (seuil d'assimilation d'un service de télévision locale à un service national)

Son amendement n° 180 (p. 1758)

Article 68 (changement de catégorie ou de titulaire des autorisations pour la diffusion de services de radio)

Son amendement n° 206 (p. 1759)

Article 76 (coordination)

Son amendement n° 181 (p. 1762)

Avant l'article 89

Son amendement n° 185 (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767) : retiré (p. 1768)

Son amendement n° 182 (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) : rejeté (p. 1768)

Son amendement n° 183 (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) : rejeté (p. 1768)

Son amendement n° 184 (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de téléalité) (p. 1768) : rejeté (p. 1769)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son amendement n° 186 (p. 1772)

Son amendement n° 275 (p. 1774)

Jean-François MATTEI

Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004 [8 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. maîtrise des dépenses de santé [14 octobre 2003] (p. 8500)

M. Eric Woerth. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Haut Conseil sur l'avenir de l'assurance maladie, missions [14 octobre 2003] (p. 8504)

Mme Bérengère Poletti. Professions de santé. Médecins. exercice de la profession, zones rurales [14 octobre 2003] (p. 8507)

M. Jean-Yves Hugon. Etablissements de santé. Services d'urgence. réforme [15 octobre 2003] (p. 8601)

M. Jean-Sébastien Vialatte. Santé. Soins palliatifs. Développement, financement [22 octobre 2003] (p. 9217)

M. Jacques Godfrain. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Hôpitaux et maternités, Sud-Aveyron [28 octobre 2003] (p. 9552)

Mme Sylvie Andrieux. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [29 octobre 2003] (p. 9624)

M. Olivier Jardé. Assurances. Assurance responsabilité civile médicale. Etablissements et professions de santé [29 octobre 2003] (p. 9625)

M. Alain Marty. Santé. Sida. Lutte et prévention [29 octobre 2003] (p. 9629)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [4 novembre 2003] (p. 9940)

M. Rudy Salles. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Hausse, conséquences [5 novembre 2003] (p. 10029)

M. Jean-Luc Prél. Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Aménagement [18 novembre 2003] (p. 10759)

M. Jean-Marie Le Guen. Santé. Tabagisme. Lutte et prévention [19 novembre 2003] (p. 10816)

M. Jean-Claude Lemoine. Assurances. Assurance responsabilité civile médicale. Etablissements et professions de santé [25 novembre 2003] (p. 11108)

M. Jean-Luc Prél. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [10 décembre 2003] (p. 12047)

M. Hervé Novelli. Etablissements de santé. Hôpitaux. Durée du travail, réduction, application [10 décembre 2003] (p. 12051)

Mme Muguette Jacquaint. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [16 décembre 2003] (p. 12428)

M. Claude Leteurtre. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [16 décembre 2003] (p. 12428)

M. Jean-Marie Le Guen. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [16 décembre 2003] (p. 12433)

M. Jacques Domergue. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12500)

M. Jean-Marie Le Guen. Sécurité sociale. Equilibre financier. Perspectives [13 janvier 2004] (p. 279)

Mme Irène Tharin. Santé. Cancer du sein. Dépistage [21 janvier 2004] (p. 636)

M. Bruno Le Roux. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [27 janvier 2004] (p. 931)

M. François Goulard. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [27 janvier 2004] (p. 934)

Mme Odette Duriez. Santé. Légionellose. Lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 935)

Mme Martine David. Assurance maladie maternité : prestations. Remboursement. Soins post-opératoires [27 janvier 2004] (p. 937)

Mme Janine Jambu. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [28 janvier 2004] (p. 994)

M. Jean-Claude Lefort. Santé. Sida. Lutte et prévention, politiques communautaires [4 février 2004] (p. 1357)

M. Stéphane Demilly. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention, politiques communautaires [4 février 2004] (p. 1359)

M. Pierre Morange. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [4 février 2004] (p. 1360)

M. Jean-Marie Rolland. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [10 février 2004] (p. 1566)

M. Jacques Desallangre. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [11 février 2004] (p. 1641)

M. Yves Bur. Etablissements de santé. Hospitalisation à domicile. Perspectives [11 février 2004] (p. 1643)

M. Gérard Bapt. Sécurité sociale. Equilibre financier. Perspectives [24 février 2004] (p. 1818)

M. Claude Evin. Santé. Protection. Agence de sécurité sanitaire, directeur, démission [25 février 2004] (p. 1896)

M. Jean-Luc Prél. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, fonctionnement [2 mars 2004] (p. 2267)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [2 mars 2004] (p. 2275)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Maxime Gremetz : rappelle ses propos précédents : "Ce ne sont certes pas des vendeurs de mort, mais ils vendent des paquets sur lesquels il est écrit "Fumer tue" " [30 octobre 2003] (p. 9717)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)

Son intervention (p. 8063)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8083)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8087)

Sa réponse (p. 8113)

Thèmes :

Associations : santé publique (p. 8113)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 8066, 8114)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8065)

Recherche : recherche médicale

Santé : droits du malade (p. 8067)

Santé : accès aux soins (p. 8064)

Santé : alcoolisme (p. 8068)

Santé : cancer (p. 8064, 8113)

Santé : maladies (p. 8064)

Santé : normes d'hygiène (p. 8063)

Santé : politique de la santé (p. 8063, 8113)

Santé : prévention (p. 8063, 8113)

Santé : règlements sanitaires (p. 8063)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8063, 8114)

Santé : tabagisme (p. 8068)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Jean-Marie Le Guen (droit fondamental à la protection de la santé) (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Jean-Marie Le Guen (responsabilités en matière de promotion de la santé) (p. 8116)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Claude Evin (ratification de la convention-cadre de l'OMS signée le 21 mai 2003 en matière de lutte anti-tabac) (p. 8116)

Article 1er (politique de santé publique nationale)

Son intervention (p. 8121 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Marie Le Guen (sécurité juridique aux pratiques expérimentales de réduction des risques) (p. 8139)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Marie Le Guen (organisation des programmes de dépistage de maladies aux conséquences mortelles évitables) (p. 8140)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8178 et s.)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 8189 et s.)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8191 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Billard (transfert des compétences de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques à l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale) (p. 8195)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8200 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (contrôle médical régulier au cours de la scolarité obligatoire) (p. 8212)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Luc Prél (utilisation par le GRSP des données d'un rapport d'analyse des problèmes de santé au niveau régional) (p. 8213)

Article 6 (programmes nationaux de santé)

Son intervention (p. 8213 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre les grossesses multiples) (p. 8215)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Luc Prél (lutte contre la prématurité) (p. 8215)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean-Luc Prél (vaccination contre le pneumocoque 23) (p. 8216)

Article 7 (politique vaccinale)

Son intervention (p. 8217)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 194 de Mme Martine Billard (interdiction des adjuvants aluminiques dans les vaccins) (p. 8218)

Article 8 (lutte contre les infections nosocomiales en médecine de ville)

Son intervention (p. 8219 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (information sur les risques des interventions entraînant des modifications corporelles) (p. 8221)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 259 du Gouvernement (titre II bis au lieu de chapitre III) (p. 8221)

Intervient sur l'amendement n° 260 du Gouvernement (de cohérence) (p. 8221)

Intervient sur l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (missions de l'Institut de veille sanitaire) (p. 8222)

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de la commission (centralisation des statistiques concernant les maladies et risques sanitaires liés au milieu de travail) à l'amendement n° 257 deuxième rectification du Gouvernement (p. 8223)

Intervient sur l'amendement n° 453 rectifié de M. Jean-Luc Prél (rôle des entreprises concernées en matière d'alerte sanitaire) (p. 8227)

Intervient sur l'amendement n° 258 rectifié du Gouvernement (obtention d'informations de la part des services de protection civile ou d'urgence en matière d'alerte sanitaire) (p. 8227)

Intervient sur l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (participation des établissements de santé, maisons de retraite, services d'aide à domicile et professionnels de santé à l'alerte sanitaire) (p. 8228)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de la commission (participation des services de secours et des entreprises funéraires) à l'amendement n° 261 rectifié du Gouvernement (p. 8228)

Article 10 (gestion des menaces sanitaires graves)

Son intervention (p. 8231)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 399 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre sur les solidarités locales face aux risques sanitaires) (p. 8233)

Intervient sur l'amendement n° 263 du Gouvernement (plan d'action pour les situations d'urgence sanitaire) (p. 8234)

Intervient sur l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (dispositif de crise dénommé "plan blanc" dans chaque établissement de santé) (p. 8235)

Intervient sur le sous-amendement n° 544 de Mme Catherine Génisson (information de l'ensemble des services d'urgence départementaux et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Intervient sur le sous-amendement n° 545 de Mme Catherine Génisson ("plan Santé Urgences" au lieu de "plan blanc élargi") à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Intervient sur le sous-amendement n° 546 de Mme Catherine Génisson (information de l'ensemble des services d'urgence concernés et des représentants des collectivités territoriales) à l'amendement n° 264 rectifié du Gouvernement (p. 8236)

Article 11 (Centres nationaux de référence et veille microbiologique)

Son intervention (p. 8237)

Article 12 (régime juridique des micro-organismes et toxines pouvant présenter un risque pour la santé publique)

Son intervention (p. 8238)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 265 du Gouvernement (de cohérence) (p. 8239)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son intervention (p. 8240 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 371 du Gouvernement (transmission des certificats de décès aux organismes concernés) (p. 8244)

Intervient sur l'amendement n° 481 de Mme Juliana Rimane (insertion d'un chapitre "Modalités d'investissement et d'intervention") (p. 8244)

Intervient sur l'amendement n° 350 rectifié de M. Claude Evin (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8245)

Intervient sur l'amendement n° 557 rectifié du Gouvernement (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement social ou médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8245)

Intervient sur l'amendement n° 389 de Mme Juliana Rimane (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Claude Evin (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 388 corrigé de Mme Juliana Rimane (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) (p. 8246)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (élaboration des statistiques des accidents corporels de la circulation) (p. 8247)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Jean-Luc Prél (transmission des données aux observatoires régionaux de la santé et centralisation nationale) (p. 8247)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Jean-Luc Prél (mise en place au sein de chaque observatoire régional de la santé d'une

cellule d'intervention en épidémiologie et centralisation nationale) (p. 8247)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8270 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Claude Evin (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié du Gouvernement (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre le tabagisme) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (instauration d'un comité national consultatif du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Marie Le Guen (instauration d'un comité national consultatif du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (amélioration de l'accès au dépistage du cancer) (p. 8279)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Marie Le Guen (amélioration de l'accès au dépistage du cancer) (p. 8279)

Article 16 (lutte contre le tabagisme)

Son intervention (p. 8281)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction des opérations d'animation ou de financement de manifestations par des entreprises de boissons alcoolisées en direction des jeunes) (p. 8223)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Le Guen (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8282)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Marie Le Guen (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 8285)

Intervient sur l'amendement n° 560 du Gouvernement (autorité compétente pour constater et sanctionner les infractions à la législation sur la lutte contre l'alcoolisme) (p. 8285)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8286 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289 et s.)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son intervention (p. 8291 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Door (apprentissage des premiers gestes de secours pour les élèves de collège et de lycée) (p. 8293)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (information sur les conséquences de la consommation de drogues) (p. 8294)

Intervient sur l'amendement n° 336 troisième rectification de M. Bernard Accoyer (pratique de la psychothérapie par des professionnels qualifiés) (p. 8296)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Claude Leteurre (rapport sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8297)

Article 19 (plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement)

Son intervention (p. 8298 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 183 de Mme Jacqueline Fraysse (insertion d'un Chapitre II bis instaurant un Plan national de prévention des risques pour la santé liés au travail) (p. 8305)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Marie Le Guen (insertion dans le code de la santé publique d'un livre VII bis instaurant une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8306)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans les milieux du travail)

Son intervention (p. 8308)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (interdiction d'utiliser de l'eau impropre à la consommation dans la chaîne alimentaire) (p. 8308)

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Martine Billard (interdiction de recourir aux CDD pour des travaux exposant à des agents cancérigènes) (p. 8309)

Intervient sur l'amendement n° 335 de Mme Jacqueline Fraysse (information des travailleurs concernés par l'utilisation de substances dangereuses) (p. 8309)

Intervient sur l'amendement n° 205 de Mme Martine Billard (application du principe de précaution) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 207 de Mme Martine Billard (pouvoirs de l'inspection du travail en cas de danger grave et imminent) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 204 de Mme Martine Billard (prise en cause des conditions atmosphériques dans le cadre du travail) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 209 de Mme Martine Billard (extension des capacités d'intervention des services de la santé au travail) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 185 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail à la surveillance épidémiologique) (p. 8311)

Intervient sur l'amendement n° 210 de Mme Martine Billard (décision d'un arrêt immédiat du travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de risque immédiat) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 212 de Mme Martine Billard (information sur l'aménagement des postes de travail par les comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail) (p. 8312)

Intervient sur l'amendement n° 206 de Mme Martine Billard (représentation des victimes du travail dans les services de santé au travail interentreprises) (p. 8312)

Article 21 (protection des captages d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 8313)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 277 de Mme Martine Billard (statut du fermage : restrictions liées aux zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine) (p. 8314)

Intervient sur l'amendement n° 76 rectifié de la commission (baux ruraux : protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine) (p. 8314)

Intervient sur l'amendement n° 215 de Mme Martine Billard (qualité sanitaire des eaux destinées à l'alimentation : réglementation et périmètres de protection) (p. 8315)

Intervient sur l'amendement n° 217 de Mme Martine Billard (établissement d'un plan de restauration sanitaire et environnemental quinquennal) (p. 8315)

Article 22 (inapplicabilité du statut du fermage sur les terrains situés dans les périmètres de protection des captages d'eau)

Son intervention (p. 8315)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

Son intervention (p. 8315 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (obligations en matière de surveillance de l'eau : abrogation d'une disposition redondante) (p. 8316)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (qualité de l'eau : possibilité de prononcer la déchéance des délégataires au même titre que des concessionnaires) (p. 8317)

Article 24 (régime d'autorisation et de déclaration en matière d'eau potable)

Son intervention (p. 8317 et s.)

Article 26 (exploitation et commercialisation des eaux minérales naturelles)

Son intervention (p. 8318)

Article 29 (constat des infractions aux dispositions protectrices de l'eau)

Son intervention (p. 8319)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de la commission (manquement aux normes obligatoires de qualité de l'eau : sanctions administratives indépendantes des poursuites pénales) (p. 8320)

Article 31 (infractions et sanctions pénales)

Son intervention (p. 8320)

Article 32 (renumérotation de certains articles du code de la santé publique)

Son intervention (p. 8321)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rapport sur l'intérêt de mentionner une intoxication au plomb sur le carnet de santé) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Claude Leteurtre (rapport sur la pertinence du dispositif actuel de dépistage du saturnisme) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Claude Leteurtre (rapport sur la formation des opérateurs réalisant des diagnostics et contrôles d'exposition au plomb) (p. 8322)

Article 33 (institution d'une enquête sur l'environnement du mineur visant à déterminer l'origine de l'intoxication au plomb)

Son intervention (p. 8323 et s.)

Article 34 (délais de réalisation des travaux)

Son intervention (p. 8324)

Article 35 (contrôle des travaux)

Son intervention (p. 8326)

Article 36 (obligations du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son intervention (p. 8327 et s.)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 8329 et s.)

Article 38 (dispositions de cohérence et modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 8334)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 404 de la commission (compétence des maires pour le contrôle des règles d'hygiène en matière d'habitat) (p. 8335)

Article 40 (création d'un établissement public d'Etat d'enseignement et de recherche en santé publique)

Son intervention (p. 8336 et s.)

Article 41 (suppression des dispositions législatives relatives à l'Ecole nationale de santé publique dans le code de la santé publique)

Son intervention (p. 8339)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8381 et s.)

Article 43 (règles de consentement de la personne se prêtant à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8394 et s.)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son intervention (p. 8402 et s.)

Article 46 (dispositions particulières à certaines recherches biomédicales)

Son intervention (p. 8409 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 482 rectifié de la commission (dérogations permettant à l'investigateur d'assumer les fonctions de promoteur) (p. 8410)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (allègement de la procédure de saisine de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 8410)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 de M. Pierre-Louis Fagniez (précision sur les types de recherche concernés) à l'amendement n° 157 de la commission (p. 8410)

Article 50 (médicament expérimental)

Son intervention (p. 8412)

Article 51 (formation médicale continue)

Son intervention (p. 8414 et s.)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (compétences respectives des médecins et des sages-femmes en matière d'examen prénatal et postnatal) (p. 8420)

Intervient sur le sous-amendement n° 575 corrigé de M. Alain Marty (rédactionnel) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (p. 8421)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. Jean-Marie Le Guen (absence de pathologie avérée au cours de la grossesse et d'accouchement dystocique) à l'amendement n° 390 du Gouvernement (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement (compétences des sages-femmes en matière de vaccinations) (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 392 du Gouvernement (compétences des sages-femmes en matière de prescription de médicaments ; appel au médecin en cas de pathologie liée à la grossesse) (p. 8422)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Michel Heinrich (nouvelle organisation de l'ordre national des pharmaciens) (p. 8424)

Intervient sur l'amendement n° 559 deuxième rectification du Gouvernement (création et organisation de l'ordre national des kinésithérapeutes) (p. 8426)

Intervient sur l'amendement n° 251 de Mme Maryvonne Briot (simplification des transferts d'officine, en particulier dans les petites communes rurales) (p. 8428)

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Jean-Marie Le Guen (base de données publiques donnant aux malades l'accès à un maximum d'informations sur les médicaments) (p. 8428)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Marie Le Guen (conditions d'accès à l'assurance des personnes présentant des risques aggravés du fait de leur état de santé) (p. 8429)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Luc Prél (instauration de la formation continue des professions de santé) (p. 8430)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 286 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction dans les programmes de télévision destinés aux jeunes de la publicité pour les produits alimentaires dépassant certains taux en sucre, sel ou graisse) (p. 8334)

Intervient sur l'amendement n° 289 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (distribution d'eau potable gratuite dans les établissements scolaires et campagne d'éducation sur les problèmes de nutrition) (p. 8432)

Intervient sur l'amendement n° 285 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (indication de la teneur en graisse et calories des produits alimentaires) (p. 8433)

Intervient sur l'amendement n° 287 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (diffusion de messages télévisuels d'éducation sanitaire) (p. 8434)

Intervient sur l'amendement n° 288 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (téléphones portables : obligation d'être équipé d'un dispositif de type "oreillette") (p. 8434)

Intervient sur l'amendement n° 295 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (création d'un centre national pour la prévention du suicide) (p. 8435)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8438)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son intervention (p. 8455 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 197 précédemment réservé de Mme Martine Billard (teneur en sel des produits alimentaires) (p. 8460)

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de Mme Martine Billard (teneur en sucre des produits alimentaires) (p. 8460)

Intervient sur l'amendement n° 201 précédemment réservé de Mme Martine Billard (promotion des jus de fruits et de légumes biologiques) (p. 8461)

Intervient sur l'amendement n° 200 précédemment réservé de Mme Martine Billard (au sein d'un établissement scolaire, le conseil d'administration réglemente la vente des produits alimentaires et boissons gazeuses) (p. 8461)

Explications de vote et vote [14 octobre 2003] (p. 8507)

Son intervention (p. 8508)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)**

Son intervention (p. 9535)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9648)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9536)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9539)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 9536)
 Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9658)
 Enfants : crèches et garderies (p. 9660)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9537, 9648, 9654)
 Famille : politique familiale (p. 9658)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9655)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9539, 9650)
 Professions de santé : infirmiers (p. 9657)
 Professions de santé : médecins (p. 9657)
 Professions sociales : assistantes maternelles (p. 9659)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 9656)
 Santé : cancer (p. 9656)
 Santé : politique de la santé (p. 9537, 9648)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9656)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 9536)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9536, 9649, 9655)
 Sécurité sociale : financement (p. 9536, 9648)
 Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9537)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)
 Son intervention (p. 9674 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (création d'un Comité des finances sociales) (p. 8697)

Intervient sur le sous-amendement n° 282 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (représentation des groupes parlementaires) à l'amendement n° 21 rectifié de M. Pierre Morange (p. 9689)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale assise sur les produits financiers des entreprises) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9695)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9698)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 253 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (rapport au Parlement présentant les dépenses et les recettes par fonction et par régime) (p. 9700)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation à l'assurance maladie des droits sur l'alcool et le tabac) (p. 9700)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Bertho Audifax (minimum de perception de la taxe sur les tabacs dans les DOM) (p. 9716)

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9717)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 9716)

Article 5 (optimisation des recours contre tiers exercés par les caisses de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9721 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Charles de Courson (restitution de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social de 2 % pour les titulaires de pensions de réversion à faible revenu) (p. 9722)

Article 6 (non-prise en compte de l'abattement de 20 % pour le calcul de l'assiette des cotisations et contributions sociales des dirigeants de sociétés)
 Son intervention (p. 9722)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Goulard (prise en compte des reports déficitaires dans le revenu professionnel des non-salariés non-agricoles) (p. 9723)

Article 7 (exonération de cotisations sociales pour les jeunes entreprises innovantes)

Son intervention (p. 9724)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (plafonnement de la contribution sociale de solidarité étendu aux petits détaillants de carburants) (p. 9724)

Article 8 (exonération de cotisations et contributions sociales pour les contributions des employeurs versées aux institutions de retraite supplémentaire)

Son intervention (p. 9725 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Hervé Novelli (assouplissement des pénalités frappant les employeurs en retard de paiement de cotisations sociales qui justifient de leur bonne foi) (p. 9726)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9729 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (validation des actions en recouvrement de la contribution des entreprises pharmaceutiques) (p. 9738)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9740 et s.)

Article 11 (individualisation de la contribution sur les ventes en gros de médicaments)

Son intervention (p. 9742 et s.)

Article 13 (fixation des prévisions de recettes pour 2004)

Son intervention (p. 9745)

Article 14 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2003)

Son intervention (p. 9746)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9746)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de la psychomotricité) (p. 9748)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de l'agénésie dentaire) (p. 9749)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Marie Le Guen (fixation à 10,67 € par jour du forfait hospitalier) (p. 9749)

Article 15 (simplification de la procédure d'inscription d'un médicament dans un groupe générique)

Son intervention (p. 9756)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Yves Bur (libellé d'une prescription de médicaments en dénomination commune) (p. 9757)

Article 16 (validation des actes réglementaires portant baisse du taux de remboursement de certains médicaments)

Son intervention (p. 9758)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse (demande d'inscription d'un médicament sur la liste des produits remboursables par l'entreprise productrice) (p. 9759)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Fraysse (conditions de retrait d'un médicament de la liste des produits remboursables) (p. 9763)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Jacqueline Fraysse (modification de la procédure accélérée de dépôt de prix ; cas où le prix du médicament est fixé par le ministère de la santé) (p. 9765)

Intervient sur l'amendement n° 176 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur les conditions de participation des personnes à la prise en charge de leur dépendance) (p. 9765)

Article 18 (extension de l'obligation de tiers payant à tous les établissements de santé)

Son intervention (p. 9767)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Marie Le Guen (contrôle des établissements hospitaliers par une "démarche qualité") (p. 9768)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9774)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Jean-Pierre Door (assouplissement des conditions d'habilitation à délivrer des produits ou prestations médicales) (p. 9778)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9782 et s.)

Article 21 (dotation annuelle de financement pour les activités de psychiatrie, de soins de suite et de réadaptation)

Son intervention (p. 9792)

Article 22 (fixation du prix de vente des médicaments aux établissements de santé)

Son intervention (p. 9795)

Article 24 (réforme de la procédure budgétaire des établissements de santé)

Son intervention (p. 9797)

Article 25 (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et compétences des directeurs des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 9798)

Article 26 (coordinations)

Son intervention (p. 9799)

Article 27 (extension des dispositions relatives à la tarification à l'activité aux établissements de santé privés participant au service public hospitalier)

Son intervention (p. 9800)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 9802 et s.)

Article 29 (dispositions transitoires applicables en 2004 pour le financement des établissements de santé)

Son intervention (p. 9806)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son intervention (p. 9808)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9819 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Yves Bur (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Intervient sur l'amendement n° 321 rectifié de M. Rudy Salles (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9823 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Yves Bur (restrictions de remboursement de la majoration de déplacement du médecin au domicile du patient) (p. 9826)

Article 33 (indication sur l'ordonnance du caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son intervention (p. 9827)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication au patient du coût des dépenses prises en charge par la carte Vitale) (p. 9828)

Article 34 (mise en œuvre de la classification commune des actes médicaux)

Son intervention (p. 9829 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Yves Bur (participation forfaitaire de l'assuré liée à la première consultation de chaque médecin consulté au cours d'un trimestre) (p. 9829)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9864 et s.)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son intervention (p. 9871)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 14 précédemment réservé de M. Yves Bur (possibilité pour un infirmier d'avoir un salarié) (p. 9874)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son intervention (p. 9875 et s.)

Article 38 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 9879)

Article 39 précédemment réservé (extension des missions et dotation de financement du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés)

Son intervention (p. 9880)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 302 précédemment réservé de M. Armand Jung (base informatique de données sur les médicaments) (p. 9880)

Article 40 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 9881)

Article 41 précédemment réservé (mise en œuvre de la décentralisation sanitaire à Mayotte)

Son intervention (p. 9882)

Article 42 précédemment réservé (participation de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au financement du plan Biotox en 2003)

Son intervention (p. 9882)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de la commission (fixation des taux d'évolution de la masse salariale dans le secteur social et médico-social) (p. 9883)

Article 43 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie révisé pour 2003)

Son intervention (p. 9884)

Article 44 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9885)

Article 45 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9886 et s.)

Avant l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (versement aux organismes affectataires de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine le 25 novembre au plus tard) (p. 9888)

Article 55 (simplification de la procédure d'admission en non-valeur)

Son intervention (p. 9888)

Article 56 (simplification des modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales)

Son intervention (p. 9889)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 314 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (droit pour l'employeur de se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire en cas de contrôle par les organismes sociaux) (p. 9889)

Intervient sur l'amendement n° 316 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (contenu détaillé de la mise en demeure en cas de poursuites contre l'employeur par les organismes sociaux) (p. 9890)

Article 57 (simplification des obligations déclaratives des employeurs non établis en France)

Son intervention (p. 9890)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 214 précédemment réservé de M. François Goulard (extension des pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 312 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (procédure visant des avocats non salariés) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 209 précédemment réservé du Gouvernement (validation des actions de recouvrement ou de contrôle fondées sur l'illégalité de l'agrément des agents) (p. 9892)

Intervient sur le sous-amendement n° 353 précédemment réservé de la commission (coordination ; application à la Nouvelle-Calédonie) à l'amendement n° 209 précédemment réservé du Gouvernement (p. 9892)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son intervention (p. 9894)

Explications de vote et vote [4 novembre 2003] (p. 9948)

Son intervention (p. 9948)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son intervention (p. 11350)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11353)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 11351)
Contributions indirectes : tabac (p. 11351)
Contributions indirectes : tabac (p. 11353)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 11353)
Santé : politique de la santé (p. 11354)
Sécurité sociale : dépenses (p. 11350)
Sécurité sociale : financement (p. 11350)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11387 et s.)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10385)

Ses réponses (p. 10397 à 10411)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : missions (p. 10388)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10388)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10387)
Famille : politique familiale (p. 10386)
Formation professionnelle : professions de santé (p. 10389)
Professions de santé : médecins (p. 10389)
Santé : accès aux soins (p. 10387)
Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 10389)

Santé : cancer (p. 10386)
Santé : crédits (p. 10385)
Santé : examen médical (p. 10389)
Santé : politique de la santé (p. 10385)
Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 10390)
Santé : prévention (p. 10389)
Santé : sécurité sanitaire (p. 10385)
Santé : sida (p. 10386)
Santé : vaccinations (p. 10388)
Santé : veille sanitaire (p. 10386)
Sécurité publique : risques technologiques : terrorisme (p. 10387)

Réponses aux questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10402) (M. Jean-Luc Prél) (p. 10402)
Enfants : crèches et garderies (p. 10409) (M. Jean-Louis Dumont) (p. 10408)
Etablissements de santé : équipements : Auvergne (p. 10400) (M. Yves Coussain) (p. 10400)
Etablissements de santé : hôpitaux : Lons-le-Saunier (p. 10411) (M. Jacques Pélissard) (p. 10411)
Etablissements de santé : hôpitaux : Nord-Pas-de-Calais (p. 10406) (M. Jean-Claude Bois) (p. 10406)
Etablissements de santé : hôpitaux : Paris (p. 10405) (M. Patrick Bloche) (p. 10404)
Etablissements de santé : hôpitaux : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 10410) (M. Thierry Mariani) (p. 10410)
Etablissements de santé : hôpitaux : Seine-Saint-Denis (p. 10403) (M. Rodolphe Thomas) (p. 10402)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10409) (M. François Guillaume) (p. 10409)
Professions de santé : diététiciens (p. 10408) (M. Gérard Bapt) (p. 10408)
Professions de santé : infirmiers (p. 10400) (M. Philippe Vitel) (p. 10399)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 10399) (Mme Catherine Génisson) (p. 10398)
Santé : sécurité sanitaire : Nord-Pas-de-Calais (p. 10404) (M. Jean-Luc Prél) (p. 10403)
Santé : sida (p. 10397) (Mme Catherine Génisson) (p. 10397)
Santé : soins palliatifs (p. 10398) (M. Jean-Paul Dupré) (p. 10398)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)

Article 81 (taxes et redevances au profit de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (chambres de commerce))

Son intervention (p. 10413)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Luc Prél (rapport sur la formation des infirmières en milieu hospitalier) (p. 10414)

Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)

Son intervention (p. 10415 et s.)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 11991)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12006)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12015)

Sa réponse (p. 12034)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 11991, 12006, 12015, 12034)
Bioéthique : expérimentation (p. 11991, 12035)
Bioéthique : génétique (p. 11991, 12017, 12035)
Bioéthique : procréation médicalement assistée (PMA) (p. 11994, 12035)
Enfants : droits de l'enfant (p. 11994)
Recherche : recherche médicale (p. 11993, 12016, 12034)
Sang et organes humains : dons d'organes (p. 11993)
Sang et organes humains : produits humains (p. 11995, 12034)
Santé : politique de la santé (p. 11991, 12034)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rôle du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 12064)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 deuxième correction du Gouvernement (le comité bénéficiaire de crédits de fonctionnement inscrits au budget des services généraux de Premier ministre) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 12064)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 rectifié du Gouvernement (création d'espaces de réflexion d'éthique) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 12064)

Article 1er B (conditions du transfert à l'Agence de la biomédecine de la gestion du fichier des donneurs volontaires de moelle osseuse)

Son intervention (p. 12081)

Après l'article 1er B

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Alain Claeys (rapport au Parlement sur les mesures destinées à l'information de la population de l'évolution de la bioéthique) (p. 12082)

Article 1er C (rapport sur l'information de la population en matière de bioéthique)

Son intervention (p. 12082)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre II relatif aux caractéristiques et empreintes génétiques) (p. 12082)

Article 2 (conditions de l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne)

Son intervention (p. 12084)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12085 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (mention sur la carte Vitale du refus de prélèvement d'organes en cas de décès) (p. 12094)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Jacqueline Fraysse (questionnaire de sensibilisation des besoins de greffons) (p. 12100)

Intervient sur l'amendement n° 18 deuxième rectification de M. Jean Leonetti (information des modalités de consentement au don d'organes) (p. 12100)

Article 5 (principes généraux du don et de l'utilisation des éléments et produits du corps humain)

Son intervention (p. 12102)

Article 6 (collecte, préparation et conservation du sang, de ses composants et des produits sanguins labiles)

Son intervention (p. 12103 et s.)

Article 7 (prélèvement d'organes)

Son intervention (p. 12106 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Alain Claeys (campagne de sensibilisation au don de gamètes) (p. 12109)

Intervient sur l'amendement n° 61 rectifié de la commission (généralisation à tous les établissements de santé de la mission de prélever organes et tissus) (p. 12109)

Article 8 (principes généraux applicables aux prélèvements de tissus ou de cellules et à la collecte de produits issus du corps humain)

Son intervention (p. 12113 et s.)

Article 8 bis (Comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (CCPPRB))

Son intervention (p. 12117)

Article 11 (dispositions pénales pour les infractions relatives aux éléments et produits du corps humain)

Son intervention (p. 12119)

Article 12 bis A (rapport sur les mesures prises en matière de lutte contre le trafic d'organes)

Son intervention (p. 12119)

Après l'article 12 bis A

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (insertion d'un titre II bis intitulé "Protection juridique des inventions biotechnologiques") (p. 12119)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12121)

Article 12 ter (conditions de délivrance des licences d'exploitation)

Son intervention (p. 12131)

Article 13 (régime juridique des préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12133)

Article 14 (dispositions pénales relatives aux préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12133)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 108 corrigé de Mme Christine Boutin (suppression de la distinction entre clonage reproductif et clonage thérapeutique) (p. 12134)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12135 et s.)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de conséquence) (p. 12138)

Article 16 (Agence de la procréation, de l'embryologie et de la génétique humaines)

Son intervention (p. 12138)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son intervention (p. 12139 et s.)

Article 18 (assistance médicale à la procréation)

Son intervention (p. 12195 et s.)

Article 18 bis (dispositions permettant d'assurer la filiation et les droits successoraux de l'enfant né d'un transfert d'embryon après le décès du père)

Son intervention (p. 12201)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12204)

Article 19 bis (rapports en vue d'une évaluation des recherches sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires)

Son intervention (p. 12215)

Article 20 (tissus et cellules embryonnaires ou fœtaux issus d'une interruption de grossesse)

Son intervention (p. 12215)

Article 21 bis A (interdiction de la provocation dans un but de clonage reproductif et de la propagande en faveur du clonage reproductif ou de l'eugénisme)

Son intervention (p. 12220)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (rapport sur les initiatives en faveur d'une législation internationale réprimant le clonage reproductif)

Son intervention (p. 12220)

Après l'article 21 bis

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des lois (extension du droit des associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile en ce qui concerne les infractions à la législation en matière de bioéthique) (p. 12220)

Article 22 (coordination)

Son intervention (p. 12221 et s.)

Article 23 (prorogation des mandats des membres des comités d'experts)

Son intervention (p. 12222)

Article 24 (prorogation d'autorisations de prélèvements de moelle osseuse et de cellules de la moelle hématopoïétique)

Son intervention (p. 12222)

Article 25 (dispositions transitoires relatives aux préparations de thérapie génique et cellulaire xénogénique)

Son intervention (p. 12223)

Article 27 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la recherche sur l'embryon)

Son intervention (p. 12224)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 235 du Gouvernement (dispositions transitoires précédant l'exercice des pouvoirs de l'Agence de la biomédecine) (p. 12225)

Article 28 (conditions de l'application de la loi outre-mer par ordonnance)

Son intervention (p. 12225)

Article 29 supprimé par le Sénat (conditions de révision de la loi et évaluation de son application)

Son intervention (p. 12226)

Article 30 (renouvellement du mandat des membres du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 12227)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 1341 de M. François Dosé (installation des professionnels de santé soumise au principe de l'égal accès des soins sur l'ensemble du territoire national) (p. 940)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 946 et s.)

Bernard MAZOUAUD

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 15 mai 2004 [J.O. du 16 mai 2004] (p. 8757)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 mai 2004] (p. 8757)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 19 mai 2004] (p. 8897)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 mai 2004] (p. 9000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Baccalauréat. Perspectives [9 juin 2004] (p. 4657)

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 12 décembre 2003] (p. 21204)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 18 décembre 2003] (p. 21626)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 22 juillet 2004] (p. 13187)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taux. perspectives [7 octobre 2003] (p. 8169)

Politique sociale. Insertion. Revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), bilan et perspectives [13 avril 2004] (p. 2868)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), Politique agricole, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4272)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : lui indique que les amendements adoptés par la commission des finances n'ont pas été retirés [15 octobre 2003] (p. 8610)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : estime contraire à tous les usages sa demande tendant à faire participer des membres du Gouvernement à la discussion des articles de la première partie de la loi de finances [17 octobre 2003] (p. 8817)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : indique qu'un amendement a été rejeté en tant que "cavalier" et que l'autre, sous une apparence lexicale, entraînerait l'aggravation de la charge publique [6 novembre 2003] (p. 10151)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius : précise à son intention que seuls 500 amendements sur 8500 déposés ont été frappés d'irrecevabilité et qu'un débat des plus larges s'engage de ce fait [1^{er} juillet 2004] (p. 5845)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : rappelle que le chiffrage de ce coût avait intégré des charges supplémentaires pour l'Etat, les collectivités locales et les hôpitaux [1^{er} juillet 2004] (p. 5846)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8021)

Thème :

Politique économique : croissance : gauche (p. 8021)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 8521)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8537)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [15 octobre 2003] (p. 8610)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 8522)

Démographie : espérance de vie : retraites : généralités (p. 8523)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8523)

Etat : réforme (p. 8521 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8523)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8522)
 Impôts locaux (p. 8537)
 Logement (p. 8523 et s.)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 8524)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8521)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8522)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8537)
 Retraites : généralités (p. 8522)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8701, 8425, 8728)
 Son amendement n° 271 (demi-part supplémentaire attribuée aux personnes devenues seules et ayant eu des enfants à charge – plafonnement de l'avantage fiscal ramené de 997 € à 700 € (p. 8716))

Son amendement n° 484 (demi-part supplémentaire attribuée aux personnes devenues seules et ayant eu des enfants à charge – âge ramené de 27 à 26 ans) (p. 8718)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8744)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Augustin Bonrepaux (réductions d'impôt et crédits d'impôt – plafonnement à 10 000 €) (p. 8770)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réduction d'impôt sur le revenu outre-mer – plafonds de l'avantage fiscal de 6 700 € en Guyane et de 5 000 € dans les autres départements ramenés respectivement à 4 000 € et à 3 000 €) (p. 8772)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8816)

Après l'article 6

Répond aux observations de M. Éric Besson sur la compétitivité de la France et les investissements étrangers (p. 8557)

Répond aux observations de M. Éric Besson : estime lourdes les conséquences des 35 heures (p. 8853 et s.)

Après l'article 12

Son amendement n° 483 (DOM - « déductibilité » de la TVA au titre de la vente de biens préalablement importés en exonération de TVA réduite de moitié en 2004 et supprimée en 2005) (p. 8915) : adopté (p. 8916)

Article 13 (création d'une taxe d'abattement affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))

Son intervention (p. 8917)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9028)

Article 23 (création d'un Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles appelé à se substituer au budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son intervention (p. 9042)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9076, 9080)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) [6 novembre 2003] (p. 10149)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10503)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Ses interventions en qualité de président de la commission des finances (p. 10628, 10636, 10641)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 10354)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 9965)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 9966)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Durand (suppression d'un crédit de 620 000 € destiné à l'octroi de primes aux collaborateurs du ministre) (p. 9967)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Son intervention en qualité de président de séance (p. 10610)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10610)

Ministères et secrétariats d'Etat : crédits (p. 10616)

Sports : fédérations (p. 10617)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10617)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention en qualité de président de séance (p. 10593)

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 10593)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son intervention (p. 10586)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 294 rectifié de M. Jacques Péliard (imprimés distribués ou mis à disposition gratuitement –

institution d'une contribution volontaire au titre des déchets et - à défaut - taxe exigible à partir de 2005) (p. 10677)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10705)

Seconde délibération

Article 42 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 10718)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 12553)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 12554)
Etat : réforme (p. 12553)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 12553)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : outre-mer (p. 12554)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 12553)
Politique sociale (p. 12553 et s.)
Retraites : généralités : plan d'épargne retraite populaire (PERP) : réforme (p. 12554)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 10731)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts (p. 10732)
Administration : décrets : circulaires (p. 10733)
Etat : réforme : expertise (p. 10732 et s.)
Etat : réforme : Parlement (p. 10731 et s.)
Lois (p. 10733)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10732)
Syndicats (p. 10733)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10838)

Thèmes :

Politique sociale : insertion (p. 10838)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10838)
Travail : droit du travail : égalité (p. 10839)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11621)

Thèmes :

Démographie : espérance de vie : retraites (p. 11622)
Emploi : allègement des charges sociales (p. 11621)
Politique sociale (p. 11622)
Retraites : généralités (p. 11621)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11667 et s., 11678)

Seconde délibération

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (contribution à l'élimination des déchets résultant de la distribution gratuite d'imprimés non nominatifs) (p. 11731)

Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. Pierre-Christophe Bague (exemption des quotidiens gratuits d'information générale) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11733)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Pierre-Christophe Bague (exemption des périodiques mentionnés par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11734)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Pierre-Christophe Bague (franchise portée de 1 000 à 5 000 kilogrammes) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11737)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Pierre-Christophe Bague (taux de la taxe réduit de 15 à 10 centimes d'euro par kilogramme) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 11737)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11774)

Article 47 (application aux agents des douanes exerçant leurs fonctions dans les services de la surveillance, de la bonification du cinquième du temps de service accompli)

Son intervention (p. 11819 et s.)

Article 48 (abaissement progressif à 50 ans de l'âge de jouissance de la majoration de pension résultant de l'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales de police - ISSP - dans le calcul de la pension des personnels militaires de la gendarmerie)

Son intervention (p. 11819 et s.)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (anciens sapeurs-pompiers volontaires partis en retraite avant le 1er janvier 1998 : possibilité de versement de la part variable de l'allocation de vétérance sur décision des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 11819)

Demande de seconde délibération de l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux relatif à l'établissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or, créant un article additionnel après l'article 30

Son intervention (p. 11823)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement de l'article 4 du projet de loi et pour coordination de l'article 2

Son intervention (p. 11823)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 661)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 661)
Collectivités territoriales : ressources (p. 661)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1549)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 1549)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1549)
Etrangers : immigration (p. 1549)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 1550)
Logement : HLM (p. 1550)
Travail : égalité professionnelle (p. 1549)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 1852)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 1852)
Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 1852)
Impôts locaux : dégrèvement (p. 1853)
Politique sociale : prestations sociales (p. 1853)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Son intervention (p. 2020)

Après l'article 27

Son amendement n° 973 (arbitrage du représentant de l'Etat en matière d'organisation de transports urbains) : devenu sans objet (p. 2128)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 3557)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition : impôts locaux (p. 3557)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 3633)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3633)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 3633 et s.)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3633)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4880)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 4880)
Collectivités territoriales : compétences (p. 4881)
Politique économique : mondialisation (p. 4880)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 5396)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 5397)
Emploi : chômage (p. 5396 et s.)
Etat : réforme (p. 5396)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5396)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5396)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5397)
Justice : Cour des comptes (p. 5397)
Secteur public : services publics (p. 5397)

Travail : bulletins de paie : prime pour l'emploi (p. 5397)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Didier Migaud (plafonnement des déductions et réductions à 40 % du revenu imposable) (p. 5447)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (prêt social de location-accession : exonération de taxe foncière pour 15 ans et TVA au taux réduit) (p. 5468)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Augustin Bonrepaux (entreprises dont la taxe professionnelle est calculée par rapport à la valeur ajoutée : diminution de la valeur ajoutée à hauteur des investissements nouveaux et augmentation du taux minimum de cotisation) (p. 5480)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (redevance d'archéologie préventive : taux de 0,3 % de la valeur de la surface de plancher hors œuvre nette pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable) (p. 5485)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]

Intervient sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius (cf supra) (p. 5844)

Ses observations : expose la doctrine suivie pour l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements de nature à accroître les remboursements à la charge de l'assurance maladie [1^{er} juillet 2004] (p. 5844)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec (cf supra) (p. 5846)

Hamlaoui MÉKACHÉRA

*Secrétaire d'Etat aux anciens combattants
puis Ministre délégué aux anciens combattants*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre délégué aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés [2 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE*

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité, Tulle [8 octobre 2003] (p. 8263)

M. Patrick Beaudouin. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. enfants de déportés ou résistants, indemnisation [8 octobre 2003] (p. 8264)

M. Michel Dasseux. Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée nationale du souvenir des anciens combattants et victimes morts pour la France en Afrique du Nord. date [15 octobre 2003] (p. 8607)

M. Charles Cova. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de la Libération. Perspectives [21 janvier 2004] (p. 643)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- Mme Arlette Franco. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [2 décembre 2003] (p. 11495)
- M. Jean-Luc Warsmann. Personnes âgées. Maisons de retraite. Carignan, perspectives [6 janvier 2004] (p. 12)
- M. Jean-François Chossy. Sang et organes humains. Organes humains. Poumons, greffes, développement [24 février 2004] (p. 1806)
- M. Serge Roques. Anciens combattants et victimes de guerre. Offices départementaux. Fonctionnement, effectifs de personnel [24 février 2004] (p. 1804)
- Mme Arlette Grosskost. Décorations, insignes et emblèmes. Légion d'honneur. Anciens combattants de la Seconde Guerre Mondiale, perspectives [24 février 2004] (p. 1806)
- M. François-Michel Gonnot. Défense. Armée de l'air. Restructuration, conséquences, 6ème régiment d'hélicoptères de combat de Margny-lès-Compiègne [6 avril 2004] (p. 2616)
- M. Jean-Claude Viollet. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Indemnisation, champ d'application [1^{er} juin 2004] (p. 4249)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11519)

Sa réponse (p. 11556)

Thèmes :

- Archives et bibliothèques (p. 11521)
- Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11521, 11557)
- Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11521, 11557)
- Jeunes : insertion professionnelle (p. 11520 et s., 11558)
- Justice : personnes disparues (p. 11557)
- Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 11558)
- Pays étrangers : Algérie : cimetières (p. 11557)
- Politique sociale : surendettement (p. 11558 et s.)
- Propriété : droit de propriété : indemnisation (p. 11558)
- Rapatriés : harkis (p. 11519 et s., 11557 et s.)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10135)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 10137)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10136 et s.)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 10137)
- Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10136)
- Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10135)
- Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10136)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10135 et s.)
- Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 10136 et s.)
- Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10136)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10137)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10137)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 10137)

Réponses aux questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » : Alsace-Moselle (p. 10147) (M. Francis Hillmeyer) (p. 10147)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10140) (M. Pierre Lasbordes) (p. 10140)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 10145) (M. Marc Le Fur) (p. 10144)
- Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10141) (M. René Rouquet) (p. 10141)

- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10142) (M. Jean-Claude Beauchaud) (p. 10141)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 10146) (Mme Nathalie Gautier) (p. 10145)
- Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10139) (M. Lucien Guichon) (p. 10139)
- Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10140) (M. Thierry Mariani) (p. 10139)
- Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10143) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 10143)
- Anciens combattants et victimes de guerre : réfractaires : service du travail obligatoire (STO) (p. 10149) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 10149)
- Anciens combattants et victimes de guerre : résistants : Nord-Pas-de-Calais (p. 10141) (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 10140)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10144) (M. Pierre Lasbordes) (p. 10144)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10145) (Mme Claude Darciaux) (p. 10145)
- Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10142) (M. Gilles Artigues) (p. 10142)
- Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10148) (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 10148)
- Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10148) (M. Marc Le Fur) (p. 10148)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10142) (M. Gilbert Gantier) (p. 10142)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10147) (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 10146)
- Pensions militaires d'invalidité : allocations (p. 10144) (M. Yannick Favennec) (p. 10144)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2003] (p. 10151)

Article 73 (majoration des pensions des veuves)

Son intervention (p. 10151)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10153)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Alain Néri (pérennisation de l'Office national des anciens combattants (ONAC)) (p. 10154)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Ses interventions (p. 4819, 4836)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4842)

Thèmes :

- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4820, 4838)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4837)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4819)
- Rapatriés : Indochine (p. 4838)
- Rapatriés : harkis (p. 4819, 4838, 4843)
- Rapatriés : indemnisation (p. 4820, 4837)
- Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4819, 4836, 4843)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4852 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de M. Francis Vercamer (chapitre spécifique sur les actions des harkis et supplétifs) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Daniel Spagnou (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en

Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Roland Chassain (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Louis Giscard d'Estaing (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, veuves et orphelins et familles de harkis et pieds-noirs) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Francis Vercamer (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jacques Remiller (érection à Paris d'un monument dédié aux victimes civiles d'Alger et d'Oran) (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Christian Vanneste (insertion dans les programmes scolaires de la présence française outre-mer) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Christian Vanneste (coordination) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Diefenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Michel Diefenbacher (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Yvan Lachaud (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Francis Vercamer (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Francis Vercamer (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4861)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Emmanuel Hamelin (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4861)

Article 2 (ouverture aux harkis d'un droit d'option entre la revalorisation de l'allocation de reconnaissance et le versement d'un capital)
Son intervention (p. 4862 et s.)

Article 3 (prorogation des aides au logement en faveur des harkis)
Son intervention (p. 4863)

Article 4 (extension du bénéfice des mesures prévues aux articles 2 et 3 du projet de loi aux harkis qui n'ont pas acquis la nationalité française avant le 10 janvier 1973 bien qu'ayant continuellement résidé sur le territoire de la communauté européenne)
Son intervention (p. 4863)

Après l'article 4
Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (octroi de bourses spécifiques aux enfants de harkis éligibles aux bourses de l'éducation nationale) (p. 4864)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rapport au Parlement sur la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Francis Vercamer (exonération de cotisations patronales pour les rémunérations des enfants de harkis de plus de vingt-cinq ans) (p. 4865)

Article 5 (restitution aux rapatriés des sommes prélevées sur les indemnités allouées au titre des législations antérieures)
Son intervention (p. 4865)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Yvan Lachaud (exonération d'impôts pour les indemnités perçues par les anciens fonctionnaires rapatriés) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Spagnou (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Roland Chassain (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Kléber Mesquida (proposition par le Haut Conseil des rapatriés, des mesures de réparation des préjudices immobiliers) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yvan Lachaud (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) (p. 4866)

Article 6 (versement d'une indemnité forfaitaire aux personnes, autres que les fonctionnaires et agents publics, ayant dû interrompre leur activité professionnelle en raison des événements d'Algérie)
Son intervention (p. 4867)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Francis Vercamer (reconnaissance des "carrés musulmans" dans les cimetières) (p. 4867)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Yvan Lachaud (restauration des cimetières français du Maroc et de la Tunisie) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Spagnou (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Roland Chassain (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Emmanuel Hamelin (emplois dans la fonction publique réservés aux descendants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Francis Vercamer (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)
Son intervention à l'issue du vote (p. 4870)

Pascal MÉNAGE

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Commerce extérieur, perspectives [26 mai 2004] (p. 4117)

Christian MÉNARD

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1576 tendant à protéger le nom des collectivités locales sur internet de façon à assurer la gratuité de cette opération [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Recherche. Politique de la recherche. Financement [22 juin 2004] (p. 5245)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 823, posée le 8 juin 2004. Agriculture. Assurances (J.O. Questions p. 4141). Appelée le 8 juin 2004. Aléas climatiques, perspectives (p. 4544)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 12

Son amendement n° 568 (exonération de l'impôt sur le revenu en faveur des médecins pour les honoraires perçus lors des visites de nuit, de dimanche ou pour celles effectuées par un remplaçant) (p. 824) : retiré (p. 825)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son amendement n° 574 (p. 862)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Ses amendements n° 576 et 577 (p. 871)

Après l'article 38

Son sous-amendement n° 1480 précédemment réservé (exonération ; remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (médecins : zones rurales ; fiscalité) (p. 1093) : rejeté (p. 1094)

Son sous-amendement n° 1481 précédemment réservé (exonération ; remplaçants) à l'amendement n° 723 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (p. 1093) : rejeté (p. 1094)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son amendement n° 581 corrigé (p. 1182)

Francis MER

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔT

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003 [19 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Charles de Courson. Finances publiques. déficit budgétaire. pacte de stabilité, respect [1^{er} octobre 2003] (p. 7999)

M. Didier Migaud. Politique économique. Conséquences. cohésion sociale [1^{er} octobre 2003] (p. 8002)

M. Jean Proriol. Secteur public. Gestion. entreprises publiques [1^{er} octobre 2003] (p. 8006)

M. Gérard Bapt. Politique économique. croissance. perspectives [14 octobre 2003] (p. 8503)

M. François Goulard. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [21 octobre 2003] (p. 9095)

M. Jacques Le Guen. Mer et littoral. Sauvetage en mer. Veuve, rente, reconduction [21 octobre 2003] (p. 9097)

M. Georges Tron. Politique économique. Croissance. Perspectives [18 novembre 2003] (p. 10760)

M. François Grosdidier. Relations internationales. Commerce international. Entraves douanières [18 novembre 2003] (p. 10763)

M. Charles de Courson. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [9 décembre 2003] (p. 11969)

M. Olivier Dassault. Politique économique. Entreprises. Attractivité de la France [16 décembre 2003] (p. 12430)

M. Jérôme Lambert. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [17 décembre 2003] (p. 12497)

M. Augustin Bonrepaux. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [7 janvier 2004] (p. 104)

M. François Guillaume. Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [13 janvier 2004] (p. 280)

M. Jean-Pierre Kucheida. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reconduction, perspectives [13 janvier 2004] (p. 281)

M. Jean-Yves Le Déaut. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [14 janvier 2004] (p. 352)

M. Olivier Jardé. Assurances. Assurance automobile. Primes, montant [21 janvier 2004] (p. 638)

M. Philippe Martin. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [21 janvier 2004] (p. 639)

M. Michel Piron. Moyens de paiement. Euro. Cours, perspectives [21 janvier 2004] (p. 639)

M. Jean-Christophe Lagarde. Outre-mer. DOM : transports aériens. Desserte, perspectives [28 janvier 2004] (p. 992)

M. Éric Woerth. Impôt sur le revenu. Paiement. Etalement, modalités [28 janvier 2004] (p. 996)

M. Yves Censi. Assurances. Assurance automobile. Primes, montant [3 février 2004] (p. 1277)

M. Louis Giscard d'Estaing. Relations internationales. Politique économique. G7, bilan [11 février 2004] (p. 1642)

M. Alain Gest. Politique économique. Croissance. Perspectives [24 février 2004] (p. 1816)

M. Robert Lecou. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [25 février 2004] (p. 1894)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Ses interventions (p. 8511, 8625)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8626)

Emploi : création d'emplois : gauche (p. 8626)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8513, 8626)

Etat : missions régaliennes (p. 8513)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8512 et s., 8627)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8513)

Finances publiques : dette publique (p. 8628)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8513, 8627 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8513)

Pays étrangers : Asie (p. 8512)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8511 et s., 8625)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8512)

Politique économique : mondialisation : relations Nord-Sud (p. 8511)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8511, 8625)

Retraites : généralités (p. 8512, 8627)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8513)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 8512)

Union européenne : construction européenne : politique économique (p. 8512)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Son intervention (p. 11831)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11848)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11861)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11831)
Secteur public : services publics (p. 11849, 11862)
Télécommunications : services publics (p. 11831, 11848)
Télécommunications : appels d'urgence (p. 11833)
Télécommunications : France Télécom (p. 11831, 11848, 11861)
Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11848, 11862)
Télécommunications : Internet (p. 11831)
Télécommunications : téléphone (p. 11833)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)
Son intervention (p. 11877 et s.)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)
Son intervention (p. 11913)

Article 3 bis (mobilité vers les trois fonctions publiques)
Son intervention (p. 11916)

Article 4 (dispositions à caractère social)
Son intervention (p. 11918)

Article 5 (abrogation de l'obligation pour l'Etat de détenir la moitié du capital)
Son intervention (p. 11921)

Article 9 (revente de l'abonnement)
Son intervention (p. 11923)

Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Patrick Ollier (concurrence tarifaire : déontologie et obligations) (p. 11925)

Article 1er précédemment réservé (organisation du service universel)
Son intervention (p. 11928)

Alain MERLY

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Expulsion. Législation, adaptation [19 mai 2004] (p. 3848)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11539)

Thèmes :

Archives et bibliothèques (p. 11540)
Justice : personnes disparues (p. 11540)

Pays étrangers : Algérie : cimetières (p. 11540)
Politique sociale : surendettement (p. 11539)
Rapatriés : harkis (p. 11539)

Denis MERVILLE

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Sports. Valorisation, perspectives [25 février 2004] (p. 1899)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 472, posée le 13 octobre 2003. Sécurité publique. Gendarmerie [J.O. Questions p. 7720]. Appelée le 14 octobre 2003. Effectifs de personnel, zones périurbaines (p. 8472)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 236 (article 196 B du code général des impôts : personnes rattachées mariées ou ayant des enfants à charge – abattement sur le revenu porté de 4 338 € à 5 000 €) (p. 8722)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9330)
Aménagement du territoire : pays : ressources (p. 9330)
Fonctionnaires et agents publics (p. 9330)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- *Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10641)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : TVA (p. 10641)
Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10641)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Son intervention (p. 9362)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : décentralisation (p. 9362)
Coopération intercommunale (p. 9362)
Etat : décentralisation (p. 9362)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9375)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : regroupement : coopération intercommunale (p. 10200)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : taxe professionnelle (p. 10202)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 10612, 10624)

Thèmes :

Sports : crédits (p. 10612)

Sports : dopage (p. 10612)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10612, 10624)

Sports : jeux olympiques (p. 10612)

Sports : sport de haut niveau (p. 10612)

Sports : Stade de France (p. 10612)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 61 (extension du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale aux travaux d'installation d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées)

Son amendement n° 188 (équipements « utilisés » substitués aux équipements « spécialement conçus ») (p. 10582)

Après l'article 69

Son amendement n° 140 (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : indexation de la compensation versée aux communes) : rejeté (p. 10689)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 22

Son amendement n° 105 (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements) : retiré (p. 11747)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 18

Son amendement n° 866 (exonération temporaire de cotisations sociales en cas de reprise d'un commerce rural) : rejeté (p. 836)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1923)

Thèmes :

Collectivités territoriales : subsidiarité (p. 1924)

Collectivités territoriales : compétences : simplifications administratives (p. 1924)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : ressources (p. 1924)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1924)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son amendement n° 1347 (p. 2181)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2853)

Energie et carburants : cogénération (p. 2853)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2853)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3580)

Thèmes :

Collectivités territoriales : impôts et taxes (p. 3580)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3580)

Impôts locaux : valeur locative : réforme fiscale (p. 3580)

Politique générale : Gouvernement précédent : taxe professionnelle (p. 3580)

Damien MESLOT

*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1795 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de réalisation et les conséquences de la fusion en 1999 de la branche énergie d'ALSTOM avec l'entreprise ABB Power [17 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1806 tendant à améliorer la sécurité des occupants d'immeubles face aux risques d'incendie [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Politique du sport. Laïcité, respect [4 novembre 2003] (p. 9948)

Industrie. Machines et équipements, machines et appareils électriques. Alstom, emploi et activité [18 mai 2004] (p. 3767)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son amendement n° 301 (p. 12450)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son amendement n° 304 (p. 12523)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7238)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : statistiques (p. 7238)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : reclassement professionnel (p. 7238)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : exonération (p. 7238)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7238)

Kléber MESQUIDA

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1559 visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [29 avril 2004]

Proposition de résolution n° 1637 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités dans le massacre de nombreuses victimes civiles, rapatriées et harkis après la date officielle du cessez-le-feu de la guerre en Algérie [3 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9197)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11523)

Thèmes :

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11523)
Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 11524)

Propriété : droit de propriété : indemnisation (p. 11524)

Rapatriés : harkis (p. 11523 et s.)

Rapatriés : indemnisation (p. 11524)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 519)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 519)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 519 et s.)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 520)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 520)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 21

Son amendement n° 674 (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) : adopté (p. 856)

Son amendement n° 676 (utilisation abusive des AOC) (p. 856) : retiré (p. 857)

Après l'article 75

Son amendement n° 675 (consultation de l'INAO en matière d'urbanisme) : rejeté (p. 1219)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son amendement n° 533 (p. 2005)

Son amendement n° 534 (p. 2006)

Article 19 (confirmation des engagements financiers conclus au titre des contrats de plan Etat-régions)

Son amendement n° 673 (p. 2094)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son amendement n° 838 (p. 2457)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4839) : rejetée (p. 4844)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4839)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4839)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 4840)

Rapatriés : harkis (p. 4840)

Rapatriés : indemnisation (p. 4841)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4839)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 4842)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son amendement n° 78 (p. 4853)

Son intervention (p. 4854)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Francis Vercaemer (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4857)

Son amendement n° 79 (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4856) : retiré (p. 4858)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Spagnou (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Roland Chassain (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Son amendement n° 90 (proposition par le Haut Conseil des rapatriés, de mesures de réparation des préjudices immobiliers) : rejeté (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yvan Lachaud (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) (p. 4866)

Ses explications de vote (p. 4870)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4870)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Logement. Politique du logement. Bilan et perspectives [3 février 2004] (p. 1276)

Logement. Politique du logement. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2677)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 517, posée le 15 décembre 2003. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Teneur en chlore, réglementation (p. 12418)

n° 667, posée le 6 avril 2004. Enseignement maternel et primaire : personnel. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2767)

n° 721, posée le 4 mai 2004. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 3208). Appelée le 4 mai 2004. Revendications (p. 3264)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)****Procédure des questions :**

Défense : armée de terre : armements et équipements (p. 10017)

Défense : professionnalisation : matériels (p. 10017)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**III - LOGEMENT****Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)**

Son intervention (p. 10326)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : logement (p. 10326)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 10326)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10327)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10327)

Logement : logements vacants (p. 10326)

Logement : Observatoire national du logement (p. 10326)

Logement : sociétés d'HLM : restauration immobilière (p. 10327)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ**III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10601, 10606)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 10606)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10601, 10606)

Pierre MICAUX

*Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 11863)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 11863)

Télécommunications : France Télécom (p. 11863)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2855)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 2855)
Coopération intercommunale (p. 2855)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2855)
Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2855)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10004)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 10004)
Politiques communautaires : politique de la défense (p. 10004 et s.)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002 (n° 1581) [5 mai 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1168 sur la recommandation de la commission pour une décision du Conseil mettant la France en demeure, conformément à l'article 104,

paragraphe 9, de prendre des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif (E 2416) [31 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [28 avril 2004] [28 avril 2004] (n° 1554)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002 [29 avril 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1581) de M. Didier Migaud et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002 [11 mai 2004] (n° 1591)

Proposition de loi n° 1643 sanctionnant la négation du génocide arménien [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Conséquences. cohésion sociale [1^{er} octobre 2003] (p. 8002)

Finances publiques. Défis publics. Perspectives [25 novembre 2003] (p. 11104)

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [4 février 2004] (p. 1358)

Finances publiques. Défis publics. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2673)

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Reduction, perspectives [11 mai 2004] (p. 3494)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [1^{er} juin 2004] (p. 4269)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'élève contre le retrait - annoncé par la presse - d'amendements adoptés par la commission des finances [15 octobre 2003] (p. 8610)

Suggère une suspension de séance qui permettrait aux députés UMP de "se remettre et de réfléchir aux propositions formulées par M. François Bayrou" [15 octobre 2003] (p. 8625)

S'étonne que ne soient pas appelés les amendements adoptés par la commission après l'article 2 [16 octobre 2003] (p. 8731)

Réclame la participation de plusieurs membres du Gouvernement - dont le Premier ministre - à la discussion des articles de la première partie de la loi de finances [17 octobre 2003] (p. 8816)

Réitère son souhait que des ministres participent à la discussion de la première partie de la loi de finances et demande si la séance du soir se poursuivra jusqu'à la fin de son examen et « épuisement des uns et des autres » [20 octobre 2003] (p. 8945)

Prévient que si la procédure d'annonce anticipée des scrutins publics a pour effet d'empêcher les députés de répondre à la commission, son groupe attendra le dernier moment pour demander un scrutin [20 octobre 2003] (p. 8962)

Demande la présence de ministres dans la discussion des articles de la loi de finances dont celle de M. Jean-Jacques Aillagon qui « est très intermittent » et interroge le ministre du budget sur l'application d'un plan de rigueur après les élections de mars 2004 [20 octobre 2003] (p. 8974)

Souhaite une réunion de la conférence des présidents pour qu'une modification de l'ordre du jour permette d'examiner dans de meilleures conditions la fin de la première partie du projet de loi de finances [20 octobre 2003] (p. 9031)

Demande si le vote sur l'article 25 du projet de loi de finances a été réservé pour « aller réveiller » des députés UMP [20 octobre 2003] (p. 9047)

Accuse le ministre de la culture et de la communication de mensonge et de duplicité : non, les socialistes ne demandent pas aujourd'hui la suppression de la redevance ; ils tiennent au contraire à défendre le service public audiovisuel [23 octobre 2003] (p. 9295)

Souhaite que la commission des finances s'exprime sur la situation des finances publiques : déficit excessif, prélèvements obligatoires, baisse de la TVA pour la restauration. [14 novembre 2003] (p. 10558)

Dénonce l'organisation des travaux qui conduit à siéger après minuit et le vendredi en pleine campagne électorale. Il considère qu'il s'agit d'une forme de mépris de la représentation nationale et des citoyens. Il constate que l'UMP est peu présente dans l'hémicycle, ce qui était déjà le cas lors de la précédente intervention du Premier ministre, laquelle a recueilli moins d'attention que celle du ministre de l'intérieur. Il juge désinvolte le départ du président de la commission des lois alors que la motion de renvoi en commission le concerne au premier chef. Il

pense que l'heure tardive s'oppose à la tenue du débat [25 février 2004] (p. 1951)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : admet que son amendement ne soit pas recevable du fait que l'Assemblée doit se prononcer sur les conclusions de la commission mais s'étonne que le Président de séance ait déclaré qu'il n'était pas venu en discussion en raison de l'omission d'une date qui aurait pu être ajoutée oralement [13 mai 2004] (p. 3640)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : estime anormal l'examen, à un rythme excessif, de nombreux textes importants au mois de juillet [7 juillet 2004] (p. 6198)

Conteste la nécessité d'aborder systématiquement en juillet et à un rythme extrême des textes importants ; s'inquiète des conditions de travail du personnel des assemblées parlementaires [7 juillet 2004] (p. 6199)

N'est pas satisfait de la réponse du ministre au sujet de la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le transfert du RMI et du RMA. Il s'insurge contre l'ordre du jour qui programme des débats dans l'hémicycle alors que se réunit la commission mixte paritaire sur le projet de loi pour le soutien à la consommation. Pour lui, cela traduit l'irrespect du Gouvernement vis-à-vis du travail parlementaire [20 juillet 2004] (p. 6972)

Souligne que la commission des finances, saisie pour avis en première lecture, ne l'a pas été en deuxième, ce qu'il attribue à l'improvisation totale des travaux. Il considère que le Gouvernement manque de respect au groupe socialiste en ne répondant pas à la motion de renvoi en commission défendue par M. Bonrepaux [21 juillet 2004] (p. 7020)

Regrette le refus de la présidence de suspendre la séance à la demande de M. Bonrepaux, le temps que se termine la réunion de la CMP qui avait lieu en même temps, alors que plusieurs autres suspensions de séances ont été accordées aux différents groupes. Il élève la protestation la plus vive contre la façon dont se déroulent les travaux et dénonce le comportement de l'UMP qui se croit chez elle. Il dénonce l'absence du président de la commission des lois [21 juillet 2004] (p. 7024)

Tient à saluer les sept députés du groupe UMP, en comptant le président de la commission des lois, présents en séance pour entendre ce que le Premier ministre considère comme "la mère des réformes", la plus importante de son mandat. Il s'inquiète du sort des amendements du groupe socialiste dont l'examen a été retardé dans l'attente de la décision sur leur recevabilité financière [22 juillet 2004] (p. 7111)

Assure que, bien loin de vouloir brider l'expression des députés UMP, les députés socialistes regrettent que l'UMP et l'UDF ne prennent pas davantage la parole. Ils souhaitent seulement pouvoir s'exprimer sur leurs amendements après la réponse du Gouvernement [23 juillet 2004] (p. 7184)

Qualifie le débat de "mascarade" et se demande s'il est digne de l'Assemblée nationale de le poursuivre alors que certains savent que le Gouvernement va recourir à l'article 49-3 [23 juillet 2004] (p. 7195)

Demande que la séance soit levée : à quinze heures, soit le débat se poursuivra, soit le 49-3 sera appliqué [23 juillet 2004] (p. 7201)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8016) : rejetée (p. 8024)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 8018)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8017 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8018 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 8017, 8019)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8018 et s.)
 Finances publiques : recettes non fiscales : Cour des comptes (p. 8019)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8019)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8016)
 Lois de règlement (p. 8016)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8017)
 Partis et mouvements politiques : gauche : euro (p. 8017)
 Politique économique : croissance : gauche (p. 8017)
 Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 8020)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : Gouvernement (p. 8019)
 Professions de santé : médecins (p. 8018 et s.)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 8020)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8524) : rejetée (p. 8542)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 octobre 2003] (p. 8610 et 8625)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 8528)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8529)
 Collectivités territoriales : autonomie financière : Conseil constitutionnel (p. 8530 et s., 8535)
 Emploi : chômage (p. 8524)
 Etat : Premier ministre (p. 8526)
 Etat : Premier ministre : démission (p. 8524)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8532 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement (p. 8525 et s., 8533)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8525, 8533)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 8527)
 Finances publiques : dette publique (p. 8525, 8533)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8526 et s., 8534)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8529, 8533 et s.)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8529)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8527)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8527, 8529 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8527 et s.)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8528, 8534)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8534)
 Impôts locaux (p. 8528 et s., 8534)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 8526 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 8525)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8533)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8524, 8532)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8524, 8529 et s.)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8529, 8531, 8534)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8525 et s., 8532, 8534)
 Professions de santé : médecins (p. 8536)
 Propriété : usufruit : barème (p. 8525)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8527)
 Sécurité sociale : financement : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8534)
 Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8539)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 8530)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8527)
 TVA : taux réduit : restaurants (p. 8529, 8535)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8681 et s.)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8689, 8696 et s., 8705, 8717 et s., 8727 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 octobre 2003] (p. 8731)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8732, 8736 et s.)

Son amendement n° 262 (taux de 4,6 % et 11,5 % portés respectivement à 6,6 % et 16,5 %) (p. 8740)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Augustin Bonrepaux (déductions ou réductions du revenu imposable – plafonnement à

60 % du revenu net de cotisations sociales et de frais professionnels) (p. 8761)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Bouvard (investissements locatifs dans les résidences de tourisme construites dans les zones de revitalisation rurales : amélioration du dispositif de réduction d'impôt et réservation de logements aux travailleurs saisonniers des stations – institution d'une réduction d'impôt au titre de la réhabilitation des logements achevés avant le 1er janvier 1989) (p. 8774)

Son amendement n° 260 corrigé (emploi d'un salarié à domicile – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt – plafonds des dépenses de 10 000 € et de 13 800 € réduits à respectivement 2 200 € et 4 400 €) (p. 8775) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8779)

Intervient sur l'amendement n° 258 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses réduit de 10 000 € à 6 900 €) (p. 8794)

Son amendement n° 259, deuxième correction (emploi d'un salarié à domicile – plafond des dépenses de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède 47 932 €) (p. 8795) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8799)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Augustin Bonrepaux (économie d'énergie et production d'énergie renouvelable dans le logement – crédit d'impôt porté de 15 % à 20 % des dépenses engagées) (p. 8808)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2003] (p. 8816)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (obtention du permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 8825)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés, fusillés ou massacrés – réduction d'impôt) (p. 8827)

Article 5 (réforme des plus-values immobilières des particuliers)
Son intervention (p. 8833 et s.)

Article 9 (dispense du dépôt de déclaration et du paiement des droits pour les successions de faible importance)
Son intervention (p. 8873)

Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale – exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8874)

Article 11 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) applicable au gazole)
Son intervention (p. 8879, 8889)
Son amendement n° 221 (de suppression) (p. 8887) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8892)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Augustin Bonrepaux (véhicules propres – majoration des crédits d'impôt) (p. 8897)

Article 12 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les services à forte intensité de main d'œuvre)
Son intervention (p. 8898)
Ses observations : interroge le ministre sur l'application du taux réduit de la TVA à la restauration (p. 8899)

Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Louis Dumont (protections pour incontinence adulte - taux réduit de la TVA) (p. 8904)
Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-Pierre Brard (disques - taux réduit de la TVA) (p. 8905)
Son amendement n° 224 (frais d'obsèques et achats de concessions funéraires - taux réduit de la TVA) (p. 8906) : rejeté (p. 8907)
Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Augustin Bonrepaux (petits services de réparation de bicyclettes - taux réduit de la TVA) (p. 8908)
Son amendement n° 222 (services de restauration - taux réduit de la TVA) (p. 8911) : rejeté (p. 8912)

Article 13 (création d'une taxe d'abattage affectée au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA))
Son intervention (p. 8917)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8945)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations sportives bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8949)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du 1er septembre 2003 – taux de 0,05 %) (p. 8955)

Intervient sur l'amendement n° 356 corrigé de M. Philippe Martin (floc de Gascogne : bénéficiaire du droit de consommation applicable aux vins doux naturels) (p. 8957)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8962)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Éric Besson (ISF : suppression de l'exonération des souscriptions en numéraire au capital de PME non cotées) (p. 8965)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 8974)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Éric Besson (ISF : qualification de biens professionnels – 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8976)

Son amendement n° 362 corrigé (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit des impôts locaux et de diverses contributions) (p. 8988) : rejeté (p. 8990)

Son amendement n° 471 (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 500 €) (p. 8990) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8992)

Son amendement n° 364 (taux de l'intérêt de retard fixé entre 1,5 fois le taux d'intérêt légal et celui des découverts non autorisés – application aux majorations pour défaut de déclaration, mauvaise foi ou manœuvres frauduleuses – décompte jusqu'au dernier jour du mois de paiement) (p. 8992) : rejeté (p. 8994)

Article 16 (prélèvement sur le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages - FGAO)

Son intervention (p. 8996)
Son amendement n° 242 (de suppression) (p. 8996)

Article 18 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale - FOREC)

Son intervention (p. 8998)
Son amendement n° 225 (de suppression) (p. 9002)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9011 et s.)
Son sous-amendement n° 464 (ordinateurs personnels : non-taxation) à l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : application à la seule année 2004 - suppression de la communication des fichiers des entreprises commercialisant des programmes - amende fiscale de 300 € en cas de non-déclaration - suppression de la double taxation en cas d'utilisation alternative du récepteur dans deux résidences) (p. 9020)

Son sous-amendement n° 465 (hôtels de tourisme : exonération des dix premiers récepteurs et abattement de 35 % sur les vingt suivants) à l'amendement n° 50 de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 9022)

Son sous-amendement n° 466 (exonération des personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu et à l'ISF : condition d'âge ramenée de 65 ans à 60 ans) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9023)

Son sous-amendement n° 467 (RMI : exonération des allocataires au 1^{er} janvier de l'année d'exigibilité) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9024)

Son sous-amendement n° 468 (prime pour l'emploi : exonération des bénéficiaires au 1^{er} janvier de l'année d'exigibilité) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9024)

Son sous-amendement n° 469 (zones de revitalisation rurale : abattement de 50 %) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 9025) : SCRUTIN PUBLIC (p. 9026)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9031)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Bouvard (privatisation de France 2) (p. 9033)

Article 25 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles - BAPSA)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 octobre 2003] (p. 9047)

Article 26 (transfert à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) de la gestion des aides à la recherche technologique et à l'innovation)

Son intervention (p. 9049)
Son amendement n° 245 (de suppression) (p. 9049)

Article 30 (création d'une part régionale de la dotation globale de fonctionnement - DGF)

Son intervention (p. 9054)

Article 31 (intégration dans la dotation globale de fonctionnement (DGF des départements) de la dotation de compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle et d'une partie de la dotation générale de décentralisation, et mesures de simplification de cette même DGF)

Son intervention (p. 9056)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 9065)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Ses interventions (p. 9072, 9076, 9078 et s.)

Seconde délibération

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9132)

Explications de vote et vote [21 octobre 2003] (p. 9136)

Ses explications de vote (p. 9137)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9138)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Explications de vote et vote [21 octobre 2003]

Ses explications de vote (p. 10739)

Vote contre du groupe socialiste (p. 10770)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 octobre 2003] (p. 9295)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGD

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son amendement n° 72 rectifié (minoration des crédits du service d'information du Gouvernement) (p. 9369)

SPORTS

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10548)

Son intervention (p. 10550)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : associations et clubs (p. 10550)

Sports : crédits (p. 10550)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10550)

Sports : politique du sport (p. 10550)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Augustin Bonrepaux (cotisations d'épargne-retraite - crédit d'impôt substitué à la déduction du revenu imposable) (p. 10560)

Son amendement n° 232 (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale - fixation du taux en fonction de l'évolution des « taux ménages » votés la même année par les communes membres) (p. 10561) : rejeté (p. 10562)

Son amendement n° 245 (taxe professionnelle des établissements publics de coopération intercommunale - répartition sur trois ans du droit à augmenter le taux) (p. 10562) : retiré (p. 10564)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Augustin Bonrepaux (communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale : compensation de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle - reconduction du dispositif pour 2004) (p. 10568)

Article 60 (détermination des limites de déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite et des cotisations de retraite et de prévoyance et suppression du plan d'épargne populaire)

Son intervention (p. 10572)

Après l'article 60

Son amendement n° 225 (taxe sur les transactions sur devises : application à compter du janvier 2005 - taux de 0,05 %) (p. 10575) : rejeté (p. 10577)

Son amendement n° 226 (taux de l'intérêt de retard fixé entre une fois et demie et deux fois le taux d'intérêt légal et ne pouvant être supérieur à celui des découverts non autorisés) (p. 10577) : rejeté (p. 10578)

Son amendement n° 224 (dotation globale de fonctionnement majorée de 0,3 % de la masse salariale des collectivités territoriales) (p. 10578) : rejeté (p. 10580)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Augustin Bonrepaux (France Télécom : taxe professionnelle - calcul de la compensation selon des modalités ne pénalisant pas les collectivités perdant un établissement) (p. 10580 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 293 du Gouvernement (cinéma - crédit d'impôt pour les entreprises de production au titre de leurs activités exercées en France) (p. 10654)

Article 66 (réforme du régime fiscal des distributions)

Son amendement n° 241 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 10663)

Article 69 (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée sur la restauration)

Son intervention (p. 10675)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Philippe Tourtelier (parcs ou espaces de loisirs ou d'attractions : taxe professionnelle - extension du dispositif de correction de la valeur locative au titre du caractère saisonnier de l'activité prévu par le V de l'article 1478 du code général des impôts) (p. 10687)

Son amendement n° 227 rectifié (augmentation des valeurs locatives : taux de 1,5 %) : adopté (p. 10688)

Son amendement n° 44 (taxe professionnelle : libre fixation des taux) (p. 10689) : rejeté (p. 10690)

Intervient sur l'amendement n° 248 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique : faculté de différer pendant trois ans l'exercice du droit d'augmenter les taux de la taxe professionnelle) (p. 10691)

Son amendement n° 274 (copie privée : rémunération et création d'une commission consultative) (p. 10693) : retiré (p. 10694)

Intervient sur le sous-amendement n° 302 de M. Henri Cuq (non-application à la commission des dispositions relatives au contrôle des dépenses engagées) à l'amendement n° 301 du Gouvernement (fonds spéciaux : commission de vérification - inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) (p. 10695)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Charles de Courson (orphelins de déportés non juifs, de parents fusillés ou massacrés pour faits de résistance ou pris en otage - institution d'une réduction d'impôt) (p. 10697)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Fourgous (exercice des missions de contrôle des finances publiques - mandat donné à des agents des assemblées parlementaires et à des experts) (p. 10704)

Explications de vote et vote [18 novembre 2003] (p. 10766)

Ses explications de vote (p. 10769)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12545)

Son intervention (p. 12550)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 12552)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 12552)

Défense : crédits (p. 12552)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 12551)
 Finances publiques : dépenses ; maîtrise des dépenses (p. 12552)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 12551 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 12553)
 Partis et mouvements politiques : UDF (p. 12553)
 Personnes âgées : dépendance : jours fériés (p. 12552)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 12552)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 12553)

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration

[18 novembre 2003] (p. 10725)

Son intervention (p. 10740)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 10741)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10742)
 Défense : crédits (p. 10742)
 Etat : réforme (p. 10740 et s.)
 Etat : structures gouvernementales (p. 10741)
 Finances publiques : dépenses ; maîtrise des dépenses (p. 10740)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement : productivité (p. 10742)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10741)
 Secteur public : services publics : rôle (p. 10742)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. André Vallini (pénalisation d'infractions liées à l'environnement) (p. 11298)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11309)

Son amendement n° 303 (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11308) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11311)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11609) : rejetée (p. 11624)

Thèmes :

Amnistie (p. 11617 et s.)
 Assemblée nationale : commission des finances (p. 11609)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 11611)
 Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 11618)
 Conseil constitutionnel (p. 11609)
 Défense : opérations extérieures (p. 11615)
 Emploi : chômage (p. 11618)
 Finances publiques : annulations de crédits (p. 11609, 11613 et s.)
 Finances publiques : contrôle parlementaire (p. 11613)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11610 et s.)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 11615)
 Finances publiques : dette publique (p. 11610, 11612, 11619)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11611)
 Finances publiques : procédure budgétaire : Cour des comptes (p. 11614 et s.)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 11612)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 11612, 11614)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 11610, 11614)
 Logement : crédits (p. 11614)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11609 et s., 11614)
 Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida : contribution française (p. 11615)
 Outre-mer : crédits (p. 11614)

Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 11618 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 11610)
 Personnes âgées : dépendance : jours fériés (p. 11614)
 Politique économique : croissance (p. 11609, 11618 et s.)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11611 et s.)
 Président de la République (p. 11611 et s.)
 Recherche (p. 11614, 11618)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 11615 et s.)
 Santé : crédits (p. 11615)
 Transports ferroviaires (p. 11614)
 Transports urbains (p. 11616)
 Union européenne : construction européenne (p. 11612 et s.)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11687)

Seconde délibération

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11705)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Augustin Bonrepaux (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements) (p. 11745)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA sur les abonnements dans le délai de quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la future directive européenne) (p. 11745 et s.)

Article 23 (réforme du régime de la garantie et du poinçonnage des métaux précieux)

Son intervention (p. 11749 et s.)

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son intervention (p. 11756 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Augustin Bonrepaux (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11771, 11775 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11775 et s.)

Son amendement n° 36 (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : crédit d'impôt de 70 % dans la limite de 600 €) (p. 11770) : rejeté (p. 11777)

Son amendement n° 34 (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 600 € puis de 60 % jusqu'à la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11771) : rejeté (p. 11777)

Article 43 (application de tarifs différenciés en outre-mer pour les redevances des licences UMTS)

Son amendement n° 51 (de suppression) (p. 11816)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son amendement n° 53 (affectation à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine de l'intégralité du prélèvement) (p. 11817)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)

Son intervention (p. 12621)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 12623)
 Conseil constitutionnel (p. 12621)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 12622)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 12621 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 12621)
 Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 12623)
 Justice : Cour des comptes (p. 12622)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 12622)
 Politique économique : croissance (p. 12621 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 12622)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 12621)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 12622)
 Transports : infrastructures : transports urbains (p. 12622)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 février 2004] (p. 1951)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1975)

Intervient sur l'amendement n° 631 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (taux de taxe professionnelle fixé librement par les collectivités territoriales) (p. 1977)

Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la contribution pour frais d'assiette consécutive au travail de recensement et de révision effectué dans les années 1990) (p. 1979)

Son amendement n° 633 (subordination de la mise en œuvre de la présente loi à la mise en œuvre de la loi organique sur les finances locales) : rejeté (p. 1982)

Article 59 (expérimentation du transfert aux communes de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité dans l'habitat)

Son intervention (p. 2323)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7111)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre 1er

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7180 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2004] (p. 7184)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7187)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2004] (p. 7195)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1616 à 1644 de membres du groupe socialiste (adoption de dispositifs garantissant un accroissement régulier de la péréquation préalable aux transferts de compétences) (p. 7199)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juillet 2004] (p. 7201)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3653)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : fiscalité (p. 3654)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3654, 3656)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3653 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3654)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3654)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 3655)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 3656)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3656 et s.)

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 96 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 111 (p. 3693)

Son amendement n° 126 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 141 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 36 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 21 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 51 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 66 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 81 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Son intervention (p. 6999)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juillet 2004] (p. 6972)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7020)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6999)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : autonomie financière (p. 6999)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 6999)

Etat : décentralisation (p. 7000)

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 juillet 2004] (p. 7024)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 11 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7051)

Son amendement n° 15 (p. 7061)

Article 3 (définition du ratio d'autonomie financière et de la part déterminante)

Son intervention (p. 7076 et s.)

Son amendement n° 21 (p. 7078)

Son amendement n° 25 (p. 7080)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 26 (p. 7082)

Après l'article 4

Son amendement n° 32 (définition et importance de la péréquation) : rejeté (p. 7083)

Son amendement n° 34 (traitement préventif de la dégradation de l'autonomie financière par la concertation avec les collectivités concernées) : rejeté (p. 7083)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

[13 mai 2004] (p. 3611)

Ses interventions (p. 3611, 3636)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : amendements (p. 3637)
Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3636)
Assemblée nationale : propositions de loi : opposition (p. 3614, 3637)
Assurance maladie maternité : généralités (p. 3638)
Défense : crédits (p. 3637)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3612 et s.)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3611 et s., 3637)
Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3613, 3638)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3638)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 3613)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3613)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3614)
Parlement : contrôle : opposition (p. 3614, 3638)
Partis et mouvements politiques : gauche : politique économique (p. 3611 et s.)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3612)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3613, 3638)
Président de la République (p. 3637 et s.)
Retraites : généralités (p. 3613)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [13 mai 2004] (p. 3639)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [13 mai 2004] (p. 3640)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5399)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : opposition (p. 5401)
Collectivités territoriales : dépenses (p. 5402)
Défense : crédits : contrôle (p. 5399)
Emploi : création d'emplois : politique de l'emploi (p. 5400)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5399)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 5400, 5402)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5401)
Finances publiques : dépenses en capital : contrats de plan Etat-régions (p. 5400)
Finances publiques : dette publique (p. 5400 et s.)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5400)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5400)
Finances publiques : recettes : affectation (p. 5401)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5400 et s.)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 5400 et s.)
Justice : Cour des comptes (p. 5399 et s.)
Parlement : rôle (p. 5399)
Politique économique : consommation (p. 5400 et s.)
Politique économique : croissance (p. 5400)
Politique sociale (p. 5400)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5437)
Son intervention (p. 5441)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5446) : rejetée (p. 5447)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : rôle (p. 5446)
Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5442)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : crédit d'impôt (p. 5442 et s.)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5442)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5442)
Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5443)
Lois : évaluation : coût (p. 5442)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 5441, 5446)
Parlement : rôle : rétroactivité des lois (p. 5442)
Politique économique : consommation (p. 5442 et s.)
Politique économique : croissance (p. 5442)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 37 (plafonnement des déductions et réductions à 40 % du revenu imposable) (p. 5447) : retiré (p. 5448)
Son amendement n° 17 (emploi d'un salarié à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et abaissement à 2 200 € et à 4 400 € des plafonds des dépenses prises en compte) (p. 5448) : rejeté (p. 5449)
Son amendement n° 16 (prime pour l'emploi : relèvement du taux) (p. 5448) : rejeté (p. 5449)
Son amendement n° 18 (ISF : suppression de l'exonération au titre de la souscription au capital des PME) (p. 5450) : rejeté (p. 5451)
Son amendement n° 20 (ISF : retour au taux de 75 % du patrimoine pour la qualification de bien professionnel) : rejeté (p. 5451)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son amendement n° 21 (entrée en vigueur reportée du 1er juin 2004 au 1er juillet 2004) (p. 5452)
Son amendement n° 22 (plafonnement des sommes exonérées à 60 000 € par donateur) (p. 5454)

Après l'article 1er

Son amendement n° 23 (cotisations aux syndicats : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) : rejeté (p. 5456)
Son amendement n° 24 (élèves dans l'enseignement secondaire : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 5456) : rejeté (p. 5457)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son amendement n° 28 (crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 5457)

Avant l'article 4

Son amendement n° 30 (restauration - taux réduit de la TVA : suppression de l'article 99 de la loi de finances pour 2004) (p. 5468) : rejeté (p. 5470)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 33 (prise en compte des avantages en nature dans le salaire de référence) (p. 5471)
Son amendement n° 34 (limitation aux contrats de travail à durée indéterminée) (p. 5472)
Son intervention (p. 5474)

Après l'article 5

Son amendement n° 41 (rétablissement de la TIPP flottante) (p. 5477) : rejeté (p. 5478)

Titre

Son amendement n° 42 (projet de loi relatif à la création de diverses niches fiscales) (p. 5486) : rejeté (p. 5487)
Vote contre du groupe socialiste (p. 5487)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Son intervention (p. 7361)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7362)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7362)
Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7362)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 7361 et s.)
Politique économique : croissance : consommation (p. 7362)
Vote contre du groupe socialiste (p. 7362)

Hélène MIGNON

*Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 26 février 2004] (p. 3891)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-présidente***MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT)**

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du texte de la motion de censure et prend acte de ce dépôt [23 juillet 2004] (p. 7206)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : lui répond que sa demande de vote séparé sera étudiée en conférence des présidents et en réunion de bureau la semaine suivante [12 décembre 2003] (p. 12293)

M. Augustin Bonrepaux : rappelle à M. Augustin Bonrepaux que la répartition des temps de parole a été fixée par la conférence des présidents [24 juin 2004] (p. 5397)

M. Christophe Caresche : précise que d'après ses informations, tous les amendements ont été examinés de façon tout à fait normale [22 juillet 2004] (p. 7113)

M. René Dosière : confirme que tous les amendements viendront en séance [22 juillet 2004] (p. 7116)

DÉBATS**Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Répond aux observations de M. Jean-Claude Lenoir : (p. 5304)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [24 juin 2004] (p. 5397)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christophe Caresche (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7113)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [22 juillet 2004] (p. 7115)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Prend acte, en qualité de présidente de séance, de l'engagement de la responsabilité du Gouvernement et met la liste des amendements à la disposition des membres de l'Assemblée [23 juillet 2004] (p. 7205)

*En qualité de Députée***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5737)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 831, posée le 22 juin 2004. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 22 juin 2004. Conditions de détention, Seysses (p. 5225)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'associe au précédent rappel au règlement de M. Daniel Paul, considère méprisant pour le Parlement d'examiner les amendements sur le handicap avec une telle précipitation [2 juin 2004] (p. 4387)

Accuse le Gouvernement de l'improvisation la plus totale ; réclame, devant cette attitude "indigne" l'interruption des travaux [3 juin 2004] (p. 4417)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9613)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9613)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9613)

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 9613)

Santé : accès aux soins (p. 9613)

Santé : politique de la santé (p. 9613)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****I - TRAVAIL**

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi consolidé (p. 10069)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 10070)

Politique sociale : pauvreté (p. 10068)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10069)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10069)

Politique sociale : solidarité (p. 10068)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (financement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096)

Son amendement n° 117 (réduction de crédits de 170 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) : rejeté (p. 10099)

Son amendement n° 121 (réduction de crédits de 27 400 000 € correspondant à l'amélioration du programme TRACE) : rejeté (p. 10100)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10096)

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10373)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10373)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 10374)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10373)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 10374)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10847)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 10847)
Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10848)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10848)
Emploi : chômage (p. 10849)
Emploi : création d'emplois (p. 10852)
Entreprises : allègement des charges (p. 10851)
Politique sociale : insertion (p. 10847)
Politique sociale : pauvreté (p. 10847)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10847)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10847)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 208 (rapport au Parlement sur les dispositifs d'insertion) (p. 10905) : rejeté (p. 10906)

Article 1er (périodicité de la revalorisation du montant du RMI)

Son amendement n° 134 (p. 10909)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10927)

Article 4 (attribution au président du conseil général des pouvoirs de décisions individuelles en matière de RMI)

Son amendement n° 142 (p. 10929)

Article 6 (information des allocataires du RMI)

Son intervention (p. 10931)

Son amendement n° 143 (p. 10931)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10933)

Article 7 (liste des organismes habilités à instruire les demandes de RMI)

Son intervention (p. 10933)

Son amendement n° 144 (p. 10933)

Article 8 (instruction administrative des dossiers de RMI)

Son amendement n° 145 (p. 10934)

Article 9 (domiciliation des demandeurs de RMI)

Son amendement n° 146 (p. 10936)

Son intervention (p. 10937)

Ses amendements n° 147 et 148 (p. 10937)

Article 10 (renouvellement du droit à l'allocation)

Son amendement n° 149 (p. 10940)

Article 11 (révision du contrat d'insertion et suspension de l'allocation en cas de non-respect de ce contrat)

Son intervention (p. 10941)

Son amendement n° 150 (p. 10941)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son amendement n° 151 (p. 10943)

Article 15 (délégation aux organismes payeurs des décisions individuelles)

Son intervention (p. 10944)

Son amendement n° 152 (p. 10944)

Article 16 (contrôle des déclarations des bénéficiaires)

Son intervention (p. 10945)

Son amendement n° 153 (p. 10945)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10946)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10949)

Son amendement n° 154 (p. 10949)

Son amendement n° 209 (p. 10952)

Article 19 (contenu du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10959)

Son amendement n° 120 (p. 10959)

Son amendement n° 210 (p. 10960)

Article 20 (mise en œuvre et suivi des actions d'insertion professionnelle)

Son intervention (p. 10961)

Son amendement n° 121 (p. 10961)

Article 21 (recours contentieux contre les décisions relatives à l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Son amendement n° 122 (p. 10962)

Article 22 (récupération des sommes servies au titre de l'allocation)

Son intervention (p. 10962)

Son amendement n° 123 (p. 10962)

Article 23 (mandatement de l'allocation à un organisme agréé)

Son intervention (p. 10963)

Son amendement n° 124 (p. 10963)

Article 25 (composition et rôle du conseil départemental d'insertion)

Son intervention (p. 10965)

Ses amendements n° 211 et 125 (p. 10965)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10968)

Son amendement n° 126 (p. 10968)

Après l'article 34

Son amendement n° 127 (rapport au Parlement sur les politiques d'insertion menées dans chaque département) : rejeté (p. 10976)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son amendement n° 128 (p. 10984)

Son amendement n° 212 (p. 11015)

Son amendement n° 214 (p. 11019) : SCRUTIN PUBLIC (p. 11020)

Son amendement n° 213 (p. 11020)

Son amendement n° 215 (p. 11022)

Son amendement n° 240 (p. 11036)

Son amendement n° 216 (p. 11038)

Son intervention (p. 11044)

Son amendement n° 217 (p. 11039) : SCRUTIN PUBLIC (p. 11045)

Son amendement n° 218 (p. 11048)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11052)

Son amendement n° 129 (p. 11052)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) (p. 11060)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 133 (p. 11062)

Son intervention (p. 11063)

Ses explications de vote (p. 11109)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) [12 décembre 2003] (p. 12292)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 5 (dispositifs spécifiques à l'intention de certains publics)

Son amendement n° 363 (p. 12324)

Son amendement n° 364 (p. 12325)

Article 16 (périodicité et contenu des négociations de branche)

Son amendement n° 372 (p. 12370)

Article 26 (transmission d'informations statistiques)

Son amendement n° 375 (p. 12379)

Article 28 (dérogations à la limite d'âge pour la signature d'un contrat d'apprentissage)

Son amendement n° 376 (p. 12381)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2201 et s.)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2212 et s.)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3385)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3385)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3385)

Politique sociale : financement (p. 3386)

Sécurité sociale : caisses (p. 3385)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4300) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4306)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes : sourds (p. 4302)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : handicapés (p. 4303)

Environnement : politique de l'environnement : handicapés (p. 4302)

Handicapés : associations (p. 4300)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4302)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4303)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4303)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4303)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4300)

Handicapés : sourds (p. 4302)

Sécurité sociale : caisses (p. 4303)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1^{er} (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4382)

Son amendement n° 674 (p. 4388)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 juin 2004] (p. 4417)

Après l'article 1^{er}

Son sous-amendement n° 980 à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 4422)

Son sous-amendement n° 981 à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Intervient sur l'amendement n° 870 du Gouvernement (p. 4425)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4433 et s.)

Son amendement n° 689 (p. 4441)

Son amendement n° 686 (p. 4447)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4458 et s.)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son amendement n° 695 (p. 4464)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4469)

Son amendement n° 700 (p. 4477)

Son amendement n° 703 (p. 4478)

Son amendement n° 696 (p. 4479)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Reprend l'amendement n° 819 de Mme Christine Boutin (fonds spéciaux : commission de vérification – inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) : retiré (p. 4575)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 704 (p. 4577)

Son intervention (p. 4578)

Son amendement n° 705 (p. 4578)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4584 et s.)

Son amendement n° 708 (p. 4585)

Après l'article 9

Son amendement n° 709 : rejeté (p. 4586)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié de M. Alain Marty (p. 4587)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son amendement n° 710 (p. 4592)

Son amendement n° 711 (p. 4593)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Emmanuel Hamelin (p. 4595)

Son amendement n° 712 : rejeté (p. 4595)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4596)

Son amendement n° 713 (p. 4597)

Reprend l'amendement n° 182 de la commission (fonds spéciaux : commission de vérification – inscription des crédits aux services généraux du Premier ministre) (p. 4598)

Son amendement n° 714 (p. 4606)

Après l'article 12

Son amendement n° 787 : adopté après correction (p. 4607)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique pour l'accès à la fonction publique et de la condition d'âge pour le départ à la retraite)

Son amendement n° 716 (p. 4609)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 677 (p. 4611)

Son intervention (p. 4612)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 688 rectifié (p. 4614)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son amendement n° 739 (p. 4617)

Article 17 (création de fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 740 (p. 4619)

Son intervention (p. 4620 et s.)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son amendement n° 741 (p. 4625)

Son amendement n° 743 (p. 4626)

Son amendement n° 742 (p. 4627)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4630 et s.)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4634 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. François Brottes (p. 4639)

Son amendement n° 775 : adopté (p. 4639)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son intervention (p. 4640)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 761 de M. Laurent Fabius (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 757 de M. François Brottes (p. 4641)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4641 et s.)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 4663)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n°s 767 et 766 (p. 4673)

Son intervention (p. 4677 et s.)

Son amendement n° 768 (p. 4677)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4684)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Claude Bartolone (p. 4696)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Jacques Bascou (p. 4696)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4696)

Son amendement n° 770 (p. 4698)

Article 32 quinquies (article 312-9-1 du code de l'éducation : reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)

Son intervention (p. 4700)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4705)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4716)

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Daniel Paul (p. 4716)

Titre

Son amendement n° 671 : rejeté (p. 4717)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 14 novembre 2003] (p. 19390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 621, posée le 3 février 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Projet de tangentielle Ouest-Sud, perspectives, Ile-de-France (p. 1251)

Marie-Anne MONTCHAMP

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

Est nommée Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, auprès du ministre de la santé et de la protection sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (n° 884) [6 novembre 2003]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 4 : Affaires sociales, travail et solidarité (Solidarité) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 884), portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité [13 novembre 2003] (n° 1211)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Ghislain Bray. Handicapés. Allocation aux adultes handicapés. Conditions d'attribution [23 juin 2004] (p. 5320)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bruno Le Roux. Handicapés. Enfants. Etablissements, financement, Seine Saint Denis [6 avril 2004] (p. 2627)

M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, Montluçon [6 avril 2004] (p. 2625)

M. Alain Venot. Etablissements de santé. Hôpitaux. Chirurgiens, interdiction d'exercer, conséquences [6 avril 2004] (p. 2626)

M. Gilles Artigues. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes, nomenclature des actes [27 avril 2004] (p. 3097)

M. Michel Charzat. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, personnel, concertation [27 avril 2004] (p. 3097)

M. Marc Bernier. Santé. Politique de la santé. Permanence des soins, organisation, zones rurales [27 avril 2004] (p. 3098)

M. Jean-Pierre Decool. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [27 avril 2004] (p. 3099)

M. Jean-Pierre Dupont. Santé. Hépatite C. Transfusés, indemnisation, prise en charge [27 avril 2004] (p. 3103)

M. Yves Fromion. Professions de santé. Médecins. Remplaçants, réglementation [27 avril 2004] (p. 3101)

M. Alain Marty. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie médicale, financement, hôpital de Sarrebourg [27 avril 2004] (p. 3102)

M. Marcel Dehoux. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Age de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [4 mai 2004] (p. 3273)

M. Jean-Pierre Blazy. Santé. Politique de la santé. Maisons médicales de garde, développement [4 mai 2004] (p. 3274)

M. Marc Bernier. Santé. Maladies rares. Prise en charge, agénésie dentaire [4 mai 2004] (p. 3269)

M. Jean-Marie Geveaux. Santé. Cancer de la prostate. Dépistage [4 mai 2004] (p. 3270)

M. Étienne Mourrut. Etablissements de santé. Centres de santé. Construction et rénovation, centre médical du Grau-du-Roi, financement [4 mai 2004] (p. 3271)

M. Daniel Poulou. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création, Cambo-les-Bains [4 mai 2004] (p. 3272)

M. Henri Nayrou. Santé. Etablissements de santé. Tarification à l'activité, mise en place, perspectives [18 mai 2004] (p. 3742)

M. Didier Mathus. Sécurité sociale. Travailleurs de la mine. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3742)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [18 mai 2004] (p. 3744)

M. Jean-Michel Bertrand. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Retraites complémentaires. Pharmaciens [18 mai 2004] (p. 3740)

M. Jean-Pierre Grand. Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [18 mai 2004] (p. 3741)

M. Jean-Claude Lemoine. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes, nomenclature des actes [18 mai 2004] (p. 3742)

M. Jean-Claude Leroy. Justice. Juridictions sociales. Tribunaux du contentieux de l'incapacité, fonctionnement, Lille [29 juin 2004] (p. 5644)

M. Claude Leteurre. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, hôpital de Lisieux [29 juin 2004] (p. 5643)

M. Michel Raison. Santé. Aide médicale urgente. SMUR, perspectives, Luxeuil-les-Bains, Lure et Vesoul [29 juin 2004] (p. 5642)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Yvan Lachaud : se déclare prête à dialoguer avec la représentation nationale, en commission comme en séance publique, précise que la "chute" d'amendements évoquée par l'opposition est un faux problème car l'amendement du Gouvernement incriminé reprend en fait l'intégralité des éléments qu'ils contenaient ; le débat n'est donc pas occulté [3 juin 2004] (p. 4418)

DÉBATS

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3317)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3358)

Sa réponse (p. 3391)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3317)

Handicapés : allocations et ressources (p. 3318, 3358)

Handicapés : établissements (p. 3318)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3318, 3358, 3391)

Handicapés : soins et maintien à domicile (p. 3318)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3358)

Politique sociale : solidarité (p. 3319, 3358, 3391)

Sécurité sociale : caisses (p. 3318)

Travail : durée du travail (p. 3319)

Travail : jours fériés (p. 3319, 3391)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)

Son intervention (p. 3401)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la perte d'autonomie) (p. 3453)

Article 7 (création d'une Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 3455)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3505)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4289)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4304)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4321)

Sa réponse (p. 4371)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4374)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : handicapés (p. 4372)

Environnement : politique de l'environnement : handicapés (p. 4292, 4304)

Formation professionnelle : professions sociales (p. 4291)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4371)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 4292)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4289, 4296)
 Handicapés : allocations et ressources (p. 4289, 4321, 4374)
 Handicapés : autisme (p. 4292)
 Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4292)
 Handicapés : enfants (p. 4291, 4371)
 Handicapés : établissements (p. 4292)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4292, 4371)
 Handicapés : obligation d'emploi (p. 4292)
 Handicapés : personnes ayant la charge de handicapés (p. 4291)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4289, 4304, 4321, 4371, 4374)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4292, 4372)
 Handicapés : soins et maintien à domicile (p. 4289)
 Outre-mer : La Réunion : handicapés (p. 4372)
 Outre-mer : Mayotte : handicapés (p. 4372)
 Professions sociales : personnes ayant la charge de handicapés (p. 4291)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4388 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yvan Lachaud (cf supra) (p. 4418)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 868 du Gouvernement (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4420)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Intervient sur l'amendement n° 873 du Gouvernement (p. 4424)

Intervient sur l'amendement n° 870 du Gouvernement (p. 4425)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 979 du Gouvernement (p. 4430)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4436 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 987 de la commission à l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 988 de la commission à l'amendement n° 968 rectifié du Gouvernement (p. 4452)

Intervient sur les amendements n°s 926 et 965 du Gouvernement (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 936 du Gouvernement (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Yvan Lachaud (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Ghislain Bray (p. 4454)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4459 et s.)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4462 et s.)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4465 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Yves Bur (p. 4467)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 rectifié de la commission (p. 4467)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4470 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Daniel Paul (p. 4574)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son intervention (p. 4575)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 4576 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (p. 4580)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Alain Marty (p. 4581)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4582 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié de M. Alain Marty (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 709 de Mme Hélène Mignon (p. 4587)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Daniel Paul (p. 4587)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4588 et s.)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4590 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 784 de Mme Martine David (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Daniel Paul (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Emmanuel Hamelin (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 712 de Mme Hélène Mignon (p. 4595)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4596 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 787 de Mme Hélène Mignon (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Daniel Paul (p. 4608)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique pour l'accès à la fonction publique et de la condition d'âge pour le départ à la retraite)

Son intervention (p. 4609)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 4609 et s.)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 4613 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 856 de la commission (p. 4615)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 4615 et s.)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4617 et s.)

Article 18 (article L. 323-6 du code du travail : suppression des abattements de salaire et

remplacement de la garantie de ressources en milieu ordinaire par une aide à l'employeur

Son intervention (p. 4622 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 785 de Mme Martine David (p. 4623)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4624 et s.)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4629 et s.)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation pour l'amplitude des journées de travail des personnels des centres d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4632)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4633 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. François Brottes (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 775 de Mme Hélène Mignon (p. 4639)

Intervient sur les amendements n°s 255 et 256 de la commission (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Alain Marty (p. 4640)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son intervention (p. 4640)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 761 de M. Laurent Fabius (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 757 de M. François Brottes (p. 4641)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4641 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 907 du Gouvernement (p. 4645)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 4663 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Daniel Paul (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 935 du Gouvernement (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 269 de la commission (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François Brottes (p. 4665)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (p. 4666)

Avant l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Daniel Paul (p. 4666)

Article 26 (modification de la structure du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4668)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 517 de Mme Geneviève Levy (p. 4669)

Intervient sur l'amendement n° 518 de Mme Geneviève Levy (p. 4670)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4670 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4680 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 291 de la commission (p. 4682)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4682 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (p. 4685)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 4692 et s.)

Article 31 (dispositions de coordination au sein du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4694)

Article 32 (dispositions de coordination au sein du code du travail)

Son intervention (p. 4695)

Article 32 bis (suppression de l'interdiction d'inscription des majeurs sous tutelle sur les listes électorales)

Son intervention (p. 4695)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'amendement n° 916 du Gouvernement (p. 4696)

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Jacques Bascou (p. 4696)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4698 et s.)

Article 32 quinquies (article 312-9-1 du code de l'éducation : reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)

Son intervention (p. 4700)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 4701)

Après l'article 32 sexies

Intervient sur les amendements n°s 311 et 312 de la commission (p. 4701)

Intervient sur l'amendement n° 971 du Gouvernement (p. 4701)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 972 du Gouvernement (p. 4702)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4702)

Article 35 (dispositions pénales applicables aux professions liées à l'appareillage)

Son intervention (p. 4704)

Article 36 (qualification des interprètes en langue des signes et pour le codage en langage parlé complété)

Son intervention (p. 4704)

Article 36 bis (statut des auxiliaires de vie)

Son intervention (p. 4704)

Après l'article 36 bis

Intervient sur l'amendement n° 320 de la commission (p. 4704)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Daniel Paul (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 970 du Gouvernement (p. 4705)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Yvan Lachaud (p. 4705)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4705 et s.)

Article 39 (fermeture des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4706)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 327 de la commission (p. 4706)

Article 41 (suppression de la commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)

Son intervention (p. 4707 et s.)

Article 42 (modification de l'intitulé d'un titre du code de l'éducation)

Son intervention (p. 4708)

Article 43 (suivi statistique des populations handicapées)

Son intervention (p. 4709)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Claude Leteurre (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Daniel Paul (p. 4709)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Yvan Lachaud (p. 4710)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Daniel Paul (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Sébastien Huyghe (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Manuel Aeschlimann (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 332 de la commission (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 1003 du Gouvernement (p. 4711)

Intervient sur le sous-amendement n° 1013 de M. Mansour Kamardine à l'amendement n° 1003 du Gouvernement (p. 4711)

Intervient sur l'amendement n° 1004 du Gouvernement (p. 4712)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 4712 et s.)

Article 46 (entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'obligation d'emploi des personnes handicapées et à l'aide aux employeurs du milieu ordinaire employant certains travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4713)

Article 47 (dispositions transitoires concernant le décompte des effectifs totaux de l'entreprise pour le calcul du taux d'emploi des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4713)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 327 du Gouvernement (p. 4714)

Article 48 (entrée en vigueur des dispositions concernant le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4714)

Article 49 (entrée en vigueur des dispositions concernant le règlement des concours et examens)

Son intervention (p. 4714)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4715)

Intervient sur l'amendement n° 472 rectifié de M. Daniel Paul (p. 4715)

Intervient sur l'amendement n° 339 de la commission (p. 4717)

Intervient sur l'amendement n° 917 du Gouvernement (p. 4717)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 671 de Mme Hélène Mignon (p. 4717)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Daniel Paul (p. 4717)

En qualité de Députée**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)**

Son intervention (p. 8654)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 8655)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : entreprises individuelles (p. 8655)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8655)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8654)

Recherche (p. 8655)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8654)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****I - TRAVAIL****Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)**

Son intervention (p. 10042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 10043)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10042)

Etrangers : immigration (p. 10044)

Femmes : égalité professionnelle (p. 10044)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 10044)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10044)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 10043)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10043)

Politique sociale : solidarité : crédits (p. 10043)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

Rapporteuse pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)**

Son intervention (p. 10828)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10853)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10829)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10829)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10828, 10853)

Politique sociale : insertion (p. 10830)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10828, 10853)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10828, 10853)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10829)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)**Article 28 (crédits départementaux d'insertion)**

Son intervention (p. 10971)

Son amendement n° 230 (p. 10971)

Article 33 (décentralisation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 10974)

Son amendement n° 229 (p. 10974)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 256 (établissement des effectifs concernés) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977) : adopté (p. 10978)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11060 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2003] (p. 12619)**

Son intervention (p. 12624)

Thèmes :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 12624)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 12624)

Impôt sur le revenu : impatriés (p. 12623)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 12624)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 12625)

Arnaud MONTEBOURG
Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Droit du travail. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 355)

Justice. Tribunaux. Fonctionnement, tuerie de Nanterre [3 février 2004] (p. 1277)

Audiovisuel et communication. Radio France. Statut, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4273)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3471)

Son intervention (p. 3475)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité : rémunération (p. 3475)

Entreprises : situation financière : transparence (p. 3476)

Impôts et taxes : paradis fiscaux : amnistie (p. 3476)

Sociétés : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3475 et s.)

Sociétés : assemblées générales : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 3476)

Sociétés : dirigeants : responsabilité (p. 3476)

Ses explications de vote (p. 3485)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3485)

Pierre MORANGE

Yvelines (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre titulaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17724)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les politiques d'allègement de cotisations sociales et de réduction du temps de travail et leurs effets sur la situation de l'emploi et l'organisation du travail (n° 1103) [21 octobre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les conséquences des 35 heures pour l'économie et la société françaises (n° 1104) [21 octobre 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20116)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 8 juin 2004] (p. 10151)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la politique de santé publique [J.O. du 16 juillet 2004] (p. 12798)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

Membre du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 25 août 2003] (p. 15287)

Président du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 3 septembre 2004] (p. 15654)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre à la coopération, au développement et à la francophonie [J.O. du 17 septembre 2004] (p. 16238)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) : tome I : recettes et équilibre général ; tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission avec M. Bruno Gilles, M. Claude Gaillard et Mme Paulette Guinchard-Kunstler, [22 octobre 2003] (n° 1157)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête :

- (n° 1103) de M. Jean-Marc Ayrault sur les politiques d'allègement de cotisations sociales et de réduction du temps de travail et leurs effets sur la situation de l'emploi et l'organisation du travail

- (n° 1104) de M. Hervé Novelli sur les conséquences des 35 heures pour l'économie et la société françaises [6 novembre 2003] (n° 1202)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [25 novembre 2003] (n° 1247)

Proposition de loi n° 1762 tendant à redonner au salarié la liberté de choix de son temps de travail grâce au compte épargne temps et à la négociation collective dans le cadre des 35 heures [21 juillet 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les établissements et services sociaux et médico-sociaux [28 juillet 2004] (n° 1776)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [4 février 2004]
(p. 1360)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9542)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9543)
Assurance maladie maternité : généralités : modernisation (p. 9542)
Santé : politique de la santé (p. 9543)
Sécurité sociale : recettes (p. 9543)
Sécurité sociale : caisses (p. 9542)
Sécurité sociale : financement (p. 9542)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9543)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9674 et s.)

Son amendement n° 354 (p. 9680)

Avant l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 282 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (représentation des groupes parlementaires) à son amendement n° 21 rectifié (p. 9689)

Son amendement n° 21 rectifié (création d'un Comité des finances sociales) (p. 9686) : adopté après modification (p. 9690)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale assise sur les produits financiers des entreprises) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 143 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation de l'entreprise modulée selon le rapport salaires/valeur ajoutée) (p. 9692)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9695)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9699)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 253 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (rapport au Parlement présentant les dépenses et les recettes par fonction et par régime) (p. 9700)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation à l'assurance maladie des droits sur l'alcool et le tabac) (p. 9700)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9704 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Bertho Audifax (minimum de perception de la taxe sur les tabacs dans les DOM) (p. 9716)

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (abrogation de la taxe sur les bières fortes) (p. 9718)

Article 5 (optimisation des recours contre tiers exercés par les caisses de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9721 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Charles de Courson (restitution de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social de 2 % pour les titulaires de pensions de réversion à faible revenu) (p. 9722)

Article 6 (non-prise en compte de l'abattement de 20 % pour le calcul de l'assiette des cotisations et contributions sociales des dirigeants de sociétés)

Son intervention (p. 9723)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Goulard (prise en compte des reports déficitaires dans le revenu professionnel des non-salariés non-agricoles) (p. 9723)

Article 7 (exonération de cotisations sociales pour les jeunes entreprises innovantes)

Son intervention (p. 9724)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (plafonnement de la contribution sociale de solidarité étendu aux petits détaillants de carburants) (p. 9724)

Article 8 (exonération de cotisations et contributions sociales pour les contributions des employeurs versées aux institutions de retraite supplémentaire)

Son intervention (p. 9725 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Hervé Novelli (assouplissement des pénalités frappant les employeurs en retard de paiement de cotisations sociales qui justifient de leur bonne foi) (p. 9726)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9734 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (validation des actions en recouvrement de la contribution des entreprises pharmaceutiques) (p. 9738)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9740 et s.)

Article 11 (individualisation de la contribution sur les ventes en gros de médicaments)

Son intervention (p. 9742 et s.)

Article 13 (fixation des prévisions de recettes pour 2004)

Son intervention (p. 9745)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rapport au Parlement sur les prestations indûment versées au titre de l'assurance maladie) (p. 9746)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de la commission (fixation des taux d'évolution de la masse salariale dans le secteur social et médico-social) (p. 9883)

Article 45 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9886 et s.)

Avant l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (versement aux organismes affectataires de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine le 25 novembre au plus tard) (p. 9888)

Article 55 (simplification de la procédure d'admission en non-valeur)

Son intervention (p. 9888)

Article 56 (simplification des modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales)

Son intervention (p. 9889)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 314 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (droit pour l'employeur de se faire

assister par un conseil ou représenter par un mandataire en cas de contrôle par les organismes sociaux) (p. 9889)

Intervient sur l'amendement n° 316 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (contenu détaillé de la mise en demeure en cas de poursuites contre l'employeur par les organismes sociaux) (p. 9890)

Article 57 (simplification des obligations déclaratives des employeurs non établis en France)

Son intervention (p. 9890)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 214 précédemment réservé de M. François Goulard (extension des pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 312 précédemment réservé de M. François-Xavier Villain (procédure visant des avocats non salariés) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 209 précédemment réservé du Gouvernement (validation des actions de recouvrement ou de contrôle fondées sur l'illégalité de l'agrément des agents) (p. 9892)

Intervient sur le sous-amendement n° 353 précédemment réservé de la commission (coordination; application à la Nouvelle-Calédonie) à l'amendement n° 209 précédemment réservé du Gouvernement (p. 9892)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son intervention (p. 9894)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11348)

Son intervention (p. 11348)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 11348)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 11348)
Contributions indirectes : tabac (p. 11349)
Sécurité sociale : cotisations (p. 11349)
Sécurité sociale : dépenses (p. 11350)
Sécurité sociale : financement (p. 11348)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2003] (p. 11360)

Son intervention (p. 11388 et s.)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Après l'article 8

Son amendement n° 61 (transmission des dossiers au centre communal ou intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10935)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12306)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Après l'article 34

Son amendement n° 204 corrigé (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) : adopté (p. 12462)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 97 (p. 1987)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2699)

Thèmes :

Régions : santé publique (p. 2699)
Santé : politique de la santé (p. 2699)
Santé : règlements sanitaires (p. 2699)
Sécurité sociale : assurance maladie maternité : généralités (p. 2700)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 55

Son amendement n° 262 (ordre des pédicures-podologues : institution et fonctionnement) (p. 3145)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4843)

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 4843)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-présidente de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Arts et spectacles. Variétés. Rap, incitation à la violence et à la haine raciale, poursuites judiciaires [5 novembre 2003] (p. 10033)

Chômage : indemnisation. Recalculés. Allocations, financement [4 mai 2004] (p. 3290)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 795, posée le 1^{er} juin 2004. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 3879). Appelée le 1^{er} juin 2004. Imagerie médicale (p. 4246)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10854)

Son intervention (p. 10863)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10901)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10865)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10865)

Politique sociale : insertion (p. 10855, 10863, 10892)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10855, 10864, 10892)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10855, 10864, 10892)

Travail : droit du travail (p. 10863)

Travail : durée du travail (p. 10863)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10918)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10924)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Morange (transmission des dossiers au centre communal ou intercommunal d'action sociale par le président du conseil général) (p. 10936)

Après l'article 9

Son sous-amendement n° 62 (suppression de l'avis conforme de la commission) à l'amendement n° 7 de la commission (conditions de domiciliation et critères de suspension de versement du RMI ; avis conforme de la commission locale d'insertion) (p. 10937)

Article 12 (clôture du droit au RMI et reprise du versement de l'allocation)

Son intervention (p. 10942)

Article 13 (service de l'allocation)

Son intervention (p. 10943)

Son amendement n° 63 (p. 10943)

Article 14 (neutralisation des flux de trésorerie entre les départements et les organismes payeurs)

Son intervention (p. 10944)

Son amendement n° 64 (p. 10944)

Article 15 (délégation aux organismes payeurs des décisions individuelles)

Son intervention (p. 10944)

Son amendement n° 65 (p. 10944)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son amendement n° 156

Son intervention (p. 10945)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10952)

Article 20 (mise en œuvre et suivi des actions d'insertion professionnelle)

Son intervention (p. 10961)

Ses amendements n°s 66 et 67 (p. 10961)

Article 23 (mandatement de l'allocation à un organisme agréé)

Son intervention (p. 10963)

Son amendement n° 51 (p. 10963)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10969)

Article 33 (décentralisation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 10975)

Ses amendements n°s 69 rectifié et 70 (p. 10975)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10986 et s.)

Son amendement n° 71 (p. 11038)

Ses amendements n°s 72 et 73 rectifié (p. 11047)

Article 36 (dispositions de coordination au sein du code du travail avec la mise en place du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11053)

Son amendement n° 74 (p. 11053)

Article 37 (maintien des droits afférents au bénéfice du RMI pour les signataires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son amendement n° 202 (p. 11056)

Article 38 (compétences des agences départementales d'insertion en matière de contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 11057)

Son amendement n° 75 (p. 11057)

Article 40 (suivi, évaluation et contrôle du RMI et du RMA)

Son intervention (p. 11058)

Son amendement n° 155 rectifié (p. 11058)

Après l'article 40

Son amendement n° 203 rectifié (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) : retiré (p. 11059)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 11064)

Ses explications de vote (p. 11111)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2893)

Thèmes :

Famille : divorce : coût (p. 2894)

Famille : domicile : violences conjugales (p. 2894)

Famille : prestation compensatoire (p. 2894)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son amendement n° 133 (p. 2959)

Son amendement n° 134 corrigé (p. 2962)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son amendement n° 148 (p. 2969)

Article 23 (abrogations)

Son amendement n° 147 (p. 2973)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)
Son intervention (p. 4431)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre aux anciens combattants [J.O. du 24 septembre 2003] (p. 16304)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de la sécurité civile [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13535)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1303 relative aux exonérations en faveur de l'emploi de personnes handicapées par les communes de moins de 3500 habitants et leurs établissements publics [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1531 relative à la revalorisation annuelle des abattements fiscaux consentis dans le cadre de successions [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1532 tendant à supprimer les droits de timbre pour les actes notariés [8 avril 2004]

Proposition de loi n° 1750 visant à rendre incompatibles les fonctions de président d'un établissement public de coopération intercommunale avec les fonctions de président de conseil général ou de président de conseil régional [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1764 visant à rendre éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les équipements réalisés par les communes ou leurs groupements et mis gratuitement à la disposition d'une ou plusieurs associations à but non lucratif [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Perspectives [17 décembre 2003] (p. 12500)

Etrangers. Expulsion. Réglementation [29 juin 2004] (p. 5667)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 543, posée le 6 janvier 2004. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux, perspectives (p. 22)

n° 622, posée le 3 février 2004. Sécurité routière. Limitations de vitesse (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Réglementation (p. 1252)

n° 801, posée le 1^{er} juin 2004. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés (J.O. Questions p. 3881). Appelée le 1^{er} juin 2004. Perspectives, Lozère (p. 4244)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 7 (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides

pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice) (p. 11768) : retiré (p. 11770)

Son amendement n° 8 (exploitants agricoles : indemnités au titre du fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte dans le bénéfice forfaitaire) (p. 11768) : retiré (p. 11770)

Son amendement n° 5 (exploitants agricoles : indemnités de la sécheresse par le fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte pour l'éligibilité au régime réel simplifié au titre des années 2002, 2003 et 2004) (p. 11768) : retiré (p. 11770)

Son amendement n° 6 (exploitants agricoles : indemnités de la sécheresse par le fonds national de garantie des calamités agricoles et aides pour le transport de fourrage - non prise en compte pour l'éligibilité au régime réel simplifié au titre des années 2002, 2003 et 2004) (p. 11768) : retiré (p. 11770)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 529)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 529)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) : Lozère (p. 529)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 529)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 530)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 25 (création d'un titre liminaire : solidarité nationale en faveur des territoires ruraux et de montagne assurée par l'Etat et reconnaissance de leur spécificité) : adopté (p. 665)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 670)

Son amendement n° 27 (p. 689)

Après l'article 1er

Son amendement n° 34 (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697) : adopté (p. 698)

Son amendement n° 1271 (création par les communes de services indispensables aux besoins de la population en milieu rural) : adopté (p. 710)

Intervient sur l'amendement n° 1450 de M. Augustin Bonrepaux (dispositifs fiscaux incitatifs dans les périmètres d'aménagement rural) (p. 719)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Arnaud Lepercq (abaissement des seuils des effectifs scolaires retenus pour les fermetures de classes) (p. 728)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 739 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 38 (jeunes agriculteurs exonérés d'impôt sur les plus-values) : retiré (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 755)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son amendement n° 810 (p. 762)

Après l'article 5

Son amendement n° 41 (exercice, par l'associé d'un GAEC, d'une activité autre que celle d'exploitant agricole) : retiré (p. 764)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 777)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son amendement n° 809 (p. 820)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Denis Merville (exonération temporaire de cotisations sociales en cas de reprise d'un commerce rural) (p. 836)

Avant l'article 22

Son amendement n° 938 (schémas régionaux de prévention des risques naturels) : rejeté (p. 858)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 942 et s.)

Article 13 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul d'un emploi public et privé dans les petites communes)

Son amendement n° 49 (p. 962)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 983)

Son amendement n° 72 rectifié (p. 1007)

Son amendement n° 70 (p. 1011)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1022)

Après l'article 63

Son amendement n° 730 (critères de classement en zones de montagne) : retiré (p. 1042)

Après l'article 65

Son amendement n° 46 rectifié (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047) : devenu sans objet (p. 1048)

Après l'article 66

Son amendement n° 98 (programmes de l'enseignement agricole) (p. 1197) : rejeté (p. 1198)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son amendement n° 808 (p. 1202)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1933)

Thèmes :

Communes : démocratie participative (p. 1933)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) : montagne (p. 1933)

Justice : délais (p. 1934)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3601)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : Constitution (p. 3601)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3601)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4340)

Thèmes :

Départements : Lozère : politique à l'égard des handicapés (p. 4340)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4340)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4340)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4341)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4340)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son amendement n° 340 (p. 4389)

Ses amendements n°s 341 et 342 (p. 4393)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 343 (p. 4443)

Son amendement n° 344 (p. 4444)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 345 (p. 4476)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 348 (p. 4673)

Son amendement n° 351 (p. 4677)

Son amendement n° 352 (p. 4678)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 54 ter

Son amendement n° 98 (exonération de charges sociales pour les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7328) : retiré (p. 7329)

Hervé MORIN

Eure (3^{ème} circonscription)

Président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Nommé président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1726 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les causes de l'augmentation des prix à la consommation dans la grande et la moyenne distribution, à évaluer les dispositions légales destinées à équilibrer les relations commerciales entre les centrales d'achat et les producteurs et à proposer les évolutions législatives et réglementaires nécessaires [8 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1752 visant à étendre l'exonération des droits de succession aux victimes de catastrophes naturelles et d'accidents collectifs de transport [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Travail. Durée du travail. réforme, perspectives [7 octobre 2003] (p. 8167)

Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 34)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 486, posée le 1^{er} décembre 2003. Professions sociales. Auxiliaires de vie (J.O. Questions p. 9071). Appelée le 2 décembre 2003. Statut (p. 11495)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne de la précédente demande de vérification du quorum émise en fin de la séance précédente par le président du groupe UMP; interroge le président sur les tenues vestimentaires admises en salle des séances [10 juillet 2004] (p. 6464)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 285 (p. 9683)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : HLM : accession à la propriété (p. 10341)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 52

Son amendement n° 1225 (haies, talus et petits bosquets séparant des parcelles agricoles exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) : retiré (p. 1117)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1315 (p. 1987)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son amendement n° 1323 (p. 2034)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 1329 (p. 2160)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 1331 (p. 2167)

Après l'article 89

Son amendement n° 1369 (exercice d'une compétence donnée réservée à un seul niveau de collectivité territoriale) : rejeté (p. 2500)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3372)

Thèmes :

Travail : droit du travail (p. 3372)

Travail : durée du travail (p. 3373)

Travail : jours fériés (p. 3373)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son intervention (p. 3431 et s.)

Son amendement n° 127 (p. 3433)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 1064 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3912)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6434 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6448 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2004] (p. 6464)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6506)

Demande la vérification du quorum [11 juillet 2004] (p. 6510)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6523)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6550 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6643 et s.)

Avant l'article 39 [séance du 19 juillet 2004]

Son intervention (p. 6891 et s.)

Article 39 [séance du 19 juillet 2004] (mesures visant à garantir les ressources de la sécurité sociale)
Son intervention (p. 6902)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)
Son intervention (p. 6911 et s.)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. région parisienne [7 octobre 2003] (p. 8175)

Famille. Mariage. Mariages blancs, étrangers, pouvoirs des maires [19 novembre 2003] (p. 10815)

Étienne MOURRUT

*Gard (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1299 tendant à préciser les possibilités de mise en fourrière des bateaux et navires épaves ou abandonnés ou présentant un danger pour la collectivité, la nature ou les usagers des ports et des voies d'eau [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1300 tendant à donner un cadre légal aux obligations d'assurance des bateaux fréquentant les ports de plaisance, de pêche ou de commerce [17 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection. Dignes, basse vallée du Rhône [10 décembre 2003] (p. 12049)

Agroalimentaire. Nestlé Waters France. Emploi et activité, Gard [2 juin 2004] (p. 4357)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 518, posée le 15 décembre 2003. Ventes et échanges. Marchands ambulants (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Exercice de la profession (p. 12396)

n° 722, posée le 4 mai 2004. Etablissements de santé. Centres de santé (J.O. Questions p. 3208). Appelée le 4 mai 2004.

Construction et rénovation, centre médical du Grau-du-Roi, financement (p. 3271)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 55

Son amendement n° 836 (stages de formation) : retiré (p. 1159)

Article 67 (organisation et rôle des chambres départementales d'agriculture)

Son amendement n° 835 (p. 1199)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1478)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : voile islamique (p. 1478)

Femmes : égalité des sexes (p. 1478)

Politique générale : Gouvernement précédent : voile islamique (p. 1478)

Secteur public : services publics : laïcité (p. 1478)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Sécurité routière. Circulation par temps hivernal [17 décembre 2003] (p. 12504)

Renaud MUSELIER

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, auprès du ministre des affaires étrangères. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Chantal Bourragué. Politique extérieure. Aide humanitaire. Perspectives [22 octobre 2003] (p. 9216)

M. Maurice Giro. Politique extérieure. Aide humanitaire. Coordination [10 décembre 2003] (p. 12053)

M. Jacques Barrot. Politique extérieure. Iran. Séisme de Bam, aide humanitaire, bilan et perspectives [7 janvier 2004] (p. 102)

M. Patrick Beaudouin. Politique extérieure. Aide humanitaire. Séisme, Maroc [3 mars 2004] (p. 2351)

M. Michel Voisin. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [5 mai 2004] (p. 3351)

M. Michel Voisin. Politique extérieure. Soudan. Situation politique [8 juin 2004] (p. 4573)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Simon Renucci. Déchets, pollutions et nuisances. Mer. Sous-marin nucléaire américain, avarie, informations [16 décembre 2003] (p. 12407)

M. Étienne Blanc. Traités et conventions. Accord entre l'Union européenne et la Suisse sur la liberté de circulation des personnes. Conséquences [20 janvier 2004] (p. 552)

M. Michel Zumkeller. Politique extérieure. Cuba. Droits de l'homme [20 janvier 2004] (p. 553)

M. François Rochebloine. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaîne d'information internationale, création [25 mai 2004] (p. 4022)

M. Alain Rodet. Audiovisuel et communication. Radio. Radios locales, fréquences, conditions d'attribution [25 mai 2004] (p. 4023)

M. Dominique Tian. Corps diplomatique et consulaire. Réglementation. Régime d'immunité diplomatique [25 mai 2004] (p. 4021)

Mme Martine Lignières-Cassou. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [1^{er} juin 2004] (p. 4250)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1128 tendant à modifier le code rural pour améliorer l'action en garantie des vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques [15 octobre 2003]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1464 tendant à compléter l'article 4, alinéa premier de la Constitution du 4 octobre 1958 [1^{er} mars 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne [3 mars 2004] (n° 1480)

Proposition de loi n° 1657 visant à modifier l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Situation politique [22 octobre 2003] (p. 9212)

Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 938)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 666, posée le 6 avril 2004. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 6 avril 2004. Inondations (p. 2634)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8657)

Thèmes :

Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 8658)

Etat : missions régaliennes (p. 8657)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8658)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : Union européenne (p. 8658)

Politiques communautaires : directives : TVA (p. 8658)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8658)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8657)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 8658)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 10

Son amendement n° 325 rectifié (filière hippique – imposition au régime des bénéficiaires agricoles et compensation aux collectivités territoriales de la diminution du produit des impôts locaux) (p. 8877) : retiré (p. 8878)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8940)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10266)

Pays étrangers : Irak (p. 10266)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10277)

Etat B, titre III

Son amendement n° 92 (p. 10278)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Procédure des questions :

Défense : réserves (p. 10017)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11179)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11179)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11180)

Union européenne : élargissement (p. 11179)

Union européenne : subsidiarité (p. 11179)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11955)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11956)

Secteur public : service minimum (p. 11956)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 617)

Thèmes :

Enseignement : pédagogie (p. 618)
Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 618)
Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 618)
Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 618)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1457)

Thèmes :

Constitution : révision : laïcité (p. 1458)
Cultes : islam : culture (p. 1457)
Cultes : islam : intégrisme (p. 1457)
Etat : valeurs républicaines (p. 1458)
Pays étrangers : Algérie : intégrisme (p. 1457)
Politique sociale : inégalités : intégration (p. 1458)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son amendement n° 131 (p. 2948)

Son amendement n° 74 (p. 2950)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Sa motion d'ajournement (p. 2993) : rejetée (p. 2998)

Thèmes :

Constitution (p. 2995)
Politique économique : conjoncture (p. 2994)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2993 et s.)
Union européenne : institutions communautaires (p. 2995)
Union européenne : zone euro (p. 2993)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3834)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3834)
Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3834)
Energie et carburants : pétrole (p. 3834)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 7

Son amendement n° 1055 (insertion d'une division intitulée : «Développement de l'énergie électrique d'origine nucléaire») : rejeté (p. 4191)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4098)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4098)
Environnement : développement durable (p. 4099)
Environnement : principe de précaution (p. 4099)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4157)

Son amendement n° 54 (p. 4161)

Son amendement n° 55 (p. 4162)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son amendement n° 642 (p. 4393)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 643 (p. 4443)

Son amendement n° 644 (p. 4444)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 648 rectifié (p. 4476)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 645 (p. 4673)

Son amendement n° 646 (p. 4677)

Son amendement n° 647 (p. 4678)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5007)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5007 et s.)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5008 et s.)
Energie et carburants : politique énergétique (p. 5008)
Secteur public : continuité du service public (p. 5007)
Union européenne : commission : politique énergétique (p. 5008)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5074)

Thème :

Etrangers : expulsion : ordre public (p. 5074)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son amendement n° 1 (p. 5075)

Son amendement n° 3 (p. 5076)

N

Henri NAYROU
Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 janvier 2004] (p. 454)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 janvier 2004] (p. 454)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 février 2004] (p. 2405)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 février 2004] (p. 2405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agroalimentaire. Lait et produits laitiers. Parmalat, emploi et activité [7 janvier 2004] (p. 101)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Son intervention (p. 10623)

Thèmes :

Sports : médecine du sport (p. 10623)

Sports : politique du sport (p. 10623)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 491) : rejetée (p. 499)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 492)

Aménagement du territoire : montagne (p. 491 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 494)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 491 et s.)

Collectivités territoriales : dotation de fonctionnement minimale (DFM) (p. 496)

Collectivités territoriales : ressources (p. 491)

Coopération intercommunale (p. 496)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 494)

Entreprises : délocalisations (p. 494)

Entreprises : sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER) (p. 491)

Impôt sur le revenu (p. 493)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 496)

Logement : logement social : zones rurales (p. 495)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 496 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 496)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 491 et s.)

Travail : pluriactivité (p. 495)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. François Brottes (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 666)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 679 et s.)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 740 et s.)

Article 3 (assouplissement de la règle du repos hebdomadaire pour les activités d'agro-tourisme)

Son intervention (p. 749 et s.)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. André Chassaigne (cumul des périodes des contrats saisonniers successifs dans une même entreprise pour le calcul de l'ancienneté) (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 1348 de M. François Brottes (responsabilité des entrepreneurs individuels de transports en milieu rural) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 813)

Intervient sur le sous-amendement n° 1459 de M. Augustin Bonrepaux (coûts supplémentaires compensés par l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement) à l'amendement n° 182 de la commission (p. 813)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 886)

Article 36 (déduction forfaitaire applicable aux revenus des loyers perçus en zone de revitalisation rurale)

Son intervention (p. 894)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 982, 1005)

Après l'article 63

Son amendement n° 1197 (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1038) : retiré (p. 1039)

Son amendement n° 1413 (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1038) : retiré (p. 1039)

Avant l'article 66

Son amendement n° 905 (contrats d'accès au service public) : rejeté (p. 1195)

Son amendement n° 906 (délégation interministérielle à la ruralité) : rejeté (p. 1195)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 617)

Thèmes :

Enseignement : zones rurales (p. 617)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 617)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 617)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1351)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1352)
Enseignement : neutralité (p. 1351)
Etat : laïcité (p. 1351)
Femmes : égalité des sexes (p. 1351)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune**[15 juin 2004] (p. 4877)**

Son intervention (p. 4894)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 4894)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4894)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 1er [séance du 1^{er} juillet 2004]

Son intervention (p. 5857 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6165)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6186)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [7 janvier 2004] (p. 106)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 459, posée le 13 octobre 2003. Santé. Myofasciite à macrophages (J.O. Questions p. 7718). Appelée le 14 octobre 2003. Lutte et prévention (p. 8492)

n° 656, posée le 6 avril 2004. Retraites : régime agricole. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 6 avril 2004. Loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application (p. 2631)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se déclare stupéfait que le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ait employé l'expression "comme on l'a dit bêtement" en faisant référence à des propos tenus par l'opposition ; il réclame des excuses [4 novembre 2003] (p. 9956)

Dénonce le mode de discussion en commission du budget des anciens combattants et s'indigne du sort fait à ses amendements par une utilisation abusive de l'article 40 [6 novembre 2003] (p. 10149)

Souligne que le vote de l'amendement est acquis, même s'il n'est pas conforme aux souhaits de la majorité. "Mais lorsque la course est finie, que la ligne d'arrivée a été franchie, on ne remet pas en cause le résultat" [12 février 2004] (p. 1735)

Constate que la suspension de séance n'a pas permis à M. Ferry d'arriver et souhaite que, si celui-ci devait être retenu au Sénat, il soit remplacé par M. Darcos. Dans ce but, il demande une nouvelle suspension de séance. Proteste que l'Assemblée n'est pas une chambre d'enregistrement. Pour un sujet aussi sérieux, la

spécialisation ministérielle doit être respectée [2 mars 2004] (p. 2325)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)*Procédure des questions :*

Retraites : régime agricole (p. 9193)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10127)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 novembre 2003] (p. 10149)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 10126)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10125)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 10126)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10125)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10125)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10125)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 10125)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10125)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10127)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2003] (p. 10151)*Après l'article 73*

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10152)

Après l'article 74

Son amendement n° 124 (pérennisation de l'Office national des anciens combattants (ONAC)) (p. 10153) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10154)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Sa procédure des questions (suite) (p. 9957)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 novembre 2003] (p. 9956)

Procédure des questions :

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9957)

SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :*- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003*

Son intervention (p. 10622)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 novembre 2003] (p. 10621)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 10622)

Sports : fédérations (p. 10623)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10622)

Sports : sportifs professionnels (p. 10623)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10988 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11647)

Thème :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits : cures (p. 11647)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11663)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 945 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 623)

Thèmes :

Départements (p. 624)

Départements : Puy-de-Dôme (p. 624)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 624)

Enseignement : pédagogie (p. 623)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 624)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 624)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1435)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1436)
Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1436)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : écoles (p. 1435)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1435)

Lois : projet de loi : signes religieux (p. 1436)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 février 2004] (p. 1735)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 378 de la commission (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Intervient sur l'amendement n° 491 de la commission des affaires culturelles (nouvel intitulé du titre IV : "l'éducation, la culture et le sport") (p. 2324)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2325)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2328 et s.)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336 et s.)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son intervention (p. 2356)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2360)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2364 et s.)

Jean-Marc NESME

*Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité (n° 905) [2 octobre 2003]

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1187 visant à lutter contre l'inceste en donnant du crédit à la parole de l'enfant [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1565 visant à renforcer l'accès des associations familiales représentatives à l'échelle nationale aux chaînes publiques de télévision [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

**Examen des fascicules [12 novembre 2003]
(p. 10368, 10397)**

Son intervention (p. 10382)

Thèmes avant la procédure des questions :

Professions de santé : médecins (p. 10382)

Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 10382)

Santé : sécurité sanitaire (p. 10383)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [3 février 2004]
(p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ;
[5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1474)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie : femmes (p. 1476)

Constitution : laïcité (p. 1474)

Cultes : intégrisme (p. 1474)

Enseignement : histoire : cultes (p. 1475)

Etat : laïcité : liberté de culte (p. 1475)

Ordre public : signes religieux (p. 1475)

Union européenne : constitution européenne : christianisme (p. 1475)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [1er juin 2004]
(p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)**

Son intervention (p. 4363)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4363)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4363)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4363)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 4363)

Jean-Pierre NICOLAS

Eure (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Urbanisme. Rénovation urbaine. Aides de l'Etat [26 novembre 2003] (p. 11203)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5740)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 796, posée le 1^{er} juin 2004. Etrangers. Immigration (J.O. Questions p. 3880). Suppléé par M. Max Roustan. Appelée le 1^{er} juin 2004. Migrants en provenance de l'Est, politiques communautaires (p. 4254)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 janvier 2004]
(p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)**

Son intervention (p. 648)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles (p. 648)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 649)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : protection (p. 649)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 649)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 649)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 649)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3055)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3055)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3056)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3056)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3055 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3056)

Pays étrangers : Chine : consommation d'énergie (p. 3055)

Recherche (p. 3055)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3056)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3056)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 mai 2004]
(p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)**

Son intervention (p. 3830)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3830)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3831)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3831)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3831)

Energie et carburants : pétrole (p. 3830)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3831)

Politique économique : libéralisme : déréglementation (p. 3830)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son amendement n° 65 (p. 4637)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juin 2004]
(p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)**

Son intervention (p. 5001)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5001 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5001 et s.)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 5002)
Secteur public : services publics : péréquation (p. 5002)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son amendement n° 87 : adopté (p. 5294)

Article 4 (organisation de la séparation fonctionnelle de la gestion du réseau)

Son amendement n° 89 : adopté (p. 5498)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5542)

Son amendement n° 88 : adopté (p. 5542)

Article 31 (mise à jour de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)

Son amendement n° 90 : adopté après modification (p. 5620)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1123 permettant l'attribution par l'URSSAF de délais supplémentaires pour le paiement des cotisations sociales salariales [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1258 instituant le vote à la majorité simple des tantièmes dans les assemblées générales de copropriétés [27 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1361 relative aux congés parentaux en cas d'adoption [15 janvier 2004]

Proposition de loi n° 1439 relative au fonctionnement des assemblées générales de copropriétés [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1492 instituant une exonération fiscale temporaire pour les immeubles vacants [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 36)

Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2643)

Famille. Adoption. Procédure, simplification [22 juin 2004] (p. 5243)

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 9 octobre 2003]

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Rapporteur de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 30 avril 2004] (p. 7806)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1104 visant à créer une commission d'enquête sur les conséquences des 35 heures pour l'économie et la société françaises [3 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 16 : Economie, finances et industrie (Industrie) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur l'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [14 avril 2004] (n° 1544)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux. Durée du travail, réduction, application [10 décembre 2003] (p. 12051)

Enseignement supérieur. Agrégation. Sciences économiques, jury, composition, Président [3 mars 2004] (p. 2351)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 748, posée le 18 mai 2004. Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA) (J.O. Questions p. 3525). Appelée le 18 mai 2004. Réforme, perspectives (p. 3749)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 470 (institution d'une commission de réforme de l'impôt sur le revenu dont la réflexion portera notamment sur l'allègement de cet impôt) (p. 8724)

Son intervention (p. 8726)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

BUDGET ANNEXE DES MONNAIES ET DES MÉDAILLES

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (« jeunes entreprises innovantes ») (p. 10509)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son amendement n° 11 (minoration des crédits de l'Ecole nationale d'administration) (p. 9370)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 8

Son amendement n° 213 (assouplissement des pénalités frappant les employeurs en retard de paiement de cotisations sociales qui justifient de leur bonne foi) : rejeté (p. 9726)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 126 (associations - « incubateurs » - ayant pour objet la prestation de services à des créateurs d'entreprises ou à des jeunes entreprises : neutralisation fiscale de leur changement de statut) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11788)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12295)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12295)

Syndicats : représentativité (p. 12295)

Travail : conventions collectives (p. 12295)

Travail : négociations (p. 12295)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Après l'article 43

Son amendement n° 180 (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12530) : retiré (p. 12532)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1262 (p. 1987)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 1265 (p. 2160)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son amendement n° 1266 (p. 2167)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3631)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : rôle (p. 3631)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3632)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3632)

Parlement : contrôle : opposition (p. 3631)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 3632)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4972)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4972 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4972 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6721 et s.)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6778 et s.)

Jean-Marc NUDANT

Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8288)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10628) :***- Réunion de la commission des finances du
22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10638)

Thème :

Energie et carburants : carburants : distribution (p. 10638)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour
2003**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [3 décembre 2003]
(p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)***Seconde délibération**Après l'article 30*Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Claude Darciaux
(établissement public foncier local des collectivités de Côte-
d'Or : institution d'une taxe spéciale d'équipement) (p. 11787)**Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner
confiance au consommateur**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 décembre 2003]
(p. 12162)***Avant l'article 4*Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Patrick Lemasle (cause
exonératoire de garantie liée à l'entretien défectueux des
véhicules) (p. 12181)**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités
locales**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969,
1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,
2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004]
(p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ;
[4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004]
(p. 2534)***Avant l'article 1er*Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux
(plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur
périmètre pour les établissements publics fonciers locaux)
(p. 1973)

O

Marie-Renée OGET
Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10882)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10883)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10883)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10883)
Travail : salaires (p. 10883)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4323)

Son intervention (p. 4328)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4328)
Handicapés : associations (p. 4329)
Handicapés : allocations et ressources (p. 4323, 4329)
Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4330)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4330)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4323, 4328 et s.)
Travail : jours fériés (p. 4328)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4425)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4437 et s.)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 4459)

Article 4 (garantie de ressources des personnes handicapées accueillies en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 4462 et s.)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4471 et s.)

Son sous-amendement n° 1001 à l'amendement n° 884 du Gouvernement (p. 4474)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4581)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4592)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4595 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 787 de Mme Hélène Mignon (p. 4607)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (p. 4608)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Daniel Paul (p. 4608)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4617)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4624 et s.)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4630)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 907 du Gouvernement (p. 4645)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 4670 et s.)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 4701)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4703)

Ses explications de vote [15 juin 2004] (p. 4920)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4921)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)

Son intervention (p. 4759)

Thèmes :

Agriculture : code rural (p. 4759)
Agriculture : politique agricole : réforme (p. 4759)
Parlement : prérogatives (p. 4760)

Nelly OLIN

Ministre déléguée à la lutte contre la précarité et l'exclusion

Est nommée Ministre déléguée à la lutte contre la précarité et l'exclusion, auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gilbert Biessy. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Bénéficiaires, hausse, conséquences [29 juin 2004] (p. 5669)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Chanteguet. Formation professionnelle. Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Restructuration, perspectives, Indre [18 mai 2004] (p. 3753)

M. Thierry Mariani. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application [18 mai 2004] (p. 3752)

M. Michel Hunault. Emploi. Entreprises d'insertion. Nettoyage de la ligne SNCF Châteaubriant-Nantes, aides de l'Etat [18 mai 2004] (p. 3753)

M. André Schneider. Enseignement maternel et primaire : personnel. Vacataires. Enseignement religieux, Alsace-Moselle, revendications [18 mai 2004] (p. 3755)

Patrick OLLIER

Hauts-de-Seine (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Président de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 28 avril 2004] (p. 7686)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 21 juillet 2004] (p. 13096)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en conclusion des travaux d'une mission d'information, sur la planification des infrastructures de transport [17 décembre 2003] (n° 1316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Aides de l'Etat [22 octobre 2003] (p. 9214)

Logement. Politique du logement. Accession sociale à la propriété, aides de l'Etat [2 mars 2004] (p. 2269)

DÉBATS

Débat sur le sommet de Cancun

[9 octobre 2003] (p. 8345)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 8353)

Thèmes :

Emploi (p. 8351)

Environnement (p. 8353)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8351)

Parlement : rôle (p. 8353)

Pays étrangers : Afrique : agriculture (p. 8351)

Pays étrangers : Brésil (p. 8352)

Pays étrangers : Etats-Unis : agriculture (p. 8352)

Politique économique : mondialisation (p. 8353)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8352)

Santé : santé publique : pays en développement (p. 8351)

Travail : conditions de travail (p. 8353)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Thème :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10636)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 2 octobre 2003

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 10597)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10597)

Logement : politique du logement (p. 10597)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10597)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11841)

Thèmes :

Constitution : constitutionnalité (p. 11841)

Télécommunications : services publics (p. 11841)

Télécommunications : France Télécom (p. 11841)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11873 et s.)

Article 4 (dispositions à caractère social)

Son intervention (p. 11920)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son intervention (p. 11923)

Après l'article 10

Son amendement n° 130 rectifié (concurrence tarifaire : déontologie et obligations) (p. 11924) : retiré (p. 11927)

Article 1er précédemment réservé (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11927)

Son amendement n° 126 (p. 11927)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 11937)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11937)

Politique économique : généralités (p. 11937)

Secteur public : service minimum (p. 11937)

Transports : transport de marchandises (p. 11938)

Transports : transports de voyageurs (p. 11938)

Travail : négociations (p. 11938)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 12154)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12154)

Droit civil : contrats (p. 12154)

Politique économique : conjoncture (p. 12154)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 154)

Son sous-amendement n° 213 (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158) : adopté (p. 159)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son sous-amendement n° 227 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 160)

Son sous-amendement n° 226 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 160)

Son intervention (p. 161)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 181)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 208)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Christian Paul (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Simon (partenariat public-privé) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) (p. 225)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Brottes (accessibilité du service universel de télécommunications à l'horizon 2008) (p. 226)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des cas dans lesquels les

tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 229)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (dessalement du contrôle des tarifs sur un opérateur exerçant une influence significative sur un marché de détail du secteur des communications électroniques) (p. 233)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean Lassalle (dessalement du contrôle des tarifs sur un opérateur exerçant une influence significative sur un marché de détail du secteur des communications électroniques) (p. 233)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yves Simon (extension aux appels émis depuis un mobile des tarifs particuliers des numéros ou services spéciaux) (p. 234)

Article 39 (modalités de rémunération de certains personnels de France Telecom)

Son intervention (p. 235)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 3415)

Intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3422)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3416)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 3415)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 3415)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 487)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 658)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 489, 659)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 488)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 487 et s.)

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 489)

Bois et forêts : forêts (p. 489)

Chasse et pêche : chasse (p. 489)

Entreprises : sociétés d'investissement pour le développement rural (SIDER) (p. 489)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 489)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 489)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 888 de M. François Brottes (définition des espaces à dominante rurale et axes prioritaires de leur développement) (p. 668)

Intervient sur l'amendement n° 1233 de M. Jean Lassalle (mise en place d'un observatoire du monde rural) (p. 669)

Répond aux interventions de M. André Chassaingne : (p. 669)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 308 du Gouvernement (mesures en faveur de l'implantation des entreprises dans les zones rurales ou de redynamisation urbaines prorogées jusqu'au 31 décembre 2006) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 881 de M. Jean Lassalle (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 916 de M. François Brottes (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1078 de M. François Vannson (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Jean Lassalle (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Michel Bouvard (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur l'amendement n° 1082 de M. François Vannson (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) (p. 692)

Intervient sur le sous-amendement n° 1457 de M. Augustin Bonrepaux (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux situés en ZRR acquis ou améliorés au moyen d'une aide financière de l'ANAH) (p. 696)

Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Yves Coussain (compensation des pertes de recettes) à l'amendement n° 310 du Gouvernement (p. 696)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 735 de M. Jean Auclair (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 1351 de M. Augustin Bonrepaux (création de zones franches rurales) (p. 706)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 711)

Intervient sur l'amendement n° 1072 de M. Jean Gaubert (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Jean Lassalle (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 717)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Jean Lassalle (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Michel Bouvard (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Intervient sur l'amendement n° 1073 de M. François Vannson (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 720)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 742 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (simplification de la procédure de révision du schéma directeur de la région Ile-de-France) (p. 751)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Auclair (installation dans le cadre familial réalisée sans obligation de formation) (p. 757)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1411 rectifié de M. Yves Coussain (seuil de limitation des activités accessoires) (p. 764)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 769)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. François Brottes (schéma pluriannuel de développement des services d'accueil communaux ou intercommunaux des enfants de moins de six ans) (p. 793)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Bernard Accoyer (distribution du fioul domestique soumise à autorisation d'exploitation commerciale délivrée par la commission départementale d'équipement commercial) (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Jean Auclair (mesures de sauvegarde du commerce de proximité) (p. 796)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. André Chassaigne (cumul des périodes des contrats saisonniers successifs dans une même entreprise pour le calcul de l'ancienneté) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (limitation de la solidarité financière des membres d'un groupement d'employeurs) (p. 808)

Intervient sur l'amendement n° 1348 de M. François Brottes (responsabilité des entrepreneurs individuels de transports en milieu rural) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de M. Michel Bouvard (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. François Vannson (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean Launay (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 837)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 1170 de M. François Brottes (extension des pouvoirs de police du maire sur les dépôts privés d'ordures non autorisés) (p. 838)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son intervention (p. 840 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 850)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 955)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 1442 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 768 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Dupont (services de transports scolaires assurés par des particuliers) (p. 963)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 819 rectifié précédemment réservé de M. Yves Coussain (tarification postale uniforme) (p. 966)

Intervient sur l'amendement n° 1337 précédemment réservé de M. François Brottes (conditions de desserte du courrier) (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé de M. Michel Bouvard (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 1090 précédemment réservé de M. François Vannson (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 969)

Intervient sur l'amendement n° 241 rectifié précédemment réservé de la commission (modalités de conclusion de la convention) (p. 972)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 précédemment réservé de M. Marc Le Fur (cas des services constitués sous forme d'établissement public) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (concertation préalable aux discussions relatives aux services publics départementaux) (p. 976)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 précédemment réservé de Mme Henriette Martinez (non application de la procédure d'étude d'impact) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 978)

Intervient sur le sous-amendement n° 1510 précédemment réservé de Mme Marylise Lebranchu (application de la procédure d'étude d'impact à l'ensemble des services publics d'Etat) à l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Daniel Garrigue (p. 978)

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 982)

Article 37 précédemment réservé (organisation des maisons des services publics)

Son intervention (p. 1005)

Avant l'article 62

Son intervention (p. 1013)

Après l'article 65

Son amendement n° 1366 (autoroutes et voies express ; inconstructibilité) : supprimé (p. 1064)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1111)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1119)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission (implantation de bâtiments agricoles sur le littoral) (p. 1122)

Avant l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (contribution des chasseurs à la gestion équilibrée des écosystèmes par leurs prélèvements raisonnés) (p. 1125)

Intervient sur le sous-amendement n° 1532 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 1220 de M. Charles de Courson (p. 1126)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 917 corrigé précédemment réservé de M. François Brottes (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1178)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 1097 rectifié précédemment réservé de M. François Vannson (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture : consultation permanente) (p. 1192)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1576)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 1577)

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1576 et s.)

Transports aériens : bruit (p. 1576 et s.)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son intervention (p. 1592)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1669)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1669)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1669)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1676)

Article 14 (pouvoir réglementaire de l'ART - Autorité de régulation des télécommunications-)

Son intervention (p. 1689)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son amendement n° 251 rectifié (p. 1691)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1694 et s.)

Article 22 (articles L. 42 à L. 42-4 du code des postes et des communications électroniques : obligations liées à l'utilisation des fréquences assignées par l'ART)

Son intervention (p. 1696)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Son intervention (p. 1697 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Patrice Martin-Lalande (surveillance active de certains contenus hébergés) (p. 1704)

Article 36 (articles 17-1 et 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : procédure de règlement des litiges par le CSA)

Son intervention (p. 1707 et s.)

Son amendement n° 294 (p. 1707)

Article 41 (attribution aux sociétés nationales de programme et à ARTE du droit d'usage de fréquences assignées pour la diffusion de leurs programmes)

Son intervention (p. 1710)

Article 46 (autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 1747)

Article 47 (autorisation des distributeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 1748)

Article 48 (coordination)

Son intervention (p. 1748)

Article 49 (coordination)

Son intervention (p. 1748)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Yves Jégo (découplage de la mise en place des chaînes gratuites et des chaînes payantes lors du lancement de la télévision numérique) (p. 1749)

Article 51 (article 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : consultation publique sur les autorisations de services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne)

Son intervention (p. 1749)

Article 52 (motivation des refus d'autorisation des services de radio)

Son intervention (p. 1749 et s.)

Article 54 (régime dérogatoire applicable aux services exclusivement diffusés hors du territoire national)

Son intervention (p. 1750)

Article 55 (coordination)

Son intervention (p. 1751)

Article 57 (article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : distribution de services de communication audiovisuelle comportant des services de radio ou de télévision sur les réseaux n'utilisant pas les fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1751)

Article 58 (article 34-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : obligation de reprise de certains services pour les distributeurs de services par un réseau autre que satellitaire n'utilisant pas des fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1752)

Article 59 (article 34-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : obligation de mise à disposition gratuite de certains services pour les distributeurs de services par satellite)

Son intervention (p. 1753)

Son sous-amendement n° 305 à l'amendement n° 209 rectifié du Gouvernement (p. 1753)

Article 60 (obligation de reprise des chaînes hertziennes gratuites souhaitant être reprises)

Son intervention (p. 1753)

Article 61 (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales)

Son intervention (p. 1754 et s.)

Article 62 (assouplissement du régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1756)

Article 63 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode analogique)

Son intervention (p. 1758)

Article 64 (dispositif anti-concentration applicable aux services diffusés en mode numérique)

Son intervention (p. 1758)

Article 65 (seuil d'assimilation d'un service de télévision locale à un service national)

Son intervention (p. 1758)

Article 67 (mise en demeure des éditeurs et distributeurs de services par le CSA)

Son intervention (p. 1759)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 277 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (régime des sanctions) (p. 1759)

Article 68 (changement de catégorie ou de titulaire des autorisations pour la diffusion de services de radio)

Son intervention (p. 1759)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Patrice Martin-Lalande (notion d'éditeurs de services de radiodiffusion sonore ou de télévision) (p. 1760)

Article 70 (article 42-8 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : modalités de recours contre les décisions du CSA)

Son intervention (p. 1760)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (mesures destinées à lutter contre la diffusion par satellite de programmes incitant à la haine raciale) (p. 1760)

Article 72 (coordination)

Son intervention (p. 1760)

Article 74 (article 43 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication : régime déclaratif dérogatoire pour certains services de radio et de télévision : cas d'application du régime dérogatoire de la déclaration préalable)

Son intervention (p. 1761)

Article 75 (article 43-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : informations obligatoires fournies par les services de communication audiovisuelle)

Son intervention (p. 1761)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1761)

Intervient sur le sous-amendement n° 230 de M. Mansour Kamardine (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (p. 1761)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (de coordination) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (création et composition d'un conseil consultatif auprès de France Télévisions) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1762)

Article 76 (coordination)

Son intervention (p. 1762 et s.)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1763)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (président de la société Radio France) (p. 1763)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1763)

Article 77 (contenu du cahier des charges des sociétés nationales de programme)

Son intervention (p. 1763)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) (p. 1763)

Article 79 (suppression du monopole de TDF pour la diffusion des programmes des sociétés publiques de l'audiovisuel)

Son intervention (p. 1764)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 1764)

Article 80 (programmation des déclarations et communications du Gouvernement)

Son intervention (p. 1764)

Article 81 (coordination)

Son intervention (p. 1764)

Article 82 (coordination)

Son intervention (p. 1764)

Article 83 (responsabilité pénale des distributeurs de services audiovisuels)

Son intervention (p. 1764 et s.)

Après l'article 86

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (aides aux services de télévision locale) (p. 1765)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 1765)

Article 87 (suppression de la mise à disposition de personnels de TDF auprès du CSA)

Son intervention (p. 1766)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (élaboration par le CSA d'un plan d'aménagement du spectre hertzien) (p. 1766)

Article 88 (coordination)

Son intervention (p. 1766)

Avant l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les collectivités territoriales aux télévisions locales ayant passé un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (assimilation de la vidéo à la demande aux activités de vente et de location de cassettes et de DVD enregistrés) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Didier Mathus (respect des droits d'auteur et sûreté de l'information) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. François Brottes (de précision) (p. 1768)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Didier Mathus (taxe de 10 % sur le montant des SMS et des appels téléphoniques majorés effectués durant des émissions de télé-réalité) (p. 1768 et s.)

Article 89 (articles L. 121-90 à L. 121-92 du code de la consommation : création de contrats de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1769 et s.)

Article 90 (article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales : création de chaînes locales par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1771)

Après l'article 92

Intervient sur l'amendement n° 310 de la commission (de coordination) (p. 1771)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (suppression de la taxe sur les messages publicitaires) (p. 1772)

Article 94 (suppression de la priorité de raccordement au câble)

Son intervention (p. 1772)

Après l'article 96

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Alfred Trassy-Paillogues (de coordination) (p. 1772)

Article 97 (article 82 de la loi n° 2000-719 du 1er août 2000 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : conditions de la prorogation de l'autorisation d'émettre en "simulcast")

Son intervention (p. 1773 et s.)

Après l'article 98

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Alfred Trassy-Paillogues (de coordination) (p. 1775)

Après l'article 99

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean Dionis du Séjour (tarification des appels à un service après-vente) (p. 1775)

Article 100 (statut des opérateurs autorisés)

Son intervention (p. 1776)

Après l'article 103

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (réaménagement de la bande FM par le CSA) (p. 1777)

Article 104 (application dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 1777 et s.)

Ses explications de vote (p. 1778)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 4407)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : télévision (p. 4408)
- Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 4408)
- Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : appels d'urgence (p. 4408)
- Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 4407)
- Télécommunications : tarifs (p. 4407)
- Union européenne : directives : télécommunications (p. 4408)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civils)

Son intervention (p. 2115)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2231, 2256)

Thèmes :

Emploi (p. 2233)

Entreprises : délocalisations (p. 2232 et s., 2256)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2232)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2232, 2256)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2836)

Thèmes :

- Automobiles et cycles : pièces et équipements : pneumatiques (p. 2837)
- Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 2837)
- Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 2838)
- Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2836 et s.)
- Départements : conseils généraux : élimination des déchets (p. 2838)
- Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2837)
- Environnement : protection (p. 2837)
- Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2837)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3033)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3033 et s.)
- Energie et carburants : électricité (p. 3034)
- Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3033, 3035)
- Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3035)
- Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3035)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3035)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3033, 3035)
- Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3034)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3784)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3863)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3786)
- Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 3787)
- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3785 et s.)
- Energie et carburants : biocarburants (p. 3785)
- Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3786)
- Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3786)
- Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3785 et s.)
- Energie et carburants : pétrole (p. 3785)
- Energie et carburants : politique énergétique (p. 3785)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 3785)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3881)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Yves Cochet (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité

énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3916)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 277 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) (p. 3937)

Intervient sur le sous-amendement n° 535 de M. Jean-Yves Le Déaut (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (p. 3939)

Intervention : (p. 3951)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnot (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3965)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 273 rectifié de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4189)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (création d'un Conseil supérieur des énergies renouvelables) (p. 4192)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (transfert au maire ou au président de l'EPCI de la délivrance du permis de construire des éoliennes) (p. 4195)

Répond aux interventions de M. Jean-Yves Le Déaut : (p. 4197)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4211)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de M. Claude Birraux (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 746 de M. Claude Birraux (Plan solaire) (p. 4218)

Intervient sur l'amendement n° 765 de M. Jean-Yves Le Déaut (Plan solaire) (p. 4218)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4048)

Thèmes :

Constitution : préambule : droit à l'environnement (p. 4048)
 Environnement : développement durable (p. 4048)
 Environnement : dommages à l'environnement (p. 4049)
 Environnement : dommages à l'environnement : prévention (p. 4048 et s.)
 Environnement : principe de précaution (p. 4048 et s.)
 Recherche : charte de l'environnement (p. 4048)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4138 et s.)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4878)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 4879)
 Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4879)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4879)
 Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4879)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4879)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 4879)
 Politique économique : mondialisation (p. 4878)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4878 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 4878)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4931)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5032)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4931 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4933)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4931 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4932)
 Secteur public : services publics : péréquation (p. 4931)
 Union européenne : commission : décisions (p. 4933)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5260)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5377 et s.)

Explications de vote et vote [29 juin 2004] (p. 5676)

Intervention du président de la commission des affaires économiques (p. 5676)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 7095)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7095)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7095)
 Entreprises : actionariat salarié : EDF et GDF (p. 7095)

P**Dominique PAILLÉ**

*Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1261 modifiant le régime de l'hospitalisation sur demande d'un tiers [27 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1301 tendant à modifier l'article 40 du code de procédure pénale en vue d'inclure le délit de non-représentation d'enfant [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1808 tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'implantation des casinos [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [18 novembre 2003] (p. 10761)

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [25 mai 2004] (p. 4032)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 498, posée le 1^{er} décembre 2003. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 9073). Appelée le 2 décembre 2003. Soutien du marché (p. 11502)

n° 598, posée le 27 janvier 2004. Urbanisme. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 557)

n° 665, posée le 6 avril 2004. Urbanisme. Permis de construire (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 6 avril 2004. Extension de réseaux, financement, réglementation (p. 2621)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1466)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1466)

Etat : valeurs républicaines (p. 1466)

Bernadette PAÏX

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens députée le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1817 visant à mettre en place des mesures fiscales en faveur de l'environnement [22 septembre 2004]

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8637)

Thèmes :

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 8638)

Emploi : chômage (p. 8637)

Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8637)

Finances publiques : dette publique (p. 8637)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8637 et s.)

Impôts locaux (p. 8638)

Logement (p. 8638)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8637)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8637)

Recherche (p. 8638)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8741 et s.)

Article 38 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 9064)

Article 39 (modalités de majoration de la dotation de solidarité urbaine - DSU - et de la dotation de solidarité rurale - DSR)

Son intervention (p. 9066)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9072)

Françoise de PANAFIEU

*Paris (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Police. Gardiens de la paix. Meurtre, conséquences [12 novembre 2003] (p. 10362)

Prestations familiales. Allocations. Prestation d'accueil du jeune enfant [6 janvier 2004] (p. 40)

Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [18 mai 2004] (p. 3770)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 501, posée le 1^{er} décembre 2003. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 9073). Appelée le 2 décembre 2003. Ile-de-France (p. 11486)

n° 569, posée le 20 janvier 2004. Sports. Jeux olympiques (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Jeux de 2012, candidature de Paris (p. 539)

n° 723, posée le 4 mai 2004. Tourisme et loisirs. Chambres d'hôtes (J.O. Questions p. 3208). Appelée le 4 mai 2004. Réglementation (p. 3269)

DÉBATS**Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11559)**

Son intervention (p. 11569)

Thèmes :

Droit pénal : outrages : agressions sexuelles (p. 11569)

Enfants : droits de l'enfant (p. 11569)

Enfants : mauvais traitements (p. 11569)

Enfants : politique de l'enfance (p. 11569)

Télécommunications : Internet (p. 11569)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11955)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11955)

Secteur public : service minimum (p. 11955)

Transports : transports de voyageurs (p. 11955)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)**

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 176)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 150 de M. François d'Aubert (conditions d'exonération de la responsabilité des hébergeurs) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 181)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. François d'Aubert (caractère facultatif de la procédure de dénonciation) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 151 de M. François d'Aubert (obligation spécifique imposée à tout ce qui concerne les infractions au code de la propriété intellectuelle) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. François d'Aubert (publicité du nom de l'éditeur du service) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (simplification du régime d'identification) (p. 190)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. François d'Aubert (non-application aux hébergeurs de l'obligation du secret professionnel) à l'amendement n° 191 de M. Frédéric Dutoit (p. 190)

Robert PANDRAUD

*Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale [J.O. du 25 mai 2004] (p. 9211)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2002 [27 novembre 2003] (n° 1264)

Proposition de loi n° 1605 portant création d'un Observatoire de l'immigration [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. Etablissements. Racisme et antisémitisme, incendie, Gagny [18 novembre 2003] (p. 10757)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 648, posée le 24 février 2004. Handicapés. Transports (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Accès (p. 1791)

DÉBATS**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 16 (définition et régime juridique des routes à grande circulation)

Son intervention (p. 2091)

Christian PATRIA

*Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

Christian PAUL
Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Développement. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 1000)

Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [3 mars 2004] (p. 2346)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 557, posée le 20 janvier 2004. Environnement. Parcs naturels (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Financement, aides de l'Etat (p. 559)

FAIT PERSONNEL

Répond à M. Eric Raoult et souligne que ni lui ni ses collègues ne sont irresponsables. Le bilan pour l'outre-mer des trois derniers gouvernements de gauche est là pour l'attester. [13 janvier 2004] (p. 340)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9184)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10066)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 10067)
Entreprises : allègement des charges (p. 10066)
Formation professionnelle : réforme (p. 10066)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 10066)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 10067)
Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 10066)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Hélène Mignon (réduction de crédits de 170 millions d'euros de la dotation

destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10099)

Son amendement n° 120 (réduction de crédits de 48 640 000 € de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10100)

Son amendement n° 122 (réduction de crédits de 5 millions d'euros de la dotation destinée à la réduction dégressive des cotisations sociales patronales sur les bas salaires) (p. 10100) : rejeté (p. 10101)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12272)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12274)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12272)

Politique sociale : inégalités (p. 12273)

Régions : Bourgogne (p. 12274)

Travail : conventions collectives (p. 12272)

Travail : négociations (p. 12273)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 246 (nouvel intitulé du titre I^{er} : «De la formation tout au long de la vie professionnelle») : rejeté (p. 12307)

Article 1er (inscription de la formation tout au long de la vie dans le code du travail)

Son amendement n° 247 rectifié (p. 12308)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)

Son amendement n° 248 (p. 12314)

Ses amendements n°s 249 et 250 (p. 12315)

Son amendement n° 251 (p. 12315)

Article 3 (actions d'adaptation et de développement des compétences des salariés)

Ses amendements n°s 252 et 253 (p. 12316)

Après l'article 3

Son amendement n° 271 (garantie de l'accès à la formation tout au long de la vie pour les personnes sans qualification reconnue âgées de vingt-cinq à cinquante ans) (p. 12318) : rejeté (p. 12319)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)

Son amendement n° 254 (p. 12319)

Son amendement n° 283 (p. 12321)

Son intervention (p. 12322)

Son amendement n° 255 (p. 12323)

Son amendement n° 378 (p. 12324)

Article 5 (dispositifs spécifiques à l'intention de certains publics)

Son intervention (p. 12324 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 256 (critères de formation continue conférés à la formation économique et sociale et à la formation syndicale) : rejeté (p. 12325)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Ses amendements n°s 261 et 257 (p. 12327)

Son amendement n° 260 (p. 12329)

Son intervention (p. 12330 et s.)

Son amendement n° 258 (p. 12330)

Son amendement n° 259 rectifié (p. 12331)

Son amendement n° 262 (p. 12332)

Son amendement n° 263 (p. 12335)

Son amendement n° 264 (p. 12338)

Après l'article 8

Son amendement n° 267 (mention sur le bulletin de paie des droits à la formation acquis par le salarié) (p. 12339) : rejeté (p. 12340)

Article 9 (salariés ayant conclu un contrat à durée déterminée et exercice du droit individuel à la formation)

Son amendement n° 265 (p. 12340)

Après l'article 9

Son amendement n° 266 (conditions de transfert du droit individuel de formation d'une entreprise à une autre) (p. 12341) : rejeté (p. 12342)

Son amendement n° 379 (négociation nationale interprofessionnelle concernant la transférabilité du droit individuel de formation) : rejeté (p. 12342)

Article 10 (plan de formation)

Son intervention (p. 12344)

Son amendement n° 269 (p. 12347)

Son amendement n° 270 (p. 12348)

Article 12 (contrat et période de professionnalisation : définition)

Ses amendements n° 272 et 273 (p. 12350)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 366 (p. 12359)

Ses amendements n° 274 et 367 (p. 12360)

Son amendement n° 368 (p. 12361)

Son intervention (p. 12362 et s.)

Son amendement n° 371 (p. 12364)

Article 14 (dispositif de la période de professionnalisation)

Ses amendements n° 212, 277 et 278 (p. 12366)

Son amendement n° 279 (p. 12367)

Article 15 (dispositions financières relatives aux contrats et aux périodes de professionnalisation)

Son amendement n° 280 (p. 12368)

Son amendement n° 281 (p. 12369)

Article 16 (périodicité et contenu des négociations de branche)

Son intervention (p. 12370)

Article 23 (agrément des organismes collecteurs)

Son amendement n° 373 (p. 12374)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean Ueberschlag (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12376)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 374 (p. 12377)

Article 26 (transmission d'informations statistiques)

Son intervention (p. 12379)

Article 28 (dérogations à la limite d'âge pour la signature d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12381)

Article 29 (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12382)

Son amendement n° 282 (p. 12382)

Article 30 (durée quotidienne du travail applicable aux jeunes travailleurs)

Son intervention (p. 12384)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 12386)

Son amendement n° 384 (p. 12386)

Article 33 (maintien en vigueur des accords collectifs antérieurs)

Son intervention (p. 12388)

Son amendement n° 285 corrigé (p. 12388)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 137) : rejetée (p. 139)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 138)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 138)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 138)

Télécommunications : Internet : commerce électronique (p. 137)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. François d'Aubert (définition alternative de la communication publique en ligne) à l'amendement n° 3 de la commission (définition légale de la communication publique en ligne et du courrier électronique) (p. 156)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. François d'Aubert (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Intervient sur le sous-amendement n° 213 de M. Patrick Ollier (précision de la définition du courrier électronique) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 158)

Article 1er (définition dans la loi du 30 septembre 1986 de la communication publique en ligne)

Son amendement n° 45 (p. 160)

Son intervention (p. 161)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Alain Gouriou (mise à disposition du public des données numérisées) (p. 163)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 179 et s.)

Son amendement n° 56 (p. 179) : SCRUTIN PUBLIC (p. 181)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Frédéric Dutoit (définition du caractère illicite d'un contenu) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (droits, obligations et responsabilité pénale des fournisseurs d'accès et hébergeurs) (p. 184)

Intervient sur le sous-amendement n° 151 de M. François d'Aubert (obligation spécifique imposée à tout ce qui concerne les infractions au code de la propriété intellectuelle) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 185)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de l'obligation générale de surveillance des contenus afin de respecter les engagements européens) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 187)

Son sous-amendement n° 61 (compétence du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : rejeté (p. 189)

Article 7 (exception au libre exercice du commerce électronique ; obligations imposées aux ressortissants d'Etats membres de la Communauté européenne)

Son amendement n° 63 (p. 194)

Article 7 bis (règles de conflit de lois)

Son amendement n° 64 (p. 195)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son amendement n° 69 (p. 212)

Son amendement n° 70 (p. 213)

Avant l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (possibilité donnée aux collectivités territoriales d'être opérateurs de télécommunications) (p. 220)

Son sous-amendement n° 231 (limitation de l'intervention des collectivités locales : leur ressort territorial) à l'amendement n° 26

deuxième rectification de la commission (p. 222) : adopté (p. 223)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean Lassalle (tarification à la seconde) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de voter par voie électronique aux élections professionnelles) (p. 230)

Ses explications de vote (p. 235)

Vote contre du groupe socialiste (p. 236)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 325)

Thèmes :

Communes : compétences (p. 326)

Communes : tutelle (p. 326)

Outre-mer : Polynésie française : démocratie (p. 325 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 325)

Outre-mer : population locale : consultation (p. 325)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 366)

Article 25 (audiovisuel)

Son intervention (p. 375 et s.)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 312)

Thème :

Lois : projet de loi : inconstitutionnalité (p. 312)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1919)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 1919)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1920)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1920)

Coopération intercommunale : suffrage universel (p. 1919)

Formation professionnelle (p. 1920)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 1921 et s.)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Victorin Lurel (prise en compte des charges résultant de nouveaux transferts pour le

calcul des dotations de l'Etat aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Victorin Lurel (prise en compte du rapport prévu par la loi de programme pour l'outre-mer avant tout transfert aux collectivités d'outre-mer) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 633 de M. Didier Migaud (subordination de la mise en œuvre de la présente loi à la mise en œuvre de la loi organique sur les finances locales) (p. 1982)

Après l'article 3

Ses observations : prétend que jamais un "amendement Balkany" ne sera adopté [26 février 2004] (p. 2009)

Avant l'article 5

Son amendement n° 1485 (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2012) : rejeté (p. 2016)

Son amendement n° 1486 (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle fixée par l'Etat) (p. 2014) : rejeté (p. 2016)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2017)

Son amendement n° 1487 (p. 2018)

Son amendement n° 1488 (p. 2020)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 1489 (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2021) : rejeté (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1574 de M. Pierre Albertini (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle limitée aux détenus et aux réfugiés) à son amendement n° 1489 (p. 2029)

Son amendement n° 1490 (contrats Etat-régions pour lutter contre l'illettrisme) (p. 2029) : rejeté (p. 2030)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)

Son amendement n° 1491 (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Ses amendements n°s 1492 à 1495 (p. 2032)

Son intervention (p. 2033 et s.)

Son amendement n° 1496 (p. 2035)

Article 8 (gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son intervention (p. 2036 et s.)

Son amendement n° 1498 (p. 2037)

Son amendement n° 1499 (p. 2046)

Ses amendements n°s 1500 et 1501 (p. 2048)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2049)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2057 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 979 du Gouvernement (p. 4430)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son amendement n° 397 (p. 4466)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains
[J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2004] (p. 2544)

Rapporteur de la proposition de loi contre la précarité de l'emploi (n° 1191) [11 février 2004]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 avril 2004] (p. 6537)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 27 avril 2004] (p. 7646)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 avril 2004]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1100 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la déréglementation des secteurs des télécommunications, des services postaux, du transport et de l'énergie [2 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi [4 novembre 2003]

Rapport fait par M. Daniel Paul sur la proposition de loi (n° 1191) de M. Daniel Paul et plusieurs de ses collègues contre la précarité de l'emploi [25 février 2004] (n° 1460)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Secteur public. Services publics. Maintien, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9209)

Chômage : indemnisation. Réglementation. Réforme, perspectives [28 avril 2004] (p. 3173)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 558, posée le 20 janvier 2004. Economie sociale. Coopératives (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Gérants, statut (p. 551)

n° 635, posée le 24 février 2004. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 1284). Appelée le 24 février 2004. Dotation horaire, Le Havre (p. 1795)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint de la légèreté avec laquelle le Gouvernement traite d'importants amendements sur le handicap, considère qu'il s'agit de "travail baclé" et d'adoption "à la hussarde" [2 juin 2004] (p. 4387)

Estime regrettable les modifications incessantes apportées au projet de loi ; réclame un nouvel examen en commission et la consultation des associations [2 juin 2004] (p. 4396)

Demande la réunion de la commission pour une vision plus précise des débats [3 juin 2004] (p. 4417)

Demande au président de la commission des affaires économiques de la réunir immédiatement afin d'examiner les amendements non encore examinés par elle [16 juin 2004] (p. 5053)

Verse au débat la décision prise la veille au soir par le Conseil constitutionnel à propos de la loi sur l'économie numérique : en vertu de cette décision, les directives européennes seraient, aujourd'hui, supérieures à notre Constitution [17 juin 2004] (p. 5082)

Est choqué de l'ingérence d'une commissaire européenne, Mme de Palacio, affirmant qu'il est indispensable de changer le statut d'EDF-GDF, qui se livre à une attaque en règle contre le principe de l'entreprise intégrée, demande donc avec solennité une suspension de séance pour examiner sur le fond cette modification du dispositif de garantie illimitée [22 juin 2004] (p. 5248)

Constate que le projet de loi relatif à EDF-GDF ne satisfait ni les parlementaires de l'opposition, ni les agents, ni les usagers. Evoquant l'intervention des forces de police, il interroge le Gouvernement sur son attitude à l'égard des salariés de ces établissements [23 juin 2004] (p. 5323)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10634)

Thèmes :

Commerce et artisanat : gérants mandataires (p. 10634)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10634)

TVA : taux réduit (p. 10634)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 70 % dans la limite de 20 % du revenu imposable) (p. 11773)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand (dons aux organismes d'aide aux personnes en difficulté : réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 414 €) (p. 11776)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. André Chassaing (taxe professionnelle assise sur des immobilisations corporelles pouvant être reprises à tout moment par le donneur d'ordre : assujettissement du donneur d'ordre) (p. 11783)

Article 46 (prélèvement sur le Fonds pour le renouvellement urbain - FRU)

Son intervention (p. 11817).

Article 49 (réforme de l'aide médicale de l'Etat - AME)

Son intervention (p. 11821)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11842)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11850)

Son intervention (p. 11855)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11864)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 11855)

Secteur public : entreprises publiques (p. 11842, 11855)

Secteur public : privatisations (p. 11842, 11854)

Secteur public : services publics (p. 11850, 11855)

Télécommunications : France Télécom (p. 11842, 11854, 11864)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11854)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son amendement n° 85 (p. 11873)

Ses amendements n° 96, 97 et 87 (p. 11876)

Son intervention (p. 11878 et s.)

Son amendement n° 88 (p. 11881)

Ses amendements n° 89 et 94 (p. 11882)

Son amendement n° 93 (p. 11885)

Son amendement n° 90 (p. 11886)

Son amendement n° 86 (p. 11887)

Son amendement n° 98 (p. 11888)

Son amendement n° 91 (p. 11889)

Son amendement n° 99 (p. 11900)

Son amendement n° 95 (p. 11906)

Son amendement n° 92 (p. 11909)

Article 2 (coordination du droit du service universel avec l'évolution européenne)

Son amendement n° 101 (p. 11911)

Ses amendements n° 102, 104 et 103 (p. 11912)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)

Son amendement n° 105 (p. 11913)

Article 3 (pérennisation du statut de fonctionnaire de France Télécom)

Son amendement n° 106 (p. 11915)

Article 3 bis (mobilité vers les trois fonctions publiques)

Ses amendements n° 107 et 108 (p. 11916)

Article 4 (dispositions à caractère social)

Son amendement n° 109 (p. 11917)

Son intervention (p. 11919)

Article 5 (abrogation de l'obligation pour l'Etat de détenir la moitié du capital)

Son amendement n° 110 (p. 11921)

Article 6 (coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes)

Ses amendements n° 111 et 112 (p. 11922)

Article 7 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 113 (p. 11922)

Article 8 (application aux territoires d'outre-mer)

Son amendement n° 114 (p. 11923)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son amendement n° 115 (p. 11923)

Article 10 (abrogation de la limite des huit millions d'habitants pour la zone desservie par un câblo-opérateur)

Son amendement n° 116 (p. 11924)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Patrick Ollier (concurrence tarifaire : déontologie et obligations) (p. 11927)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son intervention (p. 12515)

Article 47 (dispositions de coordination)

Son intervention (p. 12534)

Après l'article 50

Son amendement n° 360 corrigé (extension des prestations assurées à domicile par les associations) (p. 12538) : adopté après modification (p. 12539)

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 127)

Son intervention (p. 130)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 130 et s.)

Travail : conditions de travail : marins (p. 130)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 457)

Thèmes :

Entreprises : équipements pour l'emploi d'handicapés : crédit d'impôt (p. 457 et s., 465)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 457)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 457 et s.)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 459)

Lois : projet de loi : handicapés (p. 457)

Président de la République (p. 457)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 465)

Son intervention (p. 465)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1333)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1333)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1333)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1333)

Etrangers : citoyenneté : droit de vote (p. 1333)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1617) : rejetée (p. 1621)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 1617)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité nucléaire (p. 1619)

Entreprises : sous-traitance (p. 1619)

Politique économique : libéralisme (p. 1618)

Secteur public : services publics (p. 1620)

Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 1619)

Télécommunications : France Télécom : effectifs (p. 1619)

Télécommunications : opérateurs (p. 1617)

Télécommunications : tarifs (p. 1618)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1617 et s.)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son amendement n° 211 (p. 1675)

Après l'article 12

Son amendement n° 212 (élargissement du champ du service universel) : rejeté (p. 1688)

Son amendement n° 213 (contenu de l'abonnement au service d'un opérateur chargé du service universel) : rejeté (p. 1688)

Son amendement n° 214 (enfouissement obligatoire des lignes) : rejeté (p. 1688)

Son amendement n° 215 (obligation d'assurer la couverture en cabines téléphoniques de l'ensemble du territoire) : rejeté (p. 1688)

Son amendement n° 216 (service d'urgence à un prix abordable) : rejeté (p. 1688)

Son amendement n° 225 (champ du service universel) : rejeté (p. 1688)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1963)

Thèmes :

Enfants : pauvreté (p. 1963)

Régions : développement économique (p. 1963)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'amendement n° 1445 de M. André Chassaigne (consultation nationale obligatoire des élus locaux, des agents et des usagers avant toute fermeture de services publics de proximité) (p. 1969)

Avant l'article Ier

Intervient sur l'amendement n° 979 rectifié de M. André Chassaigne (licenciements économiques interdits à l'entreprise réalisant des profits) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. André Chassaigne (bilan des différentes lois de décentralisation dans les six mois suivant la promulgation de la loi) (p. 1983)

Article Ier (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1984 et s.)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2316)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2318)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2329 et s.)

Article 62 (le schéma prévisionnel des formations)

Son intervention (p. 2355)

Article 63 (réforme des conseils académiques de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2357)

Article 65 (sectorisation des écoles publiques)

Son intervention (p. 2357 et s.)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son intervention (p. 2359)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2359 et s.)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2363 et s.)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Ses interventions en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 2421, 2433)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 2422)

Emploi : organismes (p. 2423)

Emploi : contrats emploi consolidé (p. 2421)

Emploi : jeunes (p. 2421)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2421, 2433)

Entreprises : allègement des charges (p. 2421)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2422)

Politique économique : capitalisme (p. 2434)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2422)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 2422)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 2422)

Travail : précarité (p. 2421, 2433)

Travail : travail intermittent (p. 2422, 2433)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)

Son intervention (p. 2657)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : eau (p. 2657 et s.)

Eau : agences (p. 2657)

Eau : assainissement (p. 2658)

Eau : distribution : tarifs (p. 2659)

Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (p. 2658)

Secteur public : services publics (p. 2658)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 2658)

Union européenne : directives : eau (p. 2658)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3022)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3023)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3023)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3022 et s.)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 3024)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3022 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3022 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 3023)

Politique économique : conjoncture (p. 3024)

Politique économique : libéralisme (p. 3025)

Recherche (p. 3024)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3024)

Transports : transport combiné (p. 3024)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 3023)

Union européenne : directives : gaz (p. 3023)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3509)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3509)
- Organisations internationales : FIPOL (p. 3509)
- Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 3510)
- Union européenne : commission : politique de la mer (p. 3510)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 936 de Mme Janine Jambu (renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3926)

Intervient sur le sous-amendement n° 937 de Mme Janine Jambu (aménagement progressif de la fiscalité afin de favoriser les économies d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3929)

Intervient sur le sous-amendement n° 938 de Mme Janine Jambu (objectif : renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1084 du Gouvernement (amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments neufs) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)

Intervient sur le sous-amendement n° 939 de Mme Janine Jambu (réduction des émissions polluantes des véhicules) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 940 de Mme Janine Jambu (suppression de la mise en place progressive du système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3940)

Intervient sur le sous-amendement n° 944 de Mme Janine Jambu (référence aux centrales à cycle hypercritique) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3945)

Intervient sur le sous-amendement n° 941 de Mme Janine Jambu (EPR, ouvrage public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)

Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3952)

Intervient sur le sous-amendement n° 945 de Mme Janine Jambu (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnot (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3968)

Intervient sur le sous-amendement n° 943 de Mme Janine Jambu (développement du pôle public minier) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)

Intervient sur le sous-amendement n° 942 de Mme Janine Jambu (rééquilibrage des transports de marchandises au profit du rail) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)

Intervient sur le sous-amendement n° 948 de Mme Janine Jambu (parité avec les programmes menés aux Etats-Unis et au Japon) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3978)

Intervient sur le sous-amendement n° 952 de Mme Janine Jambu (contrats de gaz à long terme développés afin d'atteindre 90 % de la consommation française) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3983)

Intervient sur le sous-amendement n° 951 de Mme Janine Jambu (programmes d'approvisionnement) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)

Intervient sur le sous-amendement n° 950 de Mme Janine Jambu (stockages souterrains qualifiés d'outils de service public) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)

Son sous-amendement n° 949 (stock de produits pétroliers porté à 200 jours de consommation intérieure) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 3986)

Après l'article 8

Répond aux interventions de M. Jean-Yves Le Déaut : (p. 4197)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son intervention (p. 4198)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 960 de Mme Janine Jambu (prérogatives du gestionnaire du réseau public) (p. 4220)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Son intervention (p. 4223)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4283)

Ses explications de vote (p. 4286)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4287)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4305)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4322)

Son intervention (p. 4325)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4376)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4376)

Handicapés : associations (p. 4325)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4327)

Handicapés : allocations et ressources (p. 4327)

Handicapés : appareillage (p. 4326)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4305, 4325)

Handicapés : emplois réservés (p. 4326)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4305)

Handicapés : personnes ayant la charge de handicapés (p. 4325)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4305, 4322, 4325)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4327)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Son amendement n° 378 (p. 4393)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4421)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon à l'amendement n° 872 rectifié du Gouvernement (p. 4422)

Intervient sur l'amendement n° 871 rectifié du Gouvernement (p. 4423)

Intervient sur l'amendement n° 873 du Gouvernement (p. 4424)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4430 et s.)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son amendement n° 394 (p. 4461)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son amendement n° 395 (p. 4464)

Son amendement n° 396 (p. 4465)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 400 (p. 4474)

Son amendement n° 401 (p. 4475)

Son amendement n° 398 (p. 4478)

Après l'article 6

Son amendement n° 402 : rejeté (p. 4574)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 404 (p. 4577)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 403 (p. 4582)

Son intervention (p. 4585)

Son amendement n° 405 (p. 4585)

Après l'article 9

Son amendement n° 407 : rejeté (p. 4586)

Intervient sur l'amendement n° 547 rectifié de M. Alain Marty (p. 4586)

Intervient sur l'amendement n° 709 de Mme Hélène Mignon (p. 4586)

Son amendement n° 406 : rejeté (p. 4587)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4590)

Son amendement n° 408 (p. 4590)

Son amendement n° 409 (p. 4593)

Après l'article 11

Son amendement n° 410 : rejeté (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 784 de Mme Martine David (p. 4594)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son amendement n° 411 (p. 4596)

Son amendement n° 413 (p. 4598)

Son intervention (p. 4599 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (p. 4608)

Son amendement n° 414 : rejeté (p. 4608)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique pour l'accès à la fonction publique et de la condition d'âge pour le départ à la retraite)

Son amendement n° 415 (p. 4609)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 4609)

Son amendement n° 416 (p. 4610)

Ses amendements n° 417, 418 et 419 (p. 4611)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 420 (p. 4613)

Ses amendements n° 421, 422 et 423 (p. 4614)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son amendement n° 424 (p. 4615)

Son intervention (p. 4616)

Ses amendements n° 425, 426 et 427 (p. 4617)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 429 rectifié (p. 4619)

Son amendement n° 430 (p. 4621)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 4623)

Ses amendements n° 432 et 433 (p. 4624)

Ses amendements n° 431 et 434 (p. 4625)

Ses amendements n° 436 et 435 (p. 4627)

Son amendement n° 435 (p. 4627)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail (CAT))

Son intervention (p. 4628)

Son amendement n° 437 (p. 4630)

Son amendement n° 438 (p. 4631)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation pour l'amplitude des journées de travail des personnels des centres d'aide par le travail)

Son amendement n° 439 (p. 4632)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4632 et s.)

Son amendement n° 507 (p. 4633)

Son amendement n° 510 (p. 4635)

Son amendement n° 443 (p. 4636)

Ses amendements n° 440 et 512 (p. 4637)

Son amendement n° 441 (p. 4638)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son amendement n° 444 (p. 4640)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son amendement n° 445 (p. 4641)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 907 du Gouvernement (p. 4645)

Après l'article 25

Son amendement n° 448 : retiré (p. 4664)

Intervient sur l'amendement n° 935 du Gouvernement (p. 4664)

Avant l'article 26

Son amendement n° 449 : adopté après rectification (p. 4666)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n° 450 et 453 (p. 4671)

Son amendement n° 454 (p. 4672)

Son amendement n° 455 (p. 4676)

Son amendement n° 451 (p. 4678)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son amendement n° 456 (p. 4685)

Article 30 (dispositions de coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son amendement n° 457 (p. 4692)

Son intervention (p. 4693)

Article 32 (dispositions de coordination au sein du code du travail)

Son amendement n° 458 (p. 4694)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4696)

Son amendement n° 459 (p. 4698)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 4700)

Article 33 (réglementation des métiers liés à l'appareillage)

Son intervention (p. 4703)

Avant l'article 37

Son amendement n° 463 : rejeté (p. 4704)

Article 37 (conventions entre les associations et les établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 4705)

Article 39 (fermeture des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 464 (p. 4706)

Article 41 (suppression de la commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)

Son amendement n° 465 (p. 4708)

Article 42 (modification de l'intitulé d'un titre du code de l'éducation)

Son intervention (p. 4708)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (p. 4709)

Son amendement n° 466 : devenu sans objet (p. 4709)

Son amendement n° 467 : rejeté (p. 4710)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son amendement n° 468 (p. 4712)

Article 48 (entrée en vigueur des dispositions concernant le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 470 (p. 4714)

Article 49 (entrée en vigueur des dispositions concernant le règlement des concours et examens)

Son amendement n° 471 (p. 4714)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (p. 4714)

Son amendement n° 472 rectifié : devenu sans objet (p. 4714)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 671 de Mme Hélène Mignon (p. 4717)

Son amendement n° 374 : rejeté (p. 4717)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4945)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4960)

Son intervention (p. 4963)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5032)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2004] (p. 5053)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4966)

Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 4965)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 4964)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4946 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4946, 4964 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 5032)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4966)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 4960 et s.)

Politique économique : libéralisme (p. 4966 et s.)

Recherche (p. 4966)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4965 et s.)

Secteur public : services publics : péréquation (p. 4960)

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2004] (p. 5082)

Son intervention (p. 5086 et s.)

Son amendement n° 1621 (objet du service public de l'énergie : garantie d'approvisionnement sur l'ensemble du territoire national, dans le respect de l'intérêt général) (p. 5103) : rejeté (p. 5105)

Son amendement n° 1622 (garantie par le service public de l'énergie de l'approvisionnement sur l'ensemble du territoire national dans le respect de l'environnement) : rejeté (p. 5105)

Son amendement n° 1623 (garantie par le service public de l'énergie de la cohésion nationale, développement équilibré du territoire et progrès technologique) (p. 5105) : rejeté (p. 5107)

Son amendement n° 1602 (définition des missions du service public de l'électricité et du gaz) (p. 5107) : rejeté (p. 5108)

Son amendement n° 1553 (primauté des obligations de service public sur le droit de la concurrence) (p. 5108) : rejeté (p. 5109)

Son amendement n° 1624 (énumération des missions de service public) (p. 5109) : rejeté (p. 5110)

Son amendement n° 1635 (débat parlementaire sur le bilan des conséquences économiques et sociales de l'ouverture à la concurrence européenne du secteur des postes et communications) : retiré (p. 5115)

Son amendement n° 1629 (débat parlementaire sur le bilan des conséquences économiques et sociales de l'ouverture à la concurrence européenne du secteur de l'énergie) (p. 5115) : rejeté (p. 5117)

Son amendement n° 1636 (renégociation des conclusions du Conseil européen de Barcelone et suspension du processus d'ouverture à la concurrence) (p. 5121) : rejeté (p. 5122)

Son amendement n° 1616 (suspension de la transposition des directives "énergie" dans l'attente du bilan des conséquences économiques et sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) : rejeté (p. 5122)

Son amendement n° 1619 (moratoire sur les directives "énergie" dans l'attente du bilan des conséquences économiques et sociales de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) (p. 5122) : rejeté (p. 5123)

Son amendement n° 1600 (renégociation des directives) : rejeté (p. 5123)

Son amendement n° 1604 (introduction d'une clause automatique de réversibilité dans les futures directives européennes) (p. 5123) : rejeté (p. 5126)

Son amendement n° 1605 (introduction d'une clause de réversibilité dans les futures directives européennes) : rejeté (p. 5126)

Son amendement n° 1609 (gel du processus d'ouverture à la concurrence) (p. 5126) : rejeté (p. 5127)

Son amendement n° 1608 (gel des négociations sur l'énergie au sein de l'OMC) (p. 5127) : rejeté (p. 5128)

Son amendement n° 1606 (inconstitutionnalité de toute loi de transformation d'EDF) : rejeté (p. 5131)

Son amendement n° 1607 (inconstitutionnalité de toute loi de transformation de GDF) (p. 5131) : rejeté (p. 5133)

Son amendement n° 1620 (fusion d'EDF et GDF) (p. 5133) : rejeté (p. 5250)

Son amendement n° 1626 (référendum sur le changement de statut d'EDF) (p. 5250) : rejeté (p. 5252)

Son amendement n° 1627 (référendum sur le changement de statut de Gaz de France) : rejeté (p. 5252)

Son amendement n° 1637 (changement de statut d'EDF et de Gaz de France subordonné à l'examen par le Parlement d'une estimation du montant de la spoliation) (p. 5252) : rejeté (p. 5255)

Son amendement n° 1639 (changement de statut d'EDF et de Gaz de France subordonné aux conclusions d'un audit commandé par le ministre chargé de l'énergie) (p. 5255) : rejeté (p. 5258)

Son amendement n° 1610 (péréquation des tarifs du gaz) (p. 5261) : rejeté (p. 5262)

Son amendement n° 1611 (financement de la recherche dans le domaine électricité par tous les opérateurs) (p. 5262) : rejeté (p. 5263)

Son amendement n° 1612 (financement de la recherche dans le domaine gaz par tous les opérateurs) : rejeté (p. 5263)

Son amendement n° 1628 (développement des établissements publics nationaux) (p. 5263) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 1640 (saisine de la Cour de justice des Communautés européennes sur la question de la compatibilité avec le droit européen de la garantie statutaire de l'Etat à l'établissement public) : rejeté (p. 5265)

Son amendement n° 1615 (installations de gaz naturel liquéfié) (p. 5265) : rejeté (p. 5266)

Son amendement n° 1613 (conditions de stockages souterrains de gaz naturel ; concessions de nouveaux stockages) (p. 5266) : rejeté (p. 5267)

Son amendement n° 1614 (rapport du Parlement sur l'évolution des prix à destination des clients éligibles) (p. 5268) : rejeté (p. 5269)

Son amendement n° 1625 (rapport au Parlement sur le bilan de l'ouverture à la concurrence) (p. 5269) : rejeté (p. 5270)

Son amendement n° 1601 (intitulé du titre Ier : "Pérennisation et modernisation du service public") (p. 5270) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5271)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5277 et s.)

Répond aux observations de M. Jean-Claude Lenoir : (p. 5304)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2004] (p. 5323)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1656 (accès au réseau et continuité de la distribution de gaz naturel) : rejeté (p. 5357)

Article 2 (services communs)

Son intervention (p. 5361 et s.)

Article 3 (principe de séparation juridique de la gestion du réseau de transport)

Son intervention (p. 5377)

Article 5 (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité)

Son intervention (p. 5499 et s.)

Article 6 (objet social de la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5509 et s.)

Article 7 (patrimoine de la société gestionnaire du réseau public d'électricité)

Son intervention (p. 5512 et s.)

Article 8 (unification du réseau public de transport d'électricité)

Son intervention (p. 5515 et s.)

Avant l'article 9

Son intervention (p. 5517)

Son amendement n° 1571 (transfert à GDF de l'ensemble des réseaux de transport de gaz) : rejeté (p. 5517)

Article 9 (objet social des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5527 et s.)

Article 10 (modalités juridiques de la création des entreprises de transport de gaz)

Son intervention (p. 5529 et s.)

Avant l'article 11

Son intervention (p. 5535)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son intervention (p. 5537 et s.)

Article 12 (signature conjointe des contrats de concession)

Son intervention (p. 5538)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5540 et s.)

Avant l'article 14

Son intervention (p. 5545 et s.)

Son amendement n° 1578 (application du titre IV subordonnée à la signature des accords relatifs aux retraites des agents d'EDF-GDF) (p. 5545) : rejeté (p. 5548)

Article 14 (Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5549 et s.)

Son amendement n° 1318 : adopté (p. 5553)

Article 15 (modalités de répartition et de financement des droits spécifiques passés)

Son intervention (p. 5556 et s.)

Article 16 (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 5561 et s.)

Article 17 (conventions d'adossment financier de la Caisse nationale des IEG aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5581)

Article 18 (adossment financier des régimes spéciaux d'assurance vieillesse aux régimes de droit commun)

Son intervention (p. 5582 et s.)

Article 19 (transfert à titre gratuit des biens mobiliers, contrats, droits et obligations du service IEG pensions à la Caisse nationale des IEG)

Son intervention (p. 5585)

Article 20 (garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 5586)

Article 21 (coordination)

Son intervention (p. 5586 et s.)

Article 22 (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF)

Son intervention (p. 5595 et s.)

Après l'article 22

Ses amendements n°s 1618 et 1617 (extensions aux personnels des filiales des dispositions régissant les deux sociétés mères) : rejetés (p. 5603)

Article 24 (application aux agents des services communs des dispositions relatives à la participation des salariés)

Son amendement n° 1402 : adopté (p. 5606)

Article 25 (plans d'épargne d'entreprise)

Son intervention (p. 5607)

Article 26 (adaptation des institutions représentatives du personnel)

Son intervention (p. 5608)

Son amendement n° 1675 : adopté (p. 5608)

Avant l'article 28 (droit des collectivités locales de ne pas faire jouer leur éligibilité)

Son intervention (p. 5610 et s.)

Son amendement n° 1638 rectifié (statut des personnels) (p. 5610) : rejeté (p. 5611)

Article 28 (validation législative des transactions réalisées par Electricité de France et Gaz de France)

Son intervention (p. 5611)

Article 29 (mise à jour de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz)

Son intervention (p. 5612 et s.)

Article 30 (mise à jour de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité)

Son intervention (p. 5613)

Article 31 (mise à jour de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie)

Son intervention (p. 5619 et s.)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)

Son intervention (p. 5621 et s.)

Article 33 (répartition des ouvrages classés dans le réseau d'alimentation générale d'EDF et des financements destinés à leur renouvellement)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 34 (classement des ouvrages relevant d'une concession de distribution d'électricité aux services publics)

Son intervention (p. 5625)

Article 35 (règles comptables transitoires et autorisation dérogatoire d'émettre des obligations)

Son intervention (p. 5626)

Article 36 (date de changement de forme juridique d'EDF et de GDF, statuts initiaux des sociétés et poursuite du mandat des administrateurs élus)

Son intervention (p. 5627)

Article 37 (dispositions transitoires relatives aux réseaux de transport)

Son intervention (p. 5627 et s.)

Article 38 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 5629)

Article 39 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 5629)

Explications de vote et vote [29 juin 2004] (p. 5676)

Ses explications de vote (p. 5679)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 5681)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2004] (p. 7093)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7101)

Son intervention (p. 7103)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : transport (p. 7104)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7101 et s., 7103 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 7103 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 7103)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5729)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 5729)

Politique sociale : solidarité (p. 5729)

Sécurité sociale : fonctionnement (p. 5729)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6119 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6162 et s.)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6191)

Béatrice PAVY

Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche [J.O. du 13 janvier 2004] (p. 1003)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement [J.O. du 17 juillet 2004] (p. 12898)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Classes de découverte. Bilan et perspectives [29 octobre 2003] (p. 9627)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 20 (consolidation du régime juridique de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 9023)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 621)

Thèmes :

Enseignement : zones rurales (p. 621)

Enseignement : pédagogie (p. 621)

Enseignement maternel et primaire : classes de nature (p. 621)

Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 621)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5446)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : ouverture le dimanche (p. 5446)

Donations et successions : donations : exonération (p. 5446)

Entreprises : épargne salariale : usage (p. 5446)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5446)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 5446)

Politique économique : prix : grande distribution (p. 5446)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5446)

Christophe PAYET

La Réunion (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9241)

Logement : logement social : La Réunion (p. 9241)

Politique sociale : solidarité (p. 9241)

Procédure des questions :

Logement : crédits : La Réunion (p. 9265)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3680 et s.)

Valérie PECRESSE

*Yvelines (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VI : Justice (Services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1260 relative à la création d'un délit global de harcèlement [27 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1447 relative à la limitation du trafic de l'aviation légère et du trafic d'hélicoptères dans chaque département [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Information des assurés [26 novembre 2003] (p. 11199)

Jeunes. Délinquance. Mineurs, lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2648)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Après l'article 77

Son amendement n° 71 rectifié (mesures en faveur du co-voiturage) (p. 9494) : retiré (p. 9495)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 10428)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10429)

Jeunes : foyers de jeunes délinquants : éducateurs spécialisés (p. 10429)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : convention internationale des droits de l'enfant (p. 10430)

Justice : effectifs (p. 10428)

Justice : loi d'orientation (p. 10428)

Justice : juges des enfants : effectifs (p. 10429)

Système pénitentiaire : détenus : mineurs (p. 10430)

Système pénitentiaire : détenus : santé (p. 10429)

Système pénitentiaire : établissements : construction (p. 10428)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10429)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 11998)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 11998)

Bioéthique : expérimentation (p. 11998)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 11998)

Sang et organes humains : produits humains (p. 11999)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12085 et s.)

Son amendement n° 284 (p. 12088)

Article 12 bis (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain)

Son intervention (p. 12123 et s.)

Article 15 (interdiction du clonage reproductif)

Son intervention (p. 12138)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son intervention (p. 12142)

Article 21 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 12217 et s.)

Son sous-amendement n° 285 à l'amendement n° 229 du Gouvernement (p. 12218)

Article 21 bis A (interdiction de la provocation dans un but de clonage reproductif et de la propagande en faveur du clonage reproductif ou de l'eugénisme)

Son intervention (p. 12220)

Après l'article 21 bis

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des lois (extension du droit des associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile en ce qui concerne les infractions à la législation en matière de bioéthique) (p. 12220)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1441)

Thèmes :

Cultes : islam : intégrisme (p. 1442)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1442)

Femmes : égalité des sexes (p. 1442)

Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1441)

Lois : projet de loi : signes religieux (p. 1441)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1551)

Thèmes :

Enseignement : carte scolaire (p. 1552)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1552)
 Etrangers : immigration (p. 1551)
 Etrangers : intégration (p. 1551)
 Logement : logement social (p. 1551)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1551)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1304 (rôle des départements de l'Île de France dans l'élaboration du schéma directeur) : rejeté (p. 2002)

Son amendement n° 46 (simplification des modalités de modification du schéma directeur de la région Île de France) : adopté (p. 2002)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 1302 (p. 2196)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son amendement n° 1309 (p. 2393)

Après l'article 117 bis

Son amendement n° 1333 (retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération issue d'un SAN par extension de la procédure prévue aux articles L. 5212-29 et L. 5212-30 du code général des collectivités territoriales) : retiré (p. 2554)

Son amendement n° 1334 (retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération issue d'un SAN par dérogation à l'article L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales) : retiré (p. 2555)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2889)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : domicile (p. 2889)
 Famille : couple : violences conjugales (p. 2889)
 Famille : divorce : faute (p. 2889)
 Famille : divorce : modernisation (p. 2889)
 Famille : divorce : procédures (p. 2889)
 Famille : prestation compensatoire (p. 2889)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 5 (divorce pour faute)

Son intervention (p. 2910)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2949 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Yvan Lachaud (en cas de non exercice du droit de visite et d'hébergement, compensation des sommes engagées par l'autre parent) (p. 2964)

Après l'article 22

Son amendement n° 149 (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2970) : retiré (p. 2973)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)

Son intervention (p. 3578)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : domicile (p. 3578)
 Famille : divorce : faute (p. 3578)
 Famille : divorce : procédures (p. 3578)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 3578)
 Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 3578)
 Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 3578)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3578)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3384)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3385)
 Personnes âgées : dépendance (p. 3385)
 Politique sociale : solidarité (p. 3385)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4077)

Thèmes :

Constitution : principe de précaution (p. 4080)
 Constitution : article 34 : environnement (p. 4081)
 Environnement : dommages à l'environnement : prévention (p. 4080)
 Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 4078)
 Environnement : protection : charte de l'environnement (p. 4078, 4126)
 Justice : jurisprudence : principe de précaution (p. 4079)
 Union européenne : droit communautaire : principe de précaution (p. 4079)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4144 et s.)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Ses explications de vote (p. 4282)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4282)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 794 (p. 4478)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 795 (p. 4579)

Article 32 bis (suppression de l'interdiction d'inscription des majeurs sous tutelle sur les listes électorales)

Son amendement n° 812 (p. 4695)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 4697 et s.)

Son amendement n° 796 rectifié (p. 4699)

Ses amendements n°s 797 et 798 rectifiés (p. 4700)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 45 [séance du 19 juillet 2004] (dette sociale)
Son intervention (p. 6945)

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1759 portant sur l'économie et la préservation de la ressource en eau [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Politique agricole. Perspectives [25 février 2004] (p. 1898)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole (p. 9190)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1472)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe socialiste : amendements (p. 1473)

Cultes : islam : signes religieux (p. 1473)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1473)

Enseignement privé : établissements sous contrat : neutralité (p. 1473)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1472)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1472)

Fonctionnaires et agents publics : neutralité : manifestations religieuses (p. 1473)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4898)

Thèmes :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4899)

Environnement (p. 4899)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4898)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4898)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 3 décembre 2003] (p. 20662)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2003 [J.O. du 17 décembre 2003] (p. 21489)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9198)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : Lons-le-Saunier (p. 10411)

Handicapés : enfants : accueil (p. 10411)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS (P. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 294 rectifié (imprimés distribués ou mis à disposition gratuitement - institution d'une contribution volontaire au titre des déchets et - à défaut - taxe exigible à partir de 2005) (p. 10677) : retiré (p. 10679)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1913)

Thèmes :

Collectivités territoriales : subsidiarité (p. 1914)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 1915)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 1914)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1914)

Etat : missions régaliennes : simplifications administratives (p. 1913)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1914)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Son amendement n° 187 (p. 2142)

Son amendement n° 186 (p. 2144)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2160)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son intervention (p. 2167)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2181)

Son amendement n° 175 (p. 2181)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2182 et s.)

Son amendement n° 539 (p. 2196)

Son amendement n° 544 (p. 2200)

Ses amendements n° 545 et 546 (p. 2204)

Son amendement n° 1557 (p. 2204)

Article 70 (prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques et privées par les établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2400)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2509)

Après l'article 99 A

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Bruno Bourg-Broc (délégations de compétences aux communes par le département ou la région) (p. 2514)

Article 101 (délégation aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'exercice de compétences dévolues aux départements et aux régions)

Son amendement n° 49 (p. 2538)

Article 103 (fusions entre établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 51 (p. 2540)

Article 107 (modification du nombre et de la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2546)

Article 111 (pouvoirs de police du président de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre)

Son amendement n° 53 (p. 2548)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son intervention (p. 2550)

Son amendement n° 54 (p. 2550)

Après l'article 113 bis

Son amendement n° 952 (emploi de personnels de direction contractuels par les EPCI) : adopté (p. 2552)

Article 117 bis (majorité requise pour l'adhésion d'une commune à un EPCI)

Son amendement n° 55 corrigé (p. 2554)

Article 123 (attribution de compensation)

Son intervention (p. 2556)

Son amendement n° 57 (p. 2556)

Après l'article 123

Son amendement n° 185 (révision de l'attribution de compensation) : adopté (p. 2557)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son amendement n° 1397 (p. 2559)

Après l'article 125 quater

Son amendement n° 171 (conventions sans habilitation statutaire pour la création ou la gestion de certains équipements ou services étendus aux communautés de communes) : retiré (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 467 de la commission (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) (p. 2565)

Son amendement n° 172 (ententes et conventions entre communes, EPCI ou syndicats mixtes - conférences sur les questions d'intérêt commun) : adopté (p. 2565)

Son amendement n° 1402 (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans son périmètre pour l'établissement public foncier local) (p. 2565) : retiré (p. 2566)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2835)

Thèmes :

Automobiles et cycles : pièces et équipements : pneumatiques (p. 2835)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 2836)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2835 et s.)

Energie et carburants : cogénération (p. 2836)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2835 et s.)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2835 et s.)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3603)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : fiscalité (p. 3604)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3603)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 3604)

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3603 et s.)

Communes : maires : associations (p. 3604)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 3603)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 68 rectifié (missions de la politique énergétique française) : retiré (p. 3896)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 69 (p. 4181)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 73 rectifié (p. 4198)

Après l'article 13

Son amendement n° 74 rectifié (insertion d'un titre IV : "Utilisation rationnelle de la chaleur et énergies renouvelables thermiques") : devenu sans objet (p. 4224)

Philippe PEMEZEC

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome I : Affaires sociales, travail et solidarité (Ville et rénovation urbaine) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1359 visant à réprimer la négation de l'existence du génocide arménien, dans les mêmes conditions que les autres crimes contre l'humanité [15 janvier 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [3 décembre 2003] (p. 11603)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 774, posée le 25 mai 2004. Chômage : indemnisation. Réglementation (J.O. Questions p. 3736). Appelée le 25 mai 2004. (p. 4012)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :**

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 10596)

Son intervention (p. 10609)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10596, 10609)

Logement : politique du logement (p. 10596)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10596)

Dominique PERBEN

Garde des Sceaux, ministre de la justice

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Garde des Sceaux, ministre de la justice. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1315 portant ratification de trois ordonnances prises en application de l'article 68 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice [17 décembre 2003]

Projet de loi n° 1501 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1216 du 18 décembre 2003 portant suppression de l'affirmation des procès-verbaux [10 mars 2004]

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises [12 mai 2004]

Projet de loi n° 1700 relatif à la lutte contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe [23 juin 2004]

Projet de loi n° 1793 ratifiant l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières émises par les sociétés commerciales et extension à l'outre-mer de dispositions ayant modifié la législation commerciale [15 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Chantal Bourragué. Union européenne. Droit communautaire. code civil européen, mise en place [7 octobre 2003] (p. 8172)

M. Philippe Houillon. Entreprises. Entreprises en difficulté. Réglementation, réforme, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8500)

M. Jean-Marc Roubaud. Famille. Divorce. médiation familiale, mise en œuvre [14 octobre 2003] (p. 8506)

M. Émile Blessig. Justice. Fonctionnement. Juges de proximité, nomination, réglementation [29 octobre 2003] (p. 9627)

M. Étienne Blanc. Jeunes. Protection judiciaire. Centres éducatifs fermés, bilan et perspectives [4 novembre 2003] (p. 9942)

M. Alain Marsaud. Justice. Procédure. Délais [12 novembre 2003] (p. 10363)

M. Frédéric Dutoit. Justice. Politique et réglementation. Mineurs, perspectives [19 novembre 2003] (p. 10813)

M. Georges Mothron. Famille. Mariage. Mariages blancs, étrangers, pouvoirs des maires [19 novembre 2003] (p. 10815)

M. Hervé Mariton. Etat. Organisation. Laïcité, respect [25 novembre 2003] (p. 11104)

M. Jean-Paul Garraud. Ordre public. Terrorisme. Application des peines [26 novembre 2003] (p. 11200)

Mme Catherine Génisson. Avortement. Interruption volontaire de grossesse (IVG). Remise en cause [2 décembre 2003] (p. 11509)

M. Laurent Hénart. Justice. Magistrats. Exercice de la profession, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11516)

Mme Muriel Marland-Militello. Drogue. Trafic. Lutte et prévention, politiques communautaires [3 décembre 2003] (p. 11599)

M. Daniel Spagnou. Droit pénal. Responsabilité pénale. Personnes atteintes de troubles psychiques, procédure, réforme [13 janvier 2004] (p. 281)

M. Olivier Jardé. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [14 janvier 2004] (p. 348)

M. Éric Diard. Droit pénal. Agressions sexuelles. Pédophilie, lutte et prévention [20 janvier 2004] (p. 568)

M. André Vallini. Justice. Fonctionnement. Réforme, perspectives [20 janvier 2004] (p. 569)

M. Jean-Michel Fourgous. Entreprises. Entreprises en difficulté. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 996)

M. Arnaud Montebourg. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, tuerie de Nanterre [3 février 2004] (p. 1277)

Mme Élisabeth Guigou. Justice. Magistrats. Indépendance [10 février 2004] (p. 1563)

M. André Vallini. Droit pénal. Procédure pénale. Grande criminalité, application [10 février 2004] (p. 1568)

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Droit pénal. Procédure pénale. Grande criminalité, application [11 février 2004] (p. 1640)

M. Gérard Léonard. Système pénitentiaire. Détenus. Accès aux soins, unités hospitalières sécurisées [25 février 2004] (p. 1892)

M. Jean-Claude Guibal. Justice. Procédure. Délais [3 mars 2004] (p. 2349)

Mme Valérie Pécresse. Jeunes. Délinquance. Mineurs, lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2648)

M. Jean-Yves Hugon. Famille. Divorce. Réforme, perspectives [13 avril 2004] (p. 2871)

M. Xavier de Roux. Etat. Réforme. Droit des sociétés, simplification [14 avril 2004] (p. 2934)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Famille. Mariage. Homosexuels, perspectives [5 mai 2004] (p. 3346)

M. Jacques Desallangre. Entreprises. Chefs d'entreprise. Rémunérations, montant [12 mai 2004] (p. 3541)

M. Philippe Houillon. Entreprises. Redressement judiciaire. Réforme, perspectives [12 mai 2004] (p. 3545)

- M. Sébastien Huyghe. Déchéances et incapacités. Tutelle. Incapables majeurs, réforme, perspectives [18 mai 2004] (p. 3770)
- M. Nicolas Perruchot. Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau [19 mai 2004] (p. 3847)
- M. André Vallini. Justice. Magistrats du parquet. Nomination [19 mai 2004] (p. 3852)
- M. Jean-Paul Garraud. Enfants. Protection. Disparitions, lutte et prévention [25 mai 2004] (p. 4034)
- M. François Lamy. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, mineurs [16 juin 2004] (p. 4990)
- M. François Liberti. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [30 juin 2004] (p. 5738)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10439)

Ses réponses (p. 10443 à 10448)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10442)
- Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 10441)
- Justice : loi d'orientation (p. 10439)
- Justice : greffiers : réforme (p. 10440)
- Justice : juges de proximité (p. 10442)
- Justice : magistrats : informatique (p. 10440)
- Justice : maisons de la justice et du droit (p. 10442)
- Justice : tribunaux : sécurité (p. 10442)
- Système pénitentiaire : détenus : mineurs (p. 10441)
- Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10441)
- Système pénitentiaire : surveillants : effectifs (p. 10439)

Réponses aux questions :

- Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10446) (Mme Martine Aurillac) (p. 10445)
- Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : éducateurs spécialisés (p. 10444) (M. Michel Vaxès) (p. 10444)
- Justice : greffiers : effectifs (p. 10446) (M. Émile Blessig) (p. 10446)
- Justice : réforme : Mayotte (p. 10447) (M. Mansour Kamardine) (p. 10446)
- Justice : tribunaux : Guyane (p. 10448) (Mme Juliana Rimane) (p. 10448)
- Système pénitentiaire : détenus : Convention européenne des droits de l'homme (p. 10443) (M. André Gerin) (p. 10443)
- Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : Mayotte (p. 10447) (M. Mansour Kamardine) (p. 10448)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11211)

Sa réponse (p. 11226)

Thèmes :

- Administration : coopération policière et pénale (p. 11228)
- Droit pénal : agressions sexuelles : fichiers informatisés (p. 11212, 11226)
- Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 11212, 11226)
- Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 11211)
- Droit pénal : exécution des peines (p. 11213)
- Droit pénal : récidive (p. 11227)
- Justice : juridictions interrégionales (p. 11211, 11226)
- Justice : mandat d'arrêt européen (p. 11226)
- Ministères et secrétariats d'État : ministère de la justice : moyens (p. 11227)
- Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 11213)
- Transports par eau : transports maritimes : réglementation (p. 11227)
- Union européenne : décision-cadre : mandat d'arrêt européen (p. 11212)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 11233 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de criminalité organisée) (p. 11252)

Article 1er bis A (rémunération des indicateurs)

Son intervention (p. 11252 et s.)

Article 2 (élargissement de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 11253 et s.)

Article 2 bis (diffusion de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction)

Son intervention (p. 11254)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (prescription des crimes et des délits en matière terroriste) (p. 11255)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (fabrication ou détention de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction) (p. 11255)

Article 3 (exemptions ou réductions de peine pour les auteurs ou complices d'infractions apportant leur concours à la justice)

Son intervention (p. 11256)

Article 4 (révélation d'informations de nature à entraver le déroulement de la procédure pénale)

Son intervention (p. 11256)

Article 5 (coordinations en matière de garde à vue, de saisine des juridictions spécialisées, de saisies conservatoires et d'infiltration)

Son intervention (p. 11257 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Rudy Salles (constitution de partie civile des associations de buralistes pour les infractions liées à la contrebande de tabac) (p. 11260)

Article 6 (règles relatives à l'entraide judiciaire internationale)

Son intervention (p. 11274 et s.)

Article 6 bis (pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre de l'instruction autorisant la remise - peine privative de liberté exécutée dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen)

Son intervention (p. 11288)

Article 6 ter (jugement en France des personnes dont l'extradition est refusée)

Son intervention (p. 11288)

Article 7 ter (désignation de magistrats spécialisés dans les juridictions prévues par les articles 704 et 706-75 du code de procédure pénale)

Son intervention (p. 11291)

Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)

Son intervention (p. 11291)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de santé publique) (p. 11292)

Article 9 (de la procédure applicable en cas de pollution des eaux maritimes par rejets des navires)

Son intervention (p. 11293)

Article 10 (aggravation de la répression des infractions en matière de pollution maritime)

Son intervention (p. 11295 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. André Vallini (pénalisation d'infractions liées à l'environnement) (p. 11298 et s.)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)

Son intervention (p. 11301 et s.)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François d'Aubert (constitution de partie civile des associations de lutte contre la contrefaçon) (p. 11303)

Article 11 quater (qualification de l'infraction de fausse déclaration auprès des agents assermentés de la police des chemins de fer)

Son intervention (p. 11303)

Article 11 quinquies (création de l'infraction d'exercice illégal de la profession de chauffeur de taxi)

Son intervention (p. 11305)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 325 corrigé du Gouvernement (création de nouvelles peines : le stage de citoyenneté, l'interdiction de paraître dans certains lieux, d'entrer en relation avec la victime ou de rencontrer les coauteurs ou complices de l'infraction) (p. 11306)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Beaulieu (constitution de partie civile des associations d'anciens combattants en cas de diffamation ou d'injure contre les militaires et les anciens combattants) (p. 11307)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les messages racistes ou xénophobes publiés par voie de presse)

Son intervention (p. 11307)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Rudy Salles (répression de la propagande révisionniste) (p. 11310)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11310)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11310)

Article 16 bis B (procédure particulière applicable aux infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11313 et s.)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11315)

Article 16 bis D (prélèvement d'empreintes génétiques)

Son intervention (p. 11391)

Après l'article 16 bis D

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Christophe Guilloteau (sérvices de nature sexuelle sur les animaux) (p. 11392)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Michel Vaxès (répression des comportements délictueux des employeurs) (p. 11392)

Article 16 ter (divulgarion d'informations relatives à une constitution de partie civile)

Son intervention (p. 11393)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de la commission (amende encourue par les personnes morales - responsabilité pénale des entreprises de presse) (p. 11394)

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11396)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Gérard Léonard (procédure de l'amende forfaitaire - contrôle automatique d'infractions au code de la route) (p. 11401)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (conduite sans détention du permis de conduire) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Thierry Mariani (refus d'obtempérer, circonstances aggravantes tirées de l'exposition d'autrui à un risque de mort ou de blessures) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 154 rectifié de la commission (conduite sans assurance) (p. 11403)

Intervient sur l'amendement n° 357 de la commission (confiscation du véhicule à titre conservatoire par les officiers et agents de police judiciaire) (p. 11403)

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (rapport au Parlement sur l'application des peines de confiscation et d'immobilisation du véhicule) (p. 11404)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 11405 et s.)

Article 18 (rôle des procureurs généraux en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 11407)

Article 22 A (possibilité d'utiliser la procédure d'injonction de payer en cas de médiation pénale)

Son intervention (p. 11408)

Article 23 (extension du champ d'application de la composition pénale et de la liste des mesures susceptibles d'être proposées)

Son intervention (p. 11410 et s.)

Article 24 A supprimé par le Sénat (prescription des infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11413)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 11413 et s.)

Article 25 bis (création d'un bureau d'ordre national automatisé des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 11417)

Avant l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 301 corrigé de M. André Vallini (détachement d'officiers de police judiciaire dans chaque tribunal de grande instance) (p. 11418)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son intervention (p. 11418)

Article 28 (réquisitions judiciaires)

Son intervention (p. 11419)

Article 29 B supprimé par le Sénat (information du procureur de la République en cas d'identification d'un suspect)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 C supprimé par le Sénat (information du procureur ayant dirigé l'enquête lorsqu'une personne gardée à vue demande les suites données à l'enquête)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 bis supprimé par le Sénat (information du procureur de la République en cas de placement en garde à vue)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 quater supprimé par le Sénat (diligences des enquêteurs pour la mise en œuvre des droits des personnes gardées à vue)

Son intervention (p. 11421)

Article 30 (mandat de recherche délivré par le procureur de la République)

Son intervention (p. 11421)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son intervention (p. 11422)

Article 38 (création d'un mandat de recherche)

Son intervention (p. 11423)

Article 39 (règles relatives à l'exécution des mandats)

Son intervention (p. 11423)

Article 40 (exécution du mandat d'arrêt, inscription au fichier)

Son intervention (p. 11424)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son intervention (p. 11424)

Article 43 (dispositions de simplifications des expertises)

Son intervention (p. 11425)

Article 45 A (refus de se soumettre aux opérations de signalisation en vue de la consultation et de l'alimentation des fichiers de police)

Son intervention (p. 11425)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (critères de compétence des juridictions répressives) (p. 11426)

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Jean-Luc Warsmann (coordination) (p. 11426)

Article 49 (réquisitions judiciaires au cours de l'instruction)

Son intervention (p. 11426)

Article 52 (possibilité pour le procureur d'assister à l'audition d'un témoin ou d'un témoin assisté)

Son intervention (p. 11427)

Article 53 supprimé par le Sénat (suppléance du juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 11427)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Alain Marsaud (procédure de placement en détention provisoire) (p. 11427)

Article 54 bis (non-lieu motivé par l'irresponsabilité ou le décès de la personne poursuivie)

Son intervention (p. 11428)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 186 deuxième rectification de la commission (notification des jugements) (p. 11428)

Article 57 (procédure de comparution immédiate)

Son intervention (p. 11428)

Article 57 quater (fixation du nombre et du jour des audiences correctionnelles)

Son intervention (p. 11429)

Après l'article 57 quater

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (extension des cas où le huis clos peut être prononcé) (p. 11429)

Article 60 (extension du champ d'application de l'ordonnance pénale)

Son intervention (p. 11430)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Article 62 ter supprimé par le Sénat (examen par un juge unique de l'appel des jugements de police)

Son intervention (p. 11434)

Article 63 (utilisation de la visioconférence devant la juridiction de jugement)

Son intervention (p. 11434 et s.)

Après l'article 63 ter

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Émile Blessig (exercice transitoire des fonctions de juge de proximité par les juges d'instance) (p. 11435)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)

Son intervention (p. 11436)

Article 66 bis (examen de certains appels d'arrêts de cour d'assises)

Son intervention (p. 11437)

Article 68 A (principes généraux de l'application des peines)

Son intervention (p. 11437 et s.)

Après l'article 68 A

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (présentation annuelle par le procureur de la République d'un rapport sur l'état

et les délais de l'exécution des peines et notamment le recouvrement des amendes) (p. 11438)

Article 68 B (organisation et fonctionnement des juridictions de l'application des peines - modalités de décision en matière d'application des peines)

Son intervention (p. 11441 et s.)

Article 68 C (coordinations)

Son intervention (p. 11446)

Article 68 (prise en compte des intérêts de la victime à la libération du condamné)

Son intervention (p. 11446)

Après l'article 68 bis A

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (création d'une procédure amiable d'indemnisation des victimes devant le fonds de garantie des victimes d'infractions) (p. 11447)

Article 68 septies (travail d'intérêt général)

Son intervention (p. 11448)

Article 68 nonies A (interdiction pour certains condamnés de diffuser une œuvre écrite ou audiovisuelle)

Son intervention (p. 11448)

Après l'article 68 nonies A

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (information du condamné sur la nature des obligations et des mesures de contrôle) (p. 11448)

Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (non-caducité des obligations particulières imposées au condamné en cas d'exécution du travail d'intérêt général) (p. 11449)

Article 68 decies (transformation d'une peine d'emprisonnement en sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général - ajournement avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 11449)

Article 68 terdecies (non-respect des obligations d'un sursis avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 11450 et s.)

Article 68 quindecies (semi-liberté et placement sous surveillance électronique)

Son intervention (p. 11452 et s.)

Article 68 septdecies (exécution des peines d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à un an)

Son intervention (p. 11455 et s.)

Après l'article 68 septdecies

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Georges Fenech (réduction de peine exceptionnelle) (p. 11457)

Article 69 ter (conditions de modification de la durée de la période de sûreté)

Son intervention (p. 11458)

Article 69 quater A (suspension de peine pour raisons médicales)

Son intervention (p. 11459)

Article 69 quater (instauration d'un crédit de réduction de peine)

Son intervention (p. 11459)

Après l'article 71 bis

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Michel Vaxès (durée maximale d'enfermement en cellule disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Michel Vaxès (assistance au détenu soumis à une procédure disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Michel Vaxès (recours du détenu contre une décision de placement à l'isolement ou de transfèrement) (p. 11461)

Intervient sur les amendements n°s 410, 411, 412, 413, 414 et 415 de M. Michel Vaxès (institution d'un contrôleur général des prisons chargé de contrôler l'état, l'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires) (p. 11461)

Article 72 (diminution forfaitaire du montant des amendes pénales en cas de paiement rapide)

Son intervention (p. 11462)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (justificatifs de revenus devant être présentés par la personne convoquée devant le tribunal correctionnel) (p. 11463)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 329 du Gouvernement (coordination) (p. 11463)

Intervient sur l'amendement n° 330 du Gouvernement (extension des attributions de l'Agence de maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la justice) (p. 11463)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Christian Estrosi (personnes susceptibles de procéder à des palpations de sécurité dans le cadre d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle) (p. 11464)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Luc Warsmann (coordination) (p. 11464)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (entrée en vigueur différée de la motivation des classements sans suite) (p. 11464)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 279 de Mme Juliana Rimane (délai de déclaration des naissances en Guyane) (p. 11465)

Article 81 ter (entrée en vigueur des dispositions relatives à l'extradition)

Son intervention (p. 11465)

Article 81 quater (entrée en vigueur des dispositions relatives au mandat d'arrêt européen)

Son intervention (p. 11466)

Après l'article 81 quater

Intervient sur l'amendement n° 272 rectifié de la commission (entrée en vigueur différée de certaines dispositions relatives à l'application des peines) (p. 11467)

Intervient sur l'amendement n° 363 de la commission (conditions d'entrée en vigueur des dispositions relatives au fichier des auteurs d'infractions sexuelles) (p. 11468)

Article 83 (extension aux collectivités d'outre-mer de diverses dispositions)

Son intervention (p. 11469)

Article 84 bis (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 11469)

Son intervention (p. 11471)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Son intervention (p. 1510)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1521)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : prescription (p. 1511)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 1510 et s.)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 1510)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : jurisprudence (p. 1522)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : prostitution (p. 1521)

Droit pénal : procédure pénale : avocats (p. 1510)

Justice : infiltration (p. 1510)

Justice : magistrats (p. 1510)

Justice : mandat d'arrêt européen : projet de loi (p. 1522)

Justice : tribunaux correctionnels : délais (p. 1521)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1510)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 1510)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1526)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1527)

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Son intervention (p. 1651)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 64, 77)

Son intervention (p. 64)

Sa réponse (p. 84)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique (p. 84)

Justice : aide juridictionnelle : rémunération (p. 84)

Justice : exécution des décisions (p. 83)

Justice : exécution provisoire (p. 84)

Justice : greffiers : tribunaux de commerce (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : déontologie (p. 66)

Professions judiciaires et juridiques : discipline (p. 64, 84)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : discipline (p. 65, 84)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation continue (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : formation professionnelle (p. 64, 83)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : tutorat (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : déclaration de soupçon (p. 66)

Professions judiciaires et juridiques : exercice de la profession : construction européenne (p. 66, 84)

Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : déontologie (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : recrutement (p. 64, 83)

Professions judiciaires et juridiques : experts judiciaires : responsabilité civile (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : comptes courants (p. 66)

Professions judiciaires et juridiques : huissiers : fichier des comptes bancaires (FICOPA) (p. 83)

Professions judiciaires et juridiques : notaires : discipline (p. 65)

Professions judiciaires et juridiques : secret professionnel (p. 66)

Professions libérales : sociétés de participations financières : statut juridique (p. 66, 84)

Union européenne : directives : blanchiment des capitaux (p. 66)

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 3 (conditions d'usage du titre professionnel d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 5 (modalités d'exercice professionnel offertes aux avocats inscrits sous leur titre professionnel d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 9 (modalités d'inscription sous le titre français d'avocat des avocats communautaires ayant exercé trois ans sous leur titre d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 10 (interdiction de participer à une activité juridictionnelle)

Son intervention (p. 85)

Article 12 (tutorat des jeunes avocats en exercice)

Son intervention (p. 86)

Article 18 bis (soumission des avocats à une obligation de formation continue)

Son intervention (p. 86)

Article 20 (coordination - attributions du conseil de l'ordre)

Son intervention (p. 86)

Article 24 (coordination - décrets d'application)

Son intervention (p. 86)

Article 25 (abrogation de dispositifs transitoires devenus sans objet)

Son intervention (p. 86)

Article 27 (instance disciplinaire compétente)

Son intervention (p. 87)

Article 28 (composition et fonctionnement du conseil de discipline)

Son intervention (p. 87)

Article 29 (compétence disciplinaire du conseil de l'ordre du barreau de Paris)

Son intervention (p. 87)

Article 31 (régime de la suspension provisoire d'un avocat faisant l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire)

Son intervention (p. 87 et s.)

Article 32 bis (confidentialité des correspondances entre avocats)

Son intervention (p. 88)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (mention de l'appartenance à un réseau pluridisciplinaire) (p. 88)

Après l'article 38 ter

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Christophe Lagarde (statut des généalogistes) (p. 89)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (garantie de la responsabilité civile professionnelle des notaires) (p. 89)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (compétence disciplinaire de la chambre interdépartementale des notaires de Paris) (p. 89)

Article 39 (choix des experts par les juges)

Son intervention (p. 90)

Article 40 (établissement des listes d'experts)

Son intervention (p. 90)

Article 42 (serment des experts)

Son intervention (p. 90)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Gilbert Gantier (création d'une commission nationale consultative de la fonction expertale) (p. 92)

Article 43 bis (régime d'inscription sur les listes des experts en diagnostic d'entreprise)

Son intervention (p. 91)

Après l'article 43 septies

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Lengagne (à la suite du dépôt du rapport de l'expert, nomination par le juge, à la demande d'une des parties, d'un deuxième expert) (p. 91)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (coordination) (p. 91)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (obligation de créer un compte affecté à la réception des fonds destinés aux clients des huissiers) (p. 91)

Article 51 (secret professionnel et incompatibilités)

Son intervention (p. 91)

Avant l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (garanties d'emprunt aux futurs officiers publics et ministériels) (p. 92)

Article 51 bis (exécution immédiate des jugements de première instance rendus en matière civile)

Son intervention (p. 92)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (mission impartie aux mandataires de justice et procédure disciplinaire) (p. 92)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (obligations des professions juridiques en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux) (p. 92)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (accès des géomètres-experts au livre foncier d'Alsace-Moselle - correction d'une erreur matérielle) (p. 93)

Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de la commission (extension de l'objet des sociétés de participations financières de professions libérales) (p. 93)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (coordination) (p. 93)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Lellouche (indemnisation des huissiers de justice et des notaires en raison du préjudice subi du fait de la réforme des sociétés de ventes aux enchères publiques) (p. 93)

Article 53 (application à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (p. 93)

Article 54 (dispositions transitoires relatives aux avocats)

Son intervention (p. 93)

Article 55 (entrée en vigueur des dispositions modifiant la discipline des avocats et des greffiers des tribunaux de commerce)

Son intervention (p. 93)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rapport au Parlement sur la formation des avocats) (p. 94)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2874)

Sa réponse (p. 2895)

Thèmes :

Droit civil : responsabilité civile (p. 2876)

Droit pénal : violences conjugales (p. 2876, 2895)

Enfants : garde alternée (p. 2896)

Famille : solidarité (p. 2874)

Famille : autorité parentale (p. 2895)

Famille : couple : violences conjugales (p. 2896)

Famille : divorce : associations (p. 2875, 2896)

Famille : divorce : avocats (p. 2896)

Famille : divorce : dommages intérêts (p. 2896)

Famille : divorce : enfants (p. 2874, 2896)

Famille : divorce : faute (p. 2895)

Famille : divorce : jugements (p. 2874)

Famille : divorce : médiation (p. 2875, 2896)

Famille : divorce : procédures (p. 2874 et s., 2895)

Famille : domicile : violences conjugales (p. 2876)

Famille : droit de la famille (p. 2874)

Famille : mariage : obligations (p. 2875)

Famille : prestation compensatoire (p. 2875 et s., 2896)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 2876)

Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 2875)

Impôts et taxes : prestation compensatoire (p. 2877)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 2876)

Retraites : généralités : pensions de réversion : réforme (p. 2896)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)*Article 1er (présentation des cas de divorce)*

Son intervention (p. 2897)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2897 et s.)

Article 3 (divorce accepté)

Son intervention (p. 2904)

Article 4 (divorce pour altération définitive du lien conjugal)

Son intervention (p. 2905 et s.)

Article 5 (divorce pour faute)

Son intervention (p. 2908 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (constatation et réparation de la faute possibles dans toutes les procédures de divorce) (p. 2911)

Article 7 (modification du fondement d'une demande en divorce en cours de procédure)

Son intervention (p. 2912)

Article 8 (procédure de divorce impliquant un majeur protégé)

Son intervention (p. 2912)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2913 et s.)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son intervention (p. 2916 et s.)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son intervention (p. 2917)

Article 12 (mesures provisoires)

Son intervention (p. 2918)

Article 13 (introduction de l'instance en divorce)

Son intervention (p. 2918)

Article 14 (preuves et déclaration sur l'honneur en matière de prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2919)

Article 15 (date d'effet du divorce entre les époux en ce qui concerne leurs biens)

Son intervention (p. 2919)

Article 16 (dispositions générales relatives aux conséquences du divorce)

Son intervention (p. 2919)

Article 17 (conséquences propres aux divorces autres que ceux prononcés par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2920)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2949 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Yvan Lachaud (ressources non prises en considération) (p. 2963)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Yvan Lachaud (en cas de non exercice du droit de visite et d'hébergement, compensation des sommes engagées par l'autre parent) (p. 2964)

Article 19 (bail forcé)

Son intervention (p. 2964 et s.)

Article 20 (la séparation de corps)

Son intervention (p. 2965 et s.)

Article 21 (conditions de révocation des donations entre époux - conventions pour la liquidation et le partage de la communauté - préciput - recel de communauté - coordinations)

Son intervention (p. 2966)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 149 de Mme Valérie Pecresse (extension de la protection de l'article 22 aux couples non mariés ayant un enfant commun mineur) (p. 2973)

Article 23 (abrogations)

Son intervention (p. 2975 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (compétence du juge aux affaires familiales pour les actions relatives à la fixation de la prestation compensatoire) (p. 2976)

Article 23 bis (obtention d'une copie exécutoire des jugements de divorce par consentement mutuel sans paiement préalable des droits d'enregistrement)

Son intervention (p. 2976)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Richard Mallié (prise en charge des frais de déplacement pour les visites à l'enfant, en fonction des motifs du changement de résidence) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Richard Mallié (opposition à la résidence alternée) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Richard Mallié (audition obligatoire de l'enfant âgé de plus de sept ans dans toute procédure le concernant) (p. 2977)

Avant l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (coordination) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (obtention d'une copie exécutoire des jugements de divorce par consentement mutuel sans paiement préalable des droits d'enregistrement) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 136 du Gouvernement (conséquences fiscales des modifications du régime de la prestation compensatoire) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (régime de l'aide juridictionnelle demandée à l'occasion d'un pourvoi en cassation) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (procédure d'expulsion du conjoint violent) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Émile Blessig (coordination avec le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 2978)

Article 24 (application outre-mer)

Son intervention (p. 2978)

Article 25 (entrée en vigueur de la loi - conditions d'application aux procédures en cours)

Son intervention (p. 2979)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Mansour Kamardine (extension du champ d'intervention de la commission de révision de l'état civil de Mayotte) (p. 2980)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Mansour Kamardine (simplification de la procédure) (p. 2980)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Mansour Kamardine (entrée en vigueur des dispositions relatives à la juridiction civile de droit commun à Mayotte et au pouvoir de médiation et de conciliation des cadis) (p. 2980)

*Seconde délibération**Article 2 (divorce par consentement mutuel)*

Son intervention (p. 2980)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2982)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)**

Son intervention (p. 3574)

Thèmes :

Famille : divorce : dommages intérêts (p. 3574)

Famille : divorce : procédures (p. 3574)

Famille : pensions alimentaires : violences conjugales (p. 3574)

Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 3574)

Retraites : généralités : pensions de réversion : rente viagère (p. 3574)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3578)

Son intervention (p. 3578)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3230)**

Son intervention (p. 3230)

Sa réponse (p. 3238)

Thèmes :

Administration : commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 3231)

Défense : services secrets (p. 3238)

Droit pénal : données à caractère personnel (p. 3231)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel : protection (p. 3230)

Droits de l'homme et libertés publiques : données biométriques (p. 3231)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : secret professionnel (p. 3238)

Etat : missions régaliennes : fichiers informatisés (p. 3232)

Parlement : Sénat : amendements (p. 3231)

Politiques communautaires : directives (p. 3230)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique : Internet (p. 3231)

Propriété intellectuelle : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) : Internet (p. 3238)

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)*Article 1er (détermination du champ d'application de la loi)*

Son intervention (p. 3239)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Son intervention (p. 3239 et s.)

Article 3 (composition et missions de la commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL)

Son intervention (p. 3245)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3245 et s.)

Article 5 (obligations incombant aux responsables de traitements et droits des personnes)

Son intervention (p. 3249)

Article 6 (contrôle de la mise en œuvre des traitements)

Son intervention (p. 3250)

Article 7 (sanctions prononcées par la commission nationale de l'informatique et des libertés - CNIL)

Son intervention (p. 3250 et s.)

Article 8 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 3251)

Article 11 (traitements de données à caractère personnel aux fins de journalisme et d'expression littéraire et artistique)

Son intervention (p. 3251)

Article 15 ter (mention en marge de l'acte de naissance de la déclaration du pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 3252)

Article 15 quater (coordination)

Son intervention (p. 3252)

Après l'article 15 quater

Intervient sur l'amendement n° 57 rectifié de la commission (coordination) (p. 3252)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (harmonisation rédactionnelle) (p. 3252)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (report de la mise en conformité des traitements non automatisés de souveraineté) (p. 3253)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4038)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4063)

Sa réponse (p. 4122)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle : charte de l'environnement (p. 4122)

Constitution : article 34 : environnement (p. 4123)

Constitution : préambule : charte de l'environnement (p. 4039)

Constitution : révision : charte de l'environnement (p. 4042, 4063)

Environnement : changements climatiques (p. 4038)

Environnement : développement durable (p. 4039)

Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité civile (p. 4040)

Environnement : principe de précaution (p. 4038, 4041 et s., 4063, 4123)

Environnement : principe de précaution : responsabilité pénale (p. 4041)

Environnement : protection : histoire (p. 4038)

Traités et conventions (p. 4041, 4123)

Union européenne : environnement (p. 4123)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : développement durable (p. 4039)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)**Article 1er (référence à la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution)**

Son intervention (p. 4132)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4135 et s.)

Répond aux observations de M. Jean-Marc Ayrault : se prévaut d'un esprit constructif dans le débat de révision (p. 4137)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Christophe Caresche (constitutionnalisation du droit à l'environnement) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension à la préservation de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 67 rectifié de M. André Chassaing (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christophe Caresche (extension à la protection de l'environnement du domaine de la loi fixé à l'article 34 de la Constitution) (p. 4166)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Son intervention (p. 4278)

Jean-Claude PEREZAude (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****QUESTIONS ORALES SANS DÉBATS**N° 781, posée le 1er juin 2004. Aménagement du territoire. Contrats de pays. (J.O. Questions p. 3877) Appelée le 1^{er} juin 2004. Financement, perspectives (p. 4252)**DÉBATS****Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)**Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)**

Son intervention (p. 8288)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 504)

Son intervention (p. 515)

Thèmes :

Agriculture : exploitants (p. 515)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 504, 515 et s.)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 516)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1330)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : signes religieux (p. 1330)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1330 et s.)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1331)

Pierre-André PÉRISSOL
Allier (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Politiques communautaires. Equivalence des diplômes [25 novembre 2003] (p. 11106)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2651)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Son intervention (p. 9913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : enseignement technique et professionnel (p. 9914)

Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9914)

Enseignement : illettrisme (p. 9914)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9913)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9914)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12246)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 12246)

Travail : conventions collectives (p. 12246)

Travail : négociations (p. 12246)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 586)

Thèmes :

Enseignement : diplômés (p. 587)

Enseignement : élèves (p. 587)

Enseignement : parents d'élèves (p. 588)

Enseignement : programmes (p. 587)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 587)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 588)

Enseignement secondaire : collège (p. 588)

Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 588)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1396)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1396)

Enseignement : établissements scolaires : égalité des sexes (p. 1397)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : valeurs républicaines (p. 1397)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1396)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 42)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 528, posée le 6 janvier 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 5). Appelée le 6 janvier 2004. Fonctionnement, Haut-Limousin (p. 10)

n° 733, posée le 18 mai 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3522). Appelée le 18 mai 2004. Canicule, surmortalité, lutte et prévention (p. 3744)

n° 832, posée le 22 juin 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 4539). Appelée le 22 juin 2004. Fret, perspectives (p. 5220)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9189)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9189)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9323)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9322)

Collectivités territoriales : compétences : infrastructures (p. 9322)

Transports ferroviaires : lignes (p. 9322)

Union européenne : fonds structurels (p. 9322)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 10353)
Postes : livret A (p. 10353)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 509)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 509 et s.)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 510)
Collectivités territoriales : ressources (p. 509)
Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 509)
Secteur public : services publics : zones rurales (p. 509)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1932)

Thèmes :

Collectivités territoriales : investissement (p. 1932)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 1933)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : coopération intercommunale (p. 1932)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1932)
Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 1932)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son amendement n° 641 (p. 2005)

Ses amendements n°s 643, 644, 645 corrigé et 642 (p. 2006)

Geneviève PERRIN-GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome V : Économie, finances et industrie (Commerce extérieur) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1256 tendant à préciser les conditions de retrait de l'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques composés ou non d'organismes génétiquement modifiés [27 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [18 novembre 2003] (p. 10764)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9427)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 9428)
Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 9429)
Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9428)
Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 9429)
Environnement : crédits (p. 9427 et s.)
Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 9427)
Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 9429)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9427)
Union européenne : directives : environnement (p. 9428)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 525)

Thème :

Environnement : zones humides (p. 525 et s.)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. André Chassaigne (sociétés coopératives d'intérêt collectif implantées en milieu rural exonérées de l'impôt sur les sociétés) (p. 693)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 740 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1224 de M. Jean Dionis du Séjour (régime fiscal des industries productrices de semences) (p. 782)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1052)

Intervient sur l'amendement n° 1332 de M. François Brottes (taxe de séjour intercommunale dans les zones de montagne) (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Avant l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Jean-Louis Léonard (rédactionnel) (p. 1100)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 1101 et s.)

Reprend l'amendement n° 495 de M. Jean-Louis Léonard (régulation des loups) : rejeté (p. 1104)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 1106 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 896 de M. François Brottes (indemnité compensatoire de handicaps naturels : zones de montagne) (p. 1108)

Article 50 (zones stratégiques pour la gestion de l'eau)

Son intervention (p. 1110 et s.)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son intervention (p. 1114)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 1115)

Article 53 (exonération de taxe sur les propriétés foncières non bâties pour les zones humides)

Son intervention (p. 1118)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 1329 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 978 de M. Augustin Bonrepaux (opportunité de la réintroduction des prédateurs) (p. 1160)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Augustin Bonrepaux (territoires réservés au pastoralisme avec exclusion des prédateurs) (p. 1160)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 1162 et s.)

Article 40 précédemment réservé (exonération des vétérinaires ruraux de taxe professionnelle pour deux ans)

Son intervention (p. 1175 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 1301 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (exonération des plus-values réalisées lors des mutations de droit de présentation de clientèle) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 1302 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (réduction du taux du droit de mutation applicable aux cessions de parts sociales de sociétés implantées dans certaines communes) (p. 1177)

Article 41 précédemment réservé (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 1178 et s.)

Son sous-amendement n° 1403 à l'amendement n° 248 de la commission (p. 1182)

Son sous-amendement n° 1402 à l'amendement n° 581 corrigé de M. Christian Ménard (p. 1182)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 844 précédemment réservé de M. Gabriel Biancheri (délivrance des médicaments vétérinaires dans les locaux de l'officine de pharmacie ou au domicile d'exercice du vétérinaire) (p. 1185)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 12 A

Son amendement n° 648 rectifié (prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales) (p. 2050) : adopté (p. 2052)

Son amendement n° 649 rectifié (obligation d'élaborer un plan de gestion environnementale intégrée pour chaque collectivité territoriale) (p. 2050) : rejeté (p. 2052)

Article 36 (les plans d'élimination des déchets ménagers)

Ses amendements n° 693 et 694 (p. 2144)

Article 37 (compétences de l'Etat à l'égard des plans d'élimination des déchets ménagers)

Son amendement n° 696 (p. 2145)

Article 37 bis (pouvoir de substitution du préfet pour l'élaboration des plans d'élimination des déchets industriels spéciaux)

Son amendement n° 697 (p. 2145)

Après l'article 37 bis

Son amendement n° 698 (financement du plan d'élimination des déchets) (p. 2145) : rejeté (p. 2146)

Après l'article 38

Son amendement n° 711 (intégration de l'objectif d'économie d'énergie dans les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales) : rejeté (p. 2147)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)

Son intervention (p. 2660)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2660)

Eau : distribution : tarifs (p. 2660)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 2660)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 2660)

Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (p. 2661)

Environnement : politique de l'environnement (p. 2660)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2661)

Secteur public : services publics (p. 2661)

Union européenne : directives : eau (p. 2660 et s.)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Après l'article 79

Son amendement n° 214 (mise sur le marché des produits antiparasitaires à usage agricole : exercice du contrôle) : rejeté (p. 3158)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2840)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 2840)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2840)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 2840)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3799)

Son intervention (p. 3831)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3832)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3831 et s.)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3832)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3799)

Energie et carburants : pétrole (p. 3832)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3799)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 3832)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 526 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) : rejeté (p. 3932)

Son sous-amendement n° 172 (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) : rejeté (p. 3985)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5009)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : exportations (p. 5009)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5009)
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5009)
Politique économique : libéralisme (p. 5009)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)

Son intervention (p. 5044)

Nicolas PERRUCHOT

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Vice-président de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, simulation d'attentat [22 octobre 2003] (p. 9209)

Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [3 décembre 2003] (p. 11596)

Justice. Fonctionnement. Procès d'Outreau [19 mai 2004] (p. 3847)

Energie et carburants. EDF. Grève, coupures d'électricité, SNCF, conséquences [8 juin 2004] (p. 4565)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 736, posée le 18 mai 2004. Patrimoine culturel. Archéologie (J.O. Questions p. 3522). Appelée le 18 mai 2004. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences (p. 3757)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9512)

Son intervention (p. 9515)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : adoption (p. 9512)

Etrangers : immigration (p. 9515)

Etrangers : intégration (p. 9515)

Etrangers : regroupement familial : ressources (p. 9515)

Travail : travailleurs étrangers : Canada (p. 9516)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9516)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : mixité sociale (p. 10341)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Son intervention (p. 10603)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10603)

Logement : politique du logement (p. 10603)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10603)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe de Villiers (p. 11162)

Son intervention (p. 11162)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 11163)

Parlement : prérogatives (p. 11162)

Politique économique : mondialisation (p. 11163)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11163)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11163)

Union européenne : élargissement (p. 11162 et s.)

Union européenne : fonds structurels (p. 11163)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11162 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11622)

Son intervention (p. 11633)

Thèmes :

- Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11634)
- Assemblée nationale : motions de procédure (p. 11622)
- Etat : réforme (p. 11633)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11633)
- Finances publiques : recettes fiscales (p. 11633)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique : énergie hydraulique (p. 11634)
- Politique économique : croissance (p. 11633)
- Politique générale : réforme (p. 11633)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 11633)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1331)

Thèmes :

- Cultes : islam : intégrisme (p. 1331 et s.)
- Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1331)
- Enseignement : établissements scolaires : signes religieux (p. 1332)
- Etrangers : contrats d'intégration (p. 1333)
- Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1332)
- Lois : projet de loi : laïcité (p. 1331)
- Politique générale : intégration (p. 1331 et s.)

Explications de vote et vote [10 février 2004] (p. 1570)

Ses explications de vote (p. 1574)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 39 (choix des experts par les juges)

Son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 19 de la commission (p. 89)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Ses amendements n° 90 et 91 (p. 3433)

Son amendement n° 95 (p. 3446)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5402)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités (p. 5403 et s.)
- Etat : réforme (p. 5405)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5403)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5403 et s.)
- Finances publiques : dette publique (p. 5403)
- Finances publiques : recettes : affectation (p. 5403)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5405)
- Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5404)
- Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 5404)
- Justice : Cour des comptes (p. 5404)

Lois : évaluation : coût (p. 5405)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 5402)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 5402)

Politique économique : croissance (p. 5404 et s.)

Politique économique : taux d'intérêt : Etats-Unis (p. 5403)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5404)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5404)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 3 (mesures exceptionnelles de déblocage de la participation et de l'épargne salariale)

Son amendement n° 70 (déblocage des fonds: suppression de la négociation) (p. 5467)

Son amendement n° 69 (déblocage des fonds constitués exclusivement d'actions de l'entreprise ou affectés exclusivement à ses investissements : suppression de la négociation) (p. 5467)

Son amendement n° 68 (suppression des plafonds particuliers de retrait décidés par les entreprises) (p. 5467)

Son amendement n° 71 (information des salariés) (p. 5467)

Après l'article 3

Son amendement n° 63 rectifié : retiré (p. 5468)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7041)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7237)

Thèmes :

Santé : service d'aide médicale urgente (SAMU) (p. 7237)

Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7237)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7237)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : recrutement (p. 7238)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 32 bis (concours des associations agréées aux missions de secours d'urgence à personnes)

Son amendement n° 78 (p. 7273)

Article 39 (conférence nationale des services d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 7279)

Article 73 (entrée en vigueur des dispositions relatives au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours)

Son amendement n° 79 (p. 7334)

Bernard PERRUT

Rhône (9^{ème} circonscription)

*Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) [4 février 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 8 juin 2004] (p. 10151)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1193 visant à responsabiliser les assurés sociaux sur leurs dépenses personnelles de santé et à les informer sur les budgets des établissements publics de santé [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1448 visant à la prise en charge par la sécurité sociale d'une séance annuelle de soins chez un pédicure pour les assurés sociaux âgés de plus de soixante ans, sur prescription médicale [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. Perspectives [9 décembre 2003] (p. 11978)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4274)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 697, posée le 27 avril 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3082). Appelée le 27 avril 2004. Extension, perspectives, Villefranche-sur-Saône (p. 3080)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul : en appelle à un retour à la sérénité et à la poursuite des débats [2 juin 2004] (p. 4397)

DÉBATS**Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9602)

Thèmes :

Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 9604)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9603)
Famille : politique familiale (p. 9603)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 9603)
Professions sociales : assistantes maternelles (p. 9604)
Santé : cancer (p. 9603)
Sécurité sociale : déficit (p. 9603)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9602)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****I - TRAVAIL**

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10058)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 10059)

Emploi : jeunes (p. 10059)

Formation professionnelle : formation continue (p. 10059)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10058)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10058)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 2 (transfert du financement de l'allocation de RMI aux départements)

Son intervention (p. 10915)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 615)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 615)

Enseignement : illettrisme (p. 615)

Enseignement : obligation scolaire (p. 615)

Enseignement : pédagogie (p. 615)

Ordre public : sécurité : enseignement (p. 615)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1918)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : ressources (p. 1918)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : simplifications administratives (p. 1918)

Coopération intercommunale : logement : aides et prêts (p. 1919)

Etat : missions régaliennes (p. 1918)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1919)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2893)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales (p. 2893)

Famille : divorce : médiation (p. 2893)

Famille : divorce : procédures (p. 2893)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3334)

Son intervention (p. 3367)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3367)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3334)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3334 et 3369)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3334 et 3368)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3368)
 Politique sociale : solidarité (p. 3369)
 Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3368)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 3367, 3368)
 Sécurité sociale : caisses (p. 3369)

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)**Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)**

Son sous-amendement n° 87 deuxième correction à l'amendement n° 10 corrigé de la commission (p. 3402)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 104 corrigé du Gouvernement (p. 3445)

Article 9 (charges de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2004)

Son sous-amendement n° 88 rectifié à l'amendement n° 98 du Gouvernement (p. 3460)

Explications de vote et vote [11 mai 2004] (p. 3500)

Ses explications de vote (p. 3502)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3503)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2004] (p. 5039)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5043)

Son intervention (p. 5044)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 5045)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 5045)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5045)
 Personnes âgées : dépendance (p. 5043, 5045)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5045)
 Politique sociale : solidarité (p. 5045)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 5044)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4304)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4305)
 Handicapés : enfants (p. 4304)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4304)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4304)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)**Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)**

Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf supra) (p. 4396)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5726)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5727)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)**Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)**

Son intervention (p. 6518)

Christian PHILIP

Rhône (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (n° 1149) [28 octobre 2003]

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne (n° 1508) [12 mai 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne (n° 1509) [12 mai 2004]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne (rapport complémentaire) [15 octobre 2003] (n° 1145)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1149) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda [16 décembre 2003] (n° 1296)

Proposition de résolution n° 1462 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CEE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (COM [2003] 448 final/E 2351) [25 février 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CEE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (COM [2003] 448 final/E 2351) [25 février 2004] (n° 1461)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 263), autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne (ensemble une annexe comportant six déclarations)
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 264), autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les Etats membres de l'union européenne
- le projet de loi (n° 1508) autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne
- le projet de loi (n° 1509) autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne [26 mai 2004] (n° 1621)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la transposition des directives européennes [1^{er} juillet 2004] (n° 1709)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le rapprochement, la reconnaissance mutuelle et l'exécution des sanctions pénales dans l'Union européenne (COM [2004] 334 final / E 2587) [13 juillet 2004] (n° 1730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Cohésion européenne, maintien [5 novembre 2003] (p. 10030)

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2669)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 570, posée le 20 janvier 2004. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 387). Appelée le 20 janvier 2004. Transports urbains, unité de police, création, Lyon (p. 555)

n° 664, posée le 6 avril 2004. Donations et successions. Droits de succession (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 6 avril 2004. Barème légal, revalorisation, conséquences (p. 2629)

n° 724, posée le 4 mai 2004. Recherche. Chercheurs (J.O. Questions p. 3208). Appelée le 4 mai 2004. Thésards, allocations, perspectives (p. 3265)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8937)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Procédure des questions :

Outre-mer : Antilles : transports aériens (p. 9265)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11175)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 11176)

Pays étrangers : Turquie (p. 11176)

Politiques communautaires : budget (p. 11176)

Union européenne : élargissement (p. 11175 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 11175 et s.)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11958)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11958)

Secteur public : service minimum (p. 11958)

Transports : transports de voyageurs (p. 11959)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 627)

Thèmes :

Enseignement : crédits (p. 627)

Enseignement : élèves (p. 628)

Enseignement : établissements scolaires (p. 628)

Enseignement : langues étrangères (p. 628)

Enseignement : pédagogie (p. 627)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1940)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : démocratie locale (p. 1940)

Coopération intercommunale : suffrage universel (p. 1941)

Transports urbains (p. 1940)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 14

Son amendement n° 974 (modalités de taxation des véhicules à moteur à raison de leurs déplacements dans les grandes agglomérations, y compris par l'institution d'un péage urbain) (p. 2083) : retiré (p. 2085)

Après l'article 21

Son amendement n° 1180 (autorisations de stationnement pour les personnes handicapées délivrées par les maires) (p. 2104) : adopté (p. 2105)

Intervient sur l'amendement n° 958 corrigé de Mme Odile Saugues (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2107)

Son amendement n° 1428 (dépenalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2105) : retiré (p. 2107)

Projet de loi n° 1436 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

Avant la discussion des articles [5 mars 2004] (p. 2571)

Son intervention (p. 2579)

Thèmes :

Administration : délais : directives (p. 2579)
Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2580)
Assemblée nationale : résolution (p. 2580)
Ministères et secrétariats d'Etat : directives (p. 2579)
Union européenne : directives : délais (p. 2579)
Union européenne : directives : Gouvernement précédent (p. 2579)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2580)

Projet de loi n° 1514 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [14 avril 2004] (p. 2987)

Son intervention (p. 2990)

Thèmes :

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2990)
Union européenne : élargissement (p. 2990)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19135)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19135)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2003] (p. 19692)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10265)

Droit pénal : double peine (p. 10265)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)

Son intervention (p. 9398)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9399)

Enseignements artistiques : conservatoires (p. 9399)

Enseignements artistiques : écoles de musique (p. 9399)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10005)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 10005)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention (p. 10332)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 10334)

Logement : logement social : constructions (p. 10332 et s.)

Logement : logements vacants (p. 10333)

Logement : mixité sociale (p. 10333)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 10334)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son intervention (p. 9517)

Thèmes :

Etrangers : double peine (p. 9517)

Etrangers : attaches avec la France (p. 9518)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Son intervention (p. 10791)

Thèmes :

Cultes : christianisme : étrangers (p. 10791)

Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 10792)

Etrangers : commission des recours des réfugiés : Haut commissariat aux réfugiés (HCR) (p. 10792)

Etrangers : demandeurs d'asile : regroupement familial (p. 10792)

Etrangers : droit d'asile (p. 10791)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : auditions (p. 10792)

Discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10794)

Article 1er (compétences de l'OFPRA)

Son amendement n° 27 (p. 10795)

Ses amendements n°s 28, 29 et 30 (p. 10796)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Ses amendements n°s 31 et 33 (p. 10798)

Article 7 (attribution d'un titre de séjour au demandeur d'asile)

Son amendement n° 32 (p. 10802)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1415)

Thèmes :

Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1415)
Enseignement : établissements scolaires : règlement intérieur (p. 1415)
Etablissements de santé : hôpitaux : laïcité (p. 1415)
Etat : valeurs républicaines : parents d'élèves (p. 1415)
Femmes : droits : étrangers (p. 1415)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1415)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son amendement n° 618 (p. 2130)

Son amendement n° 619 (p. 2131)

Son amendement n° 620 rectifié (p. 2132)

Son amendement n° 621 (p. 2133)

Son amendement n° 969 (p. 2135)

Son amendement n° 622 rectifié (p. 2136)

Article 32 (organisation des transports scolaires en région Ile-de-France)

Ses amendements n° 625 et 626 corrigé (p. 2138)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son amendement n° 209 (p. 2788)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2894)

Thèmes :

Famille : divorce : avocats (p. 2894)
Famille : divorce : procédures (p. 2895)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2900)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son amendement n° 142 (p. 2912)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son amendement n° 144 (p. 2916)

Article 11 (tentative de conciliation)

Son amendement n° 145 (p. 2917)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3652)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 3652)
Aménagement du territoire : décentralisation (p. 3652)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3653)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3652 et s.)
Collectivités territoriales : transferts de personnel : enseignement secondaire (p. 3652)
Communes : maires : associations (p. 3652)
Coopération intercommunale (p. 3652)
Etat : décentralisation : communes (p. 3653)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : statistiques (p. 3652)
Politique sociale : solidarité : financement (p. 3653)

Michel PIRON

*Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1496 tendant à valoriser l'effort des personnes handicapées qui créent leur entreprise par un allègement de l'impôt sur le revenu [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, perspectives [21 janvier 2004] (p. 639)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : évocation, à propos de M. Ayrault, une réflexion d'Ansermet : toute esthétique suppose une éthique [21 juillet 2004] (p. 7074)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Son intervention (p. 9355)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : décentralisation : réforme (p. 9357)
Fonction publique de l'Etat : dépenses (p. 9355)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9356)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 9356)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : effectifs (p. 9356)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 17 (diagnostics prénatal et préimplantatoire)

Son intervention (p. 12142)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12208)

Ses explications de vote (p. 12228)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 12228)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son intervention (p. 671)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1871)

Son intervention (p. 1880)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1872)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1872)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : expérimentation (p. 1880)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : transferts de personnel (p. 1880)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1871)

Etat : décentralisation : pouvoir réglementaire (p. 1880)

Parlement : Sénat : amendements (p. 1871)

Union européenne : subsidiarité (p. 1881)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1989)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2067)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2121)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 147 corrigé de M. Bertho Audifax (délégation de service public portuaire ou aéroportuaire) (p. 2126)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 725 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (comité départemental pour l'insertion) (p. 2156)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son intervention (p. 2172)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 1174 (p. 2183)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2209)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2209)

Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Pierre Albertini (convention globale de patrimoine entre les organismes d'habitation à loyer modéré et l'Etat) (p. 2209)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son amendement n° 1175 (p. 2220)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2313 et s.)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2332)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2366 et s.)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son intervention (p. 2399)

Article 72 (compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2408 et s.)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2412)

Article 77 (transfert des services ou parties de services participant à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 2451 et s.)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son intervention (p. 2456)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2466)

Son amendement n° 1176 (p. 2471)

Article 89 (modalités particulières de compensation de certains transferts de compétences)

Son intervention (p. 2497 et s.)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2517 et s.)

Après l'article 100 ter

Son amendement n° 1177 (propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique) : adopté (p. 2523)

Article 112 (définition de l'intérêt communautaire)

Son intervention (p. 2550)

Après l'article 125 quater

Son amendement n° 1178 (honorariat pour les élus de plusieurs collectivités territoriales de même nature) : adopté (p. 2563)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7129)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7139)

Son intervention (p. 7146)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7169)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7146)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7147)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : établissements scolaires (p. 7140, 7146, 7170)

Etat : déconcentration (p. 7147)

Etat : modernisation (p. 7129)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7405)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7412)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7414)

Son intervention (p. 7417)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7417)

Régions : développement économique (p. 7412)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7417)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2849)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2849 et s.)

Energie et carburants : cogénération (p. 2849)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2849 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4119)

Thèmes :

Environnement : dommages à l'environnement : prévention (p. 4120)

Environnement : principe de précaution (p. 4119)

Environnement : principe de précaution : jurisprudence (p. 4120)

Recherche : principe de précaution (p. 4120)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juillet 2004] (p. 6971, 6979) ; [21 juillet 2004] (p. 7010)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7020)

Thème :

Collectivités territoriales : ressources propres (p. 7020)

Henri PLAGNOL

Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Frédéric Soulier. Administration. Rapports avec les administrés. Charte de la qualité administrative, application [5 novembre 2003] (p. 10038)

M. Étienne Blanc. Administration. Perspectives. Plan ADELE [11 février 2004] (p. 1648)

M. Jean-Pierre Gorges. Administration. Procédure administrative. Règles juridiques, simplification [3 mars 2004] (p. 2353)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Françoise Imbert. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration, conséquences [16 décembre 2003] (p. 12408)

M. Jean-Claude Viollet. Agriculture. Contrats d'agriculture durable. Mise en place, modalités [16 décembre 2003] (p. 12410)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Système pénitentiaire, maison d'arrêt de Majicavo, personnel, statut [16 décembre 2003] (p. 12409)

M. Didier Quentin. Aquaculture et pêche professionnelle. Conchyliculture. Aides de l'Etat [16 décembre 2003] (p. 12412)

M. Christophe Priou. Aquaculture et pêche professionnelle. Coques. Commercialisation, réglementation [16 décembre 2003] (p. 12411)

M. Daniel Spagnou. Agriculture. Indemnités compensatoires de handicaps naturels (IHCN). Revalorisation [16 décembre 2003] (p. 12413)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Son intervention (p. 9341)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : documents administratifs : électronique (p. 9342)

Administration : réformes administratives : crédits budgétaires (p. 9341)

Administration : simplifications administratives : Conseil constitutionnel (p. 9342)

Administration : simplifications administratives : loi d'habilitation (p. 9342)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : actions (p. 9344)

Etat : Médiateur de la République : crédits budgétaires (p. 9342)

Etat : services du Premier ministre : Commissariat général du Plan (p. 9343)

Etat : services du Premier ministre : crédits budgétaires (p. 9342)

Finances publiques : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9341)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 9344)

Secteur public : services publics : qualité (p. 9342)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9369 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ;

[23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ;

[27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ...

[30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. André Chassaingne (surcoûts de l'exploitation forestière en zones de montagne pris en compte par la politique de la forêt) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. André Chassaingne (composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers) (p. 1211)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. André Chassaingne (contenu des contrats de plan pluriannuels : obligations de service public de l'ONF et évaluation des moyens nécessaires) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. André Chassaingne (reconnaissance de la pénibilité du travail réalisé par les ouvriers forestiers de l'ONF) (p. 1212)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. André Chassaingne (négociations entre les représentants de la filière bois et les organisations syndicales représentatives afin de mener une négociation sur la retraite anticipée des ouvriers de l'ONF) (p. 1213)

Article 74 (contribution de l'Office national des forêts (ONF) au maintien de services publics en zones de revitalisation rurale (ZRR) et clarification des conditions de vente du bois par l'ONF)

Son intervention (p. 1213 et s.)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 540 corrigé de M. André Chassaingne (établissement systématique de chartes forestières de territoire) (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 1524 du Gouvernement (autorisation des transports de bois ronds portée à huit ans à compter de la publication de la loi) (p. 1214)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Dominique Juillot (conditions d'autorisation des transports de bois ronds) (p. 1215)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 1216 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 1511 du Gouvernement (infractions à la réglementation de la distillation des vins issus de cépages classés) (p. 1217)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Philippe-Armand Martin (régime des congés payés des entreprises du paysage) (p. 1218)

Intervient sur l'amendement n° 612 deuxième rectification du Gouvernement (création d'un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé : «Agence française d'information et de communication agricole et rurale») (p. 1218)

Proposition de loi n° 1375 permettant l'inscription sur la liste d'aptitude des élèves administrateurs du Centre national de la fonction publique territoriale (concourse externe 2001)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 février 2004] (p. 1745)

Son intervention (p. 1745)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale : élèves (p. 1745)

Fonctionnaires et agents publics : concours externes : jury (p. 1745)

Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1745)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux responsabilités locales (n° 1218) [16 décembre 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2004] (p. 6149)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 mars 2004] (p. 6149)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique (n° 1137) [6 avril 2004]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 avril 2004] (p. 7237)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 avril 2004] (p. 7237)

Rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'énergie (n° 1586) [12 mai 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VII : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique [15 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, sur la politique de soutien au développement des énergies renouvelables [21 octobre 2003] (n° 1153)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les articles 1^{er} à 4 bis, 22 à 34, 36 à 38, 49A à 52 bis du projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1218), relatif aux responsabilités locales [11 février 2004] (n° 1423)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1137) tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique [7 avril 2004] (n° 1517)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1586) d'orientation sur l'énergie [12 mai 2004] (n° 1597)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Aides de l'Etat [3 février 2004] (p. 1279)

Politique économique. Croissance. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5315)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : remarque que les députés socialistes, après avoir fait de l'obstruction toute la matinée - sinon depuis des semaines sur différents textes -, veulent ainsi échapper à la responsabilité, qui leur incombe pourtant pleinement, du recours, par le Gouvernement, au 49-3 [23 juillet 2004] (p. 7201)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Le Guen (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8282)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 75 (revalorisation de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de commerce)

Son amendement n° 59 (p. 10556)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion des articles [14 novembre 2003] (p. 10553)*Article 75 (revalorisations de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (IATP) perçue par les chambres de commerce et d'industrie)*

Son amendement n° 59 (p. 10556)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :*- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 10630)

Thèmes :

Chambres consulaires (p. 10631)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 10631)

Entreprises : création (p. 10630)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10630)

Entreprises : transmission (p. 10631)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10631)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 1838)

Thèmes :

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 1839)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : péréquation (p. 1839)

Communes : permis de construire (p. 1840)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1840)

Logement : logement social : réservation (p. 1839)

Logement : programme local de l'habitat : personnes défavorisées (p. 1839)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1^{er} mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)*Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)*

Son intervention (p. 2003 et s.)

Article 22 (transfert des aéroports et hélistations civiles)

Son intervention (p. 2114 et s.)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Son intervention (p. 2120 et s.)

Article 26 (transfert des voies navigables fluviales et ports intérieurs)

Son intervention (p. 2125)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son intervention (p. 2134)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Philippe Tourtelier (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146)

Article 49 A (transfert aux maires et aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale du contingent préfectoral de logements sociaux)

Son intervention (p. 2179 et s.)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son intervention (p. 2181 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 1542 de la commission (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2207 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (dispositif de conventionnement global entre les organismes d'habitations à loyer modéré et l'Etat) (p. 2207 et s.)

Article 50 (décentralisation des fonds de solidarité pour le logement et extension de leurs missions)

Son intervention (p. 2217 et s.)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2221)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)*Avant le titre Ier*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 7201)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Ses explications de vote [4 mars 2004] (p. 2436)

Vote contre le passage à la discussion d groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2436)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Ses interventions (p. 3003, 3012)

Thèmes :

Fonction publique hospitalière (p. 3004)

Fonctionnaires et agents publics : accès (p. 3003)

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 3004)

Fonctionnaires et agents publics : concours internes : limite d'âge (p. 3012)

Retraites : généralités : réforme (p. 3013)

Retraites : généralités : durée d'assurance : âge de la retraite (p. 3003)

Travail : mobilité (p. 3003, 3013)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie**[15 avril 2004] (p. 3017)**

Son intervention (p. 3051)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3052)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3052)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3052)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3051 et s.)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3051 et s.)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3051)
 Pays étrangers : Russie : gaz (p. 3051)
 Recherche (p. 3051 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3783)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3784)
 Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3784)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 3783)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3784)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3783 et s.)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 3783)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 3784)
 Recherche (p. 3783 et s.)
 TVA : taux réduit (p. 3784)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. François Dosé (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 176 rectifié de M. François Brottes (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. David Habib (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 180 rectifié de M. Pierre Cohen (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de M. Philippe Tourtelier (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de M. Pierre Ducout (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Jean-Yves Le Déaut (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3868)
 Intervient sur l'amendement n° 124 de M. François Dosé (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)
 Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Brottes (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)
 Intervient sur l'amendement n° 129 de M. David Habib (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)
 Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Pierre Cohen (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)
 Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Tourtelier (service public, éléments du contrat social) (p. 3870)
 Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Yves Cochet (libre choix des opérateurs d'énergie par les collectivités territoriales) (p. 3871)
 Intervient sur l'amendement n° 590 de M. Yves Cochet (conditions écologiques de la politique de l'énergie) (p. 3872)
 Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Yves Cochet (politique de l'énergie et opinion publique) (p. 3873)
 Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Yves Cochet (définition légale des sources d'énergie) (p. 3873)
 Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Yves Cochet (développement des énergies renouvelables) (p. 3874)
 Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Yves Cochet (diminution de la dépense énergétique par le développement des énergies renouvelables et réorganisation des transports) (p. 3874)
 Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Yves Cochet (propositions sur l'énergie présentées par la France aux Nations unies) (p. 3875)
 Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Yves Cochet (obligation de sortir du nucléaire) (p. 3875)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Yves Cochet (développement prioritaire des énergies renouvelables) (p. 3877)
 Intervient sur l'amendement n° 954 de Mme Janine Jambu (maintien et développement des entreprises publiques nationales) (p. 3877)
 Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Yves Cochet (garantie d'accès aux services énergétiques pour couvrir les besoins fondamentaux des usagers) (p. 3878)
 Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les énergies renouvelables) (p. 3878)
 Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les objectifs de production électrique) (p. 3878)
 Intervient sur l'amendement n° 953 de Mme Janine Jambu (bilan du processus d'ouverture à la concurrence présenté au Parlement) (p. 3879)
 Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété, d'efficacité énergétique et d'installation d'énergies renouvelables appliqués aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 3880)
 Intervient sur l'amendement n° 608 de M. Yves Cochet (encouragement aux activités de services énergétiques recourant aux énergies renouvelables) (p. 3886)
 Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Yves Cochet (incitation fiscale à l'accomplissement de l'objectif d'efficacité énergétique) (p. 3886)
 Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Yves Cochet (réduction de 1 % de la consommation finale d'énergie) (p. 3887)
 Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Yves Cochet (réduction de 2 % de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) (p. 3887)
 Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Yves Cochet (plan national de développement des énergies renouvelables) (p. 3887)
 Intervient sur l'amendement n° 618 de M. Yves Cochet (documents d'urbanisme ; utilisation de l'énergie ; énergies renouvelables) (p. 3887)
 Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Yves Cochet (interdiction du chauffage électrique dans les constructions neuves) (p. 3888)
 Intervient sur l'amendement n° 631 de M. Yves Cochet (bâtiments neufs ; usage de l'énergie ; restriction réglementaire progressive) (p. 3888)
 Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Yves Cochet (mise en conformité des bâtiments existants avec la réglementation thermique 2000 lors des travaux de rénovation lourde ou la vente) (p. 3888)
 Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Yves Cochet (financement des surcoûts d'investissement liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le logement social) (p. 3889)
 Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Yves Cochet (voirie urbaine ; priorité aux piétons et aux vélos) (p. 3889)
 Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Yves Cochet (incitation fiscale au développement des véhicules propres) (p. 3890)
 Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Yves Cochet (modulation des tarifs de péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) (p. 3890)
 Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Yves Cochet (incitations financières en faveur du covoiturage) (p. 3890)
 Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Yves Cochet (promotion du métier de conseiller en sobriété et efficacité énergétiques) (p. 3890)
 Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Yves Cochet (classification des bâtiments en fonction de leur performance énergétique) (p. 3890)
 Intervient sur l'amendement n° 617 de M. Yves Cochet (information sur l'origine de l'énergie vendue) (p. 3891)
 Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Yves Cochet (dispense d'étude pour l'implantation des éoliennes de faible puissance) (p. 3891)
 Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Yves Cochet (schéma régional d'implantation des éoliennes) (p. 3891)
 Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Yves Cochet (normes applicables à l'implantation des microcentrales hydrauliques) (p. 3891)
 Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Yves Cochet (contrats à long terme entre les producteurs d'énergies renouvelables et EDF) (p. 3892)
 Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Yves Cochet (comparaison des coûts des prix des différentes sources d'électricité) (p. 3892)
 Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat par catégorie d'installation de fourniture d'électricité) (p. 3892)
 Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'évacuation des eaux usées) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Yves Cochet (suppression des plafonds de rachat pour les équipements de production d'électricité installés sur les systèmes d'adduction d'eau potable) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Yves Cochet (instruction des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique par les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Yves Cochet (contentieux des demandes de permis relatifs à l'énergie hydraulique ; institution d'un médiateur) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Yves Cochet (critères de détermination des capacités d'accueil par le gestionnaire du réseau) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Yves Cochet (priorité à l'électricité produite à partir de sources renouvelables) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Yves Cochet (interdiction des technologies obsolètes) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Yves Cochet (introduction de l'efficacité énergétique et de la chaleur basse température dans la programmation pluriannuelle des investissements) (p. 3893)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Yves Cochet (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894)

Intervient sur l'amendement n° 624 de M. Yves Cochet (crédit d'impôt à plafonds élevés pour les investissements en vue de favoriser la sobriété et l'efficacité énergétique et l'installation des énergies renouvelables) (p. 3895)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Yves Cochet (création d'une commission de certification d'origine de l'électricité renouvelable) (p. 3896)

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jacques Péliard (missions de la politique énergétique française) (p. 3896)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son intervention (p. 3898 et s.)

Son sous-amendement n° 1061 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3907)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (politique énergétique française ; objectifs ; maîtrise de la demande d'énergie) (p. 3925)

Intervient sur le sous-amendement n° 936 de Mme Janine Jambu (renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 857 de M. Yves Cochet (objectif annuel de réduction de 1 % de la consommation énergétique finale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 1077 de M. Yves Cochet (modes d'action concourant à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 770 de M. Jean-Yves Le Déaut (objectif de division par quatre des émissions de dioxyde de carbone) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 970 de M. Jean Dionis du Séjour (renforcement de la réglementation relative aux déchets) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Jean Dionis du Séjour (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 937 de Mme Janine Jambu (aménagement progressif de la fiscalité afin de favoriser les économies d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3929)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de M. Yves Cochet (information des citoyens sur la politique de l'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1075 de M. Yves Cochet (formation professionnelle à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1074 de M. Yves Cochet (objectifs de politique énergétique et publicité commerciale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1073 de M. Yves Cochet (simplifications administratives) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 938 de Mme Janine Jambu (objectif : renforcement de l'efficacité énergétique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)

Intervient sur le sous-amendement n° 889 de M. François-Michel Gonnat (rédactionnel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)

Intervient sur le sous-amendement n° 1084 du Gouvernement (amélioration de la performance énergétique globale des bâtiments neufs) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3931)

Intervient sur le sous-amendement n° 526 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 527 de M. François Brottes (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 528 de M. Philippe Tourtelier (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 534 de M. François Dosé (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 773 de M. Jean-Yves Le Déaut (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens lors des rénovations importantes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 774 de M. Jean-Yves Le Déaut (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 825 de M. Claude Birraux (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3933)

Intervient sur le sous-amendement n° 891 de M. François-Michel Gonnat (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens : niveau de référence) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 892 de M. François-Michel Gonnat (propriétaires bailleurs ; incitations à l'économie d'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 939 de Mme Janine Jambu (réduction des émissions polluantes des véhicules) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 858 de M. Yves Cochet (normes énergétiques des équipements auxiliaires des véhicules, taxation du kérosène pour les vols intérieurs et prime lors de l'achat des véhicules neufs présentant les meilleures performances énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Intervient sur le sous-amendement n° 846 de M. Jean Dionis du Séjour (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Intervient sur le sous-amendement n° 1082 de M. François-Michel Gonnat (développement des véhicules fonctionnant au gaz naturel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Intervient sur le sous-amendement n° 890 de M. François-Michel Gonnat (développement des limiteurs de vitesse) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Intervient sur le sous-amendement n° 277 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3935)

Intervient sur le sous-amendement n° 1087 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)

Intervient sur le sous-amendement n° 1085 du Gouvernement (maintien du crédit d'impôt pour l'achat des véhicules propres) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3937)

Son sous-amendement n° 1060 (rédactionnel) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 3937)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Armand Jung (développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 de M. François Dosé (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)

Intervient sur le sous-amendement n° 284 de M. Philippe Tourtelier (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)

Intervient sur le sous-amendement n° 286 de M. François Brottes (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938)

- Intervient sur le sous-amendement n° 535 de M. Jean-Yves Le Déaut (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Dosé (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. Philippe Tourtelier (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 539 de M. François Brottes (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3939)
- Intervient sur le sous-amendement n° 940 de Mme Janine Jambu (suppression de la mise en place progressive du système d'échange de quotas d'émission dans l'Union européenne) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3940)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3941)
- Intervient sur l'amendement n° 829 de M. François Dosé (hiérarchie des priorités fixée par une loi d'orientation) (p. 3942)
- Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3942)
- Intervient sur le sous-amendement n° 897 de M. François-Michel Gonnnot (diversification du bouquet énergétique de la France) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3945)
- Intervient sur le sous-amendement n° 944 de Mme Janine Jambu (référence aux centrales à cycle hypercritique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3945)
- Intervient sur le sous-amendement n° 973 de M. Jean Dionis du Séjour (approche objective des avantages et des inconvénients de la filière nucléaire) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3946)
- Intervient sur le sous-amendement n° 830 de M. François Dosé (besoins énergétiques ; réacteur européen à eau pressurisée (EPR)) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3947)
- Intervient sur le sous-amendement n° 814 de M. Christian Bataille (date de fermeture des centrales nucléaires actuelles) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3948)
- Intervient sur le sous-amendement n° 815 de M. Christian Bataille (renouvellement des centrales nucléaires ; échéance de débat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)
- Intervient sur le sous-amendement n° 941 de Mme Janine Jambu (EPR, ouvrage public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)
- Intervient sur le sous-amendement n° 898 de M. François-Michel Gonnnot (réacteur européen à eau pressurisée ; rôle de l'Etat) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3949)
- Intervient sur le sous-amendement n° 984 de M. François-Michel Gonnnot (sigle REP substitué à celui d'EPR) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951)
- Intervient sur le sous-amendement n° 974 de M. Jean Dionis du Séjour (réduction progressive de la part du nucléaire dans le panier énergétique français) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3951)
- Intervient sur le sous-amendement n° 945 de Mme Janine Jambu (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1081 de M. Claude Gatignol (maîtrise publique de la filière nucléaire et information du public) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3954)
- Intervient sur le sous-amendement n° 562 de M. François Dosé (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3955)
- Intervient sur le sous-amendement n° 555 de M. François Brottes (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 556 de M. Philippe Tourtelier (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 893 rectifié de M. François-Michel Gonnnot (production française des énergies électriques renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 304 de M. François Brottes (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 305 de M. Philippe Tourtelier (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 308 de M. Pierre Cohen (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956)
- Intervient sur le sous-amendement n° 835 de M. Michel Bouvard (fixation du débit minimal imposé aux ouvrages hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 921 de M. Michel Bouvard (contenu d'une future loi sur l'eau ; suppression) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 780 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement de la géothermie) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3963)
- Intervient sur le sous-amendement n° 779 de M. Jean-Yves Le Déaut (rôle de la France dans les instances de coopération scientifique et technologique internationale sur le solaire et participation au projet de centrale solaire Solar III en Espagne) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 739 rectifié de M. Claude Gatignol (simplification des procédures administratives de délivrance et de renouvellement des titres hydroélectriques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 975 de M. Stéphane Demilly (développement de la filière de la biomasse) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 861 de M. Yves Cochet (suppression de la référence aux conditions d'appels d'offres pour les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3964)
- Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnnot (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3965)
- Son sous-amendement n° 1090 (adaptation des règles relatives aux obligations d'achats et appels d'offres) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3969)
- Intervient sur le sous-amendement n° 322 de M. François Brottes (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)
- Intervient sur le sous-amendement n° 323 de M. Philippe Tourtelier (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)
- Intervient sur le sous-amendement n° 564 de M. François Brottes (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)
- Intervient sur le sous-amendement n° 565 de M. Philippe Tourtelier (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3970)
- Intervient sur le sous-amendement n° 943 de Mme Janine Jambu (développement du pôle public minier) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)
- Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. François Brottes (rôle des centrales thermiques en période de pointe) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)
- Intervient sur le sous-amendement n° 896 de M. François-Michel Gonnnot (gros consommateurs de gaz incités à disposer de capacités de stockage d'une énergie alternative) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)
- Intervient sur le sous-amendement n° 901 de M. François-Michel Gonnnot (prise en compte de la cogénération pour le recours au chauffage électrique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)
- Intervient sur le sous-amendement n° 904 de M. François-Michel Gonnnot (soutien public au développement des techniques de séquestration du dioxyde de carbone) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3971)
- Intervient sur le sous-amendement n° 905 de M. François-Michel Gonnnot (diversification du «bouquet» énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)
- Intervient sur le sous-amendement n° 292 de M. François Brottes (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)
- Intervient sur le sous-amendement n° 802 de M. Jean-Yves Le Déaut (production directe de chaleur ; adaptation de la fiscalité) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)
- Intervient sur le sous-amendement n° 895 de M. François-Michel Gonnnot (valorisation énergétique du bois) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)
- Intervient sur le sous-amendement n° 775 de M. Jean-Yves Le Déaut (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)
- Intervient sur le sous-amendement n° 826 de M. Claude Birraux (climatisation solaire, géothermie, utilisation des pompes à chaleur et autres méthodes) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3972)

- Intervient sur le sous-amendement n° 902 de M. François-Michel Gonnot (esters méthyliques d'huiles végétales) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)
- Intervient sur le sous-amendement n° 903 de M. François-Michel Gonnot (accroissement à l'horizon 2010 de la production d'énergie renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)
- Intervient sur le sous-amendement n° 778 de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des techniques de la géothermie basse énergie) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)
- Intervient sur le sous-amendement n° 900 de M. François-Michel Gonnot (substitution d'une énergie renouvelable par une énergie fossile découragée) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3973)
- Intervient sur le sous-amendement n° 777 de M. Jean-Yves Le Déaut (relance des réseaux de chaleur et développement de la recherche) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)
- Intervient sur le sous-amendement n° 906 de M. François-Michel Gonnot (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)
- Intervient sur le sous-amendement n° 776 de M. Jean-Yves Le Déaut (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)
- Intervient sur le sous-amendement n° 827 de M. Claude Birraux (développement des véhicules hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)
- Intervient sur le sous-amendement n° 942 de Mme Janine Jambu (rééquilibrage des transports de marchandises au profit du rail) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3974)
- Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. David Habib (référence à la recherche et à l'utilisation de la pile à combustible) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)
- Intervient sur le sous-amendement n° 899 de M. François-Michel Gonnot (bouquet énergétique) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)
- Intervient sur le sous-amendement n° 924 de M. Alfred Almont (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)
- Intervient sur le sous-amendement n° 925 de M. Camille de Rocca Serra (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3975)
- Intervient sur le sous-amendement n° 865 de M. Yves Cochet (satisfaction de 20 % des besoins énergétiques à l'horizon 2020 par les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3977)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1088 de M. Claude Gatignol (soutien particulier de l'Etat aux véhicules utilisant les technologies hybrides) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3977)
- Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3977)
- Intervient sur le sous-amendement n° 948 de Mme Janine Jambu (parité avec les programmes menés aux Etats-Unis et au Japon) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)
- Intervient sur le sous-amendement n° 908 de M. François-Michel Gonnot (efforts de recherche français insérés dans les programmes de recherche communautaires) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3978)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement (efforts de recherche français accrus au cours des trois ans à venir) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3979)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1053 de M. Claude Gatignol (création d'une agence nationale de l'énergie solaire) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3979)
- Intervient sur le sous-amendement n° 816 de M. Christian Bataille (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)
- Intervient sur le sous-amendement n° 817 de M. Christian Bataille (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)
- Intervient sur le sous-amendement n° 818 de M. Christian Bataille (financement équilibré de la recherche) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)
- Intervient sur le sous-amendement n° 819 de M. Christian Bataille (exploitation de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3980)
- Intervient sur le sous-amendement n° 582 rectifié de M. François Brottes (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)
- Intervient sur le sous-amendement n° 583 rectifié de M. Philippe Tourtelier (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)
- Intervient sur le sous-amendement n° 866 de M. Yves Cochet (répartition des moyens financiers et humains) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)
- Intervient sur le sous-amendement n° 868 de M. Yves Cochet (contenu du programme national de recherche) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)
- Intervient sur le sous-amendement n° 918 de M. Claude Gatignol (recherches sur l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1051 de M. Claude Gatignol (création d'une Agence nationale de l'hydrogène) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1052 de M. Yves Cochet (création d'une délégation interministérielle) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1089 de M. Claude Gatignol (soutien particulier aux véhicules hybrides) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)
- Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (transport efficace de l'énergie et capacités de stockage) (p. 3983)
- Intervient sur le sous-amendement n° 820 de M. Christian Bataille (suppression d'une référence aux pays européens) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3983)
- Intervient sur le sous-amendement n° 952 de Mme Janine Jambu (contrats de gaz à long terme développés afin d'atteindre 90% de la consommation française) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)
- Intervient sur le sous-amendement n° 951 de Mme Janine Jambu (programmes d'approvisionnement) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)
- Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. François Brottes (rôle déterminant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3984)
- Intervient sur le sous-amendement n° 848 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 910 de M. François-Michel Gonnot (réseaux dimensionnés afin d'atteindre à tout instant l'utilisateur final) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Christian Bataille (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Pierre Cohen (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 172 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 803 de M. Jean-Yves Le Déaut (arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3985)
- Intervient sur le sous-amendement n° 950 de Mme Janine Jambu (stockages souterrains qualifiés d'outils de service public) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)
- Intervient sur le sous-amendement n° 850 de M. Jean Dionis du Séjour (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)
- Intervient sur le sous-amendement n° 909 de M. François-Michel Gonnot (limitation du nombre de stockages souterrains) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)
- Intervient sur le sous-amendement n° 949 de M. Daniel Paul (stock de produits pétroliers porté à 200 jours de consommation intérieure) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 3986)
- Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) (p. 3986)
- Intervient sur le sous-amendement n° 851 de M. Jean Dionis du Séjour (rôle des collectivités territoriales) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)
- Intervient sur le sous-amendement n° 911 de M. François-Michel Gonnot (simplification des procédures de classement pour les réseaux de chaleur utilisant majoritairement des énergies renouvelables) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)
- Intervient sur le sous-amendement n° 976 de M. Jean Dionis du Séjour (rôle de la France pour la définition d'une politique énergétique européenne) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)
- Intervient sur le sous-amendement n° 758 de M. François-Michel Gonnot (problématique de l'étalement urbain) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)
- Intervient sur le sous-amendement n° 821 de M. Christian Bataille (coopération internationale) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3987)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1080 de M. Yves Cochet (transpositions de directives européennes) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Christian Bataille (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. François Dosé (définition de la politique énergétique française avec ses quatre missions d'intérêt général) (p. 3988)

Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma directeur national énergétique à valeur prospective) (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 922 de M. Michel Bouvard (entreprises hydroélectriques ; travaux ; cas d'autorisation sans enquête préalable) (p. 3989)

Son sous-amendement n° 1083 (rédactionnel) à l'amendement n° 922 de M. Michel Bouvard : adopté (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. David Habib (objectif de cohésion économique et social) (p. 3989)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Dosé (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. François Brottes (bilan d'étape présenté chaque année au Parlement) (p. 3990)

Intervient sur l'amendement n° 963 de M. François Brottes (rapport au Parlement, avant le 1er juillet 2004, sur la possibilité de constituer un pôle public de l'énergie associant EDF et GDF) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Christian Bataille (Comité interministériel à la recherche sur l'énergie ; plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Christian Bataille (création, auprès du Premier ministre, d'une délégation interministérielle à la recherche sur l'énergie) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Christian Bataille (établissement d'un plan national de recherche sur l'énergie par la délégation interministérielle) (p. 3991)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Christian Bataille (création d'un plan national de recherche sur l'énergie) (p. 3991)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1065 précédemment réservé (intitulé du titre 1er A : "Stratégie énergétique nationale et suppression de l'annexe") : adopté (p. 3992)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 4177 et s.)

Article 3 (définition des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4180 et s.)

Article 4 (Registre national des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 4183)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Christian Bataille (label «Energie efficace») (p. 4183)

Intervient sur l'amendement n° 158 rectifié de M. Christian Bataille (label «Energie efficace») (p. 4183)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédaction d'un intitulé) (p. 4184)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 4184 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (création d'un chapitre nouveau) (p. 4186)

Intervient sur le sous-amendement n° 742 rectifié de M. Claude Gatignol (rédactionnel) à l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (p. 4187)

Répond aux interventions de M. François Brottes : (p. 4187)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (étude de faisabilité technique et économique annexée à la demande de permis de construire) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Jean Dionis du Séjour (accords collectifs de location) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Christian Bataille (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de M. Claude Birraux (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 783 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (rénovation et construction des bâtiments publics et du logement social : mise en œuvre des énergies renouvelables) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 744 rectifié de M. Claude Birraux (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 782 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion et diffusion des énergies renouvelables avec le plan Face-Sud) (p. 4190)

Intervient sur l'amendement n° 957 rectifié de Mme Janine Jambu (mise en place et composition d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 4191)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Christian Bataille (insertion d'une division intitulée : «Energies de fusion et de fission nucléaire») (p. 4191)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Jacques Myard (insertion d'une division intitulée : «Développement de l'énergie électrique d'origine nucléaire») (p. 4191)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (insertion d'une division intitulée : «Objectifs et principes généraux») (p. 4191)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (énumération des sources d'énergie renouvelables et définition de la biomasse) (p. 4192)

Intervient sur le sous-amendement n° 700 de M. François-Michel Gonnot (référence au bois) à l'amendement n° 28 rectifié de la commission (p. 4192)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (création d'un Conseil supérieur des énergies renouvelables) (p. 4192)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Michel Bouvard (rôle des SOFERGIE élargi aux énergies renouvelables) (p. 4198)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (conduits de fumée dans les nouveaux immeubles d'habitation) (p. 4198)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (intitulé nouveau du chapitre) (p. 4198)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son intervention (p. 4198 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Jean Dionis du Séjour (taux réduit appliqué aux consommateurs finals) (p. 4199)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (suppression du chapitre III) (p. 4199)

Article 11 (simplification des procédures administratives d'autorisation ou de concession pour l'utilisation de l'énergie hydraulique)

Son intervention (p. 4205 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Christian Bataille (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. François Brottes (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 394 rectifié de M. Christian Bataille (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 395 rectifié de M. François Brottes (évaluation tous les cinq ans) (p. 4206)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Christian Bataille (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. François Brottes (plans régionaux d'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Christian Bataille (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Brottes (recours minimal aux énergies renouvelables) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. François Dosé (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Christian Bataille (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. François Brottes (bilan énergétique de toute délibération ayant un impact sur la consommation d'énergie de la commune) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. François Brottes (modification du code général des collectivités territoriales : reconnaissance de l'ensemble des énergies) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Christian Bataille (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. François Brottes (rapport annuel retraçant la consommation d'énergie dans les communes de plus de 3500 habitants) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Dosé (Conseil général ; délibérations ; bilan d'impact énergétique) (p. 4209)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. François Dosé (de conséquence) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1019 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences de droit ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. François Dosé (communautés d'agglomération définies autour de nouvelles compétences) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. François Dosé (communautés d'agglomération ; compétences obligatoires ; énergie) (p. 4210)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. François Dosé (documents d'urbanisme ; conditions d'utilisation équilibrées de l'énergie) (p. 4211)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Bataille (constructions hydroélectriques nouvelles ; classement des cours d'eau) (p. 4211)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 705 de M. François-Michel Gonnot (énergie éolienne ; obligation d'achat ; fixation d'un plafond dérogatoire de puissance) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (programmation pluriannuelle des investissements de productions d'énergies utilisées à des fins de production de chaleur) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. François-Michel Gonnot (gestionnaires des réseaux publics de transports et de distribution ; publications obligatoires) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 672 de M. Claude Gatignol (eaux de surface traitées par les SAGE et les SDAGE) (p. 4215)

Intervient sur l'amendement n° 735 de M. Christian Bataille (augmentation de la puissance actuelle des petites centrales hydrauliques) (p. 4215)

Intervient sur l'amendement n° 745 rectifié de M. Claude Birraux (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 766 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (promotion des biocarburants) (p. 4216)

Intervient sur l'amendement n° 746 de M. Claude Birraux (Plan solaire) (p. 4218)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (création d'un chapitre IV : "Les énergies renouvelables thermiques") (p. 4219)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Yves Cochet (création d'un chapitre relatif à la biomasse) (p. 4220)

Article 12 (prévention des déséquilibres entre l'offre et la demande d'électricité)

Son intervention (p. 4220)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 960 de Mme Janine Jambu (prérogatives du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié de M. Christian Bataille (statut du gestionnaire du réseau public) (p. 4221)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Christian Bataille (nouvel examen de la loi dans un délai maximum de six ans) (p. 4223)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Son intervention (p. 4223 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (insertion d'un titre IV : "Dispositions diverses") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 74 rectifié de M. Jacques Péliard (insertion d'un titre IV : "Utilisation rationnelle de la chaleur et énergies renouvelables thermiques") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Yves Cochet (insertion d'un titre IV : "Panier énergétique pour la chaleur") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (insertion d'un chapitre Ier : "Mesures fiscales de soutien") (p. 4224)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. François Brottes (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4225)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (crédit d'impôt afin de promouvoir les énergies renouvelables et maîtriser la demande d'énergie) (p. 4226)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (TVA réduite applicable aux abonnements aux réseaux de chaleur approvisionnés en énergies renouvelables) (p. 4226)

Intervient sur le sous-amendement n° 796 de M. Claude Gatignol (de précision) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 4226)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. François Brottes (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean Gaubert (application du taux réduit de TVA aux livraisons de chaleur distribuées en réseau ; transcription de la directive européenne) (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (taux de la taxe sur la publicité télévisée des entreprises du secteur de l'énergie ; campagnes de communication pour la promotion des énergies renouvelables) (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 797 de M. Claude Gatignol (majoration limitée à 50 %) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 798 de M. Claude Gatignol (campagnes de promotion ; extension aux économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur le sous-amendement n° 799 de M. Claude Gatignol (campagnes de promotion visant également les économies d'énergies) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 4227)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (assujettissement de l'utilisation du charbon dans le secteur tertiaire à la taxe intérieure sur la consommation) (p. 4228)

Son amendement n° 926 (de coordination) : adopté (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 668 rectifié de M. Jean Proriot (de précision) (p. 4228)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean Gaubert (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Jean Proriot (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Serge Poignant (réforme du dispositif de compensation des charges du service public de l'électricité) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. François-Michel Gonnot (répartition de la charge de la compensation) (p. 4232)

Intervient sur le sous-amendement n° 1063 de M. Jean Gaubert (compétence des collectivités territoriales) à l'amendement n° 55 rectifié de la commission (garantie du maintien de l'alimentation des consommateurs finals) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. François Brottes (champ d'intervention de la CRE étendu aux énergies renouvelables) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Mansour Kamardine (fixation des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (inopposabilité aux nouveaux fournisseurs de clauses du contrat conclu précédemment par le client éligible) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 919 de M. Mansour Kamardine (de coordination) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 355 deuxième rectification de M. Jean Gaubert (référence aux groupements d'achat) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 669 rectifié de M. Jean Proriot (référence aux groupements d'achat) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (identification des contrats de long terme de fourniture de gaz) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (information des DRIRE par les gestionnaires de réseaux de distribution et mise à jour de leur cartographie) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (modernisation des règles applicables au développement des réseaux de distribution de gaz naturel) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (fourniture des données relatives à l'électricité étendue à toutes les énergies) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (obligation de transparence imposée aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz) (p. 4234)

Intervient sur le sous-amendement n° 981 de M. Jean Gaubert (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (sanctions des atteintes volontaires au bon fonctionnement des ouvrages de distribution de gaz naturel) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (mesures transitoires) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (publication d'une stratégie pluriannuelle de recherche) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission ("jaune budgétaire" consacré à la politique énergétique) (p. 4235)

Intervient sur le sous-amendement n° 979 de M. Jean Dionis du Séjour (rapport suivi d'un débat d'orientation devant chacune des deux assemblées) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4236)

Intervient sur le sous-amendement n° 980 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (présentation d'objectifs dans le rapport annuel) à l'amendement n° 67 de la commission (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 225 rectifié de M. François Dosé (rapport au Parlement relatif au développement de la pile à combustible comme énergie pour les véhicules terrestres à moteur) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Claude Gatignol (rapport au Parlement de l'Agence nationale de l'hydrogène sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Claude Gatignol (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Claude Gatignol (rapport annuel de l'Institut français du pétrole au Parlement sur les recherches sur l'hydrogène comme carburant) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. David Habib (affectation obligatoire de l'énergie fossile extraite du sous-sol national à des activités permettant sa valorisation) (p. 4237)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4283)

Son intervention (p. 4283)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5010)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 5010)
- Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5010)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5010)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5010)
- Recherche (p. 5010)
- Secteur public : continuité du service public (p. 5011)
- Union européenne : commission : politique énergétique (p. 5011)
- Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5011)

Bérengrère POLETTI

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption

volontaire de grossesse et à la contraception (n° 1728) [28 juillet 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1728) de Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application de la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [22 septembre 2004] (n° 1799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. exercice de la profession, zones rurales [14 octobre 2003] (p. 8507)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [16 juin 2004] (p. 4992)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 571, posée le 20 janvier 2004. Sang et organes humains. Sang (J.O. Questions p. 388). Appelée le 20 janvier 2004. Collecte, effectifs de personnel, Ardennes (p. 541)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 53

Son amendement n° 634 (carrières de craie : déclaration) (p. 1121) : rejeté (p. 1122)

Article 59 (*indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier*)

Son amendement n° 637 (p. 1234)

Son amendement n° 636 (p. 1235)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (p. 4580)

Axel PONIATOWSKI

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1572 tendant à valoriser le travail dans la part du "reste à vivre" en cas de surendettement [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1692 visant à exclure la résidence principale des droits de succession [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [6 janvier 2004] (p. 41)

Politique extérieure. Iraq. Formation des forces de sécurité iraqiennes, attitude de la France [30 juin 2004] (p. 5742)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 519, posée le 15 décembre 2003. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 9505). Appelée le 16 décembre 2003. Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000, aménagement, perspectives (p. 12405)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1439)

Thèmes :

Cultes : islam : intégration (p. 1439)

Cultes : voile islamique (p. 1439)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1439)

Josette PONS

Var (6^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 848, posée le 22 juin 2004. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 22 juin 2004. Turdides, réglementation (p. 5221)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 673 (p. 1162)

Daniel POULOU

Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1308 visant à maintenir, dans les entreprises de moins de 20 salariés, des modalités spécifiques de décompte des heures supplémentaires [17 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [16 juin 2004] (p. 4995)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 473, posée le 13 octobre 2003. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 7720). Appelée le 14 octobre 2003. réglementation (p. 8483)

n° 544, posée le 6 janvier 2004. Baux. Baux commerciaux (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Réglementation, réforme (p. 18)

n° 725, posée le 4 mai 2004. Handicapés. Autistes (J.O. Questions p. 3208). Appelée le 4 mai 2004. Structures d'accueil, création, Cambo-les-Bains (p. 3272)

Bernard POUSSET

Indre (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Devient député le 1^{er} mai 2004 [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 4 mai 2004] (p. 7961)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 849, posée le 22 juin 2004. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires (J.O. Questions p. 4542). Appelée le 22 juin 2004. Zones rurales, perspectives (p. 5218)

Jean-Luc PRÉEL

Vendée (1^{ère} circonscription)

Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12571)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 29 juillet 2004] (p. 13534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Aménagement [18 novembre 2003] (p. 10759)
 Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [10 décembre 2003] (p. 12047)
 Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, fonctionnement [2 mars 2004] (p. 2267)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Annuités liquidables. Réforme, conséquences [9 juin 2004] (p. 4655)

DÉBATS**Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8063)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8083)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8088)
 Son intervention (p. 8094)

Thèmes :

Associations : santé publique (p. 8096)
 Santé : cancer (p. 8097)
 Santé : maladies (p. 8094)
 Santé : politique de la santé (p. 8083, 8088, 8094)
 Santé : prévention (p. 8084, 8095)

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)**Article 1er (politique de santé publique nationale)**

Son intervention (p. 8117 et s.)
 Son amendement n° 471 (p. 8122)
 Son amendement n° 423 (p. 8125)
 Son amendement n° 496 (p. 8129)
 Ses amendements n°s 424 et 497 (p. 8131)
 Ses amendements n°s 425 et 498 (p. 8132)
 Son amendement n° 499 (p. 8135)
 Son amendement n° 428 corrigé (p. 8137)
 Son amendement n° 500 (p. 8138)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 8177 et s.)
 Son amendement n° 501 (p. 8177)
 Son amendement n° 502 (p. 8178)
 Son amendement n° 503 (p. 8179)
 Son amendement n° 476 (p. 8182)
 Son amendement n° 504 (p. 8184)
 Son amendement n° 477 (p. 8189)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 8190)
 Son amendement n° 506 (p. 8192)
 Ses amendements n°s 480 et 435 (p. 8193)

Article 5 (Groupement régional de santé publique (GRSP))

Son intervention (p. 8198 et s.)

Avant l'article 6

Son amendement n° 437 (utilisation par le GRSP des données d'un rapport d'analyse des problèmes de santé au niveau régional) (p. 8212) : rejeté (p. 8213)

Après l'article 6

Son amendement n° 438 (lutte contre les grossesses multiples) (p. 8214) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8215)
 Son amendement n° 439 (lutte contre la prématurité) (p. 8215) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8216)
 Son amendement n° 440 (vaccination contre le pneumocoque 23) : rejeté (p. 8216)

Article 7 (politique vaccinale)

Son amendement n° 441 (p. 8217)

Avant l'article 10

Son amendement n° 453 rectifié (rôle des entreprises concernées en matière d'alerte sanitaire) : rejeté (p. 8227)

Article 13 (systèmes d'information en santé)

Son amendement n° 442 (p. 8240)

Après l'article 13

Son amendement n° 443 (transmission des données aux observatoires régionaux de la santé et centralisation nationale) : rejeté (p. 8247)

Son amendement n° 444 (mise en place au sein de chaque observatoire régional de la santé d'une cellule d'intervention en épidémiologie et centralisation nationale) : rejeté (p. 8247)

Article 15 (lutte contre le cancer)

Son intervention (p. 8266)

Article 18 (modification de la législation relative aux médicaments)

Son amendement n° 451 (p. 8291)

Article 36 (obligations du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son amendement n° 455 (p. 8328)

Article 40 (création d'un établissement public d'Etat d'enseignement et de recherche en santé publique)

Son intervention (p. 8335)

Son sous-amendement n° 572 à l'amendement n° 118 rectifié de la commission (p. 8338)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8381 et s.)

Article 51 (formation médicale continue)

Son intervention (p. 8413 et s.)

Son amendement n° 467 (p. 8419)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 559 deuxième rectification du Gouvernement (création et organisation de l'ordre national des kinésithérapeutes) (p. 8427)

Son amendement n° 468 (instauration de la formation continue des professions de santé) (p. 8430) : rejeté (p. 8431)

Article 14 précédemment réservé (approbation du rapport annexé relatif aux objectifs de santé publique 2004-2008)

Son intervention (p. 8435 et s.)

Rapport annexé à l'article 14 précédemment réservé

Son amendement n° 445 (suppression de l'objectif de réduction de 20 % du nombre d'accidents routiers liés au travail) (p. 8457)

Son amendement n° 446 (modification des normes d'exposition au bruit) (p. 8457)

Son intervention (p. 8458)

Son amendement n° 514 (vaccination contre le pneumocoque 23) (p. 8458)

Son amendement n° 515 (lutte contre la prématurité) (p. 8458)

Son amendement n° 516 (lutte contre les grossesses multiples) (p. 8458)

Son amendement n° 447 (intégration du test HPV dans la prévention du cancer du col de l'utérus) (p. 8458)

Ses explications de vote (p. 8509)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2700)

Son intervention (p. 2705)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 2707)
 Régions : santé publique (p. 2700 et 2706)
 Santé : médecine préventive (p. 2706)
 Santé : politique de la santé (p. 2700 et 2705)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 2706)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)**Article 1er (politique de santé publique nationale)**

Son intervention (p. 2730 et s.)

Son amendement n° 118 (p. 2734)

Son amendement n° 117 (p. 2738)

Ses amendements n°s 159 et 160 (p. 2739)

Ses amendements n°s 120, 121, 122 et 123 (p. 2740)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son intervention (p. 2742 et s.)

Ses amendements n^{os} 124 et 125 (p. 2744)

Ses amendements n^{os} 158, 126, 127 et 128 rectifié et 161 (p. 2747)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son intervention (p. 2749 et s.)

Son amendement n^o 131 (p. 2749)

Son amendement n^o 132 (p. 2750)

Son amendement n^o 130 (p. 2751)

Après l'article 4

Son amendement n^o 206 (corps des praticiens hospitaliers et de santé publique et accès aux fonctions de médecins et pharmaciens inspecteurs de la santé publique) : rejeté (p. 2754)

Article 5 (groupement régional de santé publique)

Son amendement n^o 163 (p. 2756)

Ses amendements n^{os} 134 et 135 (p. 2757)

Après l'article 6

Son amendement n^o 136 (vaccination contre le pneumocoque 23) : retiré (p. 2765)

Son amendement n^o 137 (lutte contre la prématurité) (p. 2765) : rejeté (p. 2766)

Après l'article 7

Son amendement n^o 162 (vaccination contre le pneumocoque 23) : retiré (p. 2766)

Après l'article 13

Son amendement n^o 139 (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) : rejeté (p. 2769)

Son amendement n^o 140 (observatoires régionaux de la santé (ORS) : fonctionnement et transmission des données) : rejeté (p. 2769)

Après l'article 14 B

Son amendement n^o 141 (développement de la nutrition orale et entérale) : rejeté (p. 2780)

Article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2784)

Rapport annexé à l'article 14 (rapport d'objectifs)

Son intervention (p. 2787 et s.)

Son amendement n^o 149 (p. 2787)

Son amendement n^o 207 (p. 2788)

Article 18 quater (usage du titre de psychothérapeute)

Son intervention (p. 2806 et s.)

Ses sous-amendements n^{os} 377, 374 et 375 à l'amendement n^o 344 de la commission (p. 2812)

Après l'article 18 quater

Intervient sur l'amendement n^o 144 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la création d'un institut national de lutte contre l'alcoolisme) (p. 2813)

Article 20 (renforcement de la surveillance épidémiologique dans le milieu du travail)

Son intervention (p. 2817)

Son amendement n^o 116 (p. 2817)

Article 21 (protection des captages d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines)

Son intervention (p. 2822)

Son amendement n^o 150 (p. 2822)

Article 21 bis (dérogations au statut du fermage dans les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau)

Son intervention (p. 2823)

Ses amendements n^{os} 151, 152 et 153 (p. 2823)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n^o 145 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la formation des opérateurs chargés du contrôle des risques liés au plomb) (p. 2825)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n^o 205 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la pertinence d'inscription au carnet de santé de l'intoxication au plomb) (p. 2825)

Article 36 (obligation du propriétaire en matière de financement des travaux et d'hébergement provisoire des occupants)

Son intervention (p. 2826)

Son amendement n^o 146 (p. 2826)

Article 37 (constat de risque d'exposition au plomb)

Son intervention (p. 2826)

Son amendement n^o 147 (p. 2826)

Article 51 (formation médicale continue (FMC))

Son intervention (p. 3136)

Après l'article 51

Son amendement n^o 148 (formation continue des professionnels de la santé) : retiré (p. 3137)

Article 55 (Ordre des masseurs-kinésithérapeutes)

Son intervention (p. 3143 et s.)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n^o 262 de M. Pierre Morange (ordre des pédicures-podologues : institution et fonctionnement) (p. 3145)

Son amendement n^o 265 (institution de l'ordre des pédicures-podologues) : retiré (p. 3145)

Son amendement n^o 264 (institution de l'ordre des infirmiers) : retiré (p. 3145)

Explications de vote et vote [27 avril 2004] (p. 3163)

Ses explications de vote (p. 3164)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3164)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7390)**

Son intervention (p. 7395)

Thèmes :

Santé : obésité (p. 7395)

Santé : politique de la santé (p. 7395)

Santé : prévention (p. 7395)

Projet de loi n^o 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9570)

Son intervention (p. 9592)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 9662)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9571, 9593)

Santé : politique de la santé (p. 9594)

Sécurité sociale : déficit (p. 9570, 9593)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9570, 9592)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9570, 9592, 9662)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)**Article 1er (approbation du rapport annexé)**

Son intervention (p. 9673)

Son amendement n^o 249 (p. 9679)

Son amendement n^o 251 (p. 9682)

Son amendement n^o 250 (p. 9683)

Son amendement n^o 252 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9683)

Article 2 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale de la seconde moitié de la dette 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9693 et s.)

Article 3 (suppression du FOREC)

Son intervention (p. 9696)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 9701)

Article 5 (optimisation des recours contre tiers exercés par les caisses de sécurité sociale)

Son intervention (p. 9720)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Charles de Courson (restitution de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social de 2 % pour les titulaires de pensions de réversion à faible revenu) (p. 9722)

Article 9 (modification du barème de la contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 9726 et s.)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 9738 et s.)

Article 11 (individualisation de la contribution sur les ventes en gros de médicaments)

Son intervention (p. 9742)

Son amendement n° 308 (p. 9742)

Article 12 (fixation du taux applicable en 2004 à la clause de sauvegarde sur la progression du chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques non conventionnés)

Son intervention (p. 9744)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de la psychomotricité) (p. 9748)

Son amendement n° 261 (rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge de l'agénésie dentaire) (p. 9748) : rejeté (p. 9749)

Article 15 (simplification de la procédure d'inscription d'un médicament dans un groupe générique)

Son amendement n° 262 (p. 9755)

Article 18 (extension de l'obligation de tiers payant à tous les établissements de santé)

Son intervention (p. 9767)

Article 19 (régime tarifaire spécifique des activités de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie exercées par des établissements de santé privés)

Son intervention (p. 9770)

Ses amendements n°s 263 et 264 (p. 9777)

Article 20 (mise en œuvre de la tarification à l'activité des établissements de santé)

Son intervention (p. 9783)

Ses amendements n°s 265, 267 et 274 (p. 9783)

Son amendement n° 266 (p. 9784)

Ses amendements n°s 268 et 269 (p. 9785)

Ses amendements n°s 270 et 276 (p. 9786)

Son amendement n° 277 (p. 9788)

Son amendement n° 271 (p. 9789)

Ses amendements n°s 273 et 272 (p. 9790)

Article 28 (dispositions transitoires relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 9802 et s.)

Son amendement n° 280 (p. 9802)

Article 30 (harmonisation des modalités de rémunération des médecins exerçant au sein de groupements de coopération sanitaire)

Son amendement n° 234 (p. 9807)

Article 31 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée)

Son intervention (p. 9816)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 321 rectifié de M. Rudy Salles (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) (p. 9821)

Article 32 (caractère non remboursable des actes et prestations de soins effectués en dehors de toute justification médicale)

Son amendement n° 281 (p. 9825)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication au patient du coût des dépenses prises en charge par la carte Vitale) (p. 9828)

Article 53 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2004)

Son intervention (p. 9838)

Article 51 précédemment réservé (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfants)

Son amendement n° 248 (p. 9849) : SCRUTIN PUBLIC (p. 9851)

Article 35 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique)

Son intervention (p. 9867 et s.)

Son amendement n° 237 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9867)

Son amendement n° 238 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9868)

Ses amendements n°s 239 et 240 (p. 9869)

Son amendement n° 241 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9870)

Son amendement n° 242 : SCRUTIN PUBLIC (p. 9870)

Ses amendements n°s 243 et 244 (p. 9871)

Article 36 précédemment réservé (conventions entre les Unions régionales des caisses d'assurance maladie et des groupements de médecins libéraux)

Son amendement n° 245 (p. 9871)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 14 précédemment réservé de M. Yves Bur (possibilité pour un infirmier d'avoir un salarié) (p. 9874)

Article 37 précédemment réservé (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique)

Son amendement n° 246 (p. 9877)

Article 43 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie révisé pour 2003)

Son intervention (p. 9883)

Article 44 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses maladie pour 2004)

Son intervention (p. 9884)

Article 59 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2004)

Son intervention (p. 9892)

Explications de vote et vote [4 novembre 2003] (p. 9948)

Ses explications de vote (p. 9951)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ****Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)**

Son intervention (p. 10378)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10380)

Famille : politique familiale (p. 10380)

Santé : cancer (p. 10379)

Santé : politique de la santé (p. 10378)

Santé : sécurité sanitaire (p. 10378)

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 10379)

Procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10402)

Santé : sécurité sanitaire : Nord-Pas-de-Calais (p. 10403)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)

Après l'article 81

Son amendement n° 179 (rapport sur la formation des infirmières en milieu hospitalier) (p. 10413) : retiré (p. 10414)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son amendement n° 234 (p. 11034)

Son amendement n° 235 (p. 11045)

Son amendement n° 236 (p. 11046)

Après l'article 40

Son amendement n° 233 (possibilité, à titre expérimental, pour les départements de déroger aux règles nationales de calcul du RMI) : rejeté (p. 11059)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 943 et s.)

Son amendement n° 1044 (p. 949)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son amendement n° 1363 (p. 2315)

Son amendement n° 1364 (p. 2316)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Avant la discussion des articles [4 mars 2004] (p. 2421)

Son intervention (p. 2431)

Thèmes :

Emploi : organismes (p. 2432)

Entreprises : recrutement (p. 2432)

Entreprises : formalités administratives (p. 2432)

Politique économique : conjoncture (p. 2433)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 2432)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2433)

Travail : précarité (p. 2431)

Vote contre le passage à la discussion du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2433)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Ses amendements n° 80 et 81 (p. 4799)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Ses amendements n° 84 et 83 (p. 4807)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5728)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5758)

Son intervention (p. 5764)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5728, 5758, 5764)

Assurance maladie maternité : généralités : dirigeants (p. 5765)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5764 et s.)

Professions de santé : médecins (p. 5766)

Santé : accès aux soins (p. 5728, 5758)

Santé : données médicales (p. 5766)

Sécurité sociale : caisses (p. 5765)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5766)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 5767)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5888 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6001 et s.)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6102)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6107 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6161)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6185)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6199 et s.)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6233 et s.)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6258)

Article 9 [séance du 8 juillet 2004] (information des assurés)

Son intervention (p. 6279)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6289 et s.)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6339)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6591 et s.)

Article 22 [séance du 12 juillet 2004] (Comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6594 et s.)

Article 23 [séance du 12 juillet 2004] (fixation par l'UNCAM des taux de remboursement des médicaments et prestations)

Son intervention (p. 6605 et s.)

Article 24 [séance du 12 juillet 2004] (modalités d'inscription à la nomenclature des actes et prescriptions)

Son intervention (p. 6613 et s.)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6624 et s.)

Article 26 [séance du 12 juillet 2004] (comité de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 6643)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6657 et s.)

Après l'article 27 [séance du 13 juillet 2004]

Son intervention (p. 6669 et s.)

Explications de vote et vote [20 juillet 2004] (p. 6957)

Ses explications de vote (p. 6964)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juillet 2004] (p. 7371)

Son intervention (p. 7384)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7384)

Santé : données médicales (p. 7384)

Santé : politique de la santé (p. 7384)

Sécurité sociale : caisses (p. 7384, 7385)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 7384)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7385)

Daniel PRÉVOST

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16722)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement privé. Maisons familiales rurales. Aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11973)

Formation professionnelle. Contrat de professionnalisation. Réglementation [23 juin 2004] (p. 5322)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 619)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 619)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 620)

Enseignement : parents d'élèves (p. 620)

Enseignement : pédagogie (p. 619)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 620)

Christophe PRIOU

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IV : Ecologie et développement durable (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires. Marins pêcheurs, exercice de la profession, perspectives [7 janvier 2004] (p. 100)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 520, posée le 15 décembre 2003. Aquaculture et pêche professionnelle. Coques (J.O. Questions p. 9506). Appelée le 16 décembre 2003. Commercialisation, réglementation (p. 12411)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9419)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9420)

Eau : agences (p. 9419)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9419)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9420)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9420)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 9420)

Environnement : Natura 2000 (p. 9421)

Environnement : paysages : protection (p. 9420)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 9420)

Mer et littoral : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 9419)

Organisations internationales : FIPOL (p. 9420)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 51 (extension des compétences du Conservatoire du littoral aux zones humides des départements littoraux)

Son amendement n° 502 rectifié (p. 1112)

Ses sous-amendements n°s 1463 et 1471 à l'amendement n° 265 de la commission (p. 1113)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3508)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3508)
Organisations internationales : FIPOL (p. 3509)
Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 3508)
Union européenne : Conseil : politique de la mer (p. 3509)

Jean PRORIOLO

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Rapporteur du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (n° 1384) [28 avril 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Secteur public. Gestion. entreprises publiques [1^{er} octobre 2003] (p. 8006)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 572, posée le 20 janvier 2004. Impôts locaux. Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères (J.O. Questions p. 388). Appelée le 20 janvier 2004. Assiette (p. 549)

n° 870, posée le 29 juin 2004. Agriculture. Jeunes agriculteurs (J.O. Questions p. 4807). Appelée le 29 juin 2004. Installation, aides de l'Etat (p. 5649)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole (p. 9199)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10641)
Entreprises : transmission (p. 10641)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération (p. 10347)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10347)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er précédemment réservé (organisation du service universel)

Son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 126 de M. Patrick Ollier (p. 11927)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 37 bis

Son amendement n° 42 deuxième correction (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) : adopté après modification (p. 225)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3211)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3212)

Communes : Clermont-Ferrand : aéroports (p. 3212)

Transports aériens : Air France : KLM (p. 3211)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3211)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son sous-amendement n° 660 deuxième rectification à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4184)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 661 (p. 4198)

Article 13 (garantie de la qualité de la fourniture de l'énergie électrique)

Ses amendements n°s 663, 662 et 664 (p. 4223)

Ses amendements n°s 665 et 666 (p. 4224)

Après l'article 13

Son amendement n° 668 rectifié (de précision) (p. 4228) : adopté après deuxième rectification (p. 4229)

Son amendement n° 667 (constitution de groupements d'achat entre des clients éligibles) (p. 4229) : rejeté (p. 4230)

Son amendement n° 669 rectifié (référence aux groupements d'achat) : retiré (p. 4233)

Son sous-amendement n° 784 (maîtrise d'ouvrage exercée par les autorités concédantes de la distribution publique de gaz pour certains travaux d'extension du réseau) à l'amendement n° 63 de la commission (obligation de transparence imposée aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz) (p. 4234) : adopté (p. 4235)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 1er (contrats de service public et principe de péréquation nationale)

Son intervention (p. 5296)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Cesse d'appartenir à la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) [J.O. du 8 novembre 2003] (p. 19136)

Membre du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 décembre 2003] (p. 21057)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'octroi de mer (n° 1518) [29 avril 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VII : Outre-mer (Département et régions d'outre-mer) (n° 1115) [9 octobre 2003]

Proposition de résolution n° 1240 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions, notamment pénales, en cas d'infractions de pollution (COM (2003) 92 final/document E 2244) et sur la proposition de décision-cadre du Conseil visant le renforcement du cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires (COM (2003) 227 final/document E 2291) [19 novembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la fixation des quotas de pêche par l'Union européenne pour l'année 2004 [8 janvier 2004] (n° 1337)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1240) de M. Guy Lengagne et M. Didier Quentin sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions, notamment pénales, en cas d'infractions de pollution (COM (2003) 92 final/document E 2244) et sur la proposition de décision-cadre du Conseil visant le renforcement du cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires (COM (2003) 227 final/document E 2291) [25 février 2004] (n° 1458)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1518) relatif à l'octroi de mer [19 mai 2004] (n° 1612)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [28 octobre 2003] (p. 9554)

Outre-mer. Institutions. Référendum, résultats [9 décembre 2003] (p. 11974)

Etrangers. Immigration clandestine. Bilan [10 février 2004] (p. 1565)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 521, posée le 15 décembre 2003. Aquaculture et pêche professionnelle. Conchyliculture (J.O. Questions p. 9506). Appelée le 16 décembre 2003. Aides de l'Etat (p. 12412)

n° 626, posée le 3 février 2004. Chasse et pêche. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 743)

n° 649, posée le 24 février 2004. Baux. Baux commerciaux (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Réglementation, réforme (p. 1809)

n° 827, posée le 8 juin 2004. Personnes âgées. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 4142)

n° 850, posée le 22 juin 2004. Personnes âgées. Soins et maintien à domicile (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 22 juin 2004. Perspectives (p. 5212)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10134)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10134)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10134)

Anciens combattants et victimes de guerre : décoloration (p. 10134)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10134)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10134)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10134)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10134)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9432)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 9432)

Environnement : patrimoine biologique : protection (p. 9432 et s.)

Environnement : politique de l'environnement : pédagogie (p. 9432)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 9432 et s.)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9225)

Thèmes avant la procédure des questions :

Constitution : révision : collectivités d'outre-mer (p. 9225)

Etrangers : immigration clandestine (p. 9226)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9225)

Ordre public : sécurité : outre-mer (p. 9226)

Union européenne : fonds structurels : DOM (p. 9226)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4097)

Thèmes :

Environnement : droit à l'environnement : charte de l'environnement (p. 4097)

Environnement : principe de précaution (p. 4098)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4487)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : octroi de mer (p. 4488)

Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4487)
 Entreprises : exonération (p. 4488)
 Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4488)
 Politique économique : entreprises (p. 4487)
 Union européenne : règlements : octroi de mer (p. 4487)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 68 (rédactionnel) : adopté (p. 4509)

Article 5 (exonération des petites entreprises)

Son intervention (p. 4509)

Article 6 (possibilité d'exonérer certaines importations de marchandises)

Son intervention (p. 4510)

Article 7 (possibilité d'exonérer certaines entreprises)

Son intervention (p. 4510)

Article 8 (franchises de taxe)

Son intervention (p. 4511)

Article 10 (fait générateur et exigibilité de l'octroi de mer sur les importations)

Son intervention (p. 4511)

Article 13 (déclarations trimestrielles)

Son intervention (p. 4511)

Article 24 (modalités de récupération de l'octroi de mer déductible)

Son intervention (p. 4512)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4512)

Article 27 (liberté de fixation des taux et égalité de taxation)

Son intervention (p. 4512)

Article 28 (différentiels de taux)

Son intervention (p. 4512)

Article 29 (majoration des différentiels de taux)

Son intervention (p. 4513)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 29 de Mme Huguette Bello (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Alfred Marie-Jeanne (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Victorin Lurel (taux provisoire dans l'attente de l'actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Victorin Lurel (actualisation des listes de produits) (p. 4514)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son intervention (p. 4514 et s.)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 4515)

Article 34 (facturation)

Son intervention (p. 4515 et s.)

Article 36 (octroi de mer au bénéfice des régions)

Son intervention (p. 4516)

Article 38 (versement annuel aux collectivités du marché unique antillais)

Son intervention (p. 4517 et s.)

Avant l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4518)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Alfred Marie-Jeanne (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional) (p. 4518)

Article 43 (prélèvement au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 4519)

Article 44 (exclusion de l'octroi de mer de la base d'imposition de la TVA)

Son intervention (p. 4519)

Article 46 (répartition du produit de l'octroi de mer)

Son intervention (p. 4520)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son intervention (p. 4520)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4522 et s.)

Son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 39 de M. Bertho Audifax (p. 4522)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (répartition du solde du fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4524 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement (périodicité des versements) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (utilisation conforme aux dispositions de l'article 48) à l'amendement n° 42 de M. Bertho Audifax (p. 4525 et s.)

Article 50 (décret d'application)

Son intervention (p. 4526)

Article 51 (abrogation de la loi du 17 juillet 1992)

Son intervention (p. 4527)

Seconde délibération

Article 41 bis (levée du secret douanier au bénéfice du président du conseil régional)

Son intervention (p. 4527)

Jean-Jack QUEYRANNE

Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1325 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives du Rhône, les dysfonctionnements des systèmes de prévention et d'information et l'organisation des compétences et des responsabilités sur un cours d'eau de dimension interrégionale [19 décembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 302)

Thèmes :

Communes : tutelle (p. 303)

Elections et référendums : suffrage universel : Polynésie française (p. 302)

Outre-mer : "lois du pays" : actes administratifs (p. 302)

Outre-mer : Polynésie française : statut juridique (p. 302)

Parlement : Congrès du Parlement : Président de la République (p. 302)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Ses amendements n° 640 et 639 (p. 1999)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 766 (p. 2205)

Ses amendements n° 779 et 778 (p. 2206)

Article 114 (délégations d'attributions au président et au bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale)

Son amendement n° 866 (p. 2552)

Article 125 (fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et leurs communes membres)

Son amendement n° 871 (p. 2558)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 97 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 112 (p. 3693)

Son amendement n° 127 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 142 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 37 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 22 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 52 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 67 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 82 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Paul QUILÈS

Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le protocole du 27 juin 1997, fait à Bruxelles le 8 octobre 2002 (n° 1015) [2 octobre 2003]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VII : Défense (n° 1113) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1015) autorisant la ratification du protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le protocole du 27 juin 1997, fait à Bruxelles le 8 octobre 2002 [11 février 2004] (n° 1425)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Politique de la défense. Armement nucléaire [28 octobre 2003] (p. 9551)

Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 37)

Politique extérieure. Soudan. Situation politique [28 avril 2004] (p. 3178)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 9975)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 9975 et s.)

Défense : armes nucléaires stratégiques : crédits budgétaires (p. 9975 et s.)

Défense : missiles (p. 9975)

Espace : satellites : renseignement (p. 9975)

Ordre public : terrorisme (p. 9975)

Recherche (p. 9975)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 10019)

Article 47 (mesures nouvelles-dépenses en capital des services militaires)

Son amendement n° 88 (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement destinés à l'armement nucléaire) (p. 10020)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1081)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1082 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1081 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1082)

R

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier Ministre

Fin de ses fonctions. Démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Premier Ministre. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004 [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 1108 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative aux lycées franco-allemands et au baccalauréat franco-allemand [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 519 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 1146 autorisant l'approbation de l'accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1147 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine pour la prévention, la recherche et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1148 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Surinam pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1149 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1150 autorisant l'approbation de l'accord d'assistance mutuelle douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malte pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1154 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-483 du 5 juin 2003 relative aux dispositions rendues nécessaires par la suspension du livre II du code du service national [22 octobre 2003]

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [22 octobre 2003]

Projet de loi n° 1167 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-719 du 1er août 2003 relative à la simplification de la validation du permis de chasser [29 octobre 2003]

Projet de loi n° 1197 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres) [5 novembre 2003]

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition [5 novembre 2003]

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration [7 novembre 2003]

Projet de loi n° 1206 relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information [12 novembre 2003]

Projet de loi n° 1207 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) [12 novembre 2003]

Projet de loi n° 1208 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France [12 novembre 2003]

Déclaration du Gouvernement n° 1219 sur les stratégies ministérielles de réforme et débat sur cette déclaration [18 novembre 2003]

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [19 novembre 2003]

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003 [19 novembre 2003]

Projet de loi n° 1251 de ratification de l'ordonnance n° 2003-902 du 19 septembre 2003 portant suppression de procédures administratives de concertation applicables à certains projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics en relevant [26 novembre 2003]

Projet de loi n° 1252 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [26 novembre 2003]

Projet de loi n° 1253 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [26 novembre 2003]

Projet de loi n° 1254 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [26 novembre 2003]

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés [2 décembre 2003]

Projet de loi n° 1280 autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée le 1er septembre 1987 [10 décembre 2003]

Projet de loi n° 1315 portant ratification de trois ordonnances prises en application de l'article 68 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice [17 décembre 2003]

Projet de loi n° 1326 autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage [22 décembre 2003]

Projet de loi n° 1327 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [22 décembre 2003]

Projet de loi n° 1328 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres, signées le 26 novembre et le 30 décembre 2002, complétant le traité du 7 juillet 1998 entre la République française et le Royaume

- d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [2 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1334 autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale [7 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1348 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [14 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1349 autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [14 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [14 janvier 2004]
- Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école [20 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1365 autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Russie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de lutte contre la criminalité [21 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1366 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-720 du 1er août 2003 relative au libre choix de l'allocataire de prestations familiales dans les départements d'outre-mer [21 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics [28 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1429 autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie [11 février 2004]
- Projet de loi n° 1437 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 (ensemble un échange de lettres) [18 février 2004]
- Projet de loi n° 1438 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [18 février 2004]
- Projet de loi n° 1482 portant ratification des ordonnances n° 2003-1187 du 11 décembre 2003 modifiant la partie législative du code rural et n° 2003-1188 du 11 décembre 2003 relative à certaines modalités d'adjudication du droit de chasse [3 mars 2004]
- Projet de loi n° 1483 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1165 du 8 décembre 2003 portant simplifications administratives en matière électorale [3 mars 2004]
- Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France [3 mars 2004]
- Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [10 mars 2004]
- Projet de loi n° 1500 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1212 du 18 décembre 2003 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales [10 mars 2004]
- Projet de loi n° 1501 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1216 du 18 décembre 2003 portant suppression de l'affirmation des procès-verbaux [10 mars 2004]
- Projet de loi n° 1502 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs [10 mars 2004]
- Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [17 mars 2004]
- Projet de loi n° 1508 autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne [2 avril 2004]
- Projet de loi n° 1509 autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne [2 avril 2004]
- Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures [2 avril 2004]
- Projet de loi n° 1511 autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices) [2 avril 2004]
- Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration [5 avril 2004]
- Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer [7 avril 2004]
- Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer [21 avril 2004]
- Projet de loi n° 1550 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [21 avril 2004]
- Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie [5 mai 2004]
- Projet de loi constitutionnelle n° 1587 ratifiant l'ordonnance n° 2004-141 du 12 février 2004 portant simplification des élections à la mutualité sociale agricole [5 mai 2004]
- Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises [12 mai 2004]
- Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [19 mai 2004]
- Projet de loi n° 1636 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative à la situation financière et fiscale des forces françaises présentes sur le territoire de la République de Djibouti [2 juin 2004]
- Projet de loi n° 1640 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre [8 juin 2004]
- Projet de loi n° 1641 autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n° 1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [8 juin 2004]
- Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie [16 juin 2004]
- Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement [16 juin 2004]
- Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003 [23 juin 2004]
- Projet de loi n° 1700 relatif à la lutte contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe [23 juin 2004]
- Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [15 juillet 2004]
- Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires [21 juillet 2004]
- Projet de loi n° 1772 autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut [28 juillet 2004]
- Projet de loi n° 1773 autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [28 juillet 2004]
- Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de

l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE) [25 août 2004]

Projet de loi n° 1782 ratifiant l'ordonnance n° 2004-504 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1783 ratifiant l'ordonnance n° 2004-482 du 3 juin 2004 complétant la transposition des directives 93/22/CE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières et 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1784 ratifiant l'ordonnance n° 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1790 ratifiant l'ordonnance n° 2004-570 du 17 juin 2004 portant diverses mesures de simplification dans le domaine agricole [15 septembre 2004]

Projet de loi n° 1791 ratifiant l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse [15 septembre 2004]

Projet de loi n° 1792 ratifiant l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre privée [15 septembre 2004]

Projet de loi n° 1793 ratifiant l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières émises par les sociétés commerciales et extension à l'outre-mer de dispositions ayant modifié la législation commerciale [15 septembre 2004]

Projet de loi n° 1794 ratifiant l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat [15 septembre 2004]

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005 [22 septembre 2004]

Projet de loi n° 1824 ratifiant l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement [22 septembre 2004]

Projet de loi n° 1825 ratifiant l'ordonnance n° 2004-691 du 12 juillet 2004 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [22 septembre 2004]

Projet de loi n° 1826 ratifiant l'ordonnance n° 2004-670 du 9 juillet 2004 portant transposition de la directive 2001/95/CE sur la sécurité générale des produits et adaptation de la législation au droit communautaire en matière de sécurité et de conformité des produits [22 septembre 2004]

Projet de loi n° 1829 ratifiant l'ordonnance n° 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre [29 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jacques Brunhes : répond que c'est le caractère approfondi des consultations préalables qui permet, précisément, d'inscrire maintenant le projet de loi à l'ordre du jour du Parlement [29 juin 2004] (p. 5687)

M. Jean-Marc Ayrault : lui répond que le Gouvernement se tient constamment à la disposition de la commission spéciale [29 juin 2004] (p. 5687)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Barrot. Emploi. Politique de l'emploi. perspectives [1^{er} octobre 2003] (p. 7997)

M. Alain Bocquet. Politique économique. Conséquences. Cohésion sociale [1^{er} octobre 2003] (p. 8000)

M. Hervé Morin. Travail. Durée du travail. réforme, perspectives [7 octobre 2003] (p. 8167)

M. Pierre Bourguignon. Politique extérieure. Russie. intervention en Tchétchénie [8 octobre 2003] (p. 8258)

M. Patrick Roy. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Inégalités sociales, réduction [22 octobre 2003] (p. 9211)

M. Richard Mallié. Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9623)

M. Alain Bocquet. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [4 novembre 2003] (p. 9941)

M. Jean-Marc Ayrault. Finances publiques. Déficit budgétaire. Conséquences [5 novembre 2003] (p. 10031)

M. Robert Pandraud. Enseignement. Etablissements. Racisme et antisémitisme, incendie, Gagny [18 novembre 2003] (p. 10757)

M. Bernard Deflesselles. Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, reconnaissance internationale [26 novembre 2003] (p. 11197)

M. Gérard Bapt. Etat. Gouvernement. Politique générale [26 novembre 2003] (p. 11201)

M. Marc Bernier. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [2 décembre 2003] (p. 11512)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Elargissement. Cohésion européenne, maintien [3 décembre 2003] (p. 11597)

M. François Liberti. Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11969)

M. Éric Besson. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Compagnie d'assurances américaine, rachat, conséquences [9 décembre 2003] (p. 11970)

M. Roland Chassain. Sécurité publique. Inondations. Automne 2003, aides de l'Etat [9 décembre 2003] (p. 11972)

M. Guy Teissier. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12426)

M. Alain Néri. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [7 janvier 2004] (p. 106)

M. Jean-Marc Ayrault. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, tuerie de Nanterre [3 février 2004] (p. 1275)

M. Thierry Mariani. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 février 2004] (p. 1562)

M. Jean-Marc Ayrault. Finances publiques. Déficits publics. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2644)

M. René André. Politique extérieure. Iraq. Situation politique [13 avril 2004] (p. 2869)

M. Jérôme Chartier. Politique économique. Croissance. Perspectives [28 avril 2004] (p. 3174)

M. Jean-Louis Christ. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [4 mai 2004] (p. 3286)

M. Jean-Marc Ayrault. Parlement. Ordre du jour. Personnes âgées et handicapés, calendrier [4 mai 2004] (p. 3287)

Mme Marie-George Buffet. Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [11 mai 2004] (p. 3493)

M. Jean-Michel Fourgous. Politique économique. Croissance. Perspectives [12 mai 2004] (p. 3542)

M. Pascal Clément. Famille. Mariage. Homosexuels, légalité [2 juin 2004] (p. 4352)

M. Alain Juppé. Cérémonies publiques et fêtes légales. 60^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie. Bilan et perspectives [8 juin 2004] (p. 4567)

M. Augustin Bonrepaux. Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [9 juin 2004] (p. 4654)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4909)

M. Jean-Marc Ayrault. Etat. Premier ministre. Politique, perspectives [15 juin 2004] (p. 4909)

M. Robert Lecou. Union européenne. Constitution européenne. Adoption, perspectives [22 juin 2004] (p. 5241)

DÉBATS

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son intervention (p. 11116)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 11117)
 Démographie (p. 11118)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11117)
 Emploi (p. 11117)
 Ordre public : terrorisme (p. 11118)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 11118)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 11118)
 Politique économique : mondialisation (p. 11118)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11118)
 Relations internationales (p. 11116 et s.)
 Santé : santé publique (p. 11118)
 Union européenne : élargissement (p. 11117 et s.)
 Union européenne : euro (p. 11117)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 11118)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Ses interventions (p. 1286, 1305)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : discrimination (p. 1288)
 Assemblée nationale : commissions (p. 1306)
 Cultes : Conseil français du culte musulman (p. 1286)
 Cultes : islam (p. 1286)
 Cultes : liberté de culte (p. 1286, 1288)
 Cultes : voile islamique (p. 1287)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : signes religieux (p. 1287)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 1287)
 Etat : neutralité (p. 1286)
 Etat : laïcité : établissements scolaires (p. 1287)
 Etat : République (p. 1286)
 Etat : valeurs républicaines (p. 1286)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1305)
 Etrangers : communautarisme (p. 1287)
 Etrangers : contrats d'intégration (p. 1288)
 Etrangers : intégration : laïcité (p. 1286)
 Justice : juridictions administratives : jurisprudence (p. 1306)
 Lois : application : hôpitaux (p. 1288)
 Lois : application : outre-mer (p. 1287)
 Partis et mouvements politiques : Front national (p. 1307)
 Politique générale : intégration (p. 1306)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1490)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1575)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1824)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1825)
 Collectivités territoriales : décentralisation : organisation (p. 1825)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 1826)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : ressources (p. 1824)
 Etat : décentralisation : histoire (p. 1825)
 Etat : réforme : déconcentration (p. 1826)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1825)
 Politique générale : démocratie : décentralisation (p. 1827)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 1826)
 Régions : décentralisation (p. 1826)

Explications de vote et vote [14 avril 2004] (p. 2937)

Son intervention (p. 2937)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent vingt-neuf membres de l'Assemblée nationale (Collectivités territoriales 1218)

[2 mars 2004] (p. 2275)

Sa réponse (p. 2292)

Thèmes :

Elections et référendums : campagnes électorales (p. 2293)
 Emploi : contrats initiative-emploi (p. 2296)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2293)
 Emploi : politique de l'emploi : insertion professionnelle (p. 2296)
 Enfants : pauvreté (p. 2297)
 Entreprises : allègement des charges (p. 2295)
 Etat : valeurs républicaines : cohésion sociale (p. 2299)
 Formation professionnelle : apprentissage : réforme (p. 2296)
 Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 2296)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2297)
 Hôtellerie et restauration : TVA (p. 2294)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2295)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2295)
 Logement : logement social (p. 2298)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 2295)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 2293)
 Politique économique : croissance (p. 2295, 2297)
 Politique générale : Gouvernement précédent : lutte contre l'exclusion (p. 2294)
 Politique sociale : financement (p. 2294)
 Politique sociale : politique de l'emploi (p. 2295)
 Politique sociale : réforme (p. 2293)
 Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 2298)
 Politique sociale : personnes défavorisées (p. 2297)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 2296)
 Prestations familiales : congé parental (p. 2297)
 Retraites : généralités : réforme (p. 2297)
 Sécurité sociale : ordonnances (p. 2298)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2295)
 Union européenne : construction européenne (p. 2298)

Déclaration de politique générale n° 1512 du Gouvernement et débat sur cette déclaration

[5 avril 2004] (p. 2587)

Son intervention (p. 2587)

Sa réponse (p. 2605)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2590 et s.)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 2589)
 Elections et référendums : élections régionales (p. 2587)
 Emploi (p. 2589, 2605)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2588)
 Enseignement (p. 2590)
 Environnement (p. 2590)
 Etat : Gouvernement précédent (p. 2587, 2591)
 Etat : Premier ministre (p. 2605)
 Etat : réforme (p. 2589)
 Etrangers : intégration (p. 2590)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : dette publique (p. 2588 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 2589, 2605)
 Formation professionnelle (p. 2589)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2589)
 Logement (p. 2606)
 Personnes âgées : dépendance (p. 2590)
 Politique économique : croissance : gauche (p. 2588 et s., 2605)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2587 et s.)
 Politique générale : réforme : justice sociale (p. 2587 et s., 2605 et s.)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 2590, 2606)
 Président de la République (p. 2587, 2605)
 Recherche (p. 2590)

Retraites : généralités (p. 2589)
Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 2588)
Union européenne (p. 2591)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5688)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5685)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [29 juin 2004] (p. 5686)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 5688)
Assurance maladie maternité : généralités : financement (p. 5888)
Démographie : vieillissement de la population (p. 5688)
Politique sociale : justice (p. 5689, 5690)
Santé : données médicales (p. 5689)
Santé : soins (p. 5689)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et cent vingt-quatre membres de l'Assemblée, M. le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (Collectivités territoriales 1218)

[27 juillet 2004] (p. 7285)

Sa réponse (p. 7297)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : opposition (p. 7298)
Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 7299)
Emploi : politique de l'emploi (p. 7300)
Enseignement : réforme (p. 7300)
Etat : décentralisation : réforme (p. 7298, 7300)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7300)
Partis et mouvements politiques : opposition (p. 7297)
Politique économique : croissance (p. 7299)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 7300)

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [10 décembre 2003] (p. 12046)

Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [14 avril 2004] (p. 2931)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 749, posée le 18 mai 2004. Patrimoine culturel. Archéologie (J.O. Questions p. 3525). Suppléé par M. Philippe Rouault. Appelée le 18 mai 2004. Archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences (p. 3757)

n° 871, posée le 29 juin 2004. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 4808). Appelée le 29 juin 2004. SMUR, perspectives, Luxeuil-les-Bains, Lure et Vesoul (p. 5642)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8290)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9147)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9148)
Agriculture : crédits (p. 9147)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9148)
Agriculture : montagne (p. 9147 et s.)
Agriculture : pollution (p. 9148)
Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 9148)
Agroalimentaire : équarrissage (p. 9147 et s.)
Bois et forêts : forêts (p. 9148)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 9148)
Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9147)
Retraites : régime agricole (p. 9148)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)

Son intervention (p. 9326)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9327)
Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9326 et s.)
Secteur public : services publics (p. 9327)
Télécommunications : antennes-relais (p. 9327)
Télécommunications : France Télécom (p. 9327)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 734 (application du régime fiscal des entreprises agricoles aux entreprises paysagères) : retiré (p. 792)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4887)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 4888)
Organisations internationales : MERCOSUR (p. 4888)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4888)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4888)

Marcelle RAMONET

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en conclusion des travaux d'une mission d'information, sur les activités agricoles et la protection de l'environnement [19 novembre 2003] (n° 1237)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. lutte et prévention [8 octobre 2003] (p. 8260)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [13 avril 2004] (p. 2873)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 28 (aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son amendement n° 126 corrigé (p. 877)

Après l'article 33

Son amendement n° 831 (suppression totale d'une haie soumise à autorisation préalable) : retiré (p. 833)

Son amendement n° 829 (établissement de périmètres de protection autour des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine) : retiré (p. 886)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [6 avril 2004] (p. 2655)

Son intervention (p. 2659)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 2659)

Eau : assainissement (p. 2659)

Eau : distribution : tarifs (p. 2659)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 2660)

Union européenne : directives : eau (p. 2659 et s.)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2853)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2853 et s.)

Energie et carburants : cogénération (p. 2854)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4095)

Thèmes :

Constitution : préambule : charte de l'environnement (p. 4095)

Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité (p. 4095)

Environnement : principe de précaution (p. 4095)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 483 (p. 4442)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 485 (p. 4477)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 486 (p. 4577)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 490 (p. 4673)

Son amendement n° 491 (p. 4677)

Son amendement n° 493 (p. 4678)

Éric RAOULT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (n° 945) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part (ensemble dix annexes, deux protocoles, un acte final et quatorze déclarations) (n° 947) [2 octobre 2003]

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées et de M. le Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19768)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud concernant la navigation de commerce et autres matières maritimes connexes (n° 1416) [3 mars 2004]
 Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2004] (p. 9690)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 945), autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud [15 octobre 2003] (n° 1142)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 947), autorisant la ratification de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part (ensemble dix annexes, deux protocoles, un acte final et quatorze déclarations) [15 octobre 2003] (n° 1143)

Proposition de loi n° 1606 visant à assurer un service minimum d'enlèvement des ordures ménagères dans les communes [13 mai 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1416), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud concernant la navigation de commerce et autres matières maritimes connexes [25 mai 2004] (n° 1616)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

MOTIONS DE CENSURE (DÉPÔT)

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du texte de la motion de censure et prend acte de ce dépôt [27 février 2004] (p. 2099)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Claude Sandrier : lui indique que le vote sur l'amendement n° 90 était commencé et qu'il a les mêmes droits que ses collègues [16 octobre 2003] (p. 8723)

M. Jean-Marc Ayrault : indique que M. Didier Migaud pourra répondre aux orateurs et rappelle les règles relatives aux temps de parole [13 mai 2004] (p. 3615)

M. Jean-Marc Ayrault : déclare ne s'être permis aucun commentaire sur l'amendement de M. Didier Migaud [13 mai 2004] (p. 3640)

M. Jean-Marie Le Guen : lui fait remarquer que le Gouvernement est représenté par son ministre compétent [9 juillet 2004] (p. 6335)

M. René Dosière : souligne le paradoxe constitué par le fait, pour certains collègues, de demander beaucoup de temps de parole en séance publique et de regretter ensuite que celle-ci dure trop longtemps et repousse l'heure de la réunion de la commission des lois [21 juillet 2004] (p. 7058)

M. Jean-Marc Ayrault : transmettra scrupuleusement son souhait au président Debré et lui indiquera que pendant trois heures et demie, le débat s'est très bien déroulé [21 juillet 2004] (p. 7061)

M. Didier Migaud : rappelle sa proposition de méthode pour l'examen des amendements identiques : chacun des auteurs d'amendements présents défend le sien, ensuite la commission et le Gouvernement donnent leur avis et enfin l'auteur peut intervenir une nouvelle fois. Le Règlement ne réserve pas aux députés de l'opposition la faculté de répondre à la commission et au Gouvernement. Il a simplement pour objectif d'éviter que par un jeu de réponses à des réponses, une heure soit passée sur la même série d'amendements [23 juillet 2004] (p. 7185)

M. Didier Migaud : répond qu'il ne saurait connaître l'agenda du Premier ministre [23 juillet 2004] (p. 7196)

M. Augustin Bonrepaux : décide de poursuivre la discussion [24 juillet 2004] (p. 7040)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816,

8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Sandrier (cf supra) (p. 8723)

Déclaration du Gouvernement n° 1204 sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy en application de l'article 72-4 de la Constitution et débat sur cette déclaration

[7 novembre 2003] (p. 10297)

Son intervention (p. 10302)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Son intervention (p. 457)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 917 corrigé précédemment réservé de M. François Brottes (exonérations fiscales en faveur des médecins et auxiliaires médicaux exerçant en milieu rural) (p. 1178)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [13 mai 2004] (p. 3639)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) [13 mai 2004] (p. 3614, 3640)

Son intervention (p. 3638)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Répond aux quorum (demande de vérification) de M. Alain Bocquet : lui précise que la vérification du quorum a déjà été demandée une fois au cours de la journée (p. 6546)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Après l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [24 juillet 2004] (p. 7040)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) (p. 7058)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 7059)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7168)

Son intervention en qualité de président de séance (p. 7172)

Discussion des articles [23 juillet 2004] (p. 7177, 7205)

Avant le titre Ier

Intervient sur les amendements identiques n°s 353 rectifié à 501 rectifié des membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales avant la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7177 et s.)

Intervient sur les amendements identiques n°s 1529 à 1557 de membres du groupe socialiste (mise en œuvre de la loi subordonnée à une réforme de la fiscalité locale) (p. 7183 et s.)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 7184, 7195)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. Forum social européen. Attitude du Gouvernement [12 novembre 2003] (p. 10360)

Politique extérieure. Haïti. Droits de l'homme [7 janvier 2004] (p. 104)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 525, posée le 15 décembre 2003. Transports ferroviaires. Ligne Roissy - Gare de l'Est (J.O. Questions p. 9507). Appelée le 16 décembre 2003. Perspectives (p. 12406)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2003] (p. 10501) ; [14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. René Dosière (Présidence de la République – réduction des crédits de 516 053 €) (p. 10502)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. René Dosière (Conseil constitutionnel – réduction des crédits de 185 000 €) (p. 10502)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10506)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10840)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10840)

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 10840)

Politique sociale : insertion (p. 10840)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10841)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10840)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 301)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 321)

Son intervention (p. 337)

Thèmes :

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 302, 338)

Outre-mer : Polynésie française : racisme (p. 337)

Politique générale : Corse (p. 322)

Politique générale : Gouvernement précédent : Polynésie française (p. 321)

Président de la République : Polynésie française (p. 338)

Relations internationales : Polynésie française (p. 337)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 15 (représentation internationale de la Polynésie française)

Son intervention (p. 368)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 417)

Ses explications de vote (p. 443)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 444)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 322)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi n° 1324 complétant le statut de la Polynésie française (voir Outre-mer 1323)

Ses explications de vote (p. 443)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 444)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)

Thème :

Handicapés : obligation d'emploi : Assemblée nationale (p. 457)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 604)

Thèmes :

Communes : zones urbaines sensibles (p. 604)

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 604)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 605)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 604)

Enseignement : diplômes (p. 604)

Enseignement : illettrisme (p. 604)

Enseignement : obligation scolaire (p. 604)

Enseignement : pédagogie (p. 604)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 605)

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 605)

Ordre public : sécurité : enseignement (p. 604)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1379)

Thèmes :

Cultes : intégrisme : communautarisme (p. 1380)
 Cultes : islam : voile islamique (p. 1379, 1381)
 Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1379)
 Enseignement : neutralité (p. 1380)
 Enseignement : valeurs républicaines (p. 1381)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement : voile islamique (p. 1380)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1379, 1381)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1555)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 1555)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 1556)
 Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 1555)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1555)
 Etrangers : contrats d'intégration (p. 1556)
 Etrangers : immigration (p. 1555)
 Etrangers : intégration (p. 1555)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1555)
 Politique sociale : solidarité (p. 1556)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1581)

Thèmes :

Environnement : politique de l'environnement : air (p. 1582)
 Santé : santé publique (p. 1582)
 Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1582)
 Transports aériens : bruit (p. 1582)
 Transports aériens : sécurité (p. 1582)
 Transports aériens : trafic (p. 1582)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Francis Vercaemer (exonération de cotisations patronales pour les rémunérations des enfants de harkis de plus de vingt-cinq ans) (p. 4865)

Jean-François RÉGÈRE

*Gironde (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Frédéric REISS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VIII : Jeunesse, éducation nationale et recherche (Enseignement scolaire) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Surendettement. Faillite civile, perspectives [10 février 2004] (p. 1567)

Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5744)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 623, posée le 3 février 2004. Arts et spectacles. Intermittents (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Recours abusif, France Télévisions (p. 1263)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289)

Article 42 (principes généraux de protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale)

Son intervention (p. 8382)

Article 44 (comités de protection des personnes)

Son intervention (p. 8403)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2796)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : lutte contre l'insécurité (p. 9912)

Enseignement : illettrisme (p. 9912)

Enseignement : langues étrangères : Alsace-Moselle (p. 9913)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 9913)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9912)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9911)

Enseignement maternel et primaire : programmes : langues étrangères (p. 9912)

Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9911)
Enseignement secondaire : crédits (p. 9911)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9911)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 609)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 610)
Enseignement : parents d'élèves (p. 610)
Enseignement : pédagogie (p. 609)
Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 611)
Enseignement secondaire : collège (p. 610)
Ordre public : sécurité : enseignement (p. 610)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1481)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1482)
Cultes : commission Stasi sur la laïcité (p. 1482)
Cultes : islam : intégrisme (p. 1482)
Enseignement : neutralité (p. 1481)
Enseignement : établissements scolaires : intégration (p. 1482)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1481)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1935)

Thèmes :

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 1936)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 1936)
Sports : sports de pleine nature (p. 1936)
Tourisme et loisirs : coopération intercommunale (p. 1936)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Son intervention (p. 3011)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 3011)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 3012)
Travail : licenciement économique : réinsertion professionnelle (p. 3012)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3069)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3069)
Energie et carburants : géothermie : Bas-Rhin (p. 3069 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4382)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4438)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Yves Bur (p. 4467)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1571 visant à attribuer la croix du combattant volontaire aux militaires ayant servi en opérations extérieures [29 avril 2004]

Jacques REMILLER

*Isère (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (n° 1146) [28 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres) (n° 1197) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition (n° 1198) [7 janvier 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres, signées le 26 novembre et le 30 décembre 2002, complétant le traité du 7 juillet 1998 entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (n° 1328) [21 janvier 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1146) autorisant l'approbation de l'accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin [13 novembre 2003] (n° 1214)

Proposition de loi n° 1220 tendant à la création d'une journée nationale de solidarité en faveur des personnes âgées dépendantes [18 novembre 2003]

Proposition de résolution n° 1293 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Eurotunnel [16 décembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 557) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe) [21 janvier 2004] (n° 1368)

Proposition de loi n° 1396 tendant à la reconnaissance du rôle des harkis au sein de la République française [4 février 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- (n° 1197) autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres)

- (n° 1198) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition [11 février 2004] (n° 1426)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1328) autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres, signées le 26 novembre et le 30 décembre 2002, complétant le traité du 7 juillet 1998 entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [3 mars 2004] (n° 1471)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Légionellose. Lutte et prévention [28 janvier 2004] (p. 1001)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Football, violence, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3117)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 474, posée le 13 octobre 2003. Agroalimentaire. retirée le 20 octobre 2003 (J.O. Questions p. 7720)

n° 701, posée le 27 avril 2004. Agroalimentaire. Yoplait France (J.O. Questions p. 3083). Appelée le 27 avril 2004. Emploi et activité (p. 3095)

DÉBATS

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1083)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1083 et s.)

Pays étrangers : Afghanistan (p. 1084)

Union européenne : élargissement (p. 1083 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1464)

Thèmes :

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1464)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement : règlement intérieur (p. 1464)

Etat : laïcité (p. 1464)

Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1464)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1935)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : développement économique (p. 1935)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : simplifications administratives (p. 1935)

Patrimoine culturel : monuments historiques : compensations financières (p. 1935)

Union européenne : fonds structurels : expérimentation (p. 1936)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Après l'article 23 bis

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Richard Mallié (prise en charge des frais de déplacement pour les visites à l'enfant, en fonction des motifs du changement de résidence) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Richard Mallié (opposition à la résidence alternée) (p. 2976)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Richard Mallié (audition obligatoire de l'enfant âgé de plus de sept ans dans toute procédure le concernant) (p. 2977)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 30 (p. 3433)

Son amendement n° 32 (p. 3444)

Son amendement n° 31 (p. 3446)

Article 4 (adaptation des stipulations conventionnelles relatives au lundi de Pentecôte)

Son amendement n° 33 (p. 3447)

Projet de loi n° 557 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3512)

Son intervention (p. 3513)

Thèmes :

Espace : politique spatiale (p. 3513)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique spatiale (p. 3513 et s.)

Union européenne : construction européenne : Agence spatiale européenne (p. 3513 et s.)

Projet de loi n° 1420 autorisant l'approbation de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3519)

Ses interventions (p. 3522, 3523)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Après l'article 1er

Son amendement n° 100 (érection à Paris d'un monument dédié aux victimes civiles d'Alger et d'Oran) : rejeté (p. 4858)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5005)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5005 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5005 et s.)

Secteur public : continuité du service public (p. 5005)

Simon RENUCCI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Appartenance au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 502, posée le 15 décembre 2003. Déchets, pollutions et nuisances. Mer (J.O. Questions p. 9503). Suppléé par M. Christophe Masse. Appelée le 16 décembre 2003. Sous-marin nucléaire américain, avarie, informations (p. 12407)

n° 855, posée le 29 juin 2004. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Accession sociale à la propriété, perspectives (p. 5638)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9637)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 9637)

Sécurité sociale : déficit (p. 9637)

Sécurité sociale : dépenses (p. 9638)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9637)

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 169 (p. 9674)

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Article 2 (dispositions transitoires relatives à la réforme de l'agrément des assistants maternels non permanents)

Son intervention (p. 11572)

Article 3 (abrogation du dispositif administratif de suspension ou de suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire)

Son intervention (p. 11574)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Patricia Adam (cellules départementales de l'absentéisme scolaire) (p. 11575)

Article 7 (création d'un Observatoire de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 11578)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11987)

Thèmes :

Communes : maires : femmes (p. 11988)

Femmes : discrimination (p. 11988)

Femmes : parité : Corse (p. 11987)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Ses amendements n°s 802 et 803 rectifié (p. 2306)

Après l'article 53

Son amendement n° 804 (consultation obligatoire des régions pour les schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) (p. 2306) : rejeté (p. 2307)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son amendement n° 805 (p. 2308)

Son amendement n° 806 (p. 2313)

Son amendement n° 807 (p. 2314)

Son amendement n° 808 (p. 2316)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Ses amendements n°s 810 et 815 (p. 2320)

Ses amendements n°s 811 à 814 (p. 2322)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5804)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5804)

Santé : données médicales (p. 5804)
Santé : politique de la santé (p. 5804)
Santé : prévention (p. 5804)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6142)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6167 et s.)

Article 6 [séance du 7 juillet 2004] (accords conventionnels interprofessionnels)

Son intervention (p. 6200)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6206 et s.)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6489 et s.)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption (n° 959) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption (n° 958) [2 octobre 2003]

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- (n° 958) autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption
- (n° 959) autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption [11 février 2004] (n° 1424)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 698, posée le 27 avril 2004. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 3083). Appelée le 27 avril 2004. Réseau allemand ICE, interconnexion, perspectives (p. 3091)

n° 775, posée le 25 mai 2004. Commerce extérieur. Exportations (J.O. Questions p. 3736). Appelée le 25 mai 2004. Frais de courtage, contrôle fiscal (p. 4001)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Communes : Strasbourg : transports de voyageurs (p. 9482)

Projet de loi n° 756 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 124)

Son intervention (p. 125)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes : douanes (p. 126)

Union européenne : accords de Schengen : coopération policière et pénale (p. 125)

Dominique RICHARD

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière de l'Agence France Presse mais également sur les moyens à mettre en œuvre afin d'en assurer la survie et le rayonnement (n° 1352) [11 février 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et au services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 10 juin 2004] (p. 10295)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1352) de M. Alain Bocquet, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation financière de l'Agence France Presse mais également sur les moyens à mettre en œuvre afin d'en assurer la survie et le rayonnement [3 mars 2004] (n° 1475)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Fédérations. Statut, réforme [3 décembre 2003] (p. 11601)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 599, posée le 27 janvier 2004. Police. Organisation (J.O. Questions p. 557). Appelée le 27 janvier 2004. Police de proximité, perspectives, Angers (p. 926)

n° 872, posée le 29 juin 2004. Agriculture. Recherche (J.O. Questions p. 4808). Appelée le 29 juin 2004. Viticulture, Anjou, perspectives (p. 5646)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)

Son intervention (p. 9286)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 9287)
 Audiovisuel et communication : publicité (p. 9287)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9287)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 9287)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9288)
 Presse et livres : presse (p. 9288)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9287)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Son intervention (p. 12029)

Thèmes :

Bioéthique : déontologie (p. 12029)
 Recherche : recherche médicale (p. 12029)
 Sang et organes humains : produits humains (p. 12029)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 264)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 264)
 Audiovisuel et communication : audiovisuel : services publics (p. 264)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 265)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1678)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 14 A (publicité télévisuelle en faveur de produits alimentaires)

Son intervention (p. 2772 et s.)

Juliana RIMANE

*Guyane (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes, activité aéroportée clandestine [9 juin 2004] (p. 4659)

*DÉBATS***Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)*Après l'article 13*

Son amendement n° 481 (insertion d'un chapitre "Modalités d'investissement et d'intervention") : adopté (p. 8244)

Son amendement n° 389 (possibilité de recourir à des sociétés d'économie mixte pour un établissement médico-social ou un groupement de coopération sanitaire) (p. 8244) : devenu sans objet (p. 8246)

Son amendement n° 388 corrigé (possibilité pour les groupements de coopération sanitaire et établissements sociaux et médico-sociaux de participer au capital de sociétés d'économie mixte locales à vocation d'investissements hospitaliers) : devenu sans objet (p. 8246)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9383)*Procédure des questions :*

Archives et bibliothèques : bibliothèques : Guyane (p. 9411)
 Outre-mer : Guyane : patrimoine culturel (p. 9410)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10207)*Procédure des questions :*

Outre-mer : Guyane : tourisme et loisirs (p. 10223)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)*Procédure des questions :*

Justice : tribunaux : Guyane (p. 10448)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9255)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : quotas de production : Guyane (p. 9255)
 Déchets, pollutions et nuisances : pollution industrielle : mercure (p. 9256)
 Démographie : recensements : Guyane (p. 9256)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)*Après l'article 81*

Son amendement n° 279 (délai de déclaration des naissances en Guyane) (p. 11464) : adopté après rectification (p. 11465)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 52)
 Enseignement : langues étrangères (p. 51)
 Langue française : usage (p. 51)
 Union européenne : élargissement (p. 51)
 Union européenne : langues officielles (p. 51)

Discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 63)

Son intervention (p. 63)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 531)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : Guyane (p. 530)
Bois et forêts : forêts : outre-mer (p. 530)
Outre-mer : collectivités d'outre-mer : continuité territoriale (p. 532)
Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 532)
Secteur public : services publics : outre-mer (p. 532)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1660)

Thème :

Audiovisuel et communication : télévision : outre-mer (p. 1660)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1678)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Béatrice Vernaudeau (dispositions spécifiques à la Polynésie française) (p. 1711)

Article 104 (application dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 1777)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 13 (dispositions particulières relatives aux départements et régions d'outre-mer)

Son amendement n° 1215 (p. 2063)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4494)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : démographie (p. 4494)
Collectivités territoriales : ressources : Guyane (p. 4494)
Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4494)
Etrangers : immigration : Guyane (p. 4494)
Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4495)
Outre-mer : octroi de mer : Guyane (p. 4495)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 47 (répartition de la dotation globale garantie)

Son amendement n° 33 (p. 4520) : SCRUTIN PUBLIC

Son amendement n° 18 (p. 4520)

Article 48 (fonds régional pour le développement de l'emploi)

Son intervention (p. 4523)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son intervention (p. 5537 et s.)

Jérôme RIVIÈRE

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le mode de propulsion du second porte-avions [5 novembre 2003] (n° 1196)

Proposition de loi n° 1305 visant à interdire le port de vêtements religieux à toute personne investie de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif dans l'exercice de ses fonctions [17 décembre 2003]

Proposition de loi n° 1451 visant à modifier l'article 22 de la loi n° 65-577 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 824, posée le 8 juin 2004. Transports par eau. Port de Nice (J.O. Questions p. 4141). Appelée le 8 juin 2004. Extension, perspectives (p. 4558)

DÉBATS**Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1452)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : amendes (p. 1453)
Cultes : intégrisme : communautarisme (p. 1452)
Enseignement : exclusion (p. 1453)
Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1452)
Femmes : égalité des sexes (p. 1452)
Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1452)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : statistiques (p. 1452)
Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1453)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son intervention (p. 1495)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (en cas d'infraction, peine d'amende prévue pour une contravention de cinquième classe) (p. 1501) : rejeté (p. 1502)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1131 tendant à mettre en œuvre l'obligation pour tout commerce de délivrance à sa clientèle de sachets en papier recyclé ou tout autre matière biodégradable [15 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1134 tendant à créer un "contrat expérience" pour faciliter la réinsertion sociale des chômeurs de longue durée [15 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 852, posée le 22 juin 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 4543). Appelée le 22 juin 2004. Dossier médical partagé, mise en place (p. 5213)

Gilles de ROBIEN

*Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer
puis Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France [3 mars 2004]

Projet de loi n° 1792 ratifiant l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre privée [15 septembre 2004]

Projet de loi n° 1825 ratifiant l'ordonnance n° 2004-691 du 12 juillet 2004 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Georges Mothron. Logement. Politique du logement. région parisienne [7 octobre 2003] (p. 8175)

Mme Annick Lepetit. Logement. Politique du logement. perspectives [14 octobre 2003] (p. 8506)

M. Philippe Folliot. Logement : aides et prêts. Accession à la propriété. perspectives [15 octobre 2003] (p. 8602)

M. Jean-Michel Bertrand. Sécurité routière. Accidents. lutte et prévention [15 octobre 2003] (p. 8604)

M. Gérard Hamel. Logement. Habitations à loyer modéré (HLM). Loyers, montant [29 octobre 2003] (p. 9629)

M. Richard Dell'Agnola. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [5 novembre 2003] (p. 10035)

M. Marc Joulaud. Transports ferroviaires. TGV Ouest. Développement, perspectives [25 novembre 2003] (p. 11107)

M. Alain Gouriou. Poids lourds. Redevance kilométrique, perspectives [26 novembre 2003] (p. 11203)

M. Lucien Degauchy. Logement. Logement social. Construction [26 novembre 2003] (p. 11204)

Mme Ségolène Royal. Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Quotas, politiques communautaires [10 décembre 2003] (p. 12052)

M. Dominique Le Mèner. Automobiles et cycles. Cyclomoteurs. Immatriculation [10 décembre 2003] (p. 12054)

M. Jérôme Bignon. Logement. Politique du logement. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12434)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement : aides et prêts. Allocations de logement. Revalorisation [17 décembre 2003] (p. 12503)

M. Alain Moyne-Bressand. Voirie. Sécurité routière. Circulation par temps hivernal [17 décembre 2003] (p. 12504)

M. Hervé Morin. Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 34)

M. Yves Nicolin. Transports aériens. Accidents. Catastrophe de Charm El-Cheikh, enquête, conclusions [6 janvier 2004] (p. 36)

M. Marc Laffineur. Sécurité routière. Accidents. Bilan et perspectives [13 janvier 2004] (p. 279)

M. Martial Saddier. Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 352)

M. Pierre-Christophe Baguet. Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [20 janvier 2004] (p. 565)

Mme Hélène Tanguy. Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Abordage accidentel, enquête [20 janvier 2004] (p. 566)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : Réunion. Assurances, assurance construction, garantie décennale [28 janvier 2004] (p. 999)

M. Maxime Gremetz. Logement. Logement social. Entretien, ascenseur, sécurité [3 février 2004] (p. 1273)

M. Gilbert Meyer. Logement. Politique du logement. Bilan et perspectives [3 février 2004] (p. 1276)

M. Dino Cinieri. Sécurité routière. Radars. Véhicules étrangers, sanctions, politiques communautaires [3 février 2004] (p. 1281)

M. Jean-Marc Lefranc. Sécurité routière. Accidents. Jeunes, lutte et prévention [10 février 2004] (p. 1269)

M. Christian Jeanjean. Aquaculture et pêche professionnelle. Anguilles. Quotas, politiques communautaires [11 février 2004] (p. 1647)

M. François Liberti. Transports aériens. Air Littoral. Salariés, redressement, perspectives [24 février 2004] (p. 1814)

M. Paul-Henri Cugnenc. Transports aériens. Ligne Paris Béziers. Desserte [24 février 2004] (p. 1814)

M. Hervé Mariton. Etat. Décentralisation. Conséquences, routes nationales [24 février 2004] (p. 1819)

M. Jean-Claude Lemoine. Sécurité routière. Permis de conduire. Contrôle médical, réglementation [24 février 2004] (p. 1821)

M. Patrick Ollier. Logement. Politique du logement. Accession sociale à la propriété, aides de l'Etat [2 mars 2004] (p. 2269)

M. André Santini. Logement. Politique du logement. Ile-de-France [3 mars 2004] (p. 2346)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement : aides et prêts. Aide personnalisée au logement (APL). Revalorisation [3 mars 2004] (p. 2352)

M. François Dosé. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2935)

M. Frédéric Soulier. Transports aériens. Air Lib. Emploi et activité, bilan [14 avril 2004] (p. 2937)

M. Jean-Yves Hugon. Emploi. Politique de l'emploi. Main d'œuvre qualifiée, formation et recrutement, bâtiment [5 mai 2004] (p. 3349)

M. Rudy Salles. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3544)

M. Michel Bouvard. Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [12 mai 2004] (p. 3546)

M. Francis Saint-Léger. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3548)

M. François Scellier. Transports aériens. Aéroports. Roissy, accident du terminal 2E, enquête [25 mai 2004] (p. 4033)

M. Michel Diefenbacher. Transports. Transport de voyageurs. Grèves, service minimum [25 mai 2004] (p. 4036)

M. Jean-Louis Léonard. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [1^{er} juin 2004] (p. 4275)

M. Daniel Spagnou. Voirie. A 51. Construction, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4277)

- M. Nicolas Perruchot. Energie et carburants. EDF. Grève, coupures d'électricité, SNCF, conséquences [8 juin 2004] (p. 4565)
- Mme Pascale Gruny. Bâtiment et travaux publics. Emploi. Bilan et perspectives [15 juin 2004] (p. 4914)
- M. Claude Leteurtre. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, conséquences [16 juin 2004] (p. 4988)
- M. Michel Herbillon. Transports aériens. Sécurité. Charters, politiques communautaires [16 juin 2004] (p. 4990)
- M. Yves Boisseau. Sécurité routière. Alcoolémie. Lutte et prévention [29 juin 2004] (p. 5672)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Axel Poniatowski. Gens du voyage. Stationnement. Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000, aménagement, perspectives [16 décembre 2003] (p. 12405)
- M. Éric Raoult. Transports ferroviaires. Ligne Roissy gare de l'Est. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12406)
- M. Didier Mathus. Voirie. Routes. Route Centre-Europe Atlantique, perspectives [3 février 2004] (p. 1250)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [3 février 2004] (p. 1249)
- M. Frédéric Soulier. Transports aériens. Navigation. Droit de grève, réglementation [3 février 2004] (p. 1252)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Sécurité routière. Limitations de vitesse. Réglementation [3 février 2004] (p. 1252)
- M. Jean-Claude Mignon. Transports ferroviaires. SNCF. Projet de tangentielle Ouest-Sud, perspectives, Ile-de-France [3 février 2004] (p. 1251)
- M. Gérard Charasse. Voirie. Perspectives. Contournement de Vichy [3 février 2004] (p. 1253)
- M. Jean-Pierre Decool. Voirie. A 25 et D 947. Echangeur, maîtrise d'ouvrage [24 février 2004] (p. 1790)
- M. Vincent Rolland. Voirie. RN 212. Sécurisation, perspectives [24 février 2004] (p. 1791)
- M. Robert Pandraud. Handicapés. Transports. Accès [24 février 2004] (p. 1791)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, région parisienne [8 juin 2004] (p. 4537)
- Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [8 juin 2004] (p. 4538)
- M. Patrice Martin-Lalande. Sécurité routière. Limitations de vitesse. Adaptation [8 juin 2004] (p. 4539)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Ses interventions (p. 9470)

Ses réponses (p. 9481 à 9488)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : construction (p. 9473)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9470)
- Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9472)
- Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9471, 9473)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9470 et s.)
- Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 9473)
- Sécurité routière (p. 9471, 9473)
- Transports aériens : aéroports (p. 9474)
- Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 9474)
- Transports aériens : Air France (p. 9474)
- Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9471)
- Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9471)
- Transports ferroviaires : SNCF : situation financière (p. 9471)
- Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9472)
- Voie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 9472 et s.)
- Voie : routes nationales : décentralisation (p. 9472)

Réponses aux questions :

- Départements : Tarn : infrastructures (p. 9486) (M. Philippe Folliot) (p. 9486)
- Etat : Conseil national de l'information géographique (CNIG) (p. 9482) (M. Dominique Caillaud) (p. 9481)
- Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 9482) (M. Dominique Caillaud) (p. 9481)
- Transports : infrastructures : sécurité routière (p. 9481) (M. Émile Blessig) (p. 9480)
- Transports ferroviaires : lignes : construction (p. 9481) (M. Émile Blessig) (p. 9480)
- Voie : autoroutes : Ile-de-France (p. 9480) (Mme Chantal Brunel) (p. 9480)
- Voie : autoroutes : Rhône-Alpes (p. 9485) (M. François Rochebloine) (p. 9484)
- Voie : routes express : crédits budgétaires (p. 9483) (M. Maxime Bono) (p. 9483)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9489 et s.)

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention (p. 10335)

Ses réponses (p. 10341 à 10354, 10364 à 10367)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10340)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10336)
- Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération (p. 10339)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10339 et s.)
- Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10339)
- Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 10340)
- Logement : logement social : constructions (p. 10335 et s.)
- Logement : Observatoire national du logement (p. 10338)
- Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 10337 et s.)
- Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10338)
- Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 10336)
- Postes : livret A (p. 10336)
- TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10336 et s.)
- Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10336 et s.)

Réponses aux questions :

- Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10353) (M. Alain Ferry) (p. 10353)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10352) (Mme Irène Tharin) (p. 10352)
- Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération (p. 10348) (M. Jean Priol) (p. 10347)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 10365) (M. Daniel Boisserie) (p. 10364)
- Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10351) (Mme Odile Saugues) (p. 10350 et s.)
- Logement : habitat insalubre : Seine-Saint-Denis (p. 10341) (M. Jean-Christophe Lagarde) (p. 10340)
- Logement : HLM : accession à la propriété (p. 10342) (M. Hervé Morin) (p. 10341)
- Logement : logement social : Alpes-Maritimes (p. 10346 et s.) (M. Lionnel Luca) (p. 10346)
- Logement : logement social : construction (p. 10349) (Mme Sylvie Andrieux) (p. 10348)
- Logement : logement social : construction (p. 10350) (Mme Annick Lepetit) (p. 10350)
- Logement : logement social : construction (p. 10365) (M. Jean-Louis Dumont) (p. 10365)
- Logement : logement social : étudiants (p. 10366) (M. Jean-Louis Dumont) (p. 10366)
- Logement : logement social : Haute-Savoie (p. 10345) (M. Claude Birraux) (p. 10345)
- Logement : logement social : Isère (p. 10344) (M. Gilbert Biessy) (p. 10344)
- Logement : logement social : mixité sociale (p. 10341) (M. Nicolas Perruchot) (p. 10341)
- Logement : logement social : mixité sociale (p. 10343) (M. Francis Vercamer) (p. 10343)
- Logement : logement social : Rhône-Alpes (p. 10354) (Mme Nathalie Gautier) (p. 10354)
- Logement : logement social : sociétés d'économie mixte (p. 10352) (M. Bernard Schreiner) (p. 10351)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10346) (M. Louis Cosyns) (p. 10346)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10366) (Mme Annick Lepetit) (p. 10366)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 10353) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 10353)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 10348) (M. Jean Proriol) (p. 10347)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 10367) (Mme Sylvie Andrieux) (p. 10367)
 Postes : livret A (p. 10344 et s.) (M. Jacques Desallangre) (p. 10344)
 Postes : livret A (p. 10350) (Mme Annick Lepetit) (p. 10350)
 Postes : livret A (p. 10353) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 10353)
 TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10365) (M. Daniel Boisserie) (p. 10364)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10352 et s.) (Mme Irène Tharin) (p. 10352)
 Urbanisme : rénovation urbaine : zones urbaines sensibles (p. 10367) (Mme Sylvie Andrieux) (p. 10367)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11960)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11960)
 Politique économique : généralités (p. 11960)
 Secteur public : entreprises publiques (p. 11963)
 Secteur public : service minimum (p. 11960)
 Syndicats : actions (p. 11962)
 Transports : transports de voyageurs (p. 11960)
 Travail : négociations (p. 11961)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3195)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3202)
 Sa réponse (p. 3213)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3203, 3213 et s.)
 Communes : Clermont-Ferrand : aéroports (p. 3214)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 3203, 3214)
 Politique générale : libéralisme (p. 3202 et s.)
 Politiques communautaires (p. 3214)
 Transports aériens : aéroports : Picardie (p. 3213)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : privatisations (p. 3203)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 3195)
 Transports aériens : Air France : droits de trafic (p. 3196)
 Transports aériens : Air France : KLM (p. 3195 et s., 3203 et s., 3213)
 Transports aériens : Air France : personnels (p. 3196, 3213)
 Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3195 et s., 3203)
 Transports aériens : Air Lib : personnels (p. 3203)
 Transports aériens : sécurité : privatisations (p. 3214)
 Voirie : autoroutes : privatisations (p. 3203)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Victorin Lurel (procédure de mise en œuvre concertée d'obligations de service public) (p. 3216)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Victorin Lurel (communication par Air France de sa comptabilité analytique comme préalable à l'entrée en vigueur de la loi) (p. 3216)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Idiart (action spécifique - "golden share" - conférée à l'Etat pour la protection d'intérêts nationaux ou l'accomplissement de missions d'intérêt général) (p. 3217)

Article 1er (préservation des droits de trafic et de la licence d'exploitation de transporteur aérien d'Air France)

Son intervention (p. 3217)

Article 2 (maintien de la composition actuelle du conseil d'administration d'Air France)

Son intervention (p. 3218)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son intervention (p. 3218 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (fixation par décret des limites d'âge du personnel de cabine et d'une indemnité de départ - et non de licenciement - minimale pour les personnels refusant une reconversion après cinquante-cinq ans) (p. 3220)

Intervient sur le sous-amendement n° 7 de M. Frédéric Dutoit (limites d'âge fixées à soixante ans pour les personnels de cabine) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 3220)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Louis Idiart (aménagement du territoire : conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aérien) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Odile Saugues (aménagement du territoire : rapport du Gouvernement sur les "hubs" et sur le soutien aux lignes aériennes transitant par les plates-formes de correspondance régionale) (p. 3221)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Blazy (prohibition des aéronefs de plus de dix ans) (p. 3222)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Blazy (ex-salariés d'UTA : indemnisation sous forme d'actions de la nouvelle société holding) (p. 3223 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Joël Beaugendre (lignes desservant l'outre-mer français : respect des obligations de service public) (p. 3223)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3225)

Chantal ROBIN-RODRIGO

Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. GIAT-Industries. emploi et activité, Tulle [8 octobre 2003] (p. 8263)

Logement. Logement social. Aides de l'Etat [1^{er} juin 2004] (p. 4275)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 556, posée le 20 janvier 2004. Enseignement maternel et primaire. Ecoles (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Maintien, zones rurales (p. 557)

n° 703, posée le 4 mai 2004. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 3205). Appelée le 4 mai 2004. Conditions de détention, Tarbes (p. 3263)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)*Procédure des questions :*

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10146)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean Launay (première mise sur le marché réservée aux récoltants de truffes détenteurs d'une licence) (p. 836)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5807)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5807, 5808)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5808)

Politique sociale : inégalités (p. 5808)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6112)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6373 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6385)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6422 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6478)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6493)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6496)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7229)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation : services d'urgence (p. 7230)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 7230)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7230)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 7229)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : exonération (p. 7230)

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Visite du ministre de l'intérieur, bilan [4 février 2004] (p. 1360)

Collectivités territoriales. Corse. Développement, perspectives [12 mai 2004] (p. 3544)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

*Seconde délibération**Après l'article 20*

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (régime fiscal des tabacs en Corse : contingent de 1 200 tonnes et droit de consommation porté de 34,5 % à 35 %) (p. 11744 et s.)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11984)

Thèmes :

Femmes : Corse (p. 11984)

Politique générale : institutions : réforme (p. 11985)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 925 (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3975) : retiré (p. 3976)

François ROCHEBLOINE

*Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission de l'Assemblée nationale et du Bundestag sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 4 octobre 2003] (p. 17001)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative aux lycées franco-allemands et au baccalauréat franco-allemand (n° 1108) [28 octobre 2003]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 mai 2004] (p. 8451)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IV : Affaires étrangères (Francophonie et relations culturelles internationales) (n° 1113) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1259 tendant à la création d'une chaîne française d'information à vocation internationale [27 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1108) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative aux lycées franco-allemands et au baccalauréat franco-allemand [14 janvier 2004] (n° 1345)

Proposition de loi n° 1404 tendant à protéger les propriétaires d'immeubles d'habitation situés dans les zones faisant l'objet d'opérations publiques [4 février 2004]

Proposition de loi n° 1821 visant à compléter le dispositif de contrôle et d'interdiction des mines antipersonnel [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. chaîne d'information internationale, création, perspectives [14 octobre 2003] (p. 8501)

Bâtiment et travaux publics. Construction. Acier, prix, conséquences [13 avril 2004] (p. 2866)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5738)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 454, posée le 13 octobre 2003. Enseignement privé. Maisons familiales rurales (J.O. Questions p. 7717). Appelée le 14 octobre 2003. Aides de l'Etat (p. 8484)

n° 509, posée le 15 décembre 2003. Etrangers. Fonds d'action et de soutien à l'intégration et à la lutte contre les discriminations (FASILD) (J.O. Questions p. 9504). Appelée le 16 décembre 2003. Financement (p. 12418)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET
FRANCOPHONIE

**Examen des fascicules [7 novembre 2003]
(p. 10234, 10256)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 10245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 10246 et s.)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10245 et s.)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 10245)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10245)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)

Son intervention (p. 10127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 10127)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 10127)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 10127)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10128)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 10128)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 10128)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 10127)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 10128)

**Vote des crédits et articles rattachés
[6 novembre 2003] (p. 10151)**

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin (rapport sur le nombre d'anciens combattants dont les ressources sont inférieures au SMIC) (p. 10153)

Son sous-amendement n° 136 (date de publication avancée du 1^{er} septembre au 1^{er} juillet 2004) à l'amendement n° 109 de M. Patrick Beaudouin : adopté (p. 10153)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries : Rhône-Alpes (p. 10015)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

**Vote des crédits et articles rattachés
[13 novembre 2003] (p. 10501) ;
[14 novembre 2003] (p. 10555)**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 76 (majoration du plafond de la taxe perçue par les chambres de métiers)

Son intervention (p. 10556)

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

**Examen du fascicule [14 novembre 2003]
(p. 10552)**

Son intervention (p. 10554)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : création (p. 10554)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10554)

**Discussion des articles [14 novembre 2003]
(p. 10553)**

Article 76 (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers)

Son intervention (p. 10557)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET
MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Rhône-Alpes (p. 9484)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2003] (p. 9489)

Article 77 (taux plafonds du versement de transport)
Son amendement n° 75 (p. 9492) : SCRUTIN PUBLIC (p. 9494)

SPORTS

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10548)

Son intervention (p. 10551)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Sports : compétitions (p. 10551)
- Sports : crédits (p. 10551)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10551)
- Sports : politique du sport (p. 10551)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Ses interventions (p. 10616, 10624)

Thèmes :

- Sports : associations et clubs (p. 10616, 10624)
- Sports : compétitions (p. 10616, 10624)
- Sports : crédits (p. 10616)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 10616)
- Sports : football (p. 10624)
- Sports : médecine du sport (p. 10616)
- Sports : politique du sport (p. 10616)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10544)

Son intervention (p. 10544)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10544)
- Aménagement du territoire : villes (p. 10544)
- Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10544)
- Associations (p. 10545)
- Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10544)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 10 (création d'une contribution sur les dépenses de promotion des fabricants ou distributeurs de dispositifs médicaux)

Son amendement n° 257 (p. 9740)

Débat sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France

[13 janvier 2004] (p. 243)

Son intervention (p. 258)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 258)
- Audiovisuel et communication : radio (p. 258)
- Audiovisuel et communication : télévision (p. 258)

Proposition de loi n° 1137 tendant à supprimer les limites d'âge pour les concours de la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2004] (p. 3003)

Son intervention (p. 3010)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : élus locaux : limite d'âge (p. 3010)
- Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 3010)
- Travail : mobilité (p. 3010)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3010)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3624)

Thèmes :

- Assemblée nationale : députés (p. 3641)
- Assurance maladie maternité : généralités (p. 3624 et s)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3624)
- Finances publiques : dépenses (p. 3624 et s., 3641)
- Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3624)
- Politique économique : croissance : prévisions (p. 3624)
- Politique générale : réforme (p. 3625)
- Ses explications de vote (p. 3641)
- Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3641)

Alain RODET

Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier [J.O. du 16 septembre 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 34 : Outre-mer (Départements et régions d'outre-mer) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 577, posée le 27 janvier 2004. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques (J.O. Questions p. 553). Appelée le 27 janvier 2004. Remboursement (p. 909)

n° 763, posée le 25 mai 2004. Audiovisuel et communication. Radio (J.O. Questions p. 3734). Appelée le 25 mai 2004. Radios locales, fréquences, conditions d'attribution (p. 4023)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8588)

Thèmes :

- Défense : crédits (p. 8588)
- Finances publiques : dépenses en capital (p. 8588)
- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8588)
- Politique économique : conjoncture : croissance (p. 8588)
- Recherche (p. 8588)
- Transports urbains : tramways : dotations de l'Etat (p. 8588)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9219)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9220)
 Etat : expérimentation : Martinique (p. 9220)
 Finances publiques : annulations de crédits (p. 9220)
 Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9219)
 Outre-mer : continuité territoriale : subventions (p. 9221)
 Outre-mer : crédits (p. 9220)

Marie-Josée ROIG

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Ministre de la famille et de l'enfance*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)
 Est nommée Ministre de la famille et de l'enfance. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)
 Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)
 Secrétaire de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Martine Aurillac. Impôts et taxes. Crédit d'impôt famille aux entreprises. Réglementation [18 mai 2004] (p. 3772)
 M. Yves Nicolin. Famille. Adoption. Procédure, simplification [22 juin 2004] (p. 5243)
 M. Bruno Gilles. Famille. Politique familiale. Adolescents, perspectives [29 juin 2004] (p. 5674)

DÉBATS

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2877)

Thèmes :

Famille : crédits budgétaires (p. 2878)
 Famille : médiation (p. 2878)
 Famille : divorce : faute (p. 2878)
 Famille : divorce : modernisation (p. 2877)
 Famille : mariage (p. 2877)
 Prestations familiales : caisses : médiation (p. 2878)

Jean-Marie ROLLAND

*Yonne (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19793)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)
 Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Moniteurs de ski, revendications [14 janvier 2004] (p. 356)
 Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [10 février 2004] (p. 1566)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 600, posée le 27 janvier 2004. Voirie. Ponts (J.O. Questions p. 557). Appelée le 27 janvier 2004. Propriété, réglementation (p. 919)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2003] (p. 9535, 9555, 9587) ; [29 octobre 2003] (p. 9633)

Son intervention (p. 9609)

Thèmes :

Santé : politique de la santé (p. 9609)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9610)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 9609)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9609)

Vincent ROLLAND

*Savoie (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 650, posée le 24 février 2004. Voirie. RN 212 (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Sécurisation, perspectives (p. 1791)

n° 873, posée le 29 juin 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : services extérieurs (J.O. Questions p. 4808). Appelée le 29 juin 2004. Directions départementales, effectifs du personnel, Savoie (p. 5657)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son amendement n° 1414 (p. 1042)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Louis Christ (gratuité des secours) (p. 7268)

Bernard ROMAN
Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Réforme. conséquences
 [7 octobre 2003] (p. 8174)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1422 actualisant le tableau de répartition de sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3183)

Son intervention (p. 3187)

Thèmes :

Collectivités territoriales : collège sénatorial (p. 3188)
 Elections et référendums : collège sénatorial (p. 3188)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : représentation proportionnelle (p. 3188)
 Femmes : parité (p. 3188)
 Parlement : Sénat : réforme (p. 3187)
 Parlement : Sénat : représentativité (p. 3188)
 Ses explications de vote (p. 3190)
 Abstention du groupe socialiste (p. 3188)

Serge ROQUES

Aveyron (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 651, posée le 24 février 2004. Anciens combattants et victimes de guerre. Offices départementaux (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Fonctionnement, effectifs de personnel (p. 1804)

n° 776, posée le 25 mai 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3737). Appelée le 25 mai 2004. Fonctionnement, financement, Villefranche-de-Rouergue (p. 4014)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Élevage : bovins : fourrage (p. 9180)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Son intervention (p. 10381)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 10381)
 Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 10382)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 10381)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10382)
 Santé : cancer (p. 10381)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4343)

Thèmes :

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4343)
 Handicapés : commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) (p. 4343)
 Handicapés : emplois réservés (p. 4343)
 Handicapés : enfants (p. 4343)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4343)
 Politique sociale : solidarité : handicapés (p. 4343)

Philippe ROUAULT

Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2004 [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21142)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 13 : Ecologie et développement durable (n° 1110) [9 octobre 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire [29 avril 2004] (n° 1580)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Semaine du développement durable, perspectives [16 juin 2004] (p. 4995)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9417)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 9418)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9418)

Eau : agences (p. 9417)
 Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 9417)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9418)
 Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 9418)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9418)
 Environnement : crédits (p. 9417 et s.)
 Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 9418)
 Environnement : Natura 2000 (p. 9419)
 Environnement : paysages : protection (p. 9419)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : effectifs (p. 9419)
 Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 9418)
 Sécurité publique : inondations (p. 9418)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 9418)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 47 (changement de destination des bâtiments agricoles) : retiré (p. 784)

Article 19 (élaboration par la région de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains (PPAENP) et de programmes d'action)

Son amendement n° 50 (p. 844)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 55 (p. 848)

Article 21 (création d'une agence régionale des espaces agricoles et naturels périurbains)

Son amendement n° 59 (p. 854)

Article 34 (droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son amendement n° 68 (p. 888)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2847)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2847 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2847)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2847)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3835)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3835)

Energie et carburants : biocarburants (p. 3836)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3835)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3835 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Environnement : développement durable (p. 4121)

Environnement : principe de précaution (p. 4121)

Environnement : protection : charte de l'environnement (p. 4121)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4900)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : simplifications administratives (p. 4900)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4900)

Elevage (p. 4900)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4900 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4900)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5419)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 5419)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5419)

Finances publiques : dette publique (p. 5419 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5419)

Politique économique : croissance (p. 5419)

Proposition de loi n° 1498 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juillet 2004] (p. 7345)

Son intervention (p. 7355)

Thèmes :

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : abstentionnisme (p. 7355)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : histoire (p. 7355)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : réforme (p. 7356)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7356)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Son intervention (p. 7360)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 7361)

Donations et successions : donations : exonération (p. 7361)

Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 7361)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 7361)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 7360)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) : avantages fiscaux (p. 7361)

Lois : évaluation : coût (p. 7360)

Politique économique : croissance : consommation (p. 7360)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7361)

Jean-Marc ROUBAUD

Gard (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8043)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 mai 2004] (p. 8044)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1573 visant à clarifier les qualités requises pour pouvoir contracter mariage [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1574 visant à instaurer la représentation de l'opposition municipale au sein des organismes extérieurs [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1577 tendant à modifier le mode de scrutin des élections [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1656 tendant à modifier les conditions du maintien de la prestation compensatoire en cas de remariage du conjoint créancier de ladite prestation [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Famille. Divorce. médiation familiale, mise en œuvre [14 octobre 2003] (p. 8506)

Prestations familiales. Prestation d'accueil du jeune enfant. Cumul avec l'allocation parent isolé (API) et le revenu minimum d'insertion (RMI), maintien [11 février 2004] (p. 1645)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [13 avril 2004] (p. 2870)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 499, posée le 1^{er} décembre 2003. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 9073). Appelée le 2 décembre 2003. Bassins d'emploi, aides de l'Etat (p. 11480)

n° 677, posée le 6 avril 2004. Sécurité publique. Inondations (J.O. Questions p. 2769). Appelée le 6 avril 2004. Indemnisation, aides de l'Etat, Gard (p. 2636)

n° 751, posée le 18 mai 2004. Energie et carburants. Energie éolienne (J.O. Questions p. 3525). Appelée le 18 mai 2004. Réglementation (p. 3756)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés**

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11540)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11540)

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11540)

Rapatriés : harkis (p. 11540 et s.)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son amendement n° 146 (p. 12364)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 147 (p. 12376)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 625)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 626)

Enseignement : obligation scolaire (p. 626)

Enseignement : pédagogie (p. 626)

Enseignement : programmes (p. 626)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 31 (p. 4578)

Michel ROUMEGOUX

Lot (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. financement [15 octobre 2003] (p. 8609)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2932)

Energie et carburants. EDF. Grève, coupures d'électricité, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4571)

DÉBATS**Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances**

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 1554)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1554)

Etrangers : immigration (p. 1554)

Etrangers : intégration (p. 1554)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 4976)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4976 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4976 et s.)

Secteur public : services publics : péréquation (p. 4976 et s.)

René ROUQUET

*Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine pour la prévention, la recherche et la sanction des infractions douanières (n° 1147) [28 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Surinam pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (n° 1148) [28 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'assistance mutuelle douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malte pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (n° 1150) [28 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) (n° 1207) [7 janvier 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 1147) autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine pour la prévention, la recherche et la sanction des infractions douanières
- le projet de loi (n° 1148) autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Surinam pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières
- le projet de loi (n° 1150) autorisant l'approbation de l'accord d'assistance mutuelle douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malte pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [2 décembre 2003] (n° 1269)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1207) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes française à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) [11 février 2004] (n° 1427)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)****Procédure des questions :**

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10141)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1479)

Thèmes :

Cultes : Alsace-Moselle (p. 1480)

Cultes : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat (p. 1479)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : liberté de pensée (p. 1479)

Enseignement : mixité sociale (p. 1480)

Enseignement : établissements scolaires : signes religieux (p. 1480)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1479)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1480)

Max ROUSTAN

*Gard (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 20 mai 2004] (p. 9001)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la désindustrialisation du territoire [27 mai 2004] (n° 1625)

Proposition de loi n° 1695 visant à reporter les dates des prochaines élections municipales et cantonales [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12502)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 797, posée le 1^{er} juin 2004. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 3880). Appelée le 1^{er} juin 2004. Biens acquis avec une subvention d'équipement (p. 4256)

Xavier de ROUX

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

Rapporteur du projet de loi de sauvegarde des entreprises (n° 1596) [2 juin 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Réforme. Droit des sociétés, simplification [14 avril 2004] (p. 2934)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Le Guen (extension de l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool par voie d'affichage) (p. 8282)

Article 17 (lutte contre l'alcoolisme)

Son intervention (p. 8287 et s.)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11331)

Thèmes :

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 11331, 11339)

Lois : projet de loi : discrimination (p. 11331, 11339)

Ses explications de vote (p. 11339)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11339)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 6 (assouplissement des règles de fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA))

Son intervention (p. 766)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 769)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 5 (modalités d'exercice professionnel offertes aux avocats inscrits sous leur titre professionnel d'origine)

Son amendement n° 46 (p. 85)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. Christian Paul (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2015)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son intervention (p. 2017)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2026)

Après l'article 89

Intervient sur l'amendement n° 236 rectifié de la commission des finances (dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de l'investissement productif) (p. 2502)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 31 [séance du 16 juillet 2004] (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une union nationale des organismes de protection sociale complémentaire)

Son intervention (p. 6801 et s.)

Patrick ROY

Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Inégalités sociales, réduction [22 octobre 2003] (p. 9211)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 554, posée le 20 janvier 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Effectifs de personnel, Nord (p. 556)

n° 654, posée le 6 avril 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Déchetteries (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 6 avril 2004. Centre d'enfouissement, création, Denain, conséquences (p. 2635)

n° 762, posée le 25 mai 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : services extérieurs (J.O. Questions p. 3734). Appelée le 25 mai 2004. Directions générale et départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, restructuration, Valenciennes (p. 4005)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10842)

Son intervention (p. 10885)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10843, 10885)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10886)

Femmes : droits (p. 10886)

Politique sociale : inégalités (p. 10885)

Politique sociale : insertion (p. 10843, 10886)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10842, 10886)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10842, 10885)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 9 (domiciliation des demandeurs de RMI)

Son intervention (p. 10936)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10985 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 614)

Thèmes :

Départements : Nord (p. 614)

Enseignement : pédagogie (p. 614)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 614)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 614)

Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 614)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1431)

Thèmes :

Cultes : lieux de culte : discrimination (p. 1432)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1432)

Lois : projet de loi : laïcité (p. 1431)

Politique économique : libéralisme : chômage (p. 1431)

Ségolène ROYAL

*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1255 relative à la lutte contre l'utilisation marchande et dégradante du corps humain dans la publicité [27 novembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Quotas, politiques communautaires [10 décembre 2003] (p. 12052)

DÉBATS

Projet de loi n° 1152 relatif à l'accueil et à la protection de l'enfance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 décembre 2003] (p. 11570)

Après l'article 8

Son amendement n° 33 (formation d'avocats à l'assistance aux victimes de violences sexuelles) : rejeté (p. 11579)

Après l'article 11

Son amendement n° 42 (dispositions portant protection des femmes victimes de violences) (p. 11583) : rejeté (p. 11584)

Son amendement n° 43 (dispositions relatives à la prescription en matière de violences et d'agressions sexuelles) (p. 11583) : rejeté (p. 11584)

Son amendement n° 44 (dispositions permettant le maintien à domicile des femmes victimes de violences conjugales) (p. 11583) : rejeté (p. 11584)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12161)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12161)

Politique sociale : surendettement (p. 12161)

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Desallangre (obligation au prêteur d'examiner le taux d'endettement de l'emprunteur) (p. 12170)

Son amendement n° 35 corrigé (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12170) : rejeté (p. 12172)

Après l'article 3

Reprend l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) : rejeté (p. 12180)

Avant l'article 4

Son amendement n° 34 (obligations formelles pesant sur la présentation de clauses relatives au coût du crédit ; interdiction de la publicité sur le crédit à taux zéro) : rejeté (p. 12182)

Son amendement n° 31 (déchéance des intérêts stipulés dans un contrat de prêt passé avec un emprunteur dont la situation économique était compromise à la date du contrat) (p. 12182) : rejeté (p. 12183)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 98 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 113 (p. 3693)

Son amendement n° 128 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 143 (p. 3710)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Augustin Bonrepaux (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Bourguignon (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Carcenac (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Christophe Caresche (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Bernard Derosier (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. René Dosière (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Dumont (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Louis Idiart (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Yves Le Drian (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Victorin Lurel (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Migaud (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pascal Terrasse (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722)

Son amendement n° 38 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 3726 et s.)

Son amendement n° 23 (p. 3727)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Balligand (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Carcenac (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christophe Caresche (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Derosier (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. René Dosière (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Dumont (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Idiart (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Yves Le Drian (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Victorin Lurel (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Jack Queyranne (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Pascal Terrasse (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728)

Son amendement n° 53 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 68 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 83 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4065)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4065)

Communes : maires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4066)

Environnement : biodiversité (p. 4066)

Environnement : changements climatiques : Union européenne (p. 4068)

Environnement : dommages à l'environnement (p. 4067)

Environnement : politique de l'environnement (p. 4068)

Environnement : principe de précaution (p. 4065)

Environnement : protection : relations internationales (p. 4068)

Recherche : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4066)

Régions : conseils régionaux : produits biocides (p. 4066)

Traités et conventions : Conférence de Rio : principe de précaution (p. 4067)

S

Martial SADDIER

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement (n° 992) [15 décembre 2003]

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12572)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi constitutionnelle (n° 992) relatif à la Charte de l'environnement [11 mai 2004] (n° 1593)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [14 janvier 2004] (p. 352)

Agriculture. Agrobiologie. Développement, aides de l'Etat [30 juin 2004] (p. 5743)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 522, posée le 15 décembre 2003. Sécurité publique. Secours (J.O. Questions p. 9506). Appelée le 16 décembre 2003. Gratuité, réforme, conséquences (p. 12403)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10552)

Son intervention (p. 10552)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : aide sociale (p. 10553)

Entreprises : création (p. 10553)

Entreprises : formalités administratives (p. 10552)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10552)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 10553)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10553)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Son intervention (p. 10632)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 10632)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10632)

Entreprises : transmission (p. 10632)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10633)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 8

Son amendement n° 712 (représentation obligatoire de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) (p. 774) : adopté (p. 775)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Marc Le Fur (développement des exploitations agricoles) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (développement des exploitations agricoles : aménagement du principe de réciprocité) (p. 786)

Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Dominique Juillot (scieries autorisées à provisionner des investissements futurs) (p. 792)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 828 deuxième rectification de M. Yves Coussain (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1004 de M. Michel Bouvard (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de M. Michel Bouvard (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) (p. 810)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Jean-Pierre Decool (privilège spécial du groupement d'employeurs en cas de liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement) (p. 821)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 1300 de M. Michel Bouvard (formation des travailleurs saisonniers) (p. 827)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Michel Bouvard (espaces boisés en montagne) (p. 838)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean Auclair (suppression des SAFER) (p. 851)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 1006 de M. Michel Bouvard (notification des décisions des autorités administratives locales affectant les AOC) (p. 856)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Michel Bouvard (droit communal de préemption des biens vacants) (p. 859)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Michel Bouvard (plans de réouverture de l'espace) (p. 860)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 862)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son intervention (p. 891)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son amendement n° 1258 (p. 1034)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son amendement n° 565 (p. 1042)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son amendement n° 563 (p. 1107)

Après l'article 66

Son amendement n° 567 rectifié (enseignement agricole ; projet d'établissement) : adopté après rectification (p. 1198)
 Son amendement n° 566 (rôle d'insertion des jeunes et des adultes) : adopté (p. 1198)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

La présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4045)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 4046)
 Environnement : charte de l'environnement (p. 4046)
 Environnement : développement durable (p. 4046)
 Environnement : dommages à l'environnement : prévention (p. 4047)
 Environnement : dommages à l'environnement : responsabilité civile (p. 4047)
 Environnement : principe de précaution (p. 4046)
 Recherche : innovation (p. 4047)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 1er (référence à la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution)

Son intervention (p. 4132)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4138 et s.)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Son intervention (p. 4279)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 13 (modalités pratiques de l'autonomie fonctionnelle)

Son intervention (p. 5545)

Son amendement n° 1215 : adopté après modification (p. 5545)

Article 27 (adaptation aux règles de territorialité applicables aux distributeurs non nationalisés et aux distributeurs publics gazières agréés)

Son intervention (p. 5609)

Article 32 (adaptation du régime de concession de la distribution publique d'électricité et de gaz)

Son intervention (p. 5621 et s.)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7240)

Thèmes :

Départements : Haute-Savoie : secours en montagne (p. 7240)
 Sécurité publique : secours en montagne : financement (p. 7241)

Discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7253) ; [27 juillet 2004] (p. 7307)

Article 11 (plans ORSEC)

Son amendement n° 75 (p. 7260)

Article 20 (commandement des opérations de secours)

Son amendement n° 82 (p. 7265)

Article 22 (financement des opérations de secours)

Son intervention (p. 7265)

Son amendement n° 116 (p. 7266)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Louis Christ (gratuité des secours) (p. 7268)

Tokia SAÏFI

Secrétaire d'Etat au développement durable

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6179)

Cesse ses fonctions ministérielles le 21 juin 2004. Décret du 21 juin 2004 [J.O. du 22 juin 2004] (p. 11168)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pascal Terrasse. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Sud-Est [3 décembre 2003] (p. 11600)

M. Étienne Mourrut. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection. Dignes, basse vallée du Rhône [10 décembre 2003] (p. 12049)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Frédéric Dutoit. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Lutte et prévention, transports routiers, Marseille [2 décembre 2003] (p. 11503)

M. Christian Paul. Environnement. Parcs naturels. Financement, aides de l'Etat [20 janvier 2004] (p. 559)

Mme Jacqueline Fraysse. Eau. Distribution et assainissement. Provisions pour le renouvellement des immobilisations, utilisation, réglementation [20 janvier 2004] (p. 560)

M. Jacques Briat. Retraites : régime agricole. Paiement des pensions. Mensualisation, conséquences fiscales [24 février 2004] (p. 1805)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

La réponse (p. 9442)

Réponses aux questions :

Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 9442) (M. Gilbert Biessy) (p. 9442)

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 478, posée le 1^{er} décembre 2003. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 9069). Appelée le 2 décembre 2003. Réglementation (p. 11488)

Francis SAINT-LÉGER
Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (n° 1058) [5 novembre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1058) relatif aux territoires ruraux [7 janvier 2004] (n° 1333)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1614), relatif au développement des territoires ruraux [29 septembre 2004] (n° 1828)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. statut [1^{er} octobre 2003] (p. 8001)

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3548)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 874, posée le 29 juin 2004. Agriculture. Jeunes agriculteurs (J.O. Questions p. 4808). Appelée le 29 juin 2004. Installation, aides de l'Etat (p. 5645)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 9181)

Élevage : bâtiments (p. 9182)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 485)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 487)

Aménagement du territoire : montagne (p. 485 et s.)

Eau : agences : montagne (p. 487)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 487)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 487)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 487)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 487)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son sous-amendement n° 1448 corrigé à l'amendement n° 1428 de M. Yves Coussain (p. 683)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 758 et s.)

Avant l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 337 de la commission (création d'un chapitre) (p. 1014)

l'amendement n° 1123 de M. Michel Bouvard (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 1324 de M. François Brottes (politiques spécifiques de développement agricole et forestier en zone de montagne) (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 1051 de M. Jean Lassalle (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Jean-Louis Christ (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Michel Bouvard (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1321 de M. François Brottes (étiquetage des produits AOC) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Jean Lassalle (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1105 corrigé de M. François Vannson (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 1130 corrigé de M. Michel Bouvard (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017)

Intervient sur l'amendement n° 902 de M. Joël Giraud (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1019)

Intervient sur l'amendement n° 1184 de M. François Brottes (délai d'autorisation tacite d'une installation de microcentrale) (p. 1020)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission (création d'un nouveau chapitre) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 1339 de M. François Brottes (autorisation d'urbanisme commercial et consultation du comité de massif) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 343 de la commission (exonération de droits de succession pour les entreprises situées en zone de montagne ou en ZRR) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1061 corrigé de M. Jean Lassalle (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1129 corrigé de M. Michel Bouvard (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1323 de M. François Brottes (contrats types d'exploitation agricole) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 345 de la commission (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1345 de M. François Brottes (convention intercommunale d'exploitation des remontées mécaniques) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 1344 de M. François Brottes (services au public en zone de montagne) (p. 1036)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Jean Lassalle (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) (p. 1036)

Intervient sur l'amendement n° 1103 de M. François Vannson (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) (p. 1036)

Article 63 (possibilité pour les communes de montagne de reverser tout ou partie de la taxe de séjour aux EPCI)

Son intervention (p. 1036)

Son amendement n° 1363 (p. 1036)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 346 de la commission (fixation du taux de la taxe sur les entreprises spécialement intéressées à la prospérité de la station) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 903 de M. François Brottes (vice-présidents des commissions syndicales de gestion des biens indivis intercommunaux) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 347 rectifié de la commission (création d'un nouveau chapitre) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Jean Lassalle (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1107 de M. François Vannson (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1133 de M. Michel Bouvard (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 1200 de M. François Brottes (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 348 rectifié de la commission (constructibilité ; rives des plans d'eau) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 349 de la commission (constructibilité - rives des plans d'eau intérieurs) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 1198 corrigé de M. François Brottes (constructibilité - rives des plans d'eau intérieurs) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 1197 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 1413 de M. Henri Nayrou (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1038)

Intervient sur l'amendement n° 730 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (critères de classement en zones de montagne) (p. 1042)

Article 64 (assouplissement de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN))

Son intervention (p. 1042)

Ses amendements n°s 1364 et 1365 troisième rectification (p. 1042)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 1487 de M. Joël Giraud (logement des saisonniers) (p. 1045)

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. François Vannson (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1045)

Intervient sur l'amendement n° 1490 de M. François Brottes (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1045)

Intervient sur l'amendement n° 1488 de M. Michel Bouvard (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1045)

Intervient sur l'amendement n° 967 de M. François Brottes (normes des refuges de montagne) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 1526 du Gouvernement (normes des refuges de montagnes) (p. 1046)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 352 de la commission (remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les carburants pour les petites entreprises des communes de montagne) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 353 de la commission (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047)

Intervient sur l'amendement n° 1502 de M. Michel Bouvard (concession des droits de chasse des communes dont tout ou partie du territoire est classé dans un parc national) (p. 1048)

Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Michel Bouvard (ouvrages nécessaires au débardage des bois d'exploitation ; propriétés forestières des communes classées en zones de montagne) (p. 1050)

Intervient sur l'amendement n° 1527 du Gouvernement (ouvrages nécessaires au débardage des bois d'exploitation ; propriétés forestières des communes classées en zones de montagne) (p. 1050)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Daniel Spagnou (régulation des loups) (p. 1050)

Intervient sur l'amendement n° 1332 de M. François Brottes (taxe de séjour intercommunale dans les zones de montagne) (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 350 de la commission (dotation de solidarité rurale des communes de montagne) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 351 de la commission (travaux sectionaux d'intérêt communal ; charges financières ; répartition) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Jean Lassalle (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Michel Bouvard (dotation des communautés de communes) (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 1500 de M. Michel Bouvard (vice-présidents) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1501 de M. Michel Bouvard (biens indivis des communes) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 354 de la commission (extension de l'exonération des droits de mutation applicables aux acquisitions de fonds de commerce) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 1139 de M. Michel Bouvard (sauvegarde de l'hôtellerie familiale dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 1416 de M. François Brottes (réhabilitation des bâtiments ayant eu un usage agricole) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Henriette Martinez (reconnaissance du pastoralisme) (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Spagnou (reconnaissance de productions de qualité issues de l'activité pastorale ou agricole) (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Michel Bouvard (institution de zones d'exclusion des prédateurs) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 1137 de M. Michel Bouvard (pharmacies implantées dans les stations de sports d'hiver) (p. 1063)

Intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Henriette Martinez (routes à grande circulation ; inconstructibilité) (p. 1064)

Son amendement n° 670 (autoroutes et voies express ; inconstructibilité) : supprimé (p. 1064)

Intervient sur l'amendement n° 356 deuxième correction de la commission (massifs : directives territoriales ; adaptations) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 357 de la commission (télécommunications : aménagements particuliers en montagne) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1185 de M. François Brottes (aides du FISAC : attribution régionale) (p. 1087)

Intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Michel Bouvard (critères permettant de déterminer les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1088)

Intervient sur l'amendement n° 1263 de M. François Brottes (élargissement du périmètre des zones de revitalisation rurale à des communautés de communes en déclin économique ou démographique) (p. 1089)

Intervient sur l'amendement n° 1140 de M. Michel Bouvard (adaptation, pour les zones de montagne, des modalités d'établissement du classement en zone géographique utilisé pour les aides de l'ANAH) (p. 1089)

Intervient sur l'amendement n° 1147 de M. Michel Bouvard (classement des communes associées ou ayant fusionné) (p. 1090)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7239)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : recrutement (p. 7239)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7239)

Frédéric de SAINT-SERNIN

Dordogne (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, auprès du ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer. Décret du 14 avril 2004 [J.O. du 15 avril 2004] (p. 6942)

Cessation de son mandat de député le 14 mai 2004 (voir indications préliminaires) [J.O. du 16 mai 2004] (p. 8757)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**

M. Jean-Marc Roubaud. Energie et carburants. Energie éolienne. Réglementation [18 mai 2004] (p. 3756)

M. Jean-Pierre Dufau. Tourisme et loisirs. Tourisme social. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4017)

M. Jean-Claude Sandrier. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : services extérieurs. Centre national d'éducation physique et sportive (CREPS), fonctionnement, personnel. Bourges [25 mai 2004] (p. 4018)

M. Pascal Clément. Transports aériens. Aéroport de Saint-Etienne Bouthéon. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4015)

M. André Flajolet. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Nord-Pas-de-Calais [25 mai 2004] (p. 4016)

M. Jean-Pierre Abelin. Agroalimentaire. Groupe France Champignon. Emploi et activité, Châtelleraut [8 juin 2004] (p. 4557)

M. Vincent Rolland. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : services extérieurs. Directions départementales, effectifs du personnel, Savoie [29 juin 2004] (p. 5657)

M. Jean-Luc Warsmann. Voirie. RN 51 et A 34. Aménagement, Ardennes, perspectives [29 juin 2004] (p. 5656)

*En qualité de Député***DÉBATS****Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)**

Son intervention (p. 334)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 334)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 334)

Relations internationales : autonomie (p. 334)

Projet de loi n° 1324 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1134)

Thème :

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 1134)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)***Après l'article 75*

Intervient sur le sous-amendement n° 230 de M. Mansour Kamardine (application à la collectivité territoriale de Mayotte) à l'amendement n° 20 rectifié du Gouvernement (intégration de RFO au sein du groupe France Télévisions) (p. 1761)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 juin 2004] (p. 9840)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1445 relative à la sécurité des établissements de baignade recevant du public [24 février 2004]

Proposition de loi n° 1566 visant à instaurer une date limite de paiement des salaires au mois de décembre [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1567 visant à supprimer l'exonération d'impôt sur les revenus des indemnités de départ des dirigeants sociaux [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1568 visant à accorder aux associations de défense des buralistes les droits reconnus à la partie civile dans les infractions liées à la contrebande du tabac [29 avril 2004]

Proposition de loi n° 1763 visant à garantir l'accès à la propriété aux commerçants locataires [21 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1816 visant à inclure les logements détenus par les sociétés d'économie mixtes nationales et les logements foyers dans le dispositif de dotation de solidarité urbaine [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président***RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE**

M. Jean-Louis Dumont : lui indique que son rappel au règlement ne visait pas l'article 55 (comme la Meuse dont il est l'élu) - numéro de son département - mais l'article 58 du règlement [15 octobre 2003] (p. 8584)

M. Augustin Bonrepaux : indique que le vote était annoncé, que le président a la faculté - et non l'obligation - de donner la parole à un député pour répondre au Gouvernement et à la commission et qu'il avait considéré que l'Assemblée était suffisamment informée [20 octobre 2003] (p. 8962)

M. Didier Migaud : rappelle que la faculté offerte au Président de donner la parole à un député pour répondre au Gouvernement et à la commission n'est pas inscrite dans le règlement [20 octobre 2003] (p. 8962)

Mme Muguette Jacquaint : répond qu'il ne s'agit ni d'un rappel au règlement ni d'un fait personnel. De plus, "comme le prévoit le règlement, la parole pour un fait personnel ne peut être accordée qu'en fin de séance" [18 novembre 2003] (p. 10783)

M. Augustin Bonrepaux : indique qu'en raison d'une réunion du bureau prévue à dix heures le lendemain, il lèvera la séance autour d'une heure du matin et n'acceptera plus de suspensions de séance. Le Gouvernement étant représenté par M. Devedjian et le rapporteur étant également présent, l'Assemblée peut délibérer [2 mars 2004] (p. 2326)

M. Augustin Bonrepaux : renvoie au décret soumettant le projet de loi à la délibération de l'Assemblée nationale qui prévoit que le ministre de l'intérieur sera chargé d'en soutenir la discussion. M. Devedjian, en tant que ministre délégué aux libertés locales auprès du ministre de l'intérieur, est donc tout à fait habilité à représenter le Gouvernement [2 mars 2004] (p. 2326)

M. Augustin Bonrepaux : répond que la discussion continuera jusqu'à une heure trente et reprendra le lendemain après-midi pour finir dans la nuit [12 mai 2004] (p. 3579)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Dumont (cf supra) [15 octobre 2003]

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 14

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 8961)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 8962)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf supra) [18 novembre 2003] (p. 10783)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 3

Répond aux observations de M. Christian Paul : indique qu'il ne s'agit pas d'un rappel au règlement mais d'un fait personnel pour lequel la parole est accordée en fin de séance [26 février 2004] (p. 2009)

Avant l'article 60

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [2 mars 2004] (p. 2326)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [12 mai 2004] (p. 3579)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Hausse, conséquences [5 novembre 2003] (p. 10029)

Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, perspectives [7 avril 2004] (p. 2671)

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3544)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 709, posée le 4 mai 2004. Patrimoine culturel. Protection (J.O. Questions p. 3206). Appelée le 4 mai 2004. Ancienne gare des chemins de fer de Provence, Nice (p. 3268)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Son amendement n° 61 (dirigeants de sociétés – imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) : non soutenu (p. 8759)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10187)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : fichiers informatisés (p. 10188)

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence : Nice (p. 10188)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 10187)

Police : policiers : création d'emplois (p. 10187)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : moyens (p. 10188)

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Après l'article 31

Son amendement n° 321 rectifié (présence d'une photo d'identité sur la carte SESAM-Vitale) : devenu sans objet (p. 9821)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Après l'article 5

Son amendement n° 275 (constitution de partie civile des associations de buralistes pour les infractions liées à la contrebande de tabac) (p. 11259) : rejeté (p. 11260)

Après l'article 16

Son amendement n° 273 (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) : retiré (p. 11308)

Son amendement n° 274 (répression de la propagande révisionniste) (p. 11308) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11311)

Son amendement n° 391 (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11308) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11311)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11550)

Thèmes :

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11551)

Justice : personnes disparues (p. 11550 et s.)

Pays étrangers : Algérie : cimetières (p. 11552)

Politique sociale : surendettement (p. 11551)

Rapatriés : harkis (p. 11550 et s.)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11983)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : élections régionales (p. 11983)

Femmes : parité : Corse (p. 11983)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4582)

André SAMITIER

Yvelines (8^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Décédé le 10 septembre 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Jean-Claude SANDRIER

Cher (2^{ème} circonscription)

Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Lois de finances. 2004, perspectives [21 octobre 2003] (p. 9094)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3767)

Parlement. Ordre du jour. EDF, GDF et assurance maladie, pertinence [15 juin 2004] (p. 4911)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 586, posée le 27 janvier 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 554). Appelée le 27 janvier 2004. Traitement, perspectives (p. 904)

n° 757, posée le 25 mai 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : services extérieurs (J.O. Questions p. 3733). Appelée le 25 mai 2004. Centre national d'éducation physique et sportive (CREPS), fonctionnement, personnel, Bourges (p. 4018)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Reproche au président de séance d'avoir déclaré : "quant à M. Sandrier, on n'a pas à lui répondre" et déclare qu'il n'y a pas deux catégories de députés [16 octobre 2003] (p. 8723)

S'indigne des propos politiques, voire provocateurs, tenus par le Premier ministre en réponse à une question au Gouvernement sur l'élargissement de l'Union européenne alors qu'étaient présents, dans les tribunes, les présidents des assemblées des dix pays devant la rejoindre en 2004 [3 décembre 2003] (p. 11604)

DÉBATS

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2003] (p. 8011)

Son intervention (p. 8030)

Thèmes :

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8030)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8030 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale : tarifs publics (p. 8030 et s.)

Politique économique : consommation (p. 8030)

Politique générale : libéralisme : mondialisation (p. 8031)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 8030)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8031)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8610)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 8612)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8612)

Défense : crédits (p. 8612)

Emploi : chômage (p. 8611)

Enseignement : crédits (p. 8612)

Entreprises : financement : fonds publics (p. 8613)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement (p. 8612)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8612)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8612)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8612)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8611 et s.)

Logement (p. 8612)

Marchés financiers (p. 8610 et s.)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 8613)

Politique générale : libéralisme : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8611)

Politique générale : populisme : élections et référendums (p. 8611)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8611)

Sociétés : dirigeants (p. 8611)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8611)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : réhabilitation (p. 8611)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 8684)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Ses interventions (p. 8691, 8696, 8706, 8714 et s., 8721, 8724)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 octobre 2003] (p. 8723)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 8735, 8742)

Article 4 (adaptation de la réduction d'impôt au titre des frais de dépendance supportés par les personnes âgées hébergées en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 8747)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Brard (PACS - suppression du délai de trois ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8750)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (PACS - délai de deux ans pour le bénéfice de l'imposition commune) (p. 8751)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values à long terme des entreprises - taux d'imposition porté de 16 % à 20 %) (p. 8759)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Pierre Brard (dirigeants de sociétés - imposition de la totalité des indemnités attribuées en cas de cessation forcée de leurs fonctions) (p. 8759)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières - montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 5 000 €) (p. 8763)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières - montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 7 000 €) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Brard (plus-values sur valeurs mobilières - montant de cessions déclenchant l'imposition ramené de 15 000 € à 9 000 €) (p. 8764)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (pensions et retraites - plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 10 000 €) (p. 8766)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (pensions et retraites - plafond de l'abattement de 10 % porté de 3 214 € à 5 000 €) (p. 8766)

Intervient sur l'amendement n° 148 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal - taux ramené de 50 % à 33,33 %) (p. 8767)

Intervient sur l'amendement n° 121 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal au titre des dividendes perçus par des personnes morales - suppression) (p. 8767)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Brard (avoir fiscal au titre des dividendes perçus par des personnes morales - taux ramené de 10 % à 5 %) (p. 8767)

Article 41 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 8935)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : exonération des établissements publics de santé) (p. 8948)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations sportives bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8949)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère culturel bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère éducatif bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère social bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Jean-Pierre Brard (taxe sur les salaires : non-application du taux de 13,6 % aux associations à caractère philanthropique bénéficiant d'un agrément ministériel) (p. 8950)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Pierre Brard (contribution des institutions financières : rétablissement du taux de 1 %) (p. 8951)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Brard (contribution des institutions financières : pérennisation du taux de 0,8 %) (p. 8951)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Brard (contribution des institutions financières : suppression de l'abattement de 3 000 €) (p. 8953)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Brard (contribution des institutions financières : abattement ramené de 3 000 € à 1 500 €) (p. 8953)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Pierre Brard (crédit d'impôt recherche remplacé par un impôt dont seraient déduites les dépenses de recherche) (p. 8956)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des œuvres d'art dans l'assiette sur la base de 3 % du patrimoine déclaré sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 8958)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : abattement de 50 % sur la valeur des parts - engagement collectif de conservation devant porter sur 25 % et non 20 % du capital) (p. 8963)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : qualification de biens professionnels - 75 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8976)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : qualification de biens professionnels - 65 % et non 50 % du patrimoine) (p. 8976)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Jean-Pierre Brard (impôt de Bourse : rétablissement pour les non-résidents) (p. 8987)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Jean-Pierre Brard (taxe foncière sur les propriétés bâties : dégrèvement porté de 100 € à 150 € pour les redevables de plus de soixante-cinq ans disposant de faibles revenus) (p. 8987)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Brard (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 8991)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (associations : taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 8 000 €) (p. 8991)

Article 15 (revalorisation du prélèvement sur le produit de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle (IATP) opéré au profit de l'Etat)

Son intervention (p. 8994)

Article 16 (prélèvement sur le Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages - FGAO)

Son intervention (p. 8995)

Article 22 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-20 "Fonds national pour le développement de la vie associative" - FNDVA)

Son intervention (p. 9036)

Article 27 (majoration des tarifs de la taxe d'aviation civile - TAC)

Son intervention (p. 9049)

Article 30 (création d'une part régionale de la dotation globale de fonctionnement - DGF)

Son intervention (p. 9054)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean-Pierre Brard (prélèvement sur bases locatives élevées : nouveau barème et augmentation des taux) (p. 9061)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Pierre Brard (prélèvement sur bases locatives élevées : augmentation des taux) (p. 9061)

Article 40 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 9074)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11622)

Son intervention (p. 11634)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 décembre 2003] (p. 11604)

Thèmes :

Amnistie (p. 11636)

Conseil constitutionnel (p. 11622)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 11636)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 11634 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 11634)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 11634)

Impôt sur le revenu : impatriés (p. 11635)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : lutte contre l'exclusion (p. 11636)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 11634)

Politique économique : croissance (p. 11634 et s.)

Politique économique : libéralisme (p. 11636)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11635)

Politique sociale (p. 11635)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11634)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 11635)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 11622)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 11635)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son intervention (p. 11678)

Seconde délibération

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 11705)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Brard (restauration : taux réduit de la TVA) (p. 11724)

Article 17 (mesures en faveur des salariés exerçant temporairement une activité professionnelle en France)

Son intervention (p. 11737)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2842)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 2844)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2842 et s.)

Emploi (p. 2843)

Impôt sur le revenu (p. 2842)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2844)

Santé : santé publique (p. 2842)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5413)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 5413)

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 5414)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 5414)

Finances publiques : dépenses en capital : contrats de plan Etat-régions (p. 5414)

Finances publiques : dette publique (p. 5413)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5413)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : barème (p. 5413)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5413 et s.)

Logement (p. 5413)

Marchés financiers (p. 5414)

Secteur public : services publics (p. 5413 et s.)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5428)

Son intervention (p. 5439)

Thèmes :

Donations et successions : donations : exonération (p. 5439)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5440)

Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5439)

Finances publiques : dette publique (p. 5440)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5439)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5439)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5440)

Politique économique : consommation (p. 5439 et s.)

Politique économique : croissance (p. 5439)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5440)

Politique sociale : surendettement (p. 5439)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 1er (dons exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 5451)

Article 2 (réduction d'impôts au titre des intérêts des prêts à la consommation)

Son amendement n° 46 (de suppression) (p. 5457)

Après l'article 2

Son amendement n° 48 (crédit à la consommation : publicités interdites) (p. 5458) : rejeté (p. 5459)

Son amendement n° 49 (crédit à la consommation : vérification du taux d'endettement et de la solvabilité) (p. 5458) : rejeté (p. 5459)

Son amendement n° 50 (crédit à la consommation sur les lieux de vente : application des dispositions relatives au démarchage bancaire et financier) (p. 5458) : rejeté (p. 5461)

Son amendement n° 51 (prise de contact dans des bureaux d'établissements de crédit implantés à proximité de grandes surfaces : application des dispositions relatives au démarchage bancaire et financier) (p. 5458) : rejeté (p. 5461)

Son amendement n° 47 (frais perçus par les établissements de crédit : rubrique distincte sur les relevés de compte) (p. 5460) : rejeté (p. 5461)

Article 3 (mesures exceptionnelles de déblocage de la participation et de l'épargne salariale)

Son intervention (p. 5466)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 55 (aide subordonnée à l'engagement de création d'emplois) (p. 5470)

Son amendement n° 81 (remboursement des aides à défaut de création de 40 000 emplois) (p. 5473)

Article 5 (dégrèvement temporaire de taxe professionnelle des investissements nouveaux)

Son amendement n° 59 (dégrèvement subordonné à un engagement chiffré de création d'emplois) (p. 5476)

Après l'article 5

Son amendement n° 54 (taxe d'habitation : réduction du taux de plafonnement en fonction du revenu) : rejeté (p. 5478)

Son amendement n° 52 (taxe professionnelle : biens en location - article 1469 du code général des impôts) (p. 5478) : retiré (p. 5479)

Son amendement n° 53 (révision des valeurs locatives : suppression du prélèvement de 0,4 %) : rejeté (p. 5479)

Article 6 (exonération de l'imposition au titre des plus-values professionnelles pour la reprise d'activités de proximité)

Son intervention (p. 5481)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 juillet 2004] (p. 7357)

Son intervention (p. 7359)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : ouverture le dimanche (p. 7359)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 7359)

Lois : évaluation : coût (p. 7359)

Marchés financiers (p. 7360)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 7360)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7359)

Politique économique : mondialisation : délocalisations (p. 7360 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 7359)

Politique sociale : surendettement (p. 7359)

Presse et livres : Imprimerie nationale (p. 7359)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7360)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 5999 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6469 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6477 et s.)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6518 et s.)

Avant l'article 19 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6524)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1522 tendant à instaurer un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les prestations dispensées par les artisans coiffeurs [8 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Ile-de-France [3 mars 2004] (p. 2346)

DÉBATS

Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)

Article 4 (majoration du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 309 (p. 9706)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Patrice Martin-Lalande (tarification à la seconde) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 183 rectifié de M. Jean Lassalle (décret en Conseil d'Etat afin de préciser les cas dans lesquels les tarifs du service universel peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un avis préalable de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 229)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 49 (délégation des aides à la pierre aux départements et EPCI compétents)

Son amendement n° 182 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2184)

Ses amendements n°s 183 et 184 (p. 2187)

Son amendement n° 181 (p. 2207)

Nicolas SARKOZY

*Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
puis Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

DÉPÔTS

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales [22 octobre 2003]

Projet de loi n° 1483 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1165 du 8 décembre 2003 portant simplifications administratives en matière électorale [3 mars 2004]

Projet de loi n° 1500 portant ratification de l'ordonnance n° 2003-1212 du 18 décembre 2003 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales [10 mars 2004]

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie [15 avril 2004]

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie [5 mai 2004]

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières [19 mai 2004]

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement [16 juin 2004]

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003 [23 juin 2004]

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration [24 juin 2004]

Projet de loi n° 1782 ratifiant l'ordonnance n° 2004-504 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1783 ratifiant l'ordonnance n° 2004-482 du 3 juin 2004 complétant la transposition des directives 93/22/CE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières et 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1784 ratifiant l'ordonnance n° 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques [1^{er} septembre 2004]

Projet de loi n° 1794 ratifiant l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat [15 septembre 2004]

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005 [22 septembre 2004]

Projet de loi n° 1826 ratifiant l'ordonnance n° 2004-670 du 9 juillet 2004 portant transposition de la directive 2001/95/CE sur la sécurité générale des produits et adaptation de la législation au droit communautaire en matière de sécurité et de conformité des produits [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Francis Saint-Léger. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Statut [1^{er} octobre 2003] (p. 8001)
- M. Philippe Vitel. Etrangers. Zones d'attente. Roissy-Charles-de-Gaulle, Croix-rouge, droit de visite [7 octobre 2003] (p. 8170)
- M. Dino Cineri. Sécurité publique. Produits dangereux, produits chimiques agricoles, risques, sapeurs-pompiers [8 octobre 2003] (p. 8259)
- M. Yves Jégo. Services. Transport de fonds. Sécurité [14 octobre 2003] (p. 8503)
- M. Jacques-Alain Bénisti. Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [21 octobre 2003] (p. 9096)
- M. Nicolas Perruchot. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention, simulation d'attentat [21 octobre 2003] (p. 9209)
- M. Christian Estrosi. Droit pénal. Crimes et délits. Fichier génétique, développement, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9212)
- M. Gilbert Biessy. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Logement, expulsions [28 octobre 2003] (p. 9547)
- M. Thierry Mariani. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [28 octobre 2003] (p. 9550)
- M. Jean Tiberi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Observatoire de la délinquance, missions [4 novembre 2003] (p. 9942)
- Mme Nadine Morano. Arts et spectacles. Variétés. Rap, incitation à la violence et à la haine raciale, poursuites judiciaires [5 novembre 2003] (p. 10033)
- M. Patrick Delnatte. Politique extérieure. Belgique. Police, coopération frontalière, modalités [5 novembre 2003] (p. 10036)
- Mme Françoise de Panafieu. Police. Gardiens de la paix. Meurtre, conséquences [12 novembre 2003] (p. 10362)
- M. Gérard Léonard. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [19 novembre 2003] (p. 10814)
- M. Paul-Henri Cugnenc. Professions de santé. Médecins. Exercice de la profession, agressions [25 novembre 2003] (p. 11103)
- M. Jean-Pierre Decool. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Revendications [2 décembre 2003] (p. 11509)
- M. Marc-Philippe Daubresse. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Lambersart [2 décembre 2003] (p. 11513)
- M. Franck Gilard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [9 décembre 2003] (p. 11971)
- M. Michel Raison. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [10 décembre 2003] (p. 12046)
- M. Christian Vanneste. Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique [16 décembre 2003] (p. 12431)
- M. François Vannson. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention, Sénégal [16 décembre 2003] (p. 12433)
- M. Alain Suguenot. Politiques communautaires. Libre circulation des personnes. Biométrie, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12499)
- M. Jean-Pierre Door. Transports aériens. Aéroports. Sécurité [6 janvier 2004] (p. 39)
- M. Claude Goasguen. Ordre public. Maintien de l'ordre public. Prostitution étrangère, lutte et prévention [13 janvier 2004] (p. 278)
- M. Georges Fenech. Ordre public. Terrorisme. Attaques bactériologiques et chimiques, lutte et prévention [13 janvier 2004] (p. 283)
- M. François Scellier. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, bilan et perspectives [14 janvier 2004] (p. 350)
- Mme Chantal Brunel. Droit pénal. Atteintes à la personne humaine. Victimes, familles, revendications [20 janvier 2004] (p. 569)
- M. Jean-Claude Abrioux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [27 janvier 2004] (p. 934)
- M. René André. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [3 février 2004] (p. 1274)
- M. Camille de Rocca Serra. Collectivités territoriales. Corse. Visite du ministre de l'intérieur, bilan [4 février 2004] (p. 1360)
- M. Didier Quentin. Etrangers. Immigration clandestine. Bilan [10 février 2004] (p. 1565)
- M. Michel Lejeune. Etrangers. Zones d'attente. Roissy-Charles de Gaulle, conditions de rétention [2 mars 2004] (p. 2268)
- M. Loïc Bouvard. Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [3 mars 2004] (p. 2348)
- M. Charles de Courson. Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [6 avril 2004] (p. 2641)
- M. Jacques Brunhes. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, perspectives [6 avril 2004] (p. 2642)
- M. Yves Nicolin. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2643)
- Mme Élisabeth Guigou. Politiques communautaires. Budget. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2670)
- M. Dominique Dord. Secteur public. Privatisations. Calendrier [7 avril 2004] (p. 2672)
- M. Didier Migaud. Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2673)
- M. François Brottes. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [7 avril 2004] (p. 2675)
- M. François-Michel Gonnot. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [13 avril 2004] (p. 2865)
- M. Michel Raison. Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [14 avril 2004] (p. 2931)
- M. Jacques Desallangre. Politique économique. Politique monétaire. Perspectives [14 avril 2004] (p. 2931)
- M. Christian Bataille. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [14 avril 2004] (p. 2933)
- M. Jean-Luc Warsmann. Industrie. Pharmacie. Aventis, offre publique d'achat (OPA), perspectives [27 avril 2004] (p. 3112)
- M. Éric Besson. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [27 avril 2004] (p. 3113)
- M. Jean-Claude Lenoir. Industrie. Entreprises. Hausse des matières premières, conséquences [27 avril 2004] (p. 3116)
- M. Gilbert Gantier. Politique économique. Politique industrielle. Perspectives [28 avril 2004] (p. 3176)
- M. Philippe Martin. Politique extérieure. Etats-Unis. Déplacement d'un ministre, opportunité [28 avril 2004] (p. 3180)
- M. Damien Meslot. Industrie. Machines et équipements, machines et appareils électriques. Alstom, emploi et activité [18 mai 2004] (p. 3767)
- M. Jean-Marie Sermier. Politiques communautaires. Politique économique. Perspectives [19 mai 2004] (p. 3848)
- Mme Janine Jambu. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, personnel, statut [26 mai 2004] (p. 4110)
- M. Gérard Voisin. Industrie. Machines et équipements. Alstom, emploi et activité [26 mai 2004] (p. 4111)
- M. François Brottes. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [2 juin 2004] (p. 4349)
- M. Thierry Mariani. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [9 juin 2004] (p. 4656)
- Mme Chantal Brunel. Tourisme et loisirs. Parcs d'attractions. Eurodisney, situation financière [9 juin 2004] (p. 4659)
- M. Jean-Claude Sandrier. Parlement. Ordre du jour. EDF, GDF et assurance maladie, pertinence [15 juin 2004] (p. 4911)
- M. Alfred Trassy-Paillogues. Plus-values : imposition. Calcul. Fonds de commerce, cession [15 juin 2004] (p. 4911)
- M. André Chassaing. Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4988)
- M. Gilles Carrez. Politique économique. Croissance. Perspectives [16 juin 2004] (p. 4989)
- M. Jacques Bohe. Commerce et artisanat. Grande distribution. Baisse des prix, perspectives [22 juin 2004] (p. 5243)
- M. Éric Besson. Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [22 juin 2004] (p. 5244)
- M. Christian Ménard. Recherche. Politique de la recherche. Financement [22 juin 2004] (p. 5245)
- M. Gérard Bapt. Finances publiques. Déficit publics. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5318)
- M. Jean-Marc Ayrault. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [29 juin 2004] (p. 5667)
- M. Jean-Claude Decagny. Secteur public. Privatisations. Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) [29 juin 2004] (p. 5670)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son intervention (p. 9504)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9507)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 9509)

Etrangers : double peine (p. 9505)

Etrangers : détenus : transport (p. 9505)

Etrangers : éloignement du territoire : exécution des peines (p. 9506)
 Etrangers : expulsion : exécution des peines (p. 9510)
 Etrangers : immigration (p. 9504)
 Etrangers : titres de séjour : conjoints (p. 9505)
 Parlement : Sénat : amendements (p. 9505)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9518)

Son intervention (p. 9535)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Son intervention (p. 10169)

Ses réponses (p. 10188, 10192 à 10202)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation : préfectures (p. 10172)
 Collectivités territoriales : compensations financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10191)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : ressources (p. 10172)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement précédent (p. 10188)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 10169, 10190)
 Droit pénal : garde à vue : circulaires (p. 10190)
 Fonctionnaires et agents publics : prêts bonifiés (p. 10190)
 Fonctionnaires et agents publics : primes : rémunération au mérite (p. 10171)
 Gendarmerie : regroupement (p. 10170)
 Gendarmerie : crédits : ministère de la défense (p. 10170)
 Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 10173)
 Lois : loi d'orientation : crédits budgétaires (p. 10169)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 10170)
 Ordre public : réserve civile (p. 10171)
 Police : officiers (p. 10171)
 Police : adjoints de sécurité (p. 10171)
 Police : crédits : formation professionnelle (p. 10189)
 Police : effectifs : Val d'Oise (p. 10190)
 Police : police de proximité (p. 10188)
 Police : policiers : heures supplémentaires (p. 10189)
 Police : policiers : recrutement (p. 10189)
 Sécurité publique : sécurité civile : moyens (p. 10172)
 Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 10191)
 Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 10173)
 Système pénitentiaire : détenus : transport (p. 10190)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 10172)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : regroupement : coopération intercommunale (p. 10200) (M. Denis Merville) (p. 10200)
 Communes : sécurité routière (p. 10202) (M. Jean-Pierre Grand) (p. 10202)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : taxe professionnelle (p. 10202) (M. Denis Merville) (p. 10202)
 Droit pénal : main courante : gendarmerie (p. 10201) (M. François Guillaume) (p. 10200)
 Etrangers : cartes de résident : Mayotte (p. 10202) (M. Mansour Kamardine) (p. 10201)
 Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 10199) (M. Mansour Kamardine) (p. 10199)
 Gendarmerie : Ecquevilly (p. 10199) (M. Henri Cuq) (p. 10199)
 Police : effectifs : Bobigny (p. 10195) (M. Jean-Christophe Lagarde) (p. 10195)
 Police : effectifs : Noisiel (p. 10193) (Mme Chantal Brunel) (p. 10192)
 Police : effectifs : Roubaix (p. 10194) (M. Francis Vercamer) (p. 10194)
 Police : policiers : formation professionnelle (p. 10197) (M. André Chassaingne) (p. 10196)
 Sécurité publique : catastrophes naturelles : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 10194) (M. Jean-Pierre Grand) (p. 10193)
 Sécurité publique : catastrophes naturelles : sécheresse (p. 10198) (Mme Chantal Brunel) (p. 10198)

Sécurité publique : incendies : avions (p. 10192) (M. Thierry Mariani) (p. 10192)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers : moyens (p. 10198) (M. André Chassaingne) (p. 10197)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11980)

Thèmes :

Collectivités territoriales : collectivité territoriale unique (p. 11980)
 Elections et référendums : référendums : Corse (p. 11980)
 Femmes : Corse (p. 11980)
 Femmes : parité : élections et référendums (p. 11980)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 11981)
 Régions : Corse : développement économique (p. 11981)
 Régions : Corse : lutte contre le terrorisme (p. 11981)

Discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11988)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Émile Zuccarelli (extension aux élections à l'Assemblée de Corse des seuils en vigueur pour les élections régionales) (p. 11989)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1827)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1831)
 Collectivités territoriales : décentralisation : simplifications administratives (p. 1828)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1830)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 1829)
 Collectivités territoriales : ressources : entreprises (p. 1831)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 1828)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 1829)
 Conseil constitutionnel : rôle (p. 1829)
 Etat : décentralisation : histoire (p. 1827)
 Etat : réforme : décentralisation (p. 1827)
 Fonctionnaires et agents publics : transferts de personnel (p. 1829)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1830)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1830)
 Pays étrangers : décentralisation (p. 1827)
 Politique économique : investissement : taxe professionnelle (p. 1831)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3017)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3019)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3018, 3020)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 3019)
 Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3018)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3017, 3021)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3017, 3019)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3017 et s.)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3017, 3019)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3017, 3021)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3017 et s.)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3019)
 Industrie : automobile (p. 3018)
 Pays étrangers : Chine : consommation d'énergie (p. 3018)

Pays étrangers : Russie : gaz (p. 3018)
 Recherche (p. 3020)
 Sécurité routière (p. 3019)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 mai 2004]
 (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)**

Son intervention (p. 3779)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : travaux d'isolation (p. 3781)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3779 et s.)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 3781)
 Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 3781)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3779 et s.)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3781)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3780 et s.)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3781 et s.)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 3809)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3780)
 Energie et carburants : politique énergétique (p. 3780)
 Recherche (p. 3782)
 Sécurité routière (p. 3781)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3780)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juin 2004]
 (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)**

Son intervention (p. 4922)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4922 et s.)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4922)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4923 et s.)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4923)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 4922 et s.)

**Explications de vote et vote [29 juin 2004]
 (p. 5676)**

Son intervention (p. 5677)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5389)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 5393)
 Emploi : chômage (p. 5390)
 Energie et carburants : pétrole (p. 5389)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5390 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 5390 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 5392 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 5391)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 5392)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5391 et s.)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 5393)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5392)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5392)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : rôle (p. 5392)
 Politique économique : consommation (p. 5389)
 Politique économique : croissance (p. 5389 et s.)
 Politique économique : taux d'intérêt : Etats-Unis (p. 5389)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 5390, 5393)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 5390)
 Travail : rémunération (p. 5392)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 juin 2004]
 (p. 5428)**

Son intervention (p. 5428)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 5438)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds de commerce : vente (p. 5431)
 Donations et successions : donations : exonération (p. 5429, 5438)
 Entreprises : épargne salariale : usage (p. 5430)
 Entreprises : investissements : taxe professionnelle (p. 5430)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5429)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 5430)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts : consommation (p. 5429 et s.)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 5430)
 Politique économique : consommation (p. 5428 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5428)
 Politique économique : prix : grande distribution (p. 5428)

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 1er (dans exceptionnels aux enfants et petits-enfants)

Son intervention (p. 5453)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrick Bloche (PACS - impôt sur le revenu : suppression de la condition de durée pour l'imposition commune) (p. 5456)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
 Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003]
 (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003]
 (p. 16799)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003]
 (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003]
 (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004]
 (p. 1592)

Présidente de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 5 février 2004]
 (p. 2544)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome XII : Équipement, transports, logement, tourisme et mer (Transports aériens) (n° 1112) [9 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [7 juillet 2004]
 (n° 1717)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports. Politique des transports. Transports publics, aides de l'Etat [22 octobre 2003] (p. 9213)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 858, posée le 29 juin 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Fret, perspectives, Auvergne (p. 5660)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [24 octobre 2003] (p. 9446, 9459)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9454)
 Ordre public : terrorisme (p. 9454)
 Transports aériens : aéroports (p. 9455)
 Transports aériens : Air France (p. 9455)
 Transports aériens : aviation civile : trafic (p. 9454)
 Transports aériens : compagnies aériennes (p. 9454 et s.)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9454 et s.)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9482)
 Transports aériens : aéroports : Clermont-Ferrand (p. 9488)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9488)

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)**Procédure des questions :**

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10350 et s.)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève**[9 décembre 2003] (p. 11933)**

Son intervention (p. 11940)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11940)
 Politique sociale : inégalités (p. 11941)
 Secteur public : services publics (p. 11941)
 Syndicats : actions (p. 11941)
 Transports : transports de voyageurs (p. 11941)
 Travail : négociations (p. 11941)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941)**Avant la discussion de l'article unique [7 janvier 2004] (p. 109)**

Son intervention (p. 115)

Thèmes :

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 115 et s.)
 Union européenne : directives : transports ferroviaires (p. 116 et s.)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1578)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 1578)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 1579)
 Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : amendes (p. 1578)
 Transports aériens : bruit (p. 1578 et s.)
 Transports aériens : sécurité (p. 1579)
 Ses explications de vote (p. 1601)
 Abstention du groupe socialiste (p. 1601)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son amendement n° 650 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2057)

Article 14 (institution de péages sur la voirie routière)

Son intervention (p. 2065 et s.)

Après l'article 21

Son amendement n° 958 corrigé (dépénalisation des infractions aux règles du stationnement, responsabilité des communes pour son organisation et le montant des redevances, affectation du produit des redevances) (p. 2105) : rejeté (p. 2107)

Son amendement n° 674 (avis conforme de la région pour le déclassement des lignes ferroviaires) : rejeté (p. 2113)

Article 29 (organisation et compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France)

Son amendement n° 963 (p. 2130)

Son amendement n° 964 (p. 2131)

Son amendement n° 965 (p. 2132)

Son amendement n° 966 (p. 2133)

Son amendement n° 970 (p. 2135)

Projet de loi n° 1484 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3195)

Son intervention (p. 3208)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : Picardie (p. 3208)
 Transports aériens : Air France : KLM (p. 3208)
 Transports aériens : Air France : personnels (p. 3208)
 Transports aériens : Air France : privatisations (p. 3208)

Discussion des articles [28 avril 2004] (p. 3214)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Idiart (action spécifique - "golden share" - conférée à l'Etat pour la protection d'intérêts nationaux ou l'accomplissement de missions d'intérêt général) (p. 3216)

Article 3 (maintien du régime transitoire pour le statut du personnel d'Air France)

Son sous-amendement n° 15 rectifié (délai porté de deux ans à six ans pour la conclusion de la nouvelle convention collective) à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 3219)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Louis Idiart (aménagement du territoire : conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aérien) (p. 3221)

Son amendement n° 20 (aménagement du territoire : rapport du Gouvernement sur les "hubs" et sur le soutien aux lignes aériennes transitant par les plates-formes de correspondance régionale) (p. 3221) : rejeté (p. 3222)

Ses explications de vote (p. 3225)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3225)

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 551, posée le 6 janvier 2004. Sports. Manifestations sportives (J.O. Questions p. 8). Appelée le 6 janvier 2004. Organisation, financement (p. 17)

n° 609, posée le 3 février 2004. Agriculture. Agriculteurs (J.O. Questions p. 740). Appelée le 3 février 2004. Revendications (p. 1246)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette, au nom du groupe UDF, "une certaine impréparation" d'une partie de l'article qui oblige le ministre et le groupe majoritaire, dont on attend le retour, à procéder à des arbitrages de dernière minute. Ce sujet, qui concerne cinq millions de personnes, méritait mieux que les attaques personnelles qu'il a dénoncées [10 juin 2004] (p. 4799)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)**

Son intervention (p. 9150)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 9152 et s.)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9151)

Agriculture : crédits (p. 9150)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9152)

Agriculture : Fonds national des calamités agricoles : crédits budgétaires (p. 9150)

Agriculture : offices d'intervention : crédits budgétaires (p. 9152)

Élevage : bovins : aides (p. 9150)

Enseignement agricole (p. 9151 et s.)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9151)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9151 et s.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9307)**

Son intervention (p. 9319)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays (p. 9319)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9319)

Collectivités territoriales : compétences : infrastructures (p. 9319)

Enseignement : fermetures de classes (p. 9319)

Entreprises : transmission (p. 9320)

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9320)

Industrie : politique industrielle : emploi (p. 9320)

Postes : La Poste (p. 9319 et s.)

Secteur public : services publics (p. 9319 et s.)

Union européenne : fonds structurels (p. 9320)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Ses interventions (p. 10636)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 10637)

Entreprises : transmission (p. 10636)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10636)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)**

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son amendement n° 263 (p. 2796)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)**

Son intervention (p. 4068)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 4131)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4069)

Déchets, pollutions et nuisances : responsabilité (p. 4070)

Élevage : maladie de la vache folle : Union européenne (p. 4069)

Énergie et carburants : énergies renouvelables : fiscalité écologique (p. 4070)

Environnement : développement durable (p. 4070)

Environnement : dommages à l'environnement (p. 4069)

Environnement : dommages à l'environnement : prévention (p. 4070)

Environnement : droit à l'environnement : bloc de constitutionnalité (p. 4069, 4131)

Environnement : principe de précaution (p. 4068, 4131)

Environnement : principe de précaution : santé (p. 4069)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : protection de la nature (p. 4069)

Union européenne : principe de précaution (p. 4131)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4144 et s.)

Explications de vote et vote [1er juin 2004] (p. 4278)

Ses explications de vote (p. 4280)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4723, 4750)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4737)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4744)

Son intervention (p. 4753)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : contrôle parlementaire (p. 4754)

Etablissements de santé : établissements publics : réforme (p. 4737)

État : Gouvernement : amendements (p. 4737, 4744)

Finances publiques : simplifications administratives (p. 4754)

Lois : application (p. 4753)

Parlement : conditions de travail (p. 4737, 4744)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 4737)

Parlement : prérogatives (p. 4753)
Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 4754 et s.)

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 3 (développement de l'administration électronique)

Son intervention (p. 4761)

Article 7 (rationalisation du régime de protection du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 4767)

Article 8 (mesures de simplification du droit funéraire, du droit relatif aux associations, aux compétences des maires d'Alsace-Moselle, à l'exercice de certaines professions réglementées, à la protection des mineurs accueillis temporairement hors du domicile parental et à la prestation de serment de certains professionnels)

Son intervention (p. 4768)

Article 16 (simplification du droit forestier)

Son intervention (p. 4774)

Article 30 (diverses mesures de simplification concernant les animaux)

Son amendement n° 135 rectifié (p. 4780)

Son amendement n° 136 (p. 4781)

Article 48 (simplification et clarification dans le domaine de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4796 et s.)

Son amendement n° 140 (p. 4799)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2004] (p. 4799)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son intervention (p. 4807)

Débat sur les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune

[15 juin 2004] (p. 4877)

Son intervention (p. 4882)

Thèmes :

- Agriculture : exploitations agricoles (p. 4883 et s.)
- Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4882 et s.)
- Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4882)
- Energie et carburants : biocarburants (p. 4884)
- Environnement (p. 4883 et s.)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4882, 4884)
- Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 4883)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4882 et s.)
- Union européenne : élargissement (p. 4883)

François SCELLIER

*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 21 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (Logement) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, bilan et perspectives [14 janvier 2004] (p. 350)

Transports aériens. Aéroports. Roissy, accident du terminal 2E, enquête [25 mai 2004] (p. 4033)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2003] (p. 8681, 8714, 8759) ; [17 octobre 2003] (p. 8791, 8816, 8866) ; [20 octobre 2003] (p. 8925, 8974) ; [21 octobre 2003] (p. 9102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (imposition selon les éléments du train de vie – seuil de revenu reconstitué abaissé de 48 700 € à 40 000 €) (p. 8769)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (ISF : indexation des tranches au taux de 1,7 % en 2004 et sur la limite de la tranche supérieure du barème de l'impôt sur le revenu pour les années ultérieures) (p. 8983)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 10323)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 10324)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10323)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10324)

Logement : Caisse de garantie du logement social (CGLS) (p. 10324)

Logement : crédits (p. 10323)

Logement : logement social : constructions (p. 10324)

Logement : logements vacants (p. 10324)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10324)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 10324)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10324)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1575)

Son intervention (p. 1586)

Thèmes :

Associations (p. 1586)

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1586)

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 1586)

Transports aériens : bruit (p. 1586)

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 2 (missions et périmètre d'intervention de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 7 (p. 1594)

Article 4 (composition du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 8 troisième rectification (p. 1595)

Article 5 (ressources de la communauté aéroportuaire)

Son amendement n° 9 corrigé (p. 1598)

Article 5 bis (affectation des ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires -FCNA-)
Son intervention (p. 1599)

Après l'article 7

Son amendement n° 10 (entrée en vigueur de la loi après institution par la loi de finances des ressources obligatoires prévues à l'article 5) : devenu sans objet (p. 1600)

André SCHNEIDER

Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). Réforme, perspectives [22 octobre 2003] (p. 9215)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 624, posée le 3 février 2004. Professions judiciaires et juridiques. Exercice de la profession (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Alsace-Moselle (p. 1255)

n° 752, posée le 18 mai 2004. Enseignement maternel et primaire : personnel. Vacataires (J.O. Questions p. 3525). Appelée le 18 mai 2004. Enseignement religieux, Alsace-Moselle, revendications (p. 3755)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Procédure des questions :

Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 10274)

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 9955)

Bernard SCHREINER

Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la délégation française délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 14 novembre 2003] (p. 19390)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au

cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2003 [16 décembre 2003] (n° 1289)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2004 [30 mars 2004] (n° 1506)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2004 [9 juin 2004] (n° 1667)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2004 [20 juillet 2004] (n° 1736)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Perspectives. Citoyenneté européenne [29 octobre 2003] (p. 9631)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : sociétés d'économie mixte (p. 10351)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : notation : rémunération (p. 9366)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9373)

Projet de loi n° 650 autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen (ensemble trois annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 janvier 2004] (p. 121)

Son intervention (p. 122)

Thème :

Transports ferroviaires : TGV Est-européen (p. 122 et s.)

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption

Procédure d'examen simplifiée [11 mai 2004] (p. 3515)

Son intervention (p. 3516)

Thèmes :

Droit civil : contrats : corruption (p. 3516 et s.)

Droit pénal : corruption (p. 3516)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 3517)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 3516 et s.)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Ministères et secrétariats d'Etat. Recherche : budget. Crédits pour 2004 [14 janvier 2004] (p. 347)

Droit pénal. Procédure pénale. Grande criminalité, application [11 février 2004] (p. 1640)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 853, posée le 29 juin 2004. Industrie. Travail des métaux (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Outillage, FACOM, emploi et activité, Villeneuve-le-Roi (p. 5653)

DÉBATS**Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 décembre 2003] (p. 11991) ; [10 décembre 2003] (p. 12055)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12011)

Thèmes :

- Bioéthique : déontologie (p. 12011)
- Bioéthique : expérimentation (p. 12011)
- Bioéthique : génétique (p. 12012)
- Recherche : chercheurs (p. 12012)
- Recherche : recherche médicale (p. 12011)
- Sang et organes humains : produits humains (p. 12011)
- Santé : politique de la santé (p. 12012)

Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)

Article 3 (conditions de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques)

Son intervention (p. 12088)

Article 19 (recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et fœtales humaines)

Son intervention (p. 12206 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1483)

Thèmes :

- Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : liberté de culte (p. 1483)
- Enseignement : établissements scolaires : communautarisme (p. 1483)
- Enseignement : établissements scolaires : liberté d'expression (p. 1484)
- Enseignement : établissements scolaires : neutralité (p. 1483)
- Enseignement : personnel : signes religieux (p. 1483)
- Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1483)
- Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1483)

Discussion des articles [5 février 2004] (p. 1485)

Article 1er (interdiction dans les établissements scolaires publics, du port de signes et de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse)

Son amendement n° 17 (p. 1494)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 14, deuxième rectification de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "projet de loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics") (p. 1504)

Jean-Marie SERMIER

*Jura (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme des organisations communes de marché du coton, de l'huile d'olive, du houblon et du tabac (COM [2003] 698 final / E 2457) [11 février 2004] (n° 1430)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politiques communautaires. Politique économique. Perspectives [19 mai 2004] (p. 3848)

DÉBATS**Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 125 ter

Son amendement n° 19 (perception de la taxe sur l'électricité par les syndicats mixtes d'électricité composés de communes, de départements ou d'EPCI) : adopté (p. 2561)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole d'amendement à la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers signée à Kyoto le 18 mai 1973 (ensemble trois appendices) (n° 1042) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part (ensemble six annexes, sept protocoles, un acte final, cinq déclarations communes et neuf déclarations unilatérales) (n° 948) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Ouganda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1626) [15 juin 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française

et le Gouvernement de la République du Mozambique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 1628) [15 juin 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1627) [15 juin 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 948), autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part (ensemble six annexes, sept protocoles, un acte final, cinq déclarations communes et neuf déclarations unilatérales) [13 novembre 2003] (n° 1213)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1042) autorisant l'adhésion de la France au protocole d'amendement à la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers signée à Kyoto le 18 mai 1973 (ensemble trois appendices) [13 janvier 2004] (n° 1341)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1626), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Ouganda sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1627), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Zambie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1628), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [30 juin 2004] (n° 1707)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 552, posée le 20 janvier 2004. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 385). Appelée le 20 janvier 2004. Capacités d'accueil, Languedoc-Roussillon (p. 543)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10252)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10252)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 10253)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10252)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 10253)
 Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 10253)
 Pays étrangers : Irak (p. 10253)
 Pays étrangers : Palestine (p. 10251)
 Union européenne : élargissement (p. 10253)

Georges SIFFREDI

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 mai 2004] (p. 8615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [11 mai 2004] (p. 3495)

Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [2 juin 2004] (p. 4351)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8655)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 8656)
 Finances publiques : généralités (p. 8655)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 8656)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8655 et s.)

Yves SIMON

*Allier (3^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Aides de l'Etat [4 février 2004] (p. 1362)

DÉBATS

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 150)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 150 et s.)
 Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 151)
 Télécommunications : autoroutes de l'information : tarifs (p. 150)

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Article 1er bis (substitution du mot "radio" à celui de "radiodiffusion")

Son intervention (p. 174)

Article 2 (responsabilité des prestataires techniques fixée dans la loi du 30 septembre 1986)

Son intervention (p. 178)

Avant l'article 37 bis

Son sous-amendement n° 203 (respect du principe de cohérence entre collectivités publiques) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (non-entravement du développement de la concurrence) : adopté (p. 223)

Son sous-amendement n° 214 (respect du principe d'égalité, d'ouverture à la concurrence et d'interopérabilité) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand : retiré (p. 223)

Son sous-amendement n° 107 (prix pratiqués) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand : retiré (p. 224)

Son sous-amendement n° 225 (partenariat public-privé) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Michel Bertrand (p. 224) : retiré (p. 225)

Après l'article 37 bis

Son amendement n° 79 (extension aux appels émis depuis un mobile des tarifs particuliers des numéros ou services spéciaux) (p. 233) : adopté (p. 234)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (libre fixation du loyer pour les commerces implantés aux frais des communes rurales) (p. 698)

Intervient sur l'amendement n° 1328 de M. Augustin Bonrepaux (rééquilibrage des dotations dont bénéficient les EPCI) (p. 712)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 105 (p. 779)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1030 rectifié précédemment réservé de M. Christian Estrosi (avis conforme du conseil général pour tout projet de fermeture d'un service public) (p. 981)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés

[13 avril 2004] (p. 2835)

Son intervention (p. 2852)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 2852)

Coopération intercommunale (p. 2852)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2852)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2852)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son amendement n° 103 rectifié (p. 4852)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4831)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4831)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 4831)

Rapatriés : harkis (p. 4831)

Rapatriés : indemnisation (p. 4831)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 4852 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4857)

Michel SORDI

*Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1442 pour l'introduction de la formation aux premiers secours dans l'apprentissage de la conduite [24 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 524, posée le 15 décembre 2003. Environnement. Réserves naturelles (J.O. Questions p. 9506). Appelée le 16 décembre 2003. Financement, aides de l'Etat (p. 12404)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 20 (droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 389 (p. 849)

Après l'article 20

Son amendement n° 392 (modalités d'intervention des SAFER) : retiré (p. 849)

Son amendement n° 390 (partenariat SAFER-collectivités territoriales pour la protection des espaces) : retiré (p. 853)

Son amendement n° 391 (proportion d'élus locaux au conseil d'administration des SAFER) : retiré (p. 853)

Frédéric SOULIER

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 22 mai 2004] (p. 9068)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Administration. Rapports avec les administrés. Charte de la qualité administrative, application [5 novembre 2003] (p. 10038)

Transports aériens. Air Lib. Emploi et activité, bilan [14 avril 2004] (p. 2937)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 545, posée le 6 janvier 2004. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Statut (p. 22)

n° 625, posée le 3 février 2004. Transports aériens. Navigation (J.O. Questions p. 742). Appelée le 3 février 2004. Droit de grève, réglementation (p. 1252)

n° 825, posée le 8 juin 2004. Mort. Funérailles (J.O. Questions p. 4141). Appelée le 8 juin 2004. Contrat de prévoyance obsèques, réglementation (p. 4552)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 733 rectifié (conditions d'application du régime fiscal forestier aux zones à vocation truffière) (p. 783) : adopté (p. 784)

Daniel SPAGNOU

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Animaux. Dégâts des animaux. Loups, Provence [15 octobre 2003] (p. 8608)

Droit pénal. Responsabilité pénale. Personnes atteintes de troubles psychiques, procédure, réforme [13 janvier 2004] (p. 281)

Voirie. A 51. Construction, perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4277)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 526, posée le 15 décembre 2003. Agriculture. Indemnités compensatoires de handicaps naturels (IHCN) (J.O. Questions p. 9507). Appelée le 16 décembre 2003. Revalorisation (p. 12413)

n° 727, posée le 4 mai 2004. Secteur public. Etablissements publics (J.O. Questions p. 3209). Appelée le 4 mai 2004. Associations syndicales de propriétaires, fonctionnement, réforme, perspectives (p. 3262)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés**

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11552)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 11553)

Rapatriés : harkis (p. 11552 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 650)

Thème :

Aménagement du territoire : montagne : agriculture (p. 650)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Avant l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 902 de M. Joël Giraud (extension de dérogations aux lacs de montagne) (p. 1020)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 1026)

Après l'article 65

Son amendement n° 79 (régulation des loups) (p. 1050) : retiré (p. 1053) ; repris par M. Augustin Bonrepaux : retiré (p. 1055) ; repris par M. Jean Lassalle : rejeté (p. 1056)

Intervient sur le sous-amendement n° 1529 de M. Jean Lassalle (abrogation de la directive 92/43/CEE "habitats") à son amendement n° 79 (régulation des loups) (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 1268 de M. Hervé Mariton (régulation des loups) (p. 1050, 1053)

Son amendement n° 95 (reconnaissance de productions de qualité issues de l'activité pastorale ou agricole) : retiré (p. 1060)

Son amendement n° 97 (reconnaissance des missions de gestion de l'espace par l'activité pastorale ou agricole) : devenu sans objet (p. 1060)

Après l'article 47

Son amendement n° 102 précédemment réservé (modalités d'attribution des biens sectionnaux) : devenu sans objet (p. 1189)

Son amendement n° 1261 précédemment réservé (chiens de garde ou de protection de troupeaux) : adopté (p. 1191)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4833)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4834)

Rapatriés : harkis (p. 4834)

Rapatriés : indemnisation (p. 4834)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Après l'article 1er

Son amendement n° 3 (journée nationale d'hommage aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord : extension aux victimes civiles, harkis et pieds-noirs) (p. 4855) : adopté (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Francis Vercaemer (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4856)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4856)

Son amendement n° 8 (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4856) : retiré (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jacques Remiller (érection à Paris d'un monument dédié aux victimes civiles d'Alger et d'Oran) (p. 4858)

Après l'article 5

Son amendement n° 6 (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) : rejeté (p. 4866)

Après l'article 6

Son amendement n° 7 (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) : retiré (p. 4868)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Roland Chassain (établissement d'un diagnostic départemental de la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [28 janvier 2004] (p. 992)

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1697 visant à réduire le taux de la taxe sur la valeur ajoutée des cours de conduite automobile [23 juin 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1719 relative à l'évaluation et au contrôle des politiques publiques [7 juillet 2004]

Proposition de loi n° 1742 visant à créer des délégations parlementaires à la mondialisation [21 juillet 2004]

Proposition de loi organique n° 1785 relative à l'évaluation et au contrôle des politiques publiques [6 septembre 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1786 limitant le recours aux dispositions fiscales rétroactives [6 septembre 2004]

Proposition de loi organique n° 1787 visant à limiter le recours aux dispositions fiscales rétroactives [6 septembre 2004]

Proposition de loi n° 1813 visant à établir une obligation de mettre à la disposition des électeurs des bulletins de vote en braille [22 septembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Libre circulation des personnes. Biométrie, perspectives [17 décembre 2003] (p. 12499)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Perspectives [23 juin 2004] (p. 5318)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Article 1er (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA)

Son amendement n° 131 (prélèvement sur ARVALIS ramené de 79 millions d'euros à 40 millions d'euros) (p. 11680)

Seconde délibération

Article 25 (modification de la réduction de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)

Son amendement n° 132 (incorporation directe d'alcool éthylique) (p. 11757)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés**

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11536)

Thèmes :

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11536)

Rapatriés : harkis (p. 11536)

Hélène TANGUY

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Quotas, politiques communautaires [9 décembre 2003] (p. 11979)

Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Abordage accidentel, enquête [20 janvier 2004] (p. 566)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA**

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Son intervention (p. 9171)

Thème avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 9171)

Christiane TAUBIRA

*Guyane (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. DOM : Guyane. Institutions, réforme [3 décembre 2003] (p. 11602)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER**

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9234)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9234)

Outre-mer : crédits budgétaires (p. 9234)

Politique sociale : inégalités (p. 9235)

Procédure des questions :

Loi de programme : banques et établissements financiers (p. 9267)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 331)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : rôle et missions (p. 331 et s.)

Jeux et paris : réglementation (p. 333)

Outre-mer : autonomie : histoire (p. 332)

Outre-mer : Polynésie française : consultation (p. 332)

Politique générale : démocratie (p. 333)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1413)

Thèmes :

Enseignement : outre-mer (p. 1414)

Etat : laïcité (p. 1413)

Etat : République : cultes (p. 1414)

Femmes : égalité des sexes (p. 1414)

Politique sociale : zones urbaines sensibles (p. 1414)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : inégalités (p. 1413)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1414)

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 avril 2004] (p. 2685, 2695)

Son intervention (p. 2713)

Thèmes :

- Outre-mer : santé publique (p. 2713)
- Outre-mer : Guyane (p. 2713)
- Outre-mer : Guyane : hôpitaux (p. 2714)
- Santé : maladies (p. 2713)

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 1er (politique de santé publique nationale)
Son intervention (p. 2730)

Article 23 (surveillance et obligations relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)

- Son intervention (p. 2824)
- Son amendement n° 106 (p. 2824)

Après l'article 39

Son amendement n° 107 (protection contre les dérivés mercuriels) : retiré (p. 2827)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 10

Son amendement n° 381 (dispense d'autorisation d'exploitation commerciale pour les pépiniéristes et horticulteurs vendant leur production au détail) : adopté (p. 780)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. André Chassaigne (extension d'accords interprofessionnels comportant une garantie de prix sur la production) (p. 789)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 891 de M. Joël Giraud (accueil et formation des saisonniers) (p. 799)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Michel Bouvard (garantie de reconduction d'un contrat de travail saisonnier) (p. 807)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (étude d'impact préalable aux fermetures de classes en milieu rural) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Michel Bouvard (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Intervient sur l'amendement n° 1083 de M. François Vannson (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 815)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 817)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. André Chassaigne (obligation faite aux groupements d'employeurs de recourir aux contrats à durée indéterminée) (p. 821)

Après l'article 12

Son amendement n° 22 (calcul au prorata de la mise à disposition des personnels des cotisations de formation professionnelle des groupements d'employeurs) : adopté (p. 823)

Son amendement n° 23 (prise en charge durant trois mois par l'assurance garantie des salaires des créances salariales d'une entreprise membre d'un groupement d'employeurs soumise à liquidation judiciaire) : rejeté (p. 823)

Son amendement n° 382 rectifié (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 823) : adopté (p. 824)

Intervient sur l'amendement n° 755 rectifié de M. Jean-Pierre Decool (participation des salariés mis à disposition par un groupement d'employeurs au système d'intéressement et de participation) (p. 824)

Guy TEISSIER

Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1397 permettant de déduire du revenu imposable les cotisations d'assurance complémentaire santé [4 février 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le contrôle de l'exécution des crédits de la défense pour l'exercice 2003 [4 février 2004] (n° 1411)

Proposition de loi n° 1601 visant à harmoniser les droits successoraux des frères et sœurs vivant sous le même toit avec ceux des ascendants et descendants [3 mai 2004]

Proposition de loi n° 1600 visant à exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements destinés à être loués par des associations de réinsertion à des personnes défavorisées [13 mai 2004]

Proposition de loi n° 1602 tendant à renforcer l'efficacité du système de transport public interurbain de personnes dans l'archipel de Guadeloupe [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12426)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Marins : montant des pensions. Marins-pompiers, supplément de retraite [22 juin 2004] (p. 5245)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 798, posée le 1^{er} juin 2004. Voirie. A 50 (J.O. Questions p. 3880). Appelée le 1^{er} juin 2004. Bretelle de sortie, perspectives, Marseille (p. 4251)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 9991)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : crédits budgétaires (p. 9993)

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 9993)

Défense : avions (p. 9992)
 Défense : GIAT-Industries (p. 9992)
 Défense : opérations extérieures (p. 9993)
 Défense : personnel civil (p. 9992)
 Défense : professionnalisation (p. 9992)
 Espace : politique spatiale : crédits budgétaires (p. 9992)
 Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9993)
 Recherche (p. 9992)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 11530)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11532)
 Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11531 et s.)
 Pays étrangers : Algérie : cimetières (p. 11532)
 Rapatriés : harkis (p. 11531 et s.)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1323)

Thèmes :

Enseignement : liberté de pensée (p. 1324)
 Enseignement : neutralité (p. 1324)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 1324)
 Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1323)

Pascal TERRASSE

Ardèche (1^{ère} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)
 Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)
 Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18088)
 Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 octobre 2003] (p. 18088)
 Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)
 Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 10 juillet 2004] (p. 12571)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Sud-Est [3 décembre 2003] (p. 11600)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Réforme. Perspectives [15 juin 2004] (p. 4913)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 606, posée le 3 février 2004. Justice. Procédures (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Réfugiés politiques iraniens, arrêtés d'expulsion, assignation à résidence, abrogation (p. 739)

n° 854, posée le 29 juin 2004. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 4805). Appelée le 29 juin 2004. Perspectives, Ardèche (p. 5640)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse le Gouvernement d'expédier les amendements de manière indigne et précipitée [2 juin 2004] (p. 4394)

Accuse le Gouvernement de mener le débat de façon incompréhensible, en particulier en intercalant des amendements à chaque alinéa [8 juin 2004] (p. 4582)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8593)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : réforme fiscale (p. 8594)
 Emploi : politique de l'emploi : jeunes (p. 8594)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8594)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8593)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : décentralisation (p. 8594)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8594)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Handicapés : établissements : Languedoc-Roussillon (p. 10405)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2003] (p. 10412)

Article 82 (mise en place d'un forfait de prise en charge des dépenses de la CMU complémentaire)

Son intervention (p. 10416)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Son intervention (p. 10891)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10892)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10892)
 Politique sociale : insertion (p. 10891)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10891)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 10892)
 Politique sociale : solidarité (p. 10891)

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11604, 11633)

Son intervention (p. 11644)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11659)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : financement (p. 11659 et s.)
 Agriculture : calamités agricoles : crédits (p. 11660)
 Assemblée nationale : commission des finances (p. 11659)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 11645)
 Contributions indirectes : tabac : buralistes (p. 11645)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 11644 et s.)
 Logement : crédits (p. 11660)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 11660)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 11645, 11660)

Sécurité publique : inondations : crédits (p. 11645)

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Article 23 (réforme du régime de la garantie et du poinçonnage des métaux précieux)

Son amendement n° 43 (application jusqu'au 30 juin 2006 au lieu du 30 juin 2005 des taux réduits pour le poinçonnage effectué par les bureaux de garantie) (p. 11749)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 152) ; [8 janvier 2004] (p. 174, 208)

Avant l'article 37 bis

Son amendement n° 188 (participation au financement de l'opérateur de télécommunications pour l'enfouissement des lignes) : adopté (p. 225)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Après l'article 37

Son amendement n° 977 précédemment réservé (fonds de solidarité territoriale) (p. 1011) : rejeté (p. 1012)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3375)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3376)

Personnes âgées : dépendance (p. 3375)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3376, 3377)

Politique sociale : financement (p. 3376)

Santé : sécurité sanitaire (p. 3377)

Sécurité sociale : caisses (p. 3376)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mai 2004] (p. 3679, 3685) ; [17 mai 2004] (p. 3721)

Article 1er (catégories de collectivités territoriales)

Son amendement n° 99 (p. 3685)

Article 2 (définition des ressources propres des collectivités territoriales)

Son amendement n° 114 (p. 3693)

Son amendement n° 129 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3704)

Article 3 (modalités de calcul et définition du caractère déterminant de la part des ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales)

Son amendement n° 144 (p. 3710)

Après l'article 3

Son amendement n° 39 (objectifs et modalités de la péréquation des ressources et des charges) (p. 3722) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3725)

Article 4 (rétablissement de l'autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 24 (p. 3727)

Après l'article 4

Son amendement n° 54 (péréquation pour l'exercice égal des compétences nouvelles) (p. 3728) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3729)

Son amendement n° 69 (transfert de ressources et autonomie financière) (p. 3729) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3730)

Son amendement n° 84 (libre fixation du taux de la taxe professionnelle à partir de 2005) : rejeté (p. 3731)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7026)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Augustin Bonrepaux (péréquation constitutive de l'autonomie financière) (p. 7039)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3625)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 3626)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3625)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 3625 et s.)

Retraites : généralités (p. 3627)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 3626)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4305)

Son intervention (p. 4360)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 4306, 4361)

Handicapés : handicap mental (p. 4361)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4306, 4361)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4306)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4389 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (p. 4580)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4585)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 4589)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4590 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5006)

Thèmes :

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) (p. 5006)

Pays étrangers : États-Unis : politique énergétique (p. 5006)

Projet de loi n° 1676 pour le soutien à la consommation et à l'investissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2004] (p. 5447)

Article 4 (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 36 (aide limitée aux salaires inférieurs à deux fois le SMIC) (p. 5473)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 7 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6207)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3546)

Irène THARIN

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Cancer du sein. Dépistage [21 janvier 2004] (p. 636)

Union européenne. Elargissement. Conséquences économiques [5 mai 2004] (p. 3345)

Santé. Politique de la santé. Canicule, surmortalité, lutte et prévention [9 juin 2004] (p. 4661)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 10352)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10352)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- *Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003*

Son intervention (p. 10601)

Thème :

Aménagement du territoire : villes : projets d'intérêt général (p. 10601)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juin 2004] (p. 4289, 4315) ; [2 juin 2004] (p. 4358)

Son intervention (p. 4339)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : handicapés (p. 4340)

Handicapés : associations (p. 4340)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4340)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4340)

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4593)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5792)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5793)

Professions de santé : médecins (p. 5793)

Santé : données médicales (p. 5793)

André THIEN AH KOON

*La Réunion (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- *Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10640)

Thème :

Ostre-mer : La Réunion : commerce et artisanat (p. 10640)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9235)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9236)

Emploi : chômage : La Réunion (p. 9236)

Ostre-mer : continuité territoriale (p. 9235)

Ostre-mer : développement économique : La Réunion (p. 9236)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 9235)

Jean-Claude THOMAS

*Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 670 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4608)

Rodolphe THOMAS

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 novembre 2003] (p. 19350)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 novembre 2003] (p. 19350)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19787)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 novembre 2003] (p. 19787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Revenu minimum d'activité (RMA). Décret d'application, publication [11 février 2004] (p. 1641)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 550, posée le 6 janvier 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ultimes (J.O. Questions p. 8). Suppléé par M. Jean-Claude Lemoine. Appelée le 6 janvier 2004. Centres d'enfouissement, Calvados (p. 12)

n° 636, posée le 24 février 2004. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 1284). Appelée le 24 février 2004. SEB, reprise de Moulinex, perspectives (p. 1798)

n° 786, posée le 1^{er} juin 2004. Impôts et taxes. Exonération (J.O. Questions p. 3878). Appelée le 1^{er} juin 2004. Activités situées en zones franches, champ d'application (p. 4260)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004
--

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- *Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Ses interventions (p. 10631, 10641)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 10631)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10631)

Entreprises : transmission (p. 10632)

TVA : taux réduit (p. 10641)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Son intervention (p. 10329)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 10330)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération (p. 10330)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10330)

Logement : crédits (p. 10329)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 10330)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 10330)

Logement : logement social : constructions (p. 10329)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10330)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10330)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 10330)

Postes : livret A (p. 10329)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 10330)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : Seine-Saint-Denis (p. 10402)

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- *Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003*

Ses interventions (p. 10599, 10608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10599)

Logement : politique du logement (p. 10600)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 10608)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10599)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10856)

Son intervention (p. 10858)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 10905)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10856, 10859, 10905)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10856, 10858)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10858)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son amendement n° 162 (p. 10926)

Après l'article 6

Son amendement n° 192 (centralisation des informations concernant les dispositifs d'aide et d'actions sociales) : retiré (p. 10932)

Son amendement n° 163 (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10932) : adopté (p. 10933)

Article 27 (programmes locaux d'insertion)

Son intervention (p. 10966)

Article 28 (crédits départementaux d'insertion)

Son intervention (p. 10970)

Après l'article 34

Intervient sur le sous-amendement n° 227 de Mme Martine Billard (précision stipulant que sont concernés les agents titulaires et non-titulaires) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (exercice des compétences en matière de RMI : agents de l'Etat mis à la disposition des départements) (p. 10977)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de Mme Marie-Anne Montchamp (établissement des effectifs concernés) à l'amendement n° 158 du Gouvernement (p. 10977)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10986)

Son amendement n° 190 (p. 10986)

Son amendement n° 164 (p. 10988)

Son amendement n° 165 (p. 10989)

Son amendement n° 166 (p. 11009)

Son amendement n° 168 (p. 11013)

Son amendement n° 170 (p. 11014)

Ses amendements n°s 177 et 178 (p. 11051)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Francis Vercamer (fonds national de péréquation de l'insertion) (p. 11052)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Luc Prél (possibilité, à titre expérimental, pour les départements de déroger aux règles nationales de calcul du RMI) (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (conditions d'accès à un contrat emploi solidarité ou à un contrat initiative emploi pour les anciens allocataires de l'ASS ne pouvant accéder au RMI) (p. 11060)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son intervention (p. 11060)

Article 41 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 182 (p. 11065)

Ses explications de vote (p. 11110)

Proposition de loi n° 1286 portant création des communautés aéroportuaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 février 2004] (p. 1589)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'établissement public administratif)

Son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 35 de M. Pierre-Christophe Bague (p. 1591)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1632)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 1633)

TVA : taux réduit (p. 1633)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Son amendement n° 1318 (p. 2020)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Ses amendements n°s 1320 et 1321 (p. 2032)

Article 11 (accueil, information et orientation des jeunes et des adultes en matière de formation professionnelle)

Ses amendements n°s 1326 et 1327 (p. 2050)

Proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations

Avant la discussion des articles [2 mars 2004] (p. 2229)

Son intervention (p. 2240)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 2241)

Entreprises : délocalisations (p. 2240 et s.)

Entreprises : sous-traitance (p. 2240)

Formation professionnelle (p. 2241)

Industrie : cuirs et chaussures (p. 2240)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 2241)

Recherche (p. 2241)

Travail : droit du travail : droits sociaux (p. 2240)

Ses explications de vote (p. 2257)

Vote contre le passage à la discussion du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2257)

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux responsabilités locales (n° 1218) [6 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome IV : Affaires sociales, travail et solidarité (Travail) (n° 1111) [9 octobre 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1218), relatif aux responsabilités locales [11 février 2004] (n° 1434)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [3 décembre 2003] (p. 11601)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression [4 mai 2004] (p. 3294)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 475, posée le 13 octobre 2003. Sports. Plongée sous-marine (J.O. Questions p. 7721). Appelée le 14 octobre 2003. Institut national de plongée professionnelle, statut (p. 8494)

n° 699, posée le 27 avril 2004. Santé. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3083)

n° 777, posée le 25 mai 2004. Corps diplomatique et consulaire. Réglementation (J.O. Questions p. 3737). Appelée le 25 mai 2004. Régime d'immunité diplomatique (p. 4021)

n° 876, posée le 29 juin 2004. Mer et littoral. Domaine public maritime (J.O. Questions p. 4809). Appelée le 29 juin 2004. Occupation, réglementation (p. 5658)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ****I - TRAVAIL****Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10053)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 10054)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 10053)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 10053)

Emploi : création d'emplois (p. 10053)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 10054)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10053)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10053)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10053)

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 451)**

Son intervention (p. 458)

Thèmes :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 459)

Handicapés : logement (p. 459)

Handicapés : obligation d'emploi (p. 459)

Handicapés : obligation d'emploi : secteur public (p. 459)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 459)

Lois : projet de loi : vacataires (p. 459)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)****Article 46 (autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)**

Son intervention (p. 1747)

Article 48 (coordination)

Son intervention (p. 1748)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)**

Son intervention (p. 1837)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 1837)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1838)

Enseignement : personnel : transferts de personnel (p. 1838)

Enseignements artistiques : conservatoires (p. 1838)

Formation professionnelle (p. 1837)

Patrimoine culturel : propriété (p. 1838)

Santé : politique de la santé (p. 1837)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)**Avant l'article 5**

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. Christian Paul (caractère national des diplômes, des qualifications et de leur validation - égalité d'accès à la formation professionnelle - péréquation financière entre les régions) (p. 2015)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. Christian Paul (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle fixée par l'Etat) (p. 2015)

Article 5 (extension des compétences des régions en matière de formation professionnelle)

Ses amendements n°s 1568 et 1346 (p. 2019)

Article 5 bis (formation professionnelle des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 2021)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul (compétence de l'Etat pour la formation professionnelle des publics spécifiques relevant de la solidarité nationale, notamment les détenus et les réfugiés) (p. 2022)

Article 5 quater (transfert aux régions des stages d'insertion et de formation à l'emploi -SIFE- et des stages d'accès à l'entreprise -SAE-)

Son amendement n° 1345 (p. 2031)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son intervention (p. 2035)

Article 7 bis (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue)

Son amendement n° 1569 (p. 2036)

Article 9 (abrogations)

Son amendement n° 1570 (p. 2048)

Article 24 (transfert des ports maritimes non autonomes de l'Etat)

Ses amendements n°s 535 et 536 (p. 2121)

Article 39 (affirmation du rôle de coordination du département en matière d'action sociale et d'insertion)

Son intervention (p. 2150)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 722 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (création d'observatoires départementaux d'action sociale) (p. 2158)

Article 40 (transfert aux départements des schémas départementaux de l'organisation sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 2160)

Article 43 (agrément et financement par la région des établissements de formation en travail social)

Son intervention (p. 2167)

Article 46 (coordination par le département de l'action en faveur des personnes âgées)

Son intervention (p. 2170)

Article 47 (comités départementaux des retraités et personnes âgées)

Son intervention (p. 2171 et s.)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 2305 et s.)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2317)

Son amendement n° 1550 rectifié (p. 2317)

Article 57 (lutte contre les insectes vecteurs de maladies humaines)

Ses amendements n°s 1460 et 1456 (p. 2318)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2329)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son intervention (p. 2359)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2361)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2367 et s.)

Article 68 (transfert aux départements et aux régions des établissements d'enseignement demeurés à la charge de l'Etat)

Son intervention (p. 2399)

Article 70 bis (transports scolaires)

Son intervention (p. 2400)

Article 70 ter (création de groupements d'intérêt public pour la prise en charge des activités périscolaires)

Son intervention (p. 2401)

Article 72 (compétences en matière d'inventaire général du patrimoine culturel)

Son intervention (p. 2408 et s.)

Article 73 (transfert aux collectivités territoriales de la propriété de certains monuments historiques appartenant à l'Etat ainsi que des objets mobiliers qu'ils renferment)

Son intervention (p. 2413)

Article 73 bis (prêt des collections du Musée du Louvre aux musées de France territoriaux)

Son intervention (p. 2414)

Article 74 (transfert à titre expérimental de la gestion des crédits relatifs aux travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat)

Son intervention (p. 2444)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 507 rectifié de la commission des affaires culturelles (conditions d'organisation des travaux sur les monuments protégés n'appartenant pas à l'Etat) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 506 de la commission des affaires culturelles (interdiction aux architectes des bâtiments de France d'exercer une activité libérale) (p. 2445)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son intervention (p. 2446 et s.)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 511 de la commission des affaires culturelles (conférence régionale de développement du sport) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 512 de la commission des affaires culturelles (compétences du département en matière de développement des sports de nature) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 513 de la commission des affaires culturelles (protection des espaces destinés aux sports de nature inscrits dans les plans départementaux d'itinéraires de promenade et de randonnée) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 515 de la commission des affaires culturelles (rôle du département en faveur de la pratique du sport par les personnes handicapées ou en difficultés sociales) (p. 2448)

Intervient sur l'amendement n° 510 de la commission des affaires culturelles (insertion d'un chapitre IV : le sport) (p. 2448)

Article 90 (consultation des électeurs des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2509)

Article 100 bis (centres communaux et intercommunaux d'action sociale)

Son intervention (p. 2515)

Après l'article 100 ter

Intervient sur l'amendement n° 1246 de M. Frédéric Dutoit (création de comités d'initiative et de consultation d'arrondissement ou de conseils de quartiers) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1247 de M. Frédéric Dutoit (consultation des conseils d'arrondissement sur les projets de délibération de la communauté urbaine les concernant) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1248 de M. Frédéric Dutoit (extension aux EPCI de la procédure de consultation des conseils d'arrondissement sur les subventions aux associations) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1249 de M. Frédéric Dutoit (consultation du conseil d'arrondissement sur le plan local d'urbanisme) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1250 de M. Frédéric Dutoit (procédure de conciliation en cas d'avis défavorable d'un conseil d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1251 de M. Frédéric Dutoit (gestion des équipements de proximité par les conseils d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1252 de M. Frédéric Dutoit (création de commissions mixtes paritaires communales et d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1253 de M. Frédéric Dutoit (compétences des conseils d'arrondissement en matière de marchés publics) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1254 de M. Frédéric Dutoit (composition des comités d'initiative et de consultation d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1255 de M. Frédéric Dutoit (règles de délégation de signature du maire d'arrondissement) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Frédéric Dutoit (amélioration de l'information du maire d'arrondissement en matière d'urbanisme) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1257 de M. Frédéric Dutoit (de précision) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1258 de M. Frédéric Dutoit (insertion d'un chapitre sur l'organisation de Paris, Marseille et Lyon) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 1177 de M. Michel Piron (propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique) (p. 2520)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 84 (p. 3445)

Son amendement n° 52 (p. 3446)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques pour les personnes handicapées)

Son intervention (p. 4589 et s.)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4596)

Son amendement n° 989 (p. 4606)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 4617 et s.)

Son amendement n° 1005 (p. 4620)

Son sous-amendement n° 1006 à l'amendement n° 953 rectifié du gouvernement (p. 4621)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Alain Marty (p. 4640)

Article 22 (sanctions applicables pour violation des normes sur l'accessibilité)

Son intervention (p. 4640)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 4644)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7241)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : Marseille (p. 7241)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : Marseille (p. 7242)

Jean TIBERI

Paris (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Observatoire de la délinquance, missions [4 novembre 2003] (p. 9942)

DÉBATS

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113,

2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 70 ter

Intervient sur l'amendement n° 1335 rectifié de M. Claude Goasguen (prérogatives des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille à l'égard des conseils d'école et des équipements de proximité) (p. 2402)

Philippe TOURTELIER

Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [24 octobre 2003] (p. 9417)

Son intervention (p. 9433)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 9433 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9434)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9434)

Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 9433)

Environnement : crédits (p. 9433 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Après l'article 69

Son amendement n° 228 (parcs ou espaces de loisirs ou d'attractions : taxe professionnelle - extension du dispositif de correction de la valeur locative au titre du caractère saisonnier de l'activité prévu par le V de l'article 1478 du code général des impôts) : rejeté (p. 10687)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1924)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : effet de serre (p. 1925)

Environnement : changements climatiques (p. 1925)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP) (p. 1926)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 38

Son amendement n° 702 (missions de l'ADEME dans le cadre de la rationalisation énergétique et des énergies renouvelables) (p. 2146) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 703 (lien entre le plan pour la qualité de l'air et le plan régional d'utilisation rationnelle de l'énergie) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 700 (création du plan régional d'utilisation rationnelle de l'énergie) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 715 (usage d'énergies renouvelables pour certaines constructions nouvelles) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 704 (lutte par les collectivités territoriales contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 712 (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil municipal influant sur la consommation énergétique) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 710 (présentation à l'assemblée délibérante d'un rapport annuel sur l'énergie) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 716 (champ d'application de la section VI du chapitre IV du titre II du livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales étendu à l'ensemble des sources d'énergie) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 713 (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil général influant sur la consommation énergétique) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 714 (bilan énergétique annexé à toute délibération du conseil régional influant sur la consommation énergétique) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 708 (suppression de la limitation à quatre du nombre des compétences optionnelles à choisir par les communautés de communes) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 709 (cinquième compétence optionnelle possible pour une communauté de communes : "énergie et lutte contre l'effet de serre") : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 705 (compétences de la communauté urbaine en matière d'énergie et de lutte contre l'effet de serre) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 706 (suppression de la limitation à cinq du nombre des compétences proposées pour les communautés d'agglomération) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 707 (compétences de la communauté d'agglomération en matière d'énergie et de lutte contre l'effet de serre) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 701 (création d'un observatoire national de l'énergie et de l'effet de serre) : rejeté (p. 2147)

Son amendement n° 699 (insertion d'un chapitre VI : énergie et effet de serre) : rejeté (p. 2147)

Déclaration du Gouvernement n° 1547 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative à l'énergie

[15 avril 2004] (p. 3017)

Son intervention (p. 3057)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3057)
 Energie et carburants : électricité (p. 3057)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3057 et s.)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3057 et s.)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3058)
 Recherche (p. 3058)
 Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3058)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2004] (p. 3779, 3787) ; [19 mai 2004] (p. 3855)

Son intervention (p. 3814)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3865)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3815)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3815)
 Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3815)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3814, 3866)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3815)
 Energie et carburants : pétrole (p. 3814)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3866)
 Recherche (p. 3815)
 Transports : transport combiné (p. 3865)

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 181 rectifié (indépendance stratégique, économique et industrielle de la France, garantie - service public) (p. 3867) : adopté (p. 3869)

Son amendement n° 131 (service public, éléments du contrat social) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement sur les objectifs de production électrique) (p. 3878)

Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Yves Cochet (mise en conformité des bâtiments existants avec la réglementation thermique 2000 lors des travaux de rénovation lourde ou la vente) (p. 3888)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Yves Cochet (schéma régional d'implantation des éoliennes) (p. 3891)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Yves Cochet (livret d'épargne pour la promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique et de l'installation des énergies renouvelables) (p. 3894)

Article 1er et annexe (orientations de la politique énergétique française)

Son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3900)

Son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3908)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 857 de M. Yves Cochet (objectif annuel de réduction de 1 % de la consommation énergétique finale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 1077 de M. Yves Cochet (modes d'action concourant à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3927)

Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Jean Dionis du Séjour (principe pollueur-payeur) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3928)

Intervient sur le sous-amendement n° 1076 de M. Yves Cochet (mention de la sobriété et de l'efficacité énergétiques dans les manuels scolaires) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3929)

Intervient sur le sous-amendement n° 1071 de M. Yves Cochet (information des citoyens sur la politique de l'énergie) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1075 de M. Yves Cochet (formation professionnelle à la sobriété et à l'efficacité énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1074 de M. Yves Cochet (objectifs de politique énergétique et publicité commerciale) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Intervient sur le sous-amendement n° 1073 de M. Yves Cochet (simplifications administratives) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3930)

Son sous-amendement n° 528 (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments anciens appréciée lors de chaque mutation) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3932)

Intervient sur le sous-amendement n° 858 de M. Yves Cochet (normes énergétiques des équipements auxiliaires des véhicules, taxation du kérosène pour les vols intérieurs et prime lors de l'achat des véhicules neufs présentant les meilleures performances énergétiques) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3934)

Son sous-amendement n° 284 (encouragements au développement de l'usage du vélo) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 3938)

Son sous-amendement n° 537 (débat au Parlement sur les modes de transports alternatifs à l'automobile) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3938) : rejeté (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement n° 1072 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement ; audit indépendant sur le prix des énergies industrielles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3941)

Son sous-amendement n° 556 (examen en 2006 des filières technologiques) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3955) : adopté (p. 3956)

Son sous-amendement n° 305 (part de l'électricité d'origine renouvelable dans la production intérieure d'électricité en 2010) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3956) : adopté (p. 3957)

Intervient sur le sous-amendement n° 894 de M. François-Michel Gonnot (appels d'offres pour la construction d'éoliennes ; conditions spécifiques) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3967)

Son sous-amendement n° 323 (mise en œuvre de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3969) : adopté (p. 3970)

Son sous-amendement n° 565 (mise en œuvre, dans la situation actuelle, de toutes les filières industrielles en vue de la production d'électricité d'origine renouvelable) à l'amendement n° 6 de la commission : adopté (p. 3970)

Intervient sur le sous-amendement n° 865 de M. Yves Cochet (satisfaction de 20 % des besoins énergétiques à l'horizon 2020 par les énergies renouvelables) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 3977)

Intervient sur le sous-amendement n° 816 de M. Christian Bataille (soutien particulier aux combustibles nucléaires innovants) à l'amendement n° 7 de la commission (troisième axe de la politique énergétique : développement de la recherche) (p. 3980)

Son sous-amendement n° 583 rectifié (développement de la recherche sur le stockage de l'énergie) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 866 de M. Yves Cochet (répartition des moyens financiers et humains) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3981)

Intervient sur le sous-amendement n° 1052 de M. Yves Cochet (création d'une délégation interministérielle) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3982)

Intervient sur le sous-amendement n° 1080 de M. Yves Cochet (transpositions de directives européennes) à l'amendement n° 9 de la commission (prise en compte du rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne) (p. 3988)

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2004] (p. 4037, 4075) ; [26 mai 2004] (p. 4118)

Son intervention (p. 4081)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : développement durable (p. 4081 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique : dommages à l'environnement (p. 4083)

Environnement : droit à l'environnement : Constitution (p. 4083)

Environnement : principe de précaution : santé (p. 4082)

Recherche : charte de l'environnement (p. 4082)

Traité et conventions : Conférence de Rio : développement durable (p. 4081)

Discussion des articles [26 mai 2004] (p. 4131, 4151)

Article 2 (charte de l'environnement)

Son intervention (p. 4134 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6492)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6531)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Rapporteur du projet de loi relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom (n° 1163) [5 novembre 2003]

Rapporteur du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle (n° 1055) [15 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 30 avril 2004] (p. 7806)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 15 mai 2004] (p. 8710)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [J.O. du 2 juin 2004] (p. 9754)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1163), relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom [26 novembre 2003] (n° 1248)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 1055) relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [4 février 2004] (n° 1413)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [1^{er} juin 2004] (n° 1630)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Âge de la retraite. Salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [4 novembre 2003] (p. 9943)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, perspectives [2 mars 2004] (p. 2275)

Plus-values : imposition. Calcul. Fonds de commerce, cession [15 juin 2004] (p. 4911)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 500, posée le 1^{er} décembre 2003. Sécurité routière. Poids lourds (J.O. Questions p. 9073). Appelée le 2 décembre 2003. Réglementation, bilan et statistiques (p. 11485)

n° 546, posée le 6 janvier 2004. Emploi. Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (J.O. Questions p. 8). Appelée le 6 janvier 2004. Patrimoine foncier, estimation (p. 10)

DÉBATS

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 11833)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11863)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 11835)

Télécommunications : services publics (p. 11833)

Télécommunications : appels d'urgence (p. 11835)

Télécommunications : France Télécom (p. 11833, 11863)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11834)

Télécommunications : téléphone (p. 11833)

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)

Article 1er (organisation du service universel)

Son intervention (p. 11873 et s.)

Son amendement n° 125 (p. 11890)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Alain Gouriou (participation des opérateurs de télécommunications aux instances consultatives chargées de l'aménagement du territoire) (p. 11911)

Article 2 (coordination du droit du service universel avec l'évolution européenne)

Son intervention (p. 11912)

Article 2 bis (suppression du monopole de TDF)

Son intervention (p. 11913 et s.)

Article 3 (pérennisation du statut de fonctionnaire de France Télécom)

Son intervention (p. 11915)

Article 3 bis (mobilité vers les trois fonctions publiques)

Son intervention (p. 11916)

Article 4 (dispositions à caractère social)

Son intervention (p. 11917 et s.)

Ses amendements n° 127 et 128 (p. 11917)

Son amendement n° 129 (p. 11918)

Article 6 (coordination juridique et suppression de dispositions obsolètes)

Son intervention (p. 11922)

Article 7 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 11923)

Article 8 (application aux territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 11923)

Article 9 (revente de l'abonnement)

Son intervention (p. 11923)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 2004] (p. 132)

Son intervention (p. 143)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 143)

Consommation : protection des consommateurs : contrats électroniques (p. 143)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 143)

Télécommunications : antennes-relais (p. 143)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [6 mai 2004] (p. 3413)

Son intervention (p. 3424)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 3425)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : Internet (p. 3425)

Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 3425)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1612)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1614 et s.)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 1614)

Télécommunications : Internet (p. 1613)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 1612 et s.)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Article 2 (article L. 32 du code des postes et télécommunications : introduction de définitions juridiques nouvelles)

Son intervention (p. 1672)

Article 3 (article L. 32-1 du code des postes et télécommunications : principes de la régulation des communications électroniques)

Son intervention (p. 1673)

Article 4 (articles L. 32-1, L. 32-3 et L. 32-4 du code des postes et télécommunications : renforcement des procédures de recueil d'informations)

Son intervention (p. 1673 et s.)

Article 6 (article L. 33-1 du code des postes et télécommunications : régime de déclaration préalable pour les réseaux et services de communications électroniques)

Son intervention (p. 1675 et s.)

Son amendement n° 300 (p. 1677)

Article 7 (articles L. 33-2 et L. 33-3 du code des postes et télécommunications : réseaux bénéficiant d'un régime de liberté complète)

Son intervention (p. 1677 et s.)

Article 9 (régime de la publication des listes d'abonnés et d'utilisateurs)

Son intervention (p. 1687)

Article 10 (protection de la vie privée des utilisateurs)

Son intervention (p. 1687 et s.)

Article 11 (régime de l'interconnexion et de l'accès)

Son intervention (p. 1688)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Daniel Paul (élargissement du champ du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Daniel Paul (contenu de l'abonnement au service d'un opérateur chargé du service universel) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Daniel Paul (enfouissement obligatoire des lignes) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Daniel Paul (obligation d'assurer la couverture en cabines téléphoniques de l'ensemble du territoire) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Daniel Paul (service d'urgence à un prix abordable) (p. 1688)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Daniel Paul (champ du service universel) (p. 1688)

Article 13 (régime juridique des tarifs du service universel)

Son intervention (p. 1688)

Article 14 (pouvoir réglementaire de l'ART - Autorité de régulation des télécommunications-)

Son intervention (p. 1688 et s.)

Article 15 (article L. 36-7 du code des postes et télécommunications : adaptation de la liste générale des missions de l'ART)

Son intervention (p. 1689)

Article 16 (article L. 36-8 du code des postes et télécommunications : pouvoirs de l'ART en matière de règlement des différends)

Son intervention (p. 1690)

Son amendement n° 301 (p. 1690)

Article 17 (articles L. 36-9, L. 36-11 et L. 36-14 du code des postes et télécommunications : adaptation de certaines autres compétences de l'ART)

Son intervention (p. 1690 et s.)

Article 18 (articles L. 37-1 à L. 37-3, L. 38, L. 38-1, L. 38-2 du code des postes et des communications électroniques : procédure des "marchés pertinents")

Son intervention (p. 1691 et s.)

Son amendement n° 255 (p. 1691)

Son amendement n° 309 (p. 1695)

Article 19 (articles L. 39 à L. 39-9, L. 39-10 et L. 40 du code des postes et des communications électroniques : adaptation des dispositions pénales)

Son intervention (p. 1695)

Article 22 (articles L. 42 à L. 42-4 du code des postes et des communications électroniques : obligations liées à l'utilisation des fréquences assignées par l'ART)

Son intervention (p. 1695 et s.)

Son amendement n° 256 (p. 1695)

Son amendement n° 302 (p. 1696)

Article 24 (article L. 44 du code des postes et des communications électroniques : gestion du plan national de numérotation)

Son intervention (p. 1697 et s.)

Article 25 (adaptation des règles sur les droits de passage et les servitudes)

Son intervention (p. 1700 et s.)

Son amendement n° 257 (p. 1700)

Son amendement n° 303 (p. 1701)

Article 26 (article L. 125 du code des postes et des communications électroniques : dispositions définissant le statut de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques)

Son intervention (p. 1702 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Patrice Martin-Lalande (surveillance active de certains contenus hébergés) (p. 1704)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Didier Mathus (composition du CSA) (p. 1705)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Didier Mathus (composition du CSA) (p. 1705)

Article 30 (article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : missions du CSA)

Son intervention (p. 1706)

Après l'article 30

Son amendement n° 288 (de coordination) : adopté (p. 1706)

Article 35 (compétences du CSA en matière de concurrence et de coordination)

Son intervention (p. 1706)

Article 36 (articles 17-1 et 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : procédure de règlement des litiges par le CSA)

Son intervention (p. 1708)

Article 40 (utilisation par un service de communications électroniques des fréquences assignées par le CSA)

Son intervention (p. 1709)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission des affaires culturelles (clarification de la composition des multiplexes) (p. 1709)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Didier Mathus (attribution d'au moins dix canaux au numérique hertzien) (p. 1709)

Article 41 (attribution aux sociétés nationales de programme et à ARTE du droit d'usage de fréquences assignées pour la diffusion de leurs programmes)

Son intervention (p. 1710)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Béatrice Vernaudon (dispositions spécifiques à la Polynésie française) (p. 1711)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre-Christophe Baguet (établissement d'un nouveau plan de fréquences) (p. 1712)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Patrice Martin-Lalande (rediffusion des programmes sur un autre canal) (p. 1713)

Article 42 (extension du régime des autorisations de la loi du 30 septembre 1986 à la radio numérique par voie hertzienne)

Son intervention (p. 1714)

Article 43 (autorisation de l'usage de fréquences pour la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 1715)

Article 44 (compétence des comités techniques du CSA en matière de télévision locale)

Son intervention (p. 1715)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 34 troisième rectification du Gouvernement (dispositions imposées à la diffusion de services de radio par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 1716)

Article 45 (procédure d'autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Son intervention (p. 1716)

Article 48 (coordination)

Son amendement n° 304 (p. 1748)

Après l'article 92

Son amendement n° 306 rectifié (de coordination) : adopté (p. 1772)

Article 94 (suppression de la priorité de raccordement au câble)

Son amendement n° 312 (p. 1772)

Après l'article 96

Son amendement n° 308 (de coordination) : adopté (p. 1772)

Après l'article 98

Son amendement n° 307 (de coordination) : adopté (p. 1775)

Après l'article 99

Son amendement n° 311 (de coordination) : adopté (p. 1776)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 juin 2004] (p. 4405)

Son intervention (p. 4405)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4406 et s.)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 4405 et s.)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : appels d'urgence (p. 4405)

Télécommunications : antennes-relais (p. 4406)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 4406)

Télécommunications : France Télécom (p. 4405)

Télécommunications : tarifs (p. 4407)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 4405 et s.)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2004] (p. 4922, 4955) ; [16 juin 2004] (p. 4996, 5052)

Son intervention (p. 5009)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5009 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5009 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5009 et s.)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 5010)

Georges TRON
Essonne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 26 : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (Fonction publique et réforme de l'Etat) (n° 1110) [9 octobre 2003]

Proposition de loi n° 1562 relative au conditionnement des spécialités pharmaceutiques [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives
[18 novembre 2003] (p. 10760)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8643)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8643 et s.)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : rémunération (p. 8643 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : effectifs (p. 8644 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN

Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Ses interventions (p. 9349, 9352, 9361)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : commission des finances : prospection et recherche (p. 9362)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 9361)
Défense : renseignement (p. 9353)
Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : crédits budgétaires (p. 9352)
Enseignement : effectifs (p. 9351)
Etat : réforme (p. 9361)
Etat : sûreté de l'Etat (p. 9353)
Fonction publique de l'Etat : dépenses (p. 9350)
Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 9349)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9350)
Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 9352)
Fonctionnaires et agents publics : notation : primes (p. 9351)
Handicapés : insertion professionnelle (p. 9349)
Ministères et secrétariats d'Etat : fichiers informatisés (p. 9353)
Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 9362)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : paiement des pensions : dépenses (p. 9350)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2003] (p. 9369)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9369 et s.)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11952)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11952)
Secteur public : service minimum (p. 11952)
Transports : transports de voyageurs (p. 11952)

Proposition de résolution n° 1581 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002

[13 mai 2004] (p. 3611)

Son intervention (p. 3632)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 3632)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gauche (p. 3633)
Politique générale : réforme (p. 3633)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 3632)

Déclaration du Gouvernement n° 1702 présentée par M. Nicolas Sarkozy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le débat d'orientation budgétaire pour 2005 et débat sur cette déclaration

[24 juin 2004] (p. 5389, 5424)

Son intervention (p. 5411)

Thèmes :

Enseignement : personnel (p. 5412)
Etat : réforme (p. 5411 et s.)
Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 5411)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 5411)
Fonctionnaires et agents publics : mobilité : statuts (p. 5412)
Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite : traitement (p. 5412)
Justice : Cour des comptes (p. 5411)
Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5411)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 5412)
Politique économique : croissance (p. 5411)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6507)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16870)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 11 décembre 2003] (p. 21137)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome III : Affaires sociales, travail et solidarité (Formation professionnelle) (n° 1111) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement, perspectives [25 février 2004] (p. 1897)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 10048)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : UNEDIC (p. 10048)

Formation professionnelle : financement (p. 10049)

Formation professionnelle : réforme (p. 10048)

Formation professionnelle : crédits (p. 10048)

Formation professionnelle : Fonds de la formation professionnelle : contrôle de gestion (p. 10050)

Formation professionnelle : formation continue (p. 10049)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Son intervention (p. 12293)

Thèmes :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 12293)

Formation professionnelle : formation continue (p. 12293)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12293)

Travail : contrats de travail (p. 12294)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 4 (droit à la qualification professionnelle garanti par l'Etat)

Son intervention (p. 12320 et s.)

Article 9 (salariés ayant conclu un contrat à durée déterminée et exercice du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12341)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Christian Paul (conditions de transfert du droit individuel de formation d'une entreprise à une autre) (p. 12342)

Article 10 (plan de formation)

Son amendement n° 81 (p. 12343)

Son intervention (p. 12344)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12363)

Après l'article 23

Son amendement n° 83 (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12375) : adopté (p. 12376)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 82 (p. 12378)

Article 29 (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12382)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 12386)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 novembre 2003] (p. 19066)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un service civique pour tous les jeunes (n° 1199) [12 novembre 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2003] (p. 20453)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2003] (p. 20453)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7032)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes [5 novembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1199) tendant à créer un service civique pour tous les jeunes [19 novembre 2003] (n° 1235)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Eau. Agences de l'eau. Trésorerie, utilisation, perspectives [29 octobre 2003] (p. 9628)

Emploi. Chômage. Perspectives [2 mars 2004] (p. 2270)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'inquiète des propos du ministre d'Etat, M. Nicolas Sarkozy, qui dénotent un manque de respect à l'égard de la représentation nationale dans sa diversité démocratique, bien que celle-ci

participe aussi à la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme [28 avril 2004] (p. 3182)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [25 novembre 2003] (p. 11077)**

Son intervention (p. 11077)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 11089)

Thèmes :

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 11078)

Droit civil : obligations (p. 11078, 11090)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 11077)

Jeunes : citoyenneté (p. 11077)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 11077, 11090)

Jeunes : service civique (p. 11077, 11090)

Politique sociale : solidarité (p. 11079, 11090)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)**

Son intervention (p. 1313)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de pensée (p. 1313)

Enseignement : laïcité (p. 1314)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1313)

Lois : application : laïcité (p. 1314)

Politique sociale : exclusion (p. 1314)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Justice. Fonctionnement. Réforme, perspectives [20 janvier 2004] (p. 569)

Droit pénal. Procédure pénale. Grande criminalité, application [10 février 2004] (p. 1568)

Justice. Magistrats du parquet. Nomination [19 mai 2004] (p. 3852)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10433)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10435)
- Finances publiques : reports : ministère de la justice (p. 10433)
- Justice : juges de proximité : recrutement (p. 10434)
- Justice : magistrats : informatique (p. 10433)
- Justice : magistrats : rémunération au mérite (p. 10434)
- Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 10434)
- Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 10435)
- Système pénitentiaire : établissements (p. 10434)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11214)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance financière (p. 11214)
- Droit pénal : droits de la défense (p. 11215)
- Droit pénal : exécution des peines (p. 11214)
- Droit pénal : présomption d'innocence (p. 11216)
- Droit pénal : répression (p. 11216)
- Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 11215)
- Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : procédure pénale (p. 11216)
- Justice : indépendance (p. 11215)
- Justice : réforme (p. 11214)
- Lois : projet de loi : Gouvernement précédent (p. 11214)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 11215)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)*Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)*

- Son amendement n° 304 (p. 11232)
- Son amendement n° 291 (p. 11234)
- Son amendement n° 305 (p. 11235)
- Son amendement n° 306 (p. 11245)
- Son amendement n° 307 (p. 11246)
- Ses amendements n°s 308 à 312 (p. 11247)
- Son amendement n° 313 (p. 11249)
- Ses amendements n°s 314 et 315 (p. 11250)
- Son amendement n° 292 (p. 11251)

Article 2 (élargissement de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Ses amendements n°s 294, 293, 295 et 296 (p. 11254)

Article 3 (exemptions ou réductions de peine pour les auteurs ou complices d'infractions apportant leur concours à la justice)

Son amendement n° 316 (p. 11255)

Après l'article 10

Son amendement n° 298 (pénalisation d'infractions liées à l'environnement) (p. 11297) : rejeté (p. 11299)

Article 11 quinquies (création de l'infraction d'exercice illégal de la profession de chauffeur de taxi)

Son amendement n° 297 (p. 11304)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son sous-amendement n° 419 à l'amendement n° 147 deuxième rectification de la commission (p. 11317)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son amendement n° 317 (p. 11405)

Son amendement n° 318 (p. 11407)

Article 22 A (possibilité d'utiliser la procédure d'injonction de payer en cas de médiation pénale)

Son sous-amendement n° 420 à l'amendement n° 158 de la commission (p. 11408)

Article 23 (extension du champ d'application de la composition pénale et de la liste des mesures susceptibles d'être proposées)

Son amendement n° 319 (p. 11409)

Ses amendements n°s 320 et 321 (p. 11411)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son amendement n° 299 corrigé (p. 11413)

Avant l'article 26

Son amendement n° 301 corrigé (détachement d'officiers de police judiciaire dans chaque tribunal de grande instance) (p. 11417) : rejeté (p. 11418)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son amendement n° 322 (p. 11418)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son amendement n° 324 (p. 11422)

Article 43 (dispositions de simplifications des expertises)

Son amendement n° 285 (p. 11425)

Article 52 (possibilité pour le procureur d'assister à l'audition d'un témoin ou d'un témoin assisté)

Ses amendements n°s 287 et 288 (p. 11427)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Ses amendements n°s 289 et 290 (p. 11431)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)

Son amendement n° 302 (p. 11436)

Article 69 quater (instauration d'un crédit de réduction de peine)

Son sous-amendement n° 421 à l'amendement n° 260 de la commission (p. 11459)

Manuel VALLSEssonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [25 mai 2004] (p. 4033)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 juin 2004] (p. 4658)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1234 pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 2003] (p. 11660) ; [4 décembre 2003] (p. 11676, 11724)

Seconde délibération

Après l'article 30

Son amendement n° 31 (communes membres d'une communauté d'agglomération issue d'un syndicat d'agglomération nouvelle : définition du potentiel fiscal) (p. 11762) : non soutenu (p. 11763)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1440)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : mixité sociale (p. 1440)

Cultes : islam (p. 1441)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1441)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : exclusion (p. 1440)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1440)

Débat sur les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances

[10 février 2004] (p. 1533)

Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 1547)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1547)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 1546)

Etrangers : immigration (p. 1546)

Etrangers : intégration (p. 1546)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 1547)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 1547)

Logement : mixité sociale (p. 1547)

Politique sociale : fracture sociale (p. 1548)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1547)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Rapporteur du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (n° 1206) [7 janvier 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxes sur les tabacs. hausse, conséquences [15 octobre 2003] (p. 8606)

Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique [16 décembre 2003] (p. 12431)

Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, Nord [21 janvier 2004] (p. 641)

Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [19 mai 2004] (p. 3853)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 676, posée le 6 avril 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2769). Appelée le 6 avril 2004. Effectifs de personnel, Nord (p. 2620)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 octobre 2003] (p. 9503)

Son intervention (p. 9512)

Thèmes :

Etrangers : mariages blancs (p. 9513)

Etrangers : immigration : intégration (p. 9512)

Etrangers : immigration clandestine (p. 9513)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9513)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 10784)

Son intervention (p. 10785)

Thèmes :

Etrangers : procédures (p. 10786)

Etrangers : protection subsidiaire (p. 10785)

Etrangers : réfugiés (p. 10784)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11541)

Thèmes :

Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11541)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 11541)

Rapatriés : harkis (p. 11541)

Rapatriés : indemnisation (p. 11541)

Débat sur la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève

[9 décembre 2003] (p. 11933)

Son intervention (p. 11957)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 11957)

Secteur public : service minimum (p. 11957)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1405)

Thèmes :

Constitution : laïcité (p. 1406)
Cultes : islam : intégration (p. 1406)
Cultes : signes religieux (p. 1405)
Enseignement : établissements scolaires : communautarisme (p. 1406)
Etat : hymne national : jeunes (p. 1405)
Justice : Conseil d'Etat : jurisprudence (p. 1405)
Lois : application (p. 1405)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4834)

Thèmes :

Droit civil : citoyenneté (p. 4835)
Emploi : recrutement : emplois réservés (p. 4835)
Pays étrangers : Algérie : relations internationales (p. 4835)
Rapatriés : harkis (p. 4835)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Son sous-amendement n° 59 (insertion dans les programmes scolaires de la présence française outre-mer) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4858) : adopté (p. 4859)

Son sous-amendement n° 58 (coordination) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4858) : adopté (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Diefenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Michel Diefenbacher (obligation de poursuivre les injures dirigées contre les anciens harkis et supplétifs) (p. 4860)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Francis Vercamer (reconnaissance des "carrés musulmans" dans les cimetières) (p. 4867)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Emmanuel Hamelin (emplois dans la fonction publique réservés aux descendants d'anciens supplétifs) (p. 4868)

François VANNSON

Vosges (3^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1171 tendant à compenser les distorsions de concurrence supportées par les ruralistes dans les régions frontalières [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1526 tendant à allonger la durée maximale d'active des militaires appartenant à la réserve opérationnelle [8 avril 2004]

Proposition de loi organique n° 1592 visant à élire une partie des députés au scrutin proportionnel [11 mai 2004]

Proposition de loi n° 1610 visant à modifier certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers généraux et des députés [13 mai 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention, Sénégal [16 décembre 2003] (p. 12433)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 547, posée le 6 janvier 2004. Elevage. Bovins (J.O. Questions p. 8). Appelée le 6 janvier 2004. Race vosgienne, aides de l'Etat (p. 23)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yvan Lachaud : se félicite de l'esprit d'ouverture du Gouvernement et approuve le fond du projet de loi [3 juin 2004] (p. 4418)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Marie Le Guen (nouveau régime des bouilleurs de cru et producteurs assimilés) (p. 8289)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 2004] (p. 2728, 2763, 2802) ; [27 avril 2004] (p. 3121, 3150)

Article 17 ter (bouilleurs de cru)

Son intervention (p. 2796)

Son amendement n° 1 (p. 2796)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[14 novembre 2003] (p. 10559, 10651)

Article 62 (pérennisation et renforcement du crédit d'impôt pour dépenses de recherche)

Son amendement n° 142 (nouvelles collections dans le secteur textile-habillement-cuir – suppression du plafonnement du crédit d'impôt à 100 000 €) (p. 10588)

Son amendement n° 143 (nouvelles collections dans le secteur textile-habillement-cuir – maintien du plafonnement du crédit d'impôt à 100 000 € pour les seules dépenses exposées à l'extérieur de l'entreprise définies au I du II de l'article 244 quater B du code général des impôts) (p. 10588)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2004] (p. 471, 509) ; [21 janvier 2004] (p. 644)

Son intervention (p. 526)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 526 et s.)

Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 526)

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ;

[27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ...
[30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 1er (modification des critères de détermination des zones de revitalisation rurale (ZRR))

Son amendement n° 1077 corrigé (p. 682)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1078 (aménagement de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 691)

Son amendement n° 1082 (crédit d'impôt pour les contribuables dont la résidence principale est située dans une commune classée en zone de revitalisation rurale) : rejeté (p. 692)

Son amendement n° 1080 (prolongation de la durée d'exonération des charges patronales pour les nouvelles embauches dans les zones de revitalisation rurale) (p. 716) : retiré (p. 717)

Son amendement n° 1073 (contenu des incitations publiques au développement des zones de revitalisation rurale) (p. 719) : adopté (p. 721)

Son amendement n° 1074 (mise en œuvre spécifique de la politique du logement social dans les zones de revitalisation rurale) (p. 721) : adopté (p. 722)

Son amendement n° 1075 (convention de revitalisation rurale entre l'Etat et le département) : rejeté (p. 722)

Son amendement n° 1076 (augmentation des concours financiers de l'Etat attribués aux communes de moins de 7500 habitants et aux communautés de communes de moins de 60 000 habitants) (p. 722) : retiré (p. 724)

Son amendement n° 1081 corrigé (prolongation de cinq ans d'incitations fiscales) (p. 724) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 726)

Avant l'article 11

Son amendement n° 1086 (inscription des enfants des travailleurs saisonniers dans la commune du lieu de travail) (p. 797) : retiré (p. 798)

Son amendement n° 1084 (guichets uniques et caisses pivots étendus aux stations classées communes de tourisme et aux stations climatiques) : retiré (p. 810)

Son amendement n° 1083 (reconnaissance de l'égalité des droits des travailleurs pluriactifs ou saisonniers) (p. 814) : rejeté (p. 816)

Après l'article 22

Son amendement n° 1087 (plans de réouverture de l'espace) (p. 860) : adopté après modification (p. 861)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers)

Son amendement n° 1088 (p. 891)

Après l'article 36

Son amendement n° 1089 (fiscalité du logement social dans les villages touristiques) : rejeté (p. 894)

Avant l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 1010 corrigé précédemment réservé de M. Michel Bouvard (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 970)

Son amendement n° 1090 précédemment réservé (droit à l'information sur l'organisation des services publics) (p. 968) : adopté (p. 970)

Avant l'article 62

Son amendement n° 1105 corrigé (conditions d'obtention de l'appellation montagne) (p. 1017) : retiré (p. 1018)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son amendement n° 1098 (p. 1024)

Son amendement n° 1099 (p. 1026)

Son amendement n° 1100 corrigé (p. 1027)

Ses amendements n° 1101 et 1102 (p. 1032)

Après l'article 62

Son amendement n° 1103 (rétablissement du Fonds d'intervention pour l'auto-développement en montagne-FIAM) : rejeté (p. 1036)

Article 63 (possibilité pour les communes de montagne de reverser tout ou partie de la taxe de séjour aux EPCI)

Son amendement n° 1115 (p. 1036)

Après l'article 63

Son amendement n° 1107 (protection des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales ou forestières) : adopté (p. 1037)

Son amendement n° 1109 (aménagement des plans d'eau en zones de montagne) (p. 1039) : retiré (p. 1041)

Son amendement n° 1110 (aménagement en montagne ; simplification des procédures) : retiré (p. 1041)

Après l'article 64

Son amendement n° 1489 (programmes de logements sociaux affectés aux saisonniers) (p. 1043) : adopté après rectification (p. 1046)

Après l'article 65

Son amendement n° 1106 (programme pluriannuel d'incitation financière des agences de l'eau) (p. 1047) : devenu sans objet (p. 1048)

Son amendement n° 1112 (dotation des communautés de communes) (p. 1057) : rejeté (p. 1058)

Après l'article 39

Son amendement n° 1091 précédemment réservé (atouts pour la santé des territoires ruraux) (p. 1094) : rejeté (p. 1095)

Article 44 précédemment réservé (durée minimale des conventions pluriannuelles de pâturage et conventions de mise à disposition d'espaces pastoraux aux SAFER)

Ses amendements n° 1094 et 1095 (p. 1187)

Après l'article 45

Son amendement n° 1096 précédemment réservé (intégration, par décision préfectorale, de biens fonciers agricoles laissés à l'abandon, dans le patrimoine d'une association foncière pastorale voisine) : rejeté (p. 1188)

Après l'article 47

Son amendement n° 1097 rectifié précédemment réservé (prise en compte des zones de montagne et des espaces naturels par le ministère de l'agriculture : consultation permanente) (p. 1191) : adopté (p. 1192)

Avant l'article 66

Son amendement n° 1114 (mise en œuvre de schémas régionaux éoliens) : rejeté (p. 1193)

Son amendement n° 1113 (microcentrales hydrauliques) : rejeté (p. 1193)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juin 2004] (p. 4377, 4388) ; [3 juin 2004] (p. 4417, 4430, 4458) ; [8 juin 2004] (p. 4574, 4606) ; [9 juin 2004] (p. 4662, 4691)

Article 1er (handicap, droits fondamentaux et compensation)

Son intervention (p. 4381)

Son amendement n° 627 (p. 4388)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yvan Lachaud (cf supra) (p. 4418)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 4443 et s.)

Son amendement n° 588 (p. 4444)

Son amendement n° 589 (p. 4447)

Son amendement n° 590 (p. 4450)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son amendement n° 596 (p. 4461)

Article 5 (régime applicable aux personnes handicapées reçues dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Son amendement n° 597 (p. 4465)

Son intervention (p. 4466)

Son amendement n° 598 (p. 4466)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 4472 et s.)

Son amendement n° 601 (p. 4476)

Son amendement n° 602 rectifié (p. 4479)

Article 7 (accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur)

Son amendement n° 603 : retiré (p. 4575)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 604 (p. 4577)

Son intervention (p. 4579)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Ses amendements n°s 605 et 606 (p. 4586)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux employeurs non publics d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 4606)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (p. 4609)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Daniel Paul (p. 4609)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique pour l'accès à la fonction publique et de la condition d'âge pour le départ à la retraite)

Son amendement n° 608 (p. 4609)

Article 14 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 609 (p. 4610)

Article 15 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 610 (p. 4613)

Article 16 (aménagement des conditions d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son amendement n° 611 (p. 4615)

Article 17 (création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 612 (p. 4619)

Article 27 (maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n°s 621 et 622 (p. 4678)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)**

Son intervention (p. 5788)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5788)

Santé : accès aux soins (p. 5788)

Santé : cures (p. 5788)

Santé : politique de la santé (p. 5788)

Catherine VAUTRIN*Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat à l'intégration et à l'égalité des chances*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Est nommée Secrétaire d'Etat à l'intégration et à l'égalité des chances, auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Vice-présidente de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 29 octobre 2003] (p. 18506)

Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) tome VIII : Economie, finances et industrie (Poste et télécommunications) (n° 1112) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Arlette Grosskost. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [11 mai 2004] (p. 3499)

M. Francis Vercamer. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Haute autorité de lutte contre les discriminations, mise en place [25 mai 2004] (p. 4029)

M. Gilles Artigues. Logement. Politique du logement. Agence nationale pour la rénovation urbaine, bilan et perspectives [15 juin 2004] (p. 4910)

M. Philippe Cochet. Communes. Dotation de solidarité urbaine (DSU). Réforme, perspectives [30 juin 2004] (p. 5745)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Paulette Guinchart-Kunstler. Associations. Associations d'aide à domicile. Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), taux horaire, relèvement [27 avril 2004] (p. 3092)

M. Michel Lefait. Entreprises. Charges. Allègement, réforme [27 avril 2004] (p. 3094)

M. Claude Leteurre. Industrie. Machines et équipements. Euromoteurs, emploi et activité, Carpiq [27 avril 2004] (p. 3093)

M. Jacques Remiller. Agroalimentaire. Yoplait France. Emploi et activité [27 avril 2004] (p. 3095)

M. Dino Cinieri. Bâtiment et travaux publics. Maisons individuelles. Abris de piscine, construction, règlement [1^{er} juin 2004] (p. 4259)M. François Asensi. Logement. Politique du logement. Perspectives [1^{er} juin 2004] (p. 4261)M. Rodolphe Thomas. Impôts et taxes. Exonération. Activités situées en zones franches, champ d'application [1^{er} juin 2004] (p. 4260)M. Jean-Pierre Le Ridant. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, conséquences, aide alimentaire [1^{er} juin 2004] (p. 4258)M. Yannick Favennec. Formation professionnelle. Apprentissage. Mobilité, politiques communautaires [1^{er} juin 2004] (p. 4257)M. Robert Lecou. Logement. Logement social. Voiries et réseaux, remise en état, Lodève [1^{er} juin 2004] (p. 4258)**En qualité de Députée****QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Politique de l'emploi. Aides aux entreprises [25 novembre 2003] (p. 11101)

DÉBATS**Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 décembre 2003] (p. 11831)**

Son intervention (p. 11855)

Thèmes :

Télécommunications : France Télécom (p. 11855)

Télécommunications : France Télécom : fonctionnaires et agents publics (p. 11856)

Télécommunications : Internet (p. 11856)

Télécommunications : opérateurs (p. 11855)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12152)

Son intervention (p. 12154)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 12155)
 Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : tarifs (p. 12155)
 Consommation : associations de consommateurs (p. 12155)
 Consommation : Conseil national de la consommation (p. 12154)
 Droit civil : contrats (p. 12155 et s.)
 Politique économique : conjoncture (p. 12154 et s.)
 Politique sociale : surendettement (p. 12155 et s.)
 Télécommunications : téléphones mobiles : tarifs (p. 12155)
 Ses explications de vote (p. 12186)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 12186)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 22 (transfert des aérodromes et hélistations civiles)

Son amendement n° 552 (p. 2115)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Vice-président de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 30 janvier 2004] (p. 2201)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1558 tendant à la création d'une journée nationale de la résistance [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Constitution européenne. Ratification, procédure [5 mai 2004] (p. 3344)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 662, posée le 6 avril 2004. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 6 avril 2004. Exonération, conditions d'attribution (p. 2637)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite avoir des informations sur la modification de l'ordre du jour, suite au report de l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale prévu ce jour [26 novembre 2003] (p. 11228)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9959)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2003] (p. 10425)

Son intervention (p. 10430)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : décentralisation : mineurs (p. 10431)
 Finances publiques : reports : ministère de la justice (p. 10430)
 Justice : productivité (p. 10431)
 Justice : juges de proximité (p. 10431)
 Justice : magistrats : effectifs (p. 10430)
 Justice : magistrats : rémunération au mérite (p. 10430)
 Système pénitentiaire : détenus (p. 10431)

Procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : éducateurs spécialisés (p. 10444)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9232)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 9232)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 9232)
 Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 9232)
 Politiques communautaires : outre-mer (p. 9232)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11211)

Son intervention (p. 11218)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2003] (p. 11228)

Thèmes :

Droit pénal : comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 11219)
 Droit pénal : corruption (p. 11219)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 11218)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 11219)
 Justice : juridictions interrégionales (p. 11219)
 Parlement : Sénat : amendements (p. 11218)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)

Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son amendement n° 402 (p. 11233)

Son amendement n° 403 (p. 11234)

Article 1er bis A (rémunération des indicateurs)

Son amendement n° 404 (p. 11252)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11310)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son amendement n° 406 (p. 11314)

Après l'article 16 bis

Son amendement n° 405 (répression des comportements délictueux des employeurs) : rejeté (p. 11392)

Article 16 ter (divulgateur d'informations relatives à une constitution de partie civile)

Son amendement n° 407 (p. 11393)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son amendement n° 408 (p. 11431)

Article 69 quater A (suspension de peine pour raisons médicales)

Son amendement n° 409 (p. 11459)

Après l'article 71 bis

Son amendement n° 416 (durée maximale d'enfermement en cellule disciplinaire) : rejeté (p. 11460)

Son amendement n° 417 (assistance au détenu soumis à une procédure disciplinaire) : rejeté (p. 11460)

Son amendement n° 418 (recours du détenu contre une décision de placement à l'isolement ou de transfèrement) (p. 11460) : rejeté (p. 11461)

Ses amendements n°s 410 à 415 (institution d'un contrôleur général des prisons chargé de contrôler l'état, l'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires) : rejetés (p. 11461)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Ses explications de vote (p. 1657)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1658)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11331)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 11332)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense : Parti communiste (p. 11331)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 11332)

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11983)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : élections régionales (p. 11983)

Elections et référendums : référendums : Corse (p. 11984)

Elections et référendums : statut des élus (p. 11984)

Emploi : chômage : femmes (p. 11984)

Femmes : égalité professionnelle (p. 11984)

Femmes : parité : Union européenne (p. 11984)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1350)

Thèmes :

Cultes : intégrisme (p. 1350)

Enseignement : laïcité (p. 1351)

Etat : laïcité (p. 1350)

Femmes : égalité des sexes : voile islamique (p. 1351)

Politique sociale : inégalités : exclusion (p. 1350)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 51 (transfert aux communes et aux EPCI des logements étudiants)

Son intervention (p. 2221 et s.)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 2304)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2307 et s.)

Article 56 (transfert à l'Etat de la responsabilité des campagnes de prévention et de lutte contre les grandes maladies)

Son intervention (p. 2317)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2320)

Article 60 (compétence de l'Etat en matière d'éducation)

Son intervention (p. 2327)

Article 61 (création du conseil territorial de l'éducation nationale)

Son intervention (p. 2336 et s.)

Article 67 précédemment réservé (transfert aux départements et aux régions des personnels techniciens, ouvriers et de service)

Son intervention (p. 2372 et s.)

Article 78 (mises à disposition des personnels de l'Etat)

Son intervention (p. 2454)

Avant l'article 88 A

Son amendement n° 1102 (valeur locative des biens mis à disposition d'une entreprise pour l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 2461) : rejeté (p. 2463)

Article 88 A (intégration de la commission consultative sur l'évaluation des charges au Comité des finances locales)

Son intervention (p. 2473)

Proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi

Ses explications de vote [4 mars 2004] (p. 2435)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2435)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2887)

Thèmes :

Droit pénal : violences conjugales : domicile (p. 2888)

Famille : divorce : histoire (p. 2887)

Famille : divorce : procédures (p. 2888)

Famille : divorce : réforme (p. 2887)

Famille : prestation compensatoire (p. 2888)
 Femmes : inégalités (p. 2888)
 Femmes : victimes (p. 2888)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 2888)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son amendement n° 68 rectifié (p. 2958)
 Son amendement n° 66 (p. 2959)
 Son amendement n° 67 (p. 2963)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son amendement n° 69 (p. 2969)

Article 23 (abrogations)

Son amendement n° 70 (p. 2973)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2004] (p. 3573)

Son intervention (p. 3577)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 3577)
 Famille : divorce : médiation (p. 3577)
 Famille : divorce : procédures (p. 3577)
 Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 3577)
 Justice : magistrats : effectifs (p. 3577)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3578)

Projet de loi n° 762 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2004] (p. 3238)

Article 1er (détermination du champ d'application de la loi)

Son amendement n° 36 (p. 3238)

Article 2 (conditions de licéité des traitements de données à caractère personnel)

Ses amendements n° 38 et 52 (p. 3239)

Son amendement n° 51 (p. 3240)

Son amendement n° 39 (p. 3242)

Son amendement n° 40 (p. 3244)

Son amendement n° 37 (p. 3739)

Article 4 (formalités préalables à la mise en œuvre des traitements)

Son amendement n° 42 (p. 3245)

Son amendement n° 43 (p. 3247)

Son amendement n° 44 (p. 3248)

Article 5 (obligations incombant aux responsables de traitements et droits des personnes)

Son amendement n° 46 (p. 3249)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4488)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : octroi de mer (p. 4488)
 Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4489)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement : outre-mer (p. 4489)
 Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : dérogations (p. 4489)
 Union européenne : règlements : octroi de mer (p. 4488)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4489)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121) ; [22 juin 2004] (p. 5250, 5277) ; [23 juin 2004] (p. 5323, 5353) ; [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Avant l'article 1er

Son intervention (p. 5252 et s.)

Article 1er (contrats de service public et principe de péreuation nationale)

Son intervention (p. 5279 et s.)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6116 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6535 et s.)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6567 et s.)

Alain VENOT

*Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs [3 décembre 2003] (p. 20662)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [28 avril 2004] (p. 3177)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 573, posée le 20 janvier 2004. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 388). Appelée le 20 janvier 2004. Réforme, perspectives (p. 558)

n° 663, posée le 6 avril 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 6 avril 2004. Chirurgiens, interdiction d'exercer, conséquences (p. 2626)

Francis VERCAMER

*Nord (7^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Haute autorité de lutte contre les discriminations, mise en place [25 mai 2004] (p. 4029)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

III - LOGEMENT

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10323, 10364)

Procédure des questions :

Logement : logement social : mixité sociale (p. 10343)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10159)

Procédure des questions :

Police : effectifs : Roubaix (p. 10194)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Examen des fascicules [5 novembre 2003] (p. 10039, 10075)

Son intervention (p. 10054)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10055)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10054)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 10056)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10055)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10055)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10055)

Procédure des questions :

Entreprises : aides publiques (p. 10087)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2003] (p. 10093)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gaëtan Gorce (alignement des rémunérations des ministres sur le RMI) (p. 10094)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (financement des contrats initiative emploi) (p. 10095)

Après l'article 80

Son sous-amendement n° 127 (rédactionnel) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (mise en place et transfert aux régions du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)) (p. 10103) : rejeté (p. 10105)

Son sous-amendement n° 128 (accès aux actions humanitaires pour les bénéficiaires) à l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (p. 10103) : retiré (p. 10105)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. François Bayrou (report de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)) (p. 10105)

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821) ; [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10841)

Son intervention (p. 10867)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 10842, 10867)

Politique sociale : insertion (p. 10842, 10867)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10842, 10867)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10841, 10867)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914) ; [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Article 3 (conditions financières de la décentralisation du RMI et de la création du RMA)

Son intervention (p. 10924 et s.)

Son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 252 du Gouvernement (p. 10927)

Article 6 (information des allocataires du RMI)

Son intervention (p. 10931)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Rodolphe Thomas (centralisation des informations concernant les dispositifs d'aide et d'actions sociales) (p. 10932)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'opportunité de mettre en place un "guichet social unique") (p. 10932)

Article 17 (mise en œuvre du caractère subsidiaire de l'allocation)

Son intervention (p. 10947)

Article 18 (élaboration et conclusion du contrat d'insertion)

Son intervention (p. 10950)

Son amendement n° 231 corrigé (p. 10951)

Son amendement n° 232 (p. 10952)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Son intervention (p. 10982)

Son amendement n° 169 (p. 11013) : SCRUTIN PUBLIC (p. 11014)

Son amendement n° 171 (p. 11015)

Après l'article 35

Son amendement n° 179 (fonds national de péréquation de l'insertion) : rejeté (p. 11052)

Article 40 bis (rapport d'évaluation)

Son amendement n° 180 (p. 11060)

Après l'article 40 bis

Son amendement n° 181 (péréquation financière de la compensation de l'Etat) : rejeté (p. 11062)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11332)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11333)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 11332)

Lois : projet de loi : discrimination (p. 11333)

Déclaration du Gouvernement n° 1265 sur les rapatriés

[2 décembre 2003] (p. 11519)

Son intervention (p. 11525)

Thèmes :

Communes : Marseille : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 11526)
 Enseignement : histoire : guerre d'Algérie (p. 11525 et s.)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 11526)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accès à la propriété (PAP) (p. 11526)
 Rapatriés : harkis (p. 11525 et s.)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253) ; [12 décembre 2003] (p. 12285)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12248)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12267)
 Son intervention (p. 12275)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12277)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 12248, 12275)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 12276)
 Politique sociale : généralités (p. 12267, 12275)
 Syndicats : représentativité (p. 12267)
 Travail : droit du travail (p. 12248 et 12277)
 Travail : négociations (p. 12248, 12275)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 2 (objectifs de la formation professionnelle continue)

Son amendement n° 306 (p. 12316)

Article 3 (actions d'adaptation et de développement des compétences des salariés)

Son amendement n° 130 (p. 12317)

Article 8 (dispositif du droit individuel à la formation)

Son intervention (p. 12328 et s.)

Son amendement n° 131 (p. 12331)

Ses amendements n°s 132 et 133 (p. 12336)

Article 13 (dispositif du contrat de professionnalisation)

Son intervention (p. 12362 et s.)

Article 23 (agrément des organismes collecteurs)

Son amendement n° 310 (p. 12374)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean Ueberschlag (commission nationale des comptes de la formation professionnelle) (p. 12376)

Article 24 (fonds national de mutualisation)

Son amendement n° 136 (p. 12377)

Article 29 (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 12382 et s.)

Article 32 (entrée en vigueur différée des contrats de professionnalisation)

Ses amendements n°s 315 et 309 (p. 12387)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Maxime Gremetz (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12436)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Maxime Gremetz (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12439)

Son amendement n° 305 (rapport au Parlement sur l'opportunité d'inscrire le droit à la négociation dans la Constitution) (p. 12440) : rejeté (p. 12441)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son amendement n° 137 (p. 12454)

Son amendement n° 138 (p. 12456)

Son amendement n° 139 (p. 12460)

Après l'article 34

Son amendement n° 307 (remplacement de la réduction d'impôt sur les cotisations syndicales par un crédit d'impôt) : retiré (p. 12461)

Son amendement n° 140 (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) : adopté (p. 12462)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son amendement n° 141 (p. 12473)

Son intervention (p. 12475)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son amendement n° 142 (p. 12478)

Son amendement n° 144 (p. 12486)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12511)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son intervention (p. 12520)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son amendement n° 143 (p. 12523)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son intervention (p. 12529)

Explications de vote et vote [6 janvier 2004] (p. 44)

Ses explications de vote (p. 47)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [7 avril 2004] (p. 2680)

Ses explications de vote (p. 2683)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2683)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code général des collectivités territoriales : développement économique)

Son amendement n° 1316 corrigé (p. 1986)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4819)

Son intervention (p. 4824)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4843)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4825)
 Nationalité : droit (p. 4825)
 Rapatriés : harkis (p. 4825)
 Rapatriés : indemnisation (p. 4825)
 Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 4825, 4844)

Discussion des articles [11 juin 2004] (p. 4850)

Article 1er (reconnaissance de la Nation pour l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc et en Tunisie ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française)

Son amendement n° 61 (p. 4852)

Son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 20 de la commission des affaires culturelles (p. 4855)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jacques Domergue (mémorial national de la guerre d'Algérie et politique de mémoire) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Lionnel Luca (politique de mémoire de l'action française en Algérie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Kléber Mesquida (politique de mémoire de l'histoire des harkis et des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Spagnou (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roland Chassain (politique de mémoire de l'histoire des rapatriés) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (fondation en mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie) (p. 4857)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Emmanuel Hamelin (histoire des rapatriés : politique de mémoire) (p. 4857)

Son amendement n° 108 (fondation en mémoire des événements du Maroc, d'Algérie et de Tunisie) (p. 4856) : adopté après modification (p. 4858)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Christian Vanneste (insertion dans les programmes scolaires de la présence française outre-mer) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Son sous-amendement n° 60 (chapitre spécifique sur les actions des harkis et supplétifs) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4858) : devenu sans objet (p. 4859)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Christian Vanneste (coordination) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Diefenbacher (enseignement de l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord) (p. 4859)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Yvan Lachaud (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) (p. 4860)

Son amendement n° 63 (extension des dispositions anti-négationnistes aux crimes commis contre les harkis et supplétifs) : devenu sans objet (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Emmanuel Hamelin (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4860)

Son amendement n° 64 (engagement de négociations bilatérales sur la libre circulation en Algérie des anciens harkis) (p. 4860) : retiré (p. 4861)

Article 2 (ouverture aux harkis d'un droit d'option entre la revalorisation de l'allocation de reconnaissance et le versement d'un capital)

Son intervention (p. 4861 et s.)

Article 3 (prorogation des aides au logement en faveur des harkis)

Son intervention (p. 4863)

Article 4 (extension du bénéfice des mesures prévues aux articles 2 et 3 du projet de loi aux harkis qui n'ont pas acquis la nationalité française avant le 10 janvier 1973 bien qu'ayant continuellement résidé sur le territoire de la communauté européenne)

Son amendement n° 105 : retiré (p. 4863)

Ses amendements n°s 71 et 72 (p. 4863)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (octroi de bourses spécifiques aux enfants de harkis éligibles aux bourses de l'éducation nationale) (p. 4864)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rapport au Parlement sur la situation sociale des enfants d'anciens supplétifs) (p. 4865)

Son amendement n° 74 (exonération de cotisations patronales pour les rémunérations des enfants de harkis de plus de vingt-cinq ans) : rejeté (p. 4865)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Yvan Lachaud (exonération d'impôts pour les indemnités perçues par les anciens fonctionnaires rapatriés) (p. 4865)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Daniel Spagnou (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Roland Chassain (loi corrigeant les insuffisances des précédentes lois d'indemnisation) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Kléber Mesquida (proposition par le Haut Conseil des rapatriés, de mesures de réparation des préjudices immobiliers) (p. 4866)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yvan Lachaud (rapport d'évaluation des lois d'indemnisation précédentes) (p. 4866)

Après l'article 6

Son amendement n° 109 (reconnaissance des "carrés musulmans" dans les cimetières) : rejeté (p. 4867)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Yvan Lachaud (restauration des cimetières français du Maroc et de la Tunisie) (p. 4868)

Titre

Son amendement n° 77 (mention dans le titre des termes "justice et réparation") : retiré (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Domergue (mention dans le titre des termes "justice et réparation") (p. 4869)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Hamelin (mention dans le titre du terme "réparation") (p. 4869)

Ses explications de vote (p. 4870)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4870)

Proposition de loi n° 1661 modifiant les articles 1er et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1er janvier et le 1er juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5143)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5159)

Son intervention (p. 5165)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5166)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 5166)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 5166)

Entreprises : délocalisations (p. 5159)

Entreprises : difficultés (p. 5159, 5165 et s.)

Entreprises : faillites (p. 5166)

Travail : licenciement économique (p. 5165)

Travail : licenciements (p. 5159)

Travail : négociations (p. 5165)

Discussion des articles [21 juin 2004] (p. 5169, 5185)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'obligation d'étude d'impact avant une fermeture impliquant la suppression d'au moins cent emplois) (p. 5191)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (droit à l'information du comité d'entreprise sur toute mesure susceptible d'incidence négative en matière d'emploi) (p. 5193)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Maxime Gremetz (rétablissement des critères fixant l'ordre des licenciements) (p. 5196)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (rétablissement du pouvoir d'intervention de l'administration du travail en alternative à des licenciements) (p. 5196)

Article 1er (prolongation de six mois de la suspension de certaines dispositions de la loi de modernisation sociale)

Son intervention (p. 5200)

Son amendement n° 30 (p. 5200)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gaëtan Gorce (conditions de rétablissement dans leurs droits pour les "recalculés" de l'UNEDIC) (p. 5202)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Gaëtan Gorce (conditions de suspension de la réforme de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5202)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 5166)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6517)

Après l'article 18 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6522)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6525 et s.)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, conséquences [22 juin 2004] (p. 5242)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 779, posée le 1^{er} juin 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 1^{er} juin 2004. Fonctionnement, financement, Guéret (p. 4248)

DÉBATS

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 octobre 2003] (p. 8115) ; [7 octobre 2003] (p. 8176, 8212) ; [8 octobre 2003] (p. 8265, 8303) ; [9 octobre 2003] (p. 8378)

Article 2 (politique de santé publique régionale)

Son amendement n° 472 (p. 8184)

Son intervention (p. 8186)

Article 4 (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES))

Son sous-amendement n° 470 à l'amendement n° 27 deuxième rectification de la commission (p. 8194)

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : équarrissage (p. 9182)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9182)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10552)

Son intervention (p. 10553)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : création (p. 10554)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10553)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10554)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- *Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10640)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 10640 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10640)

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 626)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : enseignement (p. 627)

Enseignement : carte scolaire (p. 627)

Enseignement : élèves (p. 627)

Enseignement : langues étrangères (p. 627)

Enseignement : pédagogie (p. 627)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 juillet 2004] (p. 7023, 7033, 7074)

Article 1er A (introduction de l'ensemble du projet de loi organique dans le code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7025)

Béatrice VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et du projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française [J.O. du 16 janvier 2004] (p. 1271)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. Forum social mondial. Bombay, bilan et perspectives [27 janvier 2004] (p. 937)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

ECONOMIE ET FINANCES

Vote des crédits et articles rattachés
[13 novembre 2003] (p. 10501) ;
[14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10505)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)

Son intervention (p. 9243)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : Polynésie française (p. 9243)

Politique sociale : solidarité : Polynésie française (p. 9244)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 décembre 2003] (p. 12554)

Son intervention (p. 12600)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Son intervention (p. 330)

Thèmes :

Communes : contrôle de légalité (p. 330)

Coopération intercommunale : développement économique (p. 331)

Outre-mer : assemblée territoriale : droit du travail (p. 331)

Outre-mer : Polynésie française : consultation (p. 330)

Relations internationales : autonomie (p. 331)

Discussion des articles [14 janvier 2004] (p. 357, 395)

Article 46 (domaine de la Polynésie française)

Son intervention (p. 397)

Article 57 (le français et les langues polynésiennes)

Son intervention (p. 401)

Article 104 (composition de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 416)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [29 janvier 2004] (p. 1126)

Son intervention (p. 1134)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : prime majoritaire (p. 1135)

Lois : projet de loi : statut juridique (p. 1135)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 1135 et s.)

Ses explications de vote (p. 1134)

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2004] (p. 1607) ; [11 février 2004] (p. 1658)

Son intervention (p. 1661)

Thème :

Audiovisuel et communication : télévision : outre-mer (p. 1661)

Discussion des articles [11 février 2004] (p. 1671, 1687) ; [12 février 2004] (p. 1747)

Après l'article 41

Son amendement n° 46 (dispositions spécifiques à la Polynésie française) (p. 1711) : retiré (p. 1712)

Article 104 (application dans les territoires d'outre-mer)

Son amendement n° 47 rectifié (p. 1777)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 24 (application outre-mer)

Son intervention (p. 2978)

Dominique VERSINI

Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommée Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Denis Jacquat. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Politiques communautaires [4 novembre 2003] (p. 9945)

M. Georges Fenech. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernal, mise en service [9 décembre 2003] (p. 11975)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [11 février 2004] (p. 1644)

Mme Christine Boutin. Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte contre l'exclusion [24 février 2004] (p. 1817)

M. Maxime Gremetz. Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte contre l'exclusion [25 février 2004] (p. 1891)

DÉBATS

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Article 40 (conventions et accords de groupe)

Son intervention (p. 12506)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son intervention (p. 12508 et s.)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son intervention (p. 12514 et s.)

Jean-Sébastien VIALATTE

*Var (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Soins palliatifs. Développement, financement [22 octobre 2003] (p. 9217)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 601, posée le 27 janvier 2004. Impôts locaux. Taxe professionnelle (J.O. Questions p. 557). Appelée le 27 janvier 2004. Exonération, activités situées en zone franche, champ d'application (p. 903)

René-Paul VICTORIA

*La Réunion (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. DOM : Réunion. Assurances, assurance construction, garantie décennale [28 janvier 2004] (p. 999)

Outre-mer. Politiques communautaires. Perspectives [26 mai 2004] (p. 4113)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION****II - COMMUNICATION****Examen du fascicule [23 octobre 2003] (p. 9277)**

Son intervention (p. 9291)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : préférence nationale (p. 9291)

Audiovisuel et communication : France Télévisions (p. 9291)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 9291)

Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9291)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**ECONOMIE ET FINANCES**

Vote des crédits et articles rattachés
[13 novembre 2003] (p. 10501) ;
[14 novembre 2003] (p. 10555)

CHARGES COMMUNES**Etat B, titre III**

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (outre-mer : majoration des pensions de retraite des fonctionnaires – réduction des crédits de 15 millions d'euros - rectifié : 5 millions d'euros) (p. 10506)

OUTRE-MER**Examen des fascicules [22 octobre 2003] (p. 9219, 9253)**

Son intervention (p. 9254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9255)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 9254)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)

Article 76 (recours aux ordonnances pour adapter certaines dispositions aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 1223)

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1347)

Thèmes :

Cultes : liberté de culte (p. 1348)

Cultes : liberté de culte : La Réunion (p. 1347)

Etat : République : intégration (p. 1347)

Etat : valeurs républicaines (p. 1348)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 925 de M. Camille de Rocca Serra (séparation des opérateurs ; réseaux non connectés au réseau continental ou à la métropole ; dérogations) à l'amendement n° 6 de la commission (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3975)

Projet de loi n° 1518 relatif à l'octroi de mer**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4485)

Son intervention (p. 4489)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 4489)

Politique économique : entreprises (p. 4490)

Union européenne : règlements : octroi de mer (p. 4490)

Discussion des articles [4 juin 2004] (p. 4509)

Article 30 (critère de différenciation des taux)

Son amendement n° 19 (p. 4514)

Projet de loi n° 1613 relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juin 2004] (p. 5055, 5082, 5121); [22 juin 2004] (p. 5250, 5277); [23 juin 2004] (p. 5323, 5353); [25 juin 2004] (p. 5496, 5526, 5580)

Article 11 (obligation de séparation fonctionnelle pour les grands distributeurs)

Son amendement n° 1 (p. 5537) : adopté après rectification (p. 5538)

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie [J.O. du 8 octobre 2003] (p. 17206)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20112)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 novembre 2003] (p. 20113)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 décembre 2003] (p. 21856)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2003] (p. 21856)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [J.O. du 13 février 2004] (p. 2998)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au divorce [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7039)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance-maladie [J.O. du 28 avril 2004] (p. 7683)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Réforme. Conséquences [9 décembre 2003] (p. 11977)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Perspectives [18 mai 2004] (p. 3769)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande si le Gouvernement entend affecter à l'assurance-maladie les recettes nouvelles escomptées de la remise en cause des allègements liés aux 35 heures [1^{er} juillet 2004] (p. 5847)

Demande au Gouvernement des éclaircissements sur de précédents amendements et sous-amendements concernant le code des assurances en général et les mutuelles complémentaires en particulier [8 juillet 2004] (p. 6248)

Rappelle que la conférence de Bangkok sur la lutte contre le SIDA est saisie de la question ; il aimerait connaître la position du Gouvernement [12 juillet 2004] (p. 6571)

DÉBATS

Projet de loi n° 884 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2003] (p. 10821); [20 novembre 2003] (p. 10879)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10854)

Son intervention (p. 10872)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10872)

Politique sociale : exclusion (p. 10872)

Politique sociale : insertion (p. 10855, 10872)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10855, 10872)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10855, 10872)

Discussion des articles [20 novembre 2003] (p. 10905, 10914); [21 novembre 2003] (p. 11001, 11032)

Avant l'article 35

Son amendement n° 244 (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA en matière de négociation annuelle obligatoire) : rejeté (p. 10978)

Son amendement n° 245 (droits des salariés sous contrat d'insertion RMA au regard de la consultation des comités d'entreprise) : rejeté (p. 10980)

Article 35 (création du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (RMA))

Ses amendements n°s 246 et 247 (p. 10988)

Son amendement n° 248 (p. 10989)

Son amendement n° 249 (p. 10990)

Son intervention (p. 11003)

Son amendement n° 250 (p. 11003)

Son amendement n° 251 (p. 11004)

Son amendement n° 239 (p. 11034)

Son amendement n° 241 (p. 11046)

Son amendement n° 242 (p. 11049)

Son amendement n° 243 (p. 11050)

Proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2003] (p. 11327)

Son intervention (p. 11335)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 11336)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 11335)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 11335)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 11335)

Ses explications de vote (p. 11338)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11339)

Projet de loi n° 1233 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12229, 12253); [12 décembre 2003] (p. 12285)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 12238) : rejetée (p. 12248)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 12267)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 12305)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 12243)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 12239)
 Fonctionnaires et agents publics : droits (p. 12240)
 Politique sociale : inégalités (p. 12239, 12267, 12305)
 Syndicats : droits syndicaux (p. 12241)
 Syndicats : représentativité (p. 12238 et s., 12267)
 Travail : conditions de travail (p. 12244)
 Travail : conventions collectives (p. 12239)
 Travail : droit du travail (p. 12238)
 Travail : négociations (p. 12238)

Discussion des articles [12 décembre 2003] (p. 12307, 12314, 12359) ; [16 décembre 2003] (p. 12435, 12468) ; [17 décembre 2003] (p. 12505)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Maxime Gremetz (mise en place des délégués du personnel obligatoire dans toute entreprise quel que soit son effectif) (p. 12437)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Maxime Gremetz (consultation des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales) (p. 12439)

Article 34 (règles de conclusion des accords collectifs)

Son intervention (p. 12443)
 Son amendement n° 215 (p. 12447)
 Son amendement n° 216 (p. 12448)
 Son amendement n° 217 (p. 12451)
 Son amendement n° 219 (p. 12454)
 Ses amendements n°s 220 et 218 (p. 12455)
 Son amendement n° 221 (p. 12456)
 Ses amendements n°s 222 et 223 (p. 12457)
 Ses amendements n°s 224 et 225 (p. 12459)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Francis Vercamer (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Intervient sur l'amendement n° 204 corrigé de M. Pierre Morange (suppression de l'incorporation d'office aux conventions collectives des avenants à ces conventions et des accords collectifs postérieurs ayant le même champ) (p. 12462)

Article 36 (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche)

Son amendement n° 226 (p. 12469)
 Son intervention (p. 12474 et s.)
 Son amendement n° 227 (p. 12476)
 Son amendement n° 228 (p. 12477)

Article 37 (articulation entre les accords d'entreprises ou d'établissement et les accords interprofessionnels, professionnels et conventions de branche)

Son amendement n° 229 (p. 12478)
 Son amendement n° 230 (p. 12479)
 Ses sous-amendements n°s 393 et 394 à l'amendement n° 168 de Mme Martine Billard (p. 12480)
 Son sous-amendement n° 392 à l'amendement n° 169 de Mme Martine Billard (p. 12481)
 Son sous-amendement n° 398 à l'amendement n° 170 de Mme Martine Billard (p. 12482)
 Ses sous-amendements n°s 396 et 395 à l'amendement n° 172 de Mme Martine Billard (p. 12482)
 Son intervention (p. 12483)
 Son sous-amendement n° 397 à l'amendement n° 173 de Mme Martine Billard (p. 12483)
 Son amendement n° 231 (p. 12485)

Article 41 (négociations dans les entreprises dépourvues de délégué syndical)

Son amendement n° 236 (p. 12508)
 Son intervention (p. 12512)
 Son amendement n° 237 (p. 12512)
 Son amendement n° 238 (p. 12513)
 Son amendement n° 239 (p. 12514)

Article 42 (commissions paritaires et dialogue social territorial)

Son amendement n° 240 (p. 12514)
 Son intervention (p. 12517)

Article 43 (information sur le droit conventionnel applicable dans l'entreprise)

Son amendement n° 241 (p. 12518)

Article 38 précédemment réservé (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche)

Son amendement n° 232 : SCRUTIN PUBLIC (p. 12523)
 Son intervention (p. 12527)
 Son sous-amendement n° 391 à l'amendement n° 381 du Gouvernement (p. 12527)

Article 39 précédemment réservé (maintien de la valeur hiérarchique des conventions et accords antérieurs)

Son amendement n° 234 (p. 12528)
 Son amendement n° 235 (p. 12529)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 190 deuxième correction de M. Bernard Depierre (réduction du temps de travail : système de calcul des heures supplémentaires prorogé jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 12531)

Article 45 (modalités d'accès et d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication - NTIC - par les organisations syndicales de salariés dans les entreprises)

Son amendement n° 242 (p. 12532)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (représentation du Parlement au sein de la commission nationale de la négociation collective (CNCC)) (p. 12535)

Explications de vote et vote [6 janvier 2004] (p. 44)

Ses explications de vote (p. 46)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Explications de vote et vote [7 avril 2004] (p. 2680)

Ses explications de vote (p. 2682)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2682)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jacques Desallangre (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Intervient sur l'amendement n° 35 corrigé de Mme Ségolène Royal (conditions du renouvellement ou du relèvement du plafond du crédit à la consommation) (p. 12171)

Après l'article 3

Son amendement n° 30, deuxième correction (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 12175) : adopté (p. 12176)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean Lassalle (création d'un fichier national recensant les crédits accordés aux particuliers) (p. 12179)

Projet de loi n° 1338 relatif au divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2874)

Son intervention (p. 2891)

Thèmes :

Famille : Gouvernement précédent (p. 2891)
 Famille : prestation compensatoire (p. 2891)
 Famille : prestation compensatoire : barème (p. 2891)
 Famille : prestation compensatoire : jurisprudence (p. 2891)
 Famille : prestation compensatoire : rente viagère (p. 2891)
 Famille : prestation compensatoire : révision (p. 2891)
 Retraites : généralités : pensions de réversion : réforme (p. 2891)

Discussion des articles [13 avril 2004] (p. 2896, 2904) ; [14 avril 2004] (p. 2948)

Article 2 (divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2898)

Article 5 (divorce pour faute)

Son intervention (p. 2910)

Article 9 (procédure de divorce par consentement mutuel)

Son intervention (p. 2913)

Article 10 (procédures applicables aux divorces contentieux - formation de la requête)

Son intervention (p. 2916)

Article 12 (mesures provisoires)

Son intervention (p. 2918)

Article 18 (prestation compensatoire)

Son intervention (p. 2949 et s.)

Son amendement n° 122 (p. 2956)

Son amendement n° 124 corrigé (p. 2962)

Son amendement n° 125 (p. 2963)

Article 22 (résidence des époux en cas de violences exercées par un conjoint - coordinations et précisions rédactionnelles)

Son amendement n° 167 (p. 2970)

Article 23 (abrogations)

Son amendement n° 129 (p. 2973)

Projet de loi n° 1510 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mai 2004] (p. 3505)

Son intervention (p. 3510)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3510)

Organisations internationales : FIPOL (p. 3511)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5789)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 5789)

Entreprises : contributions patronales (p. 5789)

Santé : accès aux soins (p. 5789)

Santé : données médicales (p. 5790)

Santé : politique de la santé (p. 5789, 5790)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Avant l'article 1er [séance du 1er juillet 2004]*Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2004] (p. 5847)

Son intervention (p. 5852 et s.)

Article 1er [séances des 1er et 2 juillet 2004] (principes fondateurs de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 5892 et s.)

Avant l'article 2 (suite) [séance du 5 juillet 2004]

Son intervention (p. 5990 et s.)

Article 2 précédemment réservé [séances des 5 et 6 juillet 2004] (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 6003 et s.)

Après l'article 2 [séances du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6092)

Après l'article 3 [séance du 6 juillet 2004]

Son intervention (p. 6103)

Article 4 [séances des 6 et 7 juillet 2004] (médecin traitant)

Son intervention (p. 6136 et s.)

Article 5 [séance du 7 juillet 2004] (dépassements d'honoraires des médecins)

Son intervention (p. 6165)

Après l'article 5 [séance du 7 juillet 2004]

Son intervention (p. 6185)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6233 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 juillet 2004] (p. 6248)

Article 8 [séance du 8 juillet 2004] (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales)

Son intervention (p. 6261)

Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)

Son intervention (p. 6432 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6447 et s.)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6467 et s.)

Après l'article 16 [séance du 10 juillet 2004]

Son intervention (p. 6478)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6492)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6497)

Après l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6506)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6532 et s.)

Article 20 [séance du 12 juillet 2004] (transfert à la Haute autorité de santé de certaines compétences de l'AFSSAPS)

Son intervention (p. 6570)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2004] (p. 6571)

Article 21 [séances du 12 juillet 2004] (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 6581)

Gérard VIGNOBLE*Nord (8^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs [J.O. du 21 janvier 2004] (p. 1592)

François-Xavier VILLAIN*Nord (18^{ème} circonscription)**Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)**DÉPÔT**

Proposition de loi n° 1693 visant à améliorer les droits des cotisants vis-à-vis des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales [23 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1106 de financement de la sécurité sociale pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2003] (p. 9668) ; [30 octobre 2003] (p. 9716, 9755, 9816) ; [31 octobre 2003] (p. 9861)***Article 56 (simplification des modalités de recouvrement des cotisations et contributions sociales)*

Son amendement n° 318 (p. 9889) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Après l'article 56

Son amendement n° 314 précédemment réservé (droit pour l'employeur de se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire en cas de contrôle par les organismes sociaux) (p. 9889) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Son amendement n° 316 précédemment réservé (contenu détaillé de la mise en demeure en cas de poursuites contre l'employeur par les organismes sociaux) (p. 9889) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Après l'article 57

Son amendement n° 312 précédemment réservé (procédure visant des avocats non salariés) (p. 9891) : vote réservé : non soumis au vote : application de l'article 44 de la Constitution (vote bloqué)

Projet de loi n° 593 relatif à la bioéthique**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [10 décembre 2003] (p. 12062, 12100) ; [11 décembre 2003] (p. 12192)***Article 7 (prélèvement d'organes)*

Son amendement n° 196 (p. 12108)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [5 mai 2004] (p. 3399) ; [6 mai 2004] (p. 3428, 3444)***Article 1er (mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte au profit des personnes âgées et handicapées)*

Son amendement n° 6 (p. 3401)

Son amendement n° 4 (p. 3403)

Son amendement n° 5 (p. 3405)

Article 2 (création d'une journée dite "de solidarité")

Son amendement n° 3 (p. 3444)

Son amendement n° 2 (p. 3446)

Article 8 (produits affectés à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 1 (p. 3459)

Dominique de VILLEPIN*Ministre des affaires étrangères
puis Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure
et des libertés locales*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

Est nommé Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)**DÉPÔTS**

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 1108 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative aux lycées franco-allemands et au baccalauréat franco-allemand [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 519 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [8 octobre 2003]

Projet de loi n° 1146 autorisant l'approbation de l'accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1147 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine pour la prévention, la recherche et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1148 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Surinam pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1149 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1150 autorisant l'approbation de l'accord d'assistance mutuelle douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malte pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [15 octobre 2003]

Projet de loi n° 1197 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres) [5 novembre 2003]

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition [5 novembre 2003]

Projet de loi n° 1207 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) [12 novembre 2003]

Projet de loi n° 1208 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de

- Modane et de Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France [12 novembre 2003]
- Projet de loi n° 1252 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [26 novembre 2003]
- Projet de loi n° 1253 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Éthiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [26 novembre 2003]
- Projet de loi n° 1254 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [26 novembre 2003]
- Projet de loi n° 1280 autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée le 1^{er} septembre 1987 [10 décembre 2003]
- Projet de loi n° 1326 autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage [22 décembre 2003]
- Projet de loi n° 1327 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [22 décembre 2003]
- Projet de loi n° 1328 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres, signées le 26 novembre et le 30 décembre 2002, complétant le traité du 7 juillet 1998 entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [2 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1334 autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale [7 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1348 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [14 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1349 autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [14 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1365 autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Russie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure et de lutte contre la criminalité [21 janvier 2004]
- Projet de loi n° 1429 autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie [11 février 2004]
- Projet de loi n° 1437 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 (ensemble un échange de lettres) [18 février 2004]
- Projet de loi n° 1438 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [18 février 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Michel Bouvard. Politique extérieure. Iraq. Ressortissant français disparu, attitude de la France [7 octobre 2003] (p. 8171)

- M. Pierre Albertini. Union européenne. Constitution européenne. Ratification [8 octobre 2003] (p. 8256)
- M. Jean-Claude Lefort. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, attitude de l'Union européenne [8 octobre 2003] (p. 8257)
- M. Pierre Lequiller. Union européenne. Constitution européenne. Ratification [8 octobre 2003] (p. 8257)
- M. Jacques Myard. Politique extérieure. Moyen-Orient. Situation politique [22 octobre 2003] (p. 9212)
- M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Iraq. Situation politique et militaire [19 novembre 2003] (p. 10815)
- M. Jean-Louis Bianco. Union européenne. Constitution européenne. Perspectives [16 décembre 2003] (p. 12427)
- M. Roland Blum. Politique extérieure. Iraq. Situation politique [16 décembre 2003] (p. 12429)
- Mme Martine Aurillac. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [27 janvier 2004] (p. 931)
- Mme Marie-George Buffet. Union européenne. Budget. Perspectives [3 mars 2004] (p. 2347)
- M. Édouard Landrain. Politique extérieure. Haïti. Situation politique [3 mars 2004] (p. 2349)
- M. Pascal Clément. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [6 avril 2004] (p. 2646)
- M. Jean-Pierre Balligand. Etat. Décentralisation. Mise en œuvre, financement [6 avril 2004] (p. 2647)
- M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [7 avril 2004] (p. 2672)
- M. Richard Mallié. Sécurité publique. Incendies. Lutte et prévention [14 avril 2004] (p. 2933)
- M. Georges Fenech. Cultes. Culte musulman. Infiltration, islamistes radicaux, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3113)
- M. Jacques Remiller. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Football, violence, lutte et prévention [27 avril 2004] (p. 3117)
- M. Pierre Cardo. Cultes. Culte musulman. Imams, formation [4 mai 2004] (p. 3292)
- M. Christophe Caresche. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [4 mai 2004] (p. 3293)
- M. Camille de Rocca Serra. Collectivités territoriales. Corse. Développement, perspectives [12 mai 2004] (p. 3544)
- M. Michel Terrot. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [12 mai 2004] (p. 3546)
- M. Louis Cosyns. Sécurité routière. Réglementation. Application, politiques communautaires [18 mai 2004] (p. 3768)
- M. Alain Merly. Etrangers. Expulsion. Législation, adaptation [19 mai 2004] (p. 3848)
- M. Dominique Paillé. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [25 mai 2004] (p. 4032)
- M. Jacques-Alain Bénisti. Jeunes. Délinquance. Mineurs, lutte et perspectives [2 juin 2004] (p. 4352)
- Mme Arlette Franco. Union européenne. Elargissement. Conséquences, accord de Schengen [8 juin 2004] (p. 4568)
- M. Bruno Le Roux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Agressions racistes et antisémites, lutte et prévention [8 juin 2004] (p. 4568)
- M. Jean-Paul Dupré. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [16 juin 2004] (p. 4994)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Etrangers. Expulsion. Réglementation [29 juin 2004] (p. 5667)
- M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, étrangers [29 juin 2004] (p. 5670)
- M. Bruno Le Roux. Elections et référendums. Elections municipales. Calendrier, perspectives [29 juin 2004] (p. 5671)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

- Son intervention (p. 10247)
Ses réponses (p. 10268, 10272 à 10277)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 10248 et s.)
Corps diplomatique et consulaire (p. 10248 et s., 10268)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 10269)
 Défense : opérations extérieures (p. 10247, 10270)
 Droit pénal : double peine (p. 10269)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 10249)
 Finances publiques : politique budgétaire : maîtrise des dépenses (p. 10268)
 Industrie (p. 10268)
 Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10249)
 Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 10248)
 Langue française : francophonie (p. 10249)
 Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10250)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10248)
 Ordre public : terrorisme (p. 10247, 10268 et s.)
 Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 10269)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10247 et s., 10269)
 Pays étrangers : Irak (p. 10247, 10270)
 Pays étrangers : Palestine (p. 10247, 10270)
 Politique économique : mondialisation (p. 10247)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 10248 et s.)
 Politique extérieure : coopération militaire (p. 10249)
 Relations internationales (p. 10247)
 Union européenne : élargissement (p. 10247 et s.)
 Union européenne : euro (p. 10268)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 10269)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication (p. 10275) (M. Patrick Bloche) (p. 10274)
 Corps diplomatique et consulaire (p. 10277) (M. Serge Janquin) (p. 10277)
 Pays étrangers : Colombie : terrorisme (p. 10275) (M. Patrick Bloche) (p. 10275)
 Pays étrangers : Palestine (p. 10272 et s.) (M. Frédéric Dutoit) (p. 10272)
 Union européenne : élargissement : référendums (p. 10277) (M. Henri Emmanuelli) (p. 10276)
 Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 10274) (M. André Schneider) (p. 10274)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2003] (p. 10277)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 10278)

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Sa réponse (p. 11127)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 11139)

Sa réponse (p. 11181)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 11128)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11140)
 Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 11140)
 Ordre public : terrorisme (p. 11128)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11182)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 11182)
 Pays étrangers : Chypre (p. 11182)
 Pays étrangers : Irak (p. 11141)
 Pays étrangers : Turquie (p. 11128 et s., 11139)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11127)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11128, 11141, 11182)
 Politiques communautaires : politique industrielle (p. 11141)
 Relations internationales (p. 11127 et s.)
 Santé : santé publique (p. 11140)
 Secteur public : services publics (p. 11140)

Union européenne : accords de Schengen (p. 11127)
 Union européenne : élargissement (p. 11127 et s., 11139 et s., 11181 et s.)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 11127 et s., 11139 et s., 11181 et s.)
 Union européenne : zone euro (p. 11128)

Explications de vote et vote [26 novembre 2003] (p. 11206)

Son intervention (p. 11206)

Projet de loi n° 1107 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accès de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2004] (p. 1074)

Son intervention (p. 1074)

Thèmes :

Défense : armes de destruction massive : prolifération (p. 1075)
 Ordre public : terrorisme (p. 1074 et s.)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : élargissement (p. 1074 et s.)
 Pays étrangers : Afghanistan (p. 1075)
 Pays étrangers : Russie : politique extérieure (p. 1075)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1076)
 Relations internationales (p. 1074)
 Union européenne : élargissement (p. 1075)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [14 avril 2004] (p. 2937)

Son intervention (p. 2938)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juillet 2004] (p. 7111, 7153)

Son intervention (p. 7116)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : transferts de compétences (p. 7117)
 Collectivités territoriales : décentralisation : textes d'application (p. 7116)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7117)
 Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 7117)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : logement social (p. 7117)
 Etat : décentralisation : expérimentation (p. 7117)
 Etat : réforme : décentralisation (p. 7116)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7117)

Projet de loi organique n° 1155 pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2004] (p. 3549, 3579) ; [13 mai 2004] (p. 3647)

Son intervention (p. 3549)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : statistiques (p. 3550)
 Collectivités territoriales : compensations financières : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3549)
 Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 3549)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 3550)
 Collectivités territoriales : ressources propres (p. 3550)
 Etat : décentralisation (p. 3549)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme fiscale (p. 3549)

Proposition de loi n° 1654 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5063)

Son intervention (p. 5066)

Sa réponse (p. 5074)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5066, 5075)
Etat : valeurs républicaines : protection (p. 5066 et s., 5075)
Etrangers : éloignement du territoire (p. 5066)
Etrangers : expulsion : lutte contre le terrorisme (p. 5067)
Etrangers : expulsion : ordre public (p. 5066 et s.)
Femmes : égalité des sexes (p. 5066 et s.)
Justice : juridictions administratives (p. 5066, 5075)
Lois : textes d'application : délais (p. 5074)
Ordre public : sécurité : expulsion (p. 5066 et s., 5075)

Discussion de l'article unique [17 juin 2004] (p. 5075)

Son intervention (p. 5076 et s.)

Projet de loi n° 1680 de modernisation de la sécurité civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juillet 2004] (p. 7215)

Son intervention (p. 7215)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7226)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : secours (p. 7218)
Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 7218, 7227)
Sécurité publique : incendies : prévisions (p. 7215)
Sécurité publique : incendies : sapeurs-pompiers (p. 7215)
Sécurité publique : incendies : solidarité (p. 7216)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : reclassement professionnel (p. 7217, 7227)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7216)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 7217, 7227)
Sécurité publique : sécurité civile : financement (p. 7216)
Sécurité publique : sécurité civile : réservistes (p. 7216)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7217, 7227)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 7218, 7227)

Philippe de VILLIERS

*Vendée (4^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Election comme représentant au Parlement européen le 19 juillet 2004 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2004] (p. 12969)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 1539 visant à soumettre à référendum toute nouvelle entrée d'un ou plusieurs Etats dans l'Union européenne [13 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, perspectives [7 avril 2004] (p. 2677)

DÉBATS

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2003] (p. 11116, 11148)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11129) : rejetée (p. 11143)

Sa question préalable (p. 11149) : rejetée (p. 11162)

Sa motion d'ajournement (p. 11185) : rejetée (p. 11190)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 11131)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 11132, 11185)
Drogue (p. 11134)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11135)
Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 11138)
Enseignement (p. 11132)
Entreprises : délocalisations (p. 11137)
Entreprises : fusion (p. 11131)
Etrangers : immigration clandestine (p. 11133 et s., 11153)
Finances publiques (p. 11131)
Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 11137)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 11189)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 11134, 11137, 11151, 11156)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 11131)
Parlement : prérogatives (p. 11154)
Pays étrangers : Turquie (p. 11129 et s., 11137 et s., 11154 et s., 11187)
Politique économique : mondialisation (p. 11133, 11187 et s.)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 11131 et s.)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11152)
Politiques communautaires : politique industrielle (p. 11132)
Transports par eau : sécurité de la navigation : immatriculation des navires (p. 11132, 11185 et s.)
TVA : taux réduit : culture (p. 11135)
Union européenne : accords de Schengen (p. 11133 et s., 11152)
Union européenne : élargissement (p. 11129 et s., 11149 et s., 11187 et s.)
Union européenne : institutions communautaires (p. 11129 et s., 11151 et s., 11187)
Union européenne : subsidiarité (p. 11154)
Union européenne : zone euro (p. 11132 et s., 11188)

Jean-Claude VIOLLET

*Charente (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 503, posée le 15 décembre 2003. Agriculture. Contrats d'agriculture durable (J.O. Questions p. 9503). Appelée le 16 décembre 2003. Mise en place, modalités (p. 12410)

n° 780, posée le 1^{er} juin 2004. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins (J.O. Questions p. 3877). Appelée le 1^{er} juin 2004. Indemnisation, champ d'application (p. 4249)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [6 novembre 2003] (p. 10117)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : réfractaires : service du travail obligatoire (STO) (p. 10149)

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10005)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 10006)

Défense : GIAT-Industries (p. 10005 et s.)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2003] (p. 12162)*Avant l'article 4*

Son amendement n° 40 (protection des consommateurs pour les transactions effectuées lors des salons ou foires) (p. 12181) : rejeté (p. 12182)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2004] (p. 665, 677) ; [22 janvier 2004] (p. 705, 738, 774) ; [23 janvier 2004] (p. 806, 834, 869) ; [27 janvier 2004] (p. 939, 961, 975) ... [30 janvier 2004] (p. 1175, 1211)*Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)*

Son intervention (p. 942)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)*Article 14 [séance du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail)*

Son intervention (p. 6422 et s.)

Article 15 [séances du 10 juillet 2004] (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières)

Son intervention (p. 6453)

Article 16 [séance du 10 juillet 2004] (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés)

Son intervention (p. 6468)

Avant l'article 17 [séance du 11 juillet 2004]

Son intervention (p. 6492)

Article 17 [séance du 11 juillet 2004] (élargissement de la définition du générique)

Son intervention (p. 6497)

Article 18 [séances du 11 juillet 2004] (amélioration de la qualité de la visite médicale et du conditionnement des médicaments)

Son intervention (p. 6508)

Philippe VITELVar (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [J.O. du 15 octobre 2003] (p. 17565)

Membre de la mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie [J.O. du 16 avril 2004] (p. 7031)

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 8 juin 2004] (p. 10151)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1751 visant à rendre obligatoire la collecte sélective et l'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Zones d'attente. Roissy-Charles-de-Gaulle, Croix-rouge, droit de visite [7 octobre 2003] (p. 8170)

Politique extérieure. Etats-Unis. Relations bilatérales [21 janvier 2004] (p. 641)

Politique extérieure. Pologne. Déplacement d'un ministre, bilan et perspectives [11 mai 2004] (p. 3493)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 10006)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 10006 et s.)

Défense : frégates : coopération économique (p. 10006)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 10007)

SPORTS

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10548)

Son intervention (p. 10549)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : sports (p. 10549)

Sports : compétitions (p. 10549)

Sports : crédits (p. 10550)

Sports : dopage (p. 10549)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10610) :

- Réunion de la commission des finances du 5 novembre 2003

Ses interventions (p. 10614, 10624)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : sports (p. 10614)
Sports : compétitions (p. 10615)
Sports : dopage (p. 10614)
Sports : métiers du sport (p. 10614)

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Examen des fascicules [12 novembre 2003] (p. 10368, 10397)

Procédure des questions :

Handicapés : sourds : appareillage (p. 10399)
Professions de santé : infirmiers (p. 10399)

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [14 novembre 2003] (p. 10544)

Son intervention (p. 10546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 10546)
Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10546)
Aménagement du territoire : villes (p. 10546)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10546)
Associations (p. 10546)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10546)

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10593) :

- Réunion de la commission des finances du 29 octobre 2003

Ses interventions (p. 10597)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes (p. 10597)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 10597)
Logement : politique du logement (p. 10597)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 10597)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3295)

Son intervention (p. 3303)

Thèmes :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3303 et s.)
Politique extérieure : aide au développement : associations (p. 3304)

Projet de loi n° 1350 relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2004] (p. 3313) ; [5 mai 2004] (p. 3352, 3383)

Son intervention (p. 3384)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3397)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance (p. 3384)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3384, 3397)
Santé : sécurité sanitaire (p. 3384, 3397)

Projet de loi n° 1675 relatif à l'assurance maladie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2004] (p. 5685, 5715) ; [30 juin 2004] (p. 5746, 5777) ; [1er juillet 2004] (p. 5803, 5813)

Son intervention (p. 5795)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 5795, 5796)
Professions de santé : médecins (p. 5796)
Sécurité sociale : caisses (p. 5796)

Discussion des articles [1er juillet 2004] (p. 5843, 5877) ; [2 juillet 2004] (p. 5901, 5925, 5963) ; [5 juillet 2004] (p. 5985, 6013, 6051) ; [6 juillet 2004] (p. 6076, 6100, 6135) ; [7 juillet 2004] (p. 6158, 6199) ... [19 juillet 2004] (p. 6855, 6882, 6925)

Article 7 [séances du 8 juillet 2004] (promotion des bonnes pratiques)

Son intervention (p. 6257)

Article 10 [séances des 8 et 9 juillet 2004] (liquidation médicalisée)

Son intervention (p. 6326)

Article 11 [séances du 9 juillet 2004] (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés)

Son intervention (p. 6353 et s.)

Article 12 [séances des 9 et 10 juillet 2004] (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale)

Son intervention (p. 6406 et s.)

Article 19 [séance du 11 juillet 2004] (création de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 6552)

Article 25 [séance du 12 juillet 2004] (élargissement des missions du comité économique des produits de santé)

Son intervention (p. 6631)

Article 27 [séance du 13 juillet 2004] (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé)

Son intervention (p. 6661)

Article 30 [séances des 15 et 16 juillet 2004] (réforme des instances dirigeantes de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS))

Son intervention (p. 6772 et s.)

Après l'article 30 [séance du 16 juillet 2004] (encouragement à la proposition par les partenaires sociaux d'une réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6790)

Article 36 [séance du 16 juillet 2004] (renforcement des unions régionales des caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6844 et s.)

Article 41 [séance du 19 juillet 2004] (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée)

Son intervention (p. 6916)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Machines et équipements. Alstom, emplois et activités [26 mai 2004] (p. 4111)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 700, posée le 27 avril 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Pneumatiques (J.O. Questions p. 3083). Appelée le 27 avril 2004. Elimination, réglementation (p. 3090)

n° 799, posée le 1^{er} juin 2004. Professions judiciaires et juridiques. Avocats (J.O. Questions p. 3880). Appelée le 1^{er} juin 2004. Formation professionnelle, centre régional, Grand Est, implantation (p. 4263)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, EDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9907, 9953)*Procédure des questions :*

Enseignement : langues étrangères (p. 9962)

Projet de loi n° 1163 relatif aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2003] (p. 11871, 11896)*Article 1er (organisation du service universel)*

Ses amendements n° 82 et 81 (p. 11886)

Débat sur une politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés**[13 avril 2004] (p. 2835)**

Son intervention (p. 2854)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 2854)

Départements : conseils généraux : élimination des déchets (p. 2854 et s.)

Michel VOISIN*Ain (4^{ème} circonscription)**Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 3 octobre 2003] (p. 16942)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1225 tendant à renforcer la protection des biens immobiliers dont la conservation présente un intérêt historique ou artistique [18 novembre 2003]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur la conférence sur la liberté religieuse et le forum parlementaire sur la Méditerranée (Rome : 9-12 octobre 2003) [18 décembre 2003] (n° 1321)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la XII^{ème} session annuelle de cette Assemblée (Rotterdam : 5-9 juillet 2003) [18 décembre 2003] (n° 1322)

Proposition de loi n° 1648 concernant la procédure d'expulsion en urgence absolue [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, lutte et prévention [5 mai 2004] (p. 3351)

Politique extérieure. Soudan. Situation politique [8 juin 2004] (p. 4573)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [4 novembre 2003] (p. 9968, 9983)

Son intervention (p. 9998)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 9999)

Défense : avions (p. 9999)

Défense : chars de combat (p. 9999)

Défense : crédits (p. 9998 et s.)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9998)

Défense : musique militaire : batteries-fanfares (p. 10000)

Défense : porte-avions : coopération économique (p. 9999)

Défense : professionnalisation (p. 9999)

Défense : renseignement (p. 9999)

Ordre public : terrorisme (p. 9999)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9999)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2003] (p. 10019)*Article 47 (mesures nouvelles-dépenses en capital des services militaires)*

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Paul Quilès (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement destinés à l'armement nucléaire) (p. 10021)

Philippe VUILQUE*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1491 visant à améliorer l'aide aux victimes de dérives sectaires [4 mars 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Prestations familiales. Prestation d'accueil du jeune enfant. Conditions d'attribution [3 février 2004] (p. 1280)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités [9 juin 2004] (p. 4660)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 605, posée le 3 février 2004. Enseignement. Effectifs de personnel (J.O. Questions p. 739). Appelée le 3 février 2004. Champagne-Ardenne (p. 1257)

DÉBATS

Projet de loi n° 1378 relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 février 2004] (p. 1286, 1311) ; [4 février 2004] (p. 1365, 1395) ; [5 février 2004] (p. 1431, 1463)

Son intervention (p. 1417)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 1418)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 1418)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 1418)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention (p. 1726)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1728)

Assemblée nationale : rôle et missions : réforme (p. 1728)

Constitution : article 34 : textes d'application (p. 1727)

Lois : application : délais (p. 1726 et s.)

Lois : évaluation (p. 1727)

Lois : évaluation : Parlement (p. 1727)

Parlement : ordre du jour (p. 1728)

Parlement : rôle : contrôle (p. 1727)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son amendement n° 1 corrigé (p. 1731)

Son amendement n° 5 rectifié (p. 1732)

Son amendement n° 2 corrigé (p. 1733)

Après l'article 1er

Son amendement n° 3 corrigé (sans réponse dans les délais, conversion d'une question écrite en question orale sur demande de son auteur) : retiré (p. 1735)

Article 2 (suivi de la mise en œuvre des recommandations des commissions d'enquête)

Son intervention (p. 1736)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 corrigé (audition annuelle des ministres sur leur bilan par les commissions permanentes) : rejeté (p. 1736)

Seconde délibération

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1737)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2004] (p. 1824, 1859) ; [25 février 2004] (p. 1901, 1931)

Son intervention (p. 1937)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 1938)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : inégalités (p. 1938)

Constitution : article 39 : Sénat (p. 1937)

Coopération intercommunale : suffrage universel (p. 1937 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1938)

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Claude Darciaux (plafond de 45 € de taxe spéciale par habitant situé dans leur périmètre pour les établissements publics fonciers locaux) (p. 1974)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Victorin Lurel (prise en compte des charges résultant de nouveaux transferts pour le calcul des dotations de l'Etat aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Victorin Lurel (prise en compte du rapport prévu par la loi de programme pour l'outre-mer avant tout transfert aux collectivités d'outre-mer) (p. 1981)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Augustin Bonrepaux (compensation par une majoration de la DGF du prélèvement opéré à travers la mise en place d'une "journée de solidarité" pour les personnes âgées) (p. 1982)

Article 1er (titre premier du livre cinq de la première partie et articles L. 1511-1 à L. 1511-5 du code

général des collectivités territoriales : développement économique)

Son intervention (p. 1990 et s.)

Article 2 (transfert aux régions des instruments financiers déconcentrés de l'Etat au service du développement économique)

Son intervention (p. 2004)

Article 3 (articles 2, 3, 4 et 5 de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 : répartition des compétences dans le domaine du tourisme)

Son intervention (p. 2005 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 1490 de M. Christian Paul (contrats Etat-régions pour lutter contre l'illettrisme) (p. 2030)

Article 6 (Plan régional de développement des formations professionnelles)

Son intervention (p. 2035)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'amendement n° 648 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (prise en compte du développement durable dans le cadre de l'action des collectivités territoriales) (p. 2050 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 649 rectifié de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (obligation d'élaborer un plan de gestion environnementale intégrée pour chaque collectivité territoriale) (p. 2050)

Article 12 (transfert aux départements de certaines routes classées routes nationales)

Son intervention (p. 2055)

Article 53 (participation des représentants des régions, avec voix consultative, aux commissions exécutives des agences régionales de l'hospitalisation)

Son intervention (p. 2304 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 804 de M. Simon Renucci (consultation obligatoire des régions pour les schémas régionaux d'organisation sanitaire et sociale) (p. 2306)

Article 54 (possibilité pour les régions de participer, avec voix délibérative, à titre expérimental au financement d'équipements sanitaires et de siéger aux commissions exécutives des ARH)

Son intervention (p. 2308 et s.)

Article 58 (transfert aux régions de la gestion des écoles de formation des professions paramédicales)

Son intervention (p. 2320 et s.)

Article 66 (sectorisation des collèges publics et organisation des transports scolaires)

Son intervention (p. 2359)

Article 67 bis (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire)

Son intervention (p. 2361)

Article 75 (compétences des collectivités territoriales et de l'Etat à l'égard des établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique)

Son intervention (p. 2447)

Article 79 (adaptation des modalités de mise à disposition et de transfert des agents non titulaires de l'Etat susceptibles de bénéficier d'une mesure de titularisation)

Son intervention (p. 2454)

Article 80 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Son intervention (p. 2457)

Article 82 (maintien du bénéfice des années accomplies en "service actif")

Son intervention (p. 2458)

Après l'article 125 quater

Intervient sur l'amendement n° 464 de la commission (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) (p. 2564)

Son amendement n° 873 (incompatibilité des fonctions de secrétaire général, directeur ou directeur adjoint d'un EPCI avec le mandat de conseiller municipal d'une commune membre) : adopté (p. 2564)

W

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 2003] (p. 16876)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [J.O. du 17 octobre 2003] (p. 17727)

Rapporteur de la proposition de résolution modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois (n° 1023) [7 janvier 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 24 janvier 2004] (p. 1832)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [J.O. du 28 janvier 2004] (p. 2048)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 28 janvier 2004] (p. 2048)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie [J.O. du 17 juin 2004] (p. 10869)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales [J.O. du 23 juillet 2004] (p. 13228)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1132 visant à conférer la qualité de pupille de la nation aux enfants des sapeurs-pompiers décédés en service commandé [15 octobre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1109), portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [19 novembre 2003] (n° 1236)

Proposition de loi n° 1313 visant à rendre déductibles fiscalement les conventions obsèques [17 décembre 2003]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [27 janvier 2004] (n° 1377)

Proposition de loi n° 1403 visant à instaurer des suppléants pour les conseillers généraux [4 février 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1023) de M. Jean-Luc Warsmann modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois [4 février 2004] (n° 1409)

Proposition de loi constitutionnelle n° 1589 visant à garantir l'avenir et le financement de la sécurité sociale [6 mai 2004]

Proposition de loi n° 1765 visant à permettre à une commune de quitter une communauté de communes afin d'en rejoindre une autre [21 juillet 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Contrats jeunes. Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), perspectives [28 octobre 2003] (p. 9550)

Union européenne. Elargissement. Fonds structurels, conséquences [4 février 2004] (p. 1357)

Industrie. Pharmacie. Aventis, offre publique d'achat (OPA), perspectives [27 avril 2004] (p. 3112)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [30 juin 2004] (p. 5740)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 542, posée le 6 janvier 2004. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 7). Appelée le 6 janvier 2004. Carignan, perspectives (p. 12)

n° 652, posée le 24 février 2004. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 1286). Appelée le 24 février 2004. Avenant, perspectives (p. 1800)

n° 750, posée le 18 mai 2004. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3525). Appelée le 18 mai 2004. Effectifs de personnel, Sedan (p. 3754)

n° 877, posée le 29 juin 2004. Voirie. RN 51 et A 34 (J.O. Questions p. 4809). Appelée le 29 juin 2004. Aménagement, Ardennes, perspectives (p. 5656)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen des fascicules [21 octobre 2003] (p. 9139, 9159)****Procédure des questions :**

Élevage : bovins : fourrage (p. 9200)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [14 novembre 2003] (p. 10628) :

- Réunion de la commission des finances du 22 octobre 2003

Ses interventions (p. 10639)

Thème :

Collectivités territoriales : regroupement : communes (p. 10639)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS ET SGDN**Examen des fascicules [23 octobre 2003] (p. 9332, 9349)****Thème avant la procédure des questions :**

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 9365)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles**[26 novembre 2003] (p. 11211)**

Son intervention (p. 11212)

Thèmes :

Droit pénal : comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 11212)

Droit pénal : exécution des peines (p. 11213)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 11212)

Droit pénal : procédure pénale (p. 11214)

Justice : juge de l'application des peines (p. 11214)

Système pénitentiaire : centres de semi-liberté (p. 11213)

Discussion des articles [26 novembre 2003] (p. 11228, 11245) ; [27 novembre 2003] (p. 11391)*Article 1er (règles applicables à la délinquance et à la criminalité organisées)*

Son intervention (p. 11232 et s.)

Son amendement n° 392 (p. 11235)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission (coordination de la politique d'action publique en matière de criminalité organisée) (p. 11252)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (aggravation de la peine d'amende en cas de contrebande, d'importation ou d'exportation sans déclaration de marchandises prohibées ou fortement taxées dans le cadre d'une bande organisée) (p. 11252)

Article 1er bis A (rémunération des indicateurs)

Son intervention (p. 11253)

Article 2 (élargissement de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 11253 et s.)

Article 2 bis (diffusion de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction)

Son intervention (p. 11254)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (prescription des crimes et des délits en matière terroriste) (p. 11255)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (fabrication ou détention de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction) (p. 11255)

Article 3 (exemptions ou réductions de peine pour les auteurs ou complices d'infractions apportant leur concours à la justice)

Son intervention (p. 11256)

Article 4 (révélation d'informations de nature à entraver le déroulement de la procédure pénale)

Son intervention (p. 11257)

Article 5 (coordinations en matière de garde à vue, de saisine des juridictions spécialisées, de saisies conservatoires et d'infiltration)

Son intervention (p. 11257 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Rudy Salles (constitution de partie civile des associations de buralistes pour les infractions liées à la contrebande de tabac) (p. 11260)

Article 6 (règles relatives à l'entraide judiciaire internationale)

Son intervention (p. 11274 et s.)

Son amendement n° 393 (p. 11277)

Article 6 bis (pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre de l'instruction autorisant la remise - peine privative de liberté exécutée dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen)

Son intervention (p. 11288)

Article 6 ter (jugement en France des personnes dont l'extradition est refusée)

Son intervention (p. 11288)

Son amendement n° 394 (p. 11288)

Article 7 (des juridictions spécialisées en matière économique et financière)

Son intervention (p. 11290)

Article 7 ter (désignation de magistrats spécialisés dans les juridictions prévues par les articles 704 et 706-75 du code de procédure pénale)

Son intervention (p. 11291)

Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)

Son intervention (p. 11291)

Son amendement n° 395 (p. 11291)

Article 9 (de la procédure applicable en cas de pollution des eaux maritimes par rejets des navires)

Son intervention (p. 11293)

Son amendement n° 396 (p. 11293)

Article 10 (aggravation de la répression des infractions en matière de pollution maritime)

Son intervention (p. 11294 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. André Vallini (pénalisation d'infractions liées à l'environnement) (p. 11298)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)

Son intervention (p. 11301 et s.)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François d'Aubert (constitution de partie civile des associations de lutte contre la contrefaçon) (p. 11303)

Article 11 quater (qualification de l'infraction de fausse déclaration auprès des agents assermentés de la police des chemins de fer)

Son amendement n° 397 (p. 11303)

Article 11 quinquies (création de l'infraction d'exercice illégal de la profession de chauffeur de taxi)

Son intervention (p. 11304)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 325 corrigé du Gouvernement (création de nouvelles peines : le stage de citoyenneté, l'interdiction de paraître dans certains lieux, d'entrer en relation avec la victime ou de rencontrer les coauteurs ou complices de l'infraction) (p. 11306)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Jean-Claude Beaulieu (constitution de partie civile des associations d'anciens combattants en cas de diffamation ou d'injure contre les militaires et les anciens combattants) (p. 11307)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les messages racistes ou xénophobes publiés par voie de presse)

Son intervention (p. 11307)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Rudy Salles (répression de la propagande révisionniste) (p. 11309)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Rudy Salles (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11309)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Didier Migaud (application au génocide arménien de la répression des activités révisionnistes) (p. 11309)

Article 16 bis B (procédure particulière applicable aux infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11312 et s.)

Article 16 bis C (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11315 et s.)

Article 16 bis D (prélèvement d'empreintes génétiques)

Son intervention (p. 11391)

Après l'article 16 bis D

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Christophe Guilloteau (sérvices de nature sexuelle sur les animaux) (p. 11392)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Michel Vaxès (répression des comportements délictueux des employeurs) (p. 11392)

Article 16 ter (divulgence d'informations relatives à une constitution de partie civile)

Son intervention (p. 11393)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de la commission (amende encourue par les personnes morales - responsabilité pénale des entreprises de presse) (p. 11394 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (interruption involontaire de grossesse) (p. 11395)

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Jean-Luc Warsmann (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (p. 11399)

Son sous-amendement n° 422 (confirmation du droit de la femme enceinte à recourir à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 281 rectifié de M. Jean-Paul Garraud (p. 11396) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11401)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Gérard Léonard (procédure de l'amende forfaitaire - contrôle automatique d'infractions au code de la route) (p. 11401)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (conduite sans détention du permis de conduire) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Thierry Mariani (refus d'obtempérer, circonstances aggravantes tirées de l'exposition d'autrui à un risque de mort ou de blessures) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 154 rectifié de la commission (conduite sans assurance) (p. 11403)

Intervient sur l'amendement n° 357 de la commission (confiscation du véhicule à titre conservatoire par les officiers et agents de police judiciaire) (p. 11403)

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (rapport au Parlement sur l'application des peines de confiscation et d'immobilisation du véhicule) (p. 11403)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 11405 et s.)

Article 18 (rôle des procureurs généraux en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 11407)

Article 22 A (possibilité d'utiliser la procédure d'injonction de payer en cas de médiation pénale)

Son intervention (p. 11408)

Article 23 (extension du champ d'application de la composition pénale et de la liste des mesures susceptibles d'être proposées)

Son intervention (p. 11410 et s.)

Article 24 A supprimé par le Sénat (prescription des infractions sexuelles)

Son intervention (p. 11412 et s.)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations sur les infractions entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 11413 et s.)

Article 25 bis (création d'un bureau d'ordre national automatisé des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 11417)

Avant l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 301 corrigé de M. André Vallini (détachement d'officiers de police judiciaire dans chaque tribunal de grande instance) (p. 11418)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son intervention (p. 11418)

Article 28 (réquisitions judiciaires)

Son intervention (p. 11419)

Article 29 B supprimé par le Sénat (information du procureur de la République en cas d'identification d'un suspect)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 C supprimé par le Sénat (information du procureur ayant dirigé l'enquête lorsqu'une personne gardée à vue demande les suites données à l'enquête)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 bis supprimé par le Sénat (information du procureur de la République en cas de placement en garde à vue)

Son intervention (p. 11420)

Article 29 quater supprimé par le Sénat (diligences des enquêteurs pour la mise en œuvre des droits des personnes gardées à vue)

Son intervention (p. 11421)

Article 30 (mandat de recherche délivré par le procureur de la République)

Son intervention (p. 11421)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son intervention (p. 11422)

Article 38 (création d'un mandat de recherche)

Son intervention (p. 11423)

Article 39 (règles relatives à l'exécution des mandats)

Son intervention (p. 11423)

Article 40 (exécution du mandat d'arrêt, inscription au fichier)

Son intervention (p. 11424)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son intervention (p. 11424)

Article 43 (dispositions de simplifications des expertises)

Son intervention (p. 11425)

Article 45 A (refus de se soumettre aux opérations de signalisation en vue de la consultation et de l'alimentation des fichiers de police)

Son intervention (p. 11425)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (critères de compétence des juridictions répressives) (p. 11425)

Son amendement n° 398 (coordination) : adopté (p. 11426)

Article 49 (réquisitions judiciaires au cours de l'instruction)

Son intervention (p. 11426)

Article 52 (possibilité pour le procureur d'assister à l'audition d'un témoin ou d'un témoin assisté)

Son intervention (p. 11427)

Article 53 supprimé par le Sénat (suppléance du juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 11427)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Alain Marsaud (procédure de placement en détention provisoire) (p. 11427)

Article 54 bis (non-lieu motivé par l'irresponsabilité ou le décès de la personne poursuivie)

Son intervention (p. 11428)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 186 deuxième rectification de la commission (notification des jugements) (p. 11428)

Article 57 (procédure de comparution immédiate)

Son intervention (p. 11428)

Article 57 quater (fixation du nombre et du jour des audiences correctionnelles)

Son intervention (p. 11429)

Après l'article 57 quater

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (extension des cas où le huis clos peut être prononcé) (p. 11429)

Article 60 (extension du champ d'application de l'ordonnance pénale)

Son intervention (p. 11429)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Article 62 ter supprimé par le Sénat (examen par un juge unique de l'appel des jugements de police)

Son intervention (p. 11434)

Article 63 (utilisation de la visioconférence devant la juridiction de jugement)

Son intervention (p. 11434 et s.)

Après l'article 63 ter

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Émile Blessig (exercice transitoire des fonctions de juge de proximité par les juges d'instance) (p. 11435)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)

Son intervention (p. 11436)

Article 66 bis (examen de certains appels d'arrêts de cour d'assises)

Son intervention (p. 11437)

Article 68 A (principes généraux de l'application des peines)

Son intervention (p. 11437 et s.)

Après l'article 68 A

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (présentation annuelle par le procureur de la République d'un rapport sur l'état et les délais de l'exécution des peines et notamment le recouvrement des amendes) (p. 11438)

Article 68 B (organisation et fonctionnement des juridictions de l'application des peines - modalités de décision en matière d'application des peines)

Son intervention (p. 11441 et s.)

Article 68 C (coordinations)

Son amendement n° 423 (p. 11444)

Son intervention (p. 11445)

Son amendement n° 424 (p. 11446)

Article 68 (prise en compte des intérêts de la victime à la libération du condamné)

Son intervention (p. 11446)

Après l'article 68 bis A

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (création d'une procédure amiable d'indemnisation des victimes devant le fonds de garantie des victimes d'infractions) (p. 11447)

Article 68 septies (travail d'intérêt général)

Son intervention (p. 11448)

Article 68 nonies A (interdiction pour certains condamnés de diffuser une œuvre écrite ou audiovisuelle)

Son intervention (p. 11448)

Après l'article 68 nonies A

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (information du condamné sur la nature des obligations et des mesures de contrôle) (p. 11448)

Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (non-caducité des obligations particulières imposées au condamné en cas d'exécution du travail d'intérêt général) (p. 11449)

Article 68 decies (transformation d'une peine d'emprisonnement en sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général - ajournement avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 11449)

Article 68 duodecies (procédure de mise en œuvre des travaux d'intérêt général)

Son intervention (p. 11449)

Article 68 terdecies (non-respect des obligations d'un sursis avec mise à l'épreuve)

Son intervention (p. 11450 et s.)

Article 68 quindecies (semi-liberté et placement sous surveillance électronique)

Son intervention (p. 11452 et s.)

Article 68 septdecies (exécution des peines d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à un an)

Son intervention (p. 11455 et s.)

Après l'article 68 septdecies

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Georges Fenech (réduction de peine exceptionnelle) (p. 11457)

Article 69 ter (conditions de modification de la durée de la période de sûreté)

Son intervention (p. 11458)

Article 69 quater A (suspension de peine pour raisons médicales)

Son intervention (p. 11459)

Article 69 quater (instauration d'un crédit de réduction de peine)

Son intervention (p. 11459)

Après l'article 71 bis

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Michel Vaxès (durée maximale d'enfermement en cellule disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Michel Vaxès (assistance au détenu soumis à une procédure disciplinaire) (p. 11460)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Michel Vaxès (recours du détenu contre une décision de placement à l'isolement ou de transfèrement) (p. 11461)

Intervient sur les amendements n°s 410 à 415 de M. Michel Vaxès (institution d'un contrôleur général des prisons chargé de contrôler l'état, l'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires) (p. 11461)

Article 72 (diminution forfaitaire du montant des amendes pénales en cas de paiement rapide)

Son intervention (p. 11462)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (justificatifs de revenus devant être présentés par la personne convoquée devant le tribunal correctionnel) (p. 11463)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 329 du Gouvernement (coordination) (p. 11463)

Intervient sur l'amendement n° 330 du Gouvernement (extension des attributions de l'Agence de maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la justice) (p. 11463)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Christian Estrosi (personnes susceptibles de procéder à des palpations de sécurité dans le cadre d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle) (p. 11464)

Son amendement n° 400 (coordination) : adopté (p. 11464)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (entrée en vigueur différée de la motivation des classements sans suite) (p. 11464)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 279 de Mme Juliana Rimane (délai de déclaration des naissances en Guyane) (p. 11465)

Article 81 ter (entrée en vigueur des dispositions relatives à l'extradition)

Son intervention (p. 11465)

Article 81 quater (entrée en vigueur des dispositions relatives au mandat d'arrêt européen)

Son intervention (p. 11466)

Après l'article 81 quater

Intervient sur l'amendement n° 272 rectifié de la commission (entrée en vigueur différée de certaines dispositions relatives à l'application des peines) (p. 11467)

Intervient sur l'amendement n° 363 de la commission (conditions d'entrée en vigueur des dispositions relatives au fichier des auteurs d'infractions sexuelles) (p. 11467)

Article 83 (extension aux collectivités d'outre-mer de diverses dispositions)

Son intervention (p. 11469)

Article 84 bis (coordinations)

Son amendement n° 399 (p. 11469)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1509)

Son intervention (p. 1509)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1514 et s.)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1520)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 1509)
 Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : magistrats du siège (p. 1514)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 1509)
 Droit pénal : délinquance financière (p. 1520)
 Droit pénal : garde à vue : magistrats du siège (p. 1514)
 Droit pénal : mineurs : garde à vue (p. 1509)
 Droit pénal : procédure inquisitoire : magistrats du siège (p. 1514)
 Droit pénal : procédure pénale : avocats (p. 1509)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense : démocratie (p. 1517)
 Mer et littoral : pollution : amendes (p. 1509)
 Parlement : amendements (p. 1514)
 Système pénitentiaire : droits de l'homme (p. 1521)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 février 2004] (p. 1526)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1527)

Explications de vote et vote [11 février 2004] (p. 1651)

Son intervention (p. 1652)

Projet de loi n° 768 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 janvier 2004] (p. 84)

Article 5 (modalités d'exercice professionnel offertes aux avocats inscrits sous leur titre professionnel d'origine)

Son intervention (p. 85)

Article 40 (établissement des listes d'experts)

Son intervention (p. 90)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Lellouche (indemnisation des huissiers de justice et des notaires en raison du préjudice subi du fait de la réforme des sociétés de ventes aux enchères publiques) (p. 93)

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [12 février 2004] (p. 1723)

Son intervention (p. 1723)

Thèmes :

Administration : administrations centrales : fonctionnement (p. 1724)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 1723)

Assemblée nationale : députés : rôle et missions (p. 1724)

Lois : application : commissions (p. 1723 et s.)

Lois : application : délais (p. 1723)

Lois : application : statistiques (p. 1723)

Lois : évaluation : mission d'évaluation et de contrôle (p. 1724)

Lois : textes d'application (p. 1724)

Discussion des articles [12 février 2004] (p. 1731)

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1731 et s.)

Article 2 (suivi de la mise en œuvre des recommandations des commissions d'enquête)

Son intervention (p. 1735)

Son amendement n° 7, deuxième rectification (p. 1735)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Philippe Vuilque (audition annuelle des ministres sur leur bilan par les commissions permanentes) (p. 1736)

Seconde délibération

Article 1er (suivi de l'application des lois)

Son intervention (p. 1736 et s.)

Son amendement n° 1 (p. 1736)

Projet de loi n° 1218 relatif aux responsabilités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2004] (p. 1969, 1999, 2046) ; [27 février 2004] (p. 2082, 2113, 2155) ; [1er mars 2004] (p. 2195) ; [2 mars 2004] (p. 2304) ; [3 mars 2004] (p. 2355, 2392) ; [4 mars 2004] (p. 2443, 2489) ; [5 mars 2004] (p. 2534)

Après l'article 125 quater

Son amendement n° 188 (institution de suppléants pour les conseillers régionaux) (p. 2561) : rejeté (p. 2562)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mai 2004] (p. 3867, 3886) ; [24 mai 2004] (p. 3925, 3963) ; [27 mai 2004] (p. 4175, 4205)

Après l'article 1er

Son amendement n° 929 (diversification du panier énergétique de la France) (p. 3942) : devenu sans objet (p. 3977)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760, 4790)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son amendement n° 72 (p. 4807)

Laurent WAUQUIEZ

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 6 juillet 2004] (p. 12244)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 juillet 2004] (p. 13613)

Gérard WEBER

*Ardeche (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Pierre-André WILTZER

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin. Décret du 30 mars 2004 [J.O. du 31 mars 2004] (p. 6179)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
 GOUVERNEMENT DE**

M. François Loncle. Politique extérieure. Chine. Tibet, droits de l'homme [15 octobre 2003] (p. 8601)

M. Jean Bardet. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [2 décembre 2003] (p. 11515)

M. Éric Raoult. Politique extérieure. Haïti. Droits de l'homme [7 janvier 2004] (p. 104)

M. Bruno Bourg-Broc. Défense. Volontariat civil. Statut [14 janvier 2004] (p. 353)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Son intervention (p. 10250)

Ses réponses (p. 10270, 10273 à 10277)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 10272)

Langue française : francophonie (p. 10252, 10271)

Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10271)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10252, 10272)

Politique économique : mondialisation (p. 10250)

Politique extérieure : aide au développement (p. 10251, 10270 et s.)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 10272)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 10251)

Union européenne : construction européenne : langue française (p. 10271)

Réponses aux questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 10273) (M. Jean-Claude Lefort) (p. 10273)

Organisations internationales : organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 10273) (M. Jean-Claude Lefort) (p. 10273)

Organisations internationales : organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 10276) (M. Serge Janquin) (p. 10276)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10777)

Son intervention (p. 10777)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 10783)

Sa réponse (p. 10792)

Thèmes :

Etrangers : asile interne (p. 10793)

Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 10778)

Etrangers : commission des recours des réfugiés : Haut commissariat aux réfugiés (HCR) (p. 10793)

Etrangers : demandeurs d'asile : regroupement familial (p. 10794)

Etrangers : droit d'asile (p. 10783)

Etrangers : droit d'asile : convention de Genève (p. 10777, 10793)

Etrangers : immigration (p. 10784)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 10777, 10784, 10793)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 10778)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : délais (p. 10779)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : mineurs (p. 10794)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 10784 et s., 10793)

Etrangers : protection subsidiaire (p. 10777, 10793)

Etrangers : protection subsidiaire : contentieux (p. 10779)

Etrangers : réfugiés : droit du travail (p. 10778)

Politiques communautaires : directives : droit d'asile (p. 10777 et s.)

Discussion des articles [18 novembre 2003] (p. 10794)

Article 1er (compétences de l'OFPRA)

Son intervention (p. 10795 et s.)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 10797)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son intervention (p. 10798 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Serge Blisko (décision refusant l'admission d'un demandeur d'asile sur le territoire : motivation, recours, etc) (p. 10800)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Serge Blisko (examen obligatoire par des officiers de l'OFPRA des demandes d'asile déposées à la frontière) (p. 10800)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 10801)

Article 7 (attribution d'un titre de séjour au demandeur d'asile)

Son intervention (p. 10802)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10803)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182)

Avant la discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 50)

Son intervention (p. 54)

Thèmes :

Langue française : francophonie (p. 54)

Langue française : usage (p. 54)

Pays étrangers : langues officielles (p. 54)

Union européenne : élargissement (p. 55)

Union européenne : langues officielles (p. 56)

Discussion de l'article unique [6 janvier 2004] (p. 63)

Son intervention (p. 63)

Éric WOERTH

Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

Est nommé Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat, auprès du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat. Décret du 31 mars 2004 [J.O. du 1^{er} avril 2004] (p. 6325)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 2004 (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

Membre de la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 16 octobre 2003] (p. 17653)

Cesse d'appartenir à la mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail [J.O. du 8 avril 2004] (p. 6706)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2004 (n° 1093) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (Affaires étrangères et francophonie) (n° 1110) [9 octobre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU
GOUVERNEMENT DE**

M. Maurice Giro. Administration. Rapports avec les administrés. Modernisation [5 mai 2004] (p. 3351)

M. Jean-Paul Charié. Etat. Organisation. Réforme, conséquences [2 juin 2004] (p. 4356)

DÉBATS**Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à
simplifier le droit****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juin 2004]
(p. 4723, 4750)**

Son intervention (p. 4725)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4735)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4743)

Sa réponse (p. 4760)

Thèmes :

Administration : enquêtes publiques (p. 4726)

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 4725)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : projet de loi d'habilitation (p. 4735)

Lois : codification (p. 4725)

Lois : textes d'application : délais (p. 4726)

Ordonnances : loi d'habilitation : simplifications administratives (p. 4725, 4760)

Ordonnances : ratification (p. 4743)

Parlement : prérogatives (p. 4743, 4760)

Politique sociale : simplifications administratives (p. 4735)

Urbanisme : permis de construire (p. 4725)

**Discussion des articles [10 juin 2004] (p. 4760,
4790)****Article 3 (développement de l'administration
électronique)**

Son intervention (p. 4761 et s.)

Article 4 (simplification du droit de la filiation)

Son intervention (p. 4763 et s.)

**Article 5 (simplification du fonctionnement des
tribunaux du contentieux de l'incapacité)**

Son intervention (p. 4766)

**Article 6 (modifications relatives à l'aide
juridictionnelle)**

Son intervention (p. 4767)

**Article 8 (mesures de simplification du droit
funéraire, du droit relatif aux associations, aux
compétences des maires d'Alsace-Moselle, à
l'exercice de certaines professions réglementées, à la
protection des mineurs accueillis temporairement
hors du domicile parental et à la prestation de
serment de certains professionnels)**

Son intervention (p. 4768 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (listes des jurés d'assises) (p. 4769)

**Article 11 (déconcentration de la procédure
d'interdiction d'exercer une activité d'enseignement
des activités physiques et sportives)**

Son intervention (p. 4769)

**Article 12 (harmonisation des régimes d'aide
personnelle au logement)**

Son intervention (p. 4771)

**Article 13 (clarification du régime des autorisations
d'urbanisme)**

Son intervention (p. 4772)

**Article 15 (harmonisation des définitions légales de
la notion de superficie)**

Son intervention (p. 4772)

Article 16 (simplification du droit forestier)

Son intervention (p. 4774)

**Article 20 (prolongation de l'habilitation à substituer
des régimes de déclaration aux régimes
d'autorisation préalable)**

Son intervention (p. 4776)

**Article 25 (clarification du régime d'assurance
obligatoire)**

Son intervention (p. 4778)

**Article 27 (simplification de la procédure de
changement d'affectation des locaux)**

Son intervention (p. 4779)

**Article 30 (diverses mesures de simplification
concernant les animaux)**

Son intervention (p. 4780 et s.)

**Article 31 (simplification des régimes applicables à
l'activité vitivinicole et aux produits bénéficiant d'une
appellation d'origine)**

Son intervention (p. 4782)

**Article 33 (simplification des régimes sociaux
agricole et de la mer)**

Son intervention (p. 4783 et s.)

**Article 34 (simplification de la législation applicable
en matière de police de l'eau, de police de la pêche et
des milieux aquatiques)**

Son intervention (p. 4784 et s.)

**Article 35 (simplification des procédures applicables
aux installations classées pour la protection de
l'environnement et en matière de déchets)**

Son intervention (p. 4785)

**Article 37 (clarification et simplification des
obligations à la charge des organismes prestataires
d'actions de formation)**

Son intervention (p. 4786)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de M. Étienne Blanc (fonctionnement des institutions représentatives professionnelles) (p. 4790)

**Article 39 (institution d'une possibilité d'audience à
huis clos dans les juridictions administratives et
visioconférence dans les juridictions administratives
d'outre mer)**

Son intervention (p. 4791)

**Article 40 (définition d'un taux fixe de compétence en
dernier ressort des conseils de prud'hommes)**

Son intervention (p. 4791)

**Article 41 (simplification des règles de gestion des
laboratoires publics)**

Son intervention (p. 4792)

**Article 42 (simplification et harmonisation des
régimes d'enquêtes publiques)**

Son intervention (p. 4792)

**Article 43 (allègement des procédures de classement
et de déclassement dans le domaine de la voirie
routière et ferroviaire et des procédures
d'élaboration et de révision des schémas de services
collectifs)**

Son intervention (p. 4793)

**Article 45 (simplification et rationalisation du
fonctionnement des juridictions financières)**

Son intervention (p. 4793 et s.)

**Article 46 (prolongation du délai de l'habilitation
relative au droit des marchés publics)**

Son intervention (p. 4794)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (rapport au Parlement sur la mise en application de la loi, six mois après sa publication) (p. 4794)

**Article 48 (simplification et clarification dans le
domaine de la sécurité sociale)**

Son intervention (p. 4798)

Article 49 (simplification et clarification dans le domaine de l'action sociale)

Son intervention (p. 4804)

Article 50 (simplification et clarification dans le domaine de la santé)

Son intervention (p. 4805 et s.)

Article 51 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4808)

Article 52 (ratification d'ordonnances prises dans le cadre de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003)

Son intervention (p. 4809)

Article 53 (ratification de diverses ordonnances portant transposition de directives)

Son intervention (p. 4810)

Article 54 (ratification de l'ordonnance n° 2001-741 du 23 août 2001 portant transposition de directives communautaires et adaptation au droit communautaire en matière de droit de la consommation)

Son intervention (p. 4810)

Article 55 (modification du droit de la consommation et de la concurrence)

Son intervention (p. 4810)

Article 56 (adoption et modification de codes)

Son intervention (p. 4811)

Article 57 (adaptation de codes existants)

Son intervention (p. 4811)

Article 58 (prolongation de l'habilitation à l'adoption du code de l'organisation judiciaire)

Son intervention (p. 4811)

Article 59 (modification, actualisation et rectification du code minier)

Son intervention (p. 4811)

Article 60 (consultation des organes locaux des collectivités d'outre-mer sur les projets d'ordonnances)

Son intervention (p. 4811)

Article 61 (délais)

Son intervention (p. 4812)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Grignon (procédure de composition des conseils locaux outre-mer) (p. 4812)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Étienne Blanc (harmonisation de la procédure applicable outre-mer avec celle applicable en métropole) à l'amendement n° 75 de M. Gérard Grignon (p. 4812)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gérard Grignon (extension outre-mer de l'application de dispositions codifiées) (p. 4812)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (nouveau titre : projet de loi de simplification du droit) (p. 4813)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4813)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Haut Conseil sur l'avenir de l'assurance maladie, missions [14 octobre 2003] (p. 8504)

Impôt sur le revenu. Paiement. Etalement, modalités [28 janvier 2004] (p. 996)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2003] (p. 8511, 8547) ; [15 octobre 2003] (p. 8573, 8610, 8643)

Son intervention (p. 8636)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8637)
 Finances publiques : généralités (p. 8636 et s.)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8636)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : gazole (p. 8636)
 Impôts locaux (p. 8637)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8637)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8636)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Examen des fascicules [7 novembre 2003] (p. 10234, 10256)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 10234)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 10236)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 10236)
 Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AÉFE) : crédits budgétaires (p. 10235 et s.)
 Lois : lois organiques : lois de finances (p. 10234 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 10235)
 Politique économique : conjoncture (p. 10237)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 10236)
 Politique extérieure : coopération militaire (p. 10236)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 10235 et s.)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur son activité au cours de la période juillet 2002 - juillet 2003 [14 octobre 2003] (n° 1118)

Proposition de loi n° 1171 tendant à compenser les distorsions de concurrence supportées par les buralistes dans les régions frontalières [4 novembre 2003]

Proposition de résolution n° 1421 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recenser les perspectives de règlement des problèmes liés aux affaissements miniers dans les anciennes mines de fer de Lorraine [10 février 2004]

Proposition de résolution n° 1706 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation et les perspectives d'évolution des prisons et du système carcéral français [28 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Hausse, conséquences [18 novembre 2003] (p. 10763)

Enseignement. Politique de l'éducation. Bilan et perspectives [7 janvier 2004] (p. 103)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1363 présentée par M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, sur l'avenir de l'école

[20 janvier 2004] (p. 574)

Son intervention (p. 612)

Thème :

Enseignement : personnel : exercice de la profession (p. 613)

Émile ZUCCARELLI

*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16800)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1569 relative à la réforme du mode de scrutin pour l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse [29 avril 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Contrat de plan avec l'Etat, perspectives [9 décembre 2003] (p. 11977)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 484, posée le 1^{er} décembre 2003. Energie et carburants. Energie éolienne (J.O. Questions p. 9070). Appelée le 2 décembre 2003. Réglementation, respect (p. 11483)

DÉBATS

Projet de loi n° 1215 relatif à la parité entre les hommes et les femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11980)

Son intervention (p. 11985)

Thèmes :

Elections et référendums : élections régionales : projet de loi (p. 11985)

Elections et référendums : modes de scrutin : Corse (p. 11986)

Elections et référendums : réforme (p. 11986)

Elections et référendums : prime majoritaire (p. 11986)

Elections et référendums : seuil de participation électorale : Corse (p. 11986)

Femmes : parité (p. 11986)

Discussion de l'article unique [9 décembre 2003] (p. 11988)

Après l'article unique

Son amendement n° 1 (extension aux élections à l'Assemblée de Corse des seuils en vigueur pour les élections régionales) (p. 11988) : rejeté (p. 11990)

Projet de loi organique n° 1323 portant statut d'autonomie de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 janvier 2004] (p. 284, 317)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 317) : rejetée (p. 322)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 318)

Constitution : article 74 : pays d'outre-mer (p. 320)

Constitution : révision : article 74 (p. 317)

Etat : réforme : études (p. 318)

Justice : tribunaux administratifs : Polynésie française (p. 320)

Outre-mer : "lois du pays" (p. 320)

Outre-mer : assemblée territoriale : Polynésie française (p. 319)

Outre-mer : autonomie : référendums (p. 318)

Outre-mer : pays d'outre-mer : Gouvernement précédent (p. 317)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 317)

Outre-mer : Polynésie française : compétences (p. 320)

Outre-mer : Polynésie française : président (p. 319)

Outre-mer : population locale : consultation (p. 318, 321)

Parlement : Congrès du Parlement : Président de la République (p. 317 et s.)

Politique générale : démocratie (p. 318, 321)

Michel ZUMKELLER

*Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2003] (p. 16723)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2003] (p. 16799)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1186 visant à protéger les mineurs face aux publicités à caractère pornographique diffusées sur l'internet [4 novembre 2003]

Proposition de loi n° 1647 visant à permettre aux associations qui ont pour vocation de défendre et d'informer les contribuables de se constituer partie civile dans les affaires de détournement de fonds publics ou de corruption [8 juin 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 574, posée le 20 janvier 2004. Politique extérieure. Cuba (J.O. Questions p. 388). Appelée le 20 janvier 2004. Droits de l'homme (p. 553)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

**Annexes au compte rendu intégral
[14 novembre 2003] (p. 10628) :**

- *Réunion de la commission des finances du
22 octobre 2003*

Son intervention (p. 10640)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 10640)

Entreprises : création (p. 10640)